



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

1,086,060



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

SOCIÉTÉ D'ART ET D'HISTOIRE

DU

DIOCÈSE DE LIÈGE

TOME XVII
DEUXIÈME PARTIE

LIÈGE

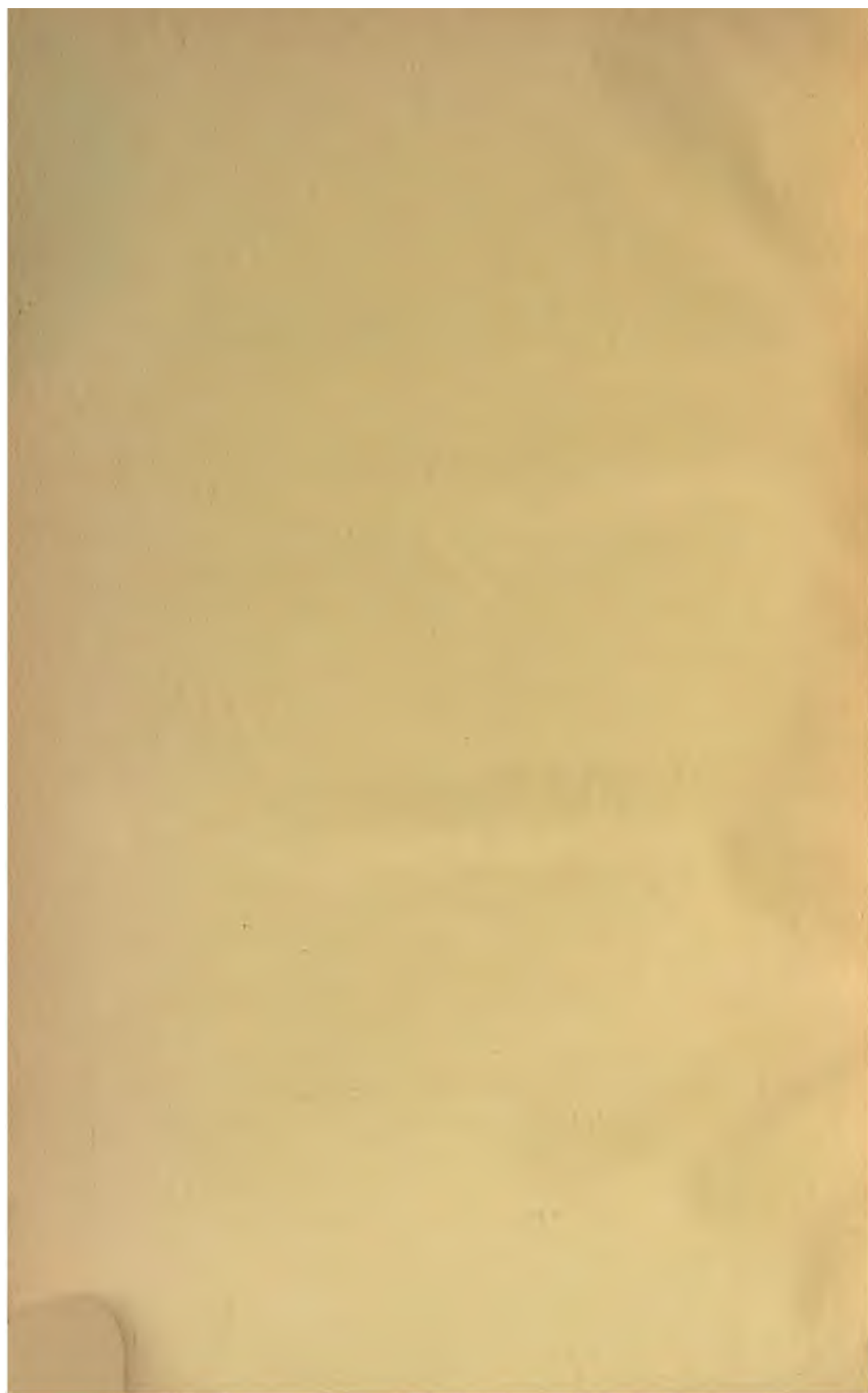


BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'ART ET D'HISTOIRE
DU
DIOCÈSE DE LIÈGE

TOME XVII
DEUXIÈME PARTIE

LIÈGE
D. CORMAUX, IMPRIMEUR-LIBRAIRE
Succ^r de L. GRANDMONT-DONDERS
22 - RUE VINAVE-D'ILE - 22

—
1908



SOCIÉTÉ D'ART ET D'HISTOIRE

DU

DIOCÈSE DE LIÈGE

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'ART ET D'HISTOIRE

DU

DIOCÈSE DE LIÈGE

TOME **XVII**

LIÈGE

D. CORMAUX, IMPRIMEUR-LIBRAIRE

Succ^r de L. GRANDMONT-DONDERS

22 - RUE VINAVE-D'ILE - 22

—

1908



Summary
rephot
7-63-28
15855

RÈGLEMENT

ART. 1^{er}. — Il est fondé, à Liège, une *Société d'art et d'histoire du diocèse de Liège*.

ART. 2. — Cette Société a pour but d'aider à la conservation et de propager la connaissance de tout ce qui peut intéresser l'histoire et l'art religieux du diocèse de Liège.

ART. 3. — Elle comprend des *membres d'honneur*, des *membres actifs*, des *membres correspondants* et des *membres associés*.

ART. 4. — Les *membres d'honneur* sont ceux auxquels ce titre a été décerné en reconnaissance de leur haut patronage ou d'éminents services.

ART. 5. — Les *membres actifs* sont ceux qui s'engagent à apporter un concours régulier à l'œuvre de la Société; ils seront au nombre de trente-un au plus, élus par leurs collègues, et auront seuls voix délibérative dans les réunions. Les membres actifs ne peuvent être choisis que parmi les correspondants habitant le diocèse. La préférence sera donnée à ceux qui, par le lieu de leur résidence ou par la nature de leurs occupations, sont le plus à même de participer aux travaux de la Société. Tout membre actif qui viendrait à s'établir définitivement en dehors du diocèse de Liège, rentre de plein droit dans la catégorie des correspondants.

ART. 6. — Les *membres correspondants* sont choisis parmi les personnes qui auront rendu, ou se montreraient disposées à rendre des services particuliers à la Société. Ils peuvent assister à ses

réunions avec voix consultative. C'est parmi eux que seront choisis les *membres actifs*.

ART. 7. — Les *membres associés* collaborent à l'œuvre par le paiement de leur cotisation ; ils reçoivent toutes les publications de la Société, les facilités d'accès à ses collections et le droit d'obtenir les renseignements qui pourraient les intéresser sur les objets dont s'occupe l'Association. Il ne peut être procédé aux élections des membres que dans une assemblée plénière, expressément convoquée à cette fin. Toute présentation de membre doit être déposée dans l'assemblée précédant celle du vote et doit porter la signature de cinq membres actifs. Les membres associés sont admis sur cette seule présentation.

ART. 8. — En entrant dans la Société tous les membres s'engagent à observer les Statuts et à payer une *cotisation annuelle*, de 15 francs pour les membres *actifs* ; de 10 francs pour les *correspondants* et les *associés*.

ART. 9. — La Société se divise en *deux sections* : la *section d'art* et la *section d'histoire*.

ART. 10. — Chacune de ces sections nomme son Président et son Secrétaire et peut se réunir à part pour traiter des questions qui font plus spécialement l'objet de ses études.

ART. 11. — La Société sera administrée par un *Bureau* composé d'un Président, de deux ou trois Vice-Présidents, de deux Secrétaires, d'un Trésorier, d'un Conservateur, d'un Bibliothécaire et des Dignitaires qu'elle jugerait utile de leur adjoindre.

ART. 12. — La Société a pour *Président d'honneur* Monseigneur l'Evêque de Liège, et pour *Président effectif* le membre désigné par Monseigneur l'Evêque. Les *Présidents de section* remplissent les fonctions de *Vice-Présidents* de la Société, et prendront rang d'après la date de leur élection ; le *Secrétaire*, le *Trésorier* et les autres Dignitaires sont nommés par l'Assemblée générale. Le Bureau sera renouvelé chaque année par moitié. Un tirage au sort déterminera, pour la première fois, l'ordre de sortie. L'élection aura lieu dans la séance de janvier. Les membres sortants sont rééligibles.

ART. 13. — La Société s'assemble en *réunion plénière* pour procéder aux élections nécessaires, régler son budget et prendre toutes les décisions concernant l'œuvre entière ; la première de ces réunions se tiendra obligatoirement chaque année dans le mois de janvier et il y sera fait un rapport sur l'exercice écoulé.

ART. 14. — La Société poursuit son but : 1^o en traitant, soit en section, soit en Assemblée générale, les questions relatives à ce but ; 2^o en éditant un *Bulletin* et des *publications spéciales* ; 3^o en organisant un *Musée diocésain* ; 4^o en fournissant à ses membres les *indications historiques et artistiques* réclamées d'elle.

ART. 15. — Le *Bulletin* paraîtra sous la direction des délégués de la Société ; chaque auteur aura droit à cinquante *tirés à part* de tout travail inséré dans le *Bulletin*.

ART. 16. — Le *Musée* sera composé d'objets *authentiques* et de *reproductions* exactes, choisis parmi les plus anciens ou les plus recommandables par leur valeur artistique.



TABLEAU
DES
MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

PRÉSIDENT D'HONNEUR

Sa Grandeur Monseigneur RUTTEN, évêque de Liège.

CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ

<i>Président,</i>	Monseigneur Emile SCHOOLMEESTERS, doyen du Chapitre cathédral, vicaire général de Sa Grandeur Monseigneur l'Evêque de Liège.
<i>Vice-Présidents,</i>	MM. Joseph DEMARTEAU. Amédée DE RYCKEL.
<i>Secrétaire,</i>	Joseph BRASSINNE.
<i>Trésorier,</i>	Gustave RUHL.
<i>Conservateur,</i>	le chanoine Léon DUBOIS.
<i>Conservateur-adjoint,</i>	Auguste JAVAUX.
<i>Bibliothécaire,</i>	Jules CLOSON.
<i>Bibliothécaire-adjoint,</i>	l'abbé Joseph COENEN.
<i>Membre,</i>	l'abbé Guillaume SIMENON.

MEMBRES D'HONNEUR

MM. BEQUET (Alfred), président de la Société archéologique de Namur.

KURTH (Godefroid), membre de l'Académie, directeur de l'Institut historique belge à Rome, à Assche (Brabant).

Le Révérendissime Abbé de Maredsous, par Maredret-Sosoye (Namur).

ROLAND (le chanoine), à Salzinne-Namur.

SCHNUTTGEN (le chanoine), Margarethen Kloster, à Cologne.

WEALE (James), ancien conservateur au *South-Kensington Museum*, Clapham, à Londres.

MEMBRES ACTIFS

SECTION D'ART

MM. ANTOINE (Joseph), artiste-peintre, rue des Vennes, 124, à Liège.

COENEN (l'abbé Joseph), aumônier de la Prison, rue Jean d'Outremeuse, 98, ib.

DEMARTEAU (Joseph), rédacteur en chef de la *Gazette de Liège*, place Verte, 12, ib.

DUBOIS (le chanoine Léon), rue de la Légia, 7, ib.

FRANCOTTE (Gustave), membre de la Chambre des représentants, 13, place du Luxembourg, à Bruxelles.

JAMAR (Edmond), architecte, rue Saint-Pierre, 21, à Liège.

JAVAUX (Auguste), rue Saint-Paul, 25, ib.

RUHL (Gustave), docteur en droit, boulevard d'Avroy, 73, ib.

SIMONIS (Dr Julien), à Jemeppe-sur-Meuse.

WILMART (Charles), docteur en droit, rue Saint-Remy, 1, à Liège.

WILMART (l'abbé Fernand), rue Saint-Remy, 1, ib.

WILMOTTE (J.), fils, artiste orfèvre, boulevard de la Sauvenière, 116, ib.

SECTION D'HISTOIRE

Président d'honneur : M. KURTH (Godefroid), membre de l'Académie, directeur de l'Institut historique belge, à Rome.

MM. ALEXANDRE (Joseph), docteur en médecine, rue Volière, 15, à Liège.

BALAU (l'abbé Sylvain), curé à Pepinster.

BORMAN (le chevalier Camille DE), président du Conseil provincial du Limbourg, château de Schalkhoven, par Hoesselt.

BORMANS (Stanislas), membre de l'Académie, rue Forgeur, 20, à Liège.

BRASSINNE (Joseph), docteur en philosophie et lettres, premier sous-bibliothécaire de l'Université, rue Nysten, 30, ib.

CEYSSENS (l'abbé Joseph), curé à Dalhem.

CLOSON (Jules), docteur en philosophie et lettres, chargé de cours à l'Université, avenue Blondin, 7, à Liège.

CRASSIER (le baron Louis DE), rue du Jardin-Botanique, 28, ib.

DE SMEDT (le Révérend Père Charles), président des Bollandistes, correspondant de l'Institut de France, à Bruxelles.

FRANCOTTE (Henri), professeur à l'Université et conseiller provincial, rue Lebeau, 1, à Liège.

HALKIN (Léon), professeur à l'Université, rue de Fétille, 107, ib.

HANQUET (Karl), docteur en droit et en philosophie, professeur à l'Université de Liège, quai de la Boverie, 18, ib.

LOOMANS (Pierre), rentier, à Maestricht.

MARÉCHAL (l'abbé Edouard), curé à Hodeige, par Remicourt.

PAQUAY (l'abbé Jean), vicaire à Notre-Dame, à Tongres.

MM. RYCKEL (Amédée DE), docteur en droit, rue Louvrex, 47, à Liège.

SIMENON (l'abbé Guillaume), professeur au Séminaire de Liège.

MEMBRES CORRESPONDANTS

MM. AUGUSTE (le frère), directeur de l'Ecole Saint-Luc, rue de la Loi, à Liège.

BOURGUET (l'abbé Hubert), curé de Saint-Antoine, ib.

BUGGENOMS (Louis DE), avocat, rue Courtois, 40, ib.

CLOES (Maurice), avocat, rue Rouveroy, 1, ib.

COLLARD BOVY (l'abbé H.), curé à Beaufays, par Chaudfontaine.

CRÉMER (Auguste), château de Petaheid, par Verviers.

DANIËLS (l'abbé Polydore), Marché-au-Beurre, à Hasselt.

DEHIN, frères, fabricants, rue du Coq, 49, à Liège.

DEPAQUIER (l'abbé Walter), curé à Wandre.

GILISSEN (l'abbé), rue Mathieu-Laensberg, 24, à Liège.

GRANDMONT (Alphonse), avocat, à Taormina (Sicile).

GUILLEAUME (l'abbé Denis), vicaire à Sainte-Foi, à Liège.

KERKHOF (l'abbé J.), vicaire à Sainte-Marie, ib.

LAENEN (le chanoine Joseph), archiviste à l'archevêché de Malines, à Malines.

LAHAYE (Léon), conservateur des Archives de l'Etat, rue Sainte-Marie, 8, à Liège.

le PAS (Henri-Robert), villa du Mamelon vert, 4, à Andrimont par Dison.

MAQUINAY (l'abbé Auguste), professeur au Collège Marie-Thérèse, à Herve.

NAVEAU (Léon), docteur en droit, château de Bommershoven, par Jesseren.

PAQUAY (l'abbé Alphonse), aumônier des Sœurs de l'Enfance de Jésus, à Hasselt.

MM. POLAIN (Eugène), docteur en droit, second sous-bibliothécaire de l'Université, rue Saint-Paul, 9, à Liège.

PONCELET (Edouard), conservateur des Archives de l'Etat, au Parc, à Mons.

le Révérend Père Recteur du Collège Saint-Servais, à Liège.

SCHEEN (l'abbé Joseph), curé à Wonck, par Roclenge.

TASSIN (Adolphe), artiste peintre, rue Saint-Laurent, 99, à Liège.

Joseph THISQUEN, avocat, rue de Joie, 70, ib.

ULENS (Robert), avocat, château de Grand-Jamine, par Gelinden.

VAN WINTERSHOVEN (l'abbé Edmond), curé à Emael, par Eben-Emael.

VAN ZUYLEN (Paul), quai des Pêcheurs, 53, à Liège.

WALTZING (Jean-Pierre), professeur à l'Université, rue du Parc, 9, ib.

MEMBRES ASSOCIÉS

MM. BASTIN (l'abbé Joseph), à Ondenwal (Weismes-Malmedy).

BECKERS (l'abbé Adolphe), curé-doyen à Saint-Trond.

BENTEIN (l'abbé Emile), directeur du Petit-Séminaire, à Saint-Trond.

BOONEN (l'abbé Pierre), curé-doyen à Glons.

BOUVY (Alexandre), docteur en droit, quai de l'Abattoir, 39, à Liège.

BOVENS (le chanoine Hubert), vicaire-général de Sa Grandeur Monseigneur l'Evêque de Liège, rue Fusch, 7, ib.

BREULS (Paul), avocat, à Vaux-sous-Chèvremont.

BRINCKMANN (l'abbé Charles), curé-doyen de Saint-Jacques, à Liège.

DALLEMAGNE (Jules), membre de la Chambre des représentants, rue Darchis, 35, ib.

MM. DAVIGNON (Julien), ministre des affaires étrangères, à Bruxelles.

DEFIZE (l'abbé Jules), curé de Sainte-Croix, cloîtres Sainte-Croix, à Liège.

DEMARET (l'abbé), curé-doyen à Huy.

DEMARTEAU (Louis), libraire, rue de l'Official, 2, à Liège.

DEMARTEAU (l'abbé Victor), curé à Celles, lez-Waremme.

DESEILLE (l'abbé Léopold), curé-doyen à Verviers.

DOBBELSTEIN (l'abbé Grégoire), curé de Saint-Denis, à Liège.

EGGERMONT (le baron I.), conseiller de légation de S. M. le Roi des Belges, au château de Leignon, par Ciney.

EVARD (l'abbé J.-J.), curé à Wasseige.

FAVEREAU (le baron Paul DE), membre de la Chambre des représentants, à Bruxelles.

FOURGON (l'abbé B.), curé à Lincé, par Sprimont.

FROIDMONT (l'abbé Michel), professeur à l'Ecole normale de l'Etat, rue de Harlez, 18, à Liège.

GAILLARD (le chanoine Joseph), rue du Jardin-Botanique, ib.

GALAND (l'abbé A.), curé-doyen à Soumagne.

GELIN (l'abbé (Emile), professeur au Collège Saint-Quirin, à Huy.

GELOËS D'EYSDEN (le comte DE), au château d'Eysden, par Maestricht.

GÉRADON (Maurice DE), boulevard Piercot, 19, à Liège.

GILLIS (l'abbé J.-M.), curé à Grand-Axhe, par Waremme.

GOFFIN (l'abbé Ernest), curé-doyen à Herve.

GOOSSENS (l'abbé Guillaume), professeur au Séminaire, à Rolduc.

HABRAN (l'abbé Victor), curé à Erneuville, par Bastogne.

JOSEFF (Monseigneur Gilles), prélat domestique de Sa Sainteté, curé-doyen de Saint-Martin, à Liège.

- MM. KLOCK (l'abbé Franz), curé à Dreye, par Fallais.
- KUBBEN (l'abbé Pierre), professeur au Collège, à Brée.
- LACROIX (l'abbé L.), curé-doyen de Saint-Bathélemi, à Liége.
- LAFONTAINE (le baron DE), chanoine de la cathédrale de Liége, curé-doyen à Spa.
- LAMINNE (le chanoine Jacques), professeur, à l'Université, rue de Bériot, à Louvain.
- LECLERCQ (l'abbé Auguste), curé-doyen à Saint-Georges-sur-Meuse.
- LEDRU (Léon), artiste-peintre-verrier, rue Bonne-Femme, 55, Liége.
- LEMMENS (l'abbé Charles), directeur du Collège Notre-Dame, à Tongres.
- LIMBOURG (le chevalier Philippe DE), à Theux.
- LOHEST (Paul), ingénieur, rue des Eburons, 54, à Liége.
- LUCAS (le chanoine Charles), professeur au Séminaire de Liége.
- LUCAS (l'abbé Jean), curé-doyen de Saint-Nicolas, à Liége.
- MATERNE (l'abbé Désiré), curé-doyen à Waremme.
- NULLENS (l'abbé Edouard), à Coursel.
- OPHOVEN (Léon), docteur en droit, à Stavelot.
- PEETERS (le chanoine Philippe-Jacques), doyen honoraire, à Tongres.
- PITTEURS DE BUDINGEN (le baron Herman DE), docteur en droit, avenue Rogier, 17, à Liége.
- RACHELS (le chanoine Nicolas), curé-doyen à Hasselt.
- RENARD, docteur en médecine, boulevard de la Sauvenière, 98, à Liége.
- RENESE BREIDBACH (le comte Théodore DE), à Schoonbeek, par Beverst.
- le Révérend Père Supérieur des Pères Rédemptoristes, à Liége.

- MM. le Révérendissime Abbé d'Averbode, par Sichem.
le Révérendissime Abbé du Val-Dieu, par Aubel.
ROBYNS (l'abbé Oswald), vicaire à Exel.
SCHAETZEN (le chevalier Ludovic), à Tongres.
SCHILLINGS (l'abbé Alphonse), curé-doyen à Limbourg,
par Dolhain.
SÉPULCHRE (Charles), à Herstal.
SIMON (l'abbé Victor), directeur du Collège Marie-Thérèse,
à Herve.
SPEDER (le chanoine Joseph), boulevard d'Avroy, 60, à
Liège.
THONON (l'abbé), curé à Fize-le-Marsal, par Oreye.
ULENS (le chanoine Guillaume), rue Vivegnis, 30, à Liège.
VAN DEN HOVE (l'abbé Joseph), curé-doyen à Vlytingen,
par Vroenhoven.
Ville de Liège (Département de l'Instruction publique de la).
YERNAUX, docteur en philosophie et lettres, à Aywaille.



LISTE DES SOCIÉTÉS ET DES REVUES

AVEC LESQUELLES LA SOCIÉTÉ D'ART ET D'HISTOIRE
FAIT L'ÉCHANGE DE SES PUBLICATIONS (1).



I. — BELGIQUE

ANVERS.	<i>Académie royale d'archéologie de Belgique.</i>
BRUXELLES.	<i>Société d'archéologie.</i>
CHARLEROI.	<i>Société paléontologique et archéologique de l'arrondissement judiciaire de Charleroi.</i>
ENGHIEN.	<i>Cercle archéologique.</i>
GAND.	<i>Société d'histoire et d'archéologie.</i>
HASSELT.	<i>Société chorale et littéraire des Mélophiles.</i>
	<i>L'ancien pays de Looz.</i>

(1) Toutes les publications reçues sont à la disposition des membres de la Société et peuvent leur être confiées *pour huit jours contre reçu*. Pour tout ce qui concerne la bibliothèque (envois de volumes, demandes d'échanges, etc.), s'adresser à Monsieur le Bibliothécaire de la *Société d'art et d'histoire*, rue Bonne-Fortune, 2, à Liège.

HUY.	<i>Cercle hutois des sciences et des beaux-arts.</i>
LIÈGE.	<i>Institut archéologique liégeois.</i> <i>Société liégeoise de littérature wallonne.</i> <i>Wallonia.</i>
LOUVAIN.	<i>Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique.</i> <i>Annuaire de l'Université catholique.</i> <i>Revue d'histoire ecclésiastique.</i>
MALINES.	<i>Cercle archéologique, littéraire et artistique.</i>
MAREDSOUS.	<i>Revue bénédictine.</i>
MONS.	<i>Cercle archéologique.</i> <i>Société des sciences, des lettres et des arts du Hainaut.</i>
NAMUR.	<i>Société archéologique.</i>
NIVELLES.	<i>Société archéologique de l'arrondissement judiciaire de Nivelles.</i>
SAINT-NICOLAS.	<i>Cercle archéologique du pays de Waes.</i>
SOIGNIES.	<i>Cercle archéologique du canton de Soignies.</i>
TONGRES.	<i>Société scientifique et littéraire du Limbourg.</i>
TOURNAI.	<i>Société historique et archéologique.</i>
VERVIERS.	<i>Société verviétoise d'archéologie et d'histoire.</i>

II. — ALLEMAGNE

AIX-LA-CHAPELLE.	<i>Aachener Geschichtsverein.</i> <i>Verein für Kunde der Aachener Vorzeit.</i>
BONN.	<i>Verein von Altertumsfreunden, im Rheinlande.</i>

DUSSELDORF.	<i>Düsseldorfer Geschichtsverein.</i>
GIESSEN.	<i>Oberhessischer Geschichtsverein.</i>
METZ.	<i>Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde.</i>

III. — FRANCE

ABBEVILLE.	<i>Société d'Emulation.</i>
AMIENS.	<i>Société des Antiquaires de Picardie.</i>
ARRAS.	<i>Commission départementale des monuments historiques du Pas-de-Calais.</i>
CHALONS-SUR-SAONE.	<i>Société d'histoire et d'archéologie.</i>
CONSTANTINE.	<i>Société archéologique du département de Constantine.</i>
LAON.	<i>Société académique de Laon.</i>
LILLE.	<i>Société d'études de la province de Cambrai.</i>
NANCY.	<i>Académie de Stanislas.</i> <i>Société d'archéologie lorraine.</i>
PARIS.	<i>Société de l'histoire de France.</i>
POITIERS.	<i>Société des Antiquaires de l'Ouest.</i>
REIMS.	<i>Académie nationale.</i>
ROMANS.	<i>Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des diocèses de Valence, Digne, Gap, Grenoble et Viviers.</i>
SAINT-DIÉ-DES-VOSGES.	<i>Société philomatique vosgienne.</i>
SAINT-OMER.	<i>Société des Antiquaires de la Morinie.</i>

IV. — HOLLANDE

LEYDE.	<i>Maatschappij der nederlandsche Letterkunde.</i>
MAESTRICHT.	<i>Société historique et archéologique dans le duché de Limbourg.</i>

- MAESTRICHT. *Provinciaal Genootschap voor Geschiedenis en Oudheidkunde in Limburg (De Maasgouw).*
- OISTERWYCK. *Algemeen Nederlandsch Familieblad, tijdschrift voor Geschiedenis.*
- UTRECHT. *Historisch Genootschap.*

V. — ITALIE

- ROME. *Institut historique belge.*

VI. — LUXEMBOURG

- LUXEMBOURG. *Verein für Luxemburger Geschichte, Litteratur und Kunst.*

VII. — SUÈDE

- STOCKHOLM. *Kongl. Vitterhets Historie och Antiquitets Akademien.*
- UPSALA. *Kongl. Humanistika Vetenskaps-Samfundet.*



NOTES
POUR SERVIR A
L'HISTOIRE DES PAROISSES
QUI DÉPENDAIENT DE L'ABBAYE DE SAINT-TROND



AVANT-PROPOS

En étudiant l'histoire de l'abbaye de Saint-Trond et en fouillant son riche dépôt d'archives, nous avons trouvé un grand nombre de renseignements au sujet des paroisses où les abbés de ce monastère exerçaient quelque droit.

Plusieurs de ces documents jettent un peu de lumière sur les origines de ces paroisses ; d'autres — et c'est le plus grand nombre — nous permettent de reconstituer en majeure partie la liste des curés et des bénéficiers.

D'autre part, la *Société d'art et d'histoire du diocèse de Liège* demandait pour 1905 « un travail concernant d'une façon générale les paroisses du diocèse » ou ayant pour but d'aider à la composition des « monographies paroissiales diocésaines, par exemple, » par la publication des sources (1). »

A ce désir, nous avons cru pouvoir répondre par le présent travail.

(1) *Leodium*, 1903, p. 42 et 1904, p. 87.

* * *

PLAN. Dans un premier chapitre, nous avons établi la liste des églises et des bénéfices qui étaient à la collation des abbés ; nous avons examiné pour ces collations, la procédure en usage, les restrictions apportées au droit des prélats et les avantages que ceux-ci en tiraient. Dans les chapitres suivants, nous donnons pour chaque église un aperçu général de son histoire, puis la liste des curés et des recteurs d'autels.

Nous savons que notre travail présente des lacunes. Mais outre qu'il aurait été difficile de faire une œuvre absolument complète, nous avouons que tel n'était pas notre but ; notre seule préoccupation était de favoriser et de faciliter quelque peu l'étude des histoires paroissiales ; nous nous flattons de l'avoir fait dans une certaine mesure, en mettant à la disposition des travailleurs ces nombreux renseignements que les archives de l'abbaye pouvaient leur fournir.

* * *

SOURCES. Outre les chroniques, les cartulaires, l'obituaire et les différents registres de l'abbaye, nous avons utilisé surtout huit volumes du dépôt des archives de l'Etat, à Hasselt :

1^o Volume *in-4*, coté CY, contenant la collation des cures et bénéfices faite par l'abbé de Saint-Trond et les commissions délivrées à ses officiers (coté actuellement n^o 6708).

2^o Volume *in-folio*, relié en peau, coté AX, contenant la copie des commissions, collations, baux, ordonnances politiques et actes de grâce de 1552 à 1645 (coté actuellement n^o 6709).

3^o Volume *in-folio*, contenant quelques collations et commissions délivrées par l'abbé Hubert Germeys et quelques suppliques adressées à l'abbé Hubert de Sutendael de 1638 à 1663 (coté actuellement n^o 6710).

4^o Volume *in-folio*, contenant les collations et les commissions de Hubert Germeyns et de Hubert de Sutendael (1638 à 1663), ainsi que des suppliques et des apostilles de 1632 à 1638 (coté actuellement n^o 6711).

5^o Volume *in-folio*, contenant les collations et commissions faites par Hubert de Sutendael et Michel Vander Smissen de 1650 à 1666 (coté actuellement n^o 6712).

6^o Volume *in-folio*, contenant les commissions et collations de 1664 à 1670 (coté actuellement n^o 6713).

7^o Volume *in-folio*, intitulé : *Liber collationum pastorum et beneficiorum*, commencé sous Servais Foullon en 1679 et continué sous Benoît Mannaerts jusqu'en 1703 (actuellement n^o 6714).

8^o Volume *in-folio*, contenant les collations des cures et des bénéfices de 1704 à 1743 (actuellement n^o 6715).

Par ces actes de nomination, nous avons pu reconstituer en grande partie les listes des curés et bénéficiers à partir du XVI^e siècle. Ces listes, nous avons voulu les compléter au moyen des *registres archidiaconaux*, conservés aux archives de l'Evêché de Liège et divisés en cinq classes : 1^o *visitationes* ; 2^o *jura et institutiones* ; 3^o *supplicae* ; 4^o *computus curiae episcopalis* ; 5^o *diversa*.

Aux archives de l'archevêché de Malines, nous avons également trouvé douze registres analogues pour l'archidiaconé de Brabant.

* * *

SIGLES. Dans l'indication de ces sources, nous avons fait usage des sigles suivants :

N. = Registres des nominations faites par les abbés.

V. = Visites archidiaconales dont la plus ancienne remonte à 1613.

I. = Registres des archidiacres contenant les *jura et institutiones*. Pour l'archidiaconé de Hesbaye, le plus ancien de ces registres remonte à 1476.

I.

DÉTAILS GÉNÉRAUX.

A. ÉGLISES QUI DÉPENDAIENT DE L'ABBAYE.

C'est l'église de *Donck* qui, la première dans l'ordre chronologique, est mentionnée comme appartenant à l'abbaye de Saint-Trond. Construite par le comte Robert, en l'honneur de la Sainte Vierge, de saint Pierre, de saint Jean, de saint Servais et de saint Lambert, elle fut donnée par son fondateur même, en 741, à l'abbaye de Saint-Trond (1). La charte de cette donation est le document le plus ancien de nos archives et c'est à bon droit que le chroniqueur Foullon la qualifie de « *diploma quo nullum apud nos prisca fide venerabilius* (2). »

Il faudra suivre pendant deux cents ans le cours des temps pour rencontrer, au milieu du x^e siècle, deux documents qui attribuent à notre abbaye une propriété analogue.

Le 9 mars 956, un personnage nommé Ardo, en échange de certaines libéralités faites au monastère, reçut de celui-ci l'usufruit d'une cour seigneuriale, d'une église, d'un moulin et de quatre manses situées à *Jemeppe-sur-Meuse* (3). C'est dans des conditions semblables que Zeyzolf acquit l'usufruit de certains biens que l'abbaye possédait à *Briedel*, sur la Moselle. D'après la charte, ces biens consistaient en une église, plusieurs fermes, des vignobles, des terres arables, des pâturages et un serf (4).

Au milieu du siècle suivant, l'abbé Adélarde II (1055-1082) construisit ou restaura plusieurs églises

(1) PIOT, *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Trond*, t. I, p. 1.

(2) Foullon, élu abbé en 1667, écrivit sa chronique vers 1669 (aux Archives de l'Etat, à Hasselt, n° 66785).

(3) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 9.

(4) *Ibidem*, p. 11.

dont le chroniqueur Rodolphe a conservé la liste (1). Ce furent les églises Notre-Dame et Saint-Gengulphe à Saint-Trond, les églises d'Aalburg sur la Meuse en Hollande, Wychmael (*Guimala*) en Campine, Peer (*Pira*), Schaffen (*Scafe*) et Webbecom (*Guebechem*) près de Diest, Donck (*Dunch*), Staden (*Stades*) près de Saint-Trond, Meer (*Mere*), dépendance de Halle-Boyenhoven, Bevingen (*Bevinges*), Orey (*Horel*) et Jemeppe-sur-Meuse (*Jemapia*). Ce fait nous autorise à conclure que déjà à cette époque ces églises relevaient de l'abbaye.

Du reste, elles lui ont appartenu toutes jusqu'à la fin de l'ancien régime.

Seules, celles d'Oreye et de Jemeppe-sur-Meuse, à une époque que nous ignorons, ont cessé de faire partie du domaine monastique. Déjà le diplôme de Pascal II de 1107 (2) se contente de mentionner parmi les possessions du monastère les *villas* de *Jumapiam* et d'*Orelium*, sans citer leurs églises. Mais comme ce diplôme n'énumère que des églises paroissiales, il nous est impossible de conclure que déjà en 1107 les églises de Jemeppe-sur-Meuse et d'Oreye étaient devenues indépendantes de l'abbaye.

Toujours est-il que celle-ci continua à posséder à Jemeppe des biens jusqu'en 1261 (3) et à Oreye des propriétés considérables jusqu'à la fin de l'ancien régime. Mais le chapitre de Saint-Denis nomma dans la suite le curé d'Oreye, tandis que pour Jemeppe l'abbaye de Saint-Jacques à Liège recueillit la succession de celle de Saint-Trond ; déjà en 1270 l'abbé de Saint-Jacques intervient dans l'érection de Jemeppe en paroisse distincte (4).

(1) DE BORMAN, *Chronique de l'abbaye de Saint-Trond*, t. I, p. 20.

(2) Piot, *op. cit.*, t. I, p. 29.

(3) En 1261, l'abbé Guillaume de Ryckel échangea ces biens contre d'autres propriétés plus rapprochées de Saint-Trond (PIOT, *op. cit.*, p. 299).

(4) MONCHAMP, *Les origines des paroisses de Seraing-sur-Meuse et de Jemeppe-sur-Meuse*, dans *Leodium*, 1905, p. 124.

La première liste complète des églises qui relevaient du monastère de Saint-Trond se trouve dans la charte de Pascal II, datée de Troyes le 25 mai 1107 (1). A la demande de l'abbé Thierry, le pape confirma les privilèges et les possessions de l'abbaye.

Ce document est d'une importance capitale ; non seulement il indique que les églises qu'il cite existaient au début du XII^e siècle et faisaient partie du domaine de l'abbaye, mais encore il nous apprend que toutes ces églises étaient à cette époque des églises paroissiales. C'est ce qu'indique la phrase : « *Porro ALTARIA quae in diversis parrochiis possessione legitima possidetis, ab omni personatu libera, vobis vestrisque successoribus in perpetuum servanda censemus, salvis nimirum consuetis episcoporum vel episcopalium ministrorum obsoniis.* » Si le pape proclame ces *altaria ab omni personatu libera*, on pourrait même songer que non seulement le patronat, c'est-à-dire le droit de collation, mais encore le personat appartenait aux abbés qui ainsi étaient les véritables curés de ces paroisses. Il n'en est rien cependant, puisque dans le même siècle plusieurs de ces églises furent seulement incorporées à l'abbaye (2).

Le diplôme pontifical énumère les églises suivantes : l'église Notre-Dame à Saint-Trond avec ses dépendances (*in ipso oppido Sancti Trudonis, altare Sancte Marie cum appenditiis suis*), les églises de Molveren (*Merweles*), Staden (*Stadini*) (3), Laar (*Lare*), Borlo (*Burlo*), Halle-Boyenhoven (*Halle*), Haelen (*Hales*), Webbecom et ses dépendances (*Webencheyn*), Corbeek (*Corbeke*) (3), Mielen-sur-Aelst (*Mile*), Aalst près de

(1) PIOT, *op. cit.*, p. 29.

(2) Entre autres les églises de Notre-Dame à Saint-Trond et de Mielen-sur-Aelst en 1161.

(3) Le chroniqueur Rodolphe rapporte que l'abbé Thierry (1099-1107) jouissait déjà des revenus des églises de Corbeek et de Staden (DE BORMAN, *op. cit.*, t. I, p. 77).

Saint-Trond (*Alste*), Engelmanshoven (*Engelmanshove*), Peer (*Pire*), Oirsbeeck dans le Limbourg hollandais (*Ursbach*), Donck (*ecclesiam Sancte Marie sitam in insula Dunc in Cellam*) (1); puis dans le Brabant septentrional les églises d'Alem (*Aley*), Woensel (*Gunsela*) (2), Son (*Sunna*) (3) et Macharen (*Machera*) (4); enfin dans le diocèse de Trèves les églises de Pommeren (*Pomerio*) et de Briedel (*Bredal*) et dans celui d'Utrecht l'église d'Aalburg (*Alburch*) avec ses dépendances.

Ce diplôme ne mentionne pas les églises de Saint-Gengulphe à Saint-Trond, de Wychmael, de Schaffen, de Meer et de Bevingen construites ou restaurées jadis par Adelard II; c'est qu'à cette époque ces églises n'étaient pas églises paroissiales.

Pour la même raison, les églises de Seny en Condroz, Neerpelt en Campine, Maxenzele dans le Brabant et Kerkom près de Saint-Trond ne sont pas citées non plus, alors que le même document fait mention des possessions de l'abbaye à *Sesninc*, *Peltam*, *Masesele* et *Kyrcheim*.

Cependant ces églises existaient à cette époque; car le premier continuateur de Rodolphe, écrivant de 1108 à 1138, les mentionne quand il nous apprend quelles étaient les églises et les villages dont les revenus servaient à l'entretien des moines (5). Ainsi, il cite les

(1) PIOT, *op. cit.*, p. 31, identifie « *Dunc in Cellam* » avec Kloosterdonck dans le Brabant septentrional. Malgré toutes les apparences, force nous est de rejeter cette opinion. Kloosterdonck n'a jamais appartenu à l'abbaye, et, d'autre part, les détails apportés par le document pontifical s'appliquent en tous points à l'église de Donck.

(2) PIOT a imprimé *Omisela*; c'est une mauvaise lecture pour *Gunsela*. Nous avons montré ailleurs (G. SIMENON, *Le servage à l'abbaye de Saint-Trond*, p. 12) que *Gunsela* doit être identifié avec Woensel dans le Brabant septentrional.

(3) PIOT a identifié *Sunna* avec Seny dans le Condroz, alors que dans la même charte Seny est indiquée sous la forme *Sesnino*.

(4) PIOT se trompe à toute évidence quand il fait de *Machera* le hameau de Metsteren, dépendance de Melveren.

(5) DE BORMAN, *op. cit.*, t. I, p. 236.

églises d'Aalburg, Peer (*Pirges*), Neerpelt (*Pelte*), Webbecom (*Guebechem*), Haelen (*Hales*), Meveren (*Mergueles*), Notre-Dame à Saint-Trond (*ecclesia quae est in villa Sancti Trudonis*), Staden (*Stades*), Halle (*Halles*), Laar, Maxenzele (*Masesele*), Kerkom (*Kircheym*) (1), Buvingen (*Bovinges*) (2), Seny (*Sesninc*), Corbeek (*Corbecke*), Engelmanshoven (*Engelmant-hove*), enfin Pommeren (*Pumirs*) et Briedel (*Bredal*) dans le diocèse de Trèves.

Le même chroniqueur avait appris de la bouche des anciens moines que l'église d'Eelen (*Eltae quae non longe a Trajecto supra Mosam posita est*) relevait jadis de l'abbaye, mais avait cessé de lui appartenir (3). Il en était de même de huit chapelles dans le Testerbant et de l'église de Foncey, près de Metz, où le monastère avait perdu tout droit.

C'est probablement vers cette époque que les églises de Maxenzele et de Haelen sont devenues indépendantes de l'abbaye. Pour la première, le continuateur de la chronique de Rodolphe raconte qu'elle n'avait jamais rapporté beaucoup au couvent et que pour le moment le village se trouvait être le domaine d'un seigneur local. Le moine, il est vrai, avait bon espoir de récupérer la propriété du monastère, mais son espoir ne doit pas s'être réalisé (4).

Quant à l'église de Haelen, l'abbaye conserva dans cette localité un domaine assez important, que toutefois les usurpations des seigneurs n'avaient pas épargné ; mais l'église n'est plus jamais citée comme relevant des abbés de Saint-Trond. Le chapitre de Saint-Lambert en fut dans la suite collateur, et déjà en 1211 il fit

(1) Le chroniqueur dit « *dimidium ecclesiae*, » c'est-à-dire le droit de collation à tour de rôle avec le chapitre de Saint-Lambert de Liège.

(2) Buvingen n'est pas citée non plus par Pascal II, parce que Borlo était considéré comme église paroissiale.

(3) Au sujet de cette identification, que nous donnons comme simple conjecture, voir DE BORMAN, *op. cit.*, t. I, p. 237 (note 6).

(4) DE BORMAN, *op. cit.*, t. I, p. 239.

avec le duc de Brabant un accord réglant l'exercice de certains droits à Haelen (1).

Le diplôme de l'antipape Victor IV, daté de Crémone le 9 juin 1161 (2) et celui du pape Alexandre III, daté de Latran le 15 mars 1178 (3), contiennent également une liste des églises dont la collation revenait aux abbés de Saint-Trond. Quoique copié en grande partie sur la charte de Pascal II, le premier de ces diplômes ne cite pas les églises de Melveren, Staden, Borlo, Halle, Haelen, Webbecom et Engelmanshoven, toutes églises, qui, sauf celle de Haelen, ont appartenu au monastère de Saint-Trond jusqu'à la fin de l'ancien régime. Le second document, rédigé dans la même forme et suivant le même ordre que les précédents, omet les églises de Notre-Dame à Saint-Trond, de Borlo, de Mielen et de Donck. Mais, en revanche, il cite les églises de Seny et de Kerkom dont avait parlé le premier continuateur ; chose plus importante, ce diplôme est le premier document qui attribue à l'abbaye la possession des églises de Hulsel (*Holsela*) au sud de Bois-le-Duc, d'Exel (*Escla*) et de Helchteren (*Halechtra*) en Campine et de Linckhout (*Lincholt*) près de Diest. Remarquons cependant que le domaine de Helchteren est déjà cité comme propriété de l'abbaye en 1107 (4) et que le village d'Exel (*Ochinsala*) lui avait été donné par Pepin de Herstal, peu de temps après la mort de saint Trudon (5).

(1) BORMANS et SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 163. Nous préférons nous en tenir à la première opinion des savants éditeurs qui avaient identifié *Hales* avec Haelen. Dans tous les documents de Saint-Trond, Haelen se rencontre sous la forme *Hales* et nous ne savons pas pourquoi il faudrait y voir Halle-Boyenhoven.

(2) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 97.

(3) *Ibidem*, p. 134.

(4) Chartes de Pascal II (PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 29).

(5) *Vita sancti Trudonis*, par DONATUS (*Acta Sanctorum Belgii*, t. V, p. 43); DE BORMAN, *op. cit.*, t. II, p. 103. M. A. PAQUAY a très heureusement identifié *Ochinsala* avec Exel dans le *Banier*, 1902, p. 83.

Le 19 février 1215 le pape Innocent III, suivant l'exemple de ses prédécesseurs, prit sous sa protection l'abbaye de Saint-Trond et tous ses biens (1). Pour détailler ces possessions, il se contente d'énumérer les églises de la ville, à savoir : Notre-Dame, Sainte-Catherine, le Saint-Sépulcre, Saint-Jacques de Schurhoven, Saint-Pierre, Saint-Nicolas de Zerckingen, Saint-Gengulphe, Sainte-Marie-Madeleine de la Léproserie, Sainte-Croix de Guvelingen, Saint-Jean et l'église de l'hôpital. A comparer ce document avec la donation faite en 741 par le comte Robert à l'église des Saints Pierre et Trudon dans la *villa* de Zerckingen, — « *ad basilicam Sancti Petri et Trudonis quae est in villa Sarchinio constructa*, » — on saisit sur le vif comment le tombeau de saint Trudon était devenu le centre de toute une agglomération.

Au milieu du XIII^e siècle, l'abbé Guillaume de Ryc kel (1249-1272) a inscrit dans son *Manuale* (2) la liste des églises qui étaient soumises à son autorité. Il les a divisées en deux classes : celles qui étaient incorporées à l'abbaye et celles dont les titulaires étaient simplement nommés par les prélats.

Dans la première catégorie, il a rangé les églises suivantes : Notre-Dame, Saint-Gengulphe, le Saint-Sépulcre, Saint-Pierre, Saint-Nicolas, Saint-Jacques, Saint-Jean, Sainte-Catherine, Guvelingen, la chapelle de l'hôpital, la chapelle des lépreux, Bevingen (3), Mielen-sur-Aalst (4), Buvingen et Borlo (5), Melve-

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 171.

(2) PIRENNE, *Le livre de Guillaume de Ryc kel*, p. 70.

(3) L'église Notre-Dame avait été incorporée à l'abbaye en 1161 (PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 104). Les églises filiales suivirent plus tard tout naturellement la condition de l'église mère.

(4) Cette église avait été unie à la mense abbatiale en 1161, en même temps que l'église Notre-Dame.

(5) Nous n'avons pu retrouver quand l'incorporation de cette église a eu lieu : elle figure du reste aussi en tête des églises qui n'étaient qu'à la collation de l'abbé.

ren (1); et dans le diocèse d'Utrecht : les églises d'Aalburg, Herpt, Doveren, Heusden, Hesben, Genderen, Ethen et Babilonienbroek (2).

Comme églises de la seconde classe, Guillaume de Ryckel énumère les églises de Borlo et Buvingen, Kerkom, Halle et Meer, Laar, Corbeek, Staden, Melveren, Aalst, Engelmanshoven ; Webbecom, Assent et Schaffen, Meldert, Donck, Linckhout, Neerpelt ; Peer, Grand-Brogel, Wychmael et Erpecom ; Helchteren, Exel, Hulsel, Baardewyck, Oirsbeek, Seny, Alem, Macharen, Adelwyk (3), Lobbrich (4), Woensel, Son ; enfin Pommeren et Briedel dans le diocèse de Trèves. Cette liste est datée de 1254 et les titulaires des églises que l'abbé Guillaume mentionne étaient en fonctions à cette même date (5) ; toutefois, il n'est pas impossible que copiant cette liste, l'auteur ait eu devant lui un document plus ancien.

Cette liste dut être remaniée dans la suite. En effet, les églises de Donck et de Melveren avaient été incorporées à l'abbaye : la première vers 1223 (6), l'autre en

(1) Melveren avait été incorporée à l'abbaye en 1249 (PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 245).

(2) L'église d'Aalburg et toutes celles qui en dépendaient avaient été unies à la mense abbatiale en 1181 (PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 142).

(3) PIRENNE, *op. cit.*, p. 390, conjecture que *Hadelwich* pourrait être Andel ou Wyk près d'Aalburg. Nous croyons que Hadelwich ne peut pas être une dépendance d'Aalburg et que l'on doit chercher cette localité dans le diocèse de Liège et non pas dans celui d'Utrecht.

(4) Cfr G. SIMENON, *Le servage à l'abbaye de Saint-Trond*, p. 12.

(5) L'abbé Guillaume reconnaît en 1253 avoir reçu de l'argent de certains prêtres qu'il nomme : ce sont précisément les curés de plusieurs églises de la ville (PIRENNE, *op. cit.*, p. 8).

(6) Une charte de 1249 (PIOT, *op. cit.*, p. 247) porte que Conrad, archevêque de Cologne, légat du Saint-Siège, ratifie les dispositions prises par son prédécesseur Conrad, évêque de Porto et de Sainte-Ruffine, au sujet de l'incorporation de Donck à l'abbaye de Saint-Trond. Or, Hugues de Pierpont, évêque de Liège, qui avait consenti à cet acte du légat, mourut en 1229 et la chronique de Saint-Trond (DE BORMAN, *op. cit.*, t. II, p. 186) nous montre l'envoyé du Saint-Siège en rapport avec l'abbé Jean en 1222 et 1223.

1249. A la mort de Pierre de Comes, curé de Melveren, cette église, incorporée en droit depuis 1249, le devint effectivement et Guillaume l'ajouta immédiatement aux églises de la première catégorie, tout en oubliant de la rayer de la seconde. Un même remaniement eut lieu pour Borlo et Buvingen. Quant à Donck, le titulaire Walterus de Valebeke resta trop longtemps en fonctions pour que l'abbé Guillaume pût effectivement unir cette église à sa mense abbatiale.

Ensuite, pendant la prélature même de Guillaume de Ryckel, fut érigé le béguinage de Saint-Trond ; on y construisit une église dédiée à sainte Agnès ; à l'abbé revenait le droit de nommer le curé. D'autre part, l'abbaye de Saint-Trond vendit en 1264 à celle de Himmerode toutes ses possessions sur la Moselle ; en conséquence, les églises de Pommeren et de Briedel cessèrent de relever du monastère de Saint-Trond (1).

Dans la suite des temps l'abbaye perdit encore son droit sur plusieurs églises. Ainsi en 1481, l'église de Corbeek devint dépendante de l'abbaye du Parc près de Louvain (2). Les églises d'Aalburg et de ses dépendances disparurent également du domaine de l'abbaye à la fin du xvi^e siècle (3). Enfin les curés de Hulsel et d'Alem ne reçurent plus leur nomination des prélats de Saint-Trond à partir du milieu du xvii^e siècle. Pour les églises de Meldert, Oirsbeek, Machharen, Adewyck, Lobbrich, Woensel et Son, il nous a été impossible de constater qu'après l'époque de Guillaume de Ryckel elles aient relevé de l'abbaye.

D'autre part, le monastère ne fut pas sans faire quelques nouvelles acquisitions. Ainsi, en 1286, les clercs de la ville de Saint-Trond construisirent une chapelle sur le cimetière de l'église Notre-Dame. Dans

(1) Pior, *op. cit.*, t. I, p. 313.

(2) *Ibidem*, t. II, p. 395.

(3) Ce fut là une conséquence toute naturelle de la Révolution religieuse du xvi^e siècle.

cette chapelle on fonda dans la suite sept autels ou bénéfices qui tous étaient à la collation de l'abbé (1).

La paroisse de Donck fut démembrée en 1303. Ainsi fut fondée la nouvelle paroisse de Berbroeck, relevant, comme l'église mère, de l'abbaye de Saint-Trond (2).

Vingt ans plus tard, les clercs de la ville de Diest fondèrent sous la paroisse de Webbecom une chapelle, dite de Notre-Dame de la Vigne. L'abbé de Saint-Trond se réserva le patronage de cette chapelle et des bénéfices qui pourraient y exister dans la suite (3).

A Saint-Trond l'église Notre-Dame fut érigée en collégiale le 17 mars 1399. Les prébendes canonicales étaient au nombre de douze. Tous les chanoines, ainsi que le pléban et le chantre, étaient nommés par l'abbé (4).

Enfin le 6 juin 1603 fut ratifié l'échange fait entre les abbayes de Saint-Trond et de Saint-Vaast des domaines de Provin et de Halmael. L'église de cette dernière localité devint ainsi dépendante du monastère.

Ajoutons qu'à partir du XIII^e siècle, la piété des fidèles fonda dans la plupart des églises paroissiales des autels dont les recteurs étaient généralement nommés par celui qui avait la collation de l'église.

La liste de ces bénéfices ecclésiastiques se retrouve à plusieurs reprises dans les manuscrits des XVI^e et XVII^e siècles.

Celle qui est la plus complète et qui nous paraît la plus ancienne se trouve dans le manuscrit n^o 6678², folio 594, des archives de l'Etat, à Hasselt et dans le manuscrit 267 (ancien 280), folio 271, de la Bibliothèque de l'Université de Liège (5). Ecrite dans la seconde moitié du XVI^e siècle, elle a été copiée visiblement sur

(1) Piot, *op. cit.*, t. I, p. 379.

(2) *Ibidem*, t. I, p. 429.

(3) *Ibidem*, t. I, p. 455.

(4) *Ibidem*, t. II, p. 141.

(5) Elle se trouve aussi reproduite dans le manuscrit 6708, fol. 191, aux Archives de l'Etat, à Hasselt.

une liste antérieure à 1481; car elle ne tient aucun compte de l'aliénation de l'église de Corbeek (1).

Comme elle donne en outre le montant des revenus de chaque église et de chaque autel, nous avons cru utile de la publier :

*Beneficia spectantia ad collationem seu presentationem Domini
abbatis Sancti Trudonis Leodiensis Diocesis.*

Ecclesia de <i>Bevinghen</i>	valet	20	florenos.
Altare B. Mariae in eadem	»	20	»
Ecclesia de <i>Buvingen</i> et <i>Borlo</i>	»	200	»
Ecclesia de <i>Aelst</i>	»	80	»
Ecclesia de <i>Milen supra Aelst</i>	»	40	»
Ecclesia de <i>Laer</i>	»	200	»
Ecclesia de <i>Cortebeke</i>	»	149	»
Ecclesia de <i>Dunck</i>	»	140	»
Ecclesia de <i>Webbeke</i>	»	180	»

In parochia hujus ecclesiae de Webbeke fundata est clericorum capella de Diest Beatae Mariae ad Vineam, in qua sunt altaria quae habet Dominus Abbas conferre de jure patronatus.

Altare Sancti Jacobi valet 19 florenos.

Altare Sanctae Ceciliae » 13 »

Altare Sancti Leonardi habet 4 1/2 mod.

silig. et 1 1/2 bonuarium terrae . . . » 2 1/2 »

Altare Sancti Joannis primum . . . » 13 »

Altare Sancti Joannis secundum valet 45 vasa siliginis, 4 1/2 grippen (2) et 1/2 bonder lants.

Altare Sanctorum Quirini et Gordiani valet 4 1/2 fl. et 3 bonuaria terrae arabilis.

Altare Sanctae Catharinae valet 6 florenos.

Altare Sancti Johannis Evangelistae valet 45 halsters siliginis (3).

Altare Sanctae Genovevae valet 19 grippen.

Ecclesiae de *Helchteren* valet 40 florenos.

Ecclesia de *Nederpelt* » 250 »

(1) Cette liste est certainement plus ancienne que le pouillé du diocèse de Liège de 1558 (*Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, t. I).

(2) Un griffon (grypen) était une pièce de monnaie; 2 1/2 griffons valaient 1 florin d'or en 1472.

(3) Le *halster* de Louvain était la huitième partie du muid.

Ecclesia de <i>Pere</i>	valet	50	florenos.
Ecclesia de <i>Ecksel</i>	»	20	»
Ecclesia de <i>Engelmanshoven</i> prope Sanctum Trudonem	»	140	»
Ecclesia de <i>Kerkem</i> prope Sanctum Trudonem	»	250	»
Ecclesia de <i>Halle</i>	»	125	»
Ecclesia de <i>Oerbach</i>	»	200	»
Ecclesia de <i>Senen</i> (1)	»	100	»
Ecclesia de <i>Magno Brogel</i>	»	250	»
Ecclesia de <i>Parro Brogel</i> 2.	»	225	» 3.
Ecclesia de <i>Haersfelt</i> (4)	»	40	»
Ecclesia de <i>Alem</i>	»	40	»
Ecclesia de <i>Schaffen</i> prope Diest	»		3.
Ecclesia de <i>Linckhout</i>	»	100	»
Ecclesia de <i>Berbroek</i>	»		6.

Beneficia spectantia ad collationem seu presentationem dicti Domini Abbatis in dominio de Husden, quod est diocesis Trajectensis.

Ecclesia de <i>Alburch</i>	valet	100	florenos.
Altare Sanctae Mariae in eadem	»	20	»
Altare Sanctorum Petri et Pauli	»	20	»
Capella de <i>Ethen</i>	»	200	»
Altare Sanctae Elisabeth in eadem.	»	30	»
Altare Sanctae Mariae in eadem	»	40	»
Capella de <i>Meduwen</i>	»	30	»

In hac sunt tria altaria; primum Sanctae Mariae, secundum Sanctae Catharinae, tertium Sancti Spiritus.

Capella <i>Genderensis</i> (7)	valet	80	florenos.
Capella de <i>Babilonia in den broeck</i>	»	40	»

(1) Senen = *Seny*.

(2) Il est possible que, lors de son érection, l'église de Petit-Brogel, peut être une église filiale de Peer ou de Grand-Brogel, ait appartenu à l'abbaye de Saint-Trond. Cependant, à partir du xvi^e siècle, elle a été à la collation de l'écolâtre de la collégiale de Maeseyck.

(3) Le manuscrit 6708 donne 120 florins.

(4) Le copiste a mal lu pour *Husel*. Le manuscrit 6708 a *Hueselt*.

(5) Laissé en blanc. Le manuscrit 6708 a mis 40 florins.

(6) Laissé en blanc. Le manuscrit 6708 a ajouté 20 florins.

(7) Le manuscrit 6708 a copié *Guldensis*.

Altare Sanctae Mariae in eadem . .	valet	40 florenos.
Altare S.	»	... (1).
Capella de <i>Herpt</i>	»	35 »
Altare Sanctae Agathae in eadem . .	»	40 »
Altare Sanctarum Mariae et Catharinae	»	16 »
Capella de <i>Hesben</i>	»	30 »
Altare Sanctae Mariae in eadem . .	»	20 »
Altare Sanctorum Petri et Pauli . .	»	20 »

* *

*Beneficia spectantia ad collationem seu presentationem dicti
Domini Abbatis apud Sanctum Trudonem.*

Ecclesia *Beatae Mariae* quae est collegiata
et parochialis in Sancto Trudone valet 100 florenos.

In eadem sunt duodecim praebendae canonicales, 13^{us} est ple-
banus, 14^{us} est cantor sed non est canonicus.

In eadem sunt complura altaria.

1. Altare Beatae Mariae.	valet	40 florenos.
2. Altare Sancti Joannis.	»	40 »
3. Altare Sancti Jacobi	»	40 »
4. Altare Sancti Nicolai.	»	40 »
5. Altare Sanctae Catharinae	»	40 »
6. Altare Sanctae Catharinae pro secundo	»	30 »
7. Altare Sanctae Catharinae pro tertio.	»	30 »
8. Altare Sanctae Luciae	»	10 »
9. Altare Sancti Eligii pro primo. . .	»	26 »
10. Altare Sancti Eligii pro secundo . .	»	25 »
11. Altare Sancti Jacobi pro secundo . .	»	20 »
12. Altare Sancti Johannis pro secundo .	»	22 »
13. Altare Sanctae Gertrudis pro primo .	»	16 »
14. Altare Sanctae Gertrudis pro secundo	»	16 »
15. Altare Sanctae Gertrudis pro tertio .	»	16 »
16. Altare Sancti Nicolai pro secundo .	»	9 »

In eadem sunt adhuc duo vel tria altaria noviter fundata.

In *capella clericorum* sunt septem altaria.

1. Altare Sanctae Mariae pro primo . .	valet	15 florenos.
2. Altare Sanctae Mariae pro secundo . .	»	16 »
3. Altare Sanctae Mariae pro tertio . .	»	12 »
4. Altare Sancti Eligii.	»	12 »
5. Altare Sancti Eligii pro secundo . .	»	10 »
6. Altare Sancti Eligii pro tertio . . .	»	23 »

(1) *Laissé en blanc.*

7. Altare Sanctae Crucis	valet	15 florenos.
Ecclesia <i>Sancti Sepulchri</i>	»	40 »
Altare Sancti Nicolai in eadem	»	30 »
Altare Sanctae Mariae.	»	29 »
Altare omnium Sanctorum	»	... (4).
Ecclesia <i>Sancti Gengulphi</i>	»	30 »
Altare Sanctae Mariae in eadem	»	26 »
Altare Sancti Nicolai	»	20 »
Altare Sanctorum Barnabae vel Bartholomei (2)	»	16 »
Altare Sanctae Catharinae	»	20 »
Altare Sancti Johannis	»	12 »
Capella in <i>hospitali</i> Sancti Trudonis	»	25 »
Altare Sanctae Mariae in eadem	»	16 »
Ecclesia de <i>Novis-Domibus</i> (3)	»	40 »
Altare Sanctae Mariae ibidem	»	16 »
Altare Sancti Dominici	»	10 »
Altare Sancti Nicolai; altare Sanctae Crucis	»	... (4).
Ecclesia de <i>Zerkingen</i>	»	30 »
Capella <i>leprosorum</i>	»	28 »
Capella <i>Sanctae Catharinae</i> extra muros.	»	12 »
Ecclesia de <i>Govelinghen</i>	»	16 »
Ecclesia <i>Sancti Johannis</i>	»	18 »
Altare Sanctae Mariae in eadem	»	18 »
Altare Sanctae Mariae pro secundo	»	33 »
Ecclesia de <i>Schurhoven</i>	»	32 »
Altare Sanctae Mariae in eadem	»	15 »
Altare Sancti Nicolai	»	15 »
Ecclesia de <i>Staden</i>	»	70 »
Ecclesia de <i>Mervel</i>	»	75 »
Ecclesiae <i>Sanctae Agnetis</i> curiae Beguinarum (4).		
Ecclesia de <i>Seny</i> in Condros (5) (6).		

(1) Laissé en blanc.

(2) De fait, c'était l'autel de Saint-Barthélemi.

(3) C'est l'église de Saint-Pierre au faubourg de Nieuwenhuizen à Saint-Trond.

(4) Laissé en blanc.

(5) Le copiste n'a plus reconnu Seny dans la forme Senen qu'il avait écrite précédemment. Il a cru devoir ajouter le nom véritable de la paroisse, tout en laissant subsister la première forme. Cfr *Analectes*, t. I, p. 244.

(6) Le manuscrit 6708 donne pour Seny 60 florins. Après Mervel, ce même manuscrit a ajouté : « *Orsel apud Endoviam*. »

* * *

Une liste qui n'est pas postérieure de beaucoup à la précédente, se trouve au folio 150 du manuscrit 276 (ancien 366) de la bibliothèque de l'Université de Liège. Les différents autels n'y sont pas spécifiés : de plus, les églises de Brogel, Hulsel, Nieuwenhuyzen et du Saint-Sépulcre à Saint-Trond sont omises ; l'église d'Alem a été indiquée par erreur, comme appartenant au diocèse d'Utrecht.

Le document renseigne également que le septième bénéfice de la chapelle des clercs n'avait plus de revenus.

En 1649, un copiste a transcrit la liste que nous avons publiée ci-dessus. Il a laissé subsister les deux formes *Senen* et *Seny*. Au lieu de *Haersfelt* il a écrit *Hueselt* ; n'y retrouvant pas encore l'église de *Hulsel*, il a intercalé entre Meveren et Sainte-Agnès : « *Orssel* » *apud Endoviam*. »

Pour les autels, il a supprimé les troisièmes fondations de Sainte-Catherine et de Sainte-Gertrude à l'église Notre-Dame, tout en y ajoutant les bénéfices de Sainte-Marie-Madeleine et de Saint-Thomas. Il omet également l'autel de tous les saints dans l'église du Saint-Sépulcre, mais mentionne, d'autre part, une deuxième fondation de Saint-Nicolas dans l'église Saint-Gengulphe et un autel de Notre-Dame dans l'église Sainte-Catherine hors les murs (1).

Enfin le 9 mars 1709 un moine a dressé une dernière liste (2). A en juger par les annotations qui l'accompagnent, nous croyons que le copiste se proposait de rechercher les archives de ces bénéfices, soit les actes de nomination, soit les registres des revenus. D'après ce document, l'abbaye possédait encore pendant le XVII^e siècle le droit de collation de trente-trois églises

(1) Archives de l'Etat, à Hasselt, reg. n° 6711, fol. 257.

(2) Archives de l'Etat, à Hasselt, carton n° 6665^r.

paroissiales, trois chapelles, quarante-neuf autels et sept autres bénéfices ecclésiastiques.

Voici cette liste avec les annotations du moine.

Aelst,	pastoratus. Altare Sanctae Agathae.
Berborck,	pastoratus. Matricularia.
Bevingen,	pastoratus. Altare Beatae Mariae Virginis, Vanderheyden
Borlo,	pastoratus. [tot Maseyck.
Buvingen,	pastoratus.
Donck,	pastoratus, habemus.
Engelmanshoven,	pastoratus.
Exsel,	pastoratus, habemus.
Grootenbruegel,	pastoratus, habemus.
Hall,	pastoratus, habemus, revideatur.
Halmael,	pastoratus, apud D. Hechtermans.
Helchteren,	pastoratus.
Kerckum,	pastoratus.
Laer,	pastoratus.
Linckhout,	pastoratus.
Mervel,	pastoratus.
Milen boven Alst,	pastoratus.
Neerpelt,	pastoratus. Matricularia. Beneficium in Haint (1).
Peer.	pastoratus, apud Vanden Cruys.
Seny.	pastoratus.
Trudonopolis.	Plebania Beatae Mariae Virginis. Cantaria in ecclesia Beatae Mariae Virginis. Capellania Beatae Mariae sub Cruce, Lauren. Cartuyvels. Capellania SS. Petri et Pauli, Loumbars receptor. Capellania SS. Agathae et Gertrudis. Capellania SS. Agathae et Gertrudis 2 ^o , Bouviers. Capellania SS. Trudonis, Anthonii et Genovevae. Capellania SS. Thomae et Magdalenae, Van Genechten. Capellania SS. Annae et Genovevae, Leusenmans. Capellania SS. Bartholomei, Barbarae et Nimphe (<i>sic</i>) Capellania S. Eligii 1 ^o Decanus. [plebanus.

(1) Appelé aussi Herent, dépendance de Neerpelt. La chapelle est dédiée à Saint-Antoine.

- Capellania S. Eligii 2º.
Capellania SS. Petri et Pauli 2º, Putzeys Hasselensis.
Matricularia, Vandenkemp.
Bastionariatus, Wauters.
- Capella Clericorum. Altare Beatae Mariae 1º, Reyckum tot Loen.
Altare Beatae Mariae 2º.
Altare Beatae Mariae 3º, Pastor Beginagii.
Altare S. Eligii.
Altare SS. Eligii, Judoci et Trudonis, Ceule-
Altare S. Crucis. [mans orator.
Altare S. Judoci.
- S. Sepulchri alias S. Martini, pastoratus.
Altare S. Nicolai.
Altare S. Mariae.
Altare S. Brixii.
Altare Omnium Sanctorum.
- S. Gangulphi,
pastoratus.
Altare S. Catharinae.
Altare Beatae Mariae.
Altare utriusque Mariae.
Altare S. Nicolai 1º.
Altare S. Nicolai 2º.
Altare Utriusque Johannis.
Altare Petri et Pauli.
- Nieuwenhuysen,
pastoratus.
Altare Beatae Mariae.
Altare S. Dominici, frater pastoris in Helchte-
Altare Nicolai et Sanctae Crucis. [ren.
Matricularia.
- Serkingen,
pastoratus.
Sikeren,
Capella Leprosorum, Decanus Van Aken.
Beginagium,
pastoratus, habemus, revideatur.
Stayen,
pastoratus.
Altare Beatae Mariae.
- S. Catharinae,
pastoratus.
Altare Beatae Mariae.
Matricularia.
- S. Johannis,
pastoratus.
Altare Beatae Mariae 1º.
Altare Beatae Mariae 2º.
- Schurhoeve,
pastoratus.
Altare Beatae Mariae.
Altare S. Nicolai.

Guvelingen,	pastoratus, habemus, revideatur.
Webbecum,	pastoratus.
	Altare Beatae Mariae.
	Altare S. Jacobi.
	Altare S. Ceciliae.
	Altare S. Leonardi.
	Altare S. Johannis Baptistae 2º, Mannarts.
	Altare S. Johannis Baptistae 1º.
	Altare Quintini et Gordiani.
	Altare Johannis Evangelistae.
	Altare S. Genovevae.
Wichmael,	pastoratus.

B. MODE DE NOMINATION.

Les curés et bénéficiers d'autels étaient présentés à l'archidiacre d'après une même formule qui se trouve reproduite dans tous les actes de nomination.

En voici un modèle :

Guilhelmus de Bruxella, permissione divina abbas monasterii Sancti Trudonis, opidi Sancti Trudonis, leodiensis diocesis, ordinis sancti benedicti, Venerandae circumspectionis vtro Domino Archidiacono Hasbaniae in ecclesia leodiensi ejusve in ea parte vicario seu vice gerenti, Eternam in Domino Salutem. Ad ecclesiam parochialem Sancti Gengulphi in opido Sancti Trudonis predictae leodiensis diocesis et vestri archidiaconatus vacantem ad presens per mortem honorabilis quondam Domini et Magistri Lamberti Dhuer, illius ultimi dum vixit et decessit rectoris et canonici possessoris extra romanam curiam et in partibus defuncti, cujus siquidem parochialis ecclesiae dum vacat collatio seu rectoris ad illam presentatio ad nos ratione abbatialis nostrae dignitatis predictae, ad vos vero ejusdem rectoris admissio, institutio, seu quaevis alia dispositio ratione vestrae archidiaconalis dignitatis pleno jure spectare et pertinere dinoscitur, Discretum virum Magistrum Johannem Ghobelet, clericum Cameracensis diocesis, tanquam ad hujusmodi ecclesiam obtinendam habilem et ydoneum vestrae venerandae circumspectioni presentandum duximus. Cum ea exhortatione quatenus eumdem rectorem in eadem cum suis juribus et pertinentiis universis instituere dignemini et velitis, adhibitis juribus et solempnitatibus in talibus et similibus adhiberi solitis et consuetis. In quorum premissorum robur, fidem et testimonium presentes litteras exinde fieri sigilli quoque nostri quo in talibus utimur, jussimus

et fecimus appensione communiri. Datum anno a nativitate domini millesimo quingentesimo XXII^o, mensis octobris die XXVIII^a (1).

Après réception de cette lettre, l'archidiacre délivrait les lettres d'*institution* (*litterae institutionis*); puis le titulaire était mis en possession de son bénéfice par un notaire ou un prêtre, assistés de plusieurs témoins. C'était l'*inductio in possessionem per tactum quatuor cornuum altaris et ostensionem ornamentorum* pour les simples bénéfices; pour les curés, c'était la cérémonie de l'installation, analogue à celle qui s'accomplit de nos jours.

Si l'église à conférer était une quarte-chapelle, les lettres de présentation étaient adressées au doyen du concile, qui alors remettait les lettres d'institution.

Pour les prébendes à l'église Notre-Dame à Saint-Trond, l'abbé adressait les lettres de nomination au doyen et au chapitre : elles étaient rédigées d'après la formule suivante :

Guilhelmus de Bruxella, permissione divina humilis abbas monasterii sancti Trudonis de sancto Trudone, ordinis sancti Benedicti, leodiensis diocesis, Venerabili et honorabilibus viris Dominis Decano sive vicedecano et capitulo ecclesiae collegiatae Beatae Mariae Virginis opidi nostri sancti Trudonis; salutem in domino sempiternam, cum notitia veritatis. Noveritis quod nos canonicatum et prebendam in ecclesia collegiata beatae Mariae Virginis dicti opidi nostri Sancti Trudonis, ad presens vacantem per et post mortem quondam honorabilis viri Domini Johannis Zebots presbiteri, illorum dum viveret ultimi et novissimi possessoris, extra Romanam curiam et in partibus defuncti, quorum quidem collatio, provisio et presentatio ad nos ratione nostrae predictae abbatialis dignitatis, ad vos vero eosdem admissio, institutio et quaevis alia dispositio pleno jure spectare et pertinere dinoscuntur, Dilecto nobis in Christo Domino Anthonio de Cimiterio presbitero prefatae leodiensis diocesis tanquam abili et idoneo ad eosdem canonicatum et prebendam (sic ut premittituri vacantes obtinendum et possidendum pure et propter Deum contulimus et conferimus, ac illi de eisdem providimus et providemus, in Dei nomine

(1) Archives de l'Etat, à Hasselt, reg. n° 6708, fol. 277.

simul et presentamus per presentes. Vos requirentes ac in domino exhortantes, quatenus eundem dominum Anthonium aut ejus procuratorem legitime pro eo, in canonicatu et prebenda predictis institutis et admittatis, necnon in corporalem, realem et actua-lem possessionem eorundem jurium et pertinentium (adhibitis solempnitatibus in similibus adhiberi solitis et consuetis) ponatis et inducatis, ponique et induci faciatis et mandetis, sibi-que de fructibus redditibus, proventibus et emolumentis universis respon-deatis et responderi faciatis et procuretis, stallum in choro et locum in capitulo sibi assignantes, nostro ac cujuslibet alterius jure semper salvo. In cujus rei testimonium sigillum nostrae predictae abbatae nostri monasterii sancti Trudonis quo in talibus utimur presentibus duximus apponendum. Datum in dicto nostro monas-terio anno a nativitate Domini millesimo quingentesimo vicesimo primo, mensis decembris die penultima (1).

La nomination du pléban de Notre-Dame et des bénéficiers des autels dans la même église était conçue dans une formule analogue et adressée également au doyen et au chapitre de la collégiale.

Le doyen du chapitre de Notre-Dame était élu par les chanoines; toutefois cette élection était notifiée à l'abbé du monastère, et celui-ci à son tour la présentait à la confirmation du prince-évêque.

Les ecclésiastiques à qui l'abbé de Saint-Trond con-férait ainsi un bénéfice simple, étaient tenus au ser-ment suivant (2) :

Ego N. juro et promitto sanctissimo Domino Papae et Peril-lustri ac Reverendissimo Domino abbati Sancti Trudonis debitam obedientiam, honorem et reverentiam (3).

Item juro et promitto onera Beneficii N adimplere ac jura necnon bona conservare et si perdita cognovero pro posse recu-perare.

Insuper juro quod specificationem omnium fructuum et pro-ventuum Beneficii N cum debita designatione hypothecarum et

(1) Archives de l'Etat, à Hasselt, reg. n° 6708, fol. 265.

(2) Archives de l'Etat, à Hasselt, reg. n° 6715, fol. 45.

(3) Cette formule du serment fut arrêtée vers 1704. Or, à cette époque, l'abbé était en procès avec le prince-évêque au sujet du petit séminaire dont les religieux venaient d'être éloignés. Cette circonstance explique qu'on n'exige pas l'obéissance à l'évêque.

terminorum necnon onerum eidem incumbendum intra sex menses Reverendissimo Domino abbati collatori ejusdem beneficii extradam.

Ita me Deus adjuvet et haec sancta Dei evangelia ..

Les chanoines de Notre-Dame s'engageaient, en outre, à résider personnellement près de leur église.

Quant à ceux qui étaient revêtus d'une charge pastorale, ils prêtaient le serment suivant (1) :

Ego N juro et promitto obedientiam, reverentiam et honorem summo Pontifici Romano et Perillustri ac Reverendissimo Domino abbati monasterii Sancti Trudonis eorumque successoribus.

Item juro et promitto Ecclesiae parochiali de N. fideliter inservire et in ea personaliter residere, Bona pastoratus vel ecclesiae meae non alienabo et indebite alienata quantum in me erit fideliter recuperare studebo.

Specificationem omnium fructuum Pastoratus N cum debita designatione hypothecarum, limitum et terminorum etiam onerum eidem incumbendum infra annum a festo Sancti Johannis Baptistae proxime venturo Reverendissimo Domino abbati collatori tradam.

Fructus anni in quo me mori aut ecclesiam meam dimittere contingat, subjicio et obligo ad laudabilem deservituram usque ad festum Nativitatis Sancti Johannis Baptistae, mortem vel dimissionem meam proxime subsequendum.

Sic me Deus adjuvet et haec sancta Dei evangelia vel omnes sancti ejus.

D'après les décrets du concile de Trente les cures devaient être conférées après un concours préalable. Tous les collateurs ecclésiastiques devaient se conformer à cette règle, qui fut renouvelée le 26 août 1617 par le pape Paul V (2). Cependant nos actes de nominations faites par les abbés de Saint-Trond ne mentionnent jamais ces concours ; il ne faudrait pas en conclure que les prélats du monastère aient refusé de se soumettre à la règle générale ; mais les moines n'avaient

(1) Archives de l'Etat, à Hasselt, reg. n° 6715, fol. 1.

(2) HABETS, *Geschiedenis van het bisdom Roermond*, t. I, p. 302.

pas des raisons sérieuses pour reprendre dans leurs registres les décisions des examinateurs synodaux (1).

C. RESTRICTIONS APPORTÉES AU DROIT DES ABBÉS.

Les mois de janvier, mars, mai, juillet, septembre et novembre étaient appelés mois pontificaux. Tous les bénéfices ayant charge d'âme et les autres qui dépassaient la valeur de douze muids d'épeautre, ou 12 ducats d'or, ou 2 marcs d'argent étaient réservés à la collation du Souverain Pontife, s'ils étaient devenus vacants dans un des mois pontificaux (2). Par un indult de Pie II, donné en 1458, les bénéfices dont la valeur était inférieure à 2 marcs d'argent, restaient en tout temps à la disposition du collateur ordinaire.

Les bénéfices devenus vacants dans les mois pontificaux et ne dépassant pas la valeur de vingt-quatre muids d'épeautre ou 24 ducats d'or (*aureorum de camera*) restaient pendant trois mois à la collation du nonce. Après ce délai, le droit de nomination était dévolu au Souverain Pontife. Celui-ci conservait du reste le droit de collation des mêmes bénéfices dans les églises collégiales et de tous les autres bénéfices valant plus de 24 ducats d'or. Après trois mois, le collateur ordinaire récupérait son droit.

Pour fixer la valeur des bénéfices, on tenait compte non de la *rescription* des livres archidiaconaux, mais du revenu réel depuis les trois dernières années (3).

(1) De fait, les candidats présentés par les abbés ont généralement pris part aux concours diocésains; pour autant que nous sachions, ils ont été tous agréés par les examinateurs synodaux.

(2) Le marc d'argent valait 8 onces. L'once équivalait à l'impérial ou à 4 florins liégeois. 12 ducats d'or représentaient donc 64 florins liégeois.

(3) Ces différents principes se trouvent consignés dans une liasse de papiers (Archives de l'Etat, à Hasselt, carton n° 66739), portant l'inscription: « *Casus quoad nominationem.* » Une de ces consultations était signée: « *Leodii hac 3 januarii 1669. De Gerbes a Remouchamp S. S. C. a consiliis.* » Une autre du 28 septembre 1669 émane de « *J. Mantelius*

Le pouvoir des abbés, déjà limité ainsi par l'intervention des Souverains Pontifes, l'était au même titre par le droit de la faculté des arts de l'Université de Louvain. En effet, le pape Paul V avait cédé à celle-ci le privilège de nommer un des maîtres ès-arts pendant les mois de janvier et de novembre des années impaires et pendant le seul mois de novembre des années paires. Avant la bulle de Paul V, du 1^{er} décembre 1616, les pouvoirs de cette même faculté étaient plus étendus (1). Cependant, malgré cette restriction, son intervention, plus facile que celle des Souverains Pontifes, a aussi plus souvent gêné les abbés dans l'exercice de leur droit de collation. C'est ainsi que deux fois la cure de Halle-Boyenhoven fut conférée par la faculté des arts. En 1651, le candidat de l'abbé Henri Velaers dut se retirer devant Corneille Loyens présenté par l'Université ; Antoine Nicolai fut nommé de la même façon le 28 novembre 1693.

Dans les archives de l'abbaye (2) se retrouvent plusieurs de ces nominations faites par le doyen de la faculté des arts. Ce sont des formules imprimées demandant à l'abbé de conférer un bénéfice quelconque à tel candidat de l'Université. Citons parmi ces candidats : Pierre Loyens en 1634, Paul Berchmans en 1637, Josse Buycx en 1638, Jean Vander Biestraeten en 1654, Jean de Gaumont en 1663, Jean Beelaers en 1683, Charles du Bois en 1726, tous maîtres ès-arts et pour la plupart étudiants en théologie. Leur nomination fut intimée au prélat de Saint-Trond qui se bornait à répondre qu'il l'acceptait en tant qu'elle lui était présentée et cela sans préjudice de son droit (3). Il faut

» *S. T. D. et Professor.* » Une troisième avait comme en-tête : « *Anno-tata ex libris Domini Canonici Salmes 14 maii 1656.* »

(1) Valère ANDRÉ, *Fasti academici studii generalis Lovaniensis*, pp. 20 et suiv.

(2) Archives de l'Etat, à Hasselt, carton n° 66739.

(3) « *Intimatee fuerant ad proprias manus abbatis qui eas accep-*

croire que ces prétendants furent mieux servis ailleurs ; car, de tous ceux que nous avons cités, aucun n'obtint un bénéfice de l'abbaye (1).

Ajoutons encore que plusieurs cures n'avaient que des revenus assez médiocres ; même si elles devenaient vacantes dans les mois pontificaux, personne ne songeait à s'adresser à Rome pour en être investi ; après trois mois, le droit de nomination était dévolu au collateur ordinaire, et celui-ci disposait de six mois pour désigner le nouveau curé (2).

D. AVANTAGE RÉSULTANT DU DROIT DE NOMINATION.

Il n'est pas question ici d'un avantage pécunier. Si les abbés conféraient des bénéfices, ils n'avaient garde de faire mentir la formule « *pure et propter* » *Deum*, » en se livrant à un trafic sacrilège.

Les nominations se faisaient gratuitement ; tout au plus exigeait-on une modique redevance comme frais de chancellerie.

Mais, d'autre part, grand était l'avantage moral que l'abbaye retirait de son droit de collation. C'était pour elle une occasion de récompenser les services rendus, un moyen de se créer des amis fidèles. Dans les villages où l'abbaye était grand propriétaire, où le prélat exerçait des droits seigneuriaux, les dispositions et la conduite du curé, intermédiaire obligé entre le posses-

» *tavit in quantum sunt presentatae et intimatae et non aliter nec alio modo, declarans se nullo modo velle prejudicare juri suo.* »

(1) Il est du reste probable que la faculté des arts présentait le même candidat à la fois à plusieurs collateurs ecclésiastiques ; s'il n'avait pas accepté dans le délai d'un mois le bénéfice qu'on lui offrait, il perdait tout droit.

(2) Ces six mois se comptaient depuis le jour du décès du dernier titulaire. Il suffisait que la présentation fut faite dans ce délai à l'archidiacre, même si celui-ci n'avait pas encore délivré les lettres d'institution. Si le collateur ordinaire négligeait d'exercer son droit, l'archidiacre nommait *jure devoluto*.

seur du domaine et les fermiers, entre le seigneur et les sujets, ne pouvaient laisser les moines indifférents. Il leur importait fort d'avoir en sa personne un auxiliaire dévoué et éclairé. En outre, vu leur caractère religieux, ils devaient avoir à cœur de confier le salut de leurs administrés à des prêtres instruits et vertueux.

Rien d'étonnant, dès lors, que les abbés déploient tant de zèle pour conserver leur droit de collation (1).

Cependant la possession d'une église par l'abbaye n'impliquait pas uniquement le droit de nommer le titulaire de la cure.

Si celle-ci était incorporée à la mense abbatiale, le monastère percevait toutes les dîmes et autres revenus paroissiaux, à condition de veiller à l'entretien des bâtiments du culte et de fournir une *portion congrue au vicaire perpétuel*. Même si les abbés avaient simplement le *patronat* et non le *personat* des églises, encore avaient-ils généralement par là une part plus ou moins grande dans les revenus des curés. Il est vrai qu'à mainte reprise ceux-ci se prévalaient de cette situation pour faire appel à la générosité des prélats.

* * *

Vers la fin de l'ancien régime, en 1778, l'abbé et les moines de Saint-Trond furent informés par le chanoine De Latte que plusieurs abbés et supérieurs ecclésiastiques étaient disposés à laisser au concours diocésain la collation des églises qui leur appartenaient ; en échange, ils désiraient s'en réserver quelques-unes pour les conférer aux religieux de leurs monastères. En réponse à cette lettre, l'abbé Joseph Van Herck, d'accord avec ses moines, constitua le 30 décembre Remi Mottaer et Beda Cruysbergh, S. Th. Lector, pour aller traiter cette affaire à Liège (2). Nous ignorons quels

(1) Voir à ce sujet une charte d'Innocent IV du 28 avril 1249 dans Pior, *op. cit.*, t. I, p. 235.

(2) Archives de l'Etat, à Hasselt, reg. n° 6718, fol. 391.

furent les résultats de ces négociations, d'autant plus que les nominations de la dernière moitié du XVIII^e siècle n'ont plus été enregistrées.

II.

AELST.

[ALOST, ALSTE (1107), ALESTA (vers 1130), ALST (1139),
AELST (1367)].

Les origines de la paroisse d'Aelst nous sont inconnues. Mais le diplôme de Pascal II nous apprend que déjà en 1107 l'église d'Aelst, ainsi que l'église voisine de Mielen-sur-Aelst, étaient des églises paroissiales (1).

Dédiée à sainte Gertrude, cette église ressortissait de l'archidiaconé de Hesbaye et du concile de Saint-Trond.

En 1701 la paroisse comptait vingt-trois familles et cent sept communiant (V., n° 18, fol. 73 v°).

CURÉS.

Le premier curé que mentionnent nos annales est sans doute ce prêtre dont le grenier fut pillé par les hommes d'Oton de Duras, pendant la prélature de l'abbé Rodolphe (1108-1138). Celui-ci, dans une lettre à l'évêque Etienne de Metz, raconte les avanies que ce curé, dont nous ignorons le nom, eut à subir de la part des ennemis de l'abbaye (2).

En 1160, Alexandre, prévôt et archidiacre de Liège, approuve l'acte par lequel l'abbé Wiric avait, sous certaines conditions, accordé l'investiture de l'église d'Aelst à son clerc OTTON. Celui-ci jouirait du tiers de toutes les dîmes, mais devait supporter toutes les charges

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 30.

(2) DE BORMAN, *op. cit.*, t. I, p. 273.

pastorales comme celles du *concilium*, du *synodum* et de l'*obsonium* (1).

HENRICUS et CLEMENS sont indiqués par l'abbé Guillaume de Ryckel (2), comme curés de 1254 à 1273.

En 1294, l'abbé Guillaume de Malines députa un certain JEAN, curé d'Aelst, avec Renier, curé de Mielen, auprès de l'official de Liège pour lui exhiber les privilèges que les papes avaient accordés au monastère. En vertu de ces privilèges, l'interdit jeté sur le pays de Looz ne frappait pas les possessions de l'abbaye et la célébration du culte pouvait se continuer dans les villages qui lui appartenaient (3).

ROBINUS DE HEER, curé d'Aelst, figure, à la date du 16 mars 1493, comme juge dans une cour censale des *erwerdigen heren van der tafelen van Ludic*, sise dans le dit village (4).

Le 15 juin 1536, ROBINUS MAES devient curé d'Aelst à la suite d'une permutation avec Robinus de Heer (*R. N.*, 6708, fol. 358). Quoique cette nomination ait été barrée par le copiste et notée du mot *vacat*, elle a eu cependant son effet, au moins quelques temps après. En effet, ce même Robinus Maes, curé d'Aelst, étudiait la théologie à l'Université de Louvain en 1544 (*I.*, n° 21, fol. 1). Il était porté comme absent en 1548 (*I.*, n° 23, fol. 1). Antoine de Buscho et Lambert Nepotis le remplacèrent en 1543 et 1544 (*I.*, n° 20, fol. 13 v° et n° 21, fol. 13 v°).

REMIGIUS APHERONIMI, clerc du diocèse de Liège, docteur en médecine, familier d'Alexandre Farnèse, cardinal-diacre du titre de Saint-Laurent in Damaso,

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 94. Pour l'intelligence des mots *concilium*, *synodum* et *obsonium*, cf. *Analectes*, t. I, p. 240 et HABETS, *Geschiedenis van het bisdom Roermond*, t. I, p. 292.

(2) PIRENNE, *op. cit.*, p. 72. En 1252, sont cités « *Renerus et Christianus fratres investiti de Alste.* » *Cartulaire A* (Hasselt, n° 6678⁵), fol. 238.

(3) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 396.

(4) *Registrum stipale B* (Hasselt, n° 6678⁸), fol. 263.

fut nommé à la cure d'Aelst en 1549 ou à la fin de 1548, en vertu d'une réserve pontificale : « *Virtute specialis reservae sub annulo piscatoris expedita, de uno, duobus, tribus seu pluribus beneficiis ecclesiasticis vacantibus seu vacaturis in Leodiensi et Cameracensi civitatibus et diocesibus consistentibus ad collationem, provisionem, presentationem, electionem seu quamvis aliam dispositionem leodiensis et cameracensis episcoporum, capitulorum et canonorum ac quorumcumque aliorum collatorum et collatricum in eisdem civitatibus et diocesibus consistentibus sibi gratiose concessae.* » Il ne resta pas longtemps en fonctions et permuta le 16 avril 1549. A cet effet, il avait constitué comme procureurs Denis de Dolhain, chanoine de Saint-Pierre à Liège, et Martin Constantini, chanoine de Namur, qui eux se firent remplacer par Charles Villici (*R. N.*, 6708, fol. 349).

Le 16 avril 1549, fut nommé JEAN WYNANTS, auparavant recteur de l'autel de la Confraternité de Notre-Dame dans l'église paroissiale de Vottem. Arnoul Puelinx et Lambert Nepotis l'assistèrent dans ses fonctions pastorales en 1556 et 1557. Il mourut en 1558 (*I.*, n° 31, fol. 16 ; n° 32, fol. 16 et n° 33, fol. 119).

JEAN D'ECHT (Echtanus) lui succéda et mourut en 1583 (*I.*, n° 57, fol. 119).

JEAN KYMPS, nommé en 1583 en remplacement du précédent, était encore en fonctions en 1589 (*I.*, n° 63, fol. 1).

GUILLAUME BYENS, de Looz, devint curé le 25 septembre 1597 (1). Il mourut en 1610.

ARNOUL DULLARTS succéda le 29 avril 1610 au précédent et administra la paroisse jusqu'à sa mort en février 1628 (*I.*, n° 73, fol. 1). Le *R. N.*, 6709, fol. 75,

(1) Il étudiait la théologie à Louvain et était sous-régent au Collège du Porc. Il fut admis à cette date par les examinateurs synodaux contre Jean de Vivario, qui postulait également la place (Concours diocésains, (*D.*, n° 1, fol. 14).

lui donne le titre de *magister Artium*. Il est cité comme curé dans la visite archidiaconale de 1624 (*V.*, n° 2, fol. 109).

En 1628, le 9 février, l'abbé nomma JEAN BANCX, maître es-arts (*R. N.*, 6709, fol. 75). Celui-ci démissionna à la fin de l'année 1646 et le 4 janvier suivant les examinateurs diocésains admirent comme curé, HENRI VANDER BOENTEN. Celui-ci mourut en août de l'année 1675 (1).

Le 19 août 1675, l'abbé Michel Vander Smissen, nomma curé LAMBERT MILESEN (*R. N.*, 6713, fol. 425), qui reçut ses lettres d'institution de l'archidiacre Lambert de Liverlo le 24 août suivant (*Ibid.*, fol. 427).

En 1681, GUILLAUME MILESEN reçut sa nomination de Rome, *provisus via romana, anno 1681* (*V.*, n° 18, fol. 72). Il était encore en fonctions en 1701.

BÉNÉFICES.

Il y avait dans l'église d'Aelst deux autels, l'un à droite du chœur sous l'invocation de la Sainte Vierge, l'autre à gauche sous l'invocation des saintes Agathe et Barbe ; l'un et l'autre étaient à la collation du curé (*V.*, n° 9, fol. 2).

Pour ces autels nous avons trouvé les recteurs suivants :

AUTEL NOTRE-DAME (2).

HENRI DOMMANS, étudiant à Louvain, se fait remplacer par Henri Weers, prêtre séculier, en 1477 et en 1478 (*I.*, n° 1, fol. 1 et n° 2, fol. 3).

PAUL MANS, de 1499 à 1505 (*I.*, n° 5, fol. 1 ; n° 6, fol. 1 et n° 8, fol. 1).

Pendant cette dernière année, Godefroid de Blisia, prêtre religieux, dessert l'autel (*I.*, n° 8, fol. 26).

(1) Henri Vander Boenten écrit le registre n° 6769 (archives de Hasselt). *Register der thienden van Aelst*, 1656.

(2) Le recteur était tenu à dire une messe chaque semaine.

LAMBERT NEPOTIS, étudiant à Louvain en 1532 et 1541 (*I.*, n° 16, fol. 1 et n° 19, fol. 1).

En 1559, il cède la place à FRANÇOIS HUVENERS (*I.*, n° 34, fol. 128).

En 1573, François Huveners, recteur de l'autel, demande à se faire remplacer par un prêtre séculier (*I.*, n° 47, fol. 27).

En 1576, JEAN ZURINX lui succède (*I.*, n° 48, fol. 114) et est remplacé à son tour en 1577 par GUILLAUME DE BREEZIP (*I.*, n° 50, fol. 115). Celui-ci est encore en fonctions en 1589 (*I.*, n° 63, fol. 1).

JEAN LINTERMANS, en 1613 (*V.*, n° 1, fol. 202), dessert l'autel encore en 1626 (*I.*, n° 79, fol. 1). La visite archidiaconale de 1624 lui donne le titre de chanoine de Saint-Jean à Liège (*V.*, n° 2, fol. 109).

En 1655, le doyen de Sainte-Croix à Liège est possesseur du bénéfice (*V.*, n° 9, fol. 12 v°).

Les visites archidiaconales citent encore NICOLAS ALLARD en 1680, D. PACQUOT, chanoine de Saint-Martin en 1701 et N. CREHIER, « *provisus via romana* » en 1712 (*V.*, n° 15, fol. 16; n° 18, fol. 73 et n° 25, fol. 26).

JEAN MORREN était prêtre et chapelain à Aelst en 1778 (1).

AUTEL DES SAINTES AGATHE ET BARBE (2).

JOSSE HALPONT, absent, remplacé par le curé en 1478 (*I.*, n° 2, fol. 3).

JEAN PYLL, de 1501 à 1505. Godefroid de Blisia, religieux, le remplace en 1505 (*I.*, n° 6, fol. 1 et n° 8, fol. 1).

JACQUES DE BRA (ou de Graaz), de 1521 à 1526 (*I.*, n° 9, fol. 1 et n° 14, fol. 1).

(1) *Registre des suppliques*, n° 6707 (Archives de Hasselt), fol. 251.

(2) Le recteur était tenu à une messe mensuelle.

ROBIN MAES, de 1532 à 1535 (*I.*, n° 16, fol. 1 et n° 17, fol. 1).

ROBIN PUELINX, chanoine de Notre-Dame à Saint-Trond et curé de Schuehoven, meurt en 1543 et est remplacé le 9 août par ARNOUL SCHELLENS, appelé aussi ARNOUL DE STAPEL (*R. N.*, 6708, fol. 400 et *I.*, n° 20, fol. 128).

En 1552, ce dernier cède la place à JEAN GIBELS, qui résigne, la même année, en faveur de MARTIN GIBELS (*I.*, n° 27, f°s 121 et 128).

Celui-ci démissionne en 1558 et est remplacé par GRÉGOIRE DE QUERCU, chanoine de Notre-Dame à Saint-Trond (*I.*, n° 33, fol. 117).

En 1573 (1), JACQUES GOSWIN GOESSENS, « *Ech- tensis clericus Trajectensis*, » lui succède (*I.*, n° 47, fol. 109).

PIERRE DE LYNTRIS fait place en 1586 à JEAN KYMPS qui, la même année, résigne en faveur de JEAN DE LANTREMEER (*I.*, n° 60, fol. 116 et 126).

Le registre de l'archidiacre contient en 1587 l'institution d'ANTOINE DE CHERATTE à la place du précédent, puis en 1588 l'institution de GILLES, « *filis de Jacques de Rocourt*, » comme successeur de HUBERT WYNROX qui avait permuté avec Antoine de Cheratte (*I.*, n° 61, fol. 120 et n° 62, fol. 117).

En 1607, HUBERT POLLAERS était recteur (*I.*, n° 71, fol. 142); il possède encore le bénéfice en 1655 (*V.*, n° 9, fol. 12 v°) (2).

Les visites archidiaconales de 1686 et 1702 nomment comme recteur MICHAEL ROSSIUS, « *habitans Leodii ultra Mosam* » (*V.*, n° 15, fol. 16 et n° 18, fol. 75 v°).

(1) Le *R. A.* de 1577 contient la même institution.

(2) Cependant la *V. A.* de 1613 porte : « *Rector est quidam Leo- diensis nomine Rocourt* » et la *V. A.* de 1624 nomme comme recteur un certain PIERRE PETERS (*V.*, n° 1, fol. 202 et n° 2, fol. 111).

III.

BERBROECK

[BERBRUC (1308), BEERBROECK (1542), BEERBROCH (1558),
BAERBROECK (1622), BERBROUCQ (1657),
BEEREBROECK (vers 1700), BERBROUCK (1733)].

L'église de Berbroeck, placée sous le vocable de la Sainte Vierge, est une église filiale de Donck. Elle faisait partie de l'archidiaconé du Brabant et du concile de Léau.

En 1559, lors du démembrement du diocèse de Liège, Berbroeck fut provisoirement réuni au concile de Hozémont, jusqu'à ce que le 16 décembre 1654 on érigea le concile de Hougaerde (*I.*, n° 185, fol. 11).

Berbroeck comptait cent communians en 1679 et cent cinquante en 1685 (*V.*, n° 41, fol. 86 v° et 124).

La paroisse de Berbroeck fut démembrée de celle de Donck le 22 novembre 1308. A cette date, Adam, curé de Donck, pria l'évêque de Liège, Thibaut de Bar, et l'archidiacre Gunchon de Spaenhem, de ratifier le démembrement qu'il avait effectué avec le consentement de l'abbé de Saint-Trond, Adam d'Ordange. Le curé de l'église mère s'était réservé la grande et la petite dime ainsi que les anniversaires; en outre, les mambours de l'église de Berbroeck devaient payer annuellement 30 sous tournois noirs au curé de Donck et 10 sous au sacristain de Donck. Quant au nouveau curé, les paroissiens lui créeraient un revenu de 15 livres tournois noirs par an; il jouirait de toutes les offrandes, sauf de quelques-unes, appelées *apoert*, qui reviendraient à la fabrique d'église. Le droit de collation appartiendrait toujours à l'abbé de Saint-Trond (1).

Cet acte fut confirmé par l'évêque Thibaut le 6 mai

(1) Pior, *op. cit.*, t. I, p. 429.

1309 (1) et par l'archidiacre G. de Spaenhem le 11 octobre suivant (2).

CURÉS.

1513. ARNOUL DE CASTRO (3). Il est probable que ce curé est resté en fonctions jusque vers 1542. A cette époque l'église de Berbroeck était vacante « *per mortem* » *seu liberam resignationem quondam domini Arnoldi*. » Le curé de Donck, Jacques Dubuisson, qui était en même temps chanoine et écolâtre de Saint-Lambert, voulut à cette occasion s'arroger le droit de nommer le curé de Berbroeck. Déjà deux candidats, l'un présenté par le curé de Donck, l'autre par l'abbé de Saint-Trond se trouvaient en présence. L'affaire fut portée devant l'archidiacre du Brabant. Ayant pris connaissance de la charte d'érection de la paroisse de Berbroeck, le curé de Donck reconnut qu'il avait tort et qu'au seul abbé de Saint-Trond revenait le patronat de la dite église. En conséquence, il fit la paix avec l'abbé, le 16 septembre 1542 (4).

1562. ARNOUL TSROYEN (5). Il est encore cité en 1578 (*I.*, n° 175, fol. 38).

A cette dernière date l'église était desservie provisoirement par JEAN HOLLANDERS qui devint curé et qui mourut en 1579. Le 16 novembre de cette année l'archidiacre délivra les lettres d'institution pour MICHEL BOESMANS (*I.*, n° 178, fol. 59).

En avril 1610, les examinateurs synodaux admirent

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 434.

(2) *Cartulaire D* (Bibliothèque de l'Université de Liège, n° 266 (ancien 27), fol. 65 v°.

(3) *Registre des archidiacres*, 1513, aux archives de l'archevêché de Malines. Il est encore mentionné en 1514 dans un *Registrum computum decanaliū Lovaniensis, Leeuwensis et Geldoniensis*, pro annis 1514, 1556 et 1558 (archives de l'archevêché de Malines).

(4) PIOT, *op. cit.*, t. II, p. 574.

(5) *Computus decanales Lovanienses et Leeuwenses*, 1562-1572 (archives de l'archevêché de Malines).

à la cure de Berbroeck JACQUES HERBOTS (1), qui mourut le 21 avril 1622. Son successeur DENIS PALUDANUS, vicaire à Peer depuis une année, fut nommé le 27 avril suivant (2) (*R. N.*, 6709, fol. 64 et *I.*, n° 180, fol. 69).

Le 5 février 1636, l'abbé conféra la cure à HENRI BELLEN, en remplacement de GEORGES GHEENS (3) décédé (*R. N.*, 6711, fol. 60).

Henri Bellen mourut vers 1640. Le 6 janvier 1643, les paroissiens se réunirent à l'église et là, en présence des échevins de Stevoort (4), ils se déclaraient très satisfaits de la conduite de François Cornelius, qui depuis quatre ans avait administré la paroisse ; aussi seraient-ils heureux de l'avoir comme curé. L'archidiacre de Brabant leur fit savoir, le 23 janvier suivant, que quoique la cure fût vacante depuis plus de deux ans, il n'userait pas de son droit et qu'il permettrait à l'abbé de Saint-Trond de faire une présentation (*R. N.*, 6713, fol. 151 et 152).

L'abbé se rendit au désir des paroissiens et nomma FRANÇOIS CORNELIUS, le 25 novembre 1643 (*R. N.*, 6711, fol. 148).

Celui-ci résigna ses fonctions en 1657 et fut remplacé le 27 avril par LOUIS MEIR (*R. N.*, 6712, fol. 170 et *I.*, n° 185, fol. 47 v°). Ce curé reçut deux fois la visite de l'archidiacre, le 3 juin 1661 et le 20 juin 1663 (*V.*, n° 40, fol. 5 et 40).

A la mort de Louis Meir l'abbé nomma, le 18 avril 1670, MICHEL EXELMANS (*R. N.*, 6713, fol. 117 et *I.*, n° 186, fol. 36 v°). Le nouveau curé fut installé le 20 avril par C. Loyens, curé de Halle et doyen du concile de Hougaerde, assisté de H. Wendelen, curé de Donck et

(1) *Concours diocésains* (évêché de Liège, D. 1, fol. 132).

(2) Il fut admis au concours le 19 mars (*Ibidem*, fol. 234).

(3) Georges Gheens avait été curé depuis le 13 août 1631 (*Ibidem*, fol. 295).

(4) Les échevins de Stevoort étaient en même temps échevins à Berbroeck.

de Pierre Vackens, écoutête de Berbroeck, comme témoins (*R. N.*, 6713, fol. 238).

Michel Exelmans renonça à la cure de Berbroeck le 5 juin 1673, pour aller occuper celle de Neerpelt; il fut remplacé le 15 juin par LÉONARD THOURS, installé le 18 juin (*R. N.*, 6713, fol. 244 et *I.*, n° 186, fol. 56 v°).

Celui-ci mourut en 1676 et l'abbé, par acte daté de Liège le 14 octobre, nomma à sa place JEAN STAPPAERTS (*R. N.*, 6713, fol. 452 et *I.*, n° 186, fol. 86 v°).

Le 9 octobre 1679 et le 18 août 1685, l'église fut visitée par l'archidiacre du Brabant (*V.*, n° 41, fol. 86 v° et 124).

Jean Stappaerts permuta le 8 décembre 1695 avec CHRÉTIEN GHYSENS, recteur de l'autel Notre-Dame, première fondation, dans l'église de Stevoort. La permutation faite en présence d'Erasmus Vanden Broeck, curé de Kermpt, fut ratifiée par l'abbé le 12 décembre (*R. N.*, 6714, fol. 190).

L'année suivante, Chrétien Ghysens résigna ses fonctions et fut remplacé par JEAN KIMPS le 5 juin 1696 (*R. N.*, 6714, fol. 194 et *I.*, n° 186, fol. 199 v°).

A la mort de celui-ci, l'abbé nomma, le 14 décembre 1733, THOMAS JADOULLE. Les lettres d'institution délivrées par Lambert de Stockem, archidiacre du Brabant, sont datées du 16 décembre suivant (*R. N.*, 6715, fol. 337).

Enfin par acte daté de Vlierbeek le 1^{er} février 1762, l'abbé conféra la cure, vacante par la mort de Thomas Jadoulle, à LAMBERT L'ABBEYE, prêtre du diocèse de Liège (*R. N.*, 6715, feuille détachée et *I.*, n° 188, fol. 57) (1).

Celui-ci mourut le 19 avril 1777 et le 2 mai l'archidiacre confia la paroisse à ARNOLD-PIERRE GROVEN, bachelier en théologie (*I.*, n° 189, fol. 18).

(1) Cette feuille détachée renseigne la nomination comme copiée d'un autre registre, fol. 114. C'est probablement la perte de ce volume qui nous condamne à ignorer en grande partie les collations du XVIII^e siècle.

AUTELS.

Il y avait au ^{xvi}^e siècle deux autels dans l'église de Berbroeck, l'un dédié à saint Josse et sainte Catherine, l'autre à sainte Catherine et saint Sébastien.

a) Autel de saint Josse. LOUIS VRANC était recteur de ce bénéfice en 1514, JÉRÔME GROVEN en 1562 (1) et GEORGES CROELS en 1575 (*I.*, n° 175, fol. 5). Le 12 mai 1601 l'archidiacre conféra le bénéfice, *jure devoluto*, à PIERRE MASSIN, fils de Louis Massin, échevin de Liège (*I.*, n° 177, fol. 47).

b) Autel de sainte Catherine. JEAN-ANTOINE HELBRECHTS est cité comme recteur en 1562 (2) et GILLES QUINTINI en 1575 (*I.*, n° 175, fol. 5). Celui-ci démissionna en 1576 et fut remplacé le 22 avril par MATHIEU VRANCKEN encore en fonctions en 1579 (*I.*, n° 175, fol. 23 v° et 52).

Le 6 mars 1615 ces deux bénéfices furent unis à la charge pastorale (*I.*, n° 178, fol. 105).

Au ^{xvii}^e siècle, le rapport de l'archidiacre mentionne encore les deux autels : l'un du côté de l'Evangile, en l'honneur de la Sainte Vierge où l'on disait une messe chaque samedi ; l'autre du côté de l'Epître, dédié à sainte Anne ; on n'y disait la messe qu'une fois par an. Ces autels n'étaient pas dotés (*V.*, n° 40, fol. 5 et *V.*, n° 41, fol. 86 v°).

IV.

BEVINGEN

[BEVINGES (1108), BEVINCHGIS (1208), BEVINGEN (1254), BEVINGHEN (1518), BEVYNGHEN (1558)].

L'église de Bevingen, consacrée en l'honneur de saint Lambert, dépendait de l'archidiaconé de Hesbaye et du concile de Saint-Trond.

La chronique de l'abbaye (3) rapporte que l'abbé

(1) *Computus decanales*, 1514 et 1562, archevêché de Malines.

(2) *Ibidem*, 1562.

(3) DE BORMAN, *op. cit.*, t. I, p. 20.

Adélard II (1055-1082) construisit ou restaura l'église de Bevingen. Cependant elle n'est plus mentionnée dans les documents pontificaux du XII^e siècle (1). C'est qu'elle n'était pas église paroissiale, mais dépendait alors de Notre-Dame de Saint-Trond (2).

Au commencement du XIII^e siècle, en 1208, deux hommes de l'endroit, Arnoul et Salutarius, vinrent trouver l'abbé Chrétien et lui demandèrent la permission d'avoir un prêtre qui assurât le service religieux dans leur église « *in qua etiam hactenus minus plene* » *celebrabatur*. » L'abbé accéda volontiers à leur désir et leur permit pour vingt-neuf ans de désigner définitivement ou d'année en année un prêtre pour l'entretien duquel ils soigneraient (3). C'est vraisemblablement là l'origine de la paroisse.

En 1701, il y avait à Bevingen, quatre-vingts communians. Il y avait eu une diminution assez notable, car, en 1650, la visite archidiaconale indiquait cent vingt communians (V., n^o 8, fol. 8 et n^o 18, fol. 10 v^o).

CURÉS.

Les premiers curés nous sont renseignés par l'abbé Guillaume de Ryckel, dans son *Manuale* (4) ; ce sont : REYNERUS, JOHANNES (en fonctions en 1264 (5), FRANCO, REYNERUS et JOHANNES.

Ces prêtres ont administré la paroisse de 1253 à 1271 (6).

(1) Nous nous sommes demandés si *Bevinges* de la chronique de Rodolphe n'était pas une mauvaise lecture pour *Bovinges* = *Buvingen*. Cependant le chroniqueur Foullon († 1679, qui a eu entre les mains les plus anciens documents a lu aussi *Bevinghes* et il indique qu'il reproduit exactement le texte de Rodolphe.

(2) Voir ci-dessus, p. 6.

(3) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 161.

(4) PIRENNE, *op. cit.*, p. 71.

(5) *Ibidem*, p. 55.

(6) Tout le manuscrit de Guillaume fut composé entre les années 1253 et 1271 (PIRENNE, *op. cit.*, Introduction, p. xxxi).

En 1477, HENRI WEERS, recteur de l'église paroissiale de Bevingen, demande à desservir pendant cette année les autels de Notre-Dame à Bevingen, de Notre-Dame à Brusthem et de Saint-Georges à Molveren (*I.*, n° 1, fol. 14).

En 1499, le même curé demande un coadjuteur (*I.*, n° 5, fol. 22). De fait, le 5 novembre 1505, l'archidiacre permet à Gautier Flessers, prêtre religieux, de desservir l'église de Bevingen (*I.*, n° 8, fol. 25).

GUILLAUME SMEETS, curé de Bevingen, résigna ses fonctions en 1539 et fut remplacé par GUILLAUME WYNNEN (*I.*, n° 18, fol. 114). Celui-ci demanda en 1554 à pouvoir se faire assister par Guillaume Wynnén, junior (*I.*, n° 29, fol. 27).

Il eut comme successeur en 1557 GILLES DE FOSSIS (*I.*, n° 32, fol. 112),

Celui-ci étant mort en 1561 fut remplacé par ARNOUL VRIESEN (*I.*, n° 36, fol. 120).

En 1582, JEAN ROESEN recueillit la succession du précédent (*I.*, n° 55, fol. 112).

A la fin du siècle, en 1592, l'église se trouvait de nouveau sans recteur; elle fut administrée temporairement par Christophe Schuven (*I.*, n° 64, fol. 69).

PIERRE VAN DER MAESEN était curé en 1593 (*I.*, n° 66, fol. 3). Il résigna ses fonctions le 23 avril 1604 et fut remplacé en 1604 par GAUTIER PEETERS de Saint-Trond (1). L'acte de nomination fut délivré à Nieuwenhoven en présence de Guillaume de Gorcum, pléban et chanoine de Notre-Dame et de Jean Putseys, écoutête à Saint-Trond (*R. N.*, 6709, fol. 26). Le même curé est mentionné dans la visite archidiaconale de 1624 (*V.*, n° 2, fol. 69).

Le 1^{er} août 1626, à la mort de Gautier Peeters, l'abbé nomma ENGELBERT ANDREAE (*R. N.*, 6709, fol. 69).

(1) Gautier Peeters fut admis au concours diocésain le 14 mai 1604, *Concours diocésains* (évêché de Liège, D. 1), fol. 98.

Celui-ci mourut le 12 mai 1656. C'était un mois pontifical; mais l'abbé espérant que personne ne s'adresserait à Rome pour obtenir une cure de peu de revenus, la conféra à LAMBERT LOOSEN, maître ès arts (*R. N.*, 6712, fol. 154).

A la mort de celui-ci, l'abbé nomma, le 6 février 1666, JOSSE HAUGEN; l'archidiacre Bertrand de la Haxhe délivra les lettres d'institution le 25 février suivant (*R. N.*, 6712, fol. 378).

Josse Haugen mourut l'année suivante. Il eut comme successeur DENIS CARTUYVELS, nommé le 29 décembre 1667 (*R. N.*, 6713, fol. 53).

Ce curé s'occupa de l'enseignement de la jeunesse. L'abbé Michel Vander Smissen, par acte daté de Liège le 10 février 1677, lui permit d'ouvrir une école (*R. N.*, 6713, fol. 469). Déjà auparavant, le 29 novembre 1675, il avait déclaré que Denis Cartuyvels, fils de Georges et de Catherine Schepers, méritait par la probité de sa vie et par ses capacités d'être promu à un poste plus élevé (*R. N.*, 6713, fol. 435). Le curé de Bevingen dut cependant attendre; ce n'est que le 11 novembre 1682 qu'il put échanger sa cure de Bevingen contre celle de Mielen-sur-Aelst. Son successeur GUILLAUME BORMANS fut nommé le 9 mai 1683 (*R. N.*, 6714, fol. 87).

Celui-ci obtint vers 1688 du baron de Looz, chanoine de Saint-Lambert, la cure de Velm; mais il eut comme compétiteur un certain Daemen, qui prétendait être nommé par l'université de Louvain. Pendant deux ans, il fut molesté « *met allerlei Lovensche brieven.* » Enfin Daemen mourut; Guillaume Bormans résigna sa cure le 19 juin 1690 et devint curé de Velm; il eut comme successeur à Bevingen CORNEILLE CREMERS, qui reçut ses lettres de nomination le 18 novembre 1690 (*R. N.*, 6714, fol. 146 et *I.*, n° 118, fol. 75).

Trois ans après, Corneille Cremers démissionna et céda la place à FRANÇOIS MANNAERS, clerc du diocèse de Malines (*R. N.*, 6714, fol. 157).

Celui-ci résigna également en 1696. L'abbé nomma JEAN VAN DEN INDE qui ne prit pas même possession de sa cure ; le 23 août suivant, la paroisse fut confiée à BARTHÉLEMI CONINX (*R. N.*, 6714, fol. 196).

Au commencement du siècle suivant, l'abbé négligea de faire une nouvelle nomination et CONRAD SNEEUWAERTS qui gouvernait la paroisse en 1712 fut institué par l'archidiacre, *jure devoluto* (*V.*, n° 25, fol. 5).

J.-K. VAN KIELDONCK était curé en 1794 (*I.*, n° 120, fol. 172).

AUTEL.

A droite du chœur se trouvait un autel consacré à la Sainte Vierge ; le recteur était tenu à y dire une messe tous les quinze jours.

Dans ces fonctions THOMAS VAN SCHOER eut comme successeur, le 14 avril 1518, JACQUES DE BYEST, maître ès arts, prêtre du diocèse de Tournai (*R. N.*, 6708, fol. 224).

Celui-ci céda en 1526 la place à MATHIEU FIRELYNS, *alias* THIRION, recteur de l'autel Notre-Dame en l'église d'Esschene (*I.*, n° 14, fol. 134).

GUILLAUME COELMONT succéda à ce dernier en 1572 (*I.*, n° 46, fol. 307), puis JEAN COELMONT en 1577 (*I.*, n° 50, fol. 122) et LÉONARD COELMONT en 1578 (*I.*, n° 51, fol. 121).

A la mort de Léonard Coelmont, l'abbé nomma, le 23 février 1622, GÉRARD CILLIS, chanoine de Notre-Dame et qui devint en 1624 recteur du séminaire de Saint-Trond (*R. N.*, 6709, fol. 64).

Une visite archidiaconale de 1624 l'appelle Gérard Cillens (*V.*, n° 2, fol. 69 v°).

Gérard Cillis résigna en 1637 en faveur de HENRI ROELANTS, clerc et instituteur au séminaire (*R. N.*, 6711, fol. 79).

Devenu prêtre, Henri Roelants démissionna ; il fut

remplacé le 9 juin 1642 par JEAN LIBLAN (*R. N.*, 6711, fol. 126).

A la mort de ce dernier le bénéfice fut conféré le 15 décembre 1646 à JEAN BINCUM (*R. N.*, 6711, fol. 191), puis le 8 octobre 1647 à ETIENNE SARESTA, qui résigna le 17 novembre 1648 (*R. N.*, 6711, fol. 203 et 230).

Celui-ci fut probablement remplacé par HUBERT GOVAERTS, clerc du diocèse de Liège et « *juris utriusque* » *licentiatus*. » A celui-ci succède le 18 février 1651 JEAN VAN DEN CREEFT, « *clericus Leodiensis et philosophiae alumnus* » (*R. N.*, 6712, fol. 16).

Ce dernier, devenu J. U. L., résigna le 31 décembre 1662 et eut comme successeur CORNEILLE BLOMMEN. Les lettres d'institution datées du 22 juin 1663, furent délivrées par le chapitre de Saint-Lambert, comme administrateur de l'archidiaconé de Hesbaye (*R. N.*, 6712, fol. 275).

ETIENNE NEUTINX, mort en 1669, fut remplacé le 10 décembre par HUBERT NICOLAI (*R. N.*, 6713, fol. 98).

A celui-ci succéda le 10 novembre 1673 HENRI MARTENS, installé le 29 décembre, « *per tactum quatuor cornuum altaris et ostensionem ornamentorum* » par le curé Denis Cartuyvels (*R. N.*, 6713, fol. 252).

Henri Martens, devenu aussi curé de Schurhoven, mourut en 1699. L'abbé nomma le 19 avril DANIEL VANDER HEYDEN (*R. N.*, 6714, fol. 224). Celui-ci était encore en fonctions en 1701 (*V.*, n° 18, fol. 11).

En 1712 l'autel n'était plus desservi (*V.*, n° 25, fol. 5).

*
* *

En 1645 les habitants de Bevingen et de Straeten demandèrent à construire une chapelle en l'honneur de Notre-Dame. A l'occasion de la procession du Saint Sacrement, le prêtre s'y arrêterait pendant le chant de l'oraison de la Sainte Vierge et de la bénédiction. L'abbé

Hubert accueillit leur demande en se réservant la colation de tous les bénéfices qu'on pourrait fonder dans cette chapelle (1).

V.

BORLOO

[BURLOU (1065), BURLO (1107), BURLOS (1108-1138),
BORLO (1230), BORLOE (1558)].

L'église de Borloo était consacrée à saint Pierre. Elle relevait de l'archidiaconé de Hesbaye et du concile de Saint-Trond et avait rang d'« *ecclesia media*. »

La paroisse comptait cent cinquante communians en 1624 (*V.*, n° 2, fol. 130), deux cents communians en 1650 (*V.*, n° 8, fol. 33) et quatre-vingts communians ou vingt familles en 1701 (*V.*, n° 18, fol. 65). Avant 1580 il n'y avait qu'un curé pour Borloo et Buvingen.

Depuis 1107 cette église est citée parmi les possessions de l'abbaye (2). A cette même époque elle était déjà église paroissiale.

CURÉS.

Un des plus anciens curés de Borloo, dont nous connaissons le nom, est HERBORDIUS. Nous ignorons à quelle époque il a vécu; il laissa à l'abbaye quinze verges de terre; à partir de 1361 au moins, les moines de Saint-Trond rappelaient son souvenir chaque année au 18 octobre (3).

Viennent ensuite les curés qui administrèrent la paroisse de 1253 à 1271, et qui sont renseignés dans le *Manuale* de Guillaume de Ryckel (4).

Remarquons que l'abbé cite deux fois l'église de

(1) *Registre des suppliques*, n° 6710, fol. 201.

(2) PRIOR, *op. cit.*, t. I, p. 29.

(3) Obituaire de l'abbaye (Bibliothèque de l'Université de Liège, n° 326 (ancien), fol. 99. « *XV kal. nov. Et dominus Herbordius presbiter (investiti de Borlo) p. q. h. 15 virgatas terre magnas.* »

(4) PIRENNE, *op. cit.*, pp. 71 et 72.

Borloo, au fol. 22 v^o comme incorporée et au fol. 23 r^o comme non incorporée à l'abbaye. Mais la ligne du fol. 22 v^o a été ajoutée postérieurement. La liste des curés doit être arrêtée comme suit : HENRICUS COLONIENSIS (fol. 23 r^o), puis THEODERICUS, HENRICUS et HERMANNUS.

Le premier était en même temps chanoine de Saint-Séverin à Cologne. Le 1^{er} février 1249-1250, il donna en bail pour six ans à l'abbé toute la dime et tous les droits attachés à la cure de Borloo (1). En échange,

(1) *Cartulaire A* (Hasselt, n^o 6678⁵), fol. 242. Voici cette charte que Pior a négligé de publier :

« Wilhelmus, dei gracia, abbas Sancti Trudonis. Omnibus presentes
» litteras visuris, cognoscere veritatem. Notum facimus universis quod
» nos nomine nostro et ecclesie nostre recepimus ad firmam sive ad
» pactum a dilecto et fideli nostro domino henrico canonico Sancti Severini in colonia, investito de borlo, omnem decimam, terram, redditus
» et quicquid juris habet vel habere potest dictus h. ratione dicte ecclesie
» de borlo, ad sex annos, tali conditione quos nos dicto h. mense septembri in festo beati lamberti X marcas colonienses et inter natale et
» carniprivium XXII capones nostris laboris et expensis apud coloniam
» annis singulis persolvemus. Si vero ex defectu nostre solutionis expensas ipsum facere contingeret, nos easdem ei refundere teneremur. Preterea ipsum de una marca quam ratione ecclesie de borlo ecclesie nostre in sancto trudone quolibet anno tenetur persolvere absolvemus.
» Sacerdotem vero ydoneum per nostram voluntatem in dicta ecclesia
» instituemus et ei pro sustentatione sua portionem congruam tenebimur assignare. Procuracionem autem archidiaconi tempore synodali et obsonia congruo tempore persolvemus. Si vero dominus Papa vel apostolice sedis legatus sive dominus leodiensis electus seu archidiaconus vel quicumque alius quintam sive decimam seu procuracionem aut quocumque nomine appelaretur cujuscumque generis exactionem a nobis ratione dicte ecclesie extorqueret, predictus H. illam solvere tenetur et nos de sua pecunia sive de decem marcis sibi debitis suo nomine solveremus. Si vero transactis tribus annis nos eidem H. conditiones predictas minus bene servaremus, quod absit, ipse extunc de fructibus ecclesie sue se intromitteret et de ipsis secundum beneplacitum suum ordinaret; si autem conditiones premissas eidem servaremus, ut speramus, ipse de dicta ecclesia infra sex annos non poterit aliter ordinare. Preterea terram ad dictam ecclesiam pertinentem de consensu ipsius ad sex annos dabimus ad colendum, ita quod illi qui eam recipient ipsam tam diu remotis omnibus pacifice observabunt. Super omnibus autem conditionibus istis observandis, dedimus ei

l'abbé devait lui payer chaque année 10 marcs et 22 chapons; de plus l'abbé devait établir et entretenir à Borloo un prêtre capable et payer les droits ordinaires du synode et de l'*obsonium*. Les contributions extraordinaires que le pape ou l'évêque pourraient réclamer restaient à la charge de Henri de Cologne.

A la suite de cet arrangement l'abbé de Saint-Trond confia successivement la paroisse de Borloo aux trois prêtres THEODERICUS, HENRICUS et HERMANNUS, dont il a écrit les noms au fol. 22 v^o. Il fit aussi mesurer les terres appartenant à la cure; ce mesurage eut lieu en novembre 1532 et l'on trouva que le curé de Borloo possédait à cette époque vingt et un bonniers et sept verges, soit un revenu annuel de 42 1/2 muids de seigle (1).

Les habitants de Borloo y ajoutèrent quatre bonniers afin d'avoir chez eux, à Borloo, le baptême et un prêtre particulier (*ut habeant baptismum et proprium sacerdotem*). Peut-être l'église de Buvingen avait-elle jusque-là conservé seule les fonts baptismaux (2).

Henri de Cologne laissa encore à l'abbaye 10 sous de Louvain et six setiers de seigle; aussi son nom fut-il inscrit dans l'obituaire au 15 mars (3).

En 1477 la paroisse de Borloo avait comme curé HENRI VALGAET, remplacé dans ses fonctions par Jean Snyder (*I.*, n^o 1, fol. 1 v^o).

En 1478 l'église se trouvait vacante par suite de la mort du curé (*I.*, n^o 2, fol. 4).

» fidejussores : Robinum dictum divitem. Robinum dictum probum,
» Wilhelmum dictum camerarium, Lambertum dictum Scofel, cives
» Sancti Trudonis. Acta sunt haec apud Sanctum Trudonem, testibus
» G. priore, Gerardo, Wilhelmo, Jacobo, Henrico, Johanne monachis
» Sancti Trudonis et coram predictis civibus. In cujus rei testimonium
» presentes litteris nostro et predicti H. sigillis fecimus roborari. Datum
» anno domini M. CC^o XL^o IX^o. In vigilia purificationis beate Marie, »

(1) PIRENNE, *op. cit.*, p. 280.

(2) *Ibidem*, p. 295.

(3) « *Idus Marcii : Et Henricus de Colonia quondam investitus de
» Borlo, p. q. h. 10 sol. lov. et 6 vasa siliginis,* » fol. 26.

De 1499 à 1505 les livres archidiaconaux mentionnent JEAN MELIS (*I.*, n° 5, fol. 2 et n° 8, fol. 2), puis GÉRARD DE DORNE de 1521 à 1523 (*I.*, n° 9, fol. 2 et n° 11, fol. 2).

En 1524 RENIER WALTERI, recteur des églises de Borloo et de Buvingen, demande à desservir en outre un autel dans chacune de ces localités (*I.*, n° 11, fol. 20).

MARTIN OFFERMANS, chanoine et écolâtre de Liège, est cité comme curé depuis 1532 ; il se fait remplacer dans ses fonctions pastorales par Josse Piels, qui porte le titre de « *deservitor ecclesiae* » (*I.*, n° 16, fol. 19).

Le 17 janvier 1569 (*stilo leodiensi*), THÉODORE SPROELANTS, chanoine et chantre de Tongres, et recteur de l'autel de Sainte-Anne dans l'église de Flémalle, lui succéda par voie de permutation canonique. La présentation était faite par le prieur et le couvent de Saint-Trond, en remplacement de l'abbé que les soldats de Guillaume d'Orange avaient emmené captif en Hollande (*R. N.*, 6709, fol. 270).

Théodore Sproelants résigna en 1570 en faveur de MARTIN SPROELANTS, maître ès arts (*I.*, n° 45, fol. 122).

A la mort de ce dernier, en 1579, la paroisse de Buvingen fut séparée de celle de Borloo.

La cure de Borloo fut conférée à TILMAN BOESMANS, maître ès arts (*I.*, n° 52, fol. 118), puis en 1595 à FRÉDÉRIC SASSEN (*I.*, n° 66, fol. 213) (1).

Ce curé était doyen du concile de Saint-Trond et c'est en cette qualité qu'il fit en 1624 la visite archidiaconale des églises du concile ; il écrivit de sa main tout le registre relatant cette visite qui dura depuis le 22 juillet jusqu'au 22 septembre (2).

(1) Frédéric Sassen écrivit avec le curé de Buvingen le *Registrum decimarum de Borloo et Buvingen sub Huberto Germeyns, a° 1618* (Hasselt, n° 6671). Ce même curé avait été élu doyen du concile de Saint-Trond. Comme tel il fut délégué par l'archidiacre pour faire la visite des églises en 1613 et en 1624.

(2) Voici l'itinéraire que suivit le curé dans cette visite : 22 juillet,

Il fut remplacé le 24 mai 1636 par GÉRARD CILLIS, maître ès arts, bachelier en théologie, chanoine de Notre-Dame et recteur du séminaire de Saint-Trond (1) (*R. N.*, 6711, fol. 69).

Gérard Cillis résigna sa cure le 3 avril 1642. L'abbé nomma à sa place RENIER ULENS (2). Toutefois l'archidiacre de Hesbaye, ayant taxé d'invalidé la nomination précédente, à cause de l'incompatibilité de la cure de Borloo avec un canonicat à Notre-Dame, avait nommé, *jure devoluto*, Léonard Hennin (3); celui-ci finit cependant par renoncer à son droit et c'est ainsi que Renier Ulens obtint ses lettres d'institution le 19 juin 1642 (*R. N.*, 6711, fol. 133, 137 et 138 et *I.*, n° 98, fol. 26).

PIERRE VAN LANGENACKER lui succéda le 29 mai 1670 (*R. N.*, 6713, fol. 120 et *I.*, n° 112, fol. 45 v°).

Celui-ci mourut au mois de janvier 1706 et eut comme successeur JEAN SCHEPERS (*R. N.*, 6715, fol. 28) (4).

Quand ce curé résigna ses fonctions, JOSEPH JAC-

Gingelom; 23, Niel; 25, Velm; 26, Kerkom; 28, Muysen, Buvingen; 30, Mielen-sur-Aelst, Bouchout; 1^{er} août, Rosoux; 4, Montenaeken, Goyer, Hasselbrouck; 7, Fresin, Crenwick, Corthys; 9, Wezeren, Wals-Beets (le curé était absent), Houtain-l'Evêque; 10, Oleye, Lantremagne, Warremme; 12, Latinne, Braives, Tourinnes-la-Chaussée, Waleffes, Darion; 13, Geer, Blehen, Trognée; 14, Grandaxhe, Wals-Beets; 18, Staden, Halmael, Sainte-Catherine; 19, Bevingen, Zerckingen, Nieuwenhuizen, Saint-Gangulphe, Schurhoven; 20, Saint-Jean, Govelingen; 21, Melveren, Saint-Sépulchre; 26, Cosen, Wyer; 27, Ryckel, Zepperen, Ordingen; 28, Gorssum, Béguinage à Saint-Trond; 29, Brusthem et Notre-Dame à Saint-Trond (mais il ne fut pas reçu); 1^{er} septembre, Aelst, Marlinne; 2, Roclenge, Bettencourt, Corswarem, Berloz; 17, Boëhle et Villeraux.

(1) La présentation était datée de Helchteren « *in arce nostra*. » Cillis fut admis au concours diocésain le 13 janvier 1637. *Concours diocésains* (évêché de Liège, D. 1), fol. 359.

(2) Renier Ulens écrivit également un *Registrum decimarum* en 1653 (Hasselt, n° 6772).

(3) Léonard Hennin avait déjà été admis au concours le 17 avril 1642. *Concours diocésains* (évêché de Liège, D. 1), fol. 392 v°.

(4) Jean Schepers prêta serment le 20 janvier (reg. n° 6715, fol. 1).

QUEMIN s'adressa à Rome et obtint la place. A la mort de ce dernier, en février 1735, l'abbé de Saint-Trond exerça de nouveau son droit de collation et conféra le 21 mai la cure à HENRI VANDEN BROUCK (*R. N.*, 6715, fol. 352).

Un nommé GERMEYS était curé de Borloo en 1794 (*I.*, n° 120, fol. 172).

AUTELS.

Il y avait anciennement dans l'église de Borloo deux autels. L'autel de la Sainte Vierge se trouvait en 1624 au milieu de la nef devant la balustrade du chœur. Quelques années plus tard, il fut déplacé et la visite archidiaconale de 1650 le renseigne comme situé à gauche du chœur. L'autre, érigé dans la nef latérale du côté de l'Evangile, était dédié à sainte Anne : à celui-ci était fondée une messe hebdomadaire; primitivement le recteur de l'autel de la Sainte Vierge était également tenu à pareille charge; mais en 1712 il ne disait plus qu'une messe toutes les quinzaines (*V.*, n° 2, fol. 133 v°; n° 8, fol. 33 et n° 25, fol. 24).

Comme recteurs de l'autel Notre-Dame nous avons trouvé en 1477 ADAM LAMBRECHTS se faisant remplacer par Jean de Mera (*I.*, n° 1, fol. 1 v°), puis à partir de 1544 JEAN DE LOON *alias* GODEGAFF (*I.*, n° 21, fol. 24). A la mort de celui-ci, en 1558, fut nommé RENIER ULENS (*I.*, n° 33, fol. 106), encore cité en 1592. Cependant depuis longtemps l'autel n'était plus desservi (*I.*, n° 64, fol. 68). LAMBERT CHARLEY fut nommé le 1^{er} mai 1597 (*I.*, n° 65, fol. 23).

Les registres archidiaconaux mentionnent en 1597 JEAN fils de PIERRE DE CHAINE (*I.*, n° 68, fol. 93) et en 1606 PIERRE CHAINE (*I.*, n° 71, fol. 2), encore en fonctions en 1624 (*V.*, n° 2, fol. 133 v°).

En 1650 l'autel était desservi par ADAM POELMANS, curé de Goyer (*V.*, n° 8, fol. 34 v°). Celui-ci démissionna le 24 mai 1672 en faveur de GUILLAUME

POELMANS (*I.*, n° 113, fol. 44); enfin en 1712 le curé se chargeait d'exonérer la fondation (*V.*, n° 25, fol. 24).

L'autel de sainte Anne avait comme desservants en 1544 également JEAN DE LOON (*I.*, n° 21, fol. 24), et en 1558 RENIER ULENS (*I.*, n° 33, fol. 106).

La visite archidiaconale de 1624, faite du reste par le curé même de Borloo, nous apprend que la messe hebdomadaire qu'on disait à cet autel n'était pas un bénéfice, mais simplement un office à charge du curé de l'endroit. C'est dans ce sens que les visites archidiaconales de 1686 et 1701 renseignent l'autel comme incorporé au pastoral (*V.*, n° 2, fol. 133 v°; n° 8, fol. 33 et n° 25, fol. 24).

VI.

BUVINGEN

[BOVINGEN (927 à 964), BOVINGES (1108-1138),
BUVINGIS (1139), BOUVINGHEN (1550), BUEVINGHEN (1558),
BUVINGHEN (1606)].

Buvingen était une « *ecclesia media* » dédiée à saint Trudon. Comme Borloo, dont elle fut séparée en 1579, elle ressortissait de l'archidiaconé de Hesbaye et du concile de Saint-Trond.

La paroisse comptait nonante communicants en 1650. Ce chiffre avait diminué au commencement du siècle suivant. Les visites archidiaconales ne renseignent plus que quarante-cinq communicants avec huit ou neuf familles en 1701 et treize familles en 1712 (*V.*, n° 8, fol. 32; n° 18, fol. 63 et n° 25, fol. 23).

CURÉS.

Comme recteurs de la chapelle de saint Trudon avant la séparation de 1579, nous avons trouvé en 1532 JEAN BEX ou BEGGHEN, desservant de l'église de Kerkom (*I.*, n° 16, fol. 19), en 1544 WALTERUS ZETTEA

(*I.*, n° 21, fol. 34) et en 1554 DENIS BOESHAERT. Celui-ci figure comme tel jusqu'en 1575 (*I.*, n° 29, fol. 27). Cependant en 1572 PIERRE ULENS desservait l'autel de saint Trudon (*I.*, n° 46, fol. 26).

A la mort de Martin Sproelants, curé de Borloo et de Buvingen, en 1579, les deux villages furent séparés l'un de l'autre.

Malgré ce démembrement, l'église de Buvingen ne fut jamais considérée comme une église filiale de Borloo; c'est que l'une était aussi ancienne que l'autre. Toutes deux sont citées en effet dans un diplôme de 1139 (1); bien plus, le premier continuateur de la chronique de Rodolphe (1108-1138) ne mentionne que l'église de Buvingen : « *ecclesia de Bovinges et villa de » Burlos* (2). » Rien n'empêche de croire qu'elles ont été indépendantes l'une de l'autre avant le XIII^e siècle. Si elles étaient réunies du temps de Guillaume de Ryckel, il y avait cependant un prêtre EGIDIUS attaché spécialement à l'église de Buvingen (3) et un texte de l'abbé Guillaume permettrait même de croire que Buvingen seule avait à cette époque des fonts baptismaux (4). Les pouillés de 1477 (5) et de 1558 (6) portent : « *Buvingen gen et Borlo, ecclesia.* »

Il n'y avait donc pas de raison pour attribuer à l'une une supériorité quelconque sur l'autre.

Le premier curé de Buvingen, après le démembrement, fut EGIDE WATTEY, bachelier en théologie. Il ne resta qu'une année en fonctions et céda la place en 1580 à EUSTACHE LIBENS (*I.*, n° 52, fol. 119). Ce curé ayant été cité devant la cour féodale de l'abbé, obtint une *inhibition* de l'official, lui défendant de se pré-

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 49. L'auteur s'est trompé en identifiant *Buvingis* avec Bevingen.

(2) DE BORMAN, *op. cit.*, t. I, p. 237.

(3) PIRENNE, *op. cit.*, p. 71.

(4) *Ibidem*, p. 296.

(5) *I.*, n° 1, fol. 1 v°.

(6) *Analectes*, etc., t. II, p. 447.

senter devant le tribunal. Mais l'abbé, armé du privilège que l'empereur Charles IV avait octroyé à l'abbaye le 16 août 1349 (1), somma le 23 janvier 1606 le curé de retirer cette inhibition (2).

Eustache Libens mourut en décembre 1611. L'abbé Remi Watzon nomma alors son chapelain GUILLAUME PRINCEN (*R. N.*, 6709, fol. 40).

Celui-ci permuta le 8 février 1620 avec LIBERT DIONISII, curé de Meveren (*R. N.*, 6709, fol. 58 et *V.*, n° 2, fol. 14).

Ce fut encore par voie de permutation canonique que LAMBERT VRISEN, « *matricularius* » de l'église paroissiale de Houtain-l'Evêque, obtint la cure de Buvingen le 24 novembre 1637 (*R. N.*, 6711, fol. 80).

A la mort de Lambert Vrisen, l'abbé nomma, le 8 avril 1641, PIERRE TUTELERS, maître ès arts et bachelier en théologie (3) (*R. N.*, 6711, fol. 117).

Celui-ci mourut en octobre 1650 et fut remplacé le 23 mars 1651 par LÉONARD HENNIN, bachelier en théologie, jadis chanoine de Notre-Dame et curé de Saint-Nicolas à Zerkingen (*R. N.*, 6712, fol. 19).

La cure devint de nouveau vacante en juin 1675 par la mort de Léonard Hennin. Elle fut alors confiée le 9 juillet à HUBERT VAN DER BORCHT, maître ès arts et bachelier en théologie. L'archidiacre Lambert de Liverlo donna les lettres d'institution le 15 juillet et l'installation du nouveau curé fut faite le 16 juillet par J. Van der Borcht, pléban de Saint-Trond, assisté comme témoins de Pierre Cartuyvels, curé de Saint-Martin, Henri Aerts, prêtre, et Nicolas de Hennin (*R. N.*, 6713, fol. 371-375 et *I.*, n° 114, fol. 51).

A la mort de Hubert Van der Borcht, au mois de mars 1709, l'abbé présenta pour la cure de Buvingen,

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 507.

(2) Reg. n° 6709, fol. 200 (archives de Hasselt).

(3) Il fut admis au concours diocésain le 9 avril, *Concours diocésains* (évêché de Liège, D. 1), fol. 390.

LAMBERT-HENRI JAUPEN, diacre du diocèse de Liège, à condition que celui-ci obtint du Saint-Siège la dispense pour le défaut d'âge. Or Rome refusa d'abord de dispenser ; le 1^{er} août Henri Jaupen renonça à sa cure et fut nommé le lendemain recteur d'un autel dans l'église de Neerpelt. L'abbé nomma alors à la cure de Buvingen Jean Coelmont, puis deux jours après, le 4 août, Jean Baten. Mais le 10 août Henri Jaupen reçut la dispense désirée, et parvint ainsi à la place qu'il ambitionnait (*R. N.*, fol. 66, 73, 75, 76 et 79).

Lambert-Henri Jaupen mourut en 1723. Son successeur JEAN BORMANS fut nommé le 30 avril (*R. N.*, 6715, fol. 221) (1).

Celui-ci resta en fonctions jusqu'en 1738. Alors le 18 juillet l'abbé présenta GISBERT SNEEVAERTS. Cette présentation était adressée d'abord à l'archidiacre, puis remplacée par une autre au Souverain Pontife ; celle-ci fut encore modifiée par l'agent de l'abbaye à Rome, puis adressée en même temps au pape et à l'archidiacre (*R. N.*, 6715, fol. 375-380).

Un nommé DERWA était curé de Buvingen en 1794 (*I.*, n° 120, fol. 172).

AUTEL.

Il y avait à Buvingen un autel dédié à la Sainte Vierge ; déjà en 1554 il était desservi par le recteur de la chapelle même (*I.*, n° 29, fol. 27). En 1578 le curé avait conféré le bénéfice à LÉONARD COLMONT (*I.*, n° 65, fol. 88). La visite archidiaconale de 1613 remarque que ce bénéfice n'est qu'une simple fondation (*mera fundatio*) et en 1680 l'archidiacre constate qu'il est incorporé au pastorat (*V.*, n° 1, fol. 211 et n° 15, fol. 17 v°). Cependant en 1653 GÉRARD CILLENS est encore cité comme recteur (*I.*, n° 110, fol. 1 v°).

(1) Il prêta serment le 3 mai (reg. n° 6715, fol. 1).

VII.

DONCK.

[DUNGO (741), DUNGUS (741), DUNC (1107),
DUNCH (avant 1108), DUONC (1223), DONCK (1244),
DUNG et DUNGH (XIV^e siècle)].

Il y a certes, dans tout le pays de Liège, peu d'églises rurales qui aient une histoire à la fois si ancienne et si bien connue que l'église de Donck.

C'est probablement le premier temple de cette localité que celui qui fut élevé un peu avant 741 par les soins de Robert, comte en Hesbaye. Cette église fut construite en l'honneur de la Sainte Vierge, de saint Pierre, saint Jean, saint Servais et de saint Lambert. Le comte Robert lui assigna comme dot les villages de Haelen, Schaffen, Velpen et Meerhout; puis la donna à l'église abbatiale de Saint-Trond (1).

Remarquons en passant qu'un demi-siècle ne s'était pas encore écoulé depuis la bienheureuse mort de saint Trudon et le glorieux martyre de saint Lambert et déjà l'église de Donck était là pour attester comment les contemporains, témoins de miracles innombrables, unissaient dans leur vénération les saints patrons de la Hesbaye et du diocèse de Liège.

L'église de Donck fut reconstruite par l'abbé Adé-
lard II, au milieu du XI^e siècle (2).

Cette église s'élevait dans un endroit isolé, entourée de toutes parts d'une eau profonde; il n'était laissé qu'un seul accès et encore le travail de l'homme avait-il dû le disputer à la nature.

L'abbé Rodolphe construisit dans cette île, à côté de l'église, une demeure et un grenier et tout ce qui était nécessaire à une communauté religieuse; deux

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 1.

(2) DE BORMAN, *op. cit.*, t. I, p. 20.

moines y furent laissés pour vaquer au service divin et au culte de la Sainte Vierge (1).

A partir de ce moment, Donck fut comme un prieuré et un lieu de refuge pour l'abbaye de Saint-Trond. Lors des premières révolutions communales, l'abbé Guillaume s'y retira avec ses religieux à la fête de saint Jean-Baptiste de l'année 1256 (2). Quand en 1303 l'interdit pesait sur la ville de Saint-Trond, tous les prêtres et recteurs des églises paroissiales s'y réunirent (3) et vers 1323 tous les moines de l'abbaye y séjournèrent pendant près de quatorze mois (4).

Les diplômes de Pascal II (1107) et de Victor IV (1161) mentionnent parmi les possessions du monastère l'église de Donck dans les termes suivants : « *ecclesiam* » *Sancte Mariae in insula Dunc in cellam vobis vestrisque successoribus libere possidendam concedimus, relata parochia ad locum ubi antiquitus fuisse manifestum est, ne in servorum Dei recessibus, popularibus occasio prebeatur ulla conventibus* (5). »

Il est évident que cette appellation « *ecclesia Sancte Mariae sita in insula Dunc in cella*, » ne désigne pas Kloosterdonck en Hollande, comme le pensait M. Piot (6), mais bien Donck. Comme nous venons de le voir, l'église était située dans une île (7) et à côté d'elle se trouvait une *cella* ou un prieuré (8). Le pape exige

(1) C'est peut-être là l'origine du culte spécial dont la Sainte Vierge fut honorée dans l'église de Donck, au point que sa statue y fut réputée miraculeuse (Stephanus SCHOUTENS, *Maria's Limburg*, p. 27).

(2) DE BORMAN, *op. cit.*, t. II, p. 204.

(3) *Ibidem*, p. 236.

(4) *Ibidem*, p. 254.

(5) PIOT, *op. cit.*, pp. 29 et 97.

(6) *Ibidem*, p. 31, n° 19.

(7) Dans un acte du 3 décembre 1608 le curé de Donck, Renier Waltheri, est encore appelé : « *pastor ecclesiae Beatae Mariae Virginis in insula de Doinck* » (reg. n° 6967, fol. 132 v°).

(8) Dans tous les diplômes du temps *cella* désigne un prieuré. Voir DUCANGE, *Glossarium*, in voce *cella*.

donc que l'on transfère la paroisse à l'endroit où anciennement elle s'était trouvée, et cela pour que le silence du cloître ne fût point troublé par le bruit des réunions populaires (1).

Nous ignorons si on a tenu compte du désir exprimé par le pontife ; il est vrai qu'à partir du siècle suivant, le prieuré, en tant que séjour régulier de quelques moines, a cessé d'exister ; vraisemblablement c'est ainsi que la difficulté aura été résolue et que l'église de l'ancien prieuré sera restée église paroissiale.

A la fin du XVI^e siècle, l'église, à moitié détruite, avait été profanée et servait de repaire aux brigands (2). L'abbé Léonard Betten (1586-1607) la fit reconstruire et la rétablit dans son état antérieur ; puis il la fit réconcilier et consacrer par l'évêque auxiliaire de Liège. Il restaura également la maison adossée à la tour où quelques religieux pouvaient demeurer en cas de nécessité, et qui de longue date s'appelait *clusa*, ermitage, *kluis*. En 1608 on accusa le curé de Donck d'avoir méconnu ces mérites de l'abbé de Saint-Trond ; il aurait même laissé entendre que le prélat avait fait enlever à son profit les pierres de l'ancien édifice. Assisté de Gilles Passarts, S. T. L., curé de Herck-la-Ville, le curé vint le 3 décembre à l'abbaye pour se disculper et pour affirmer les détails mentionnés ci-dessus (3).

Une visite archidiaconale de 1661 appelle l'église de Donck « *Ecclesia de Donck in aquis sub invocatione* » *» beatae Mariae Virginis in qua ob inundationem* » *» non fit officium nisi a festo Pentecostes usque ad initium hyemis.* » Aussi avait-on construit un « *sacellum*

(1) C'était une règle générale de ne pas admettre comme églises paroissiales les églises des monastères et des prieurés.

(2) Le registre de l'archidiacre en 1600 attribue la ruine de l'église aux inondations : « *Ecclesia corruit magna ex parte propter inundationes fere continuas* » (I., n° 177, fol. 36 v°).

(3) Reg. n° 6967, fol. 132 v°.

» *novum* (1) *dedicatum beatae Mariae Virgini et*
» *sancto Trudoni* » (V., n° 40, fol. 5).

Une nouvelle église fut construite à la place de la chapelle vers le milieu du XVIII^e siècle (2).

L'église de Donck était principalement dédiée à la Sainte Vierge (3). Comme patrons secondaires on y vénérât saint Pierre, saint Lambert et saint Trudon (V., n° 40, fol. 51).

Elle ressortissait de l'archidiaconé de Hesbaye ; jusqu'en 1559 elle faisait partie du concile de Léau ; elle fut ensuite rattachée à celui de Hozémont. Depuis 1654, elle fit partie du nouveau concile de Hougaerde.

La paroisse comptait cent septante-sept communicants en 1670 (V., n° 40, fol. 51), cent en 1679 (V., n° 41, fol. 89) et cent cinquante-deux en 1685 (V., n° 41, fol. 124 v°).

CURÉS.

Au commencement du XII^e siècle, nous trouvons comme curés JEAN, puis BRUNON. Lors de l'érection du prieuré, l'abbé Rodolphe prit soin de fixer leurs droits. Il laissa au curé Jean le tiers de toutes les dîmes, la dotation entière de l'église, trois bonniers de terre à Rothem près de Haelen, autant de prairies à Donck et la troisième partie de toutes les offrandes. Les donations que l'on ferait à l'église à partir de 1119, reviendraient à l'abbé, à moins que les donateurs n'en eussent disposé autrement. Si quelque personnage noble ou étranger était enterré à Donck, le curé chanterait la première messe et aurait toute l'offrande ; la messe

(1) La V. A. ajoute : « *In hieme Venerabile cum sacro oleo servatur ibi ; est locus nimis angustus pro parochianis.* »

(2) Une foule de suppliques adressées à l'abbé de Saint-Trond vers 1756 et 1760 mentionnent la « *nieuwe kerk* » Cf. G. SIMENON, *Suppliques adressées aux abbés de Saint-Trond*, pp. 246 et 247.

(3) Quand elle fut reconstruite à la fin du XVI^e siècle, elle fut consacrée uniquement à la Sainte Vierge (reg. n° 6967, fol. 132).

principale serait chantée par l'abbé ou par un moine et toute l'offrande leur reviendrait. Au curé incombait la charge ordinaire du *concilium*, *synodum* et *obsonium* (1).

Dans la première moitié du XIII^e siècle, la paroisse était administrée par WALTERUS DE VALEBEKE. D'après certaines indications, nous devrions lui assigner un pastorat de près de cinquante ans. En effet l'église de Donck fut incorporée à l'abbaye vers 1223 (2) par Conrad, évêque de Porto et légat du Saint-Siège. Cet acte fut confirmé le 25 décembre 1249 par Conrad, archevêque de Cologne (3), et le 27 décembre suivant par Henri III, élu de Liège (4). Toutefois cette décision ne devait être réalisée que lorsque l'église de Donck deviendrait vacante. Or en 1254 Guillaume de Ryckel inscrit encore cette église parmi celles qui ne sont pas incorporées et cette situation ne semble pas s'être modifiée pendant toute sa prélature (5). Walterus de Valebeke aurait donc été curé de Donck avant 1223 et ne serait mort qu'après 1272.

En 1308 ADAM était curé de Donck. Ayant à cœur

(1) DE BORMAN, *op. cit.*, t. I, p. 161 et PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 39.

(2) Au folio 74 du *Cartulaire A* (n° 6678^s, Archives de l'Etat, à Hasselt) se trouve une copie de cette chartre que M. Piot n'a pas publiée.

« C. miseratione divina Portuensis et Sancte Rufine episcopus, apostolice sedis legatus, dilecto in Christo ... abbati Sancti Trudonis salutem in Christo Jesu. Cum ecclesia Sancte Marie de Duonc ad donationem abbatis Sancti Trudonis pertineat, nos de consensu venerabilis in Christo ... Leodiensis de ipsa taliter duximus ordinandum. Statuimus enim ut abbas Sancti Trudonis qui pro tempore fuerit vicarium in ipsa instituat, provisione competenti illi de fructibus ipsius ecclesie assignata et omnes alii fructus dicte ecclesie in usus monasterii Sancti Trudonis fideliter convertantur. Et ne de provisione nostra et statuto presenti possit in posterum dubitari, presentem cartam sigillo nostro fecimus sigillari. Datum Bunne, XII kalendas junii. »

(3) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 245.

(4) *Ibidem*, p. 248.

(5) PIRENNE, *op. cit.*, p. 72. Pour Donck il n'y a qu'un seul nom de curé, alors que pour les autres églises les scribes ont complété les listes au fur et à mesure des nouvelles nominations.

le salut de ses ouailles, « *mee anime salutem et animarum michi commissarum utilitatem considerans*, » il procéda le 22 novembre de cette année au démembrement de sa paroisse et érigea la chapelle de Berbroeck en église paroissiale (1).

En 1489 JEAN SILKE, recteur de l'église de Donck, demanda à l'archidiacre la permission de tester pour Arnoul Baustmeker, qui desservait son église (2). En 1502 nous trouvons comme desservant (*presbiter officians in divinis*) Henri Jacobi *alias* Scolmans (3) et en 1512 Guillaume Custodis (4).

De 1514 à 1538 les registres archidiaconaux signalent comme curé ou investi JEAN IFIEL (5). Mais un acte du 3 mai 1534, nous dit qu'à cette date l'écolâtre de Liège, en sa qualité de curé de Donck, percevait le tiers de la dîme (6). En tout cas, de 1514 à 1519, la paroisse était desservie par Pierre Jans (7).

En 1542 JACQUES DUBUISSON, écolâtre de Liège, occupait la cure de Donck. Il voulut exercer un droit de collation pour la cure de Berbroeck, mais reconnut plus tard sa prétention non fondée (8).

A la mort de Jacques Dubuisson en 1543, l'abbé Georges Sarens nomma le 13 septembre son frère « *fratrem nostrum carissimum* » GUILLAUME SARENS (*R. N.*, 6708, fol. 369). Celui-ci se fit remplacer dans

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 429.

(2) *Registrum compositionum*, pro anno 1489, fol. 30 (archives de l'archevêché de Malines).

(3) *Computus curiae ecclesiasticae Lovanii*, pro anno 1502, fol. 26 (Malines).

(4) *Jura archidiaconalia*, pro anno 1512 (Malines).

(5) *Ibidem* et *Computus curiae ecclesiasticae Lovanii, fragmenta*, 1473 et suiv., fol. 172 (Malines).

(6) Reg. n° 6724, fol. 130.

(7) *Computus decanales*, 1514, 1556 et 1558 et *Computus curiae ecclesiasticae Lovanii*, 1502 et suiv., fol. 227 (Malines).

(8) PIOT, *op. cit.*, t. II, p. 574.

ses fonctions pastorales en 1550 par Adrien de Moerbeke (1) et depuis 1558 par Jean Kymps (2).

Guillaume Sarens démissionna en 1576. JEAN KIMPS, son remplaçant depuis bien des années, recueillit sa succession le 8 juin (*R. N.*, 6709, fol. 277 et *I.*, n° 175, fol. 12 v°).

Jean Wolfs (*Lupi*) et Jean Heerck l'assistèrent comme coadjuteurs en 1578 (*I.*, n° 175, fol. 38 v°) et 1595 (*I.*, n° 176, fol. 158). Devenu chanoine de Notre-Dame à Saint-Trond, le curé résida dans cette dernière ville. Les Frères-Mineurs de Diest s'étaient chargés de la célébration des offices divins dans l'église de Donck et de l'instruction des fidèles, tandis que les coadjuteurs, Jean Rothem en 1598, Henri Bleesers en 1599 et Renier Wouters depuis 1600, leur administraient les sacrements (*I.*, n° 177, fol. 4, 20, 36 v°, 52 et 67).

Le curé mourut le 25 décembre 1604, et laissa la place à RENIER WOUTERS qui fut nommé le 28 décembre suivant (3) (*R. N.*, 6709, fol. 28).

PIERRE RENAERS, licencié en théologie, curé de Donck depuis 1611 (4), mourut en décembre 1656; il eut comme successeur HERMAN WENDELEN, bachelier en théologie, nommé le 9 janvier 1657 (*R. N.*, 6712, fol. 163 et *I.*, n° 185, fol. 46 v°).

Celui-ci mourut en 1692. Le 24 novembre de cette année, l'archidiacre délivra des lettres d'institution à JEAN VAN HENGEL (*I.*, n° 186, fol. 177). Une contestation s'éleva dans la suite au sujet du bénéfice pastoral (5) qui fut conféré à EUSTACHE TIMMERMANS. Celui-ci mourut en 1704.

(1) *Computus curiae ecclesiasticae Lovanii*, 1550 et suiv., fol. 11 (Malines).

(2) *Ibidem*, ad annum 1558.

(3) Il fut admis au concours le 28 janvier 1605. *Concours diocésains* (évêché de Liège, D. 1, fol. 103).

(4) Il fut admis au concours en mai 1611 (*Ibidem*, fol. 138).

(5) Les registres archidiaconaux renseignent alors l'église comme *litigiosa*.

Le 15 avril 1704 la cure de Donck fut conférée à CORNEILLE CREMERS, bachelier en théologie (*R. N.*, 6715, fol. 9), qui administra la paroisse pendant dix-huit années (1).

Il fut remplacé à sa mort par JEAN-RENIER VOSKENS, nommé le 10 décembre 1722 (2) (*R. N.*, 6715, fol. 217).

Celui-ci laissa sa succession à son frère GODEFROID-RENIER VOSKENS, qui prit sa place le 23 janvier 1744 (*R. N.*, 6715, fol. 433). Ce curé fonda le vicariat en laissant au futur vicaire un capital de 1,600 florins, avec charge d'une messe hebdomadaire pour le repos de son âme. Si le vicariat n'était pas créé, la somme devait être attribuée à l'église de Hasselt. En conséquence, les habitants de Donck, désirant vivement avoir un vicaire tant pour l'instruction des enfants que pour l'assistance du curé, voulurent lui construire une maison et demandèrent à l'abbé une partie de la bruyère (3).

A la mort de Thomas Voskens, la cure fut conférée le 15 janvier 1761 à LÉONARD-FRANÇOIS STAHLMANS (*I.*, n° 188, fol. 51). Celui-ci mourut en 1798 et l'abbé, par acte daté de Duysbourg le 2 novembre, présenta JEAN-FRANÇOIS VAN HAM, qui reçut ses lettres d'institution le 18 mars 1800 (*I.*, n° 190, fol. 226).

AUTELS.

Il y avait anciennement cinq autels dans l'église de Donck, à savoir : de la Sainte Vierge, de sainte Catherine, de saint Nicolas, de la sainte Croix et de sainte Marie-Madeleine. Le bénéfice de saint Nicolas fut uni à celui de la Sainte Vierge en 1597 (4).

(1) Il prêta serment le 15 avril (reg. n° 6715, fol. 1).

(2) Il prêta serment le 11 décembre (*Ibidem*).

(3) *Registrum supplicarum*, n° 6705, fol. 190 et 325.

(4) *Computus decanales Lovanienses, Leeuwensis et Geldonienses*, 1514 et suiv. (Malines), *Analectes*, t. 11, p. 138 et *I.*, n° 176, fol. 194.

Quand en 1658 le curé renonça en faveur du curé de Berbroeck à la dîme qu'il percevait dans cette localité, l'archidiacre lui permit d'unir le bénéfice de la sainte Vierge à la charge pastorale (*I.*, n° 184, fol. 4 et *V.*, n° 40, fol. 39 v°).

En 1661 l'autel de la Sainte Vierge se trouvait du côté de l'Evangile; c'est là que l'on vénérât la statue miraculeuse. A côté de l'épître on avait l'autel de saint Nicolas et de sainte Catherine; au milieu de l'église, entre le chœur et la nef, s'élevait l'autel de sainte Marie-Madeleine (*V.*, n° 40, fol. 5).

En 1658 l'archidiacre avait permis de démolir les autels de sainte Catherine et de la sainte Croix; le premier bénéfice serait transféré à l'autel de saint Nicolas, le second à celui de sainte Marie-Madeleine (*I.*, n° 184, fol. 7). Plus tard, en 1663, l'autel de sainte Marie-Madeleine fut également démoli et le bénéfice transféré à l'autel de la Sainte Vierge (*I.*, n° 184, fol. 25 v°). Ces autels étaient à la collation du curé.

RECTEURS.

AUTEL DE LA SAINTE VIERGE. — Comme bénéficiers de cet autel, nous avons trouvé GUILLAUME CUSTODIS en 1514 et JEAN ANXT en 1558 (1). Celui-ci mourut en 1580 et fut remplacé le 21 juin par JÉRÔME KYMPS (*I.*, n° 175, fol. 61).

En 1597 celui-ci résigna en faveur de PIERRE KYMPS (*I.*, n° 176, fol. 194). Le curé Jean Kymps obtint en 1600 la permission de desservir l'autel afin de pouvoir employer ces revenus à la réparation de son église (*I.*, n° 177, fol. 36 v°).

Le bénéfice fut occupé dans la suite par OLIVIER SAIVE, doyen de Notre-Dame à Maestricht, qui mourut en 1640 (*I.*, n° 180, fol. 4 v°). JEAN RENARTS lui

(1) *Computus decanales Lovanienses, Leeuwnensis et Geldonienses*, ad annos 1514 et 1558 (Malines).

succéda le 22 juin et fut le dernier recteur (*I.*, n° 179, fol. 56).

AUTEL DE SAINTE CATHERINE. — En 1512 HENRI DANIELS, recteur de cet autel, fut remplacé par JACQUES BRONTS (1). En 1550 l'autel était desservi par RUMOLD VANDERHEYDEN (*a merica*) (2). Celui-ci était encore en fonctions en 1562 (3).

JEAN WOLFS (*Lupi*), déjà cité en 1575 (*I.*, n° 175, fol. 5 v°), résigna le 16 juin 1578 en faveur de JEAN HALBEECK (4) (*I.*, n° 175, fol. 126 v°), qui resta en fonctions jusqu'en 1603 (*I.*, n° 177, fol. 84). Les registres archidiaconaux renseignent ensuite comme recteurs GUILLAUME BODESSON en 1613 (*I.*, n° 178, fol. 71) et MATHIAS LONCIN en 1631 (*I.*, n° 179, fol. 15). A la mort de ce dernier en 1636, le bénéfice fut conféré à LOUIS STAES, puis le 28 mars 1637 à TOUSSAINT LHOST (*I.*, n° 179, fol. 41 et 45).

JEAN CAVERENNE cité depuis 1660 (*I.*, n° 185, fol. 106) fut remplacé le 3 février 1670 par FLORENT WENDELEN, puis le 14 septembre 1681 par JÉRÔME WENDELEN (*I.*, n° 186, fol. 36 et 117).

Le 19 août 1769 DAVID KEMPS, recteur de l'autel, résigna en faveur de JEAN JACOPS (*I.*, n° 188, fol. 162).

AUTEL DE SAINT NICOLAS. — LOUIS VRANC, recteur de cet autel, résigna en 1512; il eut comme successeur GAUTIER DE WESTENHOVEN, maître ès arts (5). De 1558 à 1572 nous avons trouvé GUILLAUME STRUYVENS (6).

(1) *Computus curiae ecclesiasticae Lovanii*, 1502 et suiv., fol. 118 (Malines).

(2) *Ibidem*, 1550 et suiv., fol. 11 (Malines).

(3) *Computus decanales Lovanienses et Leeuwenses*, 1562-1572.

(4) Le registre *I.*, n° 177, fol. 20, ajoute : « *filius Egidii Halbeeck » Antwerpiae habitantis, generalis monetariorum omnium Regis ca-tholici, qui est frater uterinus Johannis Kympts pastoris.* »

(5) *Computus curiae ecclesiasticae Lovanii*, 1502 et suiv., fol. 118.

(6) *Computus decanales Lovanienses, Leeuwenses et Geldonienses*, 1514 et suiv., ad annum 1558 et *Computus decanales Lovanienses et Leeuwenses*, 1562 à 1572 (Malines).

En 1575 HENRI GOYENHUYSEN (*de bona domo*) était recteur. A sa mort, il fut remplacé le 2 juin 1579 par JÉRÔME KYMPS, qui en 1597 unit ce bénéfice à celui de la Sainte Vierge (*I.*, n° 175, fol. 5 et 49 v°). En 1658 l'autel de saint Nicolas fut uni à celui de sainte Catherine.

AUTEL DE LA SAINTE CROIX. — Le 26 août 1538, le curé de Donck nomma comme recteur de cet autel JEAN DE CURVINGHEN à la place de JEAN PUTINGHEN, décédé (1).

JÉRÔME GRIETEN, déjà cité en 1575 (*I.*, n° 175, fol. 5 v°), résigna en 1595 en faveur de JEAN HAENGREEFS (*I.*, n° 176, fol. 154 v°), qui resta en fonctions jusqu'en 1603 (*I.*, n° 177, fol. 84). Les registres archidiaconaux nous renseignent comme recteurs en 1613 JACQUES SERVATII, curé de Schuelen, et de 1617 à 1619 THOMAS VAN LANGENACKER (*a longo prato*) (*I.*, n° 178, fol. 71 et 115 v° et n° 180, fol. 5). Celui-ci mourut en 1623 et fut remplacé le 21 novembre par JEAN RENART, puis le 29 avril 1625 par JEAN TAELEMANS (*I.*, n° 180, fol. 97 et 142 v°). Quand ce dernier entra en 1629 chez les Carmes déchaussés, il céda la place à GAUTIER TAELEMANS (*I.*, n° 179, fol. 5).

La visite archidiaconale de 1670 le qualifie d'oratorien (*ordinis oratorii*) à Montaigu (*V.*, n° 40, fol. 51). Il occupait encore le poste en 1672 (*I.*, n° 186, fol. 52), mais en 1679 et 1685 la visite archidiaconale renseigne comme recteur D. RUSSON, demeurant à Herck (*V.*, n° 41, fol. 89 et 124 v°).

AUTEL DE SAINTE MARIE-MADELEINE. — Un registre archidiaconal de 1514 renseigne à ce poste GUILLAUME STRUYVENS (2), puis en 1558 et 1562 MICHEL NAVEAU (3). Celui-ci mourut en 1575 et fut remplacé

(1) *Computus curiae ecclesiasticae Lovanii, fragmenta*, 1473 et suiv. fol. 179.

(2) *Computus decanales Lovanienses, Leeuwenses et Geldonienses*, 1514 et suiv.

(3) *Ibidem*.

par JEAN TIELENS encore en fonctions en 1603 (*I.*, n° 175, fol. 11 et n° 177, fol. 84). CHRÉTIEN STYNEN, chanoine de Saint-Trond et curé d'Ordange, était recteur à partir de 1606 (*I.*, n° 178, fol. 3 v°). A sa mort en 1623 le bénéfice fut conféré le 10 novembre à LIBERT DIONYSII, curé de Bevingen (*I.*, n° 180, fol. 111), encore cité en 1631 (*I.*, n° 179, fol. 15). PIERRE SIPPE, recteur depuis 1655 (*I.*, n° 185, fol. 14 v°), démissionna en 1667 en faveur d'ADAM RENERCK, qui lui-même résigna en 1682 son bénéfice au profit de MICHEL DUYMENS de Curange (*I.*, n° 186, fol. 15 v° et 115). FERNAND CRABEELS fut nommé le 9 octobre 1690 (*I.*, n° 186, fol. 166).

Le curé de Donck était encore collateur des chapelles de Velpen et de Renroede (*V.*, n° 41, fol. 124 v°).

VIII.

ENGELMANSHOVEN

[ENGILMUNDESHOVEN (X^e siècle), ENGELMANSHOVE (1107), ENGELMUNTHOVE (1108-1138), ENGHELMUNSHOVEN (1180), ENGELMONSHOVEN (1253), ENGHELMANSHOVEN (1306), ENGELMANSHOVEN (XIV^e siècle)].

L'église d'Engelmanshoven, consacrée à saint Jean-Baptiste, ressortissait de l'archidiaconé de Hesbaye et du concile de Tongres. Déjà en 1107 elle est mentionnée comme église paroissiale appartenant à l'abbaye de Saint-Trond (1). Celle-ci, en vertu de son droit de collation, avait les deux tiers de la grande et de la petite dime d'Engelmanshoven, ce qui lui valait, au milieu du XIII^e siècle, cinquante muids de seigle et d'orge (2).

C'est aussi en vertu de son droit de patronage que

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 31.

(2) PIRENNE, *op. cit.*, p. 321.

l'abbé Léonard Betten fit reconstruire l'église en 1587. A cet effet, il paya à Pierre Winckels, maçon, la somme de 175 florins du Brabant (1). Aussi les visites archidiaconales renseignent-elles l'église comme belle et bien construite.

En 1710 et 1712 il y avait à Engelmanshoven quatorze maisons, dont huit à Vrijheers et une sous Gelinden : en tout il y avait quarante-deux communians (V., n° 17, fol. 61 et n° 22, fol. 10 v°).

En 1766 la visite archidiaconale renseigne vingt-deux familles et environ nonante-cinq communians (V., n° 30, fol. 9).

CURÉS.

Le premier curé qui nous soit connu est GODEFRIDUS en 1252. Il céda en cette année tous ses revenus pastoraux à l'abbé Guillaume de Ryckel pour la somme de 8 marcs liégeois. De son côté l'abbé devait payer certains droits à l'évêque et à l'archidiacre et fournir la prébende du vicaire. De fait, Godefroid ne résidait pas en sa paroisse et de ce chef l'abbé dut payer à l'archidiacre 5 sous liégeois en 1253. Ce vicaire qui ainsi remplaçait le curé absent est peut-être ce Jean Goslar, qui reçut de l'abbé sept muids de seigle en 1253 (2). Godefroid mourut probablement le 25 avril 1253 ou 1254 (3).

Godefroid eut comme successeur vers 1254, JOHANNES (4). Nous ne savons pas s'il faut identifier ce personnage avec celui du même nom, qui fut inséré

(1) *Reg.* n° 6965, fol. 15 v°.

(2) PIRENNE, *op. cit.*, pp. 78 et 79.

(3) Son nom est inscrit à l'obituaire à ce jour : VII kal. maii : « *Et n° Godefridus presbiter [investiti (sic) de Engelmanshoven] qui legavit nobis decretum et decretales.* » D'autre part, dans la liste dressée par l'abbé Guillaume en 1254 (PIRENNE, *op. cit.*, p. 72), figure déjà son successeur Johannes. Il nous paraît peu probable que ce Johannes soit simplement le vicaire ou remplaçant de Godefridus.

(4) PIRENNE, *op. cit.*, p. 72.

au xve siècle dans l'obituaire de l'abbaye (1). Il est tout aussi possible que pendant les XIII^e et XIV^e siècles, il y ait eu un autre Jean, curé d'Engelmanshoven.

HENRI KIRCHHOVEN occupa le poste de 1521 à 1532. Ne résidant pas dans sa paroisse, il se fit remplacer en 1524 par Georges Vuyst, en 1527 par Laurent Poelmans et en 1532 par Jean Geten (*I.*, n° 9, fol. 33; n° 12, fol. 33; n° 15, fol. 42 et n° 16, fol. 37).

Il eut comme successeur LAMBERT GYLKENS depuis 1535. Comme son prédécesseur, ce curé figure continuellement sur la liste des absents. En 1544 il étudiait à Cologne. Il garda toutefois sa cure jusqu'en 1579. Pendant ce temps la paroisse était desservie par Laurent Poelmans en 1534 et 1541, par Pierre Buckarts en 1544, enfin par Guillaume Vuyst de 1550 à 1579 (*I.*, n° 17, fol. 43; n° 18, fol. 45; n° 19, fol. 22; n° 21, fol. 39; n° 25, fol. 46 et n° 52, fol. 41).

Le registre archidiaconal de 1580 mentionne l'église d'Engelmanshoven comme vacante.

En 1581 GILLES SCAPKEN, chapelain de Tongres, est cité comme curé, et reste en fonctions jusqu'après 1605. En 1592, toutefois, le curé se faisait remplacer par Jean Goessens (*I.*, n° 54, fol. 22; n° 64, fol. 98 et n° 70, fol. 175).

De 1626 à 1632 les registres archidiaconaux nous renseignent comme curé HENRI SCHATSEN (2).

Après lui vient JEAN-BAPTISTE VOSSIUS, nommé le 31 mai 1640, après la démission de Henri Schatsen (3), qui mourut en 1683 (4). L'abbé lui donna le 14 juin

(1) Obituaire de l'abbaye : XIII kal. decembris (18 novembre) : « *Et dominus Johannes investitus de Enghelmanshoven, p. q. h. 4 vasa siliginis.* »

(2) Il avait été chapelain de l'évêque auxiliaire de Liège et fut admis au concours le 27 avril 1623 (*Concours diocésains*, évêché de Liège, D. 1, fol. 249).

(3) *Concours diocésains*, fol. 387.

(4) Ce curé fonda le 22 février 1674 six bourses en faveur de ses plus proches parents (DARIS, *Notices*, t. I, p. 48).

comme successeur FRANÇOIS EVERAERS (*R. N.*, 6714, fol. 83).

A la mort de François Everaers, l'abbé, par acte daté de Maestricht le 24 mars 1693, conféra la cure à JEAN PENNINX. Celui-ci eut cependant quelque peine à entrer en possession de son bénéfice. Ce n'est que le 25 juin 1694 qu'il obtint une bulle du pape Innocent XII, ratifiant la nomination faite par l'abbé. A cette occasion le Souverain Pontife rappela la bulle de Nicolas V qui s'était réservé la collation de toutes les cures vacantes, autrement que par résignation, pendant les mois de janvier, mars, mai, juillet, septembre et novembre. Le nouveau curé d'Engelmanshoven fut installé le 23 novembre 1694 par Otton-Chrétien Germeys, curé de Gelinden (*R. N.*, 6714, fol. 173, 175, 177 et 180). Il était encore en fonction en 1712 (*V.*, n° 22, fol. 9 v°).

En 1763 N. MICHIELS est cité comme curé (*V.*, n° 30, fol. 7 v°).

AUTEL.

Du côté de l'Evangile se trouvait un autel dédié à la Sainte Vierge et à saint Jean-Baptiste.

Comme recteur de cet autel, nous avons trouvé GODEFROID GYLKENS de 1559 à 1572 (*I.*, n° 34, fol. 47 et n° 46, fol. 39), GILLES VANDERVELDE (*a campo*) depuis 1589 à 1605 (*I.*, n° 63, fol. 30 v° et n° 70, fol. 102), PIERRE DOM de 1606 à 1625 (*I.*, n° 71, fol. 42 et n° 82, fol. 52) et LAMBERT DEL PAYE de 1626 à 1656 (*I.*, n° 83, fol. 42 et n° 110, fol. 20 v°).

HERMAN PUTZEYS desservait l'autel en 1655 (*V.*, n° 9, fol. 34 v°). GUILLAUME VOSSIUS était recteur en 1700 (*V.*, n° 17, fol. 60 v°) et 1712 (*V.*, n° 22, fol. 10). Vers 1756 le bénéfice fut conféré à N. DELTOUR (*V.*, n° 30, fol. 8).

IX.

EXEL

[OCHINSALA (VIII^e siècle), EKINSALA (XI^e siècle), ESCELE (1161), ESCLA (1178), EXELE (vers 1180), HECHSELA, HECHSELE, HEGSELE, HECGSELE (dans le livre de Guillaume de Ryckel vers 1254), EXEL (1386), EXTEL (XV^e siècle), EXHEL (1558)].

Le village d'Exel fut donné à l'abbaye de Saint-Trond par Pepin de Herstal tout au commencement du VIII^e siècle. « *Tradidit quidquid habere visus est in villa quae cognominatur Ochinsala et in altera villa quae dicitur Ham* (1). »

Il est fort probable que dans la suite les moines de Saint-Trond y construisirent une église : mais nous croyons que celle-ci resta filiale de Peer dont elle fut démembrée au XII^e siècle. Elle ne figure pas en effet dans le diplôme de Pascal II de 1107, mais bien dans celui d'Alexandre III de 1179 (2).

Au milieu du XIII^e siècle la dîme du village fut donnée en bail par l'abbé de Saint-Trond pour un revenu annuel de dix muids de seigle (3).

M. Piot croit qu'en 1161 la dîme d'Exel fut donnée en bail à l'abbaye de Floreffe pour une somme annuelle de 10 sous (4). L'acte de Henri II, évêque de Liège, porte : « *decima quaedam magna et parva ville cujusdam deserte, Escele nomine*; » tandis que la chronique parlant du même fait, dit : « *decimam mi-noris Exele* (5). » Les moines du XVII^e siècle (6) pensaient, — et nous croyons qu'ils ne se trompaient pas,

(1) *Donatus* (VIII^e siècle), *Vita Sancti Trudonis*, dans *Acta Sanctorum Belgii*, t. V, p. 43.

(2) *PIOT, op. cit.*, t. I, p. 136.

(3) *PIRENNE, op. cit.*, pp. 323 et 352.

(4) *PIOT, op. cit.*, t. I, p. 103.

(5) *DE BORMAN, op. cit.*, t. II, p. 45.

(6) *Chronique de Foullon* (Hasselt, 6678⁵), ad annum 1161.

— qu'il s'agissait ici non pas d'Exel, mais bien du village voisin de Hechtel. Tout porte à croire que ces deux localités n'avaient formé dans le temps qu'une seule circonscription dont la dîme revenait à l'abbaye de Saint-Trond en vertu de la première donation. Mais quand le 26 décembre 1153 l'empereur Frédéric Barberousse donna des censes à *Hettescle* (Hechtel) aux moines de Floreffe (1), ceux-ci ont tout naturellement voulu devenir les décimateurs de l'endroit. De là le conflit avec l'abbaye de Saint-Trond. Comment du reste comprendre cette phrase que l'abbé Guillaume de Ryckel a écrite au fol. 76 v^o de son *Manuale* (2) : « *Item monachi de Hegsele occupant injuste decimam apud Hegsele de novalibus, que etiam ipsi non colunt, sed mansionarii, que valet 20 mod. siliginis annuatim.* » Ce sont les moines de Hechtel qui occupent injustement la dîme des terres nouvelles de Hechtel, et ces moines de Hechtel ne sont autres que les religieux de Floreffe. Si en effet la dîme de Hechtel leur avait été accordée en 1161, il n'en résultait pas, d'après le droit commun, que la dîme des terres nouvelles devait leur appartenir ; ils l'accaparaient donc injustement (3).



L'église d'Exel, consacrée à saint Trudon comme l'église mère de Peer, avait rang de *quarta capella* ; elle faisait partie de l'archidiaconé de Campine et du concile de Beeringen.

(1) BARBIER, *Histoire de l'abbaye de Floreffe*, p. 47. Il n'a pas identifié *Hettescle*.

(2) PIRENNE, *op. cit.*, p. 208.

(3) C'est du reste ainsi que le chroniqueur Foullon, au xvii^e siècle, comprend cette même phrase de Guillaume de Ryckel. Il est encore à remarquer que partout, sauf chez Guillaume de Ryckel, il n'y a pas de H. dans les différentes formes d'Exel.

CURÉS.

Le premier curé connu est ADAM « *filius Ludowici* » de Ponte, » cité par l'abbé Guillaume de Ryckel en 1254 (1).

Un second, nommé RENERUS, nous est renseigné par un acte postérieur à 1271 (2).

De 1418 à 1460 les registres archidiaconaux mentionnent comme curé MATHIAS DE ESSCHE ou COEX. Il se faisait remplacer dans ses fonctions pastorales par Gérard de Thoren en 1418 et 1421 (*I.*, n° 123, fol. 49 et n° 125, fol. 56 v°), par Etienne Becker en 1419 (*I.*, n° 124, fol. 55 v°), par Sulpice de Ponderaen en 1427 (*I.*, n° 126, fol. 57 v°), par Jean Marien en 1436, 1438, 1441, 1443 et 1445 (*I.*, n° 127, fol. 51 v°; n° 128, fol. 49 v°; n° 129, fol. 54 v°; n° 131, fol. 50 v° et n° 132, fol. 54 v°), par Henri Schatter en 1442 (*I.*, n° 130, fol. 54 v°) et par Thierry Simons en 1459 et 1460 (*I.*, n° 134, fol. 51 v° et n° 135, fol. 54 v°).

ALBERT LONIS est cité depuis 1463 (*I.*, n° 137, fol. 54). Le 24 janvier 1464 il reçut les lettres de quittance des annates qu'il avait payées au Saint-Siège (3). En 1463 et 1464 il se faisait remplacer par Thierry Simons (*I.*, n° 137, fol. 54 et n° 138, fol. 40 v°).

JEAN LONIS est mentionné de 1470 à 1487. En son absence la paroisse est desservie par Thierry Simons en 1470 et 1472 (*I.*, n° 40, fol. 49 v° et n° 141, fol. 40 v°), par Henri Aleyten en 1477 et 1479 (*I.*, n° 145, fol. 50 v° et n° 148, fol. 69 v°) et par Jean Scyfis en 1483 et 1487 (*I.*, n° 149, fol. 61 v° et n° 150, fol. 50 v°).

Au siècle suivant MATHIEU OFFERMANS, chanoine de Liège, était curé en 1556 (*I.*, n° 159, fol. 43 v°).

(1) PIRENNE, *op. cit.*, p. 73.

(2) Un vidimus sans date d'une charte de 1271 est délivré en présence de Re. investi de *Hechxele* (*Bulletin de la Commission royale d'histoire*, 1876, p. 186).

(3) BERLIÈRE, *Diversa Cameralia*, p. 131.

Le 10 mars 1572 les lettres d'institution furent délivrées à JEAN HESSELEERS *alias* VLASMER (1).

En 1609 la paroisse était administrée par PIERRE SLEGGERS, de Lommel (*I.*, n° 161, fol. 7), et à partir de 1610 par ADRIEN VAN HOVE, de Diest (2). Celui-ci fut déposé par le Saint-Siège « *ob facinerosam et scandalosam conversationem* » et le 21 janvier 1618, le pape nomma à sa place ANTOINE GIJSKENS. L'abbé de Saint-Trond avait nommé depuis le 5 juillet 1617 Henri Heuskens. Comme celui-ci n'avait pas encore pris possession de la cure, l'abbé accepta la nomination faite par le Souverain Pontife, par acte daté de Helchteren le 18 septembre 1618 (*R. N.*, 6709, fol. 46 et 419).

Antoine Gijskens mourut en 1666. Le 26 mars de cette année l'abbé lui donna comme successeur JACQUES VAN VINCKENROYE (*R. N.*, 6712, fol. 382).

Celui-ci résigna en 1675 sa cure entre les mains du Souverain Pontife et reçut du Saint-Siège la paroisse de Saint-Hubert à Offelken près de Tongres. En même temps le Pape nomma à la cure d'Exel GÉRARD MASIVUS, maître ès arts. L'official de Liège délivra les lettres d'institution le 8 juin et l'installation du nouveau curé eut lieu le 12 juin par Arnoul Govaerts, notaire apostolique, en présence de l'ancien curé Van Vinckenroye, président du Collège de Tongres. Du reste celui-ci recevait encore de son successeur une pension annuelle de 24 ducats d'or (*R. N.*, 6713, fol. 376, 382 et 384).

Jacques Van Vinckenroye intervint encore plus tard dans son ancienne paroisse. Depuis 1684, en effet, il y eut entre l'abbé Benoît Mannaerts et la communauté d'Exel un différend au sujet de l'église et de la grande cloche; il en était résulté un procès devant Ar-

(1) D'après un registre de la cure de Peer, cité par M. Ceyssens, dans *Bulletin de la Société d'art et d'histoire*, t. IX, p. 184.

(2) Il s'était présenté au concours de Liège le 16 février 1610. *Concours diocésains* (archives de l'évêché, D. 1.), fol. 131.

noul-Philippe de Selys, prévôt de Maeseyck et chanoine de Saint-Lambert. Paschasius Grotars, S. U. L., avocat de la curie liégeoise, fut chargé de négocier au nom de l'abbé (*R. N.*, 6714, fol. 109). Cependant en 1691 toutes les difficultés ne se trouvaient pas encore aplanies ; peut-être en avait-on suscité de nouvelles. En conséquence l'abbé Maur Van der Heyden constitua le 12 août Jacques Van Vinckenroye pour intervenir au nom de l'abbaye auprès de ses anciens paroissiens (*R. N.*, 6716, fol. 181).

Gérard Masius mourut à la fin de 1677. L'abbé, par acte daté de Liège, « *in aedibus claustralibus Do-
mini Guil. Theod. Motmans, can. et vice-decani
ecclesiae colleg. Sancti Dionisii,* » le 24 janvier 1678, nomma à la cure d'Exel THÉODORE THIELENS, bachelier en théologie. Comme à cette époque le décanat rural de Beeringen était vacant, les lettres d'institution furent délivrées par l'archidiacre Jean Arnoul, baron de Leerodt, le 5 février 1678 (*R. N.*, 6713, fol. 500 et *I.*, n° 169, fol. 39) (1).

Théodore Thielens était encore curé en 1699 (*V.*, n° 36, fol. 17 v°), mais déjà en 1711 la paroisse d'Exel (2) était administrée par PIERRE THIELENS (*V.*, n° 37, fol. 80 v°). Celui-ci fit le 4 février 1721 un accord avec l'abbé de Saint-Trond au sujet des revenus pastoraux. Le curé recevait outre le tiers aussi la sixième partie de la grande dime, mais il aurait à intervenir pour un sixième dans les charges incombant au grand décimateur. Quant aux dimes des terres nouvelles, elles seraient partagées à parts égales; le curé percevrait cependant pour lui seul toute la petite dime de certains champs situés près de l'église d'Exel. Cet arrangement fut approuvé par les religieux de Saint-Trond le

(1) En marge de cette nomination, le copiste a écrit : « *Extractum e
registro archidiaconi Campiniae, incipiente 13^a feb. 1676 et finiente
8^a maii 1683, in quo fol. 38 v° habetur ut sequitur.* »

(2) La paroisse comptait six cents communians en 1699.

19 avril et par l'archidiacre de Campine, Ferdinand, comte de Berlo de Brus, évêque de Namur, chanoine de Liège et prévôt de Saint-Paul, le 28 août (*R. N.*, 6715, fol. 257-260).

Le 28 mars 1724, Pierre Thielens prit part en l'église de Beeringen, à l'élection du doyen du concile.

En 1760 le curé GILLES LYNENS assista de même à l'élection décanale de Paul Tielens, curé de Petit-Brogel (1).

AUTELS.

Au xvi^e siècle il y avait dans l'église d'Exel trois autels dédiés à la Sainte Vierge, à la sainte Croix et à sainte Balbine (2).

Ces trois autels, tous à la collation du curé, sont encore mentionnés dans une visite archidiaconale de 1646. L'autel de sainte Balbine est renseigné comme étant consacré à sainte Balbine, sainte Lucie et sainte Catherine et celui de la sainte Croix, qui n'était pas doté, avait également comme patron saint Sébastien (*V.*, n^o 34, fol. 7 v^o).

Comme recteurs de l'autel Notre-Dame qu'on appelle *altare B. M. V. novum* en 1438, nous avons trouvé pour cette année THOMAS SIMONS (*I.*, n^o 128, fol. 49 v^o); puis JEAN GRAMMAERS en 1477 et 1487 (*I.*,

(1) Voici, d'après le procès-verbal de l'élection, les curés qui assistèrent à cette élection : le 17 juin 1760, Philippe-Jacques Bungenerts, curé d'Achel, Jean-Henri Vandenbroug de Beeringen, Gaspar Putzeis de Beverloo, François Lenaerts de Grand-Brogel, Paul-Léonard Tielens de Petit-Brogel, Josse Gentis de Coursel, Gilles Lynens d'Exel, Gillis de Luyckxgestel, Jean Van Straeten de Hamont, Boterdael de Hechtel, François Gruyters de Heusden, Derny de Lille-Saint-Hubert, Gilbert Gysens de Houthalen, Mathias Preys de Tessenderloo, André-Martin Vlecken de Lummen, Pierre Moons de Meldert, Côme Van Housner de Pael, Marc Vanvelhoven de Peer, Herman-Joseph Byllen d'Overpelt, Antoine Gijbels de Neerpelt, Paul Vyffeicken de Quaetmechelen, Renier Leenarts de Zeelhem et Jean Arnoul Mariens de Wychmael. L'élection se faisait dans l'église paroissiale de Beeringen, sous la présidence de l'archidiacre de la Campine (archives du Grand-Séminaire).

(2) *Analectes*, t. I, p. 285.

n° 145, fol. 56 et n° 150, fol. 50 v°), HENRI BLAESMEER en 1556 (*I.*, n° 159, fol. 43 v°), ARNOULD MOSSIS et MATHIAS BELEN après 1609 (*I.*, n° 161, fol. 7) et ANTOINE GHYSENS en 1620 (*I.*, n° 162, fol. 3 v°).

LIBERT VAN HAMEL était recteur en 1646 (*V.*, n° 34, fol. 7). Il fut remplacé le 6 juin 1677 par THÉODORE JAMMAER, qui lui-même eut comme successeur GODEFROID BROUX, nommé le 8 mai 1688 (*I.*, n° 169, fol. 26 et 117).

En 1699 l'autel était desservi par MICHEL FEYTMANS qui remplissait encore les fonctions de vicaire en 1726 (*V.*, n° 37, fol. 8 v° et n° 38, fol. 38).

Le second autel dédié à sainte Balbine avait comme recteur JEAN CREMERS en 1609 (*I.*, n° 161, fol. 7) et en 1646 (*V.*, n° 34, fol. 7), puis RUTGER GYBELS en 1699 et 1711 (*V.*, n° 36, fol. 17 v° et n° 37, fol. 8 v°).

L'autel de la sainte Croix se trouvait devant le chœur. Comme il empêchait la vue du maître-autel, l'archidiacre ordonna en 1711 d'en transférer le bénéfice à l'autel de sainte Balbine (*V.*, n° 37, fol. 8 v°). A cette même occasion l'archidiacre renseigne dans sa visite la chapelle de saint Bernard *op de locht* et celle de la Sainte Vierge et de saint Antoine à Hoxent.

X.

GRAND-BROGEL

[BROGELA (1222), BROGELE (1254), BROEGHEL (1558), BRUGHEL (1606), BREUGHEL (1635), BROGEL (1658), BREUGEL (1688)].

Au milieu du XIII^e siècle, Grand-Brogel était une dépendance de Peer ainsi que Wychmael et Erpecum. Il est cependant probable qu'à cette époque il y avait là une chapelle et même un prêtre qui y exerçait les fonctions pastorales (1). En tout cas la dime de Brogel

(1) En effet, à Wychmael il y avait eu une église dès le XI^e siècle et en 1254 Guillaume de Ryckel mentionne un « *Walterus sacerdos de Wigmale.* »

et d'Erpecum appartenait déjà alors à l'abbaye de Saint-Trond ; en 1253 elle lui valait treize muids de seigle (1).

* *

L'église, démembrée au XIV^e siècle de celle de Peer, avait, de même que l'église mère saint Trudon comme patron. Elle ressortissait, comme *ecclesia media*, de l'archidiaconé de la Campine et du concile de Woensel : après 1559 elle faisait partie du concile de Beeringen. En 1726 il y avait deux églises : l'une à Grand-Brogel, l'autre au hameau d'Erpecum ; mais le curé ignorait si l'une était mère et l'autre filiale (V., n° 38, fol. 29 v°).

Si les renseignements fournis par l'archidiacre sont exacts, la paroisse comptait quatre cent cinquante communicants en 1699 et trois cents en 1711 (V., n° 36, fol. 21 et n° 37, fol. 6 v°).

CURÉS.

Comme premiers curés, nous citerons de 1254 à 1272 ARNOULD et GUILLAUME, que Guillaume de Ryckel nous renseigne dans son *Manuale* (2). Sous leur administration Peer, Wychmael, Grand-Brogel et Erpecum ne formaient encore qu'une seule paroisse.

THOMAS DE PAPENDONCK était curé en 1400 et 1405, mais se faisait remplacer par Lambert Pleesken et Gérard de Dulken (I., n° 121, fol. 32 et n° 122, fol. 17 v°).

De 1418 à 1421 les registres archidiaconaux mentionnent comme curé LÉONARD DE STADEN et comme desservant Arnoul Fullonis (I., n° 123, fol. 32 et n° 125, fol. 31 v°).

JEAN DE VORDA, étudiant à Louvain, est renseigné en 1445 ; la paroisse était administrée alors par Michel de Cimeterio (I., n° 132, fol. 34).

(1) PIRENNE, *op. cit.*, p. 323.

(2) *Ibidem*, p. 72.

De 1459 à 1478 la cure était occupée par JEAN SCILLINX; Maurice Vanderheyden et Guillaume Copens *alias* Spapen, sont mentionnés comme desservants en 1459 et 1464 (*I.*, n° 134, fol. 32 v°; n° 138, fol. 21 v° et n° 147, fol. 41 v°).

Au milieu du XVI^e siècle, en 1550, l'église est qualifiée de *litigiosa*. Jean Leetwech administrait alors la paroisse (*I.*, n° 151, fol. 37). JEAN GOOS était curé en 1553 et 1566 (*I.*, n° 156, fol. 25 et n° 159, fol. 43 v°).

En 1606 la cure devint vacante par la retraite de JEAN PEETERS qui l'occupait et la résignation de N. STASS qui en était le titulaire « *per dicessum Johannis Petri ejusdem detentoris et N. Stass illius ultimi possessoris pacifici.* » L'abbé Léonard Betten nomma alors LAURENT CLOOTZ qui lui avait été recommandé par la communauté et le commandeur provincial de l'Ordre teutonique qui desservaient l'église de Petit-Brogel (1) (*R. N.*, 6709, fol. 34).

Laurent Clootz permuta le 11 juillet 1635 avec ARNOUL BAECKEN, recteur de l'autel de la Sainte Vierge dans l'église de Hamont (2). Cette permutation fut approuvée par l'abbé le 14 juillet et par l'archidiacre le 17 juillet (*R. N.*, 6711, fol. 55 et *I.*, n° 161, fol. 17 v°).

Peu de temps après le baron de Guël, seigneur temporel de la localité, voulut s'arroger le droit de collation des bénéfices ecclésiastiques qui y existaient; à cette fin il avait déjà adressé deux lettres à l'archidiacre de Rosen dans lesquelles il prétendait que le duc de Juliers, dont il était le successeur, avait jadis joui de ce droit. L'archidiacre fit des recherches et dans le rapport d'une visite archidiaconale faite en 1560, il trouva que la collation de la cure revenait aux abbés de Saint-Trond et que les autres bénéficiers étaient nommés par

(1) « *Commendatus per communitatem et per commendatorem provincialem, qui deserviit ecclesiae in parvo Brughel.* »

(2) Arnoul Baecken fut admis par les examinateurs synodaux le 16 juillet. *Concours diocésains* (évêché de Liège, D. 1), fol. 324.

les curés. Il s'adressa ensuite à l'abbé Hubert de Suten-dael pour lui demander des preuves à fournir au baron de Guël. L'abbé répondit le 28 août 1647 que tous les vieux catalogues mentionnaient la cure de Grand-Brogel parmi celles qui dépendaient de l'abbaye, que ses prédécesseurs avaient nommé en 1606 Laurent Cloutz, en 1635 Arnoul Baecken, et qu'ainsi le droit du monastère ne pouvait être révoqué en doute (1).

Le 17 juin 1658 Arnoul Baecken résigna sa cure pour aller occuper celle d'Achel. Quatre jours après l'abbé lui donna comme successeur UDALRIC BORRE-MANS qui reçut ses lettres d'institution le jour suivant (*R. N.*, 6712, fol. 184 et *I.*, n° 137, fol. 7).

Celui-ci fut remplacé le 17 avril 1664 par PIERRE BRUYNS (*R. N.*, 6712, fol. 338).

Quand celui-ci démissionna le 1^{er} octobre 1679, la cure fut confiée le 25 octobre suivant à ARNOUL SMITS (*R. N.*, 6714, fol. 27 et *I.*, n° 169, fol. 64).

A la mort de ce dernier l'abbé nomma le 15 juillet 1688 ARNOUL DRIESSEN (*R. N.*, 6714, fol. 139).

Ce prêtre administra la paroisse pendant vingt-sept années. Le 15 juin 1715 il eut comme successeur JEAN BAETEN qu'on avait déjà présenté auparavant pour la cure de Buvingen (*R. N.*, 6715, fol. 126 et *I.*, n° 170, fol. 56).

Au mois de février 1730 JEAN HOLLANDERS, vicaire de Genck, s'adressa à l'abbé pour obtenir la cure de Grand-Brogel, vacante par la mort de Jean Baeten (2). Elle lui fut accordée le 20 du même mois (*R. N.*, 6715, fol. 303 et *I.*, n° 170, fol. 312). FRANÇOIS LENARTS qui lui succéda le 20 novembre 1749 (*I.*, n° 171, fol. 255) était encore curé en 1791 (3).

(1) *Miscellanea*, t. XII (Hasselt, n° 6731), fol. 61.

(2) *Registrum supplicarum* (Hasselt, n° 6715), fol. 302.

(3) A cette date il prit part à l'élection du curé de Courcel comme doyen du concile.

AUTELS.

Il y avait dans l'église de Grand-Brogel deux autels, l'un dédié à la Sainte Vierge, l'autre au Saint Esprit et à saint Nicolas.

Le premier avait comme recteur en 1400 ARNOULD DE GOERLE, encore cité en 1405 (*I.*, n° 121, fol. 32 et n° 122, fol. 17 v°). Les registres archidiaconaux mentionnent ensuite GODEFROID COMAN de 1418 à 1421 (*I.*, n° 123, fol. 32 et n° 125, fol. 31 v°), GOSWIN KEMPE de 1427 à 1473 (*I.*, n° 126, fol. 33 v° et n° 142, fol. 37 v°) JEAN INCHIJ, étudiant en médecine à Louvain, en 1483 et 1487 (*I.*, n° 189, fol. 39 v° et n° 150, fol. 32 v°) JEAN SIMPERNELS, en 1500 (*I.*, n° 151, fol. 37) NICOLAS HULST, en 1510 (*I.*, n° 153, fol. 45 v°) et JEAN WERPEN en 1554 (*I.*, n° 157, fol. 36 v°).

Ce dernier démissionna en 1556 et fut remplacé le 19 juin par GÉRARD GHYSEN (*I.*, n° 158, fol. 39), qui à son tour céda la place le 22 juin 1557 à CHARLES VILICI (*I.*, n° 159, fol. 42).

JEAN CHRISTIANI, dans la suite curé d'Achel, obtint le bénéfice avant 1609 (*I.*, n° 161, fol. 18).

Le 28 juin 1653 le bénéfice de Notre-Dame fut uni à celui du Saint Esprit et de saint Nicolas, au profit du prêtre qui dirait la messe matinale le dimanche; mais cette union fut révoquée le 7 juillet 1661 (*I.*, n° 166, fol. 148 v° et n° 167, fol. 85). ANDRÉ VAN DER STRAETEN, curé de Caulille, devint alors recteur.

Le 26 septembre 1677 DENIS BEELEN prit la place de MATHIAS BRUYNS (*I.*, n° 169, fol. 30 v°). A partir de ce moment les deux bénéfices restèrent unis. Denis Beelen remplissait encore les fonctions de vicaire en 1726 (*V.*, n° 38, fol. 29).

D. BOLLEN qui lui succéda fut remplacé le 11 avril 1766 par ANTOINE REYNERS. Celui-ci, nommé curé à Rosmeer, eut comme successeur SERVAIS JANS, nommé le 1^{er} juin 1787 (*I.*, n° 172, fol. 136 et n° 173, fol. 118).

Le 7 septembre 1790 GUILLAUME TIELENS fut nommé à la place de HUBERT SCHAKEN (*I.*, n° 173, fol. 232).

L'autel du Saint Esprit et de saint Nicolas, déjà cité en 1500, avait alors comme recteur JEAN LOEBROECK (*I.*, n° 151, fol. 31). Celui-ci mourut en 1557 et fut remplacé par GUILLAUME VAN DEN EERTWECH (*I.*, n° 159, fol. 41 v°).

Dans la suite les registres archidiaconaux mentionnent JEAN SNYERS (*Sartoris*) en 1609, PIERRE DE DIEST en 1620 et THÉODORE HOVIUS en 1625 (*I.*, n° 161, fol. 18; n° 162, fol. 9 v° et n° 163, fol. 6 v°). Il est probable que ce dernier est le même personnage que Théodore Van Leendt, curé de Mall, cité en 1653 (*I.*, n° 166, fol. 148).

THEODORE OP DEN HOFF fut nommé le 7 juillet 1661 (*I.*, n° 167, fol. 85). Celui-ci résigna l'année suivante et fut remplacé par JEAN WITTEBOLS, puis peu de temps après, en 1667, par JEAN NEEVEN (*I.*, n° 167, fol. 136 v°), qui eut comme successeur PIERRE BRUYNs et ensuite DENIS BEELEN (*I.*, n° 169, fol. 30 v°).

XI.

HALLE

[HALLE (1107), HALLES (vers 1130), HALLEH (1178)].

Déjà vers le milieu du XI^e siècle l'abbé Adélarde II (1055-1082) construisit ou restaura une église dans le hameau de Meer, dépendance de Halle (1). La situation de ce hameau, près de la vieille voie romaine, explique facilement la présence d'une agglomération notable en cet endroit.

Cette église de Meer n'est pas mentionnée dans les diplômes de Pascal II et d'Alexandre III, parce qu'elle

(1) DE BORMAN, *op. cit.*, t. I, p. 20.

n'était pas église paroissiale. Au contraire, déjà en 1107 l'église de Halle est citée comme église paroissiale relevant de l'abbaye de Saint-Trond (1); le premier continuateur de Rodolphe (1128-1138) l'énumère également parmi ces églises dont les revenus servaient à l'entretien des religieux (2).

L'église de Meer, d'autre part, ne devint jamais église paroissiale. Elle fut cependant reconstruite encore vers 1539 et consacrée en cette année par Gédéon Vander Gracht, « *episcopus Castoriensis* » et évêque auxiliaire de Corneille de Berghes (3).

En 1550 l'abbé de Saint-Trond fit un accord avec François Keldermans, curé de Boyenhoven, pour assurer le service religieux dans la chapelle de Meer. Le dit curé devait célébrer une messe hebdomadaire et chanter ou faire chanter une grand'messe le jour de la kermesse, c'est-à-dire le dimanche après Pâques. Il recevrait des décimateurs de Meer trois muids de seigle et quatre setiers d'avoine pour son servent (*I.*, n° 175, fol. 8).

* * *

L'église de Halle était placée sous le vocable de saint Barthélemy. Elle ressortissait de l'archidiaconé de Brabant et du concile de Léau; à partir de 1559 elle fut rattachée au concile de Hozémont, puis entra le 16 décembre 1654 dans le nouveau concile de Hougaerde (*I.*, n° 185, fol. 13).

Les visites archidiaconales renseignent cent soixante communicants en 1633 (*V.*, n° 43, fol. 28), cent en 1666 (*V.*, n° 41, fol. 80 et 134), seulement cinquante en 1699 (*V.*, n° 42, fol. 60), puis cent cinquante et cinquante familles en 1742 (*V.*, n° 44, fol. 278).

(1) Piot, *op. cit.*, t. I, p. 32.

(2) DE BORMAN, *op. cit.*, t. I, p. 237.

(3) *Chronique du XVII^e siècle* (Hasselt, n° 6678^a), fol 157.

CURÉS.

Les premiers curés de Halle nous sont connus par le livre de Guillaume de Ryckel (1). Ce sont : HENRICUS, chanoine de Malines, puis JOANNES et HENRICUS. Ces prêtres administrèrent la paroisse de 1254 jusqu'après 1272.

En 1432, étudiait à Louvain PETRUS DE MERA, « *curatus de Halle, leod. dioc.* » (2).

En 1502 les registres archidiaconaux mentionnent comme curé GASPAR DE RUELINGEN, étudiant en théologie à Louvain (3). Celui-ci occupait encore le poste en 1514, mais se faisait remplacer par Jean Craenen (4).

Il doit avoir eu comme successeur HENRI DE HOOCHWATER, licencié en théologie et maître ès arts, qui mourut en 1518. L'abbé, par acte daté de Nieuwenhoven le 22 août, lui donna comme successeur JEAN STEPHANI, de Nivelles (*R. N.*, 6708, fol. 228).

Ce curé résigna bientôt ses fonctions et le 4 juin 1519, par acte daté de Louvain, l'abbé conféra la cure à MATHIEU DE MORSELE (*R. N.*, 6708, fol. 236) (5).

Deux ans après Mathieu de Morsele résigna en faveur de RASO, fils de NICOLAS DE GRAVIO, maître ès arts et sous-diacre du diocèse de Liège. L'abbé séjournant à Louvain, « *in loco habitationis nostrae consueto*, » donna son assentiment le 12 juin 1521 (*R. N.*, 6708, fol. 261).

Le nouveau curé ne résida point dans sa paroisse. En 1550 il étudiait à Louvain (6). Les fonctions pasto-

(1) PIRENNE, *op. cit.*, p. 72.

(2) REUSENS, *Matricule de l'Université de Louvain*, t. I, p. 207.

(3) *Computus curiae ecclesiasticae Lovanii*, 1502, fol. 7 (Malines).

(4) *Computus decanatus Lovanienses, Leeuwenses et Geldonienses*, 1514, 1556 et 1558 (Malines).

(5) *Computus curiae ecclesiasticae Lovanii*, 1502, fol. 212 v° (Malines).

(6) *Ibidem*, 1550, fol. 11 v° (Malines).

rales étaient exercées alors par Jean Cranen en 1538 (1) et par Jean Moels, de 1562 à 1672 (2).

En 1576 JÉROME MEYS était curé. Jean Moels et Corneille de Diest l'assistèrent comme coadjuteurs (*I.*, n° 175, fol. 8 et 30). A sa mort, il fut remplacé le 13 décembre 1578 par JEAN CHAPPEA (*I.*, n° 175, fol. 46). Celui-ci résigna en 1584 et eut comme successeur JEAN ANDREAE, chanoine de Bruxelles. Guillaume Van Dyck desservait alors la paroisse (*I.*, n° 175, fol. 97 et n° 176, fol. 160). Comme tel il est mentionné dans un acte du 12 janvier 1596 (3).

En 1692 Jean Andreae céda la place à JACQUES MATHIAS A VIRGAS (4), qui mourut en 1609 et qui fut remplacé par JEAN DE RYCKEL.

Celui-ci mourut en novembre 1650. L'abbé nomma le 17 janvier 1651 Henri Velaers, mais cette nomination fut annulée, l'Université de Louvain ayant désigné CORNEILLE LOYENS pour la cure de Halle, en vertu du privilège que lui avait accordé Nicolas V (*R. N.*, 6712, fol. 14).

Ce Corneille Loyens est renseigné comme élève du collège liégeois en 1640; il était procureur du même collège, lors de sa nomination à la cure de Halle (5). Il mourut en 1671.

Son successeur CHARLES DE SAINT-JEAN était élève du même collège en 1652 (6). Il obtint le grade de bachelier en théologie, et fut nommé en 1653 à la cure de Halmael. Il fut promu à celle de Halle le 12 février 1672. L'archidiacre Jean de Stockhem procéda à son

(1) *Computus curiae ecclesiasticae Lovanii fragmenta*, 1473 et suiv., fol. 172 v° (Malines).

(2) *Computus decanales Lovanienses et Leeuwenses*, 1562-1572 (Malines).

(3) Registre, n° 6679, fol. 35 v°.

(4) Il assiste le 21 avril 1606 à la location de la dîme de Halle (Registre, n° 6067, fol. 73).

(5) DARIS, *Notices sur les églises*, t. I, p. 119.

(6) *Ibidem*.

installation le 18 février suivant (*R. N.*, 6713, fol. 193 et *I.*, n° 186, fol. 46).

La faculté des arts de Louvain lui donna comme successeur en 1693 ANTOINE NICOLAI (*I.*, n° 186, fol. 183) qui à sa mort fut remplacé le 14 mai 1729 par MAUR RENAERDTS (*R. N.*, 6715, fol. 290).

Ce dernier mourut en 1766 et la cure fut conférée par provision apostolique à GÉRARD GOOSSENS qui, pendant plus d'un demi-siècle (il mourut en 1822), se dévoua comme pasteur de la paroisse (*I.*, n° 188, fol. 114).

AUTELS.

Outre la chapelle de Meer (1), il y avait au XVI^e siècle deux autels dans l'église paroissiale de Halle, l'un du côté de l'Evangile dédié à la Sainte Vierge et l'autre du côté de l'Epître consacré à saint Barthélemi.

Comme recteurs de l'autel de la Sainte Vierge, nous avons trouvé en 1502 GÉRARD PUTCHEYS, étudiant à Louvain, qui en 1512 fut remplacé par JEAN NICOLAI (2). De 1558 à 1572 ce poste est occupé par CORNEILLE BRIERS (*Braxatoris*) (3).

LAURENT MEYS déjà cité en 1575, fut remplacé le 3 mars 1579 par GEORGES ACHTÉRIUS (*I.*, n° 175, fol. 8 et 47). Celui-ci démissionna en 1593 en faveur de LIBERT VANDEN SANDE (*I.*, n° 176, fol. 138). Ce dernier est encore cité en 1603, mais en 1614 le bénéfice était occupé par JACQUES HERBOTS, curé de Berbroeck, et

(1) Un registre archidiaconal, *Computus decanales Lovanienses, Leeuwenses et Geldonienses*, 1514 et suiv. (Malines) porte : « *Capella* » *B. Mariae de Meer incorporata abbatiae Trudonensi, deservitur per* » *Johannem Craenen, cum una missa. Ista missa celebratur in ecclesia* » *de Halle et debet celebrari in capella.* » La chapelle de Meer possédait au XVI^e siècle près de trois bonniers de terre, indiqués en détail au fol. 267 du manuscrit 280 (ancien) de l'Université de Liège.

(2) *Computus curiae ecclesiasticae Lovanii*, 1502, fol. 7 et 118 (Malines).

(3) *Computus decanales Lovanienses, etc.*, 1514 et même registre pour 1562-1572.

en 1623 par RENIER BELLEFROID (*I.*, n° 178, fol. 89 v° et n° 180, fol. 115).

Celui-ci fut remplacé le 27 février 1624 par HENRI DORMAEL, chanoine de Saint-Pierre à Liège (*I.*, n° 180, fol. 129).

EMERITIUS VANDENBERGH, curé de Neerdormael, est renseigné comme recteur en 1631 (*I.*, n° 179, fol. 16). Le 14 décembre 1655 il résigna en faveur de GUILLAUME CLAES (*I.*, n° 185, fol. 16). Celui-ci eut comme successeur SERVAIS VANDER MAESEN en 1658 (*I.*, n° 185, fol. 77 v°) et GUILLAUME COMANS, curé de Walz-Betz en 1671 (*I.*, n° 186, fol. 46 et *V.*, n° 41, fol. 81).

Celui-ci est encore cité en 1699 (*V.*, n° 42, fol. 59).

En 1726 et 1741 les registres archidiaconaux mentionnent JEAN VAN DER SMISSEN (*V.*, n° 42, fol. 145 et n° 44, fol. 277).

En 1789, le 6 novembre, à la mort de GÉRARD LEKEUX, le bénéfice fut conféré à JEAN GOOSSENS (*I.*, n° 190, fol. 96).

L'autel de saint Barthélemy était desservi en 1514 par MICHEL DE ERWTENBROUCK (1). En 1558 nous avons trouvé HENRI DUBBOERS (2). De 1562 à 1572 HENRI VANDE VOORT est recteur, mais se fait remplacer par Jean Moels (3).

En 1575 le registre archidiaconal renseigne ADAM QUACKELZIEL (*I.*, n° 175, fol. 8).

Le 1^{er} février 1590 JEAN CHAPPEA fut remplacé par MARTIN HASDAEL (*I.*, n° 176, fol. 59).

FRANÇOIS DULLAERTS est cité en 1602 et 1604 (*I.*, n° 177, fol. 80 et n° 178, fol. 6), puis BARTHÉLEMI ROBYNS en 1614 (*I.*, n° 178, fol. 89). Celui-ci fut remplacé le 13 avril 1645 par GUILLAUME RENAERTS (*I.*,

(1) *Computus decanales*, 1514.

(2) Même registre.

(3) *Computus decanales Lovanienses et Leeuwenses*, 1562-1572.

n° 183, fol. 7). A la mort de ce dernier FRANÇOIS PIZART fut nommé le 17 mars 1663 (*I.*, n° 185, fol. 132 v°).

Le 4 juin 1680 (1) SÉBASTIEN FABRI, chanoine de Saint-Trond, reçut le bénéfice (*I.*, n° 186, fol. 104 v°). Il mourut le 13 novembre 1692 et eut comme successeur PIERRE SANNEN (*I.*, n° 186, fol. 178).

Pierre Sannen est encore cité en 1726 (*V.*, n° 42, fol. 145). En 1732 il était remplacé par PIERRE ROBIJNS (*V.*, n° 49, fol. 114) et en 1744 par PIERRE BOLLIS (*V.*, n° 44, fol. 277).

Le 18 octobre 1785 le bénéfice fut conféré par provision apostolique à GUILLAUME-FRANÇOIS STEYNEN, succédant à Martin-Pierre Bollis (*I.*, n° 190, fol. 130 v°).

Le registre archidiaconal de 1599 mentionne encore l'autel de la confraternité de sainte Anne dont les membres payaient chaque année 2 1/2 sous du Brabant, et celui des archers, dédié à saint Sébastien. Ces autels toutefois n'avaient pas de recteur (*I.*, n° 177, fol. 23).

XII.

HALMAEL

[HALEMALE et HALMALE (1063), HALMALA (1095), HALMALIA (1139), HALMALIUM (1147-1155), HAULTEMALE (1412), HALMAEL (1558)].

L'église de Halmael, dédiée à saint Pierre, faisait partie de l'archidiaconé de Hesbaye et du concile de Saint-Trond.

Quoique l'abbaye de Saint-Trond ait possédé depuis le XI^e siècle au moins des biens assez étendus situés à Halmael, cependant la seigneurie temporelle de l'endroit et le patronat de l'église appartenaient à l'abbaye de Saint-Vaast, à Arras.

Ce n'est qu'au début de l'année 1603 que le monas-

(1) Cependant la visite de 1685 mentionne encore François Pizart (*V.*, n° 41, fol. 133 v°).

tière de Saint-Trond a cédé à celui d'Arras le domaine de Provins Seine-et-Marne et a reçu en échange le village de Halmael. L'autorisation préalable fut accordée par le pape Clément VIII le 4 décembre 1602 et par les archiducs Albert et Isabelle le 1^{er} mars 1603. Les moines de Saint-Trond donnèrent leur adhésion le 25 mars et ceux de Saint-Vaast le 23 avril. Les domaines de Halmael et de Provins étaient évalués l'un et l'autre à 7,000 florins, soit 2,100 ducats ou à un revenu de 200 florins ; mais l'abbé de Saint-Trond devait en outre recevoir 1,600 florins pour la restauration de l'église de Halmael qui était tombée en ruines. Cet échange fut ratifié le 6 juin par Antoine Moullart, chantre et Thomas Cox Rithovius, official d'Arras, juges délégués à cet effet par le Souverain Pontife (1).

Le 13 septembre 1603, l'abbé Léonard Betten donna à l'abbé de Saint-Vaast quittance des 1,600 florins promis (2).

En 1643 la paroisse de Halmael comptait quarante communicants et en 1701 trente-cinq communicants et dix familles (V., n° 6, fol. 23 et n° 18, fol. 40).

CURÉS.

Le premier curé de Halmael que nous connaissons est ARNOUL, qui le 30 juillet 1302 assista comme témoin à une charte des échevins de Saint-Trond (3).

En 1477 un registre archidiaconal mentionne comme curé GODEFROID JACOBS (I., n° 1, fol. 18). Il était encore en fonctions en 1486 (I., n° 3, fol. 24). ARNOUL PLATYNMECKER est mentionné en 1499 (I., n° 5, fol. 22).

Après ce dernier, MARCELIUS DE PONTE, cité déjà en 1501, échangea en 1504 sa cure avec HERMAN DE HORION, chanoine de Liège, recteur de l'autel des

(1) *Registrum stipale B* (Hasselt, n° 6678^b), fol. 150 v°.

(2) *Registrum stipale C* (Hasselt, n° 6679), fol. 295.

(3) STRAVEN, *Inventaire des archives de Saint-Trond*, t. I, p. 13.

saints Pierre et Paul et de sainte Marie-Madeleine dans l'église de Saint-Servais à Liège (*I.*, n° 7, fol. 108).

L'année suivante, l'abbé Jacques de Saint-Vaast nomma, à la suite d'une permutation canonique, JEAN DE GHEMERT, recteur de l'autel de la Sainte Vierge, de saint Jean l'Evangéliste et des saintes Catherine et Barbe dans l'église de Saint-Servais de Liège, à la cure de Halmael (*I.*, n° 8, fol. 114).

En 1521 PIERRE ASSET, clerc du diocèse d'Arras, était curé. Comme il ne résidait pas (en 1523 il étudiait à Louvain), il se faisait remplacer en 1522 par Jean Schoffiels, et de 1523 à 1525 par Jean Bunten (*I.*, n° 9, fol. 6 v° et n° 14, fol. 7).

Pierre Asset résigna sa cure en 1526 et l'abbé Martin de Saint-Vaast la conféra à SIMON GALLET *alias* ASSET (*I.*, n° 14, fol. 135). Le nouveau curé étudiait le droit à Louvain et se faisait remplacer comme son prédécesseur par Jean Bunten (*I.*, n° 15, fol. 7).

En 1530 MICHEL ZEVENANTS, recteur de l'autel de saint Nicolas dans l'église de Saint-Gangulphe à Saint-Trond, succéda à Simon Asset par voie de permutation canonique (*R. N.*, 6798, fol. 327). En 1532 et 1535 il demanda à se faire assister par Jean Bunten (*I.*, n° 16, fol. 18 et n° 17, fol. 23). Il résigna en 1551 et eut comme successeur LAMBERT DE QUERCU (*I.*, n° 26, fol. 111), qui à sa mort en 1573 laissa la cure à HENRI POLLAERTS (*I.*, n° 47, fol. 110).

La cure devint de nouveau vacante en 1612. Au concours diocésain se présentèrent Henri Lismont, diacre, François Pirsul de Cheratte, bachelier en théologie, prêtre depuis deux ans et boursier au collège du Pape et GILLES WELLENS de Tessengerloo, séminariste, prêtre depuis quelques mois (1). Ce dernier fut nommé le 16 février 1612 (*I.*, n° 73, fol. 186).

Gilles Wellens mourut au mois de mai 1653. L'abbé

(1) *Concours diocésains* (évêché de Liège, D. 1), fol. 140.

nomma CHARLES DE SAINT-JEAN, natif de Saint-Trond, ancien élève du collège liégeois à Louvain (1) et bachelier en théologie (*R. N.*, 6712, fol. 64). S'étant présenté à l'examen à Liège le 31 mai (2), il reçut le 28 juin du prince-évêque un certificat « *de idoneitate ad obtinendum dum pastoratum de Halmael* » (*R. N.*, 6712, fol. 71) et comme la cure de Halmael était devenue vacante dans le mois de mai, mois pontifical, il s'adressa à Rome pour l'obtenir. Le pape Innocent X accéda à sa demande le 7 juillet (*R. N.*, 6712, fol. 73).

Le 9 septembre 1661 l'abbé Hubert de Sutendael accorda à ce même curé des lettres testimoniales. L'abbé déclarait que Charles de Saint-Jean avait fait ses études au séminaire de Saint-Trond et qu'il avait étudié la philosophie et la théologie à Louvain; Hubert de Sutendael recommandait son protégé à Alexandre VII qui, encore nonce à Cologne, lui avait fait quelques promesses « *quid simile pollicitus fuit* » (3). Cette recommandation toutefois n'eut guère de résultat. Ce n'est qu'en 1672 que Charles de Saint-Jean fut promu à la cure de Halle. L'abbé conféra alors celle de Halmael à GAUTIER HYGAERTS qui, nommé le 6 juin, fut installé deux jours après par l'archidiacre Lambert de Liverlo (*R. N.*, 6713, fol. 201).

L'année suivante Gautier Hygaerts résigna sa cure pour aller exercer les fonctions pastorales à Kerkom. A sa place fut nommé le 5 octobre 1673 ADRIEN REMEN qui mourut au mois de janvier suivant, avant d'avoir obtenu ses lettres d'institution (*R. N.*, 6713, fol. 267). En conséquence l'abbé conféra la cure le 24 janvier 1674 à GUILLAUME HECHTERMANS. Les lettres d'institution furent délivrées le 4 février et lues « *in ambone cathedralis Leodiensis* » le 27 mars. Gau-

(1) DARIS, *Notices*, t. I, p. 119.

(2) *Concours diocésains* (évêché de Liège, D. 1), fol. 484 et V., n° 2, fol. 66.

(3) *Registrum supplicarum* (Hasselt, n° 6702), fol. 84.

tier Hygaerts vint ensuite installer son successeur (*R. N.*, 6713, fol. 268 et 271).

Guillaume Hechtermans était encore en fonctions le 20 octobre 1680 (*V.*, n° 15, fol. 11). Il eut comme successeur avant 1680 HENRI-MARTIN HECHTERMANS (1), nommé desservant le 4 juillet 1691 (*I.*, n° 118, fol. 155). Celui-ci fit un échange de bénéfices avec MATHIAS RUBENS, recteur de l'autel de la Sainte Vierge dans l'église de Gors-op-Leeuw. La permutation canonique faite le 22 janvier 1705 dans la maison pastorale de N. de Hinnisdael, curé de Gors-op-Leeuw, fut ratifiée par l'abbé le 24 janvier suivant; toutefois le nouveau curé ne reçut ses lettres d'institution que le 28 octobre (*R. N.*, 6715, fol. 21 et suiv.).

MATHIAS RUBENS administrait encore la paroisse en 1712 (*V.*, n° 24, fol. 16).

Un nommé GHYSENS était curé de Halmael en 1794 (*I.*, n° 129, fol. 172).

AUTEL.

Dans l'église de Halmael il y avait du côté de l'Evangile, en dehors du chœur, un autel consacré à la Sainte Vierge.

Comme recteurs de cet autel, nous avons trouvé en 1477 et 1478 JEAN DE HOYNGUE, « *collector fructuum* » *Dni archidiaconi de Famenne* » (*I.*, n° 1, fol. 4 v° et n° 2, fol. 10).

En 1505, BERNARD MARCHS, recteur du même autel, résigna en faveur de JEAN DE MONTE (*I.*, n° 7, fol. 117).

Les registres archidiaconaux de 1532 à 1541, citent comme occupant les mêmes fonctions, GÉRARD DE HOUTHEM, étudiant à Louvain. Celui-ci mourut en

(1) Martin-Henri Hechtermans de Saint-Trond, était élève au collège liégeois en 1689. Il devint dans la suite curé d'Alken et doyen rural et mourut en 1724. DARIS, *Notices*, t. I, p. 127.

1541 et fut remplacé par GUILLAUME WYNNEN (*I.*, n° 16, fol. 4 et n° 19, fol. 49).

Guillaume Wynnen résigna le 3 juin 1545 en faveur d'ARNOUL HOEBANX (*I.*, n° 21, fol. 100). A la mort de celui-ci en 1555, ANTOINE DE QUERCU lui succéda le 11 mars 1556 (*I.*, n° 30, fol. 118).

Ce dernier mourut en 1579 et fut remplacé le 19 février par JEAN POLLAERTS (*I.*, n° 51, fol. 110) qui résigna le 7 avril 1587 en faveur de CORNEILLE LEGIACUS, chanoine de Saint-Pierre à Liège (*I.*, n° 60, fol. 121). Celui-ci est mentionné jusqu'en 1599 (*I.*, n° 68, fol. 103).

LÉONARD DE GRACE, cité en 1606 (*I.*, n° 71, fol. 16), fut remplacé en 1609 par GUILLAUME EGGENS (*I.*, n° 72, fol. 104 v°).

Le 31 octobre 1616 celui-ci permuta avec THÉODAT ROUAR (*I.*, n° 75, fol. 157) qui, peu de temps après, céda la place à JEAN NATALIS, déjà cité en 1618 (*I.*, n° 175, fol. 158). En 1624 le bénéfice fut conféré à PIERRE LE HAULT, chapelain de Saint-Paul à Liège (*I.*, n° 82, fol. 67 et *V.*, n° 2, fol. 66 v°).

Le 12 avril 1629 Pierre Le Hault fut remplacé par GUILLAUME EGGENS (*I.*, n° 85, fol. 32) qui, en 1636, est mentionné comme chanoine de Saint-Martin à Liège (*I.*, n° 93, fol. 5). JEAN CORNELII lui succéda comme recteur le 24 décembre 1639 (*I.*, n° 94, fol. 31); le 16 mars 1645, il céda lui-même la place à PIERRE RENARTS (*I.*, n° 101, fol. 15).

Le 9 mars 1672, LÉONARD LASSENS résigna en faveur de LAMBERT LASSENS encore en possession du bénéfice en 1680 (*I.*, n° 113, fol. 41 et *V.*, n° 15, fol. 11).

Enfin la visite archidiaconale de 1712 renseigne comme recteur de cet autel GUILLAUME RUET. Toutefois la messe hebdomadaire, à laquelle les bénéficiers étaient tenus, était dite par le curé (*V.*, n° 21, fol. 16).

XIII.

HELCHTEREN

[HALETRA (1107), HALETRE (avant 1108), HALECHTRA (1178), HALECGTRA (1254), HALEGTHRA (1256), HALEGTRA (1261), HALEGHTRE (1281), HALEGTEREN (1282), HALECHTRE (1293), HALCHTRE (XIV^e siècle), HALGTEREN (1349), HALCHTEREN (1354), HALCTEREN (1356), HELCHTEREN (1367).]

L'église de Helchteren était dédiée à saint Trudon. Elle ressortissait de l'archidiaconé de Campine et du concile de Beeringen.

La paroisse de Helchteren a été érigée probablement par démembrement de Peer, entre 1107 et 1178. En effet, le diplôme de Pascal II de 1107 se contente de mentionner parmi les possessions de l'abbaye l'église de Peer, tandis que le diplôme d'Alexandre III (1178) ajoute l'église de Helchteren (1).

La visite archidiaconale de 1654 faite en l'absence du curé, renseigne seulement cinquante-huit communicants (*V.*, n° 34, fol. 36), tandis qu'en 1699 ceux-ci étaient au nombre de trois cents et en 1711 au nombre de deux cent cinquante (*V.*, n° 36, fol. 16 et n° 37, fol. 15).

CURÉS.

Le *Manuale* de Guillaume de Ryckel donne une liste de quatre prêtres, qui successivement ont administré la paroisse de Helchteren au milieu du XIII^e siècle (1254-1272). Ce furent JORDANUS, TISSE, JORDANUS et TH. (peut-être Theodericus) (2).

AMELIUS DE DIRMEN était curé en 1400 (*I.*, n° 121, fol. 52). De 1438 à 1445 les registres mentionnent JEAN HOFSTADEN, qui en 1445 se faisait remplacer par Pierre Kemps (*I.*, n° 128, fol. 48; n° 129, fol. 55 et n° 132, fol. 55).

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 134.

(2) PIRENNE, *op. cit.*, p. 72.

GILLES DE FALLYZ, étudiant à Louvain, est cité comme curé de 1459 à 1464 ; il avait comme coadjuteur Jacques Custodis ou Custers (*I.*, n° 134, fol. 52 et n° 138, fol. 41).

En 1477 la paroisse était administrée par NICOLAS DE BRANDEBORGH (*I.*, n° 148, fol. 45).

Le 9 février 1513 CHRÉTIEN CILLENÉ résigna la cure de Helchteren en faveur de MICHEL WINDELEN (*R. N.*, 6709, fol. 42). Celui-ci demanda en 1519 à l'archidiacre la permission de tester (1).

CHARLES VILLICI est mentionné comme curé en 1555 et 1556 (*I.*, n° 158, fol. 44 v°).

GILLES JANS, admis à la cure le 28 juin 1606 (2), démissionna le 19 juin 1624 et fut remplacé par GUILLAUME ANDRIES (*R. N.*, 6709, fol. 66).

Le 22 janvier 1647 l'abbé, à la place d'ARNOUL ANDRIES, nomma ARNOUL STRAUVEN (*R. N.*, 6711, fol. 192).

A la mort de celui-ci la cure fut conférée le 28 janvier 1648 à LAURENT MOERS, diacre, natif de Tongres (*R. N.*, 6711, fol. 217). Le curé nommé se présenta à l'examen diocésain le 19 février 1648 (3).

Laurent Moers résigna ses fonctions le 2 juin 1656 et devint curé à Beverloo. Le même jour l'abbé nomma à sa place ARNOUL EVERAERTS, prêtre, élève au collège liégeois à Louvain (4). Le président de ce collège, Simon Servatii, avait recommandé son protégé à la bienveillance du prélat de Saint-Trond. Le 5 juillet il obtint la permission de retourner pour six mois à Louvain afin de conquérir le grade de bachelier en théologie ; le prêtre Jean Noelmans devait le remplacer dans l'inter-

(1) *Concours diocésains* (évêché de Liège, D. 1), fol. 406.

(2) *Ibidem*, fol. 112.

(3) *Ibidem*, fol. 406.

(4) Il ne figure pas dans la liste imprimée dans DARIS, *Notices*, t. I, pp. 114 et suiv.

valle (1). Les lettres d'institution du nouveau curé furent délivrées le 13 juin par Jean Christiani, curé d'Achel et doyen du concile de Beeringen (*R. N.*, 6712, fol. 149 et 152). Ce curé assista le 9 septembre 1660 en l'église de Beeringen à l'élection de Jean Servatii, curé de Heusden, comme doyen du concile (2).

A la mort d'Arnoul Everaerts, l'abbé nomma le 13 novembre 1685 JÉRÔME MENNEKENS, qui reçut le 5 décembre ses lettres d'institution d'Adrien Weustenraedt, curé de Beeringen et doyen du même concile (*R. N.*, 6714, fol. 111 et 112).

Ce même doyen délivra encore le 23 janvier 1690 des lettres d'institution au successeur de Jérôme Mennekens, à GAUTIER NÉVEN, nommé le 2 septembre 1689 (*R. N.*, 6714, fol. 135 et 138).

Gautier Néven mourut le 16 juillet 1730. Le 28 juillet suivant la cure fut conférée à ANTOINE VAN FROYENHOVEN ou Froenhoven.

L'acte de nomination débutait par ces mots : « *Summo Pontifici jam forsan, suadente Sancto Spiritu, electo seu proxime eligendo, humillima pedum oscula, aliisque superioribus ad quos spectat reverentiam et honorem* » (3). » Ce curé construisit une nou-

(1) *I.*, n° 66, fol. 196 v°.

(2) A cette élection prirent part les curés suivants : Arnoul Backen d'Achel, Adrien de Woestenraedt de Beeringen, Laurent Moers de Beverloo, frère Guillaume Neevius de Coursel, Antoine Ghisens d'Exel, frère Jérôme Van den Ancker de Luyx-Gestel, frère Corneille Lauwers, curé d'Ostham, André Van Outgarden de Hamont, frère Henri Tummers de Hechtel, Arnould Everardi de Helchteren, Jean Servatii de Heusden, frère Nicolas Van der Veuken de Houthalen, Jacques Verlinden de Lille-Saint-Hubert, frère Milo Hextermans de Tessenderloo, Pierre Neevius de Lummen, Udalric Bormans de Grand-Brogel, Gilles Thielens de Meldert, Jean Loyens de Petit-Brogel, frère Cleophas Kegel d'Overpelt, Arnoul Cremers de Neerpelt, Willebrord Schurmans de Quaetmechelen, Corneille Van Roye de Zeelhem, frère Laurent Jansen de Zolder, Pierre Beckers de Viversel et Godefroid Andries de Wychmael (archives du Grand-Séminaire).

(3) Il s'agissait de l'élection de Clément XII.

velle maison pastorale en 1737; il avait reçu 700 florins des habitants et l'abbé de Saint-Trond lui accorda vingt mille briques (1).

SÉBASTIEN WALEWIJNS, curé de Helchteren, prit part le 27 septembre 1791 à l'élection du doyen du concile.

AUTELS.

Il y avait dans l'église de Helchteren, au moins à partir de 1558 (2), trois autels.

a) L'autel de la Sainte Vierge est déjà mentionné en 1400. En cette année GAUTIER BACK était recteur, mais il se faisait remplacer par Jean Paige (*I.*, n° 121, fol. 52).

De 1419 à 1427 NICOLAS DE FINE possédait le bénéfice (*I.*, n° 124, fol. 56 et n° 126, fol. 58).

JEAN DE SWIJNLO est cité en 1436 et 1438 (*I.*, n° 127, fol. 32 et n° 118, fol. 48).

Les registres archidiaconaux nous renseignent encore MATHIAS BOSMAN en 1441 (*I.*, 129, fol. 55) et BARTHÉLEMY DE HERCKENRODE, régent à Heydelberg depuis 1442 jusqu'en 1471 (*I.*, n° 130, fol. 55 et n° 141, fol. 41).

Un étudiant de Louvain, ADAM DE JUNCIS, lui succéda peu de temps après (1478) et est encore mentionné en 1487 (*I.*, n° 187, fol. 66 v° et n° 150, fol. 51 v°).

NICOLAS MOLDERS était recteur en 1563 (*I.*, n° 156, fol. 36) et MATHIAS SMETS *alias* POELMANS en 1620 (*I.*, n° 162, fol. 6 v°).

Le 17 décembre 1646 le bénéfice fut conféré à JEAN DE FURNY (*I.*, n° 166, fol. 45 v°) et le 3 décembre 1676 FRÉDÉRIC PAEP succéda à HENRI VAN DEN EYNDE qui avait démissionné (*I.*, n° 169, fol. 16).

b) L'autel de saint Georges et de sainte Lucie est

(1) *Registrum supplicarum*, n° 6704, fol. 74.

(2) *Analectes*, t. I, p. 286.

mentionné dès 1536. A cette époque JEAN CLERCS était recteur (*I.*, n° 159, fol. 44). Les registres renseignent ensuite HUBERT JANS en 1609 (*I.*, n° 161, fol. 12) et JEAN TIMMERMANS en 1620 (*I.*, n° 162, fol. 6 v°).

Avant 1646 les revenus de cet autel furent attribués au prêtre qui disait la première messe les dimanches et les fêtes (*V.*, n° 34, fol. 19). Ce prêtre était JACQUES COENEN en 1699 (*V.*, n° 36, fol. 16 v°).

c) L'autel de sainte Anne était desservi en 1620 par FRANÇOIS PAMRAEL (*I.*, n° 162, fol. 6 v°), et en 1656 par JACQUES-ENGELBERT BACHUSIUS (*I.*, n° 166, fol. 190), qui démissionna le 7 mars 1661 en faveur de CHARLES HILLEGAERTS (*I.*, n° 167, fol. 70). La visite archidiaconale de 1671 mentionne encore le même recteur (*V.*, n° 35, fol. 16).

Une visite archidiaconale de 1726 mentionne seulement les deux premiers autels et fait remarquer que celui de la Sainte Vierge n'est pas desservi (*V.*, n° 39, fol. 60).



Il y avait en outre au château de Ter-Doolen, résidence d'été des abbés de Saint-Trond, une chapelle castrale. Elle fut consacrée le 16 juin 1649 en l'honneur de Notre-Dame et de saint Trudon, par « *Richard » Pauli Stravius, episcopus Dyonisiensis,* » évêque auxiliaire de Liège. On plaça dans l'autel des reliques de saint Paul martyr et de saint Trudon et l'anniversaire de la dédicace fut fixé au quatrième dimanche après la Pentecôte (1).

(1) *Miscellanea*, t. XIV (Hasselt, n° 6732), fol. 164.

XIV.

KERKOM

[KIRCHEIM (d'après Piot), KYRCHEIM (d'après les *Gesta*) et KERHEYM (d'après le cart. A) (1065), KYRCHEIM (1107), KIRCHEYM (1108), KERCHEYM et KERHEYM (1139), KIRCHEHIM (1153), KERKEIM (1161), KYRKEIM (1176), CHIRKEIM (1178), KYRKEYM (1215), KIRCHEM (1260), KERKEHEM (1282), KERKEM (1295), KERCHEM (1309), KERKUM (1355), KERKIM (1361), KERCKEEM (1367), KERCKEM (1558)].

Kerkom était, au commencement du XII^e siècle, une dépendance de Velm. La chapelle, dédiée comme l'église-mère à saint Martin, n'est pas encore mentionnée comme église paroissiale dans le diplôme de Pascal II (1107) (1), mais déjà à cette même époque le chapitre cathédral de Liège, collateur de l'église paroissiale de Velm, partageait, avec les abbés de Saint-Trond, son droit de collation de l'église de Kerkom (2).

En 1178 le diplôme d'Alexandre III la range parmi les églises paroissiales (3). C'est donc entre 1107 et 1178 que Kerkom a été démembrée de Velm et érigée en paroisse indépendante.

D'autre part de Kerkom fut séparée, avant 1612, la paroisse de Muysen, qui resta à la collation du curé de Kerkom (V., n° 8, fol. 32) (4).

Kerkom ressortissait de l'archidiaconé de Hesbaye et du concile de Saint-Trond.

Il y avait cent et vingt communiantes en 1643 (V., n° 6, fol. 13) et en 1701 vingt-neuf familles et nonante communiantes (V., n° 18, fol. 47).

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 29.

(2) DE BORMAN, *op. cit.*, t. I, p. 237. « *In Kircheym dimidium ecclesiae et quae in villa habemus.* »

(3) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 135.

(4) Le pouillé de 1558 (*Analectes*, t. I, p. 450) donne à Muysen le rang de *capella*. Mais en 1612 il y eut déjà un concours diocésain pour la collation de la cure. *Concours diocésains* (évêché de Liège, D. 1), fol. 140).

CURÉS.

Un des premiers curés est ce BALDERIC que Rodolphe qualifie de doyen et qui, au commencement du XII^e siècle, fut molesté par les ennemis de l'abbaye (1).

Guillaume de Ryckel (2) cite comme curé, au moins de 1254 à 1272, GÉRARD DE HOSEMONT, chantre de Saint-Martin à Liège, et peut-être chanoine de Saint-Lambert (3). L'abbé de Saint-Trond se plaint de ce que le curé ne respecte pas les dîmes revenant à l'abbaye (4).

En 1282 la cure devint vacante par la mort de JEAN. L'abbé de Saint-Trond voulut la conférer à Gilles de Rehay, chanoine de Saint-Denis, mais le chapitre de la cathédrale protesta. Pour terminer ce désaccord à l'amiable Guillaume, abbé de Saint-Trond, et Jean de Cambiis, doyen de Saint-Lambert, choisirent le 30 juillet comme arbitres Arnoul, doyen de Saint-Barthélemi et Gérard d'Alost, chanoine de Saint-Paul (5).

Ceux-ci déclarèrent le 5 août que le patronat de l'église de Kerkom appartenait à tour de rôle à l'abbé de Saint-Trond et au chapitre cathédral; à ce dernier revenait la première présentation (6). En conséquence l'archidiacre Otton de Juliers nomma à cette même date GUILLAUME DE WERDENE, avocat de la curie liégeoise, curé de Kerkom et chargea Guillaume, doyen du concile de Saint-Trond, et Jean, curé de Gorssum, de l'installer (7). Le même jour Guillaume de Werdene fut aussi nommé par Gérard d'Alost, au nom de l'abbé de Saint-Trond (8).

(1) DE BORMAN, *op. cit.*, t. I, p. 273.

(2) PIRENNE, *op. cit.*, p. 72.

(3) Gérard de Osemont, chanoine de Saint-Lambert (*Ibidem*, p. 353), est probablement le même personnage.

(4) *Ibidem*, p. 210.

(5) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 358.

(6) *Ibidem*, p. 359.

(7) *Registrum stipale B* (Hasselt, n° 6678⁸), fol. 91 v°.

(8) *Ibidem*, fol. 92.

Cette sentence arbitrale fut approuvée le 7 août suivant par Jean, archidiacre de Liège et doyen de Saint-Lambert (1) et par l'archidiacre Otton de Juliers (2).

Guillaume, abbé de Saint-Trond, s'était également adressé au Saint-Siège pour obtenir la confirmation de l'arrangement conclu. Le pape Boniface, par acte daté du 22 juin 1295, ratifia la nomination des arbitres (3) et chargea le doyen de Saint-Denis à Liège d'examiner les bases de l'accord et de l'approuver s'il y avait lieu (4). Les deux partis furent cités le 27 septembre et se présentèrent le 17 octobre devant le délégué du Pape, qui confirma toutes les décisions prises (5).

Guillaume de Werdene mourut vers 1309. A cette occasion Jean dit *Sapiens*, doyen de Saint-Lambert et Adam, abbé de Saint-Trond, firent le 9 août 1309 un nouvel arrangement. Cette fois-ci ils feraient une présentation en nom commun ; puis ils exerceraient leur droit à tour de rôle ; l'abbé aurait pour lui la première nomination (6). En vertu de cet acte, ils présentèrent le 13 août JEAN DE LOUVAIN dit COLNE. L'archidiacre Perchevallus de Carreta agréa cette présentation le 2 septembre et chargea le curé de Halmael d'installer son confrère de Kerkom (7).

Jean de Louvain fit son testament le 26 mai 1316. Il laissa entre autres une rente annuelle de quatre muids de seigle à la pitance du monastère (8), à l'église de Kerkom, à la mense des pauvres de la paroisse et à l'église de Looz.

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 361.

(2) *Registrum stipale B* (Hasselt, n° 66788), fol. 90.

(3) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 399.

(4) *Registrum stipale B*, fol. 92.

(5) *Ibidem*.

(6) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 437.

(7) *Registrum stipale B*, fol. 94.

(8) Voilà pourquoi son nom fut inséré dans l'obituaire de l'abbaye, fol. 21 : « *Kal Marcii. Ob. dominus Johannes [investitus] de Kerkem » et parentes sui, p. q. h., 1 mod. silig.* »

Ces quatre muids étaient hypothéqués sur une maison que la cure possédait à Kerkom. Diverses communautés religieuses furent encore favorisées dans ce testament. Comme exécuteurs testamentaires le curé désigna Jean de Louvain, chanoine régulier de Sainte-Getrude à Louvain, Guillaume de Louvain, pléban de Saint-Quentin hors-les-murs de Louvain, Jean de Léau, recteur de l'église de Neerlinter, et Renier de Brusthem, recteur de l'autel de la Sainte Vierge à Aelst. A ce testament assistèrent comme témoins Renier de Ruchis, recteur de Muysen, Jean de Waremmes, recteur de Scaffen, Gautier de Tirlemont, chapelain de Notre-Dame à Saint-Trond, Guillaume d'Esemael, chapelain de l'autel Notre-Dame à Kerkom et Arnoul de Looz, clerc-sacristain de la même église. Enfin le testament fut scellé des sceaux d'Adam, abbé de Saint-Trond, et de Jean, curé de Gorsum (1).

Le 20 février 1319 le curé de Kerkom fit encore à son testament une ajoute importante ; il fonda entre autres dans l'église de Kerkom un autel dédié à saint Michel, saint Jean-Baptiste et saints Pierre et Paul (2).

Il mourut le 1^{er} mars 1321, et eut comme successeur HENRI D'ORDANGE. Celui-ci occupa la maison de son prédécesseur, mais négligea d'en exonérer les obligations. Le 26 juin 1337 il avoua devant l'abbé de Saint-Trond et le prieur Godefroid de Meldert, qu'entre autres il n'avait pas payé le muid de seigle laissé à l'abbaye, parce qu'il n'avait reçu d'aucune cour censale l'investiture de la maison qu'il occupait cependant depuis seize ans (3). Aussi fut-il condamné le 4 septembre 1338, par le doyen de Saint-Paul à Liège, à s'acquitter de ses dettes envers le monastère (4).

C'est probablement ici qu'il faut placer cette note

(1) *Registrum stipale A* (Hasselt, n° 66787), fol. 238 v°.

(2) *Ibidem*, fol. 239.

(3) *Ibidem*, fol. 239 v°.

(4) *Ibidem*, fol. 205.

du *Cartulaire D* (1) : « *Cum vacaret ecclesia de K(er-
» kom) post mortem domini Arnoldi, magister Hen-
» ricus Goethals decanus Leodiensis eam contulit ma-
» gistro Johanni de Heythuli, ratione vicissitudinis.* »
Il nous a été impossible d'identifier ces personnages.

En 1477 et 1478 nous trouvons comme curé ALARD DE BUEREN, étudiant à Cologne; l'église était alors desservie par frère Hugo de Lutzenborgh, prêtre religieux (*I.*, n° 1, fol. 5 et n° 2, fol. 12).

PIERRE DE BUEREN est cité en 1486 (*I.*, n° 3, fol. 24 v°).

De 1499 à 1505 le curé était PAUL MANS « *capellanus domini sigilliferi Leodiensis* » (*R. A.*, 1499, fol. 8 et 1505, fol. 10).

Le 3 avril 1520 l'abbé conféra à JEAN DE BRUXKEN la cure de Kerkom vacante par la mort de maître DE CORTENBACH (2) (*R. N.*, 6708, fol. 234). Toutefois, en tête de cet acte, se trouvait : « *Collatio ecclesiae
» de Kerkem pro magistro Egidio Van der Blocke-
» rien sigillifero Leodiensi.* » De fait la paroisse fut administrée en 1521 par Henri Borman (*I.*, n° 9, fol. 20), en 1523 et 1524 par Henri Neven (*I.*, n° 12, fol. 20) et en 1525 et 1526 par Jean Bex ou Begghen (*I.*, n° 13, fol. 23 et n° 14, fol. 24). Pendant cette même époque les registres archidiaconaux qualifient l'église de Kerkom de *litigiosa*.

Le registre de 1527 indique cependant comme curé GILLES VAN DER BLOCQUERIEN, « *sigillifer Leodiensis* » (*I.*, n° 15, fol. 10). Jusqu'en 1532 Jean Bex continue à desservir l'église (*I.*, n° 16, fol. 5 v°).

En 1535, par autorisation de l'évêque, MARTIN OFFERMANS, curé de Borlo, obtint également la cure de Kerkom (*I.*, n° 17, fol. 5 v°). Il se fit remplacer en 1535

(1) Bibliothèque de l'Université de Liège, n° 27 (ancien), fol. 100.

(2) C'est probablement Pierre de Cortenbach, vicaire-général de Jean de Hornes, mort le 2 avril 1520 (DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège au XV^e siècle*, p. 639).

et 1536 par Pierre Briers (*I.*, n° 17, fol. 24 et n° 18, fol. 11) et en 1541 par Libert Bollen (*I.*, n° 19, fol. 6 v°).

Cependant en 1543 le curé se décida à résigner son bénéfice pastoral de Kerkom, en faveur de celui que l'archidiacre de Hesbaye Gilles Van der Blocquerien voudrait nommer. L'abbé Georges Sarens donna le 5 juin 1543 commission à l'abbé de Villers et aux doyens des conciles de Louvain et de Tongres pour accepter cette résignation et pour faire ensuite la présentation requise (*R. N.*, 6708, fol. 385).

C'est ainsi que GILLES VAN DER BLOCQUERIEN, *junior*, fut nommé par provision apostolique le 23 juin 1544 (*I.*, n° 20, fol. 35). Les registres archidiaconaux, jusqu'en 1570, le renseignent comme curé, en lui donnant le titre de secrétaire du prince-évêque en 1548 (*I.*, n° 23, fol. 11), de chanoine de Tongres et étudiant à Louvain en 1550 et 1551 (*I.*, n° 25, fol. 13 et n° 26, fol. 11), de chanoine et official de Liège en 1562 (*I.*, n° 37, fol. 7). Comme desservant de l'église les mêmes registres citent alors Libert Bollen.

En 1572 la cure est occupée par DENIS SCRONX, chanoine de Tongres et doyen du concile de Tongres (*I.*, n° 46, fol. 11). Il est encore en fonctions en 1589 (*I.*, n° 63, fol. 9). A partir de sa mort les deux tiers de la grande dime de Kerkom serviraient de dotation au petit séminaire de Saint-Trond érigé le 19 avril 1589⁽¹⁾.

Denis Scronx eut comme successeur DENIS DE MUYSSEN déjà en fonctions en 1591 (*I.*, n° 64, fol. 9). Celui-ci mourut en juillet 1606 et fut remplacé par GUILLAUME STRAVIUS, maître ès arts⁽²⁾.

En 1611 Guillaume Stravius résigna sa cure en faveur de PIERRE ULENS qui fut institué le 10 mai (*I.*, n° 73, fol. 73). En 1624 le curé était assisté d'un desservant appelé Godefroid N., qui jadis avait habité avec le doyen du chapitre de Tirlemont. Toutefois

(1) DARIS, *Notices*, t. I, p. 62.

(2) *Concours diocésains* (évêché de Liège, D. 1), fol. 106.

comme celui-ci n'avait pas été examiné, il n'intervenait pas dans l'administration des Sacrements (*V.*, n° 2, fol. 10).

Pierre Ulens mourut vers 1640. Jean d'Elderen, doyen de Saint-Lambert, nomma alors CHRÉTIEN NEVEN, qui fut admis à la cure le 24 septembre 1640 (1) (*R. N.*, 6711, fol. 140).

Chrétien Neven devint doyen du concile de Saint-Trond et mourut en 1666 (2). L'abbé lui donna comme successeur JEAN COPIS (*R. N.*, 6713, fol. 7) institué le 10 février 1667 (*I.*, n° 112, fol. 2 v°).

A la mort de celui-ci, en 1673, GAUTIER HYGAERTS, curé de Halmael, résigna sa cure pour aller occuper celle de Kerkom (*I.*, n° 113, fol. 288). Il mourut en avril 1679 et eut comme successeur JEAN-ANTOINE MAURITII, prêtre du diocèse de Gand, nommé le 9 juin. Après avoir résigné son canonicat de Notre-Dame à Saint-Trond, il reçut ses lettres d'institution le 15 juin suivant (*R. N.*, 6714, fol. 10 et 14 et *I.*, n° 116, fol. 83).

Jean Mauritiï mourut en novembre 1681. Le 15 février 1682, le doyen de la faculté des arts de Louvain nomma à sa place JACQUES DU TRIEU, prêtre du diocèse de Cambrai et bachelier en théologie (*I.*, n° 117, fol. 95). Celui-ci occupa encore ce poste en 1701 et devint doyen du concile (*V.*, n° 18, fol. 45).

En 1705 le doyen de Saint-Lambert conféra la cure à DENIS VAN SCHOER (*V.*, n° 25, fol. 16).

FRANÇOIS VAN CEULEN, devenu curé de Kerkom en 1739, demanda en 1742 à placer une dalle funéraire sur le tombeau de son frère Arnoul, jadis chanoine de Notre-Dame et enterré dans le chœur de cette église (3).

En 1754, JEAN-HUBERT VAN HERCK, frère de l'abbé

(1) *Ibidem*, fol. 389.

(2) « *D. Neven pastor et decanus concilii legavit 30 reales annuos pro Sacro Venerabilis Sacramenti singulis diebus Jovis* » (*V.*, n° 15, fol. 17).

(3) *Registrum supplicarum* (Hasselt, n° 6704), fol. 336.

Joseph Van Herck (1), remplaça François Van Ceulen. Il mourut le 8 avril 1770 et eut comme successeur GAUTIER BECAERTS. A la mort de ce dernier, le 28 septembre 1790, le doyen de la cathédrale nomma le 20 décembre PIERRE PURNAL de Gingelom, qui fut institué le 24 décembre (*I.*, n° 120, fol. 11 v°).

Ce curé fut condamné à la déportation par le Directoire exécutif le 30 juin 1798. Cependant il ne quitta point sa paroisse et y mourut le 29 janvier 1805 (2).

AUTELS.

En 1316, il y avait dans l'église de Kerkom un autel dédié à la Sainte Vierge, dont GUILLAUME D'ESEMAEL était recteur. Cette même année le curé Jean de Louvain fonda et dota un nouvel autel en l'honneur de saint Michel, saint Jean-l'Evangéliste et saints Pierre et Paul (3).

Toutefois, à la fin du xve siècle, cet autel n'existait pas. Un pouillé de 1477 (*I.*, n° 1, fol. 5) renseigne deux autels; celui de la Sainte Vierge et celui de saint Nicolas. Le premier se trouvait dans la nef du côté droit, le second du côté gauche; l'un et l'autre étaient à la collation du curé (*V.*, n° 8, fol. 30).

Comme recteurs de l'autel Notre-Dame nous avons trouvé :

En 1477 et 1478 JOANNES SWEERTVEGHER, étudiant à Louvain (*I.*, n° 1, fol. 5 et n° 2, fol. 12).

En 1499, NICOLAS CUSTODIS, étudiant à Louvain (*I.*, n° 5, fol. 9).

De 1501 à 1526, ARNOUL MANS DE DOERNE (*I.*,

(1) Dans le registre des défunts ce curé a inscrit au 15 juin 1571 la note suivante : « *Anno 1751, 15^a junii obiit Trudonopoli mater mea » Margarita Morren, vidua Gulielmi Van Herck, sepulta in ecclesia » abbatale Sancti Trudonis ante altare sancti Benedicti.* »

(2) DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté*, 1724-1852, t. IV, p. 76.

(3) *Registrum stipale A* (Hasselt, n° 66787), fol. 238 v° et 239 v°.

n° 6, fol. 9 et n° 14, fol. 138). En cette dernière année, il résigna et fut remplacé par NICOLAS PUTSEYS.

En 1550, PAUL NACX a comme successeur LAMBERT DE QUERCU (*I.*, n° 24, fol. 118).

En 1589, JOACHIM SCHOERBROETS, chanoine de Sainte-Croix à Liège, occupe le poste jusqu'en 1633. A sa mort il fut remplacé le 7 décembre 1633 par EDMOND BOMMERSHOVEN (*I.*, n° 63, fol. 8 et n° 90, fol. 18).

En 1650 et 1680, les visites archidiaconales renseignent comme recteur du même autel ARNOUL COLLEN, chanoine de Notre-Dame à Saint-Trond (*I.*, n° 106, fol. 3 v° et *V.*, n° 15, fol. 17 v°).

Pour l'autel de saint Nicolas les registres archidiaconaux mentionnent comme recteurs : LIBERT PROVEENEERS, étudiant à Louvain en 1478 (*I.*, n° 2, fol. 12).

PIERRE VAN DER NEDERMOELEN en 1532 (*I.*, n° 16, fol. 5 v°).

En 1562, PIERRE DE QUERCU *alias* HERST, résigna en faveur de GUILLAUME ROBYNS (*I.*, n° 37, fol. 118).

GUILLAUME STASS mourut en 1587 et eut comme successeur GUILLAUME NEUTINX (*I.*, n° 61, fol. 125).

En 1589, JEAN NEUTINX était recteur (*I.*, n° 63, fol. 8).

La visite archidiaconale de 1613 et de 1624, cite au même poste JACQUES GERMEYS (*V.*, n° 1, fol. 210 et n° 2, fol. 12).

En 1625, nous y trouvons MATHIEU ROBYNS (*I.*, n° 82, fol. 8) et en 1650 REMI BEX (*I.*, n° 106, fol. 3 v°).

LÉONARD LASSENS, possesseur du bénéfice, y renonça en 1683 en faveur de QUENTIN BARTHOLEYNS, qui fut institué le 18 juin (*I.*, n° 117, fol. 144).

Les visites archidiaconales de 1701 et 1712 ne font aucune mention des autels.

XV.

LAER

[LARE (1065), LAERE (1472), LAER (1475)].

L'église de Laer, consacrée à saint Trudon, est déjà citée comme église paroissiale, relevant de l'abbaye de Saint-Trond en 1107 (1).

Elle ressortissait de l'archidiaconé de Brabant et du concile de Léau. A partir de 1559 elle fit partie, pendant tout l'ancien régime, de l'archidiocèse de Malines.

CURÉS.

Guillaume de Ryckel (2) mentionne comme curé de 1254 à 1272 : ARNOLDUS GOLOY, « *canonicus Sancti Bartholomei*. » D'autre part, ARNOLDUS *dictus* CRUCBOUT, « *investitus de Lare*, » figure dans un acte de 1265 (3); et un autre ARNOLDUS « *investitus de Lare* » est témoin d'un acte en 1274 (4). Nous nous demandons donc s'il n'y a pas eu deux Arnoul qui se succédèrent : Arnoldus Crucbout, puis Arnoldus Goloy, qui vivait encore en 1274.

Le 19 janvier 1278 HENRI DE DURAS, curé de Laer, figure avec Jean de Diest, curé de Gorsum, et Gérard de Diest, chanoine de Sainte-Croix à Liège, comme exécuteur testamentaire d'un legs fait à l'abbaye de Saint-Trond (5).

Lors des guerres civiles causées dans le pays de

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 20.

(2) PIRENNE, *op. cit.*, p. 72.

(3) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 312.

(4) *Registrum stipale A* (Hasselt, n° 66787), fol. 139 v°.

(5) *Registrum stipale B* (Hasselt, n° 66788), fol. 134 v°. Ce Henri, curé de Laer, figure dans l'obituaire de l'abbaye au 10 février : « *Magister Henricus [investitus de Lare] sac. et monachus hujus loci.* » Il y aurait donc fini sa vie comme religieux.

Liège par les Lamarck ¹, les habitants de Laer s'en rendirent complices : la paroisse fut frappée d'interdit. Pour obtenir la levée de la censure ecclésiastique, Libert Merdens, desservant de l'église, paya un certain droit à l'archidiacre en 1490 ².

De 1512 à 1516, nous trouvons comme curé SIMON LOTH ³, puis en 1516 DENIS DE ABIETE, étudiant en droit canon à Louvain ⁴.

Celui-ci résigna sa cure en 1542 et fut remplacé le 24 octobre par HERMAN DE STEENBERGE, maître ès arts et curé de Neerhespen *R. N.*, 6708, fol. 389.

Herman de Steenberge était encore en fonctions en 1562 ⁵.

En 1575, HENRI BERBENS mourut et eut comme successeur le 10 septembre HENRI PARENS *R. N.*, 6709, fol. 277.

PETRUS VRYELS était curé en 1588 ⁶.

Son successeur, GELDOLFUS A SCHAGEN, déjà en fonctions en 1600 ⁷, mourut en 1634. L'abbé nomma alors le 29 septembre LAMBERT PROVEENEERS, prêtre à l'Université de Louvain, puis le 4 octobre il conféra la même cure à CHARLES CARSMAKER, licencié en théologie *R. N.*, 6711, fol. 34 et 35. D'autre part la faculté des arts de l'Université nomma le 26 octobre PIERRE LOYENS. Le différend résultant de cette triple nomination fut cependant aplani à l'amiable. Pierre Loyens garderait la cure, mais il céderait à Lambert Prove-

¹ DARS, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège pendant le XV^e siècle*, pp. 579 et suiv.

² *Registrum compositionum*, pro anno 1489, fol. 47 v^o Malines.

³ *Registra archidiaconalia*, 1512-1516 Malines.

⁴ *Registrum archidiaconale*, 1516 Malines.

⁵ *Computus curiae ecclesiasticae Lovanii*, 1550 et suiv., fol. 11 v^o, Malines. Même registre pour 1562 et suiv.

⁶ *Pastores decanatus Leeuensis Sⁿⁱ Leonardi* Malines.

⁷ Le 14 mars 1600 l'abbé donna commission au curé Gendolf van Schagen, pour comparaître au nom de l'abbaye devant les tribunaux du Brabant (*Reg.*, n^o 6465, fol. 109 v^o).

neers son bénéfice de l'autel Notre-Dame en l'église d'Oirbeek près de Tirlemont (*R. N.*, 6711, fol. 45).

Pierre Loyens résigna en 1666 et mourut à Laer en 1671. LÉONARD LOYENS, vicaire de Tirlemont et recteur de l'autel Notre-Dame à Laer, lui succéda à la condition de lui payer 300 florins par an.

Jean de Villers, doyen du concile de Léau, fut délégué, en présence d'Adam Van Vlierden, prêtre, et de Lambert Muls, curé de Neerwinden, afin d'obtenir de l'archevêque l'approbation de ce contrat (*R. N.*, 6713, fol. 350).

Ce même Léonard Loyens eut dans la suite un procès contre l'abbé de Saint-Trond et fut condamné par le Conseil du Brabant le 9 avril 1672 (*R. N.*, 6713, fol. 200).

A la fin du XVII^e siècle, la paroisse était administrée par DENIS PREUVENEERS, qui résigna ses fonctions en 1694 et fut remplacé le 10 mai par CORNEILLE VAN DER HEYDEN (*R. N.*, 6714, fol. 171).

Celui-ci mourut le 12 mars 1730 et eut comme successeurs HENRI DU BOIS, mort le 2 décembre 1756, NICOLAS-JOSEPH LORIER, mort le 20 mars 1794, puis REMI VAN DER HAEGEN (1).

AUTELS.

Il y avait au XVI^e siècle, trois autels en l'église de Laer, consacrés à la Sainte Vierge, à saint Nicolas et à saint Georges (2).

En 1514 les recteurs de ces autels étaient respectivement JEAN SPRINGEL, remplacé par Laurent de Dinant, GODEFROID GOYMANS et JEAN ROBYNS.

En 1558 les recteurs étaient JOSSE DE LAER, JEAN GOEVAERTS et ANTOINE WALTERI (3).

(1) *Pastores decanatus Leeuensis S^ui Leonardi* (Malines).

(2) *Analectes*, t. II, p. 141. Toutefois l'autel de sainte Catherine n'est pas mentionné dans les registres que nous avons vus.

(3) *Computus decanatus Lovanienses, Leeuenses et Geldonienses*, pro annis 1514, 1556 et 1558 (Malines).

XVI.

LINCKHOUT

[LENCHOLT (1108), LINCKHOLT (1139), LINCHOLT (1178), LINGKOUT (XIV^e siècle), LINCKHOUT (1524), LYNCHOULT (1558)].

L'église de Linckhout, dédiée à saint Trudon, est déjà mentionnée en 1139 comme devant payer l'obole banale à l'abbaye de Saint-Trond (1). Cependant elle n'est citée comme église paroissiale qu'en 1178 dans le diplôme d'Alexandre III, qui en attribue la collation aux abbés de Saint-Trond (2). Nous croyons qu'au cours du XII^e siècle elle a été démembrée de Lummen ; avec cette localité, en effet, Linckhout s'est trouvé réuni au point de vue temporel pendant tout l'ancien régime.

Aussi le seigneur de Lummen partageait-il le droit de collation avec les prélats de Saint-Trond. Le 1^{er} septembre 1455 Jean de Heinsberg, évêque de Liège, ayant acquis la seigneurie de Lummen et Henri de Coninxheim, abbé de Saint-Trond, déclarèrent qu'à l'avenir ils désigneraient à tour de rôle le candidat à la cure, mais qu'ils feraient la présentation par un seul acte « *conjuncta manu et unica littera* » (3). » Cette règle fut observée dans la suite.

Jusqu'en 1559 Linckhout ressortissait de l'archidiaconé de Brabant et du concile de Léau. A partir de cette date jusqu'à la fin de l'ancien régime, la paroisse a fait partie de l'archidiocèse de Malines et du doyenné de Diest.

Cependant comme elle était une *quarta capella* de Lummen, nous l'avons trouvée mentionnée deux fois en 1676 et 1677, comme appartenant au diocèse de Liège et au concile de Beeringen (*I.*, n^o 169, fol. 4 et 24).

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 51.

(2) *Ibidem*, p. 135.

(3) *Ibidem*, t. II, p. 317.

CURÉS.

Le premier curé connu est OLIVERUS, cité par Guillaume de Ryckel, entre 1254 et 1272 (1).

Au milieu du XV^e siècle, la paroisse était administrée par GOSWIN SMONINX, qui fut remplacé en 1455 par JEAN MYNBIERS (2). Comme Linckhout n'était qu'une *quarta capella*, les lettres d'institution furent délivrées le 14 janvier 1456 par Nicolas de Baest, chanoine de Liège et doyen du concile de Léau (3).

Le 27 octobre 1524, l'abbé nomma à la place de JEAN DE RONCKERT « *alias communiter dicti de Eg-
» germont* » décédé, PIERRE DE DOERNE (*R. N.*, 6708, fol. 283).

Comme la cure était vacante en 1566 par la démission de MATHIEU TRAPPE, l'abbé la conféra le 12 juin à HENRI GODEFRIDI (*R. N.*, 6709, fol. 265).

Celui-ci mourut en 1578 (4) et fut remplacé le 25 avril par JEAN WOLFS (*R. N.*, 6709, fol. 280).

Au milieu du siècle suivant, la cure était occupée par JEAN LOYENS, maître ès arts. Celui-ci mourut en 1666 et l'abbé Michel Van der Smissen déclara le 18 avril que, quoique la présentation à la cure dût se faire collectivement, la désignation du candidat appartenait cette fois-ci au seigneur de Lummen, représenté par son drossard Guillaume Quoitbach. Aussi la nomination de MARTIN EGIDII, le 21 avril, fut-elle signée par l'abbé Michel et par « *Franciscus Egon, episcop.
» et princeps Argentoratensis et Ferdinandus Carolus
» Comes de Leuvenstein, Wertheim, Rochefort et Mon-
» tagu, tanquam tutores a S. Majest. Imper. dati*

(1) PIRENNE, *op. cit.*, p. 72.

(2) PIOT, *op. cit.*, t. II, p. 317.

(3) *Ibidem*, p. 323.

(4) Cependant le 23 juin 1577, d'après un registre archidiaconal de Liège (*I.*, n° 175, fol. 26), en l'absence du doyen de Léau, l'archidiacre conféra la *quarta capella* de Linckhout à Servais Tsogen, en remplacement de Henri, qui avait résigné ses fonctions.

» *Joanni Frederico Comiti a Marcka, Schleiden, Kerpen et Saffenbourg, Baroni in Lumpnis, Seranii-Castri, etc.* » (R. N., 6713, fol. 89 et 90).

A la mort de MARTIN EGIDII, son successeur PIERRE JANS fut nommé le 9 mars 1681 par l'abbé Benoît Mannaerts et le 20 mars par « *Maria Catharina Charlotta vidua comitissa a Marcka et Schleiden, nata comitissa de Wallenrod, baronissa de Lummay et de Castro Seranii, etc.* » (R. N., 6714, fol. 57).

Pierre Jans ou Janssen mourut en 1708. Déjà avant cette date l'église était desservie par ANTOINE VAN ELSTRACK, qui fut nommé curé le 15 juillet 1708 par l'abbé de Saint-Trond et par « *Nicolaus de Libouton, dominus temporalis pagi de Stevort Minoris, ammodiator terrae et baroniae de Lumpnis, nomine Ludovici Petri comitis de Marcka, baronis Lummensis et Serenensis* » (R. N., 6715, fol. 61).

Les mêmes nommèrent à la mort d'Antoine Van Elstrack, le 13 juillet 1711, PIERRE TRIMPENEERS (R. N., 6715, fol. 88).

Enfin à la mort de Pierre Trimpeneers en 1726, LÉONARD VAN DEN DWYE fut nommé le 11 octobre par Louis-Pierre, comte de la Marck et Schleiden, et baron de Lummen et de Seraing et le 2 décembre par l'abbé Maur Van der Heyden.



Il y avait dans l'église de Linckhout un autel dédié à la Sainte Vierge (1). Le 24 janvier 1676, devant Jacques Anceau, notaire à Diest, Martin Egidii, curé de Linckhout, résigna en faveur de GUILLAUME BOOGAERTS le bénéfice de Notre-Dame qui valait annuellement 80 florins. L'archidiacre donna l'institution le 27 fé-

(1) *Analectes*, t. II, p. 141.

vrier suivant (*I.*, n° 169, fol. 4). Le 7 avril 1677, Guillaume Boogaerts résigna son bénéfice en faveur de FERDINAND JOORIS (*I.*, n° 169, fol. 24).

XVII.

MELVEREN

[MERWELES (1107), MERGUELES, MERGUELIS, MUREGUELGES (1108), MERVELE (1135), MERVELES (1161), MERVLE, MERVLES (1178), MERWELE (1249), MERWELLE (1317), MERWEL, MERWILE (XIV^e siècle), MERVLT (1617), MELVEREN (1656)].

L'église de Molveren, près de Saint-Trond, anciennement dédiée à la Sainte Trinité, maintenant au Saint Sauveur (1), est une église paroissiale très ancienne. Rien n'empêche de rapprocher son érection de l'épiscopat d'Etienne qui, au commencement du x^e siècle, introduisit la fête de la Sainte Trinité au diocèse de Liège. Toujours est-il qu'on ne peut la faire postérieure à Notre-Dame de Saint-Trond qui remonte au moins au XI^e siècle. Sinon l'église de Molveren aurait été une église filiale de l'église Notre-Dame et les abbés de Saint-Trond en auraient eu non seulement le *patronat*, mais encore le *personat* et la perception de toute la dîme.

L'église de Molveren est déjà citée comme relevant de l'abbaye de Saint-Trond dans le diplôme de Pascal II en 1107 (2).

Le 24 septembre 1249, Conrad, archevêque de Cologne et légat du Saint-Siège, à la demande de l'abbé Guillaume, incorpora l'église de Molveren à l'abbaye de Saint-Trond. Cet acte fut approuvé le 27 décembre suivant par Henri, élu de Liège (3).

(1) Un acte de nomination de 1542 lui donne comme titre : la Sainte Trinité, mais les visites archidiaconales, à partir de 1624, placent l'église sous le vocable du Saint Sauveur.

(2) Pior, *op. cit.*, t. I, p. 31.

(3) *Ibidem*, pp. 245 et 248.

Cette incorporation ne devait avoir d'effet qu'à la mort du curé Libert de Comes, alors en fonctions. Mais le 30 juin 1252 l'abbé Guillaume de Ryckel reçut du curé la dime et toutes les terres de la cure de Melveren, moyennant une pension annuelle de 17 marcs liégeois. Le curé devrait pourvoir l'église d'un prêtre capable, auquel l'abbé paierait quatre muids de seigle et quatre muids d'orge (1).

(1) Voici cet acte que Piot a négligé de publier :

« Universis presentes litteras visuris, Wilhelmus, Dei gratia abbas,
» totusque conventus Sancti Trudonis. salutem et orationes in domino.
» Notum facimus universis quod nos omnem decimam, terram et prata
» et omnia jura quae dilectus noster Libertus de Comes, investitus eccle-
» siae parochialis de Merwele, ratione investiturae ipsius ecclesiae habet
» vel habere debet, ad firmam sive ad annuam pensionem recepimus pro
» xvii marcis leodiensibus, xx solidis pro qualibet marca computatis. De
» quibus medietatem in festo Natalis domini, aliam medietatem in media
» mayo scilicet in festo beati Servatii eidem quam diu vixerit et eccle-
» siam tenuerit persolvemus. Quidquid et investitus domino papae sive
» legatis, domino episcopo sive archidiacono solvere tenetur, nos pro
» ipso propter dictam summam pecuniae persolvemus, habita vero con-
» sideratione ad tempestates et casus fortuitos. Consuetudinem ecclesia-
» rum leodiensium debemus invicem observare. Praeterea dictus inves-
» titus de honesto sacerdote ipsi ecclesiae de nostro consilio providebit.
» Et si negligens vel culpabilis in aliquo inveniretur, ipsum, cum a nobis
» fuerit requisitum, amovebit et de alio secundum nostrum consilium
» providebit. Habebit autem dictus sacerdos pro sua prebenda oblationes
» altaris et 4 modios siliginis et 4 modios hordei, quos nos persolvemus
» eidem vel de tribus bonariis quae ad ipsius ecclesiae dotem pertinere
» noscuntur omnes proventus cum decimatione ejusdem terrae libere
» relinquimus. Si vero sacerdoti aliquid defuerit de beneficio competenti,
» investitus de suo tenebitur hoc supplere. Predictus autem investitus
» promisit haec omnia inviolabiliter observare. Testes : nos W. abbas
» predictus, Joannes monachus et capellanus noster, dominus Robertus
» decanus, magister R. canonicus Tungrensis, R. sacerdos de Merwele,
» Godefridus de Lobenheim, canonicus lossensis, Wilhelmus de Comes,
» pater praedicti investiti, Lambertus de Beche miles, Gerardus de Gel-
» minio, et quamplures alii. In quorum omnium testimonium et muni-
» men sigillis nostri et decani et magistri R. praedictorum, presentes
» litteras fecimus sigillare. Acta sunt haec apud Tungris in domo magis-
» tri R., praedicti, anno domini m.cc.l.ii, in crastino beatorum Petri et
» Pauli apostolorum. » *Cartulaire A* (Hasselt, 6678⁵), fol. 153, analysé
par J. PAQUAY. *Regesta de Renier, écolâtre de Tongres*, fol. 26. La charte
a été barrée par Guillaume de Ryckel après la mort de Libert de Comes,



La paroisse de Melveren, dont l'église avait rang d'*ecclesia integra*, ressortissait de l'archidiaconé de Hesbaye et du concile de Saint-Trond.

En 1643 et 1650 elle comptait trois cents communicants et quatre-vingt-dix familles (V., n° 6, fol. 7 et n° 8, fol. 19). Cette population s'était maintenue au commencement du XVIII^e siècle. Une visite archidiaconale de 1712 porte : « *Familiae sunt 85, communicantes* » 300 *comprehensis illis in Mervelen, in Roie, Cortenbosch, Casselaer, Nieuwenhoven, Bornedries, Kelsbeek, Metseren, etc.* » (V., n° 25, fol. 9). En 1701 cependant on ne renseigne que deux cents communicants et septante familles (V., n° 18, fol. 21 v°).

CURÉS.

Citons le nom de HEZELO, curé intrus, qui au début du XII^e siècle usurpa l'église de Melveren, chassa les curés nommés par les abbés et s'attribua toute la dîme, sous prétexte que les prélats lui avaient accordé l'église à perpétuité pour une rente de 5 sous (1).

Pour le XIII^e siècle Guillaume de Ryckel nous a laissé les noms de plusieurs curés (2).

LIBERT DE COMES est le nom de l'investi qui, en 1252, céda les revenus pastoraux à l'abbé. PETRUS a probablement administré la paroisse depuis 1252 jusqu'à la mort de Libert de Comes (3). Puis quand l'acte d'incorporation fut réalisé, l'abbé fit desservir la paroisse par des vicaires qui furent successivement REYNERUS (4), FRANCO et JOHANNES. Ce dernier était en fonctions en 1272.

(1) DE BORMAN, *op. cit.*, t. 1, p. 145.

(2) PIRENNE, *op. cit.*, pp. 71 et 72.

(3) Un personnage nommé Petrus, avec le titre d'*investitus de Merwele*, figure dans l'obituaire de l'abbaye au 24 mai.

(4) Un R., sacerdos de Merwele, assiste comme témoin à l'acte de 1252 cité ci-dessus.

Au milieu du XIV^e siècle la paroisse de Melveren avait comme curé JEAN, chanoine-coste de Saint-Pierre à Cortessem. Ce curé laissa le 1^{er} septembre 1349 à l'abbaye dix-sept verges de terre et une rente annuelle d'un muid de seigle et de 15 vieux gros. Ce legs fut approuvé par l'official de Liège le 17 janvier 1350. Plus tard, le 24 mars 1394, le pitancier Jean de Léau fit encore lire ce testament devant les chanoines de Cortessem et leur doyen Guillaume dit Brauwer (1).

En 1477 un registre archidiaconal indique comme curé GÉRARD DE HELMONT se faisant remplacer par Henri Tsoers (2) (*I.*, n° 1, fol. 6 v°).

Le 12 décembre 1499, le prévôt de Saint-Trond, Arnould de Domo, délégué de l'abbé, conféra la cure de Melveren à GAUTIER ADRIANI, en remplacement de PIERRE DE HORN qui avait démissionné. Le nouveau curé ne resta pas longtemps en fonctions : déjà le 10 mars suivant il résigna en faveur de SERVAIS DE PRATO (*I.*, n° 5, fol. 109).

Vers cette époque on construisit la tour de l'église. Un acte du 1^{er} octobre 1512 nous apprend, en effet, que l'abbé de Saint-Trond avait avancé à Jean de Mettecoven certaines sommes « *aen den bouwe van den » toren van Melwere* (3). »

En 1521 JEAN DE STOCKHEM était curé (*I.*, n° 9, fol. 9). A la mort de celui-ci l'abbé nomma, par acte daté de Louvain le 15 juin 1528, CHRISTOPHE DE WAILLY, prêtre du diocèse de Tournai (*R. N.*, 6708, fol. 297), qui résigna quatre années après et fut remplacé le 12 avril 1532 par NICOLAS PYLS (4) (*R. N.*, 6708, fol. 343).

(1) *Registrum stipale A* (Hasselt, 66787), fol. 244 v° et 245.

(2) Ce Henri Tsoers figure comme « *desservitor ecclesiae de Merwele* » dans un acte du 2 mars 1475 (Piot, *op. cit.*, t. II, p. 372).

(3) *Registrum stipale A* (Hasselt, 66787), fol. 103 v°.

(4) Nicolas Pyls avait été auparavant curé de Saint-Nicolas à Saint-Trond.

Ce dernier fit le 1^{er} avril 1542 une permutation canonique avec HERMAN DE METTECOVEN, recteur de l'autel de la Sainte Vierge dans l'église de Meveren (*R. N.*, 6708, feuille détachée).

Tous ces curés depuis 1499 avaient été absents. Pendant ce temps, c'est-à-dire pendant plus d'un demi-siècle (1499-1550), la paroisse fut administrée par Lambert Neven (*I.*, n° 5, fol. 28 et n° 25, fol. 32).

A la mort de Herman de Mettecoven, qui fut doyen du concile, la cure fut conférée le 29 décembre 1560 à CHRÉTIEN DE SCHOER (*I.*, n° 34, fol. 123).

Celui-ci résigna le 10 juin 1566 en faveur de MICHEL RETHY (*R. N.*, 6709, fol. 265 et *I.*, n° 40, fol. 110). Ce curé s'appelait aussi MICHEL FULLONIUS ou TWOLDERS.

Lors de la visite archidiaconale du 21 août 1624, le curé Guillaume Princen produisit un acte du 18 décembre 1576, par lequel le curé Michel Twolders de Rhety donnait en bail à un habitant de Meveren, Renier Crops, la maison pastorale et toutes les terres appartenant à la cure (*V.*, n° 2, fol. 84).

Michel Rethy mourut en 1577; le 10 janvier 1579 la paroisse fut confiée à JEAN STASSYNS, sous-diacre (*I.*, n° 50, fol. 124). Celui-ci, devenu chanoine de Saint-Pierre à Liège, démissionna en 1586 en faveur d'ARNOUL HUSTIN, nommé le 16 juin de cette année (*I.*, n° 59, fol. 65).

Après avoir desservi l'église pendant trente-deux années, Arnoul Hustin permuta le 1^{er} avril 1617 avec HUBERT DIONISII, recteur de l'autel de la Sainte Vierge dans l'église de Houtain-l'Evêque (*R. N.*, 6709, fol. 46 et *I.*, n° 75, fol. 159).

Celui-ci permuta à son tour le 8 février 1620 avec GUILLAUME PRINCEN, curé de Buvingen (*R. N.*, 6709, fol. 57 et *I.*, n° 76, fol. 164), qui se présenta à l'examen diocésain et fut admis le 11 février (1).

(1) *Concours diocésains* (évêché de Liège, D. 1), fol. 207.

Le 21 avril 1624 ce curé se plaignit à l'archidiacre de ce qu'une certaine demoiselle Van Oost (*domicella de Oost*) avait, de sa propre autorité, fait placer une balustrade au milieu de l'église afin d'avoir une place séparée. Les fidèles devaient rester en arrière et monter à l'étage sous la tour pour voir le prêtre à l'autel. Un autre banc particulier avait été placé au chœur et fixé solidement sur la pierre, au point qu'il était difficile au prêtre d'arriver au tabernacle du Saint Sacrement (*V.*, n° 2, fol. 86).

En 1625 la cure devint vacante par la résignation de Guillaume Princen (*I.*, n° 81, fol. 36). GODEFROID GOEMANS se présenta seul au concours diocésain et fut admis le 27 mai (1). A sa mort l'abbé nomma le 29 août 1656 JEAN MAESBROECQ (2), licencié en théologie (*R. N.*, 6712, fol. 155).

Ce dernier eut probablement comme successeur GISBERT VAN ENTBROUCK, nommé par provision apostolique le 14 juin 1568 (*I.*, n° 112, fol. 29) et qui mourut le 17 septembre 1693. A sa place l'abbé, par acte daté de Helchteren le 21 septembre, nomma JEAN VAN HENGEL (*R. N.*, 6714, fol. 165).

Déjà en 1712 celui-ci était remplacé par PIERRE MENTEN, « *provisus via Romana per permutationem* » (*V.*, n° 25, fol. 9).

En 1738 LAMBERT CEULEERS, curé de Molveren, demanda à conserver les vieilles planches quand l'abbé ferait renouveler le plafond de la nef de l'église (3).

Au milieu du même siècle la paroisse de Molveren était administrée par GISBERT SNIEVAERS, bachelier en

(1) *Concours diocésains* (évêché de Liège, D. 1), fol. 268. Ce curé assiste comme témoin à un acte du 9 septembre 1653 (STRAVEN, *Inventaire des archives de Saint-Trond*, t. IV, p. 78).

(2) Il figure dans l'obituaire de l'abbaye au 14 avril. « *Johannes Van Maesburgh, S. T. L., pastor in Mervelen qui plures libros nobis donavit.* »

(3) *Registrum supplicarum* (Hasselt, n° 6704, fol. 146).

théologie de l'Université de Louvain, ancien lecteur de théologie à l'abbaye et doyen du concile de Saint-Trond. En 1755, le 11 août, lors de la translation des reliques des saints Trudon et Eucher, il prêcha dans l'église abbatiale, « *magna cum facundia et energia*. »

Il eut encore le même honneur en 1757, lors du onzième centenaire de la dédicace du temple de saint Trudon (1).

C'est vers cette époque que l'on commença la construction de la nouvelle église paroissiale, comme le montrent les armoiries de l'abbé Joseph Van Herck (1751-1780) que l'on voit au-dessus de la porte d'entrée.

L'église fut consacrée en l'honneur du Saint Sauveur le 5 mai 1770 par Charles-Alexandre, comte impérial d'Arberg-Vallengin, évêque d'Amyzon, suffragant du prince-évêque Charles d'Oultremont (2).

En 1769 et 1770, il adresse encore une série de suppliques à l'abbé, pour empêcher le magistrat de Saint-Trond de mettre en location le pâturage public d'Engelbampt, dont les habitants de Melveren avaient joui de tout temps (3).

TILMAN VAN DEN HOVE était curé en 1794 (I.,

(1) *Actes capitulaires, etc.* (Hasselt, n° 6699, fol. 263 et 273).

(2) Quand en 1907 cette église fut agrandie par les soins du curé actuel M. S. Bouveroux, on trouva dans le maître-autel un parchemin faisant foi de cette consécration : « 1770 die quinta mensis maii Ego Carolus » Alexander S. R. I. comes ab Arberg et Vallengin, episcopus Amyzonensis, et suffraganeus Leodiensis, consecravi ecclesiam et altare hoc » in honorem Sancti Salvatoris et reliquias sanctorum martyrum Illuminati et Laurenti in eo inclusi et singulis Christi fidelibus hodie unum » annum, et in die anniversario consecrationis hujusmodi ipsam visitantibus quadraginta dies de vera indulgentia in forma ecclesiae consueta » concessi. » Le nouveau maître-autel fut consacré le 7 août 1907 par M^{re} Rutten, évêque de Liège, et dédié au Sauveur. Ainsi l'église de Melveren, après avoir été placée indûment vers 1840 sous le patronage de saint Alphonse, a retrouvé, sinon son titre primitif, du moins le vocable qu'elle avait vénéré pendant près de trois siècles.

(3) *Registrum supplicarum* (Hasselt, n° 6706, fol. 1 et suiv.).

n° 120, fol. 172); il fut condamné à la déportation par le Directoire exécutif le 4 novembre 1798 (1).

AUTELS.

En 1477 il y avait dans l'église de Molveren trois autels dont deux étaient dédiés à la Sainte Vierge et le troisième à saint Georges.

Dans la suite, mais avant 1558 (2), fut fondé un nouvel autel en l'honneur de la Sainte Vierge, appelé *Altare Mariae minoris*. Celui-ci porta dans la suite le nom d'*Altare Ter Kelen*, parce que la famille de ce nom en était le collateur. Dès la fin du xvi^e siècle, les registres archidiaconaux confondent ces différents autels entre eux. Longtemps on mentionne un autel de saint Sébastien, qu'en fin de compte on déclare ne pas exister (*I.*, n° 110, fol. 4). L'autel de la Sainte Vierge est appelé autel de sainte Anne, la première fondation est confondue avec la chapelle d'Elsbroeck, et l'*Altare B. M. V. minoris*, porte le nom d'*Altare B. M. V. majoris* (*I.*, n° 118, fol. 123). Il en résulte que les attributions des recteurs ne peuvent pas être déterminées avec une entière certitude.

L'autel de la Sainte Vierge, avec sa double fondation, était situé près du maître-autel du côté de l'Épître (*V.*, n° 8, fol. 19 et n° 18, fol. 21).

Comme recteurs de cet autel (3), nous avons trouvé :

I. Première fondation. JEAN PRINSSE en 1504 (*I.*, n° 7, fol. 11).

GAUTIER COENEN résignant le 11 avril 1523 en faveur d'ARNOUL PRINCEN (*I.*, n° 10, fol. 96).

HERMAN DE METTECOVEN, échangeant en 1542 son

(1) DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté*, 1725-1852, t. IV, p. 157.

(2) *Analectes*, t. I, p. 450.

(3) Ces recteurs, tenus à une messe par quinzaine pour la première fondation et à une messe hebdomadaire pour la seconde, étaient nommés par les curés.

bénéfice contre la cure de Melveren, occupée par NICOLAS PYLS (*R. N.*, 6708, feuille détachée).

Celui-ci, devenu doyen de Notre-Dame, démissionna le 8 juin 1551 en faveur de son neveu NICOLAS PYLS (*I.*, n° 25, fol. 113).

SERVAIS SERVATII succéda le 16 juin 1569 à Nicolas Pyls et résigna le même jour en faveur de HENRI DE MOLENDINO (*I.*, n° 43, fol. 117).

Celui-ci eut comme successeur en 1606 JEAN DE MOLENDINO (*I.*, n° 71, fol. 15), peut-être le même que JEAN GHERINX qui, le 15 novembre 1609, céda le bénéfice à JEAN CATHAGEN (*I.*, n° 72, fol. 43).

Le 23 août 1624 ce dernier démissionna en faveur d'ANDRÉ DE CORSWAREM, curé de Looz (*I.*, n° 81, fol. 26), qui à sa mort fut remplacé le 12 décembre 1625 par CHRÉTIEN VANNES (*I.*, n° 82, fol. 26).

En 1634, le 1^{er} février, des lettres d'institution furent délivrées à ANTOINE VANNES (*I.*, n° 91, fol. 17), qui était encore en fonctions en 1656 (*V.*, n° 8, fol. 19). Peu de temps après le bénéfice fut incorporé à la cure (*V.*, n° 15, fol. 9 v°).

II. Deuxième fondation. Les registres archidiaconaux mentionnent comme recteurs de cet autel en 1606 GUILLAUME GROETHEN (*I.*, n° 17, fol. 15) qui, le 6 décembre 1623, fut remplacé par HENRI DORMAEL, chanoine de Saint-Pierre à Liège, puis HUBERT DORMAEL en 1650 et GILLES FRAIKIN, nommé par provision apostolique le 21 décembre 1669 (*I.*, n° 107, fol. 4 et n° 112, fol. 41). Celui-ci eut comme successeur MARTIN REYNAERTS, nommé par l'abbé le 15 février 1695 (*R. N.*, 6714, fol. 186), qui était encore en possession en 1701 (*V.*, n° 18, fol. 21 v°).

Du côté de l'Evangile s'élevait l'autre autel consacré à la Sainte Vierge. Il était à la collation de la famille Ter Kelen en 1624 (*V.*, n° 2, fol. 84), et du seigneur de Rummen en 1650 (*V.*, n° 8, fol. 19). La visite archi-

diaconale de 1680 nous apprend que les bénéficiers étaient jadis nommés par le baron de Chevetogne, mais à cette époque le droit de collation revenait au comte d'Aspremont-Lynden de Crèvecœur (*V.*, n° 15, fol. 9). Le recteur était tenu à une messe par quinzaine.

Comme bénéficiers nous avons trouvé NICOLAS PYLS en 1550 (*I.*, n° 25, fol. 32), puis LAMBERT NEVEN avant 1557. A la mort de celui-ci, il y eut deux nominations sans effet en faveur d'Alexandre Symons (*I.*, n° 31, fol. 117) et de Michel Costermans (*I.*, n° 44, fol. 121).

Le 4 mars 1574 PIERRE DE HORN résigna en faveur de HENRI DE HORN (*I.*, n° 47, fol. 114), qui le 30 avril 1677 céda le bénéfice à MICHEL DE DORMAEL (*I.*, n° 49, fol. 116). A ce dernier succéda LAURENT DE DORMAEL le 27 février 1588 (*I.*, n° 61, fol. 125).

JEAN DE HEERS est cité en 1611 (*I.*, n° 73, fol. 125). Le 4 juin 1614 il fut remplacé par BERNARD HUSTIN (*I.*, n° 74, fol. 147), encore mentionné en 1643 (*I.*, n° 100, fol. 6). FERDINAND NICOLAI lui succéda avant 1649 (*I.*, n° 104, fol. 5). ARNOULD LYCOPS, cité en 1680 (*V.*, n° 15, fol. 9), fut remplacé le 24 février 1691 par DENIS CARTUYVELS, chapelain en l'église Notre-Dame à Saint-Trond (*I.*, n° 118, fol. 123). Dans la suite, les visites archidiaconales renseignent encore JEAN CROULS en 1701 et N. BAETEN en 1712 (*V.*, n° 18, fol. 21 et n° 25, fol. 9).

Enfin un troisième autel consacré à saint Georges et saint Christophe se trouvait à droite dans la nef de l'église. En 1609 il était à la collation d'Adrien de Rhede, seigneur de Hasvelt; en 1650 le recteur était nommé par le seigneur de Heurne (*V. A.*, 1650), en 1701 par Catherine de Rhede, baronne de Taviers (*V. A.*, 1701). Le bénéfice obligeait à deux messes par semaine.

EUSTACHE LADUYNs était recteur en 1478 (*I.*, n° 2, fol. 13).

Le 12 décembre 1524 ARNOUL SCHELLENS succéda à GUILLAUME HILVERSUM *alias* MACHS (*I.*, n° 12, fol. 93). A la mort d'Arnoul Schellens, en 1552, le bénéfice fut conféré à JEAN DE DURAS, qui eut comme successeur en 1577 JEAN STASSYNS, S. U. L., chanoine de Saint-Jean à Liège (*I.*, n° 27, fol. 122 et n° 50 fol. 119).

Celui-ci fut remplacé en 1585 par ARNOUL DE SANCTO STEPHANO (*I.*, n° 58, fol. 131). De 1592 à 1609 nous avons trouvé comme recteur GÉRARD DE RHEDE, qui le 21 juin 1610 résigna en faveur d'ADRIEN BRUNS (*I.*, n° 64, fol. 10 et n° 72, fol. 106).

Quand celui-ci mourut en 1616 le bénéfice fut conféré le 14 mars à DANIEL BRUNS (*I.*, n° 75, fol. 76 v°), qui le 11 février 1620 résigna en faveur d'ARNOUL TAGEN (*I.*, n° 77, fol. 421).

Ce dernier fut remplacé le 14 janvier 1658 par CONSTANT STILLERS, chanoine de Saint-Barthélemi à Liège, qui possédait encore le bénéfice en 1701 (*I.*, n° 112, fol. 32 et *V.*, n° 18, fol. 21).

XVIII.

MIELEN-SUR-AELST

[MILE (1107), MILEN (1139), MILES (1161), MYELES (1163), MIELES (1178), MYLEN (1213), MIELEN SUPRA AELST (1529)].

L'église paroissiale de Mielen-sur-Aelst, dédiée à saint Saturnin, évêque-martyr, est déjà citée comme appartenant à l'abbaye de Saint-Trond en 1107 (1).

Alexandre, prévôt et archidiacre de Liège, à la demande de l'abbé Wiric, incorpora en 1161 cette église à l'abbaye. L'abbé devait y placer un prêtre capable pour desservir l'église et payer les droits ordinaires à l'évêque et à l'archidiacre (2).

Cet acte fut confirmé en 1163 par Henri, évêque de

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 31.

(2) *Ibidem*, p. 104.

Liège (1) et en 1171 par son successeur Raoul de Zaehringen (2).

Le chœur actuel de l'église, en style gothique, fut achevé au milieu du xvi^e siècle. Le 8 juin 1540, l'abbé de Saint-Trond s'engagea à terminer et à voûter le chœur « *naert vervolgen des oudt fondaments dat daer nouw* » *en over langhe staende is, nae dat uytwysen ende* » *ordinantie des patroons daertoe germaeckt synde.* » Il devait payer les pierres de Sichen et les briques ainsi que les fenêtres vitrées. Les mambours de l'église intervinrent dans ce travail pour une somme de 400 florins *karolus* (3).

L'église ressortissait de l'archidiaconé de Hesbaye et du concile de Saint-Trond. En 1613 elle est mentionnée comme *ecclesia integra* (V., n° 1, fol. 201). En 1624, 1650 et 1702 on l'appelle *ecclesia media* (V., n° 2, fol. 16; n° 8, fol. 55 et n° 25, fol. 25), tandis que les actes de nomination de 1729 et 1735 la qualifient simplement de *quarta capella* (R. N., 6715, fol. 291 et 350).

La paroisse comptait en 1650 deux cents communicants (V., n° 8, fol. 55). En 1701 il y avait trente-neuf familles et en outre trois familles au village voisin de Bouckhout avec cent quarante-cinq communicants « *non* » *comprehensis illis in Bouckhout qui de licentia pas-* » *toris ibidem communicaverunt* » (V., n° 18, fol. 70).

CURÉS.

Pour les années comprises entre 1254 et 1272, l'abbé Guillaume de Ryckel donne quatre noms de curés ou

(1) Piot, *op. cit.*, t. I, p. 105.

(2) *Ibidem*, p. 118. Un vidimus de ces chartes fut délivré à l'abbé Guillaume de Bruxelles par Jean Salmon, prévôt de Notre-Dame à Dinant, le 3 septembre 1517 : « *Datum Lovanii, Leod. dioc. in domo habitationis* » *R. D. Gulielmi de Bruxella, sita supra Biest, in camera convivii* » *ibidem.* » *Registrum stipale A* (Hasselt, 66787, fol. 128 v°).

(3) Reg. n° 6964, fol. 14.

vicaires perpétuels : RITSARDUS, REYNERUS, ROTARDUS et NICOLAUS (1).

En 1294 RENIER, curé de Mielen, fut envoyé avec son confrère d'Aelst auprès de l'official de Liège, afin que, conformément aux lettres de plusieurs Souverains Pontifes, l'interdit lancé sur le comté de Looz ne pesât point sur les villages appartenant à l'abbaye de Saint-Trond (2).

JEAN DE HAMME, curé de Mielen, reçut, le 30 août 1412, ordre de l'archidiacre de proclamer que le moine pitancier, Gérard de Bautershoven, voulait donner en emphythéose perpétuelle une ferme située à Mielen (3).

Le 6 novembre 1477, alors que la cure était devenue vacante par la mort de PHILIPPE DE HEZE, l'abbé Arnould de Beeringen présenta au même poste MICHEL DE ROTTERDAM (*I.*, n° 1, fol. 63).

En 1499 GÉRARD DE SCALCHOVEN est mentionné comme curé (*I.*, n° 5, fol. 2). Celui-ci obtint en 1504 (4) la permission de desservir en même temps l'église de Gelinden (*I.*, n° 7, fol. 23).

LAMBERT BOLLIS, curé en 1527, demanda à prendre Gilles Straven comme coadjuteur (*I.*, n° 15, fol. 25). Il résigna en 1528 et fut remplacé le 2 janvier 1529 par JEAN ARNOLDI (*R. N.*, 6708, fol. 317). Déjà en 1541 Jean Arnoldi avait comme successeur JEAN DE THENIS *alias* WALCOURT, étudiant en théologie à Louvain ; Lambert Smets (*Fabri*) remplissait alors les fonctions pastorales (*I.*, n° 19, fol. 8 et 63).

Le 7 juillet 1547 Jean de Thenis, maître ès arts, démissionna ; l'abbé lui donna comme successeur JEAN HOETS ou HUTZ (*R. N.*, 6708, fol. 417). A la mort de

(1) PIRENNE, *op. cit.*, p. 71.

(2) PIOT, *op. cit.*, p. 396.

(3) *Registrum stipale A* (Hasselt, 66787), fol. 250.

(4) La même année il reçoit sept muids de seigle et sept muids d'orge des décimateurs de Mielen (reg. n° 6963, fol. 77).

celui-ci, en 1577, la cure fut conférée à GILLES EPISCOPI *alias* TIMMERMANS (*I.*, n° 34, fol. 123).

Gilles Timmermans résigna en 1577 et le 22 octobre l'abbé nomma à sa place SIMON DE HORNE, curé de Marlinne (*R. N.*, 6709, fol. 279 et *I.*, n° 50, fol. 114).

Le nouveau curé démissionna l'année suivante. ARNOUL DE VIVARIO lui succéda le 9 juin et gouverna la paroisse jusqu'en 1596 (*R. N.*, 6709, fol. 280 et *I.*, n° 50, fol. 121). Cette année il résigna sa cure en faveur de JACQUES GERMEYS (*I.*, n° 65, fol. 18).

Celui-ci permuta le 9 juin 1608 avec ARNOUL WIERTZ ou SWEERTS, recteur de l'autel de Saint-Nicolas dans l'église de Kerkom (*R. N.*, 6709, fol. 35), qui se présenta à l'examen diocésain et fut admis le 12 juin (1).

A la mort d'Arnoul Sweerts la cure fut conférée, le 11 août 1625, à ROBIN PUELINX (*I.*, n° 82, fol. 23). Celui-ci mourut en 1626 et fut remplacé le 26 septembre par PIERRE PÉTRI ou PÉTERS (*R. N.*, 6709, fol. 69 et *I.*, n° 83, fol. 24). Celui-ci administrait encore la paroisse en 1650 (*V.*, n° 8, fol. 55).

La cure était vacante vers 1682. Un certain JEAN WAUTERS l'avait obtenue par lettres apostoliques, mais n'en avait pas encore pris possession. L'abbé Benoît Mannaerts supplia alors le pape Innocent XI de bien vouloir l'accorder à DENIS CARTUYVELS, curé de Bevingen; la prière de l'abbé fut exaucée (*R. N.*, 6714, fol. 73).

Denis Cartuyvels résigna en 1703. L'abbé nomma, par acte daté de Liège le 24 avril, MARTIN VAN DER ENGELÉN, religieux de l'abbaye de Saint-Trond. Une pension de 50 impériaux devait être payée à l'ancien curé. Martin Van der Engelen s'engagea sous serment à porter toujours l'habit religieux, à rendre régulièrement ses comptes avant le jeudi saint, à résigner

(1) *Concours diocésains* (évêché de Liège, D. 1), fol. 122.

sa cure chaque année, sauf contre-ordre de l'abbé, à recevoir la communion pascalle des mains du prélat et à rentrer à l'abbaye dès qu'il serait rappelé (*R. N.*, 6714, fol. 240 à 243).

Martin Van der Engelen mourut le 29 juillet 1729. L'abbé lui donna le 1^{er} septembre comme successeur GILLES WANTEN (*R. N.*, 6715, fol. 291).

A la mort de celui-ci, le 6 mars 1735, la cure fut conférée le 6 mai suivant à JACQUES COLLINET (*R. N.*, 6715, fol. 350).

JEAN BECKERS de Borlo était curé depuis 1793 (*I.*, n° 120, fol. 172). Il fut arrêté par ordre du Directoire exécutif le 5 janvier 1799 et mis sous surveillance le 12 mars suivant (1).

AUTEL DE LA SAINTE VIERGE.

Comme recteurs de cet autel (2) nous avons trouvé : en 1477 JEAN SCHUTT, se faisant remplacer par André Houterloos (*I.*, n° 1, fol. 7 v°) ; en 1499 JACQUES ZEBOTS, receveur de l'archidiaconie de Campine (*I.*, n° 5, fol. 11). GILLES STRAVEN, cité déjà en 1532 (*I.*, n° 16, fol. 7), mourut en 1550 et fut remplacé par SERVAIS COENENS (*I.*, n° 25, fol. 106). Celui-ci laissa à sa mort, en 1557, la place à ARNOUL BAUWENS (*I.*, n° 32, fol. 114).

A la mort d'Arnoul Bauwens, en 1578, le bénéfice fut conféré à JEAN DE VIVARIO, qui le garda au moins jusqu'en 1623 (*I.*, n° 51, fol. 112 et n° 80, fol. 9).

Une visite archidiaconale de 1613 indique comme recteur « *filius Bassi Sancti Johannis* » (*V.*, n° 1, fol. 201). En 1624 JEAN CAUWENBERCH, curé de Heers, était recteur de l'autel (*V.*, n° 2, fol. 16).

(1) DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté*, 1724-1852, t. IV, p. 150.

(2) Les recteurs de cet autel étaient nommés par le curé.

Avant 1639 l'autel se trouvait incorporé à la cure (I., n° 96, fol. 4).

En 1624 il y avait un second autel en l'honneur de saint Saturnin, où l'on disait une messe hebdomadaire. C'était non un bénéfice, mais un office dont le curé était chargé. De plus, le prédécesseur du curé Denis Cartuyvels avait fondé, pour les dimanches et fêtes, une messe du Saint Sacrement avec les litanies de la Sainte Vierge (V., n° 2, fol. 16 et n° 15, fol. 15).

XIX.

NEERPELT

[PELTA (1107), PELTE, PALTE, PELTAE (1108), PEILTE (XIV^e siècle), NEDERPEELT (1364). PEELT INFERIOR (1558)].

Il y avait, déjà au commencement du XII^e siècle, à Pelt une église (1); elle relevait de l'abbaye de Saint-Trond (2). Cependant il est probable qu'elle n'était pas encore à cette époque église paroissiale; elle ne figure pas, en effet, parmi les églises paroissiales énumérées dans le diplôme de Pascal II de 1107 (3). S'il est vrai, comme nous le pensons, que les diplômes pontificaux de 1107 et 1178 ne mentionnent que des églises paroissiales, il faudra même conclure que Neerpelt n'est devenu paroisse qu'au XIII^e siècle (4).

En 1711 le curé Michel Exelmans considérait l'église de Woensel (5), quoique distante de cinq lieues, comme église mère de Neerpelt, mais son successeur en 1726

(1) Il est probable qu'à cette époque il n'y avait pas encore d'église à Overpelt; en effet, la bulle d'Adrien IV, confirmant les possessions de l'abbaye de Floreffe, n'attribue à celle-ci en 1155 que l'*alleu* et la *cense* d'Overpelt (Cf. BARBIER, *Histoire de l'abbaye de Floreffe*, p. 48).

(2) DE BORMAN, *op cit.*, t. I, p. 236.

(3) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 31.

(4) Guillaume de Ryckel (PIRENNE, *op. cit.*, p. 72) mentionne en 1254 l'église de Pelte (= Nederpelt) parmi celles qui ont un *investitus*.

(5) Cette église cependant avait saint Pierre comme titulaire.

déclarait ne rien savoir à ce sujet (*V.*, n° 37, fol. 26 et n° 38, fol. 89).

La cure fut incorporée au petit séminaire de Saint-Trond le 19 avril 1589 (1).

L'église avait comme patron saint Nicolas. Elle appartenait à l'archidiaconé de Campine et releva du concile de Woensel jusqu'en 1559, puis du concile de Beeringen.

Les visites archidiaconales renseignent six cents communiant en 1654 et sept cents en 1711 (*V.*, n° 34, fol. 40 et n° 37, fol. 26).

CURÉS.

Au milieu du XIII^e siècle (au moins de 1254 à 1272), la paroisse était administrée par WALTERUS (2).

Après celui-ci, mais avant le milieu du XIV^e siècle, vient HENRI EUWERKENCH, dont le nom figure dans l'obituaire de l'abbaye (3).

Au XV^e siècle les registres archidiaconaux mentionnent comme curés, en 1405 NICOLAS DE VOREUX, chanoine de Saint-Denis à Liège (*I.*, n° 122, fol. 18), en 1421 et 1427 WALIANUS DE RYCKEL, qui se faisait remplacer par Godefroid Fosse (*I.*, n° 125, fol. 32 v° et n° 126, fol. 34 v°), en 1436 et en 1438 JORDAN DE GELDROP (*I.*, n° 127, fol. 33 et n° 128, fol. 28), puis JORDAN DE BAEST de 1441 à 1469 (*I.*, n° 129, fol. 34 et n° 139, fol. 31 v°). JEAN DE MERBAYS, chanoine de Liège, est cité en 1477 (*I.*, n° 146, fol. 48 v°) et ANTOINE DE BERGHE en 1500 (*I.*, n° 151, fol. 39). Celui-ci laissa la cure à son parent MAXIMILIEN DE BERGHE, déjà cité en 1553 (*I.*, n° 156, fol. 27), qui devint évêque de Cambrai et qui mourut en 1570 (4).

(1) DARIS, *Notices sur les églises*, t. I, p. 59.

(2) PIRENNE, *op. cit.*, p. 72.

(3) 24 juin : « *Ob. Henricus [Euwerkenth], investitus de Peille, pro quo habemus 30 vasa siliginis.* »

(4) Cf. *Gallia Christiana*, t. III, col. 55.

A sa place l'abbé Christophe de Blocquerie présenta le 9 septembre 1570, puis une seconde fois le 25 avril 1572, un parent, ERASME DE BLOCQUERIE (*R. N.*, 6709, fol. 303 (1)).

Celui-ci mourut en avril 1575. A sa place fut nommé le 4 juin GODEFROID DE BOCHOLT, chanoine de Saint-Jean à Liège. Cette présentation fut faite dans la maison de Corneille Hoeydts, desservant ou vicaire perpétuel de Neerpelt (*R. N.*, 6709, fol. 306) (2).

JEAN CHRISTIANI fut probablement son successeur (3) ; il était curé de Neerpelt lors de l'incorporation de l'église au séminaire de Saint-Trond en 1589 (4).

Au commencement du XVII^e siècle, nous avons trouvé comme curé GUILLAUME PASSERCULI, qui fut remplacé le 4 août 1605 par JACQUES BALDUINI (*Baudewijns*) de Boxel. La présentation fut faite par l'abbé Léonard Betten, Erasme Andries, doyen de Notre-Dame, Hubert Germeys, prieur de l'abbaye et Jean Willems, pléban de Notre-Dame, comme proviseurs du séminaire. Les lettres d'institution furent délivrées par Georges Spirinx *alias* Huncters, curé de Beeringen et doyen du concile (*R. N.*, 6709, fol. 291).

Jacques Baudewijns démissionna le 27 décembre 1622 ; l'abbé Hubert Germeys lui donna le 29 décembre comme successeur ARNOUL CREMERS, maître ès arts (*R. N.*, 6709, fol. 309) (5).

Celui-ci mourut en 1673. Il fut remplacé par MICHEL EXELMANS, ancien curé de Berbroeck, qui fut

(1) En marge se trouvait : « *extractum e registro decanatus Beringensis*, » fol. 66.

(2) *Idem* : « *extractum e registro decanatus Beringensis*, » fol. 76 v^o.

(3) Il était chanoine et chantre de Saint-Martin à Liège. D'après un manuscrit des Archives de l'Etat à Liège (n^o 1396, fol. 98), Jean Christiani fut nommé curé en 1578 par lettres impériales de Maximilien II. Selon cette note, il était le successeur direct de Maximilien de Berghe.

(4) DARIS, *Notices*, t. I, p. 66.

(5) En marge se trouvait : « *Copia ex archiviis decanatus Beringensis*, »

installé le 13 juin par André Van Outgaerden, curé de Hamont et doyen du concile de Beeringen (*R. N.*, 6713, fol. 240).

Il fut élu doyen du concile le 20 mai 1699. Le synode se tint à cette occasion dans l'église de Peer. Le curé de Lummen, assisté du curé de Beeringen comme diacre et du curé de Zeelhem comme sous-diacre, chanta la messe, tandis que le curé de Helchteren prononça le sermon (*V.*, n° 36, fol. 40).

A la mort de Michel d'Exelmans en 1720 (1), l'abbé par acte daté de Nieuwenhoven le 18 octobre, nomma HENRI KNUYSEN (*R. N.*, 6715, fol. 195).

Celui-ci est encore cité dans les visites archidiaconales du 10 octobre 1726. Le 24 septembre 1744 il fut élu doyen du concile de Beeringen (2).

(1) Comme doyen du concile Michel Exelmans fut remplacé par Michel-Joseph Vlecken, curé de Beeringen. Son élection eut lieu à Beeringen le 28 mars 1724; y prirent part : Gautier Neven, curé de Helchteren, Michel-Frédéric de Borman, curé de Meldert, Gisbert Michiels de Lille-Saint-Hubert, Jean Langens de Quaetmechelen, Pierre Tielens d'Exel, Guillaume Van Dommelen de Wychmael, François Mannaers de Zeelhem, Jean Notelaers de Pael, Aurelius Van Pelt de Coursel, Vincent Paelmans de Tessenderloo, Gérard Gelsen de Petit-Brogel, Mathieu Willems de Zolder, Jean Baten de Grand-Brogel, Jean-Dominique Theunissen d'Achel, Jean Van Weddingen de Viversel, Philippe-Laurent Boels de Peer, Emmanuel de Rodier d'Overpelt, Henri Knuysen de Neerpelt, Henri Henrotay de Houthalen, Michel-Joseph Vlecken de Beeringen, Martin Conraets d'Oostham, Antoine Loeff de Luycksgestel, Jean Ghoois de Heusden, Henri Honné de Beverloo, François Coemans de Hechtel. Seul le curé de Hamont était absent. Les vicaires de Beeringen, Arnoul de Melbeek et Jordan-Michel Loyens, assistèrent comme témoins (Archives du Grand-Séminaire de Liège).

(2) L'élection eut lieu dans l'église de Peer; y prirent part : Nival, curé d'Achel, Vangestel de Hamont, Demy de Lille-Saint-Hubert, Gelsen de Petit-Brogel, Hollanders de Grand-Brogel, Lansmans de Peer, Mariens de Wychmael, Coemans de Hechtel, Froyenhoven de Helchteren, De Ramires de Houthaalen, Vandendwyde de Zolder, Goos de Heusden, Wilsens de Viversel, Vlecken de Lummen, Leenaers de Zeelhem, Janssen de Meldert, Mathey de Tessenderloo, Conrard d'Oostham, Convents de Beverloo, Van Hautvent de Pael, Vandebrouck de Beeringen, Gentis de Coursel, Lijnen d'Exel, Derodier d'Overpelt, Gilles de Luycksgestel, Knuysen de Neerpelt (Archives du Grand-Séminaire de Liège).

ANTOINE GYBELS était curé depuis 1760. Il fut condamné à la déportation par le Directoire exécutif le 14 novembre 1791 (1).

AUTELS.

En 1558 il y avait dans l'église de Neerpelt six bénéfices : la vicairie, l'autel de la Sainte Vierge, les chapelles de saint Willibrord et de saint Léonard, l'autel des saints Nicolas et Sébastien et la *matricularia* ou office de sacristain (2).

La visite archidiaconale de 1646 mentionne trois autels. Celui de la sainte Croix et de sainte Lucie, situé devant le chœur et incorporé à la cure ; celui de saint Nicolas et de saint Sébastien et le troisième sous l'invocation de la Sainte Vierge, uni au bénéfice de saint Willibrord dans la chapelle de Herent (V., n° 34, fol. 15).

a) L'autel de la Sainte Vierge, déjà cité en 1408, avait comme recteur en 1427 JEAN DE HEERS et en 1436 GILLES DE LYMBORCH. Le premier se faisait remplacer par Godefroid Fissen, le second par Godefroid de Beylair (I., n° 126, fol. 34 v° et n° 127, fol. 33).

Depuis 1441 l'autel est appelé autel de Notre-Dame et de saint Willibrord ; HENRI DE GELDORP en est recteur en 1441 et 1443 (I., n° 129, fol. 34 et n° 130, fol. 34), puis MATHIAS DE BAEST de 1443 à 1479 (I., n° 131, fol. 30 et n° 148, fol. 46 v°).

THÉODORE COESTERS est cité en 1500 (I., n° 101, fol. 39), JEAN HUGEN en 1510 (I., n° 153, fol. 46) et JEAN WERPEN en 1553 (I., n° 156, fol. 25).

Le registre de 1609 mentionne JEAN CREMERS, qui en 1606 avait repris les fonctions de sacristain de Pierre Hassurdi (R. N., 6709, fol. 34 et I., n° 161, fol. 22).

Jean Cremers mourut en 1647 et fut remplacé

(1) DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté*, t. IV, p. 122.

(2) *Analectes*, t. I, p. 278.

comme recteur et comme sacristain par ARNOUL JACOBS (*R. N.*, 6711, fol. 199) (1).

Cet Arnoul Jacobs est probablement le même personnage qu'Arnoul Govaerts qui, le 7 septembre 1670, résigna sa double fonction et fut remplacé le 31 octobre par JACQUES CUYPERS (*R. N.*, 6713, fol. 130).

Jacques Cuypers, devenu aussi curé de Wychemael (2), mourut en 1709. L'autel de la Sainte Vierge fut alors conféré à LAMBERT JAUPEN, qui venait d'être présenté à la cure de Buvingen (*R. N.*, 6715, fol. 75).

A la mort de Lambert Jaupen, l'abbé nomma le 30 avril 1723 JEAN SCHEFFERS, déjà curé de Saint-Gangulphe à Saint-Trond (*R. N.*, 6715, fol. 223 et *I.*, n° 170, fol. 101), puis le 20 juillet 1724 JEAN-LIBERT HOLLANDERS (*R. N.*, 6715, fol. 240). Celui-ci est peut-être le *theologus Leodiensis* que la visite archidiaconale de 1726 renseigne comme recteur. A cette époque, la messe hebdomadaire, à laquelle le recteur était tenu, était dite alternativement dans l'église paroissiale et à Herent par Jean Smeets, prêtre du diocèse (*V.*, n° 38, fol. 39).

b) La vicairie fut érigée en 1436 et dotée par le curé. Le premier vicaire fut PIERRE DE CATERBEKE (*I.*, n° 127, fol. 33), qui se fit remplacer en 1438 et 1441 par Godefroid Beylaer (*I.*, n° 128, fol. 28 et n° 129, fol. 34). GISBERT ACHEL est mentionné en 1500 et 1554. Cette dernière année Jean Hertoghen remplaçait le vicaire absent (*I.*, n° 151, fol. 37 et n° 157, fol. 38). En 1556 on se disputait le bénéfice qui en 1563 était possédé par CORNEILLE SOETS (*I.*, n° 159, fol. 38 et n° 160, fol. 92).

(1) Une seconde présentation analogue fut faite le 13 décembre. Ce même Arnoul Jacobs fut nommé aussi recteur de l'autel des saints Nicolas et Sébastien (*R. N.*, 6713, fol. 131).

(2) L'autel était desservi depuis 1671 par Arnoul Tilens (*V.*, n° 36, fol. 25).

Depuis l'incorporation de l'église au séminaire de Saint-Trond, les vicaires étaient réellement les curés de la paroisse.

c) L'autel des saints Nicolas et Sébastien fut fondé le 12 avril 1469 (*I.*, n° 168, fol. 111). Le premier recteur que nous connaissions est JEAN LOUBROUCK, cité en 1553 (*I.*, n° 156, fol. 25). En 1609 JEAN-ARNOUL CREMERS était recteur (*I.*, n° 161, fol. 23) et en 1660 LÉONARD VAN GELICK (*I.*, n° 167, fol. 37). ALBERT VAN DORN est cité la même année (*V.*, n° 34, fol. 28). En 1672 il démissionne en faveur de SIMON AERTSEN (*I.*, n° 168, fol. 108), qui fut remplacé avant 1699 par PIERRE BYVOETS (*V.*, n° 36, fol. 23).

En 1709 les fonctions de sacristain furent réunies à ce bénéfice. Depuis ce moment la collation en revint aux abbés. C'est ainsi qu'ils nommèrent « *ad matriculam seu altare sub invocatione S. S. Nicolai et S. Sebastiani*, » le 4 avril 1709 RUTGER GYBELS (1) en remplacement de JACQUES CUYPERS, décédé. Les lettres d'institution furent délivrées par Michel Exelmans, doyen du concile et curé de Neerpelt, qui fit lui-même l'installation du nouveau recteur en présence de Pierre Beyvoets (2), vicaire à Neerpelt et de Jacques Mattie, prêtre (*R. N.*, 6715, fol. 68-71).

A la mort de Rutger Gybels, l'abbé nomma le 22 décembre 1734 PIERRE KNUYSEN. Michel-Joseph Vlecken, curé de Beeringen et doyen du concile, délivra les lettres d'institution le lendemain et Henri Knuysen, curé de Neerpelt, procéda à l'installation le 15 janvier 1733 (*R. N.*, 6715, fol. 346-350).

Ce même curé put encore installer dans ces fonctions ANTOINE GYBELS, étudiant en physique à l'Uni-

(1) Rutger Gybels prêta serment le 6 avril 1709 (reg. n° 6715, fol. 5).

(2) Cependant Pierre Byvoets, qui en même temps se vouait à l'enseignement de la jeunesse, est encore renseigné comme recteur dans la visite archidiaconale de 1711 (*V.*, n° 37, fol. 26).

versité de Louvain, nommé le 24 avril 1747 (*R. N.*, 6715, fol. 446).

d) L'autel de la sainte Croix et de sainte Lucie est cité en 1609 (*I.*, n° 161, fol. 23). Déjà en 1620 il était incorporé à la cure (*I.*, n° 162, fol. 12).

XX.

PEER

[PIRE (1107), PIRGES (1108), PYRA (1161), PERE (1254),
PEER (1370)].

La *Chronique de Saint-Trond* (1) rapporte que, au milieu du XI^e siècle, l'abbé Adélarde II (1055-1082) construisit ou restaura l'église de Peer.

Dès 1107 les diplômes pontificaux (2) la mentionnent comme église paroissiale appartenant à l'abbaye de Saint-Trond. Aussi nous croyons que Peer fut une paroisse primitive, dont furent démembrées successivement les paroisses de Helchteren, Exel, Grand-Brogel et Wychmael.

Helchteren et Exel sont devenues indépendantes entre 1107 et 1178 (3). Grand-Brogel avec Erpecom s'est séparée de Peer après 1272 et avant le XV^e siècle (4). Wychmael n'a été érigée en paroisse que le 19 octobre 1608 (5).

Toutes ces églises ont comme patron saint Trudon (6)

(1) DE BORMAN, *op. cit.*, t. I, p. 20.

(2) Pascal II en 1107 (PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 31), Victor IV en 1161 (*Ibidem*, p. 99), et Alexandre III en 1178 (*Ibidem*, p. 133).

(3) Elles ne sont pas citées dans le diplôme de 1107, mais figurent parmi les églises paroissiales en 1178.

(4) Sous Guillaume de Ryckel, Peer, Wychmael, Grand-Brogel et Erpecom formaient une seule paroisse (PIRENNE, *op. cit.*, p. 72). En 1400 les pouillés mentionnent déjà l'église paroissiale de Grand-Brogel (*I.*, n° 121, fol. 32).

(5) Voyez l'article Wychmael.

(6) C'est par erreur qu'une visite de 1646 indique saint Pierre comme titulaire de l'église de Peer (*V.*, n° 34, fol. 13 v°).

et toutes étaient à la collation des abbés de Saint-Trond.

La paroisse de Peer ressortissait de l'archidiaconé de Campine et jusqu'en 1559 du concile de Woensel; après cette date elle a fait partie du concile de Beeringen.

Les visites archidiaconales renseignent mille cinquante communicants en 1699 et mille en 1711 (*V.*, n° 36, fol. 19 et n° 37, fol. 23). Une visite du 25 juin 1654, nous apprend également que la ville avait été brûlée en grande partie par les troupes françaises. De l'église il ne restait plus qu'une partie de la voûte devant le chœur et dans les nefs latérales où les colonnes étaient restées debout. Le curé se trouvait ainsi obligé à célébrer les offices dans le couvent des religieuses qui avait été épargné (*V.*, n° 34, fol. 39).

La visite de 1699 mentionne, parmi les objets précieux de l'église, une coupe en argent dans laquelle on servait du vin aux fidèles après la Communion (*V.*, n° 36, fol. 19 v°).

CURÉS.

Les premiers curés que nous connaissons sont ceux cités par Guillaume de Ryckel (1) : ARNOLDUS et WILHELMUS; le premier était en fonctions en 1254, le second en 1272.

Dans la suite les registres archidiaconaux citent RICHARD DE DORIENS en 1400 (*I.*, n° 121, fol. 32 v°), HENRI SCORMS, chanoine de Liège en 1405 et 1427 (*I.*, n° 122, fol. 18 et n° 126, fol. 34 v°) et ADRIEN DE BEESDE en 1436 et 1445 (*I.*, n° 127, fol. 32 v° et n° 132, fol. 35). Ces deux derniers curés se faisaient remplacer dans leurs fonctions pastorales par Jean Scots.

GODEFROID DE WAYA, chanoine de Liège, est men-

(1) PIRENNE, *op. cit.*, p. 72.

culté qu'il entra en possession de son bénéfice; le comte de Peer disputait en effet à l'abbé de Saint-Trond le droit de collation. Dans ces circonstances l'archidiacre vint faire la visite de l'église. Pierre Corten se présenta vêtu du surplis et de l'étole; mais l'archidiacre protesta qu'il ne voulait aucunement le reconnaître comme curé: il chargea même le curé de Tessenderloo de faire l'exposition du Saint Sacrement et d'accomplir toutes les fonctions liturgiques que comporte une visite d'église. Dans la suite l'abbé de Saint-Trond eut gain de cause et son protégé fut maintenu en possession de la cure de Peer (*V.*, n° 35, fol. 23).

Pierre Corten devint doyen du concile avant 1620 (*I.*, n° 162, fol. 10 v°); il résigna ses fonctions en 1646. Le 8 avril l'abbé lui donna comme successeur PHILIPPE NEVEN (*R. N.*, 6711, fol. 184).

Celui-ci démissionna en octobre 1660 et fut remplacé par GASPARD VAN LIER, nommé par provision apostolique (*I.*, n° 167, fol. 74 v°).

A la mort de celui-ci, le doyen de la faculté des arts de Louvain (1) nomma le 23 novembre 1666 PAUL TESTELMANS, bachelier en théologie (*I.*, n° 168, fol. 4). Ce dernier résigna en 1672 en faveur de JEAN TESTELMANS, bachelier en théologie, installé le 25 mars 1673 (*I.*, n° 168, fol. 127), encore en fonctions en 1711 (*V.*, n° 37, fol. 23 v°).

PHILIPPE-LAURENT BOELS fut nommé curé de Peer peu de temps après (1). Il mourut en 1743 et fut remplacé le 25 février par GUILLAUME-FRANÇOIS LANSMANS, bachelier en théologie (*R. N.*, 6715, fol. 418 et *I.*, n° 171, fol. 340).

MARC VAN VELTHOVEN était curé en 1760; il mourut en janvier 1767. Libert Derwa obtint des lettres

(1) *Leodium*, janvier 1907, p. 14.

(2) Une visite archidiaconale de 1726 dit qu'à cette date Boels était curé depuis environ dix années (*V.*, n° 38, fol. 80).

pontificales et fut institué par l'archidiacre le 4 mai 1768; mais ces lettres furent déclarées subreptices et GUILLAUME-MICHEL LOWETTE obtint la cure par provision apostolique au mois d'août 1768 (*I.*, n° 172, fol. 207 et 495).

Il en résulta un procès devant le tribunal de la Rote et Libert Derwa fut cité à Rome. L'abbé de Saint-Trond prit fait et cause pour lui et donna le 1^{er} mars et le 26 mai 1771 commission à Maximilien Roli, agent de la Congrégation de Bursfeld à Rome, pour soutenir le procès de l'abbaye contre Lowette (1). L'abbé demanda aussi à quelques jurisconsultes du pays (2) une déclaration d'après laquelle la citation faite par Lowette était nulle comme contraire au privilège « *de non evocando* » accordé par les Souverains Pontifes au pays de Liège (3).

Cependant Lowette resta curé. Comme tel il prend part le 27 septembre 1791 à l'élection du concile. Cette élection eut lieu dans l'église de Peer (4). Le 4 novembre 1798 Lowette fut condamné à la déportation par le Directoire exécutif. Il mourut en 1831 (5).

(1) *Commissions d'offices temporels* (Hasselt, n° 6718), fol. 328 et 332.

(2) C'étaient : P.-E. Jamar de Montfort, Arnoul de Saren, échevin de Liège, P. de Bellefroid et L. Van den Berch.

(3) Hasselt, carton 66799.

(4) A cette élection prirent part les curés suivants : Clément Beyer de Hechtel, Henri-Barthélemi Bungeners d'Achel, Michel-Gautier Beyens de Petit-Brogel, Gilbert Gevers d'Overpelt, Arnould-Joseph Mottard de Lille-Saint-Hubert, Louis Van Meysen de Meldert, Guillaume Claes d'Oostham, Pierre Joris de Beverloo, Eustache Momers de Zolder, Mathias-Hubert Hollanders de Wychmael, Jean-Evangéliste Verelst de Coursel, Pierre-Henri Schoefs de Beeringen, Guillaume-Michel Lowette de Peer, Gilles-François Corthaels de Viversel, Sébastien Walewijns de Helchteren, Gilbert Gijsens de Houthalen, Paul Vijffeycken de Quaetmehelen, Antoine Gybels de Neerpelt et François Leenaers de Grand-Brogel. La réunion était présidée par Philippe-Antoine-Joseph de Fabri-Beckers, archidiacre de Campine. Le curé de Coursel fut élu doyen (*I.*, n° 173, fol. 262).

(5) DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté*, 1722-1854, t. IV, p. 152.

AUTELS.

Le pouillé de 1400 ne mentionne que deux autels, un dédié à la Sainte Vierge et un nouveau consacré à saint Nicolas (*I.*, n° 121, fol. 32 v°). A partir de 1500, on cite également l'autel de saint Christophe, de sainte Lucie et de saint Sébastien.

I. Autel de la Sainte Vierge. JEAN OEM, chanoine de Saint-Denis à Liège, est cité depuis 1418 (*I.*, n° 123, fol. 32); il se faisait remplacer par Etienne Becker (*I.*, n° 124, fol. 33 v°). Le 31 août 1419 il résigna en faveur de GÉRARD DE PÉTERSHEIM (*I.*, n° 124, fol. 36), encore mentionné en 1427 (*I.*, n° 126, fol. 34 v°). JEAN DE BOEXTTEL figure comme recteur en 1436 et 1438 (*I.*, n° 127, fol. 32 v° et n° 128, fol. 27 v°), PAUL DE ROUKENBERGH en 1439 et 1462 (*I.*, n° 134, fol. 33 et n° 136, fol. 33), HENRI BRUYN en 1483 et 1487 (*I.*, n° 149, fol. 40 v° et n° 150, fol. 33 v°), RUTGER SLAWARTS vers 1500 (*I.*, n° 151, fol. 38 v°), PIERRE DE HEZE en 1553 et 1556 (*I.*, n° 156, fol. 26 v° et n° 159, fol. 27), JEAN COENEN, étudiant à Louvain, en 1562 (*I.*, n° 160, fol. 92). Celui-ci résigna le 12 juin 1583 en faveur d'ADOLPHE COENEN (*I.*, n° 160, fol. 96), JEAN BLOCQUERIE, chanoine de Visé, était recteur en 1609 (*I.*, n° 161, fol. 19 v°); il est encore mentionné en 1646 avec le titre de chanoine de Saint-Denis à Liège (*V.*, n° 34, fol. 13). LAURENT VANDER MAESEN est cité en 1699 et 1711 (*V.*, n° 36, fol. 19 v° et n° 37, fol. 23 v°) et D. MULSEN en 1726 (*V.*, n° 38, fol. 80).

Le 23 octobre 1789, à la mort de H. VANDENHOVEN, le bénéfice fut conféré par provision apostolique à LÉONARD BARTHOLEYNS, qui à sa mort, en 1790, fut remplacé par MICHEL NOTTAY (*I.*, n° 173, fol. 186 et 205). Celui-ci mourut en 1861, à l'âge de 95 ans (1).

II. Autel de saint Nicolas et du Saint Esprit. JEAN

(1) DARIS, *op. cit.*, p. 152.

SCOLS, se faisant remplacer par Arnould Fullonis, est nommé en 1418 et 1421 (*I.*, n° 123, fol. 32 v° et n° 125, fol. 32). Dans la suite, les registres archidiaconaux mentionnent ARNOULD VAN DER MEYEN, étudiant à Louvain en 1483 (*I.*, n° 149, fol. 40 v°), CHRÉTIEN VAN DER MEYEN en 1500 (*I.*, n° 151, fol. 38 v°), SÉBASTIEN PAUWELS en 1553 et 1562 (*I.*, n° 156, fol. 26 et n° 160, fol. 92). En 1609 le recteur était NICOLAS KODIN, puis MATHIAS BAILLE, chanoine et écolâtre de Saint-Paul, ensuite GAUTIER MATHON et enfin en 1646 JEAN DE FURNY (*I.*, n° 161, fol. 20). A la mort de ce dernier, le bénéfice fut conféré le 3 avril 1673 à GÉRARD MASIUS (*I.*, n° 168, fol. 130). PIERRE DE MENTEN est nommé en 1699 (*V.*, n° 36, fol. 19 v°), BORMANS, curé de Buvingen, en 1711 et 1726 (*V.*, n° 37, fol. 23 v° et n° 38, fol. 80).

Le 17 octobre 1748, à la mort de JEAN-BAPTISTE SNYERS, le bénéfice fut conféré à JEAN-PAUL CLUYSENS, puis le 4 mars 1782, par provision apostolique, à MICHEL-GAUTIER DOYEN (*I.*, n° 171, fol. 210 et n° 172, fol. 733).

III. Autel de saint Christophe, de sainte Lucie et de saint Sébastien. HUBERT DE PEER, chanoine de Huy, était recteur en 1609 et 1620, mais se faisait remplacer par Henri Misherén (*I.*, n° 161, fol. 20 et n° 162, fol. 10 v°). Les visites archidiaconales renseignent ensuite GASPAR VAN LIER en 1646 (*V.*, n° 34, fol. 13) et ANTOINE NICOLAI, curé de Halle, en 1699 et 1711 (*V.*, n° 36, fol. 19 v° et n° 37, fol. 23 v°).

Celui-ci démissionna en 1721 et eut comme successeur GUILLAUME TILÉNS (*I.*, n° 170, fol. 316 v°). Le 23 septembre 1745 CHRÉTIEN DERKONINGEN résigna en faveur de JEAN-HENRI VUSS (*I.*, n° 171, fol. 86). En 1761 à la mort de JOSEPH PINO, le bénéfice fut conféré à PIERRE-GÉRARD VAN VELTHOVEN (*I.*, n° 171, fol. 642), qui à sa mort fut remplacé, le 22 décembre

1770, par JEAN-JACQUES BULL (*I.*, n° 172, fol. 269). Celui-ci mourut en 1776 et eut comme successeur ARNOULD SMISING, nommé le 12 mars de la même année (*I.*, n° 172, fol. 511).

Il y avait anciennement dans l'église de Peer un autel dédié à la sainte Croix et à sainte Anne, qui avant 1646 était incorporé au vicariat (*V.*, n° 34, fol. 13). Il y avait du reste avant 1711 une fondation en l'honneur de sainte Anne. Chaque mardi on devait chanter une grand'messe, ainsi que le jeudi en l'honneur du Saint Sacrement et le samedi en l'honneur de la Sainte Vierge et l'archidiacre engageait le curé à ne jamais omettre ces offices pour cause d'anniversaires ou d'ob-sèques (*V.*, n° 3, fol. 23).

En 1726, quatre prêtres nommés Caerls, Morren, Dreesen et Alers, résidaient avec le curé à Peer (*V.*, n° 38, fol. 80).

XXI.

SCHAFFEN

[SCAFNIS (741), SCHAFE (1108), SCAFNE (1254), SCAFFENE (1290), SCAFFENENE (1454), SCAFFEN (1518), SCAPHNIS, SCAFFINIS (1540), SCAFENNE (1558)].

Schaffen était compris dans la donation faite en 741 par Robert, comte en Hesbaye, à l'abbaye de Saint-Trond (1).

Une église y fut construite ou restaurée par l'abbé Adélarde II (1055-1082), vers le milieu du XI^e siècle (2).

Toutefois cette église n'était pas une église paroissiale. En 1272 encore, Schaffen était une dépendance de Webbecom (3); elle en a été démembrée avant le XVI^e siècle (4).

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 2.

(2) DE BORMAN, *op. cit.*, t. I, p. 20.

(3) PIRENNE, *op. cit.*, p. 72. Voir dans ce même ouvrage, p. 208, les limites de l'alleu de Schaffen.

(4) Les actes de nomination de 1518 l'appellent déjà église paroissiale.

D'après les actes de nomination de 1544, l'église de Schaffen était dédiée à la Sainte Vierge (1). C'est peut-être là un signe que, lors de sa première dédicace, elle appartenait encore à Donck, en vertu de la donation du comte Robert.

Elle ressortissait de l'archidiaconé du Brabant et du concile de Léau. En 1559 elle est devenue dépendante de l'archidiocèse de Malines.

CURÉS.

GÉRARD, chanoine de Namur, JEAN et NICOLAS, que Guillaume de Ryckel mentionne au milieu du XIII^e siècle comme curés de Webbecom, ont eu juridiction aussi sur Schaffen qui était alors une dépendance de Webbecom (2).

Le 26 mai 1316 JEAN DE WAREMME, recteur de l'église de Schaffen, assiste comme témoin au testament de Jean, curé de Kerkom (3).

Un de ses successeurs, ARNOUL, assiste en la même qualité le 4 juillet 1332 à une donation faite à l'abbaye par la veuve de Robin Molenschelere (4).

ROBERT DE PALUDE était curé en 1512 (5). En 1514 il se faisait remplacer par Gilles Heymans (6). Quand il résigna ses fonctions, en 1518, l'abbé lui permit de permuer avec SIMON NICOLAI, recteur de l'autel Notre-Dame en l'église de Budel dans le concile de Woensel. La permutation fut approuvée par acte daté de Louvain le 2 juin 1518 (*R. N.*, 6708, fol. 225).

(1) De nos jours l'annuaire ecclésiastique lui attribue saint Hubert comme patron.

(2) PIRENNE, *op. cit.*, p. 72.

(3) *Registrum stipale A* (Hasselt, n° 66787), fol. 238 v°.

(4) *Cartulaire D* (Université de Liège, n° 27 ancien), fol. 146 v°.

(5) *Registrum archidiaconale*, pro anno 1512 (archevêché de Malines).

(6) *Computus decanales Lovanienses, Leeuwenses et Geldonienses*, pro annis 1514, 1556 et 1558 (archevêché de Malines).

A la mort du curé FRANÇOIS BEKA en 1539, l'abbé présenta la place successivement à Jean de Tirlemont et à Guillaume Bloemaers. Mais l'un et l'autre refusèrent d'agir contre un compétiteur nommé probablement par l'Université de Louvain (1) (*R. N.*, 6708, fol. 363).

Le curé ARNOUL DE GOIDSENHOVEN permuta en 1544, le 7 juin, avec JEAN DE HAMALIA, sacristain de l'église paroissiale de Saint-Gommaire, à Herenthout (*R. N.*, 6708, fol. 409). Celui-ci mourut la même année et fut remplacé par GUILLAUME BLOEMAERTS le 18 août (*R. N.*, 6708, fol. 410).

Guillaume Bloemaerts mourut en 1553. Il eut comme successeur ANTOINE DE MOERBEKE, maître ès arts, nommé le 7 août (*R. N.*, 6708, fol. 476).

LAURENT CLESSEN est mentionné comme curé en 1558 (2) et 1562 (3).

Son successeur fut probablement HENRI DE TEMERKE (2), qui mourut à la fin de 1566 et qui fut remplacé le 26 janvier 1567 (*stilo Leodiensi*) par LOUIS JUNCKTIS (*R. N.*, 6709, fol. 267).

En 1572 la cure était occupée par JEAN VANDERHEYDEN (3).

AUTELS.

En 1514 il y avait dans l'église de Schaffen deux autels, l'un en l'honneur de la Sainte Vierge, l'autre en l'honneur du Saint Esprit et de saint Nicolas. Les recteurs de ces autels étaient respectivement JEAN TZASEN et ARNOUL DE BUEL (3). En 1558 et 1562 ces mêmes

(1) « *Dominus Johannes non potuit contra nominatum agere propter* » *juramentum Universitati Lovaniensi prestitum. Wilhelmus Bloemaers etiam permisit nominatum uti sua gratia* » (Reg. n° 6708, fol. 363).

(2) *Computus decanales Lovanienses, Leeuwenses et Geldonienses*, pro annis 1514, 1556 et 1558 (archevêché de Malines).

(3) *Computus decanales Lovanienses et Leeuwenses*, pro annis 1562-1572 (archevêché de Malines).

autels sont desservis par ADRIEN FIERENS et JEAN TIELENS (1). Ce dernier était encore en fonctions en 1572, tandis qu'à cette date le premier autel avait comme recteur JEAN GISBERTI (2).

XXII.

SENY

[SESNINC (1107), SESNINCK (1161), SENNECH, SENMEN (3) (1178), SENNI (1254), SENI (1349), SENEI (XIV^e siècle)].

A croire le chroniqueur de l'abbaye du XIV^e siècle, il y avait déjà une église à Seny en 660. Vers cette année, saint Trudon, revenant de Metz, s'arrêta à Seny, y pria dans le temple et guérit le seigneur de l'endroit qui se trouvait atteint de la lèpre. En reconnaissance le seigneur donna au saint son village avec tous les droits allodiaux (4). Certes ce récit ne se retrouve pas dans la vie de saint Trudon écrite par Donatus (VIII^e siècle) ou par Thierry (XII^e siècle). Mais si on se rappelle que le premier continuateur de Rodolphe, contemporain de celui-ci, insinue que dans un autre écrit il rapporte l'origine des droits de l'abbaye à Seny (5), on est tout porté à croire que le chroniqueur du XIV^e siècle s'en est servi et que son récit est plus historique que légendaire.

Quoiqu'il en soit, il est certain qu'au commencement du XII^e siècle l'église de Seny appartenait à l'ab-

(1) *Computus decanales Lovanienses, Leeuwenses et Geldonienses*, pro annis 1514, 1556 et 1558 (archevêché de Malines).

(2) *Computus decanales Lovanienses et Leeuwenses*, pro annis 1562-1572 (archevêché de Malines).

(3) Piot a lu ainsi d'après l'original; le *Cartulaire A*, p. 15, porte *Sennin*.

(4) DE BORMAN, *op. cit.*, t. I, p. 94.

(5) *Ibidem*, t. I, p. 147. M. Brassinne a retrouvé cet écrit dans un manuscrit du XII^e siècle (*Leodium*, 1905, p. 68).

baye (1); toutefois il est probable qu'à cette époque elle n'était pas encore église paroissiale, puisque le diplôme de Pascal II (1107) ne la mentionne pas; par contre, le diplôme d'Alexandre III (1178), la cite parmi les églises paroissiales (2).

Une nouvelle église fut construite en 1647 par l'abbé Hubert de Sutendael et consacrée le 18 octobre 1650 par Richard-Paul Stravius, *episcopus Dionysiensis*, évêque-auxiliaire de Liège (3).

Cette histoire de l'église de Seny se trouve rappelée par l'inscription suivante (4) :

A° DCLV. Dominus hujus loci de Seny cœcus et leprosus Sancto Trudoni transeunti ob recuperatam per ejus merita sanitatem ecclesiam hanc cum domino et villa donavit.

A° MDCXLVII. Hubertus a Sutendael abbas LIX Sancti Trudonis ejusdem oppidi et hujus pagi dominus temporalis, eandem vetustate prorsus caducam, ab imis fundamentis instaurari curavit.

A° MDCL. Ricardus Pauli Stravius, Episcopus Dionysiensis et suffraganeus Leodiensis in honorem B. M. V. Sanctorum Petri Apostoli et Trudonis, die 18^a octobris consecravit (5).

L'église de Seny, consacrée à saint Pierre, a relevé, jusqu'à la Révolution française, de l'archidiaconé de

(1) DE BORMAN, *op. cit.*, t. I, p. 237.

(2) PIOT, *op. cit.*, t. I.

(3) Le maître-autel fut consacré à saint Pierre et à saint Trudon. En même temps deux autres autels furent dédiés à la Sainte Vierge et au Saint Sacrement. Dans ces autels on déposa des reliques des saints martyrs de Trèves et des Onze-Mille-Vierges; l'anniversaire de la dédicace où les fidèles pourraient gagner quarante jours d'indulgence, fut fixé au premier dimanche après la fête de saint Remi. La déclaration authentique, délivrée par l'évêque consécrateur, se trouve au tome XII des *Miscellanea* (Hasselt, n° 6731, fol. 71).

(4) Cette pierre se trouvait dans l'ancienne église démolie en 1850; elle a été replacée dans un mur de l'église actuelle.

(5) DE RYCKEL, *Les communes de la province de Liège*, p. 516. Cf. aussi pour tout ce chapitre A. PAQUAY, *Leven van den H. Trudo*, dans *De Banier*, novembre 1901, p. 168.

Condroz et du concile d'Ouffet. Elle avait rang de *quarta capella* (1).

Les visites archidiaconales renseignent quatre-vingt-six communiant en 1699 (*V.*, n° 45, fol. 59 v°) et en 1726 (*V.*, n° 46, fol. 42), cent communiant et vingt-neuf familles en 1756 (*V.*, n° 47, fol. 7 v°) et cent-dix communiant en 1781 (*V.*, n° 49, fol. 56).

CURÉS.

Les premiers curés de Seny qui nous soient connus sont ceux dont l'abbé Guillaume de Ryckel (2) nous a conservé les noms : JACOBUS et BALDWINUS, *clericus Leodiensis*. Ils vivaient entre 1254 et 1272.

Vers le milieu du XVI^e siècle, en 1544, mourut JEAN DE SENY, curé de cette même localité. L'abbé nomma le 6 novembre, à sa place, GÉRARD MORINGUS (3), qui déjà l'année précédente avait reçu la cure de Peer et qui mourut le 9 octobre 1556 (*R. N.*, 6708, fol. 402).

En 1597 la cure était de nouveau vacante. Au concours se présentèrent cinq candidats : Hubert Warzée, prêtre depuis sept ans, ayant rempli les fonctions de coadjuteur à Ouffet, Warzée et Saint-Christophe à Liège, Nicolas Monnet de Méan, prêtre depuis sept ans, ayant exercé le ministère paroissial à Kemexhe, Henri Lambotte de Marchin, ayant assisté pendant un an et demi le curé de son village natal, Pierre Nicolaï qui avait rempli les fonctions sacerdotales à Bastogne et à Saint-Servais à Liège, enfin Jean Méan, prêtre depuis quelques mois, et coadjuteur à Warzée. Comme NICOLAS MONNET était présenté par le patron ecclésiastique, Guillaume de Eckenvort, seigneur de Seny (4),

(1) Le volume n° 6926 (Hasselt) contient exclusivement des pièces concernant Seny pour les années 1503 à 1695.

(2) PIRENNE, *op. cit.*, p. 73.

(3) Voy. notice biographique dans DE FELLER, *Dictionnaire historique*, t. XII, p. 113.

(4) Nous ignorons quand les abbés de Saint-Trond avaient cédé leurs

la cure de Seny lui fut conférée le 4 septembre 1597 (1).

Nicolas Monnet mourut le 13 août 1636. Le 16 août suivant, l'abbé lui donna comme successeur MICHEL PESCHEREAU, maître ès arts (*R. N.*, 6711, fol. 67) (2).

Celui-ci administra la paroisse pendant près de soixante années. Il résigna ses fonctions en 1695. REMI GILSON fut nommé à sa place le 8 août (3) (*R. N.*, 6714, fol. 189).

A la mort de ce dernier, la cure fut conférée à JEAN MOSSOUX le 4 juillet 1724 (*R. N.*, 6715, fol. 238). Ce curé était encore en fonctions en 1757. Le 6 septembre de cette année, il s'adressa à l'abbé pour obtenir la permission de vendre un vieux chemin allant vers Terwagne. Le produit de la vente devait servir à la réparation de la tour de l'église. Cette permission lui fut accordée (4).

Le 27 septembre 1762 L. VAN BERWAER, curé de Seny, assistait en l'église d'Ouffet à l'élection du doyen du concile. Le 7 février 1768 il déclarait qu'il avait prié l'abbé de Saint-Trond de contribuer par moitié à la réparation de la tour faite en l'an 1766 et que le prélat avait gracieusement acquiescé à sa demande (5).

PIERRE DEREMAGNE, curé de Seny, nommé vers 1770, prit part le 29 octobre 1782, en l'église d'Ouffet, à l'élection du doyen du concile, ainsi que le 21 avril 1784 (*V.*, n° 49, fol. 55).

NICOLAS HENNEIN, curé de Seny, fut condamné

droits à ce seigneur. Toujours est-il que le successeur de Nicolas Monnet fut présenté par l'abbé.

(1) *Concours diocésains* (évêché de Liège, D. 1), fol. 13.

(2) Michel Peschereau fut admis le même mois par les examinateurs synodaux (*Concours diocésains*, fol. 347).

(3) Remi Gilson s'était adressé au Saint-Siège pour obtenir la cure de Seny; il dut déclarer qu'il n'avait nullement voulu porter préjudice aux droits de l'abbé.

(4) *Registrum supplicarum* (Hasselt, n° 6707, fol. 360).

(5) *Reg.* n° 6735 (feuille détachée).

à la déportation par le Directoire exécutif le 4 novembre 1798 (1).

AUTEL.

Du côté de l'Épître il y avait un autel consacré au Saint Sacrement et à la Sainte Vierge, dont le recteur était tenu à deux messes par semaine. PAUL MIGNON-FALISE était recteur en 1699 (*V.*, n° 45, fol. 59 v°), JEAN MIGNON-FALISE en 1726 (*V.*, n° 46, fol. 41 v°), HENRI FABRY en 1755 (*V.*, n° 47, fol. 6 v°) et LELARGE en 1781 (*V.*, n° 49, fol. 55 v°).

XXIII.

STADEN

[STADEM (1065), STADINI (1107), STADES (1108), STADEN (1139), STAYEN (1549), STAYNE (1596)].

L'église paroissiale de Staden, dédiée à saint Remi, est très ancienne et pour le moins antérieure au milieu du XI^e siècle. En effet, elle fut construite ou restaurée par l'abbé Adélarde II (1055-1082) (2) et si elle n'avait pas été paroissiale à cette époque, elle aurait été filiale de Notre-Dame construite par le même abbé et les prélats du monastère en auraient été les curés primitifs comme pour les autres églises de la ville.

Du reste l'église de Staden est déjà mentionnée comme église paroissiale dépendante de l'abbaye, en 1107, dans le diplôme de Pascal II (3).

La paroisse ne doit jamais avoir été fort étendue. Mais à la fin du XVI^e siècle elle se trouvait réduite au point de ne compter qu'une seule famille. Aussi quand le séminaire de Saint-Trond fut érigé en 1589, la cure de Staden fut unie au rectorat du séminaire (4).

(1) DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté*, 1724-1852, t. III, appendice, p. xxii.

(2) DE BORMAN, *op. cit.*, t. I, p. 20.

(3) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 32.

(4) DARIS, *Notices sur les églises*, t. I, p. 59.

En 1643 la paroisse comptait quatorze communians (V., n° 6, fol. 17) et en 1701 deux familles et dix communians (V., n° 18, fol. 38).

L'église de Staden avait rang d'*ecclesia integra* ; elle ressortissait de l'archidiaconé de Hesbaye et du concile de Saint-Trond. Aujourd'hui ce n'est plus qu'une chapelle abandonnée, appartenant à l'église Notre-Dame (1).

CURÉS.

L'abbé Guillaume de Ryckel, dans son *Manuale* (2), nous fait connaître les noms de deux curés du milieu du XIII^e siècle.

GUILLAUME qui avait obtenu la cure, sans s'adresser aux abbés (3), fut enterré le 9 avril 1257 (4). Il eut comme successeur LIBERT qui vécut jusqu'après 1272.

Un de leurs successeurs MICHEL, assista comme témoin à des actes du 12 décembre 1363 et du 3 septembre 1364 (5). Dans un acte du 4 juin de cette année, il est appelé MICHEL DE PARIIS, *investitus de Staden* (6).

En 1490 la cure était occupée par JEAN CAFSMEYER, étudiant à Louvain, se faisant remplacer par Louis de Hergraecht (I., n° 4, fol. 15). Le même figure encore neuf ans plus tard avec le titre de *capellanus domini prepositi Leodiensis*. (I., n° 5, fol. 16). Il mourut en 1500 et fut remplacé le 11 mars de cette année par PIERRE DE HORN (I., n° 5, fol. 109).

En 1521 les registres archidiaconaux renseignent

(1) Cette chapelle, comme l'indique une pierre au-dessus de la porte d'entrée, fut construite ou restaurée en 1728 sous l'évêque Louis de Berghes.

(2) PIRENNE, *op. cit.*, p. 72.

(3) *Ibidem*, p. 221.

(4) *Ibidem*, p. 370.

(5) STRAVEN, *Inventaire analytique*, etc., t. I, p. 47 et PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 584.

(6) *Cartulaire D* (Université de Liège, n° 27 ancien), fol. 43.

comme curé ADRIEN ANTHONII DE MIDDELBURGE (*I.*, n° 9, fol. 14). Ne résidant pas, il fait exercer ses fonctions pastorales par Servais Servatii en 1522, par Jean Bruyninx de 1523 à 1539 et par Henri Ketelrinx en 1541 (*I.*, n° 10, fol. 14; n° 11, fol. 14 et n° 19, fol. 11 v°).

Adrien de Middelburge résigna ses fonctions en 1549. Le 1^{er} avril l'abbé lui donna comme successeur BERNARD REYNAERTS (*R. N.*, 6708, fol. 419 et *I.*, n° 23, fol. 101).

Celui-ci mourut en 1562 et fut remplacé le 19 mars par MATHIAS TULEMANS (*I.*, n° 36, fol. 115).

ERASME ANDRIES succéda à ce dernier le 1^{er} juin 1573 (*R. N.*, 6709, fol. 275 et *I.*, n° 46, fol. 111).

Erasme Andries, doyen de Notre-Dame, devint régent du séminaire en 1599. A partir de ce moment, jusqu'à la fin de l'ancien régime, les fonctions de curé de Staden furent exercées par les régents du séminaire (1).

Quand le moine Servais Foullon fut régent en 1659, l'abbé nomma comme desservant de Staden LÉONARD LASSENS, avec un revenu de dix muids de seigle. Celui-ci administra la paroisse jusqu'après 1668 (*R. N.*, 6712, fol. 212 et *Miscellanea*, n° 6731, fol. 73).

En 1701 la paroisse était administrée par SERVAIS MAES (*V.*, n° 18, fol. 38).

Quand, au commencement du XVIII^e siècle, les moines de l'abbaye furent, par ordre de l'évêque, obligés de quitter le séminaire, ils emportèrent de l'église de Staden tous les ornements qu'ils y avaient amenés et n'y laissèrent que ce qui était strictement nécessaire pour dire la Sainte Messe (*V.*, n° 25, fol. 14).

CLAUDE DUBOIS, nommé régent du séminaire en 1754, se fit remplacer dans ses fonctions de curé de

(1) Voy. la liste des régents dans DARIS, *Notices*, t. I, p. 46.

Staden par JEAN MARTENS, professeur de syntaxe, qui devint lui-même régent en 1764 (1).

AUTEL.

Il y avait dans l'église de Staden un autel dédié à la Sainte Vierge, dont voici quelques recteurs :

En 1477 GAUTIER KEMPENEERS, étudiant à Louvain, se faisant remplacer par Henri Weers (*I.*, n° 1, fol. 15).

En 1499 et 1504 HENRI VAN DEN ERTWECH, chapelain de l'archidiacre de Hesbaye (*I.*, n° 5, fol. 16 et n° 7, fol. 18).

Le 13 juin 1550 PAUL NAEX résigna en faveur de LAMBERT DE QUERCU, qui, deux années après, le 11 juin 1552, céda le bénéfice à MICHEL ZEVENANTS (*I.*, n° 24, fol. 119 et n° 26, fol. 111).

Celui-ci mourut en 1555 et fut remplacé par GODEFROID RENAERTS (*I.*, n° 30, fol. 110), encore nommé en 1573 (*I.*, n° 47, fol. 20).

JOANNES ANDRIES, de Bruxelles, était recteur en 1589 (*I.*, n° 63, fol. 14). Il occupa ce poste jusqu'à sa mort en 1621.

Il eut alors comme successeur CHARLES VOCHT, chanoine de Notre-Dame, nommé par l'abbé le 11 septembre (*R. N.*, 6709, fol. 63).

Charles Vocht mourut en 1628 et fut remplacé le 13 octobre par OTTON GERMEYS (*R. N.*, 6709, fol. 73 et *I.*, n° 85, fol. 28).

Celui-ci, qui devint dans la suite chanoine de Notre-Dame, garda le bénéfice jusqu'à sa mort en 1677. L'abbé, par acte daté de Liège le 10 novembre, nomma alors FRANÇOIS PIZART (*R. N.*, 6713, fol. 481 et *I.*, n° 116, fol. 33 v°).

(1) DARIS, *Notices*, t. I, p. 54. Il y a une vingtaine d'années les professeurs et élèves du collège communal (l'ancien séminaire) allèrent encore célébrer les prières de quarante heures dans la chapelle de Staden.

Une visite archidiaconale de 1701 renseigne comme recteur JOSEPH VAN MILST (*V.*, n° 18, fol. 37 v°).

En 1712 l'autel de la Sainte Vierge était desservi par JEAN UTEN, qui en même temps remplaçait le régent du séminaire dans l'exercice des fonctions pastorales (*V.*, n° 25, fol. 14).

XXIV.

SAINT-TROND

COLLÉGIALE NOTRE-DAME

[SARCHINIUM (741), SARCINIUM (837), SARCHINNIA (1023), OPPIDUM SARCHINIUM (1108), OPPIDUM SANCTI TRUDONIS (1107), SANCTI TRUDONIS OPPIDUM POPULOSUM VALDE (1133)] (1).

L'église Notre-Dame à Saint-Trond fut érigée en collégiale le 17 mai 1399 par Jean de Bavière, évêque de Liège (2). L'acte d'érection portait qu'il y aurait, outre la prébende du pléban, douze prébendes canonicales. Toutes étaient à la collation des abbés (3).

Le doyen était élu par les chanoines en présence de l'abbé; celui-ci demandait à l'évêque de confirmer la nomination.

La chantrerie (*cantoria*) fut fondée en 1451 par Renier de Hamel, qui en fut le premier titulaire. Comme tous les autres bénéficiers, les chantres étaient nommés par les abbés (4).

(1) Le nom de Sarchinium (Zerkingen) fut conservé dans la suite pour la paroisse de Saint-Nicolas, au sud de la ville.

(2) PIOT, *op. cit.*, t. II, p. 141.

(3) Le même acte d'érection a été publié par KEMPENEERS, dans le *Bulletin de la Société historique dans le duché de Limbourg*, t. V (1868), p. 97, d'après un manuscrit intitulé *Liber statutorum* (Bibliothèque du petit séminaire de Saint-Trond).

(4) *Regalia abbatiæ Sancti Trudonis*, fol. 795 (Bibliothèque du petit séminaire de Saint-Trond); DE BORMAN, *op. cit.*, t. II, p. 343.

DOYENS (1).

1399. Lors de l'érection de la collégiale Notre-Dame, l'évêque Jean de Bavière et l'abbé Adam d'Ordange nommèrent aux fonctions de doyen GILLES SMEERSNYDER (2), qui mourut le 13 août 1400 (3).

1400. JACQUES DE STEENBERGE fit recevoir son chapitre dans la confraternité des églises secondaires de Liège (4). Il mourut le 27 mars 1419 (3).

1419. GÉRARD DE HALMAEL (5) résigna l'année même de son élection (3).

1420. GUILLAUME VAN SCHOER mourut le 13 août 1433 (3).

1433. THOMAS VAN WAEHVOEN mourut le 17 octobre 1450 (3).

1450. ROBERT GILSEN résigna ses fonctions (3).

1456. DANIEL DE BEVERLOE est cité comme doyen le 4 août de cette année (6).

Après 1456. JEAN DE GIMALE mourut le 3 mars 1464 (7).

1464. GOMMAIRE VAN NYSSEM résigna ses fonctions (3).

1474. GÉRARD DE LAER (8) démissionna (3).

1484. HÉRIBERT DE HAMAL fut doyen jusqu'après 1507.

Avant 1512. GUILLAUME SURINX mourut le 8 février 1521 (9).

(1) Le manuscrit *Regalia* donne une liste assez exacte des doyens, chantres et plébans, pp. 793-797.

(2) PIOT, *op. cit.*, t. II, p. 142.

(3) *Regalia abbatiae Sancti Trudonis*, fol. 795.

(4) PIOT, *op. cit.*, t. II, p. 153.

(5) *Liber statutorum*, fol. 9.

(6) PIOT, *op. cit.*, t. II, p. 325.

(7) C'est par erreur que le manuscrit *Regalia* fixe en 1452 les débuts du décanat de Jean de Gimale.

(8) Gérard intervient dans un acte du 2 mars 1475 (PIOT, *op. cit.*, p. 373).

(9) Le ms. *Regalia* porte que Guillaume Surinx résigna en 1498 et fut remplacé par Héribert de Hamal, qui résigna en 1521. Mais il est

1521. JEAN ZEBOUTS, nommé le 22 février 1521 (*R. N.*, 6708, fol. 248). Il mourut la même année le 29 novembre (1).

1522. NICOLAS PYLS, élu le 9 janvier (*R. N.*, 6708, fol. 267), mort en 1552 (1).

1552. GUILLAUME DE CAMPO, nommé le 24 mai (*R. N.*, 6708, fol. 474), décédé le 18 janvier 1560 (1).

1560. GUILLAUME ZEBOUTS démissionna (1).

1563. GÉRARD DE CAMPO mourut le 18 janvier 1565 (1).

1565. LÉONARD ZEBOUTS, élu le 15 mars (*R. N.*, 6709, fol. 258), résigna ses fonctions (1).

1581. ERASME ANDRIES, décédé le 28 décembre 1605 (1).

1606. JACQUES GERMEYS, élu le 23 janvier (*R. N.*, 6709, fol. 32), décédé le 4 août 1624 (1).

1624. CHRISTOPHORE DAMEN mourut le 4 juillet 1646 (1).

1646. JEAN BANX, bachelier en théologie, élu le 17 juillet, présenté à l'évêque le 25 juillet, et confirmé le 28 juillet (*R. N.*, 6711, fol. 175-183). Il mourut le 11 juin 1674 (1).

1674. HENRI VAN VUCHT fut élu le 15 juin, en présence de l'abbé qu'on avait mandé de Nieuwenhoven ; l'élection fut confirmée par l'évêque le 30 juin et le nouveau doyen fut installé le 1^{er} juillet. Le 4 juillet il reçut également le bénéfice de Saint-Eloi, perpétuellement uni au décanat (*R. N.*, 6713, fol. 279-291). Il mourut le 17 septembre 1693.

1693. ARNOUL COLEN fut élu le 28 septembre en présence du prieur Eucher Reynaerts, délégué par l'abbé retenu à Helchteren (*R. N.*, 6714, fol. 166-170). Il démissionna en 1697.

certain que Guillaume Surinx était en fonctions en 1512 (*Liber statutorum*, fol. 20) et qu'il fut remplacé directement par Jean Zebouts (*R. N.*, 6708, fol. 248). D'autre part, Héribert de Hamal figure dans des actes de 1507 (STRAVEN, t. II, pp. 261 et 266).

(1) *Regalia abbatis Sancti Trudonis*, fol. 795.

1697. RENIER VAN ACKEN, élu le 3 novembre. Deux fois le scrutin s'était porté à parité de voix sur deux candidats. A la demande des chanoines, l'abbé trancha la difficulté en nommant Renier Van Acken (*R. N.*, 6714, fol. 204 et suiv.). Celui-ci mourut en 1741.

1741. JEAN COELMONT, doyen du concile de Hasselt, élu le 21 août 1741 (*R. N.*, 6715, fol. 398-705).

1798. JEAN-LAMBERT BAERTS fut condamné à la déportation le 4 novembre de cette année (1).

CHANTRES.

1451. RENIER DE HAMEL mourut en 1483. A cause de la maladie contagieuse, le poste resta vacant pendant six années (2).

1489. JEAN HANNAERTS, décédé le 13 juillet 1519 (3).

1519. PIERRE 'T SARRAERS mourut en 1540 (3) et fut appelé « *cantor cantorum* » (4).

1541. CHARLES VILLICI, doyen de Léau (4).

1571. JÉRÔME MEYS, décédé le 23 juillet 1578 (4).

1578. LAURENT MEYS fut nommé le 12 août et mourut le 2 janvier 1579 (4).

1579. JEAN KYMPS, nommé le 4 juin, mourut le 25 octobre 1605 (4).

1605. JACQUES GERMEYS, nommé le 28 décembre (*R. N.*, 6709, fol. 30), élu doyen en 1606 (4).

1606. GODEFROID VAN DEN LOYE, nommé le 18 mai (*R. N.*, 6709, fol. 30), mourut le 22 août 1624 (4).

1624. GUILLAUME PRINCEN mourut de la peste le 11 mai 1625 (4).

(1) DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté*, 1724-1852, t. IV, p. 155.

(2) *Regalia abbatis Sancti Trudonis*, fol. 797.

(3) Cependant JEAN DE HELEN, chantre et chanoine de Notre-Dame, assiste comme témoin à un acte du 7 juin 1536 (PIOT, *op. cit.*, t. II, p. 537). Il intervient également dans un acte du 13 mars 1514 (STRAVEN, *op. cit.*, t. II, p. 290) et est peut-être le même que JEAN HANNAERTS.

(4) *Regalia abbatis Sancti Trudonis*, fol. 797.

GERARDUS, ALBERTUS, JOHANNES, WILHELMUS, JACOBUS, ARNOLDUS, JOHANNES et GERARDUS (1).

1400. JORDANUS BUDIF et LIBERTUS DE KELSBEKE se présentent le 20 novembre devant les chapitres des églises secondaires de Liège, pour faire agréer leur chapitre dans la confraternité des chapitres secondaires (2).

1403, 20 septembre. JEAN PATERNOSTER (3).

Avant 1419. ARNOUL SCAT DE GRAVIA, avait augmenté la fondation de la *missa panis*, fondée par Henri Judoci (4).

1417, 1^{er} février. HENRI VAN DER HEREN paie pour ses annates au Saint-Siège 4 florins rhénans (5).

1422, 15 février. JEAN DEGHEEN, familier et commensal du pape, reçoit, en raison des services rendus, la remise des annates qu'il devait pour son canonicat à Saint-Trond (6).

1456, 4 août. DANIEL DE BEVERLOE, doyen, DENIS DE KERMP, HUBERT DE ROELINGEN, pléban et JEAN SYMONIS *alias* BRUYNE, reçoivent les biens abandonnés par les Frères Mineurs (7).

1475, 2 mars. GÉRARD DE LAER, doyen, DANIEL DE BIVELAER, JEAN MOENENS, MATHIAS HAEN, JEAN HANNAERT, DENIS VAN REEPE, HENRI BOGAERTS interviennent dans un arrangement entre l'abbé et le pléban au sujet du cierge pascal. Dans ce même acte est cité DANIEL DE CASTRO (VAN DER BORCHT) (8).

1478, 26 juin. Daniel de Beverloe, Daniel Van der Borch, Denis Van Reepe et FRANÇOIS PYCKAERTS

(1) PIOT, *op. cit.*, t. II, p. 141.

(2) *Ibidem*, p. 153.

(3) STRAVEN, *Inventaire des archives*, t. I, p. 124.

(4) *Liber statutorum*, fol. 15 v^o.

(5) U. BERLIÈRE, *Diversa Cameralia*, p. 11.

(6) *Ibidem*, p. 29.

(7) PIOT, *op. cit.*, t. II, p. 325.

(8) *Ibidem*, p. 373.

sont délégués du chapitre pour terminer une contestation avec le magistrat de la ville (1).

1507, 22 septembre. HÉRIBERT DE HAMAL, doyen, JEAN DE HELEN et GUILLAUME SURINX, chanoines, conviennent avec les bourgmestres de Saint-Trond de nommer des arbitres (2).

1514, 13 mars. Guillaume Surinx, doyen, Jean Van Heelen, chantre, PHILIPPE VAN REECKBOSSCHE et PIERRE VAN NEDERMOELEN, chanoines, acceptent au nom du chapitre des conditions de paix avec le magistrat de la ville (3).

1518, 14 juin. JACQUES DE BYES, prêtre du diocèse de Tournai, est nommé chanoine à la place de JEAN MUET, décédé (*R. N.*, 6708, fol. 226).

1520, 27 septembre. ANTOINE DE LUXEMBOURG permute sa prébende canoniale avec ROBIN PUELINX, maître ès arts, chapelain de Saint-Jacques, dans l'église Sainte-Aldegonde à Saint-Omer (*R. N.*, 6708, fol. 238).

1521, 9 février. En remplacement de Guillaume Surinx, décédé, l'abbé, par acte daté de Louvain, nomme NICOLAS PYLS, prêtre du diocèse de Liège, jadis curé de Saint-Martin à Oosterinde, « *in Texalia*. »

1521, 22 février. SÉBASTIEN DE MOCHUYS, Jean Van Heelen, chantre, Héribert de Hamal, FRANÇOIS DE CASTRO, Pierre Van der Nedermoelen, PIERRE DE HERCKENRODE et Jacques de Byes, élisent Jean Zebouts comme doyen (*R. N.*, 6708, fol. 248).

1521, 30 décembre. ANTOINE DE CIMETERIO est nommé à la place de Jean Zebouts, décédé (*R. N.*, 6708, fol. 265).

1522, 9 janvier. Nicolas Pyls est élu doyen par les chanoines cités le 22 février 1521, sauf que Antoine

(1) PIOT, *op. cit.*, t. II, p. 379 et STRAVEN, *op. cit.*, t. II, p. 59.

(2) STRAVEN, *op. cit.*, t. II, p. 261.

(3) *Ibidem*, t. II, p. 290.

de Cimeterio figure à la place de Jacques de Byes (*R. N.*, 6708, fol. 267).

1529, 28 octobre. Par acte daté de Helchteren « *in domo ter Dolen*, » l'abbé accepte la permutation faite par Héribert de Hamal avec FRANÇOIS DE PUTEO (*R. N.*, 6708, fol. 325).

1533, 1^{er} et 2 juin. L'abbé approuve les permutations faites par JEAN DE HALMALIA et HENRI DE KERCKHOVEN en faveur de GUILLAUME DE CAMPO et de HERMAN DE METTECOVEN (*R. N.*, 6708, fol. 346 et 358).

1536, 7 juin. Jean de Heelen, chantre, et Guillaume de Campo, chanoine, assistent à une convention entre l'abbé de Saint-Trond et l'abbesse de Terbeek (1).

1541, 7 décembre. L'abbé confère à PIERRE SARENS, clerc du diocèse de Cambrai, « *dilectum consan-guineum nostrum*, » la prébende d'Antoine de Cimeterio, décédé (*R. N.*, 6708, feuille détachée).

1543, 9 août. WINAND VILLICI succède à Robin Puelinx, décédé (*R. N.*, 6708, fol. 399).

1543, 10 décembre. JEAN DE THENIS, maître ès arts, reçoit la prébende de Pierre de Nedermoelen, décédé (*R. N.*, 6708, fol. 373).

1565. Les statuts du chapitre sont approuvés par Léonard Zebouts, doyen, MATHIAS FIERELENS, vicedoyen, RENIER BELLENS, CHARLES VILLICI, chantre, Winand Villici, FRANÇOIS DULLAERTS, GILLES DE METTECOVEN, JEAN GHEERINX, BARTHOLOMÉ DE JAUCHE (*de Jacea*), GRÉGOIRE DE QUERCU et GAUTIER NAEX, pléban (2).

1565, 1^{er} février (*stilo Leodiensi*). Guillaume de Campo résigne sa prébende en faveur de MARTIN HUBERTI, curé de l'église Saint-Martin à Mettecoven, moyennant une pension annuelle de 22 1/2 ducats. La moitié de cette pension sera hypothéquée sur l'église

(1) PIOT, *op. cit.*, t. II, p. 535.

(2) *Liber statutorum*, fol. 1.

de Mettecoven, l'autre moitié sera garantie par Chrétien de Schoer, curé de Melveren, sur ses revenus pastoraux (*R. N.*, 6709, fol. 258). Martin Huberti intervient avec ses collègues dans un acte capitulaire du 14 septembre 1565 (1).

1573, 1^{er} juin. JÉRÔME MEYS démissionne en faveur de JEAN ANDRIES (*R. N.*, 6709, fol. 275).

1576, 8 juin. JEAN SURINX, *junior*, cède sa prébende à FRANÇOIS HOUVENERS (*R. N.*, 6709, fol. 278).

Vers 1576. L'abbé nomme chanoine JEAN RO-COURTS (*R. N.*, 6709, fol. 278).

1586. GUILLAUME BRESIPS, chanoine de Notre-Dame, s'était rendu coupable de plusieurs excès. Le nonce lui donne le 16 mai 1586 l'absolution des censures encourues, tout en lui enjoignant une pénitence salutaire (2).

1605, 28 décembre. En remplacement de JEAN KIMPS, décédé, l'abbé nomme JACQUES GERMEYS, qui à sa mort laisse sa place à OTTON GERMEYS (*R. N.*, 6709, fol. 29).

1606, 4 février. PIERRE VAN DER MAESEN (*Mosa*) succède à ERASME ANDRIES, décédé (*R. N.*, 6709, fol. 34).

Fin de 1606. Remi, *electus et confirmatus abbas*, approuve la permutation faite par Jean Andries avec LÉONARD NADRIN, écolâtre de l'église Saint-Monon à Nassogne (*R. N.*, 6709, fol. 35).

1610, 10 avril. PIERRE VAN VUCHT résigne en faveur de FRANÇOIS VAN VUCHT, recteur de l'autel de la sainte Croix, en l'église d'Oostham (*R. N.*, 6709, fol. 43).

1612, 18 octobre. LIBERT FRANSSEN échange son bénéfice avec HENRI DE HEER, recteur de l'autel de sainte Catherine dans l'église de Wellen et de l'autel

(1) *Liber statutorum*, fol. 33 v^o.

(2) *Reg.*, 6679, fol. 200 v^o.

de la Sainte Vierge en l'église de Zeelhem (*R. N.*, 6709, fol. 41).

1616, 11 janvier. JEAN WILLEMS, chanoine et curé de Notre-Dame, intervient dans un acte de ce jour (1).

1616, 1^{er} juin. FRANÇOIS VOGELSANCK permute avec JEAN REYNEN, recteur de l'autel de sainte Catherine dans l'église d'Overwinden (*R. N.*, 6709, fol. 45).

1619, 27 août. L'abbé approuve l'échange fait entre OLIVIER DE SAIVE, chanoine de Notre-Dame à Saint-Trond et PHILIPPE DE BLOCQUERIE, chanoine de Notre-Dame à Maestricht (*R. N.*, 6709, fol. 54). Celui-ci résigne le 15 octobre en faveur de NICOLAS DEL HAYE (*R. N.*, 6709, fol. 57).

1626, 5 octobre. JEAN CORNELII succède à Henri de Heer, démissionnaire (*R. N.*, 6709, fol. 70).

1628, 13 octobre. DENIS WYSHOFF prend la place de CHARLES VAN VUCHT, décédé (*R. N.*, 6709, fol. 72).

1629, 1^{er} août. BARTHÉLEMY HAUWEYCKEN prête 200 florins à la ville (2). Il représente le chapitre dans un acte du 26 avril 1647 (3).

1635, 26 février. JEAN BANX, bachelier en théologie, succède à Pierre Van der Maesen, décédé (*R. N.*, 6710, fol. 8).

1638, 21 mai. GÉRARD CILIS, chanoine, intervient dans un acte de ce jour (4).

1643, 4 février. ULRIC FROIDMONT, chanoine, permute avec LAMBERT PROVENEERS, recteur de l'autel des saints Pierre et Eucher en l'église Notre-Dame à Saint-Trond (*R. N.*, 6711, fol. 143).

1644, 17 juin. Christophore Damen, doyen, François Van Vucht, HENRI SCHAEZTEN, Barthélemy Hauweycken, Otton Germeys, HENRI POELMANS, Jean

(1) STRAVEN, *op. cit.*, t. III, p. 291.

(2) *Ibidem*, p. 387.

(3) *Ibidem*, p. 484.

(4) *Ibidem*, p. 449.

Cornelii, PAUL VAN VERLE, chantre, Denis Wyshoff, Gérard Cilis, Jean Banx et Lambert Proveneers, approuvent des statuts du chapitre (1).

1646, 8 juillet. HUBERT GOVAERTS succède à Christophore Damen, décédé le 4 juillet (*R. N.*, 6711, fol. 172).

1651, 11 janvier. LÉONARD HENNIN, bachelier en théologie, curé de Zerkingen, devenant curé de Buvingen, résigne son canonicat le 3 décembre 1650 et a comme successeur ARNOUL COOLEN (*R. N.*, 6712, fol. 13).

1654, 28 février. JEAN-BAPTISTE-LÉONARD VAN DEN CREEFT, maître ès arts, succède à Gérard Cillis, décédé (*R. N.*, 6712, fol. 85).

1654, 26 novembre. PIERRE RYCKOM, recteur de l'autel de sainte Anne en l'église de Rummen, permute avec le précédent, sauf à lui payer une pension annuelle de 160 florins. Germain Van den Bosch, curé de Rummen, donne le 27 décembre les lettres d'institution à Jean Van den Creeft, tandis que l'abbé confère le canonicat à Pierre Ryckom le 26 décembre. La réserve de la pension fut approuvée par le vicaire-général Jean de Chockier le 4 janvier 1655 (*R. N.*, 6712, fol. 110-119).

1655, 28 décembre. Paul van Verle, « *aeger et lecto* » *decumbens* » dans sa maison de la *Clockemstraete*, résigne sa prébende en faveur de SERVAIS JACOBS, recteur de l'autel de sainte Barbe en l'église de Marchin, moyennant une pension annuelle de 160 florins. L'acte est ratifié par l'abbé le 30 décembre et par le vicaire-général Ernest de Surlet le 7 janvier 1656 (*R. N.*, 6712, fol. 134-142).

1657, 7 février. LAMBERT PUTMANS, curé de Saint-Nicolas, succède à Jean Cornelii, décédé (*R. N.*, 6712, fol. 166).

(1) *Liber statutorum*, fol. 39 v^o.

1662, 7 juin. CORNEILLE BLOMMEN prend la place de Denis Wyshoff, décédé (*R. N.*, 6712, fol. 259).

1665, 23 avril. Lambert Putmans assiste comme témoin à un acte de ce jour (1).

1668, 20 novembre. JOSSE VAN DER BORCHT, bachelier en théologie, chanoine et pléban, fait partie de la commission nommée pour la construction de la tour (2).

1669, 11 juin. JACQUES-GÉRARD BERNABEI permute avec HENRI VAN WINDE, recteur de l'autel *utriusque Mariae* (deuxième fondation) dans l'église Saint-Gangulphe, mais en se réservant une pension annuelle de 150 florins brabant (*R. N.*, 6713, fol. 85).

1674, 16 juin. THÉODORE-GUILLAUME VAN DER SMISSEN succède à Jean Banx, décédé le 11 juin (*R. N.*, 6713, fol. 275).

1675, 27 avril. Henri Schaetzen, cède, moyennant une pension de 150 florins du Brabant, sa prébende à ARNOUL SCHOENAERTS, recteur de l'autel des saintes Agathe et Gertrude en l'église Notre-Dame (*R. N.*, 6713, fol. 339).

1677, 30 octobre. Par acte daté de Liège, l'abbé confère à GASPARD GROUTARS le canonicat de Otton Germeys, décédé (*R. N.*, 6713, fol. 479).

1678, 28 février. Par bref pontifical de Clément X, JACQUES-GODEFROID NESSEL obtient la prébende de Pierre Ryckom, mort en janvier (*R. N.*, 6713, fol. 484).

1679, 22 juin. Par acte daté de Nieuwenhoven, l'abbé approuve la résignation faite le 10 juin par JEAN-ANTOINE MAURITII, en faveur d'ADAM-PAUL FISEN (*R. N.*, 6714, fol. 15).

1679, 20 octobre. SÉBASTIEN FABRY est nommé à la place de Jacques-Godefroid Nessel, mort en avril. FRANÇOIS PIZART avait été nommé à cette place le

(1) STRAVEN, *op. cit.*, t. IV, p. 185.

(2) *Ibidem*, p. 220.

23 septembre par l'abbé Foullon, « *morte proximum*, » mais il l'avait résignée le 13 octobre, entre les mains de Benoit Mannaerts (*R. N.*, 6714, fol. 19-25).

1680, 5 juin. Adam-Paul Fisen résigna sa prébende en faveur de RENIER VAN ACKEN, recteur de la chapelle des lépreux (*R. N.*, 6714, fol. 45).

1684, 27 mars. Arnoul Schoenaers assiste comme témoin à un acte de ce jour (1).

1693, 28 septembre. Arnoul Colen, Lambert Putmans, Henri Van Winde, HENRI MOTMANS, GÉRARD VAN HERCK, Renier Van Acken, RENIER ROX, élisent Arnoul Colen comme doyen. Arnoul Schoenaers, moribond, était incapable de prendre part au vote (*R. N.*, 6714, fol. 166-170).

1697, 3 novembre. Lambert Putmans, Henri Van Winde, Henri Motmans, Arnoul Schoenaers, Gérard Van Herck, Renier Van Acken et LAURENT BORMANS, choisissent Renier Van Acken comme doyen (*R. N.*, 6714, fol. 204 et suiv.).

1702, 6 juillet. Renier Van Acken, doyen, Henri Van Winde, Henri Motmans, Gérard Van Herck et Laurent Bormans s'engagent au nom du chapitre à payer certains impôts (2).

1704, 25 octobre. A la place de Henri Van Winde, décédé, l'abbé nomme d'abord BALTHASAR VAN HERBERGEN, puis, le 22 juin 1705, ANTOINE-JOSEPH DE VIVEGNIS (*R. N.*, 6715, fol. 18).

1709, 22 juin. Henri Motmans et Laurent Bormans sont délégués par le chapitre pour faire une convention avec le magistrat (3).

1718, 23 février. Par acte daté de Donck, l'abbé confère la prébende d'Arnoul Schoenaers, décédé en

(1) STRAVEN, *op. cit.*, t. IV, p. 366.

(2) *Ibidem*, t. V, p. 73.

(3) *Ibidem*, p. 97.

février, à GILLES DES, recteur de l'autel des saintes Agathe et Barbe (*R. N.*, 6715, fol. 155-156).

1720, 15 janvier. THOMAS-ARNOUL VANDER BORCHT, prête 800 florins à la ville (1).

1720, 4 avril. En remplacement de CHARLES-IVAN STRAUVEN, décédé le 18 février, l'empereur Charles VI nomma « *sub titulo precum primariarum* » HUBERT-MATHIEU HAUZEUR (*R. N.*, 6715, fol. 181-190).

1724, 2 janvier. TRUDON PITTEURS succède à Laurent Bormans, décédé (*R. N.*, 6715, fol. 231).

1726, 20 décembre. JEAN-CASSIAN HEBRONVAUX reçoit la prébende de Thomas-Arnoul Vanderborcht, décédé (*R. N.*, 6715, fol. 262).

1738, 4 avril. L'abbé confère le canonicat de MARTIN MARTENS, décédé, à JEAN COELMONT, curé de Gotham et doyen du concile de Hasselt (*R. N.*, 6715, fol. 370).

1739, 24 décembre. JEAN-FRANÇOIS-MAXIMIN DE SCHROOTS, sous-diacre, est nommé à la place de RICHARD-JOSEPH DURIAU, décédé (*R. N.*, 6715, fol. 391).

1741, 21 août. JEAN VAN HENGEL, LAMBERT CEULEERS, THOMAS LOYENS, pléban, Gilles Des, chantre, ARNOUL VAN CEULEN, Trudon Pitteurs, Joseph-Cassian Hebronvaux, RENIER VAN WINDE, JEAN-LAMBERT RACOURT, Jean Coelmont et JEAN ODEURS, élisent Jean Coelmont comme doyen (*R. N.*, 6715, fol. 398-705).

1741, 23 décembre. TRUDON AMAND A SPECULO reçoit la prébende de Jean Van Hengel, décédé (*R. N.*, 6715, fol. 407).

1741, 26 décembre. MICHEL-AMAND SIMONS succède à Arnoul Van Ceulen, décédé (*R. N.*, 6715, fol. 408).

1743, 11 septembre. MARC-ANDRÉ HERTMANNI, diacre de Cologne, obtient « *in sequelam precum imperialium* » la prébende de Trudon Pitteurs, mort le

(1) STRAVEN, *op. cit.*, t. IV, p. 166.

26 août. Le nouveau chanoine prend possession de sa stalle par l'intermédiaire de Jean-Godefroid Soutzen, prêtre de l'Ordre Teutonique et curé d'Ordange (*R. N.*, 6715, fol. 422).

1746, 27 février. MAUR SCHOENAERTS succède à Jean Coelmont, décédé (*R. N.*, 6715, fol. 445).

1780. Le chapitre était composé comme suit (1) :

JEAN-LAMBERT BAERTS, doyen, nommé en 1749.

JEAN-JACQUES DE RACOURT (2), nommé en 1739.

PAUL CAMUS, protonotaire apostolique, nommé en 1740.

TRUDON-AMAND A SPECULO, chantre et secrétaire, nommé en 1741.

GUILLAUME BERTRAND, nommé en 1745.

GÉRARD STAPPERS, seigneur de Hesper, nommé en 1751.

ANDRÉ-GILLES VAN DEN ABEELE, nommé en 1761.

JEAN ODEURS, nommé en 1762.

NICOLAS VAN CUTSEN, nommé en 1766.

PR. D. CHRISTOPHE WURZER, nommé en 1768.

TRUDON HESBEENS, pléban, nommé en 1774.

1798. LOUIS-GAUTIER SMEETS, Jacques De Racourt, LÉONARD MOTTAER et ROBERT STAPPERS, furent condamnés à la déportation le 4 novembre de cette année (3).

XXV.

SAINT-TROND

ÉGLISES PAROISSIALES

L'église Notre-Dame, dont l'origine remonte au XI^e siècle, a été l'église paroissiale primitive pour toute

(1) « *Daghet in het oosten*, » Hasselt, 1902, p. 183.

(2) Dans l'acte d'élection de Jean Coelmont, il figure sous le nom de Jean-Lambert Racourt.

(3) DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté*, 1724-1852, t. IV, p. 156.

la ville. Sa juridiction s'étendait au Nord jusque Melveren, à l'Est jusqu'à Zepperen et Brusthem, au Sud jusqu'à Velm (1) et Kerkom (2) et à l'Ouest jusqu'à Staden et Gorssum.

Elle fut construite par l'abbé Adélarde II (1055-1082) (3) et resta seule église paroissiale jusque vers le milieu du XII^e siècle. Aussi le diplôme de Pascal II de 1107 n'énumère-t-il, parmi les églises paroissiales, que « *in ipso oppido Sancti Trudonis altare Sanctae Mariae cum appendiciis suis* » (4). »

Ce n'est qu'en 1133 que l'église Saint-Gangulphe, construite aussi par Adélarde II (5), acquit certains droits paroissiaux, parce que l'église Notre-Dame était devenue trop petite pour contenir la foule des fidèles et que son cimetière était insuffisant pour la sépulture des défunts. Cependant il n'y avait qu'un seul curé pour les deux églises et Notre-Dame seule conservait les fonts baptismaux (6).

Parmi les églises qui, en 1139, devaient payer les oboles banales au monastère, Albéron, évêque de Liège, cite « *in villa Sancti Trudonis ecclesia Sancte Mariae et alia ecclesia Sancti Gangulfi* » (7). »

L'église de Bevingen existait déjà depuis le XI^e siècle; mais en 1208 le service divin n'y était encore célébré que par intervalles : « *in qua hactenus minus plene celebrabatur*. » Elle obtint pour vingt-neuf ans le droit d'être desservie régulièrement par un prêtre spécial, mais continua à dépendre de Notre-Dame (8).

(1) Velm et Zepperen avaient déjà au VII^e siècle leurs églises dédiées à saint Martin et sainte Geneviève (DONATUS, *Vita sancti Trudonis*, dans GHESQUIÈRE, *Acta Sanctorum Belgii*, t. V, p. 41).

(2) Kerkom fut une filiale de Velm.

(3) DE BORMAN, *op. cit.*, t. I, p. 20.

(4) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 31.

(5) DE BORMAN, *op. cit.*, t. I, p. 20.

(6) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 44.

(7) *Ibidem*, p. 50.

(8) *Ibidem*, p. 161.

Vers cette même époque furent fondées les autres églises énumérées dans le diplôme d'Innocent III, du 19 février 1215 (1). « *Sancte Catherine, Sancti Sepulcri, Sancti Jacobi, Sancti Petri, Sancti Nicolai in Sarcinio, Sancti Gengulphi, Sancte Marie Magdalene ad infirmos, Sancte Crucis de Govelinchen et Sancti Johannis ecclesias, cum pertinentiis earundem.* »

Nous croyons qu'à cette époque toutes ces églises étaient églises paroissiales ; en tout cas elles l'étaient quelques années plus tard sous Guillaume de Ryckel (2). Mais elles étaient filiales de Notre-Dame et comme celle-ci avait été incorporée à l'abbaye en 1161 (3), l'abbé du monastère se trouvait être curé primitif de toutes les églises de la ville et y nommait des vicaires perpétuels.

A l'encontre de cette opinion, l'on croyait, au milieu du XVII^e siècle, à Saint-Trond, que l'église Saint-Nicolas à Zerkingen était paroisse primitive.

Lors de la visite archidiaconale de 1650, l'archidiacre informa l'abbé de l'état des églises dont celui-ci était collateur et curé primitif. Le curé de Saint-Jean n'avait qu'un revenu de cinq muids de seigle, celui de Guvelingen onze muids et deux setiers ; celui de Sainte-Catherine avait refusé son institution ; celui de Bevingen n'avait que douze muids, celui de Saint-Pierre dix muids.

Cette situation était cause que les curés ne résidaient plus dans leurs paroisses. L'archidiacre engageait donc l'abbé à augmenter les revenus de ces curés et lui rappelait que, comme curé primitif, il était responsable de la situation, d'autant plus qu'il percevait les dîmes de tout le district.

La réponse à ces remarques fut d'abord rédigée par

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 171.

(2) PIRENNE, *op. cit.*, p. 70.

(3) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 104.

le lieutenant des fiefs, Adam Van Vorsen ; celui-ci rechercha l'origine des églises et concluait que celle de Saint-Nicolas était antérieure à toutes les autres. L'abbé, cependant, ne partagea pas cette façon de voir et corrigea le projet de réponse : « *ecclesiae de Zerkingen origo ignoratur ; posteriorem tamen esse constat ecclesiis Beatae Mariae et Sancti Gangulphi* (1). »

Mais l'opinion du lieutenant des fiefs fut reprise quelques années plus tard, vers 1660, par l'auteur des *Regalia abbatae Sancti Trudonis* (2) : « *Adelardus adidit et alterum, media urbe, civium usui templum magnificum opere, quod jussit esse parochiale, ne cives deinceps, sacrorum causa, cogerentur ire extra septa oppidi ad S. Nicolai Sarchinium.* »

Ces auteurs pensaient — et en cela ils ne se trompaient pas — que le village de Zerkingen était antérieur à la ville de Saint-Trond. Ils en déduisaient que l'église Saint-Nicolas de Zerkingen avait été la paroisse primitive et unique jusqu'à la prélature d'Adelard II (1055-1082) (3).

Mais comment alors expliquer que cette église n'a pas été mentionnée ni par Donat au VIII^e siècle, ni dans le diplôme de Pascal II de 1107, ni dans la lettre d'Albéron, évêque de Liège, de 1139 ? Puis il faudrait encore trouver la raison de la juridiction que les abbés ont exercée sur cette église comme curés primitifs et comme décimateurs.

Du reste, au lieu de dire que l'abbé Adélard II, après

(1) Hasselt, carton 66739. L'abbé fit remarquer qu'il n'était pas certain que ses prédécesseurs avaient construit ces églises *cum parochiale onere*, qu'il n'était pas évident non plus qu'il possédait toutes les dîmes en raison de ces églises. Toutefois il entra dans les vues de l'archidiacre et promit de porter remède à la situation.

(2) Bibliothèque du petit séminaire de Saint-Trond, fol. 275.

(3) Cette même opinion a été tenue par Kempeneers, se basant sur le texte des *Regalia abbatae* (*Publications de la Société historique du duché de Limbourg*, t. V, p. 106).

avoir entouré la ville de murailles, a dû construire l'église Notre-Dame pour ne pas obliger les habitants à sortir de l'enceinte, ne pourrait-on pas prétendre que l'élévation de l'enceinte a eu comme conséquence la construction des églises dans les faubourgs ?

En conséquence, nous pensons avoir le droit de considérer l'église Notre-Dame comme paroisse primitive, et tant les églises de Saint-Gangulphe et du Saint-Sépulcre à l'intérieur des murs, que les autres situées hors de l'enceinte, ont été démembrées de Notre-Dame au XII^e siècle.

Dans un bail de 1589, par lequel l'abbé donne en location la perception de la dime des agneaux, abeilles, miel, laine, oies et lin, l'on stipule que le décimateur pourra collecter ces dîmes dans toute la juridiction de Saint-Trond, sauf à Staden et à Molveren. Ces deux églises, en effet, est-il dit dans l'acte, sont des églises paroissiales, alors que toutes les autres sont des filiales de l'église Notre-Dame. « *Uytgenomen Mervel en » Stayden, die welcke twee parochien alleenlijck van » die anderen zijn onderscheiden ende zijn parochiale » kercken als blijktt uijt die alde registeren, dat die » andere kercken zijn alleenlijck capellen onder die » moederkercke van Onsser Liever Vrouwen kercken, » onssen Eerw. Heere Abdt ende Prelaet onderworpen » ende subject als oppersten pastoor (1). »*

A. ÉGLISE NOTRE-DAME.

L'église Notre-Dame, construite par Adélard II, fut détruite par un incendie vers 1086, mais restaurée peu de temps après (2).

En 1161 la cure fut incorporée à l'abbaye par Alexandre, prévôt et archidiacre de Liège (3). Henri II,

(1) Reg. n° 6965, fol. 43.

(2) DE BORMAN, *op. cit.*, pp. 20, 43 et 55.

(3) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 104.

évêque de Liège, confirma cet acte en 1163. L'abbé devait nommer un curé et des coadjuteurs capables et payer à l'évêque et à l'archidiacre tous les droits qu'une *ecclesia dimidia* était tenue de payer (1). Raoul de Zaehringen renouvela cette concession en 1171 (2). Comme collégiale cette église était indépendante vis-à-vis des archidiacres ; aussi ceux-ci ne la mentionnent-ils jamais dans leurs registres.

CURÉS OU PLÉBANS.

HENRI fut curé de Notre-Dame depuis les temps de Rodolphe (1108-1138) jusqu'après 1161 ; ce n'est qu'après sa mort que les revenus pastoraux furent unis à la mense abbatiale (3).

L'acte de 1163, par lequel l'évêque de Liège ratifie l'incorporation de l'église Notre-Dame à l'abbaye, attribue à celle-ci le personat « *sicut eum frater Wazo de* » *Leodio et magister Henricus de Sancto Trudone habuerunt* (4). » Nous en concluons que Henri de Saint-Trond venait de mourir. WAZON DE LIÈGE aura été son prédécesseur immédiat, ou bien, ce qui est plus probable, son collègue, en ce sens qu'il y avait deux églises paroissiales à administrer. C'est ainsi que lors de l'érection de Saint-Gangulphe en 1133 deux prêtres, EREMBALD et HENRI, sont intéressés à ce démembrement ; de même MAGISTER LAMBERTUS et PAULUS, « *plebani Sanctae Mariae*, » assistent comme témoins à un acte du 14 août 1249 (5).

A partir de 1254 Guillaume de Ryckel donne une

(1) PIOT, *op. cit.*, t. II, p. 105.

(2) *Ibidem*, p. 118.

(3) *Ibidem*, p. 104.

(4) *Ibidem*, p. 105 ; DE BORMAN, *op. cit.*, t. II, p. 48. Le chroniqueur fait mourir Henri vers 1660. Cependant l'acte de 1161 le suppose encore en vie. Il assiste comme témoin à un acte de 1146. STRAVEN, *Inventaire*, t. I, p. 3.

(5) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 242.

liste de curés ou *sacerdotes vicarii* qui, jusqu'en 1272, ont gouverné la paroisse (1). Ce sont : ADAM, CLEMENS, MAGISTER ARNOLDUS, FRANCO EGIDIUS. Deux de ceux-ci étaient plébans : CLÉMENT et ARNOUL; les autres étaient des prêtres auxiliaires.

Lors des premières révolutions communales à Saint-Trond en 1256 (2), Clément, pléban de Notre-Dame, et Adam, un de ses coadjuteurs, furent poursuivis par les rebelles.

A partir de 1263, nous possédons un « *Catalogus » plebanorum seu vicariorum Reverendissimi Domini » abbatis monasterii Sancti Trudonis, qui curam animarum ecclesiae parochialis Beatae Mariae Virginis » in oppido Sancti Trudonis exercuerunt, quorum nomina et anni ex registris venerabilis capituli domini » norum decani et canonicorum praedictae ecclesiae » parochialis et simul collegialis cognosci potuerunt. » Anni et nomina sunt ut sequentur (3). »*

1263. ARNOULD CRUBELS. Cet Arnoul Crubels est sans doute le même personnage que *Magister Arnoldus*, cité par Guillaume de Ryckel.

Avant 1277 (4). FRANCON ZILLEKENS assiste comme témoin à un acte du 19 janvier 1278 (5). En avril 1279, il donne 9 marcs à l'abbé Guillaume et reçoit en échange, pour lui et sa sœur Ida, une rente viagère de 20 sous (6). Il assiste encore en qualité de témoin à un

(1) PIRENNE, *op. cit.*, p. 71.

(2) DE BORMAN, *op. cit.*, t. I, p. 204; G. SIMENON, *Une page inédite de Guillaume de Ryckel*, dans *Leodium*, 1902, p. 81.

(3) Hasselt, carton 6574¹⁰, n° 28. Cette liste fut certifiée exacte le 5 février 1773, par J.-L. Baerts, doyen, et Trudon a Speculo, secrétaire du chapitre. Elle se trouve aussi dans les *Regalia*, fol. 793.

(4) La liste porte : 1287, ce qui est certainement une erreur.

(5) *Registrum stipale B* (Hasselt, n° 66788), fol. 134 v°.

(6) *Registrum stipale A* (Hasselt, n° 66787), fol. 283. A sa mort cette rente fut laissée à la pitance. Aussi le nom de Francon figure-t-il dans l'obituaire au 10 avril. « *Et Franco presbiter, pro quo habemus 20 solidos » Lovanienses.* »

acte de mai 1283 (1); il y est appelé FRANCON CRUCBAUT.

Avant 1286 (2). CLÉMENT VAN REPEN était déjà en fonctions le 22 septembre 1286, quand les chapelains de Notre-Dame obtinrent la permission de construire une chapelle (3). Il assiste encore comme témoin au testament de Henri d'Ordange le 6 mai 1293 (4).

1320. JEAN PATERNOSTER.

1345. HENRI DE HERCKENRODE.

1372. JEAN DE AERSCHOT.

1399. GILLES SMEERSNYDER fut nommé doyen du chapitre lors de son érection. Il mourut le 13 août 1400. Après lui, les deux fonctions de doyen et de pléban ont été séparées.

1400. GILLES MEESTERMANS qui mourut le 5 juin 1428.

1428. THOMAS GULDEVOETS (5).

1456. HUBERT DE ROELINGEN (6).

1476. JEAN DE BROETSWEERT (7).

1484. RENIER BECKERS, décédé le 25 juin 1496.

1496. JEAN GADERMANS, mort le 3 janvier 1510.

1510. PHILIPPE VAN REECKBOSSCHE, qui mourut le 20 avril 1517 (8).

1517. PIERRE DE HERCKENRODE, J. U. L. et maître ès arts, fut nommé au poste de pléban, par acte daté du 21 avril 1517, « *in castro prepositurae nostrae Sancti*

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 364.

(2) La liste met, par erreur, la date de 1292.

(3) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 377.

(4) *Registrum stipale B* (Hasselt, n° 66788), fol. 182 v°.

(5) L'auteur de la liste ajoute ici : « *Interea, hoc mortuo, deservitur » ecclesia per religiosos abbatae usque 1484,* » mais il se sert de cette phrase, et à tort, chaque fois qu'il se trouve devant une lacune.

(6) PIOT, *op. cit.*, t. II, p. 325.

(7) *Ibidem*, p. 373.

(8) Il est inscrit dans l'obituaire au 20 avril : « *p. q. h. sex vasa sili-ginis, tria pro custodia et reliqua pro pyntancia et quatuor coclearia » argentea pro capsae sancti Trudonis.* »

» *Amandi prope et juxta muros opidi Curtracensis* » (*R. N.*, 6708, fol. 210). Il eut dans la suite des difficultés avec l'abbaye au sujet du cierge pascal dont il revendiquait la propriété (1).

1532. Pierre de Herckenrode permuta, le 25 avril 1532, avec JEAN-MARTINI BALDUINI, recteur de l'autel Notre-Dame à Wasterhoven, « *sub parochia villae* » de Bergeyck, *Leodiensis diocesis* » (*R. N.*, 6708, fol. 344).

1541, 6 août. A la mort de Jean Martini, l'abbé nomma JEAN VAN DEN BLOCKERYE, U. J. D. et prêtre du diocèse (*R. N.*, 6708, fol. 379).

1547, 30 avril. Jean Van den Blockerye résigna en faveur de HENRI VAN DE WYER (*R. N.*, 6708, fol. 416).

Ce Henri Van de Wyer organisa en 1549, avec Nicolas Celis, bourgeois de Saint-Trond, une loterie pour la construction de deux chapelles, l'une en l'honneur de saint Sébastien et de saint Roch, l'autre en l'honneur de saint Job et de saint Quirin. L'autorisation de l'abbé Georges Sarens lui fut accordée le 15 janvier de cette année (*R. N.*, 6708, fol. 435).

1560. GUALTERUS NAX.

1575, 16 juin. Le précédent démissionne en faveur de JACQUES VERMIUS. Celui-ci appelé aussi JACQUES DERUYNEN avait dû s'enfuir de Hollande et par l'intervention d'amis était devenu curé de Notre-Dame. Le 15 février 1577 l'abbé Christophe autorisa les bourgeois à abattre une maison située sur le cimetière de l'église et à y construire un presbytère pour le curé (2) (*R. N.*, 6709, fol. 276). Jacques Vermius mourut le 7 novembre 1578.

1579. GODEFRIDUS BOEDEN mourut le 16 décembre 1579.

(1) Chronique de Foullon, ad annum 1539 (Hasselt, n° 6678³).

(2) *Registrum stipale A* (Hasselt, 6678²), fol. 305.

1580. WIRICUS AB HAM, décédé le 26 octobre 1587 (1).

1587. JEAN DUYFKENS mourut le 24 août 1598.

Ce curé était en même temps chanoine de Notre-Dame. A la demande de l'abbé Léonard Betten, le nonce de Cologne réunit à perpétuité cette prébende canoniale à la cure de Notre-Dame. L'acte est daté de Liège le 7 janvier 1587 (2).

1598. 26 novembre. Les examinateurs synodaux admirent à la cure de Saint-Trond, « *magister PONTUS HEUTERUS, Delphius, Hollandie, U. J. Licentia- tus, sacerdos diocesis Ultrajectensis ab annis triginta, quibus egit in diocesibus tribus ultime Brugensi et Mechliniensi, presentatus per dominum abbatem Trudonensem, attentis plurimorum magistrorum et specialiter abbatis prefati testimoniis vitae et doctrine trina quae tum operibus editis tum aliter conversatione et colloquio nobis sufficienter innotuit, visus est posse admitti, nullo alio concurrente* (3). »

Pontus Heuterus était né à Delft en 1535 et était chanoine de Gorcum en 1572. Il fut jeté en prison par les hérétiques avec les futurs martyrs, mais n'ayant pas leur courage il s'échappa et vint en Belgique. Il a écrit entre autres : *Rerum burgundicarum libri VI* et *Rerum belgicarum libri XV* (4). Il mourut à Saint-Trond le 6 août 1602.

1602, 16 octobre. L'abbé et le doyen du chapitre présentèrent pour la cure de Notre-Dame : « *magister*

(1) Cette date est erronée, car Jean Duyfkens est déjà cité comme curé le 7 janvier 1587.

(2) Registre, n° 6679, fol. 199.

(3) *Concours diocésains* (évêché de Liège, D. 1), fol. 31.

(4) DE FELLER, *Journal historique*, t. VIII, p. 460. D'après la liste, Pontus Heuterus mourut le 11 septembre. Cependant au 6 août, dans l'obituaire, figure : « *Pontus Heuterus, pastor Beatae Mariae in oppido S. Trudonis qui reliquit nobis medietatem bibliothecae suae satis instructae* [1602]. »

» JOHANNES WILLEMS, *Worcomius, S. T. Licentiatuſ,*
» *sacerdos diocesis Mechliniensis ab annis circiter 30*
» *quibus partim egit pastor Buscoducis in ecclesia*
» *S. Petri, partim Aldenaerdae in Flandria in ecclesia*
» *S. Walburgis* (1). » Jean Willems mourut le 24 novembre 1624. Il avait fait une fondation pour le catéchisme du dimanche (2).

1624. BARTHOLOMEUS AB HAUWEYCKEN résigna ses fonctions en 1666.

1666, 28 novembre. L'abbé nomma à la cure de Notre-Dame JOSSE VAN DER BORCHT, bachelier en théologie, qui mourut le 12 décembre 1680 (*R. N.*, 6713, fol. 3).

1681, 1^{er} juin. La cure fut conférée à RENIER ROXHE, curé de Haelen (*R. N.*, 6714, fol. 67).

1697, 23 mai. CORNEILLE CREMERS, curé de Curinge, reçoit de l'abbé une commission provisoire pour desservir l'église Notre-Dame. Le 23 juin il est confirmé dans ses fonctions (*R. N.*, 6714, fol. 201).

1704, 19 juin. Comme la cure était devenue vacante par la démission de Corneille Cremers, l'abbé la confia à JOSEPH GOVAERTS, religieux de l'abbaye (*R. N.*, 6715, fol. 16).

Ce religieux avait jadis enseigné la théologie à Malmedy et était maître des novices depuis 1701. Mais en 1710 éclata un conflit entre l'abbé et le prince-évêque au sujet du petit séminaire. Les moines qui jusque-là y avaient enseigné furent destitués et remplacés par des prêtres séculiers (3). A cette même occasion Joseph Govaerts rentra à l'abbaye.

1710, 4 novembre. L'abbé présenta GUILLAUME VAN ROOST pour la cure de Notre-Dame; mais le même jour il protesta que, par la nomination d'un prêtre séculier, il n'entendait nullement renoncer à ses

(1) *Concours diocésains* (évêché de Liège, D. 1), fol. 84.

(2) STRAVEN, *Inventaire*, t. III, p. 410.

(3) DARIS, *Notices sur les églises*, t. I, p. 48.

droits, privilèges et exemptions (*R. N.*, 6715, fol. 84 et 85).

1714, 24 juin. La cure de Notre-Dame, vacante par la démission du précédent, fut conférée à THOMAS LOYENS, maître ès arts (*R. N.*, 6715, fol. 105). Celui-ci résigna ses fonctions le 5 mai 1754 (1).

1754, 27 mai. GUILLAUME FREUNEN (2).

1760, 11 décembre. PIERRE-GAUTIER BECAERS.

1774. TRUDON HESBEENS (3).

AUTELS.

L'acte d'érection de la confrérie de Notre-Dame et de tous les saints, en 1265, mentionne les autels de Notre-Dame « *sub cruce*, » de saint Jean-Baptiste, des saints Apôtres et des saints Martin et Nicolas (4).

En 1288, GHEYMARUS DE CALMUNT, était recteur de l'autel de saint Jean-Baptiste et saint Jean-Evangéliste (5).

Un acte du 5 janvier 1290, cite GAUTIER DE BERN-SAM, comme recteur de l'autel de saint Jacques (6).

En 1399, il y avait en l'église Notre-Dame deux fondations de la Sainte Vierge, deux de saint Nicolas, deux des saints Philippe et Jacques, trois des saintes

(1) Hasselt, carton 6673¹⁰, n° 9.

(2) L'abbé avait nommé Guillaume Freunen, mais les chanoines prétendirent que celui-ci ne pouvait entrer en fonctions qu'après la fête de saint Jean-Baptiste et ils avaient chargé leur collègue Voss de remplir provisoirement les fonctions pastorales. Il en résulta un procès devant le nonce de Cologne. Le 25 juin 1761, l'auditeur de la nonciature condamna les chanoines et donna gain de cause à l'abbé. Une sentence arbitrale trancha définitivement le différend en déclarant que quand la plébanie était vacante par résignation, l'abbé pourrait la conférer immédiatement. Si elle était vacante par décès, les héritiers du pléban défunt devaient s'entendre avec le chapitre pour assurer le service divin jusqu'à la fête de saint Jean (Hasselt, carton 6679⁹).

(3) Ce dernier nom figure dans un *tableau ecclésiastique de 1780*, 't *Daghet in het oosten*, 1902, p. 184.

(4) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 317.

(5) *Registrum stipale A* (Hasselt, n° 66787), fol. 227.

(6) *Ibidem*, fol. 208 v°.

Catherine et Barbe et trois des saints Jean-Baptiste et Jean-Evangéliste; ces douze bénéfices furent alors convertis en prébendes canoniales (1).

Un pouillé de 1558 énumère dix-neuf autels ou fondations (2). Dans la suite, plusieurs de ces bénéfices furent unis soit entre eux, soit au décanat; d'autres périrent faute de revenus; enfin des nouveaux furent fondés. Nous donnerons les noms des recteurs de ces différents autels pour autant que les archives de l'abbaye nous ont fourni des renseignements à leur sujet.

AUTEL DE NOTRE-DAME « SUB CRUCE. »

JEAN VAN ERTRYCK résigna en 1522 et fut remplacé le 16 avril par GEORGES NEPOTIS (*R. N.*, 6708, fol. 276).

PIERRE VANDER MAESEN, chanoine de Notre-Dame, démissionna en 1606 et fut remplacé le 4 février par MATHIAS SWATTENBROECK, curé à Wilderen (*R. N.*, 6709, fol. 34).

Celui-ci permuta le 4 juin 1608 avec JACQUES MATHIAE A VERGUS « *canonicus Oximiensis* » (3) (*R. N.*, 6709, fol. 35).

A la mort de JEAN BINCUM, LAURENT HUBAR reçut le bénéfice le 6 septembre 1647 (*R. N.*, 6711, fol. 200).

Celui-ci céda, le 30 décembre 1653, la place à ARNOUL LYCOPS (*R. N.*, 6712, fol. 82).

A la mort de ce dernier, l'abbé conféra, le 10 avril 1691, l'autel à LÉONARD HINNEMEYERS (*R. N.*, 6714, fol. 147).

Le 10 mai 1693, Léonard Hinnemeyers résigna en faveur de JEAN CEULEMANS (*R. N.*, 6714, fol. 158).

Celui-ci mourut en 1694 et le 12 juin le bénéfice fut accordé à LAURENT CARTUYVELS (*R. N.*, 6714, fol. 174).

(1) PIOT, *op. cit.*, t. II, p. 141.

(2) *Analectes*, t. I, p. 451.

(3) En marge se trouvait : « *spectat ad scholasticum Coloniensem.* »

AUTEL DE NOTRE-DAME (TROISIÈME FONDATION) (1).

NICOLAS DE HERCKENRODE résigna le 29 août 1543 en faveur d'ARNOUL HOEBANCK, qui à son tour, le 24 avril 1545, céda la place à GUILLAUME WINCKELEERS *alias* KELSBECK (*R. N.*, 6708, fol. 368 et 406).

AUTEL DE SAINT PIERRE DANS LA SACRISTIE.

A la mort de LAMBERT NEVEN, HENRI VAN DER HOEVEN fut nommé recteur le 18 avril 1524. Il eut lui-même comme successeur JEAN SIMPERNELS, nommé le 31 août 1528 (*R. N.*, 6708, fol. 282 et 300).

JEAN COOPMANS démissionna le 10 mars 1541 en faveur de PIERRE BRIERS (*R. N.*, 6708, fol. 381).

AUTEL DES SAINTS PIERRE ET EUCHER.

A la mort de RENIER VAN MERWEL l'abbé nomma, le 19 juillet 1525, ARNOUL SCHELLENS (*R. N.*, 6708, fol. 289).

AUTEL DES SAINTS PIERRE ET PAUL.

CHRISTOPHE BRANTS mourut en 1603 et fut remplacé le 10 décembre par JEAN SMETS, maître ès arts. CHRISTOPHE COOLEN prit sa place le 17 août 1606 (*R. N.*, 6709, fol. 25).

A la mort de ce dernier, l'abbé nomma le 2 octobre 1617 BARTHÉLEMY BOLLIS (*R. N.*, 6709, fol. 46).

ARNOUL GISBERTI mourut en 1628 et eut comme successeur N. BRUGMANS (*R. N.*, 6709, fol. 74).

Le bénéfice devint vacant en novembre 1663 par la mort de FRANÇOIS VANDEN VELDE. Le 17 mai 1667, l'abbé nomma (2) HUGO LAMBRECHTS (*R. N.*, 6713, fol. 27).

(1) Les deux premières fondations avaient été converties en prébendes canoniales en 1399.

(2) L'acte de nomination portait : « *Altare SS. Petri et Pauli fundatum in choro griseorum sororum in ecclesia B. Mariae Virginis.* »

A la mort de ce dernier, l'autel fut accordé le 16 août 1708 à MATHIAS PUTZEYS (*R. N.*, 6715, fol. 63). Celui-ci, curé d'Uccle près de Bruxelles, résigna son bénéfice le 16 juillet 1741 (1).

AUTEL DES SAINTES AGATHE ET GERTRUDE
(PREMIÈRE FONDATION).

JEAN MOMBORS résigna le 6 juin 1517 en faveur de JEAN PROFIELS (*R. N.*, 6708, fol. 219). Celui-ci laissa à sa mort le bénéfice à ARNOUL WIESEN, nommé le 12 novembre 1537 (*R. N.*, 6708, fol. 357).

A la mort de JEAN COOPMANS, l'abbé nomma le 14 juin 1541 HENRI DE FONTE (*R. N.*, 6708, fol. 377).

NICOLAS RHODINUS permuta le 14 octobre 1611 avec JEAN BORMANS, recteur de l'autel des saints Pierre et Paul (deuxième fondation) dans l'église Saint-Nicolas Outre-Meuse à Liège (2) (*R. N.*, 6709, fol. 39).

LAURENT BORMANS céda le 12 août 1634 la place à JEAN WIEGEN, curé de Saint-Pierre (3) (*R. N.*, 6711, fol. 28).

A la mort de ce dernier, l'abbé nomma le 13 janvier 1656 JEAN HAGART (*R. N.*, 6712, fol. 130).

Jean Hagart mourut en 1669 et eut comme successeur FRANÇOIS PIZART, maître ès arts, nommé le 15 avril 1669 (*R. N.*, 6713, fol. 73).

Celui-ci permuta, en se réservant une pension de 30 florins brabant, avec HENRI MARTENS, recteur du bénéfice de Saint-Nicolas en l'église Saint-Pierre à Saint-Trond (*R. N.*, 6713, fol. 163).

A la mort de Henri Martens, l'abbé conféra le poste

(1) Hasselt, carton 66739, n° 9. Cependant le 15 novembre 1729, l'abbé conféra le même bénéfice à THOMAS VAN HOVEN, curé de Saint-Martin (*R. N.*, 6715, fol. 295).

(2) En note se trouvait : « *Modo rector est Arnoldus Tayen, Trudonensis.* » Il y a une confusion entre la première et la seconde fondation.

(3) La nomination ajoutait : « *quod quibusdam de populo nostro contagioso morbo laborantibus fideliter astiteris.* »

à PIERRE LOMBAERTS le 15 janvier 1699 (*R. N.*, 6714, fol. 218).

Celui-ci mourut en 1714 et fut remplacé le 24 avril par GILLES DES (*R. N.*, 6715, fol. 110).

Gilles Des démissionna le 23 février 1718. Le 12 mars l'abbé lui donna comme successeur PHILIPPE VAN HELSFORT (*R. N.*, 6715, fol. 157).

A la mort de ce dernier, le bénéfice fut conféré à GISBERT SNEEVAERTS le 10 février 1737 (*R. N.*, 6715, fol. 360).

RENIER VAN HERCK nommé en 1771 était encore en fonctions en 1780 (1).

BALTHASAR-ARNOUL DE BELLEFROID résigna le 16 août 1788 en faveur d'ADAM-NÉPOMUCÈNE-NICOLAS DE PALMER, chanoine de Tongres (2).

AUTEL DES SAINTES GERTRUDE ET AGATHE (DEUXIÈME FONDATION).

Le 28 mai 1521, JEAN HULSTMANS (3) permuta avec HENRI HOCKEN, recteur de l'autel de Notre-Dame dans la chapelle de Binderveld (*R. N.*, 6708, fol. 258).

GODEFROID ROLLIER, cleric du diocèse de Tournai, démissionna le 22 avril 1552 sous réserve d'une pension de 10 florins d'or, en faveur de GRÉGOIRE DE QUERCU (*R. N.*, 6708, fol. 470).

MARTIN HUBERTI résigna le 24 février 1565 et fut remplacé le 1^{er} juin par JEAN DULLARTS, fils d'Ivon (*R. N.*, 6709, fol. 260).

ARNOUL TAYEN (*Thaddei*), curé de Saint-Gangulph, échangea son autel contre celui d'ARNOUL SCHOONAERTS, recteur de l'autel « *utriusque Mariae* »

(1) *Tableau ecclésiastique de 1780. 't Daghet in het oosten*, 1902, p. 184.

(2) Hasselt, carton 6673¹⁰, n° 9.

(3) Le 21 octobre 1534, Jean Hulstmans, chapelain de Notre-Dame, fut nommé collecteur de l'obole banale (*R. N.*, 6708, fol. 421).

(deuxième fondation) en l'église de Saint-Gangulphe, le 24 décembre 1668 (*R. N.*, 6713, fol. 70).

HENRI SCHAEZTEN mourut en 1676. Par acte daté de Bergen-op-Zoom le 27 avril, l'abbé conféra le bénéfice à CHRISTOPHE TACKOENS, qui à sa mort laissa le 21 septembre 1693, l'autel à LAURENT WARNOTS (*R. N.*, 6713, fol. 449 et 6714, fol. 162).

AUTEL DE SAINTE BARBE.

Le 28 juin 1581, le prince-évêque de Liège Ernest de Bavière unit à la cure de Notre-Dame le bénéfice de sainte Barbe, devenu vacant par la résignation de GAUTIER NAX. Cette union était faite à la demande de l'abbé Léonard Betten, parce que ce bénéfice possédait une maison et un jardin rapprochés de l'église Notre-Dame, alors que le curé n'avait pas de presbytère convenable (1).

AUTEL DE SAINT ÉLOI (PREMIÈRE FONDATION).

GUILLAUME SMETS *alias* VAN DEN SCHOUHUYSE résigna en faveur de CHRÉTIEN DE SCHOER. Cette démission fut acceptée le 6 mai 1551, par acte daté, « *in* » *domo abbatiale Mechliniensi* » (2) (*R. N.*, 6708, fol. 459).

A la mort de JEAN VRANCKEN, l'abbé nomma le 13 avril 1609, JÉRÔME LANDEN, prêtre de Saint-Trond (*R. N.*, 6709, fol. 36).

Le 29 août 1621 CHRISTOPHE SCRYNEN résigna en faveur de LAMBERT GERMEYS, curé de Muysen (*R. N.*, 6709, fol. 63).

Dans la suite le bénéfice fut uni au décanat. C'est

(1) Reg. n° 6799, fol. 199 v°.

(2) En note se trouvait : « *Wilhelmus Smets non vixit dies de jure* » *requisitos; tunc contulit abbas altare domino Leonardo Zeebouts,* » *qui id resignavit in favorem Christiani Van Schoer, mediante pen-* » *sione 3 ducatorum* » (*R. N.*, 6708, fol. 464).

ainsi que le 4 juillet 1674, HENRI VAN VUCHT, doyen du chapitre, en obtint la possession (*R. N.*, 6713, fol. 291).

AUTEL DE SAINT ÉLOI (DEUXIÈME FONDATION).

A la mort de HENRI DE MERA l'abbé, par acte daté de Louvain, le 14 mars 1530, nomma recteur RENIER WALTERI (*R. N.*, 6708, fol. 334).

Celui-ci mourut en 1536 et fut remplacé au mois de février de cette année par CHARLES VILLICI (*R. N.*, 6708, fol. 358), qui démissionna le 21 avril 1540, en faveur de WINAND VILLICI (*R. N.*, 6708, feuille détachée).

Ce dernier, devenu chanoine de Notre-Dame, résigna à son tour et, le 9 août 1543, il céda la place à JEAN CLENAERTS (*R. N.*, 6708, fol. 400).

Jean Clenaerts mourut en 1549 et, le 24 avril, l'abbé lui donna comme successeur LÉONARD ZEEBOUTS (*R. N.*, 6708, fol. 437).

Celui-ci, en se réservant une pension de 3 ducats « *de camera* », céda le 26 avril 1552, son bénéfice à PIERRE COLEN (*R. N.*, 6708, fol. 438).

A la mort d'ALEXANDRE LOYENS (*Ludovici*), l'abbé nomma le 5 janvier 1649, LAMBERT PUTMANS (*R. N.*, 6711, fol. 232).

Celui-ci démissionna le 6 février 1657 en faveur de LÉONARD LASSENS (*R. N.*, 6712, fol. 168).

A son tour Léonard Lassens résigna le 22 août 1683; le 20 mai 1684 il fut remplacé par JEAN PRINSEN (*R. N.*, 6714, fol. 99).

Ce dernier mourut la même année. Le 16 décembre sa place fut prise par DENIS CARTUYVELS (*R. N.*, 6714, fol. 108).

A la mort de Denis Cartuyvels, le bénéfice fut conféré le 25 août 1696 à BARTHÉLEMY CONINX (*R. N.*, 6714, fol. 200).

Celui-ci mourut en 1706 et fut remplacé le 31 janvier par FRANÇOIS DELRÉE (*R. N.*, 6715, fol. 29).

Le 2 janvier 1715, François Delrée démissionna en faveur de BAUDUIN MOERS (*R. N.*, 6715, fol. 118).

AUTEL DE SAINT THOMAS
ET DE SAINTE MARIE-MADELEINE.

A la mort de GUILLAUME MARCHS, l'abbé conféra le 22 novembre 1524, ce bénéfice à NICOLAS BYENS, maître ès arts (1) (*R. N.*, 6708, fol. 284).

Celui-ci résigna le 10 juin 1525 en faveur de JEAN HULTSMANS, curé de Nieuwerkerken (*R. N.*, 6708, fol. 287).

Le 20 avril 1566, PIERRE SQUADEN permuta avec JEAN ROCHOUT (*R. N.*, 6709, fol. 262).

JEAN REGII (*Coninx*) mourut en 1618 et fut remplacé par MATHIEU JAMAR, chanoine de Saint-Barthélemy à Liège (*R. N.*, 6709, fol. 50).

PIERRE LYCOPS, curé de Corswarem, démissionna le 15 juin 1645 en faveur de GILLES BLOMMEN (*R. N.*, 6711, fol. 166).

Celui-ci permuta le 1^{er} septembre 1668 avec JEAN BRIERS, sacristain de Halmael (*R. N.*, 6713, fol. 45).

A la mort de PIERRE HELLINX, LAURENT VAN GHENECHTEN fut nommé le 21 septembre 1693 (*R. N.*, 6714, fol. 161).

En 1739 fut nommé JEAN-LÉONARD STAS qui était encore en fonctions en 1780 (2).

(1) En note se trouvait : « *Fuit etiam nominatus per facultatem
» artium. Iste fuit deservitor familiaris domini Johannis Heetvelt, doc-
» toris in medicinis Lovanii.* »

(2) *Tableau ecclésiastique de 1780*, dans 't *Daghet in het oosten*, 1902, p. 184.

AUTEL DES SAINTES ANNE ET GENEVIÈVE.

A la mort de GUILLAUME RUTSCARTS, l'abbé nomma le 17 avril 1524 JEAN, chapelain de Guillaume de Coelhem, seigneur de Duras (*R. N.*, 6708, fol. 282).

JEAN VAN DEN BUNTEN résigna le 6 avril 1568 en faveur de GUILLAUME VAN DEN BUNTEN (*R. N.*, 6709, fol. 270).

JEAN BRUYNS mourut en 1605 et fut remplacé le 15 août par FLORENT GREGORII (*R. N.*, 6709, fol. 31).

NICOLAS DELLE HAYE démissionna le 30 août 1619 en faveur de JEAN MORREN (*R. N.*, 6709, fol. 52).

RENIER GELOES permuta (1) le 5 juin 1628 avec CHARLES DE MELDERT, recteur de l'autel de saint Corneille hors-les-Murs de Hasselt (*R. N.*, 6709, fol. 71).

Charles de Meldert, devenu chanoine de Looz, mourut en 1653. Le 5 septembre, l'abbé nomma à sa place LAURENT HUBAR, « *phonascus* » de Notre-Dame (*R. N.*, 6712, fol. 68).

Celui-ci permuta le 9 juillet 1675 (2) avec MATHIAS HUBAR, recteur de l'autel du Sauveur, de saint Michel et de tous les Saints, dans l'église d'Ulbeek (*R. N.*, 6713, fol. 385).

Le 21 octobre 1679, SERVAIS DAENEN prit la place de Mathias Hubar décédé (*R. N.*, 6714, fol. 26).

Il résigna le 27 mai 1682 et fut remplacé le même jour par BARTHIÉLEMY BRIERS (*R. N.*, 6714, fol. 70).

A la mort de celui-ci, l'abbé conféra le 26 juillet 1707, le bénéfice à DANIEL NOPPENNEY (*R. N.*, 6715, fol. 53).

Le 11 décembre 1713, Daniel Noppeney démis-

(1) La permutation était faite par Robert Geloës, curé de Looz, au nom de son frère.

(2) La permutation eut lieu « *in aedibus Laurentii Hubar sitis Tru-
» donopoli in platea dicta de Koystraete, presentibus Henrico Van
» Vucht decano et Jacobo Godefrido Nessel canonico B. M. V.* »

sionna (1); HENKI SPERTZ prit sa place le 23 décembre 1713 (*R. N.*, 6715, fol. 101).

A la mort de ce dernier, l'abbé nomma, le 30 juin 1738, CORNEILLE-FRANÇOIS VAN MIERT (*R. N.*, 6715, fol. 372).

En 1780, le recteur était WALTHÈRE PORTMANS, nommé en 1775 (2).

AUTEL DES SAINTS TRUDON, ANTOINE ET GENEVIÈVE.

FRANÇOIS HUVENERS, recteur de cet autel, permuta le 8 juin 1576 avec JEAN ZURINX « *junior*, » chanoine de Notre-Dame (*R. N.*, 6709, fol. 277).

A la mort de FRANÇOIS PRUNEN, l'abbé nomma le 15 novembre 1634 ENGELBERT ANDRIES, maître ès arts (*R. N.*, 6710, fol. 1).

Celui-ci devenu curé de Bevingen, mourut en 1656; le 13 mai on lui donna comme successeur ENGELBERT VANDER MONDEN, curé de Saint-Pierre (*R. N.*, 6712, fol. 147).

A la mort de ce dernier, le bénéfice fut accordé le 1^{er} juin 1662 à SIMON CEULEERS, également curé de Saint-Pierre (*R. N.*, 6712, fol. 258).

JEAN TACKOENS, recteur du même autel, mourut en 1676 et fut remplacé le 21 octobre par HENRI PERII (*R. N.*, 6713, fol. 455).

HERMAN SCHEVENELS prit la place de ce dernier le 21 février 1699 (*R. N.*, 6714, fol. 219).

PIERRE OTTEN, nommé en 1753, était encore en fonctions en 1780 (3).

(1) Daniel Noppeney habitait à Cologne dans la paroisse de Saint-Pierre; c'est là qu'il démissionna en présence de Jean-Guillaume Tonnes, vicaire de Saint-Adalbert et de Jean Gérard Konigs, bénéficiaire à Saint-Pierre.

(2) *Tableau ecclésiastique de 1780*, dans *'t Daghet in het oosten*, 1902, p. 184.

(3) *Ibidem*.

COUSTRERIE (MATRICULARIA) (1).

A la mort de JEAN DE WESEREN, l'abbé Antoine de Berghes nomma le 26 juin 1497 MARC WYBERS (*R. N.*, 6708, fol. 300).

SERVAIS SERVATII *alias* BOGAERTS, démissionna le 17 juin 1523 en faveur de HENRI COLEN (*R. N.*, 6708, fol. 280).

Celui-ci résigna à son tour en faveur de JEAN SIMPERNELS, nommé le 22 décembre 1528 (*R. N.*, 6708, fol. 319).

A la mort de ce dernier, la place fut conférée à JEAN SCOEPS le 29 novembre 1539 (*R. N.*, 6708, fol. 366).

Jean Scoeps résigna le 25 février 1547 en faveur de LÉONARD HERMANS (*R. N.*, 6708, fol. 416).

BARTHÉLEMY CARTUYVELS mourut le 17 janvier 1637. Sa place fut accordée le 20 janvier à GILLES BLOMMEN (*R. N.*, 6711, fol. 73).

Celui-ci devint sacristain de Halmael le 1^{er} septembre 1668 et céda sa place à BARTHÉLEMY BRIERS (*R. N.*, 1673, fol. 55).

Quand ce dernier mourut en 1707, l'abbé lui donna le 26 juillet CHARLES-LOUIS CONRARDI comme successeur (*R. N.*, 6715, fol. 52).

Au XVIII^e siècle furent encore nommés : FRANÇOIS BAERTS, le 10 mai 1723 (*R. N.*, 6717, fol. 274), GAUTIER BECKER le 15 décembre 1767 (*R. N.*, 6718, fol. 306) et GEORGES WENNEN le 17 juin 1770 (*R. N.*, 6718, fol. 325).

*
* * *

Le 19 février 1720, l'abbé nomma GILLES DES, chanoine, pour dire la messe de 11 heures dans la chapelle de la Sainte Vierge, les dimanches et jours de fête (*R. N.*, 6715, fol. 178).

(1) Les sacristains de Notre-Dame étaient le plus souvent des prêtres.

B. ÉGLISE SAINT-GANGULPHE

L'église Saint-Gangulphe, construite vers le milieu du XI^e siècle par l'abbé Adélard II (1055-1082) (1), devint église quasi-paroissiale en 1133 (2); elle l'était complètement au commencement du XIII^e siècle. Cependant elle n'eut jamais des fonts baptismaux.

La paroisse comptait quatre cents communians en 1643 et 1650 (V., n° 6, fol. 34 et n° 8, fol. 2) et trois cents communians avec quatre-vingts familles en 1701 (V., n° 18, fol. 3).

CURÉS.

Le premier curé connu est OTTON, qui en 1238 assiste comme témoin à une donation faite en faveur de l'abbaye de Terbeek (3).

Après lui viennent les prêtres : JOHANNES, HENRICUS, NICOLAUS et ROTARDUS qui, sous Guillaume de Ryckel (1249-1272), desservirent la paroisse (4).

GUILLAUME DE BRUSTHEM, curé de Saint-Gangulphe, figure comme exécuteur du testament de Henri Laggart, échevin de Saint-Trond, le 2 mai 1299 (5).

Le 28 mai 1314, JEAN dit JUDEUS, curé de la même église, laissa à l'abbaye certains biens et entre autres, après la mort de son frère, un *Liber decretalium* (6).

JEAN DUIVELS (*Dyaboli*), curé de Saint-Gangulphe, intervint le 28 mars 1360 dans l'érection de la chapelle des Bogards (7).

Dans la suite, avant 1474, ARNOUL YWANI, curé, accorda quelques concessions aux Bogards (8).

En 1486, LAMBERT D'HUER (*de Ora gallica*), rec-

(1) DE BORMAN, *op. cit.*, t. I, p. 20.

(2) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 44.

(3) *Ibidem*, p. 198.

(4) PIRENNE, *op. cit.*, p. 70.

(5) *Registrum stipale B* (Hasselt, n° 6678^b), fol. 183 v°.

(6) *Registrum stipale A* (Hasselt, n° 6678^a), fol. 291.

(7) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 564.

(8) *Ibidem*, t. II, p. 367.

teur de l'église, se présenta à recevoir les ordres (*I.*, n° 3, fol. 82).

En 1521, il se faisait remplacer par Nicolas Cremers (*I.*, n° 9, fol. 20). Il mourut en 1522 et fut remplacé le 1^{er} décembre par JEAN GHOBLET, maître ès arts, clerc du diocèse de Cambrai (*R. N.*, 6708, fol. 277 et *I.*, n° 10, fol. 93).

En 1523, pendant l'absence du curé (1), l'église était desservie par Nicolas Cremers (*I.*, n° 11, fol. 20), puis en 1527 par le religieux Pierre Crutschen (*I.*, n° 15, fol. 27).

En 1532 SERVAIS SERVATII, curé, demanda à se faire remplacer par Nicolas Cremers (*I.*, n° 16, fol. 18). En 1539 et 1541 les fonctions pastorales furent exercées par Josse Pyls (*I.*, n° 18, fol. 29 et n° 19, fol. 10).

A la mort de Servais Servatii, en 1541, la cure fut confiée à PIERRE SARENS, parent de l'abbé Georges Sarens (*I.*, n° 19, fol. 49). Le nouveau curé se fit remplacer par Pierre Briers (*Braxatoris*) (*I.*, n° 21 fol. 14).

En 1557, RUMOLD VERHEYDEN *alias* MECHLINIENSIS, remplaça Pierre Sarens, décédé (*I.*, n° 31, fol. 128).

En 1559, Rumold Verheyden démissionna en faveur de PIERRE COLEN (*I.*, n° 34, fol. 127).

Celui-ci mourut en 1564 et eut comme successeur GUILLAUME DE CAMPO, doyen du chapitre de Notre-Dame (*I.*, n° 38, fol. 133).

En 1565 PIERRE SQUADEN, curé, demanda un coadjuteur (*I.*, n° 40, fol. 30). Il mourut en 1572 et fut remplacé le 1^{er} août par JEAN MEUNTINX (*I.*, n° 54, fol. 55); celui-ci eut comme successeur en 1599 (2) FRANÇOIS PREUVEN (*I.*, n° 45, fol. 33).

(1) Cependant le 9 juillet 1523 le curé était à Saint-Trond et assistait comme témoin à un acte dans la Chambre des comptes de l'abbaye (reg. n° 6963, fol. 138).

(2) D'après le *Registre des concours diocésains* (évêché de Liège, D. 1), fol. 38, François Preuven fut admis le 23 juin 1599 « *ad ecclesiam* » *jam diu pastore carentem*, » mais il dut se présenter à un second examen.

Ce dernier cité dans la visite archidiaconale de 1624, administra la paroisse pendant trente-cinq ans (1), puis le 26 octobre 1634, permuta avec ARNOUL TAYEN (*Thaddei*), recteur de l'autel de saint Jacques dans l'église de Wilderen (*R. N.*, 6711, fol. 43 et *I.*, n° 91, fol. 17).

Arnoul Tayen mourut en 1668 et eut comme successeur GODEFROID VANDER BORCHT, bachelier en théologie (*R. N.*, 6713, fol. 57), qui fut ordonné le 18 janvier 1669 (*I.*, n° 112, fol. 32 v°). Ce curé reconstruisit en 1705 une partie de l'église; en 1716 il restaura la voûte de la grande nef et la chapelle de la Sainte Vierge. A cette occasion il sollicita l'intervention de l'abbé (2).

Après avoir exercé les fonctions pastorales pendant plus de cinquante ans, Godefroid Vander Borcht mourut et laissa le 1^{er} février 1720 la place à JEAN SCHEFFERS (*R. N.*, 6715, fol. 177).

Ce curé demanda, en 1720, 1721 et 1722, la permission de faire le premier dimanche de septembre une procession en l'honneur des Anges gardiens. L'abbé autorisa la procession, mais ne voulut pas qu'elle sortit des limites de la paroisse (3).

Jean Scheffers mourut en 1724. Le 26 juillet l'abbé conféra la cure à NICOLAS-HENRI VASOENS (*R. N.*, 6715, fol. 241).

En 1776 MOLINET, curé de Saint-Gangulphe, demanda à l'abbé d'intervenir dans la réparation du toit de l'église (4). Le 4 novembre 1798 il fut condamné à la déportation par le Directoire exécutif (5).

(1) En 1607 il demanda à l'abbé la permission de taxer les paroissiens pour la restauration de l'église (reg. n° 6709, fol. 188).

(2) *Registrum supplicarum*, n° 6715, fol. 109.

(3) *Ibidem*, fol. 193, 196 et 215.

(4) *Ibidem*, n° 6707, fol. 106.

(5) DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté*, 1724-1852, t. IV, p. 156.

AUTEL DE NOTRE-DAME.

Cet autel était situé du côté de l'Evangile près du tabernacle du Saint Sacrement. Le recteur était tenu à célébrer une messe par semaine (*I.*, n° 8, fol. 2).

JEAN DE BERINGEN était recteur en 1478 (*I.*, n° 2, fol. 18). En 1479 il fut remplacé par PIERRE DE VILTER (*I.*, n° 2, fol. 118).

En 1486 le recteur GUILLAUME GOMPARTS entra en religion et fut remplacé par JEAN PRINSEN (*I.*, n° 13, fol. 93).

Celui-ci résigna le 9 avril 1523 en faveur d'ARNOUL PRINSEN (*R. N.*, 6708, fol. 279).

Le 1^{er} avril 1536, GISBERT MELRIERS démissionna (1) en faveur de HENRI DE JAUCHE (*R. N.*, 6708, fol. 360 et *I.*, n° 36, fol. 119).

Henri de Jauche devint chanoine de Saint-Barthélemy à Liège (*I.*, n° 25, fol. 22). Il mourut en 1579 et fut remplacé le 13 juin par BARTHÉLEMY DE JAUCHE (*I.*, n° 51, fol. 119).

Celui-ci mourut la même année et GODEFROID DE LIMBOURG lui succéda le 28 septembre (*I.*, n° 52, fol. 116).

En 1587, ce dernier résigna en faveur de JÉRÔME KYMPS, chanoine de Notre-Dame (*I.*, n° 60, fol. 116).

A la mort de Jérôme Kimps en 1597, le bénéfice fut accordé à LÉONARD TEPPERS (*I.*, n° 65, fol. 24).

En 1606, JEAN DE SAINT-GEORGES était recteur ; il démissionna en 1608 en faveur de WERNER ARTSEY (*Aertsen*), chanoine de Saint-Martin à Liège (*I.*, n° 72, fol. 41 v°).

Celui-ci résigna en 1630 et céda le bénéfice à LÉONARD SCHARTS (*I.*, n° 86, fol. 27).

En 1650, l'archidiacre rapporte que le curé de Saint-Gangulphe ignorait le nom du recteur qu'il

(1) La résignation était faite au nom du bénéficiaire par Servais Servatii, chanoine de Notre-Dame à Saint-Trond.

croyait habiter à Rome; les revenus de l'autel était perçus par le chanoine-chantre de Saint-Martin à Liège (*V.*, n° 8, fol. 2).

En 1669, les registres de l'abbaye renseignent trois nominations « *ad altare utriusque Mariae secundae* » *» foundationis.* » Nous croyons que ce bénéfice se confondait avec le précédent (1). Ainsi furent nommés : le 3 avril 1669 ARNOUL TAYEN, recteur des saintes Agathe et Gertrude en l'église Notre-Dame, permutant avec ARNOUL SCHOONAERTS (*R. N.*, 6713, fol. 72); le 11 juin JACQUES-GÉRARD BERNABEI, chanoine de Notre-Dame, permutant avec HENRI VAN WINDE, recteur de l'autel, avec réserve d'une pension de 150 florins brabant (*R. N.*, 6713, fol. 80 et *I.*, n° 112, fol. 34) et le 14 septembre HUBERT-GILLES WAUTERS, en remplacement du précédent, démissionnaire (*R. N.*, 6713, fol. 95).

LANDOLIN JORDOIR, « *praeses collegii Montensis* » *» Lovanii,* » était recteur en 1701 (*V.*, n° 18, fol. 1 v°).

A sa mort le bénéfice fut accordé à ANTOINE COLLART, nommé le 15 janvier 1708 (*R. N.*, 6715, fol. 57).

AUTEL DES SAINTS PIERRE ET PAUL.

Cet autel se trouvait également à droite du maître-autel. Au xvi^e siècle il est renseigné comme autel de saint Paul. En 1613 le recteur était tenu à une messe par quinzaine; en 1650 la charge était une messe par semaine. En 1701 on avait placé sur cet autel la statue de saint Gangulphe; les revenus du bénéfice étaient alors perdus (*V.*, n° 1, fol. 159; n° 8, fol. 2 et n° 18, fol. 1 v°).

Le 7 décembre 1517, par acte daté du « *castellum de* » *» Nova Curia,* » l'abbé approuva la permutation faite par JEAN HENRICI, recteur de cet autel, avec PIERRE

(1) Les visites archidiaconales de 1613, 1686 et 1712 ne mentionnent pas le bénéfice « *utriusque Mariae.* » En revanche, la liste de 1709, cite cet autel et en même temps celui de la Sainte Vierge.

WARNOT, recteur de l'autel de saint Nicolas dans la crypte de l'église Saint-Michel à Liège (*R. N.*, 6708, fol. 222).

Celui-ci résigna le 23 juin 1528 et fut remplacé par PIERRE GUTSHOVEN (*R. N.*, 6708, fol. 222).

Pierre Gutshoven démissionna à son tour le 20 juin 1543 en faveur de JEAN GHERINX (*R. N.*, 6708, fol. 395).

A la mort de ce dernier, l'abbé nomma le 26 mai 1573 PIERRE STRAUVEN (*R. N.*, 6709, fol. 275).

Celui-ci eut comme successeur JEAN BUYENS en 1589 et 1592 (*I.*, n° 63, fol. 12 et n° 64, fol. 14).

En 1606 FLORENT FEXHIUS *alias* GREGORII, était recteur (*I.*, n° 71, fol. 23); il démissionna le 19 décembre 1619 en faveur de THIERRY NOVILIANUS (*R. N.*, 6709, fol. 57).

La visite archidiaconale de 1624 ne mentionne pas le recteur de l'autel (*rector est N.*) (*V.*, n° 2, fol. 74).

En 1650 l'autel était desservi par JEAN CORNELII, chanoine de Notre-Dame (*V.*, n° 8, fol. 2); celui-ci mourut en 1658 et fut remplacé le 22 mai par GUILLAUME VAN ESCHE, maître ès arts (1) (*R. N.*, 6712, fol. 181).

PIERRE DE MARET résigna le bénéfice le 28 décembre 1664. A sa place l'abbé nomma, le 3 janvier 1665, RAOUL GRANDJEAN (*R. N.*, 6712, fol. 357).

Le 27 février 1667, l'archidiacre conféra le bénéfice « *jure devoluto*, » à MAXIMILIEN DE CHARNEUX (*I.*, n° 112, fol. 21 v°), puis, le 7 mars 1668, à PIERRE PETITJEAN (*I.*, n° 112, fol. 27) et, le 14 avril suivant, à JEAN HOUBOTTE (*I.*, n° 112, fol. 27 v°). Celui-ci résigna le 4 mars 1672 en faveur de JEAN BANNEUX (*I.*, n° 113, fol. 41). Le 11 mai 1676, l'archidiacre nomma de nou-

(1) En note se trouvait : « *Beneficium hoc obligatur ad unum sacrum per mensem et valet dumtaxat sex florenis annuis.* »

veau, « *jure devoluto*, » PIERRE KINETTE (*I.*, n° 114, fol. 133).

JEAN JADIN, chapelain de Saint-Servais à Maestricht, résigna le bénéfice le 30 novembre 1691. L'archidiacre nomma à sa place JACQUES ALDENHOF (*I.*, n° 118, fol. 189).

Le 15 janvier 1699, JEAN DUJARDIN démissionna en faveur de HENRI DE HENIS (*R. N.*, 6714, fol. 217), toutefois la visite archidiaconale de 1701 porte encore JEAN JARDIN de Maestricht comme recteur, mais ajoute que l'autel n'était plus desservi, faute de revenus (*V.*, n° 18, fol. 1 v°).

AUTEL DE SAINT NICOLAS (PREMIÈRE FONDATION).

L'autel de saint Nicolas était situé du côté gauche et était desservi par une messe hebdomadaire (*V.*, n° 8, fol. 2).

JEAN DE FOLOGNE, recteur de cet autel, fit un testament le 31 octobre 1329 (1). Il laissa entre autres à l'abbaye cinq bonniers de terre avec charge d'un anniversaire perpétuel; six muids de seigle étaient réservés à la pitance pour les frères qui mangent au réfectoire le mercredi et six muids devaient être distribués annuellement aux pauvres devant la porte du couvent (2).

PIERRE ABBE était recteur en 1477, mais se faisait remplacer par Arnoul Platynmecker (*I.*, n° 1, fol. 9).

En 1501 PIERRE DE HORN était recteur et étudiait le droit ecclésiastique à Louvain (*I.*, n° 6, fol. 15).

A sa mort en 1517, le bénéfice fut accordé le 27 septembre à ERASME VAN GRAVE (*R. N.*, 6708, fol. 221).

(1) Il figure dans l'obituaire au 5 décembre : « *Et Johannes de Follo-
nia presbiter pro quo habent fratres in refectorio feriis quartis come-
dentes 6 mod. siliginis, habendos ad quinque bonuaria terre site inter
Ghovelinghen et Barout. Et reliquos proventus a dicta terra prove-
nientes assignavit coram porta pauperibus erogandos.* »

(2) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 469.

Celui-ci étudiait également le droit canon à Louvain en 1524 (*I.*, n° 13, fol. 15); il y devint chanoine de Saint-Pierre et résigna le 9 mars 1526 en faveur de FRANÇOIS BARTHOLOMEI (*R. N.*, 6708, fol. 293 et *I.*, n° 13, fol. 127).

Celui-ci démissionna la même année et fut remplacé par MICHEL ZEVENANTS, recteur de l'autel de saint Michel à Grimde (*I.*, n° 14, fol. 132).

Michel Zevenants permuta le 10 février 1530 avec SIMON ASSET, maître ès arts, clerc du diocèse d'Arras (*R. N.*, 6708, fol. 327).

En 1532 JEAN ZEVENANTS était recteur (*I.*, n° 16, fol. 20); il échangea le 10 juin 1540 son bénéfice contre celui de WINAND VILLICI, recteur de l'autel de saint Nicolas à Landen (*R. N.*, 6708, feuille détachée).

A la mort de ce dernier en 1572, le bénéfice fut accordé à HENRI WATSOENS (*I.*, n° 46, fol. 107).

Le 7 juin 1585, Henri Watsoens céda le bénéfice à LAMBERT PRINSEN (*I.*, n° 58, fol. 134).

En 1588, ce dernier résigna en faveur de FRÉDÉRIC SASSEN (*a Saxonia*) (*I.*, n° 62, fol. 119).

Celui-ci cité encore en 1624, devint curé de Borlo et mourut en 1636. Il fut remplacé le 21 décembre 1636 par OTTON GERMEYS, chanoine de Notre-Dame (*R. N.*, 6711, fol. 71 et *I.*, n° 93, fol. 134).

A la mort de celui-ci, l'abbé nomma le 30 octobre 1677 HENRI MARTENS (*R. N.*, 6713, fol. 477 et *I.*, n° 116, fol. 31 v°).

Le 24 février 1680, Henri Martens permuta avec JÉRÔME BOLLIS (*Boels*), curé de Schurhoven (*R. N.*, 6714, fol. 37 et *I.*, n° 117, fol. 24). D'après une visite archidiaconale de 1680, celui-ci était devenu curé à Cumplich près de Tirlemont (*V.*, n° 15, fol. 4). Il résigna le 29 août 1694 en faveur d'un homonyme JÉRÔME-ROBERT BOLLIS (*R. N.*, 6714, fol. 182), qui était encore recteur en 1712 (*V.*, n° 25, fol. 1).

AUTEL DE SAINT NICOLAS (DEUXIÈME FONDATION).

EUSTACHE LADUYNs (1), recteur de cet autel en 1477 (*I.*, n° 1, fol. 9 v°), résigna le 22 novembre 1520 en faveur de GÉRARD DE LAER (*R. N.*, 6708, fol. 240). Celui-ci démissionna également en 1521 et fut remplacé le 3 juin par HENRI DE VIVARIO (*R. N.*, 6708, fol. 259).

A la mort de ce dernier en 1560, le bénéfice fut accordé à BARTHÉLEMY DE JAUCHE, qui ne reçut pas l'institution, puis à CHRÉTIEN DE SCHOER (*I.*, n° 35, fol. 119 et 120).

Chrétien de Schoer résigna en 1570 en faveur de GUILLAUME DE COELMONT, qui en 1577 céda la place à JEAN COELMONT (*I.*, n° 44, fol. 127 et n° 50, fol. 123).

HENRI DUER (*ab Ora*) est cité en 1585 et 1592 (*I.*, n° 59, fol. 11 et n° 64, fol. 14). Le 25 juin 1593, JEAN CORSELIJ résigna le bénéfice en faveur de CHRÉTIEN STYNEN (*I.*, n° 65, fol. 1). Celui-ci le céda en 1618 à GISBERT STYNEN (*I.*, n° 76, fol. 66). En 1649 le bénéfice fut réuni à la première fondation (*I.*, n° 104, fol. 8).

AUTEL DES SAINTS JEAN-BAPTISTE
ET ÉVANGÉLISTE (2).

Cet autel se trouvait devant la nef de l'église. Il fut détruit avant 1701 et la fondation fut reportée à l'autel de la Sainte Vierge. Le recteur était tenu à une messe hebdomadaire jusqu'en 1613; en 1680 l'obligation n'était plus qu'une messe toutes les quinzaines (*V.*, n° 1, fol. 159; n° 8, fol. 2; n° 15, fol. 4 et n° 18, fol. 3).

A la mort de JEAN DE MIELEN en 1531, le bénéfice fut accordé le 23 décembre à RENIER WALTERI (*R. N.*, 6708, fol. 339).

(1) Il se faisait remplacer par Jean Hocken (*I.*, n° 1, fol. 9).

(2) Un pouillé de 1478 renseigne en outre un autel de saint Jean l'Évangéliste et de saint Nicolas (*I.*, n° 2, fol. 18).

Celui-ci résigna en 1536 en faveur de CHARLES VILLICI (*R. N.*, 6708, fol. 358 et *I.*, n° 17, fol. 62).

En 1559 Charles Villici céda le bénéfice à HENRI VRANX (*I.*, n° 34, fol. 128), qui mourut en 1566. L'abbé nomma alors le 15 octobre HENRI GREVEN (*R. N.*, 6709, fol. 266 et *I.*, n° 41, fol. 109).

A la mort de ce dernier, en 1590, le bénéfice fut donné à GODEFROID DE LOYE (*I.*, n° 63, fol. 135), qui desservait encore l'autel en 1623 (*I.*, n° 80, fol. 12).

HENRI DORMAEL était recteur en 1624 (*V.*, n° 2, fol. 74). Il démissionna le 22 juin 1626 en faveur de FRANÇOIS VAN VUCHT (*I.*, n° 82, fol. 33), qui lui-même résigna en 1666. Le bénéfice fut alors conféré par provision apostolique à HENRI VAN VUCHT, chanoine de Notre-Dame à Saint-Trond (*I.*, n° 112, fol. 18 v°). Celui-ci se démit de ses fonctions le 15 septembre 1693 (*R. N.*, 6716, fol. 199).

L'abbé, par acte daté de Helchteren le 21 septembre 1693, nomma GUILLAUME-ERNEST VAN VUCHT (*R. N.*, 6714, fol. 163) encore cité comme recteur en 1701. En 1712 le curé se plaignait que le bénéficiaire ne remplissait ses obligations que très rarement (*V.*, n° 25, fol. 1).

Le 29 octobre 1732, RENIER VOSKENS, curé de Donck, résigna le bénéfice en faveur de GISBERT SNIEVAERS, clerc tonsuré (*R. N.*, 6715, fol. 327).

AUTEL DE SAINTE CATHERINE,
SAINT BARTHÉLEMY ET SAINT GEORGES.

Cet autel, situé du côté gauche de l'église, valait trente muids avec charge d'une messe par quinzaine. Il fut incorporé à la cure avant 1613 (*V.*, n° 1, fol. 159 et n° 8, fol. 2).

A la mort de HENRI HOCKEN en 1541, le bénéfice fut accordé à ARNOUL VRIESEN (*I.*, n° 19, fol. 50 v°).

Celui-ci mourut en 1555 et fut remplacé le 14 février

1556 par GEORGES COLEBRANTS (*I.*, n° 30, fol. 114), qui en 1560 résigna en faveur de CHARLES VILLICI, chanoine de Notre-Dame (*I.*, n° 36, fol. 119).

Charles Villici résigna le 17 juin 1563 en faveur de FRANÇOIS HUVENERS (*I.*, n° 37, fol. 119). Celui-ci permuta le 8 juin 1576 avec JEAN ZURINX, *junior*, chanoine de Notre-Dame (*R. N.*, 6709, fol. 277 et *I.*, n° 48, fol. 115).

L'année suivante, Jean Zurinx démissionna en faveur de JEAN CLINGERMANS, nommé le 21 octobre (*R. N.*, 6709, fol. 279 et *I.*, n° 50, fol. 114).

A la mort de celui-ci, le bénéfice fut conféré le 20 février 1585 à GÉRARD JACOBS (*I.*, n° 58, fol. 132), qui le possédait encore en 1592 (*I.*, n° 64, fol. 14). Les revenus de l'autel furent incorporés à la charge pastorale le 10 décembre 1607 (*I.*, n° 71, fol. 170).



RENIER dit EKELE, recteur d'un autel à Saint-Gangulphe, publia le 5 janvier 1290 le testament de Jutte, femme de Guillaume de Bernsam et fille de Henri d'Ekele (1).

En 1668 on mentionnait un autel de sainte Anne, dont toutefois les revenus étaient perdus. Le 14 décembre de cette année, l'archidiacre nomma « *jure* » *devoluto* » à cet autel DAVID JANS, puis, le 23 juin 1672, ALBERT LE ROND (*I.*, n° 112, fol. 31 et n° 113, fol. 40 v°).

C. ÉGLISE DU SAINT-SÉPULCRE

SOUS L'INVOCATION DE SAINT MARTIN (2).

Cette église construite au XI^e ou XII^e siècle, est mentionnée pour la première fois dans le diplôme

(1) *Registrum stipale A* (Hasselt, n° 66787), fol. 208 v°.

(2) Primitivement cette église n'est connue que sous le nom d'église

d'Innocent III en 1215 (1). Elle brûla le 1^{er} septembre 1221 (2).

C'est probablement au XIII^e siècle qu'elle fut démembrée de l'église Notre-Dame, qui conserva du reste les fonts baptismaux jusqu'à la fin de l'ancien régime (V., n° 18, fol. 3).

La paroisse comptait six cents communians et deux cent cinquante familles en 1643 et 1650 (V., n° 6, fol. 18 et n° 8, fol. 3 v°). En 1701 ce nombre était tombé à quatre cent soixante-cinq communians avec cent familles (V., n° 18, fol. 5).

CURÉS.

Les premiers curés ou vicaires perpétuels nous sont renseignés par Guillaume de Ryckel pour les années 1254 à 1272. Ce sont : HERMANNUS, WALTERUS et ADAM (3).

MICHEL, « *curatus Sancti Sepulchri*, » assista le 20 janvier 1293 comme témoin au testament de Thierry dit Bollart de Vedechoven (4).

En 1477 HENRI VERGEERTRUDEN était curé, mais il se faisait remplacer par Arnoul Platynmecker, curé de Saint-Jean (I., n° 1, fol. 14 et n° 2, fol. 19).

Le 6 mars 1506, CHRÉTIEN DE LUMPNIS résigna la cure en faveur de PIERRE DE NEDERDORMAEL (I., n° 8, fol. 118).

HERMAN DE METTECOVEN demanda un coadjuteur en 1541 (5) (I., n° 19, fol. 15), il permuta le 8 avril

du Saint-Sépulcre. Au XVII^e siècle seulement on l'appelle : *ecclesia S. Martini ad S. Sepulcrum* ou *ecclesia Sancti Sepulchri sub invocatione B. Martini*. Au XVIII^e siècle elle porte le nom d'*ecclesia S. Martini*.

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 171.

(2) DE BORMAN, *op. cit.*, t. II, p. 185.

(3) PIRENNE, *op. cit.*, p. 72.

(4) *Registrum stipale A* (Hasselt, 66787), fol. 117 v°.

(5) Dans l'obituaire de l'abbaye, au 3 septembre, figure « *dominus » Quirinus vicecuratus ecclesiae Sancti Sepulchri, qui reliquit nobis di-
» versos libros »* (1541).

1542 avec PIERRE SQUADEN, recteur de la coustrerie dans l'église de Wespelaer (*R. N.*, 6708, feuille détachée).

A la mort de Pierre Squaden en 1574, JEAN SCHAFFS fut nommé le 13 mars à la cure (*I.*, n° 47, fol. 113); il n'y resta pas longtemps, car déjà en 1576, ALEXANDRE SYMONS résigna cette cure en faveur de JEAN WALSHARTS (*I.*, n° 48, fol. 112). En 1613 celui-ci était vice-doyen du concile de Saint-Trond (*V.*, n° 1, fol. 159).

Jean Walscharts mourut en 1615. Au concours diocésain pour obtenir la cure se présentèrent PAUL VAN VERLE, professeur au séminaire de Saint-Trond, où il enseignait la syntaxe et la poésie, et curé des lépreux à Zickeren (1), Guillaume Feront de Mel, ancien chapelain à Nandrin, à Chênée et à Embourg, connaissant en partie le flamand, et Florent de Cherneu, bénéficié à Saint-Pierre et à Saint-Gilles à Liège, « *callens linguam Coloniensem*. » Paul Van Verle, qui avait été présenté par l'abbé le 21 juin (*R. N.*, 6709, fol. 44), fut admis par les examinateurs (2) et institué le 3 juillet (*I.*, n° 75, fol. 176).

Le 21 août 1624, le curé se plaignit à l'archidiacre qu'à l'heure de la grand'messe en l'église du Saint-Sépulcre on célébrait une messe basse à l'église de l'hôpital (3) et qu'ainsi les fidèles ne fréquentaient plus l'église paroissiale. L'archidiacre donna immédiatement l'ordre de changer l'heure de la messe basse à l'hôpital (*V.*, n° 2, fol. 88).

En 1632 un différend s'éleva entre ce curé et les paroissiens au sujet de la nomination des mambours de la fabrique d'église; ils parvinrent à s'entendre et leur accord fut approuvé par l'abbé (*R. N.*, 6711, fol. 11).

(1) Ce détail est donné par l'acte de nomination.

(2) *Concours diocésains* (évêché de Liège, D. 1), fol. 157.

(3) Actuellement à l'école moyenne.

Paul Van Verle résigna en 1655 sa cure entre les mains du Souverain Pontife. Le 20 septembre PIERRE RYCOMS, chanoine de Notre-Dame, se présenta au concours diocésain. Il fut admis et la cure lui fut conférée (1).

Pierre Rycoms mourut le 23 janvier 1671. A sa place l'abbé présenta PIERRE CARTUYVELS, qui fut installé le 30 juillet par Herman Bex, chanoine de Saint-Pierre à Liège (*R. N.*, 6713, fol. 137 et 173 et *I.*, n° 113, fol. 4 v°).

En 1675 Pierre Cartuyvels résigna sa cure du Saint-Sépulcre pour aller occuper celle du Béguinage. JEAN TACKOENS lui succéda le 7 août (*R. N.*, 6713, fol. 416 et 418 et *I.*, n° 114, fol. 56).

Le nouveau curé mourut l'année suivante et eut comme successeur JEAN MARTENS, nommé par l'abbé par acte daté de Liège le 28 novembre 1676 (*R. N.*, 6713, fol. 464 et *I.*, n° 118, fol. 52).

A la mort de Jean Martens, la cure fut conférée le 26 mai 1706 à FRANÇOIS VAN DER BORCHT, qui fut installé par Herman Van der Borcht, curé de Saint-Gangulphe et administrateur du décanat du concile (*R. N.*, 6715, fol. 39 et 44). La nomination faite le 6 février en faveur de Léonard Coelmont, n'eut pas d'effet (*R. N.*, 6715, fol. 31).

Il est probable que la procession du 4 juillet en l'honneur de saint Martin, introduite par ce curé et continuée par ses successeurs (2), contribua à faire considérer ce saint comme patron principal de l'église.

François Van der Borcht mourut en 1716 et fut remplacé le 18 avril par HENRI ARIENS (*R. N.*, 6715, fol. 130).

THOMAS VAN HOVEN succéda à ce dernier le 14 mai 1722. Il fut installé le 20 mai par Gilles Des, notaire

(1) *Concours diocésains* (évêché de Liège, D. 1), fol. 302.

(2) *Registrum supplicarum*, n° 6703, fol. 439 et 559.

apostolique, en présence de Martin Martens, curé et chanoine, Jean Scheffers, curé de Saint-Gangulphe et Jérôme Bollis, prêtre (*R. N.*, 6715, fol. 203-206).

Ce curé commença en 1728 à célébrer une procession le premier dimanche de chaque mois pour la confrérie des Trépassés (1).

Le 25 avril 1732, Thomas Van Hoven résigna sa cure pour aller occuper celle de Zepperen. Il eut comme successeur HENRI TRIMPENEERS, présenté par l'abbé le 28 avril, nommé par l'archidiacre Michel Clerx le 2 mai et installé par Henri Vasoens, curé de Saint-Gangulphe le 13 mai (*R. N.*, 6715, fol. 322-324).

A la mort de Henri Trimpeneers, la cure fut conférée le 23 novembre 1732 à JACQUES COLLINET (*R. N.*, 6715, fol. 332).

GUILLAUME BOONEN était curé en 1766 (2).

En 1779 le curé L. DE MÉRODE demanda à l'abbé une certaine quantité d'ardoises pour restaurer le toit de l'église (3).

AUTEL DE LA SAINTE VIERGE.

L'autel de la Sainte Vierge était située du côté droit dans un endroit obscur (*V.*, n° 8, fol. 3). Le recteur était tenu à une messe hebdomadaire (4).

HERMAN VAN DEN ERTWECH, chapelain de l'archidiacre de Hesbaye, était recteur de cet autel en 1499 et 1504 (*I.*, n° 5, fol. 15 et n° 7, fol. 17).

Le 23 avril 1511, JEAN PRINCEN démissionna en faveur d'ARNOULD PRINCEN (*I.*, n° 10, fol. 97).

A la mort de JEAN HULSTMAN en 1543, l'abbé, par acte daté d'Anvers, « *in domo inhabitationis venerabilis viri domini et magistri Philippi Corn, ecclesiae*

(1) *Registrum supplicarum*, n° 6715, fol. 271.

(2) *Ibidem*, n° 6705, fol. 558.

(3) *Ibidem*, n° 6707, fol. 361.

(4) Ainsi renseigné par toutes les visites archidiaconales, sauf par celle de 1650, qui fixe l'obligation à deux messes par semaine.

» *Beatae Mariae Antwerpiensis cantoris et cano-*
» *nici*, » le 29 septembre nomma GODEFROID ROL-
LIER (1), clerc du diocèse de Tournai (*R. N.*, 6708,
fol. 370 et *I.*, n° 20, fol. 130).

Celui-ci résigna le 29 avril 1552 en faveur de
GEORGES DE PRATO (*R. N.*, 6708, fol. 473).

En 1563 ce dernier eut comme successeur ERASME
ANDRIES (*Andreae*) (*I.*, n° 38, fol. 122), qui le 17 juin
1574 démissionna en faveur de HENRI DE HORN, cha-
noine de Liège (*I.*, n° 47, fol. 117).

Ce dernier résigna son bénéfice en 1581 et fut rem-
placé le 30 mai par JEAN SCHULEN ou VERSCHULEN
(*I.*, n° 53, fol. 181), qui à son tour démissionna le
11 juillet 1588 en faveur de JEAN VAN LUYTEN (*I.*,
n° 61, fol. 128). Celui-ci est probablement le même per-
sonnage que Jean Van der Meer, cité en 1588 et 1592
(*I.*, n° 62, fol. 21 et n° 64, fol. 15).

JEAN MASSIUS, nommé le 14 octobre 1600, résigna
le 20 juin 1603 en faveur d'ARNOUL DE FOSSE (*I.*,
n° 65, fol. 38 et 55).

Celui-ci, devenu chanoine de Notre-Dame à Maes-
tricht, est encore cité dans la visite archidiaconale de
1624; il démissionna le 30 octobre 1641 et fut rem-
placé par LAMBERT-ERASME GERMEA (*R. N.*, 6711,
fol. 123 et *I.*, n° 94, fol. 35).

En 1649 EDMOND FOSSE, étudiant à Louvain, était
recteur (*I.*, n° 104, fol. 8); en 1680 et 1701 c'était N.
COX; la fondation était exonérée alors par le curé (*V.*,
n° 15, fol. 5 et n° 18, fol. 3).

JEAN-CHARLES MEESTER était recteur en 1712 (*V.*,
n° 25, fol. 1). Le 30 avril 1723 il résigna en faveur
d'un homonyme JEAN MEESTER (*R. N.*, 6715, fol. 224).

Un bref pontifical du 1^{er} octobre 1794 approuva la
permutation de PIERRE-GUILLAUME-HENRI-HUBERT

(1) En 1548 il est appelé GODEFRIDUS DE PRATO et en 1551 GODEFRIDUS
ROLLIER DE PRATO.

JACQUEMAER, recteur de cet autel, avec CHARLES-THÉODORE-JOSEPH ABDON, baron DE GEYER, chanoine de Saint-Hadelin à Visé (1).

AUTEL DE SAINT NICOLAS.

Le recteur de cet autel était tenu à deux messes par semaine (V., n° 8, fol. 3).

De 1486 à 1504 HENRI KNOEPS était recteur, mais il se faisait remplacer par Guillaume Briers (I., n° 3, fol. 15 et n° 7, fol. 7).

GUILLAUME ZELKARTS résigna le bénéfice en 1529 en faveur de ROBIN PUELINX, chanoine de Notre-Dame, nommé le 8 juin par acte daté de Louvain, « *in* » *domo nostrae habitationis supra Biest* (2) » (R. N., 6708, fol. 321).

A la mort de Robin Puelinx en 1543, le bénéfice fut conféré à PIERRE SARENS (I., n° 20, fol. 128).

Celui-ci laissa à sa mort en 1557 la place à CHARLES VILLICI, qui devint plus tard doyen de Léau et demanda en 1570 à se faire remplacer pour l'exonération de son bénéfice (I., n° 31, fol. 127 et n° 45, fol. 28).

Les registres archidiaconaux mentionnent ensuite ADRIEN VALENT, chanoine de Saint-Pierre à Liège en 1572 et 1577 (I., n° 46, fol. 18 et n° 50, fol. 20), puis en 1585 JEAN LEONIS qui résigna en 1600 en faveur de JACQUES VILTERS (I., n° 59, fol. 11 et n° 65, fol. 37).

Jacques Vilters était encore cité comme recteur le 24 août 1624 (V., n° 2, fol. 88).

JACQUES FRIGUELLE est mentionné en 1643 (I., n° 100, fol. 9), puis JEAN MASSON en 1649 (I., n° 104, fol. 8). Le 20 octobre 1666, à la mort de N. CRASAVERNAS, le bénéfice fut accordé par provision apostolique à GODEFROID NICOLAERS (I., n° 112, fol. 18).

(1) Hasselt, carton n° 6673¹⁰, n° 9.

(2) Cette nomination fut renouvelée le 29 juin après la mort de Guillaume Zelkarts.

En 1680 GODEFROID NESSEL, chanoine de Notre-Dame, occupait le bénéfice depuis cinq ans et le desservait personnellement (V., n° 15, fol. 5). En 1701 le curé ignorait le nom du bénéficiaire (V., n° 18, fol. 3). Enfin en 1712, le curé de Schurhoven, N. MENTEN, avait obtenu le bénéfice par bref pontifical (V., n° 25, fol. 2).

* * *

D'après un pouillé de 1478, il y avait dans cette même église deux autels : l'un en l'honneur de saint Martin, l'autre en l'honneur de saint Jean-Baptiste et de sainte Catherine (I., n° 2, fol. 18).

Ils existaient encore en 1558 (1).

Le 2 mars 1536 le bénéfice de Saint-Jean, vacant par la mort de RENIER WALTERI, fut conféré à CHARLES VILLICI (I., n° 17, fol. 116).

Un registre cite, probablement par erreur, JÉRÔME KYMPS comme recteur de l'autel de saint Trudon dans cette même église (I., n° 63, fol. 13).

L'archidiacre, en 1613, renseigne également deux autels : « *In hoc templo sunt adhuc duo altaria Martini et Anne, quae obligant septimanatim ad duas missas; pro quibus missis legavit domicella Maria Sprouten sex modios siliginis. Deserviuntur per pastorem* » (V., n° 1, fol. 159).

En 1624 il y avait dans cette église une fondation du Saint Sacrement pour le jeudi de chaque semaine, avec un revenu de 19 florins par an. Mais les terres qui servaient d'hypothèque à cette rente avaient dû être saisies devant la justice de Velm et un certain Eustache Ouwerx, soldat du roi, avait proféré des menaces contre ceux qui oseraient prendre ces terres à ferme (V., n° 2, fol. 88).

Le 17 août 1682, Jeanne-Marie de Rethy fonda en

(1) *Analectes*, t. I, p. 452.

l'église quatre anniversaires. Elle laissa également un revenu déterminé pour le prêtre qui dirait la première messe le dimanche et pour celui qui ferait le catéchisme aux enfants (*I.*, n° 117, fol. 125).

* * *

La visite archidiaconale de 1701 nous apprend que le sacristain, qui était alors HERMAN SCHEVENERS, prêtre, était élu par les paroissiens, « *inter quos pastor* » *habet duo vota* » (*V.*, n° 18, fol. 4 v°).

D. ÉGLISE DE SAINT-PIERRE

AU FAUBOURG DE NIEUWENHUIZEN.

L'église de Saint-Pierre est mentionnée pour la première fois en 1215 dans le diplôme d'Innocent III (1). Il en résulte à toute évidence que le lieutenant des fiefs Adam de Fresin se trompait quand, en 1650, il prétendait que l'église de Saint-Pierre avait été fondée en 1382, « *et patet verisimilitudo ex patrono qui dictae* » *ecclesiae et Lovaniensi oppido est unus* (2). »

Il est également certain que le faubourg n'a pas reçu son nom de *Novae Domus*, *Nieuwenhuysen*, des maisons construites en 1382 par les exilés de Louvain, comme le rapporte la chronique (3). En effet, Guillaume de Ryckel cite déjà une « *reclusa de Nuenhusen* » (*Sancto Petro*) » en 1253 (4).

Bien plus, le chroniqueur anonyme qui peu après l'année 1180 écrivit les annales du monastère de 1138 à 1180 connaissait le faubourg de la ville qui s'appelait *Nieuwenhuysen*, « *in suburbio ville nostre, in loco qui* » *Novae Domus vocatur* (5). »

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 171.

(2) Hasselt, carton n° 66739.

(3) DE BORMAN, *op. cit.*, t. II, p. 338.

(4) PIRENNE, *op. cit.*, p. 363.

(5) DE BORMAN, *op. cit.*, t. II, p. 25.

L'église paroissiale, démembrée au commencement du XIII^e siècle de celle de Notre-Dame, avait rang d'« *ecclesia integra* » (V., n° 1, fol. 16) et possédait des fonts baptismaux (V., n° 8, fol. 10).

La paroisse comptait deux cent soixante communicants en 1643, deux cent cinquante en 1650 et cent cinquante communicants avec soixante familles en 1701 (V., n° 6, fol. 2; n° 8, fol. 10 et n° 18, fol. 8).

Le 14 janvier 1725 la paroisse de Saint-Pierre fut unie à celle de Saint-Nicolas (1). Dans l'acte d'union l'évêque stipulait : « *Quia primodicta ecclesia Sancti Petri de Novis Domibus prae vetustate ruinam in dies minatur, voluimus ut fontes baptismales aliaque sacramenta in ecclesia Sancti Nicolai de Zerkingen deinceps asserventur, unica manente pro utroque loco ecclesia et fabrica* (2). »

L'église tomba bientôt en ruine et disparut avant la fin du siècle.

CURÉS.

L'abbé Guillaume de Ryckel nous a laissé les noms de trois prêtres : EGIDIUS, REYNERUS et JOHANNES, qui de 1254 à 1272 ont desservi la paroisse (3).

HENRI, recteur de l'église de *Novis Domibus*, assista le 16 août 1301 comme témoin au testament de Jacques d'Ordange (4).

JEAN DE GOYER (*Juec*), « *plebanus ecclesiae de Novis Domibus* » mourut le 7 septembre 1368 et fut enterré à l'abbaye (5).

En 1477 THIERRY DE VIRIDIVALLE, licencié en droit canon, avocat et étudiant à Louvain, assesseur

(1) G. SIMENON, *Suppliques adressées aux abbés de Saint-Trond*, p. 178.

(2) *Reg.*, n° 6715, fol. 245 à 250.

(3) PIRENNE, *op. cit.*, p. 71.

(4) *Registrum stipale A* (Hasselt, n° 66787), fol. 199.

(5) *Manuscrit Van den Berch*, fol. 315.

et conseiller des archidiacres de Campine et de Brabant, était curé (*I.*, n° 1, fol. 7 v°).

ARNOUL VRIESEN était curé en 1535; cette année il demanda à se faire remplacer par Jacques Hocken (*I.*, n° 17, fol. 13). En 1537 il assista comme témoin à une convention entre l'abbé de Saint-Trond et l'abbesse de Terbeek au sujet de la dime de Molveren (1). Le même curé se faisait encore remplacer en 1542 par Robin de Heer, de 1549 à 1551 par Jean Walewyns, de 1552 à 1555 par Lambert Bollen (*I.*, n° 19, fol. 63; n° 24, fol. 32 et n° 28, fol. 27).

Il mourut en 1555 et eut comme successeur, le 14 février 1556, GILLES FIERENS, prêtre du diocèse de Tournai (*I.*, n° 30, fol. 116). Celui-ci n'y resta pas longtemps; car déjà le 16 février 1558, ARNOUL PRUYMEN, curé, permuta avec LAMBERT VOLLEN (*I.*, n° 32, fol. 113). Celui-ci résigna en faveur d'ARNOUL PULINX, nommé le 26 avril 1566 (*R. N.*, 6709, fol. 262 et *I.*, n° 40, fol. 108).

Quand Arnoul Pulinx démissionna en 1586, il y eut deux nominations : la première qui resta sans effet en faveur de Pierre Tilmanni, la seconde, le 12 mai 1587, en faveur de JEAN BLOEMEN (*I.*, n° 59, fol. 63 et n° 60, fol. 123).

Celui-ci mourut en 1600 et eut comme successeur GEORGES BOXI (*I.*, n° 65, fol. 38).

Le 2 mars 1604, Georges Boxi permuta avec JEAN SMETS (*Fabri*), recteur de l'autel des saints Pierre et Paul dans l'église Notre-Dame (*R. N.*, 6709, fol. 27 et *I.*, n° 65, fol. 62). Jean Smets fut admis le 22 juillet par les examinateurs synodaux, « *data promissione* » *quod redibit intra annum ad docendum de majori* » *profectu* (2). »

Jean Smets, cité dans la visite archidiaconale de

(1) PIOT, *op. cit.*, t. II, p. 572.

(2) *Concours diocésains* (évêché de Liège, D. 1), fol. 99.

1624, mourut en 1630 et fut remplacé le 4 avril par JEAN WIEGHEN (*I.*, n° 86, fol. 23).

Ce curé se distingua par son zèle pendant la maladie contagieuse et, le 11 octobre 1632, les bourgmestres et le conseil de la ville lui accordèrent une récompense de 10 pattacons, pour les services qu'il avait rendus aux pestiférés après le départ du Père Récollet Dunaerts (1).

Jean Wieghen mourut à la fin de 1655 et fut remplacé le 12 janvier 1656 par ENGLEBERT VAN DER MONDEN, maître ès arts (*R. N.*, 6712, fol. 128). Dès l'année suivante, ce curé s'occupa de la restauration de la tour de son église; à cet effet il demanda deux chênes à l'abbé (2).

A la mort d'Englebert Van der Monden en 1662, l'abbé nomma le 15 mars SIMON CEULEERS. Celui-ci demanda et obtint le 31 juillet une seconde nomination de la part d'Innocent VII, probablement parce que son prédécesseur était mort au mois de janvier, mois pontifical (*R. N.*, 6712, fol. 250-265 et *I.*, n° 111, fol. 50 v°).

Simon Ceuleers mourut en 1669 et eut comme successeur JEAN TACKOENS, institué le 28 octobre (*R. N.*, 6713, fol. 97 et *I.*, n° 112, fol. 37 v°).

Celui-ci résigna sa cure pour aller occuper celle de Saint-Martin. Le 14 août 1675, l'abbé nomma à sa place ADAM BORMANS (*R. N.*, 6713, fol. 420 et *I.*, n° 114, fol. 60).

Ce curé mourut l'année suivante et fut remplacé par ROLAND MOENS, nommé par acte daté de Liège le 1^{er} décembre 1676 (*R. N.*, 6713, fol. 466 et *I.*, n° 115, fol. 5).

A la mort de Roland Moens, la cure fut conférée le 6 mars 1712 à ROBERT HARDIQUES (*R. N.*, 6715,

(1) STRAVEN, t. III, p. 405.

(2) *Registrum supplicarum*, n° 6712, fol. 27.

fol. 93). Ce curé habitait sa maison paternelle « *in sub-urbio Zickeren nuncupato* » (*V.*, n° 25, fol. 3).

Le 3 juin 1722, Robert Hardiques fut nommé vice-écolâtre avec mission de visiter chaque trimestre toutes les écoles de la ville (1).

AUTEL DE LA SAINTE VIERGE.

Cet autel était situé du côté droit de l'église : le recteur était obligé à dire une messe par semaine (*V.*, n° 8, fol. 10 v°).

ARNOUL MEENSENS, étudiant à Louvain, était recteur en 1477, mais il faisait exonérer la fondation par Jean de Diest en 1477 et par Barthélemy Opemans en 1478 (*I.*, n° 1, fol. 7 v° et n° 2, fol. 15).

PHILIPPE RECHBOSCH, curé de Bevingen en 1499 (*I.*, n° 5, fol. 27), succéda comme recteur de cet autel à BERNARD MARCHS en 1505 (*I.*, n° 8, fol. 121). A sa mort en 1517, l'abbé nomma le 21 avril JEAN BERTRANDI (*R. N.*, 6708, fol. 211).

Celui-ci résigna son bénéfice en faveur de GABRIEL DE MERA, nommé le 14 mars 1519 (*R. N.*, 6708, fol. 232). Ce recteur est renseigné en 1526 comme professeur à la faculté de droit canon à l'Université de Louvain (*I.*, n° 14, fol. 14).

Il mourut en 1530 et fut remplacé le 18 mars par LAMBERT GRENIER, maître ès arts, prêtre du diocèse de Tournai (*R. N.*, 6708, fol. 333).

En 1557 GUILLAUME WINNEN mourut le 22 septembre; il eut comme successeur GEORGES DE PRATO (*I.*, n° 32, fol. 110).

Le 2 juin 1561, Georges de Prato démissionna en faveur de JEAN WATSSSEN (*I.*, n° 30, fol. 121).

Le 5 juin 1567, HENRI WATSSSEN fut nommé à la place de son frère Jean (*R. N.*, 6709, fol. 267 et *I.*, n° 41, fol. 111).

(1) G. SIMENON, *L'instruction populaire à Saint-Trond*, p. 29.

A la mort de Henri Watssen en 1599, le bénéfice fut conféré à PIERRE VAN DER MAESEN (*I.*, n° 65, fol. 33).

Celui-ci, devenu chanoine de Notre-Dame, résigna son bénéfice en faveur de LÉONARD SEVENACKER, nommé le 4 février 1606 (*R. N.*, 6709, fol. 34).

Comme ce recteur négligeait l'accomplissement de sa charge, l'abbé nomma le 5 janvier 1616 JOSSE TOLMEER, administrateur des biens de l'autel (*R. N.*, 6709, fol. 147).

Puis le 20 décembre le bénéfice fut conféré à GUILLAUME PRINCEN (*I.*, n° 75, fol. 157). Celui-ci résigna le 21 juin 1624 en faveur d'ANDRÉ DE CORSWAREM, curé de Looz (*I.*, n° 80, fol. 29). JEAN DE CORSWAREM est mentionné de 1625 à 1629 (*I.*, n° 82, fol. 11 et n° 86, fol. 10).

ARNOUL WIGGERS, recteur du bénéfice, mourut le 16 octobre 1637. Le 26 octobre, l'abbé conféra la place à DAVID SEGERS, clerc du diocèse de Malines (*R. N.*, 6711, fol. 77).

En 1643 et 1650, les visites archidiaconales renseignent comme recteur un étudiant de Louvain; la messe hebdomadaire était alors dite par le curé (*V.*, n° 6, fol. 2 et n° 8, fol. 12 v°).

GILLES NEUTINX fut nommé « *jure devoluto* » le 29 janvier 1669 (*I.*, n° 112, fol. 32). Il mourut au mois de janvier 1680.

Le 17 février Opitius Pallavicinus, archevêque d'Éphèse et nonce à Cologne, conféra le bénéfice à son familier RICHARD CODII, « *presbiter Casselensis seu Ossoriensis*, » qui, par l'intermédiaire de Roland Moens, curé de Saint-Pierre, et de Barthélemy Briers prit possession de son autel le 1^{er} mars (*R. N.*, 6714, fol. 31).

En 1680 le curé de Halmael desservait l'autel (*V.*, n° 15, fol. 7). En 1701, celui-ci était tombé en ruines depuis cinq ans; le recteur Richard Codii habitait à

Rome (*V.*, n° 18, fol. 6). En 1712, il y avait un autre bénéficiaire dont le curé ignorait le nom ; la messe hebdomadaire n'était plus dite (*V.*, n° 25, fol. 3).

AUTEL DE LA SAINTE CROIX
ET DE LA SAINTE VIERGE.

Du côté gauche de la nef se trouvait l'autel de la sainte Croix et de la Sainte Vierge, appelé aussi autel de Notre-Dame sous la Croix. Le recteur nommé par la famille Pallen de Brusthem, était tenu à dire une messe par quinzaine (*V.* n° 8, fol. 10 v°).

JEAN CAPPUYNS, recteur de cet autel en 1521, démissionna en 1523 en faveur de JEAN HUYTS (*I.*, n° 9, fol. 10 et n° 11, fol. 98).

ARNOUL VRIESEN fut nommé le 28 juin 1529 en remplacement de GUILLAUME ZELKARTS, décédé (*R. N.*, 6708, fol. 323).

En 1535 Arnould Vriesen demandait Jean Sympernels comme remplaçant (*I.*, n° 17, fol. 25).

ARNOUL BAUWENS, recteur du même bénéfice, mourut en 1578 et fut remplacé par BONAVENTURE VAN DER PUTHEN (*I.*, n° 51, fol. 112).

Celui-ci résigna le 9 juin 1592 en faveur de GODEFROID VAN DEN LOYE (*I.*, n° 64, fol. 55), qui était encore en fonctions en 1613 (*V.*, n° 1, fol. 161).

Il eut comme successeur en 1618 (*I.*, n° 75, fol. 256) CHARLES VOECHT, qui mourut en 1628 et laissa le bénéfice à LAMBERT PROVENERS (*I.*, n° 85, fol. 27). A la mort de celui-ci en 1684, Nicolas Pallen conféra le 9 février le bénéfice à HENRI MOTMANS, chanoine de Notre-Dame (*I.*, n° 107, fol. 148 v°), encore en fonctions en 1701 (*V.*, n° 18, fol. 7).

N. NÉVEN, habitant Tongres, était recteur en 1712 ; la fondation était alors exonérée par Jean Puteers (*V.*, n° 25, fol. 3).

AUTEL DE SAINT NICOLAS.

Cet autel, à la collation de l'abbé, était appelé aussi autel de sainte Pétronille ; il se trouvait à côté du précédent (*V.*, n° 8, fol. 10 v°).

PIERRE HOUMES, recteur, résigna en 1541 et fut remplacé le 20 septembre par JEAN VANDER BOENTEN (*R. N.*, 6708, feuille détachée).

Celui-ci céda en 1567 le bénéfice à GUILLAUME VANDER BOENTEN, maître ès arts (*I.*, n° 42, fol. 13).

FRANÇOIS DULLARS, chanoine de Notre-Dame, succéda à ce dernier le 14 mars 1570 (*I.*, n° 44, fol. 123).

JEAN VRANCKEN déjà recteur en 1589 (*I.*, n° 63, fol. 10), mourut en 1609 et fut remplacé le 2 mai par GAUTIER RENARTS (*R. N.*, 6709, fol. 36 et *I.*, n° 72, fol. 43 v°).

Celui-ci, cité dans la visite archidiaconale de 1624, mourut en 1626 et eut comme successeur le 21 janvier 1627 PIERRE LYCOPS (*I.*, n° 83, fol. 26). Ce dernier permuta la même année avec MATHIEU JAMART, chanoine de Saint-Barthélemy à Liège (*I.*, n° 83, fol. 33).

Le 30 avril 1644, N. BOMMERSOM, chanoine de Saint-Martin à Liège, céda le bénéfice à ROBIN VAN DEN VELDE (*R. N.*, 6711, fol. 157 et *I.*, n° 100, fol. 24).

En 1650 le recteur était un étudiant de Louvain (*V.*, n° 8, fol. 10 v°). Dans la suite, l'autel resta pendant quelque temps sans bénéficiaire.

L'archidiacre de la Hesbaye, Bertrand de la Haxhe, en profita pour nommer lui-même le recteur et pour réduire la charge à une messe mensuelle. C'est ainsi que le bénéfice fut conféré le 4 novembre 1665 à ETIENNE NEUTINX (*R. N.*, 6712, fol. 373).

Le 26 février 1670, HENRI MARTENS succéda au précédent, décédé (*R. N.*, 6713, fol. 99 et *I.*, n° 112, fol. 42).

Il permuta le 23 juin 1671 avec FRANÇOIS PIZART, recteur de l'autel des saintes Agathe et Gertrude dans

l'église Notre-Dame de ...
une pension ...
6713. fol. 101 et ...

François Poirier
en faveur de
6714 fol. 50

Le nom de la personne qui, dans la lettre, est désigné comme bénéficiaire de la somme

Du reste, l'indifférence de
 Pétronille était telle qu'elle
 s'étonnait de se voir offrir
 du benedictine par son
 Bommeron.

Pierre-Henri
1715 en France
N. 67
le benedic
OBERG

... ..

Cet article est paru dans la revue "L'Esprit" n° 101, 1971.
 n° 101, 1971.
 la collection de 1971.

Le 11-1-1968 :
le benzenesulfonate de sodium est obtenu
670 g ; 10% de rendement par rapport au sulfure
le 15-02-1968 : le sulfure est obtenu 200 g
total

Le 25 mai 1968, le 1^{er} ministre a déclaré que le GUMAT n'était pas un organisme officiel du gouvernement fédéral, mais qu'il était un organisme officiel du même gouvernement fédéral. Le 25 mai 1968, le 1^{er} ministre a déclaré que le GUMAT n'était pas un organisme officiel du gouvernement fédéral, mais qu'il était un organisme officiel du même gouvernement fédéral.

À la mort de ce dernier, GEORGE ACCORDING devint recteur le 1^{er} jan. 1881. Il en fut relégué à la retraite au moins jusqu'en 1892, mais le 18 juillet 1899, CHURCH

PHORE PETERS, curé d'Ulbeek, obtint l'autel par voie de permutation canonique (*R. N.*, 6709, fol. 26).

A la mort de ce dernier, JEAN WIEGEN, professeur au Séminaire, fut nommé recteur le 25 août 1618 (*R. N.*, 6709, fol. 50). Il garda ce poste jusqu'en 1630; cette année il le céda à GÉRARD CILLIS (*I.*, n° 87, fol. 21).

Gérard Cillis mourut en 1654. Le 25 février l'abbé conféra le bénéfice à ENGELBERT ANDRIES (*R. N.*, 6712, fol. 84 et *I.*, n° 108, fol. 5 v°).

En 1658, le recteur JEAN-BAPTISTE PITTEURS entra comme moine à l'abbaye; il céda le 14 octobre son bénéfice à JEAN-BAPTISTE PITTEURS, curé de Leeuwerghen et Elene dans le diocèse de Malines (*R. N.*, 6712, fol. 190).

A la mort de ce dernier, la place de recteur fut accordée, le 22 janvier 1664, à JACQUES VAN VINCKENROYE, étudiant en théologie (*R. N.*, 6712, fol. 311-319 et *I.*, n° 121, fol. 1).

En 1680 N. VANHAREN, de Tongres, était recteur (*V.*, n° 15, fol. 7).

GAUTIER NÉVEN, curé de Helchteren, obtint le bénéfice dans la suite; il démissionna le 9 mars 1700 en faveur de RENIER NÉVEN (*R. N.*, 6714, fol. 227), qui occupait encore le poste en 1712, mais le faisait desservir par Jean Puteers (*V.*, n° 25, fol. 3).

E. ÉGLISE SAINT-NICOLAS

AU FAUBOURG DE ZERCKINGEN.

Comme nous l'avons dit antérieurement, l'église de Saint-Nicolas à Zerckingen ne fut pas la paroisse primitive de la ville de Saint-Trond. Elle est mentionnée pour la première fois dans le diplôme d'Innocent III en 1215 (1); ce n'est que vers cette époque qu'elle a été démembrée de l'église Notre-Dame.

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 171.

La paroisse n'a jamais été fort étendue, resserrée qu'elle était entre la paroisse Saint-Pierre de Nieuwenhuysen et celle de Bevingen. En 1643 elle ne comptait que trente-cinq communians. En 1701 il y avait neuf familles et vingt communians (V., n° 6, fol. 1 et n° 18, fol. 9 v°). Il n'y avait donc pas d'inconvénient à la réunir à celle de Saint-Pierre en 1723.

Toutefois l'église Saint-Nicolas (1) resta l'église paroissiale et celle de Saint-Pierre abandonnée tomba bientôt en ruine. C'est ainsi que l'ancienne église de Zerkingen dont la construction remonte, à en juger d'après l'architecture, au XI^e siècle, après s'être appelée église de Saint-Nicolas jusqu'en 1723, porta dans la suite le nom d'église des Saints-Pierre et Nicolas et a fini de nos jours par être désignée simplement sous le nom d'église de Saint-Pierre.

Cette église possède encore maintenant une relique insigne de la vraie Croix (2). Lorsqu'en 1467 la ville de Saint-Trond fut assiégée par Charles-le-Téméraire, un chevalier enleva cette relique, mais tourmenté par les remords, il vint la rapporter en 1471 (3). Ajoutons encore que dans cette église se trouve un des plus anciens monuments de la ville de Saint-Trond, la pierre tumulaire qui, en 1180, ferma le tombeau de l'abbé Wiric (4).

CURÉS.

Le premier curé connu est ce HENRICUS, « *plebanus Sancti Nicolai* » qui, en septembre 1238, assista comme témoin à la donation faite par Gontram à l'ab-

(1) L'église de Saint-Nicolas avait elle-même des fonts baptismaux; c'était du reste une nécessité pour les églises situées hors des murs.

(2) Cette relique était probablement l'objet d'un culte régulier le vendredi de chaque semaine. En tout cas, en 1680, les fidèles faisaient ce jour-là des offrandes qui étaient employées à l'entretien de l'église.

(3) DE BORMAN, *op. cit.*, t. II, p. 344. Un tableau conservé de nos jours dans l'église de Saint-Pierre (inscription reproduite dans STRAVEN, *op. cit.*, t. II, p. 22) rappelle le même fait.

(4) Elle se trouve dans le pavé devant le maître-autel.

baye de Terbeek (1). Il faut peut-être l'identifier avec le premier des quatre prêtres mentionnés par Guillaume de Ryckel (2), comme desservant la paroisse de 1254 à 1272 : HENRICUS, JOHANNES, GOSWINUS et HENRICUS.

Peut-être faut-il considérer aussi comme curé de Saint-Nicolas ce MICHEL DE ZERCKINGEN, qui figure parmi les « *rectores parochiarum ecclesiarum* » dans un acte du 16 juin 1361 (3).

GUILLAUME RUTSCARTS, diacre, curé de la paroisse, se présenta le 17 septembre 1500, pour recevoir la prêtrise (*I.*, n° 5, fol. 111). Il mourut en 1524 et fut remplacé le 18 avril par NICOLAS PYLS, doyen du chapitre de Notre-Dame (*R. N.*, 6708, fol. 282 et *I.*, n° 11, fol. 106).

A cette époque les fonctions pastorales étaient exercées en 1532 par Robin Pulinx, en 1539 par Jean Cotreel, en 1541 par Antoine de Cimeterio, en 1543 par Jean Gherinx et en 1544 par Henri Anthonii (*I.*, n° 16, fol. 28; n° 18, fol. 28; n° 19, fol. 14 v°; n° 20, fol. 31 et n° 21, fol. 21).

Le 10 juin 1546, Nicolas Pyls permuta sa cure contre le bénéfice de JEAN GHERINX, recteur de l'autel de saint Etienne dans l'église de Broechem près de Santhoven (Anvers) (*R. N.*, 6708, fol. 415).

A la mort de Jean Gherinx en 1573, RUTGER A VIVARIO fut nommé curé le 28 mai par lettres pontificales (*I.*, n° 46, fol. 112). Le 9 juin 1578, il démissionna en faveur de GODEFROID STRAUVEN (*I.*, n° 50, fol. 121 et *R. N.*, 6709, fol. 280).

Celui-ci mourut en 1579; le 28 septembre on lui donna comme successeur GAUTIER NACX, encore en fonctions en 1592 (*I.*, n° 52, fol. 115 et n° 64, fol. 20).

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 197.

(2) PIRENNE, *op. cit.*, p. 71.

(3) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 567.

CHRISTOPHORE DAEMEN prit possession de la cure en 1603 (1). Devenu vice-doyen du concile, il fit avec le doyen Pierre de Corswarem, curé de Bettincourt, la visite archidiaconale de 1643, alors qu'il était curé depuis plus de quarante ans (*V.*, n° 6, fol. 1).

Il mourut en 1646 et fut remplacé le 8 juillet par LÉONARD HENNIN, bachelier en théologie (*R. N.*, 6711, fol. 171 et *I.*, n° 103, fol. 13).

Le 5 novembre 1650, Léonard Hennin céda la cure à LAMBERT PUTMANS (*R. N.*, 6712, fol. 12 et *I.*, n° 105, fol. 63).

Celui-ci, devenu chanoine de Notre-Dame, démissionna à son tour le 18 juin 1688. JEAN PLUEGERS, nommé le 1^{er} octobre, reçut le 23 octobre 1688 ses lettres d'institution de l'archidiacre Lambert de Liverlo; il prit possession de sa cure le 27 octobre (*R. N.*, 6714, fol. 129).

Jean Pluegers mourut en 1692. Le 22 avril, l'abbé nomma à la cure DENIS CARTUYVELS, qui fut installé le 2 mai par Pierre Cartuyvels, curé du béguinage, en présence de Denis Cartuyvels, curé de Mielen-sur-Aelst et de Benoît Van der Borch, religieux de l'abbaye (*R. N.*, 6714, fol. 150 et 153 et *I.*, n° 118, fol. 250).

A la mort de Denis Cartuyvels en 1696, l'abbé conféra le 30 juillet la cure à RENIER VAN ACKEN, chanoine de Notre-Dame, qui se désista, puis le 23 août à PIERRE VAN DEN PUT (*R. N.*, 6714, fol. 197). Celui-ci était encore en fonctions en 1712 (*V. A.*, 1712). Il mourut vers 1725 et sa mort facilita la réunion des paroisses de Saint-Nicolas et de Saint-Pierre (2).

(1) Quand il fut admis au concours diocésain le 23 mai, il était prêtre depuis deux ans et avait enseigné au séminaire et assisté le curé de Ziekeren. Avec lui se présentèrent Pierre Van der Maesen, ancien curé de Bevingen et Denis Pontanus, ancien chapelain de Tongres. *Concours diocésains* (évêché de Liège, D. 1), fol. 91.

(2) G. SIMENON, *Suppliques adressées aux abbés de Saint-Trond*, p. 178.

ROBERT HARDIQUES, curé de Saint-Pierre, lui succéda ainsi comme curé des deux paroisses.

En 1777 AUGUSTE CROES, curé des Saints-Pierre et Nicolas, demanda à l'abbé d'intervenir dans la réparation de son église (1).

Le 10 janvier 1790, comme la cure était vacante par la résignation de N. DEMALTE, l'archidiacre la conféra à ETIENNE BOONEN (*I.*, n° 120, fol. 17).

Celui-ci fut condamné à la déportation sous le Directoire le 4 novembre 1798 (2).

AUTELS.

A droite de l'église se trouvait l'autel de saint Jean-Evangéliste et de saint Jean-Baptiste; à gauche, celui de la Sainte Vierge. Au dire du curé, l'un et l'autre bénéfice avaient été incorporés à la cure, du temps d'Erard de la Marck (1506-1538) (*V.*, n° 8, fol. 9).

Cependant l'autel de saint Jean-Baptiste et saint Jean-Evangéliste n'avait pas été incorporé, car la visite archidiaconale de 1624 mentionne comme recteur PHILIPPE FRANQUINET (*V.*, n° 2, fol. 71).

Celui-ci mourut en 1628 et fut remplacé le 2 janvier 1629 par JACQUES PERYE (*I.*, n° 85, fol. 29), qui lui-même démissionna le 11 août 1643 en faveur de THÉODORE WYNANTS (*I.*, n° 100, fol. 16).

Le 22 novembre 1665, le bénéfice fut accordé « *jure* » *devoluto* » à FRANÇOIS DELLECHEF (*I.*, n° 112, fol. 15 v°) et le 29 janvier 1675 à JEAN-DENIS MOREAU (*I.*, n° 114, fol. 32 v°), encore en possession en 1680 (*V.*, n° 15, fol. 7).

(1) *Registrum supplicarum*, n° 6707, fol. 124 v°.

(2) DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté*, 1724-1852, t. IV, p. 155.

F. ÉGLISE SAINT-JACQUES

A SCHURHOVEN (1).

L'église de Saint-Jacques, mentionnée également pour la première fois en 1215 dans le diplôme d'Innocent III (2), est contemporaine des autres églises paroissiales de la ville.

Démembrée de Notre-Dame vers le XIII^e siècle, elle était plus étendue que les autres paroisses. En 1650 (3) elle comptait cent et une familles et trois cent cinquante communicants (V., n° 8, fol. 18). La visite archidiaconale de 1701 constatait une légère diminution (trois cents communicants et soixante-dix familles); mais en 1712 l'archidiacre trouvait une augmentation : « *ab ultima visitatione familiae auctae et communiantes; sub hoc parochia sunt Bernissem, Batshoven, Terbiest et extendit se usque in Zepperen* » (V., n° 18, fol. 14 v° et n° 25, fol. 6).

CURÉS.

Les premiers curés connus sont ceux cités par Guillaume de Ryckel (1254 à 1272), REYNERUS, JOHANNES, WALTERUS et HENRICUS (4). Le second est probablement ce Johannes « *dictus Panifex, sacerdos de Scurhoven*, » qui le 26 juillet 1257 laissa à l'abbaye un bonnier de terre situé à Aelst, moyennant une rente viagère de deux muids de seigle (5).

Il faut probablement classer aussi parmi les curés de Schurhoven ARNOLDUS DE SCHURHOVEN, qui figure

(1) La lettre de l'abbé Rodolphe (1107-1138) à l'évêque de Metz, mentionne déjà le « *vicus qui dicitur Scurehove* » (DE BORMAN, *op. cit.*, t. I, p. 153).

(2) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 171.

(3) Cependant la visite de 1643 évalue la population seulement à deux cent cinquante communicants (V., n° 6, fol. 8 v°).

(4) PIRENNE, *op. cit.*, p. 71.

(5) *Cartulaire A* (Hasselt, n° 6678^s), fol. 235.

comme recteur d'une église paroissiale dans un acte du 16 juin 1361 (1).

HENRI MOENENS, curé de Schurhoven, permuta le 16 octobre 1535 avec LAURENT VAN DER LAEMEN, chanoine de Saint-Servais de Maestricht et recteur de l'autel de saint Nicolas dans la crypte de l'église Saint-Michel à Liège (*R. N.*, 6708, fol. 259 et *I.*, n° 17, fol. 109).

Celui-ci résigna la cure en 1538 et fut remplacé le 22 avril par GUILLAUME DE CAMPO (*R. N.*, 6708, feuille détachée).

LOUIS BRUNINX, cité en 1556 (*I.*, n° 31, fol. 113), céda en 1559 sa place à JEAN D'AVROY (*I.*, n° 33, fol. 118).

Celui-ci mourut en 1578; le 14 février 1579, on lui donna comme successeur PIERRE STRAUVEN (*I.*, n° 51, fol. 110).

Le 11 août 1587, Pierre Strauven résigna sa cure en faveur de HENRI VRANCKEN (*I.*, n° 61, fol. 120).

A la mort de ce dernier, GUILLAUME MARIEN fut nommé curé le 11 mai 1596 : il démissionna en 1601 (*I.*, n° 65, fol. 17 et 43).

CHRISTOPHORE DULLARTS, prêtre depuis quatre années, se présenta au concours diocésain pour obtenir la cure et fut admis le 2 juin 1601 (2).

Ce dernier mourut en 1604. L'abbé nomma le 23 avril à sa place PIERRE VANDER MAESEN (*Mosa*), ancien curé de Bevingen, qui fut admis le 14 mai par les examinateurs synodaux (3) (*R. N.*, 6709, fol. 26).

Le 4 août 1625, ces mêmes examinateurs admirent à la cure de Schurhoven ARNOUL PANSARTS (4), qui reçut ses lettres d'institution le même jour (*I.*, n° 82, fol. 22). Il mourut au mois d'août 1636.

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 567.

(2) *Concours diocésains* (évêché de Liège, D. 1), fol. 68.

(3) *Ibidem*, fol. 98.

(4) *Ibidem*, fol. 272.

Le 25 août, l'abbé conféra la cure à DENIS WYSHOFF, chanoine de Notre-Dame (*R. N.*, 6711, fol. 68 et *I.*, n° 93, fol. 27).

A la mort de ce dernier en 1662, la place fut accordée le 21 juin à JÉRÔME-ROBERT BOLLIS, diacre, bachelier en théologie (*R. N.*, 6712, fol. 261 et *I.*, n° 111, fol. 62).

Jérôme Bollis échangea le 6 février 1680 sa cure contre le bénéfice de HENRI MARTENS, recteur de l'autel de saint Nicolas dans l'église Saint-Gangulphe (*R. N.*, 6714, fol. 35 et *I.*, n° 117, fol. 19).

En remplacement de Henri Martens décédé, l'abbé nomma le 26 avril 1699 JEAN SCHEPERS (*R. N.*, 6714, fol. 225).

Celui-ci résigna le 26 mai 1706 en faveur de PIERRE MENTEN, installé au mois de juin par Herman Vander Borch, curé de Saint-Gangulphe (*R. N.*, 6715, fol. 38-42). Pierre Menten était encore en fonctions en 1712 (*V.*, n° 25, fol. 6).

Le 2 janvier 1765, JOSEPH-LAMBERT KINETTE, curé de Schurhoven, fut nommé notaire apostolique (*R. N.*, 6718, fol. 269).

Ce curé mourut au mois de novembre 1790 (1), après avoir résigné sa cure en faveur de son neveu JEAN-JOSEPH CLERINX (2).

J. LEMMENS fut condamné à la déportation le 27 octobre 1797 (3).

AUTEL DE LA SAINTE VIERGE.

L'autel de la Sainte Vierge était situé du côté droit de l'église. Ce bénéfice qui obligeait à deux messes par semaine, était à la collation de l'abbé.

(1) A la mort de Kinette, Gérard Richel fut chargé provisoirement de l'administration de la paroisse (*I.*, n° 120, fol. 15).

(2) Hasselt, carton 6673¹⁰, n° 9.

(3) DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté*, 1724-1852, t. IV, p. 72.

JEAN PRINCEN était recteur de cet autel en 1505 (*I.*, n° 8, fol. 18).

En 1532 le poste était occupé par ROBIN PUELINX de Heers qui faisait desservir l'autel par Jacques Herbroeck (*I.*, n° 16, fol. 20).

A la mort de Robin Puelinx, l'abbé conféra le 6 août 1543 le bénéfice à GUILLAUME, fils de MICHEL DE PUNDERE (*R. N.*, 6708, fol. 397 et *I.*, n° 26, fol. 128).

Celui-ci résigna le 2 juin 1557 en faveur de BARTHÉLEMY DE JAUCHE (*I.*, n° 31, fol. 123).

Le 16 novembre 1579, JEAN MUISSEN fut nommé en remplacement de Barthélemy de Jauche, décédé (*I.*, n° 52, fol. 117).

Jean Muissen mourut en 1582 et fut remplacé le 2 mai par MARCEL BOGHAERTS (*de Pomerio*), chapelain de Saint-Paul à Liège (*I.*, n° 54, fol. 56).

A la mort de celui-ci, l'abbé nomma le 27 octobre 1618 OLIVIER DE SAIVE, J. U. L., prêtre du diocèse de Liège, lieutenant et familier du prélat du monastère (*R. N.*, 6709, fol. 51).

Ce recteur était encore cité dans la visite archidiaconale de 1624 avec le titre de doyen de Notre-Dame à Maestricht.

Peu de temps après le bénéfice fut accordé à JEAN STEYNEN qui, le 26 février 1629, le céda à GISBERT STEYNEN, J. U. L. (*R. N.*, 6709, fol. 241).

En 1643 et 1650, RENIER GELOES était recteur (*I.*, n° 100, fol. 10 et *V.*, n° 8, fol. 17).

Le 29 janvier 1670, MELCHIOR MOSENS, bénéficiaire de cet autel, permuta avec JEAN GILOT, recteur de l'autel de la Sainte Vierge dans l'église de Ham-sur-Heure (*R. N.*, 6713, fol. 102 et *I.*, n° 112, fol. 43).

Le curé de Halle détenait le bénéfice en 1686 (*V.*, n° 15, fol. 6).

ALBERT ZAMERANO était recteur en 1701 (*V.*, n° 18, fol. 13). Il résigna le 5 mai 1704 en faveur de GÉRARD ELSSEN (*R. N.*, 6715, fol. 10-13).

A la mort de celui-ci, l'abbé nomma le 28 août 1742 ANTOINE FROENHOVEN, curé de Helchteren (*R. N.*, 6715, fol. 414).

AUTEL DE SAINT NICOLAS.

L'autel de saint Nicolas était situé à gauche du maître-autel. Ce bénéfice fut uni à la cure le 15 novembre 1590 (1).

HENRI SMETS (*Fabri*) en était recteur en 1477, mais il se faisait remplacer par Englebert de Hamalia (*I.*, n° 1, fol. 11). JEAN PRINCEN figure en 1499 (*I.*, n° 5, fol. 16).

HENRI WITTEN mentionné en 1551 comme chanoine de Tongres, est renseigné comme recteur depuis 1535 (*I.*, n° 17, fol. 18). Il mourut vers 1553 et fut remplacé le 8 février 1554 par GUILLAUME DE CAMPO, doyen du chapitre de Notre-Dame (*I.*, n° 28, fol. 95).

Celui-ci résigna son bénéfice le 10 mars 1568 en faveur d'ALEXANDRE DE CAMPO *alias* SIMONS (*I.*, n° 42, fol. 126).

Alexandre Simons mourut en 1579 et eut comme successeur CHRISTOPHE WENDELEN (*I.*, n° 51, fol. 118).

Ce dernier mourut l'année suivante. Il y eut plusieurs nominations en faveur de Wiric de Ham en 1580 (*I.*, n° 52, fol. 123), Hubert Anthonii en 1581 (*I.*, n° 53, fol. 112), Jérôme Kympts en 1583 (*I.*, n° 55, fol. 108 et n° 58, fol. 134). Celle de HUBERT ANTHONII paraît cependant avoir eu son effet, puisque le 23 juin 1586 il résigna en faveur de JEAN QUAYENS, de Jamine (*I.*, n° 59, fol. 66). Celui-ci est encore mentionné en 1592 (*I.*, n° 64, fol. 16). En 1605 le bénéfice était uni à la charge pastorale (*I.*, n° 70, fol. 162).

(1) Reg. n° 6679, fol. 201.

G. ÉGLISE SAINTE-CROIX

A GUEVELINGEN.

L'église de Sainte-Croix de *Govelinchen* est mentionnée pour la première fois en 1215 dans le diplôme d'Innocent III (1). Nous croyons qu'à cette époque elle était église paroissiale et filiale de l'église Notre-Dame comme les autres églises de Saint-Trond. Les visites archidiaconales de 1613, 1624 et 1650 la considèrent cependant comme filiale de Saint-Jean qui avait rang d'*ecclesia integra*, tandis que Sainte-Croix n'était qu'une *quarta capella*. Mais ces dénominations ne doivent pas être confondues avec celles d'*église mère* et d'*église filiale*. Elles se rapportent uniquement à la taxe des droits archidiaconaux que ces églises devaient payer. Et si au XII^e siècle les deux églises ont été démembrées de l'église Notre-Dame, rien n'empêche que l'une plus riche ait eu rang d'*ecclesia integra*; tandis que l'autre plus pauvre aura été classée parmi les *quartae capellae*. Ajoutons que le patrimoine de ces églises a pu subir des modifications dans la suite des temps (2).

Du reste si l'église Sainte-Croix avait été une église filiale de celle de Saint-Jean, nous ne comprenons pas pourquoi le diplôme d'Innocent III les citerait toutes deux et pour la première fois et au même titre; d'autant plus que l'ajoute « *cum pertinentiis earumdem*, » semblait comprendre les annexes, s'il y en avait.

D'après le rapport de l'archidiacre en 1650, elle n'avait pas de fonts baptismaux. Il suffisait, il est vrai, que dans une des trois églises, Sainte-Croix, Saint-Jean et Sainte-Catherine situées hors de l'enceinte et très rapprochées l'une de l'autre, on pût administrer le baptême (3).

(1) PRIOT, *op. cit.*, t. I, p. 171.

(2) Cf. *Analectes*, t. I, p. 236. En 1558, Guvelingen est citée comme *ecclesia* (*Ibidem*, p. 448).

(3) Les visites archidiaconales ne renseignent pas si les églises de Saint-Jean et de Sainte-Catherine avaient des fonts baptismaux.

La paroisse n'était pas fort étendue. En 1643 elle comptait trente-six communians, en 1650 dix familles et quarante communians, et en 1712, onze familles et quarante-quatre communians (*V.*, n° 6, fol. 9 v°; n° 8, fol. 6 et n° 18, fol. 18).

A partir de 1805 l'église de Guvelingen devint une annexe de l'église de Schurhoven.

CURÉS.

Guillaume de Ryckel (1) nous apprend les noms des quatre prêtres qui de son temps administrèrent la paroisse (2). Ce sont : MAGISTER JOHANNES, ADAM, PETRUS et HENRICUS.

Le second, ADAM « *sacerdos de Govelingen*, » assiste comme témoin à un acte du 12 février 1259 (3).

JEAN MARTINI, recteur de l'église de Guvelingen, intervient comme exécuteur testamentaire de Jean Slabbaert dans un acte du 9 mars 1348 (4).

En 1521 et 1527, FRANÇOIS DE CASTRO, curé, demande à pouvoir résider à l'intérieur des murs de la ville (*I.*, n° 9, fol. 20). HENRI DE VIVARIO demande la même faveur en 1535 (*I.*, n° 17, fol. 23). Ce dernier mourut en 1561 et fut remplacé le 2 juin par NICOLAS DE ERTRYC (*I.*, n° 35, fol. 121), qui résigna en 1566.

Le 26 avril, l'abbé nomma à sa place FRANÇOIS HOUVENERS (*R. N.*, 6709, fol. 262 et *I.*, n° 40, fol. 109).

Celui-ci permuta le 8 juin 1576 avec JEAN SURINX, *junior*, chanoine de Notre-Dame (*R. N.*, 6709, fol. 277 et *I.*, n° 48, fol. 115).

L'année suivante, Jean Surinx résigna sa cure en

(1) PIRENNE, *op. cit.*, p. 71.

(2) Il est à remarquer que les mêmes noms sont cités en ordre inverse, pour l'église Saint-Jean.

(3) PIRENNE, *op. cit.*, p. 310.

(4) *Registrum stipale A* (Hasselt, n° 66787), fol. 226 v°.

faveur de JEAN CLINGERMANS, nommé le 25 octobre 1577 (*R. N.*, 6709, fol. 279 et *I.*, n° 50, fol. 113).

Celui-ci mourut en 1584; le 11 janvier 1585, on lui donna comme successeur GODEFROID VAN DER LOYE, qui devint chanoine de Notre-Dame (*I.*, n° 58, fol. 131).

A la mort de Godefroid Van der Loye, la cure fut conférée le 13 août 1624 à JEAN JORDENS (*I.*, n° 81, fol. 24), qui s'était présenté au concours le 3 août (1).

Jean Jordens mourut en 1664 et fut remplacé le 12 février par FRANÇOIS COLEN (*R. N.*, 6712, fol. 351 et *I.*, n° 112, fol. 8 v°).

Le 10 avril 1670, CLÉMENT CONINX, sacristain de Saint-Martin, fut nommé curé en remplacement de François Colen, décédé (*R. N.*, 6713, fol. 119 et 140 et *I.*, n° 112, fol. 46).

A la mort de Clément Coninx, la cure fut conférée le 28 mai 1679 à HENRI MARTENS (*R. N.*, 6714, fol. 4 et *I.*, n° 116, fol. 87).

Devenu curé de Schurhoven, celui-ci laissa la place à LIBERT MARTENS, nommé le 31 mai 1680 (*R. N.*, 6714, fol. 40 et *I.*, n° 117, fol. 32).

Libert Martens mourut à la fin de 1727. Le 28 janvier 1728, l'abbé nomma JEAN-GILLES VANDENWYER (*R. N.*, 6715, fol. 270), qui mourut la même année.

La cure fut alors conférée le 24 janvier 1729 à MICHEL SNIEUVAERS (*R. N.*, 6715, fol. 279 et 283).

En 1784, PIERRE CRANINX, curé de Guvelingen, pria l'abbé de lui accorder une chasuble pour les principales fêtes de l'année (2).

Le directoire exécutif le condamna à la déportation le 4 novembre 1798 (3).

(1) *Concours diocésains* (évêché de Liège, M. 2), fol. 258.

(2) *Registrum supplicarum*, n° 6707, fol. 414.

(3) DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté*, 1724-1852, t. IV, p. 155.

H. ÉGLISE SAINT-JEAN-BAPTISTE

Mentionnée comme les autres églises de la ville pour la première fois en 1215 dans le diplôme d'Innocent III (1), cette église fut dès cette époque église paroissiale, filiale de Notre-Dame.

Elle était située contre les remparts entre la porte de Saint-Gangulphe et le *Vleminxgracht*. Cela explique que le 18 janvier 1654 le magistrat considérant que l'église constituait un danger sérieux pour la ville dans les circonstances périlleuses où l'on se trouvait, en ordonna la démolition, après avoir obtenu le consentement préalable de l'abbé Hubert de Sutendael (2). Elle fut cependant reconstruite bientôt après; car le 20 avril la commune accorda 200 florins pour cette reconstruction (3).

En 1805 cette église devint une chapelle auxiliaire de Schurhoven (4); puis le 14 mars 1806, il fut décidé qu'on la vendrait et que le culte y desservi le serait dorénavant dans l'église Saint-Martin (5).

En 1643 la paroisse comptait soixante-dix communicants (*V.*, n° 6, fol. 10 v°), soixante en 1650 (*V.*, n° 8, fol. 5) et trente-deux en 1701. A cette époque sept familles habitaient près de l'église et trois au hameau de Melsteren à une demi-heure de distance (*V.*, n° 18, fol. 16).

En 1710 il y avait quarante-cinq communicants; le curé demeurait alors à côté du moulin de la *Stapel-poort* (*V.*, n° 25, fol. 7).

Depuis 1656 la paroisse de Sainte-Catherine fut unie à celle de Saint-Jean. Le curé Laurent Hubar proposa de dire la messe alternativement dans l'une et

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 171.

(2) STRAVEN, *Inventaire analytique*, t. IV, p. 20.

(3) *Ibidem*, p. 104.

(4) *Ibidem*, p. 196.

(5) *Ibidem*, p. 209.

l'autre église; toutefois aux grandes fêtes de l'année, il veillerait à ce que les cérémonies religieuses seraient célébrées dans les deux églises. Sa requête, appuyée par l'abbé, fut accueillie favorablement par l'archidiacre (1).

CURÉS.

Les premiers curés que nous connaissons sont ceux dont Guillaume de Ryckel a noté les noms : PETRUS, ADAM et MAGISTER JOHANNES (2). Ils desservaient l'église entre 1254 et 1272.

GODEFROID ROBYNS, curé, mourut en 1501. Le 6 août LAMBERT NÉVEN (*Nepotis*) fut nommé à sa place (*I.*, n° 6, fol. 115).

A la mort de Lambert Néven, l'abbé conféra le 27 mai 1524 la cure à ADRIEN EMMECHOVEN (*R. N.*, 6708, fol. 282 et *I.*, n° 11, fol. 101). Celui-ci étudiait le droit canon à Louvain et se faisait remplacer de 1524 à 1526 par Jean Hulstman et en 1527 par Herman Vreven (*I.*, n° 12, fol. 15; n° 13, fol. 15 et n° 15, fol. 27).

Le curé JEAN SIMPERNELS mourut en 1539 et fut remplacé par JEAN COX, de Linter (*I.*, n° 18, fol. 111), qui résigna le 27 mars de l'année suivante, en faveur de JEAN COEPMANS (*I.*, n° 18, fol. 113).

Celui-ci mourut en 1541 et eut comme successeur PIERRE BRIERS, nommé le 14 juin (*R. N.*, 6708, fol. 377 et *I.*, n° 19, fol. 65).

Pierre Briers devint recteur de l'hôpital en 1543. La cure de Saint-Jean fut conférée le 13 août à FRANÇOIS DULLARTS (*R. N.*, 6708, fol. 372 et *I.*, n° 20, fol. 131).

Celui-ci permuta le 22 avril 1552 avec ADRIEN NOLLENS, recteur de l'autel de saint Nicolas dans l'église de Saint-Nicolas « *ad transitum* » à Liège (*R. N.*, 6708, fol. 469 et *I.*, n° 26, fol. 109).

(1) *Registrum supplicarum*, n° 6702, fol. 368.

(2) PIRENNE, *op. cit.*, p. 71.

Adrien Nollens démissionna le 31 mai 1557 en faveur de JEAN DE CHAYNE (*I.*, n° 31, fol. 123), qui à son tour résigna le 12 juin 1566, en faveur de RENIER ASSELEN (*R. N.*, 6709, fol. 265 et *I.*, n° 40, fol. 110).

A la mort de ce dernier en 1573, la cure fut conférée le 3 décembre à GILLES DE METTECOVEN, chanoine de Notre-Dame (*I.*, n° 47, fol. 111).

En 1585, PIERRE VERJANNEN démissionna en faveur de FRANÇOIS VECOEVEN (*I.*, n° 58, fol. 110).

Le registre archidiaconal de 1589 mentionne l'église comme vacante.

Mais JEAN BUYENS fut nommé curé le 8 septembre (*I.*, n° 63, fol. 135). A sa mort, il eut comme successeur JÉRÔME VAN LINDEN, nommé le 23 juin 1606 (*I.*, n° 70, fol. 169).

Celui-ci mourut en 1612 et fut remplacé le 19 juin par GÉRARD LAURENTII (*R. N.*, 6709, fol. 40 et *I.*, n° 73, fol. 189).

Gérard Laurentii, encore en fonctions au 12 octobre 1613 (*V.*, n° 1, fol. 160), ne resta guère plus longtemps. Déjà le 12 août 1615 son successeur, HUBERT EGIDII, résigna en faveur de GAUTIER REYNAERTS (*Renéri*) (*R. N.*, 6709, fol. 45 et *I.*, n° 75, fol. 76).

Celui-ci est cité dans la visite archidiaconale de 1624 et mourut en 1626. MICHEL VERJANNEN se présenta au concours diocésain et fut admis à la cure le 17 décembre (1). Le même jour il reçut ses lettres d'institution (*I.*, n° 83, fol. 23). Le 12 juin de l'année suivante, il céda sa place à ARNOUL GHYSENS (*I.*, n° 83, fol. 34).

Dans sa visite de 1650, l'archidiacre note que ce curé était atteint de surdité et ne pouvait plus remplir les fonctions pastorales. Peu après, en 1656, LAURENT HUBAR, curé de Sainte-Catherine, devint curé des deux paroisses unies.

(1) *Concours diocésains* (évêché de Liège, D. 1), fol. 280.

Laurent Hubar mourut en 1675 ; il fut remplacé le 7 septembre par LAMBERT HEUSDENS, qui fut installé le 16 septembre par Clément Coninx, curé de Guvelingen (*R. N.*, 6713, fol. 429 et 433).

Lambert Heusdens gouverna la paroisse jusqu'à sa mort en 1690. L'abbé lui donna comme successeur GUILLAUME CEULEERS (*R. N.*, 6714, fol. 145), institué le 10 juillet (*I.*, n° 118, fol. 30).

Celui-ci mourut le 1^{er} juillet 1731. Il fut remplacé le 10 juillet par MARTIN-BALTHASAR VAN MIERT (*R. N.*, 6715, fol. 316).

En 1765 MATHIEU BOLLIS, curé de Saint-Jean, sollicite la permission de vendre une terre féodale (1).

AUTEL DE LA SAINTE VIERGE

(PREMIÈRE FONDATION).

Cet autel se trouvait à droite dans l'église ; le recteur du bénéfice était tenu originairement à célébrer deux messes par semaine, mais en 1650 les revenus étaient si médiocres que le curé ne disait plus qu'une messe par mois (*V.*, n° 8, fol. 4).

JEAN DE LUXEMBOURG était recteur de cet autel en 1490 (*V.*, n° 4, fol. 13).

ARNOUL VRIESEN, déjà recteur en 1532 (*V.*, n° 16, fol. 11), résigna son bénéfice le 10 juin 1536 en faveur de MICHEL PYLMAECKERS (*R. N.*, 6708, fol. 358 et *I.*, n° 17, fol. 126).

Celui-ci est encore renseigné comme recteur en 1576 (*I.*, n° 49, fol. 19).

FRANÇOIS HOUVENERS fut nommé recteur le 27 octobre 1587 (*V.*, n° 61, fol. 122). Le 22 juin 1599, le bénéfice fut uni à la cure (*I.*, n° 65, fol. 33 et *V. A.*, 1613) (2).

(1) *Registrum supplicarum*, n° 6705, fol. 494.

(2) Les visites archidiaconales ne distinguent pas bien laquelle des deux fondations fut incorporée à la cure.

AUTEL DE LA SAINTE VIERGE
(DEUXIÈME FONDATION).

Ce bénéfice fut fondé le 7 septembre 1349 par Arnoul de Bermeren et doté d'un revenu de douze muids de seigle. Les trois premières collations seraient faites par le fondateur et par ses parents; dans la suite le patronat du bénéfice appartiendrait à l'abbé. Assistaient comme témoins à cet acte : Renier de Cortenaken, moine, Henri de Straten, prieur, Jean, écoutète et Jean dit Scoef, prêtre (1).

D'après la visite archidiaconale de 1701, ce bénéfice était fondé dans une chapelle en dehors du chœur du côté de l'Evangile, que l'on venait précisément de démolir (V., n° 18, fol. 15).

D'après le même rapport de l'archidiacre, le recteur du bénéfice était tenu à dire deux messes par semaine.

GÉRARD DE EMMECHOVEN était recteur en 1477, mais faisait desservir l'autel par le curé de la paroisse (I., n° 1, fol. 9 v°). C'est dans les mêmes conditions que JEAN DE HULSBERGHE détenait le bénéfice en 1499 (I., n° 5, fol. 14).

JEAN EMPTRUDEN est renseigné comme recteur de 1501 à 1505 (I., n° 6, fol. 15 et n° 7, fol. 16).

En 1522, le registre archidiaconal mentionne au même poste LEODEGAR « *vice comitis* » (I., n° 10, fol. 13) et en 1524 PIERRE DE HEZE (I., n° 12, fol. 13).

Le 1^{er} avril 1573, PIERRE DE HORN *alias* DE LOUVAIN, fut remplacé par PIERRE DE VUCHT (R. N., 6799, fol. 275 et I., n° 46, fol. 109). Celui-ci est encore mentionné en 1606 (I., n° 71, fol. 25). Le 16 octobre 1620, le bénéfice fut conféré à CHARLES DE VUCHT (I., n° 76, fol. 230). En 1625, le registre archidiaconal renseigne JACQUES FRIGUELLE (I., n° 82, fol. 13) et en 1649 JEAN MASSON (I., n° 104, fol. 8).

(1) *Registrum stipale A* (Hasselt, n° 66787), fol. 121.

Ce dernier est probablement le même qui était recteur de l'autel de Notre-Dame dans l'église Saint-Gangulphe et que renseigne la visite de 1650 (*V.*, n° 8, fol. 4).

Un nommé GHIDON, neveu du curé de Saint-Christophe à Liège, était recteur en 1680 (*V.*, n° 15, fol. 9).

En 1701, c'était LAMBERT DU MASSY, chanoine de Saint-Martin à Liège (*V.*, n° 18, fol. 15).

Le 11 octobre 1727, JEAN-CASSIAN HEBRONVAUX, chanoine de Notre-Dame, succéda comme recteur de l'autel à CHARLES-AUGUSTIN PETIT, qui venait d'entrer en religion (*R. N.*, 6715, fol. 268).

BALTHAZAR-ARNOUL DE BELLEFROID, recteur de cet autel, permuta le 16 août 1788 avec ADAM-NICOLAS NÉPOMUCÈNE DE PALMER, chanoine de Tongres (1).

I. ÉGLISE SAINTE-CATHERINE.

La paroisse de Sainte-Catherine a eu comme origine le monastère de religieuses bénédictines, fondé probablement dans la seconde moitié du XII^e siècle (2). Ce couvent fut transféré à Nonnemielen au commencement du XIII^e siècle et l'église demeurant debout devint vers cette époque église paroissiale (3).

(1) Hasselt, carton 6673¹⁰, fol. 9.

(2) Le couvent est mentionné pour la première fois dans la biographie de sainte Lutgarde qui y embrassa la vie religieuse vers la fin du XII^e siècle (Cf. *Gallia Christiana*, t. III, col. 998).

(3) « Remanet etiamnum priscae pietatis memnosynon divae Catharinae templum, visunturque trita sacris vestigiis limina dormitorii, » unde ad psallentium superne monialium chorum patebat aditus. Extulere secum transmigrantes veneranda B. Christinae lipsana sanctimoniales, adornante pompam Liberto Abbate cum religioso monachorum et cleri comitatu, longo subsequenti populi ordine, ibantque omnes in odorem unguentorum quem efflabat suavissimum sanctissimae Christinae corpus » Chronique de Foulon, † 1679 (Hasselt, n° 6678⁵).

Cette église est déjà mentionnée en 1215 (1) dans le diplôme d'Innocent III (2); sous Guillaume de Ryckel elle est classée parmi les églises paroissiales où l'abbé nommait des vicaires perpétuels (3). Dans la suite, l'église est citée comme *quarta capella*.

La paroisse comptait quarante communians en 1643 (V., n° 6, fol. 16), soixante communians et vingt familles en 1650 (V., n° 8, fol. 7) et huit familles avec trente-deux communians en 1761 (V., n° 18, fol. 21 v°).

A partir de 1656 elle fut unie à celle de Saint-Jean et il n'y eut plus qu'un seul curé pour les deux paroisses.

Vers 1783 l'archidiacre avait décidé de démolir l'église, mais le 12 mai de cette année, les bourgeois de Saint-Trond appuyèrent une requête des paroissiens tendant à en obtenir la conservation (4). Une seconde requête dans le même sens fut adressée l'année suivante au comte de Liedekerke, archidiacre de Hesbaye (5).

L'église fut cependant démolie vers la fin du XVIII^e siècle (6). Elle était située à l'emplacement actuel de la station du chemin de fer (7).

(1) Il est possible que déjà à cette date le transfert du couvent était décidé puisque, en 1219, le comte de Looz approuve la donation de Mielen faite au couvent de Sainte-Catherine. Cf. MANTELIUS, *Historia Lossensis*, p. 176.

(2) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 171.

(3) PIRENNE, *op. cit.*, p. 71.

(4) STRAVEN, *Inventaire analytique*, t. V, p. 495.

(5) *Ibidem*, p. 498.

(6) COURTEJOIE, *Histoire de Saint-Trond*, écrivant vers 1846, dit (p. 158) : « L'église de ce couvent a été longtemps vue en ruines et bien » des hommes vivant encore l'ont vu détruire. » Elle n'est plus mentionnée dans l'organisation des paroisses en 1805.

(7) Une terre voisine s'appelle encore de nos jours : *Sint Katelijne kerkhof*.

CURÉS.

Guillaume de Ryckel nous fait connaître les premiers curés de cette église (1) : JOHANNES, WALTERUS, GUNTERUS, PETRUS, RENBOLDUS, JOHANNES. Ils desservaient l'église, au nom de l'abbé, de 1254 à 1272 (2).

En 1477 le curé était ARNOUL PLATYNMECKER ; il demanda à desservir cette année-là en même temps l'église du Saint-Sépulcre (*I.*, n° 1, fol. 14).

JEAN VAN MIELEN était curé en 1513. Le 19 avril de cette année, on lui enleva pour défaut de paiement de cens, une terre appelée « *die leemcule* » près de Sainte-Catherine (3).

Il mourut en 1531 et fut remplacé le 23 décembre par RENIER WALTERI (*R. N.*, 6708, fol. 338).

A la mort de ce dernier en 1536, l'abbé nomma CHARLES VILLICI (*R. N.*, 6708, fol. 358 et *I.*, n° 17, fol. 115).

Le 20 mai 1555, Charles Villici résigna en faveur de JEAN MINSSEN (*I.*, n° 29, fol. 113).

Celui-ci céda en 1569 la cure à JEAN VRANCKEN, qui resta en fonctions jusqu'en 1606 (*I.*, n° 44, fol. 124 et n° 71, fol. 25).

En 1606 PIERRE ULENS est renseigné comme curé (*I.*, n° 72, fol. 105).

Celui-ci céda la cure le 17 mars 1611 à JOSSE HILLEN (*I.*, n° 73, fol. 73).

La visite archidiaconale du 12 octobre 1613, cite comme curé JEAN WIEGHEN (*V.*, n° 1, fol. 161), qui desservait encore la paroisse en 1624 (*V.*, n° 2, fol. 67).

La cure devint encore vacante en 1635. JEAN BLOEMEN, présenté par l'abbé, fut admis par les examina-

(1) Guillaume de Ryckel dit explicitement (PIRENNE, *op. cit.*, p. 215) que Sainte-Catherine était église paroissiale.

(2) PIRENNE, *op. cit.*, p. 71.

(3) *Registrum stipale B* (Hasselt, n° 6678⁸), fol. 266.

teurs synodaux le 13 avril (1). Il ne doit pas être resté longtemps en fonctions, car son successeur, JACQUES DE HEULEN, mourut en 1637 et fut remplacé le 5 décembre par ADRIEN CATERS, instituteur au séminaire (*R. N.*, 6711, fol. 78).

LAMBERT PUTMANS, déjà mentionné comme curé en 1649 (*I.*, n° 104, fol. 9), devint curé de Zerckingen en 1651 et eut comme successeur LAURENT HUBAR, nommé le 18 juin (*R. N.*, 6712, fol. 36 et *I.*, n° 166, fol. 13 v°).

Celui-ci effectua en 1656 la réunion des paroisses de Sainte-Catherine et de Saint-Jean.

AUTEL DE LA SAINTE VIERGE.

Cet autel était situé du côté droit de l'église. Le recteur était obligé à dire la messe aux fêtes de la Sainte Vierge (*I.*, n° 8, fol. 6).

JACQUES ZEBOTS, collecteur de l'archidiacre de Campine, était recteur en 1499 et 1504 (*I.*, n° 5, fol. 15 et n° 7, fol. 16).

Le 8 juin 1519, GAUTIER COLE céda ce bénéfice à ARNOUL PRINCEN (*R. N.*, 6708, fol. 237).

DENIS VAN DE POEL (*de lacu*), déjà recteur en 1535 (*I.*, n° 17, fol. 17), résigna le 16 juin 1544 en faveur de GILLES DE METTECOVEN (*R. N.*, 6708, fol. 401 et *I.*, n° 20, fol. 8).

Celui-ci permuta avec GUILLAUME WINCKELEERS *alias* DE KELSBEKE, recteur de l'autel des saints Jean-Baptiste et Evangéliste dans l'église de Diepenbeek. Cette permutation fut approuvée par l'abbé le 4 juin 1550, « *in domo abbatiali in oppido Mechliniensi sita* » (*R. N.*, 6708, fol. 431 et *I.*, n° 24, fol. 126).

Le 4 juin 1557, Guillaume Winckeles céda son bénéfice à GUILLAUME VAN DER BOENTEN (*I.*, n° 31, fol. 125).

(1) *Concours diocésains* (évêché de Liège, D. 1), fol. 319.

Celui-ci résigna le 14 mars 1570 en faveur de FRANÇOIS DULLARTS, chanoine de Notre-Dame (*I.*, n° 44, fol. 123).

En 1589, il n'y avait pas de recteur (*I.*, n° 63, fol. 13). Cependant en 1606 l'archidiacre nomma « *jure devoluto* » HENRI WERIS (*I.*, n° 71, fol. 25), puis en 1613 (1) MATHIEU DANS (*I.*, n° 74, fol. 103) et en 1617 JACQUES A SALICE (*I.*, n° 75, fol. 198).

JEAN ANTHONII est mentionné en 1624 (*V.*, n° 2, fol. 67) et en 1626 (*I.*, n° 83, fol. 14). Le 22 juin 1627, ARNOUL GHYSENS démissionna en faveur de MICHEL VERJANNEN (*I.*, n° 83, fol. 34).

A la mort de Michel Verjannen, le bénéfice fut conféré le 26 octobre 1635 à JACQUES MEYERS (*R. N.*, 6710, fol. 6 et *I.*, n° 92, fol. 19), puis à la mort de celui-ci, le 19 décembre 1647, à LOUIS MEYERS (*R. N.*, 6711, fol. 212).

Louis Meyers mourut en 1652. L'abbé Hubert de Sutendael consentit le 22 novembre à ce que le bénéfice fût incorporé à la cure (*R. N.*, 6712, fol. 62).

K. ÉGLISE SAINTE-AGNÈS

DU BÉGUINAGE.

L'histoire du béguinage, fondé en 1258 par Guillaume de Ryckel, a été écrite par M. Straven (2). Nous ajoutons quelques notes qui peuvent compléter cet ouvrage.

Deux curés du béguinage figurent dans l'obituaire de l'abbaye : SARISIUS (3) au 27 mai : « *Obiit Sarisius presbiter pro quo habemus 4 vasa siliginis* » et

(1) La visite archidiaconale de 1613 porte : « *Altare B. M. V. destructum, ad collationem nescitur cujus, prout ignoratur rector non desservitur.* »

(2) Saint-Trond, 1876, in-8° de 193 pp.

(3) STRAVEN, *Histoire du Béguinage*, p. 55.

PIERRE D'ATTENHOVEN (1) au 20 janvier : « *Ob. do-
» minus de Attenhoven, presbiter (investitus beghina-
» rum) pro quo habemus 2 grossos antiquos.* »

En 1521 HUBERT DE HAMALIA (2) demande à faire desservir trois autels par GAUTIER DE MERA, HUBERT PYLS et JEAN SMERTS (*I.*, n° 9, fol. 19).

En 1532 GAUTIER DE MERA, recteur, demande la même permission pour Hubert Pyls, Josse Strypert et Pierre Tusen (*I.*, n° 16, fol. 21) (3).

En 1561 JEAN BANX (4) succéda comme curé à Gautier de Mera, décédé (*I.*, n° 35, fol. 119).

En 1594 Jean Banx résigna en faveur de TILMAN BOESMANS (5) (*I.*, n° 65, fol. 7).

A la mort de ce dernier, l'archidiacre donna l'institution le 27 avril 1612 à Henri de Heer (*I.*, n° 73, fol. 105), qui démissionna en 1627.

JEAN GISELINUS (6) fut nommé à sa place le 24 octobre 1627 (*R. N.*, 6709, fol. 72 et *I.*, n° 84, fol. 22).

Ce dernier est cité dans la visite archidiaconale de 1624 avec ses trois vicaires amovibles qui avec lui exerçaient toutes les fonctions pastorales à savoir : Gilles Van Herck, Jean Magar et Jean Morren (*V.*, n° 2, fol. 105).

Jean Giselinus démissionna en 1659 et fut remplacé le 5 juin par ADRIEN VAN THIENEN (7) (*R. N.*, 6712, fol. 196).

Celui-ci résigna également en 1667 et le 26 juin l'abbé lui donna comme successeur JEAN CAUSMANS,

(1) STRAVEN, *Histoire du Béguinage*, p. 56.

(2) *Ibidem*, p. 59.

(3) Les noms de ces vicaires, sauf celui de Hubert Pyls, ne sont pas renseignés chez Straven.

(4) STRAVEN, *Histoire du Béguinage*, p. 59.

(5) *Ibidem*, p. 60.

(6) *Ibidem*.

(7) *Ibidem*, p. 61.

prêtre du diocèse de Malines (1) (*R. N.*, 6713, fol. 31 et *I.*, n° 112, fol. 24 v°).

Jean Causmans mourut en 1675 et fut remplacé le 1^{er} août par PIERRE CARTUYVELS (2) (*R. N.*, 6713, fol. 414 et *I.*, n° 114, fol. 53 v°).

A la place de Pierre Cartuyvels, décédé, l'abbé nomma le 4 mai 1724 JEAN UTEN (3) qui lui fut présenté par Françoise Renaers, maîtresse et par les membres du conseil (*R. N.*, 6715, fol. 234).

Jean Uten mourut en 1728. Le 7 novembre suivant la cure du béguinage fut conférée à PAUL PENNINX (4), bachelier en théologie, « *lector in het clooster der EE.* » *PP. orateurs tot Scherpenheuvel* » (*R. N.*, 6715, fol. 276 et 288).

MICHEL-AMAND SIMONS, curé du béguinage, fut élu doyen du concile le 20 mai 1794 (5).

(1) STRAVEN, *Histoire du Béguinage*, p. 62.

(2) *Ibidem*.

(3) *Ibidem*, p. 66. La délibération du Conseil avait été faite le 23 avril 1724 en présence de Hubert Stasseyns et Guillaume Smets, vicaires du béguinage.

(4) *Ibidem*, p. 66.

(5) A cette élection prirent part : L. Jacobs, curé de Ryckel, S. Lavière de Brusthem, Pelender d'Aelst, Germeys de Borlo, de Hasque de Corthys, Hastier de Houtain-l'Evêque, Boesmans de Weseren, E. Purnal de Gingelom, Stassens de Velm, Ouwerx de Muysen, P. Purnal de Kerkom, Ghysens de Halmael, Driesmans de Gorssum, Craninx de Guvelingen, H. Vandenhove de Nonnen-Mielen, T. Vandenhove de Melveren, Lemmens de Schurhoven, Boonen des Saints-Jean et Catherine, Dubois, pléban de Notre-Dame, Molinet de Saint-Gangulphe, S. Boonen de Zerckingen, Van Kieldonck de Bevingen, de Mérode de Saint-Martin, Soffers de Rummen, Lekens de Cosen et Hendrickx de Houppertingen. Huit curés étaient absents : Beckers de Mielen-sur-Aelst, Mélotte de Walz-Bets, Derwa de Buvingen, Booten d'Ordange, de Belleflamme de Zepperen, Vlieck de Staden, Leynen de Schuelen et Haeghdons de Weyer (*I.*, n° 120, fol. 172).

XXVI.

SAINT-TROND

CHAPELLES

A. CHAPELLE DES CLERCS

Le 22 septembre 1286, l'abbé Guillaume de Malines autorisa les clercs de la confrérie de la Sainte Trinité et de la Sainte Vierge à ériger une chapelle sur le cimetière de l'église Notre-Dame, « *versus forum in loco qui dicitur Drinckelinck* (1). »

Cette permission fut ratifiée par l'évêque de Liège le 28 octobre suivant (2).

Un pouillé de 1478 énumère huit autels fondés dans cette chapelle : « *Altare B. Mariae, primum. — Altare B. Mariae secundum. — Altare B. Mariae tertium. — Altare S. Crucis. — Altare B. Judoci. — Altare SS. Trudonis, Eligii, Eucherii et Judoci primum. — Idem altare secundum. — Idem altare tertium.* » Cependant déjà vers cette époque, ces trois dernières fondations furent réunies en une seule (I., n° 2, fol. 18).

La chapelle des clercs servait aussi de lieu de réunion au synode des curés du concile de Saint-Trond. C'était encore dans cette chapelle que, d'après l'ordonnance de Gérard de Groesbeeck (30 avril 1577), se faisait l'élection des bourgmestres de la ville (3).

Elle subsista jusqu'à la fin de l'ancien régime. Le 6 janvier 1798 on demanda à la transformer en magasin de fourrages (4). Elle fut démolie dans la suite.

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 377.

(2) *Ibidem*, p. 379.

(3) STRAVEN, *Inventaire analytique*, t. III, p. 88 et PIOT, *op. cit.*, t. II, p. 631.

(4) STRAVEN, *Inventaire analytique*, t. VI, p. 112.

AUTEL DE LA SAINTE VIERGE

(PREMIÈRE FONDATION).

PAUL DE STRAETEN, étudiant à Cologne, est mentionné comme recteur de cette fondation en 1490 (*I.*, n° 4, fol. 17).

PIERRE DE TIRLEMONT est cité en 1505 (*I.*, n° 8, fol. 17), JOSSE BRAKEL en 1521 et 1527 (*I.*, n° 9, fol. 13 et n° 15, fol. 18) et GEORGES STRYT en 1642 (*I.*, n° 19, fol. 66). Ce dernier, prêtre du diocèse de Tournai et recteur de l'autel de la Sainte Vierge dans l'église d'Ordange, permuta le 13 août 1548 avec RENIER DE HOUTHEM, recteur de la *coustrerie* dans l'église de Wespe-laer (*R. N.*, 6708, fol. 433 et *I.*, n° 23, fol. 97).

Celui-ci permuta à son tour le 24 février 1550 avec FRANÇOIS DULLARTS, recteur de l'autel de la Sainte Vierge dans la chapelle des clercs à Louvain (*R. N.*, 6708, fol. 350 et *I.*, n° 24, fol. 114).

En 1558, François Dullarts étudiait le droit canon à Louvain (*I.*, n° 33, fol. 22). Il démissionna le 1^{er} juin 1565; le même jour le bénéfice fut conféré à MARTIN HUBERTI (*R. N.*, 6709, fol. 260 et *I.*, n° 39, fol. 116).

PIERRE ITTERII, cité en 1575 (*I.*, n° 48, fol. 21), résigna le 17 juin 1581 en faveur de GAUTIER NAEX (*I.*, n° 52, fol. 114).

JEAN DUYFKENS est cité en 1592 (*I.*, n° 64, fol. 15).

HUBERT A LAPIDE, chanoine de Saint-Servais à Maestricht et bénéficiaire de cet autel, l'échangea le 15 octobre 1613 contre celui d'ADRIEN GOSWINI, recteur de la chapelle de Sainte-Geneviève à Sussen (Sichen-Sussen-Bolré) (*R. N.*, 6709, fol. 42 et *I.*, n° 74, fol. 145).

L'année suivante, le 2 octobre, Adrien Goswini permuta avec HUBERT GOSWINI, recteur de l'autel des saints Pierre et Paul dans l'église Saint-Remacle à Liège (*R. N.*, 6709, fol. 42 et *I.*, n° 75, fol. 29). Ce dernier possédait encore le bénéfice en 1653 (*I.*, n° 110, fol. 6).

JEAN-ANTOINE BLAVIER, *episcopus Dionisiensis* et évêque auxiliaire de Liège, était recteur de cet autel en 1681. Le 27 octobre il résigna son bénéfice qui fut accordé le lendemain à JEAN L'EVESQUE, prêtre du diocèse (*R. N.*, 6714, fol. 62 et *I.*, n° 117, fol. 81 v°).

Celui-ci mourut en 1695 et le 25 février l'abbé nomma à sa place HUBERT-JEAN RYCKOM (*R. N.*, 6714, fol. 187).

AUTEL DE LA SAINTE VIERGE

(DEUXIÈME FONDATION).

Le 9 juillet 1499, PHILIPPE DE ROECHBOSCH résigna cet autel en faveur de PIERRE DE TIRLEMONT, J. U. L. (*I.*, n° 5, fol. 105). Ce Pierre de Tirlemont, qui étudiait à Louvain, est encore mentionné comme recteur en 1504 (*I.*, n° 7, fol. 17).

JOSSE BRAKEL est renseigné en 1505 (*I.*, n° 8, fol. 18), PIERRE PANNONIS en 1521 et 1527 (*I.*, n° 9, fol. 14 et n° 15, fol. 18) et JACQUES HERMES en 1532 (*I.*, n° 16, fol. 12). Celui-ci permuta le 29 avril 1543 avec PIERRE SQUADEN, recteur de l'autel de saint Brice dans l'église Saint-Martin à Liège (*R. N.*, 6708, fol. 393).

Pierre Squaden mourut en 1574 et fut remplacé le 17 juin par CHRISTOPHE DE BLOCQUERIE (*I.*, n° 47, fol. 116). Celui-ci céda en 1580 le bénéfice à WIRIC AB HAM *alias* A JACEA (*I.*, n° 52, fol. 126).

En 1588 Wiric de Ham résigna en faveur de JEAN DUYFKENS (*I.*, n° 61, fol. 123).

GAUTIER NAEX est cité comme recteur (1) en 1592 (*I.*, n° 64, fol. 15).

A la mort de JACQUES-MATHIAS A VERGIIS en 1609, l'abbé conféra le 18 août la place à OLIVIER DE SAIVE, chanoine de Notre-Dame (*R. N.*, 6709, fol. 36 et *I.*, n° 72, fol. 105).

(1) Il y eut une permutation entre Jean Duyfkens, recteur de la première fondation et Gautier Naex, recteur de la seconde. A moins qu'il n'y ait une erreur dans le registre de 1592.

Celui-ci mourut en 1639 et fut remplacé le 1^{er} janvier 1640 par BARTHÉLEMY HAUWEYCKEN, bachelier en théologie, pléban et chanoine de Notre-Dame (*R. N.*, 6711, fol. 103 et *I.*, n° 96, fol. 18).

Le recteur GUILLAUME-BARTHÉLEMY DIRICX mourut en 1687. Sa place fut conférée le 8 décembre à JEAN VAN DEN KERCKHOFF, mais cette nomination n'eut pas d'effet (*R. N.*, 6714, fol. 120).

AUTEL DE LA SAINTE VIERGE

(TROISIÈME FONDATION).

Le 29 mars 1479, à la mort de JEAN GORREN, recteur, le bénéfice fut accordé à DANIEL DE CASTRO, chanoine de Notre-Dame (*I.*, n° 2, fol. 117).

En 1518 mourut JEAN DHUER (*ab Ora*), recteur du même autel. Le 19 juin l'abbé nomma à sa place GEORGES NÉVEN (*R. N.*, 6708, fol. 227).

Celui-ci, qui était encore recteur de l'autel de sainte Catherine à Velm, se présenta en 1524 pour recevoir les ordres (*I.*, n° 2, fol. 14).

NICOLAS DE HERCKENRODE, déjà cité comme recteur en 1539 (*I.*, n° 18, fol. 21), résigna son bénéfice le 29 août 1543 en faveur d'ARNOUL HOEBANCK (*R. N.*, 6708, fol. 367 et *I.*, n° 20, fol. 129).

Celui-ci permuta le 20 mai 1545 avec GUILLAUME WINNEN, recteur de l'autel de la Sainte Vierge dans l'église de Halmael (*R. N.*, 6708, fol. 408 et *I.*, n° 21, fol. 99).

A la mort de Guillaume Winnen en 1557, le bénéfice fut conféré le 4 novembre à LÉONARD ZEBOUTS (*I.*, n° 32, fol. 112). Celui-ci démissionna en 1585 en faveur de CHRÉTIEN STYNEN (*I.*, n° 59, fol. 62), qui lui-même résigna en 1618 en faveur de GISBERT STYNEN (*I.*, n° 76, fol. 66).

JEAN CHARLIER, curé de Nieuwerkerken, reçut le bénéfice le 18 novembre 1619 (*R. N.*, 6709, fol. 37 et

I., n° 77, fol. 410). Il le résigna le 3 août 1620 en faveur de JEAN MORREN, de Saint-Trond (*R. N.*, 6709, fol. 61 et *I.*, n° 76, fol. 132).

A la mort de JEAN BANX, chanoine de Saint-Omer, l'abbé nomma le 30 septembre 1652 JEAN BANX, chanoine et doyen de Notre-Dame à Saint-Trond (*R. N.*, 6712, fol. 55).

Jean Banx mourut en 1674 et fut remplacé le 19 juin par PIERRE CARTUYVELS (*R. N.*, 6713, fol. 293 et *I.*, n° 113, fol. 306).

A la mort de ce dernier, le bénéfice fut donné le 11 mai 1724 à JEAN-GILLES VAN DEN WYER (*R. N.*, 6715, fol. 236).

Celui-ci mourut en 1728 et eut le 7 novembre comme successeur ANTOINE CEULEMANS, notaire apostolique (*R. N.*, 6715, fol. 278).

AUTEL DE LA SAINTE CROIX.

Le 30 décembre 1522, l'abbé conféra ce bénéfice à NICOLAS PYLS, en remplacement de JEAN ZEBOUTS, décédé (*R. N.*, 6708, fol. 264).

Devenu doyen de Notre-Dame, le titulaire résigna, le 8 juin 1551, son bénéfice au profit de son neveu et homonyme NICOLAS PYLS (*I.*, n° 25, fol. 113).

Ce dernier démissionna à son tour le 23 août 1568 en faveur de HENRI BUNTINX (*I.*, n° 43, fol. 113).

Le 21 juin de 1577, Henri Buntinx céda son poste à CHRÉTIEN VAN DER HEREN, qui en 1579 fit place à GUILLAUME BUNTINX (*I.*, n° 49, fol. 118 et n° 52, fol. 127).

A la mort de celui-ci en 1587, le bénéfice fut conféré le 17 juin à FRÉDÉRIC SASSEN (*I.*, n° 60, fol. 128).

Celui-ci devint curé de Borlo et mourut en 1636. Son successeur OTTON GERMEYS, chanoine de Notre-Dame, fut nommé le 21 décembre par acte daté du

château de Helchteren (*R. N.*, 6711, fol. 70 et *I.*, n° 93, fol. 132); il était encore en fonctions en 1653 (*I.*, n° 110, fol. 6).

AUTEL DE SAINT JOSSE.

A la mort de GUILLAUME ZURINX, l'abbé nomma le 9 février 1521 JEAN D'ARENBERGH (*R. N.*, 6708, fol. 246).

Celui-ci permuta le 23 avril 1526 avec GUILLAUME WINCKELEERS *alias* KELSBEKE, recteur de l'autel de saint Jean-Baptiste dans l'église de Hoegaerde (*R. N.*, 6708, fol. 246 et *I.*, n° 23, fol. 128).

Le 4 juin 1587, Guillaume Winckeleers céda le bénéfice à GUILLAUME VAN DEN BUNTEN (*I.*, n° 31, fol. 125).

Celui-ci démissionna de même le 14 mars 1570 au profit de FRANÇOIS DULLARTS, chanoine de Notre-Dame (*I.*, n° 44, fol. 122).

A la mort de JÉRÔME MEYS en 1578, le bénéfice fut accordé à JEAN LYMBORCH *alias* MEYS (*I.*, n° 51, fol. 107). Celui-ci céda l'année suivante sa place à JEAN KYMPS (*I.*, n° 51, fol. 166).

Jean Kymps mourut en 1605 et fut remplacé le 31 décembre par OLIVIER DE SAIVE, chanoine de Notre-Dame et secrétaire de l'abbé (*R. N.*, 6709, fol. 28).

Le 2 juin 1612, GAUTIER REYNAERTS succéda à JÉRÔME LANDEN, décédé (*R. N.*, 6709, fol. 40).

A la mort d'ARNOUL DULLARTS en 1627, l'abbé conféra le bénéfice à GÉRARD CÉLIS (*I.*, n° 33, fol. 30). Celui-ci le céda le 12 décembre 1630 à JEAN WIGHEN (*I.*, n° 87, fol. 21).

Jean Wighen fut remplacé le 4 décembre 1647 par LIBERT WIRIX (*R. N.*, 6711, fol. 210).

A la mort de ce dernier, l'abbé nomma le 28 février 1688 JEAN PLUEGERS (*R. N.*, 6714, fol. 122).

Jean Pluegers mourut en 1692 et fut remplacé le 20 avril par FRANÇOIS SEGERS, curé de Muysen (*R. N.*, 6714, fol. 149-152 et *I.*, n° 118, fol. 257).

A la mort de François Segers, le bénéfice fut accordé le 18 juin 1707 à LAMBERT CEULEMANS (*R. N.*, 6715, fol. 47).

Celui-ci, devenu pléban de Tongres, démissionna le 23 octobre 1728. Le 23 février 1729, l'abbé nomma JEAN-CASSIAN HEBRONVAUX, chanoine de Notre-Dame (*R. N.*, 6715, fol. 285).

AUTEL DES SAINTS TRUDON, ÉLOI ET EUCHER.

Cet autel a été fondé avant 1297. Déjà le 11 juillet de cette année, ARNOUL DE ZEPPEREN est mentionné comme recteur (1).

En 1477, maître HENRI DE PALUDE (2), chanoine de Liège, détenait le bénéfice (*I.*, n° 1, fol. 10 v°). Il le possédait encore en 1499 (*I.*, n° 5, fol. 16).

NICOLAS BRUYNINX, déjà recteur en 1504 (*I.*, n° 7, fol. 18), permuta le 18 juin 1527 avec HENRI WYNCKELMANS, recteur de l'autel de saint Barthélemy, en l'église de Tourinnes-la-Grosse (*Thoiringis-Theutonica*) (*R. N.*, 6708, fol. 308 et *I.*, n° 14, fol. 142).

A la mort de celui-ci, le bénéfice fut conféré le 28 juin 1533 à PAUL VAN AELST, de Straeten (*R. N.*, 6708, fol. 358).

Le 2 septembre 1554, Paul Van Aelst céda sa place à GÉRARD VAN AELST (*I.*, n° 29, fol. 114). Celui-ci résigna le 5 mai 1570 en faveur de JEAN MINSSEN, de Guvelingen (*I.*, n° 44, fol. 125).

A son tour ce dernier démissionna le 4 juin 1584, au profit de JEAN LOIX qui était encore recteur en 1592 (*R. N.*, 1563 et *I.*, n° 57, fol. 124 et n° 64, fol. 15).

(1) *Registrum stipale A* (Hasselt, n° 66787), fol. 271.

(2) Il se faisait remplacer par Jean Ghernouts (*I.*, n° 1, fol. 10 v°).

En 1604, ROBERT BLOCQUERIEN permuta avec JEAN BLOCQUERIEN, chanoine de Visé et recteur de l'autel de saint Jean dans l'église de Meeffe (*R. N.*, 6709, fol. 27 et *I.*, n° 65, fol. 62). Celui-ci possédait encore le bénéfice en 1653 (*I.*, n° 110, fol. 6).

B. CHAPELLE DE SAINT-AUGUSTIN A L'HOPITAL

L'hôpital de Saint-Trond fut érigé vers 1139; cette année-là l'érection fut confirmée par Albéron II, évêque de Liège (1).

Cet hôpital était situé entre l'église Notre-Dame et l'abbaye. Une convention faite entre l'abbé Chrétien († 1222) et les bourgeois de Saint-Trond et approuvée par Hugues de Pierrepont stipulait que le service divin à la chapelle de l'hôpital serait fait par un moine. Toutes les offrandes et toutes les dotations de l'autel seraient à la disposition de l'abbé. De cette façon l'hôpital serait considéré comme une dépendance du monastère (2).

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 53.

(2) Voici cet acte omis dans le *Cartulaire* de PIOT :

« H. Dei gratia Leodiensis episcopus, presentibus et futuris in perpetuum. Cum aliquando inter Dominum Christianum bonae memoriae abbatem et monasterium Sancti Trudonis ex una parte, et burgenses ejusdem loci ex altera parte, non modica sit orta controversia super capella hospitalis et in ea constituendo sacerdote, amicabile tandem intervenit compositio quod ipsi burgenses allegationibus, omni liti, omni querimoniae renuntiantes, se omnino de eadem capella demiserunt. Ut ergo idempnitati parochialis ecclesiae caveatur, cum sit privilegiata, stipendiis fratrum monasterii nichilominus prospiciatur, ordinatum et statutum est ut monachus infirmis celebrat hora quam visum fuerit ecclesiae, nulla tamen parochialia exequatur. Oblationes si quas acceperit, abbati suo representabit, ad dispositionem ejus ordinandas. Quod si quilibet fidelis terram seu quodlibet beneficium eidem altari contulit, per abbatem disponetur. Cetera magister domus in luminaribus, in ornamentis et in coadjutore monachi et capellae providebit. Cum ergo in atrio monasterii et parochialis ecclesiae idem hospitale situm sit, statutum est et a partibus approbatum quod in

Cependant l'hôpital se trouvait à l'étroit, entre l'église Notre-Dame et l'abbaye ; d'autre part, le manque d'eau était un obstacle à la propreté. Aussi l'abbé Thomas fait-il de cette situation une description effrayante : « *Noscant universi quod domus hospitalis*
» *predicti inter nostrum monasterium et ecclesiam*
» *Sancte Marie sita, propter nimiam loci angustiam*
» *et etiam aque penuriam, ex secessuum corruptione*
» *adeo sit infecta, ut non solum inhabitantes, sed*
» *etiam pretereuntes non modicum offenderet, in tan-*
» *tum etiam ut, proch dolor!, divina officia sacerdotes*
» *in ipsa nec celebrare possent, nec tantum temporis*
» *in ea demorari, ut auditis infirmorum confessioni-*
» *bus, Corpus eis Dominicum porrexissent, unde fie-*
» *bat ut, communione non percepta, quamplures expi-*
» *rarent* (1). »

L'abbé demanda donc le déplacement de l'hôpital et le 6 mars 1239 le légat du Saint-Siège Jacques, évêque de Palestine, chargea Henri, doyen de Tirlémont, de faire droit à cette requête (2).

L'hôpital fut donc transféré entre 1240 et 1242 dans la rue de Stapel « *ad quamdam novam domum super*
» *rivum sitam, in qua membra Christi de luto fecis et*
» *miseriae ad amenitatem sublata blandius recrean-*
» *tur, in qua cotidie divina celebrentur officia et ordo*
» *beati Augustini a fratribus et sororibus observatus*
» *ipsis auctoritate domini Leodiensis episcopi sit cons-*
» *titutus* (3). »

» dicta capella, secularis sacerdos ad celebrandum non debeat admitti,
» sed omnia per abbatem et conventum disponentur. Quia igitur in
» presentia nostra hujusmodi res est ordinata, nos eam ad petitionem
» utriusque partis presentis, scripti attestatione et sigilli nostri appen-
» sione, sub anathematis intermissione roboramus » (*Cartulaire A*, fol.
183 et 184; *Registrum stipale A*, fol. 111 v°).

(1) *Pior, op. cit.*, t. I, p. 207.

(2) *Ibidem*, pp. 199 et 200.

(3) *Ibidem*, p. 208.

Les frères de l'hôpital furent autorisés le 14 septembre 1240 à y construire une chapelle, et à choisir, sous l'approbation de l'abbé, un prêtre qui administrerait les sacrements à toute la communauté. Seule la sépulture des défunts était réservée au curé de l'église du Saint-Sépulcre, l'hôpital étant situé dans cette paroisse. Le terrain abandonné dans la *Planckstrate* appartiendrait à l'abbaye, mais en revanche l'abbé Thomas assigna à l'hôpital les revenus de six bonniers de terre et du moulin de Stayen (1).

En avril 1242 le même abbé, après la translation de l'hôpital, engagea les fidèles à faire des aumônes en faveur de cette institution. En même temps il fit connaître les lettres d'Innocent III prenant sous sa protection les biens de l'hôpital (2), du légat du Saint-Siège, accordant aux bienfaiteurs vingt jours d'indulgence des pénitences imposées, de l'archevêque de Cologne accordant la même rémission des péchés oubliés et des vœux violés, et de l'évêque de Liège concédant quarante jours de pardon pour les injures non violentes à l'adresse des parents (3).

Les bâtiments de cet hôpital et la chapelle existent encore de nos jours ; l'école moyenne de l'Etat y est installée.

RECTEURS.

HENRICUS est cité de 1254 à 1272 par Guillaume de Ryckel (4).

JEAN BACK desservait l'hôpital en 1478 (*I.*, n° 2, fol. 20).

Le 26 juillet 1504, JEAN HULSTMANS succéda à JACQUES ALBERTS, décédé (*I.*, n° 7, fol. 107).

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 202.

(2) Ce sont les lettres de 1215 (PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 171).

(3) *Ibidem*, p. 207.

(4) PIRENNE, *op. cit.*, p. 71.

Il démissionna en 1517 et fut remplacé le 15 mars par MAURICE SWINNEN (*R. N.*, 6708, fol. 206).

Celui-ci permuta le 22 mai 1527 avec JEAN HULSTMANS, recteur de la coustrerie dans l'église de Molenbeek (lez-Diest) (*R. N.*, 6708, fol. 306 et *I.*, n° 14, fol. 138).

A la mort de Jean Hulstmans, le rectorat fut conféré le 13 octobre 1543 à PIERRE BRIERS (*Braxatoris*) (*R. N.*, 6708, fol. 371 et *I.*, n° 20, fol. 13).

Le 13 juin 1530, Pierre Briers céda la place à QUIRIN CRÉMERS (*Mercatoris*) (*I.*, n° 34, fol. 126).

Celui-ci mourut en 1566 et fut remplacé le 14 septembre par MARTIN HUBERTI (*R. N.*, 6709, fol. 266 et *I.*, n° 41, fol. 108).

JEAN KYMPS était recteur en 1589 (*I.*, n° 63, fol. 13) et 1592 (*I.*, n° 64, fol. 15).

LÉONARD TAPPERIUS, chanoine de Notre-Dame, cité en 1606 (*I.*, n° 71, fol. 24), est peut-être le même que Léonard de Bocholt, qui résigna en 1616 et fut remplacé le 4 mars 1616 par OLIVIER DE SAIVE (*I.*, n° 75, fol. 76 v°).

En 1618, le 13 août, Olivier de Saive résigna en faveur de MATHIAS ZWATTENBROECK (1), qui était encore en fonctions en 1626 (*R. N.*, 6709, fol. 49 et *I.*, n° 76, fol. 64).

La chapelle de l'hôpital fut incorporée avant 1650 au chapitre de Notre-Dame par le nonce Caraffa (*V.*, n° 8, fol. 2 v°).

AUTEL DE LA SAINTE VIERGE. ET DE SAINT ANTOINE.

GUILLAUME SCHOUHUYS, recteur de cet autel, résigna le 10 juin 1547 en faveur de CHRÉTIEN DE SCHOER (*R. N.*, 6708, fol. 384).

(1) C'est par erreur que le *R. N.* porte: « *Capella hospitalis in ecclesia Sancti Gangulphi fundati.* »

Celui-ci céda le 1^{er} mars 1571 son bénéfice à HENRI SMEYERS (*I.*, n° 45, fol. 118).

A la mort de ce dernier en 1577, la place fut conférée le 5 janvier 1578 à JACQUES WERNEN (*I.*, n° 50, fol. 116).

En 1580, JÉRÔME KYMPS succéda à JOSSE VAN DEN POEL (1), décédé (*I.*, n° 52, fol. 122).

JEAN DE SAINT-GEORGES, déjà recteur en 1606 (*I.*, n° 71, fol. 24), démissionna en 1608 au profit de WERNER AERTZEN (*I.*, n° 72, fol. 41).

Celui-ci résigna en 1622 (2) et fut remplacé le 15 juin par JEAN NAEX (*R. N.*, 6709, fol. 64), qui démissionna à son tour en 1628, au profit de GASPARD VALLE (*R. N.*, 6709, fol. 71).

Ce dernier, devenu curé de Spa, mourut vers 1636 et fut remplacé le 5 avril de cette année, par CHARLES MELDERT, chanoine de Looz (*R. N.*, 6711, fol. 61).

C. CHAPELLE SAINTE-MARIE-MADELEINE DES LÉPREUX A ZICKEREN

Cette chapelle appelée communément « *capella* » *leprosum*, » désignée par Guillaume de Ryckel, sous le nom de « *capella infirmorum juxta Sanctum* » *Trudonem*, » était située au Sud-Ouest de la ville, à l'emplacement actuel de la maison de santé pour hommes (3).

A croire le chroniqueur Foullon († 1679), elle ne

(1) Une nomination du 7 juin 1583 mentionne Jérôme Kymps comme succédant à Jacques Wernen (*I.*, n° 54, fol. 111).

(2) Cependant un registre archidiaconal cite encore Werner d'Arcey (Astren) comme recteur en 1626.

(3) Il doit y avoir eu antérieurement au XIII^e siècle une léproserie du côté Nord de la ville. En effet, quand l'abbé Guillaume (PIRENNE, *op. cit.*, pp. 251-256) décrit la culture de Saint-Trond, il signale un lieu-dit « *prope leprosum* » situé à Schurhoven. « *Item super angulum de communibus pascuis prope leprosum... Item ibidem retro Scurhoven...* » *Item prope leprosum versus Baltershoven.* »

fut pas érigée avant 1191 : c'est que ce moine attribuait aux croisades l'importation de la lèpre dans notre pays (1).

Cependant le diplôme d'Innocent III mentionne déjà en 1215 l'église Sainte-Marie-Madeleine « *ad infirmos* » (2). »

En 1233, la léproserie avait déjà ses proviseurs et son curé ; la chapelle était pourvue d'ornements et on se préoccupait de trouver des ressources pour l'entretien de deux prêtres qui se consacraient aux soins des lépreux (3).

Le curé avait charge d'âmes et exerçait les fonctions pastorales pour les lépreux. Ceux-ci étaient au nombre de trente-deux en 1527 (4).

En 1650, il n'y en avait plus que cinq. « *Pastor habet curam animarum illorum qui de facto lepra tacti sunt et illic habitant, suntque modo quinque minime conjugati* » (V., n° 8, fol. 7 v°).

En 1680, l'archidiacre fit observer que le recteur devait dire la messe à la chapelle les dimanches et jours de fête et administrer les sacrements aux lépreux ; pour ce dernier point, le curé se faisait alors remplacer par des religieux (V., n° 15, fol. 8).

RECTEURS.

Un des premiers recteurs fut ce SAMUEL, « *sacerdos leprosorum*, » qui le 3 janvier 1233 acquit pour sa léproserie une partie de la dime de Ryckel. A cet effet, il avait dû vendre un missel, un livre des matines, un

(1) Il attribuait cette importation surtout à la troisième croisade. Voici son texte : « *Sub annum 1191 nec prius cœpta aedificari leprodochia excipiendis curandisque qui ex Palestina coeli ciborumque vitio morbum illum in patriam referebant.* » Chronique Foullon (Hasselt, n° 66785), ad annum 1232.

(2) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 171.

(3) *Ibidem*, p. 191.

(4) STRAVEN, *Inventaire analytique*, t. II, p. 370.

graduel et une cloche, et hypothéquer un calice et une chasuble. Il voulait créer des revenus pour que deux prêtres pussent veiller aux besoins spirituels des malades (1).

WALTERUS DE PORTA est cité comme recteur par Guillaume de Ryckel. A plusieurs reprises en 1254, 1255 et 1256, il reçut de l'abbé des aumônes destinées sans doute à ses lépreux (2).

En 1501, le registre archidiaconal mentionne comme recteur LUC KELLERS (*I.*, n° 6, fol. 15). Celui-ci résigna le 3 décembre 1605 de cette année en faveur de HENRI VAN DER MEREN (*I.*, n° 8, fol. 116).

A la mort de Henri Van der Meren en 1530, l'abbé nomma le 14 mars JEAN HETVELT (*R. N.*, 6708, fol. 331).

En 1532, THIBAUT OERISSELS figure comme recteur (*I.*, n° 16, fol. 11), puis GUILLAUME DE CAMPO, doyen de Notre-Dame en 1558 (*I.*, n° 32, fol. 116) et 1565 (*I.*, n° 40, fol. 30) et PIERRE VROMAN (?) en 1572 (*I.*, n° 49, fol. 20). Ce dernier résigna le 11 mars 1586 en faveur de FRANÇOIS VECOVEN (*I.*, n° 59, fol. 62). Celui-ci mourut en 1587 et fut remplacé le 16 décembre par LAMBERT PRINSEN (*I.*, n° 61, fol. 123).

PIERRE TIELMANS, déjà cité comme recteur en 1589, permuta le 20 juin 1603 avec PAUL VAN VERLE (*I.*, n° 63, fol. 13 et n° 65, fol. 55).

Celui-ci, également curé de Saint-Martin et chanoine de Notre-Dame, se dévoua aux lépreux jusqu'en 1655. Il résigna son poste le 20 février de cette année et fut remplacé le 28 avril par HUBERT GOVAERTS (*R. N.*, 6712, fol. 121).

A la mort de JEAN TACKOENS en 1676, l'abbé, par acte daté de Liège le 21 octobre, nomma RENIER VAN ACKEN (*R. N.*, 6713, fol. 457 et *I.*, n° 115, fol. 38 v°).

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 191.

(2) PIRENNE, *op. cit.*, pp. 71, 136, 138, 140, 141 et 306.

Celui-ci démissionna le 7 juin 1680 en faveur d'ADAM-PAUL FISEN, chanoine de Notre-Dame (*R. N.*, 6714, fol. 47), qui fut institué le 18 juin (*I.*, n° 117, fol. 34).

Adam-Paul Fisen était encore recteur en 1680; les dimanches et les jours de fête la messe était dite alors par Denis Cartuyvels (*V.*, n° 15, fol. 8).

Le 17 août 1739, JEAN-JOSEPH VANDERBORCHT succéda dans ce poste à son frère HERMAN-ANTOINE, décédé (*R. N.*, 6715, fol. 386).

XXVII.

WEBBECOM

[WEBENCHEYM (1107), GUEBECHEM, GUEBECHEYM, WEBECHEYM (1108), WEBBECHEYM (1139), WEBEKEM (1150), WEBBENKEM (1160), WEBBEKEIM (1161), WEBBEKEYM (1166), WEBEKEYM (1177), WEBBECHEM (1178), WEBBENCHYM (1178), WEBBINCHEM, WEBBINCHEN, WEBINCHEM (1253), WIBEKEN (XIV^e siècle), WEBBEKEEM (1323), WEBBECUM (1472), WEBBECOM (1520), WEBBECKEN (1558)].

D'après la tradition de l'abbaye, Webbecom était la terre natale de Wicboldus, le père de saint Trudon. De tout temps ce village a appartenu au monastère.

L'abbé Adélarde II (1155-1682) y construisit ou restaura une église dédiée à saint Trudon (1).

Pendant la guerre des investitures, Brunon, évêque intrus de Metz, vendit à Otton, seigneur de Diest, le village de Webbecom et trois autres localités qui relevaient de l'abbaye de Saint-Trond. Mais l'évêque Henri de Verdun fit porter à Webbecom les reliques de saint Trudon, y célébra la messe, et enjoignit à Otton de laisser intactes les possessions de l'abbaye. C'est ainsi, dit Rodolphe, que par la miséricorde de

(1) DE BORMAN, *op. cit.*, t. I, p. 20.

Dieu, et l'intercession de saint Trudon, et le zèle de l'évêque, le monastère conserva son domaine (1).

L'église de Webbecom est déjà renseignée comme église paroissiale « *cum appenditiis suis* » dans le diplôme de Pascal II en 1107 (2); la paroisse de Schaffen qui en dépendait encore au XIII^e siècle, en fut démembrée avant le XVI^e siècle.

Webbecom ressortissait de l'archidiaconé du Brabant et du concile de Léau; à partir de 1559 il a dépendu de l'archidiocèse de Malines.

CURÉS.

Le premier curé qui nous soit connu est GÉRARD, chanoine de Notre-Dame à Namur. Il intervint dans un acte du 31 mai 1253 (3). Guillaume de Ryckel le mentionne également et cite ses deux successeurs immédiats : JOHANNES et NICOLAUS (4).

A la fin du XIII^e siècle, un nommé JACQUES remplit les fonctions de curé. Il figure le 2 mai 1299 comme exécuteur du testament de Henri Laggart, échevin de Saint-Trond (5).

Le 16 mai 1323, THIERRY, curé de Webbecom, donna son assentiment à l'érection de la chapelle de Notre-Dame de la Vigne (6).

Le 3 septembre 1351, GUILLAUME, curé de Webbecom, représenta l'abbé de Saint-Trond dans un arrangement avec Gérard Hesselini de Drongelen, curé d'Ethen en Hollande (7). Ce même Guillaume figure dans l'obituaire de l'abbaye au 24 septembre (8).

(1) DE BORMAN, *op. cit.*, p. 55.

(2) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 30.

(3) *Ibidem*, p. 262.

(4) PIRENNE, *op. cit.*, p. 73.

(5) *Registrum stipale B* (Hasselt, n° 66788), fol. 183 v°.

(6) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 455.

(7) *Registrum stipale B* (Hasselt, n° 66788), fol. 225.

(8) « *Et dominus Wilhelmus presbiter [investitus de Webbekum] p.
» q. h. 3 solidos grossos antiquos.* »

JEAN CLERICI était déjà curé en 1513; il se faisait alors remplacer par Gommaire Van de Mortel (1).

Il mourut en 1520. Le 15 octobre, l'abbé lui donna comme successeur GÉRARD CLINGSELS (*R. N.*, 6708, fol. 239). Guillaume Custodis desservait l'église en 1538 (2).

Le 10 juin 1540, Gérard Clingsels *alias* Enses, permuta avec JEAN VAN DER VOERT, recteur de l'autel de la prévôté à Alem (*R. N.*, 6708, feuille détachée); cinq jours après, celui-ci échangea sa cure contre celle d'ARNOUL VAN GOIDSENHOVEN, recteur de l'église de Haren (Vilvorde) (*R. N.*, 6708, feuille détachée).

Arnoul Van Goidsenhoven mourut en 1551. Le 25 avril de cette année, la cure fut conférée à GUILLAUME DE CAMPO (*R. N.*, 6708, fol. 461). Celui-ci ne resta pas longtemps au poste, car le 11 décembre de la même année, le successeur de Guillaume de Campo, JEAN BOYON, permuta avec JEAN GERARDS *alias* LONGOPONTANUM, recteur de l'autel de la confrérie Notre-Dame dans l'église de Vottem (*R. N.*, 6708, fol. 465).

LAMBERT COPY était curé en 1562 et 1572 (3).

RENERUS SMITS, vice-doyen de Diest et curé de Webbecom, mourut le 12 décembre 1637. Le 16 décembre, l'abbé conféra la cure à JEAN GILLIS de Diest, bachelier en théologie (*R. N.*, 6711, fol. 83).

Celui-ci mourut l'année suivante et fut remplacé le 12 septembre par PAUL BERCHMANS, bachelier en théologie (*R. N.*, 6711, fol. 83).

En 1671, Paul Berchmans démissionna tout en se réservant une pension annuelle de 100 pattacons. HENRI VAN CUTSEM, recteur de l'autel de la Sainte Vierge (deuxième fondation), devint alors curé (*R. N.*, 6713, fol. 178).

(1) *Registrum archidiaconale*, 1513 (évêché de Malines).

(2) *Computus curiae ecclesiasticae Lovanii, fragmenta*, fol. 172 v^o (évêché de Malines).

(3) *Computus decanales Lovanienses et Leeuwenses*, 1562-1572.

DENIS PROVEENEERS, curé de Webbecom, mourut le 7 octobre 1733. Le 10 janvier 1734, la cure fut confiée à NICOLAS DUBOIS, maître ès arts (*R. N.*, 6715, fol. 341).

Le 19 décembre 1770, Nicolas Dubois demanda à échanger sa cure contre le bénéfice d'Assent que possédait son neveu. L'abbé répondit que MARTIN EGGEN lui avait notifié depuis plusieurs mois, qu'il avait été nommé à la cure de Webbecom, par la faculté des arts de l'Université de Louvain et que cette nomination avait été acceptée (1).

* * *

Il y avait dans l'église de Webbecom deux fondations en l'honneur de la Sainte Vierge. Les bénéficiers étaient nommés par les curés de la paroisse.

Comme recteurs de la première fondation figurent HENRI BRANTS en 1514, JEAN HALBIERS en 1558 (2) et GEORGES MOERBEKE en 1562 et 1572 (3).

La deuxième fondation en l'honneur de la Sainte Vierge et de sainte Anne fut faite en 1519. Le desservant de Webbecom, HENRI VAN DE MORTEL, en fut le premier recteur (4).

Puis viennent LAMBERT ROGHEN en 1558 (5), JEAN BEKA en 1562 et GEORGES PISCATORIS en 1572 (6).

(1) *Registrum supplicarum*, n° 6706, fol. 31.

(2) *Computus decanales Lovanienses, Leeuwenses et Geldonienses*, 1514, 1516 et 1558 (évêché de Malines).

(3) *Computus decanales Lovanienses et Leeuwenses*, 1562-1572 (évêché de Malines).

(4) *Computus curiae ecclesiasticae Lovanii fragmenta*, 1473 et suiv., fol. 203 (évêché de Malines).

(5) *Computus decanales Lovanienses, Leeuwenses et Geldonienses*, 1514, 1516 et 1558 (évêché de Malines).

(6) *Computus decanales Lovanienses et Leeuwenses*, 1562-1572 (évêché de Malines).

CHAPELLE DE LA SAINTE-VIERGE A ASSENT.

Hotbert donna le 20 juillet 837 à l'abbaye de Saint-Trond plusieurs propriétés situées à Assent « *in loco* » nuncupante Hasnoch super fluvio Merbate in pago » Hasbaniensi sive Dyostiensi (1). »

Une église ou chapelle fut construite de bonne heure dans cette localité; elle fut brûlée du temps de Rodolphe (1108-1138), en même temps que le village, par Gautier de Becquenvoort (2).

Au milieu du XIII^e siècle, Assent est cité par Guillaume de Ryckel comme une dépendance de Webbecom (3).

Cependant cette chapelle ne fut jamais à la collation de l'abbé; le recteur était nommé, croyons-nous, par le curé de Webbecom.

Les registres archidiaconaux nous font connaître quelques-noms de ces recteurs : ARNOUL DE BRUEL (4) en 1514, HENRI SCHURMANS en 1558 (5) et THOMAS HENSIUS en 1562 et 1572 (6).

Au milieu du XVIII^e siècle, la chapelle d'Assent menaçait ruine; d'autre part, la chapelle de Notre-Dame « *ad altam vineam* » était détruite depuis plusieurs années; le curé de Webbecom voulait profiter de ces circonstances pour demander l'union des bénéfices. Avant de s'adresser à l'archevêque de Malines, il sollicita le consentement préalable de l'abbé (7). Nous ne savons si cette union eut lieu. Toujours est-il qu'en

(1) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 4.

(2) DE BORMAN, *op. cit.*, t. I, p. 270.

(3) PIRENNE, *op. cit.*, p. 72.

(4) Cet Arnoul de Bruel est probablement le même que Arnoul de Broghel, qui mourut en 1538 et laissa son bénéfice de la première fondation de la Sainte Vierge à Webbecom à Thierry Meesele (*Computus curiae ecclesiasticae Lovanii*, 1478, fol. 203).

(5) *Computus decanales*, 1558 (ut supra).

(6) *Ibidem*, 1562-1572 (ut supra).

(7) *Registrum supplicarum*, n^o 6705, fol. 30.

1770 LAURENT VLOCKS, neveu du curé de Webbecom et son coadjuteur depuis onze ans, était encore recteur de Notre-Dame à Assent (1).

CHAPELLE DE NOTRE-DAME A LA VIGNE.

Le 16 mai 1323, la confrérie des clercs de Diest dite de Notre-Dame « *ad vineam* » (2), fonda une chapelle près de la ville de Diest, mais dans la paroisse de Webbecom. Le curé de Webbecom qui recevait annuellement 18 sous gros tournois de la confrérie, et l'abbé de Saint-Trond qui s'était réservé la collation de tous les bénéfices, donnèrent leur consentement à cette fondation (3).

Dix autels furent ensuite fondés dans cette chapelle.

AUTEL PRIMAIRE (4).

Au milieu du ^{xv}e siècle (1451), cet autel était desservi par HENRI DE RAETSKOVEN (5). PIERRE VOECHS, recteur, mourut en 1505. Il fut remplacé le 18 octobre (6) par HERMAN CANGIETERS (*R. N.*, 6708, fol. 302).

Le 17 mars 1508, les mambours de la chapelle présentèrent à l'abbé JEAN VAN DEN VLIET pour succéder à Herman de Brakel *alias* Cangieters, décédé (7).

GEORGES DE VALLE était recteur en 1514 et GISEBERT BEKA en 1558 (8). Celui-ci était encore en fonctions

(1) *Registrum supplicarum*, n° 6706, fol. 31.

(2) Une foule d'actes portent : « *ad altas vineas*. »

(3) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 445.

(4) Les nominations portent : « *altare primum seu personatus*. »

(5) Dom BERLIÈRE, *Diversa Cameralia*, p. 110.

(6) L'acte de nomination rappelait : « *electio pertinet ad decanum, procuratores et consiliarios fraternitatis dictae capellae, representatio ad abbatem, collatio et institutio ad archidiaconum Lovanii*. »

(7) PIOT, *op. cit.*, t. II, p. 500.

(8) *Computus decanales Lovanienses, Leeuwenses et Geldonienses*, 1514, 1556 et 1558.

en 1562; en 1572 il fut remplacé par HENRI GRIETEN (1).

AUTEL DE SAINTE CATHERINE.

Deux recteurs de cet autel nous sont seulement connus : NICOLAS DE DUNIS en 1514 (2) et DENIS HENSIUS de 1558 à 1572 (3).

AUTEL DE SAINTE CÉCILE.

HENRI DE GRECIA, recteur, se faisait remplacer en 1514 par Jean Halbier (2).

En 1553 mourut BARTHELEMY WALBODEN. Il fut remplacé le 27 août par JEAN BEKA, docteur en médecine et prêtre du diocèse de Liège (*R. N.*, 6708, fol. 476).

Celui-ci possédait encore le bénéfice en 1562. En 1572, il se trouvait remplacé par PIERRE DE HEELLEN (3).

AUTEL DE SAINTE GENEVIÈVE.

ANTOINE VAN DEN PUTTE, déjà recteur en 1514 (2), mourut en 1541 et fut remplacé le 24 mars par PIERRE, fils d'ADRIEN DE MOERBEKE (*R. N.*, 6708, fol. 376).

MATHIAS BEKA était recteur en 1558 (2) et 1562 (3). En 1572 les registres mentionnent DENIS LUDOVICI (3).

GUILLAUME DE WEERDT résigna le 10 avril 1620 en faveur de PAUL DE WEERDT de Diest (*R. N.*, 6709, fol. 60).

A la mort de PIERRE DEKENS en 1640, l'abbé nomma le 10 mai THÉODORE VAN DEN BOOM (*R. N.*, 6711, fol. 107).

Théodore Van den Boom, doyen de Saint-Sulpice à Diest, mourut en 1679. Le 14 octobre, le bénéfice fut conféré à FRANÇOIS COX, chanoine de Saint-Jean à Diest (*R. N.*, 6714, fol. 20).

(1) *Computus decanales Lovanienses et Leeuwenses*, 1562-1572.

(2) *Computus decanales*, 1514, 1556 et 1558 (ut supra).

(3) *Computus decanales*, 1562-1572 (ut supra).

Le 22 mai 1692, celui-ci résigna en faveur d'Ignace Van Zurpel (*R. N.*, 6714, fol. 155), mais cet acte n'eut pas d'effet.

Le 5 février 1696, François Cox céda définitivement le bénéfice à DENIS SELCAERTS (*R. N.*, 6714, fol. 193).

Ce dernier, chanoine de Saint-Sulpice, mourut vers 1719 et fut remplacé le 1^{er} février de cette année par PIERRE BOSMANS (*R. N.*, 6715, fol. 170).

A la mort de celui-ci en 1745, le bénéfice fut conféré le 8 avril à NEETENS, chanoine de Diest (*R. N.*, 6715, fol. 439).

AUTEL DE SAINT JACQUES LE MAJEUR.

ANTOINE DE LUTZENBORCH était recteur de cet autel en 1514 (1).

A la mort du recteur JEAN JOERDENS en 1543, le bénéfice fut accordé le 8 mai à ADRIEN, fils d'Adrien DE MOERBEKE, qui le céda le 31 mai 1550 à ANTOINE DE MOERBEKE (*R. N.*, 6708, fol. 394).

CLÉMENT MINTEN était recteur de 1562 à 1572 (2). A la mort de DANIEL VAN ZURPEL, l'abbé nomma le 1^{er} août 1605 NORBERT BELIEN ou BAELDEN (3) (*R. N.*, 6709, fol. 31).

Norbert Baelden « *archipresbiter districtus Erke-
» lensis* » mourut en 1647 et fut remplacé le 22 mars par JEAN VANDENBERGHE de Diest (*R. N.*, 6711, fol. 196).

A la mort de Jean Vandenberghe, l'abbé nomma le 1^{er} décembre 1686, JEAN-BAPTISTE MANNAERTS (*R. N.*, 6714, fol. 116).

(1) *Computus decanales*, 1514, 1556 et 1558 (ut supra).

(2) *Computus decanales*, 1562-1572 (ut supra).

(3) Au fol. 107 du n° 6711, se trouve l'acte de nomination à l'autel de saint Jacques de Arnoul Van Plasse, remplaçant le 10 mai 1640 Daniel Van Surpel, décédé. Il y a là certainement une erreur de copiste.

Celui-ci devint religieux à Saint-Trond et laissa le bénéfice à PIERRE SEGERS (*R. N.*, 6714, fol. 140).

Le 15 novembre 1704, Pierre Segers résigna son poste; il fut remplacé le 28 décembre par LAMBERT MANNAERTS (*R. N.*, 6715, fol. 20).

Celui-ci démissionna à son tour le 26 novembre 1740; il eut comme successeur TRUDON-NORBERT MANNAERTS (*R. N.*, 6715, fol. 396).

AUTEL DE SAINT JEAN-BAPTISTE

(PREMIÈRE FONDATION).

NICOLAS DE PONTE figure comme recteur en 1514 (1), PIERRE DE THENIS en 1558 (1), JEAN DE THENIS en 1562 (2) et HENRI SCHANEN en 1572 (2).

Le 12 août 1645, MICHEL VAN DER STRATEN, chanoine de Saint-Sulpice, prit la place de FRANÇOIS TRAETSEN (*R. N.*, 6711, fol. 170).

A sa mort en 1662, le bénéfice fut accordé le 11 octobre à THÉODORE VAN DER STRATEN (*R. N.*, 6712, fol. 262).

AUTEL DE SAINT JEAN-BAPTISTE

(DEUXIÈME FONDATION).

GAUTIER DE WASTERHOVEN, déjà recteur en 1514 (1), mourut en 1551. L'abbé, séjournant alors à Malines, nomma le 4 mai FRANÇOIS MUYLS *alias* VAN GORCUM (*R. N.*, 6708, fol. 462).

Celui-ci mourut en 1578 et fut remplacé le 3 avril par GÉRARD GIELIS, fils de François Gielis (*R. N.*, 6709, fol. 279).

A la mort de GÉRARD WELLENS en 1617, l'abbé nomma, le 21 novembre, ARNOUL CRYTERS, chanoine de Saint-Sulpice à Diest (*R. N.*, 6709, fol. 47).

Le 13 janvier 1639, SÉBASTIEN LOUWIES, cha-

(1) *Computus decanales*, 1514, 1556 et 1558 (ut supra).

(2) *Computus decanales*, 1562-1572 (ut supra).

noine de Saint-Sulpice, prit la place d'Arnoul Cryters, décédé (*R. N.*, 6711, fol. 87). Il mourut en 1693 et fut remplacé le 6 novembre par HENRI MANNAERTS (*R. N.*, 6714, fol. 172).

Un certain JOSSE (1) succéda le 18 mars 1701 à Henri Mannaerts, démissionnaire (*R. N.*, 6714, fol. 237).

JEAN REGA, curé de Hoeylaert, résigna ce bénéfice le 24 octobre 1738; il eut comme successeur HENRI VAN ORSMAEL, étudiant en théologie à Louvain (*R. N.*, 6715, fol. 382).

AUTEL DE SAINT JEAN-L'ÉVANGÉLISTE.

HENRI BRANS, déjà recteur en 1514 (2), permuta le 11 février 1530 avec GODEFROID, fils de Sulpice CORTEN (3) (*R. N.*, 6708, fol. 328).

De 1558 (2) à 1572 (4), GÉRARD SGROETEN figure comme recteur.

A la mort de PIERRE CORTEN, doyen de Beeringen, le bénéfice fut accordé le 10 octobre 1647 à JEAN DE WEERDT (*R. N.*, 6711, fol. 204).

Jean de Weerdt mourut en 1679 et fut remplacé le 3 juin par RENIER VAN GEELBERGEN, chanoine de Diest (*R. N.*, 6714, fol. 6).

A la mort de ce dernier, JACQUES CRILS, chanoine de Diest, fut nommé le 15 janvier 1685 (*R. N.*, 6714, fol. 110).

Jacques Crils mourut en 1732 et fut remplacé le

(1) Le prénom seul figure dans l'acte de nomination.

(2) *Computus decanales*, 1514, 1558 (ut supra).

(3) En note se trouvait : « *Notetur quod possessor hujus capellae » unus permutans videlicet Henricus Brans dictus fuit obiisse ante » XXI dies et in eo casu fuisset de ipsa capella provisum domino Wilhelmo de Horne, sed licet multum egrotus supervixit, quare permutatio et litterae desuper suum sortitae sunt effectum.* »

(4) *Computus decanales*, 1562-1572 (ut supra).

15 novembre par PIERRE BOSMANS (*R. N.*, 6715, fol. 331). A la mort de celui-ci, le bénéfice fut accordé le 8 avril 1745 à TRUDON-NORBERT MANNAERTS (*R. N.*, 6715, fol. 440).

AUTEL DE SAINT LÉONARD.

GUILLAUME SCHUERMANS était recteur en 1514 (1). Le 8 février 1521, il démissionna en faveur de GEORGES EGIDII (*R. N.*, 6708, fol. 244).

JEAN VAN DEN GOEDENHUYZE (*de bona domo*) figure comme recteur déjà en 1558 (2). A sa mort vers 1606, le bénéfice fut accordé le 28 janvier à GUILLAUME DE WEERDT de Diest (*R. N.*, 6709, fol. 33).

AUTEL DE SAINT QUIRIN ET DE SAINT JOSSE (3).

ARNOUL CREMERS est cité comme recteur en 1514.

ERASME DE WESALIA résigna le 25 octobre 1546 en faveur de LOUIS LUDOVICI, chanoine de Saint-Sulpice (*R. N.*, 6708, fol. 415).

JEAN PIRNOCK était recteur en 1562 (4) et FRANÇOIS WIGGERS en 1572.

HENRI (5) WIGGERS mourut le 15 mai 1607; le 14 août 1608 HENRI WIGGERS, doyen de Saint-Sulpice, lui succéda (*R. N.*, 6709, fol. 33).

(1) *Computus decanales*, 1514, 1558 (ut supra).

(2) En bas de cet acte se trouvait : « *similis expedita pro Matheo* » (n'est-ce pas une erreur pour JOHANNE) « *Goedenhuysen*, 3 déc. 1602. » Un MATHIEU VAN DEN GOEDENHUISEN résigna le 28 juin 1679 l'autel de sainte Geneviève en faveur de Herman Van Ham (*R. N.*, 6714, fol. 17). Toutefois cette nomination ne trouve pas place dans la liste des recteurs de cet autel.

(3) Cet autel est appelé : « altare SS. Georgii et Quirini, en 1514, — » SS. Quintini, Georgii et Mariae, en 1558, — puis SS. Quirini et Judoci, » — et enfin en 1709, Quintini et Gordiani. »

(4) *Computus decanales*, 1562-1572 (ut supra).

(5) Peut-être une erreur pour FRANÇOIS.

Celui-ci mourut en 1636 et fut remplacé le 7 août par PIERRE VLAYEN, doyen de Saint-Jean à Diest (*R. N.*, 6711, fol. 66).

Puis furent nommés :

Le 12 juin 1641 LIBERT VAN HAMEL, chanoine de Saint-Sulpice, en remplacement du précédent, décédé (*R. N.*, 6711, fol. 122).

Le 7 mai 1677, PEREGRIN DUYNEN à la mort de Libert Van Hamel (*R. N.*, 6713, fol. 472).

Le 25 mai 1688, ANTOINE VAN DEN GOEDENHUYSEN « *cognatus resignantis* » à la place du précédent, démissionnaire (*R. N.*, 6714, fol. 127).

Le 13 mai 1704, G.-FR. VAN DEN GOEDENHUYSEN (1) (*R. N.*, 6715, fol. 14).

Le 6 mai 1717, N. THIELENS (*R. N.*, 6715, fol. 141).

Le 24 juin 1721, JEAN GOYENS (*R. N.*, 6715, fol. 197).

Le 12 août 1723 (2), RENIER DE LEEUWE (*R. N.*, 6715, fol. 228).

Le 15 avril 1727, GILLES VANDENWYER (*R. N.*, 6715, fol. 267).

Le 4 mars 1729, PIERRE-FRANÇOIS VERLAIS (*R. N.*, 6715, fol. 267).

Le 28 mars 1730, JEAN-FRÉDÉRIC MULLEMAN, du diocèse de Hildesheim (*R. N.*, 6715, fol. 303) (3).

Le 30 décembre 1737, JOSSE-EDMOND SWINNEN, du diocèse de Cologne (*R. N.*, 6715, fol. 365).

Le 8 avril 1745, NEETENS, chanoine de Diest (*R. N.*, 6715, fol. 439).

(1) Fr. Van den Goedenhuysen, chanoine de Saint-Sulpice, résigna le 19 avril 1717.

(2) Cette nomination n'eut pas d'effet. Jean Goyens, qui avait démissionné, resta en fonctions jusqu'à sa mort en 1727.

(3) Pour ces trois nominations, le bénéfice était devenu vacant par la mort des titulaires.

XXVIII.

WYCHMAEL

[VUICMALE (1107), GUIMALA, GUIMALE, WIMALES (1108), WICHMALE (1161), WIGMALE (1253), WYGHMALE (1364), WYCHMAEL (1386)].

Déjà dans la seconde moitié du XI^e siècle, l'abbé Adélard II (1055-1082) construisit ou restaura l'église de Wychmael, consacrée probablement dès cette époque à saint Trudon (1).

Cependant cette église n'est devenue église paroissiale qu'au commencement du XVII^e siècle. Voilà pourquoi elle n'est pas mentionnée dans les diplômes de Pascal II en 1107 et de Victor IV en 1161 (2), qui cependant énumèrent le domaine de Wychmael parmi les possessions de l'abbaye.

Au milieu du XIII^e siècle, Wychmael est encore cité par Guillaume de Ryckel comme une dépendance de Peer (3). Il est cependant possible que ce WALTERUS, « *sacerdos de Wigmale*, » dont parle le même abbé (4), desservait spécialement l'église de cette localité.

En 1608 les habitants de Wychmael se plaignirent de ce que leur paroisse était desservie par un chapelain résidant à Peer. « *Was oorsake waer deur somme mige onderdanen des dorps met hunne kinderen somwylen sonder administratie des heilighs Sacraments des doopsel quaemen affleevig te worden.* » Ils s'étaient adressés à l'Evêque de Liège et avaient obtenu « *octroye ende consent... omme van voertsien een geconsacreerde vint* (fonts baptismaux) *te setten*

(1) DE BORMAN, *op. cit.*, t. I, p. 20.

(2) PIOT, *op. cit.*, t. I, pp. 30 et 98.

(3) PIRENNE, *op. cit.*, p. 72.

(4) *Ibidem*, p. 323.

» *ende een eyghene pastoor aldaer resideerende te*
» *moeghen becomen.* » En même temps ils promirent
le 30 juin à l'abbé de Saint-Trond que celui-ci n'aurait
à fournir au nouveau curé que le tiers des dimes du
village ou douze muids de seigle ; les paroissiens soi-
gneraient pour le reste. C'est ainsi que Wychmael,
démembré de Peer, fut érigé en paroisse indépen-
dante (1), le 19 octobre 1608 (*I.*, n° 168, fol. 131 v°).

L'église avait rang de *quarta capella*. Elle ressort-
issait de l'archidiaconé de Campine et du concile de
Beeringen.

La paroisse comptait cent soixante communians
en 1699 et cent cinquante en 1711 (*V.*, n° 36, fol.
18 v° et n° 37, fol. 30 v°).

CURÉS.

Le premier curé fut JEAN-BERNARD GELIS, prêtre
du diocèse de Bois-le-Duc, qui en 1611 se présenta au
concours diocésain pour l'église « *dismembratam a*
» *Peer et noviter per episcopum erectam* » et qui fut
admis le 11 juin de cette année (*I.*, n° 161, fol. 20 v°).

Le 16 février 1647, GODEFROID ANDRIES fut nommé
curé en remplacement de GAUTIER GHISELS (*R. N.*,
6711, fol. 193 et *I.*, n° 166, fol. 66 v°).

Godefroid Andries mourut en 1667 et fut remplacé
le 7 avril par PIERRE MORREN de Peer (*R. N.*, 6713,
fol. 21 et *I.*, n° 169, fol. 11 v°).

Celui-ci, nommé curé de Heythuizen, démissionna
le 26 décembre 1680 ; le 28 décembre, l'abbé lui donna
comme successeur FRÉDÉRIC PAEP, maître ès arts (*R.*
N., 6714, fol. 54), qui fut institué le 23 janvier suivant
(*I.*, n° 169, fol. 88).

A la mort de ce dernier, l'abbé nomma le 18 février
1682 JACQUES CUYPERS (*R. N.*, 6714, fol. 65).

(1) Reg., n° 6679, fol. 238.

Ce curé était assisté de Henri Schillens, vicaire (*V.*, n° 36, fol. 18 v°).

Le 27 mai 1709, GUILLAUME VAN DOMMELEN succéda à Jacques Cuypers, décédé; il fut installé le 7 juin par Coenen, notaire apostolique, en présence de Néven, bénéficié à Tongres et de Pierre Van Baelen, chapelain du même lieu (*R. N.*, 6715, fol. 71 et 73).

Quand le 3 octobre 1726, l'église reçut la visite de l'archidiacre, le curé avait eu depuis seize ans Jean Bammens comme vicaire (*V.*, n° 38, fol. 106 v°).

Guillaume Van Dommelen mourut en 1737. Le 30 décembre, l'abbé nomma à sa place JEAN-ARNOUL MARIENS (*R. N.*, 6715, fol. 363) et prit part le 17 juin 1760 à l'élection du doyen du concile de Beeringen.

Il mourut en 1765 et fut remplacé le 12 mars par LIBERT DERWA (*I.*, n° 172, fol. 74). Celui-ci reçut bientôt après une nouvelle promotion et au mois d'avril 1768, la cure fut conférée par provision apostolique à PIERRE GYBELS (*I.*, n° 172, fol. 212 et 215). A la mort de ce dernier son parent ARNOUL GYBELS lui succéda le 29 septembre 1772 (*I.*, n° 172, fol. 360).

Arnoul Gybels mourut au mois de mai 1779, qui était un mois pontifical. En conséquence, son successeur MATHIEU-HUBERT HOLLANDERS fut nommé par lettres pontificales le 6 juillet suivant (*I.*, n° 172, fol. 681).

Ce curé, ainsi que son vicaire Pierre Daniels, fut arrêté par ordre du Directoire, au commencement de l'année 1799, afin d'être déporté aux îles d'Oleron et de Rhé (1).

G. SIMENON.

(1) DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège*, 1724-1852, t. IV, p. 93.

LES FIEFS DU COMTÉ DE DALHEM

Le comté de Dalhem, dont la petite ville de ce nom occupait à peu près le centre, était situé au Nord-Est de la province de Liège actuelle. Il eut d'abord des souverains particuliers, mais dès le milieu du XIII^e siècle, il avait définitivement passé sous la domination des ducs de Brabant (1243) et suivit désormais les destinées des états de ceux-ci.

Au XVII^e siècle, à la suite de la longue guerre entre l'Espagne et les Provinces-Unies, le comté fut partagé en deux parties. Le traité, qui consacra cette division, porte la date du 26 décembre 1661. Voici quelles en furent les conséquences :

Les Etats généraux obtinrent les villages de Bom-baye, Cadier, Feneur, Oest, Olne, Saint-André, Trembleur et la ville de Dalhem.

L'Espagne conserva Aubel, Barchon, Cheratte, Fouron-le-Comte, Fouron-Saint-Martin, Housse, Mheer, Mouland, Mortier, Neufchâteau, Noorbeek, Richelle, Saint-Remy à peu près en entier et Warsage.

Quant au village de Berneau, il demeura dans l'indivision.

En vertu du traité de Fontainebleau du 8 novembre

1785, les Provinces-Unies rendirent à l'Autriche, qui avait succédé à l'Espagne dans nos provinces, toutes ses possessions au comté de Dalhem, à l'exception des bans d'Oest et de Cadier; elles reçurent en compensation différents villages du pays de Fauquemont.

La cour féodale du comté avait son siège à Dalhem. Après le partage de 1661, elle fut dédoublée. Les fiefs du Dalhem hollandais continuèrent à être relevés à Dalhem; quant à ceux qui étaient échus à l'Espagne, ils ressortirent à une nouvelle cour féodale, dite *cour féodale de Dalhem, siégeant à Fouron-le-Comte*.

Aussi longtemps que le comté posséda des souverains particuliers, la cour féodale y fut présidée par le comte en personne, entouré de ses vassaux (1). Nous en avons la preuve dans un acte du 1^{er} juin 1231, rapporté dans Ernst, tome V, page 321, où nous voyons le comte Lothaire de Hochstade déclarer, en présence de ses hommes de fief, qu'un certain Willekin de Feneur avait comparu devant eux dans le but de vendre au monastère du Val-Dieu une terre de nature féodale. Cette transmission de propriété se fit en suivant les formalités solennelles de l'effestucation, « *coram nobis et hominibus nostris guerpivit et effestucavit*. » Le vendeur prenait un fétu de paille, *festuca*, le brisait et le lançait loin de lui, en proclamant qu'il remettait entre les mains de son suzerain tous ses droits sur le fief. Le suzerain déclarait aussitôt qu'il investissait l'acheteur du dit fief. Le nouveau vassal, tête nue, sans armes ni éperons s'avancait alors vers le comte, s'agenouillait, mettait sa main dans la sienne et le baisait sur la joue droite, puis lui promettait sous serment devant Dieu et tous les saints *hommagium, fidem et*

(1) La cour allodiale de Dalhem siégeait devant la porte du château, sous un poirier. Cf. *Cartulaire du Val-Dieu*, actes du 27 mars 1255 et du 10 avril 1375.

obsequia, c'est-à-dire hommage, fidélité et accomplissement du service militaire.

Ces formalités imposantes cessèrent de bonne heure d'être en usage, et il est bien probable qu'au comté de Dalhem elles tombèrent en désuétude dès que le pays fut passé sous la domination des ducs de Brabant. A partir de cette époque, en effet, la cour féodale ne fut plus présidée que par le châtelain de Dalhem, qui prit plus tard le titre de haut drossard et de lieutenant des fiefs. Elle resta d'ailleurs composée, comme auparavant, des feudataires, requis pour siéger quand l'occasion se présentait. Ce ne fut qu'à la fin du XVII^e siècle qu'il y eut des conseillers féodaux, nommés à vie.

On ne distinguait au comté de Dalhem que deux espèces de fiefs, les grands ou pleins fiefs et les petits fiefs; ils ne se différenciaient d'ailleurs entre eux que par la quotité du droit de relief. Le relief était dû à chaque changement de propriétaire, soit en vertu d'aliénation, soit en vertu de succession. Les rentes constituées sur des biens féodaux participaient de la nature de ceux-ci et étaient aussi soumises au relief.

Au XV^e siècle encore, le droit de relief, appelé *Hergeweide*, s'acquittait en nature. Le feudataire relevant devait livrer au suzerain son meilleur cheval; s'il n'avait pas de cheval, sa meilleure cuirasse; s'il n'avait pas de cuirasse ni de harnais, il payait en compensation 10 florins (1). On peut constater par les comptes des drossards, conservés aux archives de Bruxelles, que la plupart des feudataires, à partir du XV^e siècle, ne possédaient ni cheval, ni cuirasse, ni harnais. Quand, par hasard, un cheval se trouvait dans la succession du vassal décédé, il était presque toujours ou très vieux ou de peu de valeur.

Plus tard, il devint de règle que le droit de relief s'acquittât en argent.

(1) Bruxelles, Chambre des comptes, année 1459, n° 5727.

Le relief d'un grand fief se payait 27 patacons $\frac{1}{4}$ (1), répartis comme suit :

Au suzerain, droit de Hergeweide, 15 florins d'or,	
soit	18 patacons $\frac{3}{4}$
Au lieutenant des fiefs	5 »
Aux quatre hommes de fiefs	2 »
Au greffier	1 »
A l'huissier (manbode)	0 » $\frac{1}{2}$
	27 patacons $\frac{1}{4}$

Quant aux petits fiefs, ils ne devaient qu'un droit de 3 florins brabant.

Il paraît bien probable que, primitivement, il n'existait que des grands fiefs et que les petits fiefs ne proviennent que du fractionnement de ceux-ci. La législation féodale en matière successorale admettant, comme nous allons le voir, le morcellement indéfini du fief, est certainement la grande cause de la naissance de cette quantité de petits héritages de nature féodale dont on constate déjà l'existence au commencement du XIV^e siècle, lors de la confection du livre des fiefs de Jean III, duc de Brabant. A la fin de l'ancien régime, le nombre des petits fiefs s'était accru considérablement, mais, d'autre part, plusieurs grands fiefs ne comprenaient plus que quelques bonniers de terre. On peut dire toutefois que peu d'entre eux disparurent au cours des âges, car le fisc avait trop d'intérêt à leur maintien pour ne pas veiller à leur conservation. En effet, le grand fief, quelque diminution qu'il eût subie, conservait toujours sa qualité et restait soumis aux obligations qui en découlaient.

Quand un feudataire venait à mourir, sa succession se partageait également entre tous ses enfants, fils ou filles. Toutefois, le fils aîné héritait, hors part, de la maison ou du château avec son entourage de fossés et des droits seigneuriaux, s'il en existait. C'était ce qu'on

(1) Bruxelles, Chambre des comptes, année 1702, n° 13148.

appelait le *stockfief*. De ce chef, il restait seul soumis à l'hommage au suzerain et au payement du droit de grand relief. Le fils aîné avait aussi le droit de garder pour lui le fief tout entier, mais alors il devait indemniser ses frères et sœurs de la part dont ils étaient ainsi privés. Il arrivait bien souvent, on le comprend, que la succession ne contenait pas assez de biens censeaux pour en former une part équivalente aux biens féodaux et alors le fils aîné devait soit consentir à leur fractionnement, soit grever le fief de rentes au profit de ses copartageants.

Un des conjoints venait-il à décéder, les enfants héritaient non seulement des biens du défunt, mais même de ceux du survivant qui ne conservait que l'usufruit. En cas de remariage, les enfants du premier lit ne lui devaient que la moitié de tous les immeubles tant paternels que maternels, y compris les acquêts de communauté. Toutefois, l'époux remarié n'avait aucun droit sur la maison de famille ou le château qui demeurait en entier au fils aîné (1).

Il n'était pas permis de différer indéfiniment le relief d'un fief; cette formalité devait s'accomplir endéans les six semaines suivant le décès du titulaire. Après ce délai, le lieutenant des fiefs du comté était en droit de procéder à la saisie du fief qui faisait alors retour au suzerain. Comme cela se passait partout ailleurs, la femme héritière ou usufruituaire d'un bien féodal était tenue de désigner un homme pour faire hommage, prêter le serment et accomplir les devoirs incombant aux feudataires.

Au point de vue de la compétence, la cour féodale n'avait à connaître que des actions réelles, se rapportant à des biens-fonds ou à des rentes de nature féo-

(1) *Coutumes observées en la court féodale de Dalhem la comté, colligées anno 1570*, imprimées par C. CASIER et L. CRAHAY, dans les *Coutumes du duché de Limbourg, etc.*

dale. Toutes les autres contestations étaient du ressort des cours de justice ordinaires, siégeant dans les différents villages.

Pour l'accomplissement des formalités préparatoires à un procès, la cour était composée du lieutenant des fiefs président, de quatre hommes de fiefs, du greffier et du sergent ou huissier. Quand les parties en cause devaient déposer leurs conclusions, le lieutenant des fiefs fixait lui-même le jour de l'audience et convoquait autant d'hommes de fiefs que l'importance de l'affaire lui paraissait en comporter. C'était à ceux-ci qu'incombait de prononcer la sentence.

Cette sentence était sujette à appel, pendant un an, devant la cour féodale de Brabant. Toutefois, elle était immédiatement exécutoire, sans caution.

La cour féodale de Dalhem ne siégeait pas à des jours déterminés; elle ne se réunissait que quand cela était nécessaire « *d'aultzant*, » disait la coutume, « *que les procédures y sont rares et non accoutumées.* »



Les fiefs dont nous publions plus loin les reliefs, étaient à peu près tous de grands ou pleins fiefs. Quant aux petits fiefs, ils ne présentent, le plus souvent, aucun intérêt; nous n'en citons que quelques-uns.

L'origine de la plupart des fiefs dalhemienens remonte très certainement à l'époque de l'établissement du régime féodal dans nos contrées, et il est bien regrettable que l'absence de documents ne nous permette guère de les suivre au delà du XIV^e siècle.

Dans les contrées voisines, au pays de Liège notamment, on rencontre souvent des propriétaires de biens allodiaux qui convertissent leur propriété libre en propriété féodale, en en faisant hommage au souverain du pays. Au comté de Dalhem, nous n'avons pas rencontré d'inféodation de ce genre, ce qui ne peut

être attribué qu'à la pénurie des archives anciennes qui nous ont été conservées. Ainsi, à notre avis, il n'est pas douteux que des seigneuries comme celle de Neufchâteau, ayant possédé elle-même une cour féodale importante, n'aient eu une origine allodiale. Quoi qu'il en soit, si les inféodations étaient rares au comté de Dalhem, on peut constater au contraire, d'après le *Cartulaire du Val-Dieu*, qu'à différentes reprises les comtes transformèrent au profit de cette abbaye, des biens fiefs en purs alleux.

A côté des anciens fiefs la période moderne en vit naître une nouvelle catégorie, qui durent leur origine à l'érection en seigneurie, par le gouvernement espagnol, des villages du comté qui jusque-là n'avaient pas eu de dynaste particulier ou dont les seigneurs ne jouissaient pas auparavant des droits de haute justice. Ces nouvelles seigneuries relevèrent en fief de la cour féodale de Dalhem; quelques-unes seulement furent soumises au relief devant la cour féodale de Brabant.

*
* *

Voici les différentes sources que nous avons utilisées pour le travail qui va suivre :

I. Le *Latynsboek* ou le livre des fiefs du duc Jean III de Brabant, en 1314. Ce manuscrit, qui porte le n° 1 des registres de la cour féodale de Brabant, a été publié par M. Galesloot, d'après une copie datant de 1350. Cette copie ayant reçu de nombreuses ajoutes postérieures à l'année 1314, il est souvent très difficile de déterminer la date exacte des reliefs qui y sont mentionnés.

II. Le *Stootboek* ou livre dressé par le greffier Stoot, composé en 1355, comprend, comme le précédent, tous les fiefs appartenant au duc de Brabant. Il porte le n° 2 de la même collection.

III. Le *Spechtboek* ou livre dressé par le greffier

Specht, composé vers 1374, est la reproduction du *Stootboek*, mis à jour. Il a été surchargé de nombreuses ajoutés, rarement datées, dont les plus récentes atteignent parfois le XVI^e siècle. Il porte le n^o 4 de la collection.

IV. Le *Leenboek der Lande van Overmaese* ou Livre des fiefs des pays d'Outremeuse, composé non en 1450, comme le porte l'inventaire imprimé, mais vers 1385. Ce manuscrit fait partie des archives de la Chambre des comptes du Brabant, n^o 568. Ce n'est le plus souvent qu'une copie de la partie du *Spechtboek* concernant les pays d'Outremeuse.

V. Le *Struiverboek* ou livre dressé par Jean Struiver de Huelsberg. Ce manuscrit, catalogué sous le n^o 572 des archives de la Chambre des comptes, comprend deux parties : l'une a été écrite vers 1405 par le dit Struiver, l'autre date de l'an 1500.

VI. *Le livre des fiefs du pays de Dalhem*, formé en l'an 1500, manuscrit portant le n^o 573 de la Chambre des comptes. C'est la reproduction exacte de la deuxième partie de *Struiverboek*.

VII. Les comptes des receveurs du comté de Dalhem pour les années 1393 à 1399, n^o 5725 de la Chambre des comptes.

» 1418 à 1433, n^o 5726 » »

» 1450 à 1458, n^o 5727 » »

VIII. Les comptes des drossarts du comté de Dalhem pour les

années 1459 à 1577, n^o 13146 de la Chambre des comptes.

» 1580 à 1635, n^o 13147 » »

» 1671 à 1702, n^o 13148 » »

Tous les registres qui précèdent, reposent aux Archives générales du royaume à Bruxelles.

IX. Les registres de la cour féodale de Dalhem, commençant en 1561 et se continuant jusqu'à la fin de l'ancien régime. Ils se trouvent aux Archives de Liège.

Un mot maintenant des abréviations employées au cours de notre travail :

Gal. = GALESLOOT, *Le livre des fiefs du duc Jean III de Brabant.*

Br. = Archives du royaume à Bruxelles (Chambre des comptes); le numéro qui suit est celui du registre, puis vient le folio.

Stoot = le *Stootboek*, le chiffre qui suit est le folio.

Specht = le *Spechtboek*, le chiffre qui suit est le folio.

Reg. = *Registre de la cour féodale de Limbourg*, se trouvant à Liège, le premier chiffre qui suit est le numéro attribué au registre dans l'inventaire manuscrit, le second est celui du folio.

I.

COMMUNE DE FOURON-LE-COMTE.

ALTENBROECK.

1314. — Jean de Brouck tient vingt-six bonniers de terre, près de Fouron (*Gal.*, p. 137).

1355. — Nicolas, fils de Henri Mellecops, tient de feu son père sa maison à Broeck, près de Fouron (*Stoot*, fol. 80).

1375. — Nicolas, fils de Henri Melcops, tient sa maison à Broec, avec soixante-six bonniers de terre, bois et pré; il tient aussi trois bonniers de terre que Stasse de Messche *li donna avec sa fille en mariage* (*Br.*, n° 568, fol. 2 v°).

1405. — Nicolas Meelcop van den Broeke (*Br.*, n° 572, fol. 52).

1500, 31 janvier. — Henri Meelcop de Brouck, tient soixante-six bonniers, maison et ferme à Brouck, qui lui viennent de son père Henri Meelcop. Il tient, en outre, huit bonniers que Stas de Valckenborg donna à sa fille Catherine, lors de son mariage avec feu Meelcop de Brouck (*Br.*, n° 573).

1517, 12 août. — Henri de Holset dit Oest relève le fief de Broeck, par décès de son père Jean d'Oest (*Br.*, n° 13146, fol. 504).

1563, 14 juillet. — Wynand de Holset dit Oest, fils de feu damoiseau Christophe d'Oest, relève la maison, moulin, jardin, terre et bois d'Altenbroeck, tant pour lui que pour ses frères et sœurs ; réserve faite de l'usufruit de sa mère (*Reg.*, n° 35, fol. 11).

1624, 6 novembre. — Anne van Oyst fait relief (*Reg.*, n° 3, fol. 15).

1629, 22 septembre. — Teuwis Coelen, lieutenant officier et secrétaire de la seigneurie de Noorbeek, fondé de pouvoir d'Anne de Holzit, dit Oist, dame de Geleen, transporte à Jean de Berghe dit Trips, seigneur de Neerlinter et Noorbeek, les maison et cense d'Altenbroeck dont la dite dame lui avait fait donation par acte du 19 juillet 1629, où elle déclare en outre qu'elle avait légué ses biens de Mesch à son neveu Henri de Holsit dit Oist, à Liebeck, mais que celui-ci étant décédé, elle les donne également à Jean de Berghe (*Reg.*, n° 3, fol. 79).

1637, 11 août. — Jean-Frédéric de Goltstein et Jean-Renier Hoen, tant pour eux que pour Henri-Théobald d'Eynatten, Jean d'Eynatten, Wynand d'Eynatten, Barbe d'Eynatten, Gérard de Hulsberch dit Schaloen, B. de Goltstein, André de Goltstein et Jean de Goltstein relèvent la maison et cens d'Aldenbroeck, par décès de la feuë dame de Geleen (*Reg.*, n° 3, fol. 19 v°).

1645, 10 décembre. — Adam Christophe, fils de feu Jean de Berghe dit Trips, seigneur de Neerlinter et Noorbeek, drossart du pays de Rolduc, fait relief du fief, du consentement d'Isabelle Hoen de Cartils, dame de Noorbeek et Neerlinter, sa mère (*Reg.*, n° 3, fol. 152).

1675, 19 octobre. — Adam Christophe de Trips relève la cense et le moulin de Broeck (*Reg.*, n° 27, fol. 58).

1682, 20 avril. — Jean van den Bergh dit Trips fait relief (*Br.*, n° 13148, fol. 5 v°).

1704, 29 décembre. — J. de Trips et G.-H. de Trips, seigneur de Clermont et de Crapoel, transportent le fief à Ulrick-Antoine de Hoensbroeck, seigneur d'Oest et de Fouron-le-Comte (*Reg.*, n° 68, fol. 117).

1706, 10 décembre. — Ulrick-Antoine comte de Hoensbroeck, seigneur d'Oest et de Fouron-le-Comte, renonce à la cession lui faite par J. de Trips et Guillaume-Henri de Trips au profit du dit Guillaume-Henri de Trips (*Reg.*, n° 68, fol. 132).

1714, 20 février. — François-Michel de Trips et le baron Guillaume-Henri de Trips, seigneur de Crapoel, vendent le fief au chevalier Pierre Winckels, époux d'Isabelle-Josèphe de Lepper (*Reg.*, n° 68, fol. 171 v°).

1714, 21 février. — Le chevalier Pierre de Winckel relève le domaine d'Altenbroeck, acheté le jour précédent (*Reg.*, n° 68, fol. 173 v°).

1731, 16 juin. — Henri Walpot, mayeur de Noorbeek, au nom de J.-H. de Winckel, seigneur de Noorbeek, et de P. de Winckel, greffier du souverain Conseil du pays de Gueldre, son cousin, fait relief ensuite du décès du chevalier de Winckel, père du dit J.-H. de Winckel (*Reg.*, n° 69, fol. 68).

1740, 23 novembre. — Pierre-Charles-Ernest de Weide, échevin du ban de Herve, et Jean-Henri de Winckel, chanoine d'Essen, vendent le fief à Jacques-Erard de Foulon, baron du Saint-Empire, seigneur de Kessel et de Veldtweselt (*Reg.*, n° 69, fol. 109 v°).

1744, 15 mai. — Le baron de Foulon relève, en suite de son achat fait aux héritiers de feu Pierre de Winckel (*Reg.*, n° 69, fol. 114).

1750, 23 novembre. — Le chevalier de Bibari relève au nom des enfants orphelins de son beau-frère le baron de Foulon (*Reg.*, n° 69, fol. 142).

1754, 12 octobre. — Le chevalier Jean-Lambert de Fassin déclare devant la cour féodale être propriétaire de la cense d'Altenbroeck avec le moulin et environ nonante-cinq bonniers, le tout provenant de sa femme Claire-Louise, fille du baron de Foulon (*Reg.*, n° 73).

1782, 15 octobre. — Jean-Lambert de Fassin, de Fechier, conseiller de Son Altesse le prince de Liège, donne en location *le château* et ferme d'Altenbroeck à Pierre-Léonard de Schirvel, avocat, époux de sa fille Marie-Claire-Elisabeth de Fassin d'Altenbroeck (*Reg.*, n° 71).

1790, 20 mars. — Le même cède à son gendre et à sa fille le domaine en pleine propriété (*Reg.*, n° 71).

OBSERVATIONS.

La famille *Holzet dit Oest* est ainsi qualifiée parce qu'elle possédait le château d'Oest, près d'Eysden; elle ne jouissait pas d'ailleurs des droits seigneuriaux dans cette localité.

Le personnage le plus ancien de cette lignée, que nous connaissons, est Jean de Holzet, qui fut témoin, le 11 septembre 1422, à l'acte de délimitation des seigneuries de Breust et de Moulant (1). Il fut vraisemblablement le père d'un autre Jean de Holzet, seigneur à Oest, mayeur de Breust en 1461 et qui avait épousé Jeanne de Heinsberg, fille naturelle de Jean de Heinsberg-Looz. Cette dame mourut en 1480, après avoir été remariée à Renard de Neufchâteau, dont elle n'eut pas d'héritier (2). De son premier mariage, elle eut :

1° Jean de Holset, qui suivra sous *A* ;

2° Henri de Holset, cité avec son frère en 1493, comme fils de feu Jean de Holset.

A. Jean de Holset, seigneur à Oest, mayeur de Breust en 1493 et de Heugem en 1511, épousa Marguerite d'Altenbroeck (3), fille de Henri Meelcop d'Altenbroeck et de N. de Waelhoven et eut quatre enfants :

1° Jean de Holzet, qui suivra sous *B* ;

(1) SCHOONBROODT, *Inventaire des chartes du chapitre de Saint-Martin*, n° 403.

(2) *Ibidem*, n° 607 et *Bulletin de la Commission royale d'histoire*, 3^e série, t. II.

(3) *Cour de Richelle*, reg. n° 7, fol. 74.

2° Henri de Holzet, dit Oest, qui suivra sous C;

3° Jeanne de Holzet, dit Oest, qui épousa Jean d'Eynatten, seigneur d'Obsinnich;

4° Christophe de Holzet, dit Oest, qui suivra sous D.

B. Jean de Holzet, seigneur à Oest, épousa Marguerite d'Eynatten. Le 9 novembre 1545, il constitua une rente de 10 florins à l'abbaye noble de Sinnich où sa fille Marie était religieuse. Il laissa quatre enfants :

1° Agnès de Holzet, dame à Oest, épouse de Jean van den Bergh dit Trips, morte en 1593;

2° Anne de Holzet, dit Oest, épouse de Waleran Goltstein, sire de Breyll. Elle mourut le 30 juin 1609;

3° Marie de Holzet, dit Oest, religieuse à Sinnich, décédée le 24 août 1579;

4° Catherine de Holzet, dit Oest, élue abbesse de Sinnich le 9 janvier 1602, décédée le 24 décembre 1610 (1).

C. Henri de Holzet, dit Oest, qui releva le fief d'Altenbroeck en 1517 par décès de son père, était mayeur de Heugem en 1539. Il épousa Marie d'Eynatten et mourut en 1545, année où son frère Christophe releva au nom de ses enfants mineurs le fief de Kemmenade devant la cour féodale de Fauquemont. Henri de Holzet laissa un fils et deux filles :

1° Henri de Holzet, dit Oest, décédé en 1571, laissant un fils aussi du nom de Henri, mort avant 1629 et qu'Anne de Holzet qualifie son neveu dans le relief d'Altenbroeck, cité plus haut;

2° Anne de Holzet, dit Oest, dame de Geleen, décédée en 1637;

3° Marie de Holzet, dit Oest, qui épousa Renier de Hulsberg dit Schaloen.

D. Christophe de Holzet, dit Oest, épousa Barbe Colen et mourut en janvier 1563. Il fut enterré dans l'église de Breust, où l'on voyait autrefois sa pierre tombale, ornée de quatre quartiers : *Holzet* et *Altenbroeck*, *Colen* et *Nopis*. Son épouse mourut en 1593. Ils laissèrent plusieurs enfants, entre autres : Winand de Holzet, dit Oest, qui releva Altenbroeck en 1563 et mourut sans postérité.

La famille de Holzet portait pour armoiries : *d'argent à la croix dentelée de sable*.

(1) D. BROUWERS, *Histoire du chapitre noble de Sinnich*, charte 121.

LE FIEF DE BENSTENRAEDT.

1314. — Henri Cocart tient six bonniers de terre à Fouron et une rente annuelle de trente-six mesures de blé (*Gal.*, p. 96).

1355. — Dame Ysabeau, femme de Henri Cocorde, tient neuf bonniers de terre, dont six à Fouron et trois à Aubel (*Stoot*, fol. 79).

1375. — Arnould, fils de Wiro de Haseur, relève au nom de sa femme Catherine, fille de Henri Cockart (*Specht*, fol. 283).

1405, environ. — Arnold de Bensenrode fait relief pour lui et ses copartageants (*Specht*, fol. 283).

1430, environ. — Bertolf de Bensenrode, dit Butsken, fils d'Arnold de Bensenrode, relève (*Specht*, fol. 283).

1499, 20 décembre. — Bertrand dit Buytze, fils de Jean de Bensenraede, tient le dit fief qui lui provient de son grand-père Bertrand Buytze de Bensenraede (*Br.*, n° 573).

1648, 6 août. — Anne Hoen, veuve de Jean Speize, seigneur d'Erestein, déclare posséder un fief de trois et demi bonniers dans la hauteur de Fouron (*Reg.*, n° 27, fol. 10).

1659, 16 octobre. — François-Ernest d'Alsteren fait au nom de sa femme relief d'un plein fief gisant *en la Beek* à Fouron et provenant de la cense de feu Bensenrade (*Reg.*, n° 3, fol. 156 v°).

1662, 29 août. — Jamin de Sayve, fermier de la Moinerie à Warsage, fait relief de quatre bonniers de terre situés en la *Beek* à Fouron, ensuite de la vente que lui en a faite Ernest d'Alsteren (*Reg.*, n° 3, fol. 195 v°).

1679, 16 février. — Guillaume de Saive relève le grand fief, dit de Benstenraede à Fouron (*Br.*, n° 13148, fol. 4).

1699, 8 août. — Jacques Wadeleux, mayeur de

Richelle, au nom de Christophe de Corswarem, relève par décès de Guillaume de Saive, mayeur de Richelle (*Reg.*, n° 68, fol. 78).

1752, 30 novembre. — Frédéric de Corswarem, ensuite du décès de Christophe-Guillaume de Corswarem, relève trois et demi bonniers de terre, dits le grand fief de Benstenraed à Fouron, situés proche de la chapelle Sainte-Anne (*Reg.*, n° 69, fol. 165).

1753. — Le sieur Wadeux, greffier de l'Etat du pays de Dalhem, déclare tant pour lui que pour Frédéric de Corswarem et les demoiselles de Saive, être possesseur du dit fief, provenant de la succession de leurs ancêtres (*Reg.*, n° 73).

1758, 14 octobre. — Pierre de Fawe, de Berneau, fait relief du fief, au nom de son neveu Jean de Fawe, fils de Jean, ensuite de la vente lui faite le 19 septembre précédent par Frédéric de Corswarem et consorts.

OBSERVATIONS.

1. La famille de Benstenraedt possédait deux fiefs relevant de la cour féodale de Dalhem; le second était une ferme située à Bombaye; nous en parlerons plus loin et nous donnerons alors quelques notes sur cette ancienne lignée.

2. Jamin de Saive, qui acquit le fief ci-dessus, avait épousé Marie Wilmar. Leur fille Catherine de Saive épousa, vers 1650, Lambert de Xhenemont. De ce mariage naquit Anne de Xhenemont qui en 1677 épousa Thomas de Corswarem, père de Christophe, qui fit relief, en 1699, à la suite du décès de Guillaume de Saive, son grand-oncle.

LES COURS FONCIÈRES DE BERG ET DE MARS.

1375. — Eustache, fils d'Arnold de Fouron, tient six bonniers de terre, 8 sous et 9 capons de rente annuelle et une cour foncière (*Br.*, n° 568, fol. 3 v°).

1405. — Arnold de Fouron relève la cour et quatre bonniers après le décès de son père Bauduin de Fouron (*Br.*, n° 572).

1455. — Relief à la suite du décès de Jean Wercken (*Br.*, n° 5727).

1493. — Jaspar de Fouron relève par décès de son père Werkens de Fouron (*Br.*, n° 13146, fol. 306).

1500. — Jaspar Werkens, de Fouron, déclare qu'il tient en fief onze bonniers, une motte avec étang, une cour foncière à Fouron et une autre dite de *Berghe*; lesquels biens lui viennent de feu son père Jean Werkens (*Br.*, n° 573).

1543. — Jacques Ratlo, de Limbourg, relève deux petites cours foncières: l'une dite de *Berg*, l'autre *op ten Berch* (*Br.*, n° 13146, fol. 656).

1605, 24 octobre. — Wynant Robert relève pour son père Nicolas Robert (*Reg.*, n° 2, fol. 40 v°).

1607, 24 octobre. — Nicolas Robert, gendre de feu Thierry Blancteste et, en cette qualité seigneur foncier des cours de Berg et Mars, prie la cour féodale de réformer ces deux cours, comme elle a réformé, il y a quelque temps, les trois cours de Warsage, et de décider que les séances n'y auront plus lieu les dimanches, mais un jour de la semaine et qu'il lui soit permis de nommer sept personnes pour composer ces cours. La demande est accordée le 12 janvier 1608 (*Reg.*, n° 2, fol. 41).

1664, 24 janvier. — Thierry, fils de Thierry Robert, fait relief (*Reg.*, 3, fol. 217).

1687, 21 juillet. — Le major Gipson relève (*Br.*, n° 13148, fol. 6).

1734, 17 août. — François-Guillaume de Colyn, seigneur de Beusdal et de Fouron-le-Comte relève, en vertu de l'ordre donné au lieutenant des fiefs par la Chambre des comptes de Bruxelles, après poursuites exercées pour défaut de relief contre les représentants de N. Gipson, dernier relevant (*Reg.*, n° 69, fol. 78 v°).

1755, 5 décembre. — Guillaume comte de Geloës, seigneur de Fouron, lieutenant des fiefs de la salle de Curange, fait relief (*Reg.*, n° 70).

1761, 31 mars. — Le haut drossart Franquinet expose à la Chambre des comptes de Bruxelles que la cour foncière de Berg et de Mars ayant été saisie en 1728 faute de relief et adjudgée à Sa Majesté, le seigneur de Fouron *nomine uxoris*, en fit le reclain comme bien *vaquant et laguant* et fut par ordre de la Chambre des comptes du 22 décembre 1733, admis au relief. Le haut drossart expose, en outre, que lors des diverses cessions et transports de la terre de Fouron, arrivés depuis ce relief, le fief en question qui ne donne aucun revenu, n'a pas été relevé autant de fois que la dite terre de Fouron et a été de nouveau saisi par Sa Majesté. Comme conséquence, le dit haut drossart demande à être admis à payer les reliefs arriérés et à être déclaré adjudicataire du fief, ce qui lui est accordé (*Reg.*, n° 70).

1763, 1^{er} septembre. — A.-J. de Frankinet, haut drossart du pays de Dalhem, fait relief en vertu de la cession lui faite par Sa Majesté, le 31 mars 1761 (*Reg.*, n° 73).

1791, 24 mai. — Jean-Guillaume de Gilissen, haut drossart du pays de Dalhem, relève comme héritier *ab intestat, uxoris nomine*, de feu Arnold-Joseph de Franquinet.

OBSERVATIONS.

1. Bauduin de Fouron dont il est question au relief de 1405 était fils d'Eustache, cité en 1375 (*Br.*, n° 568, fol. 2).

2. Les *Fouron*, les *Werkens* ou *Warckens* et les *Ratloe* nous paraissent ne faire qu'une seule et même famille. En effet, Jacques Ratloe fit en 1539 relief d'un fief, devant la cour féodale de Fauquemont, par suite du décès de son père Jaspar de Fouron, qui est le même que Jaspar Werkens, cité ci-dessus.

XXII LIVRES TOURNOIS SUR LE DOMAINE COMTAL A FOURON.

1314. — Renard de Witcheronpreit possède à Fouron la rente annuelle de xx livres que son frère Godefroid tenait avant lui (*Gal.*, p. 241).

1375. — Guillaume de Frepont tient en fief xv livres tournois sur les revenus du duc à Fouron (*Br.*, n° 568, fol. 1).

1405. — Gilles de Briamont tient le dit fief (*Br.*, n° 572).

1500. — Jean de Neufchâteau tient xx livres tournois sur les rentes et revenus du duc au ban de Fouron, qui lui proviennent de son père Jean et plus anciennement de ceux de Frepont et de Briamont (*Br.*, n° 573).

1512, 19 mars. — Balthasar Moer, dit van Walde, en qualité de mari de Marguerite de Neufchâteau, fait relief ensuite du décès de Jean de Neufchâteau (*Br.*, n° 13146, fol. 452).

1541. — Frambach de Gulpen, seigneur de Rosmel, Wodemont et Neufchâteau, tient le fief, comme successeur de son oncle Jean de Neufchâteau (*Duché de Limbourg*, n° 223).

1569, 21 avril. — André de Xhenemont, mayer de Bombaye, fondé de pouvoir de Marie de Waze, veuve d'Adolphe de Gulpen, seigneur de Neufchâteau, relève l'usufruit de xxii livres tournois sur le domaine du roi à Fouron, par décès de son mari, et Guillaume de Gulpen, seigneur de Wodémont, lieutenant du roi au duché de Limbourg, en relève la propriété par décès de son frère Adolphe de Gulpen (*Reg.*, n° 35, fol. 21).

LE MOULIN BANAL DE FOURON-LE-COMTE.

1314. — Jean Daipont (Davipont) tient la ferme de Scophem et le moulin banal au même lieu, que son père Ulric tenait avant lui (*Gal.*, p. 156).

1375. — Orris (Ulric) de Davipont tient le *ban* et le *by* d'un moulin à Scophem et trois journaux devant le vivier dit *Chantelayne* (*Specht*, fol. 286).

1405. — Willem Coene, cité homme de fief (*Br.*, n° 572).

1450. — Willem Coenens tient le moulin (*Br.*, n° 5727).

1464. — Relief ensuite du décès de Martin van der Hoesieren (*Br.*, n° 5727).

1566. — Myus (Bartholomé) Huesch de Limbourg, cité homme de fief (*Reg.*, n° 35, fol. 3).

1620, 22 juin. — Jean Moulingen, le jeune, mayeur de Dalhem, acquiert par voie d'échange les cinq huitièmes du moulin banal de Bartholomé Heuschen, échevin de Groenenberg, Balthasar Ruderer, son gendre, Mathias Breull et Pierre Meckens (*Reg.*, n° 35, fol. 24).

1641, 2 mai. — Adam Richelle relève (*Br.*, n° 13147, fol. 315).

1645, 18 mai. — Jean Moulingen, Pancrace Moulingen, Lambert Moulingen et Adam de Richelle, son beau-frère, vendent le fief à Thomas Mouchet, meunier de Berneau (*Br.*, n° 3, fol. 147).

1645, 6 octobre. — Gaspar Slyn, échevin de Fouron-le-Comte, opère le retrait linager contre Thomas Mouchet (*Reg.*, n° 3, fol. 149).

1648, 9 août. — Thomas Mouchet déclare posséder le fief (*Reg.*, n° 27, fol. 14).

1654, 17 octobre. — Thomas Mouchet relève (*Reg.*, n° 3, fol. 180).

1675, 30 octobre. — Thomas Mouchet, meunier de Fouron, par sa femme, relève le moulin avec trois journaux de pré (*Reg.*, n° 27, fol. 17).

1679, 27 février. — Le baron de Hoensbroeck relève le fief qu'il tient de Thomas Mouchet (*Br.*, n° 13148, fol. 4 v°).

1694, 18 janvier. — Le baron de Hoensbroeck relève (*Br.*, n° 13148, fol. 7).

1708, 18 octobre. — Antoine-Ulrick baron de Hoensbroeck, seigneur d'Oest et de Fouron, époux de Marie-Anne baronne de Lamargelle d'Eysden, vend le moulin à Lambert Elias et Jeanne Canto, son épouse (*Reg.*, n° 68, fol. 138).

1714, 17 décembre. — Guillaume-Bernard Vaesens, mayeur de Berneau, fondé de pouvoir de Jeanne Canto, veuve de feu Lambert Elias, relève le fief au nom de Nicolas Elias, son fils mineur (*Reg.*, n° 69, fol. 1).

1755, 26 septembre. — Jean-François Elias, chanoine de Saint-Servais à Maestricht, relève le moulin provenant de son feu père.

1775, 5 avril. — Jean-Henri-Charles de Latine relève en vertu du testament de son oncle, le chanoine François Elias.

OBSERVATIONS.

Il résulte d'un record du 28 avril 1599, rendu par la Haute Cour de Fouron-le-Comte, que le moulin de Bartholomé Huesch, de Limbourg, appelé le *Matheusmuelen*, avait été incendié et détruit par les ennemis du roi, qui occupaient Maestricht en février 1579 et qu'il était resté inoccupé jusqu'en 1586.

LA SEIGNEURIE HAUTAINÉ DE FOURON-LE-COMTE.

1626, 10 août. — Arnold de Lamargelle reçoit en engagère du fisc royal les droits seigneuriaux sur Fouron-le-Comte et *Warsage*.

1643, 27 avril. — Arnold baron de Lamargelle et d'Eysden, haut drossart du pays de Dalhem, fait relief en vertu de l'engagère susdite (*Reg.*, n° 3, fol. 130).

1666, 12 janvier. — Arnold baron de Lamargelle et d'Eysden, seigneur du chef banc de Fouron-le-Comte et Warsage, lieutenant des fiefs de Sa Majesté et drossart du comté de Dalhem, dans le but d'éteindre une rente de 270 florins brabant, due annuellement aux Jésuites de Maestricht, actuellement réfugiés à Tongres, vend à Barthélemy de Charneux, écuyer, la seigneurie de *Warsage* telle qu'il l'a acquise de Sa Majesté. Il s'engage à ne retirer la dite seigneurie des mains du dit de Charneux qu'au cas où Sa Majesté lui retirerait à lui-même celle de Fouron-le-Comte qui lui a été concédée en même temps que celle de Warsage. Dans cette occurrence, il rembourserait à Barthélemy

de Charneux la somme de 2,250 patacons payés par lui aux Jésuites.

1671, 11 mai. — La baronne de Bocholt fait relief (*Br.*, n° 13148, fol. 3).

1675, 19 octobre. — Antoine baron de Hoensbroeck relève (*Reg.*, n° 27, fol. 63).

1679, 27 février. — Le baron de Hoensbroeck relève (*Br.*, n° 13148, fol. 4).

1694, 18 janvier. — Le baron de Hoensbroeck relève (*Br.*, n° 13148, fol. 7).

1728, 23 août. — François-Guillaume baron de Colyn, seigneur de Beusdael et Sippenacken, époux de Catherine-Antoinette-Françoise-Amour, née comtesse de Hoensbroeck, tant pour sa femme que pour Isabelle-Adolphine-Rosalie comtesse de Hoensbroeck, relève le fief par suite du décès d'Antoine-Ulrick-Dominique-Hyacinthe comte de Hoensbroeck, père des dites dames (*Reg.*, n° 69, fol. 53).

1749, 28 avril. — Catherine-Antoinette comtesse de Hoensbroeck, dame d'Oest et Fouron-le-Comte, épouse du baron de Colyn, seigneur de Beusdael et Sippenacken, en considération des grands services lui rendus par le baron de Berghe de Trips, général de cavalerie et colonel d'un régiment de dragons au service des Etats-généraux, dans le temps qu'elle se trouvait abandonnée par son mari et délaissée à la discrétion des troupes qui, dans ces derniers temps de guerre, ravageaient le pays et étaient dispersées à l'entour de sa demeure, en considération aussi de l'acte de séparation de biens fait entre elle et son mari le 25 mars 1748, donne au dit baron de Berghe de Trips son château d'Oest avec la baronnie et seigneurie, ainsi que la seigneurie de Fouron-le-Comte, comme elle les a eus en partage avec sa sœur Isabelle-Adolphine comtesse de Hoensbroeck, épouse de Maur-Ferdinand comte de Geloës, seigneur d'Eysden, en date du 31 oc-

tobre 1729, à charge pour le dit baron de lui servir une rente viagère (*Reg.*, n° 69, fol. 130 v°).

1749, 5 mai. — Le baron de Berghe de Trips, général de cavalerie, relève en vertu de la donation ci-dessus (*Reg.*, n° 69, fol. 132).

1755, 5 décembre. — Guillaume comte de Geloës, stadholder de la noble salle de Curange, gentilhomme de la chambre de Son Altesse le cardinal duc de Bavière et prince de Liège, fait relief (*Reg.*, n° 70).

1756, 16 février. — A. baronne de Colyn, née de Hoensbroeck, relève en vertu d'un acte de rétrocession de la seigneurie du 19 décembre 1755 (*Reg.*, n° 70) (1).

1761, 18 décembre. — Son excellence le baron de Berghe de Trips ayant renoncé au droit d'usufruit lui réservé par l'acte du 19 décembre 1755, la baronne de Colyn transfère la seigneurie à son neveu Guillaume comte de Geloës, à charge pour lui de lui servir une rente viagère ; en conséquence le dit Guillaume de Geloës fait relief (*Reg.*, n° 70).

OBSERVATIONS.

1. Arnold de Lamargelle avait épousé Marguerite-Françoise de Bocholt. Il était fils de Jean de Lamargelle, seigneur d'Eysden et de Marie d'Amstenraedt, fille d'Arnold d'Amstenraedt, seigneur de Geleen et Eysden et d'Anne de Groesbeek.

2. Le dit Arnold de Lamargelle eut deux enfants : a) Arnold-Théodore de Lamargelle, seigneur d'Eysden, qui épousa Adolphe-Isabelle comtesse de Hoensbroeck-Geul et eut pour fille Marie-Anne de Lamargelle ; b) Marie-Alexandrine de Lamargelle qui épousa Antoine-Candide de Hoensbroeck ; de ce mariage naquit Ulrick-Antoine de Hoensbroeck qui épousa sa cousine germaine Marie-Anne de Lamargelle, décédée le 6 juin 1713.

LA FERME DE HOVE.

1314. — Gilles Toreel, de Berneau, tient trois et demi bonniers de terre entre Berneau et Fouron, ache-

(1) Voy. cet acte à l'article : *Oest*.

tés de Gérard de Fouron et sept autres achetés de Jean de Zanthen (*Gal.*, pp. 257 et 258).

1375. — Gerlic de Werst tient sept bonniers entre Berneau et Fouron, qu'il obtint de son beau-père feu Thoreal de Berneau, lorsqu'il épousa sa fille Jeanne (*Specht*, fol. 283 v°).

1375. — Geerlet fils de Gerlet de Werst tient un mambour avec huit bonniers à Fouron (*Specht*, fol. 283 v°).

1385, environ. — Jean Papelet tient les mêmes biens par achat (*Specht*, fol. 283 v°).

1405. — Jean de Reymerstoc, en qualité de mambour de sa femme, relève le bien dit de *Santen*, à Fouron, tenu précédemment par Jean Papelet de Werst (*Br.*, n° 572).

1440, environ. — Jean de Bentsenrode relève pour lui et les hoirs de feu Jean Thoreel (*Specht*, fol. 283 v°).

1566. — Henri Huyn d'Amstenraedt renouvelle le serment de fidélité féodale (*Reg.*, n° 35, fol. 3).

1572, 29 décembre. — Damoiselle Gertrude de Werst, veuve de feu Gérard de Hulsberg, dit Schaloen, tant pour elle que pour Catherine de Werst, sa sœur, veuve de damoiseau Goswin Passart, pour Jean, Pierre et Marie Cluth, frères et sœur, ainsi que pour Henri d'Eynatten, mari d'Aelyd de Werst, tous héritiers de Henri Huyn d'Amstenraedt, fait relief de la ferme dite *Ten Hove* à Fouron (*Reg.*, n° 35, fol. 32).

1585. — Damoiseau Clut et ses consorts relèvent (*Br.*, n° 13147, fol. 30 v°).

1620, 30 juin. — Frédéric d'Eynatten, sire de Gerdinghen, relève (*Reg.*, n° 35, fol. 25).

1642, 30 septembre. — Adolphe Collyn, sire de Beusdael, relève par décès de Frédéric d'Eynatten (*Reg.*, n° 3, fol. 129).

1663, 5 juillet. — Relief fait en vertu d'un acte du 16 août 1662, par lequel François-Henri de Bachum, seigneur de Hamme, agissant comme mambour de Marie de Vos, sa femme, a vendu à Mathieu Barchon,

échevin de Fouron-le-Comte et à Heyn Heynen la moitié de la ferme de Hof. L'autre moitié, dit l'acte, appartient à Colyn, sire de Beusdael. Quant à la part vendue, Marie de Vos la tenait de son père Jean Godart de Vos de Bronshem (*Reg.*, n° 3, fol. 201).

1691, 12 novembre. — Jean-Guillaume de Colyn, Heyn Heynen et les héritiers Barchon font relief (*Br.*, n° 13148, fol. 6 v°).

1724, 24 janvier. — François-Guillaume de Colyn, seigneur de Beusdael, relève une terre d'un bonnier seize verges, située à la chapelle *Sainte-Anne*, une autre d'un bonnier seize verges au *Corenhoff* et une troisième de quatorze verges *over de Beek*, le tout provenant de la ferme de Hof et constituant un grand fief relevé en 1670 par Adolphe de Colyn de Beusdael et vaquant actuellement par suite du décès du sire de Colyn, doyen de Notre-Dame, à Aix-la-Chapelle (*Reg.*, n° 69, fol. 31).

1749, 27 octobre. — Jean-Lambert Rigals, fils de Jean Rigals, de Fouron-le-Comte, relève au nom de son père les pièces de terre, mentionnées au relief précédent, qu'il a acquises du baron Colyn, seigneur de Beusdael, le 20 août précédent (*Reg.*, n° 69, fol. 136 v°).

1773, 14 juillet. — Les enfants de feu Jean Rigals relèvent (*Reg.*, n° 73).

OBSERVATIONS.

1. Le 26 mai 1598, damoiseau Jean Clut de Bronshem et son frère Pierre Clut firent devant la Haute Cour de Fouron-le-Comte relief des biens leur échus par le décès de leur oncle Henri d'Amstenraedt. Le 26 mai suivant, les mêmes vendirent chacun leur huitième de la ferme de Ten Hove à Jean Vos, époux de Marie Clut, leur sœur.

2. Par devant la même Cour, le damoiseau Jean Kunings, ensuite de la renonciation de sa mère Anne Kunings, vendit le 14 février 1598 le quart de la ferme de Hof à Jehan Vos et Marie, son épouse.

3. Henri Huyn d'Amstenraedt, qui possédait le fief en 1566,

était fils de Henri Huyn d'Amstenraedt, échevin de Maestricht et de Gertrude van den Veels. Il mourut célibataire, et ses biens passèrent à ses neveux.

Voici les noms de ses trois sœurs :

a) Mathilde Huyn d'Amstenraedt, épouse en premières nocés de Libert van Hulsberg dit Schaloen, et en secondes nocés de Wolter Hoen, seigneur de Hoensbroeck. Elle mourut sans héritier, avant son frère, après avoir testé le 7 juillet 1556 ;

b) Aleyde Huyn d'Amstenraedt, épouse d'Ulrich de Weerts, sire de Nieuwstad et Gerdingen. Nous en parlerons à l'article *Warsage*, où l'on trouvera leur descendance ;

c) Eva Huyn d'Amstenraedt, épouse de Pierre d'Ellerborn. Elle eut une fille Anne, qui devint la femme de Gérard van Eys dit Beusdael.

RENTE DE QUARANTE MUIDS D'ÉPEAUTRE.

1407, 28 avril. — Gertrude, sœur de Papletze de Werst, religieuse à Orienten, du consentement de damoiselle Baetze, sa sœur, épouse de Jean de Reymers-toc, constitue une rente de quarante muids d'épeautre sur ses biens de Fouron, en faveur d'André van den Hove (*Br.*, n° 573).

1464. — Relief par suite du décès de Gérard van den Hove (*Br.*, n° 5727).

1510, 1^{er} juillet. — André de Harsfelt relève par décès de son père Guillaume van den Hove (*Br.*, n° 13146, fol. 436).

1543. — Jean dit Holtmoelen relève par décès d'André van den Hove dit Carsfelt (*Br.*, n° 13146, fol. 656).

LA FERME DE SNAUWENBERG.

1314. — Gilles Toreel, de Berneau, tient quinze bonniers de terre avec les bâtiments, 13 sous et 6 capons de rente, le tout acquis de Jean de Fouron (*Gal.*, p. 43).

1375. — Gilles Thorel, de Berneau, tient quinze bonniers de terre avec les maisons qu'il acheta à Jehan de Foron : « *or ay trouvé en livre Jehan Stote que*

» Gilles Thorel de Oultre l'aiwe tient 15 bonniers en
» la paroisse de Borneken et de Liebeke qui estoient
» Conrart de Laitre, et ces biens ly donna Jehan de
» Watheren, de Berne. Depuis, est venu Adam de
» Saint-Martin et a relevé le fief de Borneken grand
» de 15 bonniers qui estoit à Conrard de Werst, et
» Gilles de Ese a aussi relevé des biens à Borneken »
(*Specht*, fol. 286 v°).

1375. — Gilles d'Eyse tient une court appelée Borneken avec quatorze bonniers, que Renier de Berneau, fils de Lysbet Gockel, de Fauquemont, tint après lui ensuite d'achat (*Specht*, fol. 285 v°) (1).

1375. — Renchon Torel, de Berneau, tient une rente de 40 sous acquise par son père Gilles Torel, de Clerembaud d'Auterive; il tient aussi une maison avec quinze bonniers situés à Fouron, que son père Gilles Torel acheta de Jean de Fouron (*Stoot*, fol. 79).

1405. — Renier, fils de Jean de Berneau, relève la ferme de Snauwenberg, par décès de son père (*Br.*, n° 572).

1473, 8 avril. — Marie, fille de Jean Toreels, relève par décès de son père (*Br.*, n° 13146, fol. 131).

1500, 8 juillet. — Marie Thoreils, de Berneau, veuve, tient de feu son père Jean Thoreils, la ferme de Snauwenberg (*Br.*, n° 573).

1513, 10 février. — Libert, fils naturel de Schaloen, relève comme mambour de sa femme, par décès des père et mère de celle-ci (*Br.*, n° 13146, fol. 464).

1564, 31 mai. — Guillaume de Ruyschenborch, mari de Marguerite de Gulpen, fille de feu Warnier de Gulpen, sire de la Rochette, Olne, etc, relève par décès du dit Warnier (*Reg.*, n° 35, fol. 12 v°).

1586-1589. — Jehan de Ruysschenberch relève par décès de son père Guillaume (*Br.*, n° 13147, fol. 46).

(1) Ce relief concerne la ferme de Borneken, près de Liebeke, dont les terres paraissent avoir été réunies dans la suite au fief de Snauwenberg, comme appartenant au même propriétaire.

1638, 22 janvier. — Adam Hannot, greffier du ban d'Olne, relève au nom d'Alexandre baron de Cortenbach, vicomte de Tervueren et Duitsborch, par décès de Jean de Ruyschenberg, son oncle (*Reg.*, n° 3, fol. 115).

1653, 14 janvier. — Sibille-Marie de Plettenberch, dame douairière de la Rochette, fait relief par décès de Jean de Ruyschenberg, son mari et d'Alexandre baron de Cortenbach, son neveu, protestant de tout dommage contre Edmond de Cortenbach, nouveau propriétaire, qui a négligé de faire relief (*Reg.*, n° 3, fol. 159).

1661, 26 février. — Edmond baron de Cortenbach, burgrave de Tervueren et Duysborch, maréchal du duché de Limbourg, seigneur de Helmont et la Rochette, relève par décès de Jean de Ruyschenberg et aussi en vertu de l'arrangement conclu, le 4 décembre 1659, avec Sibille-Marie de Plettenberg, douairière de la Rochette (*Reg.*, n° 3, fol. 193 v°).

1682, 14 mars. — La princesse de Gonzague relève la ferme de Snauwenberg (*Br.*, n° 13148, fol. 5 v°).

1688, 23 août. — Le comte d'Arbergh relève (*Br.*, n° 13148, fol. 6).

1706, 22 août. — Albert-Joseph comte d'Arbergh de Valengin et du Saint-Empire, baron des ville et terre de Helmont, comte de Peer, seigneur de la Rochette, vend la ferme à Jean-Baptiste Monix, écuyer (*Reg.*, n° 68, fol. 128).

1729, 28 juillet. — Jacques-Lorain de Monix, écuyer, au nom de Hubert-Conrard-Jean-Baptiste de Monix, son frère, relève par décès de Jean-Baptiste de Monix, leur père (*Reg.*, n° 69, fol. 59).

1753. — Conrard-Jean-Baptiste de Monix déclare posséder en plein fief la ferme de Snauwenberg, par succession de son père Jean-Baptiste de Monix (*Reg.*, n° 73).

1769, 10 septembre. — Jean-Pierre-Ferdinand de

Monix, frère du précédent, relève en vertu de partage (*Reg.*, n° 73).

1778, 15 juillet. — Jean-Baptiste-Jacques-Laurent-Hubert de Monix, fils mineur de Jean-Pierre-Ferdinand de Monix, relève par l'intermédiaire de sa mère, à la suite du décès de son père (*Reg.*, n° 70).

OBSERVATIONS.

1. La famille Thoreel de Berneau, une des plus considérables du comté de Dalhem, mérite d'attirer notre attention. D'après Hemricourt, Ulric de Bombaye épousa une fille d'Ameil de Lexhy, dit à l'œil (1). Ils eurent plusieurs enfants, dont l'un appelé Marteau de Bombaye, laissa quatre fils : 1° Coye de Berneau, qui suit ; 2° Ulric de Bombaye, dit de Caester, parce qu'il habitait dans le hameau d'Eysden, mourut sans enfant ; 3° Guillaume le Favereau, de Richelle ; 4° Arnould de Bombaye, dit fils de feu Marteau de Bombaye, dans un acte de relief qu'il fit le 7 juillet 1316 devant la cour féodale de Liège.

I. Coye de Berneau, dit aussi de Bombaye, qui en 1314 tenait en fief le moulin de Genestre à Trembleur, eut pour enfants :

a) Xhervel de Berneau, qui suit ;

b) Renard de la Vaux ;

c) Catherine, épousa Guillaume de Caester, ainsi nommé parce que son épouse avait recueilli ce fief dans la succession d'Ulric de Caester, son oncle ;

d) Ulric de Bombaye, fut avoué de Mortier ;

e) Jean de Bombaye, dont son frère Ulric releva à Liège, en 1358, un fief situé à Theux ;

f) Agnès, épousa Conrard de Sorozée, qui prit le nom de Bombaye et est la tige des Bombaye d'Andrimont ;

g) Une fille, qui épousa Conrard de Cortils, tige des avoués de Mortier.

II. Xhervel de Berneau est cité dans une charte de la collégiale de Saint-Denis à Liège du 14 juin 1321 ; il eut pour fils :

III. Gilles dit Thoreas de Berneau, cité avec son père dans la charte de 1321 ci-dessus ; le 24 avril 1325, il releva devant la cour

(1) Ulrick de Bombaye est cité comme fils d'Arnould de Bombaye, dans une charte de 1213, rapportée par ERNST, dans son *Histoire du Limbourg*, t. V, p. 316.

féodale de Liège, par décès de Catherine, sa tante paternelle, les biens qu'elle avait possédés à Caester. Il laissa :

a) Gilles Thoreel, qui suit sous IV ;

b) Renier de Berneau, qui peu après son mariage avec Ode de, releva, le 7 septembre 1330, le fief de Caester ;

c) Jean dit Skervea, qui vivait en 1355, et est, croyons-nous, la tige des Xhervels de Bombaye, dont nous aurons à nous occuper ;

d) Gérard de Berneau, dit de Blegny, qui suivra sous IV^{bis}.

IV. Gilles Thoreel de Berneau, est cité en 1355 avec son frère Jean Skervea, comme fils de Gilles Thorea d'Oultrelaiwe à Berneau, dans un acte par lequel ils prennent hypothèque sur les biens de Pierre de Chinville, châtelain de Herve, pour garantir le remboursement d'une somme de 20 petits florins (conf. notre *Histoire de la ville de Herve*, 2^e édition, p. 20). Gilles Thoreel de Berneau avait épousé Elisabeth Gockel, de Fauquemont, il eut pour fils :

V. Renier Thoreel de Berneau, sénéchal de Fauquemont en 1379 (charte de Saint-Lambert), grand mayeur de Maestricht, est qualifié fils de Gilles (et non de Jean, comme le dit Lefort) dans le relief de la ferme de Snauwenberg, que nous avons mentionné. Il mourut en 1392. Il avait épousé en premières noces Catherine de Brialmont, fille de Lambert Gaillard, de Chénée, dont il n'eut pas d'héritier.

De son second mariage, il eut :

1^o Jean Thoreel, qui suit ;

2^o Renier Thoreel, qui épousa Lutgarde de Cortils, fille de Gérard Waltgraef de Cortils, haut voué de Mortier, et d'Aelid de Fraipont.

VI. Jean Thoreel de Berneau, épousa Aelid van den Banhout, qui était déjà veuve en 1393, comme il ressort d'une charte de l'église Notre-Dame à Maestricht. Il laissa :

VII. Renier Thoreel de Berneau, épousa Catherine de Kerkem. Ils eurent :

1^o Jean Thoreel, qui suit ;

2^o Godefroid Thoreel, qui laissa trois fils : Jean, Waltgraef et Renier Thoreel, échevin de Gronsfeld, en 1478.

VIII. Jean Thoreel de Berneau, épousa par contrat de 1424 Catherine d'Eynatten, dame d'Eynatten et de Bombaye, fille d'Arnould-Mathillon d'Eynatten et de Catherine de Bombaye, dame de Bombaye. Ils n'eurent que deux filles :

1^o Marie Thoreel, dame de Berneau, épousa Libert de Hulsberg dit Schaloen, fils de Renier ;

2^o Anne Thoreel de Berneau, dame de Bombaye et Eynatten,

épousa Henri de Vlatten, chevalier, échanson héréditaire du duché de Juliers, qui, avec son fils Coene, fit devant la cour féodale de Dalhem, le 18 mai 1500, le relief de certaines propriétés situées à Aubel (*Br.*, n° 573).

Branche de Blegny.

IV^{bis}. Gérard de Berneau, dit de Blegny, fut seigneur à Blegny. Une charte du Val-Dieu du 9 avril 1359 nous atteste qu'il était alors décédé et que sa fille Catherine avait épousé Henri, fils de Gérard, avoué de la petite Goleppe. Il eut pour épouse Juette de Blegny, qui comparait en 1392 devant la cour féodale de Liège (*Reg.*, n° 44, fol. 99), avec ses deux fils qui suivent :

1° Gilles Thoreel, qui suit sous V^{bis};

2° Arnold de Blegny, époux de Catherine, sœur de Jean de Werst, comme il ressort d'un acte du 23 mars 1424, passé devant la cour de Trembleur (n° 5, fol. 2 v° et 10 v°). Il mourut sans postérité et ses biens retournèrent aux enfants de son frère, énumérés dans le même acte.

V^{bis}. Gilles Thoreel, cité au *Spechtboek* vers 1375 comme fils de Gherit de Blangis, c'est-à-dire Gérard de Blegny. Il eut plusieurs enfants : a) Gérard; b) Léonard; c) Jean; d) Arnold et e) Ponchon, qui suit :

VI^{bis}. Ponson Thoreel, qui fut seigneur à Blegny et mourut vers 1437, année où se fit le relief de sa succession. Il eut une fille N..., qui épousa André de Luxembourg-Bierset, dit de Blegny, seigneur de Hollogne-aux-Pierres. Ces derniers laissèrent une fille Marie, qui épousa Alexandre de Xhenemont, seigneur à Blegny, du chef de sa femme (1).

2. Jean-Pierre-Ferdinand de Monix ou Moninx, qui releva la ferme de Snauenberg en 1769, était fils de Jean-Baptiste de Moninx et de Marie-Anne de Berinsen, fille de Jacques de Berinsen, écuyer, colonel au service de Sa Majesté catholique et de Jeanne de Molens. Il épousa par contrat du 9 décembre 1760, Anne-Henriette-Françoise-Potentiana de Brien en de Geusselt, fille de Charles-Maximilien de Brien en, seigneur de Geusselt, Gulpen, etc., et de Thérèse-Françoise de Schwamberg, de Vienne en Autriche. Le dit contrat de mariage fut réalisé à la cour féodale de Dalhem, le 26 avril 1783, à la demande de l'épouse, devenue veuve et remariée au chevalier de Borde, lieutenant-colonel au service des Etats Généraux des Provinces-Unies (*Reg.*, n° 71).

(1) *Cour de Trembleur*, n° 4, fol. 45 v°.

LE WECHGELT OU DROIT DE PÉAGE
AU PAYS DE DALHEM.

1405. — Gielis van den Wynhuse tient vingt bonniers près de Fouron et les droits de tonlieu et de *Wegegelt*, qui en dépendent (*Br.*, n° 572).

1410, environ. — Nicolas van den Wynhuse tient le même fief (*Br.*, n° 572).

1513, 18 avril. — Bauduin de Messche relève l'héritage de ses père et mère (*Br.*, n° 13146, fol. 463).

1540-1543. — Philippe de Messche relève le *Weggeld* du pays de Dalhem, ensuite du décès de son père Colyn de Messche (*Br.*, n° 13146, fol. 628).

1548-1551. — Gilles Clynens, de Messche, relève par décès de son frère Philippe de Messche (*Br.*, n° 13146, fol. 703).

1626, 15 juillet. — Robert de Draeck relève en vertu du transfert lui fait par Clynens et Agnès, fils et fille de feu Gilles Clynens de Messche (*Reg.*, n° 3, fol. 59).

II.

COMMUNE DE FOURON-SAINT-MARTIN.

SEIGNEURIE HAUTAIN DE FOURON-S^t-MARTIN.

1626, 7 août. — M^{me} d'Imstenraedt reçoit la seigneurie en engagère de Sa Majesté.

1643, 6 décembre. — Jean-Adolphe d'Imstenraedt, seigneur de Mheer, relève en vertu de l'engagère (*Reg.*, n° 3, fol. 136 v°).

1675, 29 octobre. — Christine-Sophie baronne d'Imstenraedt, née baronne de Loë, fait relief de la seigneurie en vertu de la vente que lui en a faite Sa Majesté (*Reg.*, n° 27, fol. 12 v°).

1709, 19 juillet. — Gérard Nicolaï, maître d'Aubel, relève au nom de Jean-Adolphe baron de Loë et de Wissen, par suite du décès de son père (*Reg.*, n° 68, fol. 155).

1744, 15 juin. — Balthasar de Prez, maître de Mheer, relève pour François-Charles baron de Loë, chanoine de la cathédrale de Munster, seigneur de Wissen et d'Aubel, par décès de son frère Jean-Adolphe baron de Loë, décédé le 19 juin 1743 (*Reg.*, n° 69, fol. 114 v°).

1753. — François-Charles baron de Loë, seigneur de Wissen, Mheer, etc., déclare posséder la haute seigneurie de Fouron-Saint-Martin (*Reg.*, n° 73).

1788, 8 octobre. — Edmond-Assuère baron de Loë-Imstenraedt fait relief (*Reg.*, n° 71).

OBSERVATIONS.

La moyenne et basse seigneurie de Fouron-Saint-Martin relevait en fief de la cour féodale de Fauquemont.

Pour être complet, nous donnerons ici d'après Jos. Habets, *De Leenen van Valkenburg*, les reliefs faits devant cette cour :

1381. — Henri, sire de Gronsveld.

1537. — Jean de Bronchorst et de Batenburch, baron de Gronsveld et de Rimbours.

1560, 4 mars. — Guillaume de Bronchorst, par décès de son frère Jean.

1563. — Agnès de Bilandt, veuve de Guillaume de Bronchorst, au nom de son fils Joost.

1589, 25 novembre. — Jean comte de Gronsveld, par décès de Joost de Bronchorst, son frère.

1617, 28 novembre. — Joost-Maximilien de Gronsveld, après la mort de son père Jean.

1623, 11 janvier. — Jean-Adolphe d'Imstenraedt, seigneur de Mheer.

1669, 28 janvier. — Marie-Barbe van Bongard, née Nesselrode, dame à Heyden, fait relief au nom de son fils Charles-Lothaire-Melchior-Adam van Bongard.

1708, 15 novembre. — Jean-Adolphe baron de Loë.

1743, 19 juin. — François-Charles baron de Loë, chanoine d'Aix-la-Chapelle.

LE FIEF DIT BREVILLE.

1480. — Relief du fief par décès de Mors, de Gronsveld (*Br.*, n° 13146, fol. 221).

1500. — Coen Moers déclare être en possession du fief qui lui est échu par succession de son père Jean Moers de Gronsveld (*Br.*, fol. 573).

1568, 1^{er} avril. — Marie van Heze, veuve de Lambert Mors, actuellement épouse de damoiseau Guillaume Schindolff dit Buyr, donne onze verges de pré prises hors du grand fief *in den Broeck*, et venant de son premier mari à son fils Wynant, né de son premier mariage (*Reg.*, n° 35, fol. 18 v°).

1610, 5 juillet. — Lambert Houffen, tant pour lui que pour les enfants de feu Catherine Houffen sa sœur, damoiseau Lambert Buyren, de Fouron-Saint-Martin, Piron Rondach son beau-frère, damoiseau Bartholomé Kemeche et damoiseau Jean d'Elven, fondé de pouvoir de son père Renier d'Elven, seigneur foncier de Moulant, époux de Marie Buren *d'une part* et Wynant d'Empstenraede, seigneur de Mheer, *d'autre part*. Les premiers comparants déclarent approuver la cession faite au second, le 23 janvier 1581, par damoiselle Marie van der Houven et Piron Rondach, époux de Catherine Buren, de 12 1/2 arpents de pré, sis à Broeck (*Reg.*, n° 2, fol. 48 v°).

1625, 5 juin. — Barthélemy Kemeche agissant pour son fils aîné Thomas Kemeche et pour Adam d'Elven et ses sœurs, tous héritiers de feu Lambert Buren, de Fouron-Saint-Martin, relève quinze verges de pré à Ottegraven (*Reg.*, n° 3, fol. 43 v°).

1626, 3 juin. — Damoiseau Barthélemy Kemeche, au nom de son fils aîné Thomas de Kemeche relève, comme un grand fief, la moitié d'une maison et d'un jardin, sis à Fouron-Saint-Martin, lui échue par décès de Lambert de Buren et déclare que l'autre moitié appartient à Adam d'Elven et ses trois sœurs Jeanne, Christine et Ailis d'Elven, également héritiers de Lambert de Buren (*Reg.*, n° 3, fol. 58).

1636, 23 juin. — Jeanne d'Elven relève la maison

et les biens de feu Barthélemy Kemeche, son mari (*Br.*, n° 13147, fol. 313).

1679, 3 juillet. — Le baron de Loë relève le grand fief de Breville (*Br.*, n° 13148, fol. 4 v°).

1709, 19 juillet. — Gérard Nicolai, mayeur d'Aubel, relève au nom de Jean-Adolphe baron de Loë, à la suite du décès de son père, la maison et les biens dits de Breville, anciennement Bueren *alias* Kemech, qui sont un grand fief (*Reg.*, n° 68, fol. 155).

1753, 22 mars. — Eugène-Arnold Fabritius, maieur de Mheer, au nom de Charles-François baron de Loë, seigneur de Wissen, Mheer, Aubel, Fouron-Saint-Martin, Conratsheim, Velhar, Isembroeck et Buffendorf, conseiller intime de Son Altesse palatine, relève la maison et biens de Beuren dit de Brivelle à Fouron-Saint-Martin (*Reg.*, n° 69, fol. 167 v°).

1788, 8 octobre. — Edmond-Assuère baron de Loë-Imstenraedt relève la maison de Breville, antérieurement Beuren (*Reg.*, n° 71).

OBSERVATIONS.

La famille de *Buren*, *Bueren*, *Buyren* dite aussi *Schendulff* de *Buyren*, est originaire de Haccourt.

I. Guillaume Schendulff de Bueren, mayeur de Haccourt en 1492 et chatelain d'Arenberg en 1507 (*Cour de Haccourt*, reg. 1505-1509, fol. 82), avait épousé Agnès *N.* Ils eurent :

II. Jean Schendulff de Bueren qui vivait à Haccourt en 1514, il épousa *N.* de Wever et eut :

III. Adam Schendulff dit Bueren demeurait aussi à Haccourt, il épousa Aelide de Croonenberg. De ce mariage, naquirent trois enfants :

a) Adam qui suivra sous IV ;

b) Thomas Schendulff de Bueren ;

c) Guillaume Schendul de Bueren, mayeur de Fouron-le-Comte en 1547, épousa Marguerite de Heeze, veuve de Lambert Mors. Ils eurent : 1° Anne, épouse de Barthélemy Kemexhe ; 2° Lambert Bueren décédé en célibat ; 3° Catherine, épouse de Pierre Rondach ; 4° Marie, épouse de Renier d'Elven, seigneur de Moulant.

IV. Adam de Bueren, seigneur de Petit-Rechain, épousa par contrat du 5 janvier 1559, Marie d'Autriche, petite-fille de l'empereur Maximilien. Ils eurent :

a) Jean, qui suit ;

b) Dorothée de Bueren, épouse de Jean de Ryckel, seigneur de Bulecom.

V. Jean de Bueren vivait à Haccourt en 1613, il épousa Barbe de Donceel et eut :

a) Georges, qui suit ;

b) Marie de Bueren épousa par contrat du 25 juin 1635 Edmond de Palant, seigneur d'Eben et Emael. Elle mourut le 4 août 1640 ;

c) Jeanne de Bueren épousa le 27 octobre 1647 François-Théodore de Blanckart, vicomte de Coelmont, seigneur de Guygoven.

VI. Georges de Bueren, seigneur d'Eben et Emael, décédé à Haccourt le 1^{er} septembre 1664, avait épousé Marie Pleyoulle, décédée le 7 mars 1674. Ils laissèrent :

a) Georges-François de Bueren, né le 13 juin 1658 à Emael ;

b) Marie-Marguerite, née le 29 juin 1655 ;

c) Marie-Gertrude, née le 20 avril 1660, décédée le 2 juin 1671.

LA FERME ET LA COUR FONCIÈRE DE BONGARDE.

1405. — Adam, fils d'Eustache van den Bongart, relève après la mort de son père la ferme et la cour situées à Fouron-Saint-Martin (*Br.*, n° 572).

1425. — Relief par décès de Huben de Fouron-Saint-Martin (*Br.*, n° 5726).

1492. — Wynant de Saint-Martin relève par décès de son père Adam de Saint-Martin (*Br.*, 13146, fol. 299).

1495. — Hubert Krans, comme mambour de sa femme, sœur de Wynant de Saint-Martin, relève par décès de celui-ci (*Br.*, n° 13146, fol. 321).

1500, 8 juillet. — Hubert Crants de Saint-Martin déclare tenir le fief, évalué à un revenu de cent muids ; il a quatre hommes de fief : Artoys de Kaldenberch, Jean van Heeze, Joest de Gulpen, Jean de Linsenich. Ce fief, dit-il, lui vient d'Adam de Saint-Martin, père

de sa femme, qui l'avait acquis de Steven de Leeck, en 1460 (*Br.*, n° 573).

1507, 8 avril. — La veuve de Hubert de Saint-Martin relève par décès de son mari, mort au service du prince (*Br.*, 13146, fol. 411).

1551 à 1554. — Wynant *de Vorstmeester* relève par décès d'Elsen de Fouron-Saint-Martin (*Br.*, 13146, fol. 727).

1566. — Wynant Puytgens renouvelle le serment de fidélité au roi (*Reg.*, n° 35, fol. 3 v°).

1574-1577. — Jean Puytgens relève par décès de son père (*Br.*, n° 13146, fol. 877).

1599, 9 novembre. — Henri Allart, Hubert Hangelstein et Antoine de Xhenemont, en qualité de mam-bour de Telsken Puytgens, vendent le fief à M^{sr} de Ringberghe (Rimbourg) (*Reg.*, n° 2, fol. 26).

1600, 28 mars. — Evrard Betzen, drossart de Gronsveld, au nom de Jean de Bronchorst, comte de Gronsveld, baron de Rimbourg, seigneur d'Alpen, fait relief en vertu du transport lui fait le 9 novembre 1599 (*Reg.*, n° 2, fol. 32).

1675, 10 novembre. — Jaspar Craesborn pour lui et ses consorts, relève les biens de Bongard comme un plein fief (*Reg.*, n° 27, fol. 33).

1679, 9 mai. — Les représentants Allart relèvent le grand fief de Bongard (*Br.*, n° 13148, fol. 4 v°).

1710, 24 novembre. — Gaspar delle Brassinne, Bernard Westphal, au nom des représentants Gaspar Craesborn, font relief (*Reg.*, n° 68, fol. 155).

1753. — François-Charles baron de Loë, seigneur de Wissen, Mheer, Fouron-Saint-Martin, etc., déclare être en possession de la cour foncière de Bongard, parvenue à ses prédécesseurs par achat fait en 1637 de Mathias Mutzenich ; il déclare en outre que le 10 novembre 1675, dans le temps où les Français occupaient le pays, Jaspar Craesborn, possesseur d'une partie des biens mouvant de cette cour foncière, avait abusive-

ment et par ignorance, fait relief des dits biens comme étant le grand et plein fief de Bongard (*Reg.*, n° 73).

1753, 15 septembre. — Eugène-Arnold Fabritius, mayeur de Mheer, relève la maison del Bongard avec douze bonniers provenant de son achat fait aux enfants de feu Jean Halleux, comme étant un grand et plein fief; il relève en outre, mais comme fondé de pouvoir du seigneur de Mheer, la *cour féodale* del Bongard, laquelle cour basse a été démembrée de la susdite maison et biens par M. Mutzenich et vendue par lui au seigneur de Mheer, le 8 août 1637 (*Reg.*, n° 69, fol. 182).

1793, 21 mai. — Jacques-Joseph Fabritius, mayeur de Fouron-Saint-Martin, relève pour lui la maison de Bongard avec les douze bonniers et pour compte du seigneur de Mheer la cour féodale de Bongard.

III.

COMMUNE D'AUBEL.

LA SEIGNEURIE HAUTAINÉ D'AUBEL.

1643, 30 mars. — Engagère par le roi de la haute seigneurie d'Aubel à Adolphe d'Imstenrade pour 6,500 florins. Deux ans plus tard, vente définitive au même pour 6,500 florins en plus.

1646, 6 décembre. — Jean-Adolphe d'Imstenrade, seigneur de Mheer, fait relief (*Reg.*, n° 3, fol. 136 v°).

1668, 5 juillet. — Winand de Rouveroy, mayeur d'Aubel et receveur de l'Etat du pays de Dalhem, relève au nom de Christine-Sophie baronne d'Imstenrade, dame douairière de Mheer, Aubel et Fouron-Saint-Martin, veuve de Jean-Adolphe baron d'Imstenrade et au nom de Philippe-Christophe baron de Loë, son neveu (*Reg.*, n° 68, fol. 44 v°).

1675, 29 octobre. — Philippe-Christophe baron de Loye (Loë), seigneur de Mheer, relève (*Reg.*, n° 27, fol. 12).

1709, 19 juillet. — Gérard Nicolaï, mayeur d'Aubel, relève pour Jean-Adolphe baron de Loë et de Wissen, ensuite du décès du père de celui-ci (*Reg.*, n° 68, fol. 155).

1744, 15 juin. — Balthasar de Prez, mayeur de Mheer, relève au nom de François-Charles baron de Loë, chanoine de Munster, seigneur de Wissen, Aubel et Fouron-Saint-Martin, ensuite du décès de son père Jean-Adolphe baron de Loë, décédé le 19 juin 1743 (*Reg.*, n° 69, fol. 114 v°).

1788, 8 octobre. — Edmond-Assuère baron de Loë-Imstenraedt, fait relief.

LE FIEF DE DOENRAEDE.

1314. — Godin Adelbosch tient un bonnier et une dime à Aubel (*Gal.*, p. 69).

1314. — Nicolas de Donrode tient cinq bonniers à Aubel (*Gal.*, p. 213).

1355. — Jean de Doenrode, fils de Fachyn de Doenrode, tient seize bonniers à Aubel et quatre à Fouron (*Stoot*, fol. 78 v°).

1355. — Zibrecht d'Altena tient huit bonniers à Saint-Jean-Sart et neuf bonniers de bois et de pré (*Stoot*, fol. 78 v°).

1366, 11 mars. — Goswin de Doenrode acquiert les biens de Zibrecht d'Altena (*Stoot*, fol. 78 v°).

1375. — Goswyn, fils de Jean de Doenrode, tient en outre les mêmes biens que son père en 1355 (*Specht*, fol. 291 v°).

1392, 4 septembre. — Fyen, fille de Zibrecht d'Altena, relève les biens provenant de son père en faveur de Gilles de Doenrode, fils de Goswin, qui tient aussi les seize bonniers à Aubel et les quatre bonniers à Fouron, provenant de son dit père et de Jean de Doenrode, son grand-père (*Specht*, fol. 291 v°). Il tient encore la dime à Aubel valant cinq muids que Godin Adelbosch tenait autrefois (*Br.*, n° 568, fol. 5 v°).

1405. — Gilles et Renier van Donraide, hommes de fiefs de Dalhem (*Br.*, n° 572).

1463. — Reliefs ensuite du décès de Gilles de Doenrode et de Fachin de Doenrode de fiefs non spécifiés (*Br.*, n° 5727).

1465. — Lamsoet de Doenrode, fils de Fassin, relève par décès de son père (*Br.*, n° 5727).

1500. — Adam de Duynraede, fils de Raes, tient divers bonniers à Aubel et le bien d'*Authenhoven* (Altena), évalué d'un revenu de huit muids (*Br.*, n° 573).

1500. — Gilles de Duynraede, oncle d'Adam ci-dessus, tient ensuite de l'acquisition faite par son grand-père à Tyelen d'Aubel le bien dit *Schepryhoff* (*Br.*, n° 573).

1543. — François de Donraedt, ensuite du décès de son père Gilles de Donraedt, relève comme un plein fief un demi-bonnier de pré à Aubel, deux bonniers à Saint-Jean-Sart, le quart d'une petite dime, le bien d'*Aldenhoven* (Altena), contenant dix bonniers et trois bonniers à Doenraedvelt (*Br.*, n° 13146, fol. 656).

1572, 30 novembre. — Jean de Belven, en qualité de mambour de Christine de Belderbusch, veuve de François de Doenraede, fait relief au nom de celle-ci et de ses enfants (*Reg.*, n° 35, fol. 19).

1617, 21 février. — Léonard de Housse, en sa qualité d'époux d'Agnès de Doenraede, fille de feu François de Doenraede, fait relief (*Reg.*, n° 35, fol. 22).

1636, 24 septembre. — Werard de Frongteau, fils de Guillaume de Frongteau, seigneur de Housse et d'Agnès de Doenraede, veuve de Léonard de Frongteau de Housse, relève la maison et la ferme de Doenraede, en vertu du testament de sa mère du 14 mars 1633 (*Reg.*, n° 3, fol. 94).

1660, 30 octobre. — Guillaume van der Heyden dit Belderbusch, échevin d'Aix-la-Chapelle, relève par décès de Wérard de Frongteau, le château et la

ferme de Doenraede, au ban d'Aubel (*Reg.*, n° 3, fol. 192).

1675, 5 novembre. — Léonard-Aloys de Belderbusch *alias* van der Heyden, seigneur de Montzen, déclare posséder à Aubel le plein fief de Doenraede, comprenant vingt bonniers douze verges (*Reg.*, n° 27, fol. 25).

1698, 15 mai. La douairière de feu van der Heyden dit Belderbusch, seigneur de Montzen, relève à la suite du décès de son mari (*Reg.*, n° 27, fol. 25).

1715, 31 janvier. — Vincent-Philippe-Antoine van der Heyden dit Belderbusch, seigneur de Montzen, relève le château et les biens de Doenraede par décès de sa mère (*Reg.*, n° 69, fol. 3).

1763. — Le baron de Belderbusch, seigneur de Montzen, déclare posséder le fief de Doenraede provenant de feu Léonard de Frongteau, écuyer, mais fait remarquer que le fief ne comprend plus les biens gisant à Saint-Jean-Sart qui ont été tirés hors du stock fief et ont passé à Léonard de Gulpen à *Aldenhoven* (Altena) (*Reg.*, n° 73).

1771, 17 juillet. — Maximilien-Guillaume van der Heyden dit Bilderbusch, relève par décès de Vincent-Philippe-Antoine baron de Belderbusch, son père (*Reg.*, n° 73).

1777, 22 janvier. — Charles-Léopold baron de Belderbusch, fils aîné de Maximilien-Guillaume, relève par décès de son père (*Reg.*, n° 73).

1786, 19 mars. — Charles-Léopold comte de Belderbusch, vend le fief à Corneil-Léonard Ernst, conseiller, receveur des Etats.

1787, 3 avril. — Charles-Léonard Ernst relève.

OBSERVATIONS.

Gilles de Doenraede, qui mourut en 1543, avait épousé Marguerite de Hoven ; il laissa entre autres enfants : 1° François de Doenraede, qui épousa Christine van der Heyden dit Belderbusch

et mourut en 1572. Le fief de Doenraede, proprement dit, passa dans sa descendance; 2^o Marguerite de Doenraede épousa Everard Bertolf de Belven. Elle eut dans sa part la partie du fief, située à Saint-Jean-Sart et appelée *Altena*, qui fut ainsi séparée du stock fief et devint un fief distinct.

LE CHATEAU D'ALTENA.

1595, 4 mars. — Partage des biens de Marguerite de Doenraede, veuve d'Everard Bertolf de Belven, entre ses deux enfants : Jean de Bertolf de Belven et Agnès de Bertolf de Belven, épouse de Léonard de Gulpen. Cette dernière obtient dans son lot le domaine d'Altena. Ce partage, réalisé le 14 août 1600 devant la cour féodale de Limbourg, fut fait du vivant et en présence de Marguerite de Doenraede (*Société d'art et d'histoire*, t. IX, p. 337).

1663, 12 janvier. — Léonard-Guillaume de Gulpen d'Altena, hypothèque au profit de Hubert-Joseph d'Or, la maison et les biens d'Altena (*Reg.*, n^o 68, fol. 8).

1664, 6 avril. — Léonard-Guillaume de Gulpen et Evrard-Laurent de Gulpen, tous deux fils d'Anne van Eys dit Beusdael, vendent à leur beau-frère Léonard-Philippert de Belgens, le château et la ferme d'*Aldenhoven* à *Gorchum* (Altena à Goirhez) (*Reg.*, n^o 68, fol. 13).

1665, 29 août. — Werner-Philippert de Belgens hypothèque le fief au profit de Hubert-Joseph d'Or (*Reg.*, n^o 68, fol. 34).

1666, 21 octobre. — Warnier-Philibert de Belgens déclare posséder au lieu dit Altena, ban d'Aubel, la maison et ferme d'Altena avec environ douze bonniers. Il déclare, en outre, que le fief contenait autrefois dix autres bonniers à la montagne de Saint-Jean-Sart, que ses prédécesseurs ont aliénés hors du dit fief et qui avaient été acquis en 1371 par Goswin de Doenraed de Sibrecht d'Altena (*Reg.*, n^o 68, fol. 19).

1675, 3 décembre. — Agnès-Marie-Françoise de Gulpen d'Altena, par son fils Philippe-Guillaume de

Belgens, relève le fief d'Altena lui échu par le décès de Léonard de Gulpen d'Altena, son père et autrement par partage et transaction entre ses frères, Evrard-Laurent de Gulpen et Léonard de Gulpen, ayant aussi le sieur Belgens, mari de la dite dame Agnès, renoncé aux biens de sa compagne (*Reg.*, n° 27, fol. 69).

1699, 14 juillet. — Maximilien-Théodore d'Or donne à Evrard de Fraipont, de Tilff, seigneur des Prez, son beau-frère, le château et les biens d'Altena, en considération de l'honneur qu'il a fait à sa famille, en épousant sa sœur. Quant à lui, étant sur le point de recevoir les ordres, il se propose d'aller vivre à Altena pour desservir la chapelle qu'on va y construire (*Reg.*, n° 69, fol. 38).

1717, 24 juillet. — Evrard-François baron de Fraipont, seigneur d'Altena et Jeanne-Thérèse d'Or, son épouse, donnent le fief en hypothèque à l'abbesse de Sainte-Anne à Aix-la-Chapelle, en garantie du remboursement de 800 écus (*Reg.*, 69, fol. 36 v°).

1721, 22 juillet. — Jeanne-Hélène-Thérèse de Dor d'Altena, douairière du baron de Fraipont d'Altena, concède une hypothèque à Meunas-Louise Woost, douairière de Fisenne, dame d'Awans, pour sûreté du remboursement d'une somme de 1,600 florins brabant (*Reg.*, n° 69, fol. 16 v°).

1723, 17 mars. — Henri-Mathias D'or, lieutenant réformé au service des Etats Généraux, demeurant à Altena, donne à la même dame hypothèque sur sa part, pour garantir 600 florins brabant (*Reg.*, n° 69, fol. 30).

1727, 31 mai. — Henri-Mathias D'or concède une hypothèque à Guillaume-Joseph Fabritius, mayeur d'Aubel, pour assurer le service d'une rente annuelle de 162 florins brabant (*Reg.*, n° 69, fol. 46 v°).

1733, 16 octobre. — Vente proclamatoire et adjudication du fief à Guillaume-Joseph Fabritius, mayeur d'Aubel (*Reg.*, n° 69, fol. 85 v°).

1744, 30 septembre. — Jean-Adolphe Fabritius,

chanoine de Fouron-Saint-Martin, relève au nom de sa mère Marie-Marguerite Eschwyler, veuve de Guillaume-Joseph Fabritius (*Reg.*, n° 69, fol. 115).

1749, 22 avril. — Eugène-Arnold Fabritius relève par décès de Marie-Marguerite Eschwyler, sa mère (*Reg.*, n° 69, fol. 129 v°).

1753. — Eugène-Arnold Fabritius, mayeur de Mheer, déclare posséder la maison d'Altena avec douze bonniers, en vertu du partage fait avec ses frères et sœurs (*Reg.*, n° 73).

1793, 6 mai. — Jacques-Joseph Fabritius, mayeur de Fouron-Saint-Martin, tant pour lui que pour son frère Jean-Baptiste, fait relief ensuite du décès d'Arnold-Eugène Fabritius, leur père (*Reg.*, n° 71).

IV.

COMMUNE DE BOMBAYE.

LA HAUTE SEIGNEURIE DE BOMBAYE.

1643, 27 mars. — Engagère de la seigneurie par le fisc à Thierry de Gulpen pour 6,300 florins.

1643, 6 décembre. — Thierry de Gulpen fait relief (*Reg.*, n° 3, fol. 136 v°).

1660, 4 septembre. — Théodore de Gulpen relève par décès de son père l'avouerie et la seigneurie de Bombaye (*Reg.*, n° 3, fol. 187).

1675, 29 octobre. — Walraf-Hyacinthe de Gulpen relève par décès de sa mère (*Reg.*, n° 27, fol. 51 v°).

1684, mars. — Jean-Théodat de Gulpen, de Berneau, déclare être en possession de la seigneurie (*Reg.*, n° 28, fol. 73).

1704, 22 juillet. — Le baron de Kerkem, haut drossart et lieutenant des fiefs du comté de Horn, seigneur de Grathem, fait relief pour sa femme Anne-Barbe de Gulpen (*Reg.*, n° 29, fol. 108).

1711, 20 janvier. — Jean-Guillaume baron de Kerc-

kem, seigneur de Grathem, Asse, etc., relève (*Reg.*, n° 29, fol. 108).

1770, 9 février. — M.-W. comte de Borchgrave, en qualité d'exécuteur testamentaire du comte de Kerckem, relève au nom de J.-B.-M.-P. comte de Borchgrave, neveu et héritier testamentaire du dit feu comte de Kerkem (*Reg.*, n° 30, fol. 102).

OBSERVATIONS.

Le chapitre de la collégiale de Notre-Dame à Aix-la-Chapelle était seigneur foncier de Bombaye. L'avouerie de Bombaye appartenait à la famille de ce nom. Gérard de Bombaye, fils d'Arnould, occupait cette charge dans la première moitié du XIII^e siècle. Son fils Gilles de Bombaye lui avait succédé en 1248. Ces avoués sont parfois qualifiés de seigneurs ; mais, en réalité, il n'y eut de vrais seigneurs laïques de Bombaye qu'après l'engagère qui en fut faite en 1643 par le souverain. Il est bien probable, contrairement à ce que nous en avons dit dans nos *Communes de la province de Liège*, que c'est à partir de cette époque que le seigneur laïque obtint le droit de nommer une partie des membres de la cour de justice.

LA FERME DE BENSTENRAEDT.

1375. — Gilles Thoreel, fils de Gherit de Blangis, tient par décès de son oncle Renier de Bombaye, environ dix bonniers dits *Chauffour* et une ferme située *op de poel* à Bombaye (*Specht*, fol. 290).

1385, environ. — Conrard de Bombaye tient neuf bonniers à Bombaye (*Br.*, n° 568, fol. 4).

1405. — Arnould van Binsenraide, cité homme de fief (*Br.*, n° 572, fol. 52).

1499, 20 décembre. — Bertrand Buytze, fils de Jean de Bensenraede, tient une ferme à Bombaye, provenant de Conrard de Bombaye (*Br.*, n° 573).

1510, 1^{er} juillet. — Dirick Walt, comme mari de sa femme, veuve de Boutschen de Benssenraide et au nom des enfants de celle-ci, relève un fief de neuf à dix bonniers à Bombaye (*Br.*, n° 13146, fol. 436).

1512, 21 octobre. — Hans Hack, mambour de la

veuve Dirick Walt et de ses enfants, relève par décès du dit Dirick Walt (*Br.*, n° 13146, fol. 451).

1551-1554. — Thierry Bensenrade, de Bombaye, relève neuf bonniers qui sont un grand fief, par décès de son père Bertrand de Bensenrade (*Br.*, n° 13146, fol. 727).

1566. — Thierry de Bensenrade renouvelle son serment de fidélité au souverain (*Reg.*, n° 35, fol. 3 v°).

1597, 6 novembre. — Catherine Wassenborch transporte à son neveu Guillaume Borremans les droits lui dévolus par le décès d'Arnould de Bensenraede, son mari et de Marguerite, leur fille (*Reg.*, n° 2, fol. 24 v°).

1601, 26 juin. — Catherine Bensenraedt, cousine germaine de feu Arnold de Bensenraedt, relève devant la cour censale de Bombaye, la moitié de la ferme lui succédée par le décès du dit Arnold, de Catherine Bourmans, son épouse et de leur enfant (*Cour de Bombaye*, reg. n° 6, fol. 65).

1601, 26 juin. — Marguerite de Ghemert déclare que son mambour Jean Woestenrade étant mort, elle en constitue un nouveau dans la personne d'Antoine de Xhenemont, mayeur de Bombaye. Celui-ci fait aussitôt le relief de l'usufruit de la dite dame, dans la ferme dite de *Bensenraede*, à Bombaye (*Reg.*, n° 2, fol. 34).

1639, 7 août. — Anna Hoen de Hoensbroeck, veuve de feu Spies, seigneur d'Erenstein, Kerckraede, etc., relève au nom d'Anne Spies, fille de feu Jean-Daniel Spies, fils de la dite dame (*Reg.*, n° 3, fol. 118).

1652, 16 octobre. — François-Ernest d'Alsteren, relève au nom de sa femme, un grand fief sis à Bombaye (*Br.*, n° 13147, fol. 412).

1662, 10 mars. — François-Ernest d'Alsteren vend la ferme de Bensenraedt à Collin Ruwet, son fermier, pour une somme de 18,000 florins (*Cour de Bombaye*, reg. n° 10, fol. 36 v°).

N. B. La ferme de Benstenraedt contenait environ cinquante bonniers, mais de ceux-ci une dizaine seule-

ment étaient de nature féodale. Une bonne partie de ces derniers avaient été aliénés à divers propriétaires, de sorte que l'acquéreur de la ferme n'eut plus à relever qu'un peu plus d'un bonnier, ne formant plus qu'un petit fief.

1679, 1^{er} février. — Nicolas Ruwet déclare détenir en fief neuf verges derrière la tombe, joignant aux terres de la cense de Bensenraedt, six verges sur la hauteur d'elle Beeck et six autres près du doyar pastoral (*Reg.*, n^o 29, fol. 109).

1684, 29 mars. — Nicolas Ruwet fait relief.

1704, 4 mars. — André Ruwet, relève par décès de Nicolas Ruwet, son père.

1713, 7 septembre. — Nicolas-Lambert Ruwet relève en vertu du testament de son frère André Ruwet.

1738, 29 décembre. — Nicolas Lorquet, neveu utérin de Nicolas-Lambert Ruwet, relève en vertu de la convention faite avec son dit oncle (*Reg.*, n^o 29, fol. 109).

1774, 12 septembre. — Jean-Guillaume Lorquet, fils de feu Nicolas Lorquet, relève pour lui, pour ses sœurs et pour son frère Jean-Nicolas Lorquet (*Reg.*, n^o 30, fol. 103).

OBSERVATIONS.

La famille de Benstenraedt (*Bensenrode, Buysenrode, Binchenrode, etc.*), est originaire du village de ce nom, situé près de Herlen, dans le Limbourg hollandais. Elle portait pour armoiries : de gueule à l'écusson d'argent, entouré de neuf coquilles d'or.

Le plus ancien personnage connu de cette lignée est Bertolphe de Benserode, qui se trouve cité dans une charte de l'abbaye du Val-Benoît de 1281. Toutefois, ce n'est qu'à partir de Jean de Binzenrode qui comparait comme témoin, en 1363, dans une charte donnée par son beau-frère Goswin de Heer, en faveur du couvent de Sinnich, que la descendance peut être établie d'une façon suivie. Ce Jean de Binzenrode paraît avoir eu deux fils, qui furent les chefs des deux branches principales de cette famille : celle de Bombaye et celle de Strucht.

Branche de Bombaye.

I. Arnold de Benstenraedt tenait en fief de la cour féodale de Fauquemont la ferme de Benstenraedt, en 1381. Le *Cartulaire du Val-Benoît* nous apprend qu'en 1405 il habitait à Bombaye où il possédait la ferme, sujet de cet article. Il eut un fils qui suit :

II. Bertrand ou Bertolf de Benstenraedt qui, d'après Jalheau, épousa Isabelle, fille de Jean, voué de Liers. C'est lui qui releva en 1430 le fief dit de Benstenraedt à Fouron. Il laissa deux fils :

a) Jean, qui suivra ;

b) Arnold de Benstenraedt, dit le jeune, qui releva à Fauquemont en 1443, la ferme de Benstenraedt, par décès de son père. Son fils Arnold de Benstenraedt releva le même fief en 1486 et Henri de Binsfeld, mari de sa petite-fille Elise de Benstenraedt, en fit autant en 1537.

III. Jean de Benstenraedt qui, d'après Jalheau, vivait avec son frère Arnöld en 1447, habitait à Bombaye. Il eut :

a) Bertrand, qui suivra ;

b) Marguerite de Benstenraedt, qui épousa Frédéric de Ryc-kelt, de Breust, décédé vers 1512, année où Marguerite est citée comme veuve.

IV. Bertrand de Benstenraedt, releva en 1499, la ferme de Bombaye à la cour féodale de Dalhem. Il mourut en 1510. Il eut :

a) Bertrand, qui suit ;

b) Jean, qui suivra sous V^{bis}.

V. Bertrand de Benstenraedt, épousa Gertrude Spie, il mourut le 10 novembre 1550, comme on peut le voir au nécrologe de l'abbaye Notre-Dame à Ruermonde. Gertrude Spie, sa femme, testa à Bombaye, le 24 février 1564. Ils laissèrent :

a) Engel de Benstenraedt, décédée le 2 février 1561, au témoignage du même nécrologe. Elle avait épousé Thierry Ruelle ;

b) Diderik ou Thierry de Benstenraedt, qui épousa Marguerite de Gemert. Il mourut avant 1579, année où sa femme, veuve, renonça à son droit d'usufruit sur une rente en faveur de sa fille Anne de Benstenraedt, qui vendit cette rente pour rembourser le prix de sa rançon, lors de la prise de Maestricht (*Cour de Bombaye*, reg. n° 5, fol. 18) ;

c) Arnold de Benstenraedt, qui épousa Catherine Bormans. De ce mariage naquit Marguerite de Benstenraedt, qui mourut sans avoir été mariée, avant 1601. Catherine Bormans, sa mère, avait épousé en secondes noces le damoiseau Jean de Heugen, dit Wassenborch.

V^{bis}. Jean de Benstenraedt, dit le vieux, échevin d'Aix, releva

en 1537 le fief de Krawinckel devant la cour féodale de Fauquemont et mourut avant 1544, laissant plusieurs enfants :

a) Lambert de Benstenraedt, qui releva le fief de Prikeniss à Fauquemont en 1544 et mourut en 1558;

b) Arnold de Benstenraedt, qui releva Prikeniss en 1558 et mourut en 1559;

c) Jean de Benstenraedt, dit le jeune, qui releva le même fief en 1559;

d) Elisabeth de Benstenraedt, épouse de Jean de Schwartzenberg, qui releva Krawinckel en 1544;

e) Catherine de Benstenraedt, qui épousa en premières noces Guillaume Hoen de Hoensbroeck, mort vers 1570 et en secondes noces N. Bocq. Elle hérita de la ferme de Bombaye, en sa qualité de cousine germaine d'Arnold et de Thierry de Benstenraedt. De son premier mariage, elle eut une fille Anne Hoen de Hoensbroeck, qui épousa Jean Spies, seigneur d'Einraedt et Erenstein, fils de Daniel Spies et de Catherine Huyn d'Amstenraedt. Le dit Jean Spies eut un fils, appelé Jean comme lui, qui fut capitaine au service de l'empire et mourut en 1631. Il laissa une fille qui épousa François-Ernest d'Alsteren, seigneur de Kerckem et Muysen, qui vendit la ferme de Bombaye en 1662 à Collin Ruwet.

Branche de Strucht.

I. Conrard de Benstenraedt, seigneur de Strucht en 1383, mourut en 1429 au pays de Fauquemont, ainsi que le porte l'acte de relief fait par son fils, devant la cour féodale de Dalhem pour un fief non désigné (*Br.*, n° 5726). Il eut :

a) Conrard, qui suit;

b) Léonard de Benstenraedt;

c) Elisabeth de Benstenraedt, religieuse à Saint-Gerlache, près de Maestricht;

II. Conrard de Benstenraedt, cité en 1447 et 1456, avec son frère et sa sœur dans deux chartes de l'abbaye de Saint-Gerlache. Il laissa :

III. Conrard de Benstenraedt, qui releva la seigneurie de Strucht, à Fauquemont, en 1484. De son mariage avec Marguerite de Goer, il eut :

IV. Antoine de Benstenraedt, seigneur de Strucht, qu'il releva en 1537, épousa Gertrude de Ryckelt et eut :

a) Jean, qui suit;

b) Une fille, qui épousa Jean de Woestenraedt, dont la mère était Marguerite de Ryckelt, fille de Frédéric et de Marguerite de Benstenraedt;

c) Jeanne de Benstenraedt, qui épousa André de Xhenemont, mateur de Bombaye, décédé en mai 1578.

V. Jean de Benstenraedt, seigneur de Strucht, qu'il releva le 27 novembre 1557, par suite du décès de son père, épousa Adrienne du Château de Slins. Ils eurent :

a) Jean de Benstenraedt, qui releva Strucht en 1587, épousa Marie d'Elderen, fille d'Arnould, dont il n'eut qu'une fille Marguerite-Françoise, née le 6 janvier 1619 et qui devint l'épouse de Nicolas Dormael ;

b) Anne-Marie de Benstenraedt, épouse de Mathias Cannart, qui testa à Strucht, le 20 janvier 1615 ;

c) Elisabeth de Benstenraedt ;

d) Guillaume, qui suit.

VI. Guillaume de Benstenraedt, seigneur de Strucht, épousa aussi une Marie d'Elderen ; il mourut avant 1623, laissant entre autres enfants Jean de Benstenraedt et sa sœur Marie, qui vendirent la seigneurie de Strucht, le 12 août 1623, à Pierre-Ernest de Groot.

PETITS FIEFS SITUÉS A BOMBAYE.

Nous lisons au *Spechtboek* que Henri, fils de Gilles de Weerst, tenait à Bombaye, vers 1375, quinze bonniers de terre, dix bonniers de pré et dix hommages qui avaient appartenu avant lui à Ulric, fils de Marteau de Bombaye.

Nous ne retrouvons plus dans la suite trace de ce fief important ; il est donc probable qu'il se sera fractionné en divers petits fiefs dont les suivants faisaient vraisemblablement partie.

1^o MAISON ET JARDIN A BOMBAYE ET PARTIE DU BOIS DE STROEVENBOSCH (1).

1637, 31 août. — Michel, fils de feu Jean de Sayve, fait relief (*Reg.*, n^o 3, fol. 105).

1675, 19 novembre. — Elisabeth le Wal, veuve de Michel de Saive, relève (*Reg.*, n^o 27, fol. 42).

(1) Le bois de Stroevenbosch est situé dans la commune de Fouron-Saint-Martin. Il constituait d'abord un fief important, mais qui fut dans la suite sujet à de nombreuses divisions. Au XVIII^e siècle, la famille Longnay en avait réuni de six à sept bonniers par achat et héritage.

1690, 18 avril. — Orban d'Odémont, bourgeois de Liège, fils de François d'Odémont, relève le fief provenant d'Elisabeth le Waelle, sa belle-mère (*Reg.*, n° 29, fol. 134).

1692, 26 janvier. — François d'Odémont, ancien bourgmestre de Visé, grand-père de Michel et Jeanne d'Odémont, enfants mineurs d'Orban d'Odémont et de Marguerite de Saive, fait relief au nom des dits enfants (*Reg.*, n° 29, fol. 134).

1693, 31 mars. — Franc André relève ensuite de son achat (*Reg.*, n° 29, fol. 134).

1730, 24 janvier. — Jean Franck, sous-greffier de Bombaye, relève ensuite du décès de son père Franc André (*Reg.*, n° 29, fol. 134).

1734, 29 janvier. — François Franck, greffier de Bombaye, relève pour lui et ses frères et sœurs, ensuite du décès de Jean Franck, leur père (*Reg.*, n° 29, fol. 135).

1772, 30 juin. — Jean-Jacques Franck, échevin et greffier de Bombaye, relève pour lui, son frère et ses sœurs, tous enfants de François Franck et d'Adélaïde Nolens (*Reg.*, n° 30, fol. 125).

2° MAISON, TERRE ET JARDIN.

1644, 2 mai. — Denis de Saive relève certaine maison avec bâtiments et jardins, sis à Bombaye et lui provenant de feu Eustache Xhervel (*Reg.*, n° 3, fol. 144).

1645, 7 septembre. — Jean, gendre de feu Jean de Sayve, relève un jardin de sept verges et demie, joignant à la part précédente.

1645, 7 septembre. — Christine, fille de feu Jean de Sayve, belle-sœur du précédent, relève une autre part de quatre verges.

1645, 7 septembre. — Else, fille de feu Jean de Sayve, relève également une autre part de quatre verges (*Reg.*, n° 3, fol. 149).

1648, 7 août. — Denis Coloise déclare être possesseur d'un fief comprenant une maison et environ deux bonniers, joignant les terres de Louis de Xhenemont (*Reg.*, n° 27, fol. 13).

1690. — Frambach Saive relève par l'intermédiaire de son frère Josse Saive (*Reg.*, n° 29, fol. 110).

1708, 27 novembre. — Marie Scrieck, veuve de Josse Saive, relève la moitié du fief provenant de feu Frambach Saive et l'autre moitié venant de son dit mari (*Reg.*, n° 29, fol. 110).

1731, 18 septembre. — Melchior Saive, fils de feu Josse Coloise de Saive et de Marie Scrieck, relève la moitié du fief; Guillaume Meuljan, gendre de feu Josse Coloise et de Marie Scrieck, relève l'autre moitié (*Reg.*, n° 29, fol. 110).

1744, 17 mars. — Melchior de Saive, petit-fils de Frambach de Saive, relève la moitié du fief en vertu de la donation lui faite par sa sœur Marie-Jeanne de Saive, veuve de Guillaume Meuljan (*Reg.*, n° 29, fol. 110).

1777, 21 octobre. — Nicolas Colpin relève le fief, lui vendu par Melchior de Saive (*Reg.*, n° 30, fol. 104).

1780, 8 septembre. — Jean-Baptiste de Doyard, mambour des quatre enfants mineurs de feu Nicolas Colpin et de Béatrice de Doyard, fait relief en leur nom (*Reg.*, n° 30, fol. 104).

3° LA FERME DITE DELLE NEUFSTAT.

1537, 5 février. — Guillaume, fils de feu Jean Xherveal, jadis mayer de Bombaye, transporte la part qui lui revient dans la ferme, dite *Neufstat*, à André, fils de Guillaume de Xhenemont, mayer de Bombaye (*Cour de Bombaye*, reg. 1, fol. 6 v°).

1637, 4 septembre. — André de Xhenemont, mayer de Bombaye, relève la maison et le jardin de feu son père (*Br.*, n° 13147, fol. 426 v°).

1648, 6 août. — Louis de Xhenemont déclare pos-

séder en fief les trois quarts de la maison et ferme qui appartenait jadis à Antoine de Xhenemont (*Reg.*, n° 27, fol. 4).

1648, 6 août. — A. de Xhenemont, mayeur de Bombaye, déclare tenir en petit fief le quart de la ferme, etc., qui appartenait à feu son père et joignant aux trois autres parts possédées par Louis de Xhenemont, son cousin (*Reg.*, n° 27, fol. 7 v°).

1654, 14 avril. — Guillaume de Xhenemont relève comme son frère a relevé avant lui (*Reg.*, n° 3, fol. 173 v°).

1675, 9 décembre. — Jean-Guillaume de Xhenemont relève la maison, jardin et houblonnière dits *Neustat* à Bombaye (*Reg.*, n° 27, fol. 67).

1679, 8 mars. — Jean-Guillaume et Louis de Xhenemont relèvent (*Reg.*, n° 27, fol. 75 v°).

1692. — Catherine, veuve de Jean-Guillaume de Xhenemont, relève la moitié du fief (*Reg.*, n° 29, fol. 143).

1694, 26 décembre. — Anne-Ida de Xhenemont, Gertrude-Isabelle de Xhenemont, Louis-François de Xhenemont, Catherine, fille d'Alexandre de Xhenemont et veuve de Jean-Guillaume de Xhenemont, enfants et belle-fille de feu Louis de Xhenemont, vendent le fief à Melchior Laixhay, qui fait relief le 29 mars suivant (*Reg.*, n° 5, fol. 102 et n° 29, fol. 143).

1727, 21 octobre. — Barthélemy Laixhay, fils de feu Melchior Laixhay, relève pour lui et ses frères François, Melchior et Jean (*Reg.*, n° 29, fol. 143).

1747, 30 mai. — Barthélemy Laixheu, mambour des enfants de feu Melchior Laixheu et de Catherine Magnée, relève la part du dit feu Melchior dans le fief (*Reg.*, n° 29, fol. 151).

1751, 16 février. — Simon Clerfays relève la moitié du fief, achetée par lui à Joseph Thiry, gendre de feu Melchior Laixhay (*Reg.*, n° 30, fol. 131).

1769, 10 juillet. — Henri-Mathias Laixhay relève

la part lui vendue par Barthélemy Laixhay, son oncle (*Reg.*, n° 30, fol. 131).

4° LA FERME DOBBELSTEIN.

1675, 29 octobre. — Jean de Charneux, major, relève (*Reg.*, n° 27, fol. 10 v°).

1679, 10 octobre. — Pierre de Charneux, Jean de Charneux, Maximilien-Henri de Charneux et Guillaume de Requilé, époux de Marguerite de Charneux, tous frères et sœurs, héritiers de Jean-Mathieu Vervier, leur grand-père, vendent à Adam Mercier la ferme dite Dobbelstein, acquise par le dit Vervier de Jean de Nivelles, époux de Marie Dobbelstein et de Léonard Dobbelstein, enfants de feu Jean Dobbelstein (*Reg.*, n° 5, fol. 26 v°).

1693, 9 mars. — Jean-Jacques Mercier relève une maison avec une verge de jardin, dite la cense de Dobbelstein, constituant sa part dans le fief, soit le sixième.

1694, 6 mars. — Jean-Jacques Mercier, chanoine de Notre-Dame à Maestricht, fils d'Adam Mercier, vend à Melchior Laixheu (*Reg.*, n° 5, fol. 94).

1694, 14 mai. — Servais-Guillaume de Haut-Regard, licencié en droit, bourgmestre de Herve opère le retrait lignager contre Melchior Laixheu. Le retrayant agissait en sa qualité de beau-frère de Jean-Jacques Mercier. Le 2 juin suivant, il vendit le fief à Anne-Marie de La Haye (*Reg.*, n° 5, fol. 95 v°).

1719, 7 novembre. — Antoine de La Haye relève au nom de Dieudonné-Joseph de La Haye, membre du Conseil provincial de Stavelot et d'Anne-Marie et Marie-Catherine, ses sœurs (*Reg.*, n° 29, fol. 144).

1737, 14 janvier. — Antoine de La Haye, époux de Marie-Jeanne Tilman, relève pour ses enfants (*Reg.*, n° 29, fol. 144 v°).

1766. — Daniel Franck relève ensuite du transport lui fait (*Reg.*, n° 30, fol. 128).

1772, 30 juin. — Daniel Franck relève (*Reg.*, n° 30, fol. 128 v°).

1780, 17 mars. — Louis-Gérard de la Motte, officier pensionné, fait relief (*Reg.*, n° 30, fol. 128 v°).

OBSERVATIONS.

Ces différents petits fiefs semblent avoir appartenu au XV^e siècle à la famille Xherveel de Bombaye, lignage important du comté de Dalhem, qui paraît avoir la même origine que les Thoreel, de Berneau, dont nous avons parlé plus haut. Xherveel ou Scherveal est le synonyme de Servais, mais ce prénom est devenu patronymique dans cette branche.

Oury ou Ulric Xherveel, de Bombaye, qui vivait vers 1450, épousa une fille de Wynand de Kettenis et eut neuf enfants, dont nous ne connaissons que cinq, à savoir : 1° Meye; 2° Barbe, qui épousa Alexandre de Xhenemont, dont les héritiers relevèrent les biens à la cour féodale de Dalhem en 1496; 3° Styn, qui épousa Renier dit Rysack d'Elven, seigneur de Moulant; 4° Jeanne, qui épousa Guillaume de Xhenemont, mayeur de Bombaye; 5° Jean Xherveel, mayeur de Bombaye, qui épousa la fille de Guillaume Thoreel de Bombaye et de Marie de Bertinghen.

Le dit Jean Xherveel eut pour fils Guillaume Xherveel, qui épousa Anne Hawea, fille de Richard Hawea, il vivait en 1537 et eut deux enfants : 1° Marie Xherveel, épouse de Josse Colloise de Saive, dont nous parlerons à l'article Warsage; 2° Eustache Xherveel, qui épousa Jeanne van der Haghen, fille de Servais, échevin de Vliermael et de Catherine Losson. Leur fils Henri-Guillaume Xherveel, de Bombaye, chanoine régulier aux Ecoliers de Liège, mourut le 13 juin 1674.

V.

COMMUNE DE BARCHON.

LA FERME DE BARCHON.

1314. — Colet d'Audemont tient une rente de cinquante muids d'épeautre à Fouron et à Barchon. Son fils Guillaume les tint après lui (*Gal.*, p. 28).

1375. — Arnould, fils de Guillaume de Weys, tient la ferme et les terres acquises par son père de Guillaume de Barchon, fils de Colette d'Audemont, « gisant en la

» poroche de Barchon et Lambusche, aisé fils du dit
» Guillaume de Weys, estoit presens où Ernol, son
» frère, en fiesit hommaige et le great et consentit, et
» tient la dite court entour XXI bonniers » (*Br.*, n° 568,
fol. 5 v°).

1422. — Relief par décès de Gilkin de Barchon
(*Br.*, n° 5726).

1451, 3 août. — Guillaume de Barchon relève une
part d'héritage lui provenant de sa femme (*Br.*, n° 5727).

1481. — Relief du fief de Barchon ensuite du décès
de Guillaume Gilkins de Barchon (*Br.*, n° 13146, fol.
227).

1512, 21 octobre. — Henri Helomont, mambour
des enfants mineurs de feu Guillaume de Barchon, tué
dans sa maison pour le service du prince, relève son
fief (*Br.*, n° 13146, fol. 452).

1570, 21 mars. — Damoiseau Ogier, fils de feu
Guillaume de Preit, dit de Barchon, à la suite du décès
de son père, relève pour lui et ses copartageants la
maison, cour, jardin et prairie de Barchon, avec envi-
ron trente-deux bonniers (*Reg.*, n° 35, fol. 24 v°).

1612, 2 octobre. — Thiry de Pré, dit de Barchon,
seigneur de Mianoye, relève par décès de son père
Ogier (*Reg.*, n° 35, fol. 21).

1639, 15 septembre. — Ogier de Pré, dit Barchon,
fait relief (*Reg.*, n° 3, fol. 119).

1650, 22 mai. — Tilman Salmis, mari d'Anne
Waillen, relève (*Br.*, n° 13147, fol. 339).

1675, 19 novembre. — Evrard de Voordt, seigneur
de Mianoye, relève (*Reg.*, n° 27, fol. 38).

1695, 20 janvier. — Anne-Marie de Prez, dame de
Mianoye, relève (*Br.*, n° 13148, fol. 7 v°).

1714, 9 octobre. — Philippe-Jacques Wadeux,
mayer de Richelle, au nom de Walter-Erard baron
de Mettecoven, seigneur d'Opleeuw, Mianoye, etc.,
relève, comme un grand et plein fief, la cens de Bar-
chon, avec environ vingt-un bonniers (*Reg.*, n° 69, fol. 2).

1717, 5 mai. — Walter-Erard baron de Mettecoven d'Opleeuw relève (*Reg.*, n° 69, fol. 6).

1753. — Le seigneur de Prez de Barchon déclare posséder la maison et cens de Barchon lui succédés par le décès de la baronne de Mettecoven (*Reg.*, n° 73).

1755, 23 juillet. — Thiry-Erard-Philibert-Thomas-Antoine baron de Prez de Barchon, relève ensuite du décès de son père Hubert-Joseph baron de Prez de Barchon, qui avait relevé le fief le 20 avril 1722 (*Reg.*, n° 70).

1794, 10 mars. — Louise-Josèphe dame de Flawinne, baronne de Prez de Barchon, douairière de Thierry-Erard-Philibert baron de Prez de Barchon, relève en qualité d'usufruitière des biens de feu son époux (*Reg.*, n° 71).

OBSERVATIONS.

Erard de Voordt devint propriétaire du fief de Barchon, ensuite de son mariage avec Anne-Marie de Prez de Barchon.

VI.

COMMUNE DE CADIER.

LA SEIGNEURIE HAUTAINÉ DE CADIER.

1681, 15 avril. — Jean-Joachim de Jacobi relève la haute, moyenne et basse justice de Cadier, ensuite de l'achat qu'il en a fait, le 23 décembre 1680, de Jean-Maximilien-Charles-Arnold comte de Hoensbroeck, Erpicum, Geul, seigneur d'Overbach, époux de la dame de Nesselraedt van Errenshoven, lequel la tenait de son père Walter-François de Hoensbroeck. Ce dernier l'avait acquise avec le fief noble de Blanckenberg en 1643 (*Reg.*, n° 27, fol. 90 v°).

1715, 18 avril. — Jean-Frédéric de Jacoby relève ensuite de la cession consentie en sa faveur par Jean-Joachim, son père (*Reg.*, n° 29, fol. 168).

1748, 9 janvier. — M^{me} van Weerden, douairière de feu M^r de Jacobi de Cadier et tutrice de son fils aîné Guillaume-Frédéric de Jacobi, fait relief (*Reg.*, n^o 29, fol. 168).

1782, 2 juillet. — H.-W. Crahay, fondé de pouvoirs des héritiers de feu de Jacoby, seigneur de Cadier, fait relief (*Reg.*, n^o 30, fol. 141).

1782, 24 septembre. — Jacob Hachstein relève ensuite de l'obtention de la seigneurie en vente proclamatoire (*Reg.*, n^o 31, fol. 181 v^o).

OBSERVATIONS.

1. Le village de Cadier, situé près de Maestricht, dans le Limbourg néerlandais, avait été cédé une première fois en engagère par le duc de Brabant, en même temps qu'Eysden à Jean sire de Gronsveld, en 1370.

Contrairement à ce que porte le texte du relief de 1681, ce n'est pas en 1643 ni à Walter-François de Hoensbroeck que la seigneurie fut vendue par le fisc espagnol. Cette vente eut lieu le 24 avril 1644 au profit de Conrad-Ulrich de Hoensbroeck-Geul, père du dit Walter-François.

On trouvera une notice sur *Cadier* dans le tome XIII des *Publications de la Société historique et archéologique dans le duché de Limbourg*.

2. Il y avait sous la commune de Cadier quelques petits fiefs relevant de la cour féodale de Dalhem. Ils provenaient du fractionnement du fief de sept bonniers que Philippe de Cadier y possédait en 1314 (*Gal.*, p. 222).

VII.

COMMUNE DE CHERATTE.

LA SEIGNEURIE HAUTAINÉ DE CHERATTE.

1643, 18 avril. — Engagère par le fisc à Gilles de Sarolea.

1643, 6 décembre. — Gilles de Sarolea, de Cheratte, relève ensuite de l'engagère lui consentie (*Reg.*, n^o 3, fol. 137).

1644, 10 mars. — Vente définitive au même.

1675, 7 novembre. — Arnold Crins, chapelain de Cheratte, relève au nom de Gilles Sarolea, écuyer, seigneur du ban de Cheratte (*Reg.*, n° 27, fol. 27).

1695, 5 mars. — Dieudonné-Henry de Sarolea fait relief (*Br.*, n° 13148, fol. 7 v°).

1699, 24 décembre. — Jean de Sarolea, seigneur de Norbeek, relève ensuite du décès de Dieudonné-Henri de Sarolea, son frère (*Reg.*, n° 68, fol. 79).

1712, 11 juillet. — Marie-Joseph Clercx, dame douairière de Cheratte et Norbeek, relève au nom de ses enfants, ensuite du décès de son mari Jean-Philippe de Sarolea, écuyer (*Reg.*, n° 68, fol. 166).

OBSERVATIONS.

1. La seigneurie de Cheratte avait été déjà engagée, le 29 avril 1561, en faveur de Jacques d'Argenteau, mais celui-ci la tenait en fief de la cour féodale de Brabant.

A partir de 1712, les *Sarolea* cessèrent de relever la seigneurie à Dalhem et la relevèrent, dès lors, de la cour féodale de Brabant. Voici les actes de reliefs faits devant cette juridiction :

1573, 3 juin. — Herman Scheyffaerts de Mérode relève par décès de Catherine d'Argenteau, sa femme.

1591, 19 janvier. — Ursule Scheyffaerts de Mérode relève par suite du décès de Guillaume Scheyffaerts de Mérode, son frère, de Catherine d'Argenteau, sa mère, et de Jacques sire d'Argenteau, son grand-père.

1742, 29 octobre. — Gilles-Paul-Joseph de Sarolea, écuyer, relève par suite du décès de Jean-Philippe-Eleuther de Sarolea, son père.

1750, 12 août. — Jean-Mathias de Sarolea, tréfoncier de la cathédrale de Liège, âgé de 40 ans et résidant à Cheratte, fait relief par suite du décès de son frère Gilles-Paul-Joseph de Sarolea.

1785, 28 mai. — Paul-Mathias-Joseph-Charles-Boromée-Jean-Népomucène-Casimir de Sarolea, écuyer, relève par décès de son oncle Jean-Mathias de Sarolea.

1792, 18 juin. — Jean-Paul-Casimir-Marie de Sarolea, âgé de 20 ans, relève ensuite du décès de son père Paul-Mathias, ci-dessus (*Cour féodale de Brabant*, reg. n° 52, fol. 76).

2. Il y avait sous la commune de Cheratte quelques petits fiefs qui relevaient de la cour féodale de Dalhem. C'est ainsi qu'en

1314, Guillaume, fils d'Alexandre de Wandre, tenait en fief trois bonniers joignant Wandre, sept journaux à Hoignée, 30 sous et la brasserie de Cheratte (*Gal.*, p. 280).

VIII.

COMMUNE DE HOUSSE.

LE CHATEAU ET LA SEIGNEURIE DE HOUSSE.

1496. — André de Xhenemont, tuteur des enfants mineurs de feu Alexandre de Xhenemont, relève le fief avec cour foncière délaissé par le défunt (*Br.*, n° 13146, fol. 329).

1648, 12 août. — Guillaume de Fronteau, seigneur de Housse, déclare posséder en fief la tour dite le château de Housse, cour, maison, jardin, trixhes, viviers et une cour allodiale appelée *la court de Treisigny*, où il établit mayeur, échevins, forestier et sergent (*Reg.*, n° 27, fol. 14).

1650, 9 septembre. — Guillaume de Fronteau, seigneur de Housse, relève par décès de Guillaume, son père (*Br.*, n° 13147, fol. 339).

1652, septembre. — Jean Fronteau, de Housse, relève la seigneurie et dépendances (*Br.*, n° 13147, fol. 412).

1672, 28 avril. — Le fisc vend à Jean-Jacques de Frongteau les droits de haute justice à Housse.

1675, 7 novembre. — Airkin Philippi, curé de Housse, relève au nom de Jean-Jacques des Frongteaux, la seigneurie et la haute justice de Housse (*Reg.*, n° 27, fol. 26 v°).

1681, 9 juin. — Guillaume Frongteau relève la maison et les biens féodaux de Housse (*Br.*, n° 13148, fol. 5 v°).

1753. — François-Louis baron de Haultepenne, seigneur de Housse, déclare posséder en fief le château de Housse, obtenu en vertu d'une transaction avec Nicolas-Ignace baron de Woelmont, seigneur de Soi-

son, son beau-frère, héritier de M^{me} de Woelmont, dame de Housse, sa sœur, qui elle-même tenait le château par succession de Charlotte-Catherine de Fromageau, sa fille unique défunte et de Charles-Joseph baron de Fromageau, son mari. Le dit baron de Hauteperne déclare, en outre, bien savoir que Guillaume de Fromageau, seigneur fiefier de Housse, autrement dit de la cour de *Trasignies*, ingambe à Housse, trouva bon de faire en 1642 une transaction avec l'abbaye de Val-Dieu, qui prétendait aussi avoir une cour fiefière au dit Housse, nommée la cour de Leval. En vertu de cette transaction, les contractants convinrent de réunir les deux cours en une seule, dont ils nommèrent les justiciers de commun accord; ce qui se fit jusqu'à la mort du dernier mayeur nommé, en 1742. Les parties n'ayant pu s'accorder pour la nomination de son successeur, il en résulta un procès qui est encore pendant au Conseil souverain de Brabant et dans lequel M^{me} de Woelmont, dame de Housse, a conclu à la revocation de la dite transaction et à ce qu'elle fut déclarée libre d'établir une cour de justice qui servirait tant pour sa dite cour de *Trasignies* que pour la haute justice, laissant au Val-Dieu le droit d'établir une autre cour à Leval. *Reg.*, n^o 73.

1754, 11 juin. — François-Louis baron de Hauteperne, relève le château, neuf bonniers de prairie et la cour censale de Housse. *Reg.*, n^o 74, fol. 1.

1768, 15 novembre. — Philippe-Claude-Henri baron de Hauteperne, fils du précédent, relève en vertu de la cession lui faite par son père. *Reg.*, n^o 75.

1784, 29 novembre. — Charlotte née Rorse de Bouchoul baronne douairière de Philippe-Claude-Henri baron de Hauteperne, relève l'usufruit par suite du décès de son mari. *Reg.*, n^o 76.

Le texte se trouve au n^o 149 de la cour souveraine de Brabant, sat. Housse. Voir l'Introduction, t. II, p. 147.

OBSERVATIONS.

1. Comme on a pu en juger, le château et la seigneurie foncière de Housse relevaient seuls en fief de la cour féodale de Dalhem. La haute justice, dont nous n'avons renseigné qu'un relief, relevait de la cour féodale de Brabant. Voici les reliefs que nous trouvons consignés au registre coté n° 52, fol. 75, de cette juridiction :

1673, 11 mars. — Damoiseau Jean-Jacques de Fronteau relève ensuite de son acte d'achat de la seigneurie du 28 avril 1672.

1681, 2 juin. — Guillaume de Fronteau relève par décès de son père Jean-Jacques de Fronteau.

1723, 28 juin. — Charles-Joseph baron de Fronteau relève par décès de son père Guillaume.

1728, 18 juin. — Charlotte-Catherine de Fronteau relève par décès de Charles-Joseph de Fronteau, son père.

1750, 22 avril. — Ermeline de Woelmont, baronne de Landre, dame de Housse, relève ensuite du décès et en vertu du testament de Charlotte-Catherine de Fronteau, sa fille.

1753, 2 juin. — Nicolas-Ignace de Woelmont, baron de Soiron, relève par décès de sa sœur Ermeline de Woelmont.

1753, 2 juin. — François-Louis baron de Haultepenne relève en vertu du transport lui fait par Nicolas-Ignace de Woelmont, son beau-frère.

2. Il nous paraît probable que la seigneurie foncière de Housse appartint d'abord à la famille Xherveel de Bombaye et qu'Alexandre de Xhenemont la tenait de sa femme Barbe Xherveel de Bombaye. D'autre part, d'après l'épithaphier de Lefort, publié par M. Naveau, Oury de Frongteau avait pour mère une Xherveel de Bombaye (voir n° 1159), qui était vraisemblablement sœur de la femme d'Alexandre de Xhenemont.

IX.

COMMUNE DE MHEER.

LA SEIGNEURIE FONCIÈRE ET LA SEIGNEURIE
HAUTAINÉ DE MHEER.

1314. — Guillaume de Meere tient sa maison de pierre à Meer de la cour féodale de Limbourg ; il tient en outre la seigneurie de Meer de la cour féodale de Dalhem (*Gal.*, p. 272).

1355. — Renier, fils de Guillaume de Mere, tient les mêmes fiefs (*Stoot*, fol. 79 v^o).

1405. — Johan van Imsenrade, cité comme homme de fief du comté de Dalhem (*Br.*, n^o 572).

1487. — Jean d'Emstenrade relève la seigneurie par décès de Reynson de Lybeck, son père (*Br.*, n^o 13146, fol. 269).

1500. — Jean d'Eymenrode déclare tenir en fief la ferme d'Eymenrode de *Wickraede*, son château de Mheer de *Limbourg* et la seigneurie de Mheer de *Dalhem* (*Br.*, n^o 573).

1565, 6 août. — Gérard d'Empstenrade relève la haute moyenne et basse justice, telle qu'elle lui a été vendue par le roi, le 15 avril 1564 (*Reg.*, n^o 35, fol. 14).

1569, 21 septembre. — Gérard d'Empstenrade expose qu'après la mort de son père Jean d'Empstenrade, il a décidé d'abandonner à son fils Wynand, mais sous réserve de l'usufruit, la seigneurie, avouerie et cour foncière de Mheer. Le dit Wynand fait ensuite relief (*Reg.*, n^o 35, fol. 23).

1575, 22 avril. — Wynand d'Empstenrade, voué héréditaire de Mheer, relève ensuite du décès de son père et conformément aux lettres d'achat de celui-ci (*Reg.*, n^o 35, fol. 37).

1610, 9 juin. — Martin Snyders, mayer d'Amstenraedt, produit devant la cour un acte notarié du 21 mai 1610, dont voici la teneur : « Arnold Huyn » d'Amstenraedt, seigneur de Geleen, du consentement » de Marguerite de Bocholt, son épouse, déclare » transporter à son neveu Wynand d'Imstenraedt de » Mheer, époux de Mechtel de Bongart, la haute seigneurie de Mheer qu'il a acquise, par voie d'échange, » des archiducs Albert et Isabelle, le 22 août 1609. » Furent témoins de cet acte : Emond Huyn d'Amstenraedt, commandeur de l'Ordre teutonique des Jons, seigneur de Gheenart, Gruytraedt et Fouron-Saint-Pierre; Werner Huyn d'Amstenraedt, seigneur d'Ams-

tenraedt; Emond de Ruyschenberg, seigneur de Setterich; Jean de Lerode, seigneur de Lerode. Le dit Wynand d'Imstenraedt déclare accepter le transport lui fait, qui ne doit préjudicier en rien aux droits de seigneurie foncière et d'avouerie héréditaire de Mheer qu'il possédait antérieurement (*Reg.*, n° 2, fol. 44).

1624, 26 mars. — Jean d'Imstenraedt, écuyer, fils de feu Wynand d'Imstenraedt, relève la maison et la seigneurie avec haute, moyenne et basse justice (*Reg.*, n° 3, fol. 6).

1668, 5 juillet. — Christine-Sophie baronne d'Imstenradt, dame douairière de Mheer, Aubel et Fouron-Saint-Martin, fait relief par le ministère de Wynand de Rouveroy, mayor d'Aubel, receveur de l'Etat du pays et comté de Dalhem, son fondé de pouvoir, qui fait en même temps relief au nom de Philippe-Christophe baron de Loë, neveu de la dite dame, veuve de Jean-Adolphe baron d'Imstenraedt. Les deux reliefs sont faits en conformité de ceux faits autrefois par Gérard et Wynand d'Imstenraedt, respectivement père et grand-père du dit Jean-Adolphe (*Reg.*, n° 68, fol. 44 v°).

1675, 29 octobre. — Philippe-Christophe baron de Loë, seigneur de Mheer, relève le château et la haute, moyenne et basse justice (*Reg.*, n° 27, fol. 12).

1709, 19 juillet. — Gérard Nicolay, mayor d'Aubel, fondé de pouvoir de Jean-Adolphe baron de Loë et Wissen, relève ensuite du décès du père de ce dernier (*Reg.*, n° 68, fol. 144).

1744, 15 juin. — Balthasar de Prez, mayor de Mheer, fondé de pouvoir de François-Charles baron de Loë, chanoine, seigneur de Wissen, Aubel et Fouron-Saint-Martin, relève par suite de la mort du père de ce dernier, Jean-Adolphe baron de Loë, décédé le 19 juin 1743 (*Reg.*, n° 69, fol. 114 v°).

1753. — François-Charles baron de Loë, seigneur de Wissen, Mheer, etc., déclare tenir en fief la sei-

gneurie de Mheer avec le château, vingt-deux bonniers de prairies, quarante-quatre bonniers de terre, vingt bonniers de bois et un moulin à vent (*Reg.*, n° 73).

1784, 5 juin. — Edmond-Gérard-Assuère baron de Loë, fils du précédent, relève en vertu de la cession lui faite par son père à l'occasion de son mariage avec Marie-Alexandrine comtesse de Merveldt (*Reg.*, n° 71).

OBSERVATIONS.

1. Le prix de la vente ou plutôt de l'engagère de la haute justice de Mheer, consentie en 1564 par le fisc, fut remboursé par lui en 1609, et la haute justice fut alors définitivement cédée à Arnold Huyn d'Amstenraedt et à son épouse, en échange de la moitié de la forêt de Oudhulst, en Flandre. Les actes relatifs à cette affaire sont publiés au tome XXI, pages 286 et suivantes, des *Publications de la Société historique et archéologique dans le duché de Limbourg*.

2. Le château de Mheer, bien que relevé parfois avec la seigneurie, relevait en fief de la cour féodale de Limbourg. Nous avons publié les reliefs qui le concernent au tome VII de la *Société d'art et d'histoire*.

X.

COMMUNE DE MORTIER.

L'AVOUERIE DE MORTIER.

1350. — Ulric, fils de Coye de Bombaye, tient l'avouerie de Mortier (*Gal.*, p. 288).

1494. — Martel de Herstal, voué de Mortier, étant mort, on veut relever l'avouerie à la cour féodale de Dalhem, mais le chapitre de Notre-Dame à Aix y fait opposition (*Br.*, n° 13146, fol. 313).

Ce Martel de Herstal est Guillaume Marteau de Bombaye, qualifié d'avoué de Mortier dans une charte de Saint-Denis du 16 mai 1480, où il comparait en qualité d'échevin de Herstal.

1566. — François Schuth, voué de Mortier, renouvelle son serment de fidélité devant la cour féodale (*Reg.*, n° 35, fol. 3 v°).

1608, 7 juin. — Guillaume de Herff, le jeune, échevin de Cheratte, déclare que l'avouerie a appartenu à son feu père, ensuite de son contrat de mariage, mais qu'étant mineur à l'époque de son décès, son oncle Gauthier de Limbourg, époux de la sœur de son père, était resté en possession de la dite avouerie jusqu'à sa mort. Pirot, fils du dit Gauthier, releva alors l'avouerie, par fraude, du chapitre de Notre-Dame à Aix et il s'ensuivit un procès devant le Souverain Conseil de Brabant. La cour féodale de Dalhem ayant écouté le requérant, reconnaît son bon droit (*Reg.*, n° 35, fol. 41).

1611, 21 février. — Jean Waltgraf de Cortils prête le serment féodal en qualité de possesseur de la haute avouerie de Mortier, qu'il tient en vertu du relief fait par lui du chapitre de Notre-Dame à Aix, seigneur tréfoncier (*Reg.*, n° 2, fol. 43).

OBSERVATIONS.

1. L'avouerie de Mortier passa d'Ulric de Bombaye à sa sœur Catherine, qui épousa Conrard de Cortils. Ils eurent pour fils Gérard Waltgraff de Cortils, haut voué de Mortier, qui épousa par contrat du 15 février 1373 Aelid, fille de Jean de Fraipont dit de Foron. De ce mariage naquirent deux enfants : a) Lutgarde qui épousa en premières noces Renier Thoreel de Berneau. La dite Lutgarde épousa en secondes noces en 1413 Gilles de Brialmont de Wodémont; b) Gérard Waltgraef de Cortils, qui eut pour fils Gérard Waltgraef de Cortils, haut voué de Mortier, époux d'Aelid de Prez de Barchon.

2. La haute justice ou seigneurie hautaine de Mortier fut engagée en 1557 à Jean de Strythagen. Désengagée plus tard, elle fut vendue définitivement le 13 août 1696 à Edmond de Fabribeckers qui en fit relief, à la cour féodale de Brabant, le 20 décembre 1696. Edmond-Antoine de Fabribeckers, petit-fils du précédent, la releva le 18 novembre 1735 par décès de son grand-père (*Cour féodale de Brabant*, reg., n° 52, fol. 73).

XI.

COMMUNE DE MOULAND.

LA SEIGNEURIE DE MOULAND.

1314. — Philippe de Molinghe tient le village de Molinge, avec la justice, mais pas la haute justice ; il tient aussi une ferme (*curia*) avec château (*domus*), dix bonniers de terre, 46 sous de cens et 46 capons de rente annuelle (*Gal.*, p. 223).

1375. — Grys, fils de Renchon, le chanoine de Fraipont, tient la ville de Molaing, six bonniers de terre et le court à Molaing (*Specht*, fol. 292 v°).

1385, environ. — Reynier Rysac, frère de Grys, tient les mêmes fiefs (*Specht*, fol. 292 v° en ajoute et *Br.*, n° 568, fol. 6).

1405. — Reyne Rysack, cité homme de fief de Dalhem (*Br.*, n° 572).

1451, 2 août. — Jaspar van Overmaze relève la seigneurie de Mouland, ensuite du décès de Jean d'Elven (*Br.*, n° 5727).

1499, décembre. — Jean d'Elven, seigneur de Mouland, tient la dite seigneurie qui lui vient de son grand-père Jean d'Elven, père de sa feuë mère. Il a le droit de nommer le mayeur et les échevins de la cour de justice, mais le duc de Brabant a pour lui la haute justice, c'est-à-dire que quand un malfaiteur est arrêté, le seigneur doit le tenir prisonnier trois jours et trois nuits et le livrer au drossart du duc, à Dalhem. Le présent acte est fait en présence de Guillaume van Brouck, curé de Mouland (*Br.*, n° 573).

1530. — Renier d'Elven relève la seigneurie par décès de Jean d'Elven, son père (*Br.*, n° 13146, fol. 13 et 571).

1540. — Jean d'Elven relève la seigneurie par décès de son père Renier (*Br.*, n° 13146, fol. 628).

1566. — Jean d'Elven, seigneur de Mouland, renouvelle son serment féodal (*Reg.*, n° 35, fol. 3 v°).

1626, 3 mars. — Adam d'Elven, fils de Renier d'Elven, relève la seigneurie ensuite de la cession que lui en a faite son père, le 10 décembre 1625, moyennant une rente annuelle de 50 florins brabant (*Reg.*, n° 3, fol. 53).

1627, 11 juin. — Jean Gossin et Conrad Coene, tuteurs des demoiselles Elisabeth et Marguerite d'Elven, filles de feu Thomas d'Elven, fils aîné de feu Renier d'Elven, seigneur de Mouland, font relief (*Reg.*, n° 3, fol. 72 v°).

1637, 6 juin. — Réalisation devant la cour féodale d'un acte du 29 mai 1630, dont voici le contenu :
« Balthasar d'Elven, seigneur de Mouland et gouverneur du comté de Salm, d'une part, et Jean Goesin et Conrad Coene, tuteurs d'Elisabeth et Marguerite d'Elven, fille de feu Thomas d'Elven et de Marguerite Corbeau, d'autre part, conviennent de terminer à l'amiable le procès pendant entre eux. Les dits tuteurs renoncent pour leurs pupilles à tout droit à la seigneurie de Mouland et à la maison et biens dits de la *Moche*, acquis par leur père, en faveur du dit Balthasar d'Elven, qui payera une somme de » 1,250 florins brabant » (*Reg.*, n° 3, fol. 98).

1639, 15 décembre. — Testament de Balthasar d'Elven, seigneur de Mouland et de sa sœur Catherine d'Elven. Ils déclarent léguer 100 rixdallers à leur beau-frère Adam d'Elven et à leur sœur Marguerite d'Elven, son épouse. Balthasar déclare, en outre, léguer la seigneurie de Mouland à sa dite sœur Catherine ; en cas de décès, sans enfants, la seigneurie passera à Jean, fils d'Adam d'Elven et de Marguerite, leur sœur. En cas d'extinction des mâles, elle passera à Jean-Georges de Ryckel et à ses descendants (*Reg.*, n° 69, fol. 60).

1644, 14 janvier. — Catherine d'Elven relève par décès de son frère Balthasar. Le relief est fait par son

fondé de pouvoir Jean Ruth, d'Eysden, mayeur de Mouland (*Reg.*, n° 3, fol. 140).

1675, 30 octobre. — Arnold-Balthasar de Ryckel relève la terre et seigneurie de Mouland, avec la maison ou place de Navagne (*Reg.*, n° 27, fol. 13 v°).

1729, 28 janvier. — La baronne douairière de Ryckel, de Navagne, dame de Mouland, relève par décès d'Arnold-Balthasar baron de Ryckel, de Navagne, son mari (*Reg.*, n° 69, fol. 62).

1733, 2 mars. — Antoine-Eugène de Ryckel d'Elven, seigneur d'Oorbeek, Vroelingen, Mouland et Navagne, relève la seigneurie et aussi la place où autrefois se trouvaient la maison, château et bâtiments de Navagne, le tout obtenu par les sentences du Conseil de Brabant du 1^{er} avril 1730 et du 4 décembre 1732 (*Reg.*, n° 69, fol. 75).

1734, 8 septembre. — Transaction entre Jeanne-Philippine baronne douairière de Ryckel d'Elven, relict de feu Arnold-Balthasar baron de Ryckel d'Elven et Mouland, Frédéric baron de Driesch du Larons, petit-neveu de Catherine d'Elven et neveu par sa mère d'Arnold-Balthasar baron de Ryckel, Théodore-Eugène baron de Quaedt de Waterhecq, aussi petit-neveu et neveu comme dessus, *d'une part*, et Antoine-Eugène de Ryckel d'Elven, *d'autre part*. Les premiers ayant été condamnés le 4 décembre 1732 à délaisser la succession de Catherine d'Elven et de Balthasar d'Elven, acceptent l'arrangement qui leur est offert relativement aux fruits perçus pendant le litige (*Reg.*, n° 69, fol. 79).

1753. — Antoine-Eugène, comte de Ryckel d'Oorbeek, déclare tenir en fief la haute, moyenne et basse justice de Mouland, avec le château ou place de Navagne (*Reg.*, n° 73).

1778, 3 avril. — Philippe-Joseph comte de Ryckel d'Oorbeek, chanoine de Tournay, relève ensuite du décès d'Antoine-Eugène de Ryckel, son père (*Reg.*, n° 73).

OBSERVATIONS.

La famille de Navagne, plus connue sous la forme flamande de ce nom *Elven*, est très ancienne. Un Gérard de Navagne, chevalier, se rencontre déjà dans une charte du Val-Benoît de 1282. Philippe de Mouland, qui figure au premier relief de la seigneurie, est évidemment de la même famille. Il apparaît dans une charte de Saint-Lambert de 1314 avec son épouse Isabelle, sœur de Gérard de Palais, chanoine de Saint-Martin. Il est encore cité comme homme de fief du pays de Liège en 1323. Il fut probablement le père de Messire Godefroid de Nayvagne, qui avait épousé Marguerite, sœur de Herman de Charneux (1).

Hemricourt nous apprend que sa fille épousa Renchon dit le chanoine de Fraipont, *un vaillant et courageux écuyer*. De ce mariage naquirent deux enfants : 1^o Grist, mort sans héritier et 2^o Renier dit Rysack de Navagne, qui fut seigneur de Mouland après son frère; il se maria deux fois (2) et laissa un fils, appelé le chanoine de Navagne et un autre fils, nommé comme lui Rysack d'Elven, qui fut probablement le père de Jean d'Elven ou de Neyvang, cité seigneur de Mouland, dans une charte de Saint-Martin de 1422.

I. Jean d'Elven, petit-fils du précédent, fut seigneur de Mouland en 1499, il eut pour fils :

II. Renier d'Elven, seigneur de Mouland, qui épousa Stinne, fille d'Oury Xherveel de Bombaye; ils laissèrent une fille qui épousa Jean Hawea et un fils qui suit :

III. Jean d'Elven, seigneur de Mouland en 1540, laissa deux fils : a) Renier, qui suit sous IV; b) Balthasar, qui suivra sous IV^{bis}.

IV. Renier d'Elven, seigneur de Mouland en 1610, épousa Marie de Bueren, fille de Guillaume Schendulff de Bueren et de Marguerite de Heeze. Ils eurent : a) Thomas d'Elven, mort avant 1627 et ayant eu de son mariage avec Marguerite Corbeau, deux filles : Elisabeth et Marguerite d'Elven; b) Jean d'Elven, cité avec son père au relief du fief de Breville à Fouron-Saint-Martin en 1610; c) Jeanne d'Elven, épouse de Bartholomé de Kemeche; d) Christine, épouse de Pierre Brevier, lieutenant de la compagnie du capitaine Antoine au fort de Navagne; e) Ailis; f) Adam, qui suit.

(1) Il est cité en 1324 dans *Le livre des fiefs d'Adolphe de la March*, sous le nom de Godefroid de Mouland (conf. PONCELET, p. 293).

(2) Renier Ryssac d'Elven fit relief d'un moulin à la cour féodale de Looz en 1382, en qualité de mari de Marguerite, fille de l'avoué de Horion (conf. C. DE BORMAN, *Le livre des fiefs du comté de Looz*, p. 235).

V. Adam d'Elven, seigneur de Mouland, qui épousa sa cousine germaine Marguerite d'Elven, veuve de Jean de Ryckel, seigneur de Bulecom. Ils laissèrent : Marie d'Elven, qui épousa Antoine d'Oupie.

IV^{bis}. Balthasar d'Elven, second fils de Jean d'Elven, épousa Gertrude Beer et en eut : a) Marguerite, qui épousa le 20 novembre 1614 Jean de Ryckel, seigneur de Bulecom et en secondes noces son cousin Adam d'Elven ; b) Catherine d'Elven ; c) Balthasar d'Elven, seigneur de Mouland, gouverneur du comté de Salm, mort en 1644. Ensuite de son testament, la seigneurie passa à Jean-Georges de Ryckel, fils du premier mariage de sa sœur Marguerite, né le 12 avril 1627.

Le dit Jean-Georges de Ryckel épousa en premières noces Marie de Blanckaert et en secondes noces Marie de Bylant. Il eut du second lit Balthasar de Ryckel, qui fut seigneur de Mouland après son père et mourut sans héritier le 24 avril 1710. La seigneurie passa après lui à sa demi-sœur Marie-Catherine-Isabelle de Ryckel, qui épousa le 20 octobre 1711 Paul-François de Ryckel d'Oorbeek, qui, bien que portant le même nom, appartenait à une famille tout à fait distincte (1).

LA FERME ET LA TOUR DITE TER DROYEN OU DELLE LOYE AVEC LA DIME DE MOULAND.

1314. — Jean de Loye tient vingt bonniers de terre, la ferme de le Loye et la dime de Mouland (*Gal.*, p. 156).

1355. — « Gérard de le Loy tient la court et assise » de le Loy, 9 bonniers de terre et la dime de la ville » de Meulens » (*Stoot*, fol. 80).

1375. — « Gérard de le Loy tient la court et l'assise » de le Loy ensi qu'elles s'estent, 9 bonniers de terre » au terroir de Molaing, la disme de la ville de Molaing qui vault par an 130 muids de speaulte et ces » estoient Jehan de le Loy » (*Specht*, fol. 292 v°).

1380, environ. — Jehan de le Loy a relevé ensuite

(1) Voici les armoiries des trois familles de Ryckel, dont les deux premières sont éteintes. *Ryckel dit Flandre* : d'or au lion de sable, armé, lampassé et couronné de gueules ; *Ryckel d'Oorbeek* : d'argent aux trois chevrons de sable ; *Ryckel* ou mieux *Ryckelt, de Breust* : d'or à trois lions de sable, armés et lampassés de gueules.

du décès de son père Wauthier de le Loy. Gérard de le Loy, frère de feu Jean de le Loy, relève aussi le fief, et Mahaut, veuve du dit feu Jean, relève également son usufruit (note ajoutée sur le *Spechtboek* à la suite de l'article précédent, fol. 292 v°).

1380, environ. — Gérard, fils messire de Mondail, tient une dime et dix bonniers de terre à Mouland (*Br.*, n° 568, fol. 6 v°).

Le *Spechtboek* contient la même mention au folio 293, avec cette ajoute postérieure : « on dit que ce sont » les biens que ci-devant tenait Jean de le Loye. »

1405. — Renier, le chanoine, fils de Renier Rysack d'Elven, tient la dime de Mouland et onze bonniers de terre (*Br.*, n° 572, fol. 52).

1493. — Les enfants de Guillaume de Vlodorp relèvent la ferme de Ter Droyen avec les dimes de Mouland, ensuite du décès de leur père (*Br.*, n° 13146, fol. 305).

1500. — La ferme de *Troyen* et la grande dime de Mouland, sauf le tiers qui appartient au curé, constituent un grand fief de Dalhem, mais le nom du possesseur qui en a fait la déclaration devant la cour féodale est omis dans l'acte (*Br.*, n° 573).

1545 à 1548. — Balthasar de Vlodorp fait relief par décès de son père Guillaume de Vlodorp (*Br.*, n° 13146, fol. 677).

1566, 5 décembre. — Mathias de Ryckelt, mayeur de Ryckholt, fondé de pouvoir de Guillaume de Vlodorp, fait relief ensuite du décès de Balthasar de Vlodorp, sire de Leuth et de Ryckholt, son père (*Reg.*, n° 35, fol. 17 2°).

1586, 18 avril. — Nicolas Congarts, mayeur de Ryckholt, fondé de pouvoir de Guillaume de Vlodorp, seigneur de Ryckholt, Leuth, Wel, Feltz et Muersdorf, transporte à Frambach de Gulpen du château de Berneau la ferme de Droyen, les dimes de Mouland et le

droit de collation de l'église de Mouland (*Reg.*, n° 2, fol. 4).

1589 à 1592. — Frambach de Gulpen de Berneau, fait relief ensuite de son acquisition du seigneur de Leuth (*Br.*, n° 13147, fol. 61).

1616, 15 novembre. — Diderick de Gulpen de Berneau, relève en vertu du testament de son père Frambach, décédé, la tour, cens et héritage *delle Loye* à Mouland avec la dime (*Reg.*, n° 35, fol. 21 2°).

1648, 12 août. — Diderick de Gulpen de Berneau, seigneur de Bombaye, déclare tenir en fief la cense *delle Loye*, contenant environ neuf bonniers et la dime de Mouland (*Reg.*, n° 27, fol. 14).

1660, 4 septembre. — Théodore de Gulpen, seigneur de Bombaye, relève ensuite du décès de son père (*Reg.*, n° 3, fol. 188 v°).

1675, 29 octobre. — Walraf-Hyacinthe de Gulpen fait relief (*Reg.*, n° 27, fol. 51 v°).

1704, 9 juin. — Jean-Guillaume baron de Kerckem, seigneur de Grathem, Ass, Merdorp, haut drossart du comté de Horn, en qualité d'époux d'Anne-Barbe baronne de Gulpen, fille unique de feu Jean-Théodore de Gulpen, seigneur de Bombaye, haut drossart de Dalhem et d'Ève-Guillemine de Schwartzenberg, relève le grand et plein fief *del Loye*, consistant en tour, maison, prairies et terre ainsi que la dime de Mouland (*Reg.*, n° 68, fol. 112 v°).

1711, 23 janvier. — Anne-Barbe de Gulpen, douairière de feu le baron de Kerckem, seigneur de Grathem, Ass et Bombaye, relève la ferme *Ter Droyen* et la grande dime de Mouland ensuite du décès de son mari (*Reg.*, n° 68, fol. 157).

1750, 10 avril. — Jean-Guillaume comte de Kerckem, seigneur de Grathem, Ass et Bombaye, relève ensuite du décès d'Anne-Barbe de Gulpen, douairière de feu Jean-Guillaume baron de Kerckem, la tour de la Loye, etc. (*Reg.*, n° 69, fol. 138 v°).

1753. — Jean-Guillaume comte de Kerckem, déclare tenir en fief la ferme de Droyen avec environ dix bonniers, les deux tiers de la dîme primaire et la collation de la cure (*Reg.*, n° 73).

1769, 11 décembre. — Michel-Walrave comte de Borgrave, fait relief au nom de son neveu J.-P.-M.-P. comte de Borgrave, héritier testamentaire du comte Jean-Guillaume de Kerckem (*Reg.*, n° 73).

XII.

COMMUNE DE NEUFCHATEAU.

LA SEIGNEURIE DE NEUFCHATEAU.

1314. — Renier de Neufchâteau tient le château de Neufchâteau, quarante-deux bonniers de bois, seize bonniers de terre, l'avouerie de Mornel, de Denre et de Scelt (*Gal.*, p. 230).

1355. — « Jehans de Nuefchastel tient son chastel » et son manoir de Nuefchastel, 42 bonniers de bos, » 16 bonniers de terre, 7 homages, 20 sous de bone » monoie à Mortroux et 25 homes feables en la terre » de Dollehain ; item les vouweries de Morvel, de » Cherneste, de Soelt ainsi que Reyniers de Nuef- » Chastel les tenoit en fief » (*Stoot*, fol. 79).

1390, environ. — Renier de Neufchâteau, fils de feu Renier, tient le même fief par succession de son père (ajoute sur le *Spechtboek*, fol. 289 v°, qui reproduit le texte du *Stootboek*, une main postérieure a biffé Jehan de Nuefchastel et l'a remplacé par celui de Renier, ci-dessus. Les trois avoueries citées sont orthographiées : *Morvelt*, *Genestre*, *Soelt*) (1).

1405. — Sire Renier de Nuwenborch (Neufchâteau) tient son fief (*Br.*, n° 572, fol. 52).

(1) *Morvelt*, d'après une note du *Spechtboek*, est Mortroux ; *Genestre*, ancienne dépendance de Trembleur, aujourd'hui commune de Saint-André ; *Soelt*, nous est inconnu.

1433-1434. — Relief ensuite du décès de Reynart van der Nuwerborch. Le nom du relevant n'est pas indiqué (*Br.*, 5726).

1500. — Jean de *Noefchastea* tient les château, hauteur et seigneurie de Neufchâteau, avec quinze bonniers de bois, seize bonniers de terre, sept hommages, 11 sous de cens à Mortroux et vingt-cinq hommes de fief. Ces biens, dit-il, lui proviennent de son oncle Renard de *Noefchastea*, qui les tenait de son père Renier de *Noefchastea*, chevalier. Du dit Renard, ils sont venus à Jean, son frère, père de lui le déclarant (*Br.*, n° 573).

1532 à 1537. — Relief de la seigneurie, ensuite du décès de Frambach de Gulpen (*Br.*, n° 13146, fol. 590).

1566. — Adolphe de Gulpen, seigneur de Neufchâteau, renouvelle le serment féodal (*Reg.*, n° 35, fol. 3 v°).

1569, 21 avril. — André de Xhenemont, mayer de Bombaye, fondé de pouvoir de Marie de Waze, épouse de Gérard d'Ans et veuve d'Adolphe de Gulpen, relève l'usufruit de la moyenne et basse seigneurie de Neufchâteau, tel que son feu mari l'avait héritée de ses ancêtres et de la haute justice que son dit feu mari avait acquise de Sa Majesté (*Reg.*, n° 35, fol. 20 v°).

1569, 21 avril. — Guillaume de Gulpen, seigneur de Wodémont, lieutenant du roi au duché de Limbourg, relève la propriété de la seigneurie par décès de son frère Adolphe, réserve faite de l'usufruit compétant à Marie de Waze, sa veuve (*Reg.*, n° 35, fol. 21 v°).

1571, 15 mai. — Frambach de Gulpen, seigneur de Rosmel et Julémont, relève ensuite du décès de son frère Adolphe, en sa qualité de frère aîné (*Reg.*, n° 35, fol. 36).

1601, 29 novembre. — Léonard de Hoeve, tant en son nom personnel qu'au nom de sa femme Guille-

mine de Gulpen de Wodémont, relève la seigneurie ensuite du décès de Gérard d'Ans, époux de Marie de Waze, jadis épouse d'Adolphe de Gulpen, réserve faite de l'usufruit compétant à la dite veuve (*Reg.*, n° 35, fol. 40).

1613, 6 janvier. — Damoiseau Léonard de Gulpen, ensuite du décès d'Adolphe de Gulpen relève *devant la cour féodale de Brabant* ⁽¹⁾, « le château et manoir » de Neufchâteau, avec les terres à labour, les bois et » appartenances, 7 hommages, 20 sous de cens de » bonne monnoye à Mortroux, 25 hommes féables au » pays et comté de Dalhem » (*Cour féodale de Brabant*, n° 52, fol. 58).

1616, 24 décembre. — Léonard de Hoven déclare, en son nom et au nom de Godefroid Walgraf de Cortils, son beau-frère, qu'étant assigné devant le Conseil de Brabant par Frambach de Gulpen, il dénie la compétence de cette juridiction comme première instance et qu'en tout cas le demandeur n'a aucun droit à la seigneurie de Neufchâteau, provenant de la succession d'Adolphe de Gulpen, mais que celle-ci doit être adjugée à lui-même, Léonard de Hoven, pour un tiers de son chef et pour un autre tiers du chef de sa femme Guillemine de Gulpen, à l'encontre de Frédéric de Gulpen, seigneur de Wodémont et de Godefroid de Cortils, ses beaux-frères. Quant au troisième tiers, il doit appartenir au dit Godefroid de Cortils, en qualité de mari d'Anne de Gulpen, respectivement sœur et belle-sœur de Frédéric de Gulpen et de lui Léonard de Hoven (*Reg.*, n° 35, fol. 43 v°) ⁽²⁾.

1617, 28 février. — Frédéric de Gulpen, seigneur de Wodémont, relève ensuite du décès de Marie de Waze, usufruitière depuis la mort d'Adolphe de Gulpen, son premier mari (*Reg.*, 35 2°, fol. 22 v°).

(1) C'est le seul relief fait devant cette juridiction.

(2) Pour comprendre cette déclaration, conf. la *Généalogie des Gulpen*, publiée par nous, au t. IX, p. 452, de la *Société d'art et d'histoire*

1617, 28 février. — Léonard de Hoeven relève tant en son nom qu'au nom de Guillemine, son épouse (*Reg.*, n° 35 2°, fol. 22 v°).

1617, 28 février. — Frambach de Gulpen, seigneur de Rosmel, fait relief (*Reg.*, n° 35 2°, fol. 23).

1617, 28 février. — Frambach de Gulpen, seigneur de Mützhaegen, relève (*Br.*, n° 13147, fol. 218).

1617, 28 février. — Godefroid de Cortils, époux d'Anne de Gulpen de Wodémont, relève (*Reg.*, n° 35 2°, fol. 23).

1617, 28 février. — Anne van Luetzerode dite Beusdael, veuve de damoiseau Guillaume Beusdael, fils du premier mariage de Catherine de Gulpen, relève (*Reg.*, n° 35 2°, fol. 23).

1619, 9 janvier. — La cour féodale de Dalhem, composée de Robert de Draek, drossart, de Jean Hustyn, mayeur de Berneau, Antoine de Xhenemont, mayeur de Bombaye, Melchior Oest et Jean Moulingen, hommes de fief, se rend à Neufchâteau et là, ensuite de sa sentence du 3 janvier précédent, rendue au profit de Frambach de Gulpen, seigneur de Rosmel, contre les seigneurs de Wodémont, de Mützhaegen, Léonard de Hoeven et Godefroid de Cortils, met le dit Frambach en possession de la seigneurie et château de Neufchâteau (*Reg.*, n° 35 2°, fol. 23 v°).

1620, 1^{er} février. — Le procès dont il est question plus haut, fut porté en appel devant la Cour féodale de Brabant. La question était de savoir si en matière de succession collatérale, la coutume de Dalhem reconnaissait la prérogative de l'aîné et si les biens devaient être partagés également et sans prérogative, ou s'il fallait les vendre et en distribuer le prix aux héritiers. Ce résumé du procès est rapporté dans l'*Inventaire* imprimé de la cour féodale de Brabant par Galesloot, tome II, page 356. D'après les reliefs suivants, il semble bien que Frambach de Gulpen conserva provisoirement les droits seigneuriaux, mais que le restant des

biens fut partagé. Le procès finit en 1632 par une transaction.

1622, 15 avril. — Robert de Draeck, drossart du pays de Dalhem, relève, en vertu d'un acte de retrait du 31 mars, la *haute seigneurie* de Neufchâteau, au profit de Sa Majesté, qui a décidé de la faire rentrer dans son domaine (*Reg.*, n° 2, fol. 58).

1626, 2 décembre. — Frambach de Gulpen, seigneur de Neufchâteau, Rosmel, Asse, etc., prête le serment féodal ensuite de son relief du 28 février 1617. Comme il y a eu un partage, le drossart exige que chaque héritier désigne quelle est sa part. En conséquence, Frambach déclare qu'il a pour lui un neuvième soit un bonnier quinze verges douze petites de terre et quatre bonniers huit verges seize petites de bois. L'ensemble était de quarante bonniers de bois et seize à dix-sept bonniers de terre (*Reg.*, n° 3, fol. 63).

1626, 16 décembre. — Léonard de Hoeven, à Genestre, déclare être héritier de son chef pour un tiers et pour un neuvième du chef de sa femme. Il possède le château, dix-sept bonniers, quinze verges de bois et sept bonniers quinze verges et demie de terre (*Reg.*, n° 3, fol. 63).

1632, 29 juillet. — Frambach de Gulpen, seigneur de Neufchâteau, Rosmel, etc., et Jean-Guillaume de Gulpen, seigneur de Wodémont, transigent sur le procès pendant entre eux. Le premier renonce à tout droit sur la seigneurie en faveur du second, mais celui-ci n'en jouira qu'après son décès (*Reg.*, n° 3, fol. 132 v°).

1646, 3 décembre. — Marie de Draeck, veuve de Jean de Gulpen, seigneur de Wodémont, et Frédéric, son fils aîné, relèvent la seigneurie ensuite du décès de Frambach de Gulpen et de l'accord intervenu le 29 juillet 1632 (*Reg.*, n° 3, fol. 153).

1675, 19 octobre. — Anne-Françoise de Gulpen de Wodémont relève la terre, seigneurie et château de Neufchâteau (*Reg.*, n° 27, fol. 52).

1682, 22 décembre. — La cour féodale de Brabant se prononce en faveur de Frédéric de Gulpen, maître de camp de cavalerie, dans le procès intenté par lui à ses deux frères Walrave de Gulpen, doyen d'Aix, et Jean-Guillaume de Gulpen, lieutenant-colonel. Dans ce procès, il revendiquait les seigneuries de Wodémont et de Neufchâteau, en vertu du droit de prérogative, compétent au fils aîné (*Inventaire de la Cour féodale de Brabant*, t. II, p. 395).

1696, 26 février. — Florence-Marie de Gulpen relève le château et la seigneurie (*Br.*, n° 13148, fol. 8).

1696, 6 mars. — Contrat de mariage entre Eugène-Albert comte de Hoen, lieutenant-colonel, fils de François-Théodore comte de Hoen, baron de Rumen, Cartils, etc., et d'Anne-Catherine-Angélique baronne de Monterey, *d'une part*, et Florence-Marie baronne de Gulpen de Wodémont, fille de feu Frédéric baron de Gulpen de Wodémont, seigneur de Neufchâteau, Rosmel et Asse, général de bataille des armées de Sa Majesté catholique et de Charlotte comtesse de Grobendoncq, *d'autre part*. La future mariée apporte en mariage la seigneurie de Neufchâteau (*Reg.*, n° 69, fol. 34).

1731, 31 janvier. — Testament de Florence-Marie comtesse de Hoen, née baronne de Gulpen, dame de Neufchâteau, Wodémont, Mauhin, veuve d'Eugène-Albert de Hoen. Elle institue pour son légataire universel Eugène-Théodore baron de Hoen de Schaloen, chanoine d'Aix-la-Chapelle, fils de Gérard-Ernest baron de Hoen de Schaloen (*Reg.*, n° 69, fol. 64).

1731, 15 mars. — Eugène-Théodore baron de Hoen de Schaloen relève en vertu du testament susdit (*Reg.*, n° 69, fol. 67 v°).

1763. — Eugène-Théodore comte de Hoen-Neufchâteau déclare tenir en fief la terre, château, manoir, prairies et bois, avec une basse-cour féodale, une carte

censale, un moulin et une brasserie banales (*Reg.*, n° 73).

1775, 2 octobre. — Maximilien-Henri-Laurent comte de Hoen-Neufchâteau relève ensuite du décès du précédent (*Reg.*, n° 73).

OBSERVATIONS.

1. Hemricourt dit dans son *Miroir des nobles* que la terre de Neufchâteau était un *ancien seigneurie et de grand stockage*, quoique cela ne parût plus de son temps. Il est certain, en effet, que primitivement Neufchâteau a dû avoir une importance bien plus considérable. Ce village possédait une cour féodale, dont au XIV^e siècle encore, relevaient les seigneuries de *Slins*, de *Boirs* et de *Heure-le-Romain* (1). Les autres fiefs qui en dépendaient étaient éparpillés dans la commune de Neufchâteau; on en rencontra aussi à *Coninxheyde* sous Warsage, à *Banholt* près de Mheer, à *Fouren-le-Comte* et *Fouren-Saint-Pierre*.

2. D'après Hemricourt, un seigneur de Neufchâteau, que Lefort dit s'être appelé Renard, épousa une fille de Thierry de Hochstade, comte de Dalhem. Aleide de Neufchâteau, issue de ce mariage, épousa Eustache de Warfusée, qui fut le père de :

I. Renard, sire de Neufchâteau. Celui-ci eut un fils qui suivra et plusieurs filles desquelles étaient issus un grand nombre de puissants chevaliers, de bons écuyers et de grandes dames, dans les pays situés sur la Meuse et en deçà.

II. Renier, sire de Neufchâteau, qui, d'après Lefort, fut le père de :

III. Arnould, sire de Neufchâteau, père de :

a) Renier, qui suit;

b) Gérard, curé de Haneffe, en 1320 (2);

c) Guillaume, cité avec son frère Renier, en 1315 (3);

d) Probablement Eustache, cité ci-dessous, en 1314.

IV. Renier, sire de Neufchâteau, cité de 1314 à 1346 dans divers documents et surtout dans les chartes de Val-Benoît; il eut pour fils :

V. Jean, sire de Neufchâteau, qui vivait en 1351 et fut père de :

(1) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. III, p. 121 et CUVELIER, *Chartes du Val-Benoît*.

(2) *Chartes du Val-Benoît*.

(3) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. III, p. 121.

VI. Renier, sire de Neufchâteau, en 1367, épousa une demoiselle de Fraipont et eut pour fils :

VII. Renier, sire de Neufchâteau, en 1398, d'après Hemricourt, épousa Catherine, veuve de Renchon de Bombaye et eut six enfants :

a) Renard, sire de Neufchâteau, Wodémont et Asse, épousa en premières nocés Isoude de Fléron, fille de Thierry ; en secondes nocés Averoitte de Julémont, dame d'Asse, veuve de Wauthier de Fléron, fille de Jean de Julémont, d'Asse, et par conséquent tante de sa première femme. Il épousa en troisièmes nocés, en juin 1450, Jeanne de Heinsberg, fille naturelle de Jean de Heinsberg et veuve de Jean de Holzet, grand bailli de Hesbaye ;

b) Jean de Neufchâteau, qui suivra sous VIII ;

c) Simon Nadon, cité en 1444 ;

d) Isabelle, qui épousa en 1436, Jean d'Eynatten de Newbourg ;

e) Jeanne, qui épousa d'abord Olivier de Melen et en secondes nocés, par contrat du 25 novembre 1446, Jean-Bauduin du Bois, seigneur de Soheit ;

f) Marguerite, qui épousa Arnold de Brandebourg, sire de Hubinne.

VIII. Jean de Neufchâteau fut seigneur de Neufchâteau, après son frère Renard. Il épousa Catherine de Xhenemont, fille de Guillaume, qui était veuve en 1476. De ce mariage naquirent quatre enfants :

1^o Renard de Neufchâteau, qui épousa Elisabeth de Kerckem ;

2^o Jean de Neufchâteau, était seigneur de Neufchâteau, en l'an 1500. Il mourut en 1513, sans héritier ;

3^o Catherine de Neufchâteau, décédée en 1516 ; elle avait épousé Alard de Gulpen de Rosmel, décédé lui-même le 4 février 1495. La seigneurie de Neufchâteau passa dans leur descendance. Catherine épousa en secondes nocés Jean de Celles, seigneur de Gramptinne ;

4^o Marguerite de Neufchâteau, qui eut en part la seigneurie de Wodémont, provenant de la famille des Fraipont. Elle épousa Balthasar Moer van Walde.

3. Neufchâteau, comme son nom l'indique, doit sa dénomination à la construction, à une époque très reculée, d'un nouveau château dans la localité. L'ancien château existait encore en 1314. Le *Latynsboek* nous apprend, en effet, qu'Eustache de Nuefcasthel tenait en fief trois bonniers, *gisants deleis le viel Castel, en terroir de Dalhain* (conf. *Gal.*, p. 42 et *Br.*, n^o 568, fol. 1 v^o).

LA FERME DE WICHAMPRÉ.

1314. — Arnold de Frapont tient une ferme et cent bonniers de terre près de Dalhem (*Gal.*, p. 7).

1375. — Guillaume de Frepont tient une ferme appelée *Witserontpreit*, avec cent bonniers de terre. Jacques de Frepont, son frère, tenait ces biens avant lui (*Specht*, fol. 281).

1380, environ. — Gilles de Breamont relève en même temps que le seigneur de Schoenvorst (note sur le *Spechtboeck*).

1430. — Jean de Neufchâteau relève ensuite du décès de Renier, sire de Neufchâteau (note sur le *Spechtboeck*).

1500. — Jean de Neufchâteau déclare tenir en fief la court et maison de Wychampreit, près Neufchâteau, valant environ cent quatre-vingts muids d'épeautre annuels. Il tient ce fief de son père Jean, mais primitivement il provient des *Fraipont* et des *Brialmont* (*Br.*, n° 573).

1512, 19 mars. — Balthasar Moer dit van Walde, en qualité d'époux de Marguerite de Neufchâteau, relève la ferme de Wiljampré ensuite du décès de Jean de Neufchâteau (*Br.*, n° 13146, fol. 452).

1562, 4 juin. — Guillaume de Goltstein, en qualité de mari de Catherine de Sombreffe, fait relief en vertu de l'attribution du fief qui lui a été faite en partage. Il est ajouté que Jean de Sombreffe avait déjà relevé le fief à la mort de son père et avait payé les droits (*Reg.*, n° 35, fol. 9 v°).

1597, 6 mai. — Bartholomé Hagelstein, mayeur de Wodémont et censier de Wichampré, fait relief au nom de Jean Schellart d'Obbendorf, époux de Catherine de Goltstein et d'Elisabeth, sœur de la dite Catherine, par décès de Guillaume de Goltstein, leur père et beau-père (*Reg.*, n° 2, fol. 24).

1614, 21 janvier. — Jean de Pontpier, mayeur de

Neufchâteau, relève au nom de Frédéric Schellart, seigneur de Muggenhausen, Grampten, Fanson, voué héréditaire de Lontzen et Xhoris (*Reg.*, n° 35, fol. 42 v°).

1614, 21 octobre. — Frédéric Schellart, seigneur de Muggenhuysen, relève ensuite du décès de Guillaume de Goltstein, son *père* (*sic*), lisez grand-père (*Reg.*, n° 35 2°, fol. 21).

1636, 20 février. — Jean d'Emeraedt, receveur de Lontzen, fondé de pouvoir de Jean de Goltstein, chanoine écolâtre de Notre-Dame à Aix, exécuteur testamentaire de feu Frédéric Schellart d'Obbendorf, seigneur de Muggenhuysen, Lontzen, Fançon, Gramp-tinne, fait enregistrer dans les registres de la cour féodale le testament du dit Frédéric, en date du 19 février 1635. Le testateur y déclare léguer la cense de Wichampré à son neveu Adam-Guillaume Schellaert d'Obbendorf (*Reg.*, n° 3, fol. 90).

1644, 15 avril. — Adam-Guillaume Schellart d'Obbendorf baron de Gurtsenich, haut voué héréditaire de Lontzen, emprunte à Guillaume de Caldenborg, chevalier seigneur de Beucken, lieutenant féodal et drossart du duché de Limbourg, un capital de 8,000 florins brabant; il affecte en garantie la ferme de Wichampré, ainsi que le château de Lontzen et les biens dépendant de l'avouerie de Lontzen (*Reg.*, n° 3, fol. 145 v°).

1654, 14 février. — Adam-Guillaume Schellart d'Obbendorf vend le fief à André de Falle (*Reg.*, n° 3, fol. 162).

1675, 19 octobre. — André de Falle fait relief au nom de son père Paul de Falle (*Reg.*, n° 27, fol. 57).

1688, 21 juin. — Le comte de Schellart fait relief (*Br.*, n° 13148, fol. 6).

1728, 16 août. — Jean-Guillaume-Joseph comte de Schellart, seigneur de Gurtsenich, voué héréditaire de Lontzen, François-Jean-Théodore de Schellart, Fran-

çois-Charles de Schellart, Philippe-Guillaume de Schellart, Joseph-Bertram de Schellart et Jean-Louis-Albert comte de Schellart de Gurtsenich, tous frères, vendent le fief à Léonard-Joseph baron de Lamberts de Cortenbach (*Reg.*, n° 69, fol. 49).

1728, 28 août. — Léonard-Joseph baron de Lamberts de Cortenbach relève en vertu de la vente lui faite et conformément au relief fait le 18 mai 1722 par Jean-Guillaume de Schellart (*Reg.*, n° 69, fol. 48 v°).

1753. — Léonard baron de Lamberts de Cortenbach déclare posséder le fief de Wichampré et fait le dénombrement des terres qui le composent (*Reg.*, n° 73).

1760, 15 septembre. — Réalisation d'un acte du 19 août précédent dans lequel Léonard-Joseph-François-Jérôme baron de Lamberts de Cortenbach, premier échevin maître du siège royal d'Aix-la-Chapelle, déclare que pour satisfaire à la sentence de la Chambre impériale de Wetzlar du 17 juin dernier, intervenue dans le procès entre lui et ses enfants du premier lit, il leur abandonne le fief de Wichampré. Les dits enfants sont : Antoine-Ulric baron de Lamberts de Cortenbach de Bergilers, Albertine-Sydonie de Lamberts de Cortenbach, épouse de Jean-Henri-Arnold de Mylins, bourgmestre de Cologne, Thérèse de Reul, *petite-fille*, épouse de Bernard-Joseph baron de Hallbergh de Broich (*Reg.*, n° 70).

1760, 15 septembre. — Bertrand-Joseph baron de Hallbergh de Broich relève ensuite de la cession de son grand-père ci-dessus (*Reg.*, n° 70).

1789, 30 octobre. — M^{me} de Crumpipen, née de Hallbergh, et Henri de Crumpipen, son époux, relève la maison, bâtiments et basse court de Wichampré leur échue par succession (*Reg.*, n° 71).

OBSERVATIONS.

1. La famille de *Frepont* ou *Fraipont* descend de Renier de Visé, maréchal de l'évêché de Liège, qui était châtelain de Dalhem

en 1286. Il épousa la fille aînée d'Ulric de Bombaye et eut un fils Renier qui prit le nom du château de Fraipont, sur la Vesdre. Le dit Renier de Fraipont est cité avec sa femme Helinde, dans une charte de Saint-Lambert du 1^{er} février 1309 (*Cartulaire*, t. III, p. 89). Il eut plusieurs enfants, entre autres : Arnould de Fraipont ; Guillaume de Fraipont, cité en 1376 ; Gérard de Fraipont, cité en 1350, avec son frère Jacques de Fraipont (1). *C'étaient, dit Hemricourt, les plus hardis et les plus vaillants gens de leur terre qui fussent en nul pays.*

Jacques de Fraipont, dont nous venons de parler, acheta le 9 novembre 1362 le château et la seigneurie de Wodémont, près de Neufchâteau, que lui vendit Clerembauld d'Auterive (*Stoot*, fol. 73).

Ce domaine constituait un fief relevant de la cour féodale de Limbourg, nous en avons traité au tome IX, page 310, de la *Société d'art et d'histoire*.

Ce Jacques de Fraipont épousa Alix, fille de Henri de Schoenvorst, mais il mourut sans héritier. Après lui, Wodémont et la ferme de Wichampré passèrent à son frère Guillaume, qui mourut également sans enfant. Gilles de Brialmont, qui hérita des deux fiefs, était fils de Wéry Gailhart de Brialmont et de Jeanne de Fraipont, sœur de Guillaume de Fraipont ; il n'eut pas de postérité. Wichampré et Wodémont passèrent alors à la descendance de Renier de Neufchâteau, qui avait aussi épousé une sœur de Guillaume de Fraipont (2).

2. Catherine de Neufchâteau, après être devenue veuve d'Allard de Gulpen, épousa Jean de Celles, seigneur de Gramptines, Harzé, Fanson et haut voué héréditaire de Lontzen (3). Leur fille Jeanne de Celles, dame de Fanson et Harzé, épousa Frédéric de Sombreffe. Catherine de Sombreffe, issue de ce mariage, eut pour mari Guillaume de Goltstein, sire de Muggenhausen. Ils eurent une fille Catherine de Goltstein, qui épousa Jean Schellart d'Obbendorf et lui apporta la seigneurie de Fanson et l'avouerie de Lontzen.

(1) Conf. *Cartulaire du Val-Dieu*. Isabelle, fille de feu Gérard de Fraipont, est mentionnée dans une charte du Val-Saint-Lambert du 25 octobre 1364.

(2) Cf. *Grand greffe des échevins de Liège*, reg. n^{os} 1440 à 1443, fol. 84.

(3) L'avouerie de Lontzen et la seigneurie de Fanson lui provenaient de la famille de Clermont de Harzé, dont son arrière-grand-père Jacquemart de Celles avait épousé une descendante : Jeanne de Clermont, dame de Harzé, etc. (cf. *Société d'art et d'histoire*, t. IX, p. 389).

XIII.

COMMUNE DE NOORBEEK.

LA SEIGNEURIE HAUTAINÉ.

1648, 6 août. — Isabelle Hoen de Cartils déclare tenir en fief la seigneurie de Noorbeek (*Reg.*, n° 27, fol. 5).

1675, 19 octobre. — Gérard Coelen, mayeur de Noorbeek, au nom de la communauté de Noorbeek, qui a remboursé l'engagère, fait relief de la seigneurie (*Reg.*, n° 27, fol. 64).

1693, 20 avril. — Le licencié Coelen fait relief (*Br.*, n° 13148, fol. 6).

1696, 7 août. — Jean de Saroleau relève la seigneurie (*Br.*, n° 13148, fol. 8).

1712, 12 juillet. — Marie-Joseph Clercx, dame douairière de Cheratte et Noorbeek, relève pour ses enfants, ensuite du décès de son mari Jean-Philippe de Sarolea, écuyer (*Reg.*, n° 68, fol. 167).

1714, 1^{er} août. — Le chevalier Pierre-Ignace-Joseph de Winckel expose que le 30 juillet 1696 feu Jean de Winckel, conseiller et receveur général de Sa Majesté pour la province de Limbourg, son père, avait vendu la seigneurie de Noorbeek à Jean de Sarolea, écuyer, défunt mari de Marie-Joseph Clercx, dame douairière de Cheratte. Diverses difficultés ayant surgi à propos de cette vente, un arrangement amiable a été conclu avec la dite dame, en vertu duquel la vente de 1696 a été annulée (*Reg.*, n° 68, fol. 175 v°).

1714, 8 août. — Le chevalier de Winckel relève ensuite de l'acte précédent (*Reg.*, n° 68, fol. 177).

1731, 16 juin. — J.-H. de Winckel, seigneur de Noorbeek et P. de Winckel, greffier du souverain conseil de Gueldre, son cousin, relèvent ensuite du décès du chevalier de Winckel, père du premier relevant (*Reg.*, n° 69, fol. 68).

1740, 23 novembre. — Pierre-Charles-Ernest de Weide, échevin du ban de Herve, tant en son nom qu'au nom de Jean-Henry de Winckel, chanoine d'Essen, son beau-frère, vendent la seigneurie à Jacques-Erard de Foulon, baron du Saint-Empire, seigneur de Kessel et de Weltweselt, chambellan de Son Altesse le prince de Liège (*Reg.*, n° 69, fol. 109 v°).

1744, 8 juillet. — Le baron de Foulon, seigneur de Noorbeek, relève au nom de son fils aîné (*Reg.*, n° 69, fol. 114 v°).

1750, 3 novembre. — Le chevalier de Bibau, tuteur des enfants mineurs du baron de Foulon, son beau-frère, fait relief (*Reg.*, n° 69, fol. 142 v°).

1753. — Jacques-François-Joseph baron de Foulon déclare tenir en fief la seigneurie de Noorbeek telle qu'elle a été vendue avec pacte de rachat par la Chambre des comptes de Brabant et telle qu'il l'a recueillie dans la succession de son père (*Reg.*, n° 73).

XIV.

COMMUNE D'OLNE.

LA SEIGNEURIE HAUTAIN D'OLNE.

1559. — Engagère de la seigneurie à Warnier de Gulpen.

1564, 31 mai. — Guillaume de Ruysschenberg, époux de Marguerite de Gulpen, fille de Warnier, fait relief (*Reg.*, n° 35 2°, fol. 12).

1586 à 1589. — Jean de Ruysschenberg relève (*Br.*, n° 13147, fol. 46).

1638, 22 janvier. — Adam Hannot, greffier du ban d'Olne, fait relief au nom d'Alexandre baron de Cortenbach, vicomte de Tervueren et Duitsborch, seigneur de Helmonde, Gechen, Sleyden, Holshem et Helin-donck, héritier de Jean de Ruyschenberg, son oncle (*Reg.*, n° 3, fol. 115).

1652, 4 mars. — Jean-Guillaume d'Olne relève (*Br.*, n° 13147, fol. 412).

1653, 14 janvier. — Sibille-Marie de Pletenberg, dame douairière de la Rochette, relève par décès de Jean de Ruyschenberg, son mari, et d'Alexandre baron de Cortenbach, son neveu. Elle proteste contre tout dommage qui pourrait résulter de ce qu'Edmond de Cortenbach, nouveau propriétaire, a négligé de faire relief (*Reg.*, n° 3, fol. 159).

1675, 10 novembre. — Daniel Burette relève (*Reg.*, n° 27, fol. 34).

1679, 11 avril. — Daniel Burette relève en vertu de ses lettres patentes (*Reg.*, n° 27, fol. 78).

1683, 4 janvier. — Daniel-Albert Burette relève ensuite du décès de son père Daniel (*Reg.*, n° 27, fol. 83 v°).

1692, 20 octobre. — Jean Burette relève par décès de son frère Daniel Burette (*Reg.*, n° 29, fol. 101).

1694, 30 décembre. — Anne-Marie van Freisheim, veuve de Daniel Burette, Jean de Burette, son fils, Agnès-Esther de Burette, Jeanne-Gertrude de Burette, et Sibille de Burette, ses filles, avec Laurent Lynen, son gendre, vendent à Guillaume d'Olne, banquier, la seigneurie telle que le dit feu Daniel Burette l'a acquise le 6 octobre 1668 devant la cour féodale de Dalhem (*Reg.*, n° 5, fol. 100).

1694, 30 décembre. — Guillaume d'Olne fait relief (*Reg.*, n° 5, fol. 101).

1716, 20 octobre. — Philippe-Guillaume baron d'Olne, seigneur de Saint-Hadelin et Baerlo, relève par décès de Guillaume d'Olne, chevalier du Saint-Empire, son père (*Reg.*, n° 29, fol. 101).

1752, 28 août. — Lambert-Henri baron d'Olne, colonel, relève en vertu du transport lui fait ce jour par Guillaume-Philippe d'Olne, baron du Saint-Empire et son épouse née de Roche (*Reg.*, n° 30, fol. 100).

1756, 9 janvier. — Guillaume-Frédéric baron d'Olne,

seigneur de Baerlo, relève la seigneurie lui cédée par feu son père, décédé le 12 janvier 1754 (*Reg.*, n° 30, fol. 100 v°).

1765, 31 juillet. — Guillaume-Frédéric baron d'Olne vend la seigneurie à David Regnier, demeurant à Londres (*Reg.*, n° 8, fol. 95).

1770, 4 décembre. — Testament de David Regnier léguant Olne à son fils André (*Reg.*, n° 8, fol. 133).

1773, 20 octobre. — Marthe Regnier, usufruitière, et son fils André vendent la seigneurie à Guillaume-Frédéric baron d'Olne (*Reg.*, n° 8, fol. 166 v°).

1784, 13 octobre. — Antoine-Joseph baron d'Olne relève par décès de son père (*Reg.*, n° 31, fol. 123).

LA MAYEURIE HÉRÉDITAIRE D'OLNE.

1385. — « Jean, fils de Guillaume d'Oyne, tient la » mayeurie d'Oyne deleis Frepont en le terre de Doil- » hain » (*Reg.*, n° 568, fol. 5).

1465. — Relief ensuite du décès de Reynardt, mayeur héréditaire d'Olne (*Br.*, n° 5727).

1479, 28 mai. — Fachin de Trembleur fait relief (*Br.*, n° 13146, fol. 204).

1517, 6 novembre. — Adrien de Frepont relève la mayeurie héréditaire par suite du décès de son père Guillaume de Scoppom (*Br.*, n° 13146, fol. 504).

1623, 20 décembre. — Everard Nizet, fils aîné de feu Mathieu Nizet, relève par décès de son père (*Reg.*, n° 3, fol. 3).

1653, 24 mai. — Mathieu Nizet relève par décès de son frère Everard (*Reg.*, n° 3, fol. 157).

1675, 10 novembre. — Everard Nizet relève (*Reg.*, n° 27, fol. 35).

1679, 31 janvier. — Everard Nizet, fils de feu Gilles-Mathieu Nizet, relève (*Reg.*, n° 27, fol. 70).

1693, 20 octobre. — Henri Nizet relève par décès d'Everard Nizet, son père (*Reg.*, n° 29, fol. 102).

1746, 21 juin. — Everard Nizet, jurisconsulte et avocat, relève par décès de Henri Nizet, son père (*Reg.*, n° 29, fol. 102).

1779, 29 décembre. — Henri Nizet relève par décès d'Everard, son frère (*Reg.*, n° 30, fol. 101).

1793, 3 avril. — Gilles-François Nizet relève par décès de Henri Nizet, son cousin germain, attendu, dit l'acte, que le défunt ne laisse qu'un frère prêtre et des sœurs, inaptes à l'office de mayeur (*Reg.*, n° 31, fol. 124).

1793, 9 avril. — Mathieu-Joseph Nizet relève par décès de Henri Nizet, son cousin germain, et pour le même motif que le précédent (*Reg.*, n° 31, fol. 228).

1793, 11 avril. — Bernard-Henri-Joseph Vrithoff fait relief au nom de Marie-Marguerite Nizet, sa tante, sœur aînée de feu Henri Nizet (*Reg.*, n° 31, fol. 228 v°).

XV.

COMMUNE D'OEST ET D'EYSDEN.

LA SEIGNEURIE HAUTAINÉ D'OEST.

1675, 19 octobre. — Antoine baron de Hoensbroeck relève (*Reg.*, n° 27, fol. 63).

1679, 21 mars. — Antoine-Candide baron de Hoensbroeck relève (*Reg.*, n° 27, fol. 76 v°).

1681, 15 avril. — Le baron de Hoensbroeck relève (*Reg.*, n° 28, fol. 116).

1694, 30 janvier. — Marie-Alexandrine baronne de la Margelle, tutrice de son fils Antoine-Ulric-Dominique-Hyacinthe comte de Hoensbroeck, relève par décès de son mari Antoine-Candide comte de Hoensbroeck (*Reg.*, n° 29, fol. 173).

1727, 23 décembre. — Isabelle et Catherine comtesses de Hoensbroeck d'Oest relèvent par décès d'Ulric-Antoine comte de Hoensbroeck, leur père (*Reg.*, n° 29, fol. 173 v°).

1749, 28 avril. — C.-A. comtesse de Hoensbroeck, dame d'Oest et Fouron-le-Comte, épouse du baron Colyn, seigneur de Beusdael et Sippenaeken, fait donation de la seigneurie au baron de Berghe de Trips, pour les mêmes motifs qui l'ont déterminée à lui donner la seigneurie de Fouron-le-Comte (voir ce fief ci-devant) (*Reg.*, n° 69, fol. 13 v°).

1749, 6 mai. — Adolphe baron de Berghe de Trips, général de cavalerie et colonel d'un régiment de dragons au service des Etats-Généraux, relève ensuite de la donation lui faite (*Reg.*, n° 29, fol. 174 v°).

1755, 19 décembre. — Entre Adolphe baron de Berghe de Trips, Catherine baronne douairière de Colyn, née comtesse de Hoensbroeck d'Oest et Guillaume comte de Geloës, lieutenant de la salle de Curange, il est décidé que l'acte de donation du 28 avril 1749 est annulé. Toutefois le baron de Berghe conservera l'usufruit et si la dite Catherine ne se remarie pas, tous ses biens passeront après elle à Guillaume comte de Geloës (*Reg.*, n° 7, fol. 268).

1758, 22 août. — La douairière baronne de Colyn, née de Hoensbroeck, relève (*Reg.*, n° 30, fol. 146).

1761, 21 novembre. — Adolphe de Berghe de Trips renonce à son droit d'usufruit au profit de Catherine baronne de Colyn, née de Hoensbroeck, qui en fait aussitôt donation à son neveu le comte Guillaume de Geloës (*Reg.*, n° 8, fol. 49).

1761, 15 décembre. — Guillaume comte de Geloës fait relief en vertu de la donation susdite (*Reg.*, n° 30, fol. 147).

FERME ET COUR FONCIÈRE DITE SCHILLINGSHOF
A MAERLAND.

1314. — Henri de Scessal tient cinq bonniers à Maerland, 28 sous et 28 capons de rente annuelle (*Gal.*, p. 97).

1375. — Henri Scheelart, fils de Henri, tient les mêmes biens (*Br.*, n° 568).

1431-1432. — Relief par décès de Gilles Scheelart, de Maerland (*Br.*, n° 5726).

1500, juillet. — Arnold Kreuse, de Keer, tient une maison et une ferme à Maerland (*Br.*, n° 573).

1532. — Houb Krues, fils d'Arnold, relève par décès de son fils, une rente de dix muids à Maerland (*Br.*, n° 13146, fol. 14).

1544, 17 mai. — Heyneken van den Rote, tant pour lui que pour ses copartageants : Pierre-Guillaume, fils de Pierre-Nélis de Maerland, Trynycken, sa sœur, Lencken et ses trois sœurs, relève un bonnier et demi situé à Maerland, une cour foncière et 12 capons et 4 oies de rente annuelle (*Reg.*, n° 35², fol. 1).

1544, 2 juillet. — Gilles Hagens de Maerland relève le même fief et prête le serment féodal (*Reg.*, n° 35², fol. 1 v°).

1563, 14 juillet. — Wynant de Holzit, dit Oest, relève pour lui et ses frères et sœurs une cour foncière dite la *Schillinckshoff* à Maerland ; il relève aussi une maison, ferme et six arpents de terre au dit Maerland, qui ont été adjugés à son père Christophe d'Oest, sur saisie opérée contre Jean Mor de Maerland, le 27 novembre 1562 (*Reg.*, n° 35, fol. 12).

1566, 9 juillet. — Les enfants et héritiers de Jean Morre de Maerlant, à savoir : Jean, Nélis et Goeris Meysen op te Broeke, époux de Bodten, leur sœur, déclarent que Christophe de Holzit, dit Oest, ayant exproprié la ferme dite *Peter Nelishoff* à Maerland, ils renoncent à leur droit de rachat en faveur de la veuve du dit Christophe et de ses enfants (*Reg.*, n° 35², fol. 15).

1624, 6 novembre. — Anne van Oest fait relief (*Reg.*, n° 3, fol. 16).

1645, 6 octobre. — Michel Schroeten, secrétaire du seigneur d'Oest, relève au nom du dit seigneur (*Reg.*, n° 3, fol. 150).

1675, 19 octobre. — Antoine baron de Hoensbroeck, seigneur de Fouron-le-Comte et Oest, relève (*Reg.*, n° 27, fol. 63).

1679, 18 mars. — Antoine-Candide baron de Hoensbroeck relève (*Reg.*, n° 27, fol. 76 v°).

1694, 30 janvier. — Marie-Alexandrine baronne de la Margelle, mère et tutrice d'Antoine-Ulric-Dominique-Hyacinthe comte de Hoensbroeck, relève par décès de son mari Antoine-Candide comte de Hoensbroeck (*Reg.*, n° 29, fol. 173).

1727, 23 décembre. — Isabelle et Catherine comtesse de Hoensbroeck d'Oest relèvent par décès de leur père Ulric-Antoine (*Reg.*, n° 29, fol. 175).

1749, 6 mai. — Adolphe baron de Berghe de Trips, général de cavalerie, relève en vertu de la donation lui faite par la comtesse de Hoensbroeck (*Reg.*, n° 29, fol. 175).

1758, 22 août. — La douairière baronne de Colyn, née Hoensbroeck, fait relief (*Reg.*, n° 30, fol. 148).

1761, 15 décembre. — Guillaume comte de Geloës relève ensuite de la donation de sa tante la douairière de Colyn, née Hoensbroeck (*Reg.*, n° 30, fol. 148 v°).

XVI.

LA SEIGNEURIE DE LA ROCHETTE

ET LES FIEFS QUI EN PROVIENNENT (1).

LA SEIGNEURIE DE LA ROCHETTE.

1314. — Jean de le Roche, avoué de Fléron, relève l'avouerie de Fléron et le château de *le Roche* (*Gal.*, p. 146).

1366, 11 mars. — Jean de le Roche, voué de Fléron, et fils de Franck, fait relief (*Stoot*, fol. 78 v°).

(1) Commune de Chaudfontaine.

1483-1484. — Relief ensuite du décès de Jean de Withem (*Br.*, n° 13146, fol. 243).

1500. — Werner de Withem, burgrave du pays de Dalhem, tient la maison et château de Roche sur la Vesdre, lui provenant de feu Jean de Withem, son frère. Il tient aussi la cour foncière de Kaldenbergh, à Fouron-Saint-Martin, qui appartient d'abord à Henry Kaldenbergh, puis à son fils Artoys et enfin à Jean de Withem (*Br.*, n° 573).

1564, 29 juin. — Guillaume de Ruysschenberg, comme mari de Marguerite de Gulpen, fille de War-nier de Gulpen, relève par décès de ce dernier la mai-son, château, forteresse de la Rochette et l'avouerie de Fléron (*Reg.*, n° 35², fol. 11).

1686-1689. — Jean de Ruysschenberch relève les mêmes biens par décès de son père Guillaume (*Br.*, n° 13147, fol. 46).

1638, 22 janvier. — Adam Hannot, greffier du ban d'Olne, relève au nom d'Alexandre baron de Corten-bach, vicomte de Tervueren et Duitsborch, seigneur de Helmonde, etc., comme héritier de Jean de Ruyss-chenberg, son oncle (*Reg.*, n° 3, fol. 115).

1653, 14 janvier. — Sibille-Marie de Plettenberg dame douairière de la Rochette, relève le château de la Rochette et l'avouerie de Fléron par décès de Jean de Ruysschenberg, son mari, et d'Alexandre de Corten-bach, son neveu, protestant de tout dommage contre Edmond de Cortenbach, nouveau propriétaire, qui a négligé de faire relief (*Reg.*, n° 3, fol. 159).

1661, 26 février. — Edmond baron de Cortenbach, burgrave de Terneuzen et Duysborg, maréchal du duché de Limbourg, seigneur de Helmont, relève le château et seigneurie de la Rochette par suite du décès de Jean de Ruysschenberg et aussi en vertu d'un arrangement conclu le 4 décembre 1659 avec Sibille-Marie de Plettenberg (*Reg.*, n° 3, fol. 159).

1680, 19 juillet. — Cornélis van Aerssen, haut dros-

sart du comté de Dalhem, requiert et obtient la saisie du fief contre le baron de Cortenbach, pour défaut de relief (*Reg.*, n° 27, fol. 78 v°).

1681, 1^{er} juillet. — Le drossart est mis en possession du fief (*Reg.*, n° 27, fol. 80 v°).

1682, 13 mars. — La princesse de Gonzague, marquise de Mantoue, baronne de Cortenbach d'Helmont, vicomtesse de Tervueren et Duysbergh, maréchale héritière du duché de Limbourg, voueresse de Fléron, dame douairière de la ville de Helmont, fait relief (*Reg.*, n° 27, fol. 84).

1686, 3 septembre. — A.-Uldaric comte d'Arberg de Vallengin, époux de la princesse susdite, relève son droit d'usufruit sur la Rochette, mais refuse de relever l'avouerie de Fléron qu'il a été obligé de relever devant la cour féodale de Liège (*Reg.*, n° 27, fol. 83 v°).

1688, 15 juin. — Albert comte d'Arberg de Vallengin et du Saint-Empire relève (*Reg.*, n° 27, fol. 84).

1726, 27 juin. — Maximilien-Nicolas comte d'Arberg de Vallengin et du Saint-Empire relève ensuite du décès de son père Albert comte d'Arberg de Vallengin (*Reg.*, n° 29, fol. 176).

1765, 7 mai. — Charles-Alexandre comte d'Arberg fait relief (*Reg.*, n° 30, fol. 151).

LA FENDERIE OU USINE DE LA ROCHETTE.

1700, 21 mai. — Le comte Albert-Joseph d'Arberg de Vallengin, seigneur de la Rochette, vend au sieur Dosquet pour une part et à Louis Bailly et Gilles Lambotte pour l'autre part un coup d'eau sur la Vesdre, à l'opposite de Bois-la-Dame, en lieu dit au Bouillon, ainsi que neuf verges de terre pour y établir une usine (*Reg.*, n° 5, acte réalisé en 1706).

1706, 11 août. — L'usine n'ayant pu être établie pour divers motifs énoncés dans l'acte, François Pol-

leur fut adjoint aux premiers adjudicataires et l'usine achevée (*Reg.*, n° 5).

1722, 27 mai. — François-Frédéric Polleur, Arnold Colson, époux de Thérèse Polleur, et leurs consorts propriétaires de la fenderie ensuite de l'achat qu'en a fait, le 31 août 1718, Marie-Daniel, veuve de François Polleur, de Gilles Lambotte, Dosquet et consorts vendent la dite fenderie à Mathias Malaise et à Abraham Leswenne (*Reg.*, n° 7, fol. 167).

1726, 24 décembre. — Abraham Le Swenne et Mathias Malaise font relief (*Reg.*, n° 29, fol. 176).

1743, 5 février. — Grégoire Malaise, oncle et tuteur d'Elisabeth Malaise, fille de feu Mathias Malaise, relève la moitié de la fenderie qu'elle possède indivisément avec Marie-Agnès Jeunechamps, veuve de Pierre Le Swenne, propriétaire de l'autre moitié (*Reg.*, n° 29, fol. 188 v°).

1745, 10 avril. — Le sieur Jeunechamps et le sieur Poirier, mambour de l'enfant mineur de feu le sieur Lesoine et de la demoiselle Jeunechamps et la demoiselle Malaise mettent la fenderie en vente. Grégoire Malaise en fait l'acquisition au nom des enfants de feu Mathias Malaise (*Reg.*, n° 7, fol. 183).

1751, 1^{er} janvier. — Henri Bechet, mari de Jeanne Malaise, Marie-Joseph Malaise, Elisabeth Malaise, veuve de Wilkin, tous héritiers de Mathias Malaise, marchand de clous, à Chênée, loue la fenderie pour neuf ans à Conrard Grisard, maître-ouvrier de fenderie (*Reg.*, n° 7, fol. 196).

1780, 7 février. — Charles-Alexandre comte d'Arberg de Vallengin et du Saint-Empire, évêque d'Amizon et suffragant de Liège, ayant été remis en possession de la fenderie par rétrocession de la veuve Bechet et ses enfants, faite en l'an 1769, la vend à Jacques Spéder (*Reg.*, n° 9).

CENSE DITE DE LA BASSE-COUR DU CHATEAU
AVEC LE MOULIN SITUÉ AU PIED DE LA MURAILLE
DU CHATEAU.

1706, 16 novembre. — Albert-Joseph d'Arberg de Vallengin vend les dits biens à Gilles Lambotte (*Reg.*, n° 5).

1726, 24 décembre. — Gilles Lambotte, marchand à Liège, relève ensuite de son acquisition (*Reg.*, n° 29, fol. 176).

1728, 29 décembre. — Jamar de Libois, avocat, relève par suite de la donation lui faite par Gilles Lambotte (*Reg.*, n° 29, fol. 176).

CENSE DITE SUR-LE-BOIS A LA ROCHETTE.

1706, 7 mai. — Vente sous forme d'engagère par Albert-Joseph comte d'Arberg de Vallengin à Damide Grisart, veuve du commissaire Montfort, Barbe Noville, partie faisant pour sa mère, Laurent Mawet et Gilles-Walter Dosquet, maître de l'usine de la Rochette (*Reg.*, n° 5).

1727, 4 février. — Dame Barbe de Noville, veuve du baron de Hessel et Laurent Mawet, Antoine Montfort et Gilles-Walter Dosquet font relief ensuite de leur achat (*Reg.*, n° 29, fol. 170).

1743, 23 février. — Pierre-François de Glain, héritier testamentaire de feu Laurent Mawet, son oncle, relève sa part (*Reg.*, n° 29, fol. 171).

MAISON, FORGE ET BRASSINE A LA ROCHETTE.

1731, 23 juillet. — Philippe Magis relève un demi bonnier de pré et deux verges sur lesquelles il a fait bâtir une maison, étable, fourni, forge et une brassine avec droit de banalité, le tout acquis depuis quelque temps de feu le comte d'Arberg de Vallengin (*Reg.*, n° 29, fol. 187).

1743, 12 juin. — Mathieu Delle Semme relève en-

suite de son acquisition à la vente proclamatoire du 20 octobre 1739 (*Reg.*, n° 29, fol. 188).

1782, 23 juillet. — Philippe Delsemme, fils de Mathieu, fait relief (*Reg.*, n° 31, fol. 202).

XVII.

COMMUNE DE TREMBLEUR.

LA SEIGNEURIE HAUTAINÉ DE TREMBLEUR.

1561, 29 avril. — Jacques, sire d'Argenteau, relève la seigneurie de la cour féodale de Brabant, en vertu de lettres d'achat, concédées par le roi (*Cour féodale de Brabant*, reg. n° 52, fol. 77) (1).

1643, 16 décembre. — Vente par le fisc à Marguerite de Rheede de Sasfelt, dame de Bolland et Julémont, pour 18,000 florins.

1675, 5 octobre. — François-Ferdinand de Lannoy, seigneur de Trembleur et Julémont, relève (*Reg.*, n° 27, fol. 28).

1680, 6 août. — Adrien-Gérard de Lannoy, baron d'Emry, relève ensuite de la cession lui faite par son père Albert de Lannoy, baron de Clervaux (*Reg.*, n° 27, fol. 79).

1731, 13 mars. — Arnold Dellewaide, bailli de Bolland, relève au nom d'Adrien-Damien-Gérard comte de Lannoy, ensuite du décès d'Adrien-Gérard comte de Lannoy, son oncle (*Reg.*, n° 29, fol. 40).

1743, 10 septembre. — Anne-Florence baronne douairière de Warnant, née comtesse d'Outremont, dame de la Neuville-en-Condroz et tutrice d'Adrien-Jean-Baptiste comte de Lannoy de Clervaux, relève ensuite du décès d'Adrien-Damien-Gérard comte de Lannoy, père de son pupille (*Reg.*, n° 29, fol. 40 v°).

(1) Cette engagère fut remboursée trois ans après par les habitants.

LE MOULIN BANAL DE GENESTRE (1).

1314. — Coye de Bombaye tient le tiers du moulin de Genestre (*Gal.*, p. 28).

1314. — Gilles Dessar tient le tiers du dit moulin (*Gal.*, p. 38).

1350, environ. — Ulrich, fils de Coye de Bombaye, tient le tiers du moulin (*Gal.*, p. 288).

1355. — Clerembau de Monceau tient un tiers (*Stoot*, fol. 78 v°).

1375. — Gérard de Courtis tient un tiers (*Specht*, fol. 290 v°).

1387, 24 mai. — Jean, fils de Clerembau de Monceau, vend son tiers, provenant de Gilles Dessar, à Gilles Falconpire (*Specht*, fol. 290 et *Br.*, n° 568, fol. 4 v°).

1405. — Gilles Faucompere relève son tiers (*Br.*, n° 572).

1428-1429. — Relief par décès de Walgrappe de Courtis (*Br.*, n° 5726).

1437-1438. — Relief par décès de Poncon de Blengys (*Br.*, n° 5726).

1500, 8 juillet. — Walgrap de Corthys tient deux tiers du moulin de Genestre lui venant de son feu père Goerd de Corthys (*Br.*, n° 573).

1500, 4 juillet. — Philippe Rovere, mayeur de la ville de Dalhem, tient un tiers du moulin qu'il a obtenu de la demoiselle de Blengnes (Blegny), veuve d'Alexandre de Xhenemont, laquelle l'avait recueilli de son père André de Blengnes (*Br.*, n° 573).

1510, 1^{er} juillet. — Dierick van Strabach, comme époux de Catherine de Courtys, relève deux tiers du moulin provenant de feu Waltgrap de Courtys, son père (*Br.*, n° 13146, fol. 436).

1566. — Thierry Schervels renouvelle son serment de fidélité (*Reg.*, n° 35, fol. 3 v°).

(1) Chenestre ou Genestre, actuellement commune de Saint-André, autrefois de Trembleur.

1574, 27 mai. — Thierry, fils de feu Thierry Xherveau, de Richelle, relève pour lui et ses copartageants, réserve faite de l'usufruit de dame Apoline, leur mère (*Reg.*, n° 35, fol. 34) (1).

1591, 26 janvier. — Henri, le meunier de Leval, transporte le moulin banal de Genestre, tel qu'il l'a acquis le 22 octobre 1590 de Charles de Chieff, époux d'Anne, fille de damoiseau Jean de Cortil, à Noël de de Mons (*Reg.*, n° 2, fol. 13).

1596, 21 mai. — Ernot Loly, de Favechamp, vend le moulin à Ernot, fils de feu Guillaume Geron, de Mortier (*Reg.*, n° 2, fol. 21).

1597, 9 décembre. — Ernot, fils de feu Guillaume Geron, vend le moulin à Thomas, fils de feu Le Marie Divuz (*Reg.*, n° 2, fol. 25).

1619, 30 juillet. — Ernot et Laurent, fils de feu Thomas le Marie d'Yvuz, et Sacré de Julémont, leur beau-frère, agissant tant pour eux-mêmes que pour Martin et Thomas, leurs frères, déclarent que, ne pouvant faire les réparations nécessaires au moulin ni faire face aux dettes hypothécaires qui le grèvent, surtout à celles dues à damoiseau Jean Walgraf de Cortils, ils transportent le dit moulin à ce dernier dans le même état de charges où il se trouvait lors du rendage fait par feu Frambach de Gulpen, et sa seconde épouse Anne Haweau, mère du dit Walgraef de Cortils, au profit de feu Charles du Chieff (*Reg.*, n° 2, fol. 53).

1641, 4 mars. — Ernest de Palant, seigneur de My, gendre de Jean Walgraf de Cortils et héritier de feu Marie de Cortils, fait relief (*Reg.*, n° 3, fol. 126 v° et 132).

1662, 1^{er} septembre. — Charles baron de Palant, fils d'Ernest baron de Palant, seigneur de My, en son nom et au nom de son frère Ernest baron de Palant,

(1) Thierry Xherveau, mayor de Herve, avait épousé Apolonia de Strabach (cf. notre *Histoire de la ville de Herve*, 2^e édit., p. 227).

chan oïne de Notre-Dame à Aix, vend à Lambert Retraedts, bourgmestre de Maestricht, les deux sixièmes du moulin. Cette vente est faite avec l'autorisation du père des vendeurs qui reçoit une certaine somme pour son droit d'usufruit et moyennant une autre somme payée à Paschaline de Palant, religieuse et sous-prieure à Hocht, sa fille (*Reg.*, n° 4, fol. 1).

1662, 21 décembre. — Louise-Isabelle d'Argenteau, baronne de Palant, épouse de Philippe-Albert baron de Palant, emprunte 800 patacons à Lambert Retrade, bourgmestre de Maestricht, et affecte sa part du moulin en garantie (*Reg.*, n° 4, fol. 5).

1663, 17 octobre. — Anne-Alexandrine de Berlo, baronne douairière de Palant, dame de My, Berlo, etc., en vertu du testament de son feu mari André baron de Palant, seigneur de My et Berlo du 30 juillet 1658, transporte son sixième du moulin à Lambert Retrade, bourgmestre de Maestricht (*Reg.*, n° 4, fol. 22).

1675, 10 novembre. — Lambert Retraed relève les parts du moulin qu'il possède (*Reg.*, n° 27, fol. 33).

1679, 21 mars. — Jean Beer, seigneur de Woord, relève comme un grand fief le sixième du moulin (*Reg.*, n° 27, fol. 77 v°) (1).

1680, 8 octobre. — Adrien-Gérard de Lannoy, baron d'Ennery et seigneur de Trembleur, ayant acheté le moulin au nom des manants du dit Trembleur, fait relief (*Reg.*, n° 27, fol. 79).

1694, 29 novembre. — Les manants de Trembleur qui avaient acquis le moulin de feu Lambert Rietraet, bourgmestre de Maestricht, le mettent en vente publique avec la condition que tous les habitants du village demeureront exempts de la banalité. Hubert Schriver, sergent de la cour de Trembleur, est déclaré adjudicataire (*Reg.*, n° 5, fol. 103).

(1) Ernest de Palant avait eu six enfants, de là la division en sixième. Jean Beer avait épousé la fille du dit Ernest. Dans un autre document, il est appelé Jean Bernard de Voerde.

1695, 12 mars. — Hubert Schriver fait relief (*Reg.*, n° 5, fol. 104).

1705, 22 septembre. — André Schriver, Jean Schriver et Grégoire-Jean Grégoire, les premiers fils et l'autre gendre de feu Hubert Schriver et d'Elisabeth Lemoisne vendent le moulin à Jacques Dellehaes, leur beau-frère (*Reg.*, n° 5, fol. 136).

1735, 15 septembre. — Daniel La Thout (époux de Marie Dellehaes, fille de Jacques) ayant acquis le moulin par purgement et retrait hors des mains de D. Guyot, en fait relief. Le dit D. Guyot, greffier de la cour féodale, en était devenu propriétaire par obtention judiciaire sur vente proclamatoire (*Reg.*, n° 29, fol. 41 v°).

1735, 28 décembre. — André-Joseph Pasteger relève en vertu de son achat (*Reg.*, n° 29, fol. 42).

1742, 23 janvier. — Henri Blom, époux de Judith Pasteger, relève comme héritier d'André-Joseph Pasteger, son beau-frère (*Reg.*, n° 29, fol. 43).

1747, 5 septembre. — H. Blom vend à Léonard-François Ruwet, époux de Marie-Madeleine Diveux, veuve d'André-Joseph Pasteger (*Reg.*, n° 7, fol. 131).

1748, 23 janvier. — Léonard-François Ruwet relève ensuite de son achat (*Reg.*, n° 29, fol. 55 v°).

1760, 11 mars. — Edmond-Antoine chevalier de Fabry Beckers de Cortils, haut voué de Mortier, relève ensuite d'achat (*Reg.*, n° 30, fol. 48).

FERME DITE CLEREBAULX A MONCEAU.

1314. — Gilles Dessar tient sept bonniers à *Monchiau* (*Gal.*, p. 38).

1350. — Clerembau de Monceau tient la ferme de Monceau avec vingt-quatre bonniers (*Stoot*, fol. 78 v°).

1375. — Clerembau de Monceau tient la ferme de Monceau venant de Gilles Dessar (*Specht*, fol. 290).

1390, environ. — Gérard de le Loyge tient les mêmes biens par achat (ajoute sur le *Specht*, fol. 290).

1448. — Jean de le Loyge relève par décès du dit Gérard (ajoute sur le *Specht*, fol. 290).

1495-1496. — Jean Fachyn relève par décès de son père Henri son fief de quatre bonniers à Trembleur (*Br.*, n° 13146, fol. 321).

1566. — Jean Jacquet de Monceau renouvelle le serment de fidélité féodale (*Reg.*, n° 35, fol. 3 v°).

1569, 13 avril. — Jacquemin, fils de feu Jean Jacquet de Monceau, relève pour lui et ses frères et sœurs ensuite du décès de son père (*Reg.*, n° 35, fol. 20).

1569, mai. — Joeris-Mathieu de Gobce, au nom de son épouse, relève la septième part ensuite du décès de Jean Jacquet, son beau-père, et en fait transport à Jacquemin de Monceau, son beau-frère (*Reg.*, n° 35, fol. 27).

1569, 13 octobre. — Laurent, fils de feu Jean Jacquet de Monceau, agissant tant pour lui-même que pour les enfants de feu Englebert Henricot et de Catherine, son épouse, fille de feu Jean Jacquet de Monceau, vend ses droits et les leurs à son frère Jacquemin (*Reg.*, n° 35, fol. 27 v°).

1592, 5 février. — Jean, fils de feu Jacquemin de Monceau, relève ensuite du décès de son père, pour lui, ses frères, sœurs et beaux-frères (*Reg.*, n° 2, fol. 14).

1611, 7 juin. — Jean de Monceau, procureur au Conseil provincial de Namur, relève les biens féodaux lui échus par décès de son père Laurent de Monceau (*Reg.*, n° 35, fol. 42).

1625, 2 octobre. — Pierre Jacquemin fait relief (*Reg.*, n° 3, fol. 48 v°).

1660, 13 mai. — Jean-Servais, fils de feu Servais-Jean Jacquemin, relève comme l'ont fait son grand-père et son père (*Reg.*, n° 3, fol. 182 v°).

1675, 22 octobre. — Jean Servais fait relief du grand fief de Clerembau à Monceau (*Reg.*, n° 27², fol. 5).

1679. — Déclaration portant que le grand fief de

Monceau consiste dans le hameau et un bonnier seulement, le reste étant bien acquis (*Reg.*, n° 28, fol. 50).

1707, 13 septembre. — Henri, fils aîné de feu Henri Servais, fils lui-même de Jean Servais de Monceau, relève (*Reg.*, n° 29, fol. 64 v°).

1708, 10 janvier. — Ailid delle Supexhe, veuve de Henri, fils de feu Jean Servais de Monceau, relève au nom de ses enfants mineurs divers menus fiefs (*Reg.*, n° 29, fol. 65).

1722, 27 janvier. — Hubert-Joseph Pepinster, mari de Jeanne de Monceau, fille de feu Henri Servais de Monceau, relève ensuite de la cession lui faite par son beau-frère Henri (*Reg.*, n° 29, fol. 65).

1728, 13 juillet. — Hubert-Joseph Pepinster relève les petits fiefs (*Reg.*, n° 29, fol. 65 v°).

1749, 1^{er} avril. — Guillaume-Henri-Joseph Pepinster, fils de feu Hubert-Joseph Pepinster et de feu Jeanne de Monceau, relève la maison et les biens féodaux de *Clerrevat* à Monceau (*Reg.*, n° 29, fol. 66 v°).

1758, 18 juillet. — Marie-Anne-Jeanne Pepinster, fille de feu Hubert-Joseph Pepinster, relève le plein fief de Monceau (*Reg.*, n° 30, fol. 80 v°).

LES TRIXHES D'AVIPONT

ENTRE GENESTRE ET MORTOUX (PETIT FIEF).

1314. — Ulric d'Avipont tient quatre bonniers à Genestre et trente bonniers à Trembleur (*Gal.*, p. 8).

1350, environ. — Jean Daipont tient dix bonniers à Trembleur et quatre bonniers à *Mortrems* (Mortroux), venant de son père Ulric (*Gal.*, p. 156).

1569, 21 avril. — Adam de Xhenemont, mayeur de Bombaye, relève l'usufruit au nom de Marie de Waze, veuve d'Adolphe de Gulpen (*Reg.*, n° 35, fol. 21 v°).

1581, 29 novembre. — Gérard d'Ans, seigneur de Neufchâteau, relève son droit d'usufruit (*Reg.*, n° 35, fol. 22).

1640, 27 février. — M^{me} d'Odémont (lisez Wodémont), à Genestre, relève les trixhes d'Avipont (*Reg.*, n° 3, fol. 124).

1679, 21 mars. — Guillaume de Gulpen de Wodémont relève (*Reg.*, n° 28, fol. 67).

1697, 23 avril. — Eugène comte de Hoen, libre seigneur de Cortils, seigneur de Neufchâteau, Rosmel et Asse, relève (*Reg.*, n° 29, fol. 43).

1698, 3 juin. — Walraf-François de Gulpen de Wodémont relève (*Reg.*, n° 29, fol. 43).

1704, 21 octobre. — Même relief (*Reg.*, n° 29, fol. 43 v°).

1737, 22 avril. — Jean-Charles-Joseph baron de Gulpen de Wodémont, fils de feu Walraf-François, relève pour lui, pour François, son frère, et pour Marie-Philipinne, sa sœur (*Reg.*, n° 29, fol. 44).

1739, 2 mai. — Marie-Jeanne de Beeckman, douairière de feu le chevalier de Fabri, dame de Houtain, relève ensuite de l'achat fait à la baronne de Gulpen de Wodémont (*Reg.*, n° 29, fol. 44 v°).

1743, 19 février. — Edmond-Antoine chevalier de Fabri de Cortils, fils unique de Marie-Jeanne de Beeckman, douairière du chevalier de Fabri, relève ensuite du décès de sa mère (*Reg.*, n° 29, fol. 45 v°).

XVIII.

COMMUNE DE WARSAGE.

LA SEIGNEURIE HAUTAIN DE WARSAGE.

1626, 10 août. — Engagère des seigneuries de Fouron-le-Comte et Warsage à Arnold de la Margelle.

1666, 12 janvier. — Arnold baron de la Margelle vend la seigneurie de Warsage à Barthélemy de Charneux, écuyer (1) (*Reg.*, n° 68, fol. 3).

(1) Voir les détails à l'article *Fouron-le-Comte*.

1669, 16 septembre. — Barthélemy de Charneux, écuyer, relève en vertu de son achat (*Reg.*, n° 68, fol. 47 v°).

1781, 12 février. — Alphonse chevalier de Lhotellerie de Falloise relève par succession (*Reg.*, n° 73) (1).

MAISON ET COUR FONCIÈRE DE WARSAGE.

1314. — Gilles de Werst tient environ onze bonniers entre Warsage et Fouron ainsi qu'une ferme que Jean, son frère, occupe (*Gal.*, p. 36).

1350. — Henri, fils de Gilles de Werst, tient les mêmes biens (*Stoot*, fol. 79).

1463. — Relief par décès de Jean de Werst (*Br.*, n° 5727).

1494-1495. — Jean de Werst relève, ensuite du décès de son père, la maison, la ferme et la cour foncière de Warsage (*Br.*, n° 13146, fol. 313).

1500, 20 juin. — Adam de Werst tient une cour foncière à Warsage, qu'il a héritée de son père Adam (*Br.*, n° 573).

1548-1551. — Denis..., seigneur de Saive, Dielbeck, en qualité d'époux, relève la cour foncière de Warsage, ensuite du décès de Jean de Werst, son beau-père (*Br.*, n° 13146, fol. 703).

1566. — Denis Colloize, seigneur de Saive, renouvelle le serment de fidélité féodale (*Reg.*, n° 35, fol. 3 v°).

1573, 20 février. — Christine de Werst, fille de feu Jean de Werst et veuve de Denis Colloize, seigneur de Saive, et son fils Josse Colloize font relief (*Reg.*, n° 35, fol. 33 v°).

1589-1592. — Jean, fils de feu Josse Colloize, seigneur de Saive, relève ensuite du décès de son père la cour dite *Janneshof* à Warsage (*Br.*, n° 13147).

1616, 22 novembre. — Denis Colloize, frère de feu

(1) Les reliefs entre 1669 et 1781 se trouvent à l'article suivant. Pendant cette période, les seigneurs hautains et fonciers sont les mêmes.

Jean Seeff (lisez de Saive), tous deux fils de feu Josse Colloize, fait relief (*Reg.*, n° 2, fol. 50).

1618, 4 février. — Marie, veuve de Josse Colloize, renonce à son usufruit au profit de son fils Denis (*Reg.*, n° 2, fol. 50).

1664, 10 janvier. — Jean-Michel de Saive relève ensuite du décès de son grand-père Denis Saive, de Warsage, dit Colloize (*Reg.*, n° 3, fol. 216).

1668, 29 avril. — Jean-Michel de Saive cède la seigneurie et cour foncière de Warsage en engagère à Jean Pleunus Aphernois, conseiller du roi dans la province de Limbourg, en garantie du remboursement d'un capital, destiné à acheter des chevaux et un matériel agricole pour exploiter la ferme d'Ocquier, appartenant au dit Pleunus (*Reg.*, 68, fol. 55).

1675, 10 novembre. — Colloize de Saive relève en grand et plein fief sa maison, dépendances et cour foncière de Warsage (*Reg.*, n° 27, fol. 31).

1676, 24 mars. — Jean-Michel Collois dit Saive vend à Barthélemy de Charneux, seigneur de Warsage, sa cour de tenants à Warsage, ainsi que le droit de collation de la foresterie de la cour de justice de Mortroux (*Reg.*, n° 5, fol. 8 v°).

1679, 18 juillet. — Barthélemy de Charneux relève la cour dite de Saive (*Br.*, n° 13148, fol. 4).

1680, 10 juillet. — Réalisation d'un acte du 15 février 1680, par lequel Barthélemy de Charneux vend à Théodore de Xhenemont, la *seigneurie hautaine* et la cour foncière de Warsage, et d'un autre acte du 26 juin 1680 par lequel Théodore de Xhenemont vend ces deux fiefs à Jean de l'Hostellerie de Falloize (*Br.*, n° 13148, fol. 5).

1694, 24 mai. — Jean de l'Hostellerie de Falloize relève comme un grand fief une maison à Warsage avec vingt-sept verges, acquise de Jean-Michel de Saive (*Br.*, n° 13148, fol. 7).

1723, 23 septembre. — Jean-Jacques de Lhostellerie

de Falloize, seigneur de Warsage et drossart du pays de Rolduc, relève la maison, biens et cour foncière provenant de feu Colloize de Saive, ensuite du décès de son père Jean de l'Hostellerie de Falloize; il relève aussi la haute, moyenne et basse justice de Warsage (*Reg.*, 69, fol. 31).

1740, 21 avril. — Joseph-Dominique-François de Lhostellerie de Falloise, ensuite du décès de Jean-Jacques de Lhostellerie, relève la maison et les biens provenant de feu Colloize de Saive, ainsi que la cour foncière dite de Saive qui constituent deux fiefs différents. Il relève aussi la seigneurie hautaine de Warsage (*Reg.*, n° 69, fol. 106 v°).

1750, 7 avril. — Marie-Thérèse-Louise de Calonne, douairière de Gilles-Charles-Alexandre de Lhostellerie de Falloize, relève au nom de son fils aîné Roland-Joseph-Auguste de Lhostellerie de Falloize, baron de Warsage, la maison et biens de Warsage, la cour foncière et la seigneurie hautaine (*Reg.*, n° 69, fol. 137).

1753. — Roland-Joseph-Auguste de Lhostellerie de Falloise déclare être propriétaire de la maison et biens de Warsage, comprenant sept journaux, et aussi de la cour foncière et du droit de collation de la forestrie de Mortroux qui en dépend. Il possède également la haute seigneurie de Warsage et Sconheyde (*Reg.*, n° 73).

1770, 8 novembre. — Le dit Roland vend à Jean-Remy de Fossé, de Warsage, la maison, biens et cour foncière, excepté le droit de collation de la forestrie de Mortroux (*Reg.*, n° 73).

1782, 18 février. — La veuve de Jean-Remy de Fossé relève les deux fiefs (*Reg.*, n° 71).

OBSERVATIONS.

La famille de Werst ou Warsage est très ancienne. Une chartre du Val-Dieu de 1242 parle déjà des héritiers de feu Arnold chevalier de Werst, et ce même personnage se retrouve déjà dans un autre document du même monastère du 18 avril 1215. Plus tard, nous voyons apparaître en 1263, un Godefroid de Werst, fils de feu

Chrétien de Werst, mais ce n'est qu'à partir du XIV^e siècle que la généalogie de cette famille s'établit d'une façon certaine.

I. Gilles de Werst, frère de Jean de Werst, se trouve cité en 1314 dans le *Livre des fiefs du duc Jean de Brabant*, comme possesseur de biens ayant appartenu à Ulric, fils de Marteau de Bombaye, dont il avait probablement épousé la fille. D'après le même livre, il eut une fille Catherine, un fils Henri de Werst et un autre fils nommé Ulric, qui suit :

II. Ulrick de Werst, est cité comme fils de feu Gilles de Werst, dans une charte du Val-Benoît de 1346, il eut :

III. Ulrick II de Werst, assista à la bataille de Baeswiler en 1371 et vivait encore en 1391 (charte du Val-Benoît), il eut :
a) Jean, qui suit ; b) Catherine, qui épousa Arnold de Blegny.

IV. Jean de Werst dit le vieux, seigneur foncier à Warsage, vivait en 1430 ; il épousa Anne de Kerckem, fille d'Adam de Kerckem, seigneur de Graesen. Il mourut en 1463, année où se fit le relief de ses fiefs. Il laissa deux fils : a) Jean, qui suit sous V et b) Adam, qui suivra sous V^{bis}.

V. Jean de Werst, seigneur à Warsage, épousa Marguerite de Hoensbroeck, dame de Gerdinghen, fille de Daniel. Il mourut en 1494. Il eut :

1^o Jean de Werst, décédé vers 1548 ; il fut le père de Christine de Werst, épouse de Denis Colloise, seigneur de Saive ;

2^o Daniel de Werst, décédé sans héritier ;

3^o Ulrick, qui suivra sous VI ;

4^o Léonard de Werst, décédé sans héritier ;

5^o Catherine de Werst, qui par contrat du 14 novembre 1479, épousa Léonard van den Ellenbamp de Meisenbrouck.

VI. Ulrick III de Werst, seigneur de Gerdinghen et Neustadt, épousa Aleide Huyn d'Amstenraedt, fille de Henri et de Gertrude van den Veels, ils eurent :

1^o Ulrick, qui suivra sous VII ;

2^o Daniel de Werst, décédé à Warsage le 11 mars 1537, il avait épousé Françoise de Gulpen, fille de Théodore et en secondes noces Marie d'Elderen, qui releva en 1540 les biens de son mari décédé devant la Haute Cour de Fouron-le-Comte ;

3^o Anne de Werst, qui épousa Jean de Clut, fils de Pierre et d'Anne d'Eynatten, de Thys ;

4^o Catherine de Werst, qui épousa Goswin de Blitterswyck dit Passart ;

5^o Gertrude de Werst, qui épousa Gérard de Hulsberg dit Schaloen. Elle mourut à Maestricht le 14 août 1579. Son mari l'avait précédé dans la tombe le 11 mai 1569.

VII. Ulrick IV de Werst, seigneur de Gerdinghen, mourut le 5 septembre 1538 et fut enterré en l'église Saint-Martin à Wyck. Il avait épousé Marie Sprewarts. Ils ne laissèrent qu'une fille :

Aleide de Werst, dame de Gerdinghen, décédée la dernière de sa famille, le 16 février 1614, à Strée. Elle avait épousé en 1554 Henri d'Eynatten, seigneur de Lichtenberg et d'Abée.

V^{bis}. Adam de Werst vivait en 1476 ; sa femme Styne N... est citée comme veuve en 1505, ils eurent :

1^o Une fille, qui épousa Thiry de Clermont ;

2^o Adam, qui suit.

VI^{bis}. Adam de Werst, qui releva en l'an 1500 la seigneurie foncière de Warsage. Il eut, d'après un acte passé en 1544 devant la Haute Cour de Fouron-le-Comte, plusieurs enfants, à savoir : Adam, Jeanne, Pierre, Gilles et une fille, épouse d'Adam N...

LA COUR DES TENANTS DITE DE WICHAMPRÉ GISANT EN LA HAUTE STRÉE A WARSAGE.

1569, 21 avril. — André de Xhenemont, mayeur de Bombaye, fondé de pouvoir de Marie de Waze, veuve d'Adolphe de Gulpen, seigneur de Neufchâteau, relève l'usufruit par décès de son mari (*Reg.*, n^o 35, fol. 21).

1569, 21 avril. — Guillaume de Gulpen, seigneur de Wodémont, lieutenant du roi au duché de Limbourg, relève la propriété du fief par décès de son frère Adolphe de Gulpen, époux de Marie de Waze (*Reg.*, n^o 35, fol. 21 v^o).

1675, 19 octobre. — Anne-Françoise de Gulpen de Wodémont, dame de Neufchâteau, relève la cour *delle Holstrée*.

OBSERVATIONS.

1. Cette cour foncière a évidemment la même origine que le fief du même nom que nous avons mentionné sous la commune de Neufchâteau, dont elle aura été séparée ensuite d'un partage.

Après 1675, nous n'avons plus trouvé de relief.

2. Au registre de la Chambre des comptes n^o 5727, nous lisons qu'en 1455 il fut fait relief, après la mort de *la demoiselle de Fraipont*, de la ferme de Mons à Bombaye et d'une cour foncière, située dans le ban de Fouron.

APPENDICE.

LA SEIGNEURIE DE BOLLAND.

La seigneurie de Bolland ne relevait pas de la cour féodale de Dalhem ; elle constituait au contraire une seigneurie libre, relevant du marquisat d'Anvers. Nous croyons devoir nous en occuper ici, parce que ce village confinait d'un côté au comté de Dalhem et d'un autre au duché de Limbourg, dont nous nous sommes occupé dans une précédente publication.

1314. — Arnould de Bolant tient la maison de Bolant et ses appendices (*Gal.*, p. 13).

1314. — Henri de Bolant, fidèle du duc, tient la maison de Bolant avec ses dépendances tant terres que prés et bois (*Gal.*, p. 103).

1314. — Jean de Boulan tient un manoir (mansionem) à Boulan (*Gal.*, p. 126).

1355. — Arnould de Boeland relève la maison de Boeland et dépendances, mouvant du duc comme marquis d'Anvers. Toutefois, comme il était mineur, il ne fit pas l'hommage (*Stoot*, fol. 80).

1375. — Sire Arnould de Boulant tient la maison de Bolant et ses dépendances, fief mouvant du marquisat d'Anvers, qu'il avait relevé étant mineur. *Dans le vieux livre* (c'est-à-dire le *Latynsboek*, publié par Galesloot) *ce fief est inscrit sous le nom d'Arnould de Bolant qui était le père ou le grand-père du dit sire Arnould* (*Specht*, fol. 302).

1403, mars. — Thierry de Brandenberge, neveu d'Arnould de Bollant, relève la maison et château de Bollant, mouvant du château d'Anvers (annotation sur le *Spechtboek* au folio 302, voir aussi le folio 169 v°).

1403. — Thierry de Petershem, sire de Haren, a aussi relevé le fief (note sur le *Spechtboek*, fol. 302).

1463. — Jean de Brandenborch fait relief ensuite du décès de son père Thierry (note sur le *Spechtboek*, fol. 302).

1492, 29 avril. — Jean d'Eynatten relève par décès de Jean de Brandenborch (note sur le *Spechtboek*, fol. 302).

1494, 31 mai. — Prononcé du jugement de la cour féodale dans le procès intenté par Jean d'Eynatten, au nom de Marie de Brandenbourg, sa femme, contre Arnould de Brandenbourg, relativement à la possession du château de Bolland, provenant de feu Jean de Brandenbourg (Galesloot, *Inventaire de la cour féodale de Brabant*, t. II, p. 307).

1510, 10 avril. — Jean d'Eynatten, receveur du domaine de Maestricht, relève la maison et seigneurie de Bolland, comme fondé de pouvoir de Wouters d'Eynatten, à la suite du décès de Jean d'Eynatten, père du dit Wouters (*Specht*, fol. 302).

1529, 23 juillet. — Jean d'Eynatten, autrefois appelé Wouters, renouvelle le serment de fidélité, prêté pour lui par Jean d'Eynatten, receveur de Maestricht (*Cour féodale de Brabant*, reg. n° 52, fol. 54).

1540, 19 juillet. — Marie d'Argenteau, femme de Jean d'Eynatten, sire de Bolland, relève son douaire en vertu du transport lui fait par son dit mari (*Cour féodale de Brabant*, reg. n° 52, fol. 54).

1552, 1^{er} juin. — Henri d'Eynatten, fils aîné de Jean d'Eynatten, relève ensuite du décès de son père Jean d'Eynatten, époux de Marie d'Argenteau (*Cour féodale de Brabant*, reg. n° 52, fol. 54).

1570, 7 février. — Marie d'Argenteau, veuve de feu Jean d'Eynatten, relève son droit d'usufruit. Anna de Duras, fille de Guillaume de Duras, seigneur de Heurne lez-Saint-Trond, et femme de Henri d'Eynatten, sire de Bolland, relève son douaire de trois cents muids d'épeautre affectés sur la seigneurie de Bolland (*Cour féodale de Brabant*, reg. n° 52, fol. 54).

1570, 7 février. — Henri d'Eynatten prête le serment féodal en qualité de seigneur de Bolland (Gales-

loot, *Inventaire de la cour féodale de Brabant*, t. I, p. 319).

1587, 31 janvier. — Frédéric d'Eynatten, chanoine de Saint-Lambert, Madeleine d'Eynatten, sa sœur, et les enfants orphelins de feu Henri d'Eynatten de Bolland relèvent par décès du dit Henri, leur frère et père respectifs (*Cour féodale de Brabant*, reg. n° 52, fol. 54).

1598, 5 janvier. — Marguerite d'Eynatten, épouse de Jean de Berlo, relève ensuite du décès de Henri d'Eynatten, son père et du décès de Marie d'Argenteau, douairière de Bolland, son aïeule (*Cour féodale de Brabant*, reg. n° 52, fol. 54).

1643, 14 septembre. — Adolphe baron d'Eynatten, sire de Nieuwenborch, Gulpen, etc., relève par décès de Marguerite d'Eynatten, dame de Bolland, sa nièce (*Cour féodale de Brabant*, reg. n° 52, fol. 54).

1644, 2 avril. — Anne-Marguerite de Reede de Sasveld, dame douairière de Peer, relève ensuite de la donation lui faite par Marguerite, comtesse de Groesbeek (*Cour féodale de Brabant*, reg. n° 52, fol. 54).

N. B. Cette Marguerite de Groesbeek est la même personne que Marguerite d'Eynatten, qui avait épousé en secondes nocces Jean de Groesbeek.

1695, 16 juillet. — Adrien-Gérard comte de Lannoy relève par décès de sa mère Anne-Marguerite de Reede (*Cour féodale de Brabant*, reg. n° 52, fol. 54).

1731, 5 avril. — Adrien-Damien-Gérard relève par décès de son père Adrien-Gérard (*Cour féodale de Brabant*, reg. n° 52, fol. 54).

1743, 8 août. — Jean-Baptiste comte de Lannoy de Clervaux, âgé de 13 ans, relève ensuite du décès de son père Adrien-Damien-Gérard (*Cour féodale de Brabant*, reg. n° 52, fol. 54).

OBSERVATIONS.

Le plus ancien seigneur de Bolland que nous connaissons, est Arnould de *Bolan*, cité comme témoin dans une charte du Val-Benoît de 1221. Bauduin de *Bulant* se rencontre dans deux chartes

de l'an 1234 du *Cartulaire de Saint-Lambert*. Le même personnage apparaît encore dans une charte du 30 mars 1258 du Val-Saint-Lambert. Au témoignage de Butkens (*Trophée*, t. II, p. 224), une dame de Boulant (probablement la fille de Bauduin), épousa Jean de Houffalise, qui en 1285 releva de l'évêque de Liège la seigneurie de *Richele*, c'est-à-dire Ryckholt, près de Gronsveld (on trouve pour le nom de ce village les formes *Richelette*, *Ryckelt*, *Ryckolt*). Les enfants de Jean de Houffalise prirent tous le nom de leur mère, mais conservèrent les armes et le cri des Houffalise. Ils furent au nombre de quatre :

- a) Arnould, qui suivra sous I ;
- b) Everard, qui suivra sous I^{bis} ;
- c) Henri de Bolland, abbé de Stavelot de 1307 à 1334 ;
- d) Jean de Bolland, chanoine de Saint-Barthélemy.

I. Arnould I^{er}, sire de Bolland, tenait la seigneurie en 1314 et vivait encore en 1349. Il eut deux enfants :

- a) Arnould, qui suit ;
- b) Nese de Bolland, qui épousa Thierry de Pietershem, sire de Nederhaeren.

II. Arnoul II, sire de Bolland, releva la seigneurie en 1355, alors qu'il était encore mineur, fut bailli de la Ligue de la paix publique en 1364 et épousa Marie de Looz, dame de Château-Thiry, dont il eut trois enfants :

- a) Arnould III, sire de Bolland, décédé vers 1401 ;
- b) Jacques de Bolland, qui fut seigneur de Bolland, après son frère, comme nous l'apprend une charte du 28 janvier 1401, où il déclare que le château de Bolland sera toujours une forteresse ouverte au duc de Brabant, qui, à cause de certaines offenses commises contre lui par feu Arnould de Bolland, son frère, avait confisqué le dit château de Bolland, mais l'avait rendu à lui, Jacques, sur les instances du comte de Namur (1) ;

c) Cunégonde de Bolland, qui épousa Ferry de Brandebourg. La seigneurie passa dans leur descendance.

I^{bis}. Everard de Bolland, second fils de Jean de Houffalise, eut en part la seigneurie de Ryckolt qui, dès lors, continua à reconnaître la cour de justice de Bolland comme sa juridiction d'appel. Everard épousa une fille d'Othon d'Osogne. Le 8 septembre 1326, le roi Jean de Bohême lui fit donation de la seigneurie de Gesves, à condition de la relever en fief du château de Poilvache. Everard de Bolland mourut vers 1335. Sa veuve semble avoir habité à Ryckholt, car elle figure parmi les débiteurs du chapitre de Saint-

(1) Charte citée par DE RAADT, *Les sceaux armoriés*.

Martin à Liège, dans ce village : *Domicella relictæ Everardi de Bolant*, mentionnés dans une charte de cette collégiale du milieu du XIV^e siècle (charte n° 329). De ce mariage naquit :

II^{bis}. Henri de Gesves qui fut seigneur de Richelette ou Ryckholt et épousa la fille de Jacques sire de Goesne. Ils laissèrent un grand nombre d'enfants qui, au témoignage de Hemricourt, étaient dans un grand état de prospérité, entre autres :

III. Une fille qui épousa Paul du Vivier ou van de Weyer, écuyer, seigneur de Leuth, dont il fit relief à la cour féodale de Fauquemont, le 2 mai 1383. De ce mariage naquit :

IV. Elisabeth van de Weyer, épouse de Gérard de Vlodorp, voué héréditaire de Ruremonde, dont la descendance continua de posséder la seigneurie de Ryckholt jusqu'au XVII^e siècle.

AMÉDÉE DE RYCKEL.



L'ÉVANGÉLIAIRE DU VIII^E SIÈCLE

CONSERVÉ A MAESEYCK

L'église Sainte-Catherine à Maeseyck, a l'honneur de posséder le plus ancien manuscrit biblique de notre pays. Il était intéressant de chercher à quel type appartenait le texte des Evangiles que l'on copiait ici en ces temps reculés, à quel art se rattachaient cette calligraphie, cette décoration et ces miniatures. Chargé de collaborer à la revision de la Vulgate, je ne voulus point négliger le premier évangélaire de la Belgique. Monseigneur l'Evêque de Liège et Monsieur le doyen de Maeseyck consentirent à m'envoyer leur précieux trésor, afin de permettre une étude approfondie. Qu'il me soit permis de leur exprimer ici ma plus sincère reconnaissance.

Le manuscrit provient de l'abbaye d'Alden-Eyck et la tradition rapporte qu'il fut écrit par les saintes Harlinde et Relinde ; elle va même jusqu'à dire que la copie fut faite en l'an 729. Sans nous arrêter à ce dernier détail, dénué de valeur, on peut admettre que le manuscrit a été écrit par ces deux saintes, qui jouissaient d'une certaine renommée comme copistes et miniaturistes, et dont on rapporte qu'elles copièrent un très beau manuscrit contenant les quatre évangiles (1).

(1) *Acta Sanctorum*, mars, t. III, pp. 385 et suiv.

Outre onze feuillets placés au commencement et dont je parlerai plus loin, le manuscrit comptait dix-neuf quaternions qui étaient en général de huit feuillets.

Le premier quaternion comprend les prologues *Plures fuisset* (1)... *Novum opus* (2)... *Sciendum etiam*...; les « capitula » : *Generationum nomina*... et l'argument bien connu : *Mattheus ex Judeis*.

Au second quaternion on a laissé une page blanche ; au verso commence l'évangile de saint Matthieu. Grâce au dévoué concours de quelques jeunes confrères, j'ai la collation complète des quatre évangiles. Qu'il me suffise de dire que le texte est étroitement apparenté au groupe irlandais, et, pour autant que j'ai pu comparer, il ressemble étonnamment au superbe manuscrit écrit en lettres d'or sur parchemin de pourpre, conservé à Stockholm, mais provenant de Canterbury, et connu sous le nom de *codex Holmiensis* ou *aureus*. Je me contenterai de donner ici deux exemples du texte.

Matthieu XX, 28, est suivi d'une longue interpolation bien connue des critiques ; on la trouve dans les manuscrits sous deux formes différentes :

A

Vos autem quaeritis de pusillo crescere et de majore (a) minores esse (b). Intrans autem et (c) rogati (d) ad caenam, nolite recumbere (e) in (f) locis eminen-

(a) minore b, magnis r¹ and.

(b) esse minoris r², minorari e.

(c) ad Eyck, om. e and.

(d) om. and.

(e) accumbere, Eyck, Douai 12, Barb. 570, Vall. B 50; disc. h.

(f) om ff².

B

Vos autem quaeritis de modico crescere et de maximo minui. Cum autem introieritis ad caenam vocati, nolite recumbere in superioribus (a) locis, ne forte

(a) prioribus, Tours 25¹.

(1) Le deuxième feuillet se trouve à la fin de l'évangile de saint Luc.

(2) Le manuscrit n'a pas la phrase finale *Opto... beatissime*, et la préface *Sciendum* suit immédiatement sans la moindre séparation. Je remarque que la phrase *Opto...* manque dans quelques rares, mais bons manuscrits.

tioribus (a), ne forte clarior (b) te (c) superveniat, et accedens qui ad caenam vocavit te (d) dicat tibi : Adhuc (e) deorsum (f) accede (g) et confundaris. Si autem in loco inferiori recubueris (h) et supervenerit humilior te (i), dicet tibi (j) qui te ad caenam vocavit (k) : Accede adhuc (l) sursum (m), et (n) erit hoc (o) tibi (p) utilius (q).

(a) dignior te superveniat, et accedens is qui te invitavit dicat tibi : Adhuc inferius accede (b), et confundaris. Si autem recubueris in inferiori loco, et advenierit (c) humilior te, dicet tibi qui te invitavit : Accede adhuc (d) superius, et erit tibi hoc (e) utilius.

On voit que notre manuscrit d'Eyck a la forme ancienne A et que parmi les manuscrits qui nous ont conservé ce texte, il forme un petit groupe avec Douai 12 (VIII^e siècle), Barberini 570 (VIII^e siècle), Vallicell. B. 50 (IX^e siècle).

J'emprunte le second exemple à Luc XXI, 23 où notre manuscrit lit : « Vae his qui *sic*, mais le mot » est surmonté d'un signe critique dont je parlerai plus » tard) in utero habent et quae ubera dant » au lieu de « Vae autem praegnatis et nutribus. »

(a) em. loc. a ff^s, loc. eminentibus and ; loc. majoribus r^s.

(b) honoratior e.

(c) om r^s.

(d) ad c. te voc. e, te ad c. voc. ff^s.

(e) om e.

(f) om r^s.

(g) acc. deors. e.

(h) acc. Eyck, Douai 12, Barb. 570, Vall. B 50 ; disc. h.

(i) + tunc e.

(j) dicit tibi ff^s, dicit (et om. tibi) Eyck, Douai 12, Barb. 570, Vall. B 50.

(k) te voc. ad c. ff^s, ad c. voc. te b, om te h invitavit and.

(l) om e.

(m) superius a e ff^s n r^s.

(n) + tunc e.

(o) hoc erit and, om hoc Eyck Douai 12, Barb. 570, Vall. B 50.

(p) tibi hoc h.

(q) gloria ff^s e (+ coram simul discumbentibus).

(a) om forte, Angers 20, om ne forte, B. N. 9397.

(b) descende, Angers 20.

(c) venerit, M. Br. 1 B VII.

(d) huc, M. Br. 1 B VII, Tours 25*, Angers 20, B. N. 9397, 11505.

(e) om. hoc Tours 25*, Angers 20, B. N. 9397. Sauf les variantes indiquées, la forme B se trouve dans les manuscrits suivants : Paris B. N. 264. 268. 319 (2 m.) 9380. 9397. 11505. 11535. 14407, Puy. Tours 25*, Angers 20, Bodl. 857, M. Br. 1 B VII, Munich 14000.

Au point de vue paléographique, le manuscrit a été étudié par le chanoine Reusens (1) et par le R. P. Van den Gheyn (2). Comme le disent ces auteurs, le texte est en minuscule irlandaise. Contrairement à ce que dit le R. P. Van den Gheyn, les lettres *n* et *s*, même au commencement d'un mot, sont ordinairement en minuscule ; la voyelle *e* ne fait pas toujours ligature avec la consonne qui suit (cf. planche de l'*Album* l. 2. 5. 10. 20. etc.) ; le double *i* n'est pas toujours simplifié et, quand il l'est, le trait qui le surmonte n'est pas un signe d'abréviation, mais un accent que le copiste met parfois sur les syllabes longues. On le trouve, planche de l'*Album* l. 1, au dessus de *re* ; dans le texte des évangiles on le trouve presque toujours au dessus de *a*, *te*, *se*, *os*, etc. ; du reste sa forme même le distingue assez du signe d'abréviation. Marc IX, 42, j'ai rencontré un signe plus rare ; le texte est comme suit : « si circumda- » retur mola assinaria circa collo ejus » ; c'est évidemment un mélange de deux leçons *collo* et *circa collum* ; mais le mot *circa* est surmonté de trois petits points disposés en forme de triangle. Si c'est un signe d'exponctuation, c'est-à-dire de suppression, comme tout le fait croire, il est intéressant à relever, car les paléographes ignorent l'existence de ce mode d'exponctuer (3). Luc XXI, 23, j'ai trouvé le même signe au-dessus de *qui* ; il n'y a pas de correction en marge, peut-être l'a-t-on oubliée ; peut-être aussi les trois points remplacent-ils *vae*, comme à la page reproduite par Reusens, dernière ligne, bien qu'ici le triangle formé par les points soit plus grand.

Un indice me porte à croire que le manuscrit dont notre évangélaire est une copie était lui-même en écriture irlandaise, car, Luc I, 63, nous lisons *pugillanem* au lieu de *pugillarem* ; j'ai constaté, mais sans le noter,

(1) *Elément de paléographie*, 1899, p. 49.

(2) *Album belge de paléographie*, 1908, pl. 111.

(3) J'ai fait reproduire la page où se trouve ce signe.



un second exemple où *n* est écrit pour *r*; or ce n'est que dans l'écriture irlandaise que la confusion entre *n* et *r* est possible.

Avant les quaternions numérotés se trouvent un feuillet représentant un homme qui écrit et dix feuillets qui contiennent les canons d'Eusèbe. Ce sont dix tableaux à l'aide desquels on trouve aisément les passages communs aux quatre évangélistes, à trois ou à deux, ainsi que les passages propres à chacun. Ces canons ont reçu presque partout une décoration architectonique qui en fait de précieux documents pour l'histoire de l'art. C'est à ce point de vue que M. Gielen s'est placé, quand il a publié une étude sur notre évangélaire (1). On y trouvera une reproduction d'une des pages de ces canons. Je regrette de dire que la page choisie par M. Gielen n'appartient pas au manuscrit irlandais de Maeseyck et que, par conséquent, toutes les conclusions qu'il en tire tombent à faux. Les deux premiers et les deux derniers feuillets sont tirés d'un autre manuscrit et ont été insérés ici par erreur. Les dix canons, en effet, sont complets dans les six feuillets du milieu, bien que ces feuillets ne se suivent pas toujours dans l'ordre voulu. Je les rétablis comme suit :

Feuillet 4, canon 1, portant dans le médaillon l'image de saint Pierre au recto, de saint Paul au verso.

Feuillet 5, canon 2, au recto saint André; au verso saint Jacques le Mineur avec l'inscription : « *s̄cs iacobus frater dñi*. »

Feuillet 3 recto, suite du canon 2, avec saint Jean : « *s̄cs iohannis euangelista* »; verso, canon 3 avec saint Barthélemy.

Feuillet 8 recto, canon 4, avec l'image de Jacques le Majeur : « *s̄cs iacobus frater iohannis* »; verso, canon 5, saint Thomas.

(1) GIELEN, *L'évangélaire d'Eyck-lez-Maeseyck du VIII^e siècle*, dans *Bulletin des Commissions royales d'art et d'archéologie*, t. XXX (1891), pp. 9-28.

Feuillet 6 recto, canons 6, 7 et 8 « *s̄cs mattheus* » *euangelista*. » M. Gielen dit que l'évangéliste s'y « trouve sous la forme de l'ange représenté par un » jeune homme à la figure imberbe » ; en réalité il s'y trouve sous la forme d'un vieillard barbu ; il a des ailes, en effet, mais au même titre que le lion et le bœuf qui suivent. Verso, canons 9 et 10, saint Marc sous la figure d'un lion ailé.

Feuillet 7 suite du canon 10 avec saint Luc et saint Jean sous la figure symbolique du veau et de l'aigle.

Les quatre feuillets qui restent sont des débris des canons d'un autre évangélaire ; ainsi le feuillet 2 contient le canon 2 qui se continue au verso du feuillet 10 ; au recto se trouve le canon 3 ; ce feuillet est donc placé de travers. Les deux autres feuillets ont été lavés. Quant aux prétendus portraits des saints Willibrord, Boniface, Floribert, Lambert, Herlinde, Relinde, ainsi que d'Adalhard et de Grimara, parents des saintes abbesses et d'Euloin, leur frère, ils n'ont existé que dans l'imagination de M. Gielen. La réalité est plus banale. Dans les grands médaillons supérieurs il faut voir sans doute des apôtres, mais il est impossible de donner leurs noms ; quant aux figures qui se trouvent dans les chapiteaux et au-dessus (cf. la reproduction dans l'étude de M. Gielen), l'artiste a voulu avant tout représenter les symboles des évangélistes (cf. feuillet 1, 2^r), mais il s'est laissé entraîner par le plaisir qu'il prenait à peindre et a fini par représenter des chiens, des cerfs, etc., qui n'ont pas plus de signification que les figures humaines entre lesquelles ils se trouvent.

On dira que M. Gielen qui ne se sentait aucune vocation d'examiner ces interminables listes de chiffres, a pu ne pas remarquer la présence de ces feuillets étrangers. Mais c'est précisément sous le rapport artistique qu'ils se distinguent le plus des feuillets primitifs. Tout diffère entre eux : le caractère paléographique de l'écriture et des chiffres, l'ornementation des colonnes

depuis la base jusqu'aux chapiteaux, les arcades qui relient les colonnes, les teintes des couleurs, la manière dont les apôtres sont représentés ; ainsi les feuillets étrangers leur donnent un large nimbe, les autres n'en donnent pas (1).

Un mot du grand personnage qui figure en tête du manuscrit et que M. Gielen a également reproduit. Appartient-il au manuscrit primitif ou aux feuillets insérés plus tard ? A voir le cadre qui entoure ce tableau, la ressemblance avec les feuillets irlandais est frappante ; mais quand l'attention se porte sur le personnage lui-même, on hésite : le grand nimbe, la taille et la couleur de la barbe font penser aux feuillets étrangers. Je ne suis pas assez compétent pour me prononcer, mais j'incline à croire que l'intérieur du cadre a été lavé et repeint. Quel est le personnage représenté ? M. Gielen dit que c'est saint Matthieu ; ce pourrait être aussi bien un autre évangéliste, car il n'y a pas de symbole. Je me demande si ce n'est pas saint Jérôme, ce qui n'était pas rare dans les anciens manuscrits bibliques.

L'évangélaire d'Alden-Eyck ne nous est pas parvenu intact. Voici les lacunes que j'ai relevées :

Entre Matthieu XVIII, 28 et XIX, 21 il manque 1 feuillet.

Entre Matthieu XXIII, 34 et XXIV, 24 il manque 1 feuillet.

Entre Marc X, 42 et XV, 13 il manque 8 feuillets, c'est-à-dire un quaternion complet, qui portait la signature VIII.

Entre Luc IX, 18 et X, 31 il manque 3 feuillets.

Entre Luc XIV, 33 et XVI, 15 il manque 2 feuillets.

Entre Luc XXI, 24 et la fin il manque 8 feuillets (= quaternion XV).

(1) J'ai fait reproduire le folio 6 recto. Le lecteur qui voudra comparer cette page avec celle que donne M. Gielen, pourra apprécier la différence entre les deux genres de décoration.

Entre Jean IV, 33 et IX, 4 il manque 9 feuillets.

Entre Jean X, 24 et XIV, 11 il manque 4 feuillets.

De plus les feuillets du quatrième évangile sont dans un lamentable désordre. Mais il sera facile de remédier à ce défaut quand on donnera au manuscrit une nouvelle reliure. Celle qu'il a maintenant manque de solidité et de bon goût. Le plus ancien manuscrit à miniatures que possède la Belgique mérite mieux que cela.

Dom DONATIEN DE BRUYNE.



10

11

12



TABLE ALPHABÉTIQUE

- | | |
|--|--|
| <p> <i>Aalburg</i>, 5, 7, 8, 11, 12, 15.
 <i>Aalst</i>, 6, 11.
 <i>Abbeye</i>, Lambert l', 38.
 <i>Achel</i>, 75, 79, 80, 95.
 <i>Achtérius</i>, Georges, 85.
 <i>Adam</i>, 59, 72.
 <i>Adélard</i>, 4, 7, 40, 81.
 <i>Adelwyck</i>, 11, 12.
 <i>Aelst</i>, 14, 19, 29-34, 101.
 <i>Aerts</i>, Henri, 53.
 <i>Albert et Isabelle</i>, 88.
 <i>Alem</i>, 7, 11, 12, 15, 18.
 <i>Alexandre</i>, 9, 29, 70, 81, 93, 98.
 <i>Aleyten</i>, Henri, 72.
 <i>Alken</i>, 91.
 <i>Allard</i>, Nicolas, 33.
 <i>Alost</i>, Gérard d', 99.
 <i>Altena</i>, Le château d', 311.
 <i>Altenbroeck</i>, 279-283.
 <i>Ancker</i>, Jérôme van den, 95.
 <i>Andel</i>, 11.
 <i>Andreae</i>, Engelbert, 41. — Jean, 84.
 <i>Andriès</i>, Arnoul, 94. — Guillaume, 94.
 <i>Anxt</i>, Jean, 63.
 <i>Apheronimi</i>, Remi, 30. </p> | <p> <i>Arnoul</i>, 40, 77, 88, 99.
 <i>Assent</i>, 259-266.
 <i>Asset</i>, Pierre, 89. — Simon, 89.
 <i>Aubel</i>, La seigneurie hautaine d', 307-308.
 <i>Avipont</i>, Les trixhes d', 373.
 <i>Babilonienbroeck</i>, 11.
 <i>Bachusius</i>, Jacques-Engelbert, 97.
 <i>Back</i>, Gautier, 96.
 <i>Backen</i>, Arnoul, 78, 79, 95.
 <i>Baerdewyck</i>, 11.
 <i>Baeten</i>, Jean, 54, 79.
 <i>Balderic</i>, 99.
 <i>Bancx</i>, Jean, 32.
 <i>Bar</i>, Thibaut de, 35.
 <i>Barchon</i>, La ferme de, 324-326.
 <i>Baustmeker</i>, Arnoul, 60.
 <i>Becker</i>, Etienne, 72.
 <i>Beckers</i>, Pierre, 95.
 <i>Beelaers</i>, Jean, 26.
 <i>Beelen</i>, Denis, 80, 81. — Mathias, 76.
 <i>Beeringen</i>, 75. — Le concile de, 71, 77, 93, 95.
 <i>Bellefroid</i>, Renier, 86.
 <i>Benstenraedt</i>, La ferme de, 314. — Le fief de, 284. Ses possesseurs, 284. </p> |
|--|--|

- Berbroeck*, 13, 15, 19, 35-39, 60, 63, 85.
Berchmans, Paul, 26.
Bercht, J. van der, 53.
Berg et Mars, La cour foncière de, 285-287.
Berghes, Corneille de, 82.
Berlo, Ferdinand de, 75.
Betten, Léonard, 57, 67, 78, 88.
Beverlo, 75, 94, 95.
Bevingen, 5, 7, 10, 14, 19, 39-45, 66.
Bex, Jean, 51, 102.
Biestraeten, Jean van der, 26.
Bincum, Jean, 44.
Blaesmeer, Henri, 76.
Bleesers, Henri, 61.
Blisia, Godefroid de, 32.
Blocquerien, Gilles van der, 102, 103.
Blommen, Corneille, 44.
Bodesson, Guillaume, 64.
Boenten, Henri van der, 32.
Boeshaert, Denis, 52.
Boesmans, Michel, 36. — Tilman, 48.
Bois, Charles du, 26.
Bolland, La seigneurie de, 380. — La famille de, 382.
Bollen, D., 80. — Libert, 103.
Bollis, Martin-Pierre, 87. — Pierre, 87.
Bombaye, La haute seigneurie de, 313.
Bongarde, La ferme et la cour foncière de, 305-307.
Boniface, 100.
Borcht, Hubert Van der, 53. — J. Van der, 53.
Borlo, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 19, 102.
Borloo, 45-51, 52.
Borman, Henri, 102.
Bormans, Guillaume, 42. — Jean, 54. — Udalric, 95.
Borremans, Uldaric, 79.
Bosman, Mathias, 96.
Boterdael, 75.
Boyenhoven, 82.
Bra, Jacques, 33.
Brabant, L'archidiaconé de, 3. — Le duc de, 9.
Brandenborgh, Nicolas, 94.
Breezep, Guillaume de, 33.
Breville, Le fief dit, 302-304.
Briedel, 4, 7, 8, 11, 12.
Briers, Corneille, 85. — Pierre, 103.
Broeck, Erasme van den, 38.
Brogel, 18.
Bronts, Jacques, 64.
Brouck, Henri van den, 50.
Broux, Godefroid, 76.
Brunon, 58.
Brusthem, 41.
 — Renier de, 101.
Bruxelles, Guillaume de, 21, 22.
Bruxken, 102.
Bruyns, Mathias, 80. — Pierre, 79, 81.
Bueren, Généalogie de la famille de, 304-305. — Alard de, 102. — Pierre de, 102.
Bungenerts, Philippe-Jacques, 75.
Bunten, Jean, 89.
Buscho, Antoine de, 30.
Buvingen, 8, 10, 11, 12, 14, 19, 45, 48, 51-54.
Buycx, Josse, 26.
Byens, Guillaume, 31.
Byest, Jacques de, 43.
Byllen, Herman-Joseph, 75.
Cadier, La seigneurie hautaine de, 326.
Cambiis, Jean de, 99.

- Carreta*, Percheval de, 100.
Cartuyvels, Denis, 42, 44. —
 Georges, 42. — Pierre, 53.
Castro, Arnoul de, 36.
Caulille, 80.
Caverenne, Jean, 64.
Ceulen, François van, 104. —
 Henri van, 46, 47.
Chaine, Pierre de, 50.
Chappea, Jean, 84, 86.
Charles IV, 53.
Charley, Lambert, 50.
Cheratte, 89. — La seigneurie
 hautaine de, 327-329.
 — Antoine de, 34.
Chrétien, 40.
Christiani, Jean, 80, 95.
Cilleni, Chrétien, 94.
Cillens, Gérard, 54.
Cillis, Gérard, 43, 49.
Cimeterio, Antoine de, 22, 23. —
 Michel de, 77.
Claes, Guillaume, 86.
Clemens, 30.
Clément VIII, 88. — XII, 95.
Clercs, Jean, 97.
Clerebaulx, ferme à Monceau,
 371.
Cloutz, Laurent, 78, 79.
Coelmont, Guillaume, 43. — Jean,
 43, 54. — Léonard, 43, 54.
Coenen, Jacques, 97.
Comans, Guillaume, 86.
Comes, Pierre de, 12.
Coninx, Barthélemi, 43.
Conrad, évêque, 11, 59.
Copis, Jean, 104.
Coppens, Guillaume, 78.
Corbeek, 6, 8, 11, 12, 13.
Cornelii, Jean, 92.
Cornelius, François, 37.
Cortenbach, Pierre de, 102.
Coursel, 75, 95.
Cox, Thomas, 88.
Crabeels, Fernand, 66.
Craenen, Jean, 83, 84.
Creft, Jean van den, 44.
Crehier, N., 33.
Cremers, Arnoul, 95. — Cor-
 neille, 42, 62.
Croels, Georges, 39.
Cruysbergh, Beda, 28.
Curvinghen, Jean de, 65.
Custodis, Guillaume, 63, 94.
Daemen, 42.
Dalhem, Les fiefs du comté de,
 271-384.
Daniels, Henri, 64.
Deltour, N., 69.
Derny, 75.
Derwa, 54.
Dhuer, Lambert, 21.
Diest, 5, 13, 14.
 — Les Frères-Mineurs, 61.
 — Corneille de, 84. — Pierre de,
 81.
Dionisii, Libert, 53, 66.
Dirmen, Amelius de, 93.
Dobbelstein, La ferme de, 323.
Doenraede, Le fief de, 308-310.
Dolhain, Denis de, 31.
Dom, Pierre, 69.
Dommands, Henri, 32.
Donck, 4, 5, 7, 9, 11, 12, 13, 14,
 19, 35, 37, 55-66.
Dormael, Henri, 86.
Doveren, 11.
Driesten, Arnoul, 79.
Droyen, La ferme et la tour delle,
 340-343.
Dubboers, Henri, 86.
Dubuisson, Jacques, 60.
Dulken, Gérard de, 77.
Dullarts, Arnoul, 31. — François,
 86.
Duras, Otton de, 29.

- Duymens*, Michel, 66.
Dyck, Guillaume van, 84.
Echt, Jean d', 31.
Eelen, 8.
Eertwegh, Guillaume vanden, 81.
Eggens, Guillaume, 92.
Egidius, 52.
Elderen, Jean d', 104.
Elven, La famille d', 339-340.
Engelmanshoven, 7, 8, 9, 11, 15, 19, 66-69.
Erpecum, 11, 76, 77.
Erwttenbroeck, Michel, 86.
Esemael, Guillaume d', 101.
Essche, Mathias de, 72.
Esschene, 43.
Etten, 11, 15.
Everaers, Arnoul, 94, 95. — François, 69.
Exel, 9, 11, 15, 19, 70-76, 95.
Exelmans, Michel, 37, 38.
Fabri, Sébastien, 87.
Fabritius, 312, 313.
Fallyx, Gilles de, 94.
Farnèse, Alexandre, 30.
Fine, Nicolas de, 96.
Firelyns, Mathieu, 43.
Flémalle, 48.
Flessers, Gautier, 41.
Floreffe, 70, 71.
Foncey, 8.
Fossis, Gilles de, 41.
Foullon, 3, 4, 40, 77.
Foulon, Les, tiennent le fief d'Altenbroeck, 281.
Fouron-le-Comte, 279 — Le domaine comtal de, 287-288. — Le moulin banal de, 288-290. — La seigneurie hautaine de, 290-292.
Fouron-Saint-Martin, La seigneurie hautaine de, 301-302.
Fraipont, La famille de, 353.
Franco, 40.
Frédéric Barbarousse, 71.
Froyenhoven, Antoine Van, 95.
Furny, Jean de, 96.
Gallet, Simon, 89.
Gaumont, Jean de, 26.
Gelinden, 67, 69.
Genck, 79.
Genderen, 11, 15.
Gentis, Josse, 75.
Germeyers, 50. — Hubert, 3. — Otton-Chrétien, 69.
Geten, Jean, 68.
Gheens, Georges, 37.
Ghemert, Jean de, 89.
Ghisens, Antoine, 95.
Ghobelet, Jean, 21.
Ghysen, 91. — Antoine, 76. — Chrétien, 38. — Gérard, 80.
Gibels, Jean, 34. — Martin, 34.
Gillis, 75.
Godefridus, 67.
Goerle, Arnould de, 80.
Goessens, Jacques-Goswin, 34. — Jean, 68.
Goethals, Henri, 102.
Goossens, Gérard, 85. — Jean, 86.
Gorcum, Guillaume de, 41.
Gors-op-Leeuw, 91.
Goslar, Jean, 67.
Govaerts, Arnold, 73. — Hubert, 44.
Goyenhuyzen, Henri, 65.
Goyer, 50.
Grâce, Léonard de, 92.
Gracht, Gédéon van der, 82.
Grammiers, Jean, 75.
Grand-Brogel, 11, 15, 19, 75, 76-81, 95.
Gravio, Nicolas de, 83. — Raso de, 83.
Grieten, Jérôme, 65.
Grotars, Paschasius, 74.

- Groven*, Arnold-Pierre, 38. — Jérôme, 39.
Gruyters, François, 75.
Guel, Le baron de, 78, 79.
Guillaume, 56, 77.
Guvelingen, 21.
Gybels, Antoine, 75.
Gylkens, Godefroid, 69. — Lambert, 68.
Gysens, Gilbert, 75.
Gyskens, Antoine, 73.
Haelen, 6, 8, 9, 55, 58.
Haengreefs, Jean, 65.
Haersfelt, 15, 18.
Halbeeck, Jean, 64.
Hall, 19.
Halle, 15, 37, 81-87, 90.
Halle-Boyenhoven, 5, 6, 8, 9, 11, 26.
Halmael, 84, 87-92, 100.
Halpont, Josse, 33.
Ham, Jean-François van, 62.
Hamel, Libert van, 76.
Hamont, 75, 78, 95.
Hasdael, Martin, 86.
Haugen, Josse, 42.
Hault, Pierre le, 92.
Haxhe, Bertrand de la, 42.
Hechtel, 71, 75, 95.
Hechtermans, Guillaume, 90, 91. — Henri-Martin, 91.
Heer, Robin de, 30.
Heerck, Jean, 61.
Helbrechts, Jean-Antoine, 39.
Helchteren, 9, 11, 14, 19, 73, 93.
Hengel, Jean van, 61.
Hennin, Léonard, 49, 53. — Nicolas de, 53.
Henri, 30, 46, 47, 59, 70, 83.
Herbordius, 45.
Herbots, Jacques, 37, 85.
Herck, 65.
Herck, Jean-Hubert van, 104. — Joseph van, 28.
Herckenrode, Barthélemi, 96.
Herck-la-Ville, 57.
Herent, 19.
Hermannus, 46, 47.
Herpt, 11, 16.
Hesben, 11, 16.
Hessellers, Jean, 73.
Heusden, 11, 73, 75, 95.
Hextermans, Milo, 95.
Heyden, Daniel van der, 44. — Maur van der, 74, 78. — Rumold van der, 64.
Heythuli, Jean de, 102.
Hillegaerts, Charles, 97.
Himmerode, 12.
Hinnisdaels, N. de, 91.
Hoebanx, Arnoul, 92.
Hoeff, Théodore op den, 81.
Hoefstaden, Jean, 93.
Hoen de Cartils, 280.
Hoensbroeck, Les, tiennent le fief d'Altenbroeck, 281.
Hollanders, Jean, 36, 79.
Holset, Les, tiennent le fief d'Altenbroeck, 280. Généalogie de cette famille, 282, 283.
Hoochwater, Henri de, 83.
Horion, Herman de, 88.
Hornes, Jean de, 102.
Hosémont, Gérard de, 99.
Hougaerde, Le concile de, 35, 37, 58, 82.
Housner, Côme van, 75.
Housse, Le château et la seigneurie de, 321-331.
Houtain-l'Evêque, 53.
Houthalen, 75, 95.
Houthen, Gérard de, 91.
Hove, La ferme de, 292-295. — Adrien van, 73.
Hovius, Théodore, 81.

- Hoyngne*, Jean de, 91.
Hoëmont, Le concile de, 35, 58, 82.
Hubert, 45.
Hulsel, 9, 11, 12, 15, 18.
Hulst, Nicolas, 80.
Huveners, François, 33.
Hygaerts, Gautier, 90, 91, 104.
Ifiel, Jean, 60.
Inchy, Jean, 80.
Inde, Jean van den, 43.
Innocent, III, pape, 10. — X, pape, 90. — XII, pape, 69.
Jacobi, Henri, 60.
Jacobs, Godefroid, 88.
Jacops, Jean, 64.
Jacquemin, Joseph, 49, 50.
Jacques, 89.
Jadoulle, Thomas, 38.
Jamaer, Théodore, 76.
Jans, Gilles, 94. — Hubert, 97. — Pierre, 60. — Servais, 80.
Jansen, Laurent, 95.
Jaupen, Lambert-Henri, 54.
Jean, 11, 30, 58, 99, 100, 101. — III, duc de Brabant, 277.
Jemeppe-sur-Meuse, 4, 5.
Johannes, 40, 67, 68, 83.
Jordanus, 93.
Juliers, Le duc de, 78. — Otton de, 99, 100.
Juncis, Adam de, 96.
Kegel, Cléophas, 95.
Keldermans, François, 82.
Kempe, Goswin, 80.
Kemps, David, 64. — Pierre, 93.
Kerkom, 7, 8, 9, 11, 15, 19, 51, 90, 98, 105.
Kermpt, 38.
Kieldonck, J.-K. van, 43.
Kimps, Jean, 38.
Kirchhoven, Henri, 68.
Kleinen-Brogel, 15.
Kloosterdonck, 7, 56.
Kymps, Jean, 31, 34, 61, 63. — Jérôme, 63, 65. — Pierre, 63.
Laer, 6, 8, 11, 14, 19, 107-109.
Lambert, dit Scofel, 47.
Lambrechts, Adam, 50.
Langenaeker, Pierre van, 49. — Thomas, 65.
Lantremeer, Jean de, 34.
Lassens, Lambert, 92. — Léonard, 92.
Latte, de, 28.
Lauwers, Corneille, 95.
Léau, Le concile de, 35, 58, 82. — Jean de, 101.
Leenaerts, François, 75, 79. — Renier, 75.
Leendt, Théodore van, 81.
Leerodt, Jean-Arnold de, 74.
Leetwech, Jean, 78.
Legiacus, Corneille de, 92.
Lekeux, Gérard, 86.
Lhost, Toussaint, 64.
Libens, Eustache, 52, 53.
Liblan, Jean, 44.
Liège, Saint-Denis, 5. — Saint-Jacques, 5. — Saint-Lambert, 8, 36. — Saint-Martin, 92. — Saint-Paul, 92, 101. — Saint-Pierre, 86, 92. — Saint-Servais, 89.
Lille-Saint-Hubert, 75, 95.
Linckhout, 9, 11, 15, 19, 110-113.
Lintermans, Jean, 33.
Lismont, Henri, 89.
Liverlo, Lambert de, 53, 90.
Lobbrich, 11, 12.
Loebroeck, Jean, 81.
Lommel, 73.
Loncin, Mathieu, 64.
Lonis, Albert, 72. — Jean, 72.
Loon, Jean de, 50, 51.

- Loosen*, Lambert, 42.
Looz, 30, 100.
 — Le baron de, 42. — Arnoul de, 101.
Louvain, Saint-Quentin, 101.
 — Sainte-Gertrude, 101.
 — Guillaume de, 101. — Jean de, 100, 101.
Loyens, Corneille, 26, 37, 84. — Jean, 95. — Pierre, 26.
Lummen, 75, 95.
Lutzenborgh, Hugo de, 102.
Luyckx-Gestel, 75, 95.
Lynens, Gilles, 75.
Lyntris, Pierre de, 34.
Macharen, 7, 8, 12.
Maes, Robin, 30, 34.
Maesen, Pierre van der, 41. — Servais van der, 86.
Maeseyck. Son évangéliste du VIII^e siècle, 385.
Malines, 3.
 — Guillaume de, 30.
Mall, 81.
Mannaerts, Benoît, 3, 73. — François, 42.
Mans, Paul, 32, 102.
Marchs, Bernard, 91.
Marien, Jean, 72.
Mariens, Jean-Arnoul, 75.
Martens, Henri, 44.
Martin, abbé de Saint-Vaast, 89.
Masius, Gérard, 73.
Massin, Louis, 39. — Pierre, 39.
Mauritii, Jean-Antoine, 104.
Maxenzele, 7, 8.
Meduwen, 15.
Meelcop, Les, tiennent le fief d'Altenbroeck, 279.
Meer, 5, 7, 11, 81, 82, 85.
Meerhout, 55.
Meir, François, 37. — Louis, 37.
Meldert, 12, 75, 95.
Meldert, Godefroid de, 101.
Melis, Jean, 48.
Melveren, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 18, 41, 53, 113-123.
Mennekens, Jérôme, 95.
Mera, Jean de, 50. — Petrus de, 83.
Mervel, 17, 19.
Metsteren, 7.
Metz, Etienne de, 29.
Meyers, Jean, 84. — Laurent, 85.
Mheer, La seigneurie foncière et la seigneurie hautaine de, 331-334.
Michiels, N., 69.
Mielen-sur-Aelst, 6, 9, 10, 14, 19, 29, 32, 40, 123-128.
Milesen, Guillaume, 32.
Moels, Jean, 84, 86.
Moerbeke, Adrien de, 61.
Moers, Laurent, 94, 95.
Molders, Nicolas, 96.
Montaigu, 65.
Monte, Jean de, 91.
Moonen, Pierre, 75.
Morren, Jean, 33.
Morsele, Mathieu de, 83.
Mortier, L'avouerie de, 334-335.
Mossis, Arnould, 76.
Mottaer, Remi, 28.
Mouland, La seigneurie de, 336-340.
Moullart, Antoine, 88.
Muysen, 98, 101, 103.
Natalis, Jean, 92.
Navagne, La famille de, 339-340.
Naveau, Michel, 65.
Neerdormael, 86.
Neerlinder, 101.
Neerpelt, 7, 8, 11, 14, 19, 54, 75, 95, 128-135.
Neeven, Jean, 81.
Neevius, Guillaume, 95. — Pierre, 95.

- Nepotis*, Lambert, 30, 31, 33.
Neufchâteau, La seigneurie de, 343-350. — La famille de, 349-350.
Neufstat, La ferme de, 321.
Neutinx, Etienne, 44.
Neven, Chrétien, 104. — Gautier, 95. — Henri, 102.
Nicolai, Antoine, 26, 85. — Hubert, 44. — Jean, 85.
Nicolas V, pape, 69, 84.
Nieuwenhoven, 83.
Nieuwenhuyzen, 18.
Nivelles, 83.
Noelmans, Jean, 94.
Noorbeek, La seigneurie hautaine de, 355.
Oest, La seigneurie hautaine d', 359.
Offelken, 73.
Offermans, Martin, 48, 102. — Mathieu, 72.
Oirsbeek, 7, 11, 12, 15.
Olne, La seigneurie hautaine d', 356-359.
Oostham, 95.
Orange, Guillaume d', 48.
Ordange, 66.
 — Adam d', 35. — Henri d', 101.
Orey, 5.
Otton, 29.
Outgarden, André van, 95.
Overpelt, 75, 95.
Pacquot, D., 33.
Pael, 75.
Paige, Jean, 96.
Paludanus, Denis, 37.
Pamrael, François, 97.
Pape, Frédéric, 96.
Papendonck, Thomas de, 77.
Parc, L'abbaye de, 12.
Pascal II, pape, 5, 6, 8, 9, 29, 56, 70, 81, 93, 98.
Passarts, Gilles, 57.
Paul V, pape, 24, 26.
Paye, Lambert del, 69.
Peer, 5, 7, 8, 11, 15, 19, 70, 75, 76, 77, 93, 135-142.
Peeters, Gautier, 41. — Jean, 78.
Penninx, Jean, 69.
Pepin de Herstal, 9, 70.
Petit-Brogel, 75, 78, 95.
Piel, Josse, 48.
Pierpont, Hugues de, 11.
Pirsul, François, 89.
Pizart, François, 87.
Platynmecker, 88.
Pleesken, Lambert, 77.
Poelmans, Adam, 50. — Guillaume, 51. — Laurent, 68. — Mathias, 96.
Pollaerts, Henri de, 89. — Hubert, 34. — Jean, 92.
Pommeren, 7, 8, 11, 12.
Ponderaen, Sulpice, 72.
Ponte, Marcellius, 88.
Preys, Mathias, 75.
Princen, Guillaume, 53.
Provins, 13, 88.
Puelinx, Arnold, 31. — Robin, 39.
Puttinghen, Jean, 65.
Putteis, Gaspar, 75. — Gérard, 85. — Herman, 69. — Jean, 41.
Pyll, Jean, 33.
Quackelziel, Adam, 86.
Quaetmechelen, 75, 95.
Quercu, Antoine de, 92. — Grégoire de, 34. — Lambert de, 89.
Quintini, Gilles, 39.
Rehaye, Gilles de, 99.
Renaers, Guillaume, 86. — Jean, 63, 65. — Maur, 85. — Pierre, 61, 92.

- Renierck*, Adam, 66.
Renierus, 72.
Renier, 30, 40.
Renroede, 66.
Reyners, Antoine, 80.
Robert, Le comte, 4, 55.
Robinus, 47.
Robyns, Barthélemi, 86. — Pierre, 87.
Roccourt, Gilles de, 34. — Jacques de, 34.
Rochette, La seigneurie de la, 362. — La fonderie de la, 364.
Rodolphe, 5, 7, 8, 29, 40, 52, 55, 58, 82, 99.
Roelants, Henri, 43.
Roesen, Jean, 41.
Rosen, de, 78.
Rosmeer, 80.
Rossius, Michel, 34.
Rothem, 58.
 — Jean, 61.
Rouar, Théodat, 92.
Roye, Corneille van, 95.
Rubens, Mathias, 91.
Ruchis, Renier de, 101.
Ruclingen, Gaspar de, 83.
Ruet, Guillaume, 92.
Russon, D., 65.
Ryckel, Guillaume de, 10, 11, 12, 30, 40, 45, 46, 52, 59, 67, 71, 72, 76, 77, 83, 93. — Jean de, 84.
Saint-Jean, Charles de, 84, 89.
Saint-Trond. L'abbaye, 1-269.
 — Le concile, 29, 39, 87, 98.
 — Béguinage, 12, 17, 20, 238, 240.
 — Chapelle des clercs, 16, 20, 241-248.
 — L'hôpital, 10, 17, 20, 248-255.
 — Notre-Dame, 5, 6, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 18, 22, 23, 24, 40, 101, 153-188.
Saint-Trond. Saint-Gangulphe, 5, 7, 10, 17, 18, 20, 21, 189-199.
 — Saint-Jacques de Schurhoven, 10, 221-225.
 — Saint-Jean, 10, 20, 229-234.
 — Saint-Nicolas de Zerckingen, 10, 17, 20, 216-220.
 — Saint-Pierre, 10, 17, 207-216.
 — Saint-Sépulcre, 10, 17, 18, 20, 199-207.
 — Sainte-Catherine, 10, 17, 18, 20, 234-238.
 — Sainte-Croix de Guvelingen, 10, 226-228.
 — Sainte-Marie-Madeleine, 10, 17, 20.
Saint-Vaast, L'abbaye de, 13, 87, 88.
Saive, Olivier, 63.
Salem, Georges, 103.
Salutarius, 40.
Sande, Libert van den, 85.
Sannen, Pierre, 87.
Sapiens, Jean dit, 100.
Sarens, Georges, 60. — Guillaume, 60, 61.
Saresta, Etienne, 44.
Sassen, Frédéric, 48.
Scaffen, 5, 7, 11, 15, 101, 142-145.
Scapken, Gilles, 68.
Schaken, Hubert, 81.
Schatsen, Henri, 68.
Schatter, Henri, 72.
Schellens, Arnoul, 34.
Schepers, Catherine, 42. — Jean, 49.
Schillingshof, 360.
Schoer, Denis van, 104. — Thomas, 43.
Schoffiels, Jean, 89.
Schuelen, 65.
Schuerhoven, 20, 34, 44.

- Schurmans*, Willebrord, 95.
Schuyen, Christophe, 41.
Scillinx, Jean, 78.
Scronx, Denis, 103.
Scyfls, Jean, 72.
*Sély*s, Arnoul-Philippe de, 74.
Seny, 7, 8, 9, 11, 15, 17, 18, 19, 145-149.
Servatii, Jacques, 65. — Jean, 95.
— Simon, 94.
Silke, Jean, 60.
Simons, Thierry, 72. — Thomas, 75.
Simpernels, Jean, 80.
Sippe, Pierre, 66.
Slegers, Pierre, 73.
Smeets, Guillaume, 41.
Smets, Mathieu, 96.
Smissen, Jean van der, 86. — Michel van der, 32, 42.
Smits, Arnoul, 79.
Snauwenberg, La ferme de, 295-298.
Sneeuwvaerts, Conrad, 43. — Gisbert, 54.
Snyder, Jean, 47.
Snyers, Jean, 81.
Son, 7, 11, 12.
Spaenhem, Gunchon, 35.
Sproelants, Martin, 48, 52. — Théodore, 48.
Staden, 5, 6, 8, 9, 11, 17, 20, 149-153. — Léonard de, 77.
Staes, Louis, 64.
Stahlmans, Léonard-François, 62.
Stapel, Arnoul de, 34.
Stappaerts, Jean, 38.
Stass, N., 78.
Stephani, Jean, 83.
Steynen, Guillaume, 87.
Stevoort, 37, 38.
Stockem, Jean de, 84. — Lambert de, 38.
Stynen, Chrétien, 66.
Straeten, 44.
— André Van der, 80. — Jean Van, 75.
Strauven, Arnoul, 94.
Stravius, Guillaume, 103. — Richard-Pauli, 97.
Stroevenbosch, Le fief de, 319.
Stuyvens, Guillaume, 64, 65.
Sutendael, Hubert de, 3, 79, 90.
Swijnlo, Jean de, 96.
Taelmans, Gauthier, 65. — Jean, 65.
Ter-Doolen, 97.
Tessenderloo, 75, 89, 95.
Teysterbant, 8.
Theodoricus, 46, 47.
Thielens, Gilles, 95. — Pierre, 74, 75. — Théodore, 74.
Thierry, 6.
Thoreel de Berneau. Généalogie de cette famille, 298-300.
Thoren, Gérard de, 72.
Thours, Léonard, 38.
Tielens, Guillaume, 81. — Jean, 66. — Paul, 75. — Paul-Léonard, 75.
Timmermans, Eustache, 61. — Jean, 97.
Tirlemont, Gautier de, 101.
Tisse, 93.
Trembleur. La seigneurie hautaine de, 367.
Trieu, Jacques de, 104.
Trips, Les, tiennent le fief d'Altenbroeck, 280.
Trudon, Saint, 9, 10, 93.
Tsroyen, Arnoul, 36.
Tummers, Henri, 95.
Tutelers, Libert, 53.
*Ulen*s, Pierre, 52, 103, 104. — Renier, 49, 51.
Vaekens, Pierre, 38.

- Valebeke*, Walter de, 12, 59.
Valgaet, Henri, 47.
Van den Bergh, Emeritius, 86.
Van den Broug, Jean-Henri, 75.
Van der Smissen, Michel, 3.
Vanvelhoven, Marc, 75.
Velaers, Henri, 26, 84.
Velde, Gilles van der, 69.
Velm, 42, 98.
Velpen, 55, 66.
Verlinden, Jacques, 95.
Veuken, Nicolas van der, 95.
Victor IV, 9, 56.
Villici, Charles, 31, 80, 94.
Vinckenroye, Jacques van, 73, 74.
Virgas, Jacques à, 84. — Mathias à, 84.
Vivario, Jean de, 31.
Viversel, 95.
Vlecken, André-Martin, 75.
Vlierbeek, 38.
Voordt, Henri Van de, 86.
Vorda, Jean de, 77.
Voskens, Godefroid-Renier, 62. — Jean-Renier, 62. — Thomas, 62.
Vossius, Guillaume, 69. — Jean-Baptiste, 68.
Vottem, 31.
Vranc, Louis, 39, 64.
Vrancken, Mathieu, 39.
Vriesen, Arnoul, 41. — Lambert, 53.
Vryheers, 67.
Vuyt, Georges, 68.
Vyffeicken, Paul, 75.
Walewyns, Sébastien, 96.
Walpot, Henri, 281.
Walteri, Renier, 48, 56.
Walz-Betz, 86.
Waremmé, Jean de, 101.
Warsage, Maison et cour foncière de, 375.
Wattey, Egide, 52.
Watson, Remi, 53.
Webbecom, 5, 6, 8, 9, 11, 13, 14, 21, 255-258.
Weers, Henri, 32, 41.
Wellens, Gilles, 89.
Wendelen, Florent, 64. — Herman, 37, 61. — Jérôme, 64.
Werdene, Guillaume de, 99, 100.
Werpen, Jean, 80.
Werst, La famille de, 377.
Westenhoven, Gautier de, 64.
Weustenraedt, Adrien, 95.
Wichampré, 351, 379.
Wichmael, 21.
Winckel, Les, tiennent le fief d'Altenbroeck, 281.
Winckels, Pierre, 67.
Windelen, Michel, 94.
Wiric, 29.
Wittebols, Jean, 81.
Woensel, 7, 11, 12, 77.
Wolfs, Jean, 61, 64.
Wouters, Renier, 61.
Wyckmael, 5, 7, 11, 75, 76, 77, 95, 267-269.
Wyck, 11.
Wynants, Jean, 31.
Wynnen, Guillaume, 41, 92.
Wynrox, Hubert, 34.
Zebots, Jean, 22.
Zeelhem, 75, 95.
Zerckingen, 53.
Zettea, Walter, 51.
Zevenants, Michel, 89.
Zeyzolf, 4.
Zolder, 95.
Zurinx, Jean, 33.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Règlement de la Société	V
Tableau des membres de la Société	VII
Liste des sociétés et des revues avec lesquelles la Société fait l'échange de ses publications	XV

NOTICES ET MÉMOIRES.

I. <i>Notes pour servir à l'histoire des paroisses qui dépendaient de l'abbaye de Saint-Trond</i> , par l'abbé G. SIMENON	1-269
Avant-propos	I
Détails généraux : Eglises qui dépendaient de l'abbaye ; mode de nomination ; restrictions apportées au droit des abbés ; avantage résultant de ce droit	4-29
Paroisses : Aelst ; Berbroek ; Bevingen ; Berloo ; Buvingen ; Donck ; Engelmanshoven ; Exel ; Grand-Broegel ; Halle ; Halmael ; Helchteren ; Kerkom ; Laer ; Linckhout ; Melveren ; Mielen-sur-Aelst ; Neerpelt ; Peer ; Schaffen ; Seny ; Staden ; Saint-Trond, Collégiale Notre-Dame, Eglises paroissiales, Chapelles ; Webbecom ; Wychmael.	29-269
II. <i>Les fiefs du comté de Dalhem</i> , par. AM. DE RYCKEL.	271-384

	Page
III. <i>L'évangélaire du VIII^e siècle, conservé à Maeseyck,</i> par Dom DONATIEN DE BRUYNE	385-392

PLANCHES.

Page de l'évangélaire de Maeseyck.	388
Page de l'évangélaire de Maeseyck.	391



BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'ART ET D'HISTOIRE
DU
DIOCÈSE DE LIÈGE

TOME XVIII

LIÈGE
D. CORMAUX, IMPRIMEUR-LIBRAIRE
Succ^r de L. GRANDMONT-DONDERS
22 - RUE VINAVE-D'ILE - 22

—
1909

LES PAROISSES DE L'ANCIEN CONCILE DE TONGRES

Y COMPRIS

LES CONCILES DE HASSELT ET VILLERS-L'ÉVÊQUE
DÉMEMBRÉS DU MÊME CONCILE



AVANT-PROPOS

Un intérêt sans cesse croissant s'attache aux études relatives aux origines chrétiennes.

L'intérêt que présente l'étude de la formation des paroisses dans n'importe quelle partie du diocèse, devient certes beaucoup plus vif encore quand il s'agit de déterminer les origines et de suivre les développements successifs de la première église du diocèse, de celle qui fut le berceau de la foi chrétienne en nos contrées. Ce sujet est d'autant plus attachant que les récits légendaires, qui entouraient jusqu'ici la biographie de saint Servais et qui n'ont été dissipés qu'en ces derniers temps, ont singulièrement travesti l'histoire de la ville et de l'église de Tongres.

L'abandon quatre fois séculaire de l'église Notre-Dame est une fable inepte dont il est temps de faire justice.

Nous nous sommes attaché, dans une publication précédente, à faire voir l'inanité des arguments sur

lesquels repose la prétendue ruine permanente de l'église et de la ville de Tongres.

A présent, nous abordons des preuves positives.

La réorganisation de l'église-mère de Tongres, dès les VI^e et VII^e siècles, ne fait plus l'ombre d'un doute.

A défaut des documents historiques les plus anciens — qui tous ont disparu lors de l'incendie de la ville et de l'église de Tongres le 12 août 1213 — nous interrogerons les seuls témoins capables de nous transmettre des données certaines au sujet de l'histoire religieuse de Tongres, à l'époque la plus reculée.

L'histoire de l'organisation paroissiale du concile de Tongres, dont les évolutions et les phases successives se dérouleront devant nos yeux, établira, avec la dernière évidence, que l'église Notre-Dame a été, après l'occupation franque comme à la fin de la domination romaine, le centre vital du christianisme dans une grande partie du diocèse.

Etendant d'abord son champ d'action à un rayon considérable, le corps presbytéral de Tongres a vu se rétrécir peu à peu l'étendue trop vaste de sa juridiction spirituelle grâce à la fondation de nouvelles chrétientés devenues, à leur tour, des centres d'évangélisation et de vie religieuse.

Dès la fin du VII^e siècle, la Hesbaye est conquise à la foi. Toute la région comprise entre Saint-Trond et Maestricht est évangélisée. Partout, dans le courant du VIII^e siècle, surgissent des oratoires dédiés aux saints tutélaires dont le culte était populaire à cette époque. Ces chapelles rurales, disséminées sur tout le territoire, marquent autant de progrès de la civilisation sur le paganisme.

Pendant quelque temps, les divers groupements ruraux sont administrés par les *circumeuntes* de l'église la plus voisine qui pourvoient aux besoins spirituels des populations. Peu à peu les délimitations deviennent plus précises, des prêtres stationnaires ou

┌
c'

es
et
le

o-
es
n,
e :
n-
de
is-
re
à

es
uq
de
li-



E
is-
de

ne
n-
ns
ti-
is
re
oi
t).

ue
us

» factum non statim abjecerint vel sacerdotibus haec destruentibus pro-

lesc
l'ég

les

cie
vill
int
me
gie

de
siv
dei
l'oc
roi
gra

co
rét
sp
de
de

la
M
vi
tu
Ce
toi
su

ru
l'é

rituels des populations. Peu à peu les dévotions
deviennent plus précises, des prêtres stationnaires ou

à résidence fixe sont établis auprès de certaines églises qui sont érigées dès lors en paroisses indépendantes et distinctes. Le *monasterium* de Tongres reste le foyer le plus intense de l'action civilisatrice.

Comme la propagation de la foi dut être plus laborieuse dans les landes stériles de la Campine, des avant-postes furent créés, comme en pays de mission, aux limites mêmes de la Taxandrie ou de la Campine ; les plus avancés étaient Hasselt et Genck. Au commencement du VIII^e siècle, sous l'épiscopat glorieux de saint Lambert, la fondation du monastère de Munsterbilsen vint consolider le travail de la première évangélisation et donner une impulsion nouvelle à l'extension de la foi en Campine.

Un siècle plus tard, quand furent tracées les limites des conciles, l'organisation paroissiale était venue compléter partout, sur toute l'étendue du concile de Tongres, l'œuvre ébauchée par les premiers évangélisateurs.

NOTIONS PRÉLIMINAIRES

L'ORGANISATION PAROISSIALE JUSQU'AU IX^e SIÈCLE

Avant d'aborder l'examen de l'organisation paroissiale dans l'ancien concile de Tongres, il importe de donner à ce sujet quelques notions préliminaires.

Au commencement du VII^e siècle, le christianisme avait pénétré jusqu'au fond des campagnes et triomphait presque partout. L'idolâtrie était vaincue dans les *villae* et partout des oratoires chrétiens se substituaient aux sanctuaires païens. Ce ne fut pas toutefois sans rencontrer d'opiniâtres résistances. A la fin du VI^e siècle, le roi Childebert avait dû encore édicter une loi qui proscrivait les idoles de tous les domaines privés (1).

(1) « Praecipientes ut quicumque admoniti de agro suo ubicumque
» fuerint simulacra constructa vel idola demoni dedicata, ab hominibus
» factum non statim abjecerint vel sacerdotibus haec destruentibus pro-

Pour se rendre compte des progrès du christianisme dans les diocèses d'alors, il est nécessaire de se représenter les conditions de la vie rurale à cette époque, l'organisation hiérarchique du clergé et l'organisation paroissiale.

Les principaux centres d'habitation, *castra*, *vici* et *villae*, étaient situés sur les voies romaines, notamment, en nos contrées, celles d'Amiens à Cologne par Tongres et Maestricht et de Tongres à Arlon. D'autres *vici* ou villages s'échelonnaient le long des voies romaines qui s'embranchaient sur les précédentes. Au milieu des campagnes fertiles, telles que celles de la Hesbaye, se trouvaient éparpillés — surtout aux abords des cours d'eaux — de nombreux hameaux.

Le territoire était divisé en *villae* ou domaines appartenant aux grands propriétaires terriens. Au centre de la *villa* s'élevait d'ordinaire la maison seigneuriale, autour de laquelle se groupait la population rurale : colons, affranchis et serfs chargés d'exploiter le domaine. C'est de ces *villae* que sont sortis la plupart de nos petits villages modernes ; les *vici* ou les *castra* sont souvent représentés aujourd'hui par nos bourgs et nos petites villes. Beaucoup de terres restaient inexploitées, occupées par des forêts qui couvraient une partie considérable du fisc royal ou même des domaines privés.

L'organisation ecclésiastique qui étendait son réseau sur les *castra*, *vici* ou *villae*, est le fruit d'une longue suite d'évolutions.

La fondation des premières chrétientés, ébauchée au dernier tiers du IV^e siècle, avait été complètement ruinée par les invasions barbares et l'organisation chrétienne du diocèse avait dû être entièrement renouvelée ; aussi le diocèse de Tongres ne comprenait-il

» hiberint, etc. » (BOUQUET, *Recueil des historiens des Gaules*, t. IV, p. 114).

point, au VII^e siècle, un nombre aussi considérable de paroisses qu'en comprenaient, à pareille époque, certains diocèses de la Gaule (1).

A l'origine, toutes les paroisses étaient étroitement attachées à l'église de la cité; elles lui empruntaient son clergé; elles ne possédaient rien en propre; les dotations qui leur étaient faites : terres, vignes, esclaves devaient rester, suivant les canons, dans la maîtrise de l'évêque « *in episcopi potestate* » (2).

Pendant longtemps, il n'y eut pas de clergé distinct du *presbyterium* épiscopal. L'unique communauté organisée restait l'église urbaine. A l'intérieur de la cité, il n'y avait qu'une seule paroisse : la cathédrale. Il n'y a pas d'apparence qu'aucune autre église paroissiale ait existé dans le périmètre de la cité à l'époque mérovingienne et même à l'époque carolingienne. Ce point est abondamment établi (3).

(1) A la fin du VI^e siècle, le diocèse d'Auxerre comprenait trente-six paroisses, d'après le règlement de l'évêque Aunaire (573-603); sous Tétricus vers 670, on trouve vingt-six *tituli* d'archiprêtres diocésains d'Auxerre (MIGNE, *Patrologie latine*, t. CXXXVIII, pp. 233-244). Mais il faut croire que, en dehors des paroisses archipresbytérales, il y en avait d'autres desservies par de simples prêtres. Des trente-six paroisses d'Aunaire, vingt-trois seulement sont représentées par les archiprêtres sous Tétricus. Les autres n'avaient pas disparu; on les retrouve à l'époque carolingienne. Comme l'accroissement des paroisses au VII^e siècle est un fait certain, il y a lieu de croire que le diocèse d'Auxerre en comptait au moins quarante sous Tétricus.

(2) Les biens de l'église étaient placés sous la juridiction de l'évêque. Les prêtres attachés à l'église n'avaient aucun droit sur les terres ou revenus de celle-ci. L'évêque en les nommant leur distribuait, à titre de bénéfice, une part de ce domaine. Lui-même se réservait la libre disposition des biens et des offrandes qu'il n'avait pas affectés à l'entretien du clergé. Seul aussi il pouvait aliéner ce patrimoine, en distraire une partie et ce pouvoir presque absolu se maintint assez tard. Le concile d'Orléans (511) décrète que les donations faites aux paroisses par les fidèles en terres, vignes ou esclaves devaient rester, suivant les anciens canons, sous le pouvoir de l'évêque (MAASSEN, *Concilia merovingica*, MGH., CC., t. I, p. 6; *Concilium Aurelianense*, n° 511, can. 13).

(3) Le régime paroissial, tel que nous l'entendons maintenant, n'exista pas dans les grandes villes et particulièrement à Rome et à Alexandrie

Les membres du *presbyterium* épiscopal consacraient tous leurs efforts à la diffusion de l'évangile dans les pays d'alentour. Les habitants des agglomérations rurales, éloignés de l'église principale et désirant participer à la célébration des divins mystères, élevèrent, au milieu de leurs terres, de modestes oratoires placés sous l'invocation de Notre-Dame, du Saint-Sauveur et des Saints dont le culte était ancien dans l'Eglise (saints Pierre et Etienne) ou populaire à cette époque (saints Martin, Remy, Georges et Servais).

Des prêtres et clercs de l'église épiscopale présidaient aux offices dont la célébration était autorisée dans les oratoires ruraux : on les appelait *circumeuntes περιοδευται* (*periodeutes*), par opposition aux prêtres et clercs à poste fixe ou à résidence stable.

A la tête du clergé, l'évêque plaça, selon l'usage, un archidiacre.

L'archidiacre occupait le rang le plus élevé dans la hiérarchie ecclésiastique. Bien que simple diacre, et peut-être à cause même de ce degré hiérarchique inférieur, il était le représentant autorisé de l'évêque dans toutes les affaires administratives. Ses attributions correspondaient à peu près à celles d'un vicaire-général d'aujourd'hui. Un écrivain du VII^e siècle lui décerne même le titre significatif de « vicaire » de l'évêque (1).

avant le milieu du V^e siècle (DE SMEDT, *L'organisation des églises chrétiennes au III^e siècle*, p. 24, dans *Revue des questions historiques*, 1891).

MARIUS LUPI dans son ouvrage *De parochiis ante annum millesimum*, Bergomi, 1788, in-4^o, établit au chapitre VI de sa dissertation III (pp. 195-210), la thèse suivante : « En dehors des villes de Rome et d'Alexandrie, il n'exista jusqu'au X^e siècle qu'une seule paroisse, notamment celle de l'église cathédrale dans toutes les cités épiscopales. »

Il apporte de nombreux canons et textes anciens à l'appui de sa thèse (pp. 197 et suiv.).

(1) *Vita Drausii, Acta Sanctorum Martii*, t. I, p. 406 : « (Drausius » episcopo) supponitur in gradu dignitatis vicario videlicet archidiacono natus officio. » Drausius, mort vers 680, était évêque de Soissons.

LÆNING appelle l'archidiacre le remplaçant de l'évêque « der Stellvertreter des Bischofs » (*Geschichte des deutschen Kirchenrechts*, t. II, p. 333).

En cas de vacance, c'est ordinairement lui qui reçoit les fonctions d'administrateur intérimaire. L'archidiacre était responsable de la conduite du clergé. Il assurait par l'application de peines ecclésiastiques l'observation des canons, en ce qui concerne la tenue extérieure et la moralité des clercs. Mais de ses fonctions délicates et difficiles, celle qui exigeait le plus d'attention et d'intelligence, était la formation des jeunes clercs (1). L'archidiacre était le directeur attitré de l'école annexée à l'église épiscopale où les adolescents, qui se destinaient à entrer dans la cléricature, affluaient de tous les points du diocèse.

Une autre dignité ou plutôt un autre office se formait en même temps au sein du collège presbytéral, qui partageait avec l'évêque les difficultés de l'administration du diocèse, à savoir l'office d'archiprêtre. L'archiprêtre urbain *πρωτοπρεσβύτερος* était le doyen du *presbyterium* épiscopal. Le titre était accordé par bénéfice d'âge. Il devait donner l'exemple de la pureté des mœurs : il assumait, au nom de l'évêque, la charge d'âme dans la ville épiscopale. La surveillance des clercs, dans l'accomplissement des fonctions ecclésiastiques et dans la conduite de leur vie morale, ressortissait également de ses attributions. Mais alors que l'évêque et l'archidiacre restent les juges naturels du clergé et répriment les délits des clercs par l'application des censures ecclésiastiques, les droits de l'archiprêtre ne vont pas jusqu'au pouvoir disciplinaire ou coercitif, mais se bornent à la surveillance, à la réprimande et à la dénonciation.

Le clergé attaché à la cathédrale et qui faisait, en

(1) Les clercs assistaient l'évêque à l'office; ce sont des jeunes gens ou des enfants qui aspirent au sacerdoce. Les diacres s'occupaient avec lui des ressources matérielles, de la visite des malades, de la surveillance de l'école. Les prêtres étaient chargés du culte avec l'évêque (Cf. *Vita Eleutherii, Acta Sanctorum Februarii*, t. III, pp. 193 et suiv.; WARRI-CHEZ, *Les origines de l'église de Tournai*, pp. 112 et suiv.).

même temps, le service des oratoires était nécessairement considérable. Il se composait de prêtres et de diacres, auxquels il faut joindre les sous-diacres et les lecteurs qui formaient un groupe distinct sous le nom de jeunes clercs, *juniores clerici*. La plupart des prêtres et des diacres, voire certains clercs inférieurs, demeuraient habituellement dans la même maison que l'évêque. C'était la « maison ecclésiastique » attenante à la cathédrale, aussi appelée maison de l'évêque, *domus episcopi*. Une telle discipline offrait les plus grands avantages : elle était la sauvegarde de la vertu et de la réputation des clercs ; la vie de communauté du clergé paroissial évoquait, en même temps, aux yeux des fidèles, l'image et la beauté de la vie cénobitique.

L'église archipresbytérale hiérarchiquement organisée et dotée d'un corps presbytéral plus ou moins nombreux, pourvoyait aux besoins du ministère pastoral dans toute la région. La communauté chrétienne de la grande paroisse comprenait, en dehors de l'archiprêtre, différents prêtres, diacres et clercs. Ces derniers étaient des jeunes gens aspirant au sacerdoce. Le recrutement du clergé s'opérait de la sorte : les canons ordonnaient aux prêtres établis dans les paroisses d'avoir autour d'eux, comme en Italie, des *juniores clerici* et de les initier au chant des psaumes, aux leçons et aux Ecritures (1).

(1) Peu à peu la coutume garantit aux églises la libre disposition de leurs ressources, consistant en oblations faites en l'honneur des saints ou offrandes déposées devant l'autel au moment du sacrifice. La première règle qui s'établit fut que l'évêque ne pourrait rien distraire des biens donnés ou affectés à une paroisse. Le patrimoine des églises devint, dès lors, intangible.

Dès la fin du v^e siècle, les revenus de l'autel furent divisés en trois parts : les parts de l'évêque, des clercs et des pauvres. L'épiscopat abandonna au clergé une partie des offrandes, puis conserva la jouissance et l'administration exclusive des revenus fonciers.

L'indépendance économique de la paroisse se raffermir dans la suite.

Le concile de Paris de 614 marque formellement la juridiction du chef de l'église rurale et déclare que tout ce qui a été légué aux églises

Après avoir parlé des conditions de la vie rurale et de l'organisation hiérarchique du clergé, il nous reste à traiter de l'importante question de l'organisation paroissiale et à établir certaines distinctions qui sont, pour notre étude, de la plus haute importance.

* * *

Vers le milieu du VI^e siècle, l'unique communauté organisée était l'église urbaine, l'église de l'évêque. Peu à peu, le régime paroissial s'étendit. Le *castrum* ou le *vicus* mérovingien devient en général, au VII^e siècle, le *titulus* d'un archiprêtre. « La paroisse de l'archiprêtre » est le centre habituel de la vie, des institutions religieuses, du culte rural. C'est dans son église qu'est le baptistère. Elle est la plus agglomérée et elle est aussi la plus étendue. Encore ne faut-il pas se l'imaginer comme les paroisses rurales de nos jours. Son district comprenait non seulement le bourg, mais un certain nombre de *villae* voisines. Celles-ci avaient souvent une chapelle et cette chapelle était dotée par le maître ou les hommes du domaine. Mais ces oratoires n'avaient pas d'autonomie. Il leur manquait ce qui crée la paroisse : les fonts baptismaux et un prêtre ayant juridiction. Ils étaient desservis le plus souvent par le clergé même de l'église principale qui venait y chanter les offices, y célébrer le culte. C'était

pour leur entretien doit être sous le pouvoir de leur chef, évêque, prêtre ou clerc attaché au service des lieux-saints (MAASSEN, *op. cit.*, p. 187). L'*ecclesia* était le propriétaire réel et légal, le saint était le titulaire idéal et l'évêque était l'administrateur responsable devant Dieu. Les biens des églises relevaient, il est vrai, de l'évêque, mais celui-ci n'en était pas réellement le propriétaire, mais l'administrateur en titre. En conscience, il devait les transmettre intégralement à ses successeurs et force lui était de les défendre contre toute entreprise du dehors comme des biens confiés : à sa garde « quasi commendata fidelī praeposito. » Les biens ecclésiastiques servaient dès lors à quatre fins : l'entretien du clergé, l'entretien de l'évêque, la construction et la réparation des temples, le service des pauvres. Tel est le mode de division adopté au IX^e siècle.

» à l'église du *vicus* qu'il fallait demander les sacre-
» ments, porter des offrandes. La paroisse de l'archi-
» prêtre est vraiment la paroisse publique et aussi la
» paroisse libre, car elle ne dépend que de l'évêque et
» de l'archidiacre, non d'un grand.

» Pour desservir cette église et les chapelles ou ora-
» toires qui gravitaient autour d'elle, il fallait tout
» un ensemble de prêtres, diacres ou clercs. Ce clergé
» formait vraiment un collège dont l'archiprêtre était
» le chef.

» L'institution des archiprêtres répondait aux idées
» d'ordre, de hiérarchie, de discipline qui animaient
» l'épiscopat. Elle permettait surtout de concentrer
» toutes les institutions religieuses dans les grandes
» paroisses indépendantes du patronage, affranchies du
» laïcisme (1). »

Le régime paroissial, tel que nous l'entendons main-
tenant, n'existait d'abord que dans les églises presbyté-
rales. L'archiprêtre était à la tête d'un corps presbytéral
composé de prêtres, de diacres et de simples clercs, et
plus ou moins nombreux, selon l'importance des loca-
lités. Il faut voir en lui le prédécesseur du curé mo-
derne, aidé par des vicaires dans l'accomplissement de
son ministère. Il avait sous sa juridiction, outre les
diacres et les autres clercs inférieurs, d'autres prêtres.
Les prêtres et diacres pourvoyaient aux besoins spiri-
tuels des petites communautés chrétiennes qui n'avaient
pas encore une organisation hiérarchique régulière. Ils
étaient loin de pouvoir célébrer dans ces chapelles tous
les offices du culte. Ils n'avaient pas d'autres fonctions
à remplir que celles qu'on constate avoir été remplies
par les desservants des titres presbytéraux des villes
épiscopales : présider les réunions des fidèles réunis
pour prier et chanter des psaumes, exercer les fonc-

(1) IMBART DE LA TOUR, *Les paroisses rurales du IV^e au XI^e siècle*,
Paris, 1900, pp. 80-81.

tions inférieures du sacerdoce : l'instruction des fidèles, la préparation des catéchumènes au baptême et des pénitents à la réconciliation.

La chapelle locale, créée pour les besoins du culte et érigée en l'honneur d'un saint spécialement honoré, devenait un centre religieux, mais elle restait soumise à la tutelle du *presbyterium* voisin et était gouvernée et administrée par l'archiprêtre et ses envoyés.

L'archiprêtre, de son côté, exerçait toutes les fonctions du sacerdoce, présidait les assemblées des fidèles et célébrait les saints mystères. L'exercice des fonctions sacerdotales supérieures était réservé au seul archiprêtre de la cité ou du *vicus* mérovingien.

C'est dans son église que les catéchumènes et les enfants recevaient le baptême, que les chrétiens étaient admis au sacrement de la réconciliation et participaient aux divins mystères des autels.

Le régime paroissial se modifia encore. Les églises archipresbytérales cessèrent d'être les seules églises paroissiales ou *ecclesiae*.

Les chapelles rurales, *oratoria* ou *basilicae*, étaient devenues de plus en plus nombreuses (1). Quelques-unes d'entre elles, suffisamment dotées d'après les prescriptions canoniques (2), furent pourvues d'un bap-

(1) Fonder de nouvelles paroisses ou simplement des oratoires était alors l'œuvre apostolique par excellence. C'était multiplier, en effet, les centres où le clergé exerçait son action.

(2) Les canons exigeaient la constitution d'un *libellus dotis*. Chaque église paroissiale devait être dotée, pour la subsistance du recteur, de deux manses, vingt-quatre bonniers avec un corps de ferme et des serfs pour exploiter les terres. Les serfs devaient être donnés dans la proportion d'un serf et d'une serve par cent et vingt habitants libres.

« Consenserunt omnes ut ad unamquamque *ecclesiam* curtem et » duos mansos terre pagenses ad *ecclesiam* recurrentes condonent et » inter centum viginti homines nobiles et ingenuos similiter et litos, servum et ancillam eidem tribuant » (Capitul. Paderbrun., 785. *Patrologie latine*, t. LXXXVII, p. 146). Le capitulaire d'Aix promulgua à son tour une constitution célèbre qui assure à chaque église seigneuriale la propriété d'un manse au moins, *mansus integer*, libre de toute charge, de tout service et de toute redevance (IMBART DE LA TOUR, *op. cit.*, p. 219).

tistère. Elles s'élevèrent ainsi au rang d'*ecclesiae*. Le desservant obtint les droits d'un curé et fut admis à exercer toutes les fonctions sacerdotales, y compris la célébration du saint sacrifice et l'administration des sacrements. Le paiement d'un cens et l'assistance obligatoire aux offices de l'église principale, à certains jours de fête, restèrent dès lors pour les habitants des nouvelles paroisses la seule survivance de la dépendance primitive.

C'est vers la fin du VIII^e siècle que l'érection de ces églises paroissiales, *ecclesiae*, se généralisa dans notre diocèse. Leur existence autonome s'affirma à l'époque carolingienne, grâce à la vigoureuse impulsion imprimée au régime paroissial par la législation canonique et surtout par la législation de la dime. Les capitulaires carolingiens consacrèrent définitivement le démembrement de la chrétienté primitive et la création de paroisses autonomes.

* *

Il y a donc une différence essentielle à établir entre les différents édifices religieux qu'on rencontre à partir du VII^e jusqu'au X^e siècle. D'un côté les églises paroissiales, *ecclesiae*, peu nombreuses et exerçant leur juridiction sur une vaste étendue (1); de l'autre des cha-

(1) Telle est la thèse capitale développée par LUPI, dans son ouvrage : *De parochiis ante annum Christi millesimum*, Bergomi, 1788 : « rurales parochiae a prima earum institutione, et ab episcopalibus civitatibus et inter se longe dissitae fuere ideoque pro cujuscumque diocesis amplitudine perpaucae » (pp. 48 et suiv.).

L'auteur démontre (pp. 58 et suiv.) que les églises paroissiales n'étaient multipliées qu'en cas de nécessité et qu'on ne procédait en cette matière qu'avec la plus grande circonspection.

Il établit (pp. 82 et suiv.) que la dénomination spécifique d'*ecclesia* est donnée aux églises paroissiales. Il cite entre autres canons : « Ad » missarum solemnias in ecclesias undique convenient. Ut in diebus festis » vel dominicis omnes ad ecclesiam veniant et non invitent presbyteros » ad domos suas, id est ad oratoria juxta procerum domus aedificata, » ad missam faciendam ; in capellis missas interim celebrare liceat, » donec ipsa ecclesia restaurari queat. »

pelles *oratoria* ou *basilicae*, dépendances des églises paroissiales. Les paroisses étaient clairsemées et très étendues, mais les oratoires abondaient.

La plupart des édicules religieux, construits dans les *villae* demeurèrent, au VII^e siècle, de simples oratoires privés et n'étaient que des lieux de prière, à l'usage du seigneur et de ses serviteurs ou colons. Peu à peu l'importance de certains de ces oratoires grandit. Un clerc, diacre ou prêtre à siège fixe y fut attaché. Quand un clergé suffisant était attaché à un oratoire même privé et que celui-ci était suffisamment doté, l'évêque pouvait permettre que tous les offices du culte y fussent célébrés (1).

D'autres oratoires appelés du nom distinctif de *basilicae* (2), placés sous la direction de clercs inférieurs,

(1) « Si quis in agro suo aut habet aut postulat habere diocesim, » primum et terras ei deputet sufficienter et clericos » (*Concilium Aurelianense*, anno 541, can. 33; MAASSEN, *op. cit.*, p. 94).

(2) LUPI fait remarquer (*op. cit.*, pp. 68 et suiv.) que le nom de *basilicae* quoiqu'ayant été employé dans l'origine pour désigner des églises insignes, fut attribué dans la suite aux édifices religieux d'ordre inférieur, chapelles ou oratoires, qui ne possédaient qu'un clergé très restreint et des exercices du culte très incomplets. Le saint sacrifice n'y étant point célébré, les sacrements n'y étaient point administrés.

Aussi ces oratoires ne jouissaient-ils aucunement du privilège de la dîme, mais dépendaient spirituellement et économiquement de l'église-mère ou église paroissiale.

La distinction entre églises paroissiales, *ecclesiae*, et *basilicae*, se retrouve dans un grand nombre d'actes anciens (pp. 68-70). « Si ex laïcis » quispiam a se factam *basilicam* consecrari desiderat » (529); « conditores *basilicarum* » (633); « *basilicae* quae novae conditae fuerint »; « si saeculares ipsi condere voluerint *basilicas* in praediis suis » (855); « unamquamque *basilicam* Deo dicatam. » On emploie aussi les termes *oratorium* et *capella*: « Si quis etiam extra parochias in quibus legimus est ordinatus conventus, *oratorium* habere voluerit » (506); « per singulas matrices *ecclesias* (parochias) et per *capellas* parochiae; » plures baptismales *ecclesiae* in una terminatione esse non possunt sed » una tantum cum subjectis *capellis*; ut per vos *ecclesiae* et *capellae* » quae in vestra parochia sunt (id est diocesi) emendentur. »

Signalons encore une charte du 13 avril 870: « Villa que vocatur » Tempsica cum *ecclesia*... bene ornata cum aliis *basilicis* ibi aspicientibus » (VAN LOKEREN, *Chartes et documents de l'abbaye de*

ne jouissaient pas de ce privilège. Ces simples oratoires insuffisamment dotés et desservis ne s'ouvraient aux fidèles que pour les exercices ordinaires du culte, c'est-à-dire pour la prière en commun et le chant des psaumes. Les fidèles fréquentaient l'assemblée des fidèles de l'église paroissiale voisine et y participaient aux divins mystères.

Ces distinctions sont de la plus haute importance pour l'étude des paroisses primitives, car les églises paroissiales, *ecclesiae*, érigées dans le courant du VIII^e siècle ou des siècles suivants, sont issues de la transformation d'anciens oratoires. Ce serait une erreur de n'attacher aucune importance aux oratoires qui donnèrent naissance aux églises paroissiales nouvelles, pour ne considérer celles-ci qu'à partir de l'époque relativement tardive de leur érection en *ecclesiae* distinctes.

Il importe surtout d'envisager ceux d'entre les oratoires qui, suffisamment dotés et desservis, parvinrent à s'élever, pour la plupart, à la dignité d'églises paroissiales dans la seconde moitié du VIII^e siècle.

En dehors de la récitation de l'office divin et de la prière publique, on y célébrait le saint sacrifice, les dimanches et les fêtes.

Toutefois l'exercice du pouvoir sacerdotal était suspendu en certaines circonstances solennelles.

Les conciles obligeaient les habitants des *villae* à se rendre au *vicus* voisin, c'est-à-dire à l'église paroissiale ou même à l'église épiscopale, pour y entendre la messe les jours de grandes fêtes, tels que Pâques, la Pentecôte et Noël. Par cette mesure, les évêques entendaient conserver l'unité de la paroisse primitive et

Saint-Pierre à Gand, p. 20). Dans la charte du 7 avril 781, le comte Robert donne à l'abbaye de Saint-Trond « *basilicam* in Dungo » (Pior, *Cartulaire de Saint-Trond*, t. I, p. 3). L'inscription dédicatoire d'Emael porte : « *basilicam* sacer hanc Hugbertus episcopus sacravit. »

cela sans préjudice pour les âmes, puisque le service religieux hebdomadaire et même quotidien, sur les domaines ruraux de quelque importance, demeurerait assuré. Les prêtres qui desservaient les oratoires n'avaient pas le droit d'y conférer le baptême. Les églises paroissiales étaient seules baptismales. C'était là que, la nuit de Pâques, sauf le cas de nécessité, le baptême était administré par l'archiprêtre. On ne pouvait baptiser régulièrement que le jour de Pâques (1). Or, ce jour-là, il n'y avait pas d'office en dehors des églises paroissiales (2).

(1) LÆNING, *op. cit.*, t. II, pp. 351-352.

LUPI, *op. cit.*, pp. 60-62 et 92-99, établit que seules les églises paroissiales avaient des fonts-baptismaux, de même aussi que seules les églises paroissiales jouissaient du privilège de prélever la dîme.

Il cite de nombreux canons de conciles pour démontrer que le baptême n'était administré qu'à Pâques et plus tard à Pâques et à la Pentecôte et cela dans les églises paroissiales seulement.

Canon 18, concilii Antisiodorensis anno 578 : « Non licet absque Paschæ solemnitate ullo tempore baptizare nisi... Quod si quis in alio pago, » contumacia faciente, post interdictum hoc infantes suos ad baptismum » detulerit..., etc. »

Au concile d'Arles en 813 (canon 4) : « Quando presbyteri in paro- » chiis ordinantur... rationem episcopo suo reddant qualiter officium vel » baptismum celebrent. »

Le quatrième concile de Toulouse de l'an 633 a un canon semblable (canon 26^e).

Le concile de Méaux en 845 prescrit : « Ut nemo presbyterorum baptizare praesumat nisi in vicis et ecclesiis baptismalibus nisi causa aegritudinis vel certae necessitatis sicut sacra canonum docet auctoritas. »

Les capitulaires de Salz disent expressément : « De decimis ubi antiquitus fuerunt ecclesiae baptismales ... omnimodis fiant donatae. »

(2) LUPI, *op. cit.*, pp. 78 et suiv. « Si quis etiam extra parochias in » quibus legitimus est ordinatus conventus oratorium in agro habere » voluerit, reliquis festivitibus ut ibi missas teneat, propter fatigationem » familiae justa ordinatione *permittimus*; Pascha vero, Natale Domini, » Epiphania, Ascensionem Domini, Pentecosten et si qui maximi dies in » festivitibus habentur non nisi in civitatibus aut in parochiis teneat; » clericus vero si qui in festivitibus quas supra diximus in oratoriis nisi » jubente aut permittente episcopo missas facere aut tenere voluerit, » communionem pellatur » (Concilium Agathense, anno 506, canon 21).

Qu'on remarque ce mot *permittimus* qui indique bien que la célé-

Le prêtre dans la paroisse ou l'évêque dans la cité administraient donc seuls le baptême. C'était pareillement dans les églises paroissiales que, lors de ses tournées pastorales, l'évêque conférait la confirmation. C'était là enfin que s'accomplissait la solennité du mariage chrétien. Les cérémonies de l'ordination des clercs et de la réconciliation des pénitents étaient réservées à l'église cathédrale.

Mais la marche de l'organisation paroissiale s'effectuait progressivement en rapport avec les besoins du culte, le nombre et les ressources du clergé et des fidèles.

Les oratoires de la première catégorie passèrent rapidement à l'état d'*ecclesiae* ou églises paroissiales et donnèrent peu à peu naissance à des paroisses. Etablis sur les terres du roi, d'un évêché, d'un monastère, d'un grand ou dans une *villa* composée de petits propriétaires libres, ces oratoires devinrent bientôt des centres de culte, des *ecclesiae*. Celles-ci eurent leur desservant, leur baptistère et leur patrimoine. Le peuple, au lieu de demander au loin, auprès de l'archiprêtre de l'église principale, les secours et les consolations de la religion, les reçut désormais de la main d'un prêtre spécialement attaché à la chapelle rurale et appelé, pour ce motif, prêtre stationnaire ou à résidence fixe, autorisé qu'il était à résider près de l'église qu'il desservait. Le prêtre rural était assisté par des diacres ou clercs inférieurs, chargés de la célébration de certains offices du culte dans les chapelles qui dépendaient de l'église-mère. Dans ces chapelles succursales, les offices se bornèrent d'abord aux prières en commun et au chant des psaumes. La célébration du saint sacrifice et l'administration des sacrements, res-

bration du saint sacrifice dans ces oratoires était soumise à l'autorisation préalable de l'évêque : c'était une faveur qui pouvait être accordée à certains oratoires et non un droit.

tèrent réservés à l'église paroissiale qui était l'église baptismale ou décimale.

Peu à peu l'usage permit de célébrer la sainte messe les dimanches et les fêtes dans certaines chapelles (1) qui ne tardèrent pas à devenir elles-mêmes églises paroissiales démembrées de l'église-mère, le jour où une dotation suffisante leur fut assignée conformément aux prescriptions canoniques (2). Cette dotation, fournie par les habitants ou le seigneur, était une condition indispensable à l'érection d'une nouvelle paroisse.

D'autres oratoires restèrent plus longtemps sous la dépendance des églises paroissiales et ne jouirent d'aucun des privilèges des *ecclesiae*. On continua à les désigner sous le nom de *basilicae*, jusqu'au x^e siècle, époque où la plupart parvinrent à leur tour au rang d'églises paroissiales démembrées des églises-mères.

Quant aux églises archipresbytérales d'autrefois, qui, depuis l'érection des nouvelles *ecclesiae* ne se distinguaient guère de celles-ci, elles passèrent pour la plu-

(1) Quand la paroisse primitive était très étendue et le clergé paroissial insuffisant, et qu'un même prêtre devait desservir à la fois plusieurs chapelles, il pouvait offrir le saint sacrifice plusieurs fois par jour, autant de fois que les nécessités des fidèles l'exigeaient. Nous avons déjà parlé de cette discipline de l'itération du saint sacrifice.

M^{sr} Schoolmeesters a publié récemment des documents très intéressants concernant le droit diocésain liégeois à l'époque carolingienne (*Leodium*, 2^e année, p. 35). On y trouve ce passage : « Septem et missae » fieri possunt diurnae, diebus festis quociens poposcerint toties et pos- » sunt offerri. »

Depuis le ix^e siècle jusqu'au xi^e siècle, il était permis aux prêtres de nos régions de dire journellement plusieurs messes, selon que le service du culte l'exigeait ou que la dévotion particulière le conseillait. Plus le peuple avait la Sainte Messe en haute estime, plus il désirait s'en approprier les fruits. Cet usage était justifié par les nécessités du service religieux et par les exigences des fidèles (Cf. Adolphe FRANZ, *Die Messe in deutschen Mittelalter*, Fribourg, Herder, 1902, p. 73).

(2) Ces oratoires n'étaient consacrés par l'évêque qu'après que celui-ci eût reçu et approuvé le *libellus dotis* ou la dotation de la nouvelle église.

part sous le gouvernement d'une communauté ou *monasterium*. La dignité d'archiprêtre ne fut maintenue que dans la seule ville épiscopale, mais, dans plusieurs *vici*, le clergé fut assez nombreux pour être organisé en communauté et recevoir une règle. Certaines paroisses furent administrées dès le IX^e siècle par un chapitre sous la direction d'un doyen ou d'un prévôt. La réforme de 818, qui établit deux règles, celle des chanoines et celle des moines, ne semble pas seulement s'être appliquée aux monastères ou au clergé de l'église épiscopale. Dans diverses localités importantes où l'archipresbytérat a disparu, on peut dire que les chapitres l'ont remplacé. Le cas s'est présenté, à notre avis, pour Tongres, Maestricht, Aix et Huy.

Dans certaines parties du diocèse, le monachisme a joué un rôle prépondérant dans l'histoire de l'origine des paroisses. Les grandes abbayes fondées aux VII^e et VIII^e siècles, ont aidé puissamment, dans le rayon de leur influence et de leur action, à la diffusion de l'organisation paroissiale. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

* *

A ces considérations générales, il importe d'ajouter certaines données se rapportant : 1^o à la délimitation des paroisses grâce à la législation de la dime ; 2^o à la formation des conciles à l'époque carolingienne.

* *

Un changement important s'accomplit, à l'époque carolingienne, dans l'organisation interne des paroisses. L'obligation de payer la dime, qui n'existait jusque-là qu'en vertu de la coutume, fut consacrée par la loi.

Rendue obligatoire à la fin du VIII^e siècle par les capitulaires et les canons, la dime devait être payée à l'église paroissiale par les habitants de la paroisse.

Cette législation de la dîme amenait nécessairement une délimitation plus précise des paroisses, puisque toutes les terres situées dans un certain rayon, quel que fût le maître qui les possédât, furent soumises au même tribut. Cette redevance affectait la terre, non les personnes.

La dîme était due pour toute propriété rurale enclavée dans la paroisse; les terres des évêchés, des monastères, des chapitres y étaient soumises comme celles des particuliers et même du roi. L'église la prélevait sur toute terre et sur toute sorte de produits : sur les récoltes, les céréales, le vin, le foin, sur le croît du bétail, etc.

La dîme était le privilège exclusif et distinctif des églises paroissiales. Cette prérogative est affirmée catégoriquement dans les capitulaires et les canons des conciles.

Un capitulaire qui nous est conservé par Anségise prescrit que chaque église ait son district et reçoive les dîmes des *villae* qui y sont comprises « *ut terminum* » *habeat unaquaque ecclesia de quibus villis decimas recipiat* (1). »

La dîme était donc une redevance paroissiale que seul le recteur de l'église paroissiale avait le droit de percevoir. Ainsi prélevée, la dîme devait être portée à la grange presbytérale et remise entre les mains du prêtre. Celui-ci la divisait devant témoins en quatre parts : pour son entretien, pour l'église, la matricule, l'évêque (2). Le partage était soumis au contrôle de l'ar-

(1) Capitulaires d'Anségise; BORETIUS, *Capitularia regum Francorum*, t. I, p. 249.

(2) A l'époque mérovingienne, dans les paroisses libres, le système de partage usité en Gaule est celui des tiers. En 747, le pape Zacharie demande que les offrandes faites par les fidèles soient divisées en quatre portions. En 802, un capitulaire divise encore la dîme en trois parts : celles de l'église, des pauvres et du prêtre. Mais le système romain allait peu à peu l'emporter sur l'ancienne coutume. Un capitulaire des

chidiacre qui devait veiller à ce que chacune de ces parts reçut sa destination.

Les oratoires qui dépendaient de l'église paroissiale n'avaient aucun droit à ces oblations des fidèles. La dîme était exclusivement réservée à l'église paroissiale qui avait le *primum* et l'*ultimum sacramentum*, et qui possédait un baptistère et un cimetière. Les canons sont explicites à cet égard. « *Quidnam autem laïci qui*
» *vel in propriis vel in beneficiis habent basilicas, con-*
» *tempta episcopi dispositione, non ad ecclesias ubi*
» *baptismum, et praedicationem, manus impositionem*
» *et alia Christi sacramenta percipiunt, decimas suas*
» *dant, sed propriis basilicis vel suis clericis pro suo*
» *lubitu tribuunt, quod omnino divinae legi et sacris*
» *canonibus constat esse contrarium* (1). »

Il était donc défendu d'apporter la dîme aux simples oratoires.

Un autre canon est tout aussi explicite : « *Familiae*
» *ibi dent decimas, ubi infantes eorum baptizantur et*
» *ubi per totum anni curriculum missas audiunt* (2). »

Ces églises, quelles sont-elles, sinon les églises paroissiales ?

L'adage : « *Ubi quis decimas persolvebat vivus se-*
» *peliat et mortuus* » consacre péremptoirement cette distinction (3).

En cas d'érection d'une nouvelle paroisse ou de démembrement de la paroisse primitive, il était absolument défendu de soustraire à l'église-mère une partie de ses dîmes. Cette défense est formulée dans les capitulaires carolingiens et dans les canons des conciles.

premières années du ix^e siècle, l'applique aux dîmes qui sont réparties en quatre parts : entretien des pauvres, des clercs, de l'église et de l'évêque. Cf. IMBART DE LA TOUR, *op. cit.*, p. 156.

(1) *Concilium Ticinense*, anno 855, cité par LUPÉ, *op. cit.*, p. 85.

(2) *Concilium Cabillonense II*, anno 813, canon 19, cité par LUPÉ, *op. cit.*, p. 82.

(3) LUPÉ, *op. cit.*, p. 90.

La dîme de la paroisse primitive devait rester indivise et la dotation de la nouvelle paroisse, condition *sine qua non* de son érection, devait être assurée de telle façon par le seigneur ou les habitants qu'aucun préjudice ne fût causé aux oblations qui revenaient de droit à l'église paroissiale primitive.

Le capitulaire de Salz (803) et le concile de Mayence, réuni en 813, eurent à se prononcer sur la répartition des dîmes entre les églises anciennes et les églises nouvelles. Ils déclarent que la dîme doit être portée à l'église qui en avait joui autrefois. Cette décision fut assez importante pour être insérée dans un capitulaire formé de canons ecclésiastiques et prendre place dans le recueil d'Anségise. Ce canon fut renouvelé dans un capitulaire de Charlemagne (813), conçu en ces termes :
« *ut ecclesiae antiquitus constitutae nec decima nec*
» *alia ulla possessione priventur ita ut novis tribuatur*
» *ecclesiis* (1). »

(1) BORETIUS, *Capitularia regum Francorum*, t. I, pp. 173-174; cf. IMBART DE LA TOUR, *op. cit.*, p. 98.

Le capitulaire de Salz en 803 est ainsi conçu : « *Quicumque voluerit*
» *in sua proprietate ecclesias aedificare, una cum consensu episcopi in*
» *cujus parochia (diocesi) est, licentiam habeat; verumtamen omnino*
» *providendum est ut ecclesiae antiquiores propter hanc occasionem*
» *nullatenus suam justitiam aut decimam perdant sed semper ad anti-*
» *quiores ecclesias persolvantur* » (canons 2 et 3).

Le concile de Mayence (anno 813, canon 41) : « *Ecclesiae antiquitus*
» *constitutae nec decimis nec ulla possessione priventur ita ut novis*
» *tribuantur oratoriis.* »

Le concile de Tibure eu 895, canon 14 : « *Placuit huic sacro concilio*
» *ut, secundum sanctiones canonum decimae et aliae possessiones anti-*
» *quis conferantur ecclesiis. Si quis autem in affinitate antiquae eccle-*
» *siae novalia rura excoluerit, decima exinde debita antiquae reddatur*
» *ecclesiae. Si vero in qualibet silva, vel deserto loco ultra milliaria qua-*
» *tuor aut quinque vel eo amplius aliquid dirutum collaboraverint et*
» *illic, consentiente episcopo, ecclesiam construxerint et consecratam*
» *perpetraverint prospiciant presbyterum ad servitium Dei idoneum et*
» *studiosum et tunc demum novam decimam novae reddant ecclesiae,*
» *salva tamen potestate ecclesiae (scilicet parte debita cathedrali seu epis-*
» *copatui).* » Cette exception n'était introduite que pour les nouvelles paroisses fondées au milieu de terres, jadis incultes et situées à une grande distance de l'église-mère.

Comme les dîmes étaient conservées à l'ancienne église paroissiale primitive et qu'il était absolument défendu de les en distraire, on peut encore généralement, là du moins où les paroisses n'ont pas été soumises au patronage laïque, déterminer les circonscriptions de la dîme. Les limites de ces circonscriptions permettent de reconstituer, sauf quelques modifications de détail, les délimitations des paroisses primitives telles qu'elles furent tracées à la fin du VIII^e siècle ou au commencement du siècle suivant, alors que la coutume de la dîme passa dans le droit écrit, fut codifiée par les capitulaires carolingiens et sanctionnée par la loi.

Du principe de l'indivisibilité de la dîme consacré par la législation, on peut conclure, comme l'a fait M. Habets (1), qu'en règle générale, les anciennes paroisses se distinguent par leur étendue plus considérable.

Du fait que des églises voisines ont des décimateurs distincts, on peut déduire, en général, que ces églises sont distinctes l'une de l'autre dès avant l'époque carolingienne. Il n'est pas possible cependant de formuler une règle absolue à cet égard. D'abord, il est souvent difficile de reconnaître quel a été le décimateur primitif. L'unité de paroisse ne s'est maintenue que là où celle-ci dépendait d'un évêché ou d'un monastère, d'un corps religieux immuable et permanent. Partout ailleurs dans la seigneurie laïque, là où s'appliquaient les règles du partage, la paroisse s'est divisée, morcelée, émiettée à l'infini. L'église rurale, devenue la « chose » du seigneur, fut donnée en fief. Les patrons laïcs inféodèrent ou la paroisse ou une partie des biens de la paroisse, les dîmes, les offrandes, les revenus, parfois

(1) *Geschiedenis van 't bisdom Roermond*, t. 1, p. 197; cf. CREYSSENS, *Etude historique sur l'origine des paroisses*, dans *Bulletin de la Société d'art et d'histoire*, t. XIV, p. 166.

même de plusieurs paroisses contiguës. De cette appropriation et de ces divisions incessantes du patrimoine paroissial entre plusieurs propriétaires, entre le seigneur et ses vassaux, il résulte qu'il est malaisé de déterminer les limites de certaines paroisses primitives.

Une autre difficulté se présente.

Rien ne prouve que, lors du démembrement d'une paroisse primitive au VIII^e siècle, toutes les oblations des fidèles, libres et arbitraires à cette époque, aient été cédées à la nouvelle église. Souvent, au contraire, certaines oblations et certains revenus restèrent acquis à l'église-mère. Quand ces oblations devinrent régulières et obligatoires sous forme de dîmes, les églises-mères conservèrent souvent une partie des dîmes du territoire de la paroisse récemment démembrée. L'église-mère de Tongres continua ainsi à prélever certaine partie de la dîme des paroisses de Hoesselt, Freeren et Vechmael démembrées avant les années 813-818 (1).

Ce fait ne se présente que dans les paroisses primitives où de nouvelles paroisses furent créées à l'époque carolingienne et antérieurement à l'application du principe de l'indivisibilité de la dîme (813-818). Il s'explique par les circonstances dans lesquelles s'accomplissait alors le démembrement des paroisses primitives ou l'érection de nouvelles paroisses.

La création des paroisses nouvelles donnait lieu à

(1) A première vue, l'on pourrait croire que la paroisse primitive de Tongres n'engloba dans son territoire que les quarte-chapelles et les églises filiales Berg (Saint-Martin), Mall (Sainte-Croix) et Coninxheim (Saint-Servais). Ces églises, très anciennes, après avoir existé longtemps à l'état de simples oratoires, ont été démembrées de l'église-mère après l'ère carolingienne. A côté de ces filiales se placent quelques églises plus éloignées de Tongres et démembrées beaucoup plus tôt parce qu'en raison même de la distance qui les séparait de l'église-mère, le besoin de démembrement s'y faisait davantage sentir.

Les dîmes de ces paroisses ont été en partie conservées à l'église-mère en signe non équivoque de sujétion et de dépendance premières.

une répartition équitable des dîmes ou oblations des fidèles. Cette répartition, l'évêque seul pouvait la faire. Quand les habitants d'un *vicus*, d'une *villa* ou le propriétaire d'un domaine demandaient à l'évêque de faire passer leur oratoire au rang d'église et de fonder ainsi une nouvelle paroisse, l'évêque faisait procéder à une enquête. Les canons n'autorisaient ces démembrements que pour certaines causes : l'étendue trop grande du territoire, l'impossibilité pour un groupe de fidèles de se rendre à l'église-mère, etc. Si l'enquête était favorable à la demande, l'évêque, avant d'accomplir la cérémonie de la consécration, s'assurait si la nouvelle église avait reçu sa dot, conformément aux canons. Le *libellus dotis*, souscrit par les donateurs et les témoins, lui était alors présenté. La charte énumérait les biens-fonds, terres, prés, forêts, vignes, donnés à l'église, le nombre des serfs qui lui était attaché, la nature des offrandes. La répartition des offrandes et des dîmes était définitivement réglée par l'évêque qui énumérait tous les domaines soumis à la redevance. Après quoi l'évêque procédait à la cérémonie religieuse (1).

Il en résulte qu'à cette époque, la répartition des oblations des fidèles s'est faite conformément à la charte organique de la nouvelle paroisse et qu'une répartition uniforme n'a point été observée.



Nous avons prouvé l'existence d'une hiérarchie entre les églises rurales ; la même hiérarchie se retrouve entre les clercs paroissiaux. Dès l'époque mérovingienne, il y eut des archiprêtres ruraux, c'est-à-dire des prêtres ayant sous leur juridiction un certain nombre de clercs inférieurs, de diacres et de prêtres sur lesquels ils exerçaient leur surveillance. Les églises rurales se trouvaient donc rangées autour d'une église

(1) IMBART DE LA TOUR, *op. cit.*, pp. 99, 150 et 151.

plus ancienne, plus puissante, dont l'archiprêtre était le chef.

La dignité, l'office d'archiprêtre existait donc, mais la circonscription, le district religieux, formé par la réunion des paroisses dont l'archiprêtre est le chef, n'existait pas encore. A l'époque carolingienne, l'ancien *titulus* de l'archiprêtre se transforme : l'archipresbytérat ne comprend plus seulement un office, mais un territoire de juridiction. Ce territoire portera le nom de concile ou chrétienté et les prêtres placés à la tête de ces groupements de paroisses seront appelés doyens des chrétientés. Ainsi entendu, l'archipresbytérat, comme le décanat, avec lequel il s'est souvent confondu d'ailleurs (1), se rattache à l'époque du développement et de l'autonomie des paroisses, c'est-à-dire à l'époque carolingienne (2). La hiérarchie établie par les carolingiens dans les institutions religieuses comme dans les institutions civiles, l'augmentation considérable du nombre des paroisses, la délimitation exacte de celles-ci nettement arrêtée grâce à la perception de la dime, tous ces faits réunis permirent de fixer les circonscriptions de la juridiction archipresbytérale jusqu'alors mal définies et firent sentir plus impérieusement la nécessité de groupements territoriaux.

La transformation qui en résulta donna naissance aux conciles.

Dès le début du ix^e siècle, les synodes comme les capitulaires sont formels pour imposer les groupements par doyennés : « *Statuant episcopi loca convenientia per decanias sicut constituti sunt archipresbyteri,* »

(1) Les *decaniae* sont signalées au concile de Toulouse en 843-844. IMBART DE LA TOUR (*op. cit.*, p. 97) pense toutefois que leur origine est plus ancienne et que les *parochiae* des archiprêtres, dont parle le concile de Paris en 829, désignent déjà les districts.

(2) LÉNING, *Geschichte des deutschen Kirchenrechts*, t. II, pp. 346 et suiv. ; IMBART DE LA TOUR, *op. cit.*, pp. 74 et suiv. ; WARICHEZ, *Les origines de l'église de Tournai*, p. 128.

est-il dit dans un capitulaire de Charles-le-Chauve de 843 (1).

Les devoirs de l'archiprêtre ou doyen carolingien consistaient principalement dans la surveillance de la conduite des clercs de son ressort. Voici comment s'exprime un capitulaire de l'an 883 : « *Constituatur episcopus presbiteros qui vice sua superius statuta perficiant et ad quos alii presbiteri juniores et minus cauti suam causam referant* (2). »

Or, pour agir de la sorte, l'archiprêtre ou doyen de la chrétienté devait évidemment avoir autorité sur le clergé d'un certain nombre d'églises rurales des environs.

Riculphe, évêque de Soissons, prescrit à ses doyens de convoquer leurs prêtres chaque mois : « *rationi quoque proximum esse sancimur ut in unoquoque mense, statuta die, id est in kalendis uniuscujusque mensis, per singulas decanias presbiteri simul convenientes de hiis quae in eorum parochiis accidunt sermonem habeant* (3). »

Comment les doyens auraient-ils pu réunir ainsi leurs prêtres, si les limites des territoires soumis à leur juridiction respective n'avaient point encore été fixées ?

C'est donc à l'époque carolingienne qu'il faut placer la formation des plus anciens doyennés ou conciles du diocèse.

Cette organisation des conciles ou chrétientés devait amener la formation d'archidiaconés territoriaux.

A partir du IX^e siècle, les fonctions archidiaconales, jusque-là confiées à un seul dignitaire, subirent une

(1) *Capit. Tolosan.*, can. 3, apud THOMASSINUS, *op. cit.*, pars II, lib. II, cap. VI, n° 3; cf. LABBEUS et COSSARTUS, *Collectio conciliorum*, t. VII, p. 1785; cf. LÆNING, *Geschichte des deutschen Kirchenrechts*, t. II, p. 347.

(2) *Cap. de Carloman*, anno 883, c. 7, apud THOMASSINUS, *op. cit.*, pars II, lib. II, cap. V, n° 4.

(3) THOMASSINUS, *op. cit.*, pars II, lib. II, cap. V, n° 5.

modification profonde. Chaque évêque eut plusieurs archidiaques et chaque titulaire fut préposé à un ressort territorial déterminé. Le diocèse tout entier fut divisé en un certain nombre de circonscriptions placées sous le gouvernement d'autant d'archidiaques (1).

Comme l'a péremptoirement établi M. Kurth, en se basant sur l'augmentation successive du nombre des archidiaques (2), c'est seulement au début du ^xe siècle que des archidiaconés territoriaux furent établis au diocèse de Liège et l'on est autorisé à croire que cette organisation ne se fit pas simultanément, mais progressivement.

Evidemment il ne peut être question de faire remonter la division du diocèse en archidiaconés et surtout la création simultanée de tous les archidiaconés à l'année 799, comme le voudrait Jean d'Outremeuse.

Il va de soi que cette organisation s'est faite graduellement.

Mais cette organisation elle-même suppose l'existence préalable d'organismes inférieurs hiérarchiquement constitués.

L'organisation d'un archidiaconé territorial nécessitait un vaste travail d'ensemble qui supposait l'existence préalable de groupements inférieurs ou de chrétientés. L'archidiaconé engloba plusieurs conciles et compléta ces groupements primitifs en les réunissant.

C'est ainsi que les circonscriptions des doyennés, qui ne sont en définitive qu'une transformation des anciens archipresbytérats, préexistaient et préludaient à l'organisation définitive des archidiaconés, préparée de longue date et progressivement introduite.

Sans doute les trente doyennés liégeois qui existaient en 1559 ne remontent pas tous au ^{ix}e siècle. Il s'en faut de beaucoup. Mais les plus anciens sont cer-

(1) KURTH, *Notger*, t. I, p. 225.

(2) *Ibidem*, p. 227.

tainement antérieurs aux subdivisions successives du diocèse en archidiaconés et parmi les conciles les plus anciens nous rangeons, sans hésitation, les conciles de l'archidiaconé de Hesbaye, à savoir : Tongres, Maestricht et Saint-Trond.

Les conciles de Tongres et de Saint-Trond ont été primitivement encore plus étendus qu'ils n'étaient en 1559.

On sait que l'archidiaconé de Brabant, de création plus récente, a compris sous sa juridiction le concile de Hozémont, entièrement séparé de cet archidiaconé par les doyennés voisins qui appartenaient à d'autres archidiaconés plus anciens. Cette anomalie peut s'expliquer par la considération que le concile de Hozémont, issu d'un démembrement du concile de Tongres, a été attribué à l'archidiaconat de Brabant en même temps que les conciles de Léau et de Jodoigne qui tous avaient appartenu à l'archidiaconé trop vaste de Hesbaye.

* *

Nous nous sommes attaché dans une précédente publication (1) à démontrer que les ressorts des *croix banales* coïncident avec ceux des doyennés.

Ainsi à Lobbes, soixante-douze paroisses devaient apporter leurs redevances annuelles à l'abbaye le 25 avril, jour de la fête de saint Marc. « Vingt-neuf d'entre » elles, » dit M. Kurth (2), « préférèrent les porter les » unes à l'abbaye de Nivelles, les autres à celle de » Fosse, dont elles étaient plus rapprochées, frustrant ainsi Lobbes de l'honneur et du profit qui lui » revenait. Folcuin s'en plaignit à Notger qui examina » sa revendication dans un synode épiscopal, et, l'ayant

(1) *Les antiques processions des croix banales à Tongres*, dans *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XXI, pp. 127-196.

(2) *Notger*, p. 230.

» trouvée fondée, enjoignit aux paroisses récalcitrantes
» d'avoir à respecter désormais les droits de l'abbaye.
» L'évêque était venu en personne à Lobbes pour
» faire son enquête et tenir son synode, et c'est là que,
» le jour même de la fête de saint Marc, il promulgua
» son décret du 25 mars 980.

» En examinant de près ce document, on constate
» que les paroisses récalcitrantes dont il est question
» sont précisément, à deux près, celles qui compo-
» saient le doyenné de Fleurus en 1706. C'est donc
» bien ce doyenné tout entier qui, vers 980, s'était
» avisé de renoncer au vasselage religieux de Lobbes,
» et, du coup, nous avons la preuve de son existence
» à cette date reculée ainsi que de l'immutabilité de sa
» circonscription pendant sept siècles. »

Il en était de même à Saint-Hubert, où l'abbaye
était en possession des bancroix des paroisses des
conciles de Graide, Rochefort et Bastogne, comme il
ressort d'une bulle d'Innocent II scellée en 1139 et rati-
fiée en 1364 par Urbain V (1).

(1) KURTH, *Chartes de Saint-Hubert*, 1903, p. 104; cf. MIRAEUS-FOPPENS, *Opera diplomatica*, t. IV, p. 170; ROBAULX DE SOUMOV, *Chronique de Saint-Hubert*, Bruxelles, 1847, pp. 335 et 336.

D'après l'auteur du *Cantatorium* de Saint-Hubert, le privilège des *croix* fut accordé à l'abbaye sous Louis le Débonnaire et l'évêque Walcaud, qui transporta les reliques de saint Hubert à Andage en 825 : « Ecclesia beati Petri et beati Huberti solemniter honoratur tribus per » annum circa festum beati Joannis Baptistae oblationibus que vulgo » cruces Falmeniensis, Palatienses et Arduennenses dicuntur. Quibus » autem necessitatibus compulsi provinciales has consuetudines Deo et » beato Huberto devoverint, quibusque probatis consolidationibus lega- » liter sibi firmandas in perpetuum instituerint, qui latius addiscere vo- » luerit, relegat textum miraculorum predicti patroni » (*Cantatorium*, p. 243).

Les *Miracula sancti Huberti* racontent que les bancroix auraient été institués en 837 pour conjurer des pluies diluviennes qui détruisaient les récoltes; l'empereur Louis le Débonnaire et un synode diocésain auraient confirmé l'institution (*Lib.*, II, cap. 6, p. 67). En l'année 1075 un différend surgit entre les abbayes de Saint-Hubert et de Hastière. Godescalc, abbé de Hastière, avait détourné certaines paroisses du con-

Quand on examine ces documents l'on constate que la circonscription banale de Saint-Hubert se composait de tout le concile de Bastogne, du concile de Graide — à l'exception de quelques paroisses rapprochées de Hastière — et du concile de Rochefort, à l'exception des paroisses du Nord-Est, voisines de Nasogne. Les circonscriptions banales se confondent encore une fois avec les délimitations des conciles.

Enfin pour Saint-Trond et Tongres, il est démontré que les conciles de Saint-Trond et de Léau ainsi qu'une section du concile de Jodoigne, décrite par les paroisses de Hougaerde, Geest-Saint-Remy, Melin, Jodoigne, Huppaye, Autre-Eglise et Jandrain, ont formé le territoire banal de Saint-Trond.

Les paroisses qui participaient aux bancroix de Saint-Trond, sont énumérées dans la charte datée de 1139, émanée d'Albéron II, évêque de Liège, par laquelle cet évêque confirme à l'abbaye le privilège ancien des bancroix qui lui avait été octroyé par les évêques de Liège.

Ces paroisses sont citées d'après les conciles auxquels ils appartiennent : *ecclesie de decania Sancti Trudonis* (quarante-quatre églises), *ecclesie de decania de Lewis* (trente-deux églises), *ecclesie de decania de Geldenaken* (1) (vingt-deux églises).

Le *Cartulaire de Saint-Trond* nous a conservé une charte de l'archidiacre Otton de Juliers (19 novembre 1278), qui déclare que chaque maison située dans les doyennés de Saint-Trond et de Léau est tenue à la redevance de l'obole banale : « *cum quolibet domus que*

cile de Graide des bancroix de Saint-Hubert au profit de son abbaye. Une décision fut prise contre lui dans un synode tenu à Graide (*Grades*) en présence de l'archidiacre Boson. Le *Cantatorium* nous a conservé la liste de ces paroisses (Cf. *Cantatorium*, édit. ROBAULX DE SOUMOV, pp. 56 et 244.

(1) PIOT, *Cartulaire de Saint-Trond*, t. I, pp. 48-50. Identifiez *Lens* cité en premier lieu avec Lens-Saint-Remy; *Lens* cité en second lieu avec Lens-Saint-Servais, *Hais* avec Grand-Axhe.

» *est in decanatibus Lewense et Sancti Trudonis te-*
» *neatur custodi Sancti Trudonis in annuo censu*
» *unius oboli usualis monate* (1). »

Nous avons donné la liste des paroisses qui participaient aux bancroix de Tongres (2).

Nous avons fait observer que la ligne de démarcation entre les circonscriptions banales de Saint-Trond et de Tongres, passe entre Houppertingen, Ryckel, Aelst, Mielen, Marlinne, Oleye, du côté de Saint-Trond et Mettecoven, Jamine, Engelmanshoven, Gellinden, Heers, Bergilers du côté de Tongres.

Il en était ainsi en 1139, comme le montre la charte d'Albéron II octroyée à l'abbaye de Saint-Trond. Il en était invariablement de même en 1401, quand, à l'occasion de la première difficulté survenue, le chapitre de Tongres demanda à l'official de Liège de consigner par écrit le droit acquis par la coutume immémoriale.

Or, cette ligne de démarcation est exactement la même que celle qui sépare les deux conciles de Saint-Trond et de Tongres, d'après le pouillé de 1558, comme on peut s'en convaincre par l'examen de la carte ci-jointe. Les délimitations des circonscriptions banales sont donc encore une fois les mêmes que celles des conciles.

Il est donc suffisamment prouvé que les limites d'un ou de plusieurs conciles ont servi de base à la délimitation des circonscriptions banales. Les paroisses ont été assignées aux *monasteria* par conciles ou sections de conciles là où plusieurs *monasteria* se trouvaient en présence.

L'ancienneté des conciles se trouve par là même établie. Comme tout indique que les processions des

(1) *Pior, op. cit.*, t. I, p. 349.

(2) *Op. cit.*, p. 136. Tout l'ancien concile de Tongres participait à ces processions de l'obole banale.

bancroix ont été le privilège des plus anciens *monasteria* dont la fondation remonte au VII^e et au VIII^e siècle, et que la coutume des *croix*, est déjà qualifiée en 980 par Notger d'*ab antiquis statuta*, le groupement des paroisses par conciles date nécessairement, au moins pour ces parties du diocèse, d'une époque très reculée.

L'ORGANISATION PAROISSIALE
DANS LE DOMAINE IMMUNITAIRE DE TONGRES
A L'ÉPOQUE CAROLINGIENNE.

A partir des règnes de Charlemagne et de Louis le Débonnaire, toute l'étendue du diocèse se trouvait divisée en vastes circonscriptions paroissiales. Ces circonscriptions n'étaient pas partout en nombre égal ou de même étendue; dans certaines parties, dans la Hesbaye notamment, le nombre de paroisses était plus grand en raison même des conditions de l'occupation du sol; dans les Ardennes et le Condroz les paroisses étaient immenses.

Déjà ces paroisses avaient une condition différente: les unes, paroisses libres, autonomes, fondées dans un *vicus publicus*, non dans un domaine, dotées par les habitants, confiées, sous la juridiction de l'évêque, à un archiprêtre ou à un prêtre que les paroissiens s'étaient choisi; les autres privées, établies dans une *villa* sur la terre d'un grand, d'un évêché, d'un monastère. Celles-ci ne relevaient pas seulement de l'autorité épiscopale. Leur origine leur avait donné un maître, *dominus*, et ce maître avait sur elles certains droits. Il nommait le desservant, et intervenait dans la gestion des biens. L'Eglise, il est vrai, avait exigé la constitution d'une dot et avait placé ce patrimoine, comme elle maintenait également le desservant, sous la juridiction de l'évêque. Elle n'en reconnaissait pas moins au fondateur et à ses héritiers certains privilèges. Elle leur permit définitivement de présenter le titulaire

ecclésiastique et plaça l'église et ses biens sous leur protection. Ainsi fut créée une forme nouvelle de patronage, qui se transforma dans la suite en véritable droit de propriété.

* * *

L'église de Tongres, l'église de la cité épiscopale, fondée dans un *vicus publicus*, sur l'*ager ecclesiae*, ne fut jamais sous la dépendance d'un seigneur (1). Le fisc royal possédait aux environs de la ville des domaines considérables, mais ces domaines furent cédés de bonne heure en bénéfice à l'église de Tongres.

Même après que les évêques du diocèse de Tongres eurent fixé à Liège le siège permanent de leur résidence, la paroisse primitive de Tongres resta étroitement rattachée à l'*episcopatus*.

La *potestas* de l'évêque sur les clercs et les biens de cette église avait le caractère d'un véritable pouvoir seigneurial.

L'ancien *titulus* de l'archiprêtre tongrois, tel que nous l'avons rencontré à l'époque mérovingienne, disparut.

L'église et la paroisse de Tongres passèrent sous le gouvernement d'une communauté ou corps presbytéral étroitement soumis à l'évêque.

Le synode d'Aix (816-817) avait introduit la vie commune parmi le clergé séculier non attaché à l'église cathédrale. Le chef de cette communauté ou *monasterium* était le prévôt qui remplaçait l'évêque et exerçait sur tous les membres une autorité disciplinaire dont il était investi par l'évêque. Or, le curé primitif de toute la paroisse de Tongres était le prévôt, comme nous l'établirons plus loin.

(1) Nous n'entendons pas dire par là qu'aucune parcelle du territoire primitif de cette paroisse ne passât entre les mains des seigneurs. Certes, il y a eu des morcellements à l'époque féodale. Mais jamais l'autorité d'un seigneur ne s'étendit à la paroisse publique elle-même.

A la juridiction que l'évêque exerçait sur l'église s'ajoutait le patronage. L'évêque conférait le *titulus* de l'église au prévôt, curé primitif de la paroisse-mère.

Ce droit de patronage exercé par l'évêque tendait aussi à se développer et n'a cessé de se développer jusqu'au XIII^e siècle.

« Les Carolingiens, » dit Imbart de la Tour (1), « vou-
» lurent affermir la juridiction épiscopale. En ce sens,
» leur politique religieuse marque une réaction com-
» plète contre le système de décentralisation du V^e et
» du VI^e siècle. A plusieurs reprises, capitulaires, con-
» ciles, écrivains ecclésiastiques rappellent que le *vicus*
» *publicus* comme l'église privée est placé sous le « pou-
» voir » de l'évêque. A l'évêque seul appartient le droit
» d'aliéner les biens, de les échanger, de les donner
» en bénéfice. Il en a la « disposition », il règle l'emploi
» des revenus, offrandes ou dîmes. Il en est à la fois
» l'administrateur et le gardien naturel; l'église et sa
» dotation sont placées sous sa surveillance et confiées
» à son « patronage. » Pour les défendre, il a même
» un *bannus* spécial. Ainsi, à mesure que l'indépen-
» dance des paroisses était plus menacée, s'affirmait
» sur elles la juridiction de l'épiscopat.

» Evidemment les termes qui la désignent : *ordina-*
» *tio*, *potestas* n'indiquent pas, dans la langue cano-
» nique, un droit de propriété. Ce droit, l'Eglise ne
» l'eût jamais reconnu. L'évêque administre, il ne pos-
» sède pas. Mais à sa juridiction, s'ajoute, remarquons-
» le, le patronage. De même que le patronage des
» laïques s'est transformé peu à peu en domaine émi-
» nent, de même aussi les évêques sont-ils tentés de
» tirer de la *potestas* toutes les conséquences qu'elle
» implique, de franchir les limites mal définies qui
» séparent le pouvoir de la propriété. En dépendant
» du siège épiscopal (*sedes*) les églises seront agré-

(1) *Op. cit.*, pp. 326, 328 et 332-338.

» gées à son domaine, elles entrèrent dans cette masse
» de biens, terres, droits, seigneuries qui forme l'évêché, *episcopatus*.

» Cette transformation commence dès le VII^e siècle
» par les paroisses fondées sur la terre d'un évêché.
» Assurément, aux termes des canons, comme toute
» église bâtie sur un domaine, ces églises ont leur dot :
» comme toutes les paroisses publiques, ces paroisses
» ont leur baptistère, leur clergé, leurs dîmes, leur patrimoine et doivent former un organisme économique
» et religieux, indépendant et autonome. Mais cette
» conception de la loi reculait chaque jour devant les
» faits. L'épiscopat, qui n'avait pu enrayer la transformation du patronage, l'appropriation des églises, bénéficiait lui-même de l'état des choses qu'il voyait
» grandir autour de lui. Entre les paroisses nées sur la
» terre de l'église cathédrale, celles que les grands, les
» abbayes fondaient sur leurs domaines, l'analogie
» était complète. Elles avaient une même origine : elles
» ne pouvaient avoir qu'une même condition. Le droit
» de propriété qui s'appliquait aux unes devait donc
» s'étendre aux autres. En constituant la dot, l'évêque
» se dépouille de l'usage, non du titre. Il cède sa terre,
» mais en garde l'éminente propriété.

» Déjà, dès le IX^e siècle, les évêques se considèrent
» comme propriétaires des églises que leur évêché possède. Ils aliènent leurs biens, les cèdent en toute propriété, disposent des donations faites à l'évêché.

» En outre, la plupart, sinon la totalité des églises
» libres, non soumises à un seigneur, passent dans le
» *dominium*, ou domaine éminent de l'église épiscopale.

» Par les mêmes faits, les mêmes causes qui avaient
» englobé une foule de *vici* dans le domaine du roi,
» du monastère, du comté, du seigneur local, ces
» églises devaient être rattachées à l'évêché. Elles aussi
» avaient besoin d'un protecteur et, pour échapper au

» patronage des grands, elles s'étaient placées sous la
» défense de leur évêque. Elles aussi, enclavées dans
» un bourg ou un château, sont passées avec le châ-
» teau ou le bourg sous la seigneurie épiscopale, le jour
» où l'évêque y a reçu des droits de souveraineté. »

*
* *

Or, les évêques de Liège acquirent, de bonne heure, à Tongres, de véritables droits de souveraineté.

De vastes domaines, dont Tongres était à peu près le centre, aliénés en bénéfice et détachés du fisc royal, sont au nombre des plus anciennes possessions de l'église de Tongres-Liège. Ces propriétés formaient l'un des domaines immunitaires accordés à l'évêque de Liège.

Tant que l'autorité royale fut forte comme sous Charlemagne et que les rois nommaient eux-mêmes les avoués, la subordination au pouvoir central était étroite et l'immunité se borna à être un privilège d'exemption vis-à-vis de l'autorité publique du fonctionnaire.

Bientôt l'autorité territoriale de l'évêque dont l'accroissement était favorisé dans le double but de procurer à l'Eglise l'indépendance matérielle et à l'Etat de grandes influences civilisatrices, se constitua et s'étendit aux territoires avoisinants.

Les Carolingiens ne se montrèrent pas moins généreux envers l'église de Tongres-Liège que les Mérovingiens. Pepin le Bref, Charlemagne, Louis le Débonnaire, Lothaire I^{er} et Charles le Gros firent des libéralités à l'église de Tongres. Ces diplômes furent mis sous les yeux de l'empereur Otton II en 980, par Notger, comme l'empereur l'atteste à la date du 6 janvier de cette année (1).

(1) « Venerabilis episcopus Leodiensium Notkerus precepta quedam
» nostris obtulit obtutibus quae ab antecessoribus nostris Pipino, Ka-
» rolo, Ludovico, Lothario et item Karolo regibus Francorum collata

Le *Cartulaire de Saint-Lambert* nous a conservé un acte de 884, par lequel Charles le Gros donne à l'église de Tongres-Liège les serfs qui lui appartenaient à Tongres et à Liège (1).

« Par cet acte, » dit M. Kurth (2), « l'empereur » cède à l'église de Liège les serfs fiscaux demeurant » dans cette ville et dans celle de Tongres quel que » fut au surplus leur lieu d'origine. Il s'agit ici de serfs » provenant de divers domaines royaux où ils étaient » attachés, les uns à l'exploitation directe du prince, » les autres aux terres données par lui en bénéfice. » Leur établissement à Tongres et à Liège, c'est-à-dire » dans les deux principales villes du diocèse, est un » curieux indice de l'affluence des populations agri- » coles dans les cités épiscopales où la vie était plus » douce sous la crosse. Et si ces fiscalins — c'est le » nom qui les désigne souvent — sont donnés à l'église » de Liège, n'est-ce pas parce que celle-ci possède déjà » les terres sur lesquelles ils vivent ?

» Nous le savons de science certaine en ce qui » concerne Tongres que les diplômes nous montrent » dans le patrimoine de Saint-Lambert depuis au » moins 980. »

Tongres figure au nombre des possessions de l'église de Liège citées dans le diplôme octroyé par Otton II le 6 janvier 980. Ce diplôme ainsi que les deux suivants, datés du 7 juillet 985 et de 987-988 émanés d'Otton III, et un troisième du 10 juin 1006 émané de Henri II (3), sont des confirmations générales, tel qu'il résulte des termes formels dans lesquels ils sont conçus. Qu'ils ne

» erant ecclesie Sancte Marie et Sancti Lamberti et insuper a patre nos-
» tro Ottone imperatore confirmata. » BORMANS et SCHOOLMEESTERS,
Cartulaire de Saint-Lambert, t. I, p. 20.

(1) *Ibidem*, p. 6. « Mancipia insuper illa utriusque sexus que in Ton-
» gris et Leodio residere et manere noscuntur, de quocumque nostro
» fisco sint aut ex dominicato aut ex beneficiato. »

(2) *Notger*, p. 127.

(3) BORMANS et SCHOOLMEESTERS, *op. cit.*, pp. 19, 21, 23 et 25.

contiennent pas l'énumération complète des biens de l'église de Liège, mais seulement la mention des principaux, c'est encore ce qu'ils disent eux-mêmes.

M. Kurth a résumé, en un tableau, l'ensemble des domaines dont se composait, à la fin du pontificat de Notger, le patrimoine de l'église de Liège (1).

« Telle que cette liste se présente à nous, » fait remarquer l'auteur, « elle se compose de deux groupes » très distincts : l'un, formé par les importants domaines énumérés dans les actes de confirmation générale, l'autre, portant le nom de quelques acquisitions d'importance secondaire faites au cours des temps par l'église de Liège et dont nous devons au seul hasard d'avoir conservé le souvenir. Or, chacun des noms de la première catégorie, sans parler des comtés, n'est que l'expression géographique désignant la réunion, dans les mêmes mains, d'un grand nombre de localités éparpillées ou groupées et formant elle-même un domaine considérable. Voici quelques exemples. La seule abbaye de Lobbes, aux termes d'un pouillé qui en fut fait en 868, ne possédait pas moins de cent cinquante-trois villages, y compris le fort de Thuin qui lui servait de citadelle. L'abbaye de Saint-Hubert possédait, dès l'époque de Walcaud (817), rien que dans le diocèse de Liège, vingt-deux villages, et ce nombre avait été peut-être doublé par des libéralités nouvelles au IX^e et au X^e siècle. Toutes les autres maisons religieuses, dont malheureusement nous ne sommes pas en état de dresser le terrier, avaient une situation analogue ; l'entrée de l'une d'elles dans le domaine de l'église de Liège constituait pour celle-ci un accroissement considérable, et c'est ainsi que se multipliaient, sur la vaste étendue de ce diocèse, les îlots régis par la crosse (2). »

(1) *Op. cit.*, p. 123.

(2) En même temps que les évêques acquéraient tout un ensemble de

Le domaine de Tongres qui a été l'une des plus anciennes possessions ecclésiastiques de la principauté de Liège, s'étendait de même à un vaste territoire.

Est-il encore possible de déterminer les limites de ce territoire? Nous croyons pouvoir répondre affirmativement. L'étude des paroisses primitives permet de reconnaître à un signe caractéristique les églises comprises dans ce territoire. D'où il faut conclure que le domaine englobait précisément ces paroisses.

Ce qui distingue ces paroisses, c'est le patronage que l'évêque exerçait sur elles.

Les évêques de Tongres-Liège en acquérant à Tongres et aux environs de cette ville un vaste domaine immunitaire, étendirent sur les églises de ce territoire, par la transformation inévitable du patronage qui leur était dévolu, un domaine presque absolu.

L'église de Tongres passée sous le gouvernement d'une communauté de prêtres, *monasterium* ou chapitre, resta sous la pleine juridiction de l'évêque jusqu'au XII^e siècle, époque où les églises secondaires commencèrent à se soustraire à l'obédience de l'évêque.

Quant aux autres églises-mères comprises dans ce domaine, elles demeurèrent sauf trois, la propriété de l'église de Liège.

Leur ensemble représente à peu près l'étendue du territoire qui passa, dès avant le règne de Notger, dans le domaine de l'église de Liège.

Deux églises : *Russon*, avec deux chapelles, et *Harren* furent affectées, à l'époque carolingienne, à la dota-

droits régaliens, ils entraient en possession de riches abbayes royales, de vastes domaines, de châteaux-forts et de comtés entiers, tels que le comté de Huy, incorporé en 985 par Otton III, celui de Brunengeruz en 987, celui de Haspinga en 1040 par l'empereur Henri IV.

Les évêques de Liège reçurent en toute leur plénitude les droits comtaux et les attributs même de la souveraineté. Ces droits s'étendirent peu à peu à l'ensemble des enclaves des domaines de l'église de Saint-Lambert et l'état liégeois se développa rapidement par ses propres forces au moyen d'acquisitions et d'inféodations considérables,

tion de deux grandes abbayes étrangères : Selingenstadt et Corbie en Picardie, tandis que celle d'*Othée* fut donnée à l'église de Cologne.

Les autres églises furent attribuées, par les évêques de Liège, qui en étaient les propriétaires légitimes, principalement par les évêques Eracle, Notger et Théoduin, à la dotation de grandes institutions ecclésiastiques du diocèse, à savoir les chapitres des églises collégiales des villes de Liège et Huy et le monastère de Saint-Laurent à Liège.

Deux églises : *Freeren* (avec quatre chapelles) et *Fize-le-Marsal* (avec deux chapelles) furent données au chapitre de Sainte-Croix à Liège (fondation de Notger); *Vechmael* (avec deux chapelles) au chapitre de Saint-Martin à Liège (fondation d'Eracle) (1); *Kemexhe* (avec une chapelle) à l'église de Saint-Adalbert (fondation de Notger); *Lens-sur-Geer* (avec trois chapelles) au chapitre de Saint-Denis (fondé sous Notger); *Hoesselt* (avec sept chapelles) au chapitre de Notre-Dame à Huy sous Théoduin; *Heers* (avec trois chapelles) au monastère de Saint-Laurent (fondation d'Eracle et Notger).

Villers-l'Evêque (avec une chapelle), *Xhendremael* (avec quatre chapelles), *Liers* (avec trois chapelles) (2), *Grand-Jamine* et *Gelinden* demeurèrent la propriété de l'église cathédrale de Liège et furent affectées à la dotation des prébendes du chapitre de Saint-Lambert ou du chapitre de Saint-Materne (ancienne dotation de l'abbatialité de Notre-Dame) (3).

(1) De même l'église de *Millen*, voisine de Tongres, du concile de Maestricht.

(2) Eglise donnée en dotation à l'abbaye de Florennes par l'évêque Baldéric (1018).

(3) On sait que l'archipresbytérat se maintint dans la seule ville épiscopale (Cf. IMBART DE LA TOUR, *op. cit.*, p. 315). Or, la cité épiscopale effective et réelle n'était autre que Liège. L'archipresbytérat s'y maintint donc. Le titulaire, *abbas civitatis*, abbé de la cité ou abbé de Notre-

Toutes ces églises, avec *Tongres*, ses sept chapelles et ses trois filiales, s'échelonnent sans solution de continuité sur un vaste domaine dont Tongres forme à peu près le centre.

A notre avis, c'est le domaine circonscrit par ces paroisses, qui a passé, sous le nom de *Tongres*, au pouvoir des évêques de Liège, à l'époque carolingienne. Une fois de plus, la reconstitution des paroisses fournit du même coup la reconstitution des domaines et les limites des paroisses primitives font retrouver les limites des anciennes possessions (1).

C'est ce que Imbart de la Tour constatait dans son savant ouvrage : « le second mode de formation territoriale, l'unité, l'identité de la paroisse et de la » *villa*, nous apparaît à l'époque carolingienne surtout » dans les régions du Nord (de la Gaule) (2). »



La juridiction de l'archipresbytérat primitif de Tongres s'étendait à une vaste circonscription. Plusieurs paroisses formées sur ce territoire acquirent une autonomie complète avant l'époque carolingienne ; d'autres églises furent démembrées de l'église-mère après 818.

Dame-aux-Fonts, exerçait le pouvoir archidiaconal sur toutes les paroisses de la cité épiscopale.

Le pouvoir archidiaconal de l'abbé de Notre-Dame-aux-Fonts passa, au commencement du XIII^e siècle, au prévôt de Saint-Lambert et la dotation des prébendes de l'abbatiale de Notre-Dame vint enrichir le chapitre de Saint-Materne érigé dans la cathédrale Saint-Lambert (Cf. DE MARNEFFE, *Deuxième supplément au tableau chronologique des dignitaires de Saint-Lambert*, dans *Analectes*, 3^e série, t. I, pp. 109-110).

(1) C'est à une conclusion identique qu'est arrivé M. J. BRASSINNE dans sa savante étude sur les *Paroisses de l'ancien concile de Saint-Remacle*, dans le *Bulletin de la Société d'art et d'histoire*, t. XIV, p. 340.

(2) *Op. cit.*, p. 116. Nous avons dit que les paroisses primitives rurales, détachées du ressort de l'église où l'évêque avait son siège et dotées d'un prêtre spécial, étaient établies au centre des groupements, c'est-à-dire en dehors des villes et des bourgs, dans les *villas*.

Certaines de ces églises furent dès l'origine des églises privées, fondées par un monastère ou par un seigneur dans un domaine particulier; le plus grand nombre sont des églises publiques dotées par les habitants des bourgs ou des villages.

Dans l'étude de l'organisation paroissiale du concile de Tongres, nous suivrons le plan que voici : Nous envisagerons d'abord les églises qui constituaient, après l'époque carolingienne, la paroisse de Tongres (première série).

Ensuite les églises qui ont été démembrées de l'église-mère de Tongres à l'époque carolingienne, notamment avant les années 813-818 et qui présentent encore des indices non équivoques de filiation. Parmi ces églises, il y a plusieurs églises *decimales* ou *matrices* (deuxième série).

Nous considérerons ensuite les églises privées, voisines de Tongres, qui ont été érigées en églises paroissiales à l'époque carolingienne, et dont les offrandes ou les dimes ont été entièrement perdues pour l'église-mère de Tongres (troisième série).

Enfin nous envisagerons les églises du même concile davantage éloignées de Tongres.

Les subdivisions que nous établissons entre les différents groupements d'églises de cette dernière série ne sont basées sur aucun rapport hiérarchique ni chronologique.

PREMIÈRE SÉRIE

PAROISSE PRIMITIVE DE TONGRES :

<i>Tongres.</i>	<i>Berg.</i>	<i>Mall.</i>	<i>Coninxheim.</i>
Rixingen.	s' Heeren-Elderen.	Sluse.	
Henis.			
Pirange.			
Widoye.			
Neerrepen.			
Offelken.			
Mulken.			

DEUXIÈME SÉRIE

PAROISSES PRIMITIVES DE :

<i>Hoesselt.</i>	<i>Freeren.</i>	<i>Vechmael.</i>
Vliermael.	Nederheim.	Horpmael.
Hern.	Paifve.	Horn-Saint-
Werm.	Wihogne.	Pierre.
Schalkhoven.	Heur-le-Tiexhe.	
Rommershoven.		
Althoesselt.		
Beverst.		
	Hex.	
	Overrepen.	
	Membruggen.	
	Genoels-Elderen,	
	églises érigées à l'époque féodale.	

TROISIÈME SÉRIE

PAROISSES PRIMITIVES DE :

<i>Haren.</i>	<i>Russon.</i>
Bommershoven.	Lowaiige.
	Herstappe et Hamal.

QUATRIÈME SÉRIE

PAROISSES PRIMITIVES DE :

I

<i>Looz.</i>	<i>Cortessem.</i>	<i>Gorsleeuw.</i>
Jesseren.	Wintershoven,	Kerniel-Rullingen.
Cuttehoven.	Guygoven.	Zammelen.
Hendrieken.		
Berlingen.		
Wellen et Herten.		
Grandlooz et Brouckom.		
<i>Diepenbeek.</i>	<i>Hasselt.</i>	<i>Alken.</i>
	Kermpt.	Ulbeek.
	Zonhoven.	
	Stevoort.	
	Stockroye.	
		<i>Bilsen</i>
		Beukebilsen.
		Munsterbilsen.
		Genck.
		Asch.
		Riempst.

Gellick.
Waltwilder.
Eygenbilsen.
Mopertingen.
Martenslinde.
Spauwen.
Sutendael.

2

<i>Jamine.</i> Grand-Jamine et Petit-Jamine. Gelinden. Engelmanshoven.	<i>. Heers.</i> Borgheers, Batsheers, Mid- delheers et Opheers. Fologne. Mettecoven et Gutscoven.
--	---

3

<i>Lens-sur-Geer.</i>	<i>Fize-le-Marsal.</i>	<i>Kemexhe.</i>	<i>Villers-l'Evêque.</i>
Oreye.	Crisnée.	Thys.	Hognoul.
Bergilers.	Otrange.		
Grandville.			
<i>Othée.</i>	<i>Xhendremael.</i>	<i>Liers.</i>	<i>Ans.</i>
Odeur.	Juprelle.	Rocour.	
	Villers-St-Siméon.	Milmort.	
	Alleur.	Vottem.	
	Lantin.		

PREMIÈRE SÉRIE.

PAROISSE PRIMITIVE DE TONGRES.

I. LE CURÉ PRIMITIF.

Le gouvernement de la paroisse de Tongres passa, comme nous l'avons dit, aux mains d'une communauté de clercs séculiers soumis à une règle canonique. La communauté se trouvait placée sous la direction d'un abbé ou prévôt. Ce dignitaire, *praepositus* ou *abbas secularis*, remplaçait l'évêque et exerçait sur les *fratres* du *monasterium* une autorité disciplinaire très étendue. Protecteur et défenseur attitré du *monasterium* auprès de l'évêque, le prévôt de Tongres était

toujours choisi parmi les tréfonciers de l'église cathédrale.

Les fonctions curiales étaient exercées par le prévôt ou plutôt par son délégué. Le prévôt ou abbé était, en toute vérité, le curé primitif de l'église-mère de Tongres.

Le prévôt de Tongres était, en même temps, chanoine-costre du chapitre. « *Prepositus Tungrensis* » *ecclesie est custos Tungrensis ecclesie* » est-il dit, à plusieurs reprises, dans les plus anciens statuts capitulaires.

Le prévôt avait droit aux deux tiers des offrandes du *bancroix* ; à un tiers des offrandes dites *vuergelt* — que devaient payer les propriétaires d'un foyer ou d'un domicile situé dans la paroisse (1) — au cens capital d'un denier que devaient déposer chaque année, sur le coin gauche de l'autel de Notre-Dame, le jour de la fête de l'Assomption ou de la Nativité de la Sainte Vierge, les *homines Sanctae Mariae*, censitaires de l'église de Tongres ; en outre il avait droit aux deux deniers liégeois qu'offraient les fiancés lors de la célébration du mariage ainsi qu'aux oblations faites sur le maître-autel en dehors de la messe (2).

Ces droits de la prévôté sont nettement stipulés dans les anciens statuts du chapitre dont nous avons publié le texte (3).

A ces droits correspondaient aussi des charges : le prévôt devait fournir tout ce qui était nécessaire à la célébration des offices du culte au maître-autel. Ces

(1) Les deux autres parts revenaient au pléban.

(2) Voy. notre étude, *Les antiques processions des croix banales à Tongres*, dans *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, pp. 128 et suiv. ; cf. l'accord conclu le 29 avril 1353 (*Cartulaire*, n° 185).

(3) Cf. Jean PAQUAY, *Cartulaire de l'église Notre-Dame à Tongres*, dans *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XXIV, pp. 73 à 351 ; t. XXV, pp. 19 à 210 et t. XXVI, pp. 170 à 310.

obligations répondent à une partie des charges qu'assumait, dans les paroisses, le grand décimateur. A l'origine, le prévôt percevait, en effet, la majeure partie de la dîme sur toute l'étendue du territoire de l'église-mère de Tongres. Ces dîmes et obédiences, qui constituaient principalement la dotation de la prévôté, passèrent en grande partie au chapitre, grâce aux libéralités faites, à la fin du XII^e siècle et au commencement du siècle suivant, par les prévôts de Tongres : Hugues de Pierrepont et Rodolphe de Neumagen.

Dans la suite des temps, le chapitre préleva lui-même la dîme — hormis dans la paroisse de Mall — et assura au prévôt des émoluments fixes qui s'élevaient, en l'année 1593, à 60 ducats d'or (1).

En sa qualité de représentant de l'évêque, de patron de l'église et de prélat du chapitre, le prévôt avait la collation de toutes les prébendes qui venaient à vaquer pendant les mois de l'ordinaire, c'est-à-dire pendant les mois de février, avril, juin, août, octobre et décembre (2). D'après les règles de la chancellerie édictées

(1) *Registre*, n° 297, aux Archives de l'Etat à Hasselt, fol. 200. Cf. requête du prévôt Conrard de Gavre au pape Clément VIII, 29 novembre 1593. Le prévôt possédait à Tongres, depuis un temps immémorial, une cour féodale et censale composée d'un mayer (*villicus* ou *pretor*), de sept échevins, d'un secrétaire, d'un sergent de justice dit forestier ou du porte-verge (*virgiferi*). Ces feudataires du prévôt étaient nommés par lui et présentés à l'agrément du chapitre. Le prévôt exerçait une juridiction correctionnelle sur les cloîtres et sur tous les bâtiments qui en dépendaient ainsi que sur le cimetière et jugeait des infractions commises dans l'église ou les maisons claustrales quand les délinquants étaient des personnes laïques. Il est à remarquer qu'au moins depuis le XIII^e siècle, la compétence du prévôt ne s'étendait plus aux chanoines, bénéficiers ou clercs attachés à l'église collégiale. Ceux-ci n'étaient justiciables que de l'official du chapitre, à moins que le doyen et le chapitre ne fissent preuve de négligence coupable dans la répression de fautes notoires et graves. La déclaration de l'official liégeois Gilles de Tornaco du 14 mai 1247 est formelle au sujet de l'exemption du chapitre et de ses membres en matière correctionnelle.

(2) Les mois de janvier, mars, mai, juillet, septembre et novembre étaient les mois du pape.

par Jean XXII, la collation des canonicats venant à vaquer en dehors de ces mois était réservée au Pape. La réception des chanoines a, de tout temps, appartenu au chapitre (1).

Le prévôt confirmait l'élection du doyen du chapitre et lui donnait cure d'âmes sur le clergé de la collégiale et de ses dépendances. Cette prérogative lui fut contestée, mais le chapitre finit par la reconnaître dans la transaction conclue, le 21 octobre 1660, avec le prévôt Laurent de Méan (2).

La nomination du pléban ou curé de l'église-mère (*ecclesia matrix*) de Tongres appartenait au prévôt, sauf quand cette cure devenait vacante par la résignation du titulaire en cour romaine ou par le décès du titulaire pendant l'un des mois réservés au Saint-Siège (3).

Le prévôt de Tongres avait aussi la collation des églises de Berg, Mall et Coninxheim, églises qui avaient fait partie, dans le principe, de la paroisse primitive de Tongres dont elles avaient été démembrées au IX^e ou X^e siècle.

Comme nous le verrons plus loin, le prévôt céda au chapitre, au commencement du XIII^e siècle, son

(1) Le chanoine tournaire ou semainier conférait les bénéfices qui venaient à vaquer pendant sa semaine, hormis ceux réservés à la collation du pléban.

(2) Dans la transaction conclue le 21 octobre 1660 entre le chapitre et le prévôt de Méan, il est stipulé que le prévôt ne peut faire valoir aucune prétention sur les dîmes et les noales et payera les frais du luminaire à l'exemple de ses prédécesseurs.

(3) C'est ainsi que les prévôts ont nommé les plébans Jean van der Beeck (1490), Tilman Oskens (1512), Etienne Identius (1587), Barthélemi Straven (1626), Daniel Peeters (1668); tandis que les papes ont nommé les plébans Jean Boten (1439), Jean Oskens (1539), Lambert de Valle (1566), Lambert Ceulemans (1709), Léonard Karfs (1741) et Renier van Herck (1765). Le prévôt nomma les plébans Pierre-Dominique Janssen (1742) et Renier van Herck *senior* (1749) et ces deux nominations furent confirmées ensuite par le Saint-Siège (Cf. *Vindiciae ecclesiae Tungrensis*, p. 38).

droit de patronage sur l'église de Berg (Saint-Martin). Par contre, il se réserva le droit de collation des églises de Coninxheim (Saint-Servais) et de Mall (Sainte-Croix), comme il ressort à l'évidence de plusieurs documents du *Cartulaire de Tongres* et notamment d'une transaction conclue le 21 octobre 1660 entre le chapitre et le prévôt Laurent de Méan.

Quant au pléban ou curé de l'église-mère de Tongres, il conférait les quarte-chapelles qui avaient été érigées sur le territoire de la paroisse de Tongres, postérieurement à son premier démembrement, à savoir les quarte-chapelles de Rixingen, Henis, Widoye, Pirange, Neerrepen, Mulken et Offelken. On sait par la pierre de dédicace de la chapelle de Rixingen, que celle-ci fut construite ou reconstruite en 1036. Les églises baptismales de Berg, de Mall et l'église de Coninxheim, démembrées de l'église-mère de Tongres avant la création des quarte-chapelles susdites, ont été érigées en paroisses avant le XI^e siècle.

* * *

En dehors de l'église de Berg — nous expliquerons plus loin la raison d'être de cette exception — toutes les autres églises et quarte-chapelles que nous avons énumérées, étaient soumises au pouvoir archidiaconal de l'église collégiale de Tongres.

Le chapitre archidiaconal de Tongres faisait par lui-même la visite canonique des églises soumises à sa juridiction (1).

L'exercice de ce pouvoir archidiaconal par le chapitre date certainement du XIII^e siècle.

(1) Nous ne possédons malheureusement plus qu'un seul registre des visites archidiaconales (1670-1794), reg. 10, aux archives de l'église Notre-Dame à Tongres. Nous y trouvons entre autres des visites des églises Saint-Jean et Saint-Nicolas (pp. 165, 167, 235, 236), Saint-Jacques (hôpital) (pp. 162, 234), Saint-Antoine (léproserie) (pp. 156, 234, 242), etc. (Cf. Liasses, Visites de Saint-Jacques, 26 avril 1740, de Saint-Antoine, 27 avril 1740).

A l'époque où les chapitres se sont exemptés en fait de l'autorité épiscopale et se sont soustraits au droit de correction de l'évêque, la juridiction jadis exercée par l'archidiaque passa aux mains des doyens des chapitres (1).

Le chapitre n'exerça pourtant pas ce pouvoir archidiaconal à l'exclusion de toute juridiction d'appel. Quand le chapitre archidiaconal voulait faire agir contre son propre prévôt, il devait nécessairement recourir à l'autorité de l'archidiaque. Ce cas s'est présenté à différentes reprises quand le prévôt négligeait d'entretenir ou de restaurer l'église de Mall dont il était le grand décimateur (2).

* * *

Le chapitre de Tongres donnait en outre l'institution canonique tant au pléban qu'aux supplébans et recteurs des églises et quarte-chapelles de Mall, Coninxheim, Rixingen, Henis, Widoye, Pirange, Neerrepn, Mulken et Offelken (3).

(1) Peut-être cette exemption du chapitre de Tongres vis-à-vis de l'archidiaque de Hesbaye est-elle beaucoup plus ancienne. On remarquera que cette exemption s'étendait aux quarte-chapelles et aux églises filiales démembrées de l'église-mère de Tongres après l'époque carolingienne, à savoir : Berg, Mall et Coninxheim. Ce privilège s'est donc étendu à la paroisse de Tongres telle qu'elle existait à l'époque de l'organisation des archidiaconés territoriaux (x^e siècle).

Le chapitre de Huy jouissait du même privilège et il semble même que les quatorze églises filiales de l'abbaye de Saint-Hubert aient joui de la même exemption (Cf. *Cantatorium*, édition DE ROBAULX, p. 160).

(2) Après la visite canonique de l'église de Mall effectuée le 12 décembre 1420, les délégués du chapitre s'adressèrent à l'archidiaque de Hesbaye pour contraindre le prévôt, grand décimateur de Mall, ainsi que le curé et les mambours de la fabrique, à faire exécuter les réparations urgentes et à fournir à l'église les objets et ornements nécessaires au culte.

Le 1^{er} juillet 1448, lors d'une nouvelle contestation qui surgit entre le prévôt et le chapitre archidiaconal, le doyen du concile de Tongres rendit un jugement concernant les charges du grand décimateur dans les paroisses (Voy. *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XXV, pp. 252 à 255).

(3) Il est fait expressément mention de ce privilège dans la convention

Ce pouvoir d'*institution* et d'*admission* s'étendait à tous les titulaires : pléban, supplébans de l'église Notre-Dame, curés ou recteurs des églises filiales et des quarte-chapelles, et simples bénéficiers (1). Tous devaient prêter serment entre les mains du doyen du chapitre ou du chanoine-chantre. Ils recevaient l'institution canonique et étaient mis en la possession réelle et actuelle de leur bénéfice par l'attouchement de l'autel et la remise du calice et du missel.

Quant aux recteurs de l'hôpital Saint-Jacques et du béguinage Sainte-Catherine en la ville de Tongres, ils recevaient la juridiction, la charge d'âmes, « cura » animarum », des mains du prévôt; le chapitre archidiaconal procédait néanmoins à l'admission et à l'installation de ces titulaires.

Les statuts donnés à l'hôpital Saint-Jacques à Tongres, le 13 décembre 1249, par le chanoine Renier, délégué de Henri de Gueldre, portent cette clause : « Fratres et sorores priorem eligant et eum in priorem » decano et capitulo Tungrensi presentent, qui dicti » decanus et capitulum approbare et confirmare tene-

conclue le 21 octobre 1660 entre le prévôt de Méan et le chapitre de Tongres; l'existence de ce privilège est attestée d'ailleurs par un grand nombre de documents anciens. Le curé de Berg, présenté par le chapitre, recevait l'institution canonique de l'archidiacre de Hesbaye.

(1) Le chapitre avait non seulement le droit d'admission et d'institution, mais aussi le droit de nomination du recteur de la *léproserie* de Saint-Antoine. Cet établissement est déjà cité en 1274 dans le testament de Jean de Huldertingen. Nous publions dans le *Cartulaire de Tongres*, n° 168, une sentence arbitrale du 29 octobre 1337, d'où il ressort que la collation du rectorat de la chapelle appartenait au doyen du chapitre, obligé de le conférer à un prêtre capable d'administrer les sacrements aux frères malades ou ladres, de recevoir le serment des frères servants ou sains et de diriger les uns et les autres dans le spirituel et le temporel.

Plus tard, le chanoine-tournaire ou semainier obtint la collation de ce rectorat; le chapitre archidiaconal ne se réserva que l'admission, l'institution et la mise en possession. La collation de la plupart des bénéfices simples de la collégiale de Tongres — au nombre de quarante-deux — appartenait également au chanoine-tournaire, mais l'institution appartenait au chapitre.

» buntur...; (prior) *curam animarum a preposito Tun-*
» *grensi* (recipiet) *cujus interest curam tocius opidi*
» *conferre* (1). »

S'agissait-il de nommer un nouveau recteur du béguinage, les maîtresses procédaient à l'élection d'un nouveau titulaire. Elles présentaient l'élu au pléban; celui-ci demandait au prévôt — à qui il appartenait de donner la charge d'âmes « *cui spectat cure animarum commissio* » — d'investir l'élu de la juridiction nécessaire. Le prévôt transmettait les pouvoirs de juridiction au nouveau recteur qui recevait enfin du chapitre l'institution et l'admission, « *institutio et admissio* (2). »

Ces faits constituent une nouvelle reconnaissance du prévôt comme *parochus originalis* ou *primitivus* (3).

II. LA PAROISSE URBAINE DE TONGRES.

L'église collégiale de Tongres (patronne : Notre-Dame; patron secondaire : saint Materne) (4), était simultanément église paroissiale. L'autel paroissial se trouvait placé à l'entrée du chœur spécialement réservé aux chanoines. Le pléban y célébrait la messe paroissiale (5).

(1) *Cartulaire*, n° 72.

(2) Voy. *Cartulaire de Tongres*, n° 213, 26 septembre 1366; 29 septembre 1366 et 2 octobre 1366.

(3) L'institution canonique du pléban, des supplébans, des curés ou recteurs des églises filiales et quarte-chapelles, et des bénéficiers appartenait, il est vrai, au doyen du chapitre; mais comme l'élection du doyen du chapitre devait être confirmée par le prévôt, les pouvoirs de juridiction dont disposait le chapitre, émanaient médiatement du prévôt lui-même.

(4) Le maître-autel dédié à Notre-Dame fut consacré par Robert de Thourotte le 26 juillet 1242 (*Note de l'obituaire de Tongres*. Cf. *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XXV, p. 379).

(5) Lors de la reconstruction de l'église de Tongres vers les années 1240-1247, on dressa un autel paroissial provisoire au milieu de la grande nef. En 1284, cet autel construit en bois, « *altare ligneum in navi ecclesiae* », fut démoli et la messe paroissiale se célébra entre-temps à

Dans les statuts portés le 12 janvier 1249 par maître Marcuald, archidiacre de Hesbaye et prévôt de Tongres, délégué du légat apostolique et de l'élu de Liège (1), le dit prévôt constate que la paroisse de Tongres comprend plusieurs milliers d'âmes, « parochia Tungrensis » in qua plura sunt animarum millia », et qu'elle ne pouvait être suffisamment administrée par les deux supplébans. Il ordonne qu'après le décès ou la résignation de Théobald, pléban de Tongres et chanoine de Saint-Denis à Liège, la cure de Tongres ne soit plus conférée qu'à un prêtre sachant le flamand et obligé à observer la résidence. Il est stipulé en outre que le pléban et les deux supplébans devront assurer la régularité du service divin dans les deux églises succursales de Saint-Nicolas et de Saint-Jean, où ils devront célébrer journellement les offices diurnes et nocturnes (2).

l'autel fondé par feu l'écolâtre Renier, établi à côté du chœur (*Cartulaire*, n° 121), jusqu'à ce qu'enfin, le 30 octobre 1286, un nouvel autel paroissial eût été consacré par le suffragant de Liège, autel qui fut dédié à la Sainte-Trinité, « Anno Domini 1286 in vigilia omnium sanctorum » consecratum fuit altare parochiale in ecclesia Tungrensi per reverendum patrem dominum Emmundum, episcopum ordinis fratrum Theutonorum, in honorem sanctissime Trinitatis » (*Archives de l'hôpital*, reg. n° 32, fol. 146).

L'autel paroissial fut maintenu à l'entrée du chœur jusqu'au xv^e siècle. A cette époque l'autel paroissial fut transporté dans la partie gauche du transept et y exista jusqu'en 1751, époque où l'autel de saint Servais devint paroissial.

(1) *Cartulaire*, n° 71.

(2) *Cartulaire*, n° 71. L'ordre des offices à célébrer dans ces églises fut réglé par le chapitre le 11 juillet 1380, le 22 octobre 1568 et le 23 juin 1588 (*Cartulaire*, n° 255).

Les chapelains des églises succursales Saint-Nicolas et Saint-Jean sont déjà cités dans une charte de 1205 à côté des recteurs de « Conissem, Offelken, Wydoy, Pyringes, Hanis, Reepen et Rixenges » (*Cartulaire*, n° 10).

Les deux supplébans et les recteurs de « Conincsheim, Widoe, Reppis, » Henis et Ricsingis » sont cités dans la sentence du prévôt Marcuald du 13 décembre 1248 (*Cartulaire*, n° 69).

Les églises succursales de Tongres-ville semblent avoir été construites



La plébanie de Tongres était de fait incorporée au chapitre. Outre les émoluments ordinaires qui formaient la portion congrue assignée par les statuts synodaux et archidiaconaux à sa compétence, le pléban percevait, à titre de dot de la paroisse, les deux tiers des offrandes dites *vuergelt*. Tout habitant de la paroisse de Tongres possédant maison ou foyer payait de ce chef une redevance de deux deniers ; les paroissiens astreints à la dîme ne versaient qu'un seul denier. Ces offrandes étaient prélevées par le pléban « pro dote » sue parochie quia parochia non habet aliam dotem (1). » En outre, le pléban avait droit à une certaine partie des offrandes des bancroix pendant l'octave de la Pentecôte : il prélevait, de ce chef, un droit de 2 deniers par église-mère (2).

Le droit de conférer le baptême aux nouveaux-nés de la paroisse et du ressort des quarte-chapelles était strictement réservé au pléban de l'église Notre-Dame. Il en était de même de la célébration des mariages et de l'administration de l'extrême-onction tant à Tongres-ville que dans tout le ressort des quarte-chapelles (3). Les deux supplébans assistaient le pléban dans l'exercice de ses fonctions (4).

au XI^e siècle. Les anciennes églises de Saint-Jean et de Saint-Nicolas étaient des constructions romanes de cette époque (Voy. *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. VII, p. 129).

(1) *Registre des biens et revenus*, dressé en 1385, dans le *Registre* n° 277, de Notre-Dame de Tongres, aux Archives de l'Etat à Hasselt, fol. 255 v°.

(2) Voy. notre étude, *Les antiques processions des croix banales*, dans *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XXI, p. 138.

(3) Les registres aux baptêmes et mariages tenus par le pléban de Tongres remontent à 1567, quoique les statuts du concile de Trente n'aient été publiés à Liège que le 3 octobre 1585.

(4) Voy. accord du 22 octobre 1568 « ad sacramenta administranda » per totam civitatem et *primum* et *ultimum* incolis vicinorum quorum-

Le pléban renonça au droit exclusif sur les obsèques et les inhumations qui purent, dès lors, se faire aussi dans les chapelles de sa juridiction, mais il se réserva un certain droit aux oblations (1).

Le pléban se réservait aussi certains droits aux oblations faites, tant dans l'église du béguinage et de l'hôpital Saint-Jacques, que dans les églises conventuelles : l'église des chanoines-réguliers de Saint-Augustin, l'église des Sœurs de Sainte-Agnès, l'église des Dominicains, l'église des Frères-Mineurs, etc., à l'occasion des obsèques de personnes étrangères à ces communautés (2).

» dam pagorum » (*Cartulaire*, t. II, fol. 285). Une requête adressée au nonce, le 1^{er} octobre 1741, porte : « Capellae sancti Antonii, de Offelken, » de Coninxheim, de Widoye, de Piringen, de Mulcken, de Rixingen, » de Henis, quarum rectores ab immemoriali nuncupantur capellistae » non pastores, fuerunt constructae, fundatae et dotatae, pro commodi- » tate incolarum dictorum pagorum, sine fonte baptismali, sine extrema » unctione quae duo primum et ultimum sacramenta subministrantur » dictis omnibus incolis per plebanum et supplebanos ecclesie matricis. » Insuper rectores non resident in pago suae capellae ubi incolae nullum » unquam illis domicilium construxerunt et tenentur omnes singulis annis » se repraesentare capitulo ad instar capellanorum ecclesiae Tungrensis » (*Registre*, n° 14, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 148-150).

(1) Dans l'acte d'érection de la paroisse d'Eldereren, le curé de Berg se réserve pareillement l'administration de l'extrême-onction, mais permet de célébrer des obsèques à Eldereren. Toutefois si le curé célébrait une seconde messe d'obsèques, le curé de l'église-mère percevait les oblations qui y étaient faites (*Cartulaire de Tongres*, n° 101).

(2) Dans des contrats conclus avec le pléban en date du 17 juillet 1424, du 19 novembre 1428, etc., il fut stipulé que, lors des obsèques de personnes étrangères à ces communautés, mais qui avaient choisi en ces églises le lieu de leur sépulture, les oblations appartiendraient au pléban.

Une communauté de béguines s'étant constituée à Tongres, près de la porte de la Croix (porte de Saint-Trond) vers 1245, le pléban, maître Théobald, chanoine de Saint-Denis à Liège, autorisa ces béguines à fréquenter les offices divins en l'église de l'hôpital Saint-Jacques, située à proximité du dit béguinage. Robert de Thourotte, évêque de Liège, Jean de Rumigny, doyen de Saint-Lambert et maître Marcuald, prévôt de Tongres, donnèrent leur consentement à cet acte (*Leodium*, 3^e année, p. 121; *Cartulaire de Tongres*, n°s 60 et 61). Le pléban se réserve un

Le pléban de Tongres conférait les supplébanies et les rectorats des quarte-chapelles de Rixingen, Henis,

droit de 3 escalins à payer annuellement à Pâques par chaque béguine ; il se réserve, en outre, la moitié des offrandes faites lors des obsèques des béguines, le second *trecennale* (trentaine de messes) et la totalité des offrandes faites lors de la célébration des funérailles de personnes laïques. Le recteur des béguines doit être présenté au pléban et par lui au prévôt : « capellanus nominatus debeat presentari personae Tungrensi » ad effectum habendi ab ipso declarationem suae idoneitatis et, ea posita, per litteras suas presentari domino preposito Tungrensi. » Ce recteur ne pouvait administrer aux béguines l'extrême-onction, ce droit étant expressément réservé au pléban.

En l'année 1257, les béguines s'établirent à l'intérieur de la ville à l'emplacement du béguinage actuel (*Cartulaire*, n° 87).

Le 19 octobre 1257, maître Marcuald, archidiacre de Hesbaye, prévôt de Tongres, ratifia la permission accordée par l'élu de Liège aux béguines de Tongres de transférer le béguinage à l'intérieur de la ville (*Cartulaire*, n° 88). L'église dédiée à sainte Catherine fut construite à la fin du XIII^e siècle.

L'hôpital Saint-Jacques avait déjà son recteur « capellanus sancti » Jacobi » en 1205 (*Cartulaire*, n° 10). L'église Saint-Jacques, que les béguines avaient été autorisées à fréquenter, était accessible aux fidèles, excepté aux quatre grandes fêtes de l'année, jours où les paroissiens devaient se rendre aux offices de l'église paroissiale.

Au mois de juin 1276, l'hôpital fut transféré à l'intérieur de la ville, à l'emplacement actuel (*Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XV, p. 18 en note). L'église dédiée à saint Jacques fut consacrée le 28 février 1282 par le suffragant de Liège (Thys, *Histoire du chapitre de Notre-Dame de Tongres*, t. III, p. 173).

Le 17 juillet 1424, le pléban permit aux chanoines réguliers de Saint-Augustin établis à Tongres, d'élever une chapelle près de leur couvent, de confesser, de prêcher, de distribuer la communion, d'enterrer les membres défunts de la communauté, etc. Toutefois les offrandes faites lors de la célébration des funérailles de tout paroissien laïc enterré dans l'église du couvent, appartenaient de droit au pléban.

Le 19 novembre 1428, le pléban permit aux religieuses du couvent de Sainte-Agnès d'avoir une chapelle avec autel, chaire de vérité, confessionnal et cloître, d'y enterrer les membres défunts de la communauté. Si une personne laïque choisissait le lieu de sa sépulture dans cette église, les offrandes faites aux obsèques devraient être remises au pléban (*Chartrier manuscrit de Tongres*, t. II, fol. 34 v° et 167).

Le chapitre archidiaconal de Tongres autorisa la fondation successive à Tongres des établissements religieux suivants : 1626, couvent des Frères-Mineurs ; 1605 et 1669, communauté de Sœurs grises ; 1638, résidence des Pères Jésuites ; 1775, résidence des Carmes déchaussés ;

Widoeye, Pirange, Offelken, Neerrepén et Mulken, ainsi que plusieurs bénéfices simples, parmi lesquels les bénéfices de saint Nicolas, de saint Eloi et de sainte Agathe en l'église Saint-Nicolas. Le 21 octobre 1592, Ernest de Bavière incorpora aux deux supplébanies les bénéfices de Saint-Nicolas et de Sainte-Catherine fondés en la collégiale et dont la collation appartenait au chapitre. Il stipule qu'en compensation le chapitre aurait la collation, appartenant précédemment au pléban, des quarte-chapelles de Pirange et de Mulken, à savoir le droit de conférer le rectorat de Mulken en échange de la collation du bénéfice de Sainte-Catherine et le droit de conférer le rectorat de Pirange en échange de la collation du bénéfice de Saint-Nicolas (1).

*
* *

Lors de la réorganisation du culte, la collégiale Notre-Dame devint paroissiale. Le 6 mars 1805, un

1640, communauté de Célestines; 1634, couvent des Frères-Prêcheurs; 20 janvier 1645, communauté de Sépulchrines.

(1) *Chartrier manuscrit de Tongres*, t. II, fol. 286. Il y avait, à la collégiale de Tongres, quarante-deux bénéfices, la plupart à la collation — pendant les mois non réservés au Saint-Siège — du doyen ou du chanoine semainier ou tournaire. Ces bénéfices étaient : Saint-Sauveur, Sainte-Catherine, Saint-Nicolas, Invention de la Croix, Saint-Esprit, Exaltation de la Croix, Sainte-Gertrude, Sainte-Barbe, Visitation de Notre-Dame, Assomption de Notre-Dame, Nativité de Notre-Dame, Saint-Etienne, Saint-Nicolas, Sept-Douleurs de Notre-Dame, Saint-Sébastien, Saint-Georges, Immaculée-Conception, Sainte-Agathe, Décollation de Saint-Jean-Baptiste, Saint-Laurent, Notre-Dame et Saint-Jean-l'Evangéliste, Sainte-Elisabeth, Chaire de Saint-Pierre, Saints-Josse, Léonard et Lucie, Saints-Mathieu, Hubert et Servais, Saint-André, les deux Saints-Jean, Saints-Pierre et Paul, Saint-Jean-Baptiste, Sainte-Marie-Madeleine, Saint-Servais, Saint-Lambert et Sainte-Cécile, Saint-Jean-l'Evangéliste ou de la première messe, Annonciation de Notre-Dame ou deuxième fondation dans la chapelle capitulaire, Saint-Michel, tous les Saints, Sainte-Anne, première fondation dans la chapelle capitulaire, fondation de Heers, fondation de Ruystembergh, fondation Loers, Exaltation de la Sainte-Croix, deuxième fondation. En outre six chapellenies étaient fondées dans les églises succursales Saint-Jean et Saint-Nicolas.

décret attribua à la fabrique, établie conformément à l'article 76 de la loi du 8 avril 1802 (18 germinal an X) et réorganisée par les arrêtés du 9 floréal et du 7 thermidor an XI, les biens des anciennes églises Notre-Dame, Saint-Jean et Saint-Nicolas qui n'avaient pas été aliénés ou vendus. Ce décret fut ratifié le 30 mai 1806.

L'église succursale Saint-Nicolas, petite et délabrée (1), fut démolie en 1819. Le 21 janvier 1818, le Conseil municipal, mis en possession de la dite église, sollicita l'autorisation de la démolir afin d'agrandir le marché aux grains. Cette autorisation lui fut accordée le 8 septembre 1818. La démolition de l'église et de la tour jusqu'au niveau du sol se fit l'année suivante.

L'ancienne église Saint-Jean qui datait également du XI^e siècle, avait été rebâtie dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Elle fut rendue au culte en 1805 et devint paroissiale en 1836. Un arrêté royal du 14 juin 1887 autorisa la reconstruction partielle de l'église Saint-Jean. Le chœur et le transept furent reconstruits en style roman en 1888.

Quant à l'ancienne collégiale de Tongres, devenue église primaire, entièrement transformée après une restauration qui dura plus d'un quart de siècle, elle est restée le monument magnifique de la foi de nos ancêtres, en même temps que le sanctuaire vénéré de la Vierge incomparable dont le culte a présidé aux origines mêmes de l'établissement du christianisme en nos contrées.

(1) Le style de cette église dénotait une construction du XI^e siècle. Le dessin fait par N. Dally, en 1818, figure dans le t. VII des *Bulletins de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, p. 129. Transformée successivement depuis 1801 en magasin, caserne, prison et écurie, l'ancienne église de Saint-Nicolas n'était plus qu'une ruine.

III. LES ÉGLISES FILIALES

a) BERG, b) MALL-SLUSE ET c) CONINXHEIM.

A) BERG ET 'S HEEREN-ELDEREN.

L'église de Berg, dédiée à saint Martin, remonte à une haute antiquité. Dans le massif du maître-autel, l'on trouva un autel païen consacré à quatre divinités. Ce monument, extrêmement curieux, a été déposé au Musée diocésain de Liège. Il a été décrit par M. le chanoine Habets (1).

L'église actuelle date, en grande partie, des XI^e et XII^e siècles. La paroisse de Berg n'a été démembrée de l'église-mère de Tongres qu'après l'époque carolingienne. A cause même de la distance restreinte qui séparait l'église de Berg de l'église-mère de Tongres, le besoin d'un démembrement se faisait moins sentir. L'église de Berg était une église baptismale et *integra* (2).

(1) *Bulletin de la Société d'art et d'histoire*, t. V (1889), pp. 200 et suiv. (Cf. aussi *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XI (1869), p. 292; t. XIV, p. cxxiv. Rapport au Comité provincial de la Commission royale des monuments, le 22 juillet 1869).

(2) Cette dernière classification des églises, basée sur leur rang économique, n'a d'importance qu'au point de vue administratif.

Les églises entières (*ecclesiae integrae*) payaient le maximum de la taxe due à l'évêque (*cathedraticum*) et à l'archidiacre (*obsonium*). Les églises médianes (*ecclesiae mediae*) payaient la moitié de cette taxe. Les quarte-chapelles (*quartae capellae*) n'en payaient que le quart.

Le *cathedraticum* était une rétribution de 20 solidi que tout titulaire d'une église, *investitus* ou *persona*, devait payer, chaque année bissextile, à l'évêché. L'*obsonium* était fixé à 10 solidi et était payé l'année précédant la bissextile.

Au xvi^e siècle, d'après le *Registrum decanorum concilii Hasselensis* (DARIS, *Notices*, t. XII, p. 197), les églises entières payaient pour le *cathedraticum* 20 gros, les églises médianes 10 gros et les quarte-chapelles 5 gros (le gros valant 3 stupheri 6 deniers de Brabant); pour l'*obsonium* les églises entières payaient 20 blaffards ou 30 stupheri; les églises médianes 10 blaffards ou 15 stupheri; et les quarte-chapelles 5 blaffards ou 7 1/2 stupheri.

Les deux tiers du *cathedraticum* étaient pour l'évêque; deux tiers du reste pour l'archidiacre et un tiers du reste pour le doyen du concile;

Elle devint à son tour église-mère en 1261 par l'érection en paroisse de l'église filiale d'Elderen.

Hugues de Pierrepont, devenu prévôt de Tongres vers 1196, donna au chapitre de Tongres en 1197, à l'effet d'augmenter la dotation des prébendes, l'obédience de Berg, c'est-à-dire les biens, rentes, dîmes et autres revenus de l'église de Berg dont il était le curé habituel en raison de la prévôté : « obedientiam » de Berge cum appendiciis suis, cum de jure prepositure nostre Tungrensis nos contingeret, essetque nostri *doni*, nos et posteros nostros a prefati doni » exhibitione deposuimus (1). »

Le prévôt percevait ces revenus à titre de curé primitif de l'église-mère de Tongres, dont Berg était l'une des plus anciennes filiales. Un prêtre délégué par le prévôt exerçait les fonctions de curé à Berg.

En 1204, la donation faite par Hugues de Pierrepont, élevé depuis à l'épiscopat, fut confirmée par Rodolphe de Neumagen, prévôt de Tongres et de Nivelles et archidiacre de Campine, à condition que le chapitre de Tongres célébrerait son anniversaire et celui de Hugues de Pierrepont et que les chanoines percevraient pour ces deux anniversaires un honoraire de 40 sols pris sur les revenus de l'église de Berg (2).

de l'*obsonium* les deux tiers étaient pour l'archidiacre, le reste pour le doyen du concile.

Les doyens des conciles exerçaient une autorité presque archidiaconale sur les quarte chapelles. Ils y donnaient l'institution aux curés et aux autres bénéficiers et, lorsqu'ils faisaient la visite en personne, ils levaient le quart des droits que percevaient les archidiacres à l'occasion des visites des églises entières ou majeures. A cause de leur peu d'importance, les archidiacres abandonnèrent ces droits aux doyens ; ainsi s'explique le pouvoir plus étendu que les doyens exerçaient sur les quarte chapelles (Cf. DE RIDDER, *Analectes*, t. I, p. 239 ; HABETS, *Geschiedenis van 't bisdom Roermond*, p. 291 ; DARIS, *Notices*, t. XII, p. 197).

(1) *Cartulaire de Tongres*, n° 3.

(2) *Ibidem*, n° 5. Rodolphe de Neumagen, prévôt de Tongres, céda encore au décanat du chapitre de Notre-Dame, une rente de 10 sols

Hugues de Pierrepont et le légat Gui de Préneste, approuvèrent cette convention (1).

En la même année la cure de Berg fut incorporée au chapitre par Ludolphe, archidiacre de Hesbaye. Cet archidiacre autorisa le chapitre à lui présenter, à la mort du titulaire actuel de l'église de Berg, un de ses chanoines auquel il donnerait l'institution canonique de la cure. Le chapitre percevra tous les revenus de la cure « in dote, decimis et oblationibus altaris et cæteris » servitiis, » et fera payer exactement les droits dus par le curé à l'évêque et à l'archidiacre (2). Le chapitre de Saint-Lambert, l'évêque Jean d'Eppes et le pape Grégoire IX approuvèrent cette incorporation de l'église de Berg au chapitre de Tongres (3).

Mais les inconvénients de la non résidence du chanoine-curé de Berg se firent bientôt sentir. Le 21 janvier 1245 (n. st.), maître Marcuald de Modène, archidiacre de Hesbaye et prévôt de Tongres, ordonna que dorénavant l'église de Berg ne serait plus conférée à un chanoine de la collégiale, mais à un prêtre obligé à garder la résidence. Ce prêtre devait être présenté par le chapitre à l'archidiacre de Hesbaye qui lui donnerait l'institution canonique. La compétence ou part congrue du recteur fut fixée à 10 livres de Liège,

appartenant à la dotation de la prévôté et grevant le moulin de Mall (1205) (*Cartulaire*, n° 9).

Dix ans plus tard (1215), le même prévôt donna au chapitre les revenus des obédiences que possédait la prévôté à Berg, Hardelingen, Widoye, Henis, Pirange, Offelken et Hex. Ces libéralités furent approuvées la même année par l'évêque Hugues de Pierrepont et par le chapitre de Saint-Lambert et confirmées le 24 mai 1224 par le pape Honorius III (*Cartulaire*, nos 17 et 24).

A peine en possession de la dîme de Berg, le chapitre dut soutenir un procès contre le chevalier Guillaume de Haslare qui refusait de payer la dîme des agneaux. Le différend fut terminé le 29 novembre 1229 (*Cartulaire de Tongres*, n° 28).

(1) *Ibidem*, nos 4 et 7.

(2) *Ibidem*, n° 8.

(3) *Ibidem*, nos 6, 13 et 35.

somme formée des oblations des fidèles, des revenus d'un manse de terre (douze bonniers), de vingt setiers de seigle, de 7 sols liégeois et de six chapons. Les autres revenus de la cure restaient au chapitre de Tongres (1).

Cette décision fut approuvée par le chapitre de Saint-Lambert et par l'évêque Robert de Thourotte (2).

Il importe de faire remarquer que, quoique l'église de Berg reconnût le prévôt de Tongres pour son curé primitif et que la collation en appartint au chapitre de Tongres, elle ne fut jamais soumise au pouvoir archidiaconal du chapitre de Tongres. Le chapitre présentait le nouveau recteur à l'archidiacre de Hesbaye qui lui donnait l'institution canonique, tandis que le chapitre donnait lui-même l'institution canonique aux curés de Mall-Sluse, Coninxheim et aux recteurs des quarte-chapelles. L'archidiacre de Hesbaye faisait aussi la visite canonique des églises de Berg et de sa filiale 's Heeren-Elderen, tandis que le chapitre archidiaconal de Tongres effectuait la visite canonique des autres églises susdites.

Ce fait étrange s'explique facilement par la considération suivante. Quand Ludolphe, archidiacre de Hesbaye et prévôt de Tongres autorisa, en 1204, l'incorporation de l'église de Berg au chapitre de Tongres, il réserva expressément, à lui et à ses successeurs, le droit de donner l'institution canonique au chanoine que le chapitre présenterait en cas de vacance de la dite cure. Marcuald de Modène, archidiacre de Hesbaye et prévôt de Tongres, fit les mêmes réserves expresses dans son ordonnance du 21 janvier 1245 (n. st.).

Il s'établit donc une sorte de contrat bilatéral entre l'archidiacre de Hesbaye et le chapitre de Tongres. Le chapitre, désirant d'une part jouir des revenus de l'église de Berg, ne pouvait se soustraire d'autre part

(1) *Cartulaire de Tongres*, n° 56.

(2) *Ibidem*, nos 58 et 59.

à l'obligation qu'il avait contractée dans l'acte même par lequel il avait été mis en possession de ces revenus.

En sa qualité de grand décimateur, le chapitre de Tongres était obligé d'entretenir la fenêtre orientale du chevet du chœur, la grande nef, la grosse cloche et tout ce qui était nécessaire à la célébration de la messe au maître-autel. Au xv^e siècle, le chapitre fit remplacer l'abside romane par un chœur pentagonal percé de cinq fenêtres ogivales. De fréquentes restaurations durent être faites, dans la suite, au toit et à la nef centrale (1).



Le chevalier Guillaume de Hamal, seigneur de 's Heeren-Elderen (*Aldor*) (2), avait obtenu du chapitre de Tongres et du curé de Berg l'autorisation de posséder une chapelle castrale (Saint-Etienne). Le prêtre chargé du service religieux en cette chapelle devait être agréé par le chapitre et le curé.

En 1261, le chevalier Guillaume de Hamal (3) et les habitants d'Aldor, se basant sur les difficultés qui résultaient de la distance d'Aldor à Berg (4), firent de nouvelles instances auprès du chapitre à l'effet d'obtenir, de l'assentiment du curé de Berg, la séparation des deux églises.

(1) Archives paroissiales de Berg, *Registrum continens stutus ac redditus*, 1682-1719, fol. 23 et suiv.

(2) Ce village prit le nom de Aldor. Pour le distinguer de Elderen Godenoli, Genoels Elderen, on appela ce village : 's Heeren Willem Elderen, Elderis Domini Wilhelmi et de là Elderis Domini ou 's Heeren Elderen.

(3) Ce chevalier mourut le 10 octobre 1279, comme l'atteste l'inscription qui borde sa dalle tumulaire encore conservée, de nos jours, en l'église de 's Heeren-Elderen : « *Anno Domini M.CCLXX nono in crastino beati Dionisii obiit Dominus Wilhelmus miles, dominus de Hamale qui iacet hic. Anima eius requiescat in pace. Amen.* »

(4) Berg est situé dans la franchise de Tongres, en terre liégeoise, tandis que 's Heeren-Elderen se trouve en terre lossaine à quatre kilomètres de là.

L'acte de séparation date du mois de mai 1261 ; nous l'avons publié (1).

Le seigneur et les habitants promettent d'assigner un revenu suffisant au nouveau recteur : le chevalier de Hamal donnera cinq bonniers et demi de terre, les paroissiens payeront, chaque année, 2 deniers et offriront deux pains par maison et 4 deniers par charrue. Afin de libérer les habitants de la redevance de 4 deniers et de deux pains, le seigneur augmenta encore la dotation de deux bonniers ; il donna aussi deux bonniers au sacristain au lieu d'une rente de deux pains et de deux gerbes mise à charge des habitants qu'il exempta du paiement des gerbes dites *otschove* et de toute exaction, taille et précaire à condition de lui donner sept bonniers et demi de prés communaux.

Le chapitre, ayant obtenu l'assentiment du curé de Berg, consentit à l'érection de la nouvelle paroisse et assigna au nouveau recteur toutes les oblations. L'administration de l'extrême-onction resta réservée au curé de Berg, lequel percevait de ce chef un honoraire de 6 deniers.

Les obsèques pouvaient se célébrer à Elderen mais, dans le cas où un second service était chanté, le curé de Berg avait droit à toutes les oblations qui y étaient faites. La collation de la cure d'Elderen appartenait au seigneur et aux habitants qui avaient fourni la dotation ; mais le nouveau titulaire devait être présenté au curé de Berg et au chapitre de Tongres, collateur de l'église-mère de Berg et agréé par eux.

Au XIV^e siècle, l'évêque Arnoul de Hornes († 1389), d'accord avec Théodore Rufus, curé de Berg, et Guillaume de Hamal, permit au curé d'Elderen de baptiser et d'administrer l'extrême-onction à condition que la fabrique de l'église payerait annuellement au curé de Berg deux mesures de seigle et que, pour chaque admi-

(1) *Cartulaire*, n° 101.

nistration faite par lui, le curé d'Elderen remettrait à celui de Berg 1 gros ancien de Liège, afin de le dédommager de la perte des oblations (1).

Les dîmes de 's Heeren-Elderen ne furent point séparées de celles de l'église-mère de Berg. Toutes continuèrent à appartenir au chapitre de Tongres. Un différend surgit, au commencement du xv^e siècle, entre le chapitre et le seigneur d'Elderen, Guillaume de Hamal, au sujet du paiement des dîmes. Des arbitres, choisis par les parties, décidèrent, le 6 août 1400, que Guillaume de Hamal continuerait à tenir la dîme à ferme pour six années moyennant vingt et un muids de seigle et autant d'orge, sept livres de cire, dix chapons et vingt bottes de paille (2).

Les anciens fonts baptismaux de Berg sont antérieurs au xii^e siècle (3). Ils se composent de trois pièces : la cuve, la colonne et le socle ; celui-ci paraît être de date plus récente. La cuve a 70 centimètres de longueur, autant de largeur, sur 30 centimètres de profondeur. La colonne a 40 centimètres de diamètre sur 30 de hauteur. Le socle est carré et sans ornements ; il mesure 55 centimètres de longueur sur 45 de largeur.

Ces fonts appartiennent à l'époque romane secondaire ; ils sont monopédiculés et la cuve en pierre calcaire, de forme sphéroïdale, est couronnée d'une moulure composée d'une gorge s'alliant au tore rehaussé de la scotie.

Remplacés en 1859 par un baptistère moderne en marbre noir poli, les anciens fonts, très délabrés et en mauvais état de conservation, ont été transportés finalement dans le jardin du presbytère.

(1) Archives paroissiales de Berg, *Registre terrier de 1682*, fol. 23.

(2) *Chartrier manuscrit de Tongres*, t. I, fol. 293 (partie non publiée).

(3) *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XIV, p. cxxvii. Rapport du Comité provincial des monuments, le 22 décembre 1868.

B) MALL-SLUSE.

On a voulu voir dans le toponymique *Mall* une réminiscence de *malli* ou réunions générales, mais il nous semble bien évident que l'explication des deux appellations Mall et Sluizen se trouve dans la situation topographique des deux communes baignées toutes deux par le Geer. Le fait de l'existence à Mall d'un très ancien moulin, signalé déjà dans une charte de 1205, justifie pleinement cette étymologie (1).

Ce moulin était grevé d'une rente appartenant à la dotation de la prévôté de Tongres. Le prévôt Rodolphe donna cette rente au décanat de Tongres (2).

L'ancienne église de Mall, conçue dans le style roman primaire, fut démolie en 1845. L'église actuelle de Sluse est en style romano-byzantin secondaire. L'abside est du commencement du XII^e siècle (3).

L'église de Mall est dédiée à la Sainte-Croix. Elle avait le rang économique d'église médiane (4).

Mall et Sluse ne formaient qu'une seule paroisse (5).

La collation de la cure de Mall appartenait au prévôt ou curé primitif (6).

(1) Le suffixe *mael* est fréquent dans le Limbourg : Emael, Hamal, Vliermael, Rosmael, Dormael, Horpmael, Vechmael et Wychmael.

(2) *Cartulaire*, n^o 9. Dans cette charte, le prévôt parle, en ces termes, des revenus primitifs considérables de la prévôté : « Licet sancte et pie » *memorie predecessores nostri Tungrenses prepositi, tanquam in aureis* » *existentes seculis et alias aliis habundantes dignitatibus longe nostris* » *pinguioribus, multos de fructibus hujus nostre Tungrensis prepositure,* » *utpote viri ex ingenita nobilitate liberales, feodaverint adeo ut eam* » *nobis satis tenuem reliquerint, etc. »*

(3) *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. V, p. 177.

(4) C'était une église baptismale. Les débris des anciens fonts-baptismaux de Mall ont été retrouvés dans une dépendance de la cure et se trouvent dans le jardin du presbytère.

(5) Quant au temporel, Mall était une commune lossaine du ressort d'appel de la cour de Vliermael, tandis que Sluse faisait partie des bancs de Saint-Servais et les jugements de sa cour spéciale de justice devaient être portés en appel à Maestricht.

(6) A la suite de la bulle de Paul V, des conflits s'élevèrent entre le

Le chapitre de Tongres admettait le nouveau curé de Mall « ad ecclesias parochiales de Mall et Sluysen » unitas et annexas (1) » et lui donnait l'institution canonique.

Le 19 janvier 1315, le prévôt Albert Codolus, collateur de l'église de Mall, autorisa Albert de Cathenges, curé de Mall, à permuter son église avec Walter, recteur de l'autel de la Sainte Vierge à Freeren. Le prévôt demanda au chapitre de mettre Walter en possession de l'église de Mall (2).

Le 31 octobre 1319, Adolphe de La Marck, évêque de Liège, délégué par Louis, évêque de Munster, et par Conrard de La Marck, prévôt de Tongres et frère de l'évêque, autorise Conrard de Buren, curé de Herberne, au diocèse de Munster, et Wenemar de Borghele, curé de Mall et Sluse, à permuter leurs églises. Le chapitre de Tongres est prié de mettre Conrard en possession de son nouveau bénéfice (3).

Le 12 décembre 1420, le chapitre de Tongres, ayant fait procéder à la visite canonique de l'église de Mall, constata que cette église était dépourvue des vases sacrés indispensables et d'ornements sacerdotaux, que les bâtiments menaçaient ruine et que ni le grand décimateur, qui n'était autre que le prévôt, ni le curé, ni les mam-bours de la fabrique ne remédiaient à cet état de

prevôt de Tongres et le doyen de la faculté des arts de l'Université de Louvain en matière de collation de la cure de Mall. Renier Raedts nommé par le prévôt et institué par le chapitre, lors du décès de Théodore van Leendt († 6 novembre 1653), est maintenu malgré la nomination de Jacques Mélotte par le doyen de la faculté des arts. Lors du décès de Renier Heynen, successeur de Raedts, le 22 novembre 1714, Guillaume Van der Meer fut nommé par le prévôt René de Neufcourt et institué par le chapitre, malgré la compétition d'un louvaniste. Cf. *Acta pastoratus de Mall et Sluysen*, aux archives paroissiales de Mall.

(1) *Liber statutorum*, reg. n° 3 aux archives de l'église Notre-Dame à Tongres, fol. 46.

(2) *Cartulaire de Tongres*, n° 153.

(3) *Ibidem*, n° 155.

choses. Le chapitre s'adressa à l'archidiacre de Hesbaye qui fit mettre arrêt sur les dîmes dues au prévôt, sur les revenus de la cure et sur ceux de la fabrique (1).

Nous avons publié un document très intéressant, daté du 1^{er} juillet 1448, par lequel Jourdain de Baest, doyen du concile de Tongres, curé de Mall, définit les charges du grand décimateur en ce qui concerne l'entretien et la restauration des églises (2).

La grande et la petite dîme de Mall appartenaient au prévôt en sa qualité de *parochus originalis* ou *primitivus* (3). Ce dernier loua, en 1650, la perception de ces dîmes pour une somme de 600 florins. Ayant été louées publiquement en 1656, elles produisirent le double (4).

Le curé jouissait des revenus d'une manse de terre ou douze bonniers situés au *Kerkveltjen*. En outre, il percevait annuellement du chapitre quatre muids de seigle provenant de la dîme du lieu-dit *Voenhem*; il avait en outre droit à une partie de la petite dîme de Mall pour une somme de quarante mesures d'épeautre (5).

Le prévôt de Tongres et le curé de Mall négligeaient parfois de faire exécuter les restaurations urgentes dont la charge leur incombait.

Les délégués du chapitre constatèrent, le 19 janvier 1596, que les livres liturgiques étaient lacérés, qu'il n'y avait plus qu'un chandelier sur le maître-autel, que les

(1) *Chartrier manuscrit de Tongres*, t. I, fol. 268 (partie non publiée).

(2) *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XXV, pp. 252-256. Cette déclaration fut rendue à la demande du curé et des mambours de l'église de Berg. Nous avons encore publié un document semblable du 7 janvier 1461 : « Déclaration faite par le vice- » doyen du concile de Tongres à la demande des mambours de l'église » de Liers » (*Ibidem*, pp. 260-263).

(3) Les prévôts n'avaient jamais renoncé aux revenus de l'église ou obédience de Mall.

(4) *Registre*, n° 57, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 234v°.

(5) *Registre*, n° 10, mêmes archives, fol. 312.

cordes des cloches manquaient et que la voûte de la nef ainsi que la tour menaçaient ruine. Ils ordonnèrent de faire immédiatement exécuter les restaurations nécessaires aux frais de ceux qui en avaient la charge (1).

Le procès qui surgit en 1654 entre le curé de Mall et le prévôt de Tongres, Laurent de Méan, mérite d'être signalé.

Le prévôt avait, en l'année 1654, visité l'église de Mall. Le chapitre protesta contre cette infraction à ses privilèges et fit faire une nouvelle visite, le 20 août de la même année, par le doyen du chapitre accompagné de deux chanoines (2). Le différend porté devant l'official de Liège, Gilles de Simonis, fut tranché en faveur du chapitre, car celui-ci continua, jusqu'à la fin de l'ancien régime, à faire les visites canoniques de l'église (3).

En même temps, le prévôt éleva des prétentions sur la dîme des *novalia* de Mall et Sluse. Le curé Renier Raedts porta le procès devant la cour de l'official. de Méan étant décédé le 4 avril 1682, une transaction fut conclue avec son héritier Pierre de Méan.

* * *

L'église de Sluse est dédiée à saint Servais. Le village de Sluse était l'une des possessions du chapitre de Saint-Servais à Maestricht, communément appelées bancs de Saint-Servais (4).

(1) *Registre*, n° 15, mêmes archives, fol. 250 v°.

(2) *Registre*, n° 287, aux Archives de l'Etat à Hasselt, fol. 281 et 282.

(3) *Registre*, n° 10, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 225, 230, 239 v° et 312; *Registre*, n° 291, aux Archives de l'Etat à Hasselt, fol. 115 et 117; *Registre*, n° 292, fol. 154, 155 et 156; Visites du 27 mars 1707 (*Registre*, n° 10, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 163 et 164); d'avril 1723 (*Registre*, n° 291, aux archives de l'Etat à Hasselt, fol. 115 et 117); du 4 mai 1740 (*Registre*, n° 10, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 230 v°); du 12 juillet 1752 (*Ibidem*, fol. 240).

(4) Sluse « *Slusis* » est cité dans la bulle d'Innocent II du 31 mars

L'église de Sluse était unie à celle de Mall et ne formait avec cette dernière qu'une seule paroisse.

Au ^{xiv}^e siècle, l'église de Sluse était desservie par un vicaire nommé par le curé de Mall (1).

Le 22 août 1583, les habitants de Sluse se plaignirent au sujet de la célébration irrégulière des messes dans leur église ; le chapitre, après explications du curé de Mall, ordonna, le 3 septembre, au recteur de Sluse, d'y célébrer une messe chaque semaine, moyennant 50 florins de Brabant, payables par les fermiers de Sluse et moyennant la remise de tous les *accidentalia* au curé de Mall (2).

Le curé de Mall, Weri Nicolas (1587-1624), desservit la chapelle de Sluse par binage. Son successeur Théodore van Leendt fit desservir la chapelle de Sluse par un vicaire, nommé par lui, et ses successeurs firent de même jusqu'à la fin de l'ancien régime (3).

Le successeur de Théodore van Leendt, Renier Raedts (1653-1686), dont nous avons déjà parlé, dut défendre la chapelle de Sluse contre les agissements du prévôt de Méan, qui voulait accaparer la dîme des

1139, énumérant les possessions du chapitre de Saint-Servais (cf. DE BORMAN, *Cartulaire de Saint-Servais*, dans *BCRH.*, 3^e série, t. IX, p. 20).

Le 24 juin 1442 Frédéric IV, empereur, confirme tous les privilèges accordés par ses prédécesseurs à l'église Saint-Servais et cite « *Slusis* » parmi les possessions de Saint-Servais (*Ibidem*, p. 89).

Le 3 avril 1174, l'empereur Frédéric déclare que les habitants de Sluse sont exempts envers les comtes de Looz de toutes espèces de contributions et corvées (BUTKENS, *Trophées de Brabant*, preuves, p. 43).

(1) Cf. testament de Rutger de Ungen, daté du 3 avril 1350, « *Lego* » capellano annali celebranti pro tempore in ecclesia seu capella de « *Slusis* » (*Cartulaire de Tongres*, n° 182).

(2) *Registre*, n° 15, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 22 v°. Le curé de Mall était alors Laurent Bormans *alias* ex Palude, chanoine résidant de la collégiale Saint-Jean à Liège. Il avait à Mall un vicaire perpétuel qui le fit assigner devant le chapitre le 3 novembre 1583 (même *Registre*, fol. 25). Bormans fut le dernier curé non résidant.

(3) Le premier vicaire fut Théodore Leurs, nommé en 1630. Il y eut dix-sept vicaires jusqu'en 1788.

novalia de Mall-Sluse. L'affaire, portée devant la cour de justice brabançonne à Maestricht, fut terminée par une transaction conclue, le 21 mai 1682, avec Pierre de Méan, héritier du prévôt, qui restitua la somme de 2,500 florins, valeur des dîmes illégalement perçues.

Le chapitre archidiaconal de Tongres effectua la visite canonique de l'église de Sluse le 27 mars 1700 (1). Il protesta, le 6 août suivant, contre la visite canonique que l'archidiacre de Hesbaye se proposait de faire à Sluse (2). Le 27 mars 1707 (3), le 4 mai 1740 (4), le 12 juillet 1752 (5) le chapitre archidiaconal de Tongres effectua derechef la visite canonique de l'église.

La chapelle de Sluse resta unie à l'église de Mall jusqu'en 1888. Un arrêté royal du 16 avril 1888 érigea en succursale la chapelle de Sluse-sur-Geer.

(1) *Registre*, n° 10, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 162.

(2) *Registre*, n° 290, aux Archives de l'Etat à Hasselt, fol. 80.

(3) *Registre*, n° 10, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 225 à 230 v°. Lors de la visite canonique de l'église de Mall, effectuée le 27 mars 1707, les délégués du chapitre de Tongres trouvèrent, entre autres objets, une croix stationale : « antiqua crux sub cujus invocatione » aedificata est ecclesia et quae ex traditione creditur miraculosa. » Cette croix, du XII^e siècle, a été retrouvée en 1860 par M. le curé Swartenbroeck. On en trouve une description détaillée dans le *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. IV, pp. 255 à 257, *Une croix byzantine trouvée à Mall*. Elle se trouve actuellement au Musée diocésain.

Le manuscrit *Acta pastorum de Mall et Shuysen*, par Gérard-Joseph Van der Meer, curé de Mall (6 décembre 1714-7 août 1730), manuscrit de 177 pages in-folio, mentionne (fol. 118) : « vetustam effigiem seu » iconem venerandae crucis » (Cf. DARIS, *Notices historiques*, t. XIV (1893), pp. 75 et 101). Cette croix fut enlevée en 1622 par les soldats de Mansfeldt et jetée sur un bûcher allumé au Lanckbroeck, mais elle échappa aux flammes.

(4) *Registre*, n° 10, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 231.

(5) *Ibidem*, fol. 239 et liasses aux mêmes archives.

c) CONINXHEIM.

Il est superflu de faire ressortir l'importance des trouvailles d'antiquités belgo-romaines qui ont été faites en cette localité (1).

La dénomination de ce village rappelle l'exploitation agricole ou la *villa* qui donna naissance à l'agglomération. Le suffixe *heim* a été ajouté au nom du propriétaire rural (2).

On a voulu voir dans ce nom de Koningsheim le souvenir du séjour des rois francs ou d'un *mansum regale*, mais cette étymologie est tout aussi hypothétique que celle du Vranckryk de Wendelinus (3).

On doit évidemment considérer les plus anciennes formes que revêt le nom toponymique Coninxheim.

(1) A proximité de la voie romaine de Tongres à Amiens se trouvent, non loin du centre du village, deux grands *tumuli*. Le premier a une base de 1600 m.²; sa hauteur est de 16 m.² et, au sommet, son diamètre est encore de 9 mètres. Le second *tumulus*, plus rapproché de la ville, est moins grand et a été entamé par les riverains. Ces *tumuli* ont été cédés par la commune de Coninxheim à l'Etat, le 5 mars 1851. Le grand *tumulus* fut fouillé, par ordre de Louis XV, en 1747, après la bataille de Laeffeld. On y trouva une urne représentant un poisson et renfermant des ossements calcinés: elle portait l'inscription: « *Carine fili mi carissime,* »

D'autres fouilles ont été pratiquées en 1841, 1850, 1861 et 1896 (Cf. *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XVII, pp. 7 et 11).

(2) La désinence *heim* est extrêmement fréquente dans le Limbourg: Bernissem (Saint-Trond), Blekkom (Haelen), Boorsheim, Broeckem (Bilsen), Broeckom, Cothem (Boorsheim), Ellicum, Erpekom (Groote-Brogel), Gingelom, Gothem, Graethem (Hendrieken), Graethem (Looz), Hensem (Meeuwen), Heukelom (Vroenhoven), Houtzem (Haelen), Koninxheim, Meerheim (Bilsen), Middelheim (Looz), Molem (Lummen), Molhem (Peer), Nederheim, Neerhem (Looz), Oppum (Herck), Petersheim (Lanaeken), Reckheim, Rothem, Rothem (Haelen), Stockheim, Winkelhem (Eygenbilsen), Zeelhem (?) (Cf. KURTJ, *La frontière linguistique en Belgique et dans le nord de la France*, Bruxelles, 1896).

(3) WENDELINUS, *Leges salicae illustratae*, pp. 91 et 98. Cette dénomination Vranckerak ne signifie pas autre chose que « *vrije beemd, vrij geweide,* » pré commun, vaine pâture. Ces prés s'étendent entre Haelen et Herck.

Or, la plus ancienne forme de Coninxheim est *Conongesheym*.

Le 31 mars 1139, le pape Innocent II énumère toutes les possessions du chapitre de Saint-Servais à Maestricht parmi lesquelles Conongesheym (1).

Coninxheim est orthographié *Chomnesheym* dans un accord conclu, le 27 juillet 1255, entre les chapitres de Tongres et de Borcette concernant les dîmes de Russon (2).

Au XIII^e siècle, apparaît aussi une forme adoucie *Conissem* (1205) (3) qui devint, dans le langage populaire : *Cunissem*, *Cunssem*, appellation actuelle du village en patois du pays (4). La transformation des vocables *Cononssem*, *Conissem*, *Cunssem*, a été amenée inévitablement par la tendance naturelle vers les sons plus doux. Cette dernière forme intermédiaire présente une analogie avec la forme *Kuninxheim* que l'on trouve dans le diplôme de l'empereur Frédéric IV en date du 24 juin 1442 (5). Par ce diplôme Frédéric IV confirme tous les privilèges accordés par ses prédécesseurs à l'église Saint-Servais et octroie au chapitre

(1) C. DE BORMAN, *Cartulaire de Saint-Servais*, dans *BCRH.*, 3^e série, t. IX, p. 20.

(2) *Cartulaire de Tongres*, n° 83, d'après QUIX, *Geschichte der ehemaligen Reichsabtei Burtscheid*, pp. 251 et 253.

(3) *Cartulaire de Tongres*, n° 10.

(4) Les formes *Cono* et *Cuno* s'emploient indifféremment. En langue thioise, les noms patronymiques dérivés de ce radical, sont fréquents : Cuenen, Keunen, Coenen.

On comprend qu'à l'époque où furent répandues les fameuses légendes des fabuleux rois de Tongres, la forme *Koningsheim* ait pu s'accréditer plus facilement. C'est à cette époque, en effet, que furent surtout en vogue les écrits de Jean d'Outremeuse, de Jean de Brusthem, de Jacques de Guise, recueillies ensuite par Marc VAN VAERNEWYCK, † 1570, *Die historie van Belgis of kronyke der nederlandsche oudheid*, par Jean PLACENTIUS, *Catalogus omnium antistitum Tungrorum Traiectensium et Leodiensium* et par Lambert DE HEERS, *Levens der Heiligen van Wintershoven*, 1662.

(5) C. DE BORMAN, *Cartulaire de Saint-Servais*, dans *BCRH.*, 3^e série, t. IX, p. 89.

susdit la juridiction haute et basse dans Kuninxheim, banc de Saint-Servais.

L'église de Coninxheim est dédiée à saint Servais. L'ancienne église fut démolie en 1851. « Cette église » était, » dit M. Thys (1), « de forme quadrangulaire, » flanquée, à l'orient, d'un chœur semi-circulaire et » terminée, à l'occident, par une massive tour carrée » romane dont la base présentait les caractères d'une » haute antiquité; on y voyait l'*opus spicatum* ou tout » au moins l'appareil mérovingien, composé de moëls » lons et de cordons de briques très minces unies par » une épaisse couche de ciment mêlé de tuiles broyées, » offrant une composition semblable à celle des murs » de l'enceinte de Tongres. Une tête ovale et un buste » très détérioré d'un travail rude, grossier et barbare » y étaient enchâssés. C'étaient, dit-on, des sculptures gauloises ou gallo-romaines de deux divinités » païennes. »

Le prévôt de Tongres était le collateur de l'église de Coninxheim, mais le chapitre archidiaconal de Tongres donnait l'institution ecclésiastique au nouveau recteur (2).

Le chapitre de Tongres était en possession de la grande dîme de Coninxheim; la petite dîme appartenait au chapitre de Saint-Servais à Maestricht.

(1) *Notice historique sur Coninxheim lez-Tongres*, p. 26. Tongres, Demarteau, 1891.

(2) Les recteurs de Coninxheim, de même que ceux des sept quarte-chapelles « *rectores capellarum de Mulcken, Pyringen, Wydoe, Offelken, » Henis, Repen, Rixingen et Coninxhem* », étaient tenus au paiement de certains droits *pro refusione*. Le 22 mars 1594, le tréfoncier Gilles Oranus, arbitre, décida que ces recteurs ne paieraient plus désormais que 3 florins par muid de seigle et 30 stupheri de Brabant par muid d'épeautre de revenu (*Chartrier manuscrit de Tongres*, t. II, fol. 298 v°).

Nous avons publié le *Cartulaire de Tongres* jusqu'au xiv^e siècle (332 chartes). Pour les documents des siècles suivants, nous référons au second chartrier manuscrit compilé par le chanoine Salomon Henrici, vers 1590, et conservé aux archives de Notre-Dame à Tongres. Nous le désignons : *Chartrier manuscrit*, t. II.

L'église ayant beaucoup souffert lors de l'occupation du village par les troupes françaises dans la seconde moitié du xvii^e siècle, le chapitre de Tongres, d'accord avec le chapitre de Saint-Servais à Maestricht, fit restaurer le chœur, la nef centrale, les basses nefs et la tour (1).

L'église filiale de Coninxheim était soumise au pouvoir archidiaconal du chapitre de Tongres (2).

Les délégués du chapitre opérèrent la visite canonique de cette église le 28 septembre 1681 (3), le 8 avril 1687 (4), le 3 avril 1707 (5), le 17 septembre 1733 (6), le 5 mai 1740 (7), le 8 novembre 1756 (8). De 1763 à 1765 le chapitre de Notre-Dame, grand décimateur, fit rétablir le toit de la grande nef, mais, comme il ne devait pas subvenir à l'entretien des basses nefs, entièrement délabrées, l'édifice fut interdit au culte, le 24 novembre 1769, à la suite d'une visite faite par le curé Wyns de Hoesselt, doyen du concile et délégué du synode diocésain. Le synode autorisa, de nouveau, le 15 juin 1770, la célébration des offices (9).

Le 25 mai 1781, le chapitre protesta contre le manque d'entretien de la tour, la chute de cet édifice pouvant occasionner de graves dégâts au corps prin-

(1) *Registre*, n° 10, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 150 et *Registre*, n° 288 (décrets capitulaires), aux Archives de l'Etat à Hasselt, fol. 87 et 187.

(2) Les nouveaux-nés de Coninxheim étaient baptisés en l'église Notre-Dame à Tongres, comme il conste des registres aux baptêmes de Tongres.

(3) *Registre*, n° 10, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 152 et registre 288 (décrets capitulaires), aux Archives de l'Etat à Hasselt, fol. 87 et 187.

(4) *Registre*, n° 10, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 152.

(5) *Ibidem*, fol. 173.

(6) *Ibidem*, fol. 183.

(7) *Ibidem*, fol. 232 et *Liasses*.

(8) *Ibidem*, fol. 241 et *Liasses*.

(9) *Registre*, n° 294, aux Archives de l'Etat à Hasselt, fol. 34.

cipal de l'église, dont la restauration incombait au chapitre en sa qualité de grand décimateur (1).

Lors de la réorganisation du culte, Coninxheim fut érigé en paroisse le 2 novembre 1803 ; le hameau d'Offelken fut réuni à cette paroisse, dont il fut détaché de nouveau en 1806.

Jusqu'à la fin de l'ancien régime, la procession de la collégiale de Tongres, précédée des bannières des quarte-chapelles se rendait, le premier jour des Rogations, à l'église de Coninxheim ; un chanoine y célébrait la messe, après quoi la procession se rendait au reposoir agreste dressé à l'ombre du tilleul séculaire de Widoye et rentrait ensuite à Tongres. Le second jour, les mêmes cérémonies avaient lieu à Henis et le troisième jour à Berg (2).

IV. LES QUARTE-CHAPELLES.

RIXINGEN, HENIS, PIRINGEN, WIDOYE, NEERREPEN,
OFFELKEN ET MULKEN.

Les sept quarte-chapelles érigées dans les villages et hameaux de Rixingen, Henis, Piringen, Widoye, Neerrepen, Offelken et Mulken faisaient partie de la paroisse de Tongres. Le pléban ou curé de Tongres avait la collation de toutes ces églises qui étaient d'ailleurs pleinement soumises à la juridiction du chapitre archidiaconal de Tongres (3).

(1) *Registre*, n° 294, aux Archives de l'Etat à Hasselt, fol. 322.

(2) Rituel du chapitre, *Registre*, n° 2, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 32 et 33.

(3) Cf. la requête adressée au nonce le 1^{er} octobre 1741 dans laquelle le chapitre de Tongres expose la situation de ces églises succursales. Ces églises n'ont *nec primum nec ultimum*. Les nouveaux-nés, de même que ceux de Coninxheim, sont baptisés en l'église Notre-Dame à Tongres. L'extrême-onction est administrée par le curé-pléban et les suppléants de l'église-mère de Tongres. L'église de Tongres a érigé et a doté ces quarte-chapelles pour la facilité des fidèles. Les chapelains résident à Tongres comme les autres bénéficiers (*Registre*, n° 14, aux archives de Notre-Dame à Tongres, pp. 148-150).

Les recteurs des chapelles de « Offelken, Wydoy, » Pyringes, Hanis, Reepis et Rixenges » sont déjà cités dans une charte de 1205 (1).

Les recteurs de « Widoe, Reppis, Henis, Ricsingis » sont cités dans la sentence de maître Marcuald, prévôt de Tongres, datée du 13 décembre 1248 (2).

En l'année 1215, Rodolphe de Neumagen, archidiacre de Campine et prévôt de Tongres, céda au chapitre les obédiences, c'est-à-dire les revenus, biens, rentes, dîmes que la prévôté possédait à « Berg, Har- » delingen, Wydoy, Henis, Pyringen, Oeffelken et » Hex (3). »

Si nous ne possédons pas de mention plus ancienne des quarte-chapelles de la paroisse de Tongres, il est indubitable néanmoins que ces chapelles, à part celle de Mulken, sont bien antérieures au XIII^e siècle.

L'église de Rixingen a été consacrée en 1036 ; or, rien ne permet de supposer que cette chapelle ait été établie avant toutes les autres. Bien qu'étant anciennes, ces églises n'ont jamais été démembrées de l'église-mère de Tongres pour former des paroisses distinctes. La paroisse de Tongres s'étendait aux localités de Rixingen, Henis, Piringen, Widoye, Neerrepén, Offelken et Mulken qui toutes d'ailleurs étaient situées en terre liégeoise et faisaient partie de la franchise de Tongres.

Les dîmes de toutes ces localités appartenaient en bloc au chapitre de Tongres.

Lors de la réorganisation du culte, les églises des villages de Rixingen, Henis, Piringen, Widoye et Neerrepén furent érigées en églises paroissiales comme celles des villages de Berg, Mall et Coninxheim. Les chapelles des hameaux d'Offelken et Mulken restèrent chapelles auxiliaires de l'église de Tongres.

(1) *Cartulaire de Tongres*, n° 10.

(2) *Ibidem*, n° 69.

(3) *Ibidem*, n° 17.

RIXINGEN.

Le nom de cette localité provient de la juxtaposition si fréquente en nos contrées du suffixe *ingen* à un nom de personne (1). Le nom de personne Rixo est fréquent (2). Rixingen est tantôt écrit Rixenges (1205), Riechighen (1296), Rixinghen (1344), Rixingen (1433), tantôt Riksen (1259), Rixen et Rixhen (1319 et 1336), Rixe (1324).

La quarte-chapelle de Rixingen date du XI^e siècle et est dédiée à sainte Gertrude (3).

On a retrouvé, en 1856, la pierre de dédicace de cette église. Cette pierre, déplacée au XIV^e siècle, lors de la reconstruction de l'église, se trouvait dans le stylobate d'un autel où on la découvrit lors de la dernière démolition de l'église (1856).

La pierre de dédicace de l'église de Rixingen a fait l'objet d'une étude de MM. James Weale et de Borman (4).

La pierre dédicatoire de Rixingen, après avoir reposé quelque temps au Musée de Tongres, fut réclamée

(1) Ce suffixe exprime une idée de possession. Le suffixe *ingen* des localités limbourgeoises n'a pas la même valeur que le suffixe *inghe* des localités de la Flandre. Ce dernier est une contraction de *ingaheim*, ce qui implique une idée de résidence, d'établissement.

Les *ingen* sont nombreux dans le Limbourg : Piringen, Rixingen, Ketsingen, Hardelingen, Mopertingen, Eggertingen, Vlytingen, Luy-mertingen, Rullingen, Berlingen, Ruckelingen, Houptingen, Vroelingen (Vrodelingen), Ruckelingen, Guvelingen, Eggelingen, Bevingen, Buvingen, Buvelingen, Beeringen, Curingen, Gerdingen, Geystingen, Ordingen, Rapertingen, Sitsingen, Bitsingen, Widdingen et Woutringen.

(2) SCHOONBROODT, *Chartes du chapitre de Saint-Martin*, p. 39.

(3) Le 28 février 1727, le chapitre autorisa la publication d'une bulle papale accordant certaines indulgences à ceux qui visiteraient cette église le jour de la fête de cette sainte (*Registre*, n° 292, aux Archives de l'Etat à Hasselt, fol. 78).

(4) *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg* (t. V, p. 350); cf. REUSENS, *Eléments d'archéologie chrétienne* (2^e édition, t. I, p. 419).

par la fabrique d'église de Rixingen et enchâssée dans le revêtement intérieur du mur de la tour.

Voici le texte de cette inscription :

† Anno . ab . incarna-
tione . domini . millesimo . XXXVI . indic-
tione . IIII . dedicata . est . hec . ec-
clesia . IIII . kal . aprilis . in . honorem .
domini . nostri . Jhesu . Christi . et . sancti . Johannis
baptiste .
et . sanctorum . martyrum . processii . martiniani . seb-
astianiani . (ad)ria(ni) . foiliani . p(an)-
(cra)ti g di . gertru . .

Comme tous les autres recteurs des quarte-chapelles, le recteur de l'église de Rixingen était nommé par le pléban et admis par le chapitre archidiaconal qui chargeait ordinairement le chanoine-chantre de procéder à son installation (1). Il ne pouvait administrer ni le baptême, ni l'extrême-onction, ni bénir les mariages.

Le chapitre de Tongres opéra, à différentes reprises, la visite canonique de l'église, entre autres le 19 mars 1707 (2), le 13 juillet 1732 (3), le 20 septembre 1733 (4), le 2 mai 1740 (5) et le 13 juillet 1752 (6).

Le 2 mai 1740 (7) les délégués du chapitre visitèrent aussi l'ermitage de Notre-Dame de Lorette, construit sur le territoire de la paroisse de Rixingen

(1) Le 26 février 1454, il est stipulé que, quand un bénéficiaire de Notre-Dame obtient l'un des sept rectorats ruraux ou quarte-chapelles : « aliquam ex septem capellis parochialibus eidem ecclesiae tamquam » matri subjectis, » il pourrait desservir cette église avec l'autorisation du doyen du chapitre, qu'il aurait charge d'âmes et qu'il payerait les droits ordinaires (*Cartulaire de Tongres*, chartrier de Salomon Henrici, t. II, fol. 278-292).

(2) *Registre*, n° 10, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 169.

(3) *Liasses*.

(4) *Registre*, n° 10, fol. 181.

(5) *Ibidem*, fol. 228.

(6) *Ibidem*, fol. 240.

(7) *Ibidem*, fol. 229 et *Liasses*.

près de Vryhern. La construction de cet ermitage avait été autorisée par le chapitre archidiaconal de Tongres le 16 août 1709 (1) et par l'évêque Joseph-Clément le 10 février 1710 (2).

HENIS.

La quarte-chapelle de Henis est dédiée à saint Hubert. L'ancienne église, démolie en 1856, avait été construite au XIII^e siècle. La tour, qui est du style ogival primaire, subsiste encore.

Le rectorat de Henis était, comme tous les autres rectorats des quarte-chapelles, à la collation du pléban de Tongres. Le chapitre archidiaconal déléguait l'un de ses membres, d'ordinaire le chanoine-chantre, à l'effet de mettre le titulaire en possession de son rectorat.

Le recteur de Henis ne pouvait administrer le baptême aux nouveaux-nés de la commune, ceux-ci devant être tenus sur les fonts en la collégiale de Tongres, en vertu des anciennes prérogatives de l'église-mère; au XVIII^e siècle, il fut permis au recteur de célébrer les mariages en l'église de Henis (3).

Les inhumations se firent à Henis dès le XVII^e siècle. La plus ancienne épitaphe qu'on trouve au cimetière de l'église est de 1622.

Le chapitre archidiaconal fit, au XVIII^e siècle, à différentes reprises, la visite canonique de l'église : le 26 octobre 1681 (4), le 20 mars 1707 (5), le 13 juillet

(1) *Registre*, n^o 291, aux Archives de l'Etat à Hasselt, fol. 27.

(2) *Ibidem*, n^o 280, fol. 145.

(3) Conformément aux prescriptions du concile de Trente, le recteur commença un registre des mariages et un registre des décès. Le registre des décès commence le 24 décembre 1706, celui des mariages le 27 octobre 1715 et finit le 21 septembre 1797.

(4) *Registre*, n^o 10, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 155.

(5) *Ibidem*, fol. 174.

1732 (1), le 6 septembre 1733 (2), le 2 mai 1740 (3) et le 13 juillet 1752 (4).

Le second jour des rogations, la procession de la paroisse de Tongres se rendait à la chapelle de Henis. Le pléban y célébrait la messe, un bénéficiaire faisait un sermon aux fidèles et le chanoine semainier donnait la bénédiction avec le reliquaire de la sainte croix, après quoi la procession rentrait à Tongres (5).

PIRANGE.

La plus ancienne forme du nom de ce village est *Pyderingen*, *Pyringen*, possession de Pierre. Sa quarte-chapelle est placée sous le patronage de sainte Gertrude et de saint Roch.

Le recteur était nommé par le pléban de Tongres ; ce droit de collation passa en 1592 au chapitre, en échange du bénéfice de Saint-Nicolas, incorporé dans une des deux supplébanies.

Le titulaire ne pouvait pas administrer le baptême aux nouveaux-nés, ce droit étant réservé au pléban de l'église-mère décimale et baptismale de Tongres. Néanmoins le recteur de Pirange célébrait les mariages et les funérailles (6).

L'église actuelle est de construction moderne, la tour seule date du xv^e siècle.

Le chapitre archidiaconal de Tongres faisait la visite canonique de cette église. Les visites archidiaconales faites au xviii^e siècle eurent lieu aux dates sui-

(1) *Liasses*.

(2) *Registre*, n° 10, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 180.

(3) *Ibidem*, fol. 227 et *Liasses*.

(4) *Ibidem*, fol. 240.

(5) *Rituel du chapitre*, registre, n° 2, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 33.

(6) Les plus anciens registres des mariages et des décès qui soient conservés ne commencent qu'au 24 janvier 1768.

vantes : le 10 avril 1707 (1), le 21 septembre 1733 (2), le 3 mai 1740 (3) et le 14 novembre 1751 (4).

WIDOYE.

La dénomination de ce village a son origine dans le nom Wido ou Guido d'où Wydoe, Wydoy (5).

La quarte-chapelle de Widoye était située, comme le village lui-même, dans la franchise de Tongres. Non loin du centre du village, dans la direction de Bommershoven et Haren, s'étendaient de vastes domaines appartenant à l'abbaye de Corbie en Picardie. Les abbés de Corbie placèrent à Widoye un de leurs religieux portant le titre de prévôt, chargé de l'administration de cette propriété et de l'exercice des droits seigneuriaux. Nous aurons l'occasion d'y revenir en parlant de la paroisse de Haren.

La quarte-chapelle de Widoye est dédiée à saint Pancrace. Le recteur était nommé par le pléban de Tongres, agréé par le chapitre et installé par le chanoine-chantre entre les mains duquel il prêtait le serment d'usage.

Le recteur de Widoye ne pouvait administrer le baptême aux nouveaux-nés ; d'autre part, il avait l'autorisation de célébrer les mariages et les obsèques (6).

(1) *Registre*, n° 10, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 171.

(2) *Ibidem*, fol. 186.

(3) *Ibidem*, fol. 230 et *Liasses*.

(4) *Ibidem*, fol. 238 et *Liasses*.

(5) Cette localité porte aussi la dénomination : Bedeux (Bedey). Bedey est un lieu-dit de cette localité, situé entre Widoye et Bommershoven (Bedeyberg). La distinction topographique établie jadis entre les dénominations Widoe et Bedey, ressort à toute évidence de textes nombreux des livres de baux de la collégiale Notre-Dame à Tongres, entre autres d'un bail du 9 février 1544 où la délimitation des terres est indiquée : 1° versus Bedey ; 2° versus Wydoe (*Registre*, n° 297, aux Archives de l'Etat à Hasselt, 1400-1586, fol. 22 r°).

Aujourd'hui on a donné à ce village le nom hybride de Webede.

(6) Les registres des mariages et décès ne remontent qu'au 25 février 1675. La plus ancienne inscription tumulaire est de 1551.

L'ancienne église de Widoye fut démolie en 1845. Le chapitre archidiaconal de Tongres l'avait fait restaurer au mois d'octobre 1421 (1). Il accomplit, à différentes reprises, la visite de cette église, entre autres : le 29 septembre 1681 (2), le 12 avril 1707 (3), le 21 septembre 1733 (4), le 3 mai 1740 (5) et le 14 novembre 1751 (6).

NEERREPEN.

Sur les limites de la franchise de Tongres, au Nord, se trouvait le village de Neerrepén. A peu de distance, mais en dehors de la franchise de Tongres, en terre lossaine, se trouvait le village d'Overrepén. Neerrepén devint terre liégeoise sous Henri II de Leyen en 1154.

L'évêque de Liège acquit l'alleu de Repén d'un seigneur nommé Conon : « *tria allodia viri nobilis Cononis nomine : Repe, Thiedenbeeke et Scanz* (7). »

Le 24 juillet 1155, le pape Adrien IV confirma cette acquisition : « *ex dono nobilis viri Cononis tria allodia » scilicet Tiepenbeke, Repe et Scans* (8). »

L'empereur Frédéric I^{er} confirma les mêmes possessions de l'église Saint-Lambert, le 7 septembre suivant : « *tria allodia Repes, Diepenbeke, Scans que » nobilis homo Cuono ei tradidit* (9). »

(1) *Registre*, n° 99, aux Archives de l'Etat à Hasselt, fol. 2.

(2) *Registre*, n° 10, aux Archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 152.

(3) *Ibidem*, fol. 172.

(4) *Ibidem*, fol. 187.

(5) *Ibidem*, fol. 230 et *Liasses*.

(6) *Ibidem*, fol. 238 et *Liasses*.

(7) BORMANS et SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 73.

(8) *Ibidem*, p. 74.

(9) *Ibidem*, p. 79. Ce Conon de Reepe est cité dans les lettres d'Alexandre, évêque de Liège, confirmant et approuvant la fondation du monastère d'Averbode par Arnold, comte de Looz, de concert avec Arnold d'Arschot, Arnold de Diest, *Conon de Reepe* et Rodolphe, abbé de Saint-Trond vers 1136 (WOLTERS, *Notice historique sur l'abbaye d'Averbode*, p. 81 ; *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 44).

Le même Conon de Diepenbeek figure comme témoin dans une

La quarte-chapelle de Neerrepen fut bâtie dans cet alleu, en terre liégeoise.

L'église a pour patron saint Michel ; pour patron secondaire saint Ludger (1). On la distinguait de l'église du village voisin, Overrepen, en désignant cette dernière sous le nom de « Repis sancti Laurentii, » du nom de son patron.

Le pléban de Tongres avait la collation de la quarte-chapelle de Neerrepen et des bénéfices de Notre-Dame et de Saint-Jean qui y étaient érigés.

Le recteur de cette chapelle, déjà mentionné dans la charte de 1205, ne pouvait administrer le sacrement de baptême, mais était autorisé depuis le XVIII^e siècle à bénir les unions et à célébrer les obsèques (2).

Le chœur fut rebâti en 1740. La partie inférieure de la tour et la grande nef appartiennent aux XI^e et XII^e siècles (3).

Le chapitre de Tongres, agissant en qualité d'archidiacre, fit visiter l'église par ses délégués le 19 octobre 1681 (4), le 18 mars 1707 (5), le 20 septembre 1733 (6), le 7 mai 1740 (7), le 5 juillet 1752 (8) et le 4 août suivant (9).

charte de Louis, comte de Looz, par laquelle celui-ci ratifie les donations faites par Walter, doyen de Saint-Géréon, à l'abbaye d'Averbode (WOLTERS, *Ibidem*, p. 88, *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 55; DE BORMAN, *Notice sur le fief et les seigneurs de Repen*, dans *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. IV (1860), pp. 143 à 183.

(1) La fête paroissiale ou kermesse a lieu le dimanche après la fête de saint Michel.

(2) Les registres des mariages et des décès remontent au 19 juillet et au 18 mars 1713. La plus ancienne inscription tumulaire est de 1568.

(3) L'ornementation de la corniche est formée d'une quadruple rangée de billettes soutenues par des consoles-modillons.

(4) *Registre*, n^o 10, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 153.

(5) *Ibidem*, fol. 168.

(6) *Ibidem*, fol. 184.

(7) *Ibidem*, fol. 233 et *Liasses*.

(8) *Ibidem*, fol. 239 et *Liasses*.

(9) *Ibidem*, fol. 243.

OFFELKEN.

En 1174, l'évêque Raoul de Zaehringen, agissant comme prévôt de la collégiale de Tongres, pendant la vacance de la prévôté (1), affecta à l'augmentation des prébendes de la collégiale, les biens, rentes et dîmes (obedientiam) possédés par la prévôté à Offelken. Cette donation fut confirmée le 24 mai 1224 par le pape Honorius III, lors de la cession au chapitre des autres obédiences faisant partie de la dotation de la prévôté (2).

La chapelle d'Offelken est dédiée à saint Hubert, jadis à saint Martin. Elle existait déjà au XII^e siècle, comme l'atteste l'ornementation romane de la sacristie et du chœur actuels qui en formaient jadis l'abside.

Le recteur de la chapelle d'Offelken est mentionné dans une charte de 1205. Il était nommé par le pléban et admis par le chapitre. Il était obligé de célébrer une messe par semaine à Offelken. Il ne pouvait administrer le baptême, mais il lui fut permis de célébrer les mariages et les funérailles (3).

Le chapitre archidiaconal fit effectuer la visite de cette chapelle le 3 novembre 1681 (4) et le 7 avril 1707 (5).

Les délégués du chapitre constatèrent, lors de cette dernière visite, que le tabernacle faisait défaut, que l'autel n'avait que peu ou point d'ornements et que l'aspect général de la chapelle était misérable.

(1) « Prepositura vacante, ymo eam me tenente » (*Cartulaire de Tongres*, n° 2). La prévôté était vacante par le décès du prévôt Simon, cité dans une charte de 1164 (*Cartulaire de Tongres*, n° 1).

(2) *Ibidem*, n° 24.

(3) Les registres des mariages et des décès remontent respectivement au 12 février 1719 et au 18 juin 1717. Une pierre tumulaire provenant de cette chapelle est déposée dans les cloîtres de Notre-Dame à Tongres. Elle est du 22 février 1397. La plus ancienne épitaphe du cimetière est de 1599.

(4) *Registre*, n° 10, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 157.

(5) *Ibidem*, fol. 165.

Le délabrement fut encore plus complet après la grande inondation de 1711.

Après une visite faite par le chapitre le 2 septembre 1715, il fut décidé qu'au lieu de restaurer l'ancienne chapelle romane, on construirait un nouvel édifice. On construisit une lourde bâtisse en briques de forme hexagone, adossée au chœur de l'ancienne chapelle.

Le 6 septembre 1733, les délégués du chapitre visitèrent la nouvelle chapelle (1). D'autres visites eurent lieu le 19 avril 1741 (2) et le 8 novembre 1756 (3).

Lors de la réorganisation du culte, les quarte-chapelles de Rixingen, Henis, Pirange, Widoye et Neer-repen ayant été érigées en églises paroissiales, ainsi que les églises de Berg, Mall et Coninxheim, la chapelle du hameau d'Offelken fut érigée en chapelle auxiliaire et unie à l'église Notre-Dame à Tongres. Un des vicaires de cette dernière église y célèbre la messe, les dimanches et jours de fête. La chapelle d'Offelken est un lieu de pèlerinage pendant l'octave de la fête de saint Hubert (3 novembre).

MULKEN.

La quarte-chapelle de Mulken est dédiée à saint Gilles. Elle est plus récente que les autres quarte-chapelles. Elle fut construite vers la fin du XIII^e siècle. La tour ogivale de cette ancienne église subsiste encore.

Les seigneurs de Mulken avaient leur sépulture dans le chœur de cette église au pied de l'autel de Notre-Dame.

(1) *Registre*, n° 10, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 182.

(2) *Liasses*, aux mêmes archives.

(3) *Registre*, n° 10, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 241 et *Liasses*.

On y voyait encore au XVII^e siècle une grande pierre tumulaire portant l'inscription suivante :

Hic jacet dominus Egidius de Mulkis miles qui
obiit anno domini M.CCC.III in vigilia nativitat
beate Marie Virginis. Orate pro eo. Amen.

Hic jacet dominus Egidius de Mulkis miles filius
domini Egidii predicti qui obiit anno domini
M.CCC.XXXVI.XXIX die mensis julii. Orate pro
anima eius. Amen.

Ce chevalier Gilles de Mulken, mort le 7 septembre 1304 et son fils Gilles, mort le 29 juillet 1336, furent sans doute les grands bienfaiteurs de cette chapelle, située à proximité de leur donjon (1).

Le rectorat de Mulken était à la collation du pléban de Tongres. Depuis 1592, ce droit de collation passa au chapitre en échange du bénéfice de Sainte-Catherine incorporé, le 21 octobre de cette année, à l'une des supplébanies.

Le chapitre confiait la collation de ce rectorat ainsi que la collation de presque tous les bénéfices simples au chanoine-tournaire ou semainier qui avait le privilège de conférer les bénéfices vacants pendant une semaine. Le recteur était agréé par le chapitre et, après avoir prêté le serment exigé, était mis en possession de son bénéfice par le chanoine-chantre.

Le recteur de Mulken, qui habitait Tongres, célébrait une messe par semaine dans la chapelle de Saint-Gilles. Il ne lui était pas permis d'administrer le baptême, mais il obtint au XVIII^e siècle la dispense de bénir les mariages et de célébrer les obsèques (2).

(1) Gilles de Mulken, père, figure dans des actes du 5 mai 1282 et du mois d'octobre 1285 (DARIS, *Notices*, t. IV, p. 89; *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. XI, p. 42).

Le manoir des seigneurs de Mulken (*castrum de Mulkis*) s'élevait à environ 100 mètres de la chapelle. Il n'en reste plus qu'un donjon octogone campé sur la cime d'un monticule.

(2) Le registre des mariages remonte seulement au 25 novembre 1744 et celui des décès au 18 septembre 1781.

La chapelle fut reconstruite au commencement du XVIII^e siècle, grâce, en grande partie, aux soins de François, comte de Hinnisdael, seigneur de Betho, devenu tréfoncier de Saint-Lambert et prévôt de Tongres. Une inscription placée au-dessus de la porte d'entrée et datée de 1727 en fait foi (1).

Le chœur de l'église avait déjà été reconstruit en 1690 par les soins de Pierre de Simonis, tréfoncier de Saint-Lambert, seigneur de Betho et oncle de François de Hinnisdael (2).

Le chapitre archidiaconal opéra la visite de l'église le 30 août 1733 (3), le 19 avril 1741 (4), le 10 novembre 1750 (5) et le 20 juin 1762 (6).

Après le rétablissement du culte, l'église du hameau de Mulken, érigée en chapelle auxiliaire, fut desservie par un vicaire de l'église Notre-Dame à Tongres, spécialement chargé du service religieux à Mulken. Une messe y est célébrée les dimanches et jours de fête. La fête de Saint-Gilles (1^{er} septembre) y amène, chaque année, une affluence considérable.



Avant de terminer cet aperçu sur la paroisse primitive de Tongres, nous donnons le relevé des dimes

(1) « Huius ecclesiae choro ab avunculo, anno 1690, funditus reparato »
» navim pariter a fundamentis anno 1727 restauravit Franciscus comes »
» de Hinnisdael dominus de Betho, Oleye, Soumagne, Melen etc. cano- »
» nicus Leodiensis, prepositus Tungrensis etc. cum fundatione anniver- »
» sarii 27^a 7^{bris} celebrandi. »

(2) Une inscription placée sur une verrière du chœur est ainsi conçue :
« R^{dux} Perillustris et nobilis dominus D. Petrus de Simonis S. R. I.
» Œques dominus de Betho cathedralis ecclesiae Leodiensis canonicus,
» collegiatae S^{ti} Dionisii prepositus anno 1690. »

(3) *Registre*, n^o 10, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 179.

(4) *Ibidem*, fol. 234 et *Liasses*.

(5) *Liasses*, aux mêmes archives.

(6) *Registre*, n^o 10, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 242.

perçues par le prévôt et le chapitre de Tongres dans l'étendue de la paroisse primitive.

Voici le tableau des dîmes pour les années 1390-1400 (1) :

Berg : 32 muids de seigle et autant d'orge, 28 chapons, 10 livres de cire, 1 muid de pois blancs, 20 bottes de paille et 1 muid de navette.

Elderen : 21 muids de seigle et autant d'orge, 7 livres de cire, 10 chapons, 20 bottes de paille. Dîme affermée en bail héréditaire au seigneur de 's Heeren-Elderen.

Linelderen : 42 muids de seigle et autant d'orge, 1 muid de pois blancs, 1 livre de cire, 30 chapons, 1 muid de navette.

Ketsingen : 45 muids et 8 mesures de seigle et autant d'orge, 20 livres de cire, 34 chapons, 20 bottes de paille, 1 muid de navette, 6 moutons.

Coninxheim et *Pirange* : 88 muids de seigle et autant d'orge, 20 livres de cire, 2 muids de pois blancs, 32 chapons, 40 bottes de paille et 4 mesures de navette.

Rixingen : 43 muids de seigle et autant d'orge, 1 muid de pois blancs, 12 mesures de pois rouges, 10 livres de cire, 30 chapons, 20 bottes de paille et 4 mesures de navette.

Henis : 75 muids de seigle et autant d'orge, 1 muid de pois blancs, 4 mesures de pois rouges, 4 mesures de navette, 30 chapons, 18 livres de cire, 30 bottes de paille.

Neerrepen : 47 muids de seigle et autant d'orge, 4 mesures de navette, 30 chapons, 12 livres de cire,

(1) *Registre*, n° 7, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 1-59. Le total des dîmes, en dehors de la dîme du foin, montait en 1672 à 659 muids de seigle et autant d'orge. Les petits droits montaient à 20 muids de froment, 20 muids et 1 mesure de pois, 8 muids et 6 mesures de navette, 363 chapons, 85 livres de cire, 2600 gerbes et 239 bottes de paille.

20 bottes de paille, 1 muid de pois blancs, 1 muid de pois rouges.

Widoye : 44 muids de seigle et autant d'orge, 1 muid de pois blancs, 10 livres de cire, 40 chapons, 4 mesures de navette et 15 bottes de paille.

Offelken : 132 muids d'épeautre, 1 muid de pois blancs, 13 livres de cire et 30 chapons.

Hex : 5 muids de seigle et autant d'orge, 7 chapons et 4 mesures de navette.

Hoesselt : 22 muids de seigle et autant d'orge, 18 chapons, 5 mesures de navette et 12 livres de cire.

Vliermael : 25 muids et 4 mesures de seigle et autant d'orge, 26 chapons, 12 livres de cire, 1 muid de pois blancs, 1 muid de pois rouges, 2 mesures de navette.

Freeren : 44 muids d'épeautre, 25 chapons, 8 livres de cire (1).

Ces données, combinées aux renseignements fournis

(1) Il faut y ajouter les dîmes de Mulken et de la campagne autour de Tongres « *campus Tungrensis*. » La dîme de *Mulken* s'élevait en 1672 à : 74 et demi muids de seigle et autant d'orge, 1 muid de froment, 1 muid de pois, 4 mesures de navette, 16 chapons, 9 livres de cire, 150 gerbes, 25 bottes de paille. La dîme du lieu-dit Merica (Heyde) entre Mulken et Gansebeten, s'élevait à 33 florins. La dîme du *campus Tungrensis* s'élevait, en la même année, à : 40 muids de seigle et autant d'orge, 6 mesures de froment, 9 et demi mesures de pois, 4 et demi mesures de navette, 11 chapons, 6 livres de cire, 167 gerbes, 16 bottes de paille. La dîme dite de Saint-Antoine s'élevait en outre à 20 muids de seigle. Les dîmes du foin, du lin et du chanvre s'élevaient pour Tongres à 40 florins rhénans (1487), pour Berg et Offelken à 4 florins rhénans (1484), pour Elderen à 3 florins (1493), pour Coninxheim à 22 florins de Brabant (1600), pour Pirange à 57 florins (1672), pour Henis à 35 florins (1672), pour Ketzingen et Linelderer à 51 florins (1672), pour Rixingen à 6 florins, 3 deniers (1493), pour Neerrepn à 3 florins 7 deniers (1493), pour Widoye à 2 florins 6 deniers (1493), pour Mulken à 4 deniers (1480), pour Hoesselt et Vliermael à 18 deniers (1490).

Nous avons dressé le tableau complet des dîmes de l'église de Tongres depuis 1390 à 1700. Ce tableau fera partie de notre étude économique sur le chapitre de Tongres.

par les documents historiques, permettent de reconnaître, avec plus de certitude encore, l'étendue primitive de la juridiction paroissiale de Tongres.

DEUXIÈME SÉRIE.

ÉGLISES DÉMEMBRÉES DE L'ÉGLISE-MÈRE
DE TONGRES
A L'ÉPOQUE CAROLINGIENNE.

PAROISSE PRIMITIVE DE HOESSELT.

Au Nord de la chrétienté de Tongres s'étend une paroisse particulièrement intéressante à cause de son ancienneté.

La paroisse primitive de Hoesselt, par l'étendue de sa circonscription et par le nombre de ses filiales et quarte-chapelles, est l'une des plus importantes du diocèse.

L'église-mère de Hoesselt a donné naissance à sept églises dont deux églises médianes : *Hern-Saint-Hubert* et *Vliermael* et cinq quarte-chapelles : *Althoesselt*, *Werm*, *Schalkhoven*, *Rommershoven* et *Beverst*.

Le territoire où se forma plus tard l'ancienne paroisse de Hoesselt était traversé, à la fin de la domination romaine, par une route publique reliant Nimègue à Tongres et traversant Henis, Althoesselt, Mopertingen, etc. A la même époque, Hern possédait un établissement important. Des découvertes récentes de sépultures romaines ont révélé l'existence, en cet endroit, d'un centre d'habitation opulent.

La plupart des centres d'habitation se sont perpétués après l'occupation franque. Les habitations nouvelles s'élevèrent, de préférence, à l'emplacement si

avantageux des villas romaines. Ces villas ruinées offraient les avantages d'une situation choisie et du voisinage des terres défrichées (1).

À l'époque mérovingienne, les habitations des tenanciers occupés aux différents services de l'exploitation rurale, se trouvaient groupées autour du *mansus indominicatus* et formaient autant de hameaux disséminés dans la campagne fertile de la Hesbaye.

Le manse dominical situé à l'emplacement du village actuel d'Alt-Hoesselt devait être particulièrement important. La population des serfs ou hommes du seigneur, plus dense en cet endroit, donna naissance à un hameau qui porta le nom de Hurlo (2), Hurle, Hourle, Housle.

Lorsque les populations furent converties au christianisme, de nouveaux besoins se firent sentir. Le hameau de Hurlo se trouvait éloigné de plus d'une lieue de l'église de Tongres, l'église principale de la contrée. Les agglomérations disséminées entre les localités actuelles de Hoesselt, Vliermael, Rommershoven et Beverst, étaient éloignées davantage encore de l'église-mère.

L'archiprêtre de Tongres, auquel ces populations rurales devaient réclamer les secours et les consolations de la religion, établit un oratoire au centre de ces

(1) Cf. J. BRASSINNE, *Les paroisses de l'ancien concile de Saint-Remacle*, dans *Bulletin de la Société d'art et d'histoire*, t. XIV, p. 278.

(2) La forme *Hurlo* ou *Hourloe* semble être la forme primitive. Le suffixe *loo*, *loe* (bois, lieu inculte) est fréquent dans le Limbourg : *Beverloo*, *Bredeloo* (Asch) 1108 (*Chronique de Rolduc*), *Beveloe*, *Bevelo* (Bibelen près Bilsen) 1365 (DE BORMAN, *Livre des fiefs du comté de Looz*, pp. 3 et 22), *Borloo*, *Dondersloe* (*Ibidem*, p. 270), *Gravelo* (Aelst), *Breeloo* (*Bredeloo-sous-Gellick*), 1363, *Gremelsloo* (Maeseyck), *Hanckersloo*, 1359 (*Ibidem*, p. 75), *Kamerloo*, *Langerloo*, *Sledderloo* (Genck), *Loo* (Achel et Hamont), *Maerloo* (Peer), *Oetersloo* ou *Oetsloven* (Berlingen) (*Ibidem*, p. 14), *Tessenderloo*, *Tongerloo*, *Sconelo* (Schuelen), *Eversloe* et *Viversloe* (Eversel et Viversel), *Sonle* (*Ibidem*, p. 51). On peut ajouter : *Achel*, *Bakel* (Zeelhem), *Barkel* (Peer), *Lommel*, *Reppel*, *Ryckel*, etc.

hameaux, emplacement qui concorde avec celui du village actuel de Hoesselt. Là, l'un des prêtres du *monasterium* de Tongres célébrait, à certains jours, les saints mystères. Les tenanciers des différents hameaux avoisinants y assistaient aux offices du culte.

C'est une première étape dans l'évolution de l'organisation paroissiale.

La chapelle élevée au VII^e siècle à l'emplacement de l'église actuelle de Hoesselt, fut dédiée à saint Etienne. Le choix du saint patron de l'église fait présumer déjà une haute antiquité. Le groupement qui se forma autour de cette chapelle se développa rapidement et s'étendit au détriment de ceux qui s'étaient concentrés autour des villas éparpillées dans les vastes *latifundia* des alentours. Les leudes établis dans le voisinage du sanctuaire virent insensiblement le nombre de leurs tenanciers s'augmenter et bientôt le *vicus* qui prit naissance en cet endroit et qui avait été compris jusque-là sous la dénomination de Hurlo, Hurle, s'appropriä ce nom, tandis que le hameau primitif garda le nom de Alt-Hurlo, Alt-Hoesselt.

Un prêtre résidant ou « stationnaire » fut bientôt attaché à la chapelle de Saint-Etienne. Ce prêtre obtient les droits d'un curé, mais certains rapports de dépendance continuent à subsister entre les fidèles et l'église-mère. L'administration des sacrements du baptême, du mariage, de l'extrême-onction, ainsi que la célébration de certaines obsèques sont encore réservées au titulaire de l'église-mère. C'est la seconde phase de cette évolution.

Enfin, grâce à l'accroissement de la population et en vertu même de l'aggravation des charges sacerdotales, le démembrement de la paroisse primitive s'imposa.

Comme ce démembrement eut lieu à l'époque carolingienne, et antérieurement à l'application des capitulaires portés dans le synode de l'an 813, l'église-

mère perdit la plupart des revenus qu'elle percevait dans cette partie de son territoire, revenus qui formèrent la dotation de la nouvelle paroisse. Le paiement de certaine redevance ou cens annuel, tribut d'hommage rendu à l'église-mère, rappellera la sujétion primitive de la nouvelle paroisse vis-à-vis de l'église primitive.

L'organisation paroissiale est désormais complète. Hurlo est devenu paroisse distincte (VIII^e siècle).



La circonscription territoriale primitive vient corroborer ces conclusions.

La grande partie du territoire de la paroisse primitive de Hoesselt à savoir : Hoesselt, Althoesselt, Werm (1), Hardelingen (2), Rommershoven, a été de tout temps terre liégeoise, soumise aux lois et coutumes

(1) Quoique la seigneurie de Werm fût un fief liégeois, la commune était cependant lossaine, du ressort d'appel de la cour supérieure de Vliermael qui donnait la recharge aux échevins de Werm.

Henri de Greve, seigneur de Werm, est cité dans un acte de la collégiale de Tongres du 10 juin 1334 (*Cartulaire de Tongres*, n° 161). Louis, fils de Jean Martéal de Mirmont, seigneur temporel de Werm et Guillaume de Werm, écuyers, sont cités dans un acte du 25 mai 1341. Le chapitre de Tongres leur intenta un procès devant l'official de Liège de ce que Louis avait fait creuser des fossés dans la villa de Hardelingen, de sorte que les fermiers du chapitre ne pouvaient plus sortir (*Ibidem*, n° 169).

(2) Le chapitre de Tongres possédait une seigneurie à Hardelingen, annexe de Hern. Le 11 juin 1382, le chapitre conclut un accord avec Henri Martéal, seigneur de Neuville-en-Condroy et de Werm. Ce dernier prit en accense héréditaire la seigneurie de Hardelingen appartenant au chapitre avec les biens et rentes y situés. La cour des échevins de Liège, à la suite de cet accord, « rechargea la cour de Hardelingen que » dorénavant elle pouvait bien, à la semonce du chevalier Henri ou de son » maître, juger selon la loi de Liège de tous cas et de tous excès afférents » à la dite hauteur de Hardelingen ; et sur ce faire tous exploits de justice » sans excéder les termes de la loi de Liège » (*Cartulaire de Tongres*, n° 265). La justice de Hardelingen relevait donc en appel des échevins de Liège.

liégeoises, à l'exception de quelques menus fiefs régis par les lois féodales du comté de Looz.

Le territoire de Hoesselt s'est confondu dans le principe avec le domaine immunitaire de Tongres et n'a formé qu'un seul avec lui. Terre publique, aliénée en bénéfice ecclésiastique à l'époque carolingienne, ce *fiscus* ne se trouvait sous la dépendance d'aucun comte et a été l'un des premiers incorporé aux possessions de l'église de Liège.

Le territoire susdit, quoique enclavé de toutes parts dans le comté de Looz (Bilsen, Beverst, Vliermael, Hern, Schalkhoven) continua néanmoins à faire partie intégrante de la principauté de Liège. Après même que les avoueries de Hoesselt, Tongres et Alken eussent été données en fief au comte de Looz par l'évêque de Liège, celui-ci ne cessa d'exercer un droit absolu sur le territoire de Hoesselt, sur celui de Freeren et sur la franchise de Tongres qui y confinait.

Les diplômes émanés des empereurs ottoniens, par lesquels ceux-ci donnent ou confirment à l'église de Liège, de 976 à 1006, divers domaines immunitaires et rappellent les donations octroyées par leurs prédécesseurs, ne font pas mention de Hurlo. Ces diplômes ne citent que les localités les plus importantes : « possessiones ecclesie quarum iste sunt capitales : Hoium, » Fosses, Lobies, *Tungres*, Maslines (1). » A cette époque Hurlo et Freres étaient compris sous la dénomination de *Tungres*.

Il en est ainsi dans le diplôme du 6 janvier 980, par lequel l'empereur Otton II confirme les mêmes possessions à l'évêque Notger, le véritable créateur de la principauté. Il en est encore de même dans le diplôme de Henri, roi des Romains, daté du 25 juin 1070 (2).

(1) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. 1, p. 20.

(2) *Ibidem*, pp. 34 et 35.



Sous l'épiscopat de Théoduin (1048-1075), l'église de Hoesselt appartenait à l'évêque de Liège.

En 1066, Théoduin donne l'église de Hoesselt, « *ecclesiam de Housle*, » à la collégiale Notre-Dame à Huy, en même temps que l'église d'Alken, « *ecclesiam de Alcha* (1). »

Le 24 juillet 1155, le pape Adrien IV confirme, en les énumérant, les possessions de l'église de Liège parmi lesquelles « Tungris, Freres, Alleke, Hurle (2). »

Le 7 septembre suivant, l'empereur Frédéric confirme les mêmes possessions : « Aleke cum advocatia » et omnibus appenditiis suis, Husle, Tungris cum « ecclesia et omnibus pertinentiis suis (3). »

Au mois de décembre 1219, Thomas de Hemricourt, prévôt de l'église Notre-Dame à Huy et archidiacre de Condroz, affecta plusieurs revenus de sa prévôté à l'augmentation des prébendes canoniales de la dite église : « obedientias ad preposituram spectantes

(1) BORMANS et SCHOOLMEESTERS, *Notice d'un Cartulaire de Huy*, dans *BCRH.*, 4^e série, t. I, 1873, p. 10, « Facta sunt hec anno ab » incarnatione domini M.L.XVI indictione IIII^a, anno episcopatus Diet- » wini XVIII, regis vero Henrici anno XI. »

(2) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, pp. 75-78.

(3) Le 14 mars 1234 (n. st.), Arnoul IV, comte de Looz, engagea pour 200 marcs liégeois ses avoueries de Tongres, Alken et Hoesselt (*Hulle*) à l'évêque de Liège de qui il les tenait en fief (*Ibidem*, p. 323).

L'évêque en percevait les revenus jusqu'au remboursement intégral de la somme avancée. Le remboursement stipulé n'avait pas encore été effectué en 1284, car le 17 février 1284 (n. st.), Jean d'Enghien, évêque de Liège, et Arnoul V, comte de Looz, désignent des arbitres pour terminer leur contestation au sujet des avoueries de Tongres, de Hoesselt et d'Alken : « nos voveries ke nos avons et avoir devons ens es viles de » Tongres, de *Huerle* et d'*Alke* » (*Ibidem*, t. II, p. 366).

La sentence ayant attribué le droit d'exercer les fonctions d'avoué à l'évêque aussi longtemps que durerait l'engagement, Arnoul V, petit-fils d'Arnoul IV, racheta l'avouerie le 17 mars 1284 pour la somme de 400 marcs de Liège (*Ibidem*, t. II, p. 376).

» videlicet Foron, *Hurle*, Remost, Gocincurt, Verme
» (Werm), etc. (1). »

Le 23 mars 1237, Grégoire IX confirma à l'église
Notre-Dame à Huy les biens que lui avait donné
l'évêque Théoduin : « ecclesias villarum de *Housse*
» etc. (2). »

Ces formes Housle et Housse que l'on trouve non
point dans des pièces originales, mais dans une copie
de la fin du XIII^e siècle, ne sont certainement pas les
formes les plus anciennes de ce nom de lieu. Ce sont
des transformations de la forme primitive *Hurle* ou
Hurlo que nous trouvons dans la plupart des docu-
ments anciens :

24 juillet 1155, bulle d'Adrien IV : *Hurle* ;

7 septembre 1155, diplôme de Frédérie I^{er} : *Husle* ;

Décembre 1219, charte du prévôt de Huy : *Hurle* ;

14 mars 1234, charte d'Arnoul IV de Looz : *Hulle* (3) ;

19 décembre 1252 et 10 décembre 1253, chartes de
Henri de Gueldre : *Hurle* (4) ;

26 avril 1256, sentence arbitrale de Renier de
Tongres : *Hurle* (5) ;

9 mars 1261 (n. st.), charte de Guillaume, comte de
Juliars : *Hurle* (6) ;

6 février 1280, charte d'Otton de Juliars : *Hurlo* (7).

Les formes Hurlo, Hurle, Hulle, Husle, ont été

(1) et (2) BORMANS et SCHOOLMEESTERS, *Notice d'un Cartulaire de la
collégiale de Huy*, 1873, pp. 50-52.

(3) *Loc. cit.* ; le 10 juin 1299, nous trouvons une mention de Alken
et *Holle*. Il s'agit de Hoesselt et non de Haelen. Voy. CAUCHIE et VAN
HOVE, *Documents concernant la principauté de Liège*, t. I, p. 73 ; *Car-
tulaire de Saint-Lambert*, t. II, p. 563.

(4) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. II, pp. 30 et 62-63.

(5) Voir plus loin.

(6) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. II, p. 124.

(7) Otton de Juliars, archidiacre de Hesbaye (18 avril 1274-5 mai
1282), confirme, à cette date, la fondation du bénéfice de Saint-Nicolas
en l'église de *Hurlo* : « altare sancti Nicolai situm in ecclesia de *Hurlo*, »
fondé par « Waltherus dictus Steene de *Hurlo* » (*Registre*, n^o 15, aux
archives paroissiales de Hoesselt, fol. 80-80 v^o).

transformées en Hourle, Housle, Housse et deviennent, à la fin du XIII^e siècle, Huselt et Hoeselt (1).

La dénomination Hurle ne doit pas être confondue avec Orle, Orelum, Orelh, Orel, parfois aussi Hurle et Horle (Oreye) (2).



Quoique l'église de Hoesselt eût été donnée par l'évêque de Liège au chapitre de Huy, le chapitre de Tongres ne cessa de prélever, jusqu'à la fin de l'ancien régime, une partie notable des dîmes de Hoeselt. L'église de Tongres avait droit à la dîme totale de plusieurs terres et à la moitié de la dîme d'un certain nombre de terres situées sur toute l'étendue de la paroisse primitive de Hoesselt, tant à Hoesselt même qu'à Vliermael, Althoesselt, Werm, etc.

Des contestations ne tardèrent pas à s'élever entre les chapitres de Huy et de Tongres, décimateurs de Hoesselt.

Le 24 avril 1285, Jean, curé de Hoesselt, et Thierry, curé de Looz, choisis comme arbitres dans le différend qui existait entre les deux chapitres touchant la perception de la dîme de terres situées à Hoesselt, rendirent leur sentence arbitrale et confirmèrent le chapitre de Tongres en la possession de la moitié des dîmes contestées (3).

Le 9 octobre 1318, un nouvel accord mit un terme à des difficultés qui avaient surgi entre les deux collégiales; cet accord énumère toutes les terres de la pa-

(1) *Cartulaire de Tongres*, 24 avril 1285, n° 122; 30 août 1367, n° 218; *Cartulaire du béguinage de Tongres*, dans *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XV, pp. 290, 302, 304, 309, 334, 335, 339, 393, 405 et 431.

(2) *Cartulaire de Saint-Trond*, t. I, 25 mai 1107, p. 30; 9 juin 1161, p. 98; 15 mars 1178, p. 135 (Cf. GRANDGAGNAGE, *Vocabulaire des anciens noms de lieux de la Belgique orientale*, pp. 136-137).

(3) Ces terres étaient situées aux lieux-dits Nederröde, Molenbroeck, Werm, Vernanc, Tempelnagelsvelt, Langhenrevelt, etc.

roisse de Hoesselt qui payent la dîme ou la demi-dîme au chapitre de Tongres. Cette énumération ne comprend pas moins de septante-huit terres ; encore ce nombre ne représente-t-il pas l'ensemble des terres dont les dîmes étaient prélevées par le chapitre de Tongres, mais seulement le total des terres dont la dîme était contestée. Nous avons publié *in extenso* ce document intéressant (1).

Le 10 septembre 1333, le receveur de Notre-Dame de Huy et le receveur de Notre-Dame de Tongres, après avoir examiné soigneusement les droits respectifs de leurs églises touchant la perception de la dîme de terres sises à Hoesselt, Werm et Henis (2), de l'avis de Philippe Bruni, doyen de Sainte-Croix à Liège et d'André de Ferrières, avocat à la cour de l'official, concluent un accord réglant la délimitation de leurs droits respectifs (3).

En l'année 1395 la dîme de Hoesselt, appartenant à l'église de Tongres, était donnée en location moyennant vingt-deux muids de seigle et autant d'orge, dix-huit chapons, cinq mesures de navette et douze livres de cire (4).

En l'année 1423 cette dîme s'élevait à vingt-trois muids de seigle et orge, un muid de pois blancs, un muid de pois rouges, dix-huit chapons, douze livres de cire et deux cents gerbes (5).

En l'année 1502, un accord conclu entre les deux chapitres mit fin à des contestations qui s'étaient élevées au sujet de la perception de la dîme de terres situées entre Althoesselt et Werm au-delà du Wyn-gartsberch (6).

(1) *Cartulaire de Tongres*, n° 154.

(2) Ces terres étaient situées aux lieux-dits Bilre, Cattenstart, Houc-housselt, Langestraete.

(3) *Ibidem*, n° 160.

(4) *Registre*, n° 7, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 13 v°.

(5) *Registre*, n° 8, aux mêmes archives, fol. 25.

(6) Salomon HENRICI, *Chartrier manuscrit de Tongres*, t. II, fol. 187.

Le 11 août 1595, le chapitre de Tongres convint avec Jean Capgea, délégué du chapitre de Huy, que le chapitre de Tongres percevrait la dime entière de trois bonniers situés au lieu-dit Kerkvelt, d'un bonnier situé au Mulkensdries et de dix verges situées le long du chemin de Vroloven, outre la moitié de la dime des terres situées au lieu-dit Masdael et le tiers de la dime des terres situées « achter Muelkenshof (1). »

De leur côté, l'évêque de Liège et le grand prévôt de Saint-Lambert prélevaient à Hoesselt la none des terres nouvellement mises en culture « nonam cultura-rum de Hurle et de Alke (2). »

Des accords furent conclus, en cette matière, entre Henri de Gueldre et Jean de Condé, prévôt de Saint-Lambert, le 19 décembre 1252 et le 10 décembre 1253 (3).



Les églises filiales de Hoesselt se répartissaient, selon leur importance économique, en églises médianes et en quarte-chapelles.

Vliermael et Hern étaient *ecclesiae mediae* ; Althoesselt, Werm, Schalkhoven, Rommershoven et Beverst (4) étaient *quartae capellae*.

(1) *Registre*, n° 15, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 242 v°.

De nouvelles difficultés surgirent en l'année 1765, à l'occasion de la restauration de l'église de Vliermael, entre les chapitres de Tongres et de Huy. Le conflit fut porté devant la cour de l'archidiacre de Hesbaye, François de Velbruck. Le 10 février 1779, à la suite de la visite canonique faite par le Révérend Wyns, curé de Hoesselt, doyen du concile de Tongres, le procureur fiscal de l'archidiacre fit mettre saisie sur les dîmes que le chapitre de Tongres percevait à Vliermael (*Liasse* de procès et *Registre*, n° 163, aux archives de Notre-Dame à Tongres, *passim*.).

(2) BORMANS et SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. II, p. 30.

(3) *Ibidem*, pp. 62-63.

(4) Ces cinq dernières églises étaient dépourvues de baptistère et n'avaient *nec primum nec ultimum sacramentum*. Les nouveaux-nés de ces paroisses étaient baptisés à Hoesselt. Vliermael et Hern avaient le

Le chapitre collégial de Huy avait la collation des églises de Vliermael et Hern-Saint-Hubert.

Le curé de Hoesselt avait la collation des quarte-chapelles ou dépendances de Althoesselt, Werm, Schalkhoven, Rommershoven et Beverst.

L'église de Vliermael fut dédiée à saint Agapet, celle de Hern à saint Hubert, celle de Althoesselt à saint Lambert, celle de Werm à saint Domitien, celle de Schalkhoven à saint Brice, celle de Rommershoven à saint Jean-Baptiste et celle de Beverst à sainte Gertrude.

Les dîmes de ces paroisses, indivises de celles de la paroisse de Hoesselt, appartenaient, en majeure partie, au chapitre collégial de Huy.

En l'année 1256, le chanoine-chantre de la collégiale de Huy voulut incorporer les « *ecclesiae mediae* » de Hern et Vliermael ainsi que les chapelles de Schalkhoven et Rommershoven à la chantrerie de Huy. Les paroissiens des dits villages s'y opposèrent. Maître Renier, écolâtre de Tongres, mandataire de Henri de Gueldre, élu de Liège, et de maître Marcuald, archidiacre de Hesbaye, fut nommé arbitre. Il rendit sa sentence arbitrale le 26 avril 1256. Les églises susdites « *ecclesiae de Fliedermael, Hern, Scalchoven et Rommershoven filiae et appenditiae matricis ecclesiae Hurle* » ne furent point incorporées, mais durent payer une redevance fixe et annuelle à la chan-

privilege d'églises baptismales. Le 10 décembre 1869, M. de Borman a signalé au Comité provincial de la Commission des monuments, les fonts-baptismaux de Hoesselt et de Vliermael datant de la fin du XII^e siècle (*Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XIV, p. CLII). En 1589 quand le concile de Tongres fut démembré par l'érection du nouveau concile de Hasselt, la paroisse de Beverst, quoique filiale de Hoesselt, fut comprise dans le concile de Hasselt. Beverst n'avait *nec primum nec ultimum sacramentum* et les habitants se plaignent amèrement, dit la visite archidiaconale de 1624, de devoir porter les nouveaux-nés au baptême à Hoesselt, à deux lieues de distance (Ms. V., 5, aux archives de l'évêché à Liège, visite de 1624).

trerie de Huy. Nous avons publié ce document important (1).

Ce document n'a été copié des chartriers de Huy, aujourd'hui perdus, que pour mettre fin à un conflit qui avait surgi en l'année 1726 entre le curé de Hoesselt d'un côté et les curés de Vliermael, Hern et Schalkhoven de l'autre. On sait que dans la paroisse primitive de Bilsen, les paroissiens étaient tenus de se rendre en procession au monastère de Munsterbilsen pendant les jours des rogations et d'y faire offrande d'une obole connue sous le nom de *vuurheling*, *denarius ignis*. Cette coutume existait certainement pour les paroisses de Genck, Riempst, Gellick et Asch, comme nous l'apprend l'accord intervenu le 1^{er} décembre 1303 entre l'abbesse de Munsterbilsen et le comte de Looz, au sujet du patronage de ces églises : « oblationes que » in *rogationibus* a parrochianis villarum predictarum » in predicto monasterio offerri consueverunt et etiam » offerentur in perpetuum cedent et competent monas- » terio Blisiensi que oblationes nominari consueverunt » ignis obolus, teutonice vuurheling (2). » Sans nul doute cette coutume s'étendait également aux autres paroisses.

Semblable coutume existait à Hoesselt. Les paroissiens de toutes les églises filiales devaient participer aux processions des rogations en la paroisse de Hoesselt. Ces processions se rendaient le mardi des rogations au tilleul séculaire dit Kruislinde « *tilia crucis* » et le mercredi à Rommershoven.

(1) Cf. notre étude : *Regesta de Renier*, écolâtre de Tongres, vicaire-général de Henri de Gueldre (*Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. XXXV (1905), pp. 64-68. Edité d'après une copie reposant aux archives paroissiales de Hoesselt (*Registre du bénéfice de Saint-Nicolas*, n° 15, in fine; *Extrait du chartier de Huy*, t. I, fol. 90).

(2) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. III, p. 37. Nous savons déjà, par ce que nous avons dit de l'*obolus ignis* de Tongres, que cette redevance devait suppléer à la dotation du curé primitif, là où la paroisse n'avait pas de dot et était incorporée à un chapitre ou monastère.

Or, en l'année 1726, les curés et paroissiens de Vliermael, Hern et Schalkhoven voulurent se soustraire à cette coutume.

Le curé de Hoesselt, « pastor integrae et matricis ecclesiae de Hoesselt », Jean-Denis Stiennon, produisit alors le document du 26 avril 1256 qu'il fit copier du *Cartulaire de Huy* et d'où il ressortait à toute évidence que les églises susdites étaient filiales et dépendances de l'église de Hoesselt. Muni de cette pièce, le curé de Hoesselt adressa au comte de Rougrave, vicaire-général, une supplique tendant à obliger les dits paroissiens à observer la coutume immémoriale. Il fit ressortir que, dans ce document, les églises de Vliermael, Hern, Schalkhoven et Rommershoven sont dites filiales de Hoesselt : « ecclesiae de Fliedermael, de Hern, de » Scalchoven et Rommershoven dicuntur filiae et » appenditiae matricis ecclesiae Hurle, » que les doyen et chapitre de Huy sont dits « patroni jamdictae ecclesiae de Hurle et dictarum filiarum ipsius, » que, par conséquent, ces paroisses ont été démembrées de l'église-mère de Hoesselt. Il fit en outre remarquer que, lors de la réception du nouveau curé d'une de ces églises, le récipiendaire devait prêter serment d'être fidèle à l'église de Huy et à l'église de Hoesselt et qu'enfin les titulaires des églises filiales devaient rendre annuellement compte de leur administration au curé de Hoesselt (1).

Le 31 janvier de l'année suivante, le vicaire-général de Liège contraignit les dits curés et paroissiens à se conformer dorénavant à la coutume (2). Ces faits éta-

(1) « Singulis annis de eleemosinis sive redditibus ecclesie coram » investito de Hurle sine Hurn seu Hoesselt computationem et rationem » reddant de administratione sua super receptis et expensis » (*Registre*, n° 15, aux archives paroissiales de Hoesselt, fol. 78 v^o-79).

(2) « Constito nobis abundanter ecclesias locorum de Schalckoven, » Vliermael et Hern esse filiales matricis ecclesiae loci de Hoesselt, » quacum una cum aliis filialium ecclesiarum rectoribus, supplicationes

blissent à l'évidence les rapports de filiation existant entre l'église-mère de Hoesselt et les filiales à savoir : Vliermael, Hern, Althoesselt, Werm, Schalkhoven, Rommershoven et Beverst. Le curé de Hoesselt fit intimer le mandement du vicaire-général aux curés de toutes ces paroisses (1).

Les dîmes de la paroisse primitive de Hoesselt étaient perçues, nous l'avons dit, par le chapitre de Huy, conjointement avec le chapitre de Tongres.

Le chapitre de Tongres possédait une partie notable de la dime de Vliermael (2).

En l'année 1470, l'archidiacre de Hesbaye voulut contraindre le chapitre de Tongres à contribuer par moitié aux travaux de restauration du chœur et de la nef de l'église de Vliermael. Le chapitre de Tongres interjeta appel contre cette décision devant la Chambre apostolique du pape Sixte IV. Il soutint que la dépense devait être surtout supportée par la collégiale de Huy qui, percevant la majeure partie de la grande et de la petite dime était tenue, proportionnellement à cette

» seu processiones ad tiliam et in Rommershoven ab immemoriali tempore feriis 3^a et 4^a rogationum absque ullo scandalo aut irreverentia habuerunt, quod nobis etiam fide dignis testimoniis luculenter innouit, decretum nostrum de 29^a julii 1725 circumducimus, serio et in virtute sancte obedientie mandantes ecclesiarum prefatarum rectoribus quatenus processionem ab immemoriali tempore, ut prefertur, habitam a novo instituant. Datum Leodii 31^a januarii 1727. P. A. J. E. comes de Rougrave, vicarius generalis Leodiensis » (*Ibidem*, fol. 79).

(1) Le 15 mai 1727 ce mandement fut intimé à Gilles Smets, curé à Hern-Saint-Hubert, à Arnold Stockmans, curé à Vliermael, à André Driesen, curé à Schalkhoven, aux Révérends Boelen, Hollanders, Groels, curés de Rommershoven, Althoesselt et Werm.

(2) Voy. plus haut. Vliermael, Horn, Schalkhoven et Beverst, étaient terres lossaines. Vliermael a été le siège de la haute cour de justice du comté de Looz. Le 13 mai 1297, Adolphe, roi des Romains, chargea Jean de Cuyck, son parent, d'autoriser le comte de Looz à transférer à Looz le siège de la cour de Vliermael : « licet ab olim in villa sua *Flieder* » *mal* quam a nobis et imperio habet in feodum de septuaginta duabus villis circumpositis iudicium consueverit exerceri » (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. II, p. 534).

recette, au paiement de la portion congrue du curé, à la restauration du chœur et à la restauration de la grande nef dont l'entretien incombait au grand décimateur (1).

En 1392, la dîme de Vliermael appartenant au chapitre de Tongres, était donnée en location moyennant vingt-cinq muids et deux mesures de seigle et autant d'orge, vingt-six chapons, douze livres de cire, un muid de pois blancs et un muid de pois rouges (2).

En 1423 cette dîme rapportait au chapitre vingt-six muids de seigle et autant d'orge, un muid de pois blancs, un muid de pois rouges, vingt-six chapons, douze livres de cire et deux cents gerbes (3).

Des différends s'étant élevés entre les chapitres de Tongres et de Huy, le chapitre de Tongres ordonna, le 3 juin 1538, une première enquête d'où il résulta que le chapitre avait toujours été en possession de la dîme de terres situées « in Kerckvelt » (4).

Le 13 août 1596, les chanoines Charles Steinborch et Jean Capgea, délégués par le chapitre de Huy, proposèrent de faire examiner endéans les huit jours, par deux arbitres à nommer par les parties, le différend existant depuis de longues années entre les deux chapitres au sujet de la perception de la dîme de Vliermael. Le procès était alors pendant devant le tribunal des Vingt-Deux. Cette proposition fut acceptée par

(1) *Registre*, n° 5, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 9 et 9 v°. Sans date. Note marginale : 1470. Cf. *Chartrier manuscrit de Tongres*, t. II, fol. 130, mention : 1470. « Appellatio facta per capitulum » Tungrense contra capitulum Huyense de reparatione chori ecclesie » de Vlyermael. »

(2) *Registre*, n° 7, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 14 v°.

(3) *Registre*, n° 8, aux mêmes archives, fol. 27.

(4) *Registre*, n° 20, aux mêmes archives, *in fine*. Le chapitre de Tongres était représenté par Hubert Droeten, vice-écolâtre, Godefroid de Vivario, chanoine et Conrad Ouwerckx, syndic. Comparurent : Hubert Dries, Paul Dries et Guillaume Huevils *alias* Hermans, habitants de Vliermael.

le chapitre de Tongres et la poursuite fut interrompue (1).

L'accord n'intervint que le 13 juin 1597. Il fut conclu par Jean Capgea, doyen de Huy, et Jacques Urso, chanoine de Huy, et par Jean Pael, doyen de Tongres, et les chanoines Richard Theodorici et Jean Tillens. Il ressort de cet accord que le chapitre de Tongres a le droit de continuer à percevoir les dîmes de nombreuses terres, prés et fermes à Vliermael (2).

Le 22 février 1771 fut dressée une table des dîmes possédées par le chapitre de Tongres à Vliermael. Cette liste énumère non moins de cent cinquante-six bonniers, deux verges de terres arables et prés dont la dîme était perçue par le chapitre de Tongres.

Ajoutons que Vliermael-Roodt, dépendance de Vliermael, possédait une chapelle dédiée à saint Eloi. Cette chapelle n'avait *nec primum nec ultimum*. Le titulaire était nommé par le curé de Vliermael. Vliermael-Roodt fut érigé en paroisse en 1847.

(1) *Registre*, n° 15, aux mêmes archives, fol. 260. Cf. *Leodium*, 5^e année (1906), pp. 78-80. Déclaration au sujet des charges du grand décimateur émanée de Denis Scronx, chanoine de Notre-Dame à Tongres, doyen du concile de Tongres (mort le 1^{er} décembre 1590). Cette déclaration fut donnée en vue d'aplanir les difficultés auxquelles donnait lieu la restauration des églises de Gelinden et de Vliermael.

(2) *Registre*, n° 20, aux mêmes archives, *in fine*. Cet accord énumère six cent seize grandes verges de terre dont les dîmes avaient été contestées aux lieux-dits : « Kerckvelt, Cueckelberch, Merckelberch, 't Grootvelt, » indie Loo, Dielverbeeck, die Boenschoers, Enckelberg, Haldenborn, » Cleen Masdal, Looput, Overbeeck, etc. »

Un registre paroissial de Vliermael écrit par le curé Aerts (1687), nous apprend (fol. 47) que l'archidiacre de Liverloo contraignit en 1680 le chapitre de Huy à réparer la nef, le chœur, la fenêtre du chevet et la cloche banale; en 1687, le même archidiacre força le chapitre, par voie de saisie de dîmes, à placer un nouvel autel, à fournir divers ornements et un nouveau calice (*L'Asses* de Notre-Dame à Tongres. Extraits du registre aux revenus des bénéfices de Notre-Dame et de Saint-Nicolas, unis à la cure de Vliermael (1687).

PAROISSE PRIMITIVE DE FREEREN.

La paroisse primitive de Freeren était très étendue. Son église dédiée à saint Médard, évêque de Noyon (457-545), dont le culte était très répandu à l'époque mérovingienne, est l'église-mère de Nederheim, Heur-le-Tiexhe, Wihogne et Paifve.

Le fait que ces églises ne formaient primitivement qu'une seule paroisse, ressort à l'évidence d'un accord conclu le 26 janvier 1391, entre le curé de Freeren et le chapitre de Tongres au sujet des oblations faites par les paroissiens des dits villages lors des processions des bancroix, le vendredi après la Pentecôte. Du produit de ces offrandes faites en la collégiale de Tongres, le curé de Freeren percevait 6 deniers, les desservants des chapelles 3 deniers, le marguillier de Freeren 2, le sonneur 1, ainsi que le porteur d'eau bénite (1).

Les églises filiales sont énumérées dans l'ordre suivant : « Nederheym, Wyhoigne, Peveez et Odera (2). »

L'église de *Nederheim* est dédiée à saint Servais (3); celle de *Wihogne* (en flamand Neudorp) à Notre-Dame; celle de *Paifve* à saint Jean-Baptiste; celle de *Heur-le-Tiexhe* (Ora, Odera Teutonica, en flamand Dietsch-Heur, par opposition à Heure-le-Romain) à saint Cunibert, saint qu'on dit originaire de la Tongrie (VI^e siècle) (4).

(1) *Cartulaire de Tongres*, n° 284 (Cf. notre étude, *Les antiques processions des croix banales à Tongres*, dans *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XXI, pp. 180-181).

(2) Il existe aussi à Freeren une chapelle de Notre-Dame des Douleurs, construite en 1669 par Walter de Sélys (cf. *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XV, p. 77 en note; *Registre*, n° 14, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 196; *Registre aux baptêmes de Glons*, n° 3 (1666-1712), fol. 57-58, contenant la relation de miracles opérés dans cette chapelle).

(3) On a découvert récemment dans une prairie les substructions de l'oratoire primitif.

(4) *Acta Sanctorum Belgii*, t. II, p. 208.

Le chapitre de Sainte-Croix à Liège avait le *patronat* de l'église de Freeren. Cette église a fait partie de la dotation primitive du chapitre de Sainte-Croix fondé par l'évêque Notger (972-1008). L'évêque pourvut à la dotation des canonicats de cette collégiale et leur assigna, entre autres revenus, les églises de Freeren et de Fize-le-Marsal.

Un diplôme de l'empereur Henri II, en date du 5 avril 1005, confirma ces donations : « *ecclesias duas unam in villa de Freres et alteram in villa Fies cum quin- que mansis ad eandem ecclesiam pertinentibus* (1). »

En l'année 1141, l'évêque Albéron II confirma le chapitre de Sainte-Croix en la possession du *patronat* de l'église de Freeren (2). En l'année 1188, Ludolphe, archidiacre de Hesbaye, ratifia la nomination du chanoine Lambert, comme curé de Freeren (3) et, en 1200, le même archidiacre, autorisa l'incorporation de l'église de Freeren au chapitre de Sainte-Croix, qui eut dès lors le *patronat* et le *personat* de l'église de Freeren (4). Par le fait même, le chapitre percevait tous les reve-

(1) KURTH, *Notger*, t. II, p. 84.

(2) Actum anno ab incarnatione domini M^oCXLI. primo : « antiquam » decimationem parrochie de Freres et decime infra eundem terminum... » renovari (concedi). » (*Grand Cartulaire de Sainte-Croix*, aux Archives de l'État à Liège, fol. 19 v^o).

(3) « Lydolphus, Dei gratia Leodiensis archidiaconus... Rectorum » canonicum S. Crucis de cura ecclesie in Fies, Lambertum vero eor- » fratrem epus de cura ecclesie in Freres nomine totius capituli honorifi- » cimus » (*Ibidem*, fol. 104 v^o). Voy. Fize-le-Marsal.

(4) « Actum Leodiis ante ab incarnatione domini M^oCC^o indictione 3^a. » Lydolphus, Dei gratia Leodiensis archidiaconus... providemus quod » ab antecessore nostro Rectoribus quondam archidiaconis canonice » S. Crucis supra ecclesie de Fies indultum est, ad omnia felicia exor- » tationis Rotholdi Leodiensis episcopi, Philippi Coloniensis archiepi- » scopi, Celestini et Clementis et Celestini romanorum pontificum aposto- » licorum, item eis de ecclesia in Freres, iunctis parochia, redditibus, » aliis emolumentis que episcopo, archidiacono et concilio decanatus, sine » participatione ab antiquo de personatibus et redditibus missis ecclesie de » cetero possident » (*Ibidem*, fol. 20).

nus de l'église de Freeren et désignait un de ses chanoines comme curé nominal se faisant remplacer par un vicaire perpétuel. Le 15 février 1243, l'évêque Robert de Thourotte fixa la part congrue assignée aux vicaires perpétuels de Freeren et de Fize-le-Marsal à 10 marcs liégeois (1).

En vertu de ces donations, le chapitre de Sainte-Croix prélevait, dès le X^e ou XI^e siècle, la majeure partie de la dîme de toute la paroisse de Freeren. Néanmoins le chapitre de Tongres a toujours conservé la dîme de certaines terres situées tant à Freeren qu'à Heur-le-Tiexhe.

En l'année 1390, cette dîme rapportait quarante-quatre muids d'épeautre, vingt-cinq chapons, huit livres de cire (2). En l'année 1432, cette dîme fut donnée en location moyennant quarante-sept muids d'épeautre, vingt-cinq chapons et huit livres de cire, un muid de pois, un muid de navette et vingt bottes de paille (3).

Des différends s'étant élevés entre le chapitre de Tongres et celui de Sainte-Croix, au sujet de la perception de la dîme de prés situés entre Tongres et Bloir d'un côté et Freeren et Nederheim de l'autre, aux lieux-dits Eerdenbrugge et Scherpenberg, les arbitres Jacques de Huy, chanoine-chantre de Notre-Dame à Tongres, et Mathias de Potthem de Lewis rendirent, le 23 juin 1364, une sentence arbitrale qui mit fin à ces conflits (4).

(1) « Datum anno domini millesimo CC^o quadragesimo secundo dominica qua cantatur *Exurge*. Robertus Dei gratia Leodiensis episcopus... (noverit universitas vestra) quod nos delectis in Christo filiis decano et capitulo Sancte Crucis in Leodio licentiam concessimus in ecclesiis suis de *Fies* et de *Freris* instituendi investitos perpetuos qui dictarum ecclesiarum curas habeant animarum, quolibet eorum in ecclesia sua *decem marchas* leodienses annuatim percepturo » (*Ibidem*, fol. 20 et 105 v^o; cf. *Bulletin de la Société d'art et d'histoire*, t. XV, p. 102).

(2) *Registre*, n^o 7, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 16 v^o.

(3) *Registre*, n^o 8, aux mêmes archives, fol. 29.

(4) *Cartulaire de Tongres*, n^o 205.

Un semblable accord étant déjà intervenu, le 16 septembre 1289, entre le chapitre de Sainte-Croix, décimateur de Freeren, et le monastère de Borcette, décimateur de Russon, au sujet de la dime contestée de terres entre Freeren, Heur et Russon (1).

* * *

L'acte le plus important pour l'histoire paroissiale de Heur-le-Tiexhe est une charte de maître Marcuald, archidiacre de Hesbaye, en date du 29 avril 1258, par laquelle cet archidiacre décide que l'église de Heur-le-Tiexhe, filiale de Freeren, aura désormais son recteur propre, dont la présentation appartiendra au chapitre de Sainte-Croix à Liège sur la proposition des habitants. L'archidiacre fixe les droits respectifs du recteur et du curé de l'église-mère et la compétence du desservant (2). Le 23 avril 1312, Perceval de Carreto, archidiacre de Hesbaye, pourvut pour la première fois, à la vacance de la chapellenie d'Heur-le-Tiexhe, vacante par la résignation du titulaire (3).

L'église de Heur-le-Tiexhe, filiale de Freeren, n'a jamais eu le privilège d'église baptismale. Les nouveaux-nés des quatre églises filiales étaient baptisés à Freeren. Toutefois les fonts-baptismaux de Heur-le-Tiexhe sont des plus intéressants. Le monument est

(1) QUIX, *Geschichte der ehemaligen Reichsabtei Burtscheid*, p. 291. Voy. Russon.

(2) *Cartulaire de Sainte-Croix*, aux Archives de l'Etat à Liège, fol. 21. Nous avons publié cette charte (*Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XXIII, pp. 267-268).

(3) « Perchevallus de Carreto, Dei gratia Leodiensis archydiaconus... » quod cum Bertrandus rector capelle de Eure teuthonica, causa permutationis faciende de dicta capella ad matriculariam ecclesie de Freris, » dictam capellam in manus nostras resignasset, homines dicte ville de » Eure et etiam tota communitas ejusdem asserentes se jus habere in » presentando ad dictam capellam de Eure... elegerunt... Datum anno » domini M^oCCC^o duodecim dominica qua cantatur *Cantate* » (*Cartulaire de Sainte-Croix*, aux Archives de l'Etat à Liège, fol. 21 et 105).

d'une seule pièce en pierre poreuse de nuance jaune-brune. Il a 80 centimètres de hauteur. La cuve est taillée en forme semi-circulaire et a un diamètre de 40 centimètres. L'orifice est hexagone et a une profondeur de 18 centimètres. Dans la partie la plus large, l'ouverture mesure 30 centimètres et 15 dans la partie la plus étroite. Comme l'a déjà fait remarquer en 1869, M. le doyen Reinartz, ce monument a servi jadis de bénitier (1).

Mais ce bénitier a ceci de particulier qu'il a été taillé, au XII^e siècle, dans un cippe ou autel romain, dont deux faces sont restées assez intactes pour permettre une étude plus approfondie. L'une d'elles présente une aigle enserrant un foudre; l'autre une guirlande enrubannée soutenant un masque tragique de grande et belle facture; sous la guirlande un objet qui ressemble à une corne d'abondance (2).

* * *

Les fonts-baptismaux de Freeren, actuellement hors d'usage et relégués sous la tour de l'église, sont remarquables. Ils appartiennent à l'époque romane secondaire et semblent dater de la fin du XII^e siècle. La cuve dont l'orifice a 60 centimètres de diamètre, est carrée et ornée, aux quatre coins, de mascarons aux têtes fantastiques. Les côtés ont 68 centimètres de largeur.

(1) *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XIV (1878), p. cl. « Voici ce qui prouve que cette pierre a servi jadis de » bénitier : 1^o l'absence de toute clôture et de tout vestige de clôture requise ; 2^o la petite dimension de la concavité de la cuve ; 3^o la forme de » la partie retaillée qui ressemble aux bénitiers mobiles, placés à l'entrée » de quelques églises. Celle de Freeren, ancienne église-mère d'Heur, en » possède deux en forme de colonnes circulaires ornées de moulures. »

(2) *Rapports présentés à l'assemblée générale de la Commission royale des monuments*, le 16 octobre 1899. *Compte rendu*, pp. 65-66. Rapport de M. l'abbé Daniels (Cf. *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XXIV, p. 361).

La cuve baptismale repose sur un fût cylindrique mesurant 32 centimètres en hauteur. Ce fût repose sur une base bombée dont les côtés ont 60 centimètres de largeur. Cette base a une hauteur de 20 centimètres. Le tout mesure 80 centimètres en hauteur (1).

* * *

Freeren et Heur ont toujours été terres liégeoises faisant partie de la franchise de Tongres. *Freres* est déjà mentionné au nombre des possessions de l'église de Liège dans la bulle du pape Andrien IV du 21 juillet 1155, à côté de « Alleke et Hurle » (2).

Le 5 février 1079, Henri de Verdun, évêque de Liège, céda à la comtesse Ermengarde l'usufruit d'une *curtis indominicata* sise à « Freires (3) ».

(1) Ces fonts ont été signalés au Comité provincial des monuments le 23 juillet 1869 (*Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XIV, pp. cxx-cxxi).

Près des soubassements de la tour on a découvert, il y a quelques années, des substructions de l'église romane primitive. Les travaux de nivellement ont mis à nu des bases de piliers parfaitement intactes. Une base octogone de bénitier, haute de 35 centimètres, large de 41, se trouve à l'avant-cour du presbytère. En dessous du chemin qui conduit à l'église, du côté gauche, contre le presbytère, se trouvent enfouis des clefs et nervures de voûte de grande dimension. L'église actuelle est bâtie sur les ruines de l'église romane.

L'église actuelle de Freeren date de la fin du xviii^e siècle et a été bâtie par le chapitre de Sainte-Croix. On lit l'inscription suivante au-dessus des portes d'entrée :

Insigne capitulum S. Crucis Leodii hoc templum reedificabat
M.D.CC.LXXIX domino Barone de Haxhe et domino de Jamar
de Monfort praefati capituli respective praeposito et decano amodo
dignissimis.

Cette église possède un lutrin superbe (dinanderie) et une croix romane en cuivre (0,50 × 0,36).

(2) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 75.

(3) *Ibidem*, t. I, p. 41. Les dix canonicats de Saint-Materne ou petites prébendes fondées en la cathédrale de Liège, possédaient des biens à Freeren (*Freres*). Il en est fait mention en 1200 et en 1203 (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, pp. 122-137).

En mai 1196, l'empereur Henri VI donne à l'église de Liège son bien

Au XIII^e siècle, les ducs de Brabant s'emparèrent de l'avouerie de Freeren. Henri, roi des Romains, dans une charte adressée à l'archevêque de Cologne, en date du 3 mai 1256, déclare que le duc de Brabant possède injustement l'avouerie de Freeren : « H. dux » Brabantie advocatiam de Freren contra jus possidet (1). »

Tandis que Freeren, Heur et Wihogne faisaient partie de la principauté et suivaient les lois et coutumes de Liège (2), les villages de Nederheim et Paifve étaient terres brabançonnnes (3).

Nederheim et Paifve formaient, avec Russon, une seigneurie ayant une cour féodale comtale établie au château de Hamal sous Russon. Cette seigneurie était appelée anciennement la seigneurie *del Petite steer* (4).

PAROISSE PRIMITIVE DE VECHMAEL.

De même que l'église de Freeren fut donnée au chapitre de Sainte-Croix à Liège par Notger (972-1008), de même que celle de Hoesselt fut donnée au chapitre de

de Freeren, « *predium nostrum de Freris*, » devant servir à la dotation de deux bénéfices fondés en la cathédrale de Saint-Lambert (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, pp. 118 et 178, charte du 26 juillet 1215).

Cette donation fut confirmée par Henri, roi des Romains, le 12 mai 1222 et le 23 septembre suivant (*Ibidem*, t. I, pp. 199 et 200).

(1) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. II, p. 89.

(2) DE RYCKEL, *Les communes de la province de Liège*, p. 634.

(3) Une charte de Jean, duc de Brabant, du 11 novembre 1293 (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. II, p. 512), mentionne « *villam de Nederheim in parochia de Freres* ».

Nederheim, Paifve et Russon étaient *terres de rédemption* et se rachetaient de tout impôt quelconque en payant un abonnement fixe et annuel aux Provinces-Unies. Nederheim payait de ce chef une taxe de 400 florins ; Russon une taxe de 888 florins.

(4) DE CORSWAREM, *Mémoire historique sur les anciennes limites et circonscriptions de la province de Limbourg*, p. 355. Cette seigneurie fut acquise en 1726 par les enfants de Conrard van der Heyden de Blisia. Le 21 février 1750, Paifve et Nederheim, détachés de Russon, furent vendus à Jean-Libert Vaes, de Scherpenberg.

Huy par Théoduin (1066), les églises de Millen et de Vechmael (1) furent données par Eracle (959-971) au chapitre de Saint-Martin à Liège (2).

En raison de cette circonstance, nous ne pourrions, à première vue, tirer un argument concluant en faveur de l'ancienneté de l'église de Vechmael du fait que celle-ci fut dédiée à saint Martin. Il n'est pas rare, en effet, que les abbayes ou chapitres aient doté leur domaine d'un sanctuaire consacré à leur saint titulaire. C'est ainsi que nombre d'églises fondées par les abbayes de Corbie en Picardie, de Saint-Denis près de Paris, de Saint-Remi à Reims, de Saint-Trond, de Stavelot ont été dédiées aux patrons respectifs de ces abbayes : saints Pierre, Denis, Remi, Trudon, Remacle.

Mais ici un autre cas se présente : l'église était fondée et jouissait d'une existence distincte et autonome quand elle fut donnée, par l'évêque de Liège, au chapitre collégial de Saint-Martin.

Le *dominium* du chapitre de Saint-Martin à Vechmael comprenait, outre l'église, de nombreuses terres. Un des chanoines veillait à l'administration de ces biens et rentes et en percevait les revenus (*obedientiam*) qui formaient la dotation de sa prébende.

En 1092, sous l'épiscopat d'Otbert (1091-1118), Lambert de Tidebeeke, avoué de l'église Saint-Martin à Liège, prétendit pouvoir lever des impositions et tenir des plaids généraux à Vechmael (*Fesmala*). Il fut décidé en synode que l'avoué n'avait aucun de ces droits et qu'il ne pouvait les y exercer qu'à la demande et sous la direction d'Oddon, doyen de Saint-Martin, qui avait acquis l'*obédience* de Vechmael (3).

(1) *Fesmale, Female, Fimale, Fiemael*.

(2) Le chapitre de Saint-Martin à Liège fut fondé par Eracle en 963 (Cf. MIRÆUS, *Opera diplomatica*, t. III, p. 294; ERNST, *Histoire du Limbourg*, t. VI, pp. 94-95).

(3) SCHOONBROODT, *Inventaire des chartes de Saint-Martin*, n° 2.

L'église de Vechmael (*Femmale*) est citée en 1181 parmi les biens attachés à la prévôté de Saint-Martin (1).

Le chapitre de Saint-Martin se plaignit, au commencement du XIII^e siècle, de l'insuffisance de la dotation de ses prébendes canoniales et de l'exiguïté de ses ressources. L'évêque de Liège et l'archevêque de Cologne, pour permettre au chapitre de Saint-Martin de subvenir à ses nombreuses nécessités, unirent à la mense capitulaire, entre autres biens, l'église de Vechmael qu'ils incorporèrent au chapitre.

Le pape Honorius III confirma l'incorporation de l'église de Vechmael (*Femala*) au chapitre de Saint-Martin, le 16 mai 1222 (2). Depuis cette époque, le chapitre de Saint-Martin, en possession du *patronat* et du *personat* de l'église de Vechmael, la fit desservir par un vicaire perpétuel, auquel il assurait la portion congrue ou pension assignée sur les revenus de l'église (3).

(1) SCHOONBROODT, *Inventaire des chartes de Saint-Martin*, n° 8.

(2) *Ibidem*, n° 19; MIRÆUS, *Opera diplomatica*, t. III, p. 385.

(3) L'église de Millen, située non loin de Tongres, mais dans le concile de Maestricht, fut aussi incorporée au chapitre de Saint-Martin.

L'église de Millen est dédiée à saint Etienne. Il y a là une présomption sérieuse en faveur de l'ancienneté de cette église. Millen est d'ailleurs très avantageusement situé à proximité de la chaussée romaine de Tongres à Cologne, au milieu d'une campagne des plus fertiles.

De même que l'église de Vechmael, l'église de Millen fit partie de la dotation du chapitre de Saint-Martin.

Une partie de la dîme de Millen appartenait en 1221 à Daniel de Fouron, qui céda ce droit à l'église Saint-Martin. Hugues de Pierrepont confirma cette cession (SCHOONBROODT, *op. cit.*, n° 18).

La cure de Millen étant venue à vaquer en 1263 par la mort du titulaire, Marcuald, archidiacre de Hesbaye, donne l'investiture canonique à Robin de Millen qui lui a été présenté par le chapitre de Saint-Martin, collateur de la dite église. L'archidiacre approuve l'incorporation de l'église de Millen au chapitre de Saint-Martin autorisée par l'évêque de Liège et par l'archevêque de Cologne et fixe la part congrue du curé. Cet acte est du 2 octobre 1263. Nous l'avons publié *in extenso* (*Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XXIII, pp. 280-281; cf. SCHOONBROODT, *op. cit.*, n° 77, p. 22; cf. n° 8, 18, 77, 134, 151, 154, 161, 166, 175, 243, 252, 254, 263, 290, 297, 298, 299 et 300).

Les fonts-baptismaux de l'église de Millen sont, en tous points, re-



La collégiale Saint-Martin, à Liège, percevait la presque totalité des dîmes de la paroisse de Vechmael, y compris Horpmael et Horn-Saint-Pierre. Certaine partie de la dime de Vechmael appartenait, au commencement du XII^e siècle, à un nommé Walter, lequel céda ce droit à l'abbaye de Stavelot. En l'année 1138, l'abbé Wibald, du consentement des religieux, rétrocéda cette dime au chapitre de Saint-Martin, moyennant une rente annuelle de 2 deniers (1).

Les dîmes du chapitre de Saint-Martin à Vechmael furent données en location le 18 juillet 1334, à Walter ou Gautier, curé de Vechmael et à Gilles, fils du chevalier Gautier de Hinnisdael, moyennant un fermage annuel de deux cent vingt muids d'épeautre et de dix livres de cire, outre les charges qui grevaient les dîmes (2).

Bien que le chapitre de Saint-Martin possédât, dès le X^e siècle, la dime de Vechmael, néanmoins le chapitre de Tongres n'a cessé de prélever une partie de la dime de cette paroisse, notamment la dime de sep-

marquables. Ils paraissent remonter au commencement du XIII^e siècle. Le monument, en pierre bleue, a une hauteur totale de 1 mètre 08. La cuve, octogonale à l'extérieur et ovale à l'intérieur, est de forme gracieuse et très évasée. Elle a 1 mètre 30 de diamètre. Le rebord de la cuve baptismale est orné d'une corniche mesurant dans ses parties les plus larges 20 centimètres. Une moulure en boudin termine la partie inférieure de la corniche. Celle-ci est entrecoupée de quatre mascarons à têtes humaines. La cuve repose sur un fût octogonal haut de 30 centimètres. Le fût repose sur un pied carré à la base et large de 44 centimètres. Le couvercle moderne (1864) dépare le monument (Cf. *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XIV, p. cxLvi. Séance du Comité provincial des monuments du 10 décembre 1869).

(1) SCHOONBROODT, *op. cit.*, n° 3. Ce Walter était probablement le même que « Walterus cognomento teutonicus vir ingenuus », qui fit des legs à l'abbaye de Saint-Jacques à Liège avant 1136 (Cf. ERNST, *Histoire du Limbourg*, t. VI, p. 130; DARIS, *Notices*, t. VI, pp. 90-91).

(2) SCHOONBROODT, *op. cit.*, n° 196; cf. *Ibidem*, nos 2, 3, 8, 19, 173, 196, 197, 248, 281, 349 et 431.

tante-cinq bonniers de terre situés tant à Vechmael même qu'entre Vechmael d'un côté, Hex, Horpmael, Manshoven, Horn-Saint-Pierre et Lowaige de l'autre (1).

Nous avons déjà observé un fait analogue pour d'autres paroisses anciennes voisines de Tongres. Ce fait semble bien indiquer que, dans le principe, l'église de Vechmael a fait partie de la paroisse primitive de Tongres et que l'église-mère de Tongres a été continuée dans la jouissance d'une partie des dîmes de la paroisse de Vechmael, après que celle-ci eût été démembrée et érigée en paroisse distincte.

Cette explication est surtout plausible si l'on place le fait de l'érection de l'église Saint-Martin à Vechmael en paroisse distincte et autonome vers la fin du VIII^e siècle. A cette époque, les oblations des fidèles, de livres et arbitraires qu'elles étaient, devenaient régulières et obligatoires. L'obligation de payer la dîme, qui n'existait qu'en vertu de la coutume, fut sanctionnée par la loi ecclésiastique et la loi civile. Charlemagne, par son capitulaire de 799, prescrivit à tous ses sujets de payer la dîme (2).

L'indivisibilité de la dîme des églises-mères fut consacrée par les capitulaires de 813 et 818 (3) et les démembrements opérés dans la suite conservèrent à l'ancienne église paroissiale la totalité de ses dîmes. Là où le démembrement est plus ancien et remonte par conséquent à une époque où la perception régulière de la dîme n'était point encore arrêtée ni les délimitations

(1) *Registre*, n° 57, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 116-118 (XV^e siècle) : « Dit sijn de lande des theenden sijn onser liever vrouwen » tot Tongeren, te Vechmael, te Horpaele, te Mansoven, etc. »

(2) *Capitularia regum francorum*, t. I, p. 48 « De decimis. Ut unusquisque suam decimam donet atque per jussionem pontificis dispensetur. »

(3) « Ut ecclesiae antiquitus constitutae nec decima nec alia ulla possessione priventur ita ut novis tribuatur ecclesiis » (*Ibidem*, p. 173).

paroissiales nettement tracées (1), l'église-mère ne resta en possession que d'une certaine partie des oblations ou dîmes de la paroisse démembrée.

Le démembrement des églises de Hoesselt, Freeren, Vechmael est antérieur à 813-818. C'est pourquoi l'église-mère de Tongres ne fut point maintenue en possession de la totalité de la dîme de ces paroisses; elle ne put en conserver qu'une certaine partie.

* * *

Le chapitre de Saint-Martin avait aussi la collation de l'église de Horpmael (*Horpael*). Il est déjà fait mention du droit de patronage du chapitre de Saint-Martin sur cette église, dans une charte de 1181, énumérant les droits attachés à la prévôté de Saint-Martin (2).

L'église de Horpmael est dédiée à saint Lambert (3). La dîme de Horpmael, indivise de celle de Vechmael, appartenait au chapitre de Saint-Martin, sauf une partie possédée par le chapitre de Tongres, comme nous l'avons déjà fait remarquer. Au commencement du XIII^e siècle, les deux tiers de la dîme de Horpmael et les rentes qui se payaient à la cour censale du chapitre de Saint-Martin, établie à Horpmael, furent attribués au chanoine-coste de Saint-Martin, en compensation de la fourniture du luminaire et autres charges qui lui incombaient, mais ces revenus firent retour au chapitre

(1) Le capitulaire, conservé dans le recueil d'Anségise, porte : « Ut » terminum habeat unaquaque ecclesia de quibus villis decimam recipiat » (*Capitularia regum francorum*, t. I, p. 178).

(2) SCHOONBROODT, *op. cit.*, n° 8; DARIS, *Notices*, t. VI, p. 69.

(3) Des fonts-baptismaux, paraissant remonter au commencement du XIII^e siècle, se trouvaient, avant 1864, dans l'église de Horpmael. Fendus et hors d'usage, ils furent placés chez un particulier et servaient en 1905 d'abreuvoir. Acquis par un antiquaire, ils ont été vendus en mai 1906 à l'administration des Musées royaux du Cinquantenaire à Bruxelles (cf. *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XIII, p. 275. Séance du Comité provincial des monuments du 27 novembre 1864).

à la suite d'un contrat conclu avec le chanoine-coste au mois de juin 1230 (1).

Le chapitre de Saint-Martin, auquel l'église de Vechmael venait d'être incorporée (1222), faisait desservir l'église de Horpmael par un vicaire perpétuel. Au mois de mai 1231, l'évêque Jean d'Eppes fixa la compétence de ce vicaire perpétuel à 8 marcs liégeois et six muids d'épeautre ; le reste des revenus des églises de Vechmael et de Horpmael était affecté aux distributions quotidiennes à faire aux chanoines (2).

Une chapelle dépendante de Vechmael avait été fondée, avant 1296, dans le hameau de *Horn*. Elle était dédiée à saint Pierre. Le vicaire perpétuel de Vechmael, qui était, en 1321, Pierre dit de Cortis, réclama une augmentation de sa portion congrue ainsi que le droit de collation de la quarte-chapelle de Horn (3). Son successeur, Godefroid de Lewis, déclara, le 25 septembre 1334, qu'il se contenterait du traitement dont avaient joui ses prédécesseurs et qu'il ne réclamerait pas le droit de patronage sur l'église de Horn (4). Le chapitre de Saint-Martin, titulaire perpétuel de l'église de Vechmael, garda le droit de collation de la chapelle de Horn jusqu'au xv^e siècle, époque où il finit par céder ce droit au vicaire perpétuel de Vechmael.

Vechmael et Horpmael étaient communes lossaines, ressortissant en appel à la cour supérieure de justice de Vliermael qui donnait la recharge à leurs échevins. La seigneurie de Horn-Saint-Pierre et les cours des tenants de Horn et de Hinnisdael, sur le territoire de Vechmael, étaient de nature lossaine. A Vechmael, le patronage laïque ne se substitua point au chapitre de Saint-Martin. Mais les comtes de Looz et leurs vas-

(1) SCHOONBROODT, *op. cit.*, n° 32.

(2) *Ibidem*, nos 33 et 37.

(3) *Ibidem*, n° 173.

(4) *Ibidem*, n° 197.

saux, en vertu de l'évolution du droit de patronage, finirent par s'approprier diverses autres églises créées dans des fiefs lossains et qui n'appartenaient pas à quelque grande institution ecclésiastique. Les églises de Hex, Overrepen, Membruggen et Genoels-Elderen furent dans ce cas.

ÉGLISES ÉRIGÉES, A L'ÉPOQUE FÉODALE, EN TERRE LOSSAINE.

Il nous reste à examiner quatre paroisses voisines de Tongres de création plus récente : Hex, Overrepen, Membruggen et Genoels-Elderen.

Le territoire de ces paroisses relevait, à l'origine, de la juridiction spirituelle de l'église de Tongres. Les églises de ces localités furent fondées et dotées, dans des fiefs lossains, par les comtes de Looz ou leurs vassaux et, comme pour toutes les églises privées, le patronage exercé sur elles par le seigneur se changea en véritable propriété.

Le chapitre de Tongres ne conserva, dans le territoire de ces paroisses, que quelques dîmes insignifiantes. Les revenus des églises, les dîmes furent détournées de leur destination primitive au profit du seigneur laïque. Cette appropriation était la conséquence naturelle du droit de propriété. Le patron ecclésiastique qui succéda, dans les trois premières paroisses, au patron laïque, ne changea en rien cet état de choses. Les biens-fonds, dîmes et autres revenus de la cure, furent incorporés au monastère, à charge de faire desservir la paroisse par un prêtre auquel le couvent assignait un traitement (*pars congrua*) pris sur les revenus de l'église. La communauté restait curé habituel ou titulaire, percevait les revenus de la cure et se faisait remplacer par un vicaire perpétuel.

Pour le temporel, Hex, Overrepen, Membruggen et Genoels-Elderen étaient communes lossaines, res-

sortissant en appel et demandant la recharge à la haute cour de Vliermael, sauf Overrepen qui ressortissait en appel à la cour extérieure de Bilsen (1).

Sur le territoire de la commune d'Overrepen se trouvent les ruines du château-fort de Colmont, l'une des plus anciennes forteresses du comté de Looz.

HEX.

Le prévôt du chapitre collégial de Tongres possédait à Hex des biens, dîmes et rentes faisant partie de la dotation de la prévôté.

Le prévôt Rodolphe de Neumagen céda, en l'année 1215, tous ces revenus, « obedientiam de Hexe », au chapitre de Tongres (2).

Le territoire de Hex était une propriété allodiale du comte de Looz. En l'année 1174, la comtesse Agnès, veuve de Louis I^{er} (1145-1171), dota l'hôpital de Grathem de son alleu de Hex et le donna à l'abbaye de Villers, à condition que l'abbé Ulric fit desservir le dit hôpital par les religieux de son ordre (3). Mais cet emplacement de Grathem ne convenant point aux religieux cisterciens, la comtesse Agnès les établit dans son alleu de Hex, « in allodio de Herxe (4), » où ils construisirent la ferme de Munckhof (*Monnickenhof*). L'abbaye de Villers reçut en même temps la propriété de l'alleu de Hex (5).

(1) DE CORSWAREM, *op. cit.*, pp. 333 et 350.

(2) *Cartulaire de Tongres*, nos 17 et 24.

(3) E. DE MOREAU, *Chartes de l'abbaye de Villers (XII^e siècle, n° 11, p. 22* ; cf. ROBYNS, *Diplomata Lossensia*, apud MANTELIUS, *Historia Lossensis*, pp. 22 et 25 ; DARIS, *Histoire de Looz*, t. II, pp. 2 et 3 des documents historiques.

(4) E. DE MOREAU, *op. cit.*, n° 12, p. 23. Original aux Archives de l'Etat à Hasselt, n° 403 ancien ; DARIS, *Histoire de Looz*, t. II, p. 3 des documents historiques.

(5) La bulle d'Alexandre III du 23 décembre 1177, énumère au nombre des possessions de l'abbaye : « allodium de Exse. » E. DE MOREAU, *op. cit.*, n° 17, p. 31 ; la bulle du 20 novembre 1180 : « grangiam de Hecse

L'abbaye de Villers possédait le droit de collation de l'église élevée dans le domaine allodial de Hex et la majeure partie des dîmes de Hex (1).

Le 8 janvier 1230 (n. st.) Giselbert, doyen du concile de Tongres, rendit une sentence au sujet des dîmes à payer à l'abbaye de Villers tant dans la paroisse de Hex que dans celle de Diepenbeek (2).

Le chapitre de Tongres était en possession de la dime de certaines terres sises à Hex. Le 24 juin 1282, le chapitre fit faire le relevé de toutes les terres comprises dans sa décimation. Cette liste comprend une série de trente-neuf bonniers, trois verges de terre situés tant à Hex : « in Hex », qu'entre Hex et Munckhof : « inter villam de Hex et curtem monachorum », entre

» cum omnibus pertinentiis. » *Ibidem*, p. 46; la bulle de Célestin III du 4 mars 1193 : « allodium de Exse. » *Ibidem*, p. 64. Cf. convention conclue entre le chapitre de Looz et l'abbaye de Villers, touchant les anniversaires du comte Louis et de son épouse, à célébrer en la chapelle de Grathem (E. DE MOREAU, *op. cit.*, p. 48; DARIS, *Histoire de Looz*, t. II, p. 6 des documents historiques; ROBYNS, *Diplomata Lossensia*, p. 26, n° 22). L'original de cette charte repose aux Archives de l'Etat à Hasselt. *Fonds du chapitre de Looz*, n° 2 et *Cartulaire*, t. I, fol. 31 v°. Le document émane de l'abbé Ulric, « frater Ulricus, abbas de Villari » (1176-1181). Les témoins sont : « Henricus, prepositus de Wido, Hermannus, decanus de Los, Jordanus, Tungrensis decanus, magister Herimannus, Rainerus parrochianus, Wedericus de Aleche, Wedericus de Berenges, Arnulfus de Tuyn, Nicholaus de Sanseroi, Engrannus longus. »

(1) Les revenus perçus par l'abbaye de Villers, en son domaine de Hex, étaient considérables (Cf. E. DE MOREAU et J.-B. GOETSTOUWERS, *Le polyptique de l'abbaye de Villers*, 1272, dans *Analectes*, 3^e série, t. III, pp. 148, 149 et 150).

Dans les livres des revenus de l'abbaye de Villers, 1504, 1512 et 1516 (nos 3872 et 3873, aux Archives générales du Royaume), nous lisons que Denis de Hinnisdaele, censier de Hex, payait en 1504 et 1512, 49 livres et 10 sous et, en 1514, 52 livres, 17 sous, 6 deniers.

(2) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 258. Cette charte fut confirmée, le même jour, par J., vice-archidiacre de Hesbaye. Les curés de Looz, Gelinden, Kemexhe, Genck et Heers figurent comme témoins. Simon, curé de Hex, est cité en 1244 « Simon investitus de Hex, decanus » concilii Tungrensis » (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 463).

Hex et Sassenbroeck : « in campo versus Zassenbruch », entre Hex et Horpmael : « in campo versus Horpale » qua ducitur versus Orle » (Oreye) (1).

La dîme que possédait le chapitre de Tongres dans la paroisse de Hex fut donnée en location en 1396, moyennant cinq muids et cinq mesures de seigle et autant d'orge, sept chapons, huit livres de cire, un muid de pois, quatre mesures de navette et yingt bottes de paille (2).

En l'année 1582, l'abbaye de Villers céda son droit de patronage sur l'église de Villers ainsi que la ferme de Munckhof et toutes ses propriétés de Hex, au chapitre cathédral de Liège, en échange de biens que la cathédrale possédait à Mont-Saint-André et dans les environs (3).

A partir de cette époque, le chapitre cathédral fut patron et décimateur de la paroisse, en même temps que seigneur allodial de Hex (4).

L'église de Hex est placée sous l'invocation de l'Assomption de la Sainte Vierge et a pour patronne secondaire sainte Aldegonde (5).

OVERREPEN.

L'église d'Overrepen, dédiée à saint Laurent, était située en terre lossaine, non loin de l'alleu cédé, en 1154, par Conon de Repen à l'évêque de Liège. Cette église, devenue la propriété d'un vassal du comte de

(1) *Cartulaire de Tongres*, n° 118.

(2) *Registre*, n° 7, aux archives de l'église Notre-Dame à Tongres, fol. 11 v°.

(3) DARIS, *Notices*, t. V, pp. 1 et suiv.

(4) L'église de Hex possède des fonts-baptismaux anciens. Les débris de la cuve et du fût cylindrique reposent dans une dépendance de la cure. La cuve a un diamètre de 75 centimètres. Elle est ornée de sculptures en forme de rosaces. L'orifice a 46 centimètres de diamètre et 18 centimètres de profondeur. Les quatre coins de la cuve sont ornés de mascarons.

(5) Ci-devant sainte Barbe.

Looz, se trouvait, au XIII^e siècle, morcelée et donnée en arrière-fief à plusieurs seigneurs.

Les revenus de l'église étaient divisés entre ces divers propriétaires. Ceux-ci nommaient le curé, avaient leur part du produit de la dîme et étaient tenus solidairement aux obligations que la dîme impose.

Le *patronat* de l'église de Repen — le droit de conférer la cure et de percevoir la majeure partie de ses revenus — appartenait à l'abbesse de Munsterbilsen, au chevalier Thierry d'Eyneberghe et aux frères de l'Ordre Teutonique à Liège. Des différends s'étant élevés entre eux, au sujet du patronat de l'église d'Overrepen, les parties choisirent des arbitres le 22 décembre 1260 (1).

En l'année 1096, l'abbaye de Munsterbilsen avait déjà reçu d'Ide, comtesse de Boulogne, différents biens et revenus à Repen (2).

Il est probable que l'abbaye de Munsterbilsen céda la part qu'elle avait dans l'église de Repen à la Grande Commanderie de l'Ordre Teutonique établie à Vieux-Joncs.

On sait que Mathilde d'Are, abbesse de Munsterbilsen, de concert avec Arnold III, comte de Looz, fit donation aux chevaliers de l'Ordre Teutonique de la chapelle dite des Vieux-Joncs à Ruyckhoven, avec tous ses droits et dépendances. Cette donation fut approuvée par Hugues de Pierrepont en 1220 (3). L'abbaye de Munsterbilsen favorisa encore dans la suite l'établissement de cette Commanderie. Quoiqu'il en soit, la Grande Commanderie des Vieux-Joncs reçut le patronat de l'église d'Overrepen et conserva ce droit jusqu'à la fin de l'ancien régime.

(1) HENNES, *Urkundenbuch des deutschen ordens*, t. II, p. 140; WAUTERS, *Tables chronologiques*, t. V, p. 237.

(2) WOLTERS, *Notice historique sur Munsterbilsen*, p. 45.

(3) WOLTERS, *Notice sur la grande Commanderie de l'Ordre Teutonique dite des Vieux-Joncs*, p. 42 et *Codex diplomaticus lossensis*, p. 102; WAUTERS, *Tables chronologiques*, t. III, p. 545.

Le dépouillement des trois cent soixante actes (1230-1703) provenant des Commanderies des Vieux et Nouveaux-Joncs, conservés aux Archives de l'Etat à Dusseldorf, nous apprendra vraisemblablement, un jour, en vertu de quelles transactions la Commanderie des Vieux-Joncs entra en possession du *patronat* et du *personat* de l'église de Repen (1).

* * *

Une chapelle castrale était annexée, au XIII^e siècle, à la châtelainie de Colmont sur le territoire d'Overrepen. Pierre, doyen du chapitre de Tongres, était chapelain de Colmont en 1256. Des difficultés s'élevèrent entre le doyen de Tongres et Raes de Cortessem, châtelain de Colmont, au sujet de la dotation de la dite chapelle. Une transaction fut conclue, grâce à l'arbitrage de maître Renier, écolâtre de Tongres. Cet accord fut approuvé le 27 mars 1257 (n. st.) par Henri de Gueldre. Aux termes de cet accord, la chapelle castrale de Colmont doit être maintenue en la possession d'un manse de douze bonniers, cinq verges qui forment sa dot. Les chapelains sont continués dans la jouissance des revenus de ces terres, mais doivent payer, chaque année, au châtelain de Colmont, une rente de six muids de seigle prise sur ces revenus (2).

La ruine du château de Colmont entraîna celle de la chapelle qui y était annexée.

MEMBRUGGEN.

L'église de Membruggen (*Membrucken*, en patois *Mumerken*), dédiée à saint Hubert, est située, de même

(1) L'église d'Overrepen avait des fonts-baptismaux. La base vient d'être retrouvée dans le jardin du presbytère. Deux mascarons qui ornaient les coins de la cuve baptismale ont été enchâssés dans un mur de la cure.

(2) C. DE BORMAN, *Histoire du château de Colmont*, dans *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. V, p. 158; *Cartulaire de Tongres*, n° 86.

que sa voisine Genoels-Elderen, aux limites de la paroisse primitive et du concile de Tongres.

Thierry de Pietersheim, seigneur de Lanaeken, tenait l'église de Membruggen en fief, du comte de Looz, son suzerain.

Thierry de Pietersheim fonda, en 1155, l'abbaye de Hocht, dans la seigneurie de Pietersheim, au comté de Looz. Il y établit des religieux de l'ordre de Cîteaux venant du couvent d'Eberbach lez-Mayence. Trois abbés de l'ordre de saint Bernard se succédèrent à la tête du monastère de Hocht, après quoi les religieux Bernardins allèrent s'établir à Val-Dieu. L'évêque Hugues de Pierrepont (1200-1220) envoya à Hocht des religieuses Bernardines du couvent du Saint-Sauveur à Aix-la-Chapelle (1).

Les seigneurs de Pietersheim affectèrent à la dotation du monastère de Hocht le patronat et la majeure partie des revenus de l'église de Membruggen.

Gérard, chevalier de Membruggen, tenait, d'autre part, en arrière-fief, du comte de Looz, une partie de la dime de Membruggen.

Le 30 juillet 1234, maître Renier de Tongres et Renier de Russon rendent une sentence arbitrale entre le chapitre de Tongres et Gérard, chevalier de Membruggen, au sujet de la perception de la dime de certaines terres sises à Membruggen.

Les arbitres décident que le chapitre de Tongres a le droit de percevoir la dime de seize bonniers de terre allodiale situés dans l'alleu de Membruggen et en dehors du rayon de la dime de Berg (2).

(1) *Leodium*, 3^e année, n^o 1, p. 1.

(2) *Cartulaire de Tongres*, n^o 38. « Sedecim bonuaria terre allodialis » infra terminos decimationis allodii de Membrugis et preter mansum » quem quidem nobilis Hellinus nomine legasse dicitur ecclesie de Berg. »

Ces seize bonniers se répartissaient comme suit : trois bonniers de Giselbert, fils d'Amel, trente-trois verges d'Arnold de Liège, un bonnier et demi d'Albert d'Elderen, un demi-bonnier de Walter, cinq bonniers

Cette dîme fut vendue par le chapitre de Tongres au monastère de Hocht (1).

Déjà, au XIII^e siècle, le titulaire de l'église de Membruggen, nommé par l'abbaye de Hocht, se faisait remplacer par un vicaire perpétuel. En l'année 1234, le curé de Membruggen, Guillaume Davels, demeurait à Trèves et faisait remplir ses fonctions par son vicaire perpétuel Henri (2).

L'abbesse de Hocht avait aussi la collation de l'église de Groote-Spauwen (Saint-Lambert), située au Nord de Membruggen, mais dans le concile de Maestricht.

Les églises de Membruggen et de Groote-Spauwen furent incorporées par Boniface IX à l'abbaye de Hocht en l'année 1401.

Un conflit s'éleva, au XVIII^e siècle, entre l'abbaye de Hocht et le doyen de la faculté des arts de l'Université de Louvain, au sujet de la collation de l'église de Groote-Spauwen. Le titulaire de l'église de Groote-Spauwen étant décédé au mois de janvier 1763, le doyen de la faculté des arts de l'Université de Louvain prétendit pouvoir conférer la cure, en vertu de la bulle de Paul V du 1^{er} décembre 1616, qui lui donnait le droit de conférer les bénéfices venant à vaquer au diocèse de Liège pendant les mois de janvier et de novembre de toute année impaire et pendant le mois

et quatre verges du chevalier Gérard, un demi-bonnier de Henri et de Cunon, trois bonniers et quatre verges d'Eustache de Hamal, quatorze verges des fils de Guillaume de Oppenberch. Eustache de Hamal avait une cour censale à Membruggen, devant laquelle l'abbesse de Hocht déclara, le 6 novembre 1240, avoir vendu au chapitre de Tongres trois bonniers de terre situés à Membruggen et ressortissant à la dite cour (*Cartulaire de Tongres*, n° 52).

(1) Le couvent de Hocht, « *conventus de Hocht* », payait chaque année au chapitre une rente de quarante muids d'épeautre. Ces revenus étaient affectés à la caisse du mandé ou des aumônes du carême en la collégiale de Tongres.

(2) *Cartulaire de Tongres*, n° 38.

de novembre de toute année paire. Il conféra la cure à Pierre-Guillaume Van Muyssen. L'abbaye de Hocht, objectant que la bulle de Paul V ne concernait que les bénéfices qui étaient à la collation du siège apostolique, tandis que l'église de Groote-Spauwen était incorporée et perpétuellement unie à l'abbaye, conféra de son côté la cure à Libert Tans (1), d'où procès en cour romaine. La cause fut instruite le vendredi 26 juin 1767. Les suppliques présentées par les deux parties sont conservées aux Archives de l'Etat à Hasselt (2).

La pièce la plus intéressante qui fut envoyée à Rome est un instrument notarié contenant des extraits des registres de l'archidiaconé de Hesbaye, ainsi que des dépositions de témoins ayant trait à l'institution des curés de Membruggen et Groote-Spauwen (3).

Les diverses institutions de curés de Membruggen, consignées dans ce document, sont les suivantes :

5 novembre 1575. Institution de Jean Spiegel en remplacement de Renier Copis, décédé, sur la présen-

(1) Le clergé primaire et secondaire de Liège protesta, le 1^{er} juin 1735, contre les agissements de la faculté des arts de l'Université de Louvain, qui prétendait même nommer des vicaires perpétuels dans les paroisses unies à des chapitres ou à des monastères (Cf. *Registre*, n° 14, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 139; *Registre*, n° 291 de Notre-Dame à Tongres, aux Archives de l'Etat à Hasselt, fol. 139; *Registre*, n° 292, fol. 159; *Registre*, n° 280, fol. 125; *Registre*, n° 281, fol. 82).

(2) Carton, n° 13, du fonds de l'abbaye de Saint-Trond, aux Archives de l'Etat à Hasselt, n° 22.

(3) Les curés de Groote-Spauwen cités dans ce document sont : Henri Montis, résigne en 1560; Jean Banx, présenté le 20 juin 1560 (*Reg. archidiaconatus Hasbaniae ad anno 1560*, fol. 149); Jean Banx ne fut mis en possession de son bénéfice que le 23 juin 1567, après un procès de sept ans contre Henri Grysennich (*Reg. archidiaconatus ab anno 1566*; fol. 137); Henri Stenc résigne en 1580; Hubert Condrosii, présenté le 11 juin 1580 par l'abbesse de Hocht (*Reg. archidiaconatus Hasbaniae ab anno 1579*, fol. 189); Luc Bevers cité en 1683 (Visite archidiaconale du 29 octobre 1683; *Reg. visitationum archidiaconatus Hasbaniae ab anno 1683*, fol. 18); Jean Penninx, cité en 1693 (*Reg. institutionum Hasbaniae*); G. Bormans en 1714. Cf. Présentation et institution de Liévin

tation faite par Aleide de Mérode, abbesse de Hocht, *jure suo patronatus* (1).

10 novembre 1634. Provision de Réginard Lamie à la cure de Membruggen, vacante par le décès de Gérard Mossis. Cette provision émanée de Gisbert van den Bosch, doyen de la faculté des arts de l'Université de Louvain, fut contestée par l'abbaye de Hocht. Réginard Lamie fut mis en possession de la cure le 19 novembre (2).

4 février 1711. Provision de Guillaume Rosmaring, maître ès-arts et vicaire de Saint-Quentin à Louvain, à la cure de Membruggen, vacante par le décès de Gérard *ab* Haeren (mort en novembre 1710). Cette provision émanée d'Augustin Hendrick, doyen de la faculté des arts de l'Université de Louvain, fut contestée par l'abbesse de Hocht (3). Celle-ci présenta à la dite cure N. Cluts qui était déjà desservant *ad interim*.

Quoique la provision de Guillaume Rosmaring eût obtenu gain de cause, le dit titulaire fut empêché par les habitants de prendre possession de son bénéfice. Les péripéties de ces luttes sont soigneusement actées dans les dépositions faites devant notaire par des témoins oculaires (4). Il ressort des dépositions de plu-

Van den Diveye, au bénéfice de la Sainte Vierge à Groote-Spauwen, en remplacement de Michel Meers (*Reg. institutionum archidiaconatus Hasbaniae ab anno 1706*, fol. 248); Henri Leesen en 1757 (*Reg. institutionum archidiaconatus Hasbaniae ab anno 1751*).

(1) *Extractum e registro institutionum archidiaconatus Hasbaniae anni 1575*, fol. 124.

(2) *Extractum e registro archidiaconatus Hasbaniae incipiente anno 1625*, fol. 102, v^o.

(3) *Extractum e registro institutionum archidiaconatus Hasbaniae incipiente anno 1706*, fol. 167.

(4) Un témoin dépose : « Matutino tempore Rev. D. Rosmaring sese » immittere voluit in possessionem domus pastoralis ad ibidem permannendum, quod tunc ancilla rev. domini Cluts statim campanam pulsavit aut pulsari fecerit; ad quem campanae pulsum plurimi communiatenses bidentibus, tridentibus, aliisque instrumentis Lovanienses » fugarunt ac summa violentia impediverunt a proseguendo suo jure,

sieurs témoins que le desservant de Membruggen avait droit au tiers des dîmes, aux *novalia*, à des biens-fonds, à savoir dix ou douze bonniers de terre et à des rentes en nature et en argent (1).

Le curé de Membruggen avait la collation du bénéfice de la Sainte Vierge, fondé en l'église de Membruggen.

Le 16 avril 1705, Gérard *ab* Haeren, curé de Membruggen, présente au dit bénéfice, en remplacement de Gisbert Floren, qui a résigné ses fonctions, Jean Mélotte et demande à l'archidiacre de Hesbaye de lui donner l'institution canonique (2).

GENOELS-ELDEREN.

Au Sud de Membruggen, dans la direction de la chaussée romaine de Tongres à Cologne, s'étend la paroisse de Genoels-Elderen. Cette paroisse faisait partie du concile de Tongres. L'église est dédiée à saint Martin.

Elle a été reconstruite vers la fin du XVII^e siècle par le prince-évêque Jean-Louis d'Elderen. Le transept est orné de deux autels, celui de gauche dédié à la

» et quod ex tunc communitatenses circiter per sex septimanas vigiliis
» tenuerint ne Rev. D. Rosmaring posset in possessionem domus pastoralis et pastoratus de Mambruggen venire, utque iterum Lovanienses
» casu quo redirent repellerent ac fugarent. » Un autre dépose : « Fere
» jam occupatis ab eodem Lovaniensi aedibus pastoralibus, ab incolis
» loci sese consociantibus et per pulsum campanae convocatis vi et armata
» manu impeditus, aedes pastorales relinquere ac e pago se subducere
» coactus fuerit. Item declarat quod dominus temporalis loci de Mambruggen incolis ad explodendum in Lovanienses licentiam dederit. »
Guillaume Rosmaring se vit obligé de renoncer à son bénéfice.

(1) Il résulte des mêmes dépositions que le curé de Groote-Spauwen percevait aussi le tiers de la dîme de sa paroisse, mais que les curés cédèrent leur droit à l'abbesse de Hocht, moyennant une rente annuelle de 300 florins de Brabant. La cure de Groote-Spauwen était encore dotée d'autres revenus en biens-fonds.

(2) *Registrum institutionum Hasbaniae ab anno 1696*. Cf. sur Membruggen : *'t Daghet in den Oosten*, année 1902.

Sainte Vierge et celui de droite à saint Martin. Le gradin supérieur de ce dernier autel était orné, avant l'année 1858, de deux plaques en ivoire superbement sculptées, datant du VIII^e siècle. M. Reinartz, doyen de Tongres, en apprécia la valeur et désirait même en faire l'acquisition pour le trésor de l'église Notre-Dame, mais la fabrique d'église de Genoels-Elderen les céda au Musée d'antiquités de Bruxelles, moyennant une somme de 10,000 francs. Elles sont conservées aux Musées royaux du Cinquantenaire (1).

La nef et la tour de l'église ont été reconstruites en 1872. La tour, de forme carrée, en pierres de sable, offrait de curieux vestiges de la construction primitive. Placée au pied de la nef, la tour communiquait avec celle-ci au moyen d'une ouverture dont l'arc semi-circulaire était orné de grosses moulures qui s'appuyaient sur deux colonnettes mono-cylindriques à base simple et à chapiteau formé d'une corbeille cubique. L'intérieur de la tour était voûté en plein cintre; les arêtes étaient de facture plus moderne.

Genoels-Elderen était une seigneurie lossaine et formait, avec le village voisin 's Heeren-Elderen, la localité dite *Aldor*, en langue thioise Elderen et en langue romane Odeur. Pour distinguer les deux seigneurs d'Elderen, on ajouta à la dénomination *Aldor* le nom des seigneurs. 's Heeren-Elderen s'appelle, en 1261, « Aldor domini Wilhelmi » ou « Eldris domini Wilhelmi, » du nom de Guillaume de Hamal, son seigneur (2). A la fin du XIII^e siècle, l'autre sei-

(1) W.-J. JAMES WEALE, *Ivoires sculptés de l'église Notre-Dame à Tongres*, dans *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. V (1861), pp. 205-209. REUSENS, *Eléments d'archéologie chrétienne*, 2^e édition, t. I, p. 254 donne une gravure de ce feuillet de diptyque en ivoire. Le feuillet a 30 centimètres de haut sur 18 de large et remonte pour le moins au VIII^e siècle.

(2) Guillaume de Hamal obtint, en mai 1261, la fondation de la paroisse de 's Heeren-Elderen, démembrée de Berg. Il mourut le 10 octobre

gneurie prit le nom de « Eldris domini Godenoli, » ou « Eldris Godenoli, Godenoels ou Genoels-Elderen, » du nom de son seigneur Godenoul d'Elderen.

Les seigneurs de Genoels-Elderen avaient le *patronat* de l'église de ce village. Ce droit de patronage se transforma en véritable droit de propriété et l'église de Genoels-Elderen subit le sort de tant d'autres églises établies dans des fiefs du comté de Looz : l'église passa avec le patronat aux mains du seigneur laïque, vassal du comte de Looz (1).

Le chevalier Godenoul d'Elderen fut enterré dans l'église de Genoels-Elderen. La table de l'autel, dédié à saint Martin, porte cette inscription :

Anno domini M.CC.LXXV^o calendas februarii obiit...

Ce chevalier avait probablement fait ériger l'autel primitif du bénéfice de Saint-Martin.

Le fils aîné du seigneur Godenoul d'Elderen et de son épouse Helwige, nommée également Godenoul, succéda à son père en qualité de seigneur d'Elderen. Il mourut le 16 août 1305. On voit son tombeau au milieu du chœur de Genoels-Elderen (2).

1279. On voit encore sa pierre tumulaire dans la nef collatérale gauche de l'église de 's Heeren-Elderen. Dans la suite, 's Heeren-Elderen s'appela, d'après le nom du seigneur, Joncker Willem ou Joncker Jans Elderen ou 's Heeren Willem Elderen (THVS, *Notice sur les seigneurs de Genoels et de 's Heeren-Elderen*, dans *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. X, pp. 153-157 et t. XII, pp. 79-85).

(1) Le chapitre de Tongres ne conserva que la dîme de quelques terres et vignobles situés entre Genoels-Elderen et Ketsingen, dont on peut voir la spécification dans la transaction conclue le 10 juin 1430, entre le chapitre de Tongres et Jean, seigneur de Genoels-Elderen. « Johan » tytlyck heere des dorps van Godenoels Elderen. » Lieux-dits : « bij die » Heyde, aen Scheyselberch, aen Scheyselmeer, op die Heerstraete, bij » Vorsselt, op die Lovenskeele » (Cf. *Chartrier manuscrit de Tongres*, t. II, fol. 45).

(2) La pierre tumulaire porte l'épithaphe suivante, gravée en caractères longobardiques sur le bord de la dalle :

Anno domini M.CCC., V^o kal. augusti, in die sancti Pantaleonis

TROISIÈME SÉRIE.

PAROISSE PRIMITIVE DE RUSSON.

Nous abordons l'étude de deux paroisses de nature privée, la première unie, dès le ix^e siècle, aux possessions d'une grande abbaye allemande, la seconde fondée dans les domaines d'une abbaye française.

L'église de Russon (1) compte parmi les plus anciennes de la Hesbaye. Le nom de son patron, saint Martin, le grand évangélisateur des campagnes de la Gaule, révèle déjà une fondation fort ancienne. Situé non loin du Geer, entre les deux chaussées romaines de Tongres à Bavai et de Tongres à Arlon, Russon ne tarda pas à devenir l'emplacement d'une villa qui, transformée et agrandie après l'occupation franque, donna naissance au village actuel. A proximité du Geer, à peu près au centre des agglomérations Coninxheim, Lowaige et Russon, l'on a découvert, en ces dernières années, de très vastes substructions.

La villa de Russon, qui choisit pour patron le gallo-romain saint Martin, fut certes l'une des premières de la Hesbaye à posséder un oratoire.

S'il est incontestable qu'au milieu du vii^e siècle,

martyris, obiit domina Marula bone memorie uxor domini Godenuli militis. Item anno domini M.CCC.V, XVII^o kal. septembris in crastino assumptionis beate Marie obiit dictus dominus Godenulus de Eldris bone memorie. Orate pro eis in nomine Domini. Amen.

Leur second fils, Goswin d'Elderen, épousa Cécile de Hamal, dont il eut un fils nommé également Goswin. Sa pierre tombale se trouve dans le transept de l'église. On y lit :

Hic iacet domicellus Goswinus filius nobilis viri domini Goswini secundo geniti domini de Eldris Godenuli, domicella Agnes ejus uxor filia nobilis viri domini Nicholai de Hercke militis, Goswinus, Godenulus dictus Canonk et Wilhelmus armigeri fratres, eorum liberi. Obiit dictus Godenulus anno nativitatis domini M.CCCC^o. XXVIII^o, IX augusti. Orate pro eis.

(1) Riuti, Ruttis, Riwezou, Riwechon, Rutten.

du temps de saint Trudon, les environs de Sarchinium possédaient déjà plusieurs églises ou oratoires, tels que Falmia (Velm) dédié à saint Martin, Septemburias (Zepperen) dédié à sainte Geneviève (1), on ne voit pas pourquoi la même situation ne se serait pas présentée aux abords des *monasteria* de Tongres et de Maestricht.

Au commencement du VIII^e siècle, le 30 novembre 712, saint Hubert consacre l'église d'Emael (2). Or, rien ne permet de supposer que la localité d'Emael ait eu une organisation paroissiale plus avancée que les autres. Les anciennes églises rurales de la Hesbaye, érigées en paroisses distinctes dans le courant du VIII^e siècle, avaient déjà existé tout un temps à l'état d'oratoires desservis par des prêtres auxiliaires. Rien donc n'empêche de placer au VII^e siècle l'érection, à Russon, d'un sanctuaire dédié à saint Martin.

Aussi loin que l'on peut remonter dans l'histoire, l'on trouve l'église de Russon au nombre des domaines ou possessions de la célèbre abbaye de Seligenstadt, fondée par Eginhard, contemporain et biographe de Charlemagne, prévôt de Saint-Servais à Maestricht.

Russon a été probablement donné à Seligenstadt par Louis le Débonnaire, qui a fait à la dite abbaye de grandes libéralités (3).

En l'année 1018, l'abbaye de Seligenstadt échangea son domaine de Russon contre celui de Cagenberg, dans le Lahngau, possession de l'abbaye de Borcette (Burtscheid), près d'Aix-la-Chapelle.

(1) D'après le témoignage du plus ancien biographe de Saint-Trudon, le diacre Donat (VIII^e siècle); GHESQUIÈRE, *Acta Sanctorum Belgii*, t. V, pp. 23 et suiv.

(2) VAN WINTERSHOVEN, *L'inscription dédicatoire de l'église d'Emael*, dans *Bulletin de la Société d'art et d'histoire*, t. XIII, pp. 127 et suiv.

(3) WEINCKENS, *Navarchia Selingenstadiana*, Furti, 1713; J.-Chr. STEINER, *Geschichte und Beschreibung der Stadt und Abtei Seligenstadt*, Afschaffenburg, 1820, pp. 14 et suiv.

Le 21 janvier 1018, un diplôme de l'empereur Henri II, daté de Francfort, approuva cet échange. A partir de cette date, l'abbaye de Borcette entra en possession du domaine de Russon, « *curtis Riuti cum* » cunctis ejus pertinentiis sita in pago Haspengowe » in comitatu vero Giselberti comitis (1). »

L'abbaye de Borcette avait le *patronat* de l'église de Russon et en percevait tous les revenus, sauf la portion congrue qu'elle devait assurer au curé.

L'abbaye prélevait la grande et la petite dîme de toute la paroisse de Russon, y compris les filiales Lowaige et Herstappe. Ces deux dernières églises étaient situées en terre liégeoise, franchise de Tongres, tandis que Russon formait, dès le XIII^e siècle, un fief brabançon (2).

Le curé de Russon avait la collation des églises de *Lowaige* (3) et de *Herstappe*, la première dédiée à saint Pierre, la seconde à saint Jean-Baptiste (4).

(1) QUIX, *Geschichte der ehemaligen Reichsabtei Burtscheid, bis 1400*, Aachen, 1834, p. 203; WOLTERS, *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 25.

(2) Le fief impérial de Russon fut cédé au duc de Brabant Henri I^{er}, par Philippe de Souabe, le 22 novembre 1204. Vers 1206, le comte de Looz Louis III renonça à toutes ses prétentions sur Russon, sauff'avouerie, en faveur de Henri I^{er} duc de Brabant (BUTKENS, *Trophées de Brabant*, p. 170 et preuves, p. 58; *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 72).

Russon, Paifve et Nederheim ne formaient qu'une seule seigneurie brabançonne ayant une cour féodale, non comtale comme il a été dit à tort page 112, sous Russon. La seigneurie a été relevée à la cour féodale de Liège, le 18 septembre 1502, par Englebert comte de Nassau. Elle fut acquise en 1726 par les enfants de Conrard van der Heyden a Blisia, Russon était l'une des huit seigneuries appelées terres de rédemption. Elle se rachetait de tout impôt en payant une taxe annuelle de 888 florins de Brabant aux Provinces-Unies. Cf. DE RYCKEL, *Les communes de la province de Liège*, p. 459.

(3) Certains auteurs ont placé à Lowaige un hypothétique *Lagium* qui n'a jamais existé et dont feu Ch. Grandgagnage a fait, depuis longtemps, bonne justice.

(4) Sous le nouveau régime, l'église de Herstappe, après avoir été une chapellenie de Russon, fut élevée au rang de succursale en 1842.

La cure de Russon fut conférée, vers 1165, à un certain Wedericus, « Wedericus de Riwezou, » que l'on trouve cité dans un acte d'Alexandre d'Oeren, évêque de Liège, de 1165 (1).

En l'année 1258, cette cure fut conférée à Garsilius, doyen d'Aix-la-Chapelle, qui se faisait remplacer à Russon par un vicaire perpétuel.

Trouvant que le monastère de Borcette ne lui assurait pas, pour sa compétence, une part suffisante des revenus de l'église, « dicebat abbatissam et conventum » predictos, patronos ecclesie supradicte, tantum percipere de ipsius ecclesie proventibus quod de residuo non poterat commodè sustentari et alia ipsius ecclesie onera supportare (2), » il adressa ses réclamations à Henri de Gueldre, élu de Liège. Celui-ci chargea Renier, chanoine de Saint-Barthélemi à Liège, de procéder à une enquête. Le chanoine Renier rendit sa sentence le 17 juillet 1258 et assigna au curé le tiers de la grande et de la petite dîme : « terciam partem tam » grosse quam minute decime totius parochie de Rutis » decano predicto (Aquensi) rectori eiusdem ecclesie et » ipsi ecclesie, auctoritate predicta (Henrici Leodiensis » electi) sententialiter assignavit (3). »

Helwinde, abbesse de Borcette, en appela au Saint-Siège et fit confirmer une sentence rendue précédemment par le légat du Saint-Siège.

Le 23 août 1258, le Pape chargea trois délégués apostoliques : maître Renier, écolâtre de Tongres, le prieur du Val-des-Ecoliers et le doyen de Saint-Jean à Liège,

(1) DUVIVIER, *Actes et documents anciens intéressant la Belgique*, 1878, p. 145.

(2) QUIX, *op. cit.*, p. 257.

(3) *Ibidem*. « Datum anno domini M.CC.LVIII tempore domini » Alexandri pape III pontificatus ejus anno quarto, indictione 1^a, septimo decimo mensis iulii » (WAUTERS, *Tables chronologiques*, t. V, p. 184).

d'ouvrir une enquête au sujet de la collation des prébendes et de la cure de Russon (1).

Le 7 octobre (2), Pierre Capocci, légat apostolique, ratifia la sentence rendue, en cette matière, par le cardinal-légat Hugues de Sainte-Sabine. Cette sentence ordonnait de pourvoir à la part congrue du curé, sans toutefois attribuer à celui-ci le tiers de la dîme.

Le 27 novembre suivant, le pape Alexandre IV (1254-1261) confirma la sentence rendue par Pierre Capocci (3).

Le 10 juillet 1259, Henri, prévôt de l'église des Saints-Apôtres à Cologne, exécuteur de la sentence apostolique du 27 novembre précédent, chargea Thierry, investi de Neerharen, de signifier à Garsilius, doyen d'Aix-la-Chapelle, d'avoir à restituer au monastère de Borcette les fruits illégalement perçus par lui de la dîme de Russon, sous peine d'encourir l'excommunication (4).

Le 12 août suivant, Conrad, archevêque de Cologne, pria l'évêque de Liège de mettre à néant la saisie qu'il avait fait opérer des dîmes de Lowaige (Ludin) et de Russon, appartenant aux religieuses de Borcette (5).

Le 11 septembre, Henri, prévôt de l'église des Saints-Apôtres à Cologne, ordonne d'exécuter, en ma-

(1) QUIX, *op. cit.*, p. 262; WAUTERS, *op. cit.*, t. V, p. 186. « Datum » Viterbii X kal. septembris pontificatus nostri anno quarto. »

(2) QUIX, *op. cit.*, p. 261; WAUTERS, *Tables chronologiques*, t. V, p. 188. « Lata Viterbii apud sanctum Justum in camera nostra... anno » millesimo CC.LVIII tempore domini Alexandri pape quarti die VII » intrante octobri, indictione 1^a. »

(3) QUIX, *op. cit.*, p. 264; WAUTERS, *op. cit.*, t. V, p. 191. « Datum » Anagnie V kal. decembris pontificatus nostri anno quarto. »

(4) QUIX, *op. cit.*, p. 269; WAUTERS, *op. cit.*, t. V, p. 204. « Datum » anno domini M.CC.LIX feria quinta post octavam apostolorum Petri » et Pauli. »

(5) QUIX, *op. cit.*, p. 272; WAUTERS, *op. cit.*, t. V, p. 208. « Datum » Colonie anno domini M.CC.LIX, 11^a nonas augusti. »

tière de perception des dîmes de Russon, l'ordonnance rendue par le Saint-Siège (1).

Le 26 janvier 1260 (n. st.), le même prévôt, « executor a sede apostolica constitutus, » charge maître Renier, écolâtre de Tongres, « viro venerabili et in domino dilecto magistro R., scolastico Tungrensi, » d'exécuter la sentence confirmatoire qui venait d'être rendue dans le débat qui s'était élevé entre l'abbesse de Borcette et le doyen d'Aix, au sujet de la dîme de Russon, « in causa que vertitur inter venerabilem virum Garsilium decanum Aquensem et venerabilem abbatissam de Porceto super *tercia* parte decime de Ruthis. » Cette sentence avait été rendue par le bienheureux Albert le Grand, « virum religiosum fratrem Albertum, lectorem Coloniensem ordinis praedicatorum, » constitué arbitre dans le dit différend (2).

A la mort du doyen Garsilius, l'abbesse de Borcette conféra la cure de Russon à Henri de Ghimegnei (Gimigny), chanoine de Saint-Lambert. Reynarus, doyen d'Aix, successeur de Garsilius, prétendant que la cure de Russon revenait de plein droit au doyen d'Aix, fit valoir ses prétentions devant l'archidiacre de Hesbaye, Otton de Juliers, le 26 mai 1276. Par sentence du 22 janvier 1278 (n. st.), maître Jean de Cambiis, official de Liège, conféra définitivement la cure à Henri de Gimigny (3).

* * *

Un chapitre de chanoines avait été annexé à l'église

(1) QUIX, *op. cit.*, p. 268. « Datum anno domini M.CC.LIX feria quinta post nativitatem B. M. V. » Le prévôt lance une sentence d'excommunication contre le doyen d'Aix de ce qu'il n'avait pas comparu devant lui pour soutenir ses prétentions sur la dîme de Russon.

(2) QUIX, *op. cit.*, pp. 266 et 267; WAUTERS, *op. cit.*, t. V, p. 198. M. Wauters cite à tort Marcuald, prévôt de Tongres, dans ce document et donne à cet acte la date inexacte : 23 février 1260 (n. st.). « Datum in Colonia in crastino conversionis beati Pauli apostoli anno domini M.CC.L. nono. »

(3) QUIX, *op. cit.*, pp. 119 et 283.

Saint-Martin, à Russon. Une contestation s'éleva, en l'année 1317, entre le doyen de l'église Notre-Dame à Aix-la-Chapelle et l'abbesse de Borcette, au sujet de la collation des prébendes de l'église de Russon. Le doyen prétendait que la collation de la cure et des canonicats de Russon lui appartenait, tandis que l'abbesse élevait les mêmes prétentions, « abbatissa asserente se posse » et debere libere conferre, cuicumque vellet, investituram seu archidiacono loci presentare ad eandem » ac habere jus conferendi prebendas. »

Les parties conclurent un accord le 21 mai 1317 (1). L'abbesse est maintenue en possession du droit de patronage qu'elle exerçait sur l'église. Quant à la collation des prébendes, il est stipulé que les deux tiers des prébendes seront à la collation de l'abbesse et que le doyen pourvoira au tiers des prébendes venant à vaquer. Le doyen informera l'abbesse de la nomination intervenue et l'abbesse agira de même à son égard. Ce compromis fut confirmé par W., vice-doyen, et le chapitre de Saint-Lambert, par Perceval de Careto, archidiacre de Hesbaye, par Jean dit de Borcette ou de Franckenberg, curé de Russon, ainsi que par Adolphe de La Marck, évêque de Liège. Jean XXII l'approuva le 18 mars 1321, par bref daté d'Avignon (2).

Le 27 juillet 1319, Adolphe de La Marck, de l'avis et du consentement du chapitre de Saint-Lambert, de Perceval de Careto, archidiacre de Hesbaye, et de Henri, curé de Russon, autorisa l'incorporation de l'église de Russon à l'abbaye de Borcette. L'abbaye pouvait percevoir tous les revenus de l'église, à charge

(1) Quix, *op. cit.*, pp. 132 et 307. « Abbatissa investituram ecclesie » predicte libere conferet. Abbatissa et conventus duas primo vacantes » prebendas libere conferent et terciam conferet decanus ecclesie Aquensis, Datum XII kalendas junii anno dominice incarnationis M.CCC. » decimo septimo. »

(2) Quix, *op. cit.*, p. 326. « Datum Avinione XV kal. aprilis pontificatus nostri anno quinto. »

d'instituer à Russon une vicairie perpétuelle et d'assurer la portion congrue au desservant (1). Cette incorporation fut approuvée par le pape Jean XXII, le 31 janvier 1327 (2).

* * *

L'abbaye de Borcette possédait la presque totalité de la dîme de Russon, Lowaige et Herstappe. Le chapitre de Tongres ne possédait à Russon que la dîme d'une terre allodiale de l'évêque de Liège, dîme que le chapitre vendit d'ailleurs à l'abbaye de Borcette en l'année 1227 (3). Le chapitre de Tongres vendit également à l'abbaye de Borcette, le 27 juillet 1255, son droit de décimateur sur quelques terres situées entre Tongres et Russon non loin de Hamal et entre Coninxheim et Russon, aux limites des deux circonscriptions. L'abbaye de Borcette payait au chapitre de Tongres, du chef de ces dîmes, une rente annuelle de vingt-cinq muids d'épeautre (4).

(1) Quix, *op. cit.*, p. 313. « Reservata portione congrua vicario ibidem »
» instituendo perpetuo, de consilio Percevali de Carreto loci archidia-
» con, capituli nostri Leodiensis nec non et Henrici dicte ecclesie Rut-
» tensis investiti universos et singulos fructus redditus et proventus
» parochialis ecclesie de Ruttis prefato monasterio Porcetensi incorpo-
» ramus, annectimus et unimus... exceptis oblationibus omnibus fide-
» lium provenientibus ad dictam ecclesiam nec non caponibus et avibus
» pertinentibus ad eandem quos investitus seu rector eiusdem ecclesie
» una cum anniversariis dicte ecclesie, uno modio de baptismo de Lude,
» quinque modiis de ecclesia de Lude, quatuordecim modiis in Hers-
» tapel, quadraginta quinque modiis spelte in curte dicti monasterii apud
» Ruttis. Datum anno domini M.CCC decimo nono feria sexta post fes-
» tum B. M. Magdalene. »

L'église de Lowaige devint église baptismale. Les plus anciens registres baptismaux remontent à l'année 1696.

(2) Quix, *op. cit.*, pp. 339-342. « Datum Avinione II kalendas februarii »
» pontificatus nostri anno sexto decimo. »

(3) « Decimam nostram illius terre de Ruttis que movetur a domino »
» Leodiensi episcopo » (*Cartulaire de Tongres*, n° 27).

(4) *Cartulaire de Tongres*, n° 83; Quix, *op. cit.*, pp. 251-253. Au xiv^e siècle ces revenus étaient affectés à la caisse du mandé (aumônes du carême). « Curia monachorum de Ruttis 25 modios speltae. »

Le curé ou vicaire perpétuel de Russon percevait, pour sa compétence, une partie des dîmes de la paroisse.

Nous avons vu que le curé Garsilius avait fait mettre arrêt sur les dîmes de *Ludin* (Lowaige) et de *Rutthis* (Russon) (1).

Le chapitre de Saint-Lambert possédait une partie de la dîme de Herstappe et de Lowaige. Le 14 août 1269, il céda à l'abbaye de Borcette la dîme qu'il percevait dans ces localités, moyennant une rente annuelle de quarante muids d'épeautre, pour la dîme de Lowaige (*delle Wege*) et de trente muids d'épeautre pour la dîme de Herstappe (*Herstapele*) (2).

Le 25 février 1276 (n. st.), Ermengarde, abbesse de Borcette, et Marguerite, abbesse de Herckenrode, au nom du monastère de Borcette, décimateur de Russon et du monastère de Herckenrode, décimateur d'Othée, conclurent une transaction au sujet de la dîme de certaines terres situées à Russon et à Othée (3).

Le 16 septembre 1289, la même abbesse Ermen-garde conclut un accord avec Gilles, doyen de Sainte-Croix à Liège, et le chapitre de cette collégiale, au sujet

(1) 12 août 1259 (QUIX, *op. cit.*, p. 272).

(2) « Decimam nostram Harstapele pro 30 modiis spelte et decimam » del Wege pro 40 modiis spelte Helswingi abbatisse, totique conventui » de Borchis juxta Aquis hereditarie in perpetuum contulimus possiden- » das » (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. II, p. 196; QUIX, *op. cit.*, p. 275). Il est déjà question de cette dîme de Lowaige dans une charte d'octobre 1233, « medietas decime del Wege que descendit ab ecclesia » nostra » (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 317; cf. *Ibidem*, pp. 517-520, juillet 1246).

(3) L'abbaye de Herckenrode avait reçu en dotation les églises de Hasselt et d'Othée. Simon de Rethel, archidiacre de Hesbaye, en régla l'incorporation à ce monastère en 1227 (*Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. XI, p. 25). Le 5 mai 1228, le pape Grégoire IX, à la demande de l'abbesse de Herckenrode, confirma le règlement de l'archidiacre de Hesbaye touchant la portion congrue due aux desservants de l'église d'Othée (*Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de Belgique*, t. XVI, pp. 229, 235 et 237).

de la dime contestée entre parties, de trente-quatre bonniers de terre situés entre Russon (*Ruttis, Stere*) et Heur-le-Tiexhe (*Eure*) et de vingt-cinq bonniers de terre situés entre Herstappe (*Herstaple*) et Crisnée (*Cristegnees*) et entre Otrange (*Wotronges*) (1), Lowaige (*Lude*) et Vechmael (*Fimale*) (2).

Le monastère de Borcette était décimateur de Russon, Lowaige et Herstappe; le chapitre de Sainte-Croix était décimateur de l'église-mère de Freeren et de ses filiales: Heur-le-Tiexhe, Nederheim et Paifve, ainsi que de l'église-mère de Fize-le-Marsal et de ses filiales, Crisnée et Otrange.

En sa qualité de grand décimateur de Russon, le monastère de Borcette devait assumer les « onera majoris decimae » tels qu'ils avaient été déterminés par les records du concile. La plus ancienne déclaration de ce genre fut donnée le 27 avril 1367 par Gautier, recteur d'Odeur, à la demande de Thierry, curé de Waltwilder, doyen du concile de Tongres. Cette sentence devait mettre fin aux difficultés qui s'étaient élevées entre l'abbesse de Borcette d'un côté et Henri, vice-pléban, et les mambours de l'église de Russon, de l'autre. Cette déclaration fut renouvelée le 28 juin 1458 par Jean Boten, pléban de Tongres et vice-doyen du concile, à l'occasion de contestations survenues entre les mambours de l'église de Russon et le procureur-syndic de Borcette (3).

(1) *Otrange, Wauteringen* était une seigneurie du comté de Looz et en même temps une commune lossaine du ressort d'appel de la cour supérieure de Vliermael, à laquelle les échevins d'Otrange demandaient la recharge. La patronne de l'église d'Otrange est sainte Gertrude.

(2) « Datum anno domini M.CC.LXXXIX in vigilia beati Lamberti » martiris » (Quix, *op. cit.*, p. 291). Nous avons trouvé dans le *Cartulaire 2 de l'abbaye de Borcette*, conservé aux Archives de l'Etat à Dusseldorf, fol. 25, une déclaration datée du 22 juillet 1395, concernant les dîmes de Herstappe et une intéressante permutation de certaines dîmes de Russon et d'Odeur faite en l'année 1365, entre l'abbaye de Borcette et le couvent de Saint-Mathieu à la Chaîne à Liège (fol. 30-33).

(3) Voy. notre étude, *Records ecclésiastiques du concile de Tongres*,



Le monastère de Borcette avait aussi la collation du bénéfice de la chapelle de Saint-Evermar à Russon (1). Cette chapelle avait été construite, non loin de l'église Saint-Martin, par les soins de Wéderic, abbé de Borcette, peu d'années après que le domaine de Russon eût été cédé à cette abbaye (1018).

La construction de cette chapelle date de l'époque de Théoduin (1048-1075). Le fait est attesté par la *Vita sancti Evermari*, écrite vers le milieu du XII^e siècle (2). La *Vita* en question ne mérite pas grande créance; c'est un document peu sûr auquel on ne peut recourir qu'avec précaution (3).

Ce qu'il y a de certain, c'est que saint Evermar était honoré, à Russon, d'un culte public dès le XI^e siècle et que les reliques de ce saint y étaient entourées d'une grande vénération depuis que l'évêque Eracle (959-971) avait fait procéder à l'exaltation solennelle du corps, à la demande du curé Ruzelin (4).

Le 24 septembre 1251, Arnould, évêque-suffragant de Liège, accorda des indulgences aux fidèles qui visiteraient la chapelle de saint Evermar le 1^{er} mai, jour anniversaire de l'élévation solennelle de ses reliques (5).

Encore de nos jours, la procession annuelle de

dans *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XXV, pp. 239-271.

(1) QUIX, *op. cit.*, pp. 124-125. En 1234, ce bénéfice fut conféré au prêtre Renier (*Cartulaire de Tongres*, n° 38). En 1300, il fut conféré au prêtre Arnold (QUIX, *op. cit.*, p. 299).

(2) GHESQUIÈRE, *Acta Sanctorum Belgii*, t. VI, p. 273; *Monumenta Germaniae historica. Scriptorum*, t. XV, pp. 837 et suiv.

(3) BALAU, *Les sources de l'histoire du pays de Liège*, pp. 114-118; VAN DER ESSEN, *Etude sur les Vitae des saints mérovingiens*, pp. 200-203.

(4) *Vita Evermari tripartita*, pars II, ch. 1, n°s 4-8.

(5) QUIX, *op. cit.*, p. 241. « Frater Arnoldus Dei gratia venerabilis » patris H(enrici) divina miseratione Leodiensis electi procurator spiritalium. Datum anno domini millesimo ducentesimo quinquagesimo » primo dominica proxima post Mathei apostoli. »

saint Evermar et la représentation de son martyre ont lieu, le 1^{er} mai, au milieu d'une affluence considérable de pèlerins (1).

* * *

L'église de Hamal, filiale de Russon, située à proximité du chemin menant de Tongres à Othée, était dédiée à l'apôtre saint Barthélemy et se trouvait à la collation des seigneurs du lieu (2). Il y existait, en outre, un bénéfice sous l'invocation des saints Sauveur, Georges et Marie, également à la collation des seigneurs et qui fut uni à la cure avant 1687. Dévastée en 1672, par les troupes de Louis XIV, l'église de Hamal se trouvait encore en 1712 dans un état lamentable. La visite archidiaconale qui y fut effectuée le 16 juillet de cette année en fait foi (3). En 1743, l'église se trouvait encore dans un tel état de caducité qu'elle fut frappée d'interdit et en 1773 elle fut définitivement démolie.

Par lettre du 20 novembre de cette année, le baron de Haxhe, seigneur de Hamal, d'accord avec le curé, obtint du prince de Velbruck l'autorisation de transférer dans sa chapelle castrale le bénéfice et la cure de Hamal, à condition que les offices y fussent célébrés pour le peuple et que, le dimanche et les fêtes, les instructions pastorales y fussent données conformément aux mandements diocésains (4).

(1) Le crâne de saint Evermar avait été donné à l'abbaye de Borcette. L'église de Russon en a obtenu deux parcelles, entre autres la mâchoire inférieure très bien conservée. En la chapelle de saint Evermar on conserve encore d'autres reliques. Au sujet de la solennité du 1^{er} mai, cf. DAVIS, *Histoire de la principauté et du diocèse*, t. I, pp. 277-278.

Nous avons retrouvé dans le *Cartulaire 2 de Borcette*, conservé aux Archives de l'Etat à Dusseldorf (fol. 3-4), une charte du 10 octobre 1480, attestant le fait de la translation du crâne de saint Evermar à l'abbaye de Borcette, du temps de l'abbesse Jeanne de Franckenberg.

(2) Ces seigneurs y avaient de belles pierres tombales, dont la plus ancienne datait de 1289 (Visite archidiaconale du 16 juillet 1712; *Registre*, V, 21, aux Archives de l'évêché à Liège, fol. 43).

(3) *Registre*, V, 21, fol. 43, aux Archives de l'évêché à Liège.

(4) *Bulletin de la Société d'art et d'histoire*, t. XVI, p. 212.



L'église de Russon possède des fonts-baptismaux remarquables, en style roman, reproduits par Reusens (1). Ces fonts datent du XII^e siècle. Le fût cylindrique était cantonné primitivement de quatre colonnettes qui soutenaient les angles du réservoir. Ces colonnettes ont disparu. L'extérieur de la cuve est orné d'arcatures et de quatre mascarons.

PAROISSE PRIMITIVE DE HAEREN.

Entre les quarte-chapelles de Widoye et Pirange, paroisse de Tongres et la paroisse de Looz se trouve la petite église de Haeren.

Au premier abord, on serait tenté de croire que cette église ne fut qu'une quarte-chapelle de fondation récente. Il en est tout autrement. Nous nous trouvons, au contraire, en présence d'une église autonome très ancienne (2).

L'abbaye de Corbie en Picardie, fondée vers 660 par la reine Bathilde, veuve de Clovis II, roi de Neustrie, et par son fils Clotaire III, possédait des biens considérables à Widoye-Haeren-Bommershoven. Ce domaine lui avait vraisemblablement été donné par saint Adélard, de la proche parenté de Charlemagne, qui céda, en l'année 826, à l'abbaye de Corbie, dont il était l'abbé, les riches possessions qui formaient son patrimoine.

Les abbés de Corbie placèrent à Widoye un de leurs religieux, portant le titre de prévôt, chargé de l'administration de ces propriétés (3). Les biens de la

(1) *Eléments d'archéologie chrétienne*, 2^e édition, t. I, p. 447.

(2) « *Ecclesia integra et matrix* » de Haeren, dit la visite archidiaconale de 1628.

(3) Cf. *Inventaire Hohecorne de l'abbaye de Corbie* (1421), conservé à la Bibliothèque nationale de Paris : 1250, lettres de Henri de Gueldre, élu de Liège, qui déclare qu'il ne doit point recevoir de procu-

prévôté de Widoye s'étendaient à un vaste territoire, depuis les limites de la franchise de Tongres jusqu'à Bommershoven et Haeren (1). Les comtes de Looz étaient les avoués de ces biens (2).

L'abbaye de Corbie fonda et dota une église dans la partie nord-est de son domaine.

Comme toutes les églises fondées par l'abbaye de Corbie (Beeringen, Tongerlo, Eelen, Beauvechain, Hauthem, Kerckom, etc.), l'église de Haeren était dédiée à saint Pierre, patron de Corbie.

Sous l'épiscopat de Henri de Leyen (1145-1164),

ration sur Widoy et que le lieu est exempt; 1250, lettres de Pierre d'Albane, légat apostolique, *de libertate et exemptione domus de Widoy*; bulle de Jean XXII (1316-1334), adressée au doyen de Tongres pour « voir et oir les probacions de l'église contre le commandeur de Vieux-Joncs pour le vivier et cours d'eau pour le moulin de Hares » (Cf. *Mémoire de la Société des antiquaires de Picardie*, t. XIII. *Inventaire des cartulaires noir et blanc de Corbie*. Bibliothèque nationale. Fonds de Corbie, n° 19, fol. 214 v°, 217 et n° 20, fol. 59 v°, 62 et 63).

(1) Haeren et Bommershoven étaient communes lossaines, ressortissant en appel et demandant la recharge à la cour de Vliermael. Bommershoven était sous la justice de Haeren. La seigneurie de Widoye, au contraire, dépendait de la cour allodiale de Liège et la commune, comme dépendance de la franchise de Tongres, suivait la loi liégeoise. La cour du prévôt était de nature lossaine, du ressort de la cour supérieure de justice de Vliermael.

(2) Une charte intéressante est celle par laquelle Arnoul comte de Looz déclare, vers 1177, à J., abbé de Corbie, qu'il ne s'est arrogé aucun droit sur la maison de Widoye : « Auditu auris attente percepi et valde » turbatus sum quod, pro eo quod rumor falsus emersit de morte dilecti » nostri domini prepositi de Widoy, curiam vestram saiserim quasi ali- » quod jus in ea michi ascripserim, sed noverit magnificentia vestra et » Deum testor quod hoc pro nullo ultragio sed pro curie vestre tutio » factum fuerit quia vos denuo molestare nolui. Noveritis etiam et ratum » habeatis quod in vestris bonis et in omnibus eorum appenditiis nichil » ascribo michi juris. De eo autem quod tempore domni Gualteri pre- » positi predecessoris domni Hugonis post mortem ipsius actum fuit, de » consilio quasi achitofel processit. Constans autem et fixum in animo » meo est quod, secundum misericordiam vestram et nobilis conventus » vestri omnino voluntati vestre proposui stare et vestra bona fideliter » conservare » (*Cartulaire blanc de Corbie*, fol. 62, à la Bibliothèque nationale de Paris. Texte communiqué par M. le chevalier de Borman).

Alexandre d'Oeren, grand-prévôt et archidiacre de Liège (1158-1164), permit l'incorporation de l'église de Haeren à l'abbaye de Corbie. Dans cette charte, sans date, il confirme à l'abbaye de Corbie le personat de Haeren et lui attribue intégralement les revenus de l'église, à charge d'assurer la portion congrue au vicaire perpétuel qu'elle y établirait. Dès lors, l'abbaye de Corbie usa du droit de nommer l'*investitus perpetuus de Haeren*, qui n'était autre qu'un de ses religieux, attaché à la prévôté de Widoye-Haeren. « Cum eadem » ecclesia (de Hara) de jure archidiaconatus nostri » vacaret... ecclesiam cum omnibus pertinentiis suis » liberam ab omni debitione substituende in futurum » persone, Corbeiensi ecclesie concessimus et cons- » criptum vobis de eadem libertate privilegium aman- » tissimi domini Henrici Leodiensis episcopi appro- » bavimus et recepimus, hac tantum exceptione ut » vicarius... competentem sufficientiam de bonis ejus- » dem ecclesie sub testimonio decani et fratrum concilii » stabiliter provideatis (1). »

Alexandre d'Oeren, devenu évêque de Liège (1165-1167), confirma cette autorisation par une nouvelle charte datée de 1165 (2).

Les prêtres suivants du concile de Tongres figurent comme témoins à cet acte et y apposent leurs sceaux : « S. personarum Tungrensis concilii : Godefridi de- » canî, Wederici de Riwezou (Russon), Guntheri de » Hasluth (Hasselt), Wederici de Alleke (Alken), Ge- » rardi de Los (Looz) (3). »

(1) DUVIVIER, *Actes et documents anciens intéressant la Belgique*, Bruxelles, 1878, pp. 142-145, d'après le *Cartulaire blanc de Corbie*, fol. 63, à la Bibliothèque nationale de Paris; cf. DARIS, *Notices*, t. XII, p. 164.

(2) DUVIVIER, *op. cit.*, p. 145, copié du *Cartulaire noir de Corbie*, fol. 213 v°, à la Bibliothèque nationale de Paris, ms. lat., n° 17758.

(3) « Actum anno incarnationis dominice M.C.LXV indictione XIII^a » in terra Leodiensi feliciter. »

Au XVI^e siècle, Charles de Bourbon, abbé commendataire de Corbie, donna en emphytéose au chevalier Godefroid de Bocholtz, seigneur de Grevenbroeck, pour la somme de 12,000 livres et une rente de 1,000 livres, ses possessions situées en nos contrées (1559) (1).

La petite-fille de Godefroid de Bocholtz (2) vendit le patronat et personat de l'église de Haeren au chapitre cathédral de Liège, qui fut collateur de cette église jusqu'à la fin de l'ancien régime.

Bommershoven a toujours fait partie de la paroisse de Haeren. L'église de Bommershoven, dédiée à saint Alphonse (3), fut érigée en succursale par arrêté royal du 11 juillet 1842. Depuis le 30 octobre 1844, Haeren et Bommershoven forment deux paroisses distinctes et une seule commune.

L'ancienne église-mère de Haeren possède des fonts-baptismaux romans de la fin du XI^e siècle. La cuve baptismale, fort simple, a un diamètre de 85 centimètres et est ornée aux angles de quatre mascarons. Elle repose sur un fût cylindrique ayant 33 centimètres de haut. La hauteur totale, y compris la base, est de 90 centimètres.

(1) Cf. Requête au roi pour M. le cardinal de Luynes, archevêque de Sens, abbé commandataire de l'abbaye royale de Saint-Pierre de Corbie et les prieur et religieux de la dite abbaye contre M. le prince de Ligne et consorts, prince de Salm, princesse de Dietricstein (descendants de Godefroid de Bocholtz). Mémoire imprimé à Paris, chez de Quillau, en 1776. Il y est dit : « C'est d'après les comptes rendus du chapitre de Tongres » depuis 1555 jusqu'à y compris 1568 qu'on a supputé le revenu des terres » de Widoye à 3312 florins et l'on n'a pu prendre avec confiance ces » comptes pour règle ayant été vérifié à l'enquête de 1616 que les terres » de Corbie, enclavées dans celles de ce chapitre, étaient d'une égale » bonté. »

(2) Anne de Hoensbroeck, fille de Herman Hoen de Hoensbroeck et d'Anne, fille de Godefroid de Bocholtz. Elle avait épousé, le 2 février 1627, Jean-Guillaume, baron de Bocholtz, qui mourut en 1682.

(3) Ci-devant à saint Pierre. Il existait à Bommershoven un bénéfice de Saint-Nicolas, à Haeren un bénéfice de Sainte-Catherine (*Reg. V*, 17 (1700), fol. 45, aux Archives de l'évêché à Liège).

QUATRIÈME SÉRIE.

PAROISSE PRIMITIVE DE CORTESSEM.

Le village de Cortessem doit son origine à une villa franque. Le pays fertile qui s'étend entre Hern, Vliermael, Cortessem, Gorsleeuw, comptait plusieurs centres d'habitation à l'époque la plus reculée. Nous avons déjà signalé l'importance des sépultures de Hern et de Gorsleeuw (1) qui datent de la fin de la domination romaine.

Avant d'aborder l'étude de la paroisse de Cortessem, il importe d'établir un point important : la dénomination primitive du village.

* * *

La plus ancienne forme connue est *Curtricias*. Cette forme apparaît dans une charte du 7 avril 741, par laquelle Robert, comte en Hesbaye, donne à l'abbaye de Saint-Trond, l'église de Donck, « basilicam » in loco Dungo quam in honore sancte Marie, sanctorum Petri, Johannis, Servatii, Lantberti edificavi. » Actum in villa *Curtricias* publice a supradicto Roberto (2). » Dans d'autres documents, tous latins, des XI^e et XII^e siècles, on rencontre les formes *Curtereces*, *Curtereceis*, *Curtreces*, *Curtrece*, *Curtrice*, *Curtres*. Comme les formes *curtis* ou *cortis* étaient équivalentes (3), on trouve aussi, à la même époque, *Cortereces*, *Corterec*, *Corterices*.

(1) L'inscription trouvée à Gorsleeuw est ainsi conçue :

C. GRACILEIUS SIMIL(IS) ÆDIL. C. T. SIBI FEC(IT).

Bulletin des Commissions royales d'art et d'archéologie, t. XXIX, p. 230.

(2) PIOT, *Cartulaire de Saint-Trond*, t. I, p. 3; MIRAEUS, *Opera diplomatica*, t. I, p. 493; PERTZ, *MGH. SS.*, t. X, p. 371; *Bulletin de la Commission royale d'histoire*, 3^e série, t. II, p. 445.

(3) BORMANS et SCHOOLMEESTERS, *Notice d'un cartulaire de Huy*, p. 12.

1043. Tietfrid de *Cortereces* (1).
1091, 3 mai. Mainerus de *Curtereces* (2).
1092. Mainerus de *Corterec* (3).
1101. Menerus de *Cortereces* (4).
1143. Menery de *Curtereceis* (5).
1146. Arnulfus de *Curtrice* (6).
1150. Arnulphus de *Curtres* (7).
1175. Rogerus de *Curtereces* (8).
1197. Raso de *Curcen* (9).
1204. Razo de *Curtrece* (10).
1233. *Curtrece* (11).
1213. Raso de *Curtisen* (12).
1231. *Corterzen* (13).
1257, 27 mars. Raso de *Curtersen* (14).

La toponymique primitif *Curtereces*, *Curtrecen* devient *Curteshem*, *Corteshem* par analogie comme *Sichen*, *Sichem*; *Affligen*, *Afflighem*, etc.

En 1213 (Raso de) : *Corteseim* (13).

(1) *BCRH.*, 3^e série, t. II, p. 70. Wazon donne l'alleu de Beeke à l'église Saint-Barthélemi.

(2) BORMANS et SCHOOLMEESTERS, *Notice d'un cartulaire de Huy*, p. 22; GRANDGAGNAGE, *Vocabulaire des noms de lieux*, p. 101.

(3) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 3, en note.

(4) *Ibidem*. GRANDGAGNAGE, *Ibidem*.

(5) ERNST, *Histoire du Limbourg*, t. VI, p. 136.

(6) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 69.

(7) *Ibidem*, p. 80; MANTELIUS, *Historia Lossensis*, p. 75; *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 52.

(8) PIOT, *op. cit.*, t. I, p. 123.

(9) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 120.

(10) WOLTERS, *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 68; KLUIT, *Historia critica*, t. II, 2^e partie, p. 275.

(11) FRANQUINET, *Beredeneerde inventaris der oorkonden en bescheiden der abdij Kloosterrade*, p. 41.

(12) WOLTERS, *Notice sur l'abbaye de Herckenrode*, p. 66.

(13) VAN NEUSS, *Inventaire des chartes de Munsterbilsen*, n° 953.

(14) C. DE BORMAN, *Le château de Colmont*, dans *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. V, p. 158.

(15) MIRAEUS, *Opera diplomatica*, t. II, p. 833; MANTELIUS, *Historia Lossensis*, p. 125; WOLTERS, *Notice sur Herckenrode*, p. 58; *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 89.

En 1218 : (Raso de) Curtereseim (1).

En 1238 : Corterschem (2).

En 1244 : Godefridus miles de Cortersem (3).

En 1244, 1253, 1294, Corteshem (4), depuis lors Cortessem (5).

(1) WOLTERS, *Notice historique sur l'abbaye de Herckenrode*, p. 65; *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 97.

(2) DARIS, *Notices historiques*, t. X, pp. 173 et 205.

(3) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 461.

(4) DARIS, *Notices historiques*, t. X, pp. 179, 181 et 197.

(5) Nous serions presque tenté de voir dans *Curtishiemis* une transformation latine de Corteshem.

Plusieurs agglomérations s'étaient successivement formées dans les limites du territoire désigné d'abord sous l'appellation commune de Curtereces-Curteshem. L'un de ces groupements acquit de bonne heure une importance assez grande. Pour désigner ce dernier *vicus*, des scribes de Flandre, du monastère d'Elnone entre autres, imaginèrent une prétendue forme latine qui se rapprochait, en effet, beaucoup de Curteshem. Dans la *Vita metrica* de saint Bavon, écrite dans la première moitié du x^e siècle, on trouve la forme latinisée *Curtishiemis*, dénomination ancienne, *prisco nomine dictus*, que les moines flamands ou les vassaux du comte de Flandre, devenus possesseurs de cette localité, traduisaient littéralement par *Wintershoven*. Wintershoven est, en effet, la traduction absolument littérale de *Curtishiemis*.

Voici le passage en question :

Ille quidem sanctus (Landoaldus) existens pervigil actis
Usque diem mortis non declinavit ab ipsis
Munere divino miracula multa patrando
Cujus membra loco pausant feliciter illo
Qui *Curtishiemis* prisco stat nomine dictus,
Bavonis fuit hic quondam possessio sancti.

(*Acta Sanctorum Belgii*, t. II, pp. 436 et suiv.).

Dès la fin du x^e siècle, on a définitivement prêté à l'agglomération de Wintershoven cette forme nettement thioise dans laquelle certains avaient cru reconnaître — à tort il est vrai — la traduction littérale de l'ancienne appellation commune.

La généralisation de cette forme thioise est d'autant plus facile à comprendre que les suffixes *hoven* sont excessivement fréquents dans ce pays.

A Cortessem même nous trouvons : Cortershoven, Wintershoven, Mersenhoven, Guygoven (Guodenghoven au x^e siècle, de Guodo ou Godo et hove, de là Ghudenghoven, Guydeghoven).

Aux environs : Gutshoven, Cuttehoven, Rommershoven, Schalckhoven, Rudecoven (Ruyckhoven et Rullecoven), Mettehoven, Bommers-

Simultanément une autre forme se présente : Curtercho, qui deviendra Curteraco, Corterhoven, Cortershoven, nom flamand du village. L'existence simultanée d'une forme romane et d'une forme thioise n'a rien d'étonnant (1).

Cette forme Curteraco a fait penser à tort au suffixe celtique *acum* ou *iacum*. Dans cette supposition, Corteraccum, par le changement du k en s et le déplacement de l'accent tonique serait devenu Curterassem, Cortersem. Mais, dans les dialectes germaniques, *acum* s'est généralement transformé en *ik* (2).

La forme Curtercho est due uniquement à l'addition de la désinence thioise si fréquente *hoven* : Curter-c-hoven (3) ou Cortercoven devient Curtercho (4), Curte-

hoven, Boeshoven, Zonhoven, Engelmundhoven, Attenhoven, Vroenhoven, Boyenhoven (Bodenhoven), Nieuwenhoven, Manshoven, Edighoven, etc.

Très souvent ces localités avaient deux dénominations : l'une romane, l'autre thioise. De même qu'on a gallicisé Mettecoven (Mertenhoven) en Martincourt (Mathincourt 1282), Gutscoven en Gossoncourt (Gocincourt 1219), Attenhoven en Ottoncourt, on a flandricisé Betincourt en Bettecoven (1180), Jeancourt en Janshoven, Court-Saint-Etienne en Stevenshoven, Racourt en Raedshoven.

La traduction Wintershoven, qui présentait l'avantage de rendre toute confusion impossible entre deux villages voisins, était donc parfaitement adaptée à la langue du peuple et ne tarda pas à être généralement acceptée dès la fin du x^e siècle.

Il n'en est pas moins probable que la localité Wintershoven a jadis été comprise sous une même dénomination primitive qui englobait le territoire des deux localités contiguës.

(1) Le même fait se présente à Hasselt (cf. Edg. DE MARNEFFE, *Etude de toponymie*, dans *Bulletin des Mélophiles de Hasselt*, t. XXXIII (1897), pp. 81-88.

(2) Il en est ainsi de Cortracum, Cortrackum, Cuertrike, Corteke, Cortryke, Cortryk, Cortrik (Cortryk-Dutzel, dans l'arrondissement de Louvain).

(3) FÖRSTEMAN, *Altdeutsches Namenbuch*, I Ortsnamen, 2^e édition (1872), col. 436, considère le radical comme étant d'identification douteuse : « Einige n. scheinen zur niederdeutschen gestalt von kurz, brevis » zu gehören. »

(4) 1154 : Arnoul de Curtercho est témoin de la charte de Louis,

raco (1), Kortenchoven (2), Cortershoven, qui est encore le nom flamand actuel.

* *

Nous savons déjà qu'au VIII^e siècle, la villa de Curteresheim fut, transitoirement au moins, la résidence d'un comte du *pagus* de la Hesbaye. Il résulte d'un ensemble de faits et de circonstances que nous exposerons plus loin, que cette villa a une origine ancienne. Il faut en dire autant de la chapelle qui y fut bâtie. Il n'est pas rare que de simples particuliers aient possédé un oratoire près de leur demeure. Ce fait s'est présenté à Cortessem.

L'église érigée à Cortessem même est dédiée à saint Pierre. La fête paroissiale y fut fixée au 29 juin, fête du martyr de saint Pierre (3). L'église érigée à Wintershoven est dédiée également à saint Pierre, mais la fête s'y célèbre le 1^{er} août, fête de saint Pierre-aux-Liens (4).

L'histoire de ces deux églises est inséparable.

* *

Il est établi, d'une manière absolument certaine, que l'abbaye de Saint-Bavon, à Gand, fut, pendant plusieurs siècles, en possession de la terre de Wintershoven. L'abbaye de Saint-Bavon fut remise en posses-

comte de Looz, par laquelle celui-ci donne à l'abbaye d'Averbode l'alleu de Balreberg (WOLTERS, *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 54; *Notice sur l'abbaye d'Averbode*, p. 88).

(1) 1206 : Razo de Curteraco (BUTKENS, *Trophées de Brabant*, preuves, p. 58).

(2) 1251 : Hugo de Kortenchoven (WOLTERS, *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 126).

(3) La fête de saint Pierre-aux-Liens y était célébrée avec beaucoup de solennité également. DARIS, *Notices*, t. X, p. 191, statuts de 1270, et p. 201, statuts du XIV^e siècle.

(4) « In festo s. Petri ad Vincula agitur semper solemnis processio » sicut in die venerabilis Sacramenti. » Registre paroissial de Wintershoven, *Registrum parochi Joannis Haechmans*, 1605-1611.

sion de ce domaine par diplôme d'Otton II, daté du 18 janvier 976 (1). Cette institution monastique ne semble pas être restée longtemps en possession de Wintershoven : deux chartes de 1019 et de 1040, contenant le relevé ou l'énumération des biens de l'abbaye, ne mentionnent plus ce domaine. On peut conjecturer que l'abbaye gantoise s'est dessaisie de cette propriété en l'échangeant contre une possession plus rapprochée et, par conséquent, plus à sa convenance.

Pour comprendre dans quelles circonstances le diplôme du 18 janvier 976 fut octroyé à l'abbaye de Saint-Bavon, il est nécessaire de remonter le cours des événements.

Par la force des événements, l'abbaye de Saint-Bavon fut frustrée, de son domaine de Wintershoven pendant plus d'un siècle. En 976, Otton II lui fait *restituer* « in pago Hasbaniense villam Wintershovo cum » ecclesia et reliquis appendiciis. »

Le diplôme par lequel Lothaire (967) (2) confirma l'abbaye de Saint-Bavon, en la possession de toutes ses propriétés, omet de citer au nombre de celles-ci, le *dominium* Wintershoven.

Ce silence s'explique parfaitement.

Les invasions normandes du IX^e siècle, surtout l'invasion de 881, avaient complètement ruiné le monastère de Saint-Bavon. Les moines gantois s'étaient réfugiés à l'abbaye de Sithiu. Les comtes de Flandre, Baudouin Bras-de-Fer et ses descendants, pour se concilier l'appui de puissants feudataires, cédèrent à ceux-ci, en retour de leurs services, de vastes propriétés territoriales. Comme les possessions de Saint-Bavon étaient en grande partie abandonnées, le comte de Flandre

(1) SERRURE, *Cartulaire de Saint-Bavon*, p. 11 ; WOLTERS, *Codex diplomaticus Lossensis*, pp. 3 et 23 ; SICKEL, *Ottonis II et III diplomata*, Hannover, 1888, t. II, p. 143.

(2) MIRÆUS, *Opera diplomatica*, t. I, p. 46.

donna le domaine de Wintershoven en fief à l'un de ses vassaux. Du temps du comte Arnoul (919-964), nous trouvons un seigneur Wanbold et son fils Lantzo, en possession du bien de Wintershoven. L'hérédité du fief ne fut pourtant pas assurée à ces seigneurs. A la mort de Lantzo, l'abbaye de Saint-Bavon, qui venait d'être réorganisée, vers 937-940, entra en possession de son patrimoine de Wintershoven. Sous l'abbé Womar, l'empereur Otton II rétablit définitivement l'abbaye en possession de ce bien, le 18 janvier 976.

*
* *

Comment l'abbaye de Saint-Bavon acquit-elle le bien de Wintershoven?

On ne peut se baser sur ce passage de la vie métrique de saint Bavon (x^e siècle), où il est dit de saint Landoald :

Cujus (Landoaldi) membra loco pausant felicitare illo
Qui Curtishiemis prisco stat nomine dictus
Bavonis fuit hic quondam possessio sancti (1).

Il faut nécessairement entendre cette « *possessio* » *sancti Bavonis*, » dans le sens d'un bien de l'abbaye de Saint-Bavon. De même qu'on parlait des biens de saint Lambert, de saint Trudon, désignant par là les biens des églises de Liège ou de Saint-Trond, on désigne ici un bien de l'église Saint-Bavon. Cette façon de parler est pleinement conforme aux idées du temps. « L'église ne formait qu'un seul être moral avec la » personne du patron. Le saint existe, perdure. Il » exige un culte, il a son église, ses prêtres, ses clercs. » Etre moral et être juridique, il devient capable d'ac-

(1) L. VAN DER ESSEN (*Etude sur les Vitae des saints Mérovingiens*, p. 365) se demande s'il faut interpréter ce passage dans le sens d'ancienne possession de saint Bavon. Nous ne croyons pas qu'il faille y attacher ce sens.

» quérir et de posséder ; on lui donne, on lui lègue ; il
» est vraiment propriétaire et, comme lui-même est
» sacré, sa propriété est inviolable et, comme il ne
» meurt pas, elle est perpétuelle (1). »

On comprend d'ailleurs qu'écrivant quelques années avant 976, alors que le bien de Wintershoven était donné en fief à des seigneurs laïques, le moine poète ait ajouté avec tristesse ces mots :

Bavonis fuit hic quondam possessio sancti.

Ce passage nous apprend donc uniquement — ce que nous savions déjà — que, vers le milieu du x^e siècle, l'abbaye de Saint-Bavon était dépossédée de son bien (2).

(1) IMBART DE LA TOUR, *op. cit.*, p. 44.

(2) Rien ne prouve que Wintershoven ait appartenu à saint Bavon. On sait seulement, par sa plus ancienne biographie, que le saint était originaire de la Hesbaye : « *e ducatu Hesbaniensi.* »

La *Vita Bavonis* nous parle du mariage de Bavon, de la naissance et de la vocation religieuse de sa fille Aggletrude, enfin de la vie de pénitent que Bavon s'imposa sous la conduite de saint Amand, son père spirituel. Le biographe rapporte que les revenus du patrimoine du saint furent affectés à des œuvres pies, que le pieux converti favorisa les fondations de saint Amand, dont il devint le disciple et le collaborateur, et qu'en particulier il favorisa le monastère de Gand, connu désormais sous le nom d'abbaye de Saint-Bavon.

Il n'entre pas dans le cadre du présent travail de faire une dissertation au sujet de la date de cette biographie. Qu'il nous suffise de rappeler que, d'après M. Demarteau, la *Vita Bavonis* remonterait à la fin du viii^e siècle (DEMARTEAU, *Saint Bavon et son premier biographe*, dans *Bulletin de la Société d'art et d'histoire*, t. XIII, 1901, p. 119). Elle aurait été écrite à Elnone sous l'abbatit d'Agilfred (765-784). D'après l'opinion de B. KRUSCH (*Monumenta germaniae historica. Scriptorum rerum merovingicarum*, t. IV, 1902, pp. 534 et suiv.), la *Vita Bavonis* daterait de la seconde moitié du ix^e siècle. Cette opinion a été combattue par L. VAN DER ESSEN (*Revue d'histoire ecclésiastique*, 5^e année, pp. 844-846 ; *Etudes d'hagiographie médiévale, Biographie de saint Bavon*, dans *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique*, 3^e série, t. II, pp. 113-123 ; *Vitae des saints mérovingiens*, pp. 352-353). Sa conclusion est que, si l'on ne peut placer la *Vita Bavonis* à la fin du viii^e siècle, comme l'a fait M. Demarteau, au moins doit-on la placer dans la première moitié



La terre de Wintershoven a-t-elle fait partie de la dotation primitive de l'abbaye? On ne saurait l'affirmer (1). Mais il est certain que l'église fondée dans ce domaine est antérieure au ix^e siècle. Les événements qui s'accomplirent à Wintershoven à la fin du x^e siècle, établissent ce fait à toute évidence.

En 976, nous l'avons dit, l'abbaye de Saint-Bavon entra en possession du bien de Wintershoven.

Peu d'années auparavant un fait important venait de s'y produire. L'évêque Eracle (959-974) avait fait procéder à l'exaltation solennelle des reliques de plusieurs saints personnages inhumés en l'église de Win-

du ix^e siècle, à l'époque de Louis le Pieux, vraisemblablement au temps de l'abbatit d'Eginhard (vers 828).

Cette biographie en prose fut suivie de près par un poème la *Vita metrica Bavonis*, écrit dans le mètre héroïque par un moine de Saint-Bavon, bien avant la translation des reliques de saint Landoald et de ses compagnons de Wintershoven, à Gand, en 980. L'auteur dit, en effet :

Cujus (Landoaldi) membra loco pausant felicitet illo
Qui Curtishiemis prisco stat nomine dictus.

L'auteur y suit pas à pas la *Vita Bavonis* en prose. Il insère déjà l'histoire légendaire de saint Landoald. Cette histoire, racontée par le prêtre Sarabert, qui desservait l'église du domaine de Wintershoven au moment où les moines de Saint-Bavon récupérèrent cette villa, fut mise par écrit dans la *Vita Landoaldi*, rédigée en 980. On voit donc que la *Vita metrica Bavonis* a profité des renseignements légendaires fournis par Sarabert même avant qu'Hériger ne composât la *Vita Landoaldi*. La *Vita metrica* tisse également des liens généalogiques entre saint Bavon et le nouveau saint dont la récupération de Wintershoven révéla l'existence aux moines. En effet, la *Vita* fait d'une des sœurs de Landoald, la mère de saint Bavon (*Acta sanctorum*, octobris, t. 1, p. 236; cf. VAN DER ESSEN, *op. cit.*, p. 355).

(1) Le patrimoine de saint Bavon en Hesbaye comprenait sans doute des domaines importants. Certains domaines semblent avoir été donnés par Bavon à l'église de Tongres-Liège. Nous croyons que Beauvechain (Bavecom), propriété de l'église de Liège, a été de ce nombre. L'abbaye de Saint-Bavon a possédé, en Hesbaye, en dehors de Wintershoven, plusieurs domaines, entre autres Winethe ou Winde, près de Landen, mais rien ne prouve que ces domaines aient fait partie du patrimoine de saint Bavon.

tershoven. Les restes vénérés de ces saints avaient été déposés, ainsi qu'on le fit également à Saint-Trond, dans des caveaux souterrains, à l'approche de l'invasion normande (881). Soustraites à la rapacité des Normands, ces reliques étaient presque tombées dans l'oubli, quand le seigneur Lantzo, qui tenait Wintershoven en fief, demanda à l'évêque de faire l'élévation solennelle des corps.

Nous possédons une relation à peu près contemporaine de cette cérémonie. A la demande de l'abbé de Saint-Bavon, Notger (972-1008) chargea, en 980, Hériger (1) de se rendre à Wintershoven, de consigner par écrit tous les détails relatifs à la cérémonie de l'exaltation des reliques, ainsi que les données qu'il pourrait recueillir relativement au culte rendu jadis aux saints personnages dont les reliques venaient d'être retrouvées.

De la bouche de témoins oculaires, Hériger apprit les particularités relatives à la cérémonie de l'invention des reliques (2).

Il rapporte comment Eracle chargea l'archidiacre de Hesbaye de procéder à l'élévation des corps. Au jour marqué, l'archidiacre Bovon, accompagné des deux archiprêtres Thietbold et Vhodon et d'une nom-

(1) Hériger, devenu abbé de Lobbes, le 21 décembre 990, mourut le 13 octobre 1007.

(2) *Vita sancti Landoaldi et sociorum*, de Hériger, publiée par HENSCHENIUS, apud GHESQUIÈRES, *Acta sanctorum Belgii*, t. III, pp. 349 et suiv.; *Acta sanctorum Bollandiana*, martii, t. III, pp. 36 et suiv.; *MGH.*, *SS.*, t. XV, pp. 601 et suiv. Nous savons par le moine de Gand, auteur de l'*Elevatio sancti Landoaldi* (*MGH.*, *SS.*, t. XV, p. 610; GHESQUIÈRES, *op. cit.*, t. III, p. 374), que la *Vita* de Landoald est l'œuvre de Hériger. Elle est précédée d'une lettre écrite au nom de Notger et adressée à l'abbé Womar de Saint-Bavon; elle rend compte de la manière dont l'écrit fut composé à la prière de ce prélat et de ses moines, peu de temps après la translation. Cette lettre est du 19 juin 980 (cf. PERTZ, *MGH.*, *SS.*, t. VII, p. 138; *Acta sanctorum*, martii, t. III, p. 35; BALAU, *Les sources de l'histoire du pays de Liège*, pp. 135-139; KURTH, *Notger*, t. II, p. 67).

breuse suite de clercs et de religieux des églises de Saint-Trond, de Tongres et de Munsterbilsen, procéda à l'exhumation au chant des litanies sacrées.

Les fouilles ne furent pas longues. Bientôt l'on mit à découvert plusieurs sarcophages. On retrouva d'abord les corps de Landoald et d'Amantius. Près de la tête on trouva une inscription sur pierre révélant leurs noms. Cette épitaphe était brisée quand les moines gantois ouvrirent le tombeau en 980. Deux autres sarcophages renfermaient, au dire des témoins, les restes de sainte Adeltrude et de sainte Vinciana qu'on reconnut, d'après eux, à une petite croix sépulcrale en argent fixée sur la poitrine de cette dernière (1).

L'année suivante, le 5 mars, les reliques des saints Adrien et Julien et de sainte Landrade, furent pareillement retrouvées en l'église de Wintershoven. L'identification des reliques put se faire, assurent les témoins, grâce aux menues inscriptions qu'on découvrit dans les sarcophages (2).

Hériger tient la relation de cette seconde élévation de reliques de la bouche même de Sigeburge, épouse du seigneur Lantzo, laquelle fit procéder à des fouilles en une autre partie de l'église.

Non moins intéressante est la relation détaillée que

(1) « Invenerunt autem plures thecas sed una erat in qua s. Landoaldus archipresbyter et diaconus suus pariter tegebantur Amantius. Aderat et lapis ad capita eorum, nominibus ipsorum insculptus. »
« Aliae continebant sanctas Adeltrudem et Vincianam quod indicebat »
« crucicula quaedam argentea pectori sanctae Vincianae superinventa. »

L'usage de déposer de petites croix dans les cercueils existe de bonne heure en Orient. Aux x^e et xi^e siècles, les croix sépulcrales étaient généralement en plomb et portaient parfois des inscriptions assez longues. Qu'on se rappelle la croix sépulcrale de Gendulphe, déterrée en l'église Saint-Servais à Maestricht, le 31 août 1903, et la croix sépulcrale de l'évêque Théoduin, retrouvée en la collégiale de Huy, le 12 mars 1873 (DARIS, *Histoire du diocèse*, t. I, p. 399; BORMANS et SCHOOLMEESTERS, *Notice d'un Cartulaire de Huy*, p. 7).

(2) « Rectectis sepulcris repererunt nomina eorum exprompta in breviusculis. »

nous donne Hériger de la translation des reliques de ces saints de Wintershoven à Gand, en 980 (1).

Ici, l'historien est absolument contemporain des faits qu'il raconte.

L'abbé de Saint-Bavon, Womar, désirant vivement posséder les reliques des saints confesseurs et vierges, envoya à Wintershoven une commission composée du prévôt Trutgand et des moines Robert et Folioild (2). Les restes vénérés des saints, déposés en trois grandes châsses, furent transportés à Gand où ils arrivèrent le 25 mars 980 (3).



C'est à la suite de ce dernier événement que l'abbé Womar pria Notger de faire recueillir tout ce qu'on savait sur les reliques et d'écrire la vie des saints de

(1) GHESQUIÈRES, *op. cit.*, t. III, pp. 360 et suiv.

(2) « Accedentes (monachi) invenerunt epitaphium dignissimi confessoris (Landoaldi) ad caput ipsius in pretiosissimo marmore diligenter » descriptum; quod tamen per omnia perlegere nequiverant propter » incendium paganorum olim factum quod ideo videbatur ex parte confessoris fractum fuisse » (GHESQUIÈRES, *op. cit.*, p. 365).

(3) Un moine de Saint-Bavon, témoin oculaire de cette translation, nous en a conservé une relation identique. Elle fut composée en 982, lors de l'élévation des reliques à laquelle les moines de Gand firent procéder par Lindulf, évêque de Noyon, après que le synode provincial de Reims eût permis de rendre un culte public à ces saints. L'écrit de cet auteur anonyme comprend deux parties : l'une racontant l'arrivée des reliques de saint Landoald et de ses compagnons à Gand en 980 (GHESQUIÈRES, *op. cit.*, t. III, pp. 368 et suiv.); l'autre l'élévation des mêmes reliques par l'évêque Lindulf en 982 (GHESQUIÈRES, *op. cit.*, pp. 373 et suiv.).

Comme l'observe L. VAN DER ESSEN, *op. cit.*, pp. 364 et 365, il y a une divergence entre le récit des témoins consigné par Hériger et les détails qui nous sont fournis par l'auteur gantois de l'*Adventus*. D'après les dires des témoins de Wintershoven, on aurait trouvé, lors de l'invention des reliques, les corps des saints Landoald, Amantius, Adeltrude, Vinciana, Landrade, Adrien et Julien. Or, lorsque les moines gantois arrivèrent à Wintershoven, ils ne trouvèrent qu'une épitaphe dans le sarcophage de Landoald, devenue en partie illisible, parce qu'elle était brisée. De plus, ils ne trouvèrent que les corps de Landoald, Amantius, Vinciana et Landrade : le sens obvie du texte semble indiquer que ce furent là les seuls corps découverts.

Wintershoven. A cette missive, l'abbé joignait un mémoire racontant la vie des saints, d'après les renseignements recueillis sur place par la commission monastique.

Notger déféra au désir de Womar. Il commença par soumettre à son synode diocésain la question du culte des saints de Wintershoven. Dans le synode qui fut tenu à cette occasion, des clercs et des prêtres nombreux vinrent tour à tour témoigner de ce qu'ils avaient vu ou entendu raconter concernant le culte rendu jadis aux saints personnages, dont les corps avaient été retrouvés une vingtaine d'années auparavant. A la suite de cette enquête, Hériger reçut mission d'écrire l'histoire de ces saints. Prenant pour base les dépositions des témoins recueillies en synode, se servant aussi du mémoire de Womar, il rédigea, sous le nom de Notger, une *Vita Landoaldi* (1).

La déposition principale qui fut actée à l'occasion du synode dont nous avons parlé, fut celle d'un prêtre du nom de Sarabert, attaché à l'église de Wintershoven depuis de longues années. Ce témoin prétendit avoir lu,

(1) Notger qui, après avoir convoqué ce synode, avait confié la rédaction de la *Vita Landoaldi* à son fidèle Hériger, envoya, en son nom personnel, l'écrit d'Hériger à l'abbé Womar de Saint-Bavon ; il dit, dans la préface, l'avoir composé à la demande de ce prélat et le date du 19 juin 980. Original sur parchemin, muni du sceau en placard de Notger, aux Archives de l'Etat, à Gand (SURIUS, *De probatis sanctorum historiis*, 2^e édition, Cologne, 1570-1575, pp. 281-288 ; *Acta sanctorum*, t. III, de mars, pp. 35-41 ; GHESQUIÈRES, *Acta sanctorum Belgii*, t. III, pp. 349-363 ; MIGNE, *Patrologie latine*, t. CXXXIX, pp. 1109-1124 ; *MGH.*, *SS.*, t. XV, pp. 601-607).

L'auteur de la *Translation de saint Landoald*, moine de Saint-Bavon, et contemporain des faits, détermine nettement la part due à Hériger dans cet écrit : « Sur l'ordre de l'éminent pontife (Notger), on fit un recueil de tous les miracles qui venaient d'être divulgués. Hériger, le » savant musicologue, en rédigea le récit en termes succincts, mais élevés et clairs. Cette narration, garantie par l'autorité de l'évêque et » scellée de son sceau, fut envoyée soigneusement à l'abbé et aux moines » de Saint-Bavon » (*Acta sanctorum*, martii, t. III, pp. 39 et suiv. ; cf. KURTH, *Notger*, pp. 234 et 337).

antérieurement à 954, une biographie ancienne des saints de Wintershoven. M. Kurth a fait ressortir les inexactitudes, les incohérences, les multiples et grossières erreurs dont ce récit fourmille (1).

(1) *Notger*, pp. 235 et 236. Sarabert ignore l'époque du pontificat de Martin I^{er} (649-653). En 649, ce pape envoya à saint Amand une réponse à la lettre que l'évêque lui avait adressée pour obtenir la résiliation de ses fonctions, qu'il quitta peu de temps après. L'épiscopat de saint Amand commença donc pendant le pontificat du prédécesseur de Martin I^{er}.

Il ignore l'époque de la mort du roi Dagobert. Ce ne fut pas Dagobert (mort en 638), qui nomma saint Amand au siège de Tongres (promu en 646).

Il ignore la résignation faite par saint Amand de ses fonctions épiscopales. Saint Amand, déchargé de l'épiscopat en 649, fut remplacé presque aussitôt par saint Remacle. Sarabert fait de Landoald l'administrateur du diocèse.

Il ignore la date de l'épiscopat et du martyre de saint Lambert. Sarabert suppose que saint Lambert, enfant vers 650 — puisqu'il en fait l'élève de saint Landoald — mourut en 696 après quarante ans d'épiscopat. A en croire Sarabert, l'éducation de saint Lambert aurait été l'occupation principale et presque exclusive de Landoald, assertion évidemment erronée et invraisemblable en tous points.

Enfin la dernière partie de la relation d'Hériger, ayant trait au transfert des reliques de sainte Landrade, de Munsterbilsen à Wintershoven, est absolument légendaire. Cette partie ne repose sur aucun témoignage écrit et ne se base que sur une tradition orale. On attribue à sainte Landrade la fondation du monastère de Munsterbilsen. Or, cette sainte avait son lieu de sépulture à Wintershoven.

De même que la présence du tombeau de saint Servais à Maestricht a inspiré toute la tradition populaire de la malédiction de Tongres par l'évêque Servais et de l'abandon de cette ville, de même la présence du tombeau de sainte Landrade à Wintershoven donna lieu à toutes sortes de conjectures. Qu'on veuille bien remarquer l'analogie frappante qu'il y a entre les plaintes et les lamentations des Tongrois au départ de saint Servais et la désolation, la résistance désespérée de la communauté de Munsterbilsen, au moment où saint Lambert voulut leur ravir le corps de leur sainte fondatrice. Les deux épisodes sont également invraisemblables. Ces deux amplifications légendaires ont d'ailleurs identiquement le même but : expliquer comment un saint ou une sainte ont pu être enterrés loin des lieux où s'écoula la majeure partie de leur existence. L'épisode légendaire « qualiter corpus s. Landrade virginis divinitus translatus fuerit a » *Belisia in Wintershoven* » se trouve apud GHESQUIÈRES, *loc. cit.* ; *Analecta Bollandiana*, t. IV, pp. 192 et suiv. ; cf. VAN DER ESSEN, *op. cit.*, pp. 176 et 362.

*
* *

S'il faut contester absolument l'historicité du récit de Sarabert en tout ce qui concerne la biographie des saints de Wintershoven, l'on doit, d'autre part, faire une distinction nécessaire entre le culte de ces saints et leur biographie. Le culte, comme l'a dit M. Kurth (1), est antérieur à celle-ci : il est attesté dès le règne de l'évêque Eracle tout au moins. En autorisant l'élévation des reliques, Notger se rendait, sans aucun doute, à de bonnes raisons. Les évêques de la province ecclésiastique de Reims autorisèrent peu après le culte public rendu aux reliques de ces mêmes saints et, à la demande des moines de Saint-Bavon, Lindulf, évêque de Noyon-Tournai, consentit à faire l'élévation des corps saints, le 13 juin 982. A partir de cette date, les saints de Wintershoven prirent définitivement place sur les autels.

Ce qui se dégage avec certitude de la *Vita Landoaldi*, c'est que l'église de Wintershoven a eu l'insigne honneur d'être le lieu de sépulture de plusieurs saints personnages, parmi lesquels semble se trouver Adeltrude, la fille de saint Bavon, que nous connaissons par la plus ancienne biographie de son père (2).

Les rapports que la *Vita metrica Bavonis* et la *Vita Landoaldi* prétendent établir entre saint Amand et Landoald, son compagnon et auxiliaire, n'offrent rien d'invraisemblable, si l'on envisage les circonstances dans lesquelles s'accomplirent les travaux apostoliques de saint Amand. Devenu évêque de Tongres vers 646 (3), saint Amand employa toutes les ressources de

(1) *Notger*, t. I, p. 235; cf. VAN DER ESSEN, *op. cit.*, pp. 363 et 365.

(2) Si toutefois Adeltrude est l'Aggletrude de la *Vita Bavonis* (cf. VAN DER ESSEN, *op. cit.*, p. 365).

(3) Saint Amand, après environ trois ans d'épiscopat, pria le pape, en 649, de le décharger de son évêché. La réponse du pape Martin I^{er} nous est conservée (*Acta sanctorum*, february, t. I, p. 876).

son zèle à travailler à la propagation de la foi dans son diocèse. A cette époque, notre pays n'avait pas encore été parcouru par cette phalange de saints venus de l'Aquitaine (1), de l'Irlande (2), de l'Angleterre (3), coopérateurs zélés des évêques dans le grand œuvre de l'évangélisation. Et cependant, pour travailler efficacement à la propagation de la foi, l'évêque devait pouvoir disposer de collaborateurs, il devait pouvoir s'adjoindre un corps presbytéral et religieux capable de partager ses travaux et de seconder ses efforts. Ces ouvriers apostoliques où l'évêque les demandera-t-il? Ne les demandera-t-il pas à cette vieille Rome, centre de la vie chrétienne et rendez-vous de tant de pieux pèlerins. Qu'on lise la savante étude de Zettinger (4) et l'on verra combien fréquents étaient, à cette époque, les pèlerinages des chrétiens aux tombeaux des apôtres Pierre et Paul. Des relations suivies existaient entre nous et l'Italie. Nos évêques allaient à Rome et Rome nous envoyait des prêtres. Saint Amand lui-même ne dépêche-t-il pas un courrier au pape pour lui demander des livres?

Dès lors, est-il étonnant qu'au retour du voyage de Rome, saint Amand ait ramené avec lui quelques-uns de ces ouvriers apostoliques qui, comme lui, étaient allés vénérer les tombeaux des apôtres?

Remarquons enfin quel est le patron que saint Amand donne aux églises qu'il a fondées. Toutes ont pour patron le prince des apôtres.

L'église voisine de Maestricht qui, quelques années plus tard, abritera les restes glorieux de saint Lambert,

(1) L'Aquitaine nous donna saint Hadelin, outre les saints évêques Amand et Remacle.

(2) L'Irlande nous donna saint Fursy, saint Feuillien, saint Monon.

(3) L'Angleterre nous donna saint Willebrord (mort en 739), saint Rombaut, saint Wiron et saint Plehelme.

(4) *Berichte über die Rompilger aus Frankreich bis 800.*

l'église d'Elnone, l'église de Marchiennes (1) ont pour patron saint Pierre, auquel est également dédiée la célèbre église abbatiale que l'évêque Amand construit à Gand même (2) et où Bavon, converti et devenu son disciple, vient renoncer à la vie séculière et recevoir des mains de son père spirituel l'habit et la tonsure ecclésiastiques.

De même, en Hesbaye, à Cortessem et à Wintershoven, deux oratoires dédiés à saint Pierre (3) s'élèvent vers la même époque, dans des domaines très rapprochés l'un de l'autre, et le second de ces oratoires abrita, pendant quelque temps, un corps presbytéral et religieux dont le fécond ministère contribua puissamment à la conversion des populations rurales des alentours et hâta la marche de la civilisation en cette contrée. C'est à ce seul point de vue que nous avons envisagé

(1) WARICHEZ, *Les origines de l'église de Tournai*, p. 183. Sur le territoire compris entre l'Elnon et la Scarpe, saint Amand fit construire deux églises, l'une en l'honneur de saint Pierre, l'autre sous le patronage de saint André. Vers la même époque, saint Amand fonda dans un autre alleu sur la Scarpe, une nouvelle abbaye, celle de Marchiennes, dédiée aux saints apôtres Pierre et Paul.

(2) BAUDEMOND (VII^e siècle) écrit que saint Amand vint dans la contrée « cui vocabulum est Gandavum » (*Vita Amandi*, c. 12. *Acta sanctorum*, february, t. I, p. 861). L'auteur anonyme de la *Vita Bavonis*, ajoute que le célèbre missionnaire demeura « in castro cui vocabulum » est Gandavum, » y bâtit une église dédiée aux princes des apôtres : « basilicam autem ibi in honore beati Petri apostoli fecit construi, » et bientôt après un couvent de clercs : « Deo etiam annuente, clericorum » coenobium in ipso castro honorifice est constructum » (*Vita Bavonis*, c. 8 et 9, *Acta sanctorum*, octobris, t. I, p. 230).

On sait que les deux abbayes gantoises, celle de saint Bavon, à l'embouchure de la Lys et celle connue sous le nom de saint Pierre ou de Blandigny, sur la rive gauche de l'Escaut, revendiquaient ces textes en faveur de leur église respective et prétendaient être chacune de son côté la monastère fondé le premier et dont l'autre n'était que la succursale (cf. WARICHEZ, *op. cit.*, pp. 180-181).

(3) Contrairement à ce que pense L. VAN DER ESSEN, *op. cit.*, p. 364, l'église de la villa de Wintershoven n'a jamais été consacrée à saint Landold.

le culte rendu aux saints confesseurs et vierges de Wintershoven.

Ces saints personnages inhumés en l'église Saint-Pierre y furent l'objet d'un culte religieux. Quant à l'église, elle fut probablement desservie pendant quelque temps par des prêtres du monastère de Gand, gardiens jaloux des saintes reliques et préposés en même temps au gouvernement des communautés chrétiennes établies dans le voisinage.

La ruine du monastère de Saint-Bavon (881) marqua aussi la ruine de l'église de Wintershoven. Celle-ci se releva un instant de sa décadence après 976, mais, ayant perdu, quatre ans plus tard, les précieuses reliques qui formaient son unique trésor, elle déclina rapidement. Une fois en possession des reliques de l'église de Wintershoven, l'abbaye de Saint-Bavon, de son côté, semble avoir attaché peu de prix à la conservation d'un bien trop éloigné pour pouvoir être convenablement administré. Devenue, par voie d'échange ou de vente, le *dominium* de seigneurs temporels qui s'en approprièrent tous les revenus, l'église de Wintershoven fut bientôt perdue dans la foule des églises naissantes de la Hesbaye. Plus rien ne devait désormais rappeler son origine ni son passé.



De l'ancienne église romane de *Cortessem*, il n'existe plus que la grande nef. Cette église, dit M. Daris (1), fut consacrée par l'évêque Réginard (1026-1038) : « On » trouve une preuve de l'ancienneté très grande de » cette église dans les exhaussements successifs qu'a » subis son parquet. Il y a, en effet, aujourd'hui, trois » pavements superposés. Le plus ancien, en asphalte

(1) DARIS, *Notices*, t. X, pp. 90-91. Nous ignorons sur quoi est basée cette affirmation.

» très dur de couleur jaunâtre, est à 35 centimètres en-
» dessous du sol. Le second est en petites pierres bleues
» de forme oblongue. Le troisième est en grandes
» pierres blanches et grises de marbre et de granit. Le
» sol extérieur s'est exhaussé dans le cours des siècles ;
» on a dû exhausser trois fois le sol de l'intérieur et
» on l'a couvert de nouveaux parquets pour rétablir le
» niveau (1). »

Les comtes de Looz qui avaient le *patronat* et la propriété de l'église de Cortessem, donnèrent cette église en fief aux seigneurs temporels de Cortessem. Thierry d'Altena tenait cette église en fief au commencement du XIII^e siècle (2).

Ce même seigneur possédait le *patronat* et, grâce à la transformation du *patronat*, le *dominium* ou la véritable propriété des églises de Cortessem, Wintershoven, Cuttecoven, Sonne, Strype et Nune.

Sous l'épiscopat de Jean d'Eppes (mort en 1238), l'église paroissiale de Cortessem (3) fut élevée à la

(1) DARIS, *Notices*, t. X, pp. 90-91.

(2) Il n'est pas possible de déterminer d'une manière certaine à quel titre Thierry d'Altena possédait le *patronat* de cette église. Thierry tenait plusieurs fiefs du comte de Looz. En 1212, il donna à l'abbaye d'Averbode, du consentement de son épouse Marie, les dîmes de Hoog et Leegmeerde (WOLTERS, *Notice sur Averbode*, pp. 99 et 100). Il donna aussi à cette abbaye la dîme qu'il possédait à Brusthem et le *patronat* des églises de Brusthem et de Cosen qu'il tenait en fief du comte de Looz (*Ibidem*, pp. 104 et 105).

D'après DE VILLENFAGNE (*Essais*, t. II, p. 313), Wintershoven, Cortessem et Cuttecoven, fiefs du comté de Looz, auraient fait partie de la dot de Marie de Brabant, épouse de Thierry d'Altena. En 1206, Thierry d'Altena est cité avec Raes de Curtheraco parmi les témoins d'un traité conclu entre Henri de Brabant et Louis de Looz (BUTKENS, *Trophées de Brabant*, preuves, p. 58 ; WOLTERS, *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 72 ; DE BORMAN, *Le château de Colmont*, pp. 35-38 ; DARIS, *Notices*, t. X, p. 142).

La chapelle castrale de Printhaghen sous Cortessem fut fondée en 1369, « *sub invocatione B. M. V.* »

(3) Le 10 décembre 1869, M. de Borman signala au Comité provincial de la Commission royale des monuments les fonts-baptismaux de Cor-

dignité de collégiale. Le seigneur Thierry d'Altena assura la dotation de six canonicats, en incorporant au chapitre de Cortessem les églises, c'est-à-dire les revenus des églises de Cortessem, Wintershoven, Cuttecoven, Sonne, Strype et Nune. En vertu de cette incorporation, le chapitre devenait le curé habituel de ces églises dont il percevait tous les revenus. Chacune des six églises incorporées au chapitre était unie à l'une des prébendes canoniales. Le doyen du chapitre pouvait assumer lui-même les fonctions de curé de Cortessem. Les autres chanoines, curés titulaires des cinq autres églises, se faisaient remplacer dans ces paroisses par des vicaires perpétuels, auxquels ils assignaient une portion congrue prise sur les revenus de l'église : « Qui-
» libet ex canonicis quem fratres eligent unam de eis-
» dem ecclesiis, cum eam vacare contigerit, a decano
» et confratribus recipiet et idem presentabitur archi-
» diacono curam ab eo recepturus et idem frater sub-
» stituet vicarium in ecclesia cui redditus competentes
» assignabit; solvet etiam jura ad episcopum et archi-
» diaconum pertinentia (1). »

Dans les statuts portés le 21 juillet 1238 par Daniel, doyen du chapitre de Tongres, et maître Renier, chanoine de la même collégiale, il est stipulé que le doyen du chapitre de Cortessem, qui est en même temps curé de Cortessem (2), percevra toutes les oblations des fidèles : « omnes oblationes et denarios ratione paro-
» chiaie sibi provenientes solus habebit, » qu'il continuera de jouir de la maison et du manse qui constituent la dotation de la plébanie et que, dans le cas où il renoncerait à remplir lui-même les fonctions curiales à Cortessem, il serait tenu de verser annuellement entre

tessem, qui semblent dater de la fin du XII^e siècle (*Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XIV, p. CLII).

(1) DARIS, *op. cit.*, p. 177.

(2) Ce fait s'est encore présenté plusieurs fois dans la suite (DARIS, *op. cit.*, pp. 144-148).

les mains du doyen une somme de 40 solidi prélevée sur les oblations des paroissiens (1).

Au mois de mai 1244, Robert de Thourotte confirma ce statut, à condition que le chapitre ferait desservir les églises incorporées par des prêtres obligés à la résidence (2).

Le 3 mars 1274 (n. st.), maître Marcuald, archidiaque de Hesbaye, porta la portion congrue du curé de Cortessem à 10 marcs : le curé percevait les oblations, les aumônes des paroissiens et les honoraires des anniversaires qui lui étaient comptés pour 7 marcs, 12 solidi, à raison de 12 deniers par maison (cent cinquante-deux maisons). Le chapitre de Cortessem complétait la somme en y ajoutant 2 marcs, 8 solidi.

La portion congrue du curé de Cuttecoven fut fixée à 9 marcs ; il percevait les oblations, les aumônes, les honoraires des anniversaires qui lui étaient comptés pour 48 solidi ; le chapitre complétait la somme en y ajoutant 6 marcs, 12 solidi.

La portion congrue du curé de Wintershoven restait fixée à 8 marcs (3).

(1) DARIS, *op. cit.*, pp. 96 et 177-179.

(2) *Ibidem*, p. 180. Une charte de Robert de Thourotte, datée du 30 novembre 1241, approuve et confirme la donation faite au prieur et au couvent des Caulites du Val-Sainte-Elisabeth, entre Ruremonde et Heyt-huyzen, par Thierry d'Altena, seigneur de Cortessem, du droit de patronage de l'église de cet endroit. Cf. E. SCHOOLMEESTERS, *Regesta de Robert de Thourotte*, dans *BSAH.*, t. XV, p. 98 : « Significaverunt nobis » prior et conventus de Valle Sancte Elisabeth ordinis Vallis Caulium » quod Th(eodoricus) dominus de Althena jus patronatus ecclesie de » Cortercem cum omnibus appendiciis suis et cum omnibus aliis que in » eadem ecclesia sui juris erant, ad ipsum tunc pertinens, eidem priori » et conventui canonice contulit ab ipsis in perpetuum habendum... » Actum anno domini millesimo ducentesimo quadragesimo primo in » festo beati Andree apostoli. »

Il est difficile d'expliquer le bien-fondé de cette prétendue donation faite par Thierry d'Altena. En tout cas, elle n'a pas été mise en vigueur, ni observée dans la suite.

(3) Cette estimation montre que Cuttecoven et le hameau de Voordt comptaient, à cette époque, quarante-huit maisons. DARIS, *op. cit.*, p. 194.

La dîme perçue par le chapitre à Cortessem, rapportait par an, tous frais décomptés, vingt muids de seigle, quatorze muids de froment, soixante-cinq muids d'avoine, vingt-deux muids d'orge, huit charretées de foin, outre de petits droits (1).

Le chapitre de Cortessem se trouvait vis-à-vis du seigneur de l'endroit dans une situation analogue à celle du chapitre de Looz vis-à-vis des comtes.

Les seigneurs d'Altena et de Hornes qui avaient assuré la dotation des canonicats (2) étaient les patrons laïques du chapitre. Ils exerçaient des droits analogues à ceux du prévôt dans les grandes collégiales.

Thierry d'Altena et ses successeurs (3) avaient la collation de toutes les prébendes.

Dans les statuts portés le 23 juin 1253 par maîtres Renier de Tongres et Godefroid de Maestricht, visiteurs apostoliques, Guillaume de Hornes dit d'Altena, neveu de Thierry et son héritier, est appelé « *patronus* » ecclesie Corteshensis (4) » et, dans une convention du 26 octobre 1262, « *prepositus* ecclesie Cortersen- » sis (5). »

Bien que les statuts du chapitre de Cortessem du 21 juillet 1238 eussent fait explicitement mention de la donation faite par Thierry d'Altena des églises de « Corterschem, Wintershoven et Cottechoeven, » donation confirmée vers 1225 par Conrard, évêque de Porto, légat apostolique, Guillaume d'Altena refusa, à la mort de son oncle (août 1243), de confirmer la donation de l'église de Cuttecoven en faveur du chapitre de Cortessem. L'église de Cortessem ne put produire les

(1) DARIS, *op. cit.*, p. 219.

(2) *Ibidem*, p. 202.

(3) Guillaume de Hornes dit d'Altena, neveu de Thierry d'Altena, succéda à ce dernier en 1243. Les seigneurs de Hornes restèrent en possession de Cortessem de 1243 à 1568.

(4) DARIS, *op. cit.*, p. 182.

(5) *Ibidem*, p. 188.

pièces originales attestant cette donation ni les lettres d'approbation du légat apostolique. Les statuts du 21 juillet 1238, nous apprennent que les lettres de confirmation émanées du légat Conrard, évêque de Porto, étaient perdues à cette époque : « privilegium super hoc » ab Conrardo Portuensi episcopo apostolicae sedis » legato collatum extitit amissum sicut per testes juratos qui privilegium viderunt ipsum et confirmationi » eiusdem legati interfuerunt coram nobis extitit probatum sufficienter (1). »

Le chapitre de Cortessem s'adressa alors à Robert de Thourotte et lui demanda de confirmer les statuts de 1238 qui reconnaissaient le fait de ces donations. Robert de Thourotte se prêta à cette demande au mois de mai 1244, « hoc salvo quod in ecclesiis parochialibus » de Corteshem, Wintershoven, Cottehoven, Sonne, » Strype, Nune, quarum jus patronatus vos canonice » *proponitis* assecutos, ad presentationem vestram, investiti instituantur qui curam animarum gerant et » personaliter resideant et deserviant in eisdem (2). » Ceci n'empêcha pas Guillaume de Hornes de donner, cette année même, l'église de Cuttecoven à l'abbaye de Herckenrode (3).

Le chapitre de Cortessem contesta, pendant tout le XIII^e siècle (4), à l'abbaye de Herckenrode, la propriété

(1) DARIS, *op. cit.*, p. 177.

(2) *Ibidem*, p. 179.

(3) WOLTERS, *Notice sur l'abbaye de Herckenrode*, p. 76.

(4) Le 3 mars 1274, maître Marcuald, archidiacre de Hesbaye, ordonne « quod in ecclesiis parochialibus de Cortessem, Cuttecoven et Wintershoven nostri archidiaconatus ad presentationem virorum discretorum » decani et capituli ecclesiae Cortessensis ad quos patronatus dictarum » ecclesiarum pertinent, *ut dicunt*, investiti instituantur qui curam animarum gerant et personaliter resideant et deserviant in eisdem et pro » beneficio eorum cuilibet octo marcae ad minus de ipsarum ecclesiarum proventibus assignentur » (DARIS, *op. cit.*, p. 193).

Le 17 juin 1294, l'archidiacre de Hesbaye, Guillaume Berthout, confirme le droit de patronage du chapitre sur les églises de Cortessem, Wintershoven et Cuttecoven, « ut ipsi (decanus et capitulum) ad ecclesias

de l'église de Cuttecoven. Néanmoins l'abbaye maintint sa prise de possession et le chapitre de Cortessem dut renoncer à ses prétentions.

Le chapitre de Cortessem conserva la propriété incontestée des églises de Cortessem, Wintershoven, Sonne, Strype et Nune.

Le 26 octobre 1262, une convention fut conclue entre le chapitre et Guillaume de Hornes. Ce seigneur déclare : « *quod jure patronatus ecclesia Cortessensis » ad decanum et capitulum memoratos pertinet* (1). »

* * *

Au commencement du XIII^e siècle, l'église de *Wintershoven* était tenue en fief par Thierry d'Altena, qui avait le *patronat* et le *dominium* de cette église. Vers 1225, ce seigneur céda la propriété de l'église de Wintershoven au chapitre de Cortessem. Depuis cette époque, l'église de Wintershoven fut incorporée au chapitre de Cortessem. Un des chanoines de Cortessem était titulaire de Wintershoven et faisait remplir les fonctions de curé par un vicaire perpétuel. La portion congrue assignée au desservant de Wintershoven était de 8 marcs (2).

La dîme de Wintershoven, n'appartenait pas tout entière au chapitre de Saint-Pierre. Le chapitre en percevait une part s'élevant à quatorze muids de seigle et quinze muids d'avoine (3).

Avant 1225, Thierry d'Altena avait donné en arrière-fief à Guillaume de Wintershoven certaines dîmes de cette localité. Guillaume de Wintershoven donna ces

» parochiales de Corteshem, de Wintershoven, de Cottehoven, de
» Sonne, de Nunen, de Strype quarum jus patronatus ad ipsos decanum
» et capitulum pertinere *dicitur* personis idoneis, cum vacaverint, pre-
» sentent » (DARIS, *Ibidem*, p. 197).

(1) DARIS, *op. cit.*, p. 188.

(2) *Ibidem*, p. 193, statut du 3 mars 1274 (n. st.).

(3) *Ibidem*, p. 218.

dîmes à l'abbaye de Herckenrode en mai 1232, en même temps que Guillaume de Cuttecoven cédait à la même abbaye des dîmes de Cuttecoven que ce chevalier tenait en arrière-fief de Thierry d'Altena (1).

Nous donnons en note l'intéressante répartition et la spécification des dîmes, telles que nous les ont conservées les registres paroissiaux (2). On y trouve aussi le détail des droits prélevés par le curé à l'occasion de l'exercice des fonctions du ministère pastoral. Outre le maître-autel, l'église de Wintershoven possédait, au XVI^e siècle, deux autels respectivement consacrés, le premier à Notre-Dame et à sainte Anne, le second à saint Lambert et à tous les saints.

(1) DARIS, *Notices*, t. IV, pp. 47 et 124.

(2) « Rescribitur ecclesia de Wintershoven ad 42 modios spelte.

» Habet ecclesia seu ejus rector infra decimarium seu decimationis
» limites dictae villae de Wintershoven per se et insolidum totalem et integram
» decimam feni in pratis, pascuis, pomariis. Item habet dicta ecclesia
» seu ejus rector mediam minutam decimam sive medietatem decimae
» lini, canabis, ancerum, anapum et pullorum, aliam vero medietatem
» percipit abbatissa et conventus de Herckenrode (seu ejus villicus de
» Schoenwinckel). Agnorum autem medietatem solam et integram habet
» pastor hujus ecclesiae sed aliam dimidietatem habent et aequaliter inter
» se dividunt decanus et capitulum de Corteschem ac abbatissa et conventus
» de Herckenrode.

» Habet mensa communis capituli S. Petri in Cortessem una cum
» abbatissa et conventu monasterii de Herckenroede et plebano loci
» modo et forma subscriptis decimam infra decimationis limites ecclesie
» et parochie de Wyntershoeven : extendentes se versus Vliermael usque
» ad viam appellatam *der miswech* qua itur a confinio dicto *dat Vliermael roet* versus Vliermael ; versus Gugoven ad viam quandam sive
» methadium dictum *der voetpaet* qua itur a loco dicto *den Lindendries*
» usque ad locum dictum *dat stouckenbroeck* ; versus Cortessem usque
» ad rivulum dictum *dye broeckbornbeeck*, infra quos limites habet
» dicta mensa communis medietatem decime bladalis, aliam vero medietatem
» habent abbatissa et conventus predicti monasterii de Herckenroede.

» Decimam agnorum habent pro una medietate abbatissa et conventus
» dicti monasterii et predicta mensa communis equalitatem et pro
» alia medietate habet eam plebanus insolidum. Habet etiam plebanus
» solus et insolidum decimam feni.

» Parvam sive minutam decimam habent abbatissa et conventus dicti

L'église de Wintershoven était église baptismale, le curé ayant la faculté du *primum ac ultimum* (1).

Le 22 juin 1621, le chœur de l'église menaçant ruine, l'archidiacre de Hesbaye donna ordre de le démolir et de le reconstruire. Guillaume de Lamboy, seigneur du lieu (2), s'obligea pour 50 florins de Bra-

» monasterii et plebanus inter se et inde nihil habet mensa communis
» ecclesie de Cortesem.

» In Wyntershoven obligatur capitulum ecclesie de Cortesem ad
» detentionem campane banalis, pro tertia parte et non amplius, plebanus
» ejusdem ecclesie de Wyntershoeven obligatur ad detentionem chori,
» abbatissa et conventus monasterii de Herckenroede ad detentionem
» navis ecclesie, ad calicem, libros et alia ad divinum officium requisita.

» Ratione medietatis majoris decimae quam infra decimarium villae
» de Wintershoeven habent, debent et tenentur decanus et canonici capi-
» tuli S. Petri in Cortesem annue sive hereditarie, pure et libere dictae
» ecclesiae sive pro tempore ejus rectori sex modios siliginis et quinque
» avenae mensurae lossensis. Obligatur plebanus tantum ad dimidiam
» edificationem seu reparationem chori, secundum statuta synodalia
» concilii Tongrensis, cum ipse tantum dimidietatem minoris decimae
» habeat, exceptis decimis feni, quas insolidum habet pastor ab utroque
» decimatore ratione parvitatatis competentiae. »

Registrum pastorum Matthiae Van Horn (1549-1561), Michaelis Kenens seu Christiani (1561-1567), Hugonis Betermans (1568-1605) et Joannis Haechmans (1605-1611), 2^a partie, fol. 77-78, aux archives paroissiales de Wintershoven.

Cf. Visite archidiaconale de 1613, *Registre* V, 1, aux archives de l'évêché à Liège, fol. 156 et visite de 1624, *Registre* V, 5, aux mêmes archives, fol. 43).

En 1624, la paroisse comptait nonante-cinq communians.

(1) *Forma jurium juxta consuetudinem hujus ecclesie*, même registre paroissial, fol. 48-50.

(2) Ce seigneur et le curé René Maechs, désirant posséder des reliques des saints de Wintershoven, s'adressèrent, en 1624, à l'évêque de Gand et aux chanoines de l'église cathédrale de Saint-Bavon, à l'effet d'obtenir quelques reliques. L'évêque Antoine de Triest et le chapitre cathédral de Saint-Bavon agréèrent cette requête; le 9 juin 1624, ils firent ouvrir les reliquaires, en retirèrent trois fragments des corps de saint Landoald, de sainte Landrade et de sainte Vinciane et les remirent entre les mains du frère Arnold d'Eynatten, avec mission de les porter à Wintershoven. La lettre de l'évêque de Gand est datée du 9 juin 1624. Le frère Arnold d'Eynatten apporta les reliques au château de Desseneer, le 8 juillet 1624, jour de la fête de sainte Landrade: de là, elles furent transportées en grande solennité dans l'église de Wintershoven, le

bant, le curé René Maechs (1611-1642) pour 150, la fabrique de l'église pour 100; enfin 50 florins furent prélevés sur les rentes des pauvres.

Le seigneur autorisa ses manants à fournir, moyennant salaire, des charrois et des journées de travail.

L'église de Wintershoven, bâtie en style roman, a été restaurée dans ces dernières années, de 1891 à 1893 (1).

*
* *

Entre les paroisses primitives de Hoesselt, de Cortessem-Wintershoven et de Gorsleeuw se trouve l'église de Guygoven dont la filiation est douteuse.

L'église de Guygoven, église baptismale (2), est dédiée à saint Quentin.

On sait que la diffusion du culte de saint Quentin en nos contrées date de l'époque de l'élévation des reliques de ce saint par saint Eloi, évêque de Noyon, vers 643 (3).

Déjà en 664, saint Trudon fit consacrer l'église qu'il avait fait édifier à Sarchinium, en l'honneur de saint Remi et de saint Quentin (4).

Les écrits d'Hériger (980) mentionnent la localité Guodenghoven, voisine de Wintershoven (5).

14 juillet suivant. Ferdinand, évêque de Liège, avait donné son approbation par une lettre du 3 juillet 1624. *Registre aux œuvres de Wintershoven*, 1471-1586, aux Archives de l'Etat à Hasselt, fol. 138 et 139 (cf. HANSAY, *Note sur des documents concernant les saints et l'église de Wintershoven*, dans *Bulletin des Mélophiles de Hasselt*, t. XXXIX, 1907).

(1) Cf. A. PAQUAY, *De heiligen van Wintershoven*, pp. 41, 44 et 45.

(2) *Registre* V, 9, aux archives de l'évêché à Liège, fol. 26. Visite archidiaconale du 6 octobre 1655 et *Registre* V, 17, aux mêmes archives, fol. 40. Visite de 1700.

(3) GHESQUIÈRES, *Acta sanctorum Belgii*, t. III, p. 233. « Inventio » corporis s. martiris Quintini. »

(4) DONAT, *Vita Trudonis*, apud MABILLON, *Annales ordinis sancti Benedicti*, t. II, pp. 1023 et suiv.; *Acta sanctorum Belgii*, t. V, pp. 23 et suiv.

(5) *Vita Landoaldi et sociorum*, dans *Acta sanctorum Belgii*, t. III, p. 345.

Outre Guodenghoven (Guodo-c-hoven), on trouve les formes anciennes Gudenghoven, Gudeghoven, Guydegoven.

Il est possible que l'église de Guygoven ait été desservie, à l'origine, par le corps presbytéral de Cortessem-Wintershoven. Les *parochiae* primitives n'avaient pas des délimitations exactes de territoire. Etroitement unies au corps presbytéral de l'église voisine, les communautés chrétiennes établies dans le voisinage dépendaient entièrement de l'église principale. Lorsqu'il se forma dans ces hameaux des groupes de croyants assez nombreux pour qu'il fût convenable d'organiser parmi eux le service religieux, des chapelles rurales furent fondées au sein de ces communautés chrétiennes. Ces chapelles rurales reçurent bientôt des prêtres à résidence fixe exerçant les fonctions habituelles et régulières de sacerdoce. Grâce au voisinage de Cortessem-Wintershoven, l'église de Guygoven aura reçu de bonne heure un prêtre résidant, quoique l'agglomération fût encore peu importante.

Le *patronat* de l'église de Guygoven passa, de même que le *patronat* de l'église de Cortessem-Wintershoven, aux mains de seigneurs laïques (1).

Il est possible que le droit de patronage de l'église

(1) Les seigneuries de Colmont, Guygoven et Wintershoven étaient encore réunies en 1425 (cf. charte du 17 octobre 1425. *Chartrier manuscrit de Notre-Dame à Tongres*, t. II, fol. 29).

On voit encore dans l'église de Guygoven les pierres tumulaires de Jean d'Opleeuw, chevalier (mort le 26 novembre 1296) et de Henri de Guygoven (mort le 9 octobre 1366) :

Anno Dni M^oCC^oXC^oVI^o . in . crastino . beate . Cat(erine
virginis o)biit . dns . Johannes . m(iles) (requies)cat in pace .
Amen.

Anno . a . nativitate . domini M^oCCC^oLXVI^o in . die .
beati . Dyonisii . martyris . obiit . dominus . Henricus .
dns . de . Guydegove . et . de . Wenterhoven . castellanus
de . Coelmont . miles . Cujus anima . requiescat . in pace .
Amen. Orate . pro . eo.

de Guygoven ait appartenu, à la fin du XI^e siècle, à Ide, comtesse de Boulogne.

En 1096, cette dame fit différentes donations à l'église de Munsterbilsen, entre autres de domaines situés à Gudehoven et à Repen (1).

Jusqu'à la fin de l'ancien régime, l'abbesse de Munsterbilsen a eu la collation de l'église de Guygoven (2).

Elle exerçait ce droit au XIV^e siècle. Le 28 février 1330, le pape Jean XXII accorda à Louis dit Sanctus, de Beeringen, ami intime de Pétrarque, l'expectative d'un bénéfice à la collation ou présentation de l'abbesse de Munsterbilsen (3).

(1) WOLTERS, *Notice historique sur Munsterbilsen*, p. 45; *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 33. Arnold, comte de Looz, figure comme témoin à cette chartre. Il est possible que Guygoven et Overrepen aient formé à l'origine une seule paroisse. Le *patronat* de l'église d'Overrepen a appartenu d'abord au monastère de Munsterbilsen. Mathilde d'Are, abbesse de Munsterbilsen, de concert avec Arnold III, comte de Looz, donna aux chevaliers de l'Ordre Teutonique la chapelle dite des Vieux-Joncs avec tous ses droits et dépendances. Cette donation fut approuvée en 1220 par Hugues de Pierrepont (voy. p. 123). Par bref du 12 mars 1257, le pape Alexandre IV confirma à la Grande Commanderie des Vieux-Joncs le *patronat* de l'église de Repen (J.-H. HENNES, *Codex diplomaticus ordinis sanctae Mariae Teutonicorum*, t. II, p. 117). Toutefois, le 22 décembre 1260, l'abbesse de Munsterbilsen, Thierry d'Eytenberghe et les frères de l'Ordre Teutonique, choisissent des arbitres pour aplanir leurs différends au sujet du *patronat* de l'église d'Overrepen (*Ibidem*, p. 140). Le *patronat* de l'église d'Overrepen appartenait donc anciennement à l'abbesse de Munsterbilsen et les comtes de Looz s'étaient arrogé certains droits sur cette église du chef de leur avouerie.

(2) D'après les visites archidiaconales de 1655 et de 1700 (*Registres V*, 9, fol. 26 et V, 17, fol. 39, aux archives de l'évêché à Liège), le curé de Guygoven percevait toutes les dîmes, excepté la dîme de trois terres, laquelle appartenait au marguillier. Les revenus de la cure se montaient à cent huit muids consistant en dîmes, neuf bonniers de terre, cinquante mesures de seigle et rentes grevées d'anniversaires.

En 1700, le nombre des communicants était de cent douze. La paroisse comptait trente-quatre familles.

(3) « Dilecto filio Ludovico de Beringhen dicto Sanctus, clerico Leo- » diensis diocesis, magistro in musica salutem etc... beneficium eccle- » siasticum cum cura vel sine cura ad dilectarum in Christo filiarum abba- » tisse et conventus monasterii de Moensterbielsen, ordinis s. Benedicti,

Avant le 10 septembre 1332, Louis Sanctus fut pourvu d'un des canonicats du chapitre de Munsterbilsen, car, par lettre pontificale datée de ce jour, Jean XXII assura à Louis de Beringhen, « Ludewico » de Beringhen alias dicto Sanctus canonico ecclesie » monasterii de Bilsen, ordinis S. Benedicti, » l'expectative d'un autre bénéfice à la collation du monastère de Munsterbilsen, « beneficium ecclesiasticum cum » cura vel sine cura ad dilectarum in Christo filiarum » abbatisse et conventus monasterii de Bilsen, ordinis » S. Benedicti, Leodiensis diocesis, collationem vel » provisionem seu presentationem... conferendum tibi » reservamus (1). »

Or, ce bénéfice n'était autre que la cure de Guygoven. Autorisé à solliciter un nouveau bénéfice à la collation ou présentation de l'abbesse et du couvent de Munsterbilsen, Louis Sanctus obtint, sous le pontificat de Jean XXII, donc avant le 4 décembre 1334, la cure de Gudegoven (2), « curatam ecclesiam de Gu- » degoven (3). »

» Leodiensis diocesis, collationem vel provisionem seu presentationem » pertinens... conferendum tibi reservamus, » édité par Dom BERLIÈRE, *Louis Sanctus de Beeringen*, 1905, p. 32; analysé par RIEZLER, *Vatikanische Akten zur Deutsche Geschichte in der Zeit Ludwigs von Bayern*, Innsbruck, 1891, p. 449; WAUTERS, *Tables chronologiques*, t. IX, p. 754.

(1) Edité par Dom BERLIÈRE, *op. cit.*, p. 33.

(2) *Gudehoven* ou *Ghudenghoven* (*Ibidem*, p. 55), désigne évidemment Guygoven et non pas Gutscoven ni Cuttecoven. D'ailleurs ni l'une ni l'autre de ces deux dernières églises n'était à la collation de l'abbesse de Munsterbilsen.

(3) Le 13 mai 1336, quand Benoît XII nomma Louis Sanctus chanoine de Saint-Donatien à Bruges avec expectative de prébende, grâce renouvelée par Clément VI le 22 mai et le 30 août 1342, le pape enjoignait à Louis Sanctus de se démettre de la cure de Guygoven dès qu'il aurait pris possession de la prébende de Bruges. Le 30 août 1342, Louis Sanctus obtint la chantrerie de Saint-Donatien à Bruges (Dom BERLIÈRE, *op. cit.*, pp. 33-35).

Dans une supplique du 9 février 1347, Louis Sanctus expose à Clément VI qu'il a possédé la cure de Guygoven pendant huit ans et qu'il

PAROISSE PRIMITIVE DE GORSLEEUEW.

L'église-mère de Gorsleeuw, dédiée à saint Martin, est importante tant à raison de son ancienneté qu'à raison de l'étendue de son territoire primitif. On trouve déjà la mention de Leuva et de Subleva (Gorsleeuw et Opleeuw), dans la *Vita Landoaldi et sociorum* d'Hériger (980) (1).

L'église baptismale de Gorsleeuw est l'église-mère (2) de Kerniel, de Rullecoven (3) et probablement de Zamelen.

avait négligé de se faire ordonner dans l'année qui suivit la collation de cette église, selon les règles du droit ecclésiastique. Puisque Louis Sanctus a dû abandonner ce bénéfice lors de la collation qui lui fut faite de la chanterie de Saint-Donatien, le 30 août 1342, il a donc joui de la cure de Guyoven depuis l'année 1334. Il est dit dans la même supplique que les revenus de la cure de Guyoven ne dépassaient pas la somme de 32 petites livres de Tours, « secundum taxationem decime » (*Op. cit.*, p. 38). La cure de Guyoven fut sollicitée de Clément VI par Henri Cope, chanoine de Sainte-Croix à Liège, et accordée le 15 septembre 1352. Innocent VI confirma cette provision le 1^{er} mars 1353 et lui accorda un effet rétroactif jusqu'au 15 septembre 1352 (*Leodium*, 8^e année, pp. 7-9).

Louis Sanctus obtint, dans la suite, une prébende dans l'église de Troja (Italie), peut-être à la suite d'une permutation contre celle de Bilsen. Il redemanda celle-ci ainsi que la costreterie de Hasselt, qu'il échangeait avec Henri de Berlingen contre sa prébende de Troja, comme il ressort d'une supplique du 6 octobre 1352 (*Op. cit.*, p. 44).

Le 2 mai 1354, il demandait et obtenait de pouvoir échanger sa prébende de Bilsen contre la chapellenie de Sainte-Marie-Madeleine, située dans le portique de la collégiale de Tongres (*Ibidem*, pp. 44-46).

Inutile de dire que ces curés titulaires ne résidaient jamais et se faisaient remplacer par des vicaires perpétuels.

(1) *Acta sanctorum Belgii*, p. 345.

(2) Les débris des fonts baptismaux de Gorsleeuw (xii^e siècle), ont été déposés au Musée de la Société scientifique et littéraire du Limbourg à Tongres, le 11 mars 1907. Ils datent de la fin du xii^e siècle. La cuve carrée est ornée d'arcatures semblables aux sculptures qui ornent les fonts de Russon et de Thynes (REUSENS, *Eléments d'archéologie*, t. I, pp. 446-447).

(3) Ruderhoven, Ruyderhoven. Voy. *Cartulaire de Saint-Odulphe à Looz*, aux Archives de l'Etat à Hasselt, fol. 24 v^o, 19 v^o et 58 (1247-1386).

Le 3 novembre 1034, Reginard, évêque de Liège, donna à l'abbaye de Saint-Laurent à Liège, le *patronat* de l'église de Leeuw. Cette donation fut confirmée par Henri III, à la demande de Wazon, évêque de Liège, le 28 avril 1044. Le 7 janvier 1234 (n. st.) intervint une sentence arbitrale entre l'abbé de Saint-Laurent et Fastrade, curé de Leeuw, touchant la dîme des terres nouvellement mises en culture. Les deux arbitres décidèrent que les dîmes novales dans le district des dîmes de l'abbaye appartenaient à celle-ci, tandis que le curé avait droit aux dîmes novales dans le district de ses dîmes. Un cours d'eau séparait les deux districts (1).

L'abbaye de Saint-Laurent resta en possession du *patronat* de l'église de Gorsleeuw jusqu'à la fin de l'ancien régime.

Au XIII^e siècle, Leeuw reçut le nom de Gorsleeuw, contraction de Godfriedsleeuw, Lewis Godefridi. On désigne aujourd'hui Gorsleeuw et Opleeuw sous le nom de Gors-op-Leeuw.

Le nom de Gorsleeuw, Lewis Godefridi, lui vient du chevalier Godefroid de Leeuw, cité dans de nombreux actes de 1213 à 1218 (2).

Il existait une chapelle à Opleeuw à la collation du seigneur de l'endroit (3).

(1) *Cartulaire de Saint-Laurent*, au Grand-Séminaire de Liège, t. I, fol. 2 v^o, 5 et 36; DARIS, *Notices*, t. XI, pp. 123, 126 et 201.

Le 31 mars 1410 et le 14 février 1431, l'abbé de Saint-Laurent donna les dîmes grosses et menues de Lyewis Godefridi en location pour deux cent quarante muids d'épeautre et deux aimes de vin. D'après le *Registre* V, 5, aux archives de l'évêché à Liège (visite de 1624), fol. 47, l'abbaye de Saint-Laurent prélevait la grande et la petite dîme, sauf à céder au curé quinze muids de seigle et d'avoine. Le curé avait en outre la dîme de quelques terres déterminées.

(2) *Codex diplomaticus Lossensis*, pp. 84, 89, 90-98.

(3) *Registre* V, 5 (1624), fol. 50. D'après cette visite, Gorsleeuw comptait, en 1624, deux cent soixante-six communians.

* * *

La quarte-chapelle de *Kerniel*, dédiée à saint Pantaléon (1), fut érigée avant 1278. Les curés de Leeuw en furent collateurs jusqu'en 1486. Le curé de Leeuw avait aussi la collation de la chapelle de Rullecoven-sous-Kerniel (2), dédiée à saint Martin et des deux bénéfices fondés en l'église de Kerniel, le premier fondé en l'honneur de la Sainte Vierge avant 1405, le second fondé en l'honneur des saints Nicolas et Jacques. Le premier bénéfice était desservi, en 1613, par le curé de Zammelen (3), en 1624, par le curé de Gorsleeuw.

Les dîmes de Kerniel appartenaient, comme celles de l'église-mère dont elles n'étaient point séparées, à l'abbé de Saint-Laurent et au curé de Leeuw.

Le 20 février 1486, le pape Innocent VIII incorpora la cure de Kerniel au couvent des Croisières de Colen lez-Kerniel. L'évêque de Liège et l'archidiacre de Hesbaye approuvèrent cette union le 27 juillet 1487. Depuis cette époque, l'église de Kerniel fut desservie par un religieux de Colen nommé par le prieur du couvent (4). Elle obtint des fonts baptismaux.

* * *

La quarte-chapelle de *Zammelen* est dédiée à saint Amand (5).

(1) *Registre* V, 5 (1624), fol. 50 et visite de 1658. D'après le *Registre* V, 1 (1613), fol. 153 et la visite de 1712, la chapelle était dédiée à la Sainte Trinité. D'après la visite de 1624, Kerniel comptait cent trente communians.

(2) *Registre* V, 1 (1613), fol. 155. DARIS a publié (*Notices*, t. 1, pp. 420-424), des visites archidiaconales du 8 octobre 1658 et du 6 juillet 1712.

(3) *Registre* V, 1, aux archives de l'évêché à Liège, fol. 153.

(4) DARIS, *Notices*, t. I, p. 385. Le plus ancien curé connu est cité en 1278.

(5) On a prétendu que Zammelen fut jadis une dépendance de la paroisse de Vliermael. Le territoire de Zammelen appartient à la commune

En juillet 1246, le chapitre de Tongres céda au chapitre de Looz le quart du droit de patronage qu'il exerçait sur l'église de Marlinne et reçut en échange le droit de patronage que le chapitre de Looz avait sur l'église de Zammelen (Sammale), « omne jus patronatus quod » habebat in ecclesia de Sammale (1). »

Le 11 septembre 1479, Sixte IV incorpora la quarte-chapelle de Zammelen au décanat du chapitre de Tongres (2).

La chapelle de Zammelen avait également obtenu des fonts baptismaux (3).

PAROISSE PRIMITIVE DE BILSEN.

Non loin de la paroisse primitive de Hoesselt, dans la direction du Nord-Est, s'étend la paroisse primitive de Belisia (Belisie, Belyse, Bylssen, Bylsen, Belsen).

Plusieurs églises des environs de Bilsen ont une

de Vliermael, mais si l'église de Zammelen eût été filiale ou annexe de Vliermael, elle eût été à la collation du chapitre de Huy ou du curé de Hoesselt. Or, il n'en a jamais été ainsi.

(1) *Cartulaire de Looz*, aux Archives de l'Etat à Hasselt, t. I, fol. 62 v°; DARIS, *Notices*, t. I, p. 237; PAQUAY, *Cartulaire de Tongres*, n° 62.

(2) *Chartrier manuscrit de Notre-Dame à Tongres*, t. II, fol. 146 et suiv.; BCRH., 4^e série, t. II, p. 120. Cette incorporation fut autorisée à la demande de Guillaume de Caldenberch, doyen du chapitre de Tongres. Le 4 septembre 1481, Jean Nilis, prévôt de Sainte-Pharaïlde à Gand, juge apostolique, rendit une sentence favorable au doyen contre les prétentions de Gisbert André. Le 18 septembre 1481, Louis de Bourbon autorisa à son tour la dite incorporation en maintenant les droits habituels : *cathedraticum*, *obsonium*, *subsidium* et *placetum absentiae*. Le 12 novembre 1481, Louis de Viridivalle (Groenendaels), doyen du concile de Tongres, donna son assentiment à la même incorporation à condition que le doyen du chapitre assignât au vicaire perpétuel de Zammelen la portion congrue.

(3) *Registre V*, 17, aux archives de l'évêché à Liège (1700), fol. 37. Le curé percevait le tiers des dîmes. Les deux tiers des dîmes appartenaient au doyen de la collégiale de Tongres. En 1700, la paroisse comptait vingt familles et soixante communians. La visite archidiaconale du 19 mai 1628 nous apprend que le recteur demeurait alors à Tongres, à une grosse lieue de distance.

origine très ancienne. Au VII^e siècle, les populations rurales étaient conquises à la foi chrétienne. Au milieu des terres fertiles de la Hesbaye s'élevèrent successivement plusieurs oratoires dédiés aux saints dont le culte était populaire à cette époque. Aux environs de Bilsen, on rencontre, par une étrange coïncidence, le culte des deux grands saints de l'époque franque : saint Martin et saint Remi, uni au culte d'un autre soldat que les francs, guerriers eux aussi, aimaient à honorer : nous voulons parler de saint Maurice, le héros chrétien de la légion thébéenne. L'église de Bilsen est, en effet, dédiée à saint Maurice, celle de Wilre (Waltwilder) à saint Remi, celles de Linde (Martenslinde) et de Riempst à saint Martin.

Les délimitations des conciles de Tongres et de Maestricht n'étaient pas encore tracées et un champ d'action très étendu s'offrait au zèle des propagateurs de la foi.

A cause même de la distance plus considérable qui séparait Belisia des *monasteria* de Tongres et de Maestricht, la nécessité d'un nouveau centre d'évangélisation se faisait sentir plus impérieusement de ce côté.

De plus, au Nord de Bilsen s'étendaient les plaines arides de la Campine. Ce sol ingrat n'avait été foulé que tardivement par les prêtres-missionnaires.

Il était bien difficile d'assurer, sur une si vaste étendue de territoire, la régularité du service divin. Pour prodiguer aux populations éparpillées sur une étendue de plusieurs lieues, les secours et les consolations de la religion, l'établissement d'une communauté chrétienne plus nombreuse, aux limites mêmes de la Campine, s'imposait.

A la fin du VII^e siècle, saint Lambert dépensait toutes les ressources d'un zèle vraiment apostolique à la conversion des populations de la Toxandrie ou de la Campine.

Il favorisa la fondation dans la chrétienté de *Beli-*

sia, à l'entrée même de la Campine, d'une église conventuelle dédiée à Notre-Dame (1).

Le corps presbytéral et religieux attaché à la nouvelle église devait faciliter considérablement la propagation de la foi dans toute cette contrée.

Le monastère et l'agglomération à laquelle il donna naissance prirent le nom de *Belisia monasterii*, Munsterbilsen ou Bilsen le Moustier. Jusqu'au XIII^e siècle cette institution monastique renferma des religieux des deux sexes (2).

Les clercs du *monasterium* de Munsterbilsen contribuèrent, pour une grande part, à la fondation des églises de Genck et d'Asch en Campine.

La communauté de Munsterbilsen fournit aussi de bonne heure des prêtres résidants aux églises de Bilsen, Waltwilder, Martenslinde, ainsi qu'aux églises qui ne tardèrent pas à se fonder à Gellick et à Kleine-Spauwen.

A l'époque de la création des conciles de Tongres et de Maestricht, toutes ces églises — y compris celle de Gellick (3) qui fut rangée dans le concile de Maestricht — étaient desservies par des prêtres du monastère de Munsterbilsen.

* * *

Précisément en raison de l'importance qu'acquît, dès avant l'époque carolingienne, le monastère de Munsterbilsen, les églises situées dans le voisinage immédiat de l'église conventuelle tardèrent davantage

(1) La *Vita* de sainte Landrade rapporte que cette sainte alla s'établir dans la solitude boisée de Bilsen, vers l'époque de l'épiscopat de saint Remacle. Elle y bâtit un oratoire et s'adressa à saint Lambert pour qu'il consacrat cette église. Autour de l'oratoire, dédié à la Sainte Vierge, vinrent se grouper des vierges chrétiennes; ce fut la naissance du monastère de Bilsen (cf. *Acta sanctorum*, julii, t. II, pp. 619-625; L. VAN DER ESSEN, *op. cit.*, pp. 173-174).

(2) Même après que le monastère eût été transformé en chapitre de chanoinesses nobles, quatre prébendes continuèrent à être réservées à des chanoines: « *canonici ecclesiae*. »

(3) Eglise-mère d'Eygenbilsen et Mopertingen.

à se constituer en paroisses indépendantes. Ces différentes églises formèrent le patrimoine primitif et la dotation de l'église abbatiale. Elles furent en quelque sorte incorporées au monastère qui en avait le *patronat* et la quasi-propriété.

Sans doute, on ne peut pas faire remonter au ix^e siècle le système des incorporations proprement dites qui devint plus tard d'un usage si fréquent. Mais, en confiant à des membres de leur communauté les *tituli* des églises voisines, les abbayes exerçaient une véritable juridiction sur les dites églises. Il en est résulté qu'aux x^e et xi^e siècles, les monastères ont uni d'une façon permanente à la mense abbatiale ou à la communauté des frères les *tituli* de ces églises, s'en attribuant désormais les revenus ou, au moins, certains revenus (1). C'est la transformation inévitable du *patronat* en véritable propriété (2).

Il est à remarquer toutefois que les comtes de Looz, grands avoués du monastère de Munsterbilsen, se réservèrent une bonne part des revenus de ces églises, revenus qu'ils donnèrent en fief à plusieurs de leurs vassaux. Plusieurs fois ils tentèrent d'étendre leurs droits, au détriment du monastère. Il en résulta des conflits nombreux.

* * *

Lorsque, en 881, le flot des Normands passa sur nos provinces, l'église de *Munsterbilsen* fut saccagée comme toutes les autres églises du pays, notamment celles de Maestricht, de Tongres, de Saint-Trond et de Liège. Réduit en cendres, le monastère ne se releva de

(1) IMBART DE LA TOUR, *op. cit.*, pp. 243-247.

(2) A proprement parler aucune église n'était incorporée au monastère, pas même l'église paroissiale de Munsterbilsen, ainsi que nous le dirons plus loin. Les incorporations proprement dites devaient être revêtues de l'approbation de l'archidiacre, de l'autorisation de l'évêque et de la confirmation du pape.

ses ruines que vers le milieu du siècle suivant. Il fut réorganisé dans la seconde moitié du x^e siècle.

Sous les abbesses Ermengarde de Luxembourg (986), Cunégonde de Chiney (1017), Richsa d'Are (1060), Mathilde de Looz, le monastère prospéra rapidement.

En 1096, Ide, comtesse de Boulogne, lui fit de grandes libéralités. Parmi ces donations figurent des biens sis à Bilsen, à Riempst, à Waltwilder, à Martenslinde, à Gellick, à Eygenbilsen et à Ruycckhoven (1). L'abbesse (2) était dame temporelle des seigneuries libres de Munsterbilsen, Wellen, Haccourt, Hallem-baye et Kleine-Spauwen (3). Les comtes de Looz étaient grands avoués du monastère (4).

(1) « Bucholtzbilsen, Riemest, Wilre, Linne, Gellick, Eykenbilsen, » Amelestorp (Waltwilder) et Rudenchoven » (cf. VAN NEUSS, *Inventaire des archives du chapitre noble de Munsterbilsen*, Hasselt, 1887, p. 110 ; WOLTERS, *Notice historique sur Munsterbilsen*, p. 45).

(2) Dans les chartes des x¹^e et xii^e siècles sont mentionnés les dignitaires suivants du monastère : l'abbesse (abbatissa), la doyenne (decana), la chanoinesse-costre (custos), les chanoinesses (*sorores ecclesie*) et les chanoines (*canonici ecclesie*), ceux-ci peu nombreux ayant à leur tête un doyen. Jusqu'au xii^e siècle, l'abbesse observait la vie de communauté avec ses compagnes.

Dans la suite, les biens communs furent répartis en trois parts. L'abbesse eut une part appelée mense abbatiale. Le chapitre eut la seconde. La troisième fut réservée aux pauvres ; cette part fut grevée de la fondation d'un hôpital.

Les revenus généraux du chapitre étaient répartis entre les prébendes des chanoinesses-nobles, au nombre de vingt-quatre et les prébendes des chanoines. Ces prébendes des *canonici ecclesie* furent définitivement portées à quatre (*Reg. 500*, de Munsterbilsen, aux Archives de l'Etat à Hasselt : *Registrum quatuor praebendarum dominorum canonicorum de Munsterbilsen*, cf. VAN NEUSS, *op. cit.*, p. 83).

Les bénéfices fondés tant dans l'église abbatiale que dans l'église paroissiale avaient des dotations spéciales (cf. VAN NEUSS, *op. cit.*, pp. 80-83).

(3) Dans ces seigneuries, l'abbesse possédait des biens domaniaux considérables. Elle avait une cour féodale à Munsterbilsen et des cours scabinales dans toutes ces localités. Toutes ces localités étaient de nature lossaine et suivaient les coutumes de Looz, mais ne ressortissaient en appel à aucune cour supérieure de justice de ce comté. Les jugements civils rendus par les échevins de ces seigneuries étaient portés en appel à la cour de l'abbesse.

(4) *Charte*, n^o 946 (1158) : « Ludowico comite de Los nostre ecclesie

Deux églises contiguës avaient été élevées à Munsterbilsen : l'église paroissiale et baptismale (1) dédiée à Notre-Dame (2) et l'église conventuelle dédiée à saint Amour.

Plusieurs bénéfices avaient été érigés dans ces églises : dans l'église paroissiale les bénéfices de Saint-Nicolas, uni à la cure (3) de Saint-Michel, de Saint-Etienne, de la Sainte-Croix et de Sainte-Landrade (4); dans l'église abbatiale, les bénéfices de Saint-Hubert, Saint-André, Sainte-Catherine, Saint-Quirin, Saint-Jean-l'Evangéliste, Saint-Paul, Sainte-Anne et Sainte-

» advocato »; *Charte*, n° 949 (1171-1181) : « comitis Gerardi advocati » ecclesie nostre » etc. On conserve encore plusieurs chartes d'oblation de censitaires de Munsterbilsen. En retour des obligations ordinaires des tributaires, à savoir le cens capital, la taxe du mariage et la taxe du décès, les « *homines familie sancte Marie et sancte Amoris*, » étaient affranchis de la domination des avoués : nulle obligation pour eux de leur payer des droits, d'assister à leurs plaids, de comparaître devant leur tribunal, « nullius advocati placiti, nullius servitii cogamur impedimento; » *Charte*, n° 943 (1060); nullus eorum alicujus judicis placitum exequi » debeat sed tantum abbatisse astare et coram ea judicari habeat; *Charte*, n° 946 (1158); ceteris advocatis seu iudicibus nullo modo habemus res- » pondere sed pro qualibet justitia vel injusticia abbatisse tantum debe- » mus astare; *Charte*, n° 948 (1166); nullum quoque advocatum habentes » preter altare suum, nullis placitis, nullisque exactionibus tenerentur » obnoxii sed ab omni penitus servitutis iugo, soluto censu, permanerent » liberi; *Charte*, n° 951 (1181); nullum advocatum haberent nisi eum » qui summus advocatus esset ecclesie Bylisiensis »; *Charte*, n° 943 (1060); *Charte*, n° 946 (1158); *Charte*, n° 948 (1166); *Charte*, n° 951 (1181); *Charte*, n° 950 (1176).

(1) D'après la visite de 1613, cette église occupait le rang d' « ecclesia » integra, » d'après la visite de 1624 d' « ecclesia media. » Cette classification, basée uniquement sur l'importance économique des églises et la part qu'elles assumaient dans le paiement des différentes taxes paroissiales, est essentiellement variable. C'est pourquoi nous n'en faisons généralement pas mention. Nous renvoyons aux pouillés et aux *Libri rescriptionum* du diocèse.

(2) La tour de cette église subsiste encore. La visite archidiaconale de 1613 (*Registre* V, 1, fol. 144) constate que l'église est entièrement délabrée.

(3) VAN NEUSS, *op. cit.*, p. 81, n° 12.

(4) *Charte*, n° 1000, 10 novembre 1412.

Geneviève (1). Tous ces bénéfices simples étaient à la collation de l'abbesse.

L'église abbatiale et les principaux bénéfices étaient desservis par les « canonici ecclesiae. » Mais, comme après la sécularisation du chapitre, le nombre des « canonici ecclesiae » fut réduit à quatre, la plupart des bénéfices durent être conférés à des titulaires pris en dehors du chapitre.

L'abbesse avait le *patronat* de l'église et percevait la majeure partie des dîmes de la paroisse (2).

L'abbesse prétendait même que l'église paroissiale de Munsterbilsen était incorporée au monastère, mais ses prétentions nous paraissent avoir été peu fondées en ce point (3).

(1) VAN NEUSS, *op. cit.*, pp. 80-83. La visite archidiaconale de 1624 (*Registre V*, 5, fol. 32-33) donne l'énumération des bénéfices et de leurs revenus.

En cette année, la paroisse comptait deux cent vingt-cinq communiants.

(2) Y compris les hameaux avoisinants Heesvelt et Eyck, situés entre Munsterbilsen et la bruyère. Une partie de la dîme de la paroisse de Munsterbilsen appartenait aux pauvres de Bilsen, une partie formait la dotation partielle d'un canoniat de Munsterbilsen, une partie appartenait au curé et enfin une partie au marguillier (*Registre V*, 5 (visite de 1624), fol. 33).

(3) En janvier 1765, l'église paroissiale de Munsterbilsen devint vacante par le décès du curé Servais-Adrien de Mathys.

Le doyen de la faculté des arts de l'Université de Louvain — qui avait le privilège, en vertu de la bulle de Paul V, de conférer les bénéfices qui venaient à vaquer pendant les mois de janvier et de novembre de toute année impaire — conféra la cure à Gisbert Wauters. L'abbesse, de son côté, présenta au même bénéfice Mathieu Goors. Il s'en suivit un procès en cour romaine. L'abbesse soutenait que l'église de Munsterbilsen était unie à la mense abbatiale, mais elle ne se basait sur aucune bulle pontificale établissant le fait de cette incorporation ou union perpétuelle de l'église au monastère. Elle alléguait uniquement que les abbesses avaient reconstruit et restauré l'édifice et avaient enrichi l'église de leurs libéralités.

La partie adverse faisait remarquer, à juste titre, que si le monastère avait assuré le bon entretien de l'église, il n'y avait, en ce fait, aucune preuve d'une véritable incorporation, « *subjectiva unio*, » puisque l'entretien de la majeure partie de l'édifice incombait déjà au monastère en

L'abbesse de Munsterbilsen avait le *patronat* de l'église Saint-Maurice à *Bilsen*.

Le bourg de Bilsen, qui devait former plus tard une des villes du pays de Looz, prit le nom de Beukebilsen, tandis qu'une autre agglomération située à l'Est prit le nom de Eyckbilsen (1).

Le titulaire de l'église de Bilsen était généralement, jusqu'au XIII^e siècle, un chanoine de l'église de Munsterbilsen, « *canonicus ecclesie Blisiensis*. » Ce titulaire se faisait remplacer à Bilsen par un vicaire perpétuel. Cette situation existait encore, le 24 octobre 1256, lors de l'érection du béguinage de Bilsen (2).

vertu de son droit de patronage et en sa qualité de grand décimateur ; qu'en outre, en l'année 1658, l'église paroissiale de Munsterbilsen étant venue à vaquer par le décès de Jean Bosch, le Saint-Siège avait conféré la cure à Jean Hottmans sans faire mention de la prétendue incorporation de l'église. Le titulaire Jean Bosch étant décédé au mois de janvier d'une année paire (1658), le droit de collation appartenait, en effet, au Saint-Siège. En 1733, à la suite de la résignation de la cure en cour romaine, le Saint-Siège avait conféré la cure à Servais-Adrien de Mathys sans faire aucune restriction au sujet des droits de l'abbesse. De plus, le dit acte de résignation suppose que l'église paroissiale jouit de ses revenus propres, qu'elle prélève certaines dîmes, que le curé a la charge de contribuer à l'entretien de l'église et de payer la taxe annuelle du clergé liégeois.

Les dernières expéditions du procès sont datées du 27 juin 1766 et du 13 février 1767.

L'issue fut favorable au doyen de la faculté des arts, l'abbesse n'ayant pu établir le fait de l'incorporation. Carton 13 de l'abbaye de Saint-Trond, aux Archives de l'Etat à Hasselt, n° 24.

(1) Beuk, hêtre ; eik, chêne. Beukebilsen s'écrit Bucholtbilsen (février 1231), Bughoutbilsen (1274), Bucobilsen (24 octobre 1256), Bokkebilsen (1295), Bucholtbilsen (23 décembre 1362), Blise, Blisia (1333, 1366, 1375) (cf. VAN NEUSS, *Inventaire des archives du chapitre noble de Munsterbilsen*, pp. 21, 40, 43, 63, 71, 80, 119, 124 et 125 ; *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 33 ; WOLTERS, *Notice historique sur Munsterbilsen*, p. 45 ; *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. III, pp. 205 et 414 ; t. IV, pp. 372, 434 et 518 ; J. CUVELIER et C. HUYSMANS, *Toponymische studie over de oude en nieuwere plaatsnamen der gemeente Bilsen*, dans *Publications de l'Académie flamande*, Gand, 1897).

(2) *Leodium*, 1^{re} année, pp. 46-48. La cure du béguinage avait un revenu de quarante muids consistant en dix-huit bonniers de terre, quelques dîmes et cent soixante mesures de seigle (*Registre* 17 (1700), fol. 22).

Le chapitre de Munsterbilsen percevait la grande dîme de Beukebilsen et de ses dépendances parmi lesquelles Meerhem ou Mersheim (1).

Le commandeur des Vieux-Joncs prélevait à peu près le tiers de la grande dîme de la paroisse de Bilsen (2).

Au commencement du XIII^e siècle une partie de la dîme de Bilsen était aux mains du comte de Looz, avoué de l'église de Munsterbilsen. Le comte avait cédé cette dîme en fief à Godefroid de Cortessem. Une contestation s'éleva au sujet de la perception de cette dîme entre Godefroid de Cortessem et Guillaume de Waltwilder. Le conflit fut porté devant la cour féodale du comte de Looz et se termina en faveur du premier. A la suite de ce différend, Godefroid de Cortessem vendit au chapitre de Munsterbilsen la dîme qu'il possédait en fief à Bilsen et le comte de Looz, Arnoul IV, en investit le chapitre au mois de février 1231 (n. st.) (3).

Il ne s'agit, dans cette charte, que de la donation de certaine dîme (4) de Bilsen, « *decimam quandam* » apud Bucholtbilsen quam dilectus fidelis meus Godefridus de Corterzen a me in feodo tenebat (5). »

Le chapitre de Munsterbilsen acquit donc, au mois de février 1231 (n. st.), une partie de la dîme de Bilsen, celle notamment que les comtes de Looz, avoués du monastère, avaient donnée en fief à leurs vassaux.

(1) VAN NEUSS, *op. cit.*, pp. 63 et 64, nos 301, 304 et 317 (Registres des dîmes perçues à Bilsen depuis 1390).

L'hôpital de Munsterbilsen prélevait une partie des dîmes de Amelsdorp (Waltwilder), Mopertingen, Gellick, Hoelbeeck, Martenslinde, Spurck et Bilsen (cf. *Registres*, nos 323 et 334 de Munsterbilsen, aux Archives de l'Etat à Hasselt et *Liasse*, n° 330, aux mêmes Archives).

(2) *Registre V*, 17 (visite de 1700), fol. 17; *Registre V*, 9 (visite de 1658), fol. 39).

(3) *Charte*, n° 953, aux Archives de l'Etat à Hasselt; VAN NEUSS, *op. cit.*, p. 113.

(4) VAN NEUSS, *op. cit.*, p. 113, y voit à tort une donation de la « dîme » de Bilsen » à l'église de Munsterbilsen.

(5) *Charte originale*, n° 953, aux Archives de l'Etat à Hasselt.

L'autre partie de la dime appartenait déjà et a appartenu de tout temps au chapitre abbatial.

Quelle était la part rachetée par le monastère en 1231?

Nous croyons qu'il s'agit de la moitié de la dime de Bilsen. Il y eut, en effet, des contestations entre l'abbesse et le monastère au sujet de la propriété de cette partie de la dime, « pars media decime de Bokenbilsen que empta fuit pro parte de denariis silve de Wellines vendite et de denariis domini Hugonis bone memorie quondam Leodiensis episcopi (1). » Ces contestations durèrent de 1295 à 1380. Quoiqu'elles eussent été soumises à l'arbitrage de Philippe Bruni, doyen de la collégiale Sainte-Croix, à Liège, par accord mutuel conclu le 5 juin 1341 (2), les parties ne purent arriver à un apaisement. Pour éviter la prolongation de ce conflit, le chapitre fit dresser, le 9 février 1380, préalablement à l'élection d'une nouvelle abbesse, un instrument notarié par lequel la dime de Bilsen acquise en 1231, « decima de Bokenbilsen que empta fuit de denariis perceptis ex silva de Wellin nuper vendita et eciam de denariis reverendi in Christo patris domini Hugonis bone memorie Leodiensis episcopi, » appartiendrait intégralement au monastère, « contradictione abbatisse non obstante (3). » La nouvelle abbesse, Gostule van der Schueren, dut adhérer à cet acte. Le monastère de Munsterbilsen était donc rentré, depuis 1231, en possession de la majeure partie de la grande dime de Bilsen.

A ces droits de grand décimateur correspondaient des charges. Les « onera grossae seu majoris decimae, » sont suffisamment connus : reconstruction ou entretien

(1) Accord entre l'abbesse et le couvent, 1295. *Charte*, n° 972, aux mêmes Archives.

(2) *Charte*, n° 977, aux mêmes Archives.

(3) *Charte*, n° 987, aux mêmes Archives.

de la grande nef et de la fenêtre orientale du chevet du chœur, fourniture des ornements, des livres, du pain et du vin pour le Saint Sacrifice au maître-autel, de la cloche banale, etc. Ces obligations sont détaillées au huitième chapitre des statuts de l'archidiaconé de Hesbaye et au vingtième chapitre des statuts de l'archidiaconé de Campine (1).

Dans la seconde moitié du XIV^e siècle, il y eut des différends entre le chapitre de Munsterbilsen, d'une part, les mambours de l'église et le magistrat de Beukebilsen, d'autre part, au sujet des restaurations à faire en l'église de Bilsen.

Des délégués furent choisis par les parties le 5 mars 1385 (2). Ils soumirent le différend à l'arbitrage de Nicolas, abbé de Saint-Jacques, à Liège.

Le 22 juillet 1385 intervint la sentence arbitrale de ce prélat (3).

Ce record, où les obligations du grand décimateur sont minutieusement stipulées, fournit, surtout s'il est rapproché des autres documents similaires, en date du 27 avril 1367, du 1^{er} juillet 1448 et du 7 janvier 1461, de précieuses indications au sujet des obligations du grand décimateur au concile de Tongres, archidiaconé de Hesbaye aux XIV^e et XV^e siècles (4).

Le 15 octobre 1387, Thierry de Rochefort, archidiaque de Hesbaye, confirma la sentence du dit abbé

(1) LOUVREX, *Dissertationes canonicae*, pp. 33-49; MANIGART, *Praxis pastoralis*, t. III, pp. 325 et 378.

(2) *Charte*, n° 989, aux Archives de l'Etat à Hasselt. Le 21 mai suivant, des arbitres furent choisis pour terminer divers différends entre le chapitre de Munsterbilsen, d'une part, le magistrat et les mambours de l'église de Bilsen, d'autre part, au sujet du payement de dîmes et rentes de Bilsen (*Charte*, n° 990, aux mêmes Archives).

(3) Cf. notre étude, *Records ecclésiastiques du concile de Tongres*, dans *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XXV, pp. 247-250.

(4) *Ibidem*, pp. 252-271.

au sujet des obligations du grand décimateur de Bilsen, en matière d'entretien du vaisseau de l'église.

Toutes les difficultés n'étant point encore assoupies, une nouvelle sentence arbitrale fut rendue en cette matière par Pierre de Molendino, doyen de Saint-Paul à Liège et Guillaume Corten, chanoine-chantre de Saint-Denis, le 1^{er} juin 1450 (1). La visite archidiaconale de 1658 en appelle encore à cette transaction de 1450 (2).

Ajoutons enfin que l'église de Bilsen conservait des fonts-baptismaux de l'époque romane (3).

* * *

Le curé de Bilsen avait la collation de l'église filiale de *Martenslinde* dédiée à saint Martin. Celle-ci occupait le rang modeste de quarte-chapelle et était dé-

(1) *Charte*, n° 1004, aux Archives de l'Etat à Hasselt (cf. *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XXV, pp. 256-259).

(2) *Registre V*, 9, aux Archives de l'évêché à Liège, fol. 41.

(3) AL. SCHAEPKENS, dans *Annales de l'Académie d'archéologie de Belgique*, t. VIII, p. 240. Il est question de ces fonts dans la visite archidiaconale effectuée, le 29 septembre 1655, par Jean Tabollet, archidiaque de Hesbaye (*Registre V*, 9, aux Archives de l'évêché de Liège, fol. 21). Ces fonts ont été transportés, lors de la dernière restauration, dans une cour intérieure de l'Institut des Frères.

Les *Registres archidiaconaux V*, 9, fol. 19-20 et 39-41 et V, 17, fol. 17-21, donnent l'énumération complète des bénéfices fondés à Bilsen et rendent compte des visites canoniques de la chapelle du béguinage (fol. 21 et 42) en 1655, 1658 et 1700. Au sujet de l'érection du béguinage de Bilsen, cf. Jean PAQUAY, *Charte d'érection du béguinage de Bilsen, le 24 octobre 1256*, dans *Leodium*, 1^{re} année, pp. 46-48; Alphonse PAQUAY, *Het oude zusteren klooster van den derden regel te Bilsen*, Tongres, 1896, d'après un manuscrit du Père Pierre Tretpoel.

La visite archidiaconale de 1700 (*Registre V*, 17, fol. 16) détermine les revenus de la cure montant à cent muids et consistant en grande dîme et dîmes noales à Martenslinde et à Schoonbeek, Heesvelt et Hut-sous-Bilsen, deux cents mesures de seigle, deux bonniers six verges de pré, cinq bonniers cinq verges de terre, plus le tiers de deux cent quatre-vingt-trois mesures de seigle, 63 florins et douze mesures de seigle, 10 florins produits de fondations. D'après cette visite, il y avait à Bilsen même deux cent vingt-sept familles et six cents communians et, en dehors de la ville, la paroisse comptait encore quatre cent vingt familles et mille huit cents communians.

pourvue de fonts-baptismaux (1). Une partie de la dîme de Martenslinde appartenait à l'abbesse (2), l'autre au curé de Bilsen pour sa compétence (3).

Au Sud-Ouest de Martenslinde, est située la localité de *Ruyckhoven* (Rudecoven), célèbre par la Grande Commanderie de l'Ordre Teutonique dite des Vieux-Joncs qui y était établie.

C'est en l'année 1220 que Mathilde d'Are, abbesse de Munsterbilsen, de concert avec Arnoul III, comte de Looz, céda aux chevaliers de l'Ordre Teutonique la chapelle dite des Vieux-Joncs, avec tous ses droits et dépendances. Hugues de Pierrepont, évêque de Liège, approuva cette donation (4).

*
* *

La quarte-chapelle de Nonnespauwen ou *Kleine-Spauwen* (5) faisait encore partie du concile de Tongres à la différence de sa voisine Groote-Spauwen qui appartenait au concile de Maestricht. Elle était dédiée à sainte Aldegonde, première abbesse de Maubeuge (VII^e siècle).

L'abbesse de Munsterbilsen avait le *patronat* de l'église de Kleine-Spauwen (6).

(1) *Registre V*, 17 (1700), fol. 13: « Pastor non habet primum nec » ultimum sacramentum, sed in Bilsen. »

(2) VAN NEUSS, *op. cit.*, p. 64

(3) Visite archidiaconale de 1700 (*Registre V*, 17, fol. 12). Cette visite renseigne vingt-huit familles, cent vingt-huit communians. Les revenus de la cure étaient de quarante muids dont dix muids, revenus de la dîme de dix bonniers, cinq bonniers de terre et 6 florins.

(4) WOLTERS, *Notice historique sur Vieux-Joncs*, p. 42; *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 102; VAN NEUSS, *op. cit.*, p. 113. Une partie de la dîme du hameau de Hoelbeek avait été donnée à la dite commanderie (VAN NEUSS, *op. cit.*, p. 64; *Registre*, n° 323).

(5) La mairie de Nonnespauwen formait une des seigneuries libres de la dame de Munsterbilsen (cf. VAN NEUSS, *op. cit.*, pp. 61 et suiv. et 104).

(6) VAN NEUSS, *op. cit.*, pp. 63-64; *Registres*, n°s 302, 305, 308 de Munsterbilsen, aux Archives de l'Etat à Hasselt (XV^e siècle).

Le chapitre de Munsterbilsen était tenu, en sa qualité de grand dé-

Les dîmes de cette localité formaient la dotation d'un canonicat de Munsterbilsen (1). La quarte-chapelle de Kleine-Spauwen avait des fonts-baptismaux (2).

*
* *

L'abbesse de Munsterbilsen avait également la colation de l'église baptismale (3) de Waltwilder (4).

L'église de Waltwilder, très ancienne, est dédiée à saint Remy, évêque de Reims (VI^e siècle). La paroisse de Waltwilder (5) comprenait les hameaux d'Amelsdorp, Hoelbeek et Groenendael (6).

En 1096, Ide, comtesse de Boulogne, fit donation au monastère de Munsterbilsen de divers biens et revenus de Linne (Martenslinde) et Wilre (Waltwilder) (7).

Une partie de la dîme de Waltwilder semble avoir été donnée en fief, par les comtes de Looz, grands avoués de Munsterbilsen (8). En 1658, la dîme de

cimateur, à pourvoir à l'entretien d'une partie de l'église de Kleine-Spauwen. Le 1^{er} octobre 1746, le magistrat de Kleine-Spauwen déclare renoncer à un procès intenté par lui au chapitre touchant l'entretien de l'église du dit lieu (*Charte*, n° 1100 de Munsterbilsen, aux Archives de l'Etat à Hasselt).

(1) *Registre* V, 17, aux archives de l'évêché à Liège, fol. 10-11. Visite archidiaconale de 1700. Les revenus de la cure étaient de trente-deux muids.

(2) *Ibidem*. La paroisse comptait, en 1700, trente-cinq familles et cent vingt communians.

(3) D'après la visite archidiaconale de 1658, l'église avait le rang d'« integra ecclesia »; d'après la visite de 1700, elle avait le rang d'« ecclesia media » (*Registre* V, 9, fol. 42 et V, 17, fol. 14).

(4) Voy. *Chartes*, n°s 1082 et 1092, dans VAN NEUSS, *op. cit.*, pp. 147 et 149.

(5) Ce toponymique est une composition de *wald*, *woud*, bois et de *wilre* qui n'est qu'un diminutif de villa : villare en roman villers ou villars, en vieil allemand wilâre, weiler, en flamand wilderen, wilder.

(6) *Registre* V, 17, aux archives de l'évêché à Liège, fol. 16. Visite archidiaconale de 1700. La paroisse comptait cinquante-deux familles et deux cent septante-deux communians. De chaque famille le marguillier percevait par an quatorze livres de pain et une gerbe de blé.

(7) WOLTERS, *Notice historique sur Munsterbilsen*, p. 45.

(8) Guillaume de Waltwilder se trouvait en compétition en février

Waltwilder était encore grevée d'une rente annuelle à payer au monastère d'Orienten à Rummen (1). La majeure partie de la dîme de Waltwilder formait la compétence du curé (2). La dîme de quelques terres appartenait aux curés de Bilsen, de Martenslinde, de Munsterbilsen, d'Eygenbilsen, de Gellick et au Commandeur des Vieux-Joncs (3).

* * *

Des liens étroits unissaient les quatre églises de *Riempst, Genck, Asch et Gellick*, toutes soumises primitivement au patronage de l'église de Munsterbilsen.

Déjà dans la première partie de la chronique de Rolduc, écrite vers 1148-1152 (4), il est rapporté, qu'au commencement du XII^e siècle, Adolphe de Saffenberg donna à l'abbaye de Rolduc certains revenus de ces quatre églises (5).

1231 (n. st.) pour la propriété de dîmes de la paroisse primitive de Bilsen (*Charte*, n° 953, aux Archives de l'Etat à Hasselt).

(1) *Registre* V, 9, fol. 42-43 et V, 17, fol. 14. Cette rente était de cent vingt mesures de seigle, septant-deux mesures d'orge et quarante-huit mesures d'avoine. Cette rente devait être prise sur la compétence du curé. Les revenus de la cure étaient de cent muids consistant en dîmes, en dix bonniers de terre, soixante mesures de seigle et deux mesures de froment, produits d'anniversaires (*Ibidem*).

(2) *Ibidem*. Théodore, curé de Waltwilder, était, le 27 avril 1367, doyen du concile de Tongres, quand il rendit une déclaration au sujet des obligations du grand décimateur dans les paroisses (cf. *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XXV, pp. 265-271).

(3) *Registre* V, 17, fol. 14. Une grande partie de la dîme de Hoelbeek appartenait au monastère de Munsterbilsen.

(4) BALAU, *Les sources de l'histoire du pays de Liège*, pp. 407 et 408.

(5) « Quedam singularia quatuor ecclesiarum jura que habuit in » Hasbania, id est aliquas in quatuor parochiis decimas cum modica » apud Rimst terra que plerumque verbo succincta subsequens declarat » litteratura. In Hasbania enim magnum et copiosum habuit allodium » et diversas de diversis diversorum agris decimas habuit ibidem sub » propria sui ditione quas ex quatuor parochiis tradidit huic ecclesie, » eodem videlicet, quo ipse eas tenuerat tenore.

» Unde ecclesie apud Gellike site est sexta pars hujus ecclesie. » Omnis autem terra in parrochia eadem sita in sex heredes est distincta » unde comitis est pars una cujus universe ibidem decime sunt istius

Le 13 décembre 1108, Otbert, évêque de Liège, confirma la fondation de l'abbaye de Rolduc et approuva les donations faites à ce monastère par Adalbert de Saffenberg et son fils Adolphe (1).

Au commencement du XII^e siècle, les comtes de Saffenberg possédaient donc la sixième part de l'église de Gellick, et la cinquième part des églises de Riempst, Genck et Asch.

A cette époque, la transformation du droit de patronage en véritable propriété était un fait accompli.

La propriété utile de ces églises avait été démembrée. Le monastère de Munsterbilsen, par le fait même du *patronat* qu'il exerçait, avait gardé une grande partie de la propriété utile de ces églises.

Toutefois l'avoué du monastère, le comte de Looz, réussit aussi à imposer ses prétentions sur une partie de la dot de ces églises.

Mis en possession d'une partie de ces églises, le

» ecclesie. Pars vero una est ecclesie sancti Servatii que est Trajecti ;
» pars una est ecclesie sancti Martini que est Leodii, pars una dicta est
» Aquensium ; pars una dicta est coheredum ; pars una dicta est de
» Hurburke, de quibus his quinque partibus terre est sexta pars decima-
» rum hujus ecclesie.

» Ecclesie apud *Remist* site est quinta pars hujus ecclesie, et ibidem
» sex bonuaria terre et curtile in atrio ecclesie.

» Ecclesie apud *Genke* site est quinta pars hujus ecclesie et etiam
» quinta pars decimarum terre sancti Trudonis ibidem site, est hujus
» ecclesie (Rodensis).

» Ecclesie apud *Asch* sita est quinta pars hujus ecclesie. Terra
» autem nuper exculpta apud Bredenlo, que vulgo dicitur Roth ex integro
» solvit decimas huic ecclesie (Rodensi) sic ubi terra inculta que vulgo
» dicitur Kempena fuerit exculpta, quintam partem decimarum solvit
» huic ecclesie, quintus enim inde mansus declaratur comitis esse »
(*MGH., SS.*, t. XVI, p. 695 ; *Annales Rodenses*, apud ERNST, *Histoire du Limbourg*, t. VII, p. 16).

(1) FRANQUINET, *Oorkonden en bescheiden der voormalige abdij Kloosterrade*, 1869, p. 3 ; ERNST, *Histoire du Limbourg*, t. VI, p. 116 ; *BCRH.*, 1^{re} série, t. VIII, p. 302 ; WAUTERS, *Tables chronologiques*, t. II, p. 39. Adalbert de Saffenberg donna au monastère de Munsterbilsen son domaine de Herck en 1109 (*Charte*, n° 944, aux Archives de l'Etat à Hasselt).

comte donna ce « droit, » ce « bien » en fief à ses vassaux.

Depuis lors cette partie des églises ou des revenus des églises fut partagée, échangée, engagée ou aliénée entre propriétaires comme toute autre chose financière.

Le comte de Saffenberg, en possession de la cinquième ou sixième partie de ces églises, céda son droit à l'abbaye de Rolduc.

Une part de l'église de Riempst, donnée probablement en fief à Thierry d'Altena et cédée par celui-ci au chapitre de Cortessem (vers 1225), fut vendue le 31 mai 1233 par le chapitre de Cortessem à l'abbaye de Rolduc qui était déjà en possession de la cinquième partie de la dite église (1).

Comme on le voit : à cette époque l'appropriation de ces églises était consommée. Les comtes de Looz possédaient, il est vrai, ces églises solidairement avec le monastère de Munsterbilsen considéré encore comme co-patron, mais les comtes entendaient maintenir leur part prépondérante dans l'exercice proprement dit du droit de patronage : la collation des cures.

Sous l'influence des idées et des usages du temps et aussi par cupidité et abus de pouvoir, les avoués s'arrochèrent le *dominium* presque absolu sur deux de ces églises (2).

(1) « Quidquid juris habebamus tam in majori quam in minori de » cima ville de Rimst » (FRANQUINET, *Oorkonden en bescheiden der voormalige abdij Kloosterrade*, p. 41).

(2) Ces usurpations sont fréquentes. On sait que l'institution protectrice de l'avouerie devint presque partout un instrument de domination aux mains des seigneurs. Investi en principe de la protection du domaine immunitaire, l'avoué profita bientôt de l'autorité que lui donnait sa situation. L'affaiblissement du pouvoir central, la désorganisation politique des ^{x^e}, ^{xi^e} et ^{xii^e} siècles amenèrent cette transformation qui fit de l'avoué carolingien, essentiellement officier immunitaire, l'avoué féodal, pseudo-protecteur des territoires et des populations. Sans doute, l'on ne doit pas voir uniquement dans cette institution une arme dangereuse entre les mains de seigneurs cupides et spoliateurs — l'avouerie a pu être

Vers la fin du XIII^e siècle, le comte Arnoul V prétendit que le droit de conférer la cure de Gellick appartenait alternativement à lui et à l'abbesse de Munsterbilsen. Le 16 mai 1299, il conféra la dite cure à Arnold de Genlic, fils de Thomas (1). Il ne se désista de ses prétentions qu'à la condition que l'abbesse lui permit désormais d'exercer seul le droit de patronage sur les églises de Genck et de Riempst. L'abbesse se vit réduite à accepter ces conditions le 1^{er} décembre 1303. Le chapitre de Munsterbilsen était maintenu en la possession du *patronat* des églises de Gellick et d'Asch, tandis que le *patronat* des églises de Genck et de Riempst était attribué au comte de Looz.

Une des clauses de la transaction du 1^{er} décembre 1303, mérite de fixer spécialement notre attention. Nous y trouvons, en effet, un indice non équivoque des rapports de dépendance qui ont existé depuis l'époque la plus reculée entre ces églises et le monastère de Munsterbilsen.

Il est stipulé que le chapitre de Munsterbilsen continuera, comme par le passé, — sans contestation aucune de la part du comte — à percevoir les offrandes que les paroissiens de « *Genck, Riempst, Gelke* et » *Asche*, » étaient obligés de faire au monastère de Munsterbilsen chaque année à l'époque des Rogations. Ces oblations étaient connues sous le nom d'« *obolus* » *ignis* teutonice *vuurheling* ou *vuurgeld* (2). »

Les *denarii ignis*, qu'on ne doit pas confondre avec

une institution utile à la prospérité matérielle des églises et à la paix publique — bien souvent cependant le rôle de l'avoué ecclésiastique a ouvert la voie à des usurpations de tous genres.

(1) *Charte*, n° 973, aux archives de l'Etat à Hasselt (WOLTERS, *Notice historique sur le chapitre de Munsterbilsen*, p. 68).

(2) *Charte*, n° 974 de Munsterbilsen, aux Archives de l'Etat à Hasselt et *Charte*, n° 465 du chapitre de Saint-Lambert (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. III, p. 37; WOLTERS, *Notice historique sur Munsterbilsen*, p. 69; VAN NEUSS, *op. cit.*, p. 120).

la redevance de l'obole banale, étaient un ancien cens que les paroissiens devaient au curé primitif. A Tongres, ces *denarii ignis* étaient payés à Pâques par tout habitant possédant maison ou foyer « focum et » hospitium; » les deux tiers des oblations revenaient au curé de Tongres comme dot de la paroisse, « pro » dote sue parochie, quia parochia non habet aliam » dotem (1). »

Cette coutume constituait donc une reconnaissance de la sujétion primitive de ces églises vis-à-vis du monastère de Munsterbilsen (2).

* * *

L'église de *Riempst*, concile de Maestricht, est dédiée à saint Martin (3). Cette église, située le long de la chaussée romaine de Tongres à Cologne, semble avoir été érigée en paroissiale au VIII^e siècle (4).

En 1066, l'évêque de Liège possédait une part des

(1) D'après le *Registre des revenus* du XIV^e siècle, voy. notre étude, *Les antiques processions des croix banales à Tongres*, dans *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XXI, p. 128.

(2) Les membres de la communauté de Munsterbilsen ayant bénéficié depuis longtemps des *tituli* de ces églises, le monastère s'était substitué insensiblement aux curés. Sans doute, il n'y avait jamais eu incorporation formelle. Celle-ci exigeait l'approbation de l'archidiacre, l'autorisation de l'évêque et — au moins au XII^e siècle — la confirmation du pape. Dans ce cas, en effet, les biens-fonds, la dîme et les autres revenus de la cure eussent été tous attribués au monastère, à charge de faire desservir la paroisse par un vicaire perpétuel auquel aurait été assignée une portion congrue, « pars congrua », pour sa compétence. Or, tel n'était pas le cas ici. Le monastère n'était point devenu curé titulaire, mais simplement patron et, à ce titre même, possédait une grande partie des revenus ou de la propriété utile de ces églises.

(3) L'église de Riempst vient d'être complètement rebâtie en 1907.

(4) A la même époque fut consacrée l'église voisine : Vlytingen (SIMENON, *Geschiedenis der heerlijkheid Vlytingen*, Maastricht, 1901, p. 24). Vlytingen était au nombre des bancs de Saint-Servais.

Concernant la localité voisine Rosmeer, voyez le diplôme de l'empereur Frédéric du 3 avril 1174 (BUTKENS, *Trophées de Brabant*, preuves, p. 43; *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 58).

revenus de l'église de Riempest. Théoduin (1048-1075) donne à la collégiale de Huy plusieurs biens, entre autre « partem comitis Godefridi quam habuit in eccle- » sia que est in villa Reimost (1). »

En l'année 1219, le prévôt de l'église Notre-Dame à Huy affecte plusieurs revenus de sa prévôté à l'augmentation des prébendes canoniales de la dite collégiale, entre autres « obedientiam ad preposituram spec- » tantem videlicet Remost (2). »

La part possédée par le chapitre de Huy provenait donc d'une donation de l'évêque Théoduin qui tenait cette part, en 1066, d'un comte Godefroid.

Les autres parts du domaine utile de l'église de Riempest étaient en la possession du monastère de Munsterbilsen, comme le prouve la transaction du 1^{er} décembre 1303, et provenaient sans doute de libéralités du même Godefroid (3).

(1) BORMANS et SCHOOLMEESTERS, *Notice d'un Cartulaire de Huy*, p. 11; cf. GRANDGAGNAGE, *Vocabulaire des anciens noms de lieux*, p. 174.

(2) BORMANS et SCHOOLMEESTERS, *Notice d'un Cartulaire de Huy*, p. 50.

(3) On sait que les ducs de Lothier furent les grands bienfaiteurs de l'abbaye de Munsterbilsen. Une charte d'Aleide de Horn, abbesse de Munsterbilsen, datée de 1199, fait mention de libéralités que fit jadis au monastère de Munsterbilsen le duc Godefroid, « dux Godefridus felicis » *memorie* » (*Charte*, n° 952, aux Archives de l'Etat à Hasselt).

Il s'agit ou bien de Godefroid IV le Barbu ou le Courageux, duc de Lothier, de 1065 à 1070, ou bien de son fils Godefroid V le Bossu, comte d'Ardenne ou de Bouillon en 1066, duc de Lothier en 1070, ou bien encore de Godefroid de Bouillon. Ce dernier était petit-fils de Godefroid IV, neveu de Godefroid V et fils d'Eustache II, comte de Boulogne et d'Ida d'Ardenne. Il faut rapprocher de ces libéralités la donation faite, en 1096, à l'église de Munsterbilsen par la même Ida, comtesse de Boulogne, de l'assentiment de son fils, le duc Godefroid (cf. WOLTERS, *Notice historique sur Munsterbilsen*, p. 45; *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 33). L'éditeur de la charte a commis plusieurs erreurs d'identification. Presque toutes les localités citées sont voisines de Bilsen : Buocholz (bilsen), Hirtheren (Herderen), Riemest (Riemst), Rudenchoven (Ruyckhoven), Reken, Liten (Reek et Lethem, hameaux de Bilsen), Lienne (Martenslinde), Wilre (Waltwilder), Gelleken (Gellich), Eygenbilsen, Asserbeek, Amelsdorp (Waltwilder), Langeloo (Genck) et Roethem.

Grâce à ces libéralités, des biens considérables ainsi que la presque

Nous avons vu l'abbaye de Rolduc en possession, depuis 1108, de la cinquième part de l'église de Riempst. L'abbé de Rolduc acquit encore une autre part de cette église le 31 mai 1233 (1).

L'accord du 1^{er} décembre 1303 attribua le patronage de l'église de Riempst au comte de Looz. Le couvent de Sinnich, fondation de Rolduc, ayant reçu la part que cette dernière abbaye avait dans l'église de Riempst, le *patronat* de l'église de Riempst fut acquis par le couvent de Sinnich après que le comté de Looz eût été incorporé à la principauté.

Une chapelle succursale de Riempst, établie à Herderen, fut dédiée à saint Jean-Baptiste. Elle fut érigée en paroissiale et reconstruite en 1832 (2).

* * *

L'église de *Genck* est dédiée à saint Martin. L'église d'*Asch* à sainte Aldegonde (VII^e siècle). Le *patronat* de ces deux églises baptismales était partagé entre l'abbesse de Munsterbilsen et le comte de Looz.

En conférant, le 16 mai 1299, la cure d'Asch à Arnold de Genlic (Gellick) (3), le comte déclare que la collation de la cure d'Asch appartient alternativement à lui et à l'abbesse de Munsterbilsen (4).

L'accord conclu le 1^{er} décembre 1303 entre le comte

totalité des revenus des églises de Riempst, Huygoven, Repen et Wellen devinrent la propriété du monastère de Munsterbilsen.

(1) FRANQUINET, *Oorkonden en bescheiden der voormalige abdij Kloosterrade*, p. 42. Les chanoines de Curterce (Cortessem) cèdent à l'abbaye de Rolduc les dîmes qu'ils possédaient à Riempst. Ils tenaient ces dîmes en fief des comtes de Looz.

(2) Cf. notes sur Riempst-Herderen, dans *'t Daghet in den Oosten*, année 1902, livraisons 9 et 10, et sur Heukelom-Riempst, *Ibidem*, année 1903, livraisons 3 et 4.

(3) Hugues, curé de Genck, figure comme témoin d'un acte du 8 janvier 1230 (n. st.), émané de Giselbert, doyen du concile de Tongres (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 258).

(4) *Charte*, n° 973, aux Archives de l'Etat à Hasselt (cf. WOLTERS, *Notice historique sur Munsterbilsen*, p. 68).

de Looz et Aleide de Brunshorn, abbesse de Munsterbilsen, et approuvé par Thibaut de Bar, attribua le *patronat* de l'église de Genck au comte de Looz et le *patronat* de l'église d'Asch à l'abbesse de Munsterbilsen (1).

Le *patronat* de l'église d'Asch continua à appartenir au chapitre de Munsterbilsen jusqu'à la fin de l'ancien régime; le *patronat* et le *personat* de l'église de Genck furent donnés, après l'incorporation du comté de Looz (1365), à l'évêque suffragant de Liège (2).

Le monastère de Munsterbilsen était en possession de la majeure partie des dîmes d'Asch. Nous avons déjà vu que la cinquième partie de l'église et des dîmes appartenait à l'abbaye de Rolduc. L'abbaye de Saint-Jacques à Liège y possédait aussi certains droits qu'elle avait sans doute reçus des comtes de Looz (3).

Le 23 juin 1460, une convention fut conclue entre le monastère de Munsterbilsen et le curé d'Asch. Aux termes de cette convention, la dîme prélevée par le monastère de Munsterbilsen dans la paroisse d'Asch, dîme connue sous le nom de « die alde theende, » est donnée en emphytéose perpétuelle aux curés d'Asch, moyennant une rente annuelle de 5 florins d'or rhénans et à

(1) *Charte*, n° 974, aux mêmes Archives (cf. *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. III, p. 37; WOLTERS, *Notice sur Munsterbilsen*, p. 69).

(2) Les visites archidiaconales de 1613 et 1624 (*Registres* V, 1, fol. 142-143 et V, 5, fol. 23-29) énumèrent tous les bénéfices fondés dans ces deux églises ainsi que leurs revenus.

En 1624, Genck comptait six cents communians et Asch environ deux cents, outre les habitants de Niel.

Le village de Niel, dit le *Registre* V, 5, fol. 27, faisait partie de la paroisse de Dilsen-sur-Meuse, archidiaconé de Campine. L'église de Dilsen étant située à plus de deux lieues de distance, le curé de Dilsen fit une transaction avec le curé d'Asch, lui permettant d'administrer les sacrements aux habitants de Niel et autorisant ses paroissiens de Niel à fréquenter les offices en l'église d'Asch.

(3) Le 23 juin 1311, Arnoul V, comte de Looz, son épouse et leur fils Louis, comte de Chiny, restituèrent les dîmes d'Asse à l'abbaye de Saint-Jacques à Liège (*BCRH.*, 1^{re} série, t. IX, p. 58).

charge de pourvoir en outre à toutes les dépenses nécessitées pour l'entretien ou la restauration de l'église d'Asch (1).

* *

Le monastère de Munsterbilsen a été de tout temps en possession de la majeure partie de l'église de *Gellick*.

Cette église est dédiée à saint Laurent. Elle fut rangée au nombre des paroisses du concile de Maestricht.

Au commencement du XII^e siècle, l'abbaye de Rolduc reçut d'Adolphe de Saffenberg la sixième part de cette église. L'abbaye d'Orienten, à Rummen, avait aussi une certaine part de la petite dîme de cette paroisse, part qu'elle donna, le 7 juin 1378, en bail emphytéotique, au monastère de Munsterbilsen, moyennant une rente annuelle de quatre muids de seigle et autant d'orge (2).

Il est dit dans cette charte que le monastère de Munsterbilsen possède dans la paroisse de Gellick (Gheilke) la grande dîme et que les revenus de cette dîme montent à dix-huit muids, moitié seigle et orge et à douze mesures de pois. Les revenus de cette dîme étaient affectés au mandé ou hôpital du chapitre de Munsterbilsen (3).

Nous avons déjà dit que le 1^{er} décembre 1303, le comte de Looz reconnut définitivement au monastère de Munsterbilsen le *patronat* de l'église de Ghelke (4).

(1) *Charte*, n° 1011 de Munsterbilsen, aux Archives de l'Etat à Hasselt.

(2) *Charte*, n° 986 de Munsterbilsen, aux Archives de l'Etat à Hasselt.

(3) « Nos abbatissa et capitulum ecclesie Blisiensis habemus decem grossam spectantem ad nostre ecclesie mandatum seu hospitale valentem de presenti et quasi annuatim circa decem et octo modios bladi siliginis et ordeï mediatim cum duodecim vasis pisorum. »

(4) Gheilcke (1378), Ghelke (1303) ou Genlic, Gellic (1299). Dans les dialectes germaniques, le suffixe *acum* est devenu *ik* : Gellick-Gilly, Geverick-Givry (Gabriacum), Kessenich-Chassigny (Cassiniacum). Montnaeken (Montigny) (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. 1, p. 130). Montinacum a conservé le suffixe primitif.

Dans la suite, le chapitre de Munsterbilsen resta en la possession incontestée du *patronat* et des dîmes de Gellick (1).

La paroisse de Gellick comprenait dans son territoire primitif le hameau d'Eyck-Bilsen ou Eygenbilsen. Une église fut élevée dans cette dernière localité et dédiée à sainte Ursule. L'église d'Eygenbilsen, filiale de Gellick, faisait partie, de même que l'église-mère, du concile de Maestricht. La collation du desservant d'Eygenbilsen appartenait au curé de Gellick (2).

Sous la dépendance de l'église d'Eygenbilsen se trouvait la chapelle succursale de Mopertingen (3) dédiée à sainte Catherine. Cette chapelle était également du ressort du concile de Maestricht. La chapelle de Mopertingen avait rang de bénéfice. La collation en appartenait au seigneur temporel de l'endroit (4).

(1) Voy. *Registres des dîmes du chapitre de Munsterbilsen*, n° 327 et *Liasses*, n°s 1136 et 1138, aux Archives de l'Etat à Hasselt. Le 13 avril 1456, le synode du concile de Maestricht, présidé par le vice-doyen Herman de Widoie, curé de Groote-Spauwen, et auquel assistaient les « con- » frates, presbyteri, curati seu ecclesiarum rectores concilii Trajecten- » sis, » s'occupa des devoirs et charges des décimateurs à l'occasion de la restauration de l'église de Gellick (HABETS, *Geschiedenis van 't bisdom Roermond*, t. I, pp. 428 et 429).

(2) C'était le cas ordinaire pour les quarte-chapelles dépendantes d'une église paroissiale.

(3) Ce village était une des huit seigneuries, dites terres de rédemption, cédées à la Hollande en 1785 et qui se rachetaient de tout impôt quelconque en payant un abonnement fixe et annuel de 208 florins de Brabant aux Provinces-Unies.

(4) *Registrum terrarum et proventuum capellae sanctae Catharinae sitae in pago de Mopertingen scriptum a Joanne Havelange presbytero capellano ecclesiae sancti Servatii Traiecti et moderno rectore hujus capellae, 1721*, aux archives paroissiales de Mopertingen.

Le 6 décembre 1713, le seigneur Laurent-Guillaume de Eyll, seigneur de Mopertingen, Hoelbeek, etc., conféra le bénéfice vacant par le décès de Jean Soort, curé d'Iteren, au dit Jean Havelange.

Le 2 juillet 1729, après le décès de Jean Havelange, le seigneur Alard-Guillaume de Eyll conféra ce bénéfice à Martin Mottars.

Le 12 février 1733, le seigneur Alard-Laurent de Eyll le conféra à Michel Meesters, vicaire de l'église d'Eygenbilsen.

Les dîmes des terres de Mopertingen appartenèrent, au XIV^e siècle, au monastère et à l'hôpital du monastère de Munsterbilsen, au chapitre de Saint-Servais à Maestricht et au couvent de Sinnich, « thiende te Mober- » tinghen gheleghen ende daeromtrent sijn toebeho- » rende den goetshuse ende den gasthuse te Munster- » bilsen, den heren van sinte Servaes te Tricht ende » den goetshuse te Zincke. » Ce fait ressort d'une déclaration de Thierry Marchéal, seigneur temporel de Mopertingen, en date du 24 juin 1393 (1).

Le bénéfice de Sainte-Catherine à Mopertingen avait droit à la petite dîme : « Hoc beneficium habet » parvam decimam ratione cujus debet annue unum » denarium census solvendum die mercurii post theo- » phoriam supremo domino et hoc in ipsamet civitate » Belisiensi vulgo Bilsen (2). »

La chapelle de Mopertingen fut érigée en église paroissiale le 24 décembre 1835.



Aux limites Nord-Est du concile de Tongres se trouve la paroisse de *Sutendael*. L'église est dédiée à l'Assomption de la Sainte Vierge. Cette église baptismale était à la collation de l'abbé d'Averbode.

Les deux tiers de la grande dîme appartenèrent au curé, un tiers à l'abbé (3). Le curé avait, en outre, pour sa compétence la petite dîme.

(1) *Charte*, n° 997 de Munsterbilsen, aux Archives de l'Etat à Hasselt; VAN NEUSS, *op. cit.*, p. 126.

(2) *Registrum terrarum et proventuum capellae sanctae Catharinae*, aux archives paroissiales.

(3) *Registre* V, 1 (1613), fol. 143. L'abbé possédait toute la dîme de Viversmeer (Wiemelsmeer) (*Registre* V, 5 (1624), fol. 30).

Le curé prélevait en dîmes environ vingt-quatre muids de seigle, mesure de Maestricht.

Les visites de 1613 et 1624 énumèrent les bénéfices fondés à Sutendael et les revenus de ceux-ci (*Registres* V, 1, fol. 144 et V, 5, fol. 31-32).

Les visites de 1624 assignent à la paroisse deux cent quatre-vingts communians.

Le *patronat* de l'église de Sutendael ou Zoerbroeck ainsi que le *patronat* de l'église de Zolder, du concile de Beeringen, archidiaconé de Campine, furent donnés à Jean dit Quistwater, abbé d'Averbode, par Arnoul V, comte de Looz, le 4 septembre 1304 (1).

Cette cession fut confirmée par bulle de Jean XXII du 10 juin 1318 (2). Adolphe de la Marck, évêque de Liège, et l'archidiacre de Hesbaye, autorisèrent, la même année, l'incorporation de l'église de Sutendael à l'abbaye d'Averbode. Le 17 décembre 1310, sur présentation de l'abbé d'Averbode, Perceval de Carreto, archidiacre de Hesbaye, avait donné l'institution canonique au curé Arboud ou Erlebout de Louvain (3).

(1) D'après un manuscrit conservé à l'abbaye d'Averbode.

« Universis praesentes litteras inspecturis, nos, Arnoldus, comes, »
» Margareta comitissa Lossensis et Chyniae, salutem. Noveritis quod nos »
» pure in eleemosynam propter Deum, ob remedium animarum nostrarum »
» et progenitorum nostrorum, conferimus et damus ecclesiae Averbodiensi et abbati ejusdem Praemonstratensis ordinis, Leodiensis »
» diocesis, jus patronatus ecclesiae de Soursbroeck quod nos habemus »
» et hactenus praedecessores nostri, quibus successimus, habuerunt ab »
» ipsis religiosi integraliter cum suis pertinentiis possidendum perpetuo »
» et habendum. Datum et actum apud Stockem praesentibus ibidem viris »
» religiosi J(oanne), Dei patientia abbate Averbodiensi, cui et in cujus »
» manibus dictam collationem fecimus ad opus ecclesiae Averbodiensi »
» praedictae, fratre Michaeli canonico Averbodiensi, dominis Godefrido »
» capellano nostro..., Hermannio capellano nostro, magistro Theoderico »
» de Los physico, magistro Lamberto canonico Lossensi et physico, »
» aliisque fide dignis ad praemissa specialiter advocatis. Datum anno »
» domini M.CCCIV, feria sexta ante festum nativitatis beatae Mariae »
» virginis. » Cette copie nous a été communiquée par M. l'abbé Van Roy, curé à Sutendael.

(2) « Suetendael, olim Soursbroeck, ecclesia B. Mariae in caelos »
» assumptae sacra. Donationem juris patronatus confirmat Joannes XXII »
» per breve datum Avenione IV idus junii, pontificatus anno secundo, »
» Christi 1318. Eodem anno et mense Adolphus Leodiensis episcopus »
» ecclesiam sub sua protectione suscipit et Averbodio incorporat. »
Même manuscrit.

(3) « Sat cito Averbodienses in hujus pastoratus possessionem venerunt anno siquidem 1310 circa festum Luciae, presentante Joanne »
» Averbodiensi abbate ab archidiacono Perchevallo de Caretto admissus »
» et cum solemnitatibus solitis institutus est feria V^a ante vigiliam nati-

Après le décès de ce dernier, la cure de Sutendael fut donnée à des religieux d'Averbode.

PAROISSE PRIMITIVE DE HASSELT.

L'église-mère de Hasselt comptait quatre églises filiales et baptismales : *Curange* avec dépendance Stockroye, *Kermpt* avec dépendance Spalbeek, *Stevort* et *Zonhoven* (1).

L'église de Hasselt ainsi que sa filiale Zonhoven sont dédiées à saint Quentin ; l'église de Stevort est dédiée à saint Martin ; celle de Kermpt à Notre-Dame ; celle de Curange à sainte Gertrude.

La plus ancienne mention connue d'un curé de Hasselt apparaît dans une charte d'Alexandre d'Oeren, évêque de Liège, de l'année 1165 : « Guntherus per- » sona de *Hasluth*, Tungrensis concilii (2). »

Il est à présent démontré que *Hasluth* est l'une des formes les plus anciennes du nom Hasselt (3).

» vitatis domini, Arnoudus seu Arboudus dictus Erlebout de Lovanio. »
Même manuscrit. La liste des curés de Sutendael a été publiée par Alph. VAN ROY, *Geschiedenis van O. L. V. van Sutendael*, 1906, pp. 32-36.

(1) Visite archidiaconale de 1624. *Registre* V, 5, aux archives de l'évêché à Liège, fol. 1 ; *Registrum decanorum concilii Hasselensis*, aux archives paroissiales de Hasselt, dans DARIS, *Notices*, t. XII, p. 202 : « *Filiales Curingen, Kermpt, Stevort et Zonhoven sub Hasselt ecclesia* » *integra*. »

(2) DUVIVIER, *Actes et documents anciens intéressant la Belgique*, Bruxelles, 1878, p. 145. « Signum personarum Tungrensis concilii : » Godefridi decani, Wederici de Riwezoon (Russon), Guntheri de Hasluth » (Hasselt), Wederici de Alleke (Alken), Gerardi de Los (Looz). »

(3) Cf. Edgar DE MARNEFFE, *Hasselt. Etude de toponymie*, dans *Bulletin des Mélaphiles de Hasselt*, t. XXXIII, 1897, pp. 81-88. « Le » nom de Hasselt apparaît, au XIII^e siècle, sous deux formes : l'une » thioise, l'autre romane. La première est la seule dont l'usage se soit » conservé. Elle est invariablement la même. On rencontre déjà *Has-* » *selt* dans des chartes originales de 1220 » (*Analectes*, t. XVI, p. 229), de 1239 (*Ibidem*, p. 237) et de 1251 (*Ibidem*, p. 254).

La forme romane, qui paraît être tombée en désuétude dès le XIII^e siècle, offre des variantes. On trouve :

Halud en 1203 (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, n° 83). Hugues

Quoique nous ne connaissions pas de curé de Hasselt antérieur au XII^e siècle, il est incontestable que l'église-mère de Hasselt est fort ancienne. L'oratoire qui donna naissance à l'église ne semble pas être postérieur au VII^e siècle.

L'origine des *ecclesiae matrices* dédiées à saint Quentin doit être cherchée à l'époque de la diffusion du culte de ce saint en nos contrées.

Or, le culte de saint Quentin a été surtout répandu chez nous dans la seconde moitié du VII^e siècle.

C'est au commencement de l'épiscopat de saint Eloi, évêque de Noyon, que les reliques du martyr saint Quentin furent retrouvées à Augusta Veromanduorum (Saint-Quentin). Cet événement eut lieu, au témoignage de la *Vita Eligii*, « in principio episcopatus sancti » Eligii, » c'est-à-dire vers les années 640-643 (1).

Déjà vers l'année 664, saint Trudon fit consacrer l'église de Sarchinium en l'honneur de saint Quentin et de saint Remy.

de Pierrepont donne en fief à Louis, comte de Looz, « allodium de » Halud cum omni etiam territorio suo et omnibus ejus appenditiis. »

Halud vers 1220 (REINERUS, *Annales*, apud PERTZ, *MGH.*, SS., t. XVI, p. 656).

Halud en 1229 et 1251 (*Analectes*, t. XVI, pp. 236, 248 et 249).

Il est bien certain que les deux formes Halud et Hasselt désignent la ville de Hasselt. En voici la preuve manifeste :

L'abbaye de Herckenrode ayant été dotée des églises de Hasselt et d'Othée, Simon de Rethel, archidiacre de Hesbaye, en régla l'incorporation à ce monastère par un acte de 1227. Ces localités sont appelées dans cet acte : « Hasselt et Othée » (*Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. XI, p. 25), tandis que la bulle par laquelle Grégoire IX approuva ce règlement en 1229, les nomme « Halut et Orthei » (*Analectes*, t. XVI, p. 236).

Dans les documents romans ou français postérieurs, on trouve :

Hasle, 1461 (STRAVEN, *Archives de Saint-Trond*, t. I, pp. 450 et 451).

Haske, 1569 (*BIAL.*, t. X, p. 356).

Hascq, 1567 (*Pays de Looz*, 7^e-8^e année, n^o 6-7).

Hasche et Hasque (GRANDGAGNAGE, *Vocabulaire des noms de lieux*, p. 130).

(1) GHESQUIÈRES, *Acta sanctorum Belgii*, t. III, p. 233. « Inventio » corporis sancti martiris Quintini ab Eligio. »

La chapelle dédiée à saint Quentin dans la paroisse primitive de Hasselt n'est pas antérieure à 640. Mais, d'un autre côté, elle ne semble pas postérieure au VII^e siècle.

A l'époque des travaux apostoliques entrepris par saint Lambert en Toxandrie ou Campine (1), les églises de Hasselt (Saint-Quentin) et Munsterbilsen (Notre-Dame) étaient comme les avant-postes des chrétientés jalonnées aux limites mêmes de la Campine. C'étaient autant de centres de conquête pacifique du christianisme sur le paganisme.

Aux environs de Hasselt, les oratoires de Saint-Martin à Stevoort, Saint-Servais à Diepenbeek, Saint-Martin à Genck furent des étapes nouvelles créées en pays de mission. L'érection de la chapelle de Zonhoven, qui conserva comme patron le saint titulaire de l'église-mère, marque un progrès de plus. Bientôt toute la partie inférieure de la Campine, depuis Zonhoven à Genck et Asch est conquise à la civilisation chrétienne et quand furent arrêtées les délimitations des conciles, les limites extrêmes du concile de Tongres furent formées par les circonscriptions mêmes des paroisses qui venaient d'y être établies.

L'église de Hasselt reçut, dans le courant du VIII^e siècle, une organisation paroissiale autonome. Il en fut de même de l'église baptismale et décimale de Diepenbeek.

C'est ce qui résulte clairement de l'étude des cir-

(1) *Toxiandria locus*, apud AMMIEN MARCELLIN, t. VIII, p. 3; 1055 : « In supradicto pago scilicet Texandrensi campinia » (STEPELINUS, *Miracula sancti Trudonis*, c. I, p. 8, apud MABILLON, *Acta sanctorum O. S. B.*, saec. VI, p. 86).

Le mot Campine est remplacé, aux XI^e et XII^e siècles, par Toxandria.

Oostham est appelé par le premier continuateur de la *Chronique de Saint-Trond*, au XII^e siècle : « Ham in Texandria ; » au XIII^e siècle, Ham in Campinia : « Villam nomine Ham in Campinia sitam » (*Chronique de Saint-Trond*, édition DE BORMAN, t. II, p. 103).

conscriptions décimales de Hasselt et Diepenbeek (1). Nous nous trouvons en présence de deux anciennes paroisses ayant des décimateurs distincts. Tandis que Hasselt ne forme qu'une même circonscription décimale avec Stevoort, Kermpt, Curange et Zonhoven, son territoire décimal est, par contre, absolument distinct de celui de Diepenbeek. Cette dernière église est, par conséquent, indépendante de Hasselt depuis l'époque carolingienne. Stevoort, Kermpt, Curange et Zonhoven, démembrées de l'église-mère de Hasselt à une époque postérieure, n'ont point de dime propre, les églises-mères conservant, depuis le IX^e siècle, en cas de démembrement, la dime de leur territoire primitif.

* * *

L'abbaye de Herckenrode fut fondée à la fin du XII^e siècle par Gérard, comte de Looz (1171-1195). En 1213, Louis II, comte de Looz (1195-1218), déclare que son père Gérard a donné l'alleu de Herckenrode avec toutes ses dépendances pour la fondation d'un couvent de l'Ordre de Cîteaux, donation qu'il ratifie, de commun accord avec Ade, son épouse (2).

En 1222, la cession de l'alleu de Herckenrode à l'abbaye de ce nom fut de nouveau confirmée par Louis III, comte de Looz (1221-1227) (3).

Pour augmenter la dotation de l'abbaye naissante,

(1) Le 6 janvier 1260 (n. st.), l'abbé de Villers, décimateur de Diepenbeek, et l'abbesse de Herckenrode, décimateur de Hasselt, choisissent des arbitres pour terminer le différend qui s'est élevé entre eux au sujet de la perception de la dime contestée au lieu-dit Godsheid (Gochit). La sentence arbitrale est rendue le 15 mars 1260 (n. st.) (cf. *Cartulaire de Diepenbeek*, aux Archives générales du Royaume, 1^{re} section, n° 3871, fol. 7 v°).

(2) DARIS, *Notices*, t. IV, p. 14; WOLTERS, *Notice historique sur l'ancienne abbaye de Herckenrode*, p. 57; *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 89. Guillaume, curé de Hasselt, est témoin à cet acte.

(3) WOLTERS, *Notice historique sur l'ancienne abbaye de Herckenrode*, p. 74; *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 102.

Louis II, comte de Looz (1195-1218) donna, en l'année 1218 (1), au monastère de Herckenrode, les dîmes de Hasselt, Kermpt, Curange et Stockrode que les comtes de Looz tenaient en fief de l'évêque de Liège.

La même année, le comte Arnoul III (1218-1221), successeur de Louis II, confirma la donation faite à l'abbaye de Herckenrode des dîmes de Hasselt, Kermpt, Curange et Stockrode et y ajouta, du consentement de son épouse, le *patronat* de l'église-mère de Hasselt et des églises qui en dépendaient (2).

(1) WOLTERS, *Notice historique sur l'ancienne abbaye de Herckenrode*, p. 64; *Codex diplomaticus Lossensis*, 97: « Ego Ludovicus comes » de Los, notum esse volo omnibus quod pro remedio animae meae et » praedecessorum meorum, de assensu domini episcopi Leodiensis, » uxore mea Ida et fratribus meis Henrico et Arnoldo consentientibus, » dilectis sororibus nostris sanctimonialibus de Herckenrode fructus » decimarum nostrarum de *Hasselt*, de *Kermpt*, de *Curingen* et de » *Stockrode* cum omnibus appenditiis suis in eleemosinam contradidi. »

Louis, comte de Looz, avait d'abord, en la même année 1218, emprunté à l'abbaye, pour faire le pèlerinage de Jérusalem, 400 marcs et lui avait engagé les dîmes de Hasselt, Kermpt, Curange et Stockroye jusqu'au remboursement de cette somme (DARIS, *Notices*, t. IV, p. 15).

(2) DARIS, *Notices*, t. IV, p. 16; WOLTERS, *Notice historique sur l'ancienne abbaye de Herckenrode*, pp. 66-67; *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 98; *Analectes*, t. XVI, p. 252: « Dum carissimus frater » noster et dominus in extremis ageret, tactus spiritu devotionis, ob re- » medium peccatorum suorum, predictas decimas, cum omnibus appen- » ditiis suis, dilectis sororibus, in nostra et plurium presentia, perpetuo » jure possidendas et libere et absolute contradidit. Nos itaque hanc » ipsius donationem piam et salutiferam approbantes et ob salutem » animae suae et fratris nostri Henrici ac praedecessorum nostrorum, » ratum habere cupientes, sepedictas decimas in manus domini Hugonis » Leodiensis episcopi ad opus sanctimonialium coram multis reportavi- » mus quas ipse episcopus, pro favore suo, sine mora, eis libere contulit » et litteris suis firmavit. Praeterea indigentiae et necessitati earum so- » rorum nostrarum in omnibus providere volentes ad majorem confir- » mationis praedictae cautelam, ob remedium etiam peccatorum nostro- » rum jus patronatus ecclesiae de Hasselt cum ceteris ecclesiis sibi » attinentibus, quod in nostra manu tenebamus, de consensu uxoris » nostrae Aleydis comitissae libere contulimus. »

Hugues de Pierrepont, évêque de Liège, confirme cette donation en la même année 1218: « Vir nobilis piae memoriae Ludovicus comes de » Los, cum adhuc viveret, ob salutem animae suae ac predecessorum

Le 4 mai 1220, le pape Honorius III confirma les dites donations à l'abbaye de Herckenrode (1).

A la suite de ces donations, l'abbaye de Herckenrode se trouvait en possession du *patronat* de l'église de Hasselt et de la dîme de l'église-mère et des filiales Curange, Kermpt et Stockrode. Elle devait par là-même assurer les charges qui incombaient au grand décimateur (2).

» suorum, decimas de Hasselt, de Kermpt, de Curingen, de Stockrode,
» cum omnibus attinentiis suis, ad opus dilectarum filiarum nostrarum
» sanctimonialium de Herckenrode, cisterciensis ordinis, fratribus suis
» assensum praebentibus, in manus nostras reportavit. Postea vero, ipse
» viam universae carnis, Deo vocante, ingresso, dilectissimus frater ejus
» Arnoldus qui et nunc post ipsum comes est, idem factum pio favore
» confirmando, in nostra presentia similiter iteravit. Qui insuper ob
» fratris dilecti sui memoriam, omniumque praedecessorum suorum
» salutem, jus patronatus ecclesie de Hasselt cum caeteris ecclesiis atti-
» nentibus, praedictis sanctimonialibus libere et absolute contulit, uxore
» sua Aleyde comitissa pium prebente assensum. Nos vera praedictas
» decimas ab utroque in manus nostras resignatas dilectis sanctimoniali-
» bus benigno assensu contulimus atque in perpetuas elemosinas con-
» firmamus. »

Enfin, en 1220, Arnoul, comte de Looz, confirma derechef ces donations : « totam decimam de Hasselt majorem et minorem quam idem
» frater meus in supremo articulo totaliter predictae domine legavit. Ego
» vero postmodum ipsam ecclesiam de Hasselt contuli, etc. » (DARIS, *Notices*, t. IV, p. 17).

(1) *Analectes*, t. XVI, p. 229 ; DARIS, *Notices*, t. IV, p. 16.

(2) Lors de la reconstruction de l'église de Hasselt, l'abbesse contribua généreusement à la construction de trois chapelles de la nef latérale du midi. Les mambours de la fabrique déclarent, par acte du 28 août 1371, qu'elle l'a fait par générosité et non par obligation, vu qu'elle n'était tenue qu'à la construction de la grande nef. Cette déclaration intéressante a été éditée par DARIS, *Notices*, t. II, p. 52.

Une autre convention très intéressante fut conclue, le 29 juillet 1512, entre l'abbaye de Herckenrode et le magistrat de Hasselt, au sujet de la dîme du chanvre, remplacée par une redevance fixe en argent, et au sujet de l'entretien de l'église. L'accord stipule que si, par force majeure, la grosse cloche ou le vaisseau de l'église paroissiale de Hasselt venaient à être endommagés ou détruits, l'abbesse se montrerait équitable, selon qu'il sera juste et raisonnable, mais que la commune et les marguilliers de l'église prendraient à leur charge l'entretien ordinaire, les ornements, le pain, le vin, les livres, le luminaire et tout ce qui est né-

Simon de Rethel, archidiacre de Hesbaye, régla l'incorporation de l'église de Hasselt au même monastère, le 19 janvier 1228 (n. st.) (1).

Le 5 mai 1228, le pape Grégoire IX, à la demande de l'abbesse et des religieuses de Herckenrode, confirma le règlement de l'archidiacre touchant la portion congrue assurée au desservant de l'église de Halut (Hasselt) (2).

Le 31 décembre 1251, Aleide, veuve en premières noces d'Arnoul, comte de Looz, et, en secondes, de Guillaume, comte d'Auvergne, déclare, du consentement de son mari Arnold, seigneur de Wesemael, renoncer à toutes ses prétentions sur l'église de Hasselt et ses dépendances (3). Cette renonciation fut approuvée, en janvier suivant, par Henri de Gueldre, élu de Liège (4).

L'abbaye de Herckenrode se trouvait ainsi en la paisible possession de l'église de Hasselt, c'est-à-dire

cessaire à l'exercice du culte au maître-autel, moyennant la condition que l'abbesse et le couvent payeraient aux marguilliers une rente annuelle et perpétuelle de 10 florins rhénans, de 20 sous chaque, à prélever sur la dîme.

Texte flamand (cf. DE CORSWAREM et JAMINÉ, *Monographie de l'église Saint-Quentin à Hasselt*, 1870, pp. 10 et 11).

Les anciens fonts baptismaux de Hasselt furent remplacés par des fonts en métal après autorisation de l'évêque Jean-Louis d'Elderen, en date du 8 juin 1690 (*Ibidem*, p. 28).

(1) *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. XI, p. 25; DARIS, *Notices*, t. IV, p. 57. « Actum anno domini M^oCC^oXXVII mense januario, » feria V^{ta} post festum Remigii et Hilarii » (*Cartulaire de Herckenrode*, au Séminaire de Liège, t. I, fol. 11 v^o).

En mai 1237, Jean, évêque de Liège, approuva cette incorporation. Le 4 juillet 1239, Grégoire IX charge l'archevêque élu et le prévôt de Cologne d'engager le chapitre de Saint-Lambert à donner son consentement à cette incorporation. Ceux-ci y engagent le chapitre le 26 février 1240 (n. st.). Le chapitre y consent le 15 février 1241 (n. st.) (DARIS, *Notices*, t. IV, p. 58).

(2) *Analectes*, t. XVI, pp. 235 et 237.

(3) *Ibidem*, p. 251; DARIS, *Notices*, t. IV, p. 19.

(4) VAN NEUSS, *Actes et documents anciens concernant Hasselt* (1899), p. 9.

du *patronat* et de tous les revenus et dîmes de cette église-mère et de ses dépendances.

Mais Arnoul IV, comte de Looz (1227-1273), successeur de Louis III, continuait à élever des prétentions sur les dîmes novalles des terres nouvellement mises en culture à Stevoort.

Bien que les chartes de donation des comtes de Looz n'eussent fait aucune mention des dîmes de cette dernière localité, il n'est point douteux qu'elles fussent devenues la propriété de l'abbaye du moins par le fait de la donation du comte Arnoul (1218) et de l'incorporation de l'église de Hasselt à ce monastère (1227). En effet, par le fait de la donation du *patronat* de l'église de Hasselt et de ses dépendances au monastère de Herckenrode, celui-ci avait droit — en vertu du principe de l'indivisibilité de la dime — à toute la dime du territoire primitif de la paroisse.

C'est ce qui est d'ailleurs implicitement reconnu dans la charte datée du 8 mars 1265 (n. st.) (1), par

(1) WOLTERS, *Notice historique sur l'ancienne abbaye de Herckenrode*, p. 82; *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 144; DARIS, *Notices*, t. IV, p. 110, d'après le *Cartulaire de Herckenrode*, t. I, fol. 100. « Arnoldus comes qui decimas ville de Steynvorde majores et minores » a longe retroactis temporibus a nobis et a nostris predecessoribus » tenebat in feodo humiliter et voluntarie recognovit, quod, infra terminos dicte ville infra quos decime antique ad suum pertinebant, » multe obvenerunt decime novalium de diversis quidem terris de novo » redactis ad agriculturam quas quidem decimas novalium idem comes, » non absque conscientie sue scrupulo et anime sue periculo hactenus » tenuit et recepit, cum intellexerat a viris fide dignis quod predictae decime novalium de jure communi pertinere debebant ad parochialem » ecclesiam et matricem ville de Hasselt, cujus quidem jus patronatus » cum decimis universis novis et antiquis ad dictam parochialem de Hasselt pertinentibus, ad predictam abbatissam et conventum de Herckenrode pertinere dignoscitur, pleno jure, sicut in diversis predecessorum » ejusdem comitis quondam comitum Lossensium ac quorundam predecessorum nostrorum quondam episcoporum Leodiensium et quorundam » archidiaconorum ac etiam totius capituli majoris ecclesie Leodiensis, » nec non sanctissimorum patrum summorum quondam pontificum diversorum, litteris sive privilegiis plenius continetur. Propter quod idem

laquelle Henri de Gueldre, élu de Liège, déclare qu'Arnoul IV, comte de Looz et de Chiny, abandonne, en faveur de l'église de Herckenrode, les dîmes novales des terres de Stevoort (Steynvorde) (1) qu'il avait illégalement perçues.

On ne voit pas comment les comtes de Looz eussent eu l'obligation de céder ces dîmes à l'abbaye de Herckenrode, si ce n'est en vertu de la donation de 1218 et à la suite de l'incorporation au monastère de Herckenrode de l'église de Hasselt avec tous ses revenus y compris les dîmes de la paroisse primitive.

Quant au *patronat* des églises filiales de Hasselt, il revenait en droit strict à l'abbaye en vertu même de l'incorporation des églises. Primitivement le curé de l'« *ecclesia integra* » de Hasselt avait la collation des

» comes de speciali voluntate et consensu nobilis matrone domine Joanne
» uxoris sue comitisse, necnon et nobilis viri domini Joannis de Los,
» filii sui primogeniti, predictas decimas de Steynvorde novas et anti-
» quas ad opus abbatisse et conventus de Herckenrode... reportavit,
» werpivet sive effestucavit... nosque predictas decimas cum omnibus
» juribus et attinentiis suis eidem abbatisse et conventui predictae domus
» de Herckenrode episcopali auctoritate concedimus. »

Henri de Gueldre constate simplement, dans cet acte, la renonciation faite par le comte de Looz des dîmes qu'il percevait *illégalement* à Stevoort, dîmes que les comtes de Looz tenaient en fief de l'église de Liège et qui avaient été données, en même temps que les églises — c'est-à-dire le patronat et les revenus de l'église de Hasselt et de ses filiales — à l'abbaye de Herckenrode. Il n'y a aucune donation nouvelle. L'évêque *confirme* les donations précédentes et le transfert à titre allodial des dîmes susdites à l'abbaye de Herckenrode, transfert autorisé déjà par son prédécesseur Hugues de Pierrepont.

(1) Cette église dédiée à saint Martin est, sans aucun doute, ancienne. Comme le nom du village « Steynvoorde, Stinvort » (1147) l'indique, cette commune était traversée par une ancienne chaussée. Le suffixe fort, furt, voort, est très caractéristique. On le rencontre partout aux abords d'une ancienne route. C'est ainsi que le long de la chaussée romaine de Tongres à Tirlemont, on trouve, entre Grandlooz et Brusthem, Helensfort ou Helshoven et le village de Voordt. Le nom Steenvoort donne à connaître qu'à cet endroit la chaussée coupait la Herck au moyen d'un pont ou d'un gué.

Le suffixe rode dans Stockrode, Herckenrode a le sens de nouvelle culture dans un terrain défriché ou clairière.

églises filiales dépendantes de son église (1). Par le fait de l'incorporation, l'abbaye se substituait au curé dans cette charge. Corollaire inévitable : en effet, en demandant l'incorporation, l'abbaye demandait que les biens-fonds, toute la dime, tous les revenus de la cure lui fussent attribués à charge de fournir un recteur à l'église-mère et de lui assigner un traitement convenable pris sur les revenus de la cure. C'était donc la communauté, l'abbaye qui devenait curé titulaire et se faisait remplacer par un « vicarius perpetuus » auquel elle assurait la « pars congrua. » Les privilèges du curé en matière de collation des églises filiales étaient par là-même dévolus à l'abbaye. Toutefois, de fait, le curé de Hasselt resta collateur des quatre filiales, à savoir : Curange, Kermpt, Stevoort et Zonhoven (2).

Ces quatre églises reçurent le privilège du baptistère (3).

(1) « *Quatuor capelle ad ecclesiam parochialem dicti opidi Hasseltensis spectantes* » (cf. notre étude, *La mission du cardinal-légat Nicolas de Cusa*, dans *Analectes*, t. XXX, pp. 299 et 300).

(2) Visites archidiaconales de 1613 et 1624. *Registres* V, 1, fol. 133-142 et V, 5, fol. 1-22 et 81-91 ; DARIS, *Histoire du diocèse*, 1724-1852, t. I, pp. 7-8, assigne comme collateur l'abbaye de Herckenrode.

(3) Les églises de Stevoort, Kermpt, Zonhoven et Curange jouissaient de ce privilège en raison de la distance qui les séparait de l'église-mère. Des débris de fonts romano-byzantins (XI^e-XII^e siècles) sont conservés à Zonhoven dans une dépendance de l'église. La cuve baptismale ornée d'arcatures et d'arabesques, mesure 80 centimètres de côté à la partie supérieure et 76 centimètres à la partie inférieure. Elle a 29 centimètres de profondeur. Elle reposait sur un fût cylindrique flanqué de quatre colonnettes (15 centimètres de diamètre), qui ont disparu. Le pied carré a 75 centimètres de côté.

Le 12 novembre 1864, M. Schuermans signalait au Comité provincial des monuments, l'état lamentable de délabrement où se trouvait ce monument « dont le bassin se trouve dans la cour d'un cabaret voisin de » l'église » (cf. *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XIII (1874), p. 252). Le 24 avril 1865, l'administration communale de Zonhoven faisait savoir que les débris des fonts baptismaux seront restitués à l'église (*Ibidem*, t. XIV, p. XVIII). On remarque, en outre, à Zonhoven, un bénitier remarquable, en style gothique liégeois, portant l'inscription : anno 1526.

Signalons le document le plus ancien de l'histoire paroissiale de Hasselt, récemment édité par M. l'abbé Alphonse Paquay (1). C'est une traduction flamande d'une sentence de l'official de Liège rendue entre Mathieu Hamersins, curé de Hasselt, et Guillaume Huesmans, Jean van Eelsrake, bourgmestres, Jean Loyen, Hubert van Reckoven, Jean van Capelmeer, jurés de Hasselt. Cet acte est daté du 9 juin 1375. Cette sentence arbitrale règle les droits du curé et du marguillier de Hasselt en matière d'exonération de services religieux et détermine les charges qui leur incombent de ce chef.

L'église paroissiale Saint-Quentin comprenait un grand nombre de bénéfices énumérés dans les visites archidiaconales du 4 octobre 1613 (2) et d'octobre 1624 (3).

L'origine de plusieurs de ces bénéfices a été déterminée par M. Daris (4).

(1) *Onuitgegeven XIV^e eeuwse oorkonde rakende den dienst in de parochie Hasselt*, dans *Limburgsche Bijdragen*, année 1906-1907, pp. 157-163.

(2) *Registre V*, 1, aux archives de l'évêché à Liège, fol. 133-136; fol. 137-138, les bénéfices fondés en l'église de Curange et leurs revenus; fol. 138-140, les bénéfices fondés en l'église de Stevoort; fol. 140-141, les bénéfices de l'église de Kermpt et fol. 142, les bénéfices de l'église de Zonhoven.

(3) *Registre V*, 5, aux archives de l'évêché à Liège, fol. 1-11 (cf. *Registrum decanorum concilii Hasselensis*, aux archives paroissiales de Hasselt, dans DARIS, *Notices*, t. XII, pp. 197 et suiv.; cf. aussi *Rescriptiones concilii Hasselensis, extractae e registro archidiaconali concilii*, aux archives communales de Hasselt, carton 10).

(4) *Notices*, t. II, pp. 53-56. Cette liste n'est pas exacte en tous points. Plusieurs bénéfices existaient déjà en 1290, car, le 23 octobre de cette année, trois sœurs, Béatrix, Aleide et Catherine, béguines, fondent six anniversaires qui seront célébrés par le curé de l'église de Hasselt et par les chapelains des « altarium Sancte Marie, Sancte Crucis, Sancte » Joannis Baptiste et Sancte Nicholai, sitorum in ecclesia predicta. » Une donation du 5 septembre 1318, mentionne sept bénéfices : de la Sainte-Croix, du Saint-Esprit, de la Sainte-Vierge, de Sainte-Marie-Madeleine, de Saint-Jean-Baptiste, de Saint-Nicolas et des Saints Pierre et

Plusieurs chapelles ou églises auxiliaires furent érigées à Hasselt.

La chapelle des clercs ou église Notre-Dame (1), fondée le 1^{er} août 1334, par Renier dit Baintsoyn (2) et consacrée le 10 janvier 1350 par Thierry, évêque-suffragant de Liège (3); la chapelle Saint-Jacques (4),

Paul (cf. VAN NEUSS, *Actes et documents anciens concernant Hasselt*, 1^{re} série, pp. 11-34; J. ANTEN, *Notes sur la chapelle de saint Servais ou sainte Croix dans l'église paroissiale de Hasselt*, dans *L'ancien pays de Looz*, 12^e année, pp. 65-68).

Le principal bénéfice était celui de la chantrerie. Par acte du 21 mai 1482, la chantrerie reçut une dotation de 72 florins rhénans. L'évêque Louis de Bourbon approuva la fondation le 15 juin 1482 et l'archidiacre de Hesbaye le 31 janvier 1485. Le 16 mars 1608, Ernest de Bavière unit à la chantrerie plusieurs bénéfices simples (cf. *Registrum cantoriae*, aux archives paroissiales de Hasselt, *passim*).

Déjà, en 1322, des bénéfices furent fondés dans les églises filiales. Le 2 mars 1322 (n. st.), Marguerite de Steyne, abbesse de Herckenrode, en sa qualité de patronne de l'église de Hasselt, et Jean, curé de Hasselt, en sa qualité de patron de l'église de Curange, confirment la fondation de chapellenies dans l'église de Curange et la chapelle de Rast. Le 10 mars suivant, Perceval de Carreto, archidiacre de Hesbaye, confirme la fondation des dites chapellenies (DARIS, *Notices*, t. IV, p. 23).

(1) D'après la visite archidiaconale de 1624, la chapelle de Notre-Dame aurait été paroissiale: « que (capella) olim fuit prima parœcia » Hasselensis » (fol. 2), « olim parœcialis ecclesia » (fol. 10), mais nous croyons qu'il y a erreur.

(2) La fondation de la chapelle fut faite avec l'autorisation d'Adolphe de la Marck, évêque de Liège, de Perceval de Carreto, archidiacre de Hesbaye et le consentement de Louis, comte de Looz, d'Agnès, abbesse de Herckenrode et de Jean, curé de Hasselt. Original aux archives paroissiales de Hasselt. Edité d'après une copie par VAN NEUSS, *Actes et documents anciens concernant Hasselt*, 1^{re} série, pp. 58-61.

(3) MANTELIUS, *Hasseletum seu historia Lossensis compendium*, Lovanii, 1663, p. 150; A. VENDRICKX, *O. L. V. van Hasselt*, p. 32; DARIS, *Notices*, t. II, pp. 57-58.

(4) Cette chapelle était située rue du Démer. Le *Registre* 237, des échevins de Hasselt, aux Archives de l'Etat à Hasselt, *Registre aux œuvres*, droit de Liège, 1585-1591, renseigne, fol. 62 v^o: « S. Jacobs » capelle afgebroken in 1586 en de nieuwe capel geerigeerd in S. Quintenskerck door brief van Ernest van Beieren. » Permission donnée par Ernest de Bavière le 14 janvier 1586, de démolir la chapelle en ruines de Saint-Jacques et de transférer le bénéfice en l'église paroissiale.

la chapelle Saint-Corneille (1), la chapelle Sainte-Marie-Madeleine (2).

D'après la visite archidiaconale de 1624, la paroisse de Hasselt comptait quatre mille communians (3), celles de Stevoort et Curange quatre cents chacune, celle de Kermpt cinq cent cinquante, celle de Zonhoven mille deux cent cinquante.

(1) Cette chapelle était appelée : « capella de Calverheze » (cf. PAQUAY, *Le pouillé général de 1497*, p. 69; DARIS, *op. cit.*, p. 58; MANTELIUS, *op. cit.*, p. 159).

(2) Le *Registre* 249 des échevins de Hasselt, aux Archives de l'Etat à Hasselt, *Registre aux œuvres*, droit de Liège, 1655-1657, fol. 180 v^o, porte que les proviseurs des pauvres vendent, le 15 décembre 1656, du consentement de l'archidiacre de Hesbaye, le terrain sur lequel s'est trouvé la chapelle de Sainte-Madeleine, dont le bénéfice est transféré en l'église paroissiale, « waer geweest is die capelle van s. Mária Magdalena » nu getransfereerd in de s. Quintens kerck. » C'était l'ancienne chapelle de l'hôpital près de la porte de Diest ou de Curange (op den Dries) (cf. MANTELIUS, *op. cit.*, p. 229; DARIS, *op. cit.*, p. 62).

(3) Les visites archidiaconales de 1613 et 1624, rendent compte, en outre, de la visite canonique des chapelles de l'hôpital, du béguinage et du Val-Sainte-Catherine, de la chapelle située hors la porte de Campine sur la route de Zonhoven, et de la chapelle de Bolderberg (*Registres* V, 1, fol. 133-137 et V, 5, fol. 1-7).

Les habitants du hameau de Bolderberg, sur la route de Hasselt à Beeringen, se plaignent amèrement, dit la visite de 1624 (fol. 13), de devoir se rendre à Hasselt pour les baptêmes, les relevailles et les obsèques et demandent à être unis à la paroisse de Viversel, du concile de Beerlingen, archidiaconé de Campine. L'archidiacre de Hesbaye pense qu'on pourrait réunir ce hameau à la paroisse de Kermpt.

Les visites archidiaconales de 1613 et 1624 rendent, en outre, compte de la visite canonique des églises filiales de Hasselt et de leurs dépendances (*Registres* V, 1, fol. 137-141 et V, 5, fol. 15-22 et 81-91).

Sous Zonhoven, se trouvait la chapelle Ter Eyken dédiée à Notre-Dame, à la collation du seigneur de Vogelsanck (*Ibidem*, fol. 22). Sous Curange s'élevait la chapelle de Rasta ou Rusta (Runxt) et la chapelle de Stockroye, à la collation du seigneur de Vogelsanck (*Ibidem*, fol. 84). Cette chapelle dédiée à saint Amand est devenue église paroissiale.

Dans la paroisse de Kermpt se trouvait la chapelle de Spalbeek dédiée à Notre-Dame, à la collation du curé de Kermpt. Celui-ci remplissait lui-même, en 1624, les fonctions de recteur de Spalbeek (*Ibidem*, fol. 91).

PAROISSE PRIMITIVE DE DIEPENBEEK.

L'église de Diepenbeek est dédiée à saint Servais. L'alleu de Diepenbeek appartenait, dans la première moitié du XII^e siècle, à un seigneur du nom de Conon. Ce Conon de Diepenbeek qui est le même personnage que Conon de Repen, figure dans des actes de 1136 (1) à 1155 (2).

En l'année 1154, Henri II de Leyen, évêque de Liège, reçut de Conon de Diepenbeek, les alleux de Diepenbeek et Repen : « allodia que acquisivi Repe ac » Thiedenbeecke cuiusdam viri nobilis Cononis nomine (3). » Le 24 juillet 1155, Adrien IV confirma ces nouvelles possessions de l'église de Liège : « ex dono » nobilis viri Cononis allodia scilicet Tiepenbeke, » Repe que ad mensam tuam spectare noscuntur (4) » et Frédéric Barberousse confirma les mêmes possessions le 7 septembre suivant : « allodia Repes, Diepenbeke » que nobilis homo Cuono ei (Henrico) tradidit ea » qua possidebat libertate cum omni familia (5). »

(1) 1136. Lettre d'Alexandre, évêque de Liège, confirmant et approuvant la fondation du monastère d'Averbode par Arnold, comte de Looz. Témoins : Conon de Reepe et Radulphe, abbé de Saint-Trond (WOLTERS, *Notice historique sur Averbode*, p. 81).

(2) 1155. Conon de Diepenbeek est témoin d'une charte de Louis, comte de Looz, par laquelle il ratifie la donation faite par Walter, doyen de Saint-Géréon, à l'abbaye d'Averbode, d'un domaine sis à Maeseyck (*Ibidem*, p. 88).

(3) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. 1, p. 73.

(4) *Ibidem*, t. I, p. 74.

(5) *Ibidem*, t. I, p. 79. Un « Lambertus de Tidebeecken advocatus » sancti Martini, » est cité dans un acte d'Othert (1091-1118) approuvant une disposition prise par le chapitre de Saint-Martin touchant ses propriétés de Vechmael (DARIS, *Notices*, t. VI, p. 105 et t. IX, p. 142).

« Lambertus de Diepenbeeke » est cité dans un acte d'Albéron II, évêque de Liège, de l'année 1142 (PIOT, *Cartulaire de Saint-Trond*, t. I, p. 63).

« Gerardus de Diepenbeeck » est cité comme témoin de l'acte par lequel Agnès, comtesse de Looz, donne en 1174 l'hôpital de Grathen à l'abbaye de Villers (DARIS, *Histoire de Looz*, t. II, p. 3, des documents historiques; *Notices*, t. XII, p. 163).

Diepenbeek fit dès lors partie des possessions de l'église de Liège (1) et fut donné en fief aux seigneurs de l'endroit.

Au commencement du XIII^e siècle, le *patronat* de l'église de Diepenbeek appartenait à Louis de Diepenbeek qui le tenait en fief de l'évêque de Liège.

Ce Louis de Diepenbeek donna la moitié de l'église, c'est-à-dire la moitié du *patronat* et des dîmes en arrière-fief à Guillaume de Hamal.

En 1226, Louis de Diepenbeek reconnut la suzeraineté du duc de Brabant (2).

Peu de temps après, le même seigneur céda l'autre moitié du *patronat* et des dîmes de l'église de Diepenbeek à l'abbaye de Villers.

Hugues de Pierrepont confirma cette donation le 30 avril 1228 (3). Henri II de Brabant la confirma au mois de mai suivant.

(1) Les ducs de Brabant convoitaient la suzeraineté sur Diepenbeek. Dans ce but, le duc Henri commença par donner, en 1226, 100 marcs de Cologne à Louis, seigneur de Diepenbeek, lequel, moyennant cette somme, déclara reporter entre les mains du duc son alleu de Diepenbeek et accepter sa seigneurie en fief du duc (BUTKENS, *Trophées de Brabant*, t. I, preuves, p. 71). Les successeurs de Henri II continuèrent à s'attacher les seigneurs de Diepenbeek. Ils confièrent, vers 1331-1338, la charge importante de sénéchal de Brabant à Louis de Diepenbeek (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. IV, pp. 232, 384, 458, 473, 494, 540 et 544).

Les évêques de Liège employèrent les mêmes moyens pour conserver leurs feudataires de Diepenbeek. L'un des seigneurs de Diepenbeek, Henri, occupe, vers 1373-1395, les hautes fonctions d'avoué héréditaire de la cité de Liège (LOUVREX, *Recueil des ordonnances*, t. I, p. 145; *Cartulaire de Tongres*, n° 294).

L'attestation suivante de la cour des échevins de Liège touchant ses attributions et privilèges, mérite d'être notée : « Le village et terre de » Diepenbeek a été de toute antiquité et est encore tenu du pays de » Liège ayant prins ressort en la court des eschevins de Liège tant par » forme de recharge civile et criminelle comme par impétration de lettres » de mandements. 2 novembre 1592, 4 septembre 1607 » (DARIS, *Notices*, t. IX, p. 109).

(2) BUTKENS, *Trophées de Brabant*, t. I, preuves, p. 71; LUNIG, *Codex Germaniae diplomaticus*, t. II, col. 1094.

(3) Nous empruntons toutes les chartes que nous citons au *Cartu-*

Le duc de Brabant a soin de faire remarquer dans cet acte que, d'après lui, le seigneur de Diepenbeek tient ce village en fief brabançon : « villa de Diepenbeek » quam de me in feodum tenebat, » mais la charte de l'évêque de Liège ne contient rien de semblable.

Guillaume de Hamal, seigneur de 's Heeren-Elderen (1), qui tenait en arrière-fief de Louis de Diepenbeek la moitié du *patronat* et des dîmes de l'église, céda également ce droit à l'abbaye de Villers, au mois de décembre 1243.

Guillaume, chevalier de Hamal, reporta ce droit entre les mains de Jacques de Diepenbeek, fils de Louis, décédé. Jacques de Diepenbeek, se conformant à la sentence prononcée le 8 février 1244 (n. st.) par Renier, écolâtre de Tongres et Godefroid de Cortessem (2), reporta ce droit entre les mains du duc de Brabant, qu'il reconnaissait comme son suzerain ; celui-ci en investit l'abbaye de Villers.

Le 11 mars 1244 (n. st.), Henri, duc de Brabant, en qualité de suzerain de Diepenbeek, déclare que Jacques, seigneur de Diepenbeek et sa mère, Justine, veuve de feu le seigneur Louis, renoncent en faveur de l'abbaye de Villers à toutes leurs prétentions relatives à la moitié de la dîme ci-devant tenue en fief par Guillaume de Hamal et à la moitié de la dîme cédée précédemment par le seigneur Louis. Ils renoncent à tous les droits qu'ils pourraient avoir sur le manse dit Bouckhout sis à Diepenbeek. Inutile de dire que le duc s'intitule suzerain de l'endroit.

laire de Diepenbeek, fragment du *Cartulaire de Villers*, aux Archives générales du Royaume, 1^{re} section, n° 3871, ancien n° 23, *section des Cartulaires et manuscrits*.

Au sujet des biens de l'abbaye de Villers à Diepenbeek, cf. E. DE MOREAU et J.-B. GOETSTOUWERS, *Le polyptique de l'abbaye de Villers* (1272); *Analectes*, 3^e série, t. III, pp. 349, 350 et 351.

(1) 's Heeren-Elderen était arrière-fief de Diepenbeek.

(2) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 461.

Le 11 mars 1245 (n. st.), Jacques de Diepenbeek et sa mère Justine confirment les mêmes renonciations. Le 10 avril 1245 (n. st.), l'abbé de Villers envoie à la dame de Diepenbeek une lettre de confraternité.

Le 20 mai 1245, Justine, dame de Diepenbeek et son fils Jacques, concluent avec l'abbaye de Villers un accord concernant la location des biens des bénéfices de Saint-Jean et de Saint-Nicolas en l'église de Diepenbeek. La collation de ces bénéfices avait appartenu à Guillaume de Hamal qui céda ce droit à l'abbaye en 1243.

Le 14 février 1250 (n. st.), Henri de Gueldre, élu de Liège, confirma l'acquisition de la dime de Diepenbeek faite par l'abbaye de Villers. Le chapitre de Saint-Lambert en fit autant le 27 février suivant.

Une fois en possession de la dime partielle de Diepenbeek (1228), l'abbaye de Villers eut à soutenir ses droits dans diverses contestations qui surgirent au sujet de la perception de la dime.

Le 7 mai 1229, une sentence arbitrale fut rendue entre l'abbaye et Baudouin dit de Salzinnes, chanoine de Saint-Jean à Liège, qui s'était ingéré dans la cure de Diepenbeek (1).

Le 8 janvier 1230, Giselbert, doyen du concile de Tongres, assisté de plusieurs curés du concile : Richard de Looz, Enoc de Gelinden, Eilbert de Kemexhe, Hugues de Genck et Simon de Heers, promulgua une sentence relativement à la quotité des dîmes dues à l'abbaye de Villers tant à Diepenbeek qu'à Hex. Cette sentence fut approuvée le même jour par le vice-archidiacre de Hesbaye. Elle est très importante au point

(1) Le 19 octobre 1241, Jean, abbé de Grandpré (Mozet), arbitre, déclara que les droits de Baudouin de Salzinnes à la cure de Diepenbeek étaient moins fondés que ceux de maître Paulin, chanoine de Saint-Pierre à Liège, qui fut mis en possession de la cure. L'abbé de Villers paya une indemnité à Baudouin de Salzinnes.

de vue de l'ancienne législation ou coutume de la dîme dans le concile de Tongres. Les droits du décimateur sont nettement spécifiés et ce d'après l'ancien usage généralement admis dans le concile de Tongres : « antiquo consuetoque jure concilii, non nova statuendo » sed vetera explanando et specificando (1). »

D'autres différends qui s'étaient élevés entre l'abbaye et des paroissiens de Diepenbeek furent terminés par des sentences arbitrales datées de septembre 1247 et du 22 décembre 1247.

* * *

Le 11 avril 1250, Henri de Gueldre, élu de Liège, autorisa l'incorporation de l'église de Diepenbeek à l'abbaye de Villers (2). La charte spécifie les dîmes et revenus qui constitueront la compétence du curé. Cette compétence avait une dotation estimée à 16 marcs liégeois, composée des oblations, des legs et aumônes des fidèles, de six muids de seigle, six muids d'avoine, cent bottes de paille de seigle et cent bottes de paille d'orge ou d'avoine, et d'une charretée de foin. Le desservant ou vicaire perpétuel de Diepenbeek, en dehors de cette part congrue qui lui était assignée sur les revenus de la cure, ne pouvait élever aucune prétention sur les dîmes grosse ou petite qui avaient fait partie, jusque là, de la dotation de la cure (3).

(1) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 258.

(2) « Quod de cetero et in perpetuum quotienscumque ecclesiam de » Dippenbecke nostre diocesis, in qua iidem abbas et monachi (Villari- » enses) pleno jure jus patronatus habere dinoscuntur, vacare continget, » abbas predicti monasterii qui pro tempore fuerit, ydoneum sacerdotem » scientem theutonicum, valentem et volentem residere, archidiacono loci » ad dictam ecclesiam de Dippenbecke presentabit; qui sacerdos curam » animarum et custodiam reliquiarum ab archidiacono recipiet et eam- » dem ecclesiam in omnibus procurabit tamquam investitus et episcopo » ac archidiacono et decano jura sua de suo solvet et alia omnia faciet » ad que facienda de jure et consuetudine tenetur investitus, »

(3) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 565.

Le 16 février 1253, Hugues de Sainte-Sabine, légat apostolique, confirma l'incorporation de l'église de Diepenbeek à l'abbaye de Villers, incorporation définitivement approuvée par le pape Alexandre IV le 10 juillet 1256.

Le curé de Diepenbeek, Barthélemy de Tirlemont, renonça, en juin 1269, aux actions qu'il eût pu intenter contre l'abbé et les religieux de Villers, patrons de l'église de Diepenbeek, du chef de la pension qui lui était assignée sur les revenus de cette église.



L'abbaye de Villers eut encore à régler quelques légers conflits qui s'étaient élevés au sujet de la perception de la dîme.

Le 2 janvier 1260 (n. st.), l'abbé de Villers, décimateur de Diepenbeek et l'abbesse de Herckenrode, décimateur de Hasselt, choisirent des arbitres pour terminer le différend qui s'était élevé entre eux au sujet de la perception de la dîme contestée du lieu-dit Godsheid (*Gochit*), entre Hasselt et Diepenbeek.

Le 5 août 1267, Guillaume de Ryckel, abbé de Saint-Trond et les chevaliers Raes de Cortessem (*Curtersem*), châtelain de Colmont, Herman de Sassenbruc et Renier de Ryckel rendent une sentence arbitrale entre l'abbaye de Villers et Jacques, seigneur de Diepenbeek, en matière de perception de la dîme.

Les droits respectifs du seigneur de Diepenbeek et de l'abbaye sur les terres de Bouckhout furent déterminés par une autre sentence arbitrale du 9 janvier 1268 (n. st.) (1).

(1) Des tables de recettes de l'abbaye de Villers (*Registres* 3872 et 3873, aux Archives générales du Royaume), il ressort, qu'en 1504, Simon Vuskens, fils de Gérard, censier de l'abbaye à Diepenbeek, payait annuellement 250 florins ou 50 livres de Brabant.

De même, en 1512 et après 1516, Henri Vosch (Vuskens), censier de

Le 9 octobre 1285, Jacques de Diepenbeek, ses deux fils et sa fille, cèdent à l'abbaye de Villers la dîme de vingt-deux bonniers de prés et de six bonniers de terre arable sis à Diepenbeek et demandent à Jean de Flandre, évêque de Liège, de confirmer la dite donation.

Au ^{xv}^e siècle un conflit éclata entre l'abbaye de Villers et les paroissiens de Diepenbeek au sujet de l'entretien et de la restauration de l'église de cet endroit. Un document très intéressant se rapportant à ce conflit repose aux archives paroissiales de Diepenbeek. Il est daté du 30 juin 1497 (1).

En l'année 1582, l'abbaye de Villers céda ses droits de patronage sur les églises de Diepenbeek et de Hex, ainsi que ses propriétés situées dans les dites localités, au chapitre cathédral de Liège, en échange des possessions de l'église Saint-Lambert à Mont-Saint-André et aux environs.

Depuis cette époque, le *patronat* de l'église de Diepenbeek et la totalité des dîmes de la paroisse (2) appartinrent au chapitre cathédral de Liège.

Boucault (Diepenbeek), payait 50 livres de Brabant. Au sujet de ces censiers de Bouckhout, cf. *Ordonnantie boek der stad Hasselt* (Registre II, fol. 57, aux archives communales de Hasselt).

(1) Petit in-folio de sept pages, portant le titre : *Copije van seecker proces raeckende de reparatie der kerck ende toren van Diepenbeek*. Copie authentiquée par le notaire Jacques Brant. Traduction flamande d'une sentence portée, le 30 juin 1497, par maître Josse Royer *alias* de la Marche, official de Liège.

Cette sentence confirme, en appel, le jugement porté le mercredi après la Saint-Remi, 1495 (7 octobre 1495), en réunion synodale du concile de Tongres, en la salle capitulaire de cette ville, par l'archidiacre de Hesbaye, dans le différend existant entre le syndic du monastère de Villers, d'un côté, et les mambours de l'église paroissiale ainsi que l'écouête, les échevins et la communauté de Diepenbeek, de l'autre.

(2) Le chapitre cathédral percevait de ce chef septante-deux mesures de seigle et autant d'avoine, outre deux cents bottes de paille et une charretée de foin (Registre V, 5, fol. 37).

L'église de Diepenbeek a été, dès l'origine, église décimale et baptismale (1).

Plusieurs bénéfices y étaient érigés (2).

PAROISSE PRIMITIVE D'ALKEN.

L'église d'Alken est dédiée à sainte Aldegonde (vii^e siècle), première abbesse de Maubeuge. Cette sainte a joui dans nos contrées d'un culte très répandu. Plusieurs anciennes églises du concile de Tongres lui sont consacrées.

L'église d'Alken a appartenu, aussi haut que l'on peut remonter, aux évêques de Liège.

Alken est d'ailleurs l'une des plus anciennes possessions de l'église de Liège. Sans doute, Alken n'est cité au nombre des possessions de l'église de Liège qu'au xii^e siècle. Le 24 juillet 1155, Adrien IV confirme en les énumérant les possessions de l'église de Liège, parmi lesquelles : « Freres, Alleke, Hurle » (3), et le 7 septembre suivant, l'empereur Frédéric confirme les mêmes possessions : « Aleke cum advocatia et omni- » bus appenditiis suis, Husle, Tungris, etc. (4). »

Mais, comme nous l'avons déjà fait remarquer en parlant de Hoesselt et de Freeren, les diplômes émanés des empereurs ottoniens, par lesquels ceux-ci confirment à l'évêque de Liège les donations octroyées par les rois

(1) Les fonts baptismaux de Diepenbeek ont fait l'objet d'une communication faite par M. de Borman au Comité provincial des monuments, le 10 décembre 1869. La cuve baptismale est moderne ; le pied, qui est fort beau, semble dater du xvi^e siècle (renaissance liégeoise) (*Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XIV, p. CLII). L'église romane de Diepenbeek fut remplacée au xiv^e siècle par une église gothique ; celle-ci fut reconstruite en 1774, hormis la tour.

(2) Les visites archidiaconales de 1613 (*Registre V*, 1, fol. 145-146) et de 1624 (*Registre V*, 5, fol. 36-40) donnent la liste des bénéfices et l'indication de leurs revenus. En 1624, la paroisse comptait huit cents communians.

(3) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 75.

(4) *Ibidem*, t. I, p. 78.

carolingiens, ne font mention que des localités les plus importantes. Il en est ainsi du diplôme d'Otton II du 6 janvier 980 (1); il faut en dire autant du diplôme de Henri, roi des Romains, du 25 juin 1070 (2).

Ces diplômes sont des confirmations générales tel qu'il résulte des termes formels dans lesquels ils sont conçus. Ils ne contiennent pas l'énumération complète des biens de l'église de Liège, mais seulement la mention des principaux.

En 1070, Alken appartenait, sans aucun doute, à l'évêque de Liège. Or, le diplôme du 25 juin n'en fait aucune mention. Cette possession est citée pour la première fois dans la bulle du 24 juillet 1155, preuve évidente que les confirmations antérieures comprenaient les localités de Freeren, Hoesselt, Alken et bien d'autres encore, sous la dénomination Tongres (3).

Le 24 août 1066, Théoduin (1048-1075) fit la consécration solennelle de la collégiale de Huy. Il dédia cette église à Notre-Dame et à saint Domitien et y établit un chapitre de trente chanoines. L'évêque assura largement la dotation de cette collégiale. Il l'enrichit des revenus de plusieurs églises et de propriétés foncières d'une importance considérable.

A cette occasion l'évêque Théoduin donna au chapitre collégial de Huy l'église d'Alken, « *ecclesiam de* » *Alcha* (4). » Les revenus de cette église étaient spécialement assignés à la costreterie, « *ad custodiam delegavi-* » *mus* (5). »

(1) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 20.

(2) *Ibidem*, t. I, pp. 34 et 35.

(3) Cf. notre étude, *Le droit de patronage des évêques de Liège sur les églises de Hesbaye*, dans *Leodium*, 8^e année (1909), pp. 27-28.

(4) BORMANS et SCHOOLMEESTERS, *Notice d'un cartulaire de Notre-Dame de Huy*, Bruxelles, 1873, p. 10 : « *Facta sunt hec anno ab incarnatione domini M.L.XVI indictione 1111 anno episcopatus Dietwini* » XVIII regis vero Henrici anno XI. »

(5) Même après la donation de l'église d'Alken au chapitre de Huy en 1066, les évêques de Liège continuèrent à posséder d'importants re-

A partir de l'année 1066, l'église d'Alken devint donc la propriété de la collégiale de Huy. La grande et la petite dime et tous les revenus de l'église, sauf la part canonique réservée au curé (1), passèrent aux mains du chapitre de Huy qui conserva le *patronat* de l'église d'Alken et de ses filiales jusqu'à la fin de l'ancien régime.

L'église d'Alken était église baptismale et avait le rang d' « *ecclesia integra* » (2). »

venus à Alken. Ces biens étaient administrés par la cour censale du cellier de l'évêque.

Le 5 février 1079 (n. st.), Henri de Verdun, évêque de Liège, céda à la comtesse Ermengarde l'usufruit de deux fermes sises à Freeren (*Freires*) et Alken (*Alleca*) (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 39).

Le 19 décembre 1252, Henri de Gueldre, élu de Liège, et Jean de Condé, prévôt de Saint-Lambert, font connaître l'accord qu'ils ont conclu au sujet de la none des terres nouvellement mises en culture à Hoesselt et à Alken (*Alke*) (*Ibidem*, t. II, p. 30).

Le 9 mars 1261 (n. st.), Guillaume, comte de Juliers, donne quittance à l'évêque de Liège de 1.000 marcs qu'il lui devait sur les revenus de Hoesselt et d'Alken (*Alke*) (*Ibidem*, t. II, p. 124).

Alken était une ancienne avouerie du pays de Liège. Au XIII^e siècle l'évêque avait donné l'avouerie d'Alken en fief au comte de Looz.

Le 14 mars 1234 (n. st.), Arnoul IV, comte de Looz, engagea pour 200 marcs liégeois ses avoueries de Tongres, Alken et Hoesselt à l'évêque de Liège de qui il les tenait en fief (*Ibidem*, t. II, p. 78).

L'évêque pouvait percevoir les revenus de ces avoueries jusqu'au remboursement intégral de la somme avancée. Le remboursement stipulé n'avait pas encore été effectué en 1284, car, le 17 février de cette année, Jean d'Enghien, évêque de Liège et Arnoul V, comte de Looz, désignent des arbitres pour terminer leur contestation au sujet des avoueries de Tongres, de Hoesselt et d'Alken (*Alke*) (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. II, p. 366). La sentence ayant attribué le droit d'exercer l'avouerie à l'évêque aussi longtemps que durerait l'engagement, Arnoul V effectua le paiement le 17 mars suivant.

Arnoul V, petit-fils d'Arnoul IV, racheta ce droit, le 17 mars 1284, pour la somme de 400 marcs de Liège (*Ibidem*, t. II, p. 376).

(1) Le plus ancien curé d'Alken qui nous soit connu, est « *Wedericus* » de Alleke » cité parmi les curés du concile de Tongres présents à une charte d'Alexandre d'Oeren, évêque de Liège, datée de 1165 (Duvivier, *Actes et documents anciens concernant la Belgique*, 1898, p. 145).

(2) *Registre* V, 1, aux archives de l'évêché à Liège, visite archidiaconale de 1613, fol. 148. Les fonts baptismaux de l'église d'Alken datent de l'époque romane et sont très remarquables.

Plusieurs bénéfices simples y étaient érigés (1).

Dans la paroisse d'Alken se trouvait la chapelle de Hemersvelt, dédiée à la Sainte Croix et à saint Georges. Cette chapelle était à la collation du chapitre de Huy (2).

* * *

L'église d'*Ulbeek* « *ecclesia media*, » dédiée à saint Roch, était filiale d'Alken. Elle était à la collation du chapitre de Huy (3).

En l'année 1067, Théoduin, ayant acheté l'alleu d'*Ulbeek*, voisin d'Alken, aux hommes libres Francon et Hislin, donna cet alleu et son avouerie au chapitre de Huy, par les mains de Walter de Beaufort, avoué héréditaire de Huy (4).

Le 26 décembre 1247, Pierre Capocci, légat apostolique, autorisa le chapitre de Huy à affecter à l'augmentation des prébendes canoniales de cette collégiale les revenus de l'église d'*Ulbeek* (*Ulebeke*), à condition qu'il n'en résultât aucun dommage spirituel pour les habitants de cette localité (5).

L'église d'*Ulbeek* fut, dès lors, incorporée au cha-

(1) On trouve l'énumération de ces bénéfices dans les *Registres* V, 1 (1614), fol. 148 et V, 5 (1624), fol. 75.

En 1624 la paroisse comptait mille trois cents communiant.

(2) *Registre* V, 5 (1624), fol. 77.

(3) *Registre* V, 1 (1613), fol. 148 et V, 5 (1624), fol. 68.

Le nombre des communiant était de cent-cinquante en 1624.

(4) BORMANS et SCHOOLMEESTERS, *Notice d'un cartulaire de Huy*, p. 18; DARIS, *Notices*, t. V, pp. 54-55. *Ulbeek* y est orthographié *Obecca*. De même, dans une charte du 25 mai 1129 (*Ibidem*, p. 28), les habitants d'*Ulbeek* sont appelés : *Obeccenses*.

Par cette dernière charte, Alexandre de Juliers fait connaître un accord conclu entre l'église Notre-Dame à Huy et les habitants d'*Ulbeek* au sujet d'une redevance de 6 deniers par bonnier de terre tenu à bail de la dite église (cf. DARIS, *Notices*, t. V, p. 35). Cette charte mentionne Robert, curé d'*Ulbeek*, le plus ancien curé connu.

(5) BORMANS et SCHOOLMEESTERS, *op. cit.*, p. 55. *Ulbeek* y est écrit : *Ulebeke*. Il est écrit *Oilbeke* et *Oelbeke* dans des documents des xiv^e et xv^e siècles (DARIS, *Notices*, t. V, p. 35).

pitre de Huy, c'est-à-dire que ce chapitre percevait tous les revenus de l'église, sauf à assigner la portion congrue au vicaire perpétuel chargé du service du culte.

Le chapitre de Huy percevait toutes les dîmes d'Ulbeek et cédait au desservant, pour sa compétence, douze muids de seigle et autant d'orge (1).

L'église d'Ulbeek était baptismale (2) et comptait plusieurs bénéfices simples (3).

Sous Ulbeek se trouvait la chapelle de Langdries dédiée à saint Barthélemi (4).



L'église de *Herck-Saint-Lambert*, « ecclesia mea dia, » dédiée à saint Lambert, comme son nom l'indique, était pareillement filiale d'Alken. Elle était église baptismale et se trouvait à la collation du chapitre de Huy.

Plusieurs bénéfices simples y avaient été érigés (5).

Toutes les dîmes appartenaient au chapitre de Huy, décimateur de la paroisse primitive d'Alken.

Le territoire primitif de la paroisse d'Alken ou — ce qui revient au même — le district de la dîme d'Alken, Ulbeek et Herck-Saint-Lambert était limité au

(1) *Registre* V, 5 (1624), fol. 68.

(2) Cf. *DARIS, Notices*, t. V, pp. 57 et 60. Visites archidiaconales du 9 octobre 1658, du 25 septembre 1680 et du 2 juillet 1712.

En 1658, la paroisse comptait cent-cinquante communicants; en 1713, elle en comptait une centaine.

(3) Trois bénéfices étaient fondés dès avant 1477 : celui de Notre-Dame, celui des saints Denis et Barbe et celui des saints Georges et Catherine, tous à la collation du curé (*DARIS, Notices*, t. V, p. 35).

On trouve l'énumération des bénéfices dans le *Registre* V, 5 (1624), fol. 69.

(4) Même *Registre*, fol. 69.

(5) *Registres* V, 1 (1613), fol. 147 et V, 5 (1624), fol. 79-80. En 1624, la paroisse comptait trois cent cinquante communicants.

Le cours de la Herck formait, comme aujourd'hui encore, la séparation des paroisses d'Alken et Herck.

Nord et à l'Est par la paroisse primitive de Hasselt, depuis Stevoort jusque Trekschueren (1), au Sud par la paroisse de Wellen et à l'Ouest par le concile de Saint-Trond.

Quoiqu'il soit possible que, dans le principe, la paroisse d'Alken se soit étendue en dehors des terres liégeoises (2) jusqu'à la seigneurie lossaine de Wimmertingen, le chapitre de Huy ne conserva aucun droit dans le dit village. L'église de Wimmertingen fut fondée par les seigneurs de Heers, qui étaient en même temps seigneurs de Wimmertingen et co-seigneurs de Jesseren. L'église, de fondation récente, dédiée à saint Nicolas, fut considérée par ses fondateurs comme une dépendance de l'église de Jesseren. Le droit de collation de la chapelle de Wimmertingen fut donné par eux au curé de Jesseren.

PAROISSE PRIMITIVE DE LOOZ.

En étudiant l'origine et l'organisation primitive des paroisses, nous avons eu surtout en vue le *vicus publicus*, la paroisse libre, autonome, fondée dans un bourg et dotée par les habitants.

A l'église publique s'oppose l'église privée.

Ici nous nous trouvons en face de l'église privée proprement dite.

Aussi haut que nous puissions remonter, nous trouvons les comtes de Looz, ces puissants feudataires de l'évêque de Liège (3) et grands avoués ecclésiastiques, en possession de la presque totalité des églises des environs.

(1) Le 1^{er} décembre 1327, l'abbaye de Herckenrode, décimateur de Hasselt, acquit, de la costreterie de Looz, la dîme de Trekschueren en échange de la sixième part de l'église de Mettecoven (*Cartulaire de Looz*, aux Archives de l'Etat à Hasselt; *Registre* I, fol. 35).

(2) Cf. DE CORSWAREM, *Mémoire historique sur les anciennes limites et circonscriptions du Limbourg*, p. 314.

(3) Depuis 1180.

Ils disposent de ces églises en maîtres absolus : les vendent, les échangent, les engagent, les donnent en alleu ou en bénéfice. Ces églises font partie de leur patrimoine, au même titre que la terre elle-même. C'est le régime du patronage laïque dans son entier développement. Au sujet de la genèse du patronage laïque et des évolutions successives du patronage se transformant en propriété, nous renvoyons à Imbart de la Tour (1).

Nous avons déjà pu constater que les comtes de Looz se trouvaient, au commencement du XIII^e siècle, en possession des revenus ou d'une partie des revenus d'un nombre considérable d'églises. Dans bien des cas, la part du domaine utile de ces églises que le comte s'était appropriée fut cédée en fief à des vassaux ou donnée en aumône à des monastères fondés par lui.

Nous avons vu que les églises de Cortessem, Wintershoven, Cuttecoven furent données en fief à Thierry d'Altena; celles de Hasselt, Stevoort, Curange, Zonhoven et Kermpt cédées à l'abbaye de Herckenrode (2); celles de Zolder et de Sutendael à l'abbaye d'Averbode; tandis que des parts considérables des revenus des églises de Bilsen, Genck, Riempst et d'autres encore passèrent aux mains du comte ou de ses feudataires.

Or, nulle part, l'appropriation des églises ne fut aussi générale et aussi complète qu'aux environs de Looz.

(1) *Les paroisses rurales du IV^e au XI^e siècle*, pp. 93, 175, 185, 188, 208, 216, 219, 234, 256, 276 et 280.

(2) Gérard, comte de Looz (1171-1195), affecte l'alleu de Herckenrode à la fondation d'un couvent de l'Ordre de Cîteaux (WOLTERS, *Notice historique sur l'abbaye de Herckenrode*, p. 57; *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 89). La dotation se fit en partie au moyen des dîmes de Hasselt, Kermpt, Curange, Stockrode (WOLTERS, *Notice historique sur l'abbaye de Herckenrode*, p. 64; *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 97), du patronat de l'église de Hasselt et de ses dépendances et de l'incorporation de cette église (WOLTERS, *Notice historique sur l'abbaye de Herckenrode*, p. 66; *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 98; *Analectes*, t. XVI, p. 235).

C'est précisément pour ces motifs que l'étude des paroisses primitives de cette partie du concile présente des difficultés spéciales.

En vertu de l'évolution du droit de patronage, sous l'influence des idées propres à la féodalité, les comtes de Looz s'étaient approprié la presque totalité des dîmes et autres revenus des églises de tout un district. Le comte s'y était réservé une partie de la dîme ; le chapitre collégial en possédait une autre (1) ; un certain nombre de terres avaient pour décimateur le chapitre de Cortessem ou l'abbaye de Herckenrode ; d'autres enfin payaient la dîme à des seigneurs du voisinage.

Nous ne trouvons point ici, comme aux environs de Tongres, un seul décimateur prélevant la dîme totale des églises des environs. Ici c'est le morcellement à l'infini.

Les églises devenues le « bien, » la « propriété, » la « chose » des seigneurs laïques, sont l'objet, pendant plusieurs siècles, de partages, de donations, de transactions de tous genres : quatre chevaliers sont en possession de l'église de Jesseren ; cinq chevaliers se partagent l'église de Houppertingen ; la dîme de Berlingen se répartit entre le chapitre de Looz et le chevalier de Rullingen. Des exemples semblables se rencontrent dans presque toutes les localités des environs de Looz.

Il en résulte qu'il est très difficile de discerner les circonscriptions primitives des paroisses lossaines. La paroisse primitive de Looz a-t-elle seulement compris

(1) Un coup d'œil jeté sur les registres des dîmes de la collégiale de Looz (*Registres* 55 et 56 de Looz, aux Archives de l'Etat à Hasselt), nous apprend que le chapitre était loin de percevoir la dîme des terres de toute la paroisse de Looz. Le chapitre avait la dîme de certaines terres assez nombreuses situées à Looz, Grandlooz, Brouckom, Berlingen, Boeshoven-Jesseren, Hendrieken, tandis que la dîme d'autres terres contiguës appartenait au comte, à l'abbaye de Herckenrode, au chapitre de Cortessem, aux seigneurs de Heers, de Gorsleeuw, de Gothem, de Rullingen, etc.

dans son territoire les églises de Grandlooz et de Brouckom, ou bien s'est-elle étendue également à d'autres paroisses démembrées : Cuttecoven, Jesseren, Mettecoven, Gutscoven? Cette question paraît insoluble.

Toutefois la difficulté n'est pas partout la même.

Dans plusieurs localités lossaines, les prétentions du comte et de ses vassaux vinrent se heurter aux droits d'abbayes ou de chapitres puissants, tels que les chapitres des églises primaires et secondaires de Liège : les églises de Vechmael et de Horpmael appartenaient au chapitre de Saint-Martin; celles de Gorsleeuw et de Heers au monastère de Saint-Laurent; celle d'Engelmanshoven à l'abbaye de Saint-Trond; celles de Jamine et Gelinden aux prébendes de Saint-Materne en la cathédrale de Liège; celle de Gutscoven au chapitre de Huy. La main-mise par le seigneur ou ses vassaux sur la dot des églises ne put s'opérer uniformément.

La prise de possession ne put s'étendre qu'aux églises qui n'appartenaient à aucun établissement religieux ou bien qui appartenaient à une institution ecclésiastique placée sous l'avouerie du seigneur (1).

Ces circonstances expliquent comment les comtes de Looz s'approprièrent une foule d'églises situées sur leurs terres, tandis qu'ils n'élevèrent aucune prétention

(1) Nous avons déjà fait remarquer que les comtes de Looz étaient grands avoués du monastère de Munsterbilsen. Les comtes de Looz avaient l'avouerie des biens de l'abbaye de Borcette à Russon (WOLTERS, *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 72), de l'abbaye de Corbie à Widoye, de l'abbaye de Saint-Vaast d'Arras à Houppertingen et à Halmael (*Liber stipulis, C., de l'abbaye de Saint-Trond*, n° 6682³, aux Archives de l'Etat à Hasselt, fol. 266; cf. *BSAH.*, t. XIV, p. 264), de même qu'ils tenaient en fief, du comte de Brabant, la sous-avouerie de Saint-Trond (BUTKENS, *Trophées de Brabant*, preuves, p. 58; *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 73, charte de Philippe de Heynsberg, archevêque de Cologne, réglant un différend entre Henri, duc de Louvain, et Gérard, comte de Looz, au sujet de l'avouerie de Saint-Trond) et, de l'évêque de Liège, les avoueries d'Alken, Hoesselt et Tongres (*Cartulaire de Saint-Lambert*, charte du 14 mars 1234, n. st.).

sur d'autres. Cette double constatation, qui, à première vue, semblerait contradictoire, est abondamment établie et en tout conforme aux idées et aux usages de la féodalité.

* * *

L'église de Looz, très ancienne, doit son origine à la transformation en église paroissiale d'un oratoire privé construit au milieu d'une villa pour les besoins religieux des habitants.

L'église de Looz était connue sous le nom d'église Saint-Odulphe ; le chapitre collégial qui y fut fondé au XI^e siècle, s'intitulait chapitre de Saint-Odulphe et les censitaires de l'église déclaraient, dans leurs actes d'oblation, vouloir faire partie *de familia sancti Odulphi*. Toutefois il est difficile de dire si saint Odulphe (1) a été, dès le principe, le patron principal de l'église, ou si, de patron secondaire, « patronus adventitius, » il est devenu plus tard, lors de l'érection du chapitre, le « patronus principalis, » patron distinctif de l'église et du chapitre.

La pierre de dédicace de l'église, reconstruite au XII^e siècle, nous apprend que l'église fut dédiée le 3 novembre 1130 à la sainte Trinité, à la sainte Croix, à Notre-Dame, aux saints apôtres Pierre et Paul et à saint Odulphe (2).

(1) Saint Odulphe a vécu au IX^e siècle à l'époque de Louis-le-Débonnaire.

(2) HALKIN, *Inscription dédicatoire de l'église de Looz*, dans *Mélanges Godefroid Kurth*, t. II, pp. 121-138 et *Leodium*, 7^e année, pp. 29-30 : « † Anno incarnationis dominice M.C.XXX indictione VIII^a dedicata » est hec basilica in honorem s. Trinitatis et s. Crucis et beate Marie » perpetue virginis, sanctorum apostolorum Petri et Pauli, Odulfi confessoris et omnium sanctorum, ab Alexandro Leodiensi episcopo ; » III nonas novembris dedicatio hujus ecclesie » (cf. *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XII, pp. 314-320, 1872 ; cf. DARIS, *Histoire de Looz*, t. II, p. 1 des documents historiques, et MANTELIVS, *Historia Lossensis*, Leodii, 1717, p. 147).

Cette consécration doit être placée au 3 novembre, comme il résulte

C'est au XI^e siècle que l'église de Looz fut érigée en collégiale. En l'année 1047, Herman, archidiacre de Liège, frère du comte de Looz, Emmon (1046-1078), augmenta les revenus de l'église de Looz et y fonda sept canonicats : « Anno millesimo quadragesimo septimo Hermannus, frater comitis de Los, archidiano-
» nus Leodiensis ecclesiam de Los *ad honorem sanctorum apostolorum Petri et Pauli et sancti Odulphi*
» ampliavit atque in ea septem canonicos instituit
» inque chori medio sepulturam accepit (1). »

Les comtes de Looz, qui avaient assuré la dotation des prébendes de la collégiale et détenaient, déjà au XI^e siècle, le *patronat* de l'église, étaient les patrons ou prévôts laïques de la collégiale de Looz. Ils jouissaient de tous les droits du prévôt, hormis les pouvoirs de juridiction. De même que les seigneurs d'Altena et de Hornes avaient la collation des six canonicats de l'église collégiale de Cortesse, les comtes de Looz conféraient les sept prébendes du chapitre de Saint-Odulphe.

C'est à ce titre de patron laïque que le comte intervient dans toutes les mesures d'ordre interne et disciplinaire. On le voit, le 8 novembre 1248, accorder aux chanoines la faculté de l'année de grâce des prébendes (2), confirmer et ratifier en mai 1260 les décrets portés par maître Renier, écolâtre de Tongres, et maître Godefroid, archidiacre de Liège, visiteurs apostoliques de la cité et du diocèse de Liège (3), approuver, en

du *statut* de la collégiale en date du 4 novembre 1295 : « in dedicatione » ejusdem ecclesie que est in die beati Huberti » (*Charte originale*, n° 10 de Looz, aux Archives de l'Etat à Hasselt).

(1) ROBYNS, *Diplomata Lossensia*, apud MANTELIUS, *op. cit.*, p. 30 : « ex registro capituli Lossensis, in-4°, fol. 25 » (cf. DARIS, *Histoire de Looz*, t. II, p. 1 des documents historiques). Gérard, curé de Looz, est cité en 1165. Voy. p. 146. Richard, curé de Looz, est cité le 8 janvier 1230 (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 258).

(2) *Cartulaire de Looz*, aux Archives de l'Etat à Hasselt. *Registre I*, fol. 58 v°.

(3) *Ibidem*, fol. 26 v°.

février 1267 (n. st.), un statut porté par le même maître Renier, délégué d'Arnold, évêque suffragant de Liège, concernant l'érection et la dotation de la chantrerie (1), régler, le 2 mai 1274, l'application des revenus de la seconde année de carence (2), disposer, le 3 août 1296, en faveur de l'abbaye d'Averbode, d'un canonicat de l'église de Looz (3).

Après que le comté de Looz eût été incorporé à la principauté (1361-1365) (4), les évêques de Liège jouirent des mêmes privilèges. Jean de Bavière approuva, le 26 août 1408, le statut du chapitre du 27 juillet précédent (5), Jean de Heynsberg approuva, le 5 mai 1445, un autre statut d'ordre interne (6).

En outre, si la réforme d'Englebert de la Marck, du 10 décembre 1358 (7), fut observée par le chapitre de Looz, alors qu'elle fut rejetée par toutes les autres collégiales, c'est que les évêques de Liège, en leur qualité de patrons de l'église, tinrent la main à la stricte observation de ces statuts. Ce point mérite d'être signalé. Il a son importance dans la question de l'exemption des collégiales liégeoises de l'autorité épiscopale (8).

*
* *

Il est parlé des églises filiales de Looz, « *ecclesiae* » filiae matricis *ecclesiae Lossensis*, » dans une convention conclue, le 7 juillet 1275, touchant la restaura-

(1) *Cartulaire de Looz*, fol. 62.

(2) *Ibidem*, fol. 59.

(3) L'abbé d'Averbode fut mis en possession de ce canonicat le 9 septembre 1298 (DARIS, *Histoire de Looz*, t. II, pp. 18-19 des documents historiques).

(4) WOLTERS, *Codex diplomaticus Lossensis*, pp. 344 et suiv.

(5) *Cartulaire, Registre II*, doc. 5.

(6) *Ibidem, Registre I*, fol. 76 v^o et 77.

(7) *Ibidem, Registre II*, doc. 1.

(8) Cf. notre étude, *Regesta de Renier, écolâtre de Tongres*, dans *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. XXXV (1905), pp. 7-14.

tion de l'église de Looz (1). Dans une convention analogue, du 26 septembre 1400, touchant la reconstruction de la tour de l'église de Looz, les églises de Grandlooz et de Brouckom sont qualifiées de filiales de l'église Saint-Odulphe: « ecclesiae de Nyel sancti Servatii et » de Brueckem filiae ecclesiae Lossensis (2). »

Les églises de *Grandlooz* et de *Brouckom* avaient rang de quarte-chapelles. Elles étaient comprises dans la paroisse de Looz et ne formaient point des paroisses distinctes.

Le curé ou pléban de Looz en était le collateur et percevait certains revenus de ces églises.

En droit strict, les chapelles de Grandlooz et Brouckom n'avaient « nec primum nec ultimum sacramentum, » c'est-à-dire que le curé de Looz avait seul le droit d'administrer aux paroissiens le baptême et l'extrême-onction. Toutefois la quarte-chapelle de Brouckom obtint des fonts baptismaux (3).

L'église de Grandlooz était dédiée à saint Servais.

(1) *Cartulaire de Looz*, aux Archives de l'Etat à Hasselt, *Registre I*, fol. 50; cf. DARIS, *Notices*, t. I, fol. 240. Cette convention fut actée à la suite d'une délégation donnée par maître Jean de Cambiis, official de Liège, par Jean dit Grimart, notaire. La délégation est du 28 juin 1275 (*Cartulaire*, *Registre I*, fol. 50).

(2) Original, aux Archives de l'Etat à Hasselt, n° 18 (cf. DARIS, *Histoire de Looz*, t. II, pp. 37-42). D'après la visite archidiaconale de 1624 (*Registre V*, 5, aux archives de l'évêché à Liège, fol. 52), l'église de Gutscoven serait aussi filiale de Looz. Il est dit : « matrix ecclesia Loss » castri habet sub se tres capellas, scilicet : Grootloon, Broeckom et » Gudscoven. »

(3) Brouckom possède des fonts baptismaux romans assez remarquables. La visite archidiaconale de 1624 (*Registre V*, 5, aux archives de l'évêché à Liège, fol. 58), remarque à ce sujet : « Lapis fontis fuit » fissus calore ignis olim in ecclesia structi. Origo fontis in hac quarta » capella ignoratur. » Le curé de Looz avait autorisé des fonts baptismaux à Brouckom, à charge d'une rente de 20 solidi, le *solidus* valant 2 florins rhénans ou 40 sous de Brabant (DARIS, *Notices*, t. II, p. 38).

Grandlooz n'avait pas de fonts baptismaux; les nouveaux-nés étaient baptisés à Looz (*Registre V*, 5 (1624), fol. 54).

Elle ne comprenait aucun bénéfice simple. Les recteurs habitaient Looz et étaient en même temps chanoines ou bénéficiers de l'église de Looz. Les dimanches et jours de fête, ils se rendaient à Grandlooz pour y célébrer les saints offices (1).

Le nom primitif du village est Niel-Saint-Servais. Ce village était au nombre des bancs de Saint-Servais à Maestricht. C'est sous la dénomination de Niel que Grandlooz figure dans la bulle d'Innocent II du 31 mars 1139, qui contient l'énumération la plus ancienne des bancs de Saint-Servais (2). Le diplôme de l'empereur Frédéric IV, en date du 26 juillet 1442, mentionne « Nyle alias Groetloen (3). »

L'église de Brouckom était dédiée à saint Lambert. Il y avait un bénéfice simple en l'honneur de la Sainte Vierge, fondé avant 1477 et incorporé à la cure le 6 novembre 1642 (4).

De 1599 à 1635, le curé Jean Vandergeeten et la communauté de Brouckom soutinrent un long procès contre le chapitre de Looz, au sujet de la reconstruction de l'église qui tombait en ruines. Ils prétendaient que le chapitre, percevant les dîmes de la paroisse (5), était

(1) DARIS, *Notices*, t. II, p. 1. Daris a publié (*Ibidem*, pp. 11-12) deux visites archidiaconales de l'église de Grandlooz du 8 octobre 1658 et de 1720.

En 1624, le nombre des communiant était de septante-cinq.

(2) DARIS, *Notices*, t. II, pp. 1-12; DE BORMAN, *Cartulaire de Saint-Servais à Maestricht*, dans *BCRH.*, 3^e série, t. IX, p. 16.

(3) *Ibidem*, p. 89. Le comte de Looz, Louis I^{er} (1145-1171), voulut contraindre les habitants de Grandlooz à assister à ses plaids généraux. L'empereur Conrad III déclara, en 1146, que le comte de Looz ne pouvait exercer aucun pouvoir sur Niel, Coninxheim, Mechelen et Vlytingen, possessions du chapitre de Saint-Servais.

En l'année 1165, l'empereur Frédéric I^{er} Barberousse confirma ce diplôme (DE BORMAN, *op. cit.*, p. 18; MIRAEUS, *Opera diplomatica*, t. IV, p. 203; WAUTERS, *Tables chronologiques*, t. II, p. 264).

(4) DARIS, *Notices*, t. II, pp. 48-50, a publié deux visites archidiaconales de l'église de Brouckom du 8 octobre 1658 et du 4 juillet 1712.

En 1624, Brouckom comptait nonante communiant (*Registre V*, 5, aux archives de l'évêché à Liège, fol. 58).

(5) En 1759, le chapitre de Looz adjugea ses dîmes sous Brouckom

obligé, à ce titre, de reconstruire l'église. L'affaire fut portée devant les tribunaux ordinaires. Trois sentences conformes en émanèrent en faveur de la communauté. Le chapitre recourut au Pape et lui demanda le bénéfice de la revision, sous prétexte qu'il venait de découvrir de nombreux documents. Le 13 février 1604, le pape Clément VIII chargea Gérard Loers, doyen de Saint-Barthélemy, de citer les parties, d'examiner les nouveaux documents et de confirmer les trois sentences ou d'accorder le bénéfice de la revision. Le doyen confirma les sentences et le chapitre fut obligé de reconstruire l'église (1).

En 1784, le chapitre de Looz fit reconstruire l'église après avoir fait une convention avec la communauté à ce sujet (2).



Aux limites des paroisses de Looz et de Hendrieken, se trouvait la chapelle de *Graethem*.

Nous avons déjà parlé (3) des libéralités faites par Agnès, comtesse de Looz, veuve de Louis I^{er} (1145-1171), à l'abbaye de Villers. La charte de donation date de 1174. Après avoir rappelé les bienfaits dont son défunt époux a comblé l'hôpital de Graethem lez-Looz et la donation qu'elle-même lui a faite récemment de son alleu de Hex, la comtesse déclare qu'elle a abandonné la propriété de cet hôpital et de toutes ses dépendances entre les mains d'Ulric, abbé de Villers.

Dans une charte de l'année suivante (1175), la comtesse Agnès de Looz, après avoir rappelé l'objet de la charte précédente, annonce que les religieux de

pour deux cent quatre-vingt-six mesures de seigle, cent trente-quatre mesures de froment, cent trente-quatre mesures d'orge et deux cent six mesures d'avoine.

(1) DARIS, *Notices*, t. II, p. 40.

(2) *Ibidem*, p. 41. En 1784, le chapitre fit également refondre la cloche décimale, pesant 642 livres.

(3) Voy. ci-dessus, p. 120.

Villers, obligés par leur règle au recueillement, refusent de desservir plus longtemps l'hôpital de Looz. La comtesse les établit, sous certaines conditions, dans son alleu de Hex, qu'ils cultiveront en paix (1). Les religieux payeront annuellement 10 solidi aux chanoines de Looz pour l'anniversaire du comte Louis, 30 solidi au prêtre-recteur de la chapelle de l'hôpital, dix muids de seigle et autant d'orge à l'hôpital.

Peu après, l'abbé Ulric (1176-1181) conclut un accord avec Herman, doyen, et tout le chapitre de Looz, relativement à l'exonération des anniversaires du comte Louis I^{er} et d'Agnès, son épouse. Au lieu de 10 solidi par an, l'abbaye en donnera 20 aux chanoines qui célébreront désormais, dans la chapelle de Graethem, les anniversaires du comte et de la comtesse (2).

En 1230, le comte Arnoul IV (1227-1273) déterminait les charges de l'abbaye de Villers à l'égard de la chapelle et de l'hôpital de Graethem (3).

Vers le milieu du XIII^e siècle, des béguines s'établirent à proximité du dit hôpital et se placèrent sous la direction du recteur de la chapelle.

Une partie de l'emplacement du béguinage était située dans la paroisse de Looz, une partie dans la paroisse de Hendrieken.

Au mois de janvier 1259 (n. st.), Henri de Gueldre, élu de Liège, confirma une convention conclue entre l'abbé de Villers et les curés de Looz et de Hendrieken, concernant le béguinage de Graethem, grâce à la médiation de maître Renier, écolâtre de Tongres, choisi comme arbitre avec le consentement de maître Marcuald, archidiaque de Hesbaye, et d'Arnoul IV, comte

(1) E. DE MOREAU, *Chartes du XII^e siècle de l'abbaye de Villers*, pp. 22-23, n^{os} XI et XII.

(2) Original, aux Archives de l'Etat à Hasselt, n^o 2 des chartes de Looz (E. DE MOREAU, *op. cit.*, p. 48, n^o XXIX).

(3) ROBYNS, *Diplomata Lossensia*, apud MANTELIUS, n^o 19, pp. 22-25; DARIS, *Histoire de Looz*, t. II, p. 11 des documents historiques.

de Looz, patron des églises de Looz et de Hendrieken (1).

Aux termes de cette convention, l'abbaye de Villers conserve le *patronat* de la chapelle de Graethem; le recteur reconnaîtra son autorité, en lui payant chaque année 1 denier d'or de la valeur de 12 deniers de Liège; les béguines lui payeront chaque année un muid d'orge; les béguines, paroissiennes de Looz, payeront chaque année à leur curé 12 deniers; celles qui sont paroissiennes de Hendrieken payeront chaque année à leur curé 4 solidi pour leurs droits paroissiaux.

En 1582, l'abbaye de Villers échangea avec l'église cathédrale de Liège, la propriété de Munckhof à Hex, ainsi que le *patronat* de l'église de Hex et de la chapelle de Graethem, contre des propriétés situées à Mont-Saint-André en Brabant (2).

A la suite de cet échange, le chapitre cathédral de Liège reçut le *patronat* de la chapelle de Graethem et conserva ce droit jusqu'à la fin de l'ancien régime (3).

* *

Les comtes de Looz avaient le *patronat* de l'église de *Hendrieken*, « *ecclesia media*, » dédiée à saint Lambert.

M. Daris pense à tort que le *patronat* de l'église de Hendrieken passa à l'abbaye de Villers et qu'il fut cédé au chapitre cathédral de Liège en 1582. Les comtes de Looz, cités comme patrons de l'église de Hendrieken en 1259, conservèrent le *patronat* de cette église. Lors de l'incorporation du comté à la princi-

(1) DARIS, *Notices*, t. XII, p. 167.

(2) *Ibidem*, t. I, p. 497.

(3) La chapelle de Graethem était dédiée à sainte Madeleine, cf. visites archidiaconales de 1613 et 1624 (*Registres* V, 1, fol. 152 et V, 5, fol. 63, aux archives de l'évêché à Liège). Le recteur avait un revenu de quarante muids de seigle, mesure de Looz, et de 40 florins de Brabant (*Ibidem*).

pauté de Liège (1365), l'évêque de Liège succéda au comte de Looz comme patron des églises de Looz et de Hendrieken.

Le droit de collation de l'église de Hendrieken appartenait à l'évêque, comme le montrent les plus anciennes visites archidiaconales de 1613 et de 1624 (1).

L'église de Hendrieken était église baptismale (2).

Le curé percevait pour sa compétence la grande et la petite dîme à l'exception de six muids de seigle et autant d'avoine formant le quart des dîmes.

* * *

L'église de *Cuttecoven*, « *ecclesia media*, » dédiée à saint Jean-Baptiste, avait été donnée en fief par les comtes de Looz à Thierry d'Altena. Thierry d'Altena dota le chapitre de Cortessem du *patronat* des églises de Cortessem, Wintershoven et Cuttecoven. Cette donation eut lieu vers 1225 et fut approuvée par Conrad, évêque de Porto, légat apostolique.

En vertu de cette donation, le chapitre de Cortessem — auquel l'église de Cuttecoven venait d'être incorporée — pouvait conférer le bénéfice du rectorat de Cuttecoven à l'un de ses chanoines, percevoir les revenus de l'église, sauf à assigner une portion congrue au vicaire perpétuel appelé à remplacer le curé titulaire dans l'exercice de ses fonctions pastorales.

(1) *Registre* V, 1 (1613), aux archives de l'évêché à Liège, fol. 151 : « *media ecclesia de Henricken sub invocatione s. Lamberti, ad collationem serenissimi episcopi Leodiensis jure patronatus laici* » (*Registre* V, 5 (1624), aux mêmes archives, fol. 61 : « *Ecclesia media de Hendric sub invocatione ss. Lamberti et Gertrudis; collationem habet comes Lossensis.* » DARIS (*Notices*, t. I, pp. 497-500) a publié les visites archidiaconales du 8 octobre 1658 et du 4 juillet 1712. Le nombre des communicants était de nonante en 1658 et de soixante en 1712. Jusqu'en 1631, les desservants de Hendrieken ne résidaient point en cette localité (*Ibidem*, pp. 498-499).

(2) *Registres* V, 1, fol. 151 et V, 5, fol. 62. En 1624, le nombre des communicants était de quatre-vingts.

Thierry d'Altena avait déjà cédé certaines dîmes de Cuttecoven en fief à Guillaume, chevalier de cet endroit, et à Herman, chevalier de Vechmael. Ceux-ci vendirent, en 1232 et 1234, à l'abbaye de Herckenrode, toute la dîme grosse et petite qu'ils possédaient à Cuttecoven. Ces ventes se firent du consentement de Thierry d'Altena (1). A la mort de ce seigneur (1243), son neveu et héritier, Guillaume de Horne ou d'Altena, ne confirma point la donation du *patronat* de l'église de Cuttecoven faite par son oncle en faveur du chapitre de Cortessem. Il disposa, au contraire, en faveur de l'abbaye de Herckenrode, des dîmes de Cuttecoven ainsi que du *patronat* de cette église qu'il prétendait tenir en héritage de son oncle (2).

(1) DARIS, *Notices*, t. I, fol. 346; t. IV, p. 47 et t. X, p. 144; WOLTERS, *Notice historique sur l'abbaye de Herckenrode*, p. 76 : « Theodoricus, vir nobilis, dominus de Altena, ... notum esse volumus quod dilectus noster Wilhelmus miles de Cutinchoven decimam tam majorem quam minorem predictae ville cum omnibus attinentiis suis quam de nobis in feodo tenebat, de nostro assensu et licentia domui de Herckenrode jure hereditario possidendam, heredibus etiam suis assensum prebentibus, libere contradidit, competenti tamen pro ea pecunia recepta. »

Jean d'Eppes, évêque de Liège, approuva cette cession en la même année 1232 (DARIS, *Notices*, t. I, p. 347 et t. IV, p. 47). En la même année, la comtesse A. de Duras céda gratuitement à l'abbaye de Herckenrode tout le droit qu'elle pouvait avoir sur la dîme de Cuttecoven : « quidquid juris habui in decima de Cuttechoven abbatissae et conventui de Herckenrode libere contuli » (DARIS, *Notices*, t. I, p. 348 et t. IV, p. 47).

Herman de Vechmael tenait une autre partie de la dîme de Cuttecoven en fief du comte de Looz. En 1234, il vendit cette dîme à l'abbaye de Herckenrode pour la somme de 30 livres de Liège : « decimam suam de Cuttechoven quam a nobis in feodo tenebat pro XXX libris leodiensibus vendidit et in manus reportavit » (DARIS, *Notices*, t. I, p. 348 et t. IV, p. 47).

(2) DARIS, *Notices*, t. I, p. 349, t. IV, p. 48 et t. X, p. 146; WOLTERS, *Notice historique sur l'abbaye de Herckenrode*, p. 78 : « Wilhelmus nobilis vir, miles, dominus de Altena, ... recognoscimus et protestamur abbatissam et conventum de Herckenrode, ordinis cisterciensis, Leodiensis diocesis, decimam grossam et minutam universaliter et totaliter ville et ecclesie de Cutinchoven cum omnibus suis appendi-

Bien que l'évêque Robert de Thourotte eût approuvé, en 1244, la donation faite au chapitre de Cortessem, cette première donation ne put être maintenue, les pièces originales qui l'attestaient ainsi que les lettres d'approbation émanées du légat apostolique n'ayant pu être produites.

Le chapitre de Cortessem continua néanmoins pendant tout le XIII^e siècle à revendiquer le *patronat* de l'église de Cuttecoven.

Le statut porté le 3 mars 1274 (n. st.), par maître Marcuald, archidiacre de Hesbaye, fixe la portion congrue du desservant de Cuttecoven à 9 marcs; ces revenus se composaient des oblations, des aumônes, des honoraires des anniversaires, lesquels revenus lui étaient comptés pour 48 solidi, à raison de 12 deniers par maison (1); le chapitre complétait la somme en y ajoutant 6 marcs, 12 solidi (2).

L'abbaye de Herckenrode finit par exercer le droit de patronage sur l'église de Cuttecoven et y prélever la majeure partie des dîmes. Les prébendes du chapitre de Cortessem prélevaient à Cuttecoven et aux environs une partie de la dime dont le revenu s'élevait à vingt-six muids de seigle et vingt-six muids d'avoine (3).

» cibus, tempore nobilis viri Theodoricus domini de Altena bone memorie avunculi nostri a Wilhelmo de Cutinchoven milite legitime acquisivisse et ipsum dominum Theodoricum predictum a quo jure feudali tenebatur assensum suum praeuisse. Preterea, quia conventum de Herckenrode speciali ampleximus dilectione, ... abbatisse et conventui predictis jus patronatus ecclesie predictae expresse, prout et nos successione praedicti avunculi nostri, qui ibidem jus obtinuit patronatus spectare dignoscitur, in elemosinam libere concedimus et donamus. »

Cette donation fut ratifiée par Henri de Gueldre, élu de Liège, en 1247 (DARIS, *Notices*, t. I, p. 350 et t. IV, p. 48).

(1) Ce qui prouve que la paroisse de Cuttecoven y compris Voordt, comprenait alors quarante-huit maisons, tandis qu'il y avait cent cinquante-deux maisons à Cortessem.

(2) DARIS, *Notices*, t. X, p. 193.

(3) *Ibidem*, t. X, p. 218 : « ex decima quam habent in Cuttecoven et locis circumvicinis et quibusdam terris circa Loscastrum. »

Le curé percevait une part des dimes s'élevant à onze muids de seigle et autant d'avoine (1).

L'église de Cuttecoven était église baptismale. Plusieurs bénéfices simples y avaient été érigés (2).

La paroisse de Cuttecoven comprenait dans sa circonscription une partie notable des villages de Voordt (3) et de Gothem. Les habitants de Voordt durent contribuer pour un tiers aux frais de la construction de la tour de l'église de Cuttecoven au XVII^e siècle (4).

L'église de *Gothem* était dédiée à saints Nicolas et Denis. Elle était à la collation du seigneur de l'endroit (5). L'église avait reçu des fonts baptismaux (6). Plusieurs bénéfices simples y avaient été érigés (7).

Toutes les dimes de Gothem appartenaient au monastère de Herckenrode (8). La compétence du curé consistait en cinq bonniers de terre et en revenus s'élevant à onze muids de seigle (9).

(1) *Registre* V, 5 (1624), fol. 64, aux archives de l'évêché à Liège.

(2) *Registres* V, 1 (1613), fol. 150, aux archives de l'évêché à Liège et V, 5 (1624), fol. 64 (cf. DARIS, *Notices*, t. I, p. 340). Daris a publié des visites archidiaconales du 9 octobre 1658, du 26 octobre 1680 et du 5 juillet 1712 (*Ibidem*, pp. 351-356).

Cuttecoven comptait, en 1624, cent vingt communians et en 1726, quatre-vingt-six communians.

(3) *Voordt* vient de fort, furt, vort = route. Ce toponymique qui correspond au roman *strée*, fut donné aux localités Voordt lez-Looz et Hellensfort ou Helshoven, parce qu'elles sont traversées par la chaussée romaine de Tongres, Bommershoven, Grandlooz-Brouckom, Voordt, Helshoven, Brusthem, vers Tirlemont.

(4) DARIS, *Notices*, t. I, p. 340.

(5) *Ibidem*, t. II, pp. 13-35.

(6) La visite archidiaconale de 1624 (*Registre* V, 5, fol. 59), dit : « Origo fontis in hac filiali ignoratur. » Le curé de Gothem payait au curé de Cuttecoven, du chef des fonts baptismaux, une rente de 30 vieux gros (DARIS, *op. cit.*, t. I, p. 340).

(7) *Registres* V, 1 (1613), fol. 144 et V, 5 (1624), fol. 60 (cf. DARIS, *Notices*, t. II, pp. 13-14). DARIS, *Ibidem*, pp. 33-35, a publié deux visites archidiaconales du 8 octobre 1658 et de 1726.

Le nombre des communians était de quarante-cinq en 1624.

(8) *Registre* V, 5, fol. 59-60.

(9) *Ibidem*.

L'église de *Berlingen* (1), « *ecclesia media* (2), » dédiée à sainte Agathe, était à la collation du chapitre de Saint-Odulphe (3). Elle était église baptismale et renfermait plusieurs bénéfices simples (4).

Les dîmes grande et petite de Berlingen appartenaient moitié à l'écolâtre de Looz, moitié au curé de Berlingen (5). L'abbé de Saint-Trond avait la petite dîme de quelques terres (6).

(1) La plus ancienne mention de Berlingen est de 1079. Par deux chartes antérieures au jour de Pâques de 1079, l'une émanant de la comtesse Ermengarde, l'autre de l'évêque Henri, l'alleu de Berlingen et Jamine (Gelman) fut donné à la collégiale de Saint-Barthélemi. En septembre 1224, des arbitres déclarent que les obédiences de Jamine et de Berlingen ne faisaient pas partie de la dotation de la prévôté de Saint-Barthélemi, mais étaient à la libre disposition du chapitre (DARIS, *Notices*, t. VI, pp. 182, 183 et 185).

(2) La visite archidiaconale du 8-9 octobre 1658, publiée par DARIS, *Notices*, t. I, pp. 379 et 499, assigne aux églises de Berlingen et de Hendrieken le rang d'« *ecclesia integra*. » Toutes les autres visites leur assignent le rang d'« *ecclesia media*. »

(3) Le pouillé du diocèse de Liège (*Registre D*, 1, aux archives de l'évêché à Liège) et les visites archidiaconales de 1658 et 1712 (DARIS, *Notices*, t. I, pp. 379 et 381), renseignent comme collateur le chapitre de Looz : « *collator capitulum Lossense*. » La visite de 1613 (*Registre V*, 1, fol. 149) renseigne comme collateur le prince-évêque. Il y a évidemment erreur de copiste dans la visite de 1624 (*Registre V*, 5, fol. 67), qui indique comme collateur et décimateur le monastère de Herckenrode.

(4) *Registres V*, 1 (1613), fol. 149 et V, 5 (1624), fol. 66 (cf. DARIS, *Notices*, t. I, p. 357). Daris a publié des visites archidiaconales du 9 octobre 1658 et du 3 juillet 1712 (*Ibidem*, pp. 379-382). Le nombre des communians était de septante-cinq en 1624, de soixante à septante en 1658.

(5) *Registre V*, 1 (1613), fol. 149 : « *Pastor habet medietatem majorum decimarum et scholasticus Lossensis alteram; abbas Trudonensis minorem* » ; visite du 9 octobre 1658 : « *Scholasticus Lossensis* » et *pastor habent decimas majores et minores pro medietate quilibet* » et *abbas s. Trudonis habet decimas super certis terris distinctis*. »

On sait qu'une partie des revenus de l'écolâtrie de Looz constituait, en février 1267 (n. st.), la dotation de la chantrerie nouvellement fondée (*Cartulaire de Looz*, aux Archives de l'Etat à Hasselt, *Registre I*, fol. 62).

Le 31 mars 1308 (n. st.), Perceval de Carreto, archidiacre de Hesbaye, rendit une sentence au sujet de la perception de la dîme de certaines terres sises à Rullingen-sous-Berlingen (*Charte originale*, n° 11, de Looz, aux Archives de l'Etat à Hasselt).

(6) La provenance de cette dîme est indiquée dans les *Gesta abbatum*

Sous Berlingen se trouvait la chapelle de l'ancien ermitage d'Oetsloven (*Oetersloe*) (1). Cette chapelle, dédiée à Notre-Dame, appartenait aux Sépulcrines du couvent de Henegouwen près de Hasselt.

A l'Ouest, la paroisse de Berlingen confinait à la paroisse de Houppertingen, du concile de Saint-Trond (2). L'église de Houppertingen a été une ancienne possession de l'église Saint-Vaast à Arras (3).

Les comtes de Looz usurpèrent, du chef de leur avouerie, le *patronat* de cette église et le donnèrent en fief à plusieurs de leurs vassaux (4). Le *patronat* de

Trudonensium, continuatio II^a, p. 11, n° 4 : « Anno 1252, Reynerus de » Rolinghen miles dedit decimam suam de Berlinghen perpetuo ad ele- » mosinam pauperibus ante portam distribuendam, que solvit 5 modios » siliginis et 5 modios hordei. »

Ce Renier de Rullingen tenait probablement cette dîme en fief du comte de Looz.

(1) *Registre* V, 5 (1624), aux archives de l'évêché à Liège, fol. 67 : « Outringen » (DARIS, *Notices*, t. I, p. 383). D'après la chronique de Pierre TRECPOEL DE BEECK, *Chronycke der landen van Overmaes* (xv^e siècle), pp. 161 et 184, cette chapelle fut donnée aux Sépulcrines de Henegouwen, au xiii^e siècle, par le chevalier fondateur. On trouve une mention de cette chapelle en 1390 : Herman Struven de Looz relève plusieurs pièces de terre situées à Hendrieken et Voordt et un bonnier de terre « juxta Oetslo retro capellam » (DARIS, *Notices*, t. I, p. 364 et t. XV, pp. 270-274).

(2) Le district de la paroisse de Berlingen s'étendait sur une partie notable de la commune actuelle de Houppertingen, notamment sur Engelingen et Hoenshoven, jusqu'aux confins de la paroisse de Grand-Jamine : « Landen thienende onder Gelmen en onder Berlingen in 't Hel- » lenshoven velt, landen thienende onder Gelmen en te Hoenshoven » onder Berlingen gelegen » (*Registre*, n° 6947 de Saint-Trond, aux Archives de l'Etat à Hasselt, fol. 31-58).

(3) Cf. Alph. PAQUAY, *Amburnia*, dans *Bulletin de la Société d'art et d'histoire*, t. XIV, pp. 263-264. L'église *integra* de Houppertingen est dédiée à saint Vaast ; c'est même la seule paroisse du diocèse de Liège qui honore ce saint comme patron de son église.

(4) Les comtes de Looz étaient avoués des domaines que l'abbaye de Saint-Vaast possédait en leur comté (*Ibidem*, p. 264, en note).

Au début du xiii^e siècle, cinq chevaliers tenaient l'église de Houppertingen en fief ou arrière-fief. Anselme, chevalier de Versaines, vendit sa part à l'abbaye de Herckenrode. Arnoul III, comte de Looz, approuva cette vente en 1221. Conrard, chevalier de Houppertingen, vendit sa part à la

cette église passa dans la suite à l'abbaye de Herckenrode (1).

* * *

Les comtes de Looz étaient en possession du *patronat* de l'église de *Jesseren*, dédiée à la sainte Croix (2). Ils cédèrent ce droit de patronage en fief à leurs feudataires.

En 1218 une part du *patronat* et des dîmes de l'église de *Jesseren*, était tenue en fief par Guillaume, chevalier de Leeuw, et ses frères Godefroid et Gislebert. L'abbaye de Herckenrode en fit l'acquisition en 1218 pour la somme de 67 marcs. Gauthier, chevalier de Ridderherck, possédait l'autre part de la dîme, qu'il donna, cette même année, à l'abbaye de Herckenrode comme dot de sa fille qui y avait pris le voile. Louis II, comte de Looz (1195-1218), leur suzerain, et Hugues de Pierrepont, évêque de Liège, confirmèrent cette vente et cette donation (3).

L'abbaye de Herckenrode n'étant pas suffisamment dotée, les religieuses demandèrent à Henri de Gueldre,

même abbaye et ses deux seigneurs Louis III, comte de Looz, et Thierry, comte de Megen, approuvèrent cette vente en 1223. Conrard, chevalier de Wilre, tenait aussi une part de la dîme en fief de ces deux seigneurs; il vendit, vers la même époque, cette part à l'abbaye, du consentement de ses suzerains. Enfin Godefroid, chevalier de Houppertingen, vendit également sa part en 1223. En 1261 et 1265, Hubert et Godefroid de Houppertingen renoncèrent, devant maître Renier, écolâtre de Tongres, à leurs prétentions sur le *patronat* de l'église de Houppertingen (cf. DARIS, *Notices*, t. I, pp. 425-458 et 459; t. IV, pp. 69, 70 et 71).

(1) Le 27 janvier 1266, Clément IV confirma l'incorporation de l'église de Houppertingen à l'abbaye de Herckenrode (*Analectes*, t. XVI, p. 267).

(2) Elle avait le rang de quarte-chapelle, mais possédait des fonts baptismaux (*Registre* V, 17 (1700), aux archives de l'évêché à Liège, fol. 41).

(3) DARIS, *Notices*, t. I, pp. 477 et 486 et t. IV, p. 76: 11 septembre 1312, Transaction entre l'abbaye de Herckenrode et Godefroid, curé de *Jesseren*, touchant la dîme d'une pièce de terre (DARIS, *Notices*, t. I, p. 488 et t. IV, p. 76).

élu de Liège, d'incorporer la cure de Jesseren à leur monastère. L'évêque y consentit et le pape Alexandre IV confirma cette incorporation le 15 octobre 1258 (1).

L'abbaye de Herckenrode prélevait les deux tiers de la grande dîme; un tiers était réservé au desservant pour sa compétence (2). Les revenus de la cure de Jesseren étaient de cinquante muids, consistant en revenus de onze bonniers de terre et deux prés, le tiers de la grande dîme, la petite dîme de toute la paroisse, plus soixante-cinq mesures de seigle (3).

* * *

Le curé de Jesseren avait la collation de la quarte-chapelle de *Wimmertingen*, entre Cortessem et Hasselt, dédiée à saint Nicolas.

Pour comprendre l'origine de ce droit dévolu au curé de Jesseren, il importe de savoir que *Wimmertingen* et la moitié de la seigneurie de Jesseren appartenaient au même seigneur, le comte de Heers (4).

En 1361, Gérard de Heers releva à la salle de Curange les dites seigneuries (5).

(1) DARIS, *Notices*, t. I, p. 487; *Analectes*, t. XVI, p. 262 : « ut pro-
» ventus parochialis ecclesiae de Jeshere Leodiensis diocesis in qua jus
» patronatus habetis perpetuo in usus proprios pro sustentatione vestra,
» cum ipsam ecclesiam vacare contigerit, convertire valeatis, reservata
» vicario seu investito ipsius ecclesie de illius proventibus congrua por-
» tionem de qua commodè sustentari valeat et episcopalia ac alia ipsius
» ecclesie onera supportare, diocesani, archidiaconi et decani loci in
» eadem ecclesia jura solvere. »

(2) *Registre V*, 17 (1700), fol. 41. D'après cette visite, le nombre des communians était de cent quinze, et le nombre des familles de quarante.

(3) *Ibidem*.

(4) DARIS, *Notices*, t. I, p. 479.

(5) *Ibidem*, p. 480 : « 1361. Dominus Gerardus de Heer, miles, rele-
» vavit villam de Wimmertingen et medietatem de Jescheren cum om-
» nibus eorum pertinentiis. » L'autre moitié de Jesseren était en pos-
session de Godefroid de Jesseren qui en fit le relief à la même salle, en
1365 : « 1365. Godefridus de Jescheren relevavit villam de Jescheren
» cum jurisdictione. »

Par testament du 10 octobre 1393, Gérard de Heers laissa la moitié de la seigneurie de Jesseren et Wimmertingen à sa fille Cécile, épouse de Raes de Neerlinter (1).

Le 6 juin 1424, Charles de Neerlinter, seigneur de Hermalle, écuyer, releva à la salle de Curange la seigneurie de Heers, la moitié de la seigneurie de Jesseren et Wimmertingen (2).

La chapelle de Wimmertingen ayant été fondée et dotée par les seigneurs de Heers, le *patronat* de cette chapelle fut donné par eux au curé de Jesseren. La quarte-chapelle de Wimmertingen formait comme une dépendance de l'église de Jesseren et le curé de cette dernière église devait pourvoir au service du culte en cette chapelle par la nomination d'un vicaire ou recteur.

* * *

A la suite des filiales de Looz, nous plaçons les églises de Wellen-Herten, Gutscoven et Mettecoven, qu'il est difficile de déterminer comme paroisses pri-

(1) *Cartulaire de Tongres*, n° 291 : « domine de Lyntheris do ... et » assigno jurisdictionem medie ville de Jeescheren, villamque de Wym-
» mertingen. »

(2) « Anno XIII^{ie} XXIII^{io} mensis junii die sexta Karolus de Lintris,
» dominus de Hermalle, armiger, usufructum dictum una cum proprie-
» tate castri, ville et dominii alti et bassi cum homagiis, mansionariis,
» redditibus, terris, pratis, aquis et universis eorum pertinentiis in ma-
» tido et sicco de *Here*, item dominium ville de *Wymmertingen* cum
» suis pertinentiis ac medietatem dominii temporalis ville de *Jescheren*
» cum suis pertinentiis, secundum formam et tenorem testamenti ipsius
» domini Rasonis et domine Cecilie de Heere » (Reliefs de la salle de
Curange, aux Archives de l'Etat à Hasselt, 1361-1424).

En 1587, la seigneurie de Jesseren passa entièrement entre les mains des sires de Heers, mais ils en jouirent à peine pendant un siècle. L'abbaye de Saint-Laurent à Liège, envers laquelle ils étaient redevables de créances et de rentes qu'ils ne payaient pas, déposséda ces seigneurs de tous leurs biens féodaux. L'acte de grand command de la salle de Curange de 1685, qui envoie l'abbé de Saint-Laurent en possession, énumère en détail ces biens féodaux à Heers, Horpmael, Jesseren, Wimmertingen (cf. DARIS, *Notices*, t. XI d'après le *Cartulaire de Saint-Laurent*, p. 191 ; KEMPENEERS, *De vrijheid Montenaeken*, t. II, p. 58).

mitives ou de ranger dans des paroisses primitives. Nous leur avons assigné une place tout à fait provisoire dans le tableau de la page 43.

L'église de *Wellen*, « *ecclesia integra*, » dédiée à sainte Brigitte, était à la collation du chapitre-noble de Munsterbilsen (1).

Les dîmes appartenaient par moitié au chapitre-noble de Munsterbilsen et au curé. Les abbesses de Munsterbilsen et de Herckenrode y possédaient quelques dîmes partielles (2). Nous connaissons la prove-

(1) Wellen était l'une des seigneuries libres, « *vrij-heerlijkheid* », du monastère de Munsterbilsen. Quoique Wellen fût une commune lossaine et suivît les coutumes de Looz, le comte n'en était que l'avoué. Le 22 mai 1282, Arnold, comte de Looz, confirme et renouvelle les privilèges du monastère de Munsterbilsen, spécialement ceux relatifs au franc alleu de Wellen, « *que quidem villa est merum allodium* » (WOLTERS, *Notice historique sur l'abbaye de Munsterbilsen*, p. 65; ROBYNS, *Diplomata Lossensia*, n° 7; DARIS, *Notices*, t. VII, pp. 19-29).

Le chapitre noble de Munsterbilsen avait à Wellen une cour scabinaie ressortissant en appel pour les causes civiles à la cour de l'abbaye et demandant, pour les causes criminelles, la recharge à la haute cour de l'abbaye (VAN NEUSS, *Le chapitre noble de Munsterbilsen*, pp. 45 et suiv. et 102 et suiv.; *Registres 764-822 de Munsterbilsen*, aux Archives de l'Etat à Hasselt).

Des deux hameaux, Vroelingen et Abtswellen, le premier était seigneurie du comté de Looz et commune lossaine du ressort d'appel de la cour de Vliermael; le second suivait les coutumes du pays de Liège et avait une cour de justice particulière; le prévôt (*abbas secularis*) de Eyck en était seigneur, de là le nom de Abtswellen.

Le monastère de Munsterbilsen possédait dans la mairie de Wellen des biens-fonds et rentes d'un revenu considérable. Le maire de Wellen, officier nommé par l'abbesse, était chargé de la recette des biens situés dans le territoire de la mairie ou *meyerampt* de Wellen (VAN NEUSS, *op. cit.*, pp. 45 et 58; *Registres des rentes et revenus*, n°s 172-283 de Munsterbilsen, aux Archives de l'Etat à Hasselt).

(2) *Registres* V, 1 (1613), fol. 148 et V, 5 (1624), fol. 70, aux archives de l'évêché à Liège. On y trouve l'énumération des bénéfices simples (cf. DARIS, *Notices*, t. VII, pp. 71-75; visite archidiaconale du 7 juillet 1712).

La compétence du curé consistait, en dehors de ces dîmes, en dix bonniers de terre et deux cents mesures de seigle, mesure lossaine.

En 1712, la paroisse comptait huit cents communians; en 1624, neuf cents communians.

nance de ces derniers droits. En leur qualité d'avoués de Munsterbilsen (1), les comtes de Looz s'étaient attribué certaines dîmes de la paroisse de Wellen qu'ils donnèrent en fief à des vassaux. Robert, chevalier de Corswarem, tenait des dîmes de Hundelingen (près de Goyer), de Corswarem et de Wellen en fief du comte de Looz. Il les céda à l'abbaye de Herckenrode, au commencement du XIII^e siècle. Louis II, comte de Looz, approuva cette cession en 1218 (2).

Abswellen et Vroelingen ne formaient qu'une seule paroisse avec Wellen (3).

L'église de Wellen possédait des fonts baptismaux remarquables datant de l'époque romane secondaire (4).

L'église de *Herten* (5), « *ecclesia media*, » dédiée à saint Lambert (6), était à la collation du seigneur de l'endroit (7). Le seigneur temporel avait les deux tiers

(1) C'est en cette qualité que Arnold, comte de Looz et de Chiny, statue, le 1^{er}-29 mars 1236, sur les molestations que le chapitre de Munsterbilsen avait subies de la part de Libert de Gothem et de Godefroid de Herten (*Hirtene*) dans la possession du moulin de Wellen et des prairies entre Wellen et Herten (cf. VAN NEUSS, *op. cit.*, p. 115; WOLTERS, *Notice sur l'abbaye de Munsterbilsen*, p. 55; *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 111).

(2) Cf. WOLTERS, *Notice historique sur l'abbaye de Herckenrode*, p. 70; *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 98; DARIS, *Notices*, t. IV, p. 42. En 1213, l'abbaye de Herckenrode avait échangé l'alleu qu'elle tenait à Eygenbilsen, du comte Albert de Dalembrouck, contre la dîme de Corswarem et le patronat de l'église de ce lieu.

(3) DARIS, *Notices*, t. VII, pp. 5-13.

(4) Ces fonts ont fait l'objet d'un rapport adressé le 22 décembre 1868 au Comité provincial de la Commission royale des monuments (*Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XIV (1878), p. xcvi). Ils ont été transportés en l'église des Pères Rédemptoristes à Saint-Trond, où ils ont été placés à côté de l'autel de sainte Christine l'Admirable.

(5) Herten formait une seigneurie lossaine. La cour de justice, dont les échevins étaient nommés par le seigneur, ressortissait en appel à celle de Vliermael (DARIS, *Notices*, t. V, pp. 26-32).

(6) L'anniversaire de la dédicace de l'église se célébrait le dimanche avant la fête de saint Lambert (*Ibidem*).

(7) *Registres* V, 1 (1613), fol. 148^{bis} et V, 5 (1624), fol. 69-70. DARIS

des dîmes, le curé un tiers (1). Du chef de cette dîme, le curé était tenu à l'entretien du chœur. L'église était baptismale (2).



La quarte-chapelle de *Gutscoven* (3) était dédiée aux Trois-Maures (4). Elle était à la collation du chapitre de Huy qui possédait toutes les dîmes de Gutscoven.

L'église avait reçu des fonts baptismaux.

D'après la visite archidiaconale de 1624, cette quarte-chapelle fit jadis partie de la paroisse de Looz.

L'obédience de Gutscoven appartenait à la dotation de la prévôté de Huy dès avant 1219.

Au mois de décembre 1219, le prévôt de l'église Notre-Dame à Huy affecte plusieurs revenus de sa

a publié (*Notices*, t. V, pp. 32-33) des visites archidiaconales du 9 octobre 1658, de 1680 et du 7 juillet 1712. La paroisse comptait, en 1658, cinquante communicants et, en 1624, quarante. La compétence du curé comportait quarante muids d'épeautre.

(1) *Registre* V, 5 (1624), fol. 70.

(2) *Ibidem*.

(3) Goethoven, Gothoven, Gocincurt, Gonchoncourt, Gochoncourt. On ne doit pas confondre Gutscoven avec Gussenhoven-sous-Orsmael, possession de l'abbaye de Saint-Laurent à Liège (*DARIS, Notices*, t. XI, p. 151), ni avec Gossoncourt près de Tirlemont. Cette dernière église était à la collation du chapitre de Saint-Denis à Liège. On voit, en effet, figurer *Goestenhoven prope Thenas* au nombre des églises qui étaient à la collation du chapitre de Saint-Denis (*BORMANS, Notice des Cartulaires de la collégiale Saint-Denis*, dans *BCRH.*, 3^e série, t. XIV, 1872, p. 29). En avril 1252, les revenus de cette église, affectés au décanat de l'église Saint-Denis, ainsi que le *patronat* de cette église, furent appliqués au chapitre de la dite collégiale et, au mois de mai 1253, ces revenus furent spécialement affectés aux distributions quotidiennes. Cette église de *Gochoncourt* n'est pas Gutscoven, mais Gossoncourt près de Tirlemont (*Ibidem*, pp. 60 et 65, chartes de Henri de Gueldre, en date du mois d'avril 1252, du mois de mai 1263 et du 20 septembre 1267).

(4) *Registres* V, 1 (1613), fol. 151 et V, 5 (1624), fol. 56). D'après la visite de 1613 et celle du 8 octobre 1658, publiée par *DARIS, Notices*, t. III, p. 107, l'église était dédiée aux Trois Maures, « tres Mauri. » La visite de 1624 assigne à l'église comme titulaire saint Maur, « sanctus » Maurus. » La paroisse comptait, en 1624, soixante communicants ; en 1658, nonante communicants.

prévôté à l'augmentation des prébendes canoniales de la dite église et leur attribue, entre autres, les biens, dîmes et autres revenus de l'obédience de Gutscoven : « obedientiam ad preposituram spectantem Gocin- » curt (1). »

Un écrit du XVII^e siècle attribue à l'évêque Wolbodon (1018-1021) la donation de l'obédience de Gutscoven à la prévôté de Huy (2). Quoique cette assertion ne soit pas prouvée, il est assez admissible que la donation de cette obédience en faveur de la prévôté soit antérieure à la charte de Théoduin de 1066.

Au point de vue des groupements des paroisses primitives, nous ferons remarquer qu'aux processions des croix banales se rendant à Notre-Dame à Tongres, pendant l'octave de la Pentecôte, un groupe se composait, dès 1401, des villages de Hex, Vechmael, Horne-Saint-Pierre, Horpmael, Gutscoven, Middelheers, Borgheers et Opheers, tandis qu'un autre se composait des villages de Jamine, Gelinden, Engelmanshoven, Mettecoven et Basheers (3).

* * *

L'église de *Mettecoven* (4), « *ecclesia media*, » était

(1) BORMANS et SCHOOLMEESTERS, *Notice d'un cartulaire de Huy*, p. 50 : « Datum Leodii anno incarnationis domini M.CC.XVIII mense » decembri. »

(2) D'après DARIS, *Notices*, t. III, p. 98 et *Analectes*, t. X, p. 12.

(3) Voy. notre étude, *Les antiques processions de l'obole banale*, dans *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XXI, pp. 136-183.

(4) Merten(c)hoven ; en français, Mathincourt, Martincourt. La forme romane Mathincurt se rencontre dans une charte de 1155-1164. Vers 1155-1164, Guillaume de Noville donna à l'église Saint-Martin à Liège l'alleu qu'il possédait à Mettecoven : « allodium suum quod habebat in » *Matincourt*, ecclesie sancti Martini in publico monte Leodii contulit. » Cet alleu comprenait une ferme exploitée par quatre censitaires de Saint-Martin. Ces tributaires devaient à l'église Saint-Martin un cens annuel de 1 denier, et 12 deniers à l'époque de leur mariage et à leur mort, droit de *mortua manu*. L'église Saint-Martin à Liège possédait à Mettecoven

dédiée à saint Martin (1). Elle était église baptismale. Le *patronat* appartenait à trois dignitaires ecclésiastiques : l'abbé de Saint-Laurent pour une moitié, l'abbesse de Herckenrode et le prieur de l'hôpital de Saint-Mathieu à la Chaîne, plus tard le président du Séminaire épiscopal à Liège, pour l'autre moitié (2).

Un tiers de la dîme de Mettecoven appartenait à l'abbaye de Saint-Laurent, un tiers au curé et le tiers restant au monastère de Herckenrode et au Séminaire épiscopal, qui en possédaient chacun une sixième part (3).

Les revenus de la cure étaient de soixante muids consistant en sept bonniers de terre, le tiers de la dîme

vingt-trois bonniers ressortissant à une cour censale (DARIS, *Notices*, t. III, pp. 93 et 97; *Analectes*, t. X, p. 11).

La forme romane se rencontre aussi dans une charte originale du chapitre de Looz, en date du 22 février 1282 (n. st.) (*Charte*, n° 8 de Looz, aux Archives de l'Etat à Hasselt).

(1) D'après DARIS (*Notices*, t. III, p. 91; *Analectes*, t. X, p. 1), cette église aurait été dédiée à saint Pierre. Mais la visite archidiaconale de 1628 dit expressément : « Procuretur decens imago patroni scilicet sancti » Martini »; de même la visite de 1655 : « Sub invocatione sancti Martini » (*Registre* V, 9 (1655), fol. 33). Toutefois la visite de 1700 assigne à cette église comme titulaire saint Michel (*Registre* V, 17, fol. 55). Il y avait un autel latéral consacré à saint Michel (*Registre* V, 9 (1655), fol. 33).

En 1700, la population de la paroisse était de soixante communiant répartis entre quatorze ménages (*Ibidem*).

(2) *Registre* V, 17 (1700), fol. 55. La même division existait dans la paroisse de Glons, concile de Maestricht.

Par charte de l'évêque Réginard, en date du 3 novembre 1034, le monastère de Saint-Laurent fut mis en possession de quatorze manses et du quart des revenus de l'église de Glons (DARIS, *Notices*, t. XI, pp. 122, 184 et 207). En 1187, l'abbé de Saint-Laurent possédait le *patronat* de l'église de Glons, conjointement avec ses co-collateurs, Renier de Lowaige et le prieur de l'hôpital de Saint-Mathieu. L'abbé conférait l'église du consentement des co-collateurs. Une part de l'église appartenait à l'hôpital de Saint-Mathieu à la Chaîne à Liège. Après l'incorporation du dit hôpital au Séminaire, le président de cette dernière institution exerça le droit de patronage, conjointement avec l'abbé de Saint-Laurent. Il en fut ainsi jusqu'à la fin de l'ancien régime.

(3) *Registres* V, 9 (1655), fol. 33 et V, 17 (1700), fol. 55.

et vingt mesures de seigle, produits d'anniversaires et de fondations (1).

Déjà en 1179, on trouve l'abbaye de Saint-Laurent en possession d'un droit sur l'église de Mettecoven (*Matincourt*) (2). L'abbaye possédait à Mettecoven, en dehors de ces dîmes, vingt-sept bonniers de terre et des rentes foncières considérables.

La sixième part de l'église de Mettecoven, qui appartenait à l'abbaye de Herckenrode, fut l'objet d'un échange intervenu, le 1^{er} décembre 1327, entre l'abbesse de Herckenrode et Thierry de Gorssum, chanoine-costre de Looz (3).

La sixième part de la dîme de Mettecoven, appartenant à l'abbaye de Herckenrode, fut cédée à la costretrie de Looz, en échange de la dîme de Treerschuren près de Hasselt, laquelle appartenait à la costretrie de Looz. Cet échange fut confirmé par Louis IV, comte de Looz (4), mais ne paraît pas avoir été exécuté.

L'hôpital de Saint-Mathieu à la Chaîne à Liège, plus tard le Séminaire épiscopal, possédait à Mettecoven une métairie comprenant une centaine de bonniers (5).

PAROISSE PRIMITIVE DE JAMINE.

Jamine, Gelmen, *Galmina* est une ancienne localité de la Hesbaye. L'empereur Otton I^{er} avait donné à l'église Notre-Dame à Aix la villa de Jamine, « cur- »
» tem Galmina nominatam sitam in pago Haspen- »
» gowe in comitatu Werenharii. »

(1) *Registre* V, 17 (1700), fol. 55.

(2) Bulle du pape Alexandre III (*DARIS, Notices*, t. XI, p. 130).

(3) *Cartulaire de Looz*, *Registre* I, fol. 35, aux Archives de l'Etat à Hasselt (*DARIS, Notices*, t. I, pp. 240-241).

(4) La date du 29 mai 1339 est fautive.

(5) *DARIS, Notices*, t. III, p. 94. Il est possible que ces biens lui aient été donnés par Gauthier de Caverchin, fondateur du dit hôpital, décédé le 12 novembre 1207.

Le 17 janvier 966, Otton I^{er} approuva l'échange fait par l'église d'Aix et le comte Immon du bien de Jamine contre des possessions situées au pays de Juliers, de Mülh et d'Avelgaue (1).

L'église de Grand-Jamine est dédiée à saint Martin et peut être considérée comme l'une des plus anciennes de la Hesbaye. Cette église existait certainement au VII^e siècle, de même que les églises de Saint-Trond, de Velm, de Zepperen, ces dernières du concile de Saint-Trond.

L'église de Grand-Jamine ainsi que l'église de *Gelinden*, celle-ci dédiée à saint Quentin, toutes deux « ecclesiae integrae, » appartenaient primitivement à la dotation de l'abbatiale de la cité de Liège.

Au commencement du XIII^e siècle, l'abbatiale de Notre-Dame fut fusionnée avec la prévôté de Saint-Lambert (2).

(1) « Curtem *Galmina* nominatam, que quondam Rudolphi erat sed » ob infidelitatem ejus quam in nostrum imperium exercuerat in nostrum jus disjudicata, sitam in pago Haspengeuve in comitatu Werren- » harii cum omnibus ad eam pertinentibus concessimus fratribus sancte » Marie Aquisgrani quam postmodum fidei nostri comiti Immoni jure » concambii possidendam condonavimus » (ERNST, *Codex diplomaticus Limburgensis*, dans *Histoire du Limbourg*, t. VI, p. 96; *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 21).

Le chapitre de Saint-Lambert à Liège possédait aussi à Jamine et Berlingen des biens considérables qui lui avaient été donnés par la comtesse Ermengarde. Le 5 février 1079, cette comtesse donna à la cathédrale de Liège « de familia de Berlenges et Jalmin CLXIII servientes, IIII » mansos indominicatos et I bonuarium vinee; oblationes villici de » Berlenges et Jalminque sunt I porcus, II sextaria vini, VI panes, IIII » pulli » (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, pp. 40 et 41).

On sait que l'alleu de Berlingen et Jamine fut donné à la collégiale de Saint-Barthélemy par deux chartes antérieures au jour de Pâques 1079, l'une émanant de la comtesse Ermengarde, l'autre de Henri, évêque de Liège (DARIS, *Notices*, t. VI, pp. 182-183; *Codex diplomaticus Lossensis*, p. 32; MIRAEUS, *Opera diplomatica*, t. IV, p. 505; WAUTERS, *Table chronologique*, t. I, p. 545).

(2) L'abbé de Notre-Dame était le chef du clergé de la ville de Liège. Au commencement du XIII^e siècle, une modification complète s'opéra dans le régime intérieur de l'église de Notre-Dame-aux-Fonts, par les

On sait qu'une partie des revenus de l'abbatiale de Notre-Dame-aux-Fonts servit à alimenter les prébendes du chapitre de Saint-Materne ou des chanoines de la petite table en l'église cathédrale de Liège. C'est au commencement du XIII^e siècle, par les soins de Gautier de Chauvency, doyen de Saint-Lambert et abbé de la cité, et de l'assentiment de Gui de Préneste, légat apostolique, que les prébendes de Notre-Dame furent transférées en l'église cathédrale (1).

Les deux tiers des dîmes des paroisses de Grand-Jamine et de Gelinden appartenaient au prévôt de Saint-Lambert, un tiers au chapitre de Saint-Materne (2).

soins de Gautier de Chauvency, qui réunissait dans sa personne les fonctions de doyen de Saint-Lambert et d'abbé de Notre-Dame. Les prébendes de cette dernière église furent transférées dans l'église cathédrale et servirent à fonder le chapitre de Saint-Materne. Il fut arrêté que la prévôté de Saint-Lambert serait supprimée à la mort du titulaire : l'abbatiale de Notre-Dame seule serait conservée et la prévôté fusionnée avec elle. Plus tard l'on revint sur la suppression de la prévôté et ce fut l'abbatiale qui disparut. A partir de cette époque, on rencontre un archidiacre pour la ville de Liège. D'où l'on peut conjecturer que le titre d'archidiacre de Liège fut alors attribué à l'ancien abbé de la cité (cf. SCHOOLMEESTERS, *Tableau des archidiacres du diocèse de Liège pendant le XII^e siècle*, dans *Leodium*, 3^e année, pp. 140-141, et DE MARNEFFE, *Tableau chronologique des dignitaires du chapitre de Saint-Lambert*, dans *Analectes*, 3^e série, t. I, pp. 107-128).

(1) En 1200, Gautier, doyen de Saint-Lambert et abbé de Notre-Dame, réduit à dix le nombre des petites prébendes de l'église Notre-Dame (BORMANS et SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 121).

Au mois de décembre 1203, le même Gautier réduit à dix le nombre des petites prébendes alimentées avec les revenus de l'abbatiale et attache les titulaires au service de la cathédrale sous le nom de chanoines de Saint-Materne (*Ibidem*, t. I, p. 135).

(2) *Registre V*, 9 (1655), fol. 34 et visite archidiaconale du 22 mai 1628. Cette dernière visite constate que le curé n'a, pour sa compétence, qu'une pension modique consistant dans les revenus de douze bonniers, à raison de dix mesures de seigle par bonnier et qu'il n'a aucune part dans la dîme. D'après la visite de 1700 (*Registre V*, 17, fol. 57), les revenus de la cure étaient de trente-six muirs provenant de treize bonniers de terre et cent vingt-cinq mesures de seigle, 10 florins, produits

Le prévôt de Saint-Lambert, qui succédait en ses droits à l'abbé de Notre-Dame, garda les deux tiers du *patronat* de l'église de Grand-Jamine (1). Il céda au chapitre de Saint-Materne le tiers restant ainsi que le *patronat* de l'église de Gelinden.

Au mois de septembre 1223, Hugues de Pierrepont confirma la cession de l'église de Gelinden (*Glennes*) faite aux chanoines de Saint-Materne par Jean d'Eppes, grand prévôt et abbé de Notre-Dame (2). Dans l'acte de donation le prévôt déclare que l'église de Gelinden faisait partie de la dotation de l'abbatiale : « *ecclesiam* » de *Glennes cum suis appendiciis que de jure abbacie* » ad me tunc spectabat (3). » Les revenus de cette église furent affectés à la dotation d'un onzième canonicat de Saint-Materne.

L'année suivante (1224), Conrad, évêque de Porto, légat apostolique, approuva l'institution des chanoines de Saint-Materne et la dotation de leurs prébendes, y compris les églises de Gelinden et de Villers-l'Evêque,

d'anniversaires. Il paraît qu'à la fin du xvii^e siècle, le décimateur remettait au curé un subside de 80 florins, « *in subsidium competentiae* » (cf. ULENS, *La communauté de Grand-Jamine*, dans *L'ancien pays de Looz*, 13^e année, pp. 9-11).

En 1700, Grand-Jamine comptait quarante familles et cent soixante communians.

(1) *Registres* V, 9 (1655), fol. 33 et 35 et V, 17 (1700), fol. 63.

(2) BORMANS et SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 203 : « *Donationem ecclesie de Glennes quam dilectus consanguineus* » noster Johannes Leodiensis prepositus et abbas sancte Marie... canonicis sancti Materni contulit ratam habemus et acceptam. »

Enoc, curé de Glenden, est cité le 8 janvier 1230 (*Ibidem*, t. I, p. 258).

(3) *Ibidem*, t. I, p. 201. Cette donation fut approuvée, en 1223, par Simon de Rethel, archidiacre de Hesbaye et costre : « *ad petitionem do-* » mini Johannis Leodiensis prepositi et abbatis sancte Marie concessi et » indulsi canonicis sancti Materni ut *ecclesiam de Glennes quam idem* » abbas ipsis contulit suis usibus appropriare liceat et ex ejusdem eccle- » sie proventus suas augere facultates, ita videlicet ut quandocumque » eam vacare contigerit, predicti canonici *unum de concanonicis suis* » archidiacono presentabunt ad quorum presentationem archidiaconus » eum dono altaris investiet et curam conferet animarum » (*Ibidem*, t. I, p. 202).

nouvellement affectées aux dites prébendes de Saint-Materne (1). Le pape Honorius III confirma les mêmes possessions, par bulle datée du 16 novembre 1224 (2).

Les églises de Grand-Jamine et de Gelinden étaient baptismales.

Dans les limites de la paroisse de Grand-Jamine, le long de la chaussée romaine de Tongres à Tirlemont, se trouvait l'hôpital de Hellesfort ou Helshoven (3).

Dans les limites de la paroisse de Gelinden se trouvaient les chapelles de Petit-Jamine, dédiée à la Sainte Vierge (4), et de Marsnil, dédiée à saint Jean (5).

(1) BORMANS et SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 209 : « cum omnibus possessionibus, patronatu videlicet ecclesie de » Glenes et ecclesie de Viler episcopi cum earum appenditiis et universis » aliis bonis et redditibus. »

(2) *Ibidem*, t. I, p. 211 : « specialiter autem de Glenes et de Viler ecclesias cum pertinentiis suis ac alia bona. »

Le 12 mai 1284, un accord fut conclu entre les chanoines de Saint-Materne et Arnoul de Gelinden, chevalier, au sujet de l'église de Gelinden (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. II, p. 382).

(3) *Registre V*, 17 (1700), fol. 59; visite archidiaconale du 22 mai 1628 : « Hospitale ad recipiendum peregrinos. » Cet hôpital fut converti en ermitage au XVIII^e siècle. L'hôpital ou prieuré de Helshoven fut fondé en 1254 par Gérard, frère d'Arnoul IV, comte de Loos (1227-1273), et Louis, comte de Reinecke, en faveur des frères hospitaliers de Saint-Jean. Henri de Gueldre confirma cette fondation le 4 juillet 1255 (cf. HENNES, *Codex diplomaticus ordinis sanctae Mariae Teutonicorum*, t. II, p. 107; DARIS, *Notices*, t. X, pp. 61 et 87-88).

On remarque encore dans la chapelle de Helshoven une inscription remontant à 1254.

(4) *Registres V*, 9 (1655), fol. 35 et V, 17 (1700), fol. 57 et 63. Le vicaire de Gelinden y exonérait quelques messes de fondation, à savoir, deux messes par semaine, mais les habitants devaient fréquenter, le dimanche, l'église de Gelinden. Les revenus de ce rectorat étaient de quatre muids. La paroisse de Gelinden s'étendait, en outre, aux hameaux d'Overlinden et d'Overbroeck (*Ibidem*).

En 1700, la paroisse de Gelinden comptait septante-trois familles et deux cent vingt communians.

Les revenus de la cure de Gelinden s'élevaient à trente muids provenant de quatre bonniers de terre, douze verges de pré et rentes.

(5) Visite archidiaconale du 22 mai 1628. Le curé d'Opheers y célébrait une messe hebdomadaire. Le hameau de Maesnil était sous la juridiction temporelle de Heers.



Non loin de Gelinden et de Petit-Jamine, aux confins du concile de Tongres, nous trouvons l'église d'*Engelmanshoven*, « *ecclesia media*, » dédiée à saint Jean-Baptiste.

Vers le milieu du x^e siècle (927-964), l'abbaye de Saint-Trond acquit l'alleu d'Engelmanshoven (1), par voie d'échange, d'un homme noble du nom de Gobert. Celui-ci obtint de l'abbaye des propriétés, entre autres deux manses sur la Cisindria, « *in comitatu Avernacxe*. » L'abbaye reçut en échange des biens situés à Engelmanshoven et à Heers, sur le ruisseau Gerbac, au comté de Huste : « *E contra reddidit ipse Gotbertus de*
» *rebus sue proprietatis ad altare beatissimi Stephani*
» *prothomartiris Christi tradendo in villa Engilmun-*
» *deshoven et in alia villa que dicitur Haire, inter illas*
» *mansos XII et bonuaria V, inter confines sancti Tru-*
» *donis et sancti Quirini necnon et sancti Germani et*
» *Ruodolfi et Gotberti super fluviolum Gerbac in co-*
» *mitatu Huste, infra has terminationes totum ad*
» *integrum quidquid fuerit* (2). »

L'abbaye de Saint-Trond avait le *patronat* de l'église d'Engelmanshoven.

Dans la bulle du pape Pascal II du 25 mai 1107, figure au nombre des possessions de l'abbaye : « *al-*
» *tare de Engelmanshove* (3). » La bulle du pape Alexandre III mentionne au nombre des possessions de l'abbaye : « *villam Engelmanshove* (4). »

En vertu de son droit de patronage, l'abbaye avait les deux tiers de la grande et de la petite dime d'Engel-

(1) Les formes successives que prend le nom du village sont : Engilmundeshoven (*curtis Engelmundi*), Engilmunthoven, Enghelmonthoven, Engelmanshoven, Engelmanshoven.

(2) PIOT, *Cartulaire de Saint-Trond*, t. I, p. 6.

(3) *Ibidem*, p. 31.

(4) *Ibidem*, p. 135.

manshoven, ce qui lui valait, au XIII^e siècle, cinquante muids de seigle et d'orge (1). Les revenus de la cure étaient de cent muids, consistant dans le tiers de la dîme, les revenus de douze bonniers de terre et vingt-neuf et demi mesures, produits d'anniversaires et fondations (2).

L'église possédait des fonts baptismaux (3).

PAROISSE PRIMITIVE DE HEERS.

L'église de Heers, « *ecclesia integra*, » est dédiée à saint Martin et ne semble pas être postérieure au VII^e siècle (4).

Le 3 novembre 1034, Réginard, évêque de Liège (1025-1038), donna à l'abbaye de Saint-Laurent à Liège le *patronat* de l'église de Heers, la dîme et

(1) PIRENNE, *Le polyptique de Guillaume de Ryckel*, p. 321. En sa qualité de grand décimateur, l'abbé Léonard Betten fit reconstruire l'église en 1587 (cf. SIMENON, *Notes pour servir à l'histoire des paroisses qui dépendaient de l'abbaye de Saint-Trond*, dans *BSAH.*, t. XVII, p. 66).

Le *Registre* 6695 de l'abbaye de Saint-Trond, aux Archives de l'Etat à Hasselt, *Liber contractuum B*, fol. 174-175, détermine comme suit les charges de l'abbaye en matière d'entretien de l'église d'Engelmanshoven : « te Engelmanshoven gaet al aen de buek ende den toren tot last » der *gemeynthe*. » L'abbaye entretenait la nef ; l'entretien de la tour, distincte de la nef, incombait à la commune. C'est la distinction : « *Turris perse stat* » ou « *turris incumbit navi* » qu'observent les visites archidiaconales.

Le *Registre* 6695 nous donne la même particularité concernant les églises de Donck, Halmael, Borlo, Buvingen, Mielen, Halle, Aelst, Brusthem, Helchteren et Exel : « *Declaratie van de thorens der dorpen* » *daer onse abdiye die thienden heft*. »

(2) *Registre* V, 9 (1655), fol. 35.

(3) *Registre* V, 17 (1700), fol. 61. La paroisse comptait alors quarante-deux communicants et quatorze maisons, dont cinq à Engelmanshoven, huit à Vrijheers, une à Gelinden.

Un bénéfice simple y était fondé, sous l'invocation de Notre-Dame (*Ibidem*).

(4) Le territoire de la paroisse primitive de Heers était traversé par la route romaine de Tongres à Petit-Fresin (Montenaeken).

autres revenus de cette église comprenant vingt-deux manses (1).

Le curé de Heers prélevait un tiers des dîmes pour sa compétence (2). L'abbé de Saint-Laurent prélevait les deux tiers de la grande et de la petite dime. En 1785, la grande dime était d'un import de cent nonante muids d'épeautre et de 190 florins, tandis que la petite dime s'élevait à 40 florins. Ces dîmes étaient tenues en bail emphytéotique par le seigneur (3).

La dime de Heers s'étendait aux villages de Borgheers, Fologne, Neerheers et à une partie de Jamine (4). Le chapitre de Tongres y prélevait aussi quelques menues dîmes (5).

(1) DARIS, *Notices*, t. VI, pp. 12-19 et t. XI, p. 122. Cette donation fut confirmée par le pape Alexandre III en 1179 (*Ibidem*, p. 130).

Simon, curé de Heers, est cité le 8 janvier 1230 (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 257).

(2) *Registres* V, 9 (1655), fol. 31 et V, 17 (1700), fol. 68.

(3) *Registre* V, 9 (1655), fol. 31 (cf. DARIS, *Notices*, t. VI, p. 17). La seigneurie de Heers s'étendait à Heers, Middelheers, Horpmael, Wimmerdingen et Jesseren. Ferdinand II, empereur, vendit au seigneur le titre de comte, par diplôme daté de Ratisbonne le 22 mars 1623. Après le décès de Henri-Oger de Rivière, comte de Heers, l'abbé de Saint-Laurent réclama les sommes qui lui étaient dues et demanda à être mis en possession des quatre-vingt-trois bonniers que l'abbaye possédait à Heers et dans les environs et que le comte tenait en location. Il obtint gain de cause et fut mis en possession du château de Heers et des autres biens du dernier comte (DARIS, *Notices*, t. XI, p. 190).

Le 5 avril 1757, l'abbé de Saint-Laurent céda à Nicolas-Erasme, baron de Stockem, tous ses droits sur le château et les biens du comte de Heers, pour la somme de 70,000 florins, et le bail emphytéotique des quatre-vingt-trois bonniers avec les cens et rentes, pour un fermage annuel de deux cent vingt muids d'épeautre, les dîmes et les droits de patronage exceptés (DARIS, *Ibidem*, p. 194).

Un mémoire écrit au XVIII^e siècle, attribue aux comtes de Heers le droit de lever la dime à Heers, Neerheers et Gelmen (DARIS, *Ibidem*, p. 191). Mais ces prétentions ne sont nullement établies.

Les comtes de Looz étaient avoués de Heers (*Ibidem*, p. 186) : « Arnulphus Lossensis comes qui advocatus est ipsius ville. »

(4) DARIS, *Notices*, t. XI, p. 191.

(5) La sentence arbitrale du 6 novembre 1236, attribuée au chapitre de Tongres une rente de quatre muids de seigle et de deux muids d'orge à

En 1750, il y eut des contestations entre l'abbaye de Saint-Laurent et la communauté des paroissiens de Heers pour savoir qui devait reconstruire ou restaurer la tour qui venait d'être endommagée par la foudre. Des experts en firent la visite pour savoir si elle faisait un seul corps de bâtiment avec la nef ou bien si elle formait un bâtiment à part.

Dans le premier cas, l'abbaye devait subvenir aux frais, vu que, aux termes des statuts archidiaconaux, le grand décimateur était tenu à l'entretien de la grande nef.

Il fut décidé que la tour ne faisait pas corps avec la nef et devrait, par conséquent, être reconstruite par les paroissiens (1). Un conflit en résulta. Le curé voulait en outre imposer à l'abbé l'obligation de réparer le chœur, et les paroissiens voulaient lui imposer l'obligation de reconstruire les nefs latérales. Enfin, le 18 mars 1768, une transaction mit fin au conflit : il fut convenu que l'abbé rebâtirait la grande nef, réparerait le chœur et que la communauté reconstruirait les nefs latérales (2).

L'église de Heers était église baptismale ; plusieurs bénéfices simples y avaient été érigés (3).

Les revenus de la cure étaient de cent muids de seigle, consistant dans le tiers des dîmes et quatre bonniers de terre et en outre cent mesures d'épeautre, cinquante mesures de seigle, produits d'anniversaires et de fondations.

prélever sur la dîme de Heers par les soins de l'abbaye de Saint-Laurent (*Cartulaire de Tongres*, n° 47 ; *Cartulaire de Saint-Laurent*, au Grand Séminaire de Liège, lib. I, fol. 36).

(1) DARIS, *Notices*, t. XI, p. 193 ; *Cartulaire de Saint-Laurent*, lib. VII, fol. 303 et 309.

(2) DARIS, *Notices*, t. VI, pp. 17 et suiv.

(3) *Registres* V, 9 (1655), fol. 32 et V, 17 (1700), fol. 68-70. En 1700, la paroisse comptait quarante ménages et cent quatre-vingts communians.

Fologne faisait partie de la paroisse de Heers. Les seigneurs de Fologne (1) y firent édifier une chapelle dédiée à l'Assomption de la Sainte Vierge. Cette chapelle était dotée, avec charge de deux messes par semaine.

En 1450, Jean, écuyer de Fologne et les habitants du village, demandèrent à l'évêque de Liège que leur chapelle fût érigée en église paroissiale, à condition que les droits de l'abbé de Saint-Laurent à Liège, grand décimateur de la paroisse de Heers, ainsi que les droits du curé et du marguillier de Heers fussent respectés. L'abbé de Saint-Laurent percevait, à Fologne, toutes les dîmes et une redevance d'un pain par ménage ; le curé de Heers y percevait également des pains et des oblations aux grandes fêtes, le marguillier enfin recevait un pain par ménage (2).

Le 13 novembre 1450, l'évêque Jean de Heynsberg érigea la chapelle de Fologne en église paroissiale avec fonts baptismaux et assigna au curé la dotation offerte par les habitants (3). Il confirma aussi le droit qui reve-

(1) Fologne était fief brabançon. Par charte du 29 avril 1219, Frédéric, roi des Romains, déclare que la juridiction de *Voelne* (Veulen, Fologne) et de ses dépendances appartient au duc de Brabant (cf. DARIS, *Notices*, t. X, p. 180). Fologne était l'un des huit villages appelés terre de rédemption et payait annuellement aux Provinces-Unies 208 florins de Brabant à titre de deniers de rédemption (CORSWAREM, *op. cit.*, p. 326).

(2) DARIS, *Notices*, t. X, p. 22. Quatre pains équivalaient à un setier de seigle, mesure de Looz, et se payaient ordinairement en argent.

Le chapitre de Cortessem prélevait à Fologne certaines dîmes d'un revenu de cinq muids de seigle (DARIS, *Notices*, t. X, p. 218).

(3) Edité par DARIS, *Notices*, t. X, pp. 35-39, d'après le *Cartulaire de Saint-Laurent*, lib. I, fol. 313. Il y est dit : « villa de Heers castri est » de comitatu Lossensi et villa de Folonia feudum Brabantie ducatus. »

Stipulations principales : « ita etiam quod ipse Johannes armiger et » incolae de Folonia de cetero eorum parochiali presbytero et investito » eandem erigendam ecclesiam administranti de congrua sustentatione » in solidum absque aliquo detrimento investiti de Heers castri subve- » nire teneantur... Nichilominus jus patronatus et presentandi rectorem

nait au curé de Heers et au seigneur de Fologne de nommer alternativement le recteur ou curé de Fologne. Ce droit de patronage devint, au XVII^e siècle, l'objet d'un conflit. Le seigneur de l'endroit prétendait pouvoir l'exercer seul, à l'exclusion du curé de Heers (1). Le conflit se termina par une transaction conforme à l'acte d'érection de la nouvelle paroisse. En l'année 1776, il y eut des contestations entre l'abbé de Saint-Laurent et la paroisse de Fologne touchant les réparations à effectuer à l'église et à la tour. Le Conseil brabançon de La Haye, auquel les parties s'étaient adressées, les renvoya à la justice ordinaire (2).

* * *

L'église d'*Opheers*, « *ecclesia media*, » dédiée à saint Lambert, était à la collation du costre de l'église collégiale Saint-Denis à Liège.

On voit, en effet, figurer « *ecclesia parochialis de* » *Opheers* *cujus collatio spectat ad custodem sancti* » *Dionysii* » au nombre des églises dont la collégiale Saint-Denis avait le *patronat* (3). Peut-être cette église a-t-elle fait partie de la dotation primitive du chapitre de Saint-Denis fondé sous l'épiscopat de Notger (972-1008).

» ad olim capellam nunc vero parochialem ecclesiam de Fologia a praedicto investito parochialis ecclesie de Heers castri et Johanne armigero
» praedicto ut domino temporali loci et eorum successoribus juxta hactenus observatam consuetudinem, auctoritate praedicta confirmamus, »

(1) *Registre* V, 9 (1655), fol. 32. En 1700, il y avait à Fologne trente-sept familles et cent cinquante communians (*Registre* V, 17 (1700), fol. 54).

Les revenus de la cure étaient de trente muids consistant en revenus de quatre bonniers de terre donnés lors de l'érection, de vingt-deux verges données par la communauté et d'un pré de deux bonniers, quinze verges (*Ibidem*).

(2) DARIS, *Notices*, t. XI, p. 180; *Cartulaire de Saint-Laurent*, lib. IX, fol. 130.

(3) BORMANS, *Notice d'un Cartulaire de la collégiale de Saint-Denis*, dans *BCRH.*, 3^e série, t. XIV (1872), p. 29.

Le chapitre de Saint-Denis percevait les deux tiers des dîmes; le curé avait droit au tiers restant (1).

Les revenus de la cure étaient de quatre-vingts muids, consistant dans le tiers de la dîme, quatre bonniers de terre et produits d'anniversaires (2).

En 1700, Opheers comptait septante-trois communicants et vingt-cinq ménages, dont quinze ou seize à Opheers et neuf ou dix à Middelheers, soit la moitié du hameau (3). La chapelle de Middelheers, dédiée à saint Servais, d'un revenu de vingt-un muids, était desservie par le vicaire de Heers qui y célébrait trois messes par quinzaine (4).

L'église d'Opheers était baptismale.

* * *

L'église de *Basheers* (5), « *ecclesia media*, » est dédiée à saint Etienne.

Cette paroisse paraît avoir été sous le patronage laïque jusqu'au xv^e siècle. Godefroid de Wihongne, chevalier, qui avait le *patronat* de cette église, céda ce droit à l'abbaye d'Averbode en 1416 (6).

La cure de Basheers fut incorporée à la mense de cette abbaye en 1493.

Le 8 juin 1498, de l'assentiment de Jean de Horne, évêque de Liège, la cure de Basheers fut unie à celle de *Ruckelingen* (Roclenge lez-Looz), « *ecclesia media*, » dédiée à saint Quirin. Les deux églises conserveraient

(1) *Registre* V, 17 (1700), fol. 65.

(2) Même registre, fol. 66.

(3) Même registre, fol. 67-68.

(4) *Ibidem*.

(5) On trouve les formes suivantes : Bentheer, Bertheer, Bertsheer, Beertheere, Badtsheer, Batsheer, Basheer. Le pouillé de 1558 donne Beertheere (*Analectes*, t. I (1864), p. 454). On écrit aujourd'hui Basheers ou Neerheers.

(6) DARIS, *Notice sur Basheers*, dans *Analectes*, t. X, p. 129, et *Notices*, t. III, p. 130.

leurs biens et droits propres et seraient desservies par un même curé (1). Le desservant résidait généralement à Basheers (2).

On sait que l'église de Ruckelingen, filiale de Marlinne, fut érigée en paroissiale en 1218 (3). Elle faisait partie, de même que l'église-mère, du concile de Saint-Trond. Le droit de présentation du curé fut d'abord réservé par l'archidiacre aux paroissiens qui avaient fourni la dotation, tandis que le droit d'institution fut dévolu au curé de l'église-mère (4), lequel avait

(1) DARIS, *Notices*, t. III, pp. 138-140.

(2) Lors de la visite archidiaconale du 7 octobre 1650, les habitants de Ruckelingen se plaignent du peu de régularité dans la célébration des offices en leur église et dans l'administration des sacrements, pour laquelle ils doivent souvent recourir au curé de Marlinne. Ils demandent un chapelain ou curé propre. Le curé de Basheers demande que la paroisse soit démembrée ou qu'on lui adjoigne un vicaire (cf. DARIS, *Notice sur Ruckelingen et Basheers*, dans *Analectes*, t. X, p. 145, et *Notices*, t. III, p. 143).

(3) Charte de Ludolphe, archidiacre de Hesbaye, dans le *Cartulaire de Looz*, reg. II, doc. 56, aux Archives de l'Etat à Hasselt : « Notum » facimus ... quod nos parochianis de Ruckelingen de cetero proprium » sacerdotem habere concesserimus qui in ipsa ecclesia praedictae villae » quae filia et membrum ecclesiae Marlyns est, in baptisterio ac sepultura et omnibus aliis spiritualibus, excepto synodali jure et rogationibus quae in dicta matrice ecclesia solvere tenebitur, plenam habebit » administrationem nec ob pascha nec in pentecoste nec in nativitate ad » matricem ecclesiam accedere cogetur. Institutio autem dicti presbyteri » talis erit : jam dicti parochiani sibi eligent sacerdotem quemcumque » voluerint quem investito de Marlyns presentabunt qui eum recipiet et » ipsum instituet... Renerus autem investitus de Marlyns divinum servitium cernens esse ampliatum... qui in tribus ecclesiis Marlyns, Pepingen et Ruckelingen hactenus solebat celebrare ac de cetero nonnisi in » duabus Marlyns et Pepingen celebrabit, bonuarium et dimidium terrae » arabilis de dote matricis ecclesiae, in territorio de Ruckelingen jacentis, » contulit supradictae ecclesiae in perpetuum et quiete et libere possidendum. Acta sunt haec anno 1218 » (DARIS, *Histoire de Looz*, t. II, p. 8 des documents historiques ; cf. KEMPENEERS, *De oude vryheid Montenaeken*, t. II, p. 543).

Concernant la chapelle de Pepingen-sous-Marlinne, voyez l'information adressée, le 1^{er} juillet 1701, à l'archidiacre de Hesbaye par le curé de Marlinne (*Cartulaire de Looz*, aux Archives de l'Etat à Hasselt, reg. II, doc. 54).

(4) L'église de Marlinne (Sainte-Anne) apparaît, dans une foule

complété la dotation par la cession d'un bonnier et demi de terre. L'évêque Jean d'Eppes attribua le *patronat* de l'église de Ruckelingen au prieur du couvent des Ecoliers à Liège; ensuite, le 1^{er} mai 1236, le même évêque renouvela la charte de démembrement de 1218, transféra le *patronat* de l'église de Ruckelingen à l'abbaye d'Averbode (1) et régla les

d'actes, comme église-mère de Ruckelingen et Pepingen. « Filia et mem-
» brum ecclesiae de Marlyns, » est-il dit dans l'acte de démembrement de 1218.

Le chapitre de Looz avait le *patronat* de l'église de Marlinne. Au xiii^e siècle le chapitre de Looz était en possession des trois quarts du *patronat* de l'église. En juillet 1246, le chapitre de Tongres céda à celui de Looz le quart du *patronat* de Marlinne et reçut en échange le *patronat* de l'église de Zammelen (PAQUAY, *Cartulaire de Tongres*, n^o 62; DARIS, *Notices*, t. I, p. 237, d'après le *Cartulaire de Looz*, reg. I, fol. 62 v^o, aux Archives de l'Etat à Hasselt).

Le 10 décembre 1359 et le 27 février 1360, l'archidiacre de Hesbaye décida que le chapitre de Looz, en qualité de décimateur de Marlinne, était tenu de faire exécuter les restaurations nécessaires à l'église (DARIS, *Notices*, t. I, p. 249, d'après le *Cartulaire de Looz*, reg. I, fol. 50 v^o, aux Archives de l'Etat à Hasselt).

Le 14 novembre 1483, Sixte IV autorisa l'incorporation de l'église de Marlinne au chapitre de Looz. Depuis cette époque un des chanoines fut curé titulaire de Marlinne et le chapitre percevait tous les revenus de la cure, sauf la portion congrue à assigner au vicaire perpétuel. L'archidiacre enregistra cette incorporation le 27 novembre 1487.

En 1642, le chapitre de Looz refusa de faire reconstruire la tour, prétextant que celle-ci ne faisant pas corps avec la nef de l'église, l'entretien en incombait à la communauté ou aux habitants (cf. *Analectes*, t. X, pp. 129 et 137; DARIS, *Notices*, t. III, p. 110). Daris a publié les visites archidiaconales de 1624 et du 2 octobre 1701 (*op. cit.*, pp. 121-123).

(1) L'abbaye d'Averbode était déjà en possession d'un alleu sis à Ruckelingen. La charte de 1035, octroyée par l'évêque Réginard à l'abbaye de Saint-Laurent, parle d'un alleu que l'abbaye de Stavelot-Malmédy possédait à Ruckelingen et qui était traversé par un ruisseau qui alimentait le moulin de Warlegge entre Basheers et Opheers. L'abbé de Stavelot donna cet alleu en fief à son avoué, qui le céda en arrière-fief à trois vassaux de l'abbaye. Ces vassaux et les seigneurs, propriétaires, donnèrent cet alleu en 1166 à l'abbaye d'Averbode, à charge d'anniversaires en faveur des donateurs.

En 1213, Arnoul, chevalier de Ruckelingen, vendit, à l'abbaye d'Averbode, toute la terre qu'il tenait en fief du chapitre de Saint-Paul à Liège et de celui de Saint-Odulphe à Looz, ainsi que la terre qu'il

droits respectifs du curé et de la fabrique aux oblations (1).

Le 13 juin 1240, le 20 décembre 1264 et le 5 avril 1297, le couvent des Ecoliers à Liège déclara renoncer, en faveur de l'abbaye d'Averbode, à tout droit qu'il pourrait avoir sur l'église de Ruckelingen (2).

Quoique le *patronat* de l'église de Ruckelingen eût été donné à l'abbaye d'Averbode, le curé de Marlinne présenta, en 1333, un candidat à la cure de Ruckelingen. Cette présentation occasionna un procès que l'archidiacre décida en faveur de l'abbaye. Gérard de Hammerstein de Wesemael fut investi de la cure le 11 février 1334 (3).

Les églises de Basheers et de Ruckelingen étaient toutes deux baptismales. Le curé de Basheers avait droit au tiers de la grande dîme de Basheers; l'abbé d'Averbode aux deux tiers (4).

tenait d'Egbert, chevalier de Basheers, et celle qui mouvait de la cour censale d'Egooven (DARIS, *Notice historique sur Ruckelingen et Basheers*, dans *Analectes*, t. X, p. 129, et *Notices*, t. III, p. 127).

(1) DARIS, *Histoire de Loqz*, t. II, p. 9 des documents historiques.

(2) DARIS, *Notice sur Ruckelingen et Basheers*, dans *Analectes*, t. X, p. 137 et *Notices*, t. III, p. 135).

(3) DARIS, *Notices*, t. III, p. 129. On y trouve (*Ibidem*, pp. 140-143) les visites archidiaconales de l'église de Ruckelingen, en date du 2 septembre 1624 et du 7 octobre 1650. En 1643, Ruckelingen comptait cent vingt communians; en 1650, cent quatre.

(4) *Registre V*, 9 (1655), fol. 30. Les dîmes de Ruckelingen continuèrent à ne former qu'un ensemble avec celles de l'église-mère Marlinne. La visite du 7 octobre 1650 porte : « decimas omnes habet capitulum Lossense. »

Au commencement du XIII^e siècle, le prévôt de Tongres tenait en fief de l'évêque de Liège le quart de la grande dîme et le sixième de la petite dîme de Mechelen (Marlinne), Pepingen et Ruckelingen. Il céda ces droits ainsi que d'autres biens, en arrière-fief à Renier, chevalier de Rullingen. Renier les vendit, en 1218, à l'abbaye d'Averbode qui en fut investie par l'évêque Hugues de Pierrepont. L'abbaye prétendit donner en compensation la chapelle et le manse de Rullingen; l'évêque en investit le prévôt et celui-ci en investit Renier. Mais, en 1224, le chapitre de Tongres réclama contre cette aliénation faite par le prévôt. L'aliénation fut cassée par sentence arbitrale et le chapitre de Tongres remis en

Les revenus de la cure de Basheers étaient de trente-cinq muids, consistant dans le tiers de la grande dîme, toute la petite dîme et trente mesures de seigle (1).

En 1650, Basheers comptait quarante-huit communicants ; en 1700, quatorze ménages et quarante-sept communicants (2).

PAROISSE PRIMITIVE DE LENS-SUR-GEER (3).

La paroisse primitive de Lens-sur-Geer, comme beaucoup d'autres paroisses de la Hesbaye, date de la fin du VIII^e siècle. L'église-mère de Lens est dédiée à saint Hubert. Elle n'est donc pas antérieure au 3 novembre 743, date de la première élévation du corps de saint Hubert.

D'un autre côté, cette paroisse a certainement été organisée en paroisse distincte avant le IX^e siècle.

La dîme de l'église-mère de Lens était parfaitement séparée de celle des paroisses primitives adjacentes.

possession de ses droits, à condition de restituer à l'abbaye d'Averbode la somme de 107 marcs, somme qu'elle avait payée au dit Renier (PAQUAY, *Cartulaire de Tongres*, nos 20, 21, 22 et 23). Le 1^{er} décembre 1267, maître M(arcuald), archidiacre de Hesbaye, approuva une transaction conclue entre l'abbaye d'Averbode et le curé de Marlinne au sujet des dîmes noales des terres nouvellement mises en culture (DARIS, *Notices*, t. III, p. 136).

Le 9 janvier 1337, le chapitre de Tongres vendit à celui de Looz, moyennant une rente annuelle de vingt muids de seigle, le quart de la dîme grosse et petite de Marlinne (*Cartulaire de Looz*, aux Archives de l'Etat à Hasselt, reg. II, doc. 24; DARIS, *Notices*, t. III, p. 108; cf. acte notarié de location des dîmes de Marlinne du 19 février 1380, à raison de quatre-vingt-un muids de seigle et autant d'orge, 12 florins, 3 écus d'or et une rente de vingt muids de seigle au chapitre de Tongres, dans *Cartulaire de Looz*, aux Archives de l'Etat à Hasselt, reg. I, fol. 53-54).

(1) *Registre V*, 17 (1700), fol. 64.

(2) *Ibidem*.

(3) Pour tout ce qui concerne les paroisses contiguës, ayant formé le concile de Hozémont, nous renvoyons à l'excellente étude de M. BRASSINNE, sur *Les Paroisses primitives du concile de Hozémont*, dans *Bulletin de la Société d'art et d'histoire*, t. XII, pp. 241-284.

La paroisse primitive de Lens comprenait les villages de Lens, Bergilers, Oreye et Grandville, tous situés sur le Geer non loin de la chaussée romaine de Tongres à Amiens.

L'église baptismale de Lens-sur-Geer apparaît comme église-mère des trois autres églises filiales dans une ordonnance de l'official de Liège du 31 mai 1401. A la suite de l'opposition faite par les paroissiens de l'église-mère de Lens-sur-Geer et des filiales : Bergilers (*Bedlike*), Oreye (*Orle*) et Grandville (*Nederlike*), l'official oblige les paroissiens des dits villages à se rendre aux processions des bancroix à Tongres, le mardi de la Pentecôte. L'ordonnance est rendue « con- » tra parochianos parochialium ecclesiarum de Lens » matricis et de Bedlike, de Orle et de Nederlike » filiabus dicte diocesis (1). »

* * *

Le chapitre de Saint-Denis à Liège avait le *patronat* de l'église de Lens-sur-Geer et la grande dîme de toute la paroisse primitive (2).

On sait que la dotation du chapitre de Saint-Denis

(1) Voy. notre étude, *Les antiques processions de l'obole banale à Tongres*, dans *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XXI, pp. 136-183 : Ordonnance du 31 mai 1401, éditée d'après une copie conservée au *Registre 7*, des archives de Notre-Dame à Tongres. Cette ordonnance contient l'énumération de toutes les paroisses obligées à se rendre aux processions des bancroix, « juxta antiquas dicte » ecclesie scripturas. »

Nous aurons souvent l'occasion de citer ce document. Nous le désignerons comme suit : *Bancroix de Tongres*, dans *BSSLL.*, t. XXI, p. 182.

« Ecclesia parochialis de Orey, filia sub Lens supra Jecoram » (BORMANS, *Notice d'un Cartulaire de la collégiale Saint-Denis*, dans *BCRH.*, 3^e série, t. XIV (1872), p. 29).

(2) *Registres* V, 9 (1655), fol. 37 et V, 21 (1712), fol. 49-51. En 1712, la paroisse de Lens-sur-Geer comptait quinze maisons et cinquante communicants. Les revenus de la cure étaient de septante muids, consistant en quatorze ou quinze bonniers et produits de fondations.

lui fut assurée sous l'épiscopat de Notger (972-1008), par le chanoine-costre Nithard, qui y établit un chapitre de vingt chanoines. Cette dotation fut complétée peu après et le nombre des prébendes porté à trente. Il est probable que l'église de Lens fit partie de la dotation primitive du chapitre de Saint-Denis.

Les bénéfices de Notre-Dame, de Sainte-Catherine et la costrerie ou marguillerie étaient à la collation du chapitre de Saint-Denis (1).

* * *

L'église d'Oreye (2) fut bâtie sur des terres de l'abbaye de Saint-Trond dans les limites de la paroisse primitive de Lens-sur-Geer.

L'église d'Oreye était dédiée à saint Clément ou aux saints Clément et Trudon. On sait que ces deux saints, dont on célébrait la fête le même jour, le 23 novembre, étaient simultanément titulaires de plusieurs églises ayant jadis appartenu à l'abbaye de Saint-Trond (3).

(1) BORMANS, *Notice d'un Cartulaire de la collégiale Saint-Denis*, dans *BCRH.*, 3^e série, t. XIV (1872), p. 29. Le chapitre de Saint-Denis à Liège était seigneur temporel de Lens-sur-Geer et y possédait une cour de justice. Le 1^{er} juillet 1196, le pape Clément III confirma à l'église Saint-Denis la donation de la *curtis* de Lens que lui avait faite feu Albert de Rethel, prévôt de Saint-Lambert et de la dite collégiale (*Ibidem*, p. 38).

Le comte de Looz était avoué de Lens. En 1303, il ordonne un abornage des pâturages communs à Lens (*Ibidem*, p. 82). Des records des échevins de Lens, en date du 8 février 1310, du 3 juillet 1374 et du 4 juillet de la même année, fixèrent les droits respectifs du chapitre de Saint-Denis et du comte de Looz, avoué du village (*Ibidem*, pp. 91, 135 et 137). Un nouvel abornage entre les hauteurs de Lens, Oreye et Grenville fut ordonné le 24 novembre 1741 à la demande de L.-B. Colson, chanoine de Saint-Denis (*Ibidem*, p. 190).

(2) Oreye est écrit : Orelum, Horel, Orel, Orelhe, Olrey, Ohrey, Orey, parfois aussi Oerle, Urle, Hurle. Il ne faut pas confondre cette dernière forme avec Hoesselt (cf. DE BORMAN, *Le livre des fiefs du comté de Looz sous Jean d'Arckel*, année 1366 et 1378; SCHOONBROODT, *Inventaire des chartes de Saint-Martin*, p. 24; *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. IV, p. 99).

(3) A. PAQUAY, *Amburnia*, dans *BSAH.*, t. XIV, p. 256.

Or, Oreye est une ancienne possession de Saint-Trond.

Les *Gesta abbatum Trudonensium* de Rodulphe, nous apprennent que l'abbé Adélarde II (1055-1082) fit reconstruire l'église d'Oreye (*Horel*) (1). La tour romane actuelle pourrait bien dater de cette époque.

La *Chronique de Saint-Trond* nous a conservé le récit des exactions exercées à Oreye par Gislebert de Duras et Otton, son fils, avoués de l'abbaye. Les péripéties de la lutte entre l'avoué et l'abbaye ont été vivement dépeintes dans les lettres de l'abbé Rodulphe (1108-1138) à Waleran de Limbourg et à Etienne, évêque de Metz. Dans cette dernière lettre, Rodulphe rapporte entre autres que Gislebert et Otton dévastèrent la ferme de l'abbaye à Oreye, brûlèrent les enclos et mirent à sac les granges et greniers. Les habitants épouvantés fuyaient à leur approche, craignant leurs extorsions d'argent. Vers l'an 1100, dans la nuit du 17 septembre, Gislebert envahit la maison abbatiale avec vingt écuyers; une autre fois, il y logea quatre-vingt-dix chevaux et pendant cinq jours dévasta les champs cultivés en y lançant huit chevaux sans conducteur. Il serait difficile de dire, conclut l'abbé Rodulphe, tout le mal qu'ils nous ont fait à Oreye. « In » villa nostra *Orel* quanta mala nobis fecerunt filii » ejus et ipse non facile possum dicere (2). »

Une bulle de Pascal II, datée du 25 mai 1107, énumère Oreye (*Orelum*) au nombre des possessions de l'abbaye (3). Il en est de même des bulles de l'antipape Victor IV, en date du 9 juin 1161 (4), et du pape Alexandre III, en date du 15 mars 1178 (5).

(1) *Chronique de Saint-Trond*, édition de BORMAN, t. I, p. 20.

(2) *Ibidem*, pp. 272-273. Les possessions de l'abbaye à Oreye (*Orel*), sont encore mentionnées pp. 237 et 277.

(3) PIOT, *Cartulaire de Saint-Trond*, p. 29.

(4) *Ibidem*, p. 97.

(5) *Ibidem*, p. 135.

Par suite de plusieurs transactions intervenues, au XIII^e siècle, entre l'abbé de Saint-Trond d'un côté, Arnold et Adam, chevaliers d'Oreye de l'autre, le domaine de l'abbaye à Oreye fut aliéné ou échangé contre d'autres biens fonciers (1).

A l'effet de régler les droits paroissiaux, un accord fut conclu entre Arnold, chevalier d'Oreye, et le chapitre de Saint-Denis. Ce chapitre qui était en possession des dîmes de toute la paroisse primitive de Lens-sur-Geer, s'obligea à établir tous les trois ans un chapelain à Oreye et à le maintenir ou à le remplacer, après ce terme, suivant les mérites du dit chapelain et ce à la demande des paroissiens. Cet accord fut ratifié le 22 décembre 1256 entre le chapitre de Saint-Denis et Adam, chevalier d'Oreye (2).

Le *patronat* et les dîmes d'Oreye continuèrent à appartenir au chapitre de Saint-Denis jusqu'à la fin de l'ancien régime (3).



La chapelle de *Bergilers*, « Bergiley, Bergilez, » en flamand « Bedliek, Bedlike, » est dédiée à Notre-Dame. Elle était, comme l'église-mère de Lens-sur-Geer, à la collation du chapitre de Saint-Denis. Il importe de ne pas confondre le nom flamand Bedliek avec la forme flamande du village d'Oleye, en flamand Liek. L'église d'Oleye, dédiée à saint Denis, était à la

(1) PIOT, *Cartulaire de Saint-Trond*, p. 305. Adam, seigneur d'Oreye (*Orle*), chevalier, cède un alleu à l'abbaye de Saint-Trond, qui le lui donne à cens avec le moulin de ce village (mars 1262 (n. st.)).

(2) BORMANS, *Notice d'un Cartulaire de la collégiale Saint-Denis*, dans *BCRH.*, 3^e série, t. XIV (1872), p. 61.

(3) *Registres* V, 9 (1655), fol. 38 et V, 21 (1712), fol. 47. La visite du 22 mai 1628 dit : « Oreye habens primum dumtaxat, » c'est-à-dire des fonts baptismaux, mais non la faculté, pour le recteur, d'administrer l'extrême-onction.

Les revenus de la cure étaient de quarante-huit muids consistant en rentes, produits d'anniversaires et fondations (*Registre* V, 21 (1712), fol. 47).

collation de la cathédrale Saint-Lambert et appartenait au concile de Saint-Trond.

* * *

Nous avons déjà dit que l'ordonnance de l'official de Liège, en date du 31 mai 1401, citait au nombre des filiales de l'église-mère de Lens, l'église de Nederlike (1).

Grandville, anciennement appelé en flamand *Nederlike*, pour le distinguer d'Oleye, Liek, et de Bergilers, Bedlike, figure dans les tables des revenus des bancroix de Tongres, du ^{xv}^e au ^{xviii}^e siècle, sous le nom de Grenvilhe, Grenvilge, Greynville, Grenville (2).

Mais, de même que le nom primitif de Grandlooz est Nyel, le nom primitif de Grandville est Lycke. Ce village a été au nombre des bancs de l'église Saint-Servais à Maestricht. La bulle d'Innocent II du 31 mars 1139, mentionne les localités suivantes : « Septemburias » (Zepperen), Lycke, Nyel (Grandlooz), Conongesheym » (Coninxheim), Slusis (Sluse), etc. (3). »

L'église de Grandville, bâtie sur des terres du chapitre de Saint-Servais (4), fut dédiée à saint Servais.

Le chapitre de Saint-Denis, décimateur de la paroisse primitive de Lens-sur-Geer, avait toutes les dîmes de Grandville et le *patronat* de l'église (5).

Avant 1712, le *patronat* de cette église passa au chapitre de Saint-Barthélemi (6).

(1) *Bancroix de Tongres*, dans *BSSLL.*, t. XXI, p. 182.

(2) *Ibidem*, p. 152.

(3) DE BORMAN, *Cartulaire de Saint-Servais*, dans *BCRH.*, 3^e série, t. IX, p. 16.

(4) Le chapitre de Saint-Servais à Maestricht possédait à Grandville une cour censale et des biens, cens et rentes très importants.

(5) *Registre V*, 9 (1655), fol. 37.

La liste des églises qui étaient à la collation du chapitre de Saint-Denis porte : « ecclesia de Grenville sub Lens » (BORMANS, *Notice d'un Cartulaire de Saint-Denis*, dans *BCRH.*, 3^e série, t. XIV (1872), p. 29).

(6) *Registre V*, 21 (1712), fol. 48 (cf. DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté, 1724-1852*, p. 13).

En 1712, Grandville comptait trente-six familles et cent communians.

PAROISSE PRIMITIVE DE FIZE-LE-MARSAL.

La paroisse primitive de Fize comprend les églises de Fize, Crisnée et Otrange.

L'ordonnance de l'official, en date du 31 mai 1401, cite « Fihes cum filiabus suis videlicet Cristengeis et » Wolteringes. »

L'église-mère de Fize (Fyes, Fies) est dédiée à saint Martin. C'est une église ancienne, existant vraisemblablement comme oratoire dès le VII^e siècle et érigée en église paroissiale à l'époque carolingienne, antérieurement au IX^e siècle.

L'église de Fize, c'est-à-dire le *patronat* de cette église avec ses revenus et dîmes, fut donnée au chapitre de Sainte-Croix à Liège par Notger (972-1008), qui dota également le dit chapitre de l'église de Freeren et de ses filiales.

Le 5 avril 1005, Henri, roi des Romains, confirma la fondation du chapitre de Sainte-Croix à Liège et ses possessions, entre autres, « ecclesias duas unam in villa » de Freres et alteram in villa de *Fies* cum quinque » mansis ad eandem ecclesiam pertinentibus (1). »

En l'année 1185, Evrard, archidiaque de Hesbaye, permit l'incorporation des revenus de l'église de Fize-le-Marsal au chapitre de Sainte-Croix et la désignation d'un des chanoines comme curé nominal de la paroisse, se faisant remplacer par un vicaire perpétuel (2).

Les revenus de la cure étaient de quarante muids, consistant en neuf bonniers de terre, deux bonniers de pré et produits de fondations.

(1) KURTH, *Notger*, t. II, p. 85 ; MIRAEUS, *Opera diplomatica*, t. II, p. 808.

(2) « Actum in concilio Tungrensi anno ab incarnatione Domini » M.C. octuagesimo quinto, indictione III^a. Everardus per Dei misericordiam archydiaconus Leodiensis ... fratrem Lambertum de cura » ecclesie de Fies investivimus ita quod nomine ecclesie cujus nomine » investitus est, salvis juribus que episcopo, archydiacono et concilio » debentur, ecclesiam libere possideat » (*Grand cartulaire de Sainte-Croix*, aux Archives de l'Etat à Liège, fol. 104).

En 1188, Raoul de Zaehringen, évêque de Liège, approuva et confirma la dite incorporation (1) qui fut ratifiée, la même année, par Ludolphe, archidiacre de Hesbaye (2). L'année suivante, cette incorporation reçut la confirmation apostolique par bulle de Clément III, en date du 22 décembre 1189 (3). Célestin III la confirma à son tour le 5 janvier 1192 et le 15 avril 1194 (4). En l'année 1200, Ludolphe, archidiacre de Hesbaye, autorisa le chapitre de Sainte-Croix à incorporer les revenus de l'église de Freeren. Dans cette chartre, l'archidiacre rappelle que le même chapitre jouit déjà de tous les revenus de l'église de Fize (5).

Robert de Thourotte détermina, le 15 février 1243, la portion congrue de 10 marcs liégeois qui devait être assignée aux vicaires perpétuels des églises de Freeren et de Fize-le-Marsal (6). La compétence du desservant

(1) « Actum anno ab incarnatione Domini millesimo centesimo octavo » gesimo octavo, indictione 6^a » (*Ibidem*, fol. 114 v^o). Parmi les témoins figure « Arnulphus Tungrensis ecclesie prepositus » (cf. SCHOOLMEESTERS, *Regestes de Raoul de Zaehringen*, dans *BSAH.*, t. I, p. 191).

(2) « Lydulphus Dei gratia Leodiensis archidiaconus ... Reynerum » canonicum sancti Crucis de cura ecclesie in Fies, Lambertum vero » confratrem ejus de cura ecclesie in Freres, nomine totius capituli investivimus » (*Grand cartulaire de Sainte-Croix*, aux Archives de l'Etat à Liège, fol. 104 v^o).

(3) « Datum undecimo kl. januarii, pontificatus ejus anno 3^o. »

Philippe, archevêque de Cologne, et Jordan, légat apostolique, donnent leur consentement, la même année (*Ibidem*, fol. 105).

(4) « Datum nonas januarii, pontificatus ejus anno primo » et « datum » decimo septimo kl. maii, pontificatus ejus anno quarto » (*Ibidem*).

(5) « Actum Leodii, anno ab incarnatione Domini M^oCC^o, indictione » 3^a. Lydulphus Dei gratia Leodiensis archidiaconus ... provideamus » quod ab antecessore nostro Everardo quondam archidiacono canonici sancti Crucis supra ecclesia de Fies indultum est ad instar felicitis » recordationis Rodulphi Leodiensis episcopi, Philippi Coloniensis » archiepiscopi, Celestini et Clementis et Celestini romanorum pontificum approbantium, idem eis de ecclesia de Freris, intuitu pietatis, » scilicet ut, salvis omnibus que episcopo, archidiacono et concilio » debentur, sicut patronatum ab antiquo ita personatum et redditus » illius ecclesie de cetero possideant » (*Ibidem*, fol. 20).

(6) « Datum anno Domini millesimo CC^o quadragesimo secundo,

de Fize-le-Marsal fut définitivement réglée par ordonnance de Marcuald, archidiaque de Hesbaye, datée du mois d'avril 1255 (1).

Le chapitre de Sainte-Croix avait non seulement le *patronat* de l'église de Fize, mais encore la haute justice, le *dominium* et l'avouerie de ce village (2). Le 28 novembre 1334, elle vendit au prince-évêque Adolphe de La Marck tous ses droits seigneuriaux, à l'exception du droit de patronage de l'église, de la dîme de la paroisse et de deux fermes qu'elle y possédait (3). Depuis

» dominica qua cantatur Exurge. Robertus Leodiensis episcopus ... cum
» decano et capitulo sancti Crucis in Leodio licentiam concessimus in
» ecclesiis suis de Fies et de Freris instituendi investitos perpetuos qui
» dictarum ecclesiarum curas habeant animarum, quolibet eorum in ec-
» clesia sua *decem marchas leodienses* annuatim percepturo » (*Grand cartulaire de Sainte-Croix*, aux Archives de l'Etat à Liège, fol. 20 et 105 v^o).

(1) « Datum anno domini millesimo ducentesimo quinquagesimo
» quinto mense aprilii. Magister Makuardus archidiaconus Leodiensis...
» cum ... Egidius investitus de Fies non haberet decem marchas in
» redditibus annuatim, auctoritate fratris Hugonis titulo sancte Sabine
» presbiteri cardinalis apostolice sedis legati ... et virtute statuti domini
» legati, precipimus capitulo sancti Crucis ut dicto investito assignaret
» redditus ad decem marchas annuatim ascendentes. »

Le détail de ces émoluments est ensuite énuméré, d'après l'enquête de maître Amelius, chanoine de Tongres. Gilles, vicaire perpétuel, s'engage à se contenter de la portion qui lui est assignée et à célébrer certains offices en l'église de Thys, « promisit dictus investitus quod dicta
» portione esset contentus et se coram nobis obligavit ad celebrandum
» in ecclesia de This per se vel per alium probum virum sicut hactenus
» per antecessores suos est celebratum » (*Ibidem*, fol. 105; cf. *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XXV, p. 396).

(2) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. II, p. 215. Guillaume, seigneur de Bronchorst, céda, le 28 janvier 1272 (n. st.), à l'église Sainte-Croix, l'avouerie et le fief de Fize que venait de lui abandonner Guillaume, chevalier de Hemricourt. Le relief de cette avouerie fut fait par le dit chapitre le 19 août 1321 et le 19 mars 1331 (*Ibidem*, pp. 226 et 382).

(3) *Ibidem*, p. 465 : « Capitulum ecclesie sancte Crucis... Noveritis
» quod cum nos et ecclesia nostra predicta in villa de Fies prope Ke-
» meghe Leodiensis dyocesis habeamus et habuerimus ab antiquo paci-
» fice et quiete jus patronatus ecclesie ville de Fies predictae, grossam
» decimam et minutam parochie et territorii dicte villae, etc., retentis
» tamen nobis et ecclesie nostre predictae ac libere reservatis jure patro-
» natus ecclesie de Fies predictae necnon decima tam minuta quam grossa
» parochie ac territorii dicte ville... »

cette époque la seigneurie de Fize releva directement de la mense épiscopale. Le chapitre de Sainte-Croix continua à posséder le *patronat* de l'église-mère de Fize, toute la dîme de Fize et la majeure partie de la dîme de Crisnée et d'Otrange.

Le 16 septembre 1289, Gilles, doyen de la collégiale de Sainte-Croix, et Ermengarde, abbesse de Borcette, avaient conclu un accord concernant la dîme de certaines terres situées entre la paroisse primitive de Russon-Lowaige-Herstappe, dont la dîme appartenait au monastère de Borcette et les paroisses primitives de Freeren-Heur-le-Tiexhe et de Fize (*Fiez*), Crisnée (*Cristegnees*)-Otrange (*Wotronges*), dont la dîme appartenait au chapitre de Sainte-Croix (1).

Cette convention fut approuvée par Rembald de Vlodorp, doyen d'Aix-la-Chapelle, le 3 septembre 1360 (2).

Le curé de Fize avait la dîme de onze bonniers de terre (3). Les revenus de la cure étaient de quarante muids, consistant en un bonnier et demi de terre, dix-neuf muids d'épeautre dus par le chapitre de Sainte-Croix, et produits d'anniversaires et fondations (4).

En 1712, la paroisse comptait quarante ménages et cent soixante communians.

L'église de Fize-le-Marsal était baptismale et renfermait deux bénéfices simples (5).

* *

Les églises de *Crisnée* (6) et d'Otrange, filiales de

(1) QUIX, *Geschichte der ehemaligen Reichsabtei Burtscheid*, p. 291.

(2) *Ibidem*, p. 293.

(3) *Registre V*, 21 (1712), fol. 53, et visite de mai 1628.

(4) *Registre V*, 21 (1712), fol. 52.

(5) Même registre, fol. 53.

(6) On rencontre les formes suivantes du toponymique Crisnée : Crestengneis, Crestegnees, Cristenghnees, Criscengnees, Crissegney, Crisneye et la forme flamande Gerstecoven, Gerstenhoven (*Chronique*

l'église-mère de Fize, étaient à la collation du curé de Fize.

L'église de Crisnée est dédiée à saint Maurice. La dîme de Crisnée appartenait au chapitre de Sainte-Croix qui possédait la dîme de toute la paroisse primitive de Fize. Toutefois une partie de la dîme appartenait au chapitre de Tongres. Celui-ci céda cette dîme au chapitre de Sainte-Croix en 1429 (1).

Les revenus de la cure étaient de trente-six muids, consistant en revenus de cinq ou six bonniers de terre et de fondations (2).

En 1712, la paroisse comptait quarante-deux ménages et cent quatre-vingts communians (3). L'église possédait deux bénéfices simples (4).



L'église filiale d'Otrange (5), dédiée à sainte Gertrude, était à la collation du curé de Fize (6).

de Saint-Trond, édition DE BORMAN, t. II, p. 256; *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, pp. 412 (1241) et 413 (1241); t. II, p. 72 (1254); t. III, p. 332 (1330); *Bancroix de Tongres*, dans *BSSLL.*, t. XXI, p. 152). Crisnée était une seigneurie du chanoine grand trésorier (costre) de la cathédrale.

(1) Le chapitre de Tongres prélevait à Crisnée une dîme de huit muids d'épeautre, quatre livres de cire et quatre chapons (1410-1412). En outre la caisse du mandé de l'église de Tongres, c'est-à-dire la dotation des distributions d'aumônes de l'avent et du carême, percevait du produit de la dîme de Crisnée, quatre livres de cire.

A partir du xv^e siècle, les registres aux dîmes de l'église de Tongres ne mentionnent plus cette dîme de Gerstenhoven (*Registre 7*, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 1-59).

(2) *Registre V*, 21 (1712), fol. 59.

(3) *Ibidem.*

(4) *Ibidem.*

(5) Otrange est écrit Wotrenges, Wotreinges et Wouteringes, Wouterighen (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. III, p. 332 (1330); p. 341 (1330), etc.

(6) *Registres V*, 9 (1655), fol. 38 et V, 21 (1712), fol. 45 et visite de mai 1628.

La majeure partie de la dime appartenait au chapitre de Sainte-Croix. Une partie de la dime était prélevée par le chapitre de Saint-Denis (1).

L'église d'Otrange était baptismale (2) et renfermait un bénéfice simple. Les revenus de la cure s'élevaient à trente-cinq muids et quelques setiers (3).

En 1712, Otrange comptait quarante-quatre familles et cent trente-cinq communians.

PAROISSE PRIMITIVE DE KEMEXHE.

L'église de Kemexhe (4) était l'église-mère de Thys.

L'ordonnance de l'official, en date du 31 mai 1401, mentionne « Komef cum filiabus suis videlicet Thille

» et aliis (5). » Parmi ces autres dépendances se trouve Nomerange (Nomerenges ou Nomerees).

L'église baptismale de Kemexhe, dédiée à saint Vincent, était sous le patronage du chapitre de Saint-Jean-l'Évangéliste à Liège. Primitivement elle était sous le patronage de l'église Saint-Adalbert à Liège.

Notger disposa en faveur de l'église Saint-Adalbert-en-Ile à Liège de trois manses de terre situés « in Comafia. » Ce fait est rapporté dans un acte de 1107. Il est probable que le *patronat* de l'église de Kemexhe fut donné à pareille époque à l'église Saint-Adalbert à Liège, car les bulles confirmatoires des biens et possessions de cette dernière église octroyées par Eugène III

(1) *Registres* V, 9 (1655), fol. 38 et V, 21 (1712), fol. 45 et visite de mai 1628.

(2) La visite de mai 1628 dit : « ecclesia habens primum dumtaxat. »

(3) *Registre* V, 21 (1712), fol. 45.

(4) Kemexhe est orthographié Kumee, Kemexhe, Kemaighe, Kemeghe, Comech et Comexhe (cf. *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 257; t. II, p. 463 (1290); t. III, pp. 340 (1330) et 466 (1334); *Bancroix de Tongres*, dans *BSSLL.*, t. XXI, p. 152). Eilbert, curé de Kumee, est cité dans un acte de Giselbert, doyen du concile de Tongres, en date du 8 janvier 1230 (n. st.).

(5) *Bancroix de Tongres*, dans *BSSLL.*, t. XXI, p. 182.

(1147) et Urbain III (26 juillet 1186) portent : « curtem » Comafiam cum ecclesia (1). »

On sait que l'église Saint-Adalbert à Liège fut annexée à la collégiale de Saint-Jean qui, par le fait même, obtint le *patronat* de l'église de Kemexhe et toutes les dîmes. Toutefois le curé de Kemexhe avait la dime des terres appartenant au décanat du chapitre de Saint-Jean; l'abbaye de Saint-Laurent y possédait également quelques dîmes (2).

Trois bénéfices simples étaient érigés en l'église de Kemexhe (3). Les revenus de la cure s'élevaient à nonante muids, consistant en dix ou douze bonniers de terre, la dite dime, la sixième part de la dime de Thys et six ou huit muids, produits d'anniversaires et de fondations (4).

En 1712, Kemexhe comptait quarante-trois ménages et cent soixante communians (5).

* * *

L'église filiale de *Thys* (6), dédiée aux apôtres Pierre et Paul (7), était à la collation du curé de l'église-mère. La dime de cette localité appartenait moitié au chapitre de Sainte-Croix, moitié au chantre de Saint-Jean. Toutefois le curé de Kemexhe possédait le tiers de cette dernière moitié, soit la sixième part de la dime totale (8).

(1) MIRAEUS, *Opera diplomatica*, t. III, p. 353; WAUTERS, *Table chronologique*, t. II, p. 652.

Le chapitre de Saint-Jean était seigneur temporel de Kemexhe.

(2) *Registre* V, 21 (1712), fol. 54.

(3) *Ibidem*, 9 (1655), fol. 7 et V, 21 (1712), fol. 54.

(4) *Ibidem*, 21 (1712), fol. 55.

(5) *Ibidem*.

(6) On rencontre les formes Tilh, Tile, Tille, Tyll, Till (cf. *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, pp. 122 (1200) et 135 (1203); t. II, p. 485 (1292); *Bancroix de Tongres*, dans *BSSLL.*, t. XXI, p. 152).

(7) La visite de 1655 dit : « sub invocatione ss. Petri et Pauli; » la visite de 1712 : « sub invocatione s. Petri. »

(8) *Registre* V, 21 (1712), fol. 54.

Les revenus de la cure s'élevaient à trente-six muids, consistant en quatre ou cinq bonniers et fondations (1).

L'église de Thys était baptismale et avait deux bénéfices simples (2).

En 1712, Thys comptait trente-quatre ménages et nonante communicants (3).

PAROISSE PRIMITIVE DE VILLERS-L'ÉVÊQUE.

L'église-mère de Villers-l'Evêque avait comme filiale Hognoul. L'ordonnance de l'official, en date du 31 mai 1401, mentionne « Vileir episcopi cum filia sua » Hoelenioel (4). »

L'église baptismale de Villers-l'Evêque, dédiée à Notre-Dame, a été érigée en paroissiale dès le VIII^e siècle (5). Elle a fait partie, jusqu'en 1200, de la dotation de l'abbatiale de Notre-Dame à Liège. En l'année

(1) *Registre V*, 21 (1712), fol. 61.

(2) *Ibidem*, 9 (1655), fol. 24 et V, 21 (1712), fol. 61.

(3) *Ibidem*.

(4) *Bancroix de Tongres*, dans *BSSLL.*, t. XXI, p. 182. Les tables des recettes de l'obole banale à Tongres, mentionnent : « *Villarium episcopi* » ou « *Villare episcopi*, » en flamand Bisscops Wilre.

Villarium, de même que la forme *Wilderen* est un diminutif de *Villa*, *Wilre*, *Weiler*.

Les mêmes tables mentionnent : *Hollenioel*, *Honioel*, *Hoignioul*. La forme *Holleniolum* est une forme de diminutif signifiant *Petit-Hollogne*, comme on rencontre *Loveniolum*, *Lovinjoul*, *Petit-Louvain*.

(5) « *Vileir qui dicitur episcopi*, » a appartenu à la mense épiscopale depuis l'époque ottonienne ou carolingienne. A notre avis, c'est là le Villers cité dans les actes de confirmation des biens de Saint-Lambert, les 24 juillet et 7 septembre 1155 (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, pp. 74-77; cf. notre étude, *Le droit de patronage des évêques de Liège sur les églises de Hesbaye*, dans *Leodium*, 8^e année (1909), pp. 14-34).

C'est à tort que DARIS, *Notices*, t. IV, p. 118, parle d'une donation du patronat et des dîmes de Villers près d'Othée, à l'abbaye de Herckenrode en 1218. Il s'agit de Wilderen (cf. *Ibidem*, p. 121).

Villers était une seigneurie appartenant à la mense épiscopale. La cour de justice de l'endroit comprenait dans son ressort les villages de Hognoul et Fooz.

1200, Gauthier de Chauvency, qui réunissait en sa personne les fonctions de doyen de Saint-Lambert et d'abbé de la cité, attribua l'église de Villers-l'Evêque aux petites prébendes de l'église Notre-Dame: « quic-
» quid juris tam in fidelitate qua mihi mansionarii
» astricti tenebantur quam in jure patronatus ecclesie
» de *Vileir* habueram, eisdem canonicis assignavi pe-
» nitus et contuli (1). »

Au mois de décembre 1203, les dix prébendes de l'église Notre-Dame-aux-Fonts furent transférées, du consentement de Gui de Preneste, légat apostolique, en l'église cathédrale, et leurs titulaires attachés au service de l'église Saint-Lambert, sous le nom de chanoines de Saint-Materne (2). A partir de cette époque, le *patronat* de l'église de Villers passa au chapitre de Saint-Materne et l'église fut incorporée au dit chapitre (3).

La prévôté de Saint-Lambert ayant été fusionnée avec l'abbatiale de Notre-Dame, le prévôt de Saint-Lambert et abbé de Notre-Dame consentit, en l'année 1209, à la cession de l'église de Villers (Viller) faite par son prédécesseur Gauthier aux chanoines de Saint-Materne (4). En l'année 1215, Ludolphe, archidiacre de Hesbaye, autorisa l'incorporation de l'église de Villers-l'Evêque au chapitre de Saint-Materne, à l'effet d'augmenter les revenus des prébendes (5).

(1) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 121.

(2) *Ibidem*, p. 135.

(3) Le 21 septembre 1209, les abbés de Lobbes et de Bonne-Espérance font savoir que le prévôt de Sainte-Waudru, à Mons, renonce en faveur des chanoines de Notre-Dame ou de Saint-Materne à Liège, à l'église de Villers (Viler) qu'il avait tenue en bénéfice pendant quelques années (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 161).

(4) *Ibidem*, p. 162.

(5) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 180 : « indulsi ut ecclesiam
» de *Viller* qui dicitur episcopi cujus donatio et jus patronatus ad ipsos
» pertinet suis usibus appropriare liceat et ex eiusdem ecclesie proven-
» tibus suas augere facultates : ita videlicet ut quamdocumque eam va-
» care contigerit, predicti canonici unum de concanonicis suis archidia-

Hugues de Pierrepont, évêque de Liège, approuva et confirma la dite incorporation (1). Au mois de juin 1224, Conrad, évêque de Porto, légat apostolique, ratifia l'incorporation de l'église de Villers-l'Evêque au chapitre de Saint-Materne (2) et, le 16 novembre 1224, cette incorporation fut confirmée par le pape Honorius III (3).

En l'année 1234, la dîme de douze bonniers de terre, sis à Villers-l'Evêque, fut contestée au chapitre de Saint-Materne, mais la sentence arbitrale de Libert, chevalier d'Othée, en date du 27 août 1234, donna gain de cause au chapitre (4).

Le 12 janvier 1302, une convention fut conclue entre les chanoines de Saint-Materne et la communauté de Villers-l'Evêque pour la collation du bénéfice de Saint-Nicolas fondé dans l'église de Villers (5).

Le 26 août 1333, le chapitre de Saint-Lambert rendit une sentence contre les enfants de feu Thomas dit Golar de Hognoul, qui prétendaient ne pas devoir payer aux chanoines de Saint-Materne la dîme dans les villages de Villers et de Hognoul (6). Une contestation entre les masuiers de Villers-l'Evêque et de Naveroule,

» cono presentabunt ad quorum presentationem archidiaconus eum
» dono altaris investiet et ei curam conferet animarum. »

(1) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. II, p. 181. En 1218, Hugues de Pierrepont acquit d'Eustache de Fooz l'avouerie de Villers-l'Evêque (*advocatiâ de nostro Villari*) qu'Eustache tenait en fief de la cour féodale de l'avoué de Hesbaye (*Ibidem*, p. 182).

(2) *Ibidem*, p. 209 : « eandem institutionem (canonicorum sancti » Materni) cum omnibus possessionibus, patronatu videlicet ecclesie » de Glenes et ecclesie de Viler episcopi cum earum appenditiis et uni- » versis aliis bonis et redditibus ... roboramus. »

(3) *Ibidem*, p. 211 : « specialiter autem de Glenes et de Viler eccle- » sias cum pertinentiis suis ... confirmamus. »

(4) *Ibidem*, p. 330 ; cf. p. 340 (25 mars 1235, n. st.).

A partir de cette date, le village est appelé généralement « Villari » episcopi » ou « Villari domini episcopi » ou « Villarium episcopi. »

(5) *Ibidem*, t. III, p. 12.

(6) *Ibidem*, t. III, p. 423.

d'un côté, et les chanoines de Saint-Materne de l'autre, au sujet des dîmes de ces localités, fut soumise à un arbitrage le 16 avril 1374 (1). Un nouvel accord au sujet de la dime de Villers fut conclu le 29 avril et le 7 juin 1376 (2).

Le chapitre de Saint-Materne avait toutes les dîmes de Villers et de Hognoul, sauf à céder au curé de Villers vingt-deux muids, cent gerbes moitié épeautre et froment et cent gerbes d'orge. Le curé de Villers avait aussi droit à trois pains par ménage aux fêtes de Pâques, de Pentecôte et de Noël. Les revenus de la cure étaient de soixante muids dont vingt-deux provenant de la dime, cent gerbes de seigle, épeautre et froment, cent gerbes d'orge, et produits d'anniversaires et de fondations (3).

Deux bénéfices simples étaient érigés en l'église de Villers.

En 1712, Villers comptait cent quatorze ménages et quatre cents communians (4).

Dans la paroisse de Villers avait été bâtie une chapelle sous l'invocation de la Visitation de la Sainte Vierge. Elle appartenait à une confrérie (5).

L'église filiale de *Hognoul* (6), dédiée à saint Pierre, était, de même que l'église-mère, à la collation du chapitre de Saint-Materne, qui percevait toutes les dîmes de cette localité.

Le chapitre de Saint-Materne cédait au curé sept muids de seigle pris sur les revenus de la dime (7).

(1) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. IV, p. 509.

(2) *Ibidem*, t. IV, p. 526.

(3) *Registre V*, 21 (1712), fol. 32.

(4) *Ibidem*.

(5) *Ibidem*.

(6) Hognoul est écrit Holuole et Holleliule (1085), *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 43; Holonule (1116), *Ibidem*, t. I, p. 53; Holegnuole (1234), *Ibidem*, t. I, p. 331; Holengnules (1285), *Ibidem*, t. II, p. 397.

(7) *Registre V*, 21 (1712), fol. 62.

Les revenus de la cure s'élevaient à vingt-trois muids.

En 1712, Hognoul comptait trente ménages et nonnante communians (1).

PAROISSE PRIMITIVE D'OTHÉE.

La paroisse primitive d'Othée est intéressante à plus d'un titre. L'église et la seigneurie d'Othée ont appartenu jadis à l'archevêque de Cologne.

Les comtes de Hochstade, sires de Dalhem, reçurent la seigneurie d'Othée et le *patronat* de l'église en fief de l'église de Cologne, et les cédèrent successivement en arrière-fief à plusieurs seigneurs. Othée resta seigneurie héréditaire de l'électorat de Cologne jusqu'à la fin de l'ancien régime. On y suivait la coutume de Trèves.

La cour de justice ressortissait en appel et demandait la recharge à la haute cour d'Aix-la-Chapelle.

L'église baptismale d'Othée (2) est dédiée à saint Pierre (3).

Le 2 novembre 1217, Lothaire, comte de Hochstade, approuva la vente faite à l'abbesse de Herckenrode par Arnoul d'Elsloo, du *patronat* de l'église d'Othée (Altei) et de la dîme de ce lieu, que le comte tenait lui-même en fief de l'archevêque de Cologne (4).

(1) *Registre V*, 21 (1712), fol. 62.

(2) Althei, Altei, Oethey, Othey, en flamand Elch. Cette forme Othey apparaît dès 1234 (cf. *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 330 (1234); t. II, p. 506 (1293).

(3) *Registre V*, 21 (1712), fol. 30. Saint Pierre est le *patronus ecclesie*, mais saint Urbain semble avoir été honoré comme patron secondaire.

(4) « Lotharius comes de Hostaden ... notum esse volumus quod » Arnoldus de Elslo vir nobilis jus patronatus ecclesie de Altei cum » omnibus decimis attinentibus quod de nobis in feodo tenebat ad opus » conventus de Herckenrode in manus nostras resignavit, domino Engelberto Coloniensi archiepiscopo multisque aliis tam nobilibus quam » ministerialibus presentibus, heredibus suis prebentibus assensum; nos

L'année suivante, Arnoul d'Elsloo (1) déclara avoir vendu à l'abbaye de Herckenrode le *patronat* de l'église d'Othée et la dime de ce lieu, lesquels appartenaient primitivement à l'archevêque de Cologne. Ces biens avaient été donnés en fief par l'archevêque au comte de Hochstade dont Arnoul d'Elsloo les tenait à titre féodal (2).

» autem, Coloniense archiepiscopo tutore nostro existente, de concilio
» et assensu consanguineorum nostrorum Gerardi de Randerode et
» Ottonis de Wickenrode, ceterorumque ministerialium nostrorum jus
» praefatum de ecclesia scilicet de Altei cum omnibus attinentiis suis in
» manus Coloniensis archiepiscopi statim resignavimus a quo similiter
» in beneficio tenebamus; ipse vero, motus zelo pietatis, jus patronatus
» prefate ecclesie cum decimis attinentibus domui de Herckenrode libere
» et integre coram multis contulit ad subsidium sanctimonialium ibidem
» Dei famulantium » (WOLTERS, *Notice historique sur l'abbaye de Herckenrode*, 1849, p. 62; WAUTERS, *Table chronologique*, t. III, p. 481).

(1) Cf. un autre acte de 1249 : « Arnoldus nobilis vir dominus de
» Helslo rei geste memoriam cum salute. Noverit universitas vestra
» quod Heinricus miles de Hamele vendidit tria bonuaria terre arabilis
» site in territorio de *Helta* (ou *Elta*) conventui de Porceto. Actum
» coram nobis sub testimonio Liberti de *Helta* et Danielis junioris de
» Hamele, militum. Datum anno Dni M.CC. quadragesimo nono mense
» maii » (1249) (QUIX, *Geschichte der ehemaligen reichsabtei Burtscheid*, p. 240). La forme *Elta* se rapproche de la forme *Altei* et *Elich*. Il y a peut-être aussi un rapprochement à établir entre une forme semblable *Elta* et *Elsloo* (cf. DE BORMAN, *Chronique de l'abbaye de Saint-Trond*, t. I, p. 237 en note).

(2) WOLTERS, *op. cit.*, p. 63. « Noverint itaque universi ... quod ego
» Arnoldus de Elslo decimam de *Altei* cum omnibus appenditiis suis
» conventui sanctimonialium in Herckenrode cisterciensis ordinis pro
» trecentis marchis libere vendidi; ac, pietatis intuitu, nulla mediante
» pecunia, ecclesiam ipsis absolute contradidi... Sed quia predictam decimam a comite Lothario de Hostaden in feodo tenebam, ipsam in
» presentia domini Engelberti Coloniensis archiepiscopi ad opus predictarum sanctimonialium in manus ipsius resignavi, quam et ipse comes,
» quia etiam a Coloniensi ecclesia tenuerat, in manus ipsius archiepiscopi sub predicta conditione, multis nobilibus atque ministerialibus
» adstantibus, ibidem resignavit. Archiepiscopus vero, spiritu caritatis
» accensus ac religiosarum inbecillitate pie atque paterne compassus, ut
» sui, suorum successorum in perpetuum sint memores, predictam decimam cum jure patronatus ecclesie de *Altei* jure perpetuo possidendam
» ipsis per manum suam libere contulit et suo majoris Coloniensis ecclesie sigillo confirmavit. »

Le 19 janvier 1228 (n. st.), Simon de Rethel, archidiacre de Hesbaye, régla l'incorporation de l'église d'Othée au monastère de Herckenrode et fixa la part congrue du vicaire perpétuel (1).

Le 5 mai 1228, le pape Grégoire IX, à la demande de l'abbesse et des religieuses de Herckenrode, confirma l'incorporation de l'église d'Othée (Orthei) au couvent de Herckenrode et approuva le règlement de l'archidiacre touchant la portion congrue réservée au desservant d'Othée (2).

A partir de cette époque, l'abbaye de Herckenrode perçut tous les revenus et dîmes de l'église d'Othée, sauf à assigner sur ces revenus la pension ou portion congrue du curé ou vicaire perpétuel.

Le 25 février 1275, Marguerite, abbesse de Herckenrode, et Ermengarde, abbesse de Borcette, permurent la dîme d'une terre sise à Russon (Rutthis), contre la dîme d'une terre sise à Othée (Othey). On

(1) DARIS, *Notices*, t. IV, p. 57 ; *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. XI, p. 25, d'après le *Cartulaire de Herckenrode*, au Séminaire de Liège, t. I, fol. 11 v^o : « Actum anno domini M^oCC^oXXVII » mense januario, feria V^a post festum Remigii et Hilarii. »

(2) *Analectes*, t. XVI, p. 235 : « Datum Reate III nonas maii, pontificatus nostri anno secundo. »

Jean, évêque de Liège, donna son consentement à l'incorporation en mai 1237 (DARIS, *Notices*, t. IV, p. 57).

Le 4 juillet 1239, le chapitre de Saint-Lambert à Liège n'avait pas encore donné son approbation à cette incorporation, car, à cette date, le pape Grégoire IX chargea l'élu et le prévôt de Cologne d'engager le chapitre de Liège à approuver cette incorporation. « Datum Laterani IIII nonas julii, pontificatus nostri anno tercio decimo » (*Analectes*, t. XVI, p. 237). Le consentement fut donné le 15 février 1241 (n. st.) (DARIS, *Notices*, t. IV, p. 58).

Les archives paroissiales d'Othée renferment la copie d'une charte datée de février 1263 (n. st.), par laquelle maître Marcuald, archidiacre de Hesbaye, érige le bénéfice de l'autel de la Sainte Vierge, dont le chapelain sera à la nomination du curé et devra remplacer celui-ci en cas d'empêchement. « Factum et datum anno Domini millesimo ducentesimo » sexagesimo secundo mense februarii » (*BSSLL.*, t. XXV, p. 398).

Ce bénéfice était généralement conféré au recteur d'Odeur. Le revenu du bénéfice était de quatorze muids d'épeautre.

sait que la dime de Russon appartenait à l'abbaye de Borcette (1).

Les revenus de la cure d'Othée s'élevaient à quatre-vingts muids, dont cinquante dus par l'abbesse de Herckenrode pour la compétence du curé, trois bonniers de terre et des rentes grevées d'anniversaires. Deux bénéfices simples étaient fondés en l'église d'Othée. En 1712, Othée comptait cent-cinq ménages et trois cents communians (2).



L'église d'Othée avait une filiale : l'église d'Odeur, dédiée à saint Séverin. L'ordonnance de l'official, en date du 31 mai 1401, mentionne « Althei cum filia sua » Aldor (3). »

L'église d'Odeur était à la collation du curé d'Othée. La dotation de cette chapelle avait été fournie par le seigneur d'Odeur et par les habitants.

La seigneurie d'Odeur, qui relevait de la cour féodale de Liège, était, au XIII^e siècle, en la possession de Henri de Hamal (4).

(1) QUIX, *Geschichte der ehemaligen Reichsabtei Burtscheid*, p. 278; WOLTERS, *op. cit.*, p. 86. « Datum anno Domini M.CC.LXX quinto » in crastino beati Mathie apostoli. »

(2) *Registre V*, 21 (1712), fol. 30.

(3) *Bancroix de Tongres*, dans *BSSLL.*, t. XXI, p. 182.

(4) Au mois de mai 1249, Arnoul, seigneur d'Elsloo, déclare que Henri, chevalier de Hamal, a vendu au couvent de Borcette trois bonniers de terre arable sis à Helta. Helta n'est autre que Althei, Altei, en flamand Elch (QUIX, *op. cit.*, p. 240). Sont témoins à cet acte : Libert de Helta et Daniel de Hamal, chevaliers.

Ce Daniel de Hamal, mort le 9 février 1256, chevalier-banneret, était père de Guillaume de Hamal, seigneur de 's Heeren-Elderen (*Aldor*). On sait que ce Guillaume de Hamal provoqua, au mois de mai 1261, l'érection de la paroisse de 's Heeren-Elderen, démembrée de celle de Berg (*Cartulaire de Tongres*, n° 101). Ce Guillaume de Hamal mourut le 10 octobre 1279. On voit encore son épitaphe en l'église de 's Heeren-Elderen. Son fils Daniel, chevalier-banneret, sire de Hamal, mourut le 7 janvier 1289, laissant la seigneurie de 's Heeren-Elderen à son fils Guillaume.

On sait que les sires de Hamal étaient seigneurs de 's Heeren-Elderen également appelé *Aldor*. Pour distinguer Odeur (Aldor) de 's Heeren-Elderen (Aldor), on appela Odeur : Oduer, Oduer, Odour ou Odoir-le-Romain (1), par opposition à Odoir-le-Tiexhe ou Elderen.

Eustache de Hamal, sire d'Othée, chevalier, tenait, au XIV^e siècle, une partie de la dîme d'Odeur, d'un revenu de soixante-six muids d'épeautre, en fief de l'abbaye de Herckenrode et les céda en arrière-fief, comme il ressort d'un acte du 22 décembre 1349 (2).

La visite archidiaconale de mai 1628 nous apprend que les habitants d'Odeur sollicitaient alors le privilège du *primum et ultimum sacramentum*, à raison de la grande distance qui les séparait de l'église-mère. Mais cette faveur n'était point encore accordée en 1712 (3).

• Les revenus de la cure étaient de quarante muids (4).

En 1712, Odeur comptait treize ménages et soixante communians. La dîme appartenait alors au Séminaire de Liège (5).

(1) Ou encore Odoir deleiz Vileir (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. III, p. 340) ou Odoir deleis Crestengnees (*Ibidem*, p. 492).

(2) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. IV, p. 121. « De acquisitione 66 » modiorum spelte super decimam de Odeur ... muids et dismes d'Otee » mouvantes en fiefs du dit seigneur Eustasse que la dite dame (Agnes » femme de Johan de Flemale) releva a main et bouche suivant la forme » des cartes saillees du seel de l'abbesse de Herckenrode. »

En l'année 1565 fut faite une permutation de certaines dîmes de Russon et d'Odeur entre l'abbaye de Borcette et le couvent de Saint-Mathieu-à-la-Chaine à Liège. La spécification des terres sises à Odeur, dont le couvent de Saint-Mathieu percevait la dîme, nous est conservée (*Cartulaire de Borcette*, aux Archives de l'Etat à Dusseldorf, fol. 34-36).

(3) *Registre V*, 21 (1712), fol. 57.

(4) *Ibidem*.

(5) *Ibidem*.

PAROISSE PRIMITIVE DE XHENDREMAEL.

La paroisse primitive de Xhendremael comprenait les églises filiales de Juprelle, de Villers-Saint-Siméon, d'Alleur et de Lantin.

L'ordonnance de l'official de Liège, en date du 31 mai 1401, porte : « Ecclesia de Scendermale cum » filiabus suis videlicet Jupenele et Aluer (1).

Postérieurement à l'an 1401 et dès l'année 1454, les tables des recettes des bancroix de Tongres mentionnent, outre les dites églises, celles de Villers-Saint-Siméon et de Lantin (2).

L'église-mère de Xhendremael et ses filiales étaient sous le patronage de la cathédrale de Liège.

L'église-mère de Xhendremael est une église très ancienne.

Cette église baptismale a certainement été organisée en paroisse distincte dès la fin du VIII^e siècle. Il faut en dire autant des autres églises-mères de la même région qui toutes ont des circonscriptions décimales absolument distinctes depuis l'époque carolingienne.

Avant d'être érigées en églises paroissiales, ces anciennes églises, telles que Villers-l'Evêque, Othée, Fizele-Marsal, Liers, Xhendremael, respectivement dédiées à Notre-Dame, à saint Pierre, à saint Martin, à saint Remi, à saint Georges, avaient déjà existé tout un temps à l'état de chapelles ou oratoires desservis d'abord par les communautés presbytérales voisines et ensuite par des prêtres à résidence fixe.

Aussi n'hésitons-nous nullement à placer l'origine de ces églises au VII^e siècle.

(1) *Bancroix de Tongres*, dans *BSSLL.*, t. XXI, p. 182.

(2) *Ibidem*, p. 152. On y trouve les formes suivantes : pour Xhendremael : Schendermael, Scendermael ; pour Alleur : Aluer, Alluer, Alloer ; pour Villers-Saint-Siméon : Wylre Sancti Simeonis, Synte Simoens Wilre ou Villarium Sancti Simeonis ; pour Juprelle : Juppenele, Joppenele, Jopprel, Jopprelle, Jupprelle ; pour Lantin : Lanthyns, Lattyns, Latins.

L'église de Xhendremael est dédiée à saint Georges. Or, saint Georges est, non moins que saint Martin et saint Remi, le patron franc par excellence. C'est le guerrier, le soldat que les Francs, guerriers eux aussi, aimaient à invoquer.

Par une curieuse coïncidence, nous trouvons dans cette paroisse primitive deux grands saints populaires à l'époque franque : saint Georges et saint Remi, patron de l'église d'Alleur. Cette dernière église n'est qu'une église filiale démembrée de l'église-mère après le ix^e siècle, mais le culte rendu à saint Remi permet de considérer cette église, en tant que chapelle ou oratoire, comme fort ancienne.

Aussi haut que l'on peut remonter, on trouve l'église de Xhendremael en possession du *monasterium* de Sainte-Marie et de Saint-Lambert à Liège. Xhendremael a été l'une des plus anciennes possessions de l'église Saint-Lambert. Le village de Xhendremael formait une seigneurie de l'église de Liège. *Schendermala* est cité au nombre des possessions de l'église de Liège dans le diplôme de Henri, roi des Romains, en date du 25 juin 1070 (1), dans la bulle du pape Innocent II, en date du 16 mai 1143 : *Skendremale* (2), dans la bulle du pape Clément III, en date du 14 avril 1189 : *Skendremale* (3).

Vers l'année 1157, le pape Adrien IV confirma une transaction faite par le cardinal-légat Gérard, au sujet de la dîme de Xhendremael : « super ecclesia et decimatione de Scendremale (4). »

(1) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 35.

(2) *Ibidem*, p. 66.

(3) *Ibidem*, p. 111.

(4) *Ibidem*, p. 81. Une contestation s'éleva entre le chapitre de Saint-Lambert et les habitants de Xhendremael, au sujet de la banalité du moulin d'Osborne. Des arbitres furent désignés le 21 décembre 1351 et une sentence arbitrale rendue le 29 avril 1352 (*Ibidem*, t. IV, pp. 145 et 157).

L'église-mère de Xhendremael étant incorporée au chapitre cathédral, tous les revenus de la paroisse primitive étaient affectés à la dotation des prébendes de l'église Saint-Lambert (1).

Les revenus de la cure étaient de cinquante muids fournis par la dîme et de quatorze muids provenant du bénéfice de Saint-Antoine et de Saint-Augustin, uni à la cure (2).

L'église de Xhendremael possédait deux bénéfices simples. En 1712, la paroisse comptait cent un ménages et trois cent quatre-vingts communiant (3).

Sur le territoire de Xhendremael se trouvait la chapelle de Vernaye ou Viernay, dédiée aux saints Vincent, Etienne, Laurent et Georges, à la collation de l'abbé de Saint-Laurent et du président du Séminaire de Liège, collateurs de l'église de Glons, et du curé de Glons.

Cette chapelle avait un revenu de cinquante muids; on y disait deux messes par semaine (4).



L'église d'Alleur (5), dédiée à saint Remi, était filiale de Xhendremael.

L'église d'Alleur était à la collation du chapitre cathédral de Liège et toutes les dîmes appartenaient à ce chapitre. Les revenus de la cure d'Alleur étaient de

(1) Le chapitre de Notre-Dame à Tongres possédait à Xhendremael la dîme de quatre bonniers et demi de terre, comme il ressort d'une charte de Henri de Gueldre du 24 mars 1251 (n. st.) (*Cartulaire de Tongres*, n^{os} 75 et 83).

(2) *Registre V*, 21 (1712), fol. 64.

(3) *Ibidem*, fol. 65.

(4) *Ibidem*, fol. 67.

(5) La forme primitive du nom Alleur est Alur. On trouve aussi : Aloir, Alour, Aluer (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 251 (1228); t. II, p. 178 (1267); t. III, pp. 339 (1330) et 403 (1332); *Cartulaire du Val-Saint-Lambert* (1196); *Bancroix de Tongres*, dans *BSSLL.*, t. XXI, p. 152).

trente-trois muids (1). L'église possédait deux bénéfices simples.

En 1712, Alleur comptait soixante ménages et deux cents communians (2).

Avant 1712, le bénéfice fondé en la chapelle de Voroux lez-Liers, d'un revenu de trente-deux muids, à la collation du comte de Mérode de Waroux, fut transféré de Voroux lez-Liers à Waroux-sous-Alleur (3).

* * *

L'église de *Juprelle* (4), filiale de Xhendremael, est dédiée à saint Barthélemy.

Le *patronat* et toutes les dîmes appartenaient au chapitre cathédral de Liège. Les revenus de la cure étaient de quarante muids, consistant en six bonniers de terre et revenus d'anniversaires et de fondations (5).

L'église de *Villers-Saint-Siméon* (6), dédiée à saint Siméon, était à la collation du chapitre de Saint-Lambert qui possédait toutes les dîmes de ce village (7). Les revenus de la cure de Villers-Saint-Siméon étaient de quarante muids (8). Il n'y avait qu'un marguillier pour Juprelle et Villers-Saint-Siméon (9).

(1) *Registre* V, 21 (1712), fol. 25.

(2) *Ibidem*, fol. 27.

(3) *Ibidem*, fol. 29.

(4) Le nom primitif de Juprelle est Jupelella (MIRAEUS, *Opera diplomatica*, t. III, p. 353 (6 juillet 1186). On trouve encore Juppenele, Joppenele. Juprelle formait avec Villers-Saint-Siméon une seigneurie appartenant au chapitre de Saint-Lambert. La cour de justice s'y intitulait : « li maires et li eskevens de Vileir sayngnour Symeon et de Juprelle » (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. III, p. 341 (1330); t. IV, p. 210 (1355).

On trouve aussi Villari juxta Juprelle (*Ibidem*, t. III, p. 266 (1357), Villeir seigneur Symon; *Ibidem*, t. III, p. 293 (1359).

(5) *Registre* V, 21 (1712), fol. 13.

(6) Villarium ou Villari domini Symeonis, Synte Simoens Wilre.

(7) En 1710, le baron de Méan conféra la cure (cf. DARIS, *Histoire de la principauté et du diocèse de Liège, 1724-1852*, p. 13).

(8) Pouillé du diocèse en 1558.

(9) *Registre* V, 21 (1712), fol. 15.

En 1712, Villers-Saint-Siméon comptait trente-cinq ménages et cent vingt communians (1).

* * *

L'église de *Lantin*, filiale de Xhendremael, est dédiée à saint Servais. Elle était à la collation du chapitre cathédral comme toutes les autres églises filiales de Xhendremael. Le chapitre cathédral y possédait toutes les dîmes, hormis la grande dîme de quatre-vingts bonniers appartenant au couvent de Cornillon à Liège (2).

L'abbatialité de Notre-Dame à Liège possédait des biens à Lantin ainsi qu'il ressort d'une charte de Gauthier de Chauvency, doyen de Saint-Lambert et abbé de la cité, datée de 1200 (3). L'abbaye du Mont-Cornillon à Liège y possédait également des domaines. Une charte, datée de la même année, et émanée de Henri III, duc de Limbourg, en sa qualité d'avoué de Jupille, exempte ces biens de tout péage : « terras... » apud villam de Lantins ad curiam scilicet de Jupilia » spectantes ab omni exactione et a jure advocatie » liberasse (4). »

L'église de Lantin ne possédait point de fonts baptismaux (5).

Les revenus de la cure étaient de vingt-huit muids, six setiers (6).

En 1712, il y avait à Lantin quarante ménages et cent cinquante-deux communians (7).

(1) *Registre V*, 21 (1712), fol. 15.

(2) *Ibidem*, fol. 25.

(3) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 121; cf. charte de décembre 1203 (*Ibidem*, t. I, p. 137).

(4) ERNST, *Codex diplomaticus limburgensis*, dans *Histoire du Limbourg*, t. VI, année 1200.

(5) *Registre V*, 21 (1712), fol. 25 : « habens nec primum nec ultimum sacramentum. » L'église possédait un bénéfice simple.

(6) *Ibidem*.

(7) *Ibidem*.

PAROISSE PRIMITIVE DE LIERS.

L'église-mère de Liers avait trois filiales : les églises de Vottem, Rocour et Milmort. On peut y ajouter la chapelle de Voroux lez-Liers.

L'ordonnance de l'official de Liège, en date du 31 mai 1401, mentionne : « ecclesia de Liers cum filia- » bus suis videlicet Rocourt, Millemorte et Vot- » theme (1). »

L'église-mère de Liers et toutes les églises filiales de sa juridiction, étaient à la collation du chapitre cathédral.

L'église-mère de Liers est dédiée à saint Remi. Ce saint a joui d'un culte très répandu à l'époque mérovingienne. L'église de Liers doit être considérée comme très ancienne, c'est-à-dire érigée en église paroissiale au VIII^e siècle, après avoir existé déjà tout un temps à l'état d'oratoire ou de chapelle.

L'église filiale de Vottem, dédiée à saint Etienne, est également ancienne en tant que chapelle ou oratoire. L'église de Liers appartenait primitivement à l'évêque de Liège (2). Les revenus de cette église furent cédés à l'abbaye de Florennes, dont la fondation fut confirmée par l'empereur Henri II, le 17 mai 1012. L'évêque Baldéric (1008-1018) compléta la dotation de la dite abbaye en y ajoutant l'église de Liers (3).

(1) *Bancroix de Tongres*, dans *BSSLL.*, t. XXI, p. 182.

(2) C'est à tort qu'on a cherché à identifier Liers avec *Lece in Hasbania*, cité dans un diplôme de l'empereur Otton du 15 octobre 980, concernant les possessions de l'abbaye de Saint-Denis à Paris. Il s'agit de Grand-Leez, province de Namur. Cette église était à la collation de l'abbé de Floreffe (*Voy. Analectes*, t. VIII, pp. 225-241, documents de Grand-Leez, extraits du *Cartulaire de Floreffe*).

Liers n'est pas écrit Lece, mais Lyers (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 43 (1085); Lers (*Ibidem*, t. I, p. 356 (1236) ou Liers (*Ibidem*, t. II, p. 326 (1281), acte qui mentionne Eustache, curé de Liers (1281).

(3) ANSELME, *Gesta episcoporum Leodiensium*, dans *Patrologie latine*, t. CXXXIX, n° 31 et Gilles d'ORVAL, *Chronique*, apud CHAPEAUVILLE, t. I, p. 226; cf. DARIS, *Histoire du diocèse jusqu'au XIII^e siècle*, p. 318.

La dîme de l'église de Liers n'appartenait toutefois pas entièrement à l'abbaye de Florennes. Les chanoines de Saint-Materne, en la cathédrale de Liège, possédaient aussi une certaine partie de la dîme (1). En 1190, l'abbaye de Florennes accrut ses propriétés à Liers (2), mais finit par vendre tous les biens qu'elle y possédait au chapitre de Saint-Lambert à Liège, le 22 janvier 1311 (n. st.) (3).

Le 12 février 1311 (n. st.), la cour allodiale de Liège déclare que l'abbaye de Florennes a vendu au chapitre cathédral de Liège, « tos les alues ke li ditte maison, » abbés et couvens tenoient et avoient en le vilhe et en » terroir de Lyers soit en terre, en preis, en cens, en » bleis, en chapons, en justice, en *patronat d'église*, » soit en autre yretage et queilsconques biens ke ce » soit (4). »

Le 9 février de la même année, les prébendes de Saint-Materne, en la cathédrale de Liège, acquièrent deux cents muids du produit de la dîme de Liers (5).

Le 25 juillet 1314, Adolphe de la Marck, évêque de Liège, affecta les revenus de l'église de Liers à l'augmentation des distributions quotidiennes entre les membres du chapitre de l'église Saint-Lambert, et incorpora l'église de Liers au chapitre cathédral de Liège (6).

(1) Cf. sentence arbitrale rendue entre l'abbaye de Florennes et le chapitre de Saint-Materne à Liège, en date du 11 avril 1302 (n. st.) (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. III, p. 15).

Au mois de mai 1303, l'abbaye de Florennes s'engagea à payer aux chanoines de Saint-Materne une rente annuelle (*Ibidem*, t. III, p. 35).

(2) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 117.

(3) *Ibidem*, t. III, p. 109.

(4) *Ibidem*, p. 112.

(5) *Ibidem*, p. 110, 9 février 1311 (n. st.).

(6) *Ibidem*, p. 137. « Proponentibus coram nobis dilectis filiis decano et capitulo ecclesie nostre Leodiensis quod ecclesia parrochialis » de Lyers nostre dyocesis pertinens ad collationem seu presentationem » ipsorum, in fructibus, redditibus et proventibus annuis habundabat... interveniente consensu ipsorum decani et capituli necnon vene-

Le 1^{er} avril 1338, Jean, seigneur et avoué de Liers, céda, à son tour, à l'église cathédrale, le château et le domaine de Liers avec des terres et des rentes (1).

» rabilis ac discreti viri domini Perchevalli de Carreto archidyaconi
» dicti loci in ipsa ecclesia Leodiensi canonici, quibus de consuetudine
» institutio et cura dicta ecclesie de Lyers dicitur pertinere, ac etiam
» consensu rectoris eiusdem parrochialis ecclesie, ipsam ecclesiam de
» Lyers cum omni decima ad eam spectante et specialiter jus patronatus
» omnium appendiciorum ejusdem ecclesie nec non matriculariarum
» ipsarum ecclesie et appendiciorum et omnium altariorum fundatorum
» et in posterum fondandorum tam in matrice ecclesia de Lyers quam in
» ipsis appendiciis, predictae ecclesie Leodiensi ad usum predictum irrevoca-
» bilitur et inseparabiliter concedimus, annectimus, unimus et incorpo-
» ramus ; ita tamen quod XVIII vel circiter bonuaria terre, pratum unum,
» mansio cum suis pertinentiis, anniversaria, oblationes et omnia bona que
» ad dictam ecclesiam hactenus pertinuerunt et adhuc pertinent, exceptis
» decima et jure patronatus predictis, remaneant et cedant perpetuo vi-
» cario in dicta ecclesia instituendo pro ipsius ecclesie omnibus oneribus
» subportandis ; concedentes quod quamprimum dicta ecclesia vacabit
» per obitum seu resignationem liberam venerabilis viri domini Nicholai
» dicti Paien canonici Leodiensis nunc ejusdem ecclesie investiti seu
» rectoris vel alio quoquo modo, dicti decanus et capitulum loci archi-
» dyacono presentent ad eam vicarium competentem qui cathedraticum,
» obsonium et jura quelibet episcopalia et archidyaconalia persolvat et
» pro subportandis oneribus antedictis dictas terras, mansionem cum
» suis pertinentiis, pratum omnesque fructus et bona ac proventus ad
» dictam ecclesiam de Lyers spectantes, exceptis jure patronatus et de-
» cima memoratis, habeat perpetuo in futurum ; ita quod dicta decima
» cedat Leodiensi ecclesie memorate pro dictis horis cotidianis suble-
» vandis et divino cultu augmentando. »

(1) *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. III, p. 528. « Sa court, maison,
» motte, forteche, porpris et assiese ou ens ilh manoit seiantes en le
» ville de Liers et le justiche de Liers que on dist dele Viez court... et
» le voverie qu'ilh avoit sor le justiche que la dite eglise de Liege at
» en le dite ville de Liers que on dist le justiche saint Johan de Liers ;
» liquels biens deseurdis estoient frans alluez aldit Johan. »

La seigneurie de Liers était divisée en deux parties : l'une ayant appartenu ci-devant à l'abbaye de Florennes, avec une cour de justice dite de Saint-Jean (de Florennes) ; l'autre appartenant au seigneur laïque, avec cour de justice dite « la vieille cour. »

Dès 1311, la cathédrale de Liège était en possession de la première partie de la seigneurie, par suite de la vente des propriétés de l'abbaye de Florennes.

Le seigneur de Liers exerçait encore un droit d'avouerie sur la cour de justice que la dite cathédrale possédait à Liers. En 1338, cette avouerie

Le 3 avril 1338, le chapitre cathédral de Liège donna en fief à Jean de Liers, écuyer, le château et le domaine de Liers avec des terres, des rentes, la juridiction, l'avouerie de la justice, à condition de tenir la forteresse à la disposition de l'église de Liège et de conduire les gens de Liers à la guerre quand il en serait requis (1). La cathédrale conservait sa cour de justice dont Jean de Liers continua à être l'avoué. Les sires de Liers se qualifièrent, dès lors, de « seigneurs » de la vieille cour de Liers et avoués héréditaires de » Saint-Jean de Florennes (2). »

Le 7 janvier 1461, Jean Boten, pléban de Tongres, vice-doyen du concile de Tongres, rendit, à la demande de Jean de Namur et de Jean de Fraisine, mambours de l'église paroissiale de Liers, une déclaration touchant les charges du grand décimateur, suivant le droit coutumier du concile de Tongres (3).

Les visites archidiaconales de 1628 et de 1712 signalent dans l'église baptismale de Liers, deux bénéfices simples (4). La cure de Liers avait un revenu de septante-sept muids (5).

et la seconde partie de la seigneurie temporelle de Liers furent cédées par le seigneur de Liers au chapitre de Saint-Lambert.

Le 6 octobre 1240, une sentence arbitrale avait déjà été conclue entre l'abbé de Florennes et Jean, chevalier, avoué de Liers (Lyers) (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 407).

(1) *Ibidem*, t. III, p. 530.

(2) Le 6 mai 1338, Jean de Liers, écuyer, déclare qu'il tient en fief de l'église de Liège la justice dite de la vieille cour à Liers (*Ibidem*, p. 534).

Le 30 janvier 1350, Jean de Liers, en présence de la cour féodale du chapitre de l'église Saint-Lambert, transporte le fief de Liers à son fils (*Ibidem*, t. IV, p. 125).

(3) *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XXV, pp. 260-263, d'après le *Registre* 19, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 250-252. Il en ressort que le chapitre cathédral, grand décimateur de Liers, n'assumait pas toutes les charges qui lui incombaient de ce chef.

(4) Les bénéfices de Notre-Dame et des saints Nicolas et Catherine.

(5) *Registre* V, 21 (1712), fol. 16.

En 1712, la paroisse comptait quarante-deux ménages et deux cents communians, dont vingt-quatre ménages et quarante communians à Voroux lez-Liers⁽¹⁾.

La chapelle de *Voroux* ⁽²⁾, aujourd'hui dédiée à saint Joseph, était desservie par les Pères Carmes du couvent de Liège. La chapelle ayant été détruite avant 1712, le bénéfice, d'un revenu de trente-deux muids, qui y était fondé, fut transféré à Waroux-sous-Alleur ⁽³⁾.

* * *

L'église baptismale de *Vottem* ⁽⁴⁾, filiale de Liers, est dédiée à saint Etienne. Le *patronat* et les dîmes appartenaient au chapitre de Saint-Lambert. D'après la visite archidiaconale de 1628, le grand-prévôt avait droit à trente-cinq muids d'épeautre; le chapitre de Notre-Dame à Aix avait droit à une partie de la dîme, dont le produit s'élevait à quarante-cinq muids d'épeautre, soit la dîme de dix bonniers de terre. Quatre bénéfices simples étaient fondés en l'église de Vottem ⁽⁵⁾.

Les revenus de la cure étaient de quarante muids, consistant en six muids d'épeautre fournis par la dîme, et produits d'anniversaires et de fondations. Le curé percevait en outre un pain ou 6 stupheri par ménage ⁽⁶⁾.

En 1712, Vottem comptait quatre-vingts maisons et trois cents communians ⁽⁷⁾.

(1) *Registre* V, 21 (1712), fol. 16.

(2) Voroux s'écrit Voruz (1294) (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. II, p. 514); Vorus (*Ibidem*, t. III, p. 32; t. IV, pp. 187 et suiv.); aussi Voroes, Warroux, Varroux, Vorroux (*Bancroix de Tongres*, dans *BSSLL.*, t. XXI, p. 182).

(3) *Registre* V, 21 (1712), fol. 17.

(4) Vottem est écrit Voteme (1186) (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 107); Votemme (1278 et 1315) (*Ibidem*, t. II, p. 304; t. III, p. 153).

(5) Les bénéfices de Notre-Dame, de sainte Agathe, de saint Jean et de saint Barthélemi.

(6) *Registre* V, 21 (1712), fol. 19-20.

(7) *Ibidem*.

*
* *

L'église baptismale de *Milmort* (1), filiale de Liers, est dédiée à saint Hubert. Le chapitre cathédral de Liège avait le *patronat* de cette église. Les dîmes de Milmort appartenaient pour les deux tiers au chapitre cathédral, pour le tiers restant au chapitre de Notre-Dame à Aix-la-Chapelle. Deux bénéfices avaient été fondés en l'église de Milmort. Ils étaient incorporés à la cure. Les revenus de la cure étaient de trente-cinq muids, consistant en divers revenus partiellement fournis par les deux bénéfices incorporés à la cure (2).

En 1712, Milmort comptait quatre-vingts familles et trois cents communiant (3).

*
* *

L'église de *Rocour* (4), filiale de Liers, est dédiée à saint Léon. Le chapitre de Saint-Lambert avait le *patronat* de l'église et toutes les dîmes. La cure de Rocour avait un revenu de quarante-quatre muids, consistant en biens fonciers et produits d'anniversaires et de fondations (5).

(1) Milmort s'écrit Mieremorte, Mirmort, Mirmonte, en wallon Mermouette (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. III, p. 340 (1330); Miremort (*Ibidem*, t. III, p. 531 (1338); (*Ibidem*, t. IV, pp. 257 (1357), 607 (1382) et 653 (1386); *Cartulaire de Tongres*, nos 169, 173 et 174.

La seigneurie de Milmort appartenait au chapitre de Saint-Lambert qui y possédait une cour de justice.

(2) *Registre* V, 21 (1712), fol. 17.

(3) *Ibidem*, fol. 19.

(4) La seigneurie de Rocour relevait à la fois de la cour allodiale et de la cour féodale de Liège.

Rocour est écrit Raucurt (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 358 (1236); Raucort (*Ibidem*, t. II, p. 69 (1254); Rocurt (*Ibidem*, t. III, p. 323 (1329), etc.; Rocourt (*Ibidem*, t. III, p. 321), Rocoers, Rochoers, Rochourt (*Bancroix de Tongres*, dans *BSSLL.*, t. XXI, p. 182).

(5) *Registre* V, 21 (1712), fol. 23.

L'église de Rocour était dépourvue de fonts baptismaux (1).

En 1712, la paroisse comptait soixante familles et deux cents communiant (2).

PAROISSE PRIMITIVE D'ANS.

L'église d'Ans, « *ecclesia integra*, » dédiée à saint Martin, est considérée, à juste titre, comme l'une des églises anciennes du concile de Tongres.

Cette église baptismale, située aux limites du concile de Tongres, quoique n'ayant pas, à proprement parler, d'église filiale, ne dépendait d'aucune église voisine et sa dîme était parfaitement distincte de celle des paroisses adjacentes.

L'ordonnance de l'official de Liège, en date du 31 mai 1401, mentionne l'église d'*Anz* (3).

Le *patronat* de l'église d'Ans (4) ainsi que la collation de la chapelle de Hombroux près d'Alleur, dépendance de l'église d'Ans, appartenaient au chanoine-costre de la collégiale Saint-Pierre à Liège, comme il ressort des visites archidiaconales effectuées le 6 octobre 1628, le 12 octobre 1632, le 28 février et le 7 mars 1638 (5).

Le chapitre de Saint-Pierre possédait les deux tiers

(1) « Habet nec primum nec ultimum sacramentum » (*Registre V*, 21 (1712), fol. 23).

(2) *Ibidem*.

(3) *Bancroix de Tongres*, dans *BSSLL.*, t. XXI, p. 182. Dès 1441, la paroisse d'Ans fit défection aux processions de la Pentecôte.

(4) Ans est écrit *Ans* (*Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 43 (1085). On trouve Anth et Anz au nombre des possessions de Saint-Lambert (bulles du 16 mai 1143 et du 7 septembre 1155) (*Ibidem*, t. I, pp. 67 et 78). On trouve encore *Anz* (*Ibidem*, p. 487) (1245); *Ans* (*Ibidem*, t. II, p. 18) (1252); *Anz* (*Ibidem*, t. II, p. 178) (1267); *Ans* (*Ibidem*, t. II, p. 409) (1287), etc.

(5) « Patronus sanctus Martinus, ad collationem custodis sancti Petri » tri » (cf. PONCELET, *Inventaire analytique des chartes de Saint-Pierre à Liège*, introduction, p. xvi).

des dîmes ; le chapitre de Visé et le curé possédaient chacun la moitié du tiers restant (1).

Trois bénéfices simples avaient été fondés en l'église d'Ans.

La chapelle de Hombroux-sous-Ans (2), dédiée à saint Pierre (3), était à la collation du costre de Saint-Pierre à Liège. Elle n'avait pas de fonts baptismaux (4).

JEAN PAQUAY.

(1) Visite archidiaconale du 7 mars 1638.

(2) « Ecclesia de Hombrouck seu vicaria sub Antia » (même visite).

(3) « Patronus sanctus Petrus, ad collationem custodis sancti Petri. » Domini sancti Petri possident decimas » (même visite).

(4) Visite du 28 février 1638 : « caret primo et ultimo. »





LES PAINS D'ABBAYE AU DIOCÈSE DE LIÈGE (1)

I.

Pendant les trois derniers siècles de l'ancien régime, les princes-évêques de Liège avaient coutume, à l'occasion de leur avènement au siège épiscopal, d'accorder à certaines personnes une place dans un des couvents de leur diocèse. Cette faveur était connue sous le nom de pain d'abbaye; en réalité elle revenait à dispenser ceux qui l'avaient obtenue de la dot réglementaire exigée pour entrer dans les communautés religieuses.

Ce droit des princes-évêques s'étendait également aux béguinages, hôpitaux et autres établissements charitables; c'était alors, comme on disait, la provision d'une « place et pain lay ».

Quoique les documents que nous avons pu étudier ne nous révèlent l'existence de cette coutume que pour les temps modernes, il n'y a cependant pas de doute qu'elle remonte à une époque beaucoup plus ancienne; c'était sur une coutume vraiment immémoriale que

(1) Concernant le même sujet, cf. CLAESSENS, *Promotions aux prélatures abbatiales*, dans *Revue catholique*, t. XLVII (1879), pp. 470-473 et Dom BESSE, *Du droit d'oblat dans les anciens monastères français*, dans *Revue Mabillon*, t. III (1907), pp. 116-133.

les princes-évêques basaient leur droit. D'ailleurs, déjà au XIV^e siècle, nous voyons les évêques de Cambrai en possession du même privilège. En 1367, Pierre Andreae impose un pain d'abbaye aux Sœurs hospitalières d'Anvers, en faveur de la nièce de son secrétaire (1). De même, en 1421, Jean de Thoisy, évêque de Tournai, en raison de son joyeux avènement, accorde un pain d'abbaye chez les religieuses de l'hôpital de Notre-Dame, à Audenarde (2).

Cependant, dans les Pays-Bas espagnols, après l'érection des nouveaux évêchés en 1559, ce droit utile passa des évêques aux souverains.

En France, les rois exercèrent ce même droit au XVII^e siècle et en disposèrent surtout en faveur des officiers et des soldats invalides.

Au diocèse de Liège les empereurs prétendirent l'exercer également, au moins à la fin du XVIII^e siècle. Une lettre datée de Cologne le 21 août 1788 et adressée par le nonce au cardinal-secrétaire d'Etat Boncompagni, nous apprend que les abbés des monastères liégeois s'y opposèrent, sous prétexte que les lettres impériales ne mentionnaient aucun indult pontifical attribuant ce droit aux empereurs et que jamais pareilles lettres n'avaient eu d'effet au diocèse de Liège. Dans l'espèce, il s'agissait d'une collation de prébende laïque pour l'abbaye du Val-des-Ecoliers à Liège. Le nonce, tout en rejetant le premier prétexte invoqué, déclare cependant que l'ancienne coutume, si elle existe, doit être respectée (3).

(1) DIERICKSEN, *Antverpia Christo nascens et renascens*, t. I, p. 392.

(2) FOPPENS, *Diplomatum nova collectio*, t. III, p. 620. L'évêque y dit : « *Cum nobis ratione nostri juris episcopalis Tornacensis et jucundi* » *adventus nostri primaeque nostrae receptionis ad Ecclesiam, Civitatem* » *ac dioecesim nostras, semel in vita nostra competat conferre unum* » *panem et locum unius sororis in singulis Hospitalibus nostrae dioece-* » *sis, aut saltem personam idoneam nominare ad eosdem.* »

(3) Archives vaticanes, *Nonciature de Cologne*, 199 A.

Quelle a été l'origine de ce droit des évêques ? Comme le proclame l'évêque de Tournai en 1421, c'est en raison de son droit épiscopal, *nostri juris episcopalis Tornacensis*, qu'il fait la nomination précitée. Etant donné que la fondation d'un couvent ne pouvait se faire qu'avec l'assentiment de l'évêque du lieu, il est fort probable qu'à cette occasion celui-ci se soit réservé, pour lui et pour ses successeurs, le droit de désigner une fois dans sa vie une personne que la communauté devait accepter sans pouvoir exiger la dot requise. Ce droit se sera étendu insensiblement même aux monastères plus anciens; exercé d'abord par voie de prière ou de conseil, il aura été imposé ensuite en vertu de l'autorité ordinaire. Comme la promotion au trône épiscopal était de sa nature une circonstance toute indiquée pour la distribution des faveurs, les évêques auront précisément alors fait usage de leur pouvoir, et ainsi la provision d'un pain d'abbaye est devenue un droit de joyeux avènement : *jus jucundi adventus*.

Cependant dans le diocèse de Liège ce droit a été considéré, du moins au XVII^e siècle, comme un privilège du prince plutôt que de l'évêque.

Sur une liste des couvents où l'évêque pouvait à l'occasion nommer des religieuses, on avait porté le couvent des Carmélites de Fumay, mais on y joignit la note suivante : « *Sujettes aux Carmes de la province* » *françoise : on les croit en bon etat, mais c'est terre* » *étrangère, ou la nomination de S. A. S. ne seroit* » *peut-être pas respectée, d'autant moins qu'il semble* » *que c'est plustôt un des regaux de la principauté que* » *de l'évêché.* »

De plus, en 1725, Georges-Louis d'Elderen ayant imposé un pain d'abbaye aux Sépulcrines d'Aix-la-Chapelle en faveur d'une nommée Marie-Jenne Hessel, les religieuses refusèrent d'accueillir cette dernière.

Elles donnèrent comme motifs de leur refus, entre autres, que de temps immémorial les couvents d'Aix étaient exempts de ce droit des princes-évêques et qu'elles étaient soumises au prince-évêque uniquement au point de vue spirituel et non pas sous le rapport temporel. Le prince-évêque n'insista pas et envoya sa protégée au couvent des Augustines de Beauregard.

III.

Il semble bien que dans le reste de la Belgique les personnes qui avaient obtenu un pain d'abbaye à charge de quelque communauté religieuse, n'y avaient strictement droit qu'au logement, à l'habillement et à la nourriture d'un frère convers ou d'une sœur converse. Aussi était-il plus simple, tant pour le couvent que pour celui qui devait y être entretenu, d'échanger le pain d'abbaye contre une rente déterminée, payée annuellement ou par trimestre. C'est dans ce sens qu'en 1668 le roi d'Espagne fit connaître au gouverneur général des Pays-Bas que le rachat des pains d'abbaye était taxé à une somme annuelle de 150 florins durant toute la vie de l'oblat.

Il en était de même en France où Louis XIV porta en 1670 de 100 livres à 150 la pension annuelle des oblats. En 1768 cette somme fut fixée par Louis XV à 300 livres. Toutefois un arrêt du Conseil d'Etat du 13 janvier 1769 apporta une modification à cette règle qui avait vivement inquiété les établissements religieux. Les monastères n'ayant pas 1000 livres de revenus paieraient 75 livres ; ceux qui jouissaient d'un revenu de 1000 à 2000 livres étaient taxés à 150 livres. Toutes ces sommes étaient versées en faveur de l'Hôtel des Invalides, où les vieux soldats, possesseurs des pains d'abbaye, étaient hébergés (1).

(1) Dom BESSE, *op. cit.*, p. 127.

Dans le diocèse de Liège cependant, sauf de très rares exceptions (1), la collation d'un pain d'abbaye était suivie d'une véritable entrée en religion. Cela ressort des requêtes adressées au prince-évêque, où les suppliantes expriment leurs aspirations vers l'état religieux. Elles sont : « depuis plusieurs années cons- » tamment en intention et souhait d'entrer en religion » et se consacrer entièrement au Seigneur » ; elles « regardent avec horreur les écueils de cette vie » mortelle, souhaitent ardemment d'entrer en religion » pour y estre dans un sûr abry, etc. » D'autre part, il arrive que les communautés elles-mêmes donnent aux postulantes l'assurance qu'un bon accueil les attend au couvent qu'elles recherchent. Telle la déclaration faite en 1744 par Louise De Thier, abbesse des Bénédictines sur Avroy, Marie-Angeline Franquinet, prieure, et Marie-Catherine de Méan, discrète, en faveur de Marie-Ferdinande-Simone Van den Steen. « Si Son » Altesse Sérénissime trouve bon de nous mettre d'au- » torité une religieuse, nous estant informée des » bonnes mœurs de la suppliante, nous l'admettons » de bon cœur, conformément à la supplique, et nous » la préférons volontier à toute autre. » Telle encore la supplique des chanoinesses régulières de Saint-Augustin du couvent de Sainte-Agnès à Maeseyck, qui s'adressent le 11 avril 1724 au prince-évêque, pour lui recommander une « très vertueuse demoiselle nommé (2) » Isabelle Bar, qui a depui quelques anées qu'elle a » demeuré en cette ville témoigné des grandes inclina- » tions et véritables marques de vocations, pour se

(1) Le 26 juin 1613, Ferdinand de Bavière accorde à Jean le Harquebousier un *pain laïc* chez les Croisiers de Liège. En 1651, Maximilien-Henri de Bavière accorde à Ferdinand Ticquet un pain à l'abbaye de Saint-Trond. Or, à cette époque, il n'y avait plus de frères convers en ce couvent et, d'autre part, aucun religieux de ce nom ne figure parmi les moines de ce temps. Cette provision, si elle a eu de l'effet, a valu sans doute à l'intéressé une pension déterminée.

(2) Nous gardons l'orthographe.

» rendre religieuse, mais voians, en ses pauvres sa-
» sons, que cette maison du Seigneur n'est pas en état
» de la resevoir, puisqu'elle ne ne peut donner ni sous
» ni mailhe et que de lautre côté, son zèle me touche
» le cœur étant un digne sujets qui nous seroit d'au-
» tant plus favorable et utile qu'elle est très bonne or-
» ganiste, laquelle nous avons grand besoin ; je ne scai
» d'autres moians que de venir avec cette pauvre
» sollicitante et toute la communauté nous jeter au
» pied de Votre Clémence suplier en toute humiliter
» que Votre Altaise Sérénissime ne se dédaigne pas de
» lui faire cette grande miséricorde et charité, de lui
» accorder la place en cette maison ; de taille ma-
» nière elle sera chère et bienaimé à toute la commu-
» nauté. »

Nous pouvons conclure de cette demande et de plusieurs autres du même genre que celles qui obtenaient un pain d'abbaye embrassaient de fait l'état religieux et allaient finir leur vie dans le silence du cloître.

IV.

A en juger par les suppliques qui nous sont conservées et par les inscriptions dans les *Registres du grand scel* (1), les concessions de pains d'abbaye furent extrêmement nombreuses. Ernest de Bavière, en 1581, accorda vingt-sept faveurs de ce genre ; Ferdinand de Bavière, en 1613, en distribua soixante-dix ; Maximilien-Henri de Bavière, en 1651, accueillit la demande de soixante-douze personnes. Pour les règnes suivans nous avons retrouvé moins de suppliques (2) ; il est probable cependant que leur nombre a été aussi

(1) Archives du Grand Séminaire, *Registre A* (1581-1602) et *Registre B* (1613-1650).

(2) Pour l'avènement de Jean-Louis d'Elderen (1688), nous n'avons retrouvé que deux suppliques, et deux autres pour l'avènement de Joseph-Clément de Bavière (1694).

considérable que précédemment, car, au siècle suivant, en 1724, Georges-Louis d'Elderen reçoit quarante-sept requêtes; Jean-Théodore de Bavière vingt-neuf en 1744, et Charles d'Oultrement trente en 1764.

Le grand nombre de ces requêtes ne doit pas nous surprendre, car les maisons religieuses étaient très nombreuses dans la principauté de Liège et, sous ce rapport, toutes étaient soumises à la juridiction épiscopale.

Le *Registre du grand scel de 1581* contient la liste suivante des couvents et hôpitaux, dans lesquels le prince-évêque pouvait conférer des pains d'abbaye; cette liste mentionne également les droits de chancellerie à payer par ceux dont la demande était accueillie (1).

Dirbus (2),	10	floreni aurei.
In Sancto Jacobo (3),	18	» »
In Sancto Laurentio (4),	18	» »
In Bellireditu (5),	18	» »
Carthusiani (6),	8	» »
In Sancto Egidio (7),	18	» »
In monasterio Scholarum (8),	18	» »

(1) Ce droit de chancellerie était exigé d'après le tarif indiqué dans cette liste. Le florin d'or était évalué à 50 patards ou 2 1/2 florins. Plus tard, en 1615, il était évalué à 65 patards et en 1651 à 100 patards. Cependant, très souvent, l'on accordait une remise totale ou partielle de ce droit. En règle générale, les places dans les béguinages et les hôpitaux étaient conférées gratuitement. Au XVIII^e siècle, le payement de ce droit est une véritable exception.

(2) Appelé aussi Tirebourse, hôpital annexé au béguinage de Saint-Christophe.

(3) Abbaye bénédictine de Saint-Jacques en l'île de Liège.

(4) Abbaye bénédictine de Saint-Laurent sur le Publémont.

(5) Abbaye des Prémontrés de Beaufort, actuellement le Grand Séminaire.

(6) Les Chartreux au-dessus de Cornillon.

(7) Abbaye de chanoines réguliers de Saint-Augustin à Saint-Gilles lez-Liège.

(8) Prieuré de chanoines réguliers du Val-des-Ecoliers, actuellement la caserne des lanciers.

In valle Sancti Lamberti (1),	18 floreni aurei.
In monasterio Alnensi (2),	18 " "
In conventu bonorum puerorum (3),	8 " "
In conventu sororum de Hasselt (4),	8 " "
In conventu Clarissarum (5),	8 " "
In conventu extra portam S. Leonardi (6),	8 " "
In Roberti monte (7),	18 " "
In conventu vallis Benedicti (8),	18 " "
In conventu vallis S. Lamberti (9),	18 " "
In Bellifageto (10),	18 " "
In Flone (11),	18 " "
In Vivegnis (12),	18 " "

HOSPITALIA

In Corneli monte (13),	18 floreni aurei.
In hospitali Cocquinorum (14),	18 " "
In Cathena (15),	18 " "

(1) Abbaye cistercienne du Val-Saint-Lambert.

(2) Abbaye cistercienne d'Alne, près de la Sambre.

(3) Couvent des Bons-Enfants, près de Saint-Hubert à Liège, occupé alors par des religieuses Sépulcrines.

(4) Couvent des Franciscaines du Tiers-Ordre de Saint-François dans la rue Sœurs-de-Hasque. Elles étaient venues en 1489 du Val-Sainte-Catherine à Hasselt.

(5) Clarisses Urbanistes, établies depuis 1484 dans la paroisse de Saint-Servais. Une deuxième fondation du même ordre eut lieu au milieu du xvii^e siècle, sur la Fontaine. Les Clarisses réformées ne s'établirent à Liège qu'en 1606.

(6) Couvent des Carmélites chaussées, actuellement la Société Saint-Léonard.

(7) Abbaye de religieuses cisterciennes de Robermont.

(8) Abbaye de religieuses cisterciennes de Val-Benoît.

(9) Déjà nommé ci-dessus.

(10) Abbaye de chanoines réguliers de Saint-Augustin à Beaufays.

(11) Abbaye de chanoines réguliers de Saint-Augustin à Flône.

(12) Abbaye de religieuses cisterciennes à Vivegnis.

(13) Hospice au pied du Cornillon.

(14) Hôpital des Coquins dans la paroisse de Saint-Christophe.

(15) Hôpital de Saint-Mathieu à la Chaîne, devenu plus tard le Séminaire.

Conventus Abrahæ (1),	8 floreni aurei.
Conventus Deur (2),	1 » »
In Sancto Christophoro (3),	18 » »
In Sancto Juliano (4),	18 » »
In Sancto Adalberto (5),	18 » »

H U Y

In Sancto Victore (6),	18 floreni aurei.
In pace Dei (7),	18 » »
In monasterio Vallis Nostræ Domi- nae (8),	18 » »
In novo monasterio (9),	18 » »
In conventu Sancti Quilini (10),	18 » »
In conventu Sanctæ Aldegundis (11),	18 » »
In conventu Albarum Dominarum (12),	18 » »

(1) Hôpital Saint-Abraham dans la paroisse de Saint-Jean-Baptiste, ou bien le béguinage de Saint-Abraham dans la paroisse de Saint-Adalbert.

(2) Hôpital ou béguinage d'Heur dans la rue Cheravoie. D'après GOBERT, *Les rues de Liège*, t. I, p. 214, le béguinage d'Heur, près des Dominicains, n'avait été fondé qu'en 1623.

(3) Béguinage de Saint-Christophe.

(4) Béguinage de Saint-Julien dans la paroisse de Saint-Nicolas Outremcuse.

(5) Béguinage de Saint-Adalbert dans la paroisse du même nom.

(6) Prieuré de religieuses bénédictines.

(7) Abbaye de religieuses cisterciennes, appelée la Paix-Dieu, à Jehay-Bodegnée.

(8) Abbaye de religieuses cisterciennes, dite Val-Notre-Dame, sous Antheit.

(9) Abbaye de chanoines réguliers de Saint-Augustin, dite Neufmoustier.

(10) Religieuses pénitentes de Sainte-Marie-Madeleine, qui suivaient la règle de Saint-Augustin, couvent établi à Saint-Quirin.

(11) Chanoinesses régulières de Saint-Augustin.

(12) Couvent des Carmélites chaussées, appelées Dames Blanches.

HOSPITALIA

In domo infirmorum (1),	18 floreni aurei.
In hospitale Motte (2),	18 » »
In magno hospitale (3),	18 » »

S. TRUDEN

In abbatia Trudonensi (4),	18 floreni aurei.
In monasterio Trudonensi (5),	18 » »
In Milen (6),	18 » »
In Steynwart (7),	18 » »
In Sancto Johanne (8),	18 » »
In Orienten (9),	18 » »
In Beecht (10),	18 » »

HASSELT

Herckenroede (11),	18 floreni aurei.
In conventu Sororum de Hasselt (12),	18 » »

(1) Ancienne léproserie, destinée vers 1359 aux célibataires âgés ou incurables, et appelée alors béguinage des Grands-Malades.

(2) Hôpital dit Motte ou Mottet, actuellement l'hospice de Saint-Maur.

(3) Grand hôpital, fondé au ^{xr} siècle.

(4) Abbaye bénédictine.

(5) Probablement le couvent des Sépulcrines, dit de Jérusalem.

(6) Abbaye de religieuses bénédictines à Mielen lez Saint-Trond.

(7) Religieuses du Tiers-Ordre de Saint-François à Stenaert, à Saint-Trond.

(8) Chanoinesses régulières de Saint-Augustin à Saint-Jean, près de Saint-Trond.

(9) Abbaye de religieuses cisterciennes à Orienten-sous-Rummen.

(10) Abbaye de religieuses cisterciennes à Terbeek, près de Saint-Trond.

(11) Abbaye de religieuses cisterciennes de Herckenroede, près de Hasselt.

(12) Religieuses du Tiers-Ordre de Saint-François au Val-Sainte-Catherine, à Hasselt.

TRAJECTUM

In conventu den Maegdendries (1).	18 floreni aurei.
Op den alden hoff (2),	18 » »
In conventu Albarum Dominarum (3),	18 » »
Op den Beyart (4),	18 » »
In Hocht (5),	18 » »

TONGRIS

In conventu Sanctae Agnetis (6),	18 floreni aurei.
----------------------------------	-------------------

MAESEYCK

In conventu dicto het Clooster (7).
In Peer (8).
In Achel (8).
In Bree (8).
In Bilsen (8).
In Hodonche (9).

CINEY

In hospitali,	18 floreni aurei.
---------------	-------------------

(1) Religieuses du Tiers-Ordre de Saint-François au lieu-dit : « op » den Driesch. »

(2) Couvent des religieuses du Tiers-Ordre de Saint-François au lieu-dit : « den Nieuwenhof. » C'est par erreur que le scribe a écrit : « den » alden hoff. »

(3) Religieuses de l'Ordre de Saint-Augustin de la Congrégation de Saint-Victor de Paris, dites Dames Blanches.

(4) Religieuses du Tiers-Ordre de Saint-François, dites aussi « in » 't dal van Josaphat, op den Beyaert. »

(5) Abbaye de religieuses cisterciennes de Hocht, près de Lanaeken.

(6) Communauté religieuse dite de Sainte-Agnès, fondée en 1421, dans la Repenstraat.

(7) Chanoinesses régulières de Saint-Augustin du couvent de Sainte-Agnès.

(8) Religieuses du Tiers-Ordre de Saint-François, établies au xv^e siècle à Achel, Brée, Peer et Bilsen.

(9) Couvent de religieuses de Hoydonck sur la Dommel, dans le concile de Woensel, dépendant de l'abbaye de Rolduc.

HORN

Keyserbos (1), 18 floreni aurei.

DYNANT

In hospitale,	18 floreni aurei.
Clarissae Dionantensis,	18 » »
Abbas Florinensis,	18 » »
Abbas Leffiensis,	18 » »
Abbas Lobbiensis,	18 » »
Hospitale Sancti Trudonis.	

Dans la suite de nouveaux couvents furent fondés et les princes-évêques y exercèrent leur droit comme dans les anciens. Ainsi, aux XVII^e et XVIII^e siècles, nous trouvons des collations de pains d'abbaye dans les monastères suivants :

A Liège, chez les Clarisses réformées, les Ursulines, les Sœurs grises ou tertiaires de Saint-François au faubourg de Hocheporte, les Bénédictines sur Avroy, les Capucines de la rue Hors-Château, les Sépulcrines de Sainte-Walburge, les Célestines en Ile, les Célestines sur Avroy, les Conceptionnistes d'Amercœur, les Carmélites déchaussées au Potay, les Religieuses de Notre-Dame-des-Anges à Sainte-Véronique, les Récollectines du quai Saint-Léonard et les Augustines de Beuregard ;

A Huy, chez les Ursulines, les Récollectines, les Sœurs grises et les Sépulcrines ;

A Verviers, chez les Sépulcrines, les Conceptionnistes et les Récollectines.

En outre, chez les Religieuses hospitalières du Tiers-Ordre, à Fosses, les Sépulcrines de Hasselt, les Ursulines et les Carmélites de Dinant, les Récollectines de Stockheim, les Sœurs grises de Thuin, les Bons-Enfants ou Sépulcrines de Visé, les Carmélites de Ciney, les

(1) Couvent de religieuses Norbertines, fondé vers 1200 par Englebert de Horne et situé près de Neer, au pays de Horne.

Sépulcrines de Saint-Trond, les Carmélites de Rochefort, les Dominicaines de Theux, les Clarisses de Tongres et les Récollectines de Couvin.

Une foule de demandes, surtout au XVIII^e siècle, concernent les béguinages. Il y en a vingt-sept pour la seule ville de Liège.

Ce sont : 1^o le béguinage Saint-Adalbert ; 2^o le béguinage d'Heur ; 3^o le béguinage Machurée ; 4^o le béguinage de la Sainte-Trinité ; 5^o le béguinage Saint-Adalbert ; ces cinq béguinages se trouvaient dans la paroisse de Saint-Adalbert ; 6^o le béguinage de Saint-Martin-en-Ile, derrière le chœur de Saint-Paul ; 7^o un second béguinage appelé Jesus-Maria-Joseph, dans la même paroisse, rue de la Sirène ; 8^o le béguinage de Saint-Ambroise, dans la rue de l'Etuve, paroisse de Sainte-Aldegonde ; 9^o le petit béguinage de Sainte-Aldegonde, dans la rue de la maison pastorale ; 10^o le béguinage Sainte-Agnès, dit des Verts-Bonnets, dans la rue des Croisiers ; 11^o le béguinage de Saint-Etienne ; 12^o le béguinage de Sainte-Catherine ; 13^o le béguinage de Sainte-Madeleine ; 14^o le béguinage de Saint-André ; 15^o le petit béguinage de Saint-Jean-Baptiste, dit Cheval baye (1) ; 16^o le béguinage du Venta, dans la paroisse de Saint-Thomas ; 17^o le béguinage du Saint-Esprit, dans la rue des Ursulines ; 18^o le béguinage d'Heur, près des Ursulines, paroisse de Saint-Jean-Baptiste (2) ; 19^o le béguinage Saint-Antoine, dans la paroisse de Saint-Servais ; 20^o le béguinage de Sainte-Barbe, dans

(1) La collation du béguinage du Cheval baye appartenait aux maîtres et administrateurs de l'hôpital Saint-Abraham. Le 18 août 1724 ceux-ci agréèrent la collation d'une place faite par le prince-évêque en faveur de Marie-Elisabeth Pauli et promettent de la recevoir dès qu'une place sera vacante. Celle-ci s'engage à y résider personnellement sans tenir chez elle aucune personne, à entretenir à ses frais la dite maison et à nettoyer de temps en temps avec les autres béguines l'église de Saint-Jean-Baptiste.

(2) D'après GOBERT (*Les rues de Liège*, t. I, p. 258) ce béguinage d'Heur se trouvait dans la rue Cheravoie.

la même paroisse; 21° le béguinage près de Sainte-Claire; 22° le béguinage de Saint-Hubert; 23° le béguinage de Sainte-Elisabeth dit Mostarde, dans la paroisse de Saint-Séverin, près de la maison pastorale; 24° le béguinage de Saint-Jacques, dans la paroisse de Saint-Martin-en-Mont; 25° le petit béguinage de la même paroisse; 26° le béguinage de Saint-Christophe; 27° le béguinage de Saint-Ambroise dit Molino, dans la rue du Vert-Bois; 28° le béguinage de Saint-Pholien et 29° le béguinage de Saint-Julien, dans la paroisse de Saint-Nicolas, Outremeuse (1).

En dehors de la ville de Liège, des places sont accordées dans les béguinages de Notre-Dame de Saint-Mengould, de Solihos sur les foulons, et de l'hôpital Sur-Meuse à Huy (2), de Sainte-Agnès à Saint-Trond, de Sainte-Agnès à Tongres, de Grathem à Looz et dans le petit béguinage de Momalle.

En outre, les malades incurables demandaient à être admis dans les hôpitaux de Liège — celui de Saint-Abraham dans la paroisse de Saint-Jean-Baptiste, des Coquins à Saint-Christophe et les deux hôpitaux pour hommes et femmes à Cornillon, — de Huy, — le grand hôpital, celui des Grands-Malades et celui appelé Motte — de Dinant, Tongres et Ciney.

Il est à remarquer que les collations de pains d'abbaye sont beaucoup plus nombreuses pour les couvents de femmes que pour les couvents d'hommes. D'abord

(1) A certaines collations de places dans les béguinages se trouve jointe la mise en possession. Telle cette déclaration de A. Michel, notaire juré et greffier sermenté de l'église paroissiale de Saint-Martin, certifiant que « le 23 février 1748, à trois heures et demi sonnées de l'après-midi, il a introduit la dit Anne-Jeanne Lejeune dans la possession du » béguinage du dit Saint-Martin et principalement dans la place ou » chambre par terre ayante vue sur la cour, tant par la tradition des » cleffs que par l'entrée de la dite place ou chambre que par l'attouchement de la eserneliere. »

(2) D'après le *Sacrarium Huense* du P. Ambroise, il y avait en 1659 neuf béguinages à Huy (DARIS, *Notices*, t. VIII, p. 178).

il n'y a jamais de collation pour une maison des ordres mendiants : Frères-Mineurs, Capucins, Dominicains, Carmes et Jésuites. Ensuite, même pour les autres ordres, les collations sont rares. Pour les Bénédictins il y a, en 1651, une collation à Saint-Jacques, à Saint-Laurent et à Saint-Trond; chez les Chartreux de Liège, trois collations en 1581, 1613 et 1651; chez les Prémontrés de Beaurepart, une en 1581; chez les Croisiers de Liège, une en 1613, et de Huy, une en 1651; chez les Cisterciens du Val-Saint-Lambert, une en 1651.

Pour les chanoines réguliers de Saint-Augustin, il y a plus de demandes : trois pour Flône en 1581, 1613 et 1651; deux pour Saint-Gilles à Liège, en 1651 et 1681; deux pour le Val-des-Ecoliers à Liège en 1588 et 1651; trois pour Beaufays, en 1581, 1725 et 1744, et deux pour Neufmoustier en 1615 et 1651.

Du reste, sauf dans ces derniers couvents, la collation d'un pain d'abbaye dans une communauté d'hommes se borne à une prébende laïque, qui généralement est fournie sous forme de rente viagère.

Aussi, sur plus de deux cents collations que nous avons retrouvées, il y en a à peine vingt pour des couvents d'hommes. L'explication de ce fait est fort aisée. En effet, les couvents de femmes étaient beaucoup plus nombreux que les monastères d'hommes. Ensuite les évêques semblent avoir eu principalement en vue, non d'octroyer une faveur quelconque comme celle d'une rente viagère, mais plutôt de faciliter l'entrée dans la vie religieuse. Dès lors, le sexe féminin devait fournir le plus de demandes, d'autant plus que les conditions d'admission dans les monastères d'hommes, même pour les frères convers, étaient généralement plus rigoureuses.

V.

Les suppliques qui tendent à obtenir un pain d'abbaye sont curieuses à plus d'un titre.

Elles nous montrent d'abord comment certaines places étaient l'objet de demandes fort nombreuses. En 1744, vingt-deux femmes désirent être admises à l'hospice de Cornillon; neuf hommes, parmi lesquels un prêtre, vicaire à Saint-Nicolas, formulent la même requête.

Les suppliques nous font connaître aussi la situation sociale des postulants. Très souvent ce sont de vieilles servantes devenues invalides qui cherchent dans tel ou tel béguinage un asile pour leurs vieux jours (1), ou bien des jeunes personnes, peu fortunées, enfants de familles nombreuses, qui demandent à entrer sans dot dans l'une ou l'autre communauté religieuse.

Presque toutes les suppliques sont accompagnées de recommandations émanant de différents personnages. Souvent le curé de la paroisse intervient et expose en détail la situation morale et sociale de sa protégée.

Voici, comme exemple, une attestation de N. Gérardi, archiprêtre et curé de Notre-Dame-aux-Fonts, en faveur de sa paroissienne Jenne-Françoise Walthery :

Je sousigné archiprêtre et curé de Notre Dame aux Fonts, certifie, et atteste, comme chose véritable et de ma connoissance : que le sieur Walthery, mon parroissien chargé de cinq enfants, n'a point du vaillant a pouvoir fournir (sans ruiner le reste de sa famille) a la dote de sa fille Jenne Françoise, qui cependant depuis qu'elle a l'usage de raison a temoigné et temoigne encore a present une grande inclination pour la Religion, a la quelle, autant qu'on en peut juger, elle a toutes les dispositions requises. En outre j'atteste que le dit Walthery et sa famille, sont bons chrétiens, gens d'une piété et d'une modestie capable d'édifier tous ceux qui

(1) On y trouve en 1744 la cuisinière de l'hôpital de Bavière, la cuisinière du prévôt de Lanaye, la servante du comte d'Oultremont de Warfusée, et en 1764 une ancienne cuisinière des parents du prince-évêque, Marie Lamotte, qui se trouve « perclue d'un bras, d'un œuil et le reste du » corps très caducque, ce qui la rend incapable de gagner sa pauvre vie » et la réduit dans une extrême misère. »

en ont connoissance, ils ont une boutique d'étoffe en grande partie sur credit, chargés d'ailleurs d'un gros prix de maison ; ils y ont meme eu le malheur d'être plusieurs fois vollés. En foy de quoy je luy ay donné le présent certificat y ayant apposé le cachet ordinaire de Notre Eglise, ce 30^{me} de septembre 1727.

NIC. GERARDI,

Archiprêtre et curé de Notre Dame aux Fonts,
à Liège.

La suivante, qui émane du desservant de Saint-Adalbert, est un modèle du genre ; il était difficile d'être plus élogieux :

Moi sousigné déserviteur de la paroisse de S. Adalbert ateste et certifie que Catherine Quiriny ma paroissienne agée de vingt deux ans et depuis six ans sous ma direction, a toujours été d'une grande assiduité aux offices de la paroisse, d'une régularité de vie et de bonnes mœurs très exemplaires, d'un attachement singulier à tous les devoirs d'une vraie chrétienne, d'une chasteté solide et inébranlable, d'une mortification si amère et en même tems si fervente, qu'il m'a été bien difficile de la lui faire modérer ; d'une modestie très édifiante dans ses paroles, dans ses actions, dans toutes ses démarches ce qui est une caution bien marquée d'une parfaite vertu. Tant de bonnes qualités réunies ont pour base une humilité profonde. Née pour l'état religieux, elle s'est présentée à plusieurs couvents qui ne l'ont refusée que par la seule et fatale considération de la modicité de son patrimoine : Dieu l'appelle à la Religion, mais sa pauvreté l'a jusqu'ici empêché de pouvoir suivre la voix de ce bon pasteur. La charité toujours bienfaisante de son Altesse Serenissime peut facilement lui prêter des ailes pour voler dans la maison du Seigneur ou elle auroit lieu d'adresser au Tout-puissant par devoir et par une juste reconnoissance, ses plus ardentés prières pour la conservation d'un si digne et d'un si grand Prince, aussi bien que de sa très-ancienne et toujours auguste maison. Le sousigné joint ses vœux respectueux à ceux de la supliante et prend l'humble liberté d'assurer que tout ceci est la pure et simple vérité. Donné dans la maison pastorale de S. Adalbert, ce 12^e de février 1747.

A. MASSON,

Déserviteur de la susdite paroisse.

Enfin une troisième mérite d'être citée comme représentant bien ce genre de littérature dont le XVIII^e siècle avait la spécialité ; elle est écrite par le gardien

des Frères-Mineurs de Huy, Charles Lalame, et adressée à un chanoine de Saint-Lambert, afin qu'une supplique en faveur de la nièce du religieux reçût bon accueil auprès du prince-évêque.

MONSIEUR,

Les importuns vous accablent, les fâcheux vous persecutent, que vous estes à plaindre ! Serai-je de ce nombre ? Oui, Monsieur, je me trouve obligé de me placer sans honte au milieu de tous les ennemis de vôtre repos, et j'y tiens sûrement un rang assés marqué ; pardonnés moi, si je n'ai pas plus de discrétion que tous vos autres tirans, contre lesquels je me dechainerois volontiers. Quoi faire et où aller ? vous estes le refuge des malheureux supplians, comment aller au Prince, si votre main charitable ne nous y conduit ? Conduisés y donc cette humble supplique, Monsieur le chanoine, je vous en conjure pour l'amour de Dieu ; le cas dont vous estes instruis par le R. Pere Frenay exige cet important service de vôtre misericordieuse bonté. Je vous regarderai toute ma vie cômme le véritable bienfaiteur de ma pauvre nièce, qui sera obligée de prier Dieu pour vôtre conservation, et moi je ne cesserai de faire des vœux au Ciel pour la même fin ; je ferai plus : si j'ai grossis la foule des fâcheux, je prierai Dieu qu'il veuille en diminuer le nombre et éloigner de vous tout papier importun. Si je pouvais vous offrir autre chose ce me seroit une espèce de fortune d'en faire ici parade. Faites grace, s'il vous plait, à mon insuffisance, et croiés moi avec les sentimens les plus parfaits et les plus profonds respects,

Monsieur

Votre très humble et très obéissant serviteur,

Frère CHARLES LALAME, gard.

Hui, ce 3 mai 1745.

VI.

La collation d'un pain d'abbaye revenait ainsi à exempter de la dot les personnes pauvres qui voulaient embrasser l'état religieux. Pour les monastères anciens, qui jouissaient d'une situation économique florissante, l'inconvénient n'était pas considérable. Mais il en était autrement pour les couvents de fondation plus récente, qui n'avaient jamais reçu une dotation suffisante ou

qui avaient subi des revers de fortune ; ceux-là n'envisaient qu'avec une certaine appréhension l'avènement d'un nouveau prince qui pouvait leur amener des recrues qu'ils ne demandaient guère.

Dans ces conditions ils adressent d'ordinaire au prince-évêque une supplique qui expose la situation financière peu avantageuse, afin d'obtenir que pour cette fois-ci il ne fasse pas usage de son droit.

Ainsi, en 1724, les Sépulcrines de Visé font remarquer au prince-évêque :

1. Qu'il y a encore presentement parmy elles une religieuse, qui a été placée par feu S. A. S. d'Elderen, feu S. A. S. E. de Cologne les ayant exemptées tant pour cette raison que pour celles qui suivent.

2. Que leur registre ne porte qu'environ trois milles florins du brabant de rente bonnes et mauvaises, ayant avec cela environ douze bonniers de terre et prairies, qui ne leur rapportent jamais la moitié de leurs grains année par année.

3. Qu'elles sont en nombre de vingt-huit avec les converses.

4. Que neanmoins elles observent parfaite communauté autant que faire se peut, c'est a dire que l'on fournit tout le nécessaire aux sœurs, et aux malades meme leurs drogues et remedes, quand elles n'ont point de rente de douceur capables de servir a tous les besoins de leur maladie.

5. Que les entretenances de la maison particulièrement des toits sont fort frayeuses.

6. Qu'elles souloient tenir des filles en pension pour en recevoir un peu d'utile pour aider au nécessaire, et qu'elles ont du renvoyer a raison des impôts qu'on exigeoit sur la bière, et qu'elles ont du payer en partie.

7. De sorte que ne fut la Divine Providence et l'économie, elles ne sauroient jamais subsister en nombre comme elles sont, et avec tous les accidens.

En 1744, les Récollectines sur le quai Saint-Léonard font valoir auprès de Jean-Théodore de Bavière que son oncle Joseph-Clément avait en 1695 posé la première pierre de leur couvent ; les religieuses du Tiers-Ordre de Saint-François à Bilsen ont souffert

« d'un embrasement total » ; les Sépulcrines de Maes-tricht ont dû rebâtir le couvent et l'église, détruits par trois incendies consécutifs. L'abbesse des Bénédictines de Mielen lez Saint-Trond, allègue son exemption vis-à-vis de l'autorité diocésaine ; en même temps elle juge utile de faire ressortir que sa communauté eu tant à souffrir des guerres incessantes que, au lieu de trente religieuses, onze seulement peuvent y trouver leur subsistance.

Ces demandes reçurent bon accueil. Cependant, afin que, le cas échéant, le prince pût se prononcer en connaissance de cause, l'on dressa en 1744 le tableau suivant concernant les couvents éloignés du centre de la principauté :

Ursulines de Stavelot ; c'est une maison naissante commencée depuis environ trente ans et qui est encore fort pauvre.

Sépulchrines de Mariembourg, terre de France ; cette maison a été ruinée par la Banque de Missisipi.

Religieuses du Tiers Ordre de S. François, à Achel en Campine ; leur couvent est passablement bien fondé.

Brigittins et Brigittines de Kaldenkirchen, païs de Juliers ; c'est un double monastère qui a de la peine à subsister.

Brigittines établies à Uden ; depuis qu'elles ont été chassées de la mairie de Boisleduc, elles ne sont pas fondées.

Couvent de Haren, au comté de Ravensteyn ; Tiers Ordre de S. François passablement bien fondé.

Couvent dit de Terrivieren, proche la ville de Brée ; religieuses du Tiers Ordre de S. François, assés bien fondées.

Dames de Sinnick, au païs de Limbourg ; ce monastere est sous la direction de celui de Rolduc, elles ne sont pas riches.

Couvents de Nuenhem et de Soetenberg ; respectivement chanoi-nesses regulieres de S. Augustin et du Tiers Ordre de S. François, etablis depuis une dizaine d'années dans le comté de Horne, aians etés chassées de la mairie de Boisleduc, ces deux maisons sont pauvres.

Couvent de S^e Agnes à Maseyck ; religieuses du Tiers Ordre de S. François, elles sont assés bien fondée.

Tierçaires de S. François ; cloître de Notre Dame dans la même ville, leur temporel est fort mince.

Les Capucines y sont pareillement fort pauvres.

Le Beyart, à Maestrecht; est un couvent de filles dont le prevot de S. Servais s'est attribué la superiorité, il a la reputation d'être bien fondé.

Les Tierçaires de la ville de Per; pretenduement sujettes au general des Croisiers, sont, à ce que l'ont croit, assés bien fondées.

Carmelites de Fumay; sujettes aux Carmes de la province françoise, on les croit en bon état, mais c'est terre étrangere, ou la nomination de S. A. S. ne seroit peut-être pas respectée dautant moins qu'il semble que c'est plus tôt un des regaux de la principauté que de l'évêché.

VII.

Si, en règle générale, ces suppliques furent favorablement accueillies et si le prince-évêque montrait une bienveillance égale aux personnes qui demandaient ses faveurs et aux monastères qui sollicitaient l'exemption, ce serait cependant une erreur de croire que jamais il n'y eut la moindre opposition aux décisions intervenues.

Cette opposition pouvait venir des communautés religieuses elles-mêmes. Généralement celles-ci se gardaient bien d'attaquer directement le droit du prince-évêque.

Mais s'exécutant de mauvaise grâce, elles accueillaient plutôt froidement les nouvelles recrues. Parfois même — et qui sait si elles n'avaient pas raison — elles formulèrent des réclamations au sujet de la personne favorisée et trouvèrent que celle-ci n'avait pas les qualités requises pour embrasser l'état religieux.

Quand il s'agissait de la collation d'une place dans un hôpital ou béguinage, comme les conditions d'admission étaient de bien loin moins rigoureuses, il était généralement difficile d'y refuser les personnes à qui l'évêque venait d'accorder une prébende. Cependant, en 1724, les maîtres de l'hôpital de Saint-Julien Outremeuse firent une opposition en règle et plaidèrent franchement leur exemption vis-à-vis de l'autorité épiscopale. Ils prétendirent que le pape Paul III, par bulle

du 30 août 1543, leur avait confié la pleine administration du dit hôpital et que d'ailleurs les béguines qui y vivaient ne jouissaient d'aucune exemption ecclésiastique et n'étaient pas censées former une communauté religieuse. En 1715, ils avaient porté le nombre des béguines de sept à onze, lesquelles devaient être natives de la paroisse Saint-Nicolas ou y avoir résidé au moins quinze ou vingt ans.

De plus ajoutèrent-ils « comme nous appréhendons » que l'habillement leur ordonné par l'article 41 du » règlement ne nous attire quelque difficulté avec » la synode, laquelle peut estre cy-après à prétexte » d'iceluy voudroit s'ingérer dans l'hôpital,... nous » avons ordonné que les béguines qui ont été eslues » depuis nostre règlement dernier et qui le seront » cy-après au lieu d'estre habillées comme les béguines » de Saint-Christophe deveront estre vestues en habit » de Cueselle, scavoir un bonnet noir d'étoffe sur la » teste avec une pointe au front, d'une juppe noire et » camisolle noire sans robe de chambre, soye ni den- » telle, d'un petit golez ou gorgerette ou mouchoir » blanc sur les épaules toute courte et en faille » d'estoffe et point de soye ; bien entendu que quand » elles voudront sortir sans faille pour la campagne » elles pourront avoir un petit voile de creppe ou soye » et pas autrement. »

Ces précautions toutefois leur furent inutiles. Le 3 août 1724, Georges-Louis d'Elderen conféra une place dans leur béguinage à Françoise Grégoire. La cause fut portée en cour romaine et le droit des évêques, que du reste ceux-ci avaient déjà exercé en 1581 et en 1613, fut définitivement reconnu.

Une autre opposition pouvait venir de la part des personnes qui avaient été frustrées dans leur demande. Cependant comme généralement celles-ci appartenaient à la classe nécessiteuse, leur influence n'était pas grande et leurs réclamations ne s'élevaient

guère au-dessus du ton de la supplique. Il y eut cependant une exception à la fin de l'ancien régime.

A l'avènement du prince de Hoensbroeck en 1784, le bourgmestre de la cité Jacques-Joseph Fabry demanda pour l'une de ses filles une prébende de joyeuse entrée à Cornillon (1). Or cette requête fut rejetée. Dès lors Fabry contesta les droits du prince à cette nomination, sous prétexte que les prébendes de Cornillon ne tombaient point sous le privilège des évêques. Son mécontentement ne fit que grandir dans la suite, alimenté d'ailleurs par les doctrines en vogue à cette époque. Et Fabry devint un des chefs de la révolution liégeoise (2).

G. SIMENON.

(1) Il s'agissait d'une prébende de « sœur haitie » ; on désignait ainsi, dans les suppliques, les religieuses de Saint-Augustin qui soignaient les malades.

(2) Cf. DE BORMAN, *Les échevins de la souveraine justice de Liège*, t. II, p. 480 et DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège (1724-1852)*, t. II, p. 28.





ERRATA ET ADDENDA

- Page 35, ligne 35, au lieu de : *comté*, lisez : *comte*.
- Page 43, ligne 24, au lieu de : *Kerniel-Rullingén*, lisez : *Kerniel-Rullecoven*.
- Page 43, ligne 29, *Hasselt*, filiales, lisez : *Curange*, chapelle Stockroye, Kermp, chapelle Spalbeek.
- Page 43, ligne 29, Alken, filiale Ulbeek, ajoutez : Herck-Saint-Lambert.
- Page 44, dans ce tableau nous assignons aux églises de Mettecoven et Gutscoven une place purement provisoire. Il est très difficile de ranger avec certitude dans une paroisse primitive les églises de Wellen-Herten, Mettecoven et Gutscoven. Dans notre étude, nous les avons placées à la suite des filiales de Looz comme paroisses indéterminées.
- Page 45, ligne 13, au lieu de : *du bancroix*, lisez : *des bancroix*.
- Page 45, en note, au lieu de : *p. 128*, lisez : *t. XXI, p. 128*.
- Page 46, en note, au lieu de : *cf. requête*, lisez : *cf. Registre*, n° 297.
- Page 47, en note, ligne 7, ajoutez : *Chartrier manuscrit de Notre-Dame à Tongres*, t. II, fol. 305-306.
- Page 53, ligne 19, supprimez : de la célébration des mariages.
- Page 73, l'église de Coninxheim avait rang de quarte-chapelle et était unie ou incorporée au chapitre de Tongres (cf. p. 54 en note ; *Registre* n° 3, aux archives de Notre-Dame à Tongres, fol. 44). Toutefois le rectorat de Coninxheim étant à la collation du prévôt (*Registre* D, 1, aux archives de l'évêché à Liège, fol. 352, 449), tandis que les vicairies des quarte-chapelles étaient à la collation du pléban, il y a une distinction à établir entre l'église de Coninxheim et les autres quarte-chapelles.
- Page 74, note 2 : L'église de Coninxheim n'avait pas de fonts baptismaux, car etc.
- Page 78, ligne 18, supprimez : *ni bénir les mariages*.
- Page 79, lignes 20-25, supprimez depuis : *Il fut permis* jusque 1622.
- Page 83, ligne 13, supprimez : *depuis le XVIII^e siècle*.
- Page 86, ligne 29, supprimez : *au XVIII^e siècle*.

Pages 78, 79, 80, 81, 83, 84, 86. Les quarte-chapelles de Rixingen, Hennis, Pirange, Widoye, Neerrepén, Offelken et Mulken n'ayant *nec primum nec ultimum* (sacramentum), les recteurs n'administraient ni le baptême ni l'extrême-onction, mais ils étaient autorisés à bénir les mariages et à célébrer les funérailles. Les dates indiquées s'entendent des plus anciennes inhumations connues ou des plus anciens actes de mariage ou de décès qui aient été conservés, sans préjuger de l'époque de l'introduction de ces droits. Celle-ci est de beaucoup antérieure et semble remonter à l'origine même de ces chapelles.

Pages 90, ligne 31 et 92, ligne 8, lisez : *sur l'emplacement*.

Page 96, 4^e ligne, au lieu de : *avait donné*, lisez : *avait donnés*.

Page 99, en note, ligne 5, au lieu de : *François*, lisez : *François-Charles*.

Page 103, au lieu de : *contre cette décision*, lisez : *de cette décision*.

Page 109, ligne 17, au lieu de : *d'Heur*, lisez : *de Heur*.

Page 111, en note, ligne 20, au lieu de : *en cuivre*, lisez : *en argent*.

Page 112, au lieu de : *cour féodale comtale*, lisez : *féodale*.

Page 122, en note : « Ces fonts furent cédés en février 1910 à un antiquaire au prix de 10 francs (!). Ils viennent d'être acquis par l'administration des musées royaux du Cinquantenaire à Bruxelles. »

Page 123, ligne 13, ajoutez : Par bref du 12 mars 1257, le pape Alexandre IV confirma à la Grande-Commanderie des Vieux-Joncs, le *patronat* de l'église de Repen (Overrepén) qu'elle devait à la générosité d'Arnold, comte de Loos (J.-H. HANNES, *Codex diplomaticus ordinis sanctae Mariae Teutonicorum*, t. II, p. 117; cf. DARIS, *Notices*, t. XII, p. 8).

Page 156, ligne 4, au lieu de : *antérieure*, lisez : *bien antérieure*.

Page 174, ligne 11, au lieu de : *Guygoven*, lisez : *Guygoven*.

Page 186, en note, ligne 5, au lieu de : *sancte Amoris*, lisez : *sancti Amoris*.

Page 188, ligne 7, au lieu de : *le titulaire de l'église*, lisez : *le titulaire de la cure*.

Page 194, ligne 5, au lieu de : *Waltwilder*, lisez : *Waltwilder*.

Page 201, ligne 5, au lieu de : *patronage*, lisez : *patronat*.

Page 243, ligne 3, au lieu de : *abbaye*, lisez : *abbé*.

Page 283. L'église d'Otrange fut consacrée, le 29 juillet 1049, par Théoduin (1048-1075) : « IIII kalendas augusti ... dedicata est hec » ecclesia a Ditewino episcopo in honorem sanctorum apostolorum Petri, Pauli ... Lamberti, Gerunti, Donati, Damasi, Gertrudis » (Cf. DARIS, *Notices*, t. IV, p. 219; NAVEAU, *Une excursion aux environs de Tongres*, dans *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. XIX (1901), p. 160).

Page 311, ligne 32, au lieu de : *Georges-Louis d'Elderén*, lisez : *de Berghes*.

TABLE ALPHABÉTIQUE

- | | |
|---|---|
| <p><i>Adélard</i> II, abbé de Saint-Trond, 276.</p> <p><i>Adolphe</i>, roi des Romains, 103.</p> <p><i>Adrien</i> IV, pape, 82, 96, 111, 227.</p> <p><i>Aelst</i>, 31.</p> <p><i>Aerts</i>, curé, 105.</p> <p><i>Aix-la-Chapelle</i>, 1, 18, 33.</p> <p><i>Albane</i>, Pierre d', 145.</p> <p><i>Albéron</i> II, évêque de Liège, 30, 31, 107.</p> <p><i>Aldegonde</i>, sainte, 227.</p> <p><i>Aldor</i>, 62, 294.</p> <p><i>Alexandre</i>, évêque de Liège, 82.
— III, pape, 258. — IV, pape, 251.</p> <p><i>Alken</i>, 227-232.</p> <p><i>Alleur</i>, 44.</p> <p><i>Altena</i>, Thierry d', 166, 170, 171, 197, 233, 244, 245.</p> <p><i>Althoesselt</i>, 43.</p> <p><i>Amiens</i>, 71.</p> <p><i>Andage</i>, 29.</p> <p><i>Andreae</i>, Pierre, 310.</p> <p><i>Ans</i>, 44, 306-307.</p> <p><i>Ansegise</i>, 19, 21.</p> <p><i>Are</i>, Mathide d', 193.</p> <p><i>Arles</i>, Le concile d', 15.</p> | <p><i>Arlon</i>, 4.</p> <p><i>Arnoul</i>, comte de Looz, 254. — IV, comte de Looz, 95, 96, 229, 242, 262. — V, comte de Looz, 95, 229.</p> <p><i>Arschot</i>, Arnold d', 82.</p> <p><i>Asch</i>, 43, 201.</p> <p><i>Audenarde</i>, 310.</p> <p><i>Aunaire</i>, évêque d'Auxerre, 5.</p> <p><i>Autre-Eglise</i>, 30.</p> <p><i>Auxerre</i>, 5.</p> <p><i>Averbode</i>, 82, 83, 166, 206, 220, 238, 272.</p> <p><i>Baest</i>, Jourdan de, 67.</p> <p><i>Balderic</i>, évêque de Liège, 40.</p> <p><i>Bar</i>, Isabelle, 313.</p> <p><i>Basheers</i>, 269.</p> <p><i>Bastogne</i>, 29, 30.
— Godefroid de, 143.</p> <p><i>Batsheers</i>, 44.</p> <p><i>Bavière</i>, Ernest de, 218. — Ferdinand de, 313. — Henri de, 313. — Jean-Théodore de, 315, 327. — Joseph-Clément de, 79, 327.</p> <p><i>Beaufort</i>, Walter de, 230.</p> <p><i>Beeck</i>, Jean van der, 47.</p> |
|---|---|

- Benoît XII*, pape, 177.
Berg, 23, 42, 47, 48, 50, 54, 58-64, 75, 76.
Bergilers, 31, 44.
Berlingen, 43.
Bernissem, 71.
Betten, Léonard, 264.
Beukebilsen, 43, 188.
Beverst, 43.
Bilsen, 43, 181-207.
Blekkom, 71.
Boelen, curé, 103.
Bommershoven, 43, 81.
Boniface IX, pape, 126.
Boorsheim, 71.
Borcette, 72, 109, 134, 140, 292.
Borgheers, 44.
Borghéle, Wenemar de, 66.
Bormans, Laurent, 69.
Boson, archidiacre de Liège, 30.
Boten, Jean, 47, 141.
Boulogne, Ide de, 123.
Brabant, L'archidiaconé de, 28.
Brouckom, 41, 71.
Bruges, 6.
Brunengeruz, Le comté de, 39.
Brunshorn, Aleide de, 202.
Buren, Conrard de, 66.

Cambrai, 310.
Capgea, Jean, 99, 104.
Capocci, Pierre, légat du pape, 230.
Carreto, Perceval de, 206, 218.
Cathenges, Albert de, 66.
Célestin III, pape, 280.
Ceulemans, Lambert, 47.
Charlemagne, 21, 32, 36.
Charles-le-Chauve, 26.
Charles-le-Gros, 36, 37.
Chauvency, Gauthier de, 260, 299.
Childebert, 3.
Chiney, Cunégonde de, 185.

Clément III, pape, 280. — VII, pape, 46. — VIII, pape, 241.
Clotaire III, 144.
Clovis II, 144.
Colmon, 124.
Cologne, 4, 40.
Condé, Jean de, 99.
Coninxheim, 23, 42, 47, 48, 49, 52, 54, 58, 61, 71, 76, 88.
Cope, Henri, 178.
Copis, Renier, 127.
Corbie, 40, 81, 144.
Cordolus, Albert, 66.
Corten, Guillaume, 192.
Cortessem, 43, 148.
— Godefroid de, 222. — Raes de, 225.
Cothem, 71.
Crisnée, 44.
Croels, 103.
Cuttehoven, 43.
Cuyck, Jean de, 103.

Dagobert, 161.
Dally, N., 57.
Davels, Guillaume, 126.
Desseneer, 173.
Diepenbeek, 220-227.
— Conon de, 220. — Gérard de, 220. — Jacques de, 222, 225, 226. — Justin de, 223. — Lambert de, 220. — Louis de, 221.
Diest, Arnold de, 82.
Dinant, 320.
Donat, 133.
Donck, 14.
Dormael, 65.
Drausius, évêque de Soissons, 6.
Driesen, André, 103.
Droeten, Hubert, 104.

Eberbach, Le couvent d', 125.
Edmond, évêque, 52.

- Eelen*, 145.
Elderen, 54, 64, 88.
 — Georges-Louis d', 311, 315, 330. — Godenoul d', 131. — Jean-Louis d', 129.
Ellicum, 71.
Elslo, Arnould d', 290, 291, 293.
Emael, 14, 65.
Engelmanshoven, 31, 44.
Enghien, Jean d', 95.
Eppes, Jean d', 60, 271.
Eracle, 40, 113, 156.
Ermengarde, La comtesse, 111.
Erpekorn, 71.
Etienne, saint, 6.
Eyckbilsen, 188.
Eygenbilsen, 44.
Eyll, Allard-Laurent de, 204. — Laurent-Guillaume de, 204.
Eynatten, Arnold d', 173.
Eyneberghe, Thierry d', 123.

Ferrières, André de, 98.
Fiſe-le-Marsal, 40, 44, 108, 279-284.
Flandre, Jean de, 226.
Fleurus, 29.
Florennes, L'abbaye de, 40, 301.
Folcuin, 28.
Fologne, 44.
Fosses, L'abbaye de, 28.
Fraisne, Jean de, 303.
Franckenberg, Jeanne de, 143.
Franquinet, Marie-Angeline, 313.
Frédéric, 69. — 1^{er}, 96. — IV, 72.
Frédéric Barberousse, 220, 240.
Freeren, 23, 40, 43, 89, 106.
Fumay, 311.

Gautier, 115.
Gavre, Conrard de, 46.
Geest-Saint-Remy, 30.
Gelinden, 31, 40, 44, 105.

Gelinden, Arnoul de, 262.
Gellick, 44.
Genck, 3, 43, 201.
Genoels-Elderen, 43, 62, 125, 129.
Georges, saint, 6, 296.
Gérard, comte de Looz, 235.
Gertrude, sainte, 77, 80.
Gingelom, 71.
Giselbert, 121.
Glons, 259, 297.
Godefroid de Bouillon, 200.
Godefroid le Barbu, 200.
Godefroid le Bossu, 200.
Godescalc, 29.
Goors, Mathieu, 187.
Gorsleeuw, 178.
Gorssum, Thierry de, 258.
Gothem, 70.
Graethem, 71, 120, 241, 242, 322.
Graide, 29, 30.
Grand-Axhe, 30.
Grand-Jamine, 40, 44.
Grandlooſ, 43, 239.
Grandville, 44.
Grégoire IX, 60, 96, 213, 292.
Groote-Spauwen, 126.
Gueldre, Henri de, 50, 96, 99, 100, 124, 213, 215, 223, 224, 250.
Gutscoven, 44, 255.
Guygoven, 43.

Haeren, 81, 144.
Hallembaye, 185.
Hamal, 43, 65, 143.
 — Daniel de, 293. — Eustache de, 126, 294. — Guillaume de, 62, 63, 221, 222, 293. — Henri de, 293.
Hamersins, Mathieu, 217.
Hardelingen, 60, 93.
Haren, 39, 43.
Haslare, Guillaume de, 60.

Hendricken, 43.
Henis, 42, 48, 49, 52, 54, 55, 60, 73, 75, 79.
Henri, roi des Romains, 228. —
 — II, empereur, 37, 107. —
 III, duc de Limbourg, 299. —
 IV, empereur, 39. — VI, em-
 pereur 111.
Henrici, Salomon, 73, 78.
Hensem, 71.
Herck, Renier van, 47.
Herckenrode, 172, 210, 218, 258,
 290, 292, 294.
Herck-Saint-Lambert, 231.
Hern, 43.
Herstappe, 43.
Herten, 43.
Hesbaye, L'archidiaconé de, 28,
 49, 50.
Hessel, Marie-Jenne, 311.
Heukelom, 71.
Heur-le-Tixhe, 43, 106.
Hex, 43, 60, 89, 119, 120.
Heyden de Blisia, Conrard van
 der, 112.
Heynen, Renier, 66.
Heynsberg, Philippe de, 235.
Hinnisdael, François de, 87. —
 Gautier de, 115. — Gilles de,
 115. — Walter de, 115.

Houppertingen, 31.
Houtzem, 71.
Hoxémont, Le concile de, 28
Hubert, saint, 84, 124.
Huldertingen, Jean de, 50.
Huppaye, 30.
Huy, 18, 39, 40.
 — Notre-Dame, 40.
 — Jacques de, 108.
Identius, Etienne, 47.
Innocent II, pape, 29, 68, 71.
Itteren, 204.
Jamine, 30, 44, 261.
Jandrain, 30.
Jean, curé, 47. — XXII, pape
Jesseren, 43.
 — Godefroid de, 251.
Jodoigne, 28, 30.
Juliers, Alexandre de, 230
 Guillaume de, 96. — Otto
 30, 96.
Juprelle, 44.
Karfs, Léonard, 47.
Kemexhe, 40, 44, 284-286.
Kermpt, 43.
Kerniel, 43, 180.
Kessenich, 203.

- Lambert*, 107.
Lamboy, Guillaume de, 173.
Lantin, 44.
Léau, 28, 30.
Leendt, Théodore van, 66, 69.
Lejeune, Anne-Jeanne, 322.
Lens-Saint-Remy, 30.
Lens-Saint-Servais, 30.
Lens-sur-Geer, 40, 44, 273-278.
Leurs, Théodore, 69.
Leyen, Henri de, 82, 145, 220.
Liège. Notre-Dame-aux-Fonts, 41.
 — Saint-Adalbert, 40.
 — Saint-Denis, 52.
 — Saint-Jean, 69.
 — Saint-Lambert, 40, 41, 60, 61, 82.
 — Saint-Laurent, 40.
 — Saint-Martin, 40, 114, 115.
 — Saint-Materne, 40, 41.
 — Saint-Mathieu, 257.
 — Sainte-Croix, 40.
 — Tirebourse, 315.
Liers, 40, 44, 300-306.
 — Jean de, 302, 303.
Limbours, Waleran de, 276.
Liverlo, de, 105.
Lobbès, 28, 29, 38, 287.
Loes, Gérard, 241.
Looz, 43, 232-258.
 — Le comte de, 69. — Agnès de, 220, 241. — Arnold, comte de, 82, 176, 189, 206, 211, 213, 214, 215. — Louis, comte de, 83, 211, 218. — Louis 1^{er}, comte de, 120, 242. — Louis II, comte de, 250. — Richard de, 223.
Lothaire 1^{er}, 36.
Louis, évêque de Munster, 66. — XIV, 313. — XV, 71.
Louis le Débonnaire, 29, 32, 36.
- Louis le Pieux*, 156.
Lowaigne, 43.
Ludger, saint, 83.
Ludolphe, archidiacre, 60, 61, 107.
Luxembourg, Ermengarde de, 185.
Maechs, René, 174.
Maeseyck, 313.
Maestricht, 2, 4, 18, 28, 70, 319.
 — Saint-Servais, 68, 69, 72, 73, 74.
Mall, 23, 46, 47, 48, 49, 65, 67, 76.
Malt-Sluse, 58, 61, 65-70.
Mansfeld, 70.
Marck, Adolphe de la, 66, 206, 218, 281. — Conrad de la, 66.
Marcuald, 52, 54, 55, 60, 61, 114, 246, 292.
Marlinne, 31.
Martenslinde, 44.
Martin, saint, 6, 58, 84.
Materne, saint, 51.
Mathys, Servais-Adrien de, 187.
Maubeuge, 227.
Mayence, 21.
Méan, de, 298. — Laurent de, prévôt de Tongres, 47, 48, 50, 68, 69. — Marie-Catherine de, 313. — Pierre de, 68, 70.
Meaux, Le concile de, 15.
Meer, Gérard-Joseph van der, 70. — Guillaume van der, 66.
Meerheim, 71.
Melin, 30.
Mélotte, Jacques, 66.
Membruggen, 43, 124.
Mérode, Aléide de, 128.
Mettecoven, 31, 44.
Michel, saint, 83.
Middelheers, 44.
Middelihem, 71.

- Mielen*, 31.
Millen, 40.
 — Robin de, 114.
Milmort, 44.
Mirmont, Jean-Martheal de, 93.
 — Louis de, 93.
Modène, Marcuald de, voy. *Marcuald*.
Molem, 71.
Molendino, Pierre de, 192.
Molhem, 71.
Mopertingen, 44.
Mossis, Gérard, 128.
Mostaerdt, Elisabeth, 322.
Mulcken, 42, 48, 49, 54, 56, 73, 85, 86.
 — Gilles de, 86.
Munckhof, 120.
Munsterbilsen, 3, 43, 123, 176, 184, 253.
Muyssen, Pierre-Guillaume van, 127.

Namur, Jean de, 303.
Nassogne, 30.
Nederheim, 43, 71, 106.
Neerlinter, Charles de, 252. — Raes de, 252.
Neerrepén, 42, 48, 49, 56, 75, 82, 88.
Neudorp, 104.
Neufcourt, René de, 66.
Neumagen, Rodolphe de, 46, 59, 76.
Nicolas, Wéri, 69.
Niel-Saint-Servais, 240.
Nivelles, L'abbaye de, 28.
Notger, 28, 32, 36, 40, 107, 112.

Oddon, doyen de Saint-Martin à Liège, 113.
Odeur, 44, 294.
Oeren, Alexandre d', 229.

Oetsloven, 249.
Offelken, 42, 48, 49, 52, 54, 56, 60, 73, 75, 84, 85, 89.
Oleye, 31.
Opheers, 44.
Oppum, 71.
Oranus, Gilles, 73.
Oreye, 44, 277.
Orienten, 203.
Orléans, Le concile d', 5.
Oskens, Jean, 47. — *Tilman*, 47.
Otbert, évêque de Liège, 113, 220.
Othée, 40, 290-294.
Otrange, 44.
Otton, empereur, 258, 300. — II, empereur, 36, 37, 94, 153, 154, 228. — III, empereur, 37, 39.
Ouwercx, Conrad, 104.
Overrepen, 43, 82, 83, 122.

Paifve, 43, 104.
Paris, Le concile de, 25.
Paul III, pape, 329. — *V*, pape, 65, 127.
Pauli, Marie-Elisabeth, 321.
Peeters, Daniel, 47.
Perceval de Carreto, 109.
Petersheim, 71.
 — Thierry de, 125.
Petit-Jamine, 44.
Pierpont, Hugues de, 46, 59, 60, 123, 177, 211, 250, 261, 288.
Pierre, saint, 6.
Pirange, 42, 48, 49, 52, 54, 56, 60, 73, 75, 80.
Potthem, Mathias de, 108.
Preneste, Gui de, 60.

Raedts, Renier, 66, 68, 69.
Reckheim, 71.
Reginard, évêque de Liège, 179, 257, 264.
Remy, saint, 6.

- Renier*, écolâtre de Tongres, 50, 52, 100, 237.
Repen, 52, 73, 82.
 — Conon de, 82, 122.
Rethel, Simon de, 213, 292.
Riculphe, évêque de Soissons, 26.
Riempst, 43, 195, 197, 199-201.
Rivière, Henri-Oger de, 265.
Rixingen, 42, 48, 49, 52, 54, 55, 73, 75, 77, 88.
Robert, Le comte, 14.
Roch, saint, 80.
Roche fort, Le concile de, 29, 30.
Rocour, 44.
Rodolphe, abbé de Saint-Trond, 82.
Rolduc, 197.
Rommershoven, 43.
Rosmael, 65.
Rosmaring, Guillaume, 128.
Rothem, 71.
Rougrave, Le comte de, 102.
Ruchelingen, 269.
Rufus, Théodore, 63.
Rullingen, 43.
Rumigny, Jean de, 54.
Russon, 39, 43, 72, 112, 132.
 — Renier de, 125.
Ryckel, 31.
 — René de, 225.

Saffenberg, Le comte de, 197. — Adolphe de, 203.
Saint-Bavon, L'abbaye de, 156.
Saint-Hubert, L'abbaye de, 29, 30, 38, 49.
Saint-Servais, Les bancs de, 65, 68.
Saint-Trond, 2, 28, 30, 31, 318.
Salz, 15, 21.
Sanctus, Louis, 177.
Sarabert, 160.
Sassenbroeck, Herman de, 225.

Sauveur, saint, 6.
Scans, 82.
Schalkhoven, 43, 100.
Scronx, Denis, 105.
Selingenstadt, L'abbaye de, 40.
Servais, saint, 6, 68, 73.
s'Heeren-Elderen, 42, 61, 62, 64.
Sichen, 149.
Simon, prévôt de Tongres, 84.
Simonis, Gilles de, 68. — Pierre de, 87.
Sixte IV, pape, 103.
Sluse, 42, 65.
Smets, Gilles, curé, 103.
Soissons, 6, 26.
Soort, Jean, 204.
Spaunwen, 44.
Spiegel, Jean, 127.
Stavelot, 115.
Steinborch, Charles, 104.
Stevoort, 43, 207.
Stiennon, Jean-Denis, 100.
Stockhem, 71.
 — Nicolas-Erasme de, 265.
Stockroye, 43.
Straven, Barthélemy, 47.
Struven, Herman, 249.
Sutendael, 44, 205.
Swartenbroeck, curé, 70.

Tans, Libert, 127.
Tempsica, villa, 13.
Tetricus, évêque d'Auxerre, 5.
Théobald, 52, 54.
Theodorici, Richard, 105.
Théoduin, évêque de Liège, 40, 95, 96, 113, 200, 228, 230.
Thier, Louise de, 313.
Thierry, curé de Looz, 97.
Thoisyr, Jean de, 310.
Thourotte, Robert de, 51, 54, 61, 108, 168, 246.
Thuin, 38.

- Thys*, 44.
Tibure, Le concile de, 21.
Ticquet, Ferdinand, 313.
Tidebeeke, Lambert de, 113.
Tirlemont, Barthélemy de, 225.
Tongres, 1, 2, 4, 18, 44, 67.
 — Béguinage, 50, 54, 55.
 — Carmes déchaussés, 55.
 — Célestines, 56.
 — Dominicains, 54, 56.
 — Frères-Mineurs, 54, 55.
 — Jésuites, 55.
 — Notre-Dame, 1, 2, 23.
 — Saint-Antoine, 48, 50.
 — Saint-Augustin, 55.
 — Saint-Jacques, 48, 50.
 — Saint-Jean, 48, 52, 53, 54, 57.
 — Saint-Nicolas, 48, 52, 53, 54, 57.
 — Sainte-Agnès, 54, 55.
 — Renier de, 125.
Tornaco, Gilles de, 46.
Toulouse, Le concile de, 15, 25.
Tournai, 311.

Ulbeek, 43, 230.
Ulric, 241.
Ungen, Rutger de, 69.
Urbain V, pape, 29.
Urso, Jacques, 105.

Val-des-Ecoliers, 310.
Valle, Lambert de, 47.
Vechmael, 23, 40, 43, 112, 113, 114, 115, 116, 117.
Velbruck, François de, 99.
Verdun, Henri de, 111, 229.
Vieux-Joncs, 123.
Villers, L'abbaye de, 120, 225, 241.
Villers-l'Évêque, 1, 40, 44, 286-290.

Villers-Saint-Siméon, 44.
Vivario, Godefroid de, 104.
Vliermael, 65, 89, 103, 105.
Vliermael-Roodt, 105.
Vlodorp, Rembald de, 282.
Vottem, 44.
Vrancryk, 71.

Walcaud, évêque de Liège, 29, 38.
Walter, 66.
Walthery, Jenne-Françoise, 324.
Waltwilder, 44, 194.
Wauters, Gisbert, 187.
Wellen, 43.
Wendelinus, 71.
Werm, 43, 93.
 — Guillaume de, 93.
Wibald, 115.
Wickenrode, Otton de, 291.
Widoeye, 73, 75, 81, 89.
 — Herman de, 264.
Wihogne, 43, 106.
 — Godefroid de, 269.
Wimmertingen, 232.
Winckelhem, 71, 148-177.
Wintershoven, 43, 150, 156, 233, 244.
 — Guillaume de, 171.
Wolbodon, évêque de Liège, 256.
Womar, 157.
Wychmael, 65.
Wyns, 74, 99.

Xhendremael, 40, 44, 259-299.

Zacharie, pape, 19.
Zaehringen, Raoul de, 84.
Zammelen, 180.
Zeelhem, 71.
Zonhoven, 43.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Règlement de la Société	V
Tableau des membres de la Société	IX
Liste des sociétés et des revues avec lesquelles la Société fait l'échange de ses publications	XVII

NOTICES ET MÉMOIRES.

I. <i>Les paroisses de l'ancien concile de Tongres</i>, par l'abbé	
J. PAQUAY	1-308
Avant-propos	1
Notions préliminaires. L'organisation paroissiale jusqu'au IX ^e siècle	3
L'organisation paroissiale dans le domaine immunitaire de Tongres à l'époque carolingienne	32
Première série : Paroisse primitive de Tongres.	
1. Le curé primitif	45
2. La paroisse urbaine de Tongres	51
3. Les églises filiales. Berg, Mall-Sluse, Coninxheim	58
4. Les quarte-chapelles. Rixingen, Henis, Pirange, Widoye, Neer- repen, Offelken, Mulken.	75
Deuxième série : Eglises démembrées de l'église-mère de Tongres à l'époque carolingienne.	
Paroisse primitive de Hoesselt. Hern-Saint-Hubert, Vliermael, Althoes-	

selt, Werm, Schalkhoven, Rommers-	Pages
hoven, Beverst.	90
Paroisse primitive de Freeren.	
Nederheim, Paifve, Heur-le-Tiexhe. . .	106
Paroisse primitive de Vechmael.	
Horpmael, Horne-Saint-Pierre	112
Eglises érigées à l'époque féodale en terre lossaine.	
Hex	120
Overrepen	122
Membruggen	124
Genoels-Elderen	129
Troisième série : Paroisse primitive de Russon.	
Lowaige, Herstappe, Hamal	132
Paroisse primitive de Haeren.	
Bommershoven	144
Quatrième série : Paroisse primitive de Cortesseem.	
Wintershoven, Guygoven	148
Paroisse primitive de Gorsleeuw.	
Kerniel, Rullecoven, Zammelen . . .	178
Paroisse primitive de Bilsen.	
Münsterbilsen, Beukebilsen, Martens-	
linde, Ruyckhoven, Kleine-Spauwen,	
Waltwilder, Genck, Asch, Riempst,	
Gellick, Eygenbilsen, Mopertingen,	
Sutendael	181
Paroisse primitive de Hasselt.	
Curange, Kermpt, Stevoort, Zonhoven,	
Stockroye, Spalbeek, Bolderberg . .	207
Paroisse primitive de Diepenbeek	220
Paroisse primitive d'Alken.	
Ulbeek, Herck-Saint-Lambert	227
Paroisse primitive de Looz.	
Grandlooz, Brouckom, Graethem, Hen-	
drieken, Cuttecoven, Gothem, Jesse-	
ren, Wellen, Herten, Gutscoven, Met-	
tecoven	232
Paroisse primitive de Jamine.	
Grand-Jamine, Gelinden, Petit-Jamine,	
Engelmanshoven	258

	Pages
Paroisse primitive de Heers.	
Fologne, Opheers, Basheers, Ruckel- gen	264
Paroisse primitive de Lens-sur-Geer.	
Oreye, Bergilers, Grandville	273
Paroisse primitive de Fize-le-Marsal.	
Crisnée, Otrange.	279
Paroisse primitive de Kemexhe.	
Thys	284
Paroisse primitive de Villers-l'Evêque.	
Hognoul	286
Paroisse primitive d'Othée.	
Odeur	290
Paroisse primitive de Xhendremael.	
Alleur, Juprelle, Villers-Saint-Siméon, Lantin	295
Paroisse primitive de Liers.	
Voroux, Vottem, Milmort, Rocour . .	300
Paroisse primitive d'Ans	306
II. <i>Les pains d'abbaye au diocèse de Liège</i> , par l'abbé G. SIMENON	309
III. <i>Table alphabétique et analytique des matières</i> , par l'abbé Edm. VAN WINTERSHOVEN	333



